This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at `http://books.google.com/`

A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

+ *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.

+ *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.

+ *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.

+ *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse `http://books.google.com`

B 1,094,363

PROPERTY OF

The University of Michigan Libraries

1817

ARTES SCIENTIA VERITAS

PROPERTY OF
The University of Michigan Libraries
1817
ARTES SCIENTIA VERITAS

RECUEIL

DES

TRAITÉS ET CONVENTIONS

CONCLUS PAR

L'AUTRICHE.

RECUEIL

DES

TRAITÉS ET CONVENTIONS

CONCLUS PAR

L'AUTRICHE

AVEC

LES PUISSANCES ÉTRANGÈRES, DEPUIS 1763 JUSQU'À NOS JOURS.

PAR

LÉOPOLD BARON DE NEUMANN,

CONSEILLER AULIQUE, DOCTEUR ET PROFESSEUR DE DROIT INTERNATIONAL À L'UNIVERSITÉ DE VIENNE

ET

ADOLPHE DE PLASON,

CONSEILLER DE SECTION AU MINISTÈRE I. ET R. DE LA MAISON DE L'EMPEREUR ET DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

TOME SEIZIÈME.

VIENNE.

IMPRIMERIE „STEYRERMÜHL".

1883.

Austria. Treaties, etc.

RECUEIL

DES

TRAITÉS ET CONVENTIONS

CONCLUS PAR

L'AUTRICHE

AVEC

LES PUISSANCES ÉTRANGÈRES, DEPUIS 1763 JUSQU'À NOS JOURS.

PAR

LÉOPOLD BARON DE NEUMANN,

CONSEILLER AULIQUE, DOCTEUR ET PROFESSEUR DE DROIT INTERNATIONAL À L'UNIVERSITÉ DE VIENNE

ET

ADOLPHE DE PLASON,

CONSEILLER DE SECTION AU MINISTÈRE I. ET R. DE LA MAISON DE L'EMPEREUR ET DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

NOUVELLE SUITE.

TOME DIXIÈME.

VIENNE.

IMPRIMERIE „STEYRERMÜHL".

1883.

JX
675
1855
v.16

PRÉFACE.

Nous avons pris soin de faire précéder la Nouvelle Suite de notre Recueil d'une préface assez détaillée. Le lecteur bienveillant y trouvera une esquisse sommaire des grands événements historiques et des principaux changements territoriaux survenus en Europe depuis le traité de Paris du 30 mars 1856 jusqu'en 1877.

Après les guerres sanglantes de 1854, de 1859, de 1866 et la dernière lutte entre la France et l'Allemagne réunie sous les drapeaux de la Prusse, on pouvait croire que l'Europe épuisée d'hommes et d'argent se reposerait pendant longtemps, afin de guérir ses plaies et de vaquer aux affaires de la paix.

L'année 1877 paraissait clore l'ère des grandes guerres. Mais l'apparence était des plus trompeuses.

La plus grande question du siècle, la plus riche en conséquence, d'une portée incalculable, la question orientale, ajournée depuis près d'un siècle allait être posée et s'imposer à l'Europe entière. Qu'on nous permette d'être un peu plus explicite en abordant cette question. Un grand nombre des documents sur la plus récente époque, que nous insérons dans notre Recueil de la nouvelle suite sont consacrés à la question orientale. Il n'entre pas dans notre tâche d'écrire l'histoire des traités, mais de fournir les matériaux indispensables à ceux qui écriront cette histoire.

Toutefois nous croyons de notre devoir d'exprimer en toute franchise dans cette préface qui nous en offre l'oppor-

tunité, de quelle manière et sous quel jour nous envisageons ce drame oriental, dont l'issue finale, selon toute apparence, ne sera pas connue de la génération actuelle et d'en résumer brièvement les résultats acquis. Nous l'avons dit ailleurs*), la décomposition de la Turquie est un fait, qu'aucun euphémisme ni aucun artifice diplomatique ne sauraient nier ni conjurer. Nous dirions plutôt: la dissolution de la Turquie n'est plus une question de temps, elle se passe sous nos yeux. Ce ne sont pas des conjectures, ce sont des faits qui nous occupent. Et le traité de San Stefano du 3 mars 1878 est en lui-même la confirmation la plus parfaite de nos assertions et celui de Berlin n'arrêtera sûrement pas le développement ultérieur des faits qui ont précédé. En effet le traité du 13 juillet 1878 a détruit jusqu'au dernier reste de la suzeraineté que le Grand Seigneur exerçait ou semblait exercer sur les principautés danubiennes. De plus la création de la principauté de Bulgarie, dite tributaire, ainsi que celle de la Roumélie orientale, est-elle une oeuvre viable propre à être consolidée? La tendance des deux parties désunies à se retrouver, à se réunir, n'est-elle pas dictée, pour ainsi dire, par une sorte de nécessité naturelle? Et le règlement des frontières entre la Porte Ottomane et la Grèce, tel qu'il a été prévu par l'art. 23 du traité de Berlin, règlement terminé, après de si longues discussions, au printemps de l'année 1882, n'a-t-il pas eu pour résultat une nouvelle diminution de l'état territorial de la Turquie?

Deux siècles sont à peine écoulés depuis le second siège de Vienne par les armées du Sultan. Les Turcs, jadis la terreur de la Chrétienneté ne vivent plus depuis les victoires de notre grand prince Eugène, que par la grâce, ou plutôt par la jalousie des puissances européennes. L'Europe, coalisée

*) Voir Neumann: »Droit de Consulat«. Vienne 1856, et le »Journal scientifique militaire« de Vienne, XXème vol. 1880; de même: »La Revue de droit international« de 1879.

dans les siècles antérieurs contre la Turquie, a, depuis le 18e siècle, pris à tâche de conserver la Porte Ottomane. Il y a plus, la consolidation de cet édifice qui s'écroule a passé à l'état de dogme politique, et, elle est dévenue une des pierres angulaires de l'équilibre politique de l'Europe. Y eut-il jamais d'ironie plus cruelle, démentie journellement par les actes mêmes des prétendus soutiens de la Porte ottomane? C'est en voyant sa décrépitude que les médecins diplomatiques de la Porte lui conseillèrent d'essayer la cure des réformes. Elle parut adopter leurs conseils. Bien entendu, elle abonda en promesses de réformes, en promesses qu'elle n'a jamais tenues, et que même elle ne pouvait pas tenir sans se mettre en contradiction évidente avec les principes fondamentaux de son existence. On offrit même à l'Europe, ce fut précisément le jour de l'ouverture des conférences de Constantinople en 1876, le spectacle pompeux d'un parlement turc. Mais un conte oriental ne laisse pas d'être un conte.

Le traité de Berlin a eu beaucoup de détracteurs, il a été l'objet d'amères critiques. On lui reproche, non sans raison, d'avoir enveloppé plusieurs questions importantes dans un certain clair-obscur mystique, de ne pas avoir abordé d'autres questions qui demandaient impérieusement une solution. Nul doute aussi que beaucoup de ses décisions portent l'empreinte d'une évidente précipitation. Mais il est juste, cependant, de dire, que le congrès de Berlin ne pouvait absolument pas avoir l'intention ni la faculté de résoudre l'énigme du Sphinx oriental, et d'arriver, en quelques semaines, comme par un coup de la baguette magique, à la solution de l'immense problème de la question orientale.

Le congrès de Berlin a du moins frayé le chemin à une solution future; il a fait ce qu'il était possible de faire dans les circonstances données et dans la situation créée par la guerre précédente. Mais nous ne pouvons nier, hélas! qu'en dépit de tous les efforts du congrès de Berlin l'avenir, et

nous ne parlons pas d'un avenir lointain, soit gros des plus graves dangers. Quoiqu'il en soit, grâce à ce congrès, à l'entente de ses membres, nous ne manquons pas de certains points de départ, de repère pour ainsi dire, indiquant la marche à suivre lorsque de nouvelles complications surgiront. Dès que la paix de l'Europe est menacée, l'Europe entière est forcée d'entrer en action; et c'est, revêtues du mandat de l'Europe, que les puissances particulières, emploieront soit leurs bons offices, soit leur forces armées pour soutenir leur propre intérêt aussi bien que pour le maintien ou le rétablissement de la paix universelle.

Un événement de la plus haute importance a puissamment contribué à confirmer nos espérances, à dissiper, en tout cas à diminuer les craintes des âmes timorées. Nous voulons parler de cette alliance étroite, intime entre la Monarchie Austro-hongroise et l'Empire d'Allemagne, alliance basée sur la communauté parfaite des plus hauts intérêts. Elle est la garantie la plus efficace du maintien de la paix universelle. Cette alliance on la prévoyait dès long-temps comme nécessaire, comme indispensable et dictée par les besoins vitaux des parties contractantes, aussi bien que de l'Europe entière. Ce n'est que dans les derniers jours que le grand public est parvenu à la connaisance des détails de ce traité, qui fera époque dans l'histoire moderne et qui tout en empêchant le déchaînement de la furie belliqueuse, servira à faciliter la solution des questions les plus ardues.

L'avenir, disent les anciens, repose dans le sein des dieux. Espérons que les voeux ardents que nous formons pour une paix générale et durable seront plus que des rêves.

Nous croyons qu'on nous saura grè de mentionner, dans un résumé succinct, les principaux changements territoriaux, que le traité de Berlin, sans contredit un de plus importants de ce siècle, a opérés dans la configuration de la Turquie européenne. C'est une erreur de considérer le traité de Berlin

comme un traité de paix. Le vrai traité définitif de paix entre la Russie et la Porte n'a été conclu que la 8 février de l'année 1880. Mais comme il a remplacé celui de San Stefano du 3 mars 1878 entre les puissances belligérantes, dont la révision a été l'objet et le but principal du traité de Berlin, on peut assurément prétendre que le traité de paix du 8 février 1880 a été contracté sur la base des principes posés par l'acte de Berlin. La Bulgarie du traité de San Stefano, qui devait s'étendre depuis le Danube, des deux côtés des Balcans, jusqu'à la mer Égée, fut remplacée par la nouvelle création d'une province de la Porte, la Roumélie orientale. Au surplus l'agrandissement territorial des principautés, déclarées indépendantes, de la Serbie et du Monténégro a subi quelques restrictions. Somme toute la Porte, grâce au congrès de Berlin, perdit environ mille milles carrés, moins que d'après les stipulations de San Stefano.

Toutefois il ne faut pas oublier que la dernière délimitation entre la Porte et la Grèce, qui n'a eu lieu que dans l'année 1882, a fait perdre à la Porte près de 260 milles carrés de son territoire.

Nous terminons cette préface, qui, nous l'espérons, ne pèche pas par un excès de longueur, en spécifiant en quelques mots les résultats du traité de Berlin, relatifs aux divers changements politiques et territoriaux survenus dans la presqu'île des Balcans.

1. La Bulgarie est constitué en principauté autonome et tributaire sous la suzeraineté de la Porte.

2. Au midi des Balcans il sera formé une province sous le nom de Roumélie orientale, sous l'autorité immédiate politique et militaire du Sultan, mais possédant une autonomie administrative.

3. Les provinces de Bosnie et d'Herzégovine seront occupées et administrées par l'Autriche.

4. La commune de Spizza est incorporée à la Dalmatie.

5. La Porte reconnaît l'indépendance de la Serbie et du Monténégro.

6. Elle reconnaît de même l'indépendance de la Roumanie. Le Delta du Danube avec l'île des Serpents, la Dobrudscha et un territoire situé au midi de la Dobrudscha sont réunis à la Roumanie. Par contre celle-ci rétrocède à la Russie la lisière de la Bessarabie, que le traité de Paris du 30 mars 1856 avait démembrée de la Russie et réunie à la Roumanie.

7. La Russie acquiert en Asie les territoires d'Ardahan, de Kars et de Batum, y compris le port de Batoum.

Nous ne passerons pas sous silence le fait important d'un traité conclu entre l'Angleterre et la Porte le 4 juin, c. à. d. peu de jours avant l'ouverture du congrès de Berlin, traité qui assura à l'Angleterre la possession de l'île de Chypre, à proximité de l'Asie Mineure et devenant ainsi la clef du Bosphore aussi bien que du canal de Suez.

Nous n'ajouterons que quelques mots sur ces trois pays, jadis tributaires de la Porte, devenus désormais des états souverains.

La Roumanie qui, jusqu'en 1878 comptait environ $4^1/_2$ millions d'habitants sur une surface de 2200 miles carrés d'Allemagne, perd la Bessarabie avec 150 milles carrés et 150.000 habitants, et gagne près de 90 milles carrés avec 175.000 habitants.

Quant à la Principauté de Serbie le congrès de Berlin lui adjuge 210 m. c. avec une population de 280.000 habitants de sorte que cette Principauté devenue, depuis, Royaume à l'instar de la Roumanie, compte à présent 1,600.000 âmes sur 900 m. c.

Le Monténégro enfin voit son territoire doublé par les soins du traité de Berlin, et il embrasse un territoire de 160 m. c. avec 250.000 habitants.

942.

Résumé des principes suivis en Autriche-Hongrie vis-à-vis des États étrangers pour la restitution des frais de traitement des malades indigents y compris les aliénés.

(Archives du ministère Imp. et R. des affaires étrangères.)

Uebersichtliche Darstellung der Grundsätze, welche bei der Einbringung von Verpflegskosten für mittellose Kranke mit Einschluss der Irren und Siechen fremden Staaten gegenüber massgebend sind.

Deutsches Reich.

(Hieher gehören: Die Königreiche Preussen mit den Reichslanden Elsass und Lothringen, Bayern, Sachsen, Württemberg; die Grossherzogthümer Baden, Hessen-Darmstadt, Sachsen-Weimar, Mecklenburg, Schwerin und Strelitz, Oldenburg; die sächsischen Herzogthümer, die Anhalt'schen Herzogthümer; das Herzogthum Braunschweig; die Fürstenthümer Schwarzburg-Rudolstadt und Sondershausen; die Reuss'schen Fürstenthümer; die Fürstenthümer Lippe-Detmold, Schaumburg, Lippe und Waldeck; die Städte Hamburg, Lübeck und Bremen.)

Allen diesen das Deutsche Reich bildenden Staaten gegenüber ist die österr.-ungarische Monarchie durch die Eisenacher Convention vom 11. Juli 1853 [1]) zur unentgeltlichen Verpflegung mittelloser, körperlich und geistig Kranker verpflichtet und ein Regress nur gegen die Verpflegten selbst, wenn sie nachträglich zahlungsfähig erscheinen, oder deren alimentationspflichtige Angehörige, zulässig.

Die diesfällige Correspondenz wird geführt:

In den im Reichsrathe vertretenen Königreichen und Ländern nach Massgabe der Bestimmungen der Circulare des k. k. Ministeriums des Innern an alle Länderchefs ddo. 27. Juni 1869, Z. 9824/870 [2]) — 22. Juli 1869, Z. 2772/M.J. [3]) und 18. Juli 1871, Z. 805/J. [4]).

In den zur ungarischen Krone gehörigen Ländern, nach Massgabe der Bestimmungen der an das kgl. ungar. Ministerium

PROPERTY OF
The University of Michigan Libraries
1817
ARTES SCIENTIA VERITAS

1877 Bei der Correspondenz wegen Kosten-Einbringung aus Luxemburg ist die Correspondenz an die k. und k. Gesandtschaft im Haag zu richten, u. zw. im Sinne der Erlässe des k. k. Ministeriums des Innern, die bei der Correspondenz mit den deutschen Staaten Geltung haben; in den zur ungarischen Krone gehörenden Ländern im Sinne der Mittheilung des k. und k. Ministeriums des Aeussern ddo. 30. December, Z. Eo. 19824/X 1876[7]), durch das kgl. ungar. Ministerium am Allerh. Hoflager, die kgl. croat.-slavonische Landesregierung in Agram, das k. k. General-Commando in Agram als Grenzlandes-Verwaltungs-Behörde.

Rücksichtlich des Königreiches Holland liegt keine Correspondenz vor.

Königreiche Schweden und Norwegen.

Bezüglich dieser Königreiche liegt eine Correspondenz vor, nach welcher die Regierungen von Schweden und Norwegen jeden Ersatz von Verpflegskosten ablehnen. Solche Ersätze sind demnach einzig und allein von den Verpflegten oder deren Angehörigen, wenn zahlungsfähig, zu beanspruchen.

Die diesbezügliche Correspondenz wird in gleicher Weise wie dem Königreich Holland, Belgien, Dänemark etc. gegenüber gepflogen.

Kaiserthum Russland.

Russland ersetzt aus Staatsmitteln die durch die Verpflegung seiner mittellosen Angehörigen im Auslande entstandenen Kosten, wenn die Verpflegung in einer Versorgungs- oder Irrenanstalt stattgefunden hat.

Wenn es sich um die Verpflegung russischer Staats-Angehöriger in gewöhnlichen österr.-ungarischen Spitälern handelt, so beschränkt sich die kais. russische Regierung darauf, den freiwilligen Ersatz der betreffenden Kosten Seitens der Familie der Verpflegten oder der Zuständigkeits-Gemeinde zu vermitteln.

Bei der Correspondenz sind bezüglich der österr. Reichshälfte die Erlässe des k. k. Ministeriums des Innern rücksichtlich der deutschen Staaten massgebend.

In den Ländern der ungarischen Krone wird die Correspondenz im Sinne der Mittheilung des k. und k. Ministeriums des Aeussern ddo. 26. August 1876, Z. 13220/IV [5]), gepflogen.

Fragen principieller Bedeutung sind immer dem Ministerium des Aeussern zur Entscheidung vorbehalten.

1877 Derartige Ausgaben werden auch von den k. und k. Consular-Aemtern in Beirut und Smyrna, dann in Cairo, Port-Saïd und Suez in Egypten, vorschussweise, zumeist an Privat-Hospitäler, bestritten und wird seitens des k. und k. Ministeriums des Aeussern der Ersatz dieser Auslagen im Wege der competenten österr.-ungarischen Landes-Behörden angesprochen.

Annexes.

1) *Eisenacher Convention vom 11. Juli 1853.*
(vide R. G. Bl. 1854. I. Stück, Nr. 6, Seite 8.)

9813/IV

2) Die bezüglich der Behandlung der Verpflegskosten-Ersatz-Angelegenheiten in einigen Ländern gemachten Wahrnehmungen haben mich veranlasst, sämmtlichen Landeschefs mit dem abschriftlich anruhenden Erlasse die bereits wiederholt ertheilte Anordnung in Betreff der unmittelbaren Correspondenz mit den ausländischen Behörden in Erinnerung zu bringen.

Indem ich mich beehre Euer Excellenz hievon die Mittheilung zu machen, glaube ich bei dem Umstande, als Euer Excellenz selbst wiederholt, und zwar namentlich in dem geschätzten Schreiben vom 1. Mai 1867, Zahl 5889/3, den dringenden Wunsch nach möglichster Beseitigung aller zwecklosen und zeitraubenden Correspondenzen in Verpflegskosten-Angelegenheiten ausgesprochen haben, nur den Intentionen Eurer Excellenz entgegen zu kommen, wenn ich dieser Mittheilung das Ersuchen beifüge, es wolle Euer Excellenz gefällig sein, im diplomatischen Wege die geeignete Verwendung eintreten zu lassen, damit von Seite der betreffenden ausländischen, und zwar insbesondere der kgl. italienischen Administrativbehörden ein reciproker Vorgang eingehalten werde, indem ich, dem vorangedeuteten Grundsatze gemäss, für die Zukunft jede Ingerenznahme seitens des Ministeriums des Innern in Angelegenheiten der erwähnten Art — ganz besondere Fälle ausgenommen — entschieden ablehnen müsste.

Wien, am 27. Juni 1869.

Für den k. k. Minister des Innern:
Wehli m. p.

9813/IV

Auf die geschätzte Note vom 27. v. M., Z. 9824 beehrt sich das Ministerium des Aeussern dem Löblichen folgendes zu erwidern:

Der obiger Note abschriftlich angeschlossene Erlass an sämmtliche Länder-Chefs, womit denselben die Bestimmungen des Circulars vom 10. April v. J. Z. 1396/M. d. I. über die Correspondenzen mit dem Auslande wegen Einbringung von Verpflegskosten in Erinnerung gebracht werden, erscheint allerdings durch das anormale Verhältniss hervorgerufen, in welchem wir uns diesfalls bezüglich Venetiens befinden, denn wäre dort dasselbe Princip der unentgeltlichen Krankenverpflegung in den öffentlichen Spitälern angenommen, wie ein solches im übrigen Italien, in ganz Deutschland und so ziemlich überall in Geltung ist, so würde sich den competenten Centralstellen wohl kein genügender Anlass ergeben, ein Ingerenz in dergleichen Angelegenheiten wegen Geschäftsanhäufung abzulehnen.

Was nun Italien überhaupt betrifft, war das Ministerium des Aeussern, unterm 30. v. M., Z. 9294, in dem Falle, dem Löblichen einen Bericht aus Florenz mitzutheilen, worin der k. k. Gesandte Baron Kübek, auch um einem diesfälligen ihrerseits wohlbegründeten Wunsche der kgl. ital. Regierung entgegen zu kommen, eben um die Abstellung der im obcitirten Erlasse neuerdings empfohlenen unmittel-

baren Correspondenz zwischen den betheiligten dies- und jenseitigen Administrativbehörden und um die ausschliessliche Führung dieser Correspondenz zwischen den Landesbehörden und der k. k. Gesandtschaft in Florenz ersucht hat. 1877

Sobald nun das Löbliche die hierüber erbetene Verfügung getroffen (und es scheint immerhin zweckmässig, selbe auf die Verpflegskosten-Agenden mit allen fremden Staaten auszudehnen), wird das Ministerium des Aeussern nicht ermangeln, hievon die kgl. ital. Regierung in Kenntniss setzen zu lassen, welche übrigens ihrerseits schon lange, Zeuge der täglich einlaufenden diesbezüglichen Ersuchschreiben der kgl. ital. Gesandtschaft allhier, zu beobachten scheint.

Eine Verständigung aller übrigen ausländischen Regierungen von dieser den inländischen Behörden ertheilten Belehrung aber dürfte das Löbliche nicht für nöthig erachten.

Jedenfalls erbittet sich das Ministerium des Aeussern bei Beantwortung der diesseitigen Note, Z. 9284, eine gefällige Mittheilung über das in theilweiser Aenderung des obcitirten Erlasses des Löblichen Verfügte, um hierauf das weiters Entsprechende veranlassen zu wollen.

Wien, den 17. Juli 1869.

Für den k. u. k. Minister des Aeussern:
Orczy m. p.

Erlass des k. k. Ministeriums des Innern an alle Landeschefs, ddo. 27. Juli 1869, Z. 9824/870.

9813
IV

Im Interesse thunlichster Abminderung zweckloser und zeitraubender Correspondenzen in Verpflegskosten-Ersatz-Angelegenheiten sehe ich mich veranlasst Euer..... die im Ministerial-Erlasse vom 16. December 1859, Zahl 24424, und in meinem Schreiben vom 10. April 1868, Z. 1396/M.-I. enthaltenen Anordnungen in Betreff der Behandlung der Verpflegskosten-Agenden, und zwar insbesondere die Bestimmung in gefällige Erinnerung zu bringen, dass Correspondenzen wegen Einbringung von Verpflegskosten, falls nicht besondere Verordnungen oder Staatsverträge entgegenstehen, ohne Vermittlung der Ministerien, entweder zwischen den betheiligten hierländischen und ausländischen Administrativ-Behörden zu führen sind, oder, wo dies nicht thunlich ist, die Ersteren sich unmittelbar an die betreffende k. u. k. Gesandtschaft zu wenden haben.

Indem ich gleichzeitig den Herrn Minister des Auswärtigen um die geeignete Verwendung im diplomatischen Wege ersuche, damit von Seite der betreffenden ausländischen, und zwar insbesondere der kgl. ital. Administrativ-Behörden ein reciproker Vorgang eingehalten werde, füge ich diesem Ersuchen zugleich die Erklärung bei, dass ich, dem vorangedeuteten Grundsatze gemäss, für die Zukunft jede Ingerenznahme Seitens des Ministeriums des Innern in Angelegenheiten der erwähnten Art, die oben vorgesehenen Fälle ausgenommen, entschieden ablehnen werde.

Bei diesem Anlasse beehre ich mich Euer..... schliesslich noch auf meinen Erlass vom 11. März dieses Jahres, Zahl 2747, neuerdings aufmerksam zu machen, wornach mit der Einbringung allfälliger Ersatzforderungen, welche Seitens der kgl. ital. Regierung bis zur Austragung der dort erwähnten principiellen Verhandlung für die Verpflegung diesseitiger Angehöriger des dienenden Standes in venet. Spitälern, während der ersten vier Wochen der Krankheit etwa gestellt werden sollten, von den diesseitigen Behörden bis auf Weiteres nicht vorzugehen ist.

Was über den Ersatz der Kosten für die Verpflegung venetianischer Angehöriger des dienenden Standes während der ersten vier Wochen der Krankheit in österr. Krankenanstalten betrifft, so tritt in dem bisherigen Vorgange bis zur definitiven Erledigung der fraglichen Verhandlung ohnehin keine Aenderung ein.

Hiernach wollen Euer..... die unterstehenden Behörden angemessen belehren.

1877 $\frac{11108}{IV}$ 3) In Folge der mit den geschätzten Schreiben Euer Excellenz vom 30. Juni und 17. Juli d. J., Z. 9384/IV und 9813/IV anher gelegten Eröffnungen wird gleichzeitig an sämmtliche Landeschefs die aus der Anlage ersichtliche Weisung in Betreff der Art und Weise der Correspondenz in Verpflegskosten - Angelegenheiten, und zwar: dem von Euer Excellenz geäusserten Wunsche gemäss, mit der Ausdehnung auf die bezüglichen Agenden gegenüber allen fremden Staaten erlassen.

Indem ich mich beehre Euer Excellenz hievon in Erwiderung der erwähnten geschätzten Zuschriften die Mittheilung zu machen, und um die gefällige Bekanntgabe der obigen Verfügungen an die kgl. ital. Regierung zu ersuchen, glaube ich bei dem Umstande, als es sich bei diesen Verfügungen hauptsächlich nur um die Verpflegskosten-Agenden mit Italien handelt, auf die von Euer Excellenz als überflüssig bezeichnete Verständigung aller übrigen fremden Regierungen weiter kein Gewicht legen zu sollen

Der mit dem geschätzten Schreiben vom 30. v. Mts., Z. 9284, mitgetheilte Bericht der kais. und kgl. Gesandtschaft in Florenz folgt im weiteren Anschlusse zurück.

Wien, am 22. Juli 1869.

Für den k. k. Minister des Innern:

Banhans m. p.

7272.

Im Nachhange zu meinem Erlasse vom 27. Juni d. J., Z. 9824/1470, finde ich in Bezug auf den im Circular-Erlasse vom 10. April 1869, Z. 1396/M.-I., angedeuteten unmittelbaren Schriftverkehr in Verpflegskosten-Angelegenheiten zwischen den in- und ausländischen Administrativ-Behörden einvernehmlich mit dem Herrn Minister des Aeussern anzuordnen, dass die Correspondenz wegen Einbringung von Krankenverpflegskosten in Hinkunft von Seite der betheiligten inländischen Anstalten und Organe ohne Ausnahme stets nur im Wege der vorgesetzten Landesbehörde mit der betreffenden k. u. k. Gesandtschaft zu führen ist.

Indem ich Euer Hochwohlgeboren ersuche, hiernach das weiter Erforderliche gefälligst veranlassen zu wollen, füge ich noch bei, dass hiedurch an den übrigen, die Behandlung der Verpflegskosten-Agenden betreffenden Anordnungen der oben erwähnten Erlässe und insbesondere an dem Grundsatze nichts geändert wird, wornach die Vermittlung der Ministerium bei Correspondenzen der gedachten Art in der Regel ausgeschlossen zu bleiben hat.

Genehmigen etc.

Wien, am 22. Juli 1869.

Für den k. k. Minister des Innern:

Banhans m. p.

$\frac{11108}{IV}$ An Baron Kübeck in Florenz!

Wien, am 30. Juli 1869.

Auf den Bericht vom 19. v. M., Nr. LXVI E., beehre ich mich Ew..... zu erwidern, dass das k. k. Ministerium des Innern mittelst Erlasses vom 22. d. an sämmtliche Länderchefs die Weisung ergehen liess, es sei die Correspondenz wegen Einbringung von Verpflegskosten in Hinkunft von Seite der betheiligten inländischen Anstalten und Organe ohne Ausnahme stets nur im Wege der vorgesetzten Landesbehörde mit der betreffenden k. u. k. Mission zu führen.

Indem ich Ew... ....ersuche, die kgl. ital. Regierung hievon wegen ausschliesslicher Benützung des diplomatischen Correspondenzweges auch ihrerseits zu verständigen, erneuere ich den Ausdruck.....

Orczy m. p.

[illegible]/IV 4) Mit Beziehung auf die geschätzten Noten vom 19. März und 7. Juni 1871, 1877
Z. 1126/IV und 7386/IV, beehre ich mich unter Rückschluss der Communicate eine Abschrift des Circular-Erlasses zu übermitteln, womit sämmtliche Länderchefs ermächtiget werden, bei Einbringung von Verpflegskosten in gewöhnlichen, die deutschen Staaten betreffenden Fällen mit den zunächst betheiligten ausländischen Verwaltungsbehörden in unmittelbare Correspondenz zu treten.

Wien, am 18. Juli 1871.

Für den k. k. Minister des Innern:
Stählin m. p.

[illegible]/IV Anlässlich eines Falles, in welchem das bestandene Auswärtige Amt des Norddeutschen Bundes, auf den im Jahre 1859 vereinbarten directen Correspondenzweg hinweisend, seine Vermittlung bei Einbringung von Verpflegskosten in den gewöhnlichen Fällen ablehnte, beehre ich mich im Einvernehmen mit dem k. und k. Ministerium des Aeussern E. E. zu ermächtigen, bei Einbringung von Verpflegskosten in gewöhnlichen die deutschen Staaten betreffenden Fällen mit den zunächst betheiligten ausländischen Verwaltungsbehörden in unmittelbare Correspondenz zu treten, wonach es, insoweit es sich um den Verkehr mit den deutschen Staaten handelt, von der mit den h. o. Erlässen vom 22. Juli 1869, Z. 2772/M.-I., und laut 4. December 1870, Z. 17462, verordneten Inanspruchnahme der k. und k. Gesandtschaften abzukommen hat.

Wien, am 18. Juli 1871.

Für den k. k. Minister des Innern:
Stählin m. p.

[illegible]/IV 5) 1. An das kgl. ung. Ministerium am a. h. Hoflager.
2. An die croatisch-slavonische Landesregierung in Agram.
3. An das k. k. General-Commando als Grenzlandes-Verwaltungsbehörde in Agram.
4. *Circulare* an die k. und k. Missionen und General-Consulate in: Petersburg, Berlin, München, Stuttgart, Dresden, Hamburg, Leipzig, Bukarest, Belgrad und Warschau.

ad 1, 2 und 3.

Das k. und k. Ministerium des Aeussern hatte die Ehre, mittelst Note vom 22. Juli l. J., Zahl 10709/IV, das/die löbl. um die Einführung einer vereinfachten Correspondenz bezüglich des Ersatzes der Kosten für die Verpflegung italienischer Staatsangehöriger in den hierländischen Spitälern zu ersuchen.

Eine gleiche Vereinfachung würde sich in Ansehung derjenigen Pflegekosten-Reclamationen empfehlen, welche in Deutschland, Russland inclusive des Königreichs Polen, Rumänien oder Serbien auszutragen sind.

Auch bezüglich dieser Länder wäre demnach nur in Fällen, wo es sich um principielle Entscheidung handelt, die Intervention des Ministeriums des Aeussern zu veranlassen.

In allen anderen Fällen wolle es dem/der löbl. gefällig sein, sich unter Anschluss der nach den Andeutungen der diesseitigen Note vom 22. Juli l. J., Zahl 10709/IV, instruirten Ausweise unmittelbar an die betreffenden k. u. k. Missionen oder General-Consulate zu wenden, welche gleichzeitig mittelst einer Circular-Verordnung angewiesen werden die ihnen direct zukommenden Zuschriften des/der löbl. gleichfalls unmittelbar zu beantworten.

Zur Austragung der Kosten und Reclamationen sind je nach dem Heimatlande der verpflegten Individuen folgende Vertretungsbehörden berufen:

1877 Für das Königreich Bayern die k. u. k. Gesandtschaft in München; für das Königreich Sachsen, das Grossherzogthum Sachsen-Weimar und die sächsischen Herzogthümer die k. u. k. Gesandtschaft in Dresden; für das Königreich Württemberg, dann für die Grossherzogthümer Baden und Hessen-Darmstadt die k. und k. Gesandtschaft in Stuttgart; für die Anhalt'schen Herzogthümer, die Fürstenthümer Schwarzburg-Rudolstadt und Sondershausen, endlich für die Reuss'schen Fürstenthümer das k. u. k. General-Consulat in Leipzig; für die Städte Hamburg, Lübeck und Bremen das k. u. k. General-Consulat in Hamburg; für das Königreich Preussen, die Grossherzogthümer Mecklenburg-Schwerin, Strelitz und Oldenburg, das Herzogthum Braunschweig, die Fürstenthümer Lippe-Detmold, Schaumburg-Lippe und Waldeck, dann für die Reichslande Elsass und Lothringen die k. u. k. Botschaft in Berlin; für das Kaiserthum Russland mit Ausnahme des General-Gouvernements-Bezirkes von Warschau die k. u. k. Botschaft in Petersburg; für das General-Gouvernement Warschau das k. u. k. General-Consulat in Warschau; für das Fürstenthum Rumänien das k. u. k. General-Consulat in Bukarest; für das Fürstenthum Serbien das k. u. k. General-Consulat in Belgrad.

Zur Vermeidung der nicht unbedeutenden Porto-Auslagen, welche aus der Versendung so zahlreicher, oft voluminöser Correspondenzen durch die ausländischen Postanstalten entstehen würden, wären zu deren Beförderung so viel wie möglich die periodischen Couriersgelegenheiten zu benutzen, welche das k. u. k. Ministerium des Aeussern hiezu gerne zur Verfügung stellt.

Mit Ausnahme der für Belgrad bestimmten Expeditionen, die ohnehin durch die inländische Postanstalt via Semlin portofrei befördert werden, und der für Hamburg bestimmten, da auf dieser Linie eine Couriersverbindung nicht besteht, endlich der wohl selten vorkommenden Angelegenheiten, deren Dringlichkeit die directe Beförderung durch die Post nothwendig macht, wären daher alle nach den oben bezeichneten Ländern zu versendenden Geschäftsstücke dieser Art unter gesiegeltem Umschlage mit folgender Adresse zu expediren: »An die Expedits-Direction der II. Section des k. u. k. Ministers des Aeussern in Wien zur Beförderung mit nächster Couriersgelegenheit an die k. u. k. Botschaft, respective Gesandtschaft oder das k. u. k. General-Consulat in (Angabe des Ortes).«

In dieser Weise adressirte Dienstschreiben gelangen sodann portofrei an ihre Bestimmung und werden auf dem gleichen Wege beantwortet.

Es wolle daher geneigtest die Verfügung getroffen werden, dass derlei Correspondenzstücke von dem Expedite $\frac{\text{des}}{\text{der}}$ löbl. mit der oben angedeuteten Aufschrift an das Ministerium des Aeussern geleitet werden möchten.

Schliesslich beehrt sich dieses k. u. k. Ministerium, eine Abschrift der Circularweisung anzufügen, welche unter Einem an die k. u. k. Vertretungsbehörden in Deutschland, Russland, Rumänien und Serbien erlassen wird.

ad 4. Circulare.

Um in den vielfachen Correspondenzen, welche den Ersatz der Spital-Verpflegungskosten zum Gegenstande haben, eine wünschenswerthe Vereinfachung herbeizuführen, hat sich das k. u. k. Ministerium des Aeussern veranlasst gesehen, an das k. ung. Ministerium am a. h. Hoflager, dann an die k. croatisch-slavonische Landesregierung in Agram und das k. k. General-Commando als Grenzlandes-Verwaltungsbehörde in Agram das in Abschrift angeschlossene Ersuchschreiben zu richten.

In Folge dessen werden von nun an die Pflegekosten-Reclamationen Seitens der ebengenannten drei Behörden direct an die k. u. k. Vertretungsbehörden in Deutschland, Russland, Rumänien und Serbien gerichtet werden, wie diess schon jetzt Seitens der Statthaltereien und Regierungen der im österr. Reichsrathe vertretenen Königreiche und Länder der Fall war.

Derlei Ersuchschreiben werden sohin von Seite der betreffenden k. und k. Missionen und General-Consulate gleichfalls direct zu beantworten sein, insoferne nicht etwa dabei vorkommende principielle Erörterungen die Intervention des Ministeriums des Aeussern nothwendig machen. 1877

Zur Vermeidung unnützer Portoauslagen sind auf den Linien, wo periodische Couriersverbindungen bestehen, auch für Beförderung der betreffenden Antwortschreiben der k. u. k. Vertretungsbehörden im Auslande nach Thunlichkeit die Couriersgelegenheiten zu benützen, soferne nicht in einzelnen Fällen dringlichkeitshalber die Post benützt werden muss.

Solche Correspondenzen sind demnach in versiegelten, an die betreffende inländische Behörde adressirten Umschlägen den Courierspaketen beizulegen, worauf deren Weiterbeförderung an ihre Adresse von hier aus besorgt wird.

Wien, am 26. August 1876.

Für den k. u. k. Minister des Aeussern:
Orczy m. p.

---

[6]) *Staatsvertrag am 7. December 1875 zur Regelung der Niederlassung und anderer administrativer Gegenstände mit der Schweizerischen Eidgenossenschaft abgeschlossen.*

(vide R. G. Bl. 1876. XXI. Stück, Nr. 70 Seite 145.)

19824/X. [7]) Um in den Correspondenzen, welche den Ersatz der Spitalsverpflegskosten zum Gegenstande haben, eine noch immer wünschenswerthe Vereinfachung herbeizuführen, hat sich das k. u. k. Ministerium des Aeussern veranlasst gesehen, an das kgl. ungarische Ministerium am Allerh. Hoflager, dann an die kgl. croatisch-slavonische Landesregierung in Agram und an das k. k. General-Commando in Agram als Grenzlandes-Verwaltungsbehörde das in Abschrift angeschlossene Dienstschreiben zu richten.

In Folge dessen werden von nun an die Pflegekosten-Reclamationen Seitens der eben genannten drei Behörden direct an die k. u. k. Vertretungsbehörden in der Schweiz, in Frankreich, Belgien, Holland mit dem Grossherzogthum Luxemburg, Schweden und Norwegen und Dänemark gerichtet werden, wie dies schon jetzt Seitens der Statthaltereien und Regierungen der im österreichischen Reichsrathe vertretenen Königreiche und Länder der Fall ist.

Derlei Ersuchschreiben werden sohin von Seite der betreffenden k. und k. Missionen gleichfalls direct zu beantworten sein, insoferne nicht etwa dabei vorkommende principielle Erörterungen die Intervention des Ministeriums des Aeussern nothwendig erscheinen lassen.

Zur Vermeidung unnützer Porto-Auslagen sind dort, wo periodische Couriersverbindungen bestehen auch für die Beförderung der betreffenden Antwortschreiben der k. u. k. Vertretungsbehörden im Auslande, die Fälle von Dringlichkeit ausgenommen, in welchen die Post benützt werden kann, die Couriersgelegenheiten in Anspruch zu nehmen. Wo eine regelmässige Couriersverbindung nicht besteht, sind derlei Correspondenzstücke in der möglichst billigen Art zu befördern, in welcher andere voluminöse, administrative Angelegenheiten betreffende Actenstücke an das Ministerium des Aeussern eingesendet werden.

Solche Correspondenzen sind immer in versiegelten an die betreffende inländische Behörde adressirten Umschlägen den Amtspaketen beizulegeu, worauf die Weiterbeförderung an die Adresse von hier aus besorgt wird.

Wien, am 30. December 1876.

Für den k. u. k. Minister des Aeussern:
Orczy m. p.

1877 $\frac{13704}{IV}$ 8) Das k. u. k. Ministerium des Inneren beehrt sich dem löblichen k. u. k. Ministerium mitzutheilen, dass dem in der geschätzten Note vom 22. v. M., Z. 10709, ausgesprochenen Wunsche gemäss die in Abschrift anruhende Aufforderung an sämmtliche Länderstellen behufs der beschleunigteren Abwicklung der Verpflegskosten-Reclamationen gegenüber Italien unter Einem erlassen wird.

Von Seite des Ministeriums des Innern wird auch kein Anstand genommen, dem weiteren Antrage des löblichen k. u. k. Ministeriums wegen künftiger, unmittelbarer Correspondenz mit der k. u. k. Gesandtschaft zu Rom in der vorangedeuteten Angelegenheit zuzustimmen, dasselbe sieht sich jedoch zur Bemerkung veranlasst, dass nach den noch geltenden Bestimmungen der mit dem löblichen k. u. k. Ministerium vereinbarten und in Abschrift mitgetheilten hierortige Circular-Verordnung vom 22. Juli 1869, Z. 2772 M. I., worauf auch die hierortige Note vom 4. December 1870, Z. 17462, Bezug nimmt, die Correspondenz in Verpflegskosten-Angelegenheiten grundsätzlich nur im Wege der Landesbehörden mit der k. u. k. Gesandtschaft zu führen ist und in der Regel die Vermittlung der Ministerien ausgeschlossen bleibt, daher die Fälle der angedeuteten unmittelbaren Correspondenz mit der k. u. k. Gesandtschaft in Rom sich nur ganz ausnahmsweise und in besonders wichtigen Verhandlungen ergeben werden.

Sollte von dem löblichen k. u. k. Ministerium gewünscht werden, dass auch die politischen Landesbehörden ihre Correspondenzen mit der k. und k. Gesandtschaft in Rom in Verpflegskosten-Angelegenheiten »via Postamt Triest zur Beförderung mit der nächsten Couriergelegenheit« absenden, so erbittet man sich hierüber die weitere Mittheilung.

Wien, am 30. August 1876.

Für den k. k. Minister des Innern:
Kubin m. p.

Erlass des k. k. Ministeriums des Innern an sämmtliche Landeschefs ddo. 30. August 1876, Z. 10540.

Laut einer Mittheilung des k. u. k. Ministeriums des Aeussern hat die k. u. k. österreichische Gesandtschaft in Rom in Interesse der beschleunigteren Abwicklung der Verpflegskosten-Reclamationen, welche in Italien auszutragen sind und eine sehr umfangreiche Geschäftsagenda dieser Gesandtschaft bilden, auf Grund der gemachten Erfahrungen einige Modificationen in der in diesen Angelegenheiten bisher befolgten Geschäftsbehandlung in Antrag gebracht, aus welchem Anlasse das Ministerium des Innern über Wunsch des k. u. k. Ministeriums des Aeussern Hochdemselben Nachstehendes zu eröffnen findet.

In zahlreichen Fällen stellen die k. k. Behörden vor Einsendung der die italienischen Staatsangehörigen betreffenden Verpflegskosten-Ausweise im diplomatischen Wege Anfragen über die Zahlungsfähigkeit und die Zuständigkeits-Verhältnisse der Verpflegten, während der mit diesen vorläufigen Anfragen verbundenen Verzögerung solcher Verpflegskosten-Ersätze vorgebeugt werden kann, wenn gleichzeitig mit den erwähnten Anfragen auch die Verpflegskosten-Ausweise übersendet werden, indem so ein doppelter Schriftenwechsel vermieden wird.

Nach den von der k. u. k. Gesandtschaft gemachten Wahrnehmungen erscheint eine genauere Verfassung der Verpflegskosten-Ausweise insoferne nothwendig, als in den verschiedenen Belegen derselben sehr oft die nämliche Person mit verschiedenen Namen bezeichnet und in vielen Fällen die Gemeinde und das Heimatsdocument unrichtig angegeben wird. Für die nicht selten vorkommenden Fälle, wo in der Gemeinde viele Personen den gleichen Namen führen, wodurch die Eruirung des Verpflegten wesentlich erschwert wird, wird die Beisetzung des Namens des Vaters des Verpflegten als erwünscht bezeichnet. Ferners wird als sehr dienstförderlich befürwortet, dass die Pflegekosten-Reclamationen für eine

grössere Anzahl von Personen, den bezüglichen Einschreiten ein Verzeichniss der Pfleglinge und der für jeden einzelnen zu leistenden Ersätze, wenn thunlich, in zwei Parien angefügt werden, um bei Verwechslungen gleichlautender Namen oder sonstigen Irrungen sofort Aufklärung schaffen zu können. 1877

Endlich wird unter Hervorhebung des Umstandes, dass in vielen Fällen, welche aus den Jahren 1871—1873 datiren, die Ersatzleistungen erst im Jahre 1875 verlangt wurden, für angezeigt erachtet, die Krankenanstalten aufzufordern, dass sie in ihrem eigenen Interesse ihre Ansprüche nicht verspätet, sondern mit Beschleunigung vorbringen, damit sie desto früher zum Ersatze gelangen und weil, je längere Zeit seit dem Austritte des Erkrankten verfliesst, es desto schwerer fällt, die noch fehlenden Notizen im Spitalsorte oder in der Heimat zu erlangen. Hochdieselben werden demnach aufgefordert, die vorstehenden Andeutungen sowohl selbst zu berücksichtigen, als auch im Sinne derselben behufs ihrer Beachtung die weiteren entsprechenden Einleitungen zu treffen.

13706
IV In Erwiderung auf die geschätzte Note vom 30. v. M., Z. 10540, beehrt sich das k. u. k. Ministerium des Aeussern dem löblichen.....ergebenst zu eröffnen, dass es aus den in diesseitiger Note vom 22. Juli d. J., Zahl 10706/IV, angegebenen Gründen allerdings wünschenswerth wäre, dass auch die politischen Landesbehörden ihre Correspondenzen mit der k. u. k. Botschaft am kgl. ital. Hofe in Verpflegs-Angelegenheiten künftighin mit der Adresse: »via Postamt Triest zur Beförderung mit der nächsten Couriergelegenheit expediren möchten. Das k. u. k. Ministerium des Aeussern wäre daher dem löblichen.....für die Instruirung der Landesbehörden in diesem Sinne sehr verbunden.

Wien, am 9. September 1876.

Für den k. u. k. Minister des Aeussern:
Revertera m. p.

Erlass des k. k. Ministeriums des Innern vom 13. September 1876, Z. 13008, an alle Länderstellen.

Im Nachhange zum hierämtlichen Erlasse vom 30. August d. J., Z. 10540, betreffend die Behandlung der Verpflegskosten-Reclamationen gegenüber Italien wird die k. u. k..... über Ersuchen des k. u. k. Ministeriums des Aeussern angewiesen, die Correspondenz mit der k. u. k. Botschaft am k. italienischen Hofe in Verpflegskosten-Angelegenheiten künftighin mit der Adresse »Via Triest zur Beförderung mit der nächsten Couriersgelegenheit« zu expediren, da in dieser Weise adressirte Dienstschreiben portofrei an ihre Bestimmung gelangen.

13449
X 10) Mit Beziehung auf die geschätzte Zuschrift vom 29. v. M., Z. 16823/X, zu welcher die Beilagen mit Ausnahme der gefälligst mitgetheilten Uebersicht der in Italien geltenden Vorschriften über das Spital- und Verpflegskostenwesen zurückfolgen, beehrt sich das Ministerium des Innern eine Abschrift des gleichzeitig an die Statthaltereien in Innsbruck, Triest und Zara ergehenden Erlasses des Ministeriums des Innern, durch welchen der künftige, d. i. vom 1. Jänner 1874 einzuhaltende Correspondenzweg zwischen den dortländigen und den kgl. venetianischen Behörden in Verpflegskosten-Angelegenheiten mit Rücksichtnahme auf die von der kgl. italienischen Regierung diesfalls geäusserten Wünsche festgesetzt wird, mit dem Ersuchen mitzutheilen, die eben erwähnte kgl. Regierung einladen zu wollen, dass auch ihrerseits analoge Weisungen an die betreffenden Behörden Venetiens erlassen werden.

Was die von der kgl. italienischen Regierung zur Sprache gebrachte Anwendung des Princips der wechselseitigen unentgeltlichen Armen-Kranken-

1877 pflege auch auf Venetien anbelangt, so bedauert das Ministerium des Innern auf diesen Antrag nicht eingehen zu können, weil gegen denselben alle jene Bedenken fortbestehen, welche in den hierortigen Noten vom 29. October und 1. November 1867, ZZ. 4977 und 4997 M. I., und insbesondere vom 3. October 1868, Z. 4878 M. I., dargelegt worden sind.

Hiedurch findet auch die weitere hochdortige Note vom 10. d. M., Z. 17884, ihre Erledigung.

Wien, am 18. December 1873.

Für den k. k. Minister des Innern:
Stählin m. p.

Erlass des k. k. Ministeriums des Innern an die k. k. Statthalterei in Innsbruck ddo. Wien, 18. December 1873, Nr. 19607.

In Folge der im Wege des k. u. k. Ministeriums des Aeussern anher gelangten zustimmenden Erklärung der kgl. italienischen Regierung wird die k. k. ..... mit Beziehung auf den hierortigen Erlass vom 7. August 1872, Z. 8263, aufgefordert, das Entsprechende zu verfügen, damit, was den italienischen Landestheil von Tirol anbelangt, vom 1. Jänner 1874 an die Austragung der gewöhnlichen Verpflegskosten - Angelegenheiten den politischen Behörden erster Instanz, nämlich den Bezirkshauptmannschaften und den Magistraten von Trient und Roveredo im unmittelbaren Correspondenzwege mit den betheiligten kgl. italienischen Behörden des durch den Friedenstractat vom 3. October 1866 (R. G. Bl. Nr. 116) abgetretenen Gebietes, dagegen für alle aus dem Rahmen gewöhnlicher Fälle heraustretenden Reclamationen die Correspondenz dem Hofrathe in Trient mit der zuständigen kgl. italienischen Präfectur, eventuell mit der k. u. k. Gesandtschaft überlassen werde.

Die analogen Weisungen werden seitens der kgl. italienischen Regierung an die betreffenden venetianischen Behörden erlassen werden.

Durch vorstehende Verfügung wird nicht ausgeschlossen, dass ganz besondere Fälle, wo internationale Rechts- und Verwaltungsfragen berührt werden, der Behandlung durch die Centralstellen beider Staaten zugeführt werden.

Hiedurch findet der Bericht vom 21. August 1872, Z. 14656, seine Erledigung.

Erlass des k. k. Ministeriums des Innern an die k. k. Statthalterei in: 1. Triest, 2. Zara ddo. Wien, 18. December 1873, Nr. 19607.

1. 2. Im Interesse der thunlichsten Verminderung unnöthiger Correspondenzen in Verpflegskosten-Angelegenheiten findet das Ministerium des Innern im Einvernehmen mit dem Ministerium des Aeussern mit Beziehung auf den h. o. Erlass vom 22. Juli 1869, Z. 2772 M. I., die k. k. ..... aufzufordern, die entsprechenden Veranlassungen zu treffen, damit

ad 1) in jenem Theile des dortigen Verwaltungsgebietes, wo die politischen Behörden erster Instanz sich der italienischen Amtssprache bedienen;

ad 2) im dortigen Verwaltungsgebiete;

ad 1, 2) vom 1. Jänner 1874 an, die Austragung der gewöhnlichen Verpflegskosten-Angelegenheiten der politischen Behörden erster Instanz;

ad 1) also auch den Magistraten der mit eigenen Statuten versehenen Städte;

ad 1, 2) im unmittelbaren Correspondenzwege mit den betheiligten kgl. italienischen Behörden des durch den Friedenstractat vom 3. October 1866 (R. G. Bl. Nr. 116) abgetretenen Gebietes überlassen werde. Für alle aus dem Rahmen gewöhnlicher Fälle heraustretenden Reclamationen hingegen wird die Correspondenz im Wege der k. k. ..... mit der zuständigen kgl. italienischen Präfectur, eventuell mit der k. u. k. Gesandtschaft geführt werden, die analogen

Weisungen werden seitens der kgl. italienischen Regierung an die betreffenden venetianischen Behörden erlassen werden. 1877

Durch vorstehende Verfügung wird nicht ausgeschlossen, dass ganz besondere Fälle, wo internationale Rechts- und Verwaltungsfragen berührt werden, der Behandlung durch die Centralstellen beider Staaten zugeführt werden.

Note à Monsieur le Comte de Robilant Ministre d'Italie à Vienne.

19439/X

Vienne, le 23 Decembre 1869.

Le Ministère I. et R. des Affaires Étrangères a l'honneur d'informer Monsieur le Comte qu'à la suite de l'entente établie par l'intermédiaire de Mr. le Comte de Wimpffen entre le Gouvernement de S. M. Imp. et R. A^tue. et celui de S. M. le Roi d'Italie, le Ministère i. r. de l'Intérieur vient d'adresser l'ordre aux Lieutenances i. r. à Inspruck, à Trieste et à Zara d'instruire leurs autorités subalternes dans le sens, qu'à partir du 1 janvier 1874, les municipalités de Trente et de Rovérédo, les Capitaines des districts relevant de la Section de la Lieutenance du Tirol séant à Trente ainsi que les autorités dont la correspondance se fait en italien et qui dépendent des Lieutenances à Trieste et à Zara, y compris les villes sises sur le territoire de leurs circonscriptions et jouissants de privilèges spéciaux pourront correspondre directement avec les autorités royales dans les provinces vénitiennes toutes les fois qu'il s'agira d'un remboursement des frais occasionnés par les soins donnés à un ressortissant autrichien dans les hôpitaux de la Vénétie ou d'un sujet de S. M. le Roi d'Italie relevant d'une commune des provinces vénitiennes et soigné dans un hôpital situé sur les territoires administrés par l'une des trois Lieutenances précitées.

Les instructions nécessaires sont envoyées aujourd'hui même au Comte de Wimpffen pour inviter le Gouvernement Italien à munir réciproquement les autorités venitiennes d'ordres analogues, afin d'éviter la voie diplomatique suivie jusqu'à présent à ce sujet, sauf les cas où il s'agira de réclamations impliquant des questions de droit international ou de nationalité dont la solution restera réservée aux autorités centrales des deux pays.

Agréez, Monsieur le Comte, etc.

Orczy m. p.

An Grafen Wimpffen in Rom!

19439/X

Wien, 23. December 1873.

Euer Excellenz beehre ich mich die Eröffnung zu machen, dass das k. k. Ministerium des Innern, welchem Hochdero Bericht Nr. LXXIV G. v. Min. d. Aeuss. mitgetheilt worden war, unterm 18. l. Mts. hieher bekannt gegeben hat, dass dem kgl. italienischen Ministerium des Aeussern zustimmend unterm selben Tage zur Z. 19607 die k. k. Statthaltereien zu Innsbruck, Triest und Zara im Interesse der thunlichsten Verminderung unnöthiger Correspondenzen in Verpflegskosten-Angelegenheiten angewiesen worden sind, mit den betheiligten kgl. italienischen Behörden in Venetien in unmittelbare Correspondenz zu treten und deren in Verpflegssachen an dieselben gelangende Zuschriften gleichfalls unmittelbar zu erwidern.

Demnach wird, was den italienischen Landestheil von Tirol anbelangt vom 1. Jänner 1874 an die Austragung der gewöhnlichen Verpflegskosten-Angelegenheiten den politischen Behörden erster Instanz, nämlich den Bezirkshauptmannschaften und den Magistraten von Trient und Roveredo im unmittelbaren Correspondenzwege mit den betheiligten kgl. italienischen Behörden des durch den Friedenstractat vom 3. October 1866 abgetretenen Gebietes, dagegen für alle aus dem Rahmen gewöhnlicher Fälle heraustretenden Reclamationen die Correspondenz dem k. k. Hofrathe und Leiter der Statthalterei - Abtheilung in Trient und der zuständigen kgl. italienischen Präfectur eventuell mit Euer Excellenz überlassen werden.

1877 Ebenso wurde die k. k. Statthalterei in Triest verständigt, dass gleichfalls vom ersten Tage des nächsten Jahres an in jenen Theilen des dortigen Verwaltungsgebietes, wo die politischen Behörden erster Instanz sich der italienischen Amtssprache bedienen, also auch die Magistrate der mit eigenen Statuten versehenen Städte (z. B. Stadt Triest) sämmtliche Verpflegskostensachen im unmittelbaren Correspondenzwege mit den betheiligten kgl. italienischen Behörden auszutragen sind, mit Ausnahme derjenigen Fälle, die aus den Rahmen gewöhnlicher Reclamationen heraustreten, wo dann die Correspondenz im Wege der gedachten Statthalterei und der zuständigen kgl. italienischen Präfectur eventuell gleichfalls mit Euer Excellenz zu führen sein wird.

Die k. k. Statthalterei in Zara wurde im selben Sinne verständigt. Durch die vorstehenden Verfügungen wird übrigens nicht ausgeschlossen, dass ganz besondere Fälle, wo internationale Rechts- und Verwaltungsfragen berührt werden, der Behandlung durch die Centralstellen beider Staaten zuzuführen sind.

Euer Excellenz werden demnach ersucht, die k. k. Regierung einzuladen, ihrerseits analoge Weisungen an die betreffenden Behörden Venetiens ehethunlichst zu erlassen, damit dieser neue Correspondenz-Modus vom angegebenen Zeitpunkte an in's Leben treten könne.

Was die von der besagten Regierung angeregte Aenderung des Princips der wechselseitigen unentgeltlichen Armen-Krankenpflege auf Venetien anbelangt, so bedauert das k. k. Ministerium des Innern auf diesen Antrag nicht eingehen zu können, da die Mehrzahl der österreichischen Landesvertretungen, respective Landesstellen und ebenso das kgl. ungarische Ministerium für die Aufrechthaltung des *status quo,* wonach bezüglich Venetiens das Princip der Verpflegskosten-Vergütung, bezüglich des übrigen Italiens dagegen das Princip der gegenseitigen unentgeltlichen Verpflegung in Geltung ist, gelegentlich einer vor nicht langer Zeit diesfalls geführten Verhandlung sich ausgesprochen hat.

Indem ich Euer Excellenz, ersuche auch hievon der kgl. italienischen Regierung Kenntniss zu geben, benütze ich diese Gelegenheit, um den Ausdruck meiner ..... zu erneuern.

Orczy m. p.

---

11) *Bericht der k. k. Gesandtschaft in Rom, ddo. 6. Juli 1876, Nr. LXIV. X, an das k. und k. Ministerium des Aeussern.*

10709
X

Wie dem hohen k. k. Ministerium wohl bekannt ist, bilden die Verhandlungen über den Ersatz der Krankenhauskosten für die in österreichisch-ungarischen Spitälern aufgenommenen und dort behandelten italienischen Staatsangehörigen dem Umfange und der Zahl nach den grössten Theil der administrativen Agenden der k. u. k. Gesandtschaft in Rom. Diesem wichtigen Gegenstande wird von ihr eine besondere Aufmerksamkeit gewidmet, und es ist in Folge diesseitiger Verwendung im Jahre 1875 an die erwähnten Anstalten der Betrag von 16.350 Gulden als Entschädigung von Verpflegskosten im Wege des hohen Ministeriums abgesendet worden.

In Betreff des Vorganges bei diesen Verhandlungen ist eine sehr anerkennenswerthe Vereinfachung dadurch eingetreten, dass, in Folge geneigter und wirksamer Verwendung des hohen Ministeriums bei den obersten Landesbehörden, die zu Innsbruck, Triest und Zara (Rescript vom 23. December 1873, Z. 18459/X), sowie der Gouverneur von Fiume und des ungarischen Küstenlandes und der Magistrat in genannter Stadt (Erlass vom 9. December 1874, Z. 19022/X) angewiesen, die geeigneten Verfügungen zu treffen, dass die amtliche Correspondenz in Verpflegssachen mit den betheiligten italienischen Behörden in Venetien, ausgenommen die Fälle, die aus dem Rahmen gewöhnlicher Ersatzansprüche heraustreten, unmittelbar zu pflegen und hiebei die Verminderung eines unnöthigen Schriftenwechsels angestrebt werden.

Obwohl durch diesen Vorgang eine Vereinfachung eingetreten ist, so wäre, 1877
es im Interesse der mit diesen Geschäften betrauten Behörden, sowie der Kranken-Anstalten selbst sehr wünschenswerth, dass die erwähnte directe Correspondenz, mit Ausnahme der bezeichneten Fälle, nicht blos in dem Gebiete der obgedachten Landesstellen, sondern in allen im Reichsrathe vertretenen Ländern der österreichisch-ungarische Monarchie eingeführt und auf das ganze Königreich Italien ausgedehnt werde. Da aber der Ausführung eines solchen Vorganges die dermalen in den beiden Reichshälften geltenden Gesetze und Vorschriften entgegenstehen dürften, so erlaube ich mir nun jetzt, Eurer Excellenz weisem Ermessen anheim zu stellen, ob nicht die Verwaltungsbehörden Cis- und Transleithaniens von der folgenden Darstellung in Kenntniss zu setzen und ihnen zu empfehlen wäre, die geeigneten Verfügungen zu treffen, damit die unten angegebenen Uebelstände behoben und die Verhandlungen in Verpflegssachen vereinfacht würden.

Vorerst gestatte ich mir hervorzuheben, dass für jede dieser Verhandlungen, wenn sie alle unteren und höheren Instanzen zu durchlaufen hat und im diplomatischen Wege durch Verwendung der Ministerien zu besorgen ist, angefangen von dem reclamirenden Krankenhause bis zum Eintreffen der Antwort dortselbst, 16 Schriftstücke erfordert werden; ist der verlangte Betrag gezahlt, so hat der Empfangsschein alle diese Stellen zu passiren, und es wird in derselben Angelegenheit neuerdings acht Male geschrieben.

Handelt es sich um Vermittlung obgedachter Ersätze für die Krankenhäuser der Länder der ungarischen Krone, so ist die Correspondenz noch zahlreicher, weil sie den Weg durch das ungarische und das croatische Ministerium am Allerhöchsten Hoflager zu nehmen hat.

Aber dieser verwickelte Geschäftsgang wird noch umständlicher durch folgenden Modus, den mehrere ungarische und croatische Behörden, auch einige Landesstellen diesseits der Leitha in letzterer Zeit ziemlich häufig angenommen haben: sie stellten nämlich im diplomatischen Wege die Anfrage, ob die Erkrankten (meist Taglöhner), welche in dortigen Spitälern verpflegt wurden, Vermögen besitzen, ob sie oder ihre Familien für die Zahlung aufkommen können? Wird eine solche Anfrage, womit auch jene um die Zuständigkeit in Verbindung geht, vermittelt, so verdoppelt sich die Zahl der oben angeführten Schriftstücke, denn es muss einmal wegen obiger Auskunft der erwähnte Instanzengang durchgemacht werden, und es hat diese Angelegenheit nach Eintreffen der Spitals-Ausweise nochmals den Weg durch so viele Kanzleien und fünf Ministerien bis zur endlichen Austragung zurückzulegen. Hierbei darf nicht unbemerkt bleiben, dass alle diese Verwendung von Zeit und Arbeitskraft oftmals wegen Hereinbringung ganz kleiner Beträge, z. B. von 1 fl. ö. W. (Rescript, Z. 1751/X, vom 7. Februar d. J.) stattgefunden hat.

Um diesem Uebelstande zu begegnen, der dem hohen Ministerium eine unliebsame Mühewaltung auferlegt und die ohnedies bedeutenden Geschäfte der k. u. k. Mission erheblich vermehrt, wirksam zu begegnen, wäre es sehr entsprechend, das kgl. ungarische und das kgl. croatische Ministerium am Allerhöchsten Hoflager, sowie das k. k. Ministerium des Innern zu veranlassen, den Behörden die es angeht, die Weisung zu ertheilen, dass gleichzeitig mit den Anfragen um die Zuständigkeit und die Zahlungsmittel der Verpflegten die Spitals-Ausweise anher gelangen mögen, damit nicht ein doppelter Schriftenwechsel stattfände. Da vielleicht der Einwurf erhoben werden könnte, dass die Vorfrage wegen Heimatsgemeinde und Zuständigkeit des Erkrankten gemacht werde, um zu erfahren, ob eine Gewähr für Bezahlung der Verpflegskosten geboten sei, so erlaube ich mir zu bemerken, dass die bejahende oder verneinende Antwort wohl einen Einfluss auf Verbleib des Kranken haben würde, da auch bei Vermögenslosigkeit desselben oder seiner Angehörigen seine Ausweisung aus dem Spitale vor der Heilung gewiss nicht stattfinden dürfte. Uebrigens sind, abgerechnet chronische oder Geisteskrankheiten, die in einem Spitale Aufgenommenen

1877 in den meisten Fällen schon vor Eintreffen der Antwort auf die Vorfr
ihre Vermögensverhältnisse entlassen gewesen.

Was die Ausweise über Krankenhauskosten betrifft, so hat die I
von mehreren Tausenden derselben ergeben, dass sie oft der gewünschten
keit entbehren, besonders die aus Spitälern jenseits der Leitha kommen
mente sich häufig mangelhaft, so finden sich z. B. auf dem Kopfzettel
Rechnungs-Ausweise und auf dem Protokolle der Erkrankten oft ve
Namen vor. Da die Gemeinden ohnedies bestrebt sind, den Ersatz d
lagen von sich anzuwenden, so ist es nun von grösster Bedeutung, nach
keit genaue Daten zu sammeln, um die italienische Nationalität der
nachweisen zu können; dahin gehört in erster Linie eine genaue A
gleichmässige Schreibung des Vor- und Zunamens derselben, der Vor
Eltern, da in demselden Orte oft viele Personen gleichen Familennan
endlich der Name ihrer Heimatsgemeinde.

Von besonderer Wichtigkeit für obigen Zweck ist, wie bekannt,
document, der Heimatschein etc. des Erkrankten, welche Papiere im
Protokoll mit Datum und Zahl der Ausstellung anzuführen sind. Es
Vermeidung von Mängeln in obiger Richtung entsprechend sein, die Kr
Verwaltungen, die es betrifft, in diesem Sinne anweisen zu lassen, f
wünschenswerth, wenn zugleich mit den Spitalsacten aus ungar. A
genaues Verzeichniss der Namen der Verpflegten und der einzubrin
träge anher gesendet, nicht aber erst längere Zeit nach Eintreffen
bezüglichen Convolutes der k. und k. Mission zugestellt werde. (E
22. September und 23. October 1875, ZZ. 15389/X und 17291/X.

Ich darf hier nicht unbemerkt lassen, dass die Ansprüche auf Ve
Verpflegskosten meist sehr verspätet gestellt werden; für viele Re
solcher, die aus den Jahren 1871—1873 datirt, sind erst im Jahre 1
satzleistungen erlangt worden.

Im Interesse der Anstalten selbst aber wäre auf Beschleunigu
bringen ihrer Ansprüche zu wirken, damit sie desto früher zum Ersatz
und weil, je längere Zeit seit dem Austritte des Erkrankten verfliesst, d
riger es wird, die noch fehlenden Notizen über ihn im Spitalsorte od
Heimat zu erlangen.

Sehr häufig ereignet es sich, dass die ital. Gemeinden den Ers
pflegskosten unter dem Vorwande ablehnen, dass der Erkrankte bei
Unternehmer verwendet war, der seinen Leuten Abzüge am Lohn n
dass daher dieser Erstere für den erwähnten Ersatz aufkommen müss
suche, die gemacht wurden, um von solchen Unternehmern die beansp
gütung zu erlangen, hatten bisher keinen Erfolg, denn entweder w
nicht auffindbar, oder er war vom Bauplatze verschwunden oder leugne
Lohnabzüge gemacht zu haben, und entzog sich in einer oder anderen
angeblich übernommenen Verbindlichkeiten. Obwohl die Schwierigk
erkennen ist, welche für die k. k. Behörden darin besteht, in ein Dien
ital. Arbeiter zu ihrem Meister irgend einen Einfluss zu nehmen, so di
doch aus dem Grunde, weil österr.-ungar. Staatsangehörige bei ihm au
sein könnten, sehr empfehlen, zu ermitteln, ob diese Unternehmer wirk
bieten, ihren Obliegenheiten nachzukommen, da im entgegengesetzte
wohl unsere Staatsbürger, als die österr.-ungar. Krankenhäuser in das
zogen werden würden.

Weil bei den verwickelten Verhandlungen über Vergütung de
kosten meist die Frage der Nationalität des Behandelten zur Lösung
hat, so halte ich für höchst nothwendig, die Landesbehörden durch die,
gesetzten Ministerien anweisen zu lassen, bei Zeiten auf die Polizei
meindebehörden hinzuwirken, dass die in ihrem Gebiete ansässigen
wenn ihre österr.-ungar. Nationalität nicht zweifellos besteht, aufgeford

Documente oder sonstigen Behelfe zum Beweise ihrer Staatsangehörigkeit vor- 1877
weisen. Die Prüfung vieler über diesen Gegenstand hier vorgelegten Acten hat
gezeigt, dass Individuen ganz zweifelhafter Staatsbürgerschaft nicht nur in
unseren Städten der Monarchie, sondern auch in ganz kleinen Ortschaften, wo
über solche Personen leichtere Nachfrage zu halten ist, Jahrzehnte ansässig
, ohne dass bei Zeiten, d. i. vor eingetretener Krankheit oder Erwerblosig-
derselben, Erhebungen über ihre Nationalität vorgenommen wurden.
Durch solches Versehen und Aufschieben der für die Feststellung der Ein-
rlichen nothwendigen Nachforschungen ergeben sich vielfache Uebelstände,
als Heimat genannten ital. Gemeinden zu ihren Gunsten das Fehlen von
cumenten, die lange Abwesenheit des Erkrankten von dort, den Verlust
iger Nationalität und andere Umstände anführen, die umso schwieriger
gt werden können, je länger die Zeit ist, während welcher der Verpflegte
ine Familie ohne Nachweis der Staatsbürgerschaft sich in Oesterreich-
aufgehalten hat.
dem ich mich beehre, die vorausgehende Darstellung Euer Excellenz ge-
Prüfung und Würdigung vorzutragen, habe ich noch beizufügen, dass ich
hoher Weisung vom 3. April l. J., Z. 4700/X, ertheilten Auftrage wegen
itiger Meldung in einem Berichte, betreffend die dort besprochene Recla-
nicht nur in dem einen speciellen Falle genau befolgen, sondern gewiss
sein werde, die Berichterstattung in Angelegenheiten des Ersatzes der
kosten überhaupt in der Art zu vereinfachen, dass in Zukunft der Er-
seitiger Reclamationen nicht in Meldungen für jeden einzelnen Fall
nahme verwickelter Verhandlungen, sondern in einer Anzeige unter
der erforderlichen Verzeichnisse zu Euer Excellenz Kenntniss gebracht

enehmigen etc.

Wimpffen m. p.

An Grafen Wimpffen in Rom!

Wien, am 22. Juli 1876.

as k. u. k. Ministerium des Aeussern hat von der gesandtschaftlichen
rstattung vom 6. Juli l. J., Z. LXIV, Veranlassung genommen, an das
inisteriums des Innern zur Eröffnung an die Statthalter und Chefs der im
athe vertretenen Königreiche und Länder, dann an das kgl. ungarische
rium des Innern in Budapest, an das kgl. ungarische Ministerium am Aller-
Hoflager in Wien, an das k. k. General-Commando als Grenzlandes-
ungsbehörde in Agram und an die kgl. croatisch-slavonische Landes-
g in Agram, die angeschlossene Zuschrift Nr. 10709/IV zu richten.
Wie Euer Excellenz aus diesem Dienstschreiben entnehmen wollen, werden
den obenerwähnten Behörden ausgehenden Pflegekosten-Ersatzansprüche,
e ähnlichen dienstlichen Anlangen der k. k. Statthalter und Chefs der im
athe vertretenen Königreiche und Länder nur mehr unmittelbar durch das
etamt in Triest der k. u. k. Gesandtschaft in Rom zugehen, und ebenso
Euer Excellenz ersucht, darauf bedacht zu sein, dass diese dienstlichen
eiten unmittelbar erwidert und dem k. u. k. Ministerium des Aeussern nur
ände und Fragen principieller Bedeutung zur Kenntniss gebracht

mpfangen etc.

Für den k. u. k. Minister des Aeussern:

Orczy m. p.

. K. k. Ministerium des Innern.
. Kgl. ungarisches Ministerium des Innern.
. Kgl. ungarisches Ministerium am Allerhöchsten Hoflager.
. Kgl. croatisch-slavonische Landesregierung in Agram.
. K. k. General-Commando als Grenzlandes-Verwaltungs-Behörde in Agram.

1877 Wie $\frac{\text{das}}{\text{die}}$ Löbliche aus dem in Abschrift anverwahrten Berichte der k. u. k. Gesandtschaft in Rom vom 6. Juli l. J., Nr. LXIV, entnehmen wolle, wäre es zur beschleunigteren Abwicklung von Pflegekosten-Reclamationen, die in Italien auszutragen sind, wünschenswerth, in dem diesfalls bisher befolgten Geschäftsgange einige Modificationen eintreten zu lassen.

Hiezu wäre vor Allem, von der gegenwärtig in zahlreichen Fällen vorkommenden vorherigen Anfrage über die Vermögens- und Zuständigkeits-Verhältnisse zumeist offenbar mittelloser Personen Umgang zu nehmen, oder diesen Anfragen wenigstens gleichzeitig »die zur Hereinbringung der Kosten erforderlichen Hospitals-Ausweise anzufügen«; dann erscheint eine genauere und präcisere Verfassung dieser Ausweise nothwendig, als dies bisher geschehen ist, um Irrungen und Missverständnissen vorzubeugen; ferner ist es dringend geboten, bei Pflegekosten - Reclamationen für eine grössere Anzahl von Personen, den bezüglichen Einschreiten ein Verzeichniss der Pfleglinge und der für jeden einzelnen zu leistenden Ersätze, wenn thunlich in zwei Parien anzufügen, um bei Verwechslungen gleichlautender Namen oder sonstiger Irrungen sofort Aufklärung schaffen zu können.

Graf Wimpffen hebt weiters hervor, dass die Schwierigkeiten bei der Hereinbringung der Kosten-Ersätze um so grösser sind, je grösser die Spanne Zeit zwischen der Verpflegung und dem Einbringen des bezüglichen Ersatzanspruches ist, abgesehen von dem Mangel an Uebersetzungen in die deutsche Sprache, solcher Verpflegs-Ausweise, die in einem anderen Idiome verfasst worden sind.

Endlich weiset der gedachte Herr Gesandte darauf hin, dass die verworrensten, Mühe und Zeit raubenden Verhandlungen bei Verpflegskosten-Hereinbringungen zumeist dadurch entstehen, weil Angehörigen fremder Staaten oft Jahrzehnte lang ohne regelmässige Ausweisschriften der Aufenthalt in Oesterreich oder in Ungarn gestattet wird, wodurch bei deren Mittellosigkeit und in Erkrankungsfällen, vor der Frage der Hereinbringung der Pflegekosten die sodann immer sehr schwierige Frage der Staatsangehörigkeit gelöst werden muss.

Das k. u. k. Ministerium des Aeussern beehrt sich demnach, $\frac{\text{das}}{\text{die}}$ Löbliche zu ersuchen, von Vorstehendem geneigte Kenntniss nehmen und in eigenem Wirkungskreise diejenigen Verfügungen treffen zu wollen, die zur Durchführung der vorstehenden Anträge der k. u. k. Gesandtschaft in Rom erforderlich sind.

Um auch seinerseits das angestrebte Ziel der möglichsten Vereinfachung und Beschleunigung in der Erledigung der Pflegekosten-Reclamationen zu fördern, beehrt sich das k. u. k. Ministerium d. Aeussern, $\frac{\text{das}}{\text{die}}$ Löbliche zu ersuchen, die nach den vorstehenden Andeutungen instruirten Pflegekosten-Ersatzansprüche von nun an unmittelbar an die k. u. k. Gesandtschaft in Rom mittelst in deutscher Sprache verfassten Zuschriften richten zu wollen, welche unter Einem auch zu deren unmittelbarer Erwiderung ermächtigt wird.

Dem k. u. k. Ministerium des Aeusseren wollen sodann nur jene Fälle zur Kenntniss gebracht werden, wo es sich um eine principielle Entscheidung handeln sollte.

Zur Vermeidung der nicht unbedeutenden Postauslagen, welche aus der Versendung so zahlreicher oft voluminöser Correspondenzen durch die italienische Post entstehen würden, beehrt sich das k. u. k. Ministerium des Aeussern $\frac{\text{das}}{\text{die}}$ Löbliche zu ersuchen, die dortigen Expedite anweisen zu wollen, dass derartige Correspondenzstücke niemals zur directen Beförderung nach Rom der Post übergeben werden, sondern die Aufschrift auf dem Couverte folgendermassen laute: »An das k. k. Postamt in Triest, zur Beförderung an die k. u. k. Gesandtschaft in Rom mit nächster Couriergelegenheit.« In dieser Weise adressirte Dienstschreiben gelangen sodann portofrei an ihre Bestimmung.

ITALIE.

Für 1. 1877

Dem Löblichen wolle es auch gefällig sein, vom Vorstehenden sämmtlichen Herren Statthaltern und Chefs der im Reichsrathe vertretenen Königreiche und Länder zur eigenen Darnachachtung Kenntniss zu geben, die k. k. Statthaltereien zu Innsbruck, Triest und Zara jedoch gleichzeitig dahin zu instruiren, dass hiedurch der mit dem gefälligen Dienstschreiben vom 18. December 1873, Z. 19607, in Abschrift hieher mitgetheilte, an dieselben gerichtete dortige Erlass wegen unmittelbaren Verkehres mit den kgl. italienischen Behörden Venetiens und der Provinz Mantua in keiner Weise alterirt wird.

Wien, den 22. Juli 1876. Für den k. u. k. Minister des Aeussern:

Orczy m. p.

943.

5 janvier 1877.

Ordonnance des ministères Imp. R. des finances et du commerce concernant la mise à exécution du traité de commerce conclu entre l'Autriche-Hongrie et la Grande-Bretagne le 5 décembre 1876.

(R. G. Bl. 1877, Nr. 2.)

Verordnung der Ministerien der Finanzen und des Handels vom 5. Jänner 1877, betreffend den Vollzug des Handelsvertrages zwischen Oesterreich-Ungarn und Grossbritannien vom 5. December 1876.

In Vollziehung des Handelsvertrages zwischen Oesterreich-Ungarn und Grossbritannien vom 5. December 1876 (R. G. Bl. Nr. 144) und mit Bezug auf die Kundmachung der Ministerien der Finanzen und des Handels vom 24. November 1876 (R. G. Bl. Nr. 138) wird angeordnet, dass vom 1. Jänner 1877 angefangen bis auf Weiteres die Waaren britischer Provenienz gemäss der zugesicherten Zollbehandlung auf dem Fusse der meistbegünstigten Nation nach den Zollsätzen der bestehenden Vertragstarife zuzulassen sind.

Nicht anzuwenden sind auf dieselben gemäss Artikel IV des erwähnten Handelsvertrages jene Begünstigungen, welche nur als Erleichterungen des Grenzverkehres der Nachbarländer zugestanden sind, sowie jene Zoll-Ermässigungen und Zoll-Befreiungen, welche nur für gewisse Grenzen oder für die Bewohner gewisser Districte gelten.

Zur Begründung des Anspruches auf die zollbegünstigte Behandlung ist erforderlich, dass die britische Provenienz der Waare in beiden Exemplaren der Waaren-Erklärung vorschriftsmässig erklärt werde.

Chlumecky m. p. *Pretis* m. p.

1877 **944.**

6 janvier 1877.

Ordonnance du ministère Imp. R. de la justice concernant les demandes d'extradition de criminels réfugiés en Angleterre.

(Archives du ministère Imp. et R. des affaires étrangères.)

Erlass des k. k. Justiz-Ministeriums vom 6. Jänner 1877, Zahl 19, an sämmtliche Ober-Landesgerichte und Ober-Staatsanwaltschaften.

Mit dem Justiz-Ministerial-Erlasse vom 1. Februar 1876, Z. 1280, wurden die k. k. Gerichtshöfe aufmerksam gemacht, dass zu jedem Antrage auf Erwirkung der Auslieferung eines nach den vereinigten Königreichen von Grossbritannien und Irland flüchtig gewordenen Verbrechers stets, insoweit es sich nicht um eine bereits verurtheilte Person handelt, nebst einem Haftbefehle auch solche Beweise beigebracht werden müssen, welche nach den Gesetzen des Ortes, wo die Verhaftung stattfinden soll oder stattgefunden hat, die Verhaftung rechtfertigen würden.

Nach Art. XIII des Staatsvertrages vom 3. December 1873, R. G. Bl. Nr. 34, werden als giltige Belege für ein Auslieferungs-Begehren nur beeidete, zu Protokoll genommene Zeugen-Aussagen, dann Abschriften solcher Original-Zeugen-Aussagen, Haftbefehle und Strafurtheile angenommen, welche durch einen Richter, eine obrigkeitliche Person oder einen anderen Beamten unterzeichnet oder bescheinigt und durch einen beeidigten Zeugen oder durch Beidrückung des Amtssiegels des Justiz- oder eines anderen Staatsministers beglaubigt sind.

Der auf Grund solcher Behelfe in England ergriffene Beschuldigte wird vor den gesetzlich berufenen richterlichen Beamten gebracht, welcher ihn ebenso zu verhören und den Straffall vorläufig zu untersuchen hat, als wenn die Ergreifung wegen einer in England begangenen strafbaren Handlung erfolgt wäre.

Es hat sich wiederholt gezeigt, dass die englischen Richter bei der ihnen obliegenden Untersuchung des Falles auch alle formellen Erfordernisse der ihnen vorgelegten Behelfe auf das Eingehendste und an der Hand der Bestimmungen des österreichischen Strafprocess-Gesetzes prüfen, daher sich die Nothwendigkeit ergibt, die genaue Befolgung der erwähnten Bestimmungen auf das Deutlichste ersichtlich zu machen und ausser Zweifel zu stellen.

Obschon nun die Gerichte überhaupt verpflichtet sind, alle gesetzlichen Formen genau zu beobachten und diese Beobachtung

in den betreffenden Acten bemerkbar zu machen, scheint es dem 1877
Justizministerium doch nicht überflüssig, auf Grund der gemachten Erfahrungen in dieser Beziehung ganz insbesondere für die Acten, welche den englischen Richtern als Beweise vorgelegt werden sollen, die grösste Klarheit und Deutlichkeit zu empfehlen und hiebei auf folgende Punkte aufmerksam zu machen, hinsichtlich welcher sich bereits Anstände ergeben haben.

In den Protokollen über die Vornahme eines Augenscheines ist ausdrücklich zu constatiren, dass die nach §. 116 stets beizuziehenden zwei Gerichtszeugen entweder allgemein oder für den einzelnen Fall die im §. 102 St. P. O. vorgeschriebene Angelobung mittelst Handschlages geleistet haben.

Hinsichtlich der allenfalls beigezogenen Sachverständigen ist immer genau zu bemerken, dass sie nach §. 121 St. P. O. entweder vor dem Beginne der Amtshandlung an die Heiligkeit des von ihnen abgelegten, besonders zu erwähnenden Eides erinnert oder vor der Vornahme des Augenscheines eidlich verpflichtet wurden.

Bei der Aufnahme von Zeugen-Aussagen ist stets in dem Protokolle ausdrücklich ersichtlich zu machen, dass an den Zeugen die nach §. 165 St. P. O. erforderliche Ermahnung gerichtet wurde. Da nach den Bestimmungen des Staatsvertrages nur beeidete Zeugen-Aussagen gelten, und somit immer, falls nicht ein gesetzliches Bedenken entgegensteht, von der Staatsanwaltschaft der Antrag auf Beeidigung des Zeugen in der Voruntersuchung im Sinne des §. 169 zu stellen sein wird, sind stets in dem Protokolle sowohl dieser Antrag des Anklägers, als die erfolgte Beeidigung auf das Deutlichste ersichtlich zu machen.

Bei allen Vernehmungen von Personen, welche der Gerichtssprache nicht kundig sind, ist in den Protokollen die genaue Befolgung der Bestimmungen des §. 163 ausser Zweifel zu stellen und daher entweder ausdrücklich zu constatiren, dass sowohl der Untersuchungsrichter als der Protokollführer der Sprache des vernommenen Zeugen zureichend kundig sind, oder ersichtlich zu machen, dass ein Dolmetsch beigezogen wurde, dessen Eigenschaft als beeidigter Dolmetsch wieder ausdrücklich zu bestätigen ist.

Im Falle der Beiziehung eines Dolmetsch muss die Aussage stets in beiden Sprachen protokollirt erscheinen.

Sollte sich bei Stellung eines Auslieferungs-Antrages ergeben, dass allenfalls früher aufgenommene Beweise nicht klar und deutlich die genaue Beobachtung aller gesetzlichen Erfordernisse ausser Zweifel stellen, so sind sie vor der Vorlage in gesetzlich angemessener Weise zu ergänzen, da die Vorlage

1877 anderer Behelfe nur zu ganz unnöthigen Weitläufigkeiten und zu Zeitverlust Anlass gibt, welcher den Erfolg des Begehrens in Frage stellen kann.

Die k. k. Gerichte und Staatsanwaltschaften werden ferner angewiesen, sich wegen Verhaftung und Auslieferung von Verbrechern, welche sich nach England geflüchtet haben, niemals unmittelbar, sei es auf telegraphischem, sei es auf schriftlichem Wege mit der k. und k. Botschaft in London oder den k. und k. Consulaten in Grossbritannien und Irland ins Einvernehmen zu setzen, sondern stets ihre Anträge unter Anschluss aller erforderlichen Belege auf dem Wege des vorgesetzten Oberlandesgerichtes dem Justizministerium vorzulegen, damit dieses in die Lage komme, diese Behelfe mit der erforderlichen Beglaubigung zu versehen. Diese Anordnung gilt, besonders dringende Fälle ausgenommen, auch dann, wenn behufs Stellung eines Auslieferungs-Antrages vorläufige Auskünfte erforderlich scheinen und von der k. und k. Botschaft am englischen Hofe oder den erwähnten k. und k. Consulaten erbeten werden sollen.

Das k. k. Oberlandesgericht / Die k. k. Oberstaatsanwaltschaft wolle diese Bestimmungen den unterstehenden Gerichten / Staatsanwaltschaften zur Kenntniss bringen, denselben die genaueste Befolgung auf das Eindringlichste empfehlen und selbst wachen, dass in allen vorkommenden Fällen nach Massgabe derselben vorgegangen werde.

945.

7 janvier 1877.

Publication de la Lieutenance de la Haute-Autriche relativement au règlement de navigation de l'Inn et de ses affluents.

(Archives du ministère Imp. et R. des affaires étrangères.)

Kundmachung des k. k. Statthalters von Oberösterreich vom 7. Jänner 1877, Z. 41, betreffend die Schifffahrts-Ordnung für den Inn und seine Nebenflüsse.

Zufolge Note der kgl. Regierung von Niederbayern in Landshut vom 26. December 1876, Z. 2626, hat das kgl. bayrische Staatsministerium des Innern den §. 11. der provisorischen Schifffahrtsordnung für den Inn und seine Nebenflüsse vom 26. Mai 1857 mit Rücksicht auf die inzwischen erfolgte Aenderung der Flussverhältnisse derart abgeändert, dass derselbe in Zukunft folgender Massen lautet:

§. 11. 1877

Jedes auf der Bergfahrt begriffene Schiff hat vor der Stromenge unterhalb Vornbach möglichst nahe am linken oder rechten Ufer so lange anzuhalten, bis das von oben herabgekommene Fahrzeug vorbei passirt ist.

Bei diesem Anlasse wurden auch die §§. 19, 20, 21 und 26 im Hinblicke auf den dermaligen Stand der bayrischen Gesetzgebung in folgender Weise berichtigt:

§. 19.

Flösse, welche den Inn befahren, dürfen bis Braunau 7 M. breit und 47 M. lang, und von Braunau abwärts 11 M. breit und 52 M. lang sein.

§. 20.

Mehrere stromabwärtstreibende Ruderschiffe oder Flösse dürfen sich nur in einen Zwischenraume von 300 M. folgen.

§. 21.

Das Kuppeln der Ruderschiffe bei der Bergfahrt darf nur so weit statthaben, als die gekuppelten Schiffe zusammen die Breite von 9 M. nicht überschreiten.

§. 26.

Die Uebertretung der obigen Vorschriften wird, abgesehen von der civilrechtlichen Haftung für Schadenersätze, gemäss Art. 3, Ziff. 10 lit. d, des Gesetzes vom 26. December 1871, den Vollzug der Einführung des Strafgesetzbuches für das Reich in Bayern betreffend, auf Grund des Art. 100 und 101 des Gesetzes vom 28. Mai 1852, die Benützung des Wassers betreffend, und Art. 1 des Gesetzes vom 8. November 1875, die Bestimmung von Geldstrafen und einigen Geldsätzen nach der Reichswährung betreffend, an Geld bis zu 180 Mark oder mit Haft bis einem Monat zu geahndet.

Diese Bestimmungen werden mit Bezug auf die hierortige Kundmachung vom 6. November 1876, Z. 9023*, über Ersuchen der Eingangs erwähnten kgl. bayrischen Regierung zur allgemeinen Kenntniss gebracht.

Der k. k. Statthalter von Oberösterreich:
Otto Freiherr von *Wiedenfeld* m. p.

---

* *Kundmachung der k. k. Statthalterei von Oberösterreich vom 6 November 1876, Zahl 9023, betreffs Abänderung des §. 11 der provisorischen Schifffahrts-Ordnung für den Inn und seine Nebenflüsse vom 9. Juni 1857 (L. R. Bl. 1857 II. Nr. 9).*

Auf Grund der vom h. k. k. Handels-Ministerium mit Erlass vom 9. August 1875, Z. 19578, ertheilten Ermächtigung und des zwischen den k. k. österr. und kgl. bayrischen Behörden gepflogenen Einvernehmens findet die k. k. Statthalterei

1877 mit Rücksicht auf die durch Felsensprengung bei Fahrnbach am Inn geänderten Verhältnisse eine neue Formulirung des §. 11 der prov. Schifffahrts-Ordnung für den Inn und seine Nebenflüsse vom 9. Juni 1857 zu genehmigen, wornach der betreffende Paragraph in Zukunft zu lauten hat:

»Jedes auf der Bergfahrt begriffene Schiff hat vor der Stromenge unterhalb Vornbach (Fahrnbach) so nahe als möglich am linken oder rechten Ufer so lange anzuhalten, bis das von oben herabgekommene Fahrzeug vorbei passirt ist.«

946.

12 janvier 1877.

Ordonnance du ministère Imp. R. du commerce à l'égard de l'introduction des mandats de poste entre l'Autriche-Hongrie et l'Italie.

(R. G. Bl. 1877, Nr. 6.)

Verordnung des Handelsministeriums vom 12. Jänner 1877, wegen Einführung der Postanweisungen im Verkehre zwischen Oesterreich-Ungarn und Italien.

I.

Vom 1. Februar d. J. angefangen wird das Postanweisungsverfahren im Verkehre zwischen Oesterreich-Ungarn und Italien eingeführt, und können von diesem Tage an zwischen sämmtlichen Postanstalten der österreichisch-ungarischen Monarchie und des italienischen Postgebietes (einschliesslich jener in Tunis und San Marino) Zahlungen durch Postanweisungen unter folgenden Bedingungen vermittelt werden.

II.

Der Betrag jeder einzelnen Anweisung darf in der Richtung nach Italien 80 fl. österr. Währ. und in der umgekehrten Richtung 200 Francs nicht übersteigen.

Die Ein- und Auszahlung der Postanweisungsbeträge erfolgt derzeit in Oesterreich-Ungarn in österreichischem Papiergelde, in Italien in italienischem Baargelde (Franken Goldwährung.)

Die Umrechung der österreichischen Papierwährung auf die italienische Goldwährung und umgekehrt erfolgt durch die österreichischen Auswechslungs-Postämter in Görz und Ala nach dem jeweiligen Wiener Börsencourse des 20-Franken-Goldstückes zur österreichischen Bankvaluta.

III.

Die Gebühr für Postanweisungen nach Italien beträgt: Für Postanweisungen bis zum Betrage von 40 fl.: 20 kr., für Post-

anweisungen über mehr als 40 bis 80 fl.: 40 kr. österr. Währ. 1877
und ist stets vom Absender im Vorhinein zu entrichten.

Für Postanweisungen aus Italien werden die Anweisungsgebühren gleichfalls bei der Aufgabe in Italien vollständig entrichtet; es dürfen daher für derlei Anweisungen von den Abgabe-Postämtern keinerlei Portogebühren erhoben werden.

Für die Zustellung der Postanweisungen aus Italien ist in Orten, wo sich keine ärarischen Postämter befinden, die Bestellgebühr wie für interne Anweisungen einzuheben.

IV.

Für die in Oesterreich-Ungarn aufgegebenen Postanweisungen nach Italien sind die internen Anweisungsblanquette mit eingeprägter Marke zu verwenden und ist der fehlende Betrag an der tarifmässigen Gebühr durch Aufkleben von Briefmarken im Werthe von 15 kr., beziehungsweise 35 kr. vom Absender zu entrichten.

Der diesen Blanquetten angefügte Coupon kann jedoch zu schriftlichen Mittheilungen nicht benützt werden, da die Original-Anweisungen bei dem österreichischem Auswechslungs-Postamte zurückbleiben.

Der Absender hat den anzuweisenden Betrag in Ziffern, die Gulden aber auch in Buchstaben auf der straffirten Stelle der Postanweisung in österreichischer Bankvaluta anzugeben.

Die Anweisungen über Beträge, welche in Italien für Adressaten in Oesterreich-Ungarn eingezahlt worden sind, werden von den Auswechslungs-Postämtern in Görz und Ala, und zwar auf eigenen Blanquetten von weissem Papier ausgefertigt, im Uebrigen aber gleich den internen Postanweisungen behandelt.

V.

Postanweisungen auf telegraphischem Wege, oder mit dem Verlangen der Expressbestellung nicht zulässig sind; dagegen können Anweisungen mit dem Vermerke »*poste restante*« aufgegeben werden.

VI.

Die Erhebung des angewiesenen Geldbetrages bei dem Postamte des Bestimmungsortes hat in Oesterreich-Ungarn, und zwar bei gewöhnlichen Anweisungen spätestens innerhalb 14 Tagen, bei den mit der Bezeichnung »*poste restante*« versehenen Anweisungen binnen drei Monaten vom Tage ihrer Ausstellung durch das österreichische Auswechslungs-Postamt zu erfolgen. Anderenfalls wird die Rückerstattung des Geldbetrages an den Aufgeber eingeleitet.

1877 Aus Italien herrührende Postanweisungen, deren Auszahlung an die Adressaten aus was immer für einer Ursachen nicht stattfinden kann, sind von den Abgabe-Postämtern unter Angabe des Grundes der Nichtauszahlung an das betreffende Auswechslungs-Postamt (Görz, beziehungsweise Ala) zurückzuleiten.

In Italien kann die Erhebung des angewiesenen Betrages bei den gewöhnlichen Postanweisungen ebenso wie bei den »*poste restante*« bezeichneten, binnen drei Monaten vom Tage ihrer Ausstellung durch das italienische Auswechslungs-Postamt stattfinden.

VII.

Wenn Postanweisungen dem Adressaten wegen veränderten Aufenthaltes in demselben Postgebiete nachgesendet, oder nach jenem der Aufgabe zurückgesendet werden, so ist aus diesem Anlasse keine weitere Gebühr einzuheben.

VIII.

Die Auszahlung der eingezahlten Summen wird dem Aufgeber gewährleistet.

IX.

In allen übrigen Beziehungen, z. B. bei Verlusten von Postanweisungen u. s. w. ist nach den für den internen Verkehr bestehenden Vorschriften vorzugehen.

Chlumecky m.p.

947.

15 janvier 1877.

Ordonnance du ministère Imp. R. des finances concernant le traitement douanier du tabac étranger importé à l'usage de la régie hongroise.

(F. V. Bl. 1877, Nr. 3.)

Zollämtliche Behandlung der aus dem Auslande für die ungarische Monopolsregie einlangenden Tabaksendungen.

Die den k. k. Haupt-Zollämtern in Passau, Oderberg, Bodenbach und Triest mit dem hierortigen Erlasse vom 7. April 1871, Z. 36306 (V. Bl Nr. 15, S. 70) ertheilte Ermächtigung zur zollfreien Behandlung der für die königlich-ungarische Regie bestimmten Tabaksendungen, wird über Ansuchen des königlich ungarischen Finanz-Ministeriums auch auf das k. k Haupt-Zollamt in Kufstein ausgedehnt.

(Z. 1269, ddo. 15. Jänner 1877.)

---

948. 1877

28 janvier 1877.

Ordonnance du ministère Imp. R. de la justice concernant la question de l'extradition d'un sujet hongrois à l'étranger.

(Archives du ministère Imp. et R. des affaires étrangères.)

Erlass des k. k. Justiz-Ministeriums vom 28. Jänner 1877, Z. 966, an sämmtliche k. k. Oberlandesgerichte und Ober-Staatsanwaltschaften.

Aus Anlass eines vorgekommenen Falles wird hiemit in Erinnerung gebracht, dass die österreichische und die ungarische Staatsbürgerschaft, entsprechend der internationalen einheitlichen Stellung der österreichischen Monarchie, wie solche durch das Gesetz vom 21. December 1867, R. G. Bl. 146, betreffend die allen Ländern der österreichischen Monarchie gemeinsamen Angelegenheiten, und namentlich durch dessen §. 1 lit. a gegeben ist, im Verkehre mit dem Auslande als eine einheitliche Staatsangehörigkeit aufzufassen sind, und dass daher Angehörige der ungarischen Reichshälfte, welche ausserhalb der österreichischen Monarchie eine strafbare Handlung begangen haben und im Gebiete der im Reichsrathe vertretenen Länder betreten werden, niemals an das Ausland ausgeliefert werden können.

In derartigen Fällen ist, insoferne es sich um ein Verbrechen oder Vergehen handelt, im Sinne der mit dem Justiz-Ministerial-Erlasse vom 26. Mai 1875, Z. 6742, kundgemachten Vereinbarung mit dem königlich ungarischen Justiz-Ministerium, das im §. 59 St. P. O. vorgezeichnete Verfahren durch Verhandlung mit dem königlichen ungarischen Gerichte des Heimathsortes einzuleiten.

Es hat sich bei demselben Anlasse noch ferner gezeigt, dass im Gegensatze zu dem regelmässigen Vorgange, wonach die Rathskammern der Gerichtshöfe erster Instanz, im Sinne des §. 59 St. P. O. ihre auf Grund eines Auslieferungsbegehrens gefassten Beschlüsse, auch dann, wenn sie nicht auf die Auslieferung anzutragen erachten, dem Gerichtshofe zweiter Instanz zur Schlussfassung und zur Einholung der Genehmigung des Justiz-Ministeriums vorlegen, doch ausnahmsweise auch Fälle vorkommen, in welchen von einer solchen Vorlage Umgang genommen wird.

Zur Herstellung eines dem Auslande gegenüber gebotenen gleichmässigen Vorganges und um die Ueberwachung jener

1877 internationalen Rechtshilfe - Verpflichtungen zu ermöglichen, deren Wahrung kraft des obersten Aufsichtsrechtes dem Justiz-Ministerium obliegt, und ihm insbesondere in Auslieferungs-Angelegenheiten durch §. 59 der St. P. O. übertragen ist, werden die Rathskammern der Gerichtshöfe erster Instanz angewiesen, fortan alle Beschlüsse, wodurch einem Auslieferungsbegehren Folge gegeben oder dasselbe abgelehnt werden soll, immer dem Gerichtshofe zweiter Instanz vorzulegen.

Hievon wird das k. k. Oberlandesgerichte / die k. k. Oberstaatsanwaltschaft zur eigenen Darnachachtung und zur Verständigung der unterstehenden Gerichte / Staatsanwaltschaften in Kenntniss gesetzt.

949.

4 octobre 1876; 4 février 1877.

Déclaration échangée entre l'Autriche - Hongrie et le Brésil à l'égard des droits de lanternage à acquitter pour les bâtiments a. h. dans les ports brésiliens à l'égard de la cessation du traitement sur la base d'égalité avec les bâtiments nationaux des navires brésiliens dans les ports austro-hongrois et vice-versa.

Rio-Janeiro, le 4 octobre 1876.

Note du Baron de Cotegipe, ministre Imp. des affaires étrangères du Brésil, au baron de Schreiner, envoyé extraordinaire et ministre plenipotentiaire d'Autriche-Hongrie.

(Traduction.)

Die genaue Prüfung durch das Finanz-Ministerium, zu welcher die kaiserl. Regierung über den Gegenstand der Note schreiten musste, welche der Herr Baron G. Schreiner, ausserordentlicher Gesandter und bevollmächtigter Minister Sr. kais. und kgl. apost. Majestät, an mich unter dem 16. Juli d. J. richtete, zwang mich, die Antwort, welche ich ihm schulde, länger zu verschieben, als ich dies erwartet hatte, und indem ich wegen dieses von meinem Willen unabhängigen Umstandes um Entschuldigung bitte, gehe ich zur Entwicklung der Betrachtungen über, zu welchen der Inhalt der obenerwähnten Mittheilung die kaiserl. Rgierung veranlasst.

Herr Baron Schreiner sagt, dass in Wahrheit die Note des Herrn Limpe de Abreu vom 27. März 1848, indem sie die Uebereinkunft feststellte, welche die österreichischen Schiffe von den durch das Decret vom 1. October 1847 bestimmten Differential-

zöllen ausnahm, keinen Termin für die Dauer jener Uebereinkunft 1877
festgesetzt hat, aber er bemerkt, dass diese Uebereinkunft, indem sie bilateral sei, einseitig und stillschweigend nicht zurückgerufen werden könne, und der brasilianischen Regierung die Pflicht obliege, im Voraus die Regierung Sr. kais. und kgl. ap. Majestät zu avertiren und ihre Zustimmung zu erbitten.

Die übrigen in der gedachten Note entwickelten Argumente sind Corollarien jenes ersten Gedankens. Herr Baron Schreiner vergisst jedoch auf einen wesentlichen Umstand zu achten.

Der Wortlaut des Decretes vom 1. October (Art. 3) beweist, dass die kais. Regierung nichts Anderes that, als ihre Zollgesetzgebung in der Weise zu ändern, die ihr convenirte, und wenn sie zum Vortheile ihrer heimischen Schifffahrt und gegen das Interesse der Schifffahrt fremder Länder gewisse Differential-Zölle festsetzte, sie diesen Ländern auch die Freiheit liess, sich von dem gefürchteten Nachtheil dadurch zu befreien, dass sie sich verpflichteten, die brasilianischen Fahrzeuge in Betreff gewisser Zölle und Hafengebühren wie ihre eigenen zu empfangen und zu behandeln.

Von dieser Bedingung hing von Seite Brasiliens die Fortsetzung der Gleichheit der Behandlung zwischen diesem Kaiserreiche und anderen Nationen ab, welche bis dorthin bestanden hatte.

Nach Ablauf des am 17. August 1827 zwischen Brasilien und Grossbritannien abgeschlossenen Vertrages, welcher letzterer Macht eine ähnliche Gleichheit zugesichert hatte, promulgirte die brasilianische Regierung die Decrete vom 20. Juli und 12. August 1844, welche sie ermächtigten, Differentialzölle zu erheben; aber nur von den Schiffen solcher Nationen, welche auf unseren Handel und unsere Schifffahrt nicht das Princip der vollkommensten Reciprocität anwenden würden.

In Ausführung der Verfügungen des Art. 7 des ersten und Art. 21 des zweiten der obgedachten Decrete decretirte die Regierung am 1. October 1847 die Auflage jener Zölle mit dem Herrn Baron Schreiner bekannten Clauseln und theilte diese Massregel dem fremden diplomatischen Corps mittelst eines Circulares mit.

In Antwort auf dieses Circular erklärte Herr von Sonnleithner, Minister Oesterreichs, einfach, dass die Schiffe seines Landes sich in den Bedingungen befänden, von den genannten Gebühren-Zuschlägen ausgenommen zu werden, wie dies im Art. 4 jenes letzten Decretes festgesetzt war, indem im Ganzen die brasilianischen Schiffe in den österr. Häfen bereits die Gleichheit der Behandlung genössen. Auf die Erklärung des Herrn

1877 von Sonnleithner erwiderte die kaiserl. Regierung unter dem 27. März 1848, dass sie in Betreff dessen, was er von Oesterreich gesagt habe, die Ausnahme bestätige, welche legal auf dieses Land ausgedehnt werden müsste.

Auf gleiche Weise wurde auch mit anderen Nationen verfahren.

Nach dem citirten Art. 4 war die Ausnahme in's Leben getreten, obwohl »bis zum 1. Juli 1848 mit den Nationen keine Uebereinkunft abgeschlossen worden war, um die Fortsetzung jener Gleichheit der Behandlung für eine bestimmte Zeit zu verbürgen«.

In Wahrheit wurde in der Uebereinkunft mit Oesterreich keine Zeit festgesetzt — die Frist blieb unbestimmt. Aber darf man daraus schliessen, dass eine ähnliche Uebereinkunft der Natur ist, die Freiheit der Handlung der kais. Regierung zu hemmen *(prender*, gefangen zu nehmen, *arrêter)* in der Form, dass diese sie ohne ausdrückliche Einwilligung der Regierung Sr. kais. und kgl. Ap. Majestät nicht anulliren könne, wie Herr Baron Schreiner dies voraussetzt?

Weder die Form der Uebereinkunft, noch ihr Object, noch auch der Geist und Buchstabe des Gesetzes, welches sie veranlasste, autorisiren eine solche Auslegung

Die Form, weil die geschehene Auswechslung von Noten eine wahre internationale Convention nicht begründet, in welcher gewöhnlich die Festsetzung bestimmter Fristen obligatorisch ist, insoferne sie nicht schon aus der Natur des Vertrages hervorgeht.

Das Object, weil das Gesetz ein rein inneres *(de regimen interno)* und zum Vortheil der Schiffahrt war, indem es den andern Nationen freistellte, von der in demselben gewährten bedingten Begünstigung Gebrauch zu machen oder nicht

Endlich der Geist und Buchstabe der gesetzlichen Verfügung, weil es erstens, mit Rücksicht auf die wahre Intention der kais. Regierung [illegible] dieses Anlasses unmöglich wäre, ihr das Recht zu bestreiten, ihre eigene Gesetzgebung nach Massgabe ihrer Interessen und ihrer Convenienz zu ändern, insofern [illegible] ein rechtlicher Vertrag besteht, der ihr dies verbietet; und [illegible] sagt der Art. 4 [illegible] dass die angebotene und angenommene Verlängerung der Fortsetzung der Gleichheit [illegible] dass die Ausnahme sofort [illegible] der Gleichberechtigung [illegible] Regierung [illegible] es für zweck[illegible]

[illegible] Zweifel w[illegible] der Freiheit d[illegible]

Handlung bestehen könnte, welche sich die kais. Regierung 1877
vorbehalten hat, und an welcher sie durch Uebereinkünfte nicht behindert werden kann, welche aus ihrem eigenen Gesetze hervorgingen. Und weder dieses Gesetz als Ursache, noch die Uebereinkünfte als Wirkungen eigneten sich zur Fortsetzung von Terminen, und zwar wegen der gedachten natürlichen Freiheit.

Dies ist so richtig, dass kurze Zeit darauf mit Decret vom 4. Mai 1849, d. i. vielleicht viel schneller, als dies erwartet wurde, das Decret vom 1. October 1847 zurückgerufen wurde. Von dieser Verfügung erhielt die österr. Gesandtschaft durch die Note vom 29. desselben Monates Mai Kenntniss. Da die Ursache aufgehört hatte, mussten auch die Wirkungen *ipso jure* aufhören.

Der alte *Status quo* stellte sich für jede der interessirten Theile wieder her. So verstanden es die meisten Nationen, und selbst Herr von Sonnleithner that in seiner Antwort vom 2. Juni 1849 nicht mehr, als anzuerkennen, dass dieser *Status quo* die in den zwischen der kais. Regierung und der gedachten Gesandtschaft in Betreff factischer Umstände ausgewechselten Noten gemachten Erklärungen nicht entkräfte.

Diese Betrachtungen, welche ich zur Unterstützung dessen entwickle, was ich in meiner Note vom 26. Mai d. J. dem Herrn Baron Schreiner schon auseinander zu setzen die Ehre hatte, beweisen auf's Neue, dass derlei Erklärungen keine mit jenem permanenten Charakter, welche ihnen Herr Baron Schreiner zuschreibt, bekleidete und denselben Formalitäten wie internationale Conventionen unterworfene Uebereinkunft begründen.

Wenn dem so wäre, hätte die österr. Gesandtschaft selbst schon Gelegenheit gehabt, zu reclamiren, wie sie es heute thut, als man im zweiten Theile des Gesetzes Nr. 1750 vom 20. October 1869 erklärte, dass die Ausnahme von der bestehenden Ankergebühr sich nicht auf fremde Fahrzeuge ausdehne, welche wie die einheimischen zum Küstenhandel verwendet werden, und als das Decret Nr. 3585 vom 11. April 1874, in Gemässheit des Gesetzes Nr. 2348 vom 25. August 1873, Art. 11, §. 5 nur die einheimischen Fahrzeuge von der erwähnten Gebühr ausnahm.

Also entspringen auch diese Verfügungen aus den Freiheiten, welche sich die kais. Regierung mit den beiden erwähnten Decreten vom Jahre 1844 vorbehalten hatte. Das Decret vom 13. December 1875, welches nur die fremden Fahrzeuge der Bezahlung der Leuchtthurm-Gebühr unterwirft, gehört zur selben Kategorie von freien Acten der Regierung.

1877 Ich bedauere daher auf das Verlangen, welches der Herr Baron Schreiner am Ende seiner erwähnten Note in Betreff des Widerrufes des Art. 2 des letztgenannten Decretes, sowie der Rückstellung aller von österr. Fahrzeugen bereits bezahlten Gebühren der gleichen Art an mich stellt, nicht eingehen zu können.

Ich benütze diesen Anlass u. s. w.

Rio-Janeiro, le 4 février 1877.

Réponse) du Baron de Schreiner au Baron de Cotegipe.*

Le Soussigné Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de S. M. I. et R. Ap. a l'honneur d'informer Monsieur le Baron de Cotegipe qu'en conséquence de la Note que ce dernier lui a fait l'honneur de lui adresser en date du 4 Octobre dernier, le Gouvernement de S. M. I. et R. Ap. a mis hors de vigueur la pratique suivie jusqu'ici depuis l'échange des Notes du 25 et 27 Mars 1848 et d'après laquelle les batiments marchands Brésiliens ont été traités dans les ports de la Monarchie Austro-Hongroise sur un pied d'égalité avec les batiments nationaux.

Le Soussigné profite etc. etc.

950.

6 février 1877.

Ordonnance du ministère Imp. R. de la justice concernant l'assistance judiciaire à accorder en matière de réquisition aux tribunaux autrichiens ou hongrois par les tribunaux des républiques d'Argentine et d'Uruguay.

(Archives du ministère Imp. et R. des affaires étrangères.)

Erlass des Justizministeriums vom 6. Februar 1877, Nr. ut supra, an sämmtliche k. k. Oberlandesgerichte und Oberstaatsanwaltschaften.

Nach Inhalt eines Berichtes des k. u. k. Minister-Residenten für Argentina und Uruguay gewähren die Gerichte dieser beiden Republiken dem fremden Gerichte nur dann Rechtshilfe, wenn sie mit einem von dem ersuchenden Gerichte ausgefertigten, an sie gerichteten und durch Vermittlung des fremden diplomatischen oder Consular-Vertreters an sie gelangten Requisitions-Schreiben um die Vornahme der betreffenden gerichtlichen Amtshandlung ersucht werden.

Die k. k. Gerichte haben demnach in allen Fällen, in welchen sie die Vornahme einer gerichtlichen Erhebung oder eines

*) L'accusé de réception de cette note de la part du Baron de Cotegipe porte la date du 9 février 1877.

sonstigen Actes der Rechtshilfe in den Staaten Argentina oder Uruguay in Anspruch zu nehmen in die Lage kommen, ein förmliches Ersuchschreiben an das betreffende Gericht auszufertigen und, mit der erforderlichen Legalisirung versehen, auf dem Wege des vorgesetzten Oberlandesgerichtes, welches ebenfalls die Beglaubigung beizufügen hat, dem Justizministerium behufs weiterer Vermittlung vorzulegen. 1877

Das k. k. Oberlandesgericht / Die k. k. Oberstaatsanwaltschaft wird hievon zur eigenen Darnachachtung und zur Verständigung der unterstehenden Gerichte / Staatsanwaltschaften in Kenntniss gesetzt.

951.

9 février 1877.

Publication du ministère Imp. R. des finances concernant la réunion du bureau douanier secondaire de 2me classe à Springen avec le bureau douanier secondaire R. Bavarois de 2me classe à Ach.

(R. G. Bl. 1877, Nr. 9.)

Kundmachung des Finanzministeriums vom 9. Februar 1877, betreffend die Zusammenlegung des k. k. Nebenzollamtes II. Classe Springen mit dem k. bayrischen Nebenzollamte II. Classe in Ach.

Das k. k. Nebenzollamt II. Classe zu Springen in Vorarlberg wird am 12. Februar 1877 mit dem k. bayrischen Nebenzollamte II. Classe zu Ach in Bayern vereinigt und mit diesem Tage daselbst seine Wirksamkeit beginnen.

Pretis m. p.

952.

12 février 1877.

Ordonnance du ministère Imp. R. de la justice concernant une entente entre l'Autriche-Hongrie et la Belgique pour la renonciation réciproque à la restitution des frais de réquisition en matière criminelle.

(Archives du ministère Imp. et R. des affaires étrangères.)

Erlass des k. k. Justizministeriums vom 12. Februar 1877, Nr. 1596, an sämmtliche Oberlandesgerichte und Oberstaatsanwaltschaften:

Nachdem die königlich belgische Regierung durch ihre Gesandtschaft in Wien die Erklärung abgeben liess, dass sie wie bisher auch fernerhin unter Voraussetzung der Reciprocität den

1877 Ersatz jener Kosten, welche durch die Vollziehung strafgerichtlicher Rogatorien österreichischer oder ungarischer Gerichte in Belgien verursacht werden, nicht beanspruche, haben auch die k. k. Gerichte den Ersatz jener Kosten, welche durch die Vollziehung strafgerichtlicher Rogatorien königlich belgischer Gerichte in Oesterreich veranlasst werden, von den königlich belgischen Gerichten nicht in Anspruch zu nehmen.

Solche Kosten sind demnach in derselben Weise, wie dies bei den strafgerichtlichen Rogatorien inländischer Gerichte der Fall ist, aus den strafgerichtlichen Verlagsgeldern zu bestreiten.

Das k. k. Oberlandesgericht / Die k. k. Oberstaatsanwaltschaft wird ersucht, hievon die unterstehenden k. k. Gerichte / k. k. Staatsanwaltschaften zur Darnachachtung in die Kenntniss zu setzen.

953.

14 février 1877.

Notification du ministère de l'intérieur concernant l'admission réciproque des sociétés d'assurance de toute sorte en Autriche et en Italie.

(R. G. Bl. 1877, Nr. 13.)

Kundmachung des Ministerium des Innern vom 14. Februar 1877, betreffend die gegenseitige Zulassung von Versicherungs-Gesellschaften jeder Art zum Geschäftsbetriebe in Oesterreich und Italien.

Mit Beziehung auf die kaiserliche Verordnung vom 29. November 1865 (R. G. Bl. Nr. 127), auf die Ministerial-Kundmachung vom 15. Februar 1869 (R. G. Bl. Nr. 24) und auf das Gesetz vom 29. März 1873 (R. G. Bl. Nr. 42), wird mit der Wirksamkeit für die im Reichsrathe vertretenen Königreiche und Länder bekannt gemacht, dass die k. k. österreichische und königlich italienische Regierung mittelst gegenseitig ausgetauschter Erklärungen vom 24. Jänner und 3. Februar l. J.* übereingekommen sind, dass auch die Versicherungs-Gesellschaften jeder Art gleich den Actien-Gesellschaften und den Commandit-Gesellschaften auf Actien zum Geschäftsbetriebe in den beiderseitigen Staatsgebieten nach den Grundsätzen der Reciprocität und gegen Beobachtung der einschlägigen gesetzlichen Vorschriften zugelassen werden.

Lasser m. p.

---

24 janvier et 3 février 1877. 1877

*Déclaration échangée entre l'Autriche-Hongrie et l'Italie *) à l'égard de l'admission réciproque des sociétés anonymes et celles en commandite par actions y compris les sociétés d'assurance de tout genre.*

(Archives du ministère Imp. et R. des affaires étrangères.)

Le Soussigné, Ministre de la Maison Impériale des affaires étrangères, déclare par la présente, au nom du Gouvernement de Sa Majesté Imp. et R. Apost. que les sociétés anonymes et celles en commandite par actions (y compris le sociétés d'assurance de tout genre) légalement fondées en Italie pourront exercer dans la Monarchie Austro-Hongroise tous les droits, y compris celui d'ester en justice, en se conformant aux lois et prescriptions en vigueur sur cette matière, et à la condition que les sociétés de même nature fondée en Autriche-Hongrie en vertu des lois respectives seront admises à jouir des mêmes droits dans les États de Sa Majesté le Roi d'Italie.

En foi de quoi le Soussigné a muni la présente déclaration de sa signature et du cachet de ses armes.

Vienne, le 3 février 1877.

Andrássy m. p.

954.

23 février 1877.

Prénotation des sommes anticipées sur les lettres d'anticipation échangées entre l'Autriche-Hongrie et l'Empire d'Allemagne.

(P. V. Bl. 1877, Nr. 14.)

Vormerkung der umgerechneten Vorschussbeträge auf den Vorschussbriefen aus Oesterreich-Ungarn nach Deutschland. H. M. Z. 5336.

In Folge einer mit dem k. deutschen General-Postamte in Berlin getroffenen Vereinbarung sind künftig bei den Vorschussbriefen aus Oesterreich-Ungarn nach Deutschland die in die Markwährung umgerechneten Vorschussbeträge von den k. k. Auswechslungs-Postämtern nicht nur auf den bezüglichen Nachnahmescheinen und Frachtbriefen, sondern auch auf den Vorschussbriefen selbst anzusetzen.

---

*) La déclaration italienne porte la date du 24 janvier 1877.

1877

955.

28 février 1877.

Notification du Gouvernement Imp. R. maritime à Trieste concernant l'admission des navires autrichiens et des navires canadiens à l'exercice du cabotage le long des côtes des deux pays.

(Archives du ministère Imp. et R. des affaires étrangères.)

Il Canadian Privy-Council, con risoluzione in data 1 Giugno 1876, ha ammesso i bastimenti di bandiera austro-ungarica al cabotaggio lungo le coste del Canadà, compresa anche la navigazione sul fiume S. Lorenzo.

In pari tempo vengono ammessi anche i navigli del Canadà all' esercizio del cabotaggio lungo le coste austriache.

Ciò si reca a conoscenza del ceto commerciale-marittimo, in seguito all' ossequiato dispaccio dell' Eccelso i. r. Ministero del Commercio, dd. 11 Febbraio a. c. N. 39,927.

956.

28/16 février 1877.

Négociations de paix entre la Serbie et la Turquie; Protocole signé le 28/16 février 1877.

(Parl. Pap. Nr. 15 [1877] 252.)

Safvet Pasha à Musurus Pasha.

Mr. l'Ambassadeur,

Constantinople, le 8 mars 1877.

Ainsi que je vous l'ai fait savoir par mon télégramme du 1er de ce mois, les rapports ont été heureusement rétablis entre le Gouvernement Impérial et la Principauté de Serbie à la suite de l'entente qui est intervenue entre la Sublime Porte et les Délégués Serbes.

Ce résultat a été obtenu dans les conditions et au moyen des actes suivants: —

Les Délégués Serbes ont remis à la Sublime Porte une note dans laquelle, en vertu de leurs pleins pouvoirs, ils déclarent au nom du Prince que la Serbie faisait hommage de fidélité envers la Cour Suzéraine et demandait à rentrer dans la situation qui existait avant les derniers malheureux événements, en assumant de nouveau l'exécution de toutes les charges contenues dans les

Firmans délivrés jusqu'ici et dont elle reconaissait l'autorité. La 1877
note, en outre, relate les conditions de la pacification, et constate l'accord existant sur ces points entre la Cour Suzeraine et la Principauté.

La seule des garanties morales qui a été omise, est celle relative à l'entretien d'un Agent du Gouvernement Impérial à Belgrade, la mention de ce point ayant été écartée d'un commun accord afin de ne pas donner à l'établissement à Belgrade d'un Agent de la Cour Suzeraine, établissement qui avait été autrefois sollicité par la Principauté elle-même, le caractère d'une mesure imposée à la faveur de circonstances exceptionnelles.

A la suite de la remise de cette note, qui ouvrait la voie à une entente entre la Sublime Porte et la Serbie, dans une séance qui a été tenue avec les Délégués, je leur ai déclaré que la Sublime Porte prenait acte du contenue de la note susmentionnée, et il a été convenu que le Gouvernement Serbe accorderait l'amnistie aux Serbes compromis dans les derniers événements, et que notre armée évacuerait les points occupés dans l'intérieur de la Serbie, ce dont procès-verbal a été rédigé et signé séance tenante.

Le Prince Milan a adressé, de son côté, un télégramme directement à son Altesse le Grand Vézir par lequel il ratifie et confirme les explications et assurances fournies par ses Délégués, proteste de sa fidélité envers la Cour Suzeraine et sollicite l'émanation de l'acte devant consacrer le rétablissement des rapports existant antérieurement.

A cet effet, un Firman Impérial consacrant le rétablissement du *statu quo ante*, vient d'être rédigé, et ce Firman sera incessament envoyé à Belgrade par l'entremise d'un fonctionnaire spécial.

L'ensemble de ces documents, dont vous trouverez les copies ci-jointes en annexe, explique, au surplus, le mode du rétablissement des rapports réguliers entre la Sublime Porte et la Principauté de Serbie sur le pied du *statu quo ante*, c'est-à-dire de l'observation de toutes les dispositions des anciens Hatts et Firmans Impériaux et de la satisfaction donnée à la Sublime Porte, quant aux conditions formulées par elle, sans qu'aucune atteinte ait été portée au Traité de 1856.

Le mouvement provoqué en Serbie une fois réprimé par la valeur de nos troupes, la Sublime Porte était appelée à choisir entre l'établissement d'un nouvel ordre de choses et le rétablissement du *statu quo ante*, entouré de certaines garanties morales de nature à calmer des appréhensions et à satisfaire à des réclamations autorisées par la nature même des relations existant

1877 entre la Cour Suzeraine et la Principauté. Il serait inutile d'énumérer ici tout au long les considérations qui militaient en faveur de la seconde de ces deux alternatives. Elles se présentent naturellement à l'esprit. En s'attachant à éviter de nouvelles négociations telles que celles que le changement du *statu quo ante* ne pouvait manquer de provoquer, la Sublime Porte a voulu donner une preuve de son désir d'abréger, autant qu'il dépendait d'elle, l'anxiété avec laquelle les Cabinets et l'opinion publique en Europe attendait l'issue des négociations entamées directement avec la Serbie, et en même temps de se créer un titre de plus à la fidélité et à l'attachement du peuple et du Prince de Serbie.

Aussi, qu'il nous soit permis d'espérer que la modération dont le Gouvernement Impérial a fait preuve, sera appréciée équitablement et qu'elle portera ses fruits. En ce qui concerne la Principauté de Serbie plus particulièrement, il y a lieu de croire qu'éclairée sur le danger des entrainements inconsidérés, elle comprendra mieux la nécessité de respecter ses obligations envers la Cour Suzeraine et d'entretenir constamment avec elle les loyaux rapports qui sont la condition de son existence et de sa sécurité. Les Délégués du Prince nous ont déclaré que Sa Majesté le Sultan venait de rendre la Serbie heureuse et contente. La Sublime Porte ne désire maintenant qu'une chose, c'est que ce sentiment se consolide en se perpétuant.

Veuillez, etc.

(Signé:) *Safvet.*

Note adressée par les Plénipotentiaires serbes à la Sublime Porte.

Les Soussignés, Délégués spéciaux de Son Altesse le Prince de Serbie, ont déjà eu l'honneur de se rendre auprès de la Sublime Porte les interprètes du désir sincère du Prince de Serbie et du Gouvernement Princier de voir les relations de la Principauté avec la Cour Suzeraine rétablies un moment plus tôt telles qu'elles existaient avant les derniers malheureux événements.

La Sublime Porte, de son côté, ayant fait connaître à Son Altesse le Prince les propositions dont elle avait jugé l'adoption nécessaire pour le rétablissement du *statu quo ante,* les Soussignés, se conformant à leurs instructions, s'empressent de présenter au Gouvernement Impérial les explications suivantes qui leur permettent d'établir et de déclarer que rien ne s'oppose désormais au rétablissement du *statu quo.*

La Sublime Porte désire que:

»Conformément aux stipulations qui ont été faites lors du retrait des troupes Ottomanes de la Citadelle de Belgrade, le

pavillon Ottoman flotte désormais sur la dite Citadelle à côté du 1877
pavillon Serbe; et aussi, qu'en exécution des anciens firmans, le nombre des forteresses et l'importance des fortifications existantes ne soient pas augmentés par la suite.«

Le Gouvernement Princier n'a jamais cessé de remplir l'obligation de hisser le pavillon Ottoman sur la Citadelle de Belgrade. D'ailleurs ces deux points se trouvent expressément et explicitement établis dans les Hatti-Chérifs de... Redjib 1249 et du (13 avril 1867 / 8 Zilhidje, 1283); il s'ensuit qu'aussitôt que la Principauté sera admise à établir des relations avec la Cour Suzeraine sur le pied du *statu quo ante,* la reconnaissance que le rétablissement du *statu quo ante* implique de tous les Firmans Impériaux délivrés à diverses dates, rendra obligatoires quant aux forteresses les stipulations contenues dans les Firmans susmentionnés, et dès lors ces stipulations entreront immédiatement en vigueur et seront scrupuleusement observées.

La Sublime Porte désire également que —

»Le Gouvernement Princier prévienne la formation sur le territoire de la Principauté de bandes armées destinées à porter le trouble dans les provinces voisines, ainsi que l'entrée dans les provinces voisines de bandes armées ainsi formées, soit par corps et ouvertement, soit clandestinement et par petits groupes; qu'en outre le Gouvernement Princier mette obstacle à la formation de sociétés secrètes ou non, ayant pour but de troubler la paix et la tranquillité des provinces voisines.«

Les Soussignés ont invoqué les antécédents les moins contestables de droit et de fait pour fournir au Gouvernement de la Sublime Porte les assurances les plus formelles quant aux tendances émminemment conservatrices et anti-révolutionnaires qui ont de tout temps caractérisé le peuple et le Gouvernement de la Principauté. La Serbie, consciente de sa position, cherche dans le travail productif les éléments de sa prospérité; ennemie de toute agitation qui serait nuisible à son développement moral, intellectuel et commercial, elle s'est donné des lois sévères pour prévenir la création de sociétés secrètes ayant de buts subversifs, pour réprimer la formation de bandes armées destinées à fomenter des troubles dans les provinces voisines. De fait, durant la longue période qui s'est écoulée depuis la création de la Principauté sous le Sultan Mahmoud jusqu'à ce dernier temps, non seulement la formation de bandes armées a été inconnue en Serbie, mais il n'y a pas même existé de sociétés secrètes, tant il est vrai que la législation intérieure, conforme du reste avec les tendances du peuple Serbe, a toujours suffi pour empêcher la naissance de de tels éléments de troubles.

1877 Les sociétés secrètes auxquelles la Sublime Porte a fait allusion, ont eu leur origine et leur siége ailleurs qu'en Serbie. Si, dans ce dernier temps, ces lois de la Principauté étant restées impuissantes, il s'est produit une situation funeste à tous les intérêts, les assurances dont les Soussignés ont l'honneur d'être les organes auprès du Gouvernement Impérial, sont précisément destinées à y mettre fin en rétablissant la paix et les rapports de bonne entente entre la Cour Suzeraine et la Principauté, et à rendre à ces lois préservatrices de l'ordre public leur antique et incontestable autorité et efficacité pour le plus grand avantage de la Serbie elle-même.

La Sublime Porte désire que —

»Indépendamment de la liberté religieuse les Arméniens, Grégoriens et Catholiques, et les Israélites jouissent en Serbie des mêmes droits et des mêmes priviléges que les autres habitants.«

Au désir de tolérance religieuse si généreusement manifesté par la Sublime Porte, les Soussignés ont répondu que la législation intérieure de la Serbie ne connaît aucune exception fondée sur de faits de religion; qu'il n'a jamais existé d'Arméniens, Grégoriens ou Catholiques en Serbie; que tous les citoyens Serbes jouissent des mêmes droits civils et politiques; que les Israélites sujets Serbes n'en sont pas plus privés (sauf une seule restriction concernant leur établissement dans l'intérieur du pays) que le seraient à l'avenir des citoyens Serbes qui appartiendraient à un rite Chrétien autre que le rite Orthodoxe. Les Soussignés se félicitent d'avoir été ainsi mis à même de montrer que le grand principe de liberté religieuse inhérent au régime intérieur de la Principauté a été de tout temps le partage de tous les citoyens Serbes sans distinction de culte.

Ils s'estiment heureux d'avoir ainsi établi, dans ce qui précède, le parfait accord existant entre la Sublime Porte et le Gouvernement Princier, pour tout ce qui a trait aux conditions du rétablissement du *statu quo* qui avaient été précédemment notifiées à Belgrade.

Les Soussignés, en leur qualité déjà énoncée de délégues de la Principauté et ayant la mission de renouveler de la manière la plus formelle l'expression de loyale fidélité du Prince et du peuple Serbe envers l'auguste personne de Sa Majesté Impériale le Sultan, n'hésitent pas à déclarer au Gouvernement de la Sublime Porte que Son Altesse le Prince Milan est prêt à confirmer directement les explications et les assurances dont ils ont été en son nom les fidèles interprètes. Ils espérent en conséquence que Son Altesse le Grand Vézir voudra bien

provoquer l'émanation de l'Iradé Impérial pour le rétablissement 1877
du *statu quo ante*, et aussi pour que les troupes Impériales se retirent dans les douze jours à dater d'aujourd'hui derrière la ligne de démarcation, et que cette ligne soit rétablie telle qu'elle existait avant les derniers événements.

Constantinople, le 16/28 février, 1877.

(Signé) *Ph. Christitch.*
D. Matitch.

Protocole signé par les Plénipotentiaires turcs et serbes.

Cejourd'hui 16/28 février, 1877, les Délégués de Son Altesse le Prince de Serbie MM. Ph. Christitch et D. Matitch, s'étant réunis en séance chez son Excellence le Ministre des Affaires Etrangères, ont déclaré qu'ils pensaient être arrivés au terme de leurs travaux et que l'accord s'était établi avec son Excellence le Ministre, conformément à la note explicative remise par eux à la Sublime Porte à la date du 16/28 février.

MM. les Délégués ont en conséquence déclaré qu'en vertu de pleins pouvoirs qui leur ont été conférés par le Gouvernement Princier ils confirment les désirs de leur dit Gouvernement de voir rétablir les relations avec la Cour Suzeraine sur le pied du *statu quo ante*.

Son Excellence le Ministre des Affaires Etrangères a de son côté déclaré au nom de la Sublime Porte qu'il prenait acte de la dite note explicative sus-visée; que le Gouvernement Impérial avait résolu de rétablir ses relations avec la Principauté de Serbie sur le pied du *statu quo ante*, et que cette décision sera communiquée au Prince dans les formes usitées jusqu'ici.

Dans cette situation et à l'effet de déterminer aussi explicitement qu'il est nécessaire la portée du principe du *statu quo ante*, et d'éviter tout malentendu qui pourrait se produire à cet égard, on constate qu'en vertu de cet accord il est entendu: —

1. Que le rétablissement du *statu quo ante* signifie, sans qu'il soit besoin d'autres et plus longues explications, le rétablissement complet et sans exception de toutes les clauses et stipulations inscrites dans les Hatts Impériaux, et dans les autres actes concernant la Serbie et notamment le Hatt du 11 avril, 1867 (5 Zilhidje 1283) relatif aux régimes des forteresses.

2. Que la Sublime Porte ayant déjà accordé une amnistie pleine et entière aux sujets Ottomans qui auraient été compromis dans les derniers événements le Gouvernement Princier, de son côté, accorde également le pardon et l'oubli aux Serbes qui ont été compromis dans ces mêmes et malheureux événements.

1877 3. Que dans le délai de douze jours à partir de la date des présentes, les troupes Impériales et les troupes Serbes évacueront le territoire occupé par elles en dehors des anciennes lignes de démarcation afin que ce délai écoulé, les autorités respectives reprennent l'exercice de leur légitime action.

Dont acte fait en double.

(Signé) *Safvet.* (Signé) *Ph. Christitch.*
D. Matitch.

Le Prince de Serbie au Grand Vizir :

J'ai l'honneur d'informer Votre Altesse que nous confirmons et ratifions pleinement le Protocole contenant les bases convenues pour le rétablissement des relations entre la Sublime Porte et la Serbie tel qu'il a été signé par nos Délégués Spéciaux, MM. Philipp Christitch et Démetre Matitch, de même que les éclaircissements et les assurances que les Délégués ont donnés à la Sublime Porte, et qui ont abouti au rétablissement du *statu quo* qui avait existé entre la Sublime Porte et la Principauté jusqu'au mois de Juin de l'année passée.

La Serbie, rentrant ainsi dans la plénitude des droits, des priviléges et des immunités dont elle a joui jusqu'alors, accepte avec un profond sentiment de fidélité les obligations qui découlent des Firmans émanés à différentes époques et par lesquels la Cour Suzeraine avait témoigné de sa sollicitude et de sa confiance envers la nation Serbe et son Prince.

Il appartient maintenant à Sa Majesté le Sultan de proclamer officiellement le rétablissement des relations de la Principauté avec la Puissance Suzeraine sur la base convenue.

Firman Impérial:

Notre sollicitude Impériale avait toujours eu pour objet tout ce qui pouvait contribuer à consolider la tranquillité et le progrès de la Principauté de Serbie, qui fait partie intégrante de notre Empire, et à assurer le bonheur et la prospérité de ses habitants. Les immunités et priviléges contenus dans les Hatts Impériaux délivrés à diverses époques n'ont eu pour but que la réalisation de ce désir.

Une preuve éclatante de notre bienveillance particulière pour le peuple Serbe en considération de sa fidélité éprouvée envers notre Gouvernement Impérial avait encore été donnée notamment par la décision en vertu de laquelle la garde des forteresses Impériales sises en Serbie avait été confiée à la Principauté. Les rapports de confiance et de sincérité entre la

rincipauté et la Cour Suzeraine étaient ainsi consolidés et 1877
éveloppés de jour en jour d'avantage lorsque, malgré les efforts
e notre Gouvernement Impérial pour garantir l'ordre de choses
xistant, nous avons été péniblement affectés en voyant qu'il
'avait pas été possible de prévenir les événements malheureux qui
enacèrent de troubler profondément aussi bien la situation in-
érieure de la Serbie que sa situation vis-à-vis de la Cour Suzeraine.

Sur l'acceptation empressée de la proposition du rétablis-
ement de la tranquillité qui avait été faite par notre Gouver-
ement Impérial dans le but d'épargner à la Serbie les malheurs
e la guerre, et qui avait en vue le retour de la Serbie à la situation
ui existait pour elle avant les derniers malheureux événements,
os Délégués, les très-honorables MM. Christitch et Matitch, sont
rrivés à Constantinople avec des pleins pouvoirs de votre part.
Dans les pourparlers qui ont eu lieu entre eux et notre Sublime
Porte, ils ont su lui donner verbalement et par écrit des
xplications et des assurances par lesquelles ils ont garanti que
e contenu des Firmans délivrés à diverses dates serait scrupu-
eusement observé; que les obligations qui avaient été à la charge
e la Serbie en compensation des priviléges et immunités de la
Principauté seraient exécutées, et qu'on ne permettrait désormais
ien qui fût de nature à troubler matériellement et moralement
es bons rapports de la Serbie avec notre Gouvernement.

Ces explications et ses assurances ayant renouvelé et
onfirmé notre confiance Impériale dans la fidélité et la droiture
e la Principauté et du peuple Serbe, nous avons ainsi approuvé
t ratifié le rétablissement du *statu quo ante;* et, de même que
otre pardon Impérial a été accordé à ceux des habitants des
rovinces voisines qui pendant les événements dont il a été
uestion se sont enfuis et réfugiés dans la Principauté, de même
e retour dans leurs foyers des habitants de la Principauté qui
'étaient réfugiés chez nous a été également assuré. Nous sommes
onvaincus que vous et le peuple Serbe vous apprécierez ce qui
ient d'être arrêté comme une preuve manifeste de notre confiance
t bienveillance Impériale à votre égard, et que vous vous
ttacherez à persister dans l'accomplissement des devoirs de la
rincipauté vis-à-vis de notre Gouvernement Impérial; et en
onséquence nous vous avons délivré et envoyé notre présent
irman revêtu de notre sanction Impériale pour proclamer que
r cette base le *statu quo ante* a été rétabli, et que les ordres
ecessaires ont été donnés à qui de droit afin de faire évacuer
points au delà de la ligne de démarcation qui se trouvent en
possession de notre armée.

Donné le 18 safer 1294 (20 février / 4 Mars, 1877).

1877 **957.**

2 mars 1877.

Traité entre l'Autriche-Hongrie et l'Empire d'Allemagne pour la construction d'un chemin de fer de Chotzen à Altwasser par Halbstadt et Friedland. Conclu à Vienne. Ratifié par S. Maj. Imp. et R. Ap. à Vienne, le 18 mars 1877. Ratifications échangées à Vienne, le 31 mars 1877.

(R. G. Bl. 1877, Nr. 22.)

Staatsvertrag vom 2. März 1877 zwischen Oesterreich-Ungarn und dem Deutschen Reiche, betreffend die Herstellung einer Eisenbahn-Verbindung von Chotzen über Halbstadt und Friedland nach Altwasser.

(Abgeschlossen zu Wien am 2. März 1877, von Seiner k. und k. Apostolischen Majestät ratificirt zu Wien am 18. März 1877, die Ratificationen ausgewechselt zu Wien am 31. März 1877.)

Wir Franz Joseph der Erste, von Gottes Gnaden Kaiser von Oesterreich; König von Ungarn und Böhmen etc.

thun kund und bekennen hiemit:

Nachdem zwischen Unserem Bevollmächtigten und jenem Seiner Majestät des Kaisers von Deutschland und Königs von Preussen wegen Herstellung der Eisenbahn-Verbindung von Chotzen über Halbstadt und Friedland nach Altwasser in Wien am 2. März l. J. ein Vertrag unterzeichnet worden ist, welcher von Wort zu Wort lautet, wie folgt:

Seine Majestät der Kaiser von Oesterreich, König von von Böhmen etc. und Apostolischer König von Ungarn, und

Seine Majestät der Deutsche Kaiser, König von Preussen, im Namen des Deutschen Reiches,

von dem Wunsche geleitet, die Eisenbahn-Verbindungen zwischen den beiderseitigen Reichgebieten zu erweitern, haben zum Behufe einer hierüber zu treffenden Vereinbarung zu Bevollmächtigten ernannt:

Seine Majestät der Kaiser von Oesterreich, König von Böhmen etc. und Apostolischer König von Ungarn,

den Herrn Julius Grafen Andrássy von Csik-Szent-Király und Kraszna-Horka, Allerhöchst Ihren wirklichen geheimen Rath, Grosskreuz des St. Stephan-Ordens, Ritter des preussischen Schwarzen Adler-Ordens, Minister des Hauses und des Aeussern, Generalmajor etc. und

Seine Majestät der Deutsche Kaiser, König von Preussen,

den Herrn Otto Grafen zu Stolberg-Wernigerode, kgl. preussischen Oberst *à la suite*, erbliches Mitglied des preussischen Herrenhauses und der ersten Kammer der Stände des Gross-

herzogsthums Hessen, Ritter des preussischen Rothen Adler- 1877
Ordens I. Classe, Grosscomthur des kgl. Hausordens von Hohenzollern, Besitzer des eisernen Kreuzes am weissen Bande, Commendator des Johanniter-Ordens, Allerhöchst Ihren ausserordentlichen und bevollmächtigten Botschafter bei Seiner k. und k Apostolischen Majestät,

von welchen nach geschehener Mittheilung und gegenseitiger Anerkennung ihrer Vollmachten unter dem Vorbehalte der Ratification der nachstehende Vertrag verabredet und abgeschlossen worden ist:

Artikel I.

Die k. k. österreichische und die kgl. preussische Regierung sind übereingekommen, eine Eisenbahn von Chotzen über Halbstadt und Friedland nach Altwasser zuzulassen und die Vollendung des Baues nebst der Eröffnung des Betriebes derselben bis spätesten 31. Mai 1877 herbeizuführen.

Zu diesem Behufe hat die k. k. österreichische Regierung der k. k. priv. österreichischen Staats-Eisenbahngesellschaft unterm 14. September 1872 die Concession zum Baue und Betriebe der auf österreichischem Staatsgebiete, die kgl. preussische Regierung der Breslau-Schweidnitz-Freiburger Eisenbahn-Gesellschaft unterm 17. September 1873 die Concession zum Baue und Betriebe der auf preussischem Landesgebiete gelegenen Strecke der in Rede stehenden Eisenbahn ertheilt.

Artikel II.

Die specielle Feststellung der Bahnlinie, wie des gesammten Bauplanes und der einzelnen Bauentwürfe, bleibt jeder der beiden Regierungen für ihr Gebiet vorbehalten.

Der Punkt, wo die beiderseitige Reichsgrenze von der Bahn überschritten wird, soll auf Grund der von den betreffenden Eisenbahnverwaltungen auszuarbeitenden Projecte, nöthigenfalls durch deshalb abzuordnende technische Commissäre näher bestimmt werden.

Artikel III.

Die Bahn soll zwar zunächst nur mit Einem durchgehenden Geleise versehen, jedoch soll die Erwerbung des Terrains im Voraus für eine doppelgeleisige Bahn sichergestellt werden.

Bei dem Eintritte des Bedürfnisses werden die hohen Regierungen die Herstellung des zweiten Geleises anordnen.

Der Erwerb der zur Anlage der Bahn erforderlichen Grundstücke soll, insofern eine gütliche Vereinbarung unter den

1877 Betheiligten nicht zu erreichen ist, in jedem der beiden Staatsgebiete nach den Bestimmungen des dort geltenden, beziehungsweise zu erlassenden Expropriationsgesetzes erfolgen. Die Spurweite der Geleise soll in Uebereinstimmung mit den anschliessenden Bahnen 1·435 Meter im Lichten der Schienen betragen. Auch im Uebrigen sollen die Constructionsverhältnisse der nach diesem Vertrage anzulegenden Eisenbahn und deren Betriebsmittel dergestalt nach gleichmässigen Grundsätzen festgestellt werden, dass auf den beiderseitigen Bahnstrecken ein ineinandergreifender Betrieb stattfinden kann, insbesondere auch die Betriebsmittel von und nach den anschliessenden Bahnen ungehindert übergehen, beziehungsweise wechselseitig benützt werden können.

Die von einer der beiden hohen Regierungen geprüften Betriebsmittel werden ohne nochmalige Prüfung auch auf der im Gebiete der anderen liegenden Bahnstrecke zugelassen werden.

Artikel IV.

Die beiden hohen Regierungen verpflichten sich, zuzulassen und anzuordnen, dass die von Chotzen nach Altwasser führende Eisenbahn an ihren Endpunkten in angemessene, den Uebergang der Betriebsmittel gestattende Schienenverbindung mit den zur Zeit daselbst anschliessenden Eisenbahnen gesetzt wird.

Artikel V.

Die volle Landeshoheit (also auch die Ausübung der Justiz- und Polizeigewalt) bleibt in Ansehung der die beiderseitigen Gebiete durchschneidenden Bahnstrecken auf dem österreichischen Gebiete Seiner Majestät dem Kaiser von Oesterreich, König von Böhmen, etc. und Apostolischen König von Ungarn, und auf dem preussischen Gebiete Seiner Majestät dem Deutschen Kaiser, König von Preussen ausschliesslich vorbehalten.

Artikel VI.

Die hohen Regierungen behalten sich vor, zur Handhabung des ihnen über die Bahnstrecke in ihrem Gebiete zustehenden Hoheits- und Aufsichtsrechtes, Commissäre zu bestellen, welche die Beziehungen ihrer Regierungen zu den Eisenbahnverwaltungen in allen denjenigen Fällen zu vertreten haben, die nicht zum directen gerichtlichen oder polizeilichen Einschreiten der competenten Landesbehörden geeignet sind.

Artikel VII. 1877

Unbeschadet des Hoheits- und Aufsichtsrechtes der hohen vertragschliessenden Theile über die in ihren Gebieten gelegenen Bahnstrecken und über den darauf stattfindenden Betrieb, verbleibt die Ausübung des Oberaufsichtsrechtes über die den Betrieb führenden Eisenbahngesellschaften oder Eisenbahnverwaltungen im Allgemeinen derjenigen Regierung, in deren Gebiete dieselben ihren Sitz haben.

Artikel VIII.

Insoweit die österreichische Actiengesellschaft innerhalb des preussischen Gebietes, oder die preussische Actiengesellschaft innerhalb des österreichischen Gebietes den Betrieb der von Chotzen nach Altwasser führenden Eisenbahn übernimmt (Artikel XIII), oder künftig übernehmen sollte, unterliegen diejenigen Entschädigungsansprüche, welche von Unterthanen der einen der contrahirenden Regierungen, gegen die dem Unterthanenverbande der anderen angehörende Bahnverwaltung, erhoben werden, der Gerichtsbarkeit und den Gesetzen des Staates, in welchem die Schadenszufügung stattgefunden hat, sofern dieselbe bei dem Bahnbetriebe veranlasst ist, und der Entschädigungsanspruch nicht aus einem mit der betriebführenden Bahnverwaltung oder einer der übrigen an dem Transport betheiligten Bahnen abgeschlossenen Frachtgeschäft hergeleitet wird.

Artikel IX.

Reichsangehörige des einen der hohen vertragschliessenden Theile, welche von den Eisenbahnverwaltungen beim Betriebe der Bahnstrecke im Gebiete des anderen Reiches angestellt werden, scheiden dadurch nicht aus dem Unterthanenverbande ihres Heimathslandes aus.

Die Stellen der Localbeamten mit Ausnahme der Bahnhofsvorstände, der Telegraphen- und derjenigen Beamten, welche mit der Erhebung von Geldern betraut sind, sollen jedoch thunlichst mit einheimischen Staatsangehörigen besetzt werden.

Sämmtliche Beamte sind ohne Unterschied des Ortes ihrer Anstellung bei der Bahn rücksichtlich der Disciplinarbehandlung nur der Anstellungsbehörde, im Uebrigen aber den Gesetzen und Behörden des Staates unterworfen, in welchem sie ihren Wohnsitz haben.

Artikel X.

Die Feststellung und Genehmigung der Fahrpläne und Tarife bleibt derjenigen Regierung vorbehalten, in deren Gebiet die betreffende Eisenbahnverwaltung ihren Sitz hat. Jedoch soll

1877 Die Festsetzung der Tarifsätze für Bahnstrecken, welche in den beiderseitigen Gebieten gelegen sind und von einer und derselben Verwaltung im Betriebe geführt werden, nach gleichen Grundsätzen erfolgen.

Beide vertragschliessenden Theile verpflichten sich ferner, dahin zu wirken:

1. dass die auf ihrem Gebiete gelegene Strecke der von Chotzen nach Altwasser führenden Eisenbahn mit einer für den Verkehr genügenden Anzahl von Betriebsmitteln, welche den im Artikel III vereinbarten Voraussetzungen entsprechen, ausgerüstet werde;

2. dass von den betriebführenden Verwaltungen zwischen Chotzen und Altwasser und möglichst im Anschlusse an die Züge der angrenzenden Bahnstrecken für die Personenbeförderung mindestens zwei Züge täglich in beiden Richtungen und für den Güterverkehr so viele Züge eingerichtet werden, als zur Bewältigung desselben erforderlich sind;

3. dass die Beförderung der Personen und Güter auf der von Chotzen nach Altwasser führenden Eisenbahn zu möglichst mässigen Tarifsätzen, die Beförderung von Kohlen, Coaks, Steinen, Erzen, Roheisen, Düngsalz und sonstigen Düngungsmitteln in ganzen Wagenladungen und auf grössere Entfernungen thunlichst zu dem Satze von fünf Sechstel Markpfennig deutscher Währung oder dem entsprechenden Satze in österreichischer Währung Silber für je 50 Kilogramm und 7·5 Kilometer nebst einem Expeditionszuschlag von höchstens 6 Reichsmark deutscher Währung oder dem entsprechenden Satze in österreichischer Währung Silber für je fünftausend Kilogramm stattfindet;

4. dass der Einführung directer Expeditionen im Personen- und Güterverkehr, sobald dieselben im Interesse des Verkehres von beiden hohen Regierungen als wünschenswerth bezeichnet werden, seitens der betriebführenden Verwaltungen der Chotzen-Altwasser Bahn, soweit dieselbe betheiligt ist, nicht widersprochen wird.

Artikel XI.

Es soll bei Beförderung auf der Altwasser-Chotzener Eisenbahn sowohl hinsichtlich der Beförderungspreise, als der Zeit der Abfertigung kein Unterschied zwischen den Bewohnern beider Reiche gemacht werden, namentlich sollen die aus dem Gebiete des anderen Reiches übergehenden Transporte weder in Beziehung auf die Abfertigung, noch rücksichtlich der Beför-

derungspreise ungünstiger behandelt werden, als die aus dem 1877
betreffenden Reiche abgehenden oder darin verbleibenden Transporte.

Artikel XII.

Die Bahnpolizei wird unter Aufsicht der dazu in jedem der beiden Reichsgebiete competenten Behörden in Gemässheit der für jedes Gebiet geltenden Vorschriften und Grundsätze zunächst durch die Beamten der Eisenbahnverwaltung gehandhabt werden.

Artikel XIII.

Der Betriebswechsel soll auf derjenigen Eisenbahnstation stattfinden, welche auf österreichischem Gebiete zunächst der Grenze bei Halbstadt zu errichten ist. Die k. k. österreichische Regierung wird deshalb der k. k. priv. österreichischen Staats-Eisenbahngesellschaft die Verpflichtung auferlegen, den Betrieb auf der Strecke von der beiderseitigen Grenze bis zur Wechselstation bei Halbstadt an die Breslau-Schweidnitz-Freiburger Eisenbahngesellschaft zu überlassen, welcher die Ausführung des Baues und Betriebes innerhalb des preussischen Staatsgebietes übertragen worden ist.

Die Einrichtungen des Baues und Betriebes, die Construction des Oberbaues der Bahn und die Signaleinrichtungen von der beiderseitigen Grenze bis zu dem Bahnhofe bei Halbstadt sollen alsdann mit denjenigen Einrichtungen übereinstimmen, welche in diesen Beziehungen für die auf preussischem Gebiete gelegene Bahnstrecke genehmigt werden.

Die Anlage und Ausrüstung des Bahnhofes bei Halbstadt selbst, erfolgt nach den in Oesterreich-Ungarn geltenden Grundsätzen.

Artikel XIV.

Ueber die näheren Bedingungen, unter welchen die Betriebsüberlassung bezüglich der von der beiderseitigen Grenze bis zu dem Bahnhofe bei Halbstadt gelegenen Bahnstrecke stattfinden wird, bleibt eine Verständigung der k. k. priv. österreichischen Staats-Eisenbahngesellschaft, als dem Concessionär der betreffenden Bahnstrecke und der den Betrieb auf derselben übernehmenden preussischen Eisenbahnverwaltung vorbehalten. Jedenfalls soll aber die letztere seitens der kgl. preussischen Regierung bindend verpflichtet werden, die ordnungsmässige Instandhaltung der ihr in Betrieb gegebenen Strecke nebst allem Zubehör einschliesslich der nach österreichischen Verwaltungsgrundsätzen erforderlich werdenden Erneuerungen auf eigene Kosten zu übernehmen und dem Concessionär das auf die betreffende

1877 Strecke verwendete und nachzuweisende, etwaige Kosten der Geldbeschaffung oder Cursverluste nicht enthaltende Anlagecapital mit jährlich fünf Procent zu verzinsen. Erweiterungen der ursprünglichen Bahnanlagen, welche die k. k. österreichische Regierung im Interesse des Verkehres für geboten erachten möchte, werden auf Kosten des Concessionärs der betreffenden Bahnstrecke ausgeführt werden.

Auch sollen die nachzuweisenden Kosten solcher Erweiterungen dem von der betriebführenden Verwaltung zu verzinsenden Anlagecapital hinzutreten.

Wegen Mitbenützung des Bahnhofes und der Bahnhofsanlagen bei Halbstadt und wegen der den Eigenthümern dafür zu leistenden besonderen Entschädigung haben die beiderseitigen Bahnverwaltungen unter Vorbehalt der Genehmigung ihrer respectiven Regierungen gleichfalls ein Abkommen mit einander zu treffen.

Beim Mangel eines Einverständnisses haben sich die Bahnverwaltungen den nach vorgängiger Verständigung gemeinschaftlich zu treffenden Anordnungen der beiden hohen Regierungen zu fügen.

Artikel XV.

Auf der bezeichneten Grenzstation (Artikel XIII) wird zur Erreichung des im Artikel 8 des Handels- und Zollvertrages zwischen Oesterreich-Ungarn und Preussen vom 9. März 1868 bezeichneten Zweckes von beiden Seiten je ein Grenz-Zollamt errichtet, beziehungsweise mit dem anderen zusammengelegt werden. Diesen Grenz-Zollämtern sind beiderseits die den Verkehrsverhältnissen entsprechenden Abfertigungsbefugnisse einzuräumen.

Die vertragschliessenden Regierungen erklären sich bereit, diese Befugnisse zu erweitern, sobald und soweit die Ausdehnung des Verkehres dies erfordern sollte.

Artikel XVI.

In Betreff der durch beiderseitige Commissäre seiner Zeit noch näher zu verabredenden Förmlichkeiten der zollämtlichen Revision und Abfertigung des Passagiergepäcks und der ein- und ausgehenden Güter ertheilen beide Regierungen sich die Zusicherung, dass die in Rede stehende Bahnstrecke nicht minder günstig als irgend eine andere in das Ausland übergehende Eisenbahnroute behandelt werden soll.

Im Interesse der Förderung des Verkehres wird dabei jede nach den in beiden Reichen bestehenden Gesetzen zulässige Erleichterung und Vereinfachung eintreten.

Artikel XVII. 1877

Die wegen der Handhabung der Pass- und Fremden-Polizei bei Reisenden mittelst der Eisenbahn unter beiden Regierungen schon bestehenden oder noch zu verabredenden Bestimmungen sollen auf die in Rede stehende Eisenbahn-Verbindung Anwendung finden. Ueber die den kgl. preussischen Polizeibeamten, welche auf dem Bahnhofe Halbstadt stationirt werden möchten, beizulegenden Amtsbefugnisse bleibt eine besondere Verständigung unter den beiden vertragschliessenden Regierungen vorbehalten. Die diesfällige Verhandlung soll mindestens drei Monate vor Inbetriebsetzung der Chotzen-Altwasser-Eisenbahn beginnen und vor der Eröffnung des Betriebes thunlichst vollständig zum Abschlusse gebracht werden.

Artikel XVIII.

Die Regelung des Post- und Telegraphen-Betriebes auf der von Chotzen nach Altwasser führenden Eisenbahn bleibt der besonderen Verständigung zwischen den beiderseitigen Post- und Telegraphen-Verwaltungen vorbehalten.

Bei der Regelung des Postbetriebes wird davon ausgegangen werden, dass der Betriebswechsel an demselben Punkte stattfindet, welcher nach Artikel XIII für den Eisenbahnbetriebswechsel und nach Artikel XV für die Zollabfertigung in Aussicht genommen ist, dass die Kosten des Posttransportes jederseits bis zu diesem Punkte, beziehungsweise von diesem Punkte ab, bestritten werden, und dass die betreffende Eisenbahn-Verwaltung die Verpflichtung zu übernehmen hat, auf der Strecke zwischen der beiderseitigen Reichsgrenze und dem Bahnhofe bei Halbstadt dieselben Leistungen zu Gunsten der deutschen Reichspost-Verwaltung auszuführen, welche derselben für die auf deutschem Gebiete gelegene Bahnstrecke concessionsmässig auferlegt sind.

Artikel XIX.

Die k. k. österreichische Regierung wird den Betrieb der auf österreichischem Gebiete gelegenen Bahnstrecke, soweit derselbe von der Breslau - Schweidnitz - Freiburger Eisenbahn-Gesellschaft geleitet wird, mit keiner anderen oder höheren Abgabe belegen, als derjenigen, welche den Bahnbetrieb ausländischer Eisenbahn-Actien-Gesellschaften im österreichischen Staate im Allgemeinen trifft.

Desgleichen wird die kgl. preussische Regierung für den Fall, dass der Betrieb der auf preussischem Gebiete gelegenen Bahnstrecke künftig von einer österreichischen Actien-Gesellschaft geleitet werden sollte, von derselben keine anderen oder

1877 höheren Abgaben erheben, als diejenigen, welche den Bahnbetrieb der betreffenden Actien-Gesellschaften im preussischen Staate im Allgemeinen treffen.

Artikel XX.

Für den Fall, dass die in Preussen gelegene Strecke der den Gegenstand des gegenwärtigen Vertrages bildenden Eisenbahn seinerzeit von der kgl. preussischen Regierung angekauft werden möchte, und ebenso nach dem Ablaufe der für die österreichische Strecke der obigen Bahn bestimmten Concessionsfrist, desgleichen im Falle der Einlösung dieser Eisenbahnstrecke durch die k. k. österreichische Staatsverwaltung soll zwischen den hohen Regierungen über die Fortführung des Betriebes auf der Eisenbahnlinie Chotzen-Altwasser ein dem Verkehr und den beiderseitigen Interessen entsprechendes besonderes Uebereinkommen getroffen werden.

Artikel XXI.

Gegenwärtiger Vertrag soll beiderseitig zur Allerhöchsten Genehmigung vorgelegt und die Auswechslung der darüber auszufertigenden Ratifications-Urkunden spätestens binnen vier Wochen in Wien bewirkt werden.

Zur Beglaubigung dessen haben die Bevollmächtigten denselben unterzeichnet und besiegelt.

So geschehen zu Wien am 2. März 1877.

(L. S.) *Andrássy* m. p.
(L. S.) Otto Graf zu *Stolberg* m. p.

So haben Wir nach Prüfung sämmtlicher Artikel dieses Vertrages denselben gutgeheissen und genehmigt und versprechen auch mit Unserem kaiserlichen und königlichen Worte für Uns und Unsere Nachfolger, solchen seinem ganzen Inhalte nach getreu zu beobachten und beobachten zu lassen.

Zu dessen Bestätigung haben Wir gegenwärtige Urkunde eigenhändig unterzeichnet und selber Unser kaiserliches und königliches Insiegel beidrucken lassen.

So geschehen zu Wien, am achtzehnten März im Jahre des Heiles Eintausend achthundert siebenundsiebenzig, Unserer Reiche im neunundzwanzigsten.

Franz Joseph m. p. (L.S.) *Andrássy* m. p.

Auf Allerhöchst eigenen Befehl Seiner k. und k. Apostolischen Majestät:

Wilhelm Freiherr von *Konradsheim* m. p.,
k. u. k. Hof- und Ministerialrath.

Schlussprotokoll zu dem zwischen Oesterreich-Ungarn und dem Deutschen Reiche am 2. März 1877 abgeschlossenen Staats-Vertrage, betreffend die Eisenbahn-Verbindung Chotzen-Altwasser. 1877

Die unterzeichneten Bevollmächtigten sind heute zusammengetreten, um den wegen der Herstellung der Eisenbahn-Verbindung ven Chotzen über Halbstadt und Friedland nach Altwasser vereinbarten Vertrag unterschriftlich zu vollziehen.

Bei dieser Gelegenheit sind noch die folgenden Erklärungen in das gegenwärtige Schlussprotokoll aufgenommen worden, welches, ohne dass es einer besonderen ausdrücklichen Ratification desselben bedarf, mit dem Vertrage selbst, sobald dieser ratificirt sein wird, gleiche Kraft und Giltigkeit haben soll.

I.

Von Seiten der kgl. preussischen Regierung wird anerkannt, dass die Bestimmungen:

1. im Artikel X, Nr. 3 hinsichtlich der Beförderung von Kohlen, Coaks, Steinen, Erzen, Roheisen, Dungsalz und sonstigen Düngungsmitteln in ganzen Wagenladungen und auf grössere Entfernungen;

2. im Artikel XI hinsichtlich der gleichmässigen Behandlung der aus den beiderseitigen Gebietstheilen originirenden Transporte auf der Bahnstrecke Altwasser - Chotzen seitens der k. k. österreichischen Regierung nur insoweit zur Ausführung gebracht werden können, als die der k. k. priv. österreichischen Staatseisenbahn-Gesellschaft bisher concessionsmässig gewährleisteten Befugnisse nicht entgegenstehen.

II.

Ebenso wird von der kgl. preussischen Regierung anerkannt, dass die Anordnung der Herstellung des zweiten Geleises bezüglich der österreichischen Strecke der Altwasser-Chotzener Bahn (Artikel III des Vertrages) nur nach Massgabe der die einschlägigen Verpflichtungen der k. k. priv. österreichischen Staatseisenbahn - Gesellschaft regelnden Bestimmungen der Concessions-Urkunde vom 14. September 1872 stattfinden kann.

III.

Beide hohen Regierungen sind darüber einverstanden, dass ausser den zwei für die Personenbeförderung bestimmten Zügen, welche nach der im Artikel X, Nr. 2 des Vertrages getroffenen Vereinbarung täglich in beiden Richtungen gefahren werden müssen, noch ein dritter Zug für die Personenbeförderung ein-

877 gerichtet werden soll, sobald das Bedürfniss einer solchen Einrichtung nach dem übereinstimmenden Ermessen der beiden contrahirenden Regierungen als vorhanden angesehen wird.

IV.

Der k. k. priv. österreichischen Staatseisenbahn-Gesellschaft ist durch die k. k. österreichische Regierung die Verpflichtung aufzuerlegen, die baulichen Einrichtungen für das auf dem Grenzbahnhofe bei Halbstadt zu errichtende k. k. österreichische und kgl. preussische Grenz-Zollamt, beziehungsweise für das zu errichtende combinirte Grenz-Zollamt herzustellen und zu erhalten, sowie die Kosten für die Herstellung der von den Zollbeamten benöthigten, diesen zu überweisenden Wohnungen oder für die Ueberweisung von angemessenen derartigen Miethwohnungen zu tragen, wogegen ihr die diesfalls im Artikel XIV festgesetzte Entschädigung gebührt und der diese Entschädigung leistenden Bahn-Gesellschaft derjenige Miethsabzug der Beamten zufliesst, welchen diese Beamten bei Gewährung von Dienstwohnungen nach den Bestimmungon ihres Heimathlandes zu erleiden haben.

Zum Zwecke der Regulirung auch dieser, sowie aller sonstigen Verhältnisse der beiderseitigen Zollämter und wegen der im beiderseitigen Zollinteresse zu treffenden Einrichtungen sollen nach Ratification des gegenwärtigen Vertrages besondere Special-Verhandlungen unter Zuziehung von Commissären der beiderseitigen Zollverwaltungen eingeleitet werden.

Der k. k. priv. österreichischen Staatseisenbahn-Gesellschaft ist ferner durch die k. k. österreichische Regierung die Verpflichtung aufzuerlegen, auf dem Grenzbahnhofe bei Halbstadt die erforderlichen Localitäten für den Polizei-, Post- und Staatstelegraphendienst nach Massgabe des Ergebnisses der in den Artikeln XVII und XVIII des Vertrages vorbehaltenen Special-Verhandlungen zwischen den betreffenden Verwaltungszweigen beider Staaten herzustellen. Wegen Instandhaltung, Reinigung, Erleuchtung und Heizung der Post-, Polizei- und Telegraphen-Locale, sowie wegen der von der kgl. preussischen Regierung dafür zu gewährenden Mieths-Entschädigung sollen die Vollzugsbestimmungen vom 9. Februar 1876 zu Artikel 7 des deutschen Eisenbahn-Postgesetzes vom 20. December 1875 Anwendung finden.

V.

Es ist Einverständniss darüber vorhanden, dass in Ermanglung einer Verständigung der beiderseitigen Bahnverwaltungen über die für die Mitbenützung des Bahnhofes und der Bahnhofs-

Anlagen bei Halbstadt nach Artikel XIV des Vertrages zu 1877
gewährende Entschädigung die gemeinsame Festsetzung seitens der beiden contrahirenden Regierungen nach dem Grundsatze erfolgen soll, dass die den Bahnhof mitbenützende preussische Eisenbahn-Gesellschaft an der Verzinsung des Anlage-Capitals sämmtlicher Bahnhofs-Anlagen einschliesslich der von der Zoll-, Post-, Telegraphen- und Polizei-Verwaltung benützten Räumlichkeiten nach dem Verhältniss ihrer Mitbenützung theilzunehmen habe, während die von den Beamten der verschiedenen Verwaltung zu entrichtenden Mieths-Abzüge in demselben Verhältnisse zwischen der österreichischen und der preussischen Bahnverwaltung zur Vertheilung gebracht werden.

Die Bestimmungen, welche in dieser Beziehung, sowie hinsichtlich der Vertheilung der Kosten der Unterhaltung und Erneuerung der Bahnanlagen in den §§. 9 und 12 des Uebereinkommens ddo. $\frac{\text{Berlin, den 23. März 1875}}{\text{Wien, den 3. April 1875}}$ zwischen der Berlin-Görlitzer Eisenbahn-Gesellschaft und der k. k. priv. Süd-norddeutschen Verbindungsbahn hinsichtlich der Mitbenützung des Bahnhofes Seidenberg vereinbart sind, werden — vorbehaltlich der Feststellung des jeweiligen Verhältnisses der Mitbenützung — im Uebrigen für die eventuell von beiden hohen Regierungen zu treffenden Festsetzungen zum Anhalte dienen.

Die mit dem vereinbarten Entwurfe übereinstimmend befundenen zwei Ausfertigungen des Vertrages und des gegenwärtigen Schlussprotokolles sind hierauf von den beiderseitigen Bevollmächtigten unterzeichnet und untersiegelt worden und haben die beiderseitigen Bevollmächtigten je eine Ausfertigung des Vertrages und des Schlussprotokolles entgegengenommen.

So geschehen zu Wien, am 2. März 1877.

(L. S.) *Andrássy* m. p. (L. S.) Otto Graf zu *Stolberg* m. p.

Vorstehender Staatsvertrag, nebst Schlussprotokoll, wird mit der Wirksamkeit für die im Reichsrathe vertretenen Königreiche und Länder kundgemacht.

Wien, am 8. April 1877.

Auersperg m. p. *Chlumecky* m. p.

1877

958.

9 mars 1877.

Ordonnance du ministère Imp. R. du commerce concernant l'accession de certaines colonies britanniques à l'union postale de Berne.

(P. V. Bl. 1877, Nr. 17.)

Beitritt von britischen Colonien und Besitzungen zum allgemeinen Postvereine. H. Minist. Z. 7273.

Die nachstehend bezeichneten britischen Besitzungen und Colonien, nämlich Mauritius (Ile de France) und Zugehör, die Sechellen-Inseln, die Bermudas-Inseln, Guyana (britisch), die beiden britischen Besitzungen in Westindien Jamaica und Trinidad, die britische Colonie in Hongkong und endlich die britischen Besitzungen in Hinter-Indien Malacca, Penang, Singapore, Labuan, sowie auch Ceylon sind dem allgemeinen Postvereine beigetreten *), und finden die Bestimmungen des Berner Postvertrages vom 9. October 1874 und des dazu gehörigen Reglements auf den Correspondenzverkehr mit diesen Inseln und Gebieten vom 1. April d. J. ab Anwendung.

Für die Correspondenzen nach und von diesen Besitzungen und Colonien sind von diesem Termine an dieselben Portosätze, wie für die Correspondenzen nach und aus Britisch-Indien und den französischen Colonien (Verordnung vom 11. Juni 1876, Z. 4744, P. V. Bl. Jahrgang 1876, Seite 141) einzuheben, nämlich:

a) für frankirte Briefe 20 kr. für je 15 Grammen,
b) für unfrankirte Briefe 30 kr. für je 15 Grammen,
c) für Correspondenzkarten 10 kr. pro Stück,
d) für Zeitungen, sonstige Drucksachen unter Band, Sendungen mit Waarenproben und Geschäftspapiere 6 kr. für je 50 Grammen,
e) für recommandirte Correspondenzen an Recommandations-Gebühr 10 kr. und
f) für ein Retour-Recepisse 10 kr.

Die k. k. Post-Directionen ausserhalb Wien haben diese Bestimmungen durch die Landeszeitungen zu verlautbaren.

---

*) Voici la communication officielle du bureau de Berne:

Berne, le 5 mars 1877.

Monsieur,

Nous avons l'honneur de vous transmettre ci-joint une copie de l'acte diplomatique signé, le 23 février 1877*, par le Ministre-Résident de Sa Majesté Britannique près la Confédération Suisse et le Vice-Président du Conseil

fédéral suisse, pour constater définitivement l'entrée dans l'Union générale des postes, à partir du 1 avril 1877, des Colonies britanniques de Ceylan, des établissements du détroit (Straits Settlements), de Labouan, Trinidad, de la Guyane britannique, des Iles Bermudes, de la Jamaïque, de l'île Maurice et de ses dépendances, ainsi que de Hongkong. 1877

Agréez etc.

Le Département des Postes,
Welti.

---

23 février 1877.

Déclaration du Conseil fédéral suisse, du Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande et du Gouvernement de l'Inde britannique concernant l'entrée dans l'Union générale des postes.

(Archives du ministère Imp. et R. des affaires étrangères.)

Le Département des postes suisses ayant proposé à tous les membres de l'Union générale des postes :

1° Par circulaire du 20 octobre 1876, d'admettre dans l'Union générale des postes, aux mêmes conditions que l'ont été les colonies françaises et l'Inde britannique, c'est-à-dire aux conditions de l'arrangement signé à Berne, le 27 janvier 1876, les colonies britanniques de Ceylan, des établissements du détroit (Straits Settlements), de Labouan, Trinidad, de la Guyane britannique, des Iles Bermudes et de la Jamaïque ;

2° par circulaire du 11 novembre 1876, d'admettre la colonie britannique de l'île Maurice et ses dépendances dans l'Union générale des postes, aux conditions de l'arrangement précité du 27 janvier 1876 ;

3° par circulaire du 8 janvier 1877, d'admettre également et aux mêmes conditions dans l'Union générale des postes la colonie britannique de Hongkong ;

et aucune objection contre ces propositions n'ayant été présentée dans le délai de six semaines prescrit par l'article 17, paragraphe 6, du traité de Berne du 9 octobre 1874.

Les soussignés, dûment autorisés à cet effet, constatent par le présent acte diplomatique l'adhésion définitive dès le 1er avril 1877, du Gouvernement britannique pour ses colonies de Ceylan, des Straits Settlements, de Labouan, Trinidad, de la Guyane britannique, des Iles Bermudes, de la Jamaïque, de l'île Maurice et de ses dépendances et de Hongkong, aux stipulations du traité concernant la création de l'Union générale des postes, conclu à Berne, le 9 octobre 1874, ainsi qu'aux dispositions du règlement de détail pour l'exécution du dit traité.

Fait à *Berne*, le 23 février 1877.

Pour le Conseil fédéral suisse :
Au nom des Membres de l'Union :
Le Vice-Président du Conseil fédéral :
(L. S.) *Schenk.*

Pour le Gouvernement du Royaume-Uni
de Grande-Bretagne et d'Irlande
et pour le Gouvernement de l'Inde britannique :
Le Ministre-Résident de Sa Majesté Britannique
près la Confédération suisse :
(L. S.) *Edwin Corbett.*

COLONIES BRITANNIQUES.

1877

959.

12 mars 1877.

Note du Tsungli-Yamen au Ministre-Résident Imp. et R. à Shanghai à l'égard de l'ouverture des ports Schang, Wuhu, Wenchou et Peh-hai au commerce européen.

(Archives du ministère Imp. et R. des affaires étrangères.)

Das kais. Tsungli-Yamen, u. zw.: Se. kais. Hoheit Prinz Kung (und die übrigen 10 Mitglieder desselben)

machen folgende Mittheilung:

Auf eine von unserem Yamen (dem Throne) allerunterthänigst eingereichte Petition, worin für die Eröffnung der Häfen der vier Plätze von Schang, Wuhu, Wenchou und Peh-hai (Pakhoï) der Termin vom 18. Tage, 2. Monate, 3. Jahre von Kuang-sü (1. April 1877) ehrfurchtsvollst gebeten wird, sowie dass für die sechs Haltestellen am Yangtse erst nach Erlassung diesbezüglicher Bestimmungen ein Termin festgesetzt werde, — erfolgte am 27. Tage des 1. Monates des 3. Jahres von Kuang-sü (11. März 1877) der allgemeine Bescheid, dass unserer Eingabe die allgemeine Zustimmung zu Theil wurde.

Hiervon wird an alle Gesandten in Peking Mittheilung gemacht, wir halten es jedoch für unsere Pflicht, diesen allgemeinen Bescheid zur besonderen Kenntniss Eurer Excellenz zu bringen.

Kuang-sü, 3. Jahr, 1. Monat, 28. Tag. (12. März 1877.)

960.

17 mars 1877.

Ordonnance du ministère Imp. R. de la guerre (section de la marine) concernant la partie du règlement de service ayant trait aux saluts de mer.

(M. V. Bl. 1877, St. X.)

Normal-Verordnung vom 17. März 1877, $\frac{P.\ K.}{M.\ S.}$ Nr. 377.

Seine k. und k. Apostolische Majestät geruhten mit Allerhöchster Entschliessung vom 15. März 1877 allergnädigst zu genehmigen, dass von dem in Ausarbeitung begriffenen Dienst-Reglement für die k. k. Kriegs-Marine schon jetzt ein Auszug des zweiten Theiles, welcher hauptsächlich die mehrfachen Bestimmungen über Ehrenbezeigungen im Dienste zur See enthält, zur Verlautbarung gelange und in Wirksamkeit trete.

Hiebei wird bemerkt, dass die im Punkte 89 eingeführte Neuerung, wonach persönliche Salute nicht mehr erwidert

werden sollen, insoferne fremde Schiffe und fremde Standes- 1877
personen hiebei in Frage kommen, erst mit 1. Juli l. J. in Kraft zu treten hat, während sich bis zum angegebenen Zeitpunkte nach den bisherigen Normen zu benehmen sein wird.

Unter diesem Vorbehalte wird das Regulament für Begrüssungen und Ehrenbezeigungen vom Jahre 1853 gänzlich ausser Kraft gesetzt.

Rücksichtlich der Begräbniss-Ordnung am Lande ist sich künftighin nach den im Anhange des »Auszuges« enthaltenen Bestimmungen zu richten, und hat somit der §. 53 des vorläufig mit Bezug auf den Dienst in der Marine-Garnison in Geltung stehenden ersten Theiles des Dienst-Reglements für das k. k. Heer gleichfalls ausser Anwendung zu kommen. Bezüglich der Stärke und Zusammensetzung von Leichen-Conducten, die von Marine-Truppen beizustellen sind, hat jedoch das im Punkte 392 des eben angeführten Paragraphen enthaltene Schema auch fortan zur analogen Richtschnur zu dienen, welches Schema dem »Auszug« als Beilage II angefügt ist.

Der vermöge des Punktes 10 des »Auszuges« neu eingeführte Anciennetäts-Stander ist in Form, Schnitt und Farbe derselbe wie der bisherige Kommodor-Stander, es hat jedoch letzterer stets vertical, der Anciennetäts-Stander hingegen horizontal gehisst zu werden.

Die Anciennetäts-Stander werden an S. M. Schiffe in derselben Grösse und Anzahl wie die Kommando-Flaggen verabfolgt.

Die Hinausgabe des »Auszuges« erfolgt nach einem besonderen Vertheiler.

Freiherr v. *Pöck* m. p.,
Vice-Admiral.

961.

18 mars 1877.

Décret du ministère Imp. R. de la justice à l'égard de la correspondance des tribunaux autrichiens avec les tribunaux russes.

(Archives du ministère Imp. et R. des affaires étrangères.)

Das Justizministerium hat den Bericht des k. k. Ober-Landesgerichtes vom 24. Januar 1877, Zahl 1123, betreffend die Correspondenz der k. k. österreichischen Gerichte mit den kaiserlich russischen Gerichten, zur Kenntniss genommen. Auch das Justizministerium beklagt die in diesem Berichte dargestellten, durch die von der kaiserlich russischen Regierung getroffenen neuen Einrichtungen herbeigeführten Schwierigkeiten und wird

1877 gewiss nicht unterlassen, jede Gelegenheit wahrzunehmen, um ein Uebereinkommen zu erzielen, welches eine raschere und einfachere Gebahrung auf dem Gebiete der wechselseitigen Rechtshilfe ermöglicht

Es ist aber derzeit nicht in der Lage, Abhilfe zu bieten, und muss vielmehr die sorgfältigste Beobachtung der für Requisitionen erlassenen Bestimmungen als das unter den gegebenen Verhältnissen fördersamste Mittel empfehlen, weitere Verzögerungen und Schwierigkeiten zu vermeiden.

Was die in dieser Beziehung gestellten Anfragen anbelangt, so ist zuvörderst als selbstverständlich zu betonen, dass die von der kaiserlich russischen Regierung getroffenen Anordnungen in keiner Weise auf die Bestimmungen des Staatsvertrages vom 15./3. October 1874, R. G. B. 128 vom Jahre 1875, abändernd einwirken können. Es wird demnach bei allen Requisitionen, welche auf Grund des Artikels XIII dieses Staatsvertrages in einer mit einem Auslieferungsbegehren zusammenhängenden nichtpolitischen Strafsache zu stellen sind, in Gemässheit des Artikels XVII genügen, wenn den Actenstücken oder Urkunden, welche nicht ohnehin in deutscher Sprache abgefasst sind, eine deutsche Uebersetzung beigegeben und sie sohin behufs diplomatischer Vermittlung von dem Ober - Landesgerichte dem Justizministerium vorgelegt werden.

Ebenso bleibt der Schlusssatz des Artikels X vollkommen unberührt.

Hinsichtlich aller jener von den k. k. österreichischen Gerichten an kaiserlich russische Gerichte zu stellenden Requisitionen aber, welche eine nicht mit einem Auslieferungsbegehren zusammenhängende Strafsache oder einen Act der Rechtshilfe auf dem Gebiete der Civilrechtspflege zum Gegenstande haben, muss fortan in Gemässheit der mit dem Justizministerial-Erlasse vom 10. Januar 1877, Zahl 317, dem Ober - Landesgerichte bekanntgegebenen Einrichtungen der russischen Regierung vorgegangen werden.

Alle derartigen, an das competente kaiserlich russische Gericht auszufertigenden Ersuchschreibem können daher ausnahmslos nur mehr auf diplomatischen Wege befördert werden und sind demgemäss stets von den ansuchenden Gerichten erster Instanz dem vorgesetzten Ober-Landesgerichte und von diesem dem Justizministerium vorzulegen. Sie sind immer mit den russischen Uebersetzungen zu belegen, und es ist, um Anstände, die wiederholt vorkommen, zu vermeiden, das Originalschreiben mit der Legalisirung zu versehen. Ist dieses Schreiben nicht in deutscher Sprache abgefasst, so ist in Gemässheit der

bereits früher bestandenen Anordnungen immer auch noch eine 1877
deutsche Uebersetzung behufs Information unserer auswärtigen Vertretung beizulegen.

Handelt es sich aber um die Beantwortung einer von einem kaiserlich russischen Gerichte an ein k. k. österreichisches Gericht gestellten Requisition oder um einen von einem k. k. österreichischen Gerichte einer kaiserlich russischen Behörde auch ohne Requisition zu leistenden Act der Rechtshilfe, wie z. B. Mittheilung der Todesfallacten über einen hier verstorbenen Staatsangehörigen oder der Acten über die Erhebung des Geisteszustandes eines hier befindlichen russischen Angehörigen, so besteht kein Anlass, den diesbezüglichen Actenstücken russische Uebersetzungen beizulegen.

Wohl aber sind auch solche Schreiben und Actenstücke mit der Legalisirung und, falls sie nicht in deutscher Sprache abgefasst sind, mit einer deutschen Uebersetzung zu versehen und zur Beförderung auf diplomatischem Wege vorzulegen. Es wird übrigens gleichzeitig an das k. und k. Ministerium des Aeussern das Ansuchen gestellt, der russischen Regierung zu eröffnen, dass ihre Gerichte allen für die k. k. österreichischen Gerichte bestimmten Ersuchschreiben, auf welche nicht die Artikel XIII und XVII des Auslieferungsvertrages Anwendung finden, jedenfalls eine deutsche Uebersetzung beizufügen hätten.

Die hierüber von der russischen Regierung zu gewärtigende Erklärung wird seinerzeit dem k. k. Ober-Landesgerichte zur Kenntniss gebracht werden. Bis dahin ist auf russische Ersuchschreiben nach Thunlichkeit Bedacht zu nehmen. Das k. k. Ober-Landesgericht wird ermächtigt, falls es dies für nothwendig erachtet, den unterstehenden Gerichten im Sinne dieser Erklärungen angemessene Belehrung zu ertheilen, und ersucht, die genaue Beobachtung dieser Bestimmungen zu überwachen.

962.

20 mars 1877.

Circulaire du ministère Imp. et R. des affaires étrangères concernant les soins à prendre dans la correspondance officielle et l'expédition des dépêches.

(Archives du ministère Imp. et R. des affaires étrangères.)

Circulare des k. u. k. Ministeriums des Aeussern vom 20. März 1877 Z. 4322/II.

Bei der grossen Geschäftsanhäufung böte es dem k. u. k. Ministerium eine wesentliche Erleichterung und Zeitersparniss, wenn Berichte, welche Depeschen beantworten oder mit solchen

1877 in Beziehung stehen, die letzteren durch Angabe des Datums und summarische Berührung des Gegenstandes genau bezeichnen würden. Man beehrt sich demnach das k. u. k Consular-Amt dienstfreundlichst zu ersuchen, darauf Bedacht nehmen zu wollen.

Das k. u k. Ministerium kann nicht umhin, die gefällige Aufmerksamkeit der Herren Missions-Chefs darauf zu lenken, dass bei einigen Missionen Vernachlässigungen in der Expedition, sowohl der politischen als administrativen Piecen vorkommen und hiemit das Ersuchen zu verbinden, persönlich und durch Vermittlung der Herren Kanzlei-Chefs strenge darüber wachen zu wollen, dass der Schrift, Orthographie, Datirung, Nummerirung, Litterirung, endlich dem Anschlusse der Beilagen eine grosse Sorgfalt gewidmet werde.

963.

29 mars et 7 avril 1877.

Correspondance avec l'Italie à l'égard du procès-verbal de la Conférence internationale pour la détermination du point de jonction du chemin de fer de la Pontebba à la frontière Italo-Autrichienne.

(Archives du ministère Imp. et R. des affaires étrangères.)

D'après les intelligences prises entre les deux Gouvernements Italien et Autrichien, les Délégués soussignés se sont réunis le 2 courant à Pontebba afin de fixer les conditions techniques du point de réunion du chemin de fer de Udine à Tarvis, à la frontière des deux Etats.

Ayant examiné les plans élaborés des deux côtés pour faire arriver la ligne à la frontière, et après avoir parcouru la localité, ils se sont arrêtés aux conclusions suivantes.

La direction de la ligne traversant le torrent Pontebba reste fixée comme sur le plan annexé au présent procès verbal; cette ligne est droite sur toute la traversée du torrent, et le point de jonction est fixée en plan au milieu de la largeur de ce torrent, soit à une distance de 16·73 m des arêtes intérieures actuelles de l'une et de l'autre digne. Pour fixer la hauteur de ce point on est d'abord convenu que la perte de 16 per $^0/_{00}$ du côté de l'Italie cessera à la distance de 47·30 m du point de frontière ci-dessus indiqué. De ce point la ligne sera horizontale sur une longueur de 70·00 m soit jusqu'à la distance de 22·70 m de la frontière sur le territoire Autrichien. Ensuite on arrivera au palier de la Station de Pontafel en suivant une rampe qui n'excède point le 16 per $^0/_{00}$ et en faisant un raccord convenable

avec l'horizontale du pont. En raison de ce profil la quote de la 1877
table supérieure des rails au point de jonction sur le milieu du torrent resulte de 567·07 m. Cette quote est en relation avec celle du point de repère indiqué sur le plan à la tête du pont de la route postale en amont, sur la rue droite. La hauteur de ce point de repère au dessus du niveau de la mer est convenue de 564·51 m.

Il reste entendu que la largeur de la voie au point de réunion sera de 1·445 m. entre les faces intérieures des rails; les rails des deux Etats seront réunis au point de frontière par un joint suspendu, formé d'éclisses spéciales, à frais commun.

Il est aussi entendu que l'axe qui vient d'être déterminé formera le milieu de la voie unique, et que, quand il s'agira de construire, une seconde voie, celle-ci sera posée en oval de cet axe, et dans ce cas la distance des axes des deux voies sera de 3.60 m.

Le torrent sera traversé au moyen d'un pont en fer en une seule travée de la largeur nette de 4·50 m. posée sur deux culées en maçonnerie.

Chaque état construira lui même la culée qui se trouve de son côté, et les Ingénieurs locaux se mettront d'accord pour construire les deux culés sur le même type, en observant de faire le pavement intérieur des culées parallèle à celui des dignes actuelles, en relief de 0·10 m et avec les arêtes verticales taillées en biseau.

Quant à la travée métallique on reconnait qu'il est nécessaire qu'elle soit faite et posée par le Gouvernement Autrichien, auquel l'Italie payera la moitié de la dépense.

Les rails sur le pont seront posés sur traverses; chaque administration pourvoira les rails et les traverses jusqu'au point de frontière.

Sous réserve de ratification de la part des deux Gouvernements.

Fait à Venise, le 6 février 1877

Le Délégué du Gouvernement Autrichien: signé *Lott.*

Le Délégué du Gouvernement Italien: signé F. *Biglia.*

---

19 mars 1877.

Le comte Robilant au Comte Andrássy:

Le Gouvernement du Roi, mon Auguste Souverain, m'a chargé d'annoncer à V. E. qu'il a approuvé les délibérations prises par Mr. Biglia, délégué du Gouvernement Royal d'Italie et Mr. Lott, délégué du Gouvernement I. et R. Austro-Hongrois, au sujet des modalités techniques pour la conjonction des deux réseaux des chemins de fer Italien et Austro-Hongrois à la Pontebba et consignées dans le procès-verbal en date de Venise,

1877 6 février 1877, dont copie est ci-jointe. En conséquence je suis autorisé à déclarer officiellement à V. E., contre l'échange d'une déclaration analogue de la part du Gouvernement I. et R., que le Gouvernement Royal accepte en entier les stipulations contenues dans le susdit procès-verbal. Bien entendu que les intelligences consignées dans ce document ne visent que le point de vue technique de la dite jonction, vu que la solution des différentes autres questions existantes par rapport aux chemins de fer des deux Etats a été d'un commun accord réservée aux négociations définitives du traité de commerce. — Je saisis etc.

---

7 avril 1877.

Le comte Andrássy au Comte Robilant:

Après avoir communiqué au ministre I. R. du commerce le contenu de la note que V. E. m'a fait l'honneur de m'adresser le 19 mars dernier, concernant le procès-verbal dressé à Venise, le 6 février p., par les délégués Austro-Hongrois et Italien chargés d'arrêter le point de jonction des deux lignes du chemin de fer entre Tarvis et Udine, je suis maintenant a même de vous informer, Monsieur le Comte, que le Gouvernement de Sa Majesté I. et R. Ap. approuve aussi de son côté, les dispositions techniques relatives au point de jonction et au pont à construire sur la torrent de Pontebba, consignées dans le dit procès-verbal, à condition toutefois, que les deux Gouvernements parviennent à s'entendre sur les autres modalités du raccordement à régler par un traité formel.

Vu l'urgence des diverses constructions à faire sur cette route, il importe d'accélérer autant que possible la réalisation d'un pareil traité, et le Gouvernement I. et. R. se réserve de faire prochainement au Gouvernement Royal une proposition à cet effet. — Je saisis etc.

964.

20 mars 1877.

Ordonnance du ministère Imp. R. du commerce concernant l'accession de l'Égypte à la convention télégraphique internationale de St. Pétersbourg.

(T. V. Bl. 1877, Nr. 4.)

Beitritt Egyptens zum internationalen Telegraphen-Vertrage, Z. 7257.

Die egyptische Regierung ist laut ihrer an die kaiserlich-russische Regierung abgegebenen Erklärung vom 21. December 1876 dem internationalen Telegraphen-Vertrage ddo. St. Petersburg, den 10./22. Juli 1875 beigetreten.

---

965. 1877

22 mars 1877.

Circulaire de l'autorité maritime à Trieste*) à l'égard du droit de lanternage prélevé par le Gouvernement Imp. du Brésil.

(Archives du ministère Imp. et R. des affaires étrangères.)

Circolare dell' i. r. Governo marittimo a tutti gl' ii. rr. Uffici funzionari portuali sanitari dipendenti.

Il governo brasiliano, con decreto 13 dicembre 1875, ha introdotto un diritto di lanternaggio nell' importo di franchi 50 a 150, da pagarsi dai bastimenti esteri, secondo la loro portata, sia che provengano dall' estero, o da porti brasiliani, abrogando tutte le anteriori disposizioni, che stessero in opposizione col detto decreto.

Siccome il governo brasiliano, anche dopo le proteste sollevate dall' i. e r Inviato in Rio Janeiro, non si ritiene punto vincolato alla dichiarazione del 27 marzo 1848, per la quale i navigli austriaci erano esenti dai diritti differenziali, ed equiparati ai nazionali brasiliani, l' i. e r. governo, sotto riserva dei propri diritti, deve mettere fuori di vigore, anche da parte sua, la summenzionata dichiarazione; perlocchè i bastimenti di bandiera brasiliana, nei porti austriaci d' ora innanzi dovranno corrispondere i diritti stabiliti pei navigli esteri non equiparati ai nazionali.

In conformità alla premessa disposizione, sarà da depenarsi il Brasile, tanto nell' allegato *A.*, quanto nell' allegato *B.* dell' istruzione 22 marzo 1872 Nr. 4290, sulla commisurazione dei diritti portuali e sanitari.

Ciò si partecipa in seguito all' ossequiato dispaccio dell' Eccelso i. r. Ministero del Commercio, 9 dicembre p. p. Nr. 36499.

---

*) Voici la circulaire analogue du Gouvernement maritime à Fiume:

Circolare del Regio Governo Marittimo a tutti ii. rr. Uffici di Porto ed Espositure nel Litorale ungaro-croato.

Il Governo brasiliano non ritenendosi più vincolato alla dichiarazione del 27 marzo 1848 per la quale i navigli ungarici erano esenti dai diritti differenziali ed equiparati ai nazionali brasiliani, li fa sottostare al pagamento del diritto di lanternaggio introdotto con decreto 13 dicembre 1875 per i bastimenti esteri.

Egli è perciò che il Governo di Sua Maestà I. e R. Apostolica sotto riserva dei propri diritti metteva fuori di vigore anche da parte sua la summenzionata dichiarazione.

I bastimenti di bandiera brasiliana avranno dunque d'ora innanzi da corrispondere nei porti dello stato ungarico i diritti stabiliti pei navigli esteri non equiparati ai nazionali.

1877 Si dispone perciò la cancellazione del Brasile negli allegati *A)* e *B)* dell'Istruzione sulla commisurazione dei diritti portuali diramata con Circolare di questo Regio Governo Marittimo d. d. 1 maggio 1872 Nr. 999.

Fiume, li 11 marzo 1877. *Szápáry.*

966.

23 mars 1877.

Circulaire de l'autorité maritime à Trieste concernant l'adoption par la Commission Européenne de Danube du système de jaugeage adopté par la Conférence de Constantinople.

(Archives du ministère Imp. et R. des affaires étrangères.)

Circolare dell' i. r. Governo marittimo a tutti gl' ii. rr. Uffici e funzionari portuali sanitari dipendenti, nonchè alle Camere di commercio in Trieste, Rovigno, Zara, Spalato e Ragusa.

In seguito a partecipazione dell' i. e r. delegato austro-ungarico alla Commissione europea del Danubio, si porta a notizia delle parti interessate il seguente deliberato, preso dalla detta commissione nella seduta del 7 novembre 1876: »La Commissione europea del Danubio, visto, che la differenza fra il sistema danubiano di stazatura, da essa adottato nel 1871, e quello raccomandato dalla Commissione internazionale di Costantinopoli nel 1873, consiste principalmente in qualche misurazione sul ponte, i cui dettagli sono precisati nella nota seguente:

Per costruzioni permanenti coperte e chiuse sul ponte superiore, si devono intendere tutte quelle che costituiscono degli spazî limitati da ponti o coperture, e da parapetti fissi, e che rappresentano un aumento della capacità, che potrebbe essere utilizzata per lo stivaggio di mercanzie, o per l' alloggio e comodità dei passaggeri e del personale di bordo.

Così un' apertura qualunque, o parecchie aperture, sia sul ponte o copertura, sia nei parapetti, od una interruzione del ponte, o la mancanza di una parte di chiusura, non impedirà che siano comprese nel tonellaggio brutto, se dopo la misurazione possono essere facilmente chiuse, e rese così meglio appropriate al trasporto di merci e di passaggeri.

ha deliberato quanto segue:

1. Il sistema di stazatura di Constantinopoli (pubblicato in appendice alla Notificazione governativa 1 settembre 1874 N. 7874) adottato dalla Commissione europea del Danubio nella sua seduta del 9 maggio 1876, entrerà in vigore a datare dal 1 marzo 1877.

2. Tutti i bastimenti, che dal 1 marzo 1877 non presen- 1877
teranno un certificato speciale, indicante che il tonellaggio è stato calcolato secondo il sistema allora entrato in vigore, saranno assoggettati alla misurazione degli spazi enumerati nella nota qui sopra citata, e questi spazi saranno aggiunti al tonellaggio da imporre.

3. Se le carte di bordo non indichino chiaramente quali siano gli spazi sopra il ponte superiore, già compresi nel tonellagio registrato, lo stazatore della Commissione europea misurerà indistintamente tutti gli spazi sul ponte superiore; e per constatare il tonellaggio da imporre, paragonerà il risultato di questa misurazione cogli altri dati forniti dalle carte di bordo.

4. Non saranno misurati ed aggiunti al tonellaggio da imporre i passaggi riconosciuti necessarî alla circolazione dell'equipaggio, e che non potrebbero ricevere merci senza difficoltare questa circolazione.«

967.

24 mars 1877.

Déclarations échangées entre l'Autriche - Hongrie et l'Italie*) à l'égard du transport des individus appartenant à des États tiers et expulsés des Pays et Royaumes représentés au Reichsrat ou du Royaume d'Italie.

(Archives du ministère Imp. et R. des affaires étrangères.)

Note à S. E. le Comte Robilant en date du 24 mars 1877, No. 2890/V.

Le Ministère Imp. et R. des affaires étrangères a appris à sa vive satisfaction par la note verbale de l'Ambassade R. d'Italie en date du 15 Février d. No. 4610/c que le Gouvernement Royal a approuvé pleinement les idées développées dans la note verbale du 19 décembre 1876, No. 16835/V en vue d'un arrangement à établir entre les deux Gouvernements sur le mode à suivre réciproquement au sujet du transport des individus appartenant à des troisièmes états et expulsés des pays et royaumes représentés au Reichsrath autrichien ou du royaume d'Italie.

Rien ne s'oppose donc actuellement à l'échange de déclarations officielles rédigées en conformité de ces idées et le Soussigné s'empresse par conséquent de transmettre ci-près à Monsieur l'Ambassadeur une déclaration pareille* tout en espérant qu'en égard aux usages diplomatiques de ce Ministère, la forme choisie pour ledit acte ne rencontrera pas d'objection.

Le Soussigné saisit cette occasion etc.

*) La déclaration analogue d'Italie porte la date du 28 mars 1877.

1877 ***Déclaration.*

Pour obvier aux difficultés qui ont surgi entre le Gouvernement Imp. et R. et le Gouvernement R. d'Italie à l'égard du transport des individus appartenant à des troisièmes Etats et expulsés des pays et royaumes représentés au Reichsrath autrichien ou du royaume d'Italie, le Gouvernement de S. M. l'Empereur et Roi est prêt à procéder, sauf réciprocité, d'après les principes suivants:

Toutes les fois qu'il s'agira de transporter de pareils individus, ce transport ne pourra être concédé et effectué à travers le territoire de l'un et de l'autre des deux Etats que lorsqu'il sera apposé à la feuille de route »Schubpass«, dont l'individu respectif renvoyé sans l'escorte d'organes de sûreté sera muni, une déclaration formelle portant que l'Etat qui le renvoie remboursera tous les frais de son transport à travers le territoire de l'autre Etat jusqu'au lieu de sa destination, savoir jusqu'à la station frontière de sa patrie.

L'Etat qui a expulsé cet individu sera tenu, en outre, soit de fournir les preuves de la nationalité de l'individu expulsé soit de prouver au moins d'autres circonstances confirmant cette nationalité. Le même Etat devra, de plus, prendre l'engagement (également à apposer au document dit en Autriche »Schubpass«) de recevoir de nouveau sur son territoire l'individu expulsé si le Gouvernement du troisième Etat se refusait à l'admission de cet individu et de rembourser non seulement les frais du transport de retour à travers le territoire de l'autre Etat mais aussi les dépenses résultant de la prolongation du séjour de l'individu à la frontière de l'Etat auquel il appartient, dans le cas où cette prolongation était motivée par la nécessité de constater préalablement sa nationalité.

En se permettant d'ajouter que la note présente a, sous condition de réciprocité, force et valeur d'une déclaration officielle, le Soussigné serait très-reconnaissant à M. le Comte de vouloir bien lui faire parvenir une déclaration analogue et il saisit en même temps l'occasion etc.

968.

27 mars 1877.

Ordonnance du ministère Imp. R. de la guerre concernant l'admission des sujets étrangers dans l'armée ou dans la marine autrichienne.

(M. V. Bl. 1877, St. X.)

Normal-Verordnung vom 27. März 1877, $\frac{P.\ K.}{M.\ S.}$ Nr. 413.

Die Bestimmungen über die ausnahmsweise Aufnahme von Ausländern in das k. k. Herr oder in die k. k. Kriegs-Marine werden unter Einem zum Dienstgebrauche hinausgegeben.

Freiherr v. *Pöck* m. p.,
Vice-Admiral.

Bestimmungen über den Eintritt von Ausländern in das k. k. Heer oder in die k. k. Kriegs-Marine.

I. Abschnitt.

Im Allgemeinen.

1.

Ausländer können nur über Allerhöchste Bewilligung Sr. k. u. k. Apostolischen Majestät auf die gesetzliche (dreijährige) Linien-Dienstzeit, unter den im Punkte 2 angeführten Bedin-

gungen zum Eintritt in das k. k. Heer oder in die k. k. Kriegs- 1877
Marine ausnahmsweise zugelassen werden.

2.

Zum Eintritte der Ausländer in das k. k. Heer oder in die k. k. Kriegs-Marine ist erforderlich:

a) Die unbedingte Bewilligung der heimathlichen Regierung;

b) die geistige und körperliche Eignung, bei einer Körpergrösse von mindestens 1·554 Meter und das vollendete 17. und nicht überschrittene 36. Lebensjahr.

3.

Jedem Soldaten, der die gesetzliche Linien-Dienstzeit im k. k. Heere oder in der k. k. Kriegs-Marine activ vollendet hat, und dessen Beibehalt für den Dienst vortheilhaft erscheint, ist gestattet, die active Dienstleistung von Jahr zu Jahr freiwillig fortzusetzen.

II. Abschnitt.

Eintritt in das k. k. Heer.

4.

Der Eintritt erfolgt in der Eigenschaft als Soldat der mindesten Soldclasse oder als Cadet; in letzterer Eigenschaft aber nur nach vorausgegangener entsprechender Ablegung der für Cadeten vorgeschriebenen Prüfung.

5.

Bei den Ansuchen um die Bewilligung zum Eintritte in das k. k. Heer ist folgender Vorgang zu beobachten:

Der Bewerber hat vorerst die Zustimmung des Commandanten jener Truppe einzuholen, zu welcher er eingetheilt zu werden wünscht.

Zur Aufnahme von freiwillig Eintretenden in der Eigenschaft als Soldaten der mindesten Soldclasse oder als Cadeten sind berechtigt:

a) Die Infanterie-Regimenter,
b) das Tiroler Jäger-Regiment,
c) die Feldjäger-Bataillone,
d) die Cavallerie-Regimenter,
e) die Feld-Artillerie-Regimenter,
f) die Festungs-Artillerie-Bataillone,
g) die Genie-Regimenter,
h) das Pionnier-Regiment,
i) die Sanitätstruppe,

ferner, jedoch nur zur Aufnahme von Cadeten:

das Militär-Fuhrwesens-Corps.

1877 Nach Erhalt der vorerwähnten Zustimmung hat der Bewerber das Aufnahmsgesuch unmittelbar an das k. k. Reichskriegs-Ministerium zur Einholung der Allerhöchsten Schlussfassung Sr. k. u. k. Apost. Majestät, einzusenden.

6.

Dem Gesuche sind beizulegen:

a) Der Tauf- oder Geburtsschein;

b) das von der politischen oder Polizeibehörde des Aufenthaltsortes des Bewerbers ausgestelltes Zeugniss über ein makelloses Vorleben,

c) die schriftliche — ohne jeden Vorbehalt gegebene — Bewilligung der heimathlichen Regierung zum Eintritte in das k. k. Heer;

d) die Zustimmung des Commandanten jener k. k. Truppe, zu welcher der Bewerber eingetheilt zu werden wünscht;

e) der Revers, womit sich der Bewerber zu einem dreijährigen Präsenzdienste im k. k. Heere verpflichtet, und

f) wenn die Aufnahme in der Eigenschaft als Cadet angestrebt wird, auch die Zeugnisse über die zurückgelegten Studien.

Die Gesuchsbeilagen müssen in Fällen, wo es die gesetzlichen Bestimmungen vorschreiben, mit der für Oesterreich-Ungarn erforderlichen Legalisirung versehen sein.

Die Gesuche müssen — falls die Bewerber den Eintritt in das k. k. Heer als Cadeten anstreben — von denselben eigenhändig geschrieben sein und die Angaben enthalten, bei welcher Cadetenschule die Ablegung der Prüfung gewünscht wird.

Solche Gesuche haben beim Reichs - Kriegsministerium längstens bis 15. Juni jenes Jahres einzulangen, in welchem die Ablegung der Prüfung beabsichtigt wird.

7.

Das Reichs-Kriegsministerium gibt den Bewerbern — wenn die Allerhöchste Bewilligung zum Eintritte in das k. k. Heer ertheilt wurde und die Aufnahme als Soldat der mindesten Soldclasse angesucht wird — jene Militärbehörde bekannt, bei welcher sich der Bewerber behufs Assentirung zu melden hat, oder falls die Aufnahme als Cadet angestrebt wird, den Ort, wo die Cadeten-Prüfung abzulegen ist.

Der Zeitpunkt der Prüfung wird dem Aspiranten durch die mit der Oberleitung der betreffenden Cadetenschule betraute Behörde bekannt gegeben.

Bewerber, welche den eingeräumten Termin nicht einhalten, werden der Erlaubniss, die Prüfung ablegen zu dürfen, für das laufende Jahr verlustig.

Die Prüfung umfasst alle theoretischen und praktischen 1877
Gegenstände, welche nach dem jeweiligen Lehrplane der Cadetenschule jener Waffengattung vorgeschrieben sind, in welcher die Erlangung der Cadeten-Charge angestrebt wird, und kann sich der Bewerber über den Umfang der Prüfung, bei dem betreffenden Cadetenschul-Commando selbst informiren.

Ausserdem hat der Bewerber die Uebungs-Mappirung jener Cadetenschule, an welcher er die Prüfung ablegt, u. zw. in demselben Jahre, mitzumachen.

Die Kosten des Unterhaltes und der Reise haben die Bewerber aus Eigenem zu tragen; mit den für die Uebungs-Mappirung erforderlichen Instrumenten jedoch, werden dieselben von der Cadetenschule betheilt, wofür sie vor Beginn der Uebungen einen Betrag von fünf Gulden ö. W. bei dem betreffenden Cadetenschul-Commando zu erlegen haben.

Die Angehörigen, sowie die Erzieher oder Lehrer der Bewerber können den Prüfungen beiwohnen.

Das Ergebniss der Prüfung wird von der Cadetenschule sowohl dem Bewerber, als auch dem Truppenkörper, in der er einzutreten wünscht, durch einen Auszug aus dem Prüfungs-Protokolle bekannt gegeben.

Diejenigen Bewerber, welche bei der Cadeten-Prüfung mindestens den Gesammterfolg »genügend« und »Zum Cadeten geeignet« erhalten haben, werden vom Reichs-Kriegsministerium nach der Assentirung — vorausgesetzt, dass diese binnen Einem Jahre nach der Ablegung der Prüfung erfolgt — zu Cadeten ernannt.

8.

Der directe Eintritt in das k. k. Heer »als Officier« ist nicht gestattet.

9.

In die unterste Officiers- (Lieutenants-) Charge werden die Cadeten nach ihrem Range befördert, wenn sie wenigstens Ein Jahr Dienstzeit im Präsenzstande zurückgelegt, im praktischen Dienste ihre volle Eignung, und in Hinsicht auf Charakter sowie sociale Bildung die Würdigkeit zum Officier dargethan haben.

III. Abschnitt.

Eintritt in die k. k. Kriegs-Marine.

10.

Der Eintritt in die k. k. Kriegs-Marine erfolgt als Matrose der mindesten Soldclasse oder als See-Aspirant; in letzerer Eigenschaft jedoch nach Massgabe der Standesverhältnisse nur

1877 dann, wenn der Bewerber allen durch die Vorschrift, betreffend die Aufnahme der See-Aspiranten in die k. k. Kriegs-Marine geforderten Bedingungen entspricht — demnach das 19. Lebensjahr nicht überschritten hat, sich über die entsprechenden Vorstudien ausweisen kann und die für See-Aspiranten vorgeschriebene Aufnahms-Prüfung mit befriedigendem Erfolge ablegt.

11.

Zur Aufnahme als Matrose der mindesten Soldclasse ist das Matrosen-Corps-Commando in Pola berechtigt, wesshalb der Bewerber vor der Vorlage seines Gesuches die dortige Zustimmung zu seinem Eintritte einzuholen hat. Ueber die Aufnahme als See-Aspirant entscheidet das Reichs-Kriegs-Ministerium (M. S.).

12.

Die Aufnahmsgesuche sind von den Bewerbern unmittelbar an das Reichs-Kriegs-Ministerium (M. S.) einzusenden, von wo die A. h. Schlussfassung Sr. k. k. apost. Majestät eingeholt wird.

Die Gesuche sind in gleicher Weise zu instruiren, wie es nach den vorhergehenden Bestimmungen rücksichtlich der Gesuche um die Aufnahme in das k. k. Heer gefordert wird.

Wenn die Aufnahme als See-Aspirant angestrebt wird, so ist dem betreffenden Gesuche auch der Nachweis der zurückgelegten Studien beizulegen.

13.

Den Bewerbern um die Aufnahme als Matrose wird — wenn die A. h. Bewilligung für den Eintritt in die k. k. Kriegs-Marine ertheilt wurde — analog den Bestimmungen des Punktes 7 jene Militärbehörde bezeichnet, bei welcher sich der Betreffende behufs Assentirung vorzustellen hat.

Bewerber, welche die Aufnahme als See-Aspirant anstreben, erhalten — wenn die A. h. Bewilligung für den Eintritt ertheilt wurde — vom Reichs-Kriegs-Ministerium (M. S) die Verständigung über den Zeitpunkt, zu welchem sie bei der Aufnahmsprüfung zu erscheinen haben.

Die Aufnahmsprüfung findet nur an der k. k. Marine-Akademie unter den hiefür vorgeschriebenen Modalitäten statt. Zur eigenen Informirung über den Umfang der Prüfung kann den Bewerbern, wenn sie darum ersuchen, ein Auszug aus den bezüglichen Vorschriften zugestellt werden. — Derlei Ansuchen sind an das Reichs-Kriegs-Ministerium (M. S.) zu richten.

Die Ernennung zum See-Aspiranten findet nach abgelegter Prüfung, auf Grund befriedigender Prüfungsresultate, durch das Reichs-Kriegs-Ministerium (M. S.) statt, worauf sofort die Assentirung im Centralhafen erfolgt.

14. 1877

Der Eintritt in die k. k. Kriegs-Marine als »See-Cadet« oder als »Officier« ist nicht zulässig.

15.

In die See-Cadeten-Charge werden die See-Aspiranten nach einem einjährigen Lehrcurse befördert, wenn sie die für die Erlangung dieser Charge vorgeschriebene Prüfung mit Erfolg bestehen und in Bezug auf das dienstliche und ausserdienstliche Verhalten sich der Vorrückung würdig gezeigt haben.

Die Rangsbestimmung in der neuen Charge geschieht nach der Classification, welche bei der See-Cadeten-Prüfung erlangt wurde.

IV. Abschnitt.

16.

Der Eintritt in die k. k. oder königl. ungar. Landwehr ist Ausländern nicht gestattet.

969.

31 mars 1877.

Procès-verbal signé à Londres par les Représentants de l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la France, la Grande-Bretagne, l'Italie et la Russie à l'egard des affaires orientales.

(Parl. Pap. Turkey Nr. 15 [1877] 435.)

Protocole.

Les Puissances qui ont entrepris en commun la pacification de l'Orient et ont participé dans cette vue à la Conférence de Constantinople, reconnaissent que le moyen le plus sûr d'atteindre le but qu'elles se sont proposé, est de maintenir avant tout l'entente si heureusement établie entre elles et d'affirmer de nouveau ensemble l'intérêt commun qu'elles prennent à l'amélioration du sort des populations Chrétiennes de la Turquie, et aux réformes à introduire, en Bosnie, Herzégovine et Bulgarie que la Porte a acceptées sauf à les appliquer elle-même.

Elles prennent acte de la conclusion de la paix avec la Serbie.

Quant au Monténégro les Puissances considèrent comme désirable, dans l'intérêt d'un arrangement solide et durable, la rectification des frontières et la libre navigation de la Boïana.

1877 Les Puissances considèrent les arrangements intervenus ou à intervenir entre la Porte et les deux Principautés, comme un pas accompli vers l'apaisement qui est l'objet de leurs communs désirs.

Elles invitent la Porte à le consolider en replaçant ses armées sur le pied de paix, sauf le nombre de troupes indispensable pour le maintien de l'ordre, et en mettant en oeuvre, dans le plus court délai possible, les réformes nécessaires pour la tranquillité et le bien-être des provinces, de l'état desquelles la Conférence s'est préoccupée. Elles reconnaissent que la Porte s'est déclarée prête à en réaliser une partie importante.

Elles prennent acte spécialement de la circulaire de la Porte du 13 février 1876 et des déclarations faites par le Gouvernement Ottoman pendant la Conférence et depuis par l'entremise de ses Représentants.

En présence des ces bonnes dispositions de la Porte et de son intérêt évident à y donner immédiatement suite, les Puissances se croient fondées à espérer que celle-ci profitera de l'apaisement actuel pour appliquer avec énergie les mesures destinées à apporter à la condition des populations Chrétiennes l'amélioration effective unanimement réclamée comme indispensable à la tranquillité de l'Europe, et qu'une fois entrée dans cette voie, elle comprendra qu'il est de son honneur, comme de son intérêt, d'y persévérer loyalement et efficacement.

Les Puissances se proposent de veiller avec soin, par l'intermédiaire de leurs Représentants à Constantinople et de leurs Agents locaux, à la façon dont les promesses du Gouvernement Ottoman seront exécutées.

Si leur espoir se trouvait encore une fois déçu et si la condition des sujets Chrétiens du Sultan n'était pas améliorée de manière à prévenir le retour des complications qui troublent périodiquement le repos de l'Orient, elles croient devoir déclarer qu'un tel état de choses serait incompatible avec leurs intérêts et ceux de l'Europe en général. En pareil cas elles se réservent d'aviser en commun aux moyens qu'elles jugeront les plus propres à assurer le bien-être des populations Chrétiennes et les intérêts de la paix générale.

Fait à Londres, le 31 Mars 1877.

(Signé) *Derby.* (Signé) *Münster.*
L. F. *Menabrea.* *Beust.*
Schouvaloff. L. *D'Harcourt.*

Procès-verbal d'une réunion tenue au Foreign Office, le 31 mars 1877. 1877

M. le Comte de Münster, Ambassadeur de l'Allemagne. M. le Comte de Beust, Ambassadeur de l'Autriche-Hongrie, M. le Marquis d'Harcourt, Ambassadeur de la France, M. le Comte de Derby, Principal Secrétaire d'Etat de Sa Majesté Britannique pour les affaires étrangères, M. le Général Comte de Menabrea, Ambassadeur de l'Italie. et M. le Comte de Schouvaloff, Ambassadeur de la Russie, se sont réunis aujourd'hui au Foreign Office pour signer le protocole proposé par la Russie, relatif aux affaires de l'Orient.

M. le Comte de Schouvaloff* a fait la déclaration suivante en remettant un promemoriâ entre les mains du Secrétaire d'Etat de Sa Majesté Britannique :

»Si la paix avec le Monténégro est conclue et que la Porte accepte les conseils de l'Europe et se montre prête à se remettre sur le pied de paix, et à entreprendre sérieusement les réformes mentionnées dans le Protocole, qu'elle envoie à St. Pétersbourg un Envoyé spécial pour traiter du désarmement auquel Sa Majesté l'Empereur consentirait aussi de son côté.

»Si de massacres pareils à ceux qui ont ensanglanté la Bulgarie avaient lieu, cela arrêterait nécessairement les mesures de démobilisation.«

M. le Comte de Derby a lu et remis à chacun des autres plénipotentiaires une déclaration, dont copie est annexée au présent procès-verbal.

M. le Général Comte de Menabrea** a déclaré que l'Italie n'est engagée par la signature du Protocole de ce jour que pour autant que l'entente heureusement établie entre toutes les puissances par le protocole lui-même sera maintenue.

Il a été ensuite procédé à la signature du protocole.

(Signé) *Derby.* (Signé) *Münster.*
L. F. *Menabrea.* *Beust.*
Schouvaloff. L. *d'Harcourt.*

---

* *Déclaration faite par l'Ambassadeur de Russie avant la signature du Protocole.*

Si la paix avec le Monténégro est conclue, et que la Porte accepte les conseils de l'Europe, et se montre prête à se remettre sur le pied de paix, et à entreprendre sérieusement les réformes mentionnées dans le Protocole, qu'elle envoie à St. Pétersbourg un Envoyé spécial pour traiter du désarmement, auquel Sa Majesté l'Empereur consentirait aussi de son côté.

Si des massacres pareils à ceux qui ont ensanglanté la Bulgarie avaient lieu, cela arrêterait nécessairement les mesures de démobilisation.

** *Déclaration faite par l'Ambassadeur d'Italie avant la signature du Protocole.*

L'Italie n'est engagée par la signature du Protocole de ce jour que pour autant que l'entente heureusement établie entre toutes les Puissances par le Protocole lui même sera maintenue.

1877 **970.**

3 avril 1877.

Communication de l'Ambassadeur Imp. d'Allemagne à l'égard des fonctions consulaires dans les ports allemands.

(Archives du ministère Imp. et R. des affaires étrangères.)

Note de S. E. l'Ambassadeur Imp. comte Stolberg.

Nach Artikel 20 des Handels- und Zollvertrages zwischen Oesterreich und dem Zollverein vom 9. März 1868 sollen die Consuln des einen der vertragenden Theile unter der Bedingung der Gegenseitigkeit im Gebiete des anderen Theiles dieselben Vorrechte und Befugnisse geniessen, deren sich diejenigen irgend eines dritten Staates erfreuen oder erfreuen werden.

Nach Art. 10 der österr. Consularconvention mit Frankreich vom 11. December 1866 und Art. 16 derjenigen mit Italien vom 15. Mai 1874 sollen die in Oesterreich-Ungarn residirenden französischen und italienischen Consuln zu den Verhandlungen der Gerichts- oder Verwaltungs-Behörden daselbst zugezogen werden, bei denen Capitaine oder Mannschaften ihrer nationalen Schiffe betheiligt sind.

Der kaiserlich deutsche General-Consul in Triest hat in einem im vorigen Jahre vorgekommenen Falle Veranlassung genommen, bei der k. k. Statthalterei zu Triest darüber vorstellig zu werden, dass er zu den gerichtlichen Verhandlungen mit Leuten von der Besatzung eines deutschen Schiffes nicht zugezogen sei.

Auf diese Vorstellung ist ihm österreichischerseits erwidert worden, dass aus den durch Vermittlung der k. und k österreichisch-ungarischen Botschaft in Berlin bei den österreichisch-ungarischen Consulaten in Hamburg, Bremen, Stettin und Königsberg eingezogenen Erkundigungen über eine Reciprocität, die in dieser Beziehung in Deutschland geübt werde, sich nichts ergebe, und dass demnach auch den deutschen in Oesterreich-Ungarn residirenden Consuln die fragliche Befugniss nicht zugestanden werden könne.

Dem unterzeichneten kaiserlich deutschen Botschafter ist in Folge dessen von seiner a. h. Regierung die Ermächtigung ertheilt worden, dem k. und k. Ministerium des Aeussern ergebenst zu erklären, dass Verfügung getroffen ist, damit die österr.-ungar. Consuln in den deutschen Häfen, sobald von den Behörden daselbst Verhandlungen mit den Capitänen und Mannschaften der Schiffe ihrer Nation stattfinden, zu diesen Verhandlung zugezogen werden.

Die kaiserl. deutsche Regierung würde es gleichzeitig mit 1877
Dank erkennen, wenn die k. und k. österr.-ungar. Regierung Anordnung treffen wollte, dass die deutschen Consuln in österr.-ungar. Häfen in Fällen von daselbst vorkommenden Verhandlungen mit Capitänen und Leuten deutscher Schiffe in gleicher Weise zugezogen werden.

Indem der Unterzeichnete einer gefälligen Aeusserung des k. und k. österr.-ungar. Ministeriums des Aeussern in dieser Angelegenheit ergebenst entgegensehen darf, benützt er auch diesen Anlass, um etc. etc. Graf *Stolberg*.

971.

6 avril 1877.

Loi concernant la ratification du protocole du 25 février 1876 à l'égard du changement partiel des traités conclus avec la Société du chemin de fer du Sud.

(R. G. Bl. 1877, Nr. 36.)

Gesetz vom 6. April 1877, womit dem Protokollar-Uebereinkommen vom 25. Februar 1876, betreffend die theilweise Abänderung und Ergänzung der mit der Südbahn-Gesellschaft abgeschlossenen Verträge, die Genehmigung ertheilt wird.

Mit Zustimmung beider Häuser des Reichsrathes finde Ich anzuordnen, wie folgt:

Artikel I.

Das nachfolgende, zwischen den k. k. Ministerien des Handels und der Finanzen im Namen der k. k. Regierung unter Beitritt der kgl. ungarischen Regierung einerseits und der k. k. priv. Südbahn-Gesellschaft andererseits zu Wien am 25. Februar 1876 vereinbarte Protokollar-Uebereinkommen, betreffend die bei Genehmigung des Verkaufes der italienischen Südbahnlinien eintretende theilweise Aenderung und Ergänzung der zwischen der k. k. Staatsverwaltung und der Südbahn-Gesellschaft abgeschlossenen Verträge, insbesondere des Vertrages vom 13. April 1867 (R. G. Bl. Nr. 69), sowie des am gleichen Tage abgeschlossenen Uebereinkommens über die Modalitäten der Bezahlung des Restbetrages der Ablösungssumme der ehemaligen lombardisch-venetianischen Eisenbahnen, wird genehmigt.

Die Genehmigung wird unter der Voraussetzung, dass der 1. Juli 1876 als der im §. 1 des Uebereinkommens bezeichnete Zeitpunkt zu betrachten sei, und mit dem ausdrücklichen Vor-

1877 behalte ertheilt, dass hiedurch der Anspruch bezüglich derjenigen Abschlagzahlungen des Kaufschillingsrestes für die lombardisch-venetianischen Linien nicht aufgegeben werde, auf deren Forderung das Recht bis Ende 1875 erwachsen ist.

Artikel II.

Mit dem Vollzuge des gegenwärtigen Gesetzes, welches unbeschadet des früheren Eintrittes der Verbindlichkeit des Uebereinkommens für die k. k. priv. Südbahn-Gesellschaft mit dem Tage seiner Kundmachung in Wirksamkeit tritt, wird der Handelsminister und der Finanzminister beauftragt.

Gödöllö, am 6. April 1877.

Franz Joseph m. p.

Auersperg m. p. *Chlumecky* m. p. *Pretis* m. p.

972.

12 avril 1877.

Ordonnance du ministère Imp. R. du commerce concernant l'accession des colonies néerlandaises et espagnoles à l'union postale de Berne.

(P. V. Bl. 1877, Nr. 26.)

Beitritt der niederländischen und spanischen Colonien zum allgemeinen Postvereine. H.-M. Z. 10940.

Die nachstehend bezeichneten niederländischen Colonien, nämlich: Java, Madura, Sumatra, Celebes, Borneo (mit Ausnahme des nordwestlichen Theiles), Billiton, der Banka-Archipel, der Riouw-Archipel, die Sunda-Inseln (Bali, Lombok, Sumbawa, Flores und der südwestliche Theil von Timor), die Molukken-Inseln, der nordwestliche Theil von Neu-Guinea (Papua), Niederländisch-Guyana (Surinam) und Curaçao sammt Zugehör (begreifend Curaçao, Bonaire, Amba und die niederländischen Theile von St. Martin, St. Eustatius und Saba, ferner die folgenden spanischen Colonien, nämlich: Fernando-Po, Annobon, Corisco, Cuba, Porto-Rico, die Philippinen-Inseln (Luzon, Mindanao, Palawan, Panay und Amar), die Marianen-Inseln und endlich die Carolinen-Inseln sind dem allgemeinen Postvereine beigetreten*) und finden die Bestimmungen des Berner Postvertrages vom 9. October 1874 und des dazugehörigen Reglements auf den Correspondenzverkehr mit diesen Colonien vom 1. Mai d. J. ab Anwendung.

Für die Correspondenzen nach und von diesen Colonien sind von dem genannten Termine ab, dieselben Portosätze, wie

für die Correspondenzen nach und aus Britisch-Indien und den 1877
französischen Colonien (Verordnung vom 11. Juni 1876, Z. 4744, P. V. Bl. Jahrgang 1876, Seite 141) einzuheben, nämlich:

a) für frankirte Briefe 20 kr. für je 15 Grammen;
b) für unfrankirte Briefe 30 kr. für je 15 Grammen;
c) für Correspondenzkarten 10 kr. pro Stück.
d) für Zeitungen, sonstige Drucksachen und Bandsendungen, mit Waarenproben und Geschäftspapiere 6 Kreuzer per 50 Grammen;
e) für recommandirte Correspondenzen an Recommandationsgebühr 10 kr., und
f) für ein Retour-Recepisse 10 kr.

Die k. k. Post-Direction ausserhalb Wien haben diese Bestimmungen durch die Landeszeitungen zu verlautbaren.

---

*) Voici la communication suivante du bureau de Berne et voir au No. 993 de ce tome.

Berne, le 24 avril 1877.

Les Colonies espagnoles ayant demandé à être admises dans l'Union Générale des Postes aux mêmes conditions que l'ont été les Colonies françaises et l'Inde britannique, c'est-à-dire aux conditions de l'arrangement signé à Berne, le 27 janvier 1876, les Administrations qui ont des conventions postales ou des relations directes avec ce pays, se sont déclarées d'accord avec leur admission dans l'Union. Cette entente, communiquée à tous les membres de l'Union, n'a soulevé aucune objection dans le délai de six semaines prévu par l'art. 17 du Traité de l'Union postale, en sorte qu'en vertu de ce même article l'adhésion des Colonies espagnoles, considérée comme accomplie, devait être constatée par un acte diplomatique entre le Gouvernement de l'Administration gérante et le Gouvernement de l'Administration admise dans l'Union.

En conséquence, le Conseil fédéral suisse, au nom des membres de l'Union a échangé le 21 avril 1877 avec le Gouvernement d'Espagne un acte constatant l'adhésion définitive des Colonies espagnoles aux stipulations du traité de Berne du 9 octobre 1874.

Le Conseil fédéral suisse a l'honneur de remettre avec la présente note, à Son Excellence Monsieur le Ministre des Affaires étrangères de l'Empire d'Autriche-Hongrie, le texte de cet acte**, dont le double, destiné au Conseil fédéral en sa qualité de représentant des membres de l'Union, reste déposé aux archives de la Confédération suisse.

Le Conseil fédéral suisse saisit etc.

Au nom du Conseil fédéral suisse,
Le Vice-Président:
Schenk.
Le Chancelier de la Confédération:
Schiess.

** Le Département des Postes suisses, ayant proposé, par circulaire du 30 octobre 1876 à tous les membres de l'Union Générale des Postes d'admettre dans l'Union l'ensemble des Colonies Espagnoles aux mêmes conditions que l'ont fait les Colonies françaises et l'Inde britannique, c'est-à-dire aux conditions de l'arrangement signé à Berne, le 27 janvier 1876, et aucune objection contre cette proposition n'ayant été présentée dans le délai de six semaines, prescrit par l'article 17, paragraphe 6, du Traité de Berne du 9 Octobre 1874.

1877 Les Soussignées, dûment autorisés à cet effet, constatent par le présent acte diplomatique l'adhésion définitive, dès le 1r. Mai 1877, du Gouvernement de sa Majesté catholique, pour l'ensemble des Colonies Espagnoles, aux stipulations du Traité concernant la création d'une Union Générale des Postes, conclu à Berne, le 9 octobre 1874, ainsi qu'aux dispositions du Règlement de détail pour l'éxécution du dit Traité.

Fait double à Paris, le vingt et un avril mil huit cent soixante dix-sept (21 avril 1877).

Pour le Conseil fédéral suisse, au nom des membres de l'Union:

L'Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de la Confédération suisse près la République française:

(L. S.) signé *Kern.*

Pour le Gouvernement de Sa Majesté Catholique:

Son Ambassadeur près la République française:

(L. S.) signé Marquis de *Molins.*

973.

16 avril 1877.

Ordonnance du ministère Imp. R. du commerce par laquelle les envois sans valeur déclarée, échangés avec l'Italie et la Suisse, sont admis sans cachets ni plombs.

(P. V. Bl. 1877, Nr. 25.)

Aufhebung des Siegelverschlusses für Fahrpostsendungen ohne Werthangabe im internen Verkehre von Oesterreich-Ungarn und im Wechselverkehre mit der Schweiz und Italien, H.-Minist. Z. 7910.

In theilweiser Abänderung des §. 5 der Fahrpostordnung vom Jahre 1838 und der Bestimmungen vom 2. April 1870 Z. 3958-458, Anhang *B, a)* über die Verpackung und *b)* über den Verschluss der internen Fahrpostsendungen (P. V. Bl. vom Jahre 1870, Seite 100 und 101), wird gestattet, dass vom 1. Mai l. J. an Fahrpostsendungen ohne Werthangabe im internen Verkehre der österreichisch-ungarischen Monarchie in dem Falle ohne einen Siegelverschluss aufgegeben werden dürfen, wenn durch den sonstigen Verschluss, oder durch die Untheilbarkeit des Inhaltes selbst, die Sendung hinreichend gesichert erscheint. Insbesondere kann analog den Bestimmungen für den Wechselverkehr mit Deutschland der Verschluss einer solchen Sendung, deren Umhüllung aus Packpapier besteht, mittelst eines guten Klebestoffes oder mittelst Siegelmarken hergestellt werden. Auch bei anders verpackten Sendungen ohne Werthangabe können Siegelmarken dann in Anwendung kommen, wenn durch dieselben mit Rücksicht auf das zur Verpackung benützte Materiale ein haltbarer Verschluss erzielt wird. Reisetaschen, Koffer, Kisten, welche mit versperrten Schlössern versehen sind, bedürfen, wenn kein Werth des Inhaltes declarirt

wird, keines weiteren Verschlusses mittelst Siegel oder Plomben; 1877
ebenso können gut bereifte Fässer, fest vernagelte Kisten, Waffen, Instrumente, Maschinentheile etc. ohne Siegelverschluss zur Versendung angenommen werden.

Bei den ohne Siegelverschluss aufgegebenen Sendungen entfällt selbstverständlich auch die Nothwendigkeit eines Siegelabdruckes auf dem Frachtbriefe. In den Fällen hingegen, in welchen ein hinreichend sicherer Verschluss anderweitig nicht hergestellt ist und auch die Voraussetzung der Untheilbarkeit des Inhaltes entfällt, muss auch bei Paketen ohne Wertbangabe ein Siegel- oder Plombenverschluss angebracht werden. Die gleiche Behandlung hat auch bei den Sendungen ohne declarirten Werth im Wechselverkehre von Oesterreich-Ungarn mit der Schweiz und Italien bei einem anderweitigen hinreichend sicheren Verschlusse stattzufinden, und ist demgemäss der vorletzte Absatz des §. 5 des Reglements zum österreichisch-schweizerischen Postvertrage vom 15. Juli 1868 von den k. k. Postämtern entsprechend zu berichtigen.

Die k. k. Postdirectionen haben diese Aenderung in der Behandlung der Fahrpostsendungen ohne Werthangabe durch die Landeszeitungen und mittelst Anschlages bei den k. k. Postämtern mit dem Beifügen zu verlautbaren, dass in Betreff der Haftung der Postanstalt im Falle des Verlustes von Sendungen ohne Werthangabe oder eines Abganges an denselben eine Aenderung nicht einzutreten hat.

974.

21 avril 1877.

Ordonnance circulaire du ministère Imp. R. de l'intérieur relativement à l'arrangement pris avec la Prusse et la Saxe Royale pour la procédure à suivre dans les cas de renvois forcés.

(Archives du ministère Imp. et R. des affaires étrangères.)

Erlass des k. k. Ministeriums des Innern an sämmtliche Landesstellen, ddo. 21. April 1877, Z. 4477.

Die kaiserlich königliche österreichische Regierung hat mit der königlich sächsischen und mit der königlich preussischen Regierung in Absicht auf das Verfahren bei Abschiebung der gegenseitigen Staatsangehörigen mittelst Zwangpasses (gebundener Marschroute) in die gegenseitigen Länder, beziehungsweise bei dem Durchtransporte von derlei Schüblingen

1877 über die beiderseitigen Gebiete ins Ausland folgende Vereinbarung getroffen.

1. Die gegenseitigen Polizeibehörden haben den Zwangspässen (gebundenen Marschrouten) beglaubigte Abschriften von den die Staats- und Heimatsgehörigkeit der Abgeschobenen darthuenden Documenten, beziehungsweise, wenn die Ausweisung mittelst Zwangsvisa auf Reisepässen erfolgt, welche sich im Besitze der betreffenden Personen befunden haben, diesen Pässen selbst beglaubigte Abschriften von den bezeichneten Documenten, insbesondere auch von den bezüglichen Uebernahms-Zusicherungen der betreffenden ausländischen Heimatsbehörden, zum Gebrauche für die Einbruchsstation in einer Weise beizuschliessen, dass diese Abschriften selbst zu integrirenden Bestandtheilen der Zwangspässe (Marschrouten), resp. der ursprünglichen Reisepässe werden; wogegen die Original-Documente wie bisher direct an die Heimatsbehörde des Schüblings einzusenden sein werden.

2. In jenen Fällen, wo die auszuweisenden Personen sich nicht im Besitze von Documenten befinden, die ihre Staatsbürgerschaft zweifellos nachweisen oder bezüglich welcher die Uebernahms-Erklärung seitens der ausländischen Behörde noch nicht vorliegt und daher die Abschiebung vor der Constatirung dieser Verhältnisse nicht erfolgen kann, wird den beiderseitigen Behörden der betheiligten Staaten die schleunigste Erledigung der diesfalls ergangenen Requisitionen zur Pflicht gemacht.

Die k. k. . . . . werden aufgefordert die politischen und Polizeibehörden des unterstehenden Verwaltungsgebietes unter Bekanntgabe der vorstehenden, vereinbarten Bestimmungen anzuweisen, dass sie sich bei Ausübung ihrer diesfälligen Amtshandlungen genau nach diesen Bestimmungen zu benehmen haben.

975.

22 avril 1877.

Ordonnance du ministère Imp. R. des finances concernant l'importation de suif fondu des pays indemnes d'épizootie.

(F. V. Bl. 1877, Nr. 7.)

Einfuhr von geschmolzenem Talg in Fässern aus seuchefreien Gegenden, Z. 9784.

Ueber vorgekommene Anfrage wird im Einvernehmen mit dem Ministerium des Innern bekannt gegeben, dass zwar nach §. 6 des Rinderpest-Gesetzes vom 29. Juni 1868 (R. G. Bl. Nr. 118) die Einfuhr von geschmolzenem Talg in Fässern aus

seuchefreien Gegenden verseuchter Länder nur über Bewilligung 1877
des Landeschefs und unter Beibringung des Nachweises, dass die Waare aus nicht verseuchten Gegenden stammt, und nicht in verseuchten Orten gelagert war, zulässig sei, dass jedoch in rinderpestfreien Zeiten weder die Beibringung eines Ursprungscertificates noch die besondere Bewilligung des Landeschefs jenes Verwaltungsgebietes in dem die Einbruchstation gelegen ist, zur Gestattung der Einfuhr erfordert wird.

976.

23 avril 1877.

Ordonnance du ministère Imp. R. des finances concernant la non-admission des pièces allemandes de deux et trois écus.

(F. V. Bl. 1877, Nr. 7.)

Nichtannahme der Zwei-Thalerstücke und Drittel-Thalerstücke deutschen Gepräges, Z. 2228 F. M.

Zwei-Thalerstücke deutschen Gepräges (§. 15 und §. 16 des kaiserlichen Patentes vom 27. April 1858 [R. G. Bl. Nr. 63, V. Bl. Nr. 18]) dürfen, da sie im Deutschen Reich ausser Curs gesetzt worden sind, bei den k. k. Cassen überhaupt, daher auch bei Zollzahlungen nicht mehr angenommen werden.

Zugleich wird erinnert, dass Drittel-Thalerstücke laut des dem Erlasse vom 12. August 1858, Z. 3836 F. M. (V. Bl. Nr. 38) beigefügten Verzeichnisses als gesetzliches Zahlmittel nicht zugelassen waren, daher dermalen nach ihrer Aussercurssetzung im Deutschen Reiche umsoweniger bei den k. k. Cassen, insbesondere auch nicht bei Zollzahlungen angenommen werden dürfen.

977.

25 avril 1877.

Ordonnance du ministère Imp. R. du commerce à l'égard de la séparation des signes conventionnels à appliquer sur l'adresse des télégrammes en vertu de l'article IX du règlement de St. Pétersbourg.

(T. V. Bl. 1877, Nr. 6.)

Trennung der conventionellen Zeichen von der Adresse der Telegramme, Z. 11357.

Zur Vermeidung von Irrungen, welche bei der Beförderung der Telegramme dadurch entstehen können, dass die von dem Aufgeber auf Grund des Artikels IX des internationalen Peters-

1877 burger Telegraphen-Reglements vor der Adresse beizufügenden conventionellen Zeichen als zum Namen des Adressaten gehörig angesehen werden, haben sich die Telegraphen-Verwaltungen dahin geeignet, dass die fraglichen Zeichen beim Telegraphiren entweder mittelst Parenthesen (Klammern), oder aber durch das Trennungszeichen (d. i. beim Morse-Apparat ▬ • • • ▬, und beim Hughes-Apparat ═) von der nachfolgenden Adresse zu trennen sind.

Die Telegraphen-Stationen werden angewiesen, bei der Beförderung der im obigen Artikel aufgeführten conventionellen Zeichen demgemäss vorzugehen.

978.

7 mai 1877.

Ordonnance du ministère Imp. R. du commerce concernant l'accession du Japon à l'union postale de Berne.

(P. V. Bl. 1877, Nr. 30.)

Beitritt von Japan zum allgemeinen Postvereine, H.-Minist. Z. 13781.

Das Kaiserthum Japan ist dem allgemeinen Postvereine beigetreten*) und finden die Bestimmungen des Berner Postvertrages vom 9. October 1874 und des dazu gehörigen Reglements auf den Correspondenzverkehr mit diesem Lande 1. Juni d. J. ab Anwendung.

Für Correspondenzen nach und aus Japan sind von dem genannten Termine an dieselben Portosätze, wie für Correspondenzen nach und aus Britisch-Indien und den fanzösischen Colonien (Verordnung vom 11. Juni 1876, Z. 4744, P. V. Bl. Jahrgang 1876, Seite 141) einzuheben, nämlich:

a) für frankirte Briefe 20 kr. für je 15 Grammen;
b) für unfrankirte Briefe 30 kr. für je 15 Grammen;
c) für Correspondenzkarten 10 kr. pro Stück;
d) für Zeitungen, sonstige Drucksachen unter Band, Sendungen mit Waarenproben und Geschäftspapiere 6 kr. pro 50 Grammen;
e) für recommandirte Correspondenzen an Recommandations-Gebühr 10 kr., und
f) für ein Retourrecepisse 10 kr.

*) Voir la communication respective du bureau de Berne au No. 993 de ce tome.

---

979. 1877

8 mai 1877.

Ordonnance du ministère Imp. R. de la guerre concernant l'échange des visites de courtoisie entre les navires de la marine Imp. R. et ceux d'une puissance étrangère.

(M. V. Bl. 1877, XII., Nr. 30.)

Normal-Verordnung vom 8. Mai 1877, $\frac{P.K.}{M.S.}$ Nr. 622.

Zufolge eines internationalen Uebereinkommens haben von nun an bezüglich des Höflichkeits-Austausches beim Zusammentreffen auf einem Ankerplatze von k. k. Kriegsschiffen mit solchen einer fremden Nation nachfolgende Regeln zu gelten:

1. Der Commandant eines, oder der rangshöchste Befehlshaber mehrerer vor Anker liegender Kriegsschiffe sendet einen See-Officier auf jedes ankommende fremde Kriegsschiff, um den Commandanten desselben zu begrüssen und in üblicher Weise seine Dienste anzubieten. Bei gleichzeitiger Ankunft mehrerer Kriegsschiffe ein und der nämlichen fremden Flagge ist diese Begrüssung an den rangshöchsten Befehlshaber derselben zu richten.

Der ankommende Befehlshaber wird durch einen Officier diese Begrüssung erwidern lassen.

2. Innerhalb 24 Stunden nach seinem Eintreffen wird der angekommene Befehlshaber — wenn in gleichem Range mit dem rangshöchsten Befehlshaber der anwesenden fremden Schiffe stehend — diesem Letzteren einen officiellen Besuch abstatten. Stehen die beiderseitigen Befehlshaber in einem verschiedenen Range, so wird der Niedere den Höheren zuerst besuchen.

Derlei Besuche sind in allen Fällen innerhalb weiteren 24 Stunden zu erwidern.

Besuche, welche von Linienschiffs-Capitänen und Befehlshabern in höherer Charge abgestattet wurden, sind von Flaggen-Officieren und Commodoren persönlich zu erwidern. Bei Erwiderung der Besuche von in niederer Charge stehenden Commandanten können sich Flaggen-Officiere und Commodore durch ihren Flaggen-Capitän, oder den Stabs-Chef, oder auch durch den Gesammt-Detail-Officier — wenn Letzterer Stabs-Officier ist — vertreten lassen.

Schiffs-Commandanten haben die Besuche aller anderen Schiffs-Commandanten persönlich zu erwidern.

Beim Zusammentreffen von Flotten oder Escadren auf einem Ankerplatze werden nach geschehenem Besuchsaustausche der rangshöchsten Befehlshaber die ankommenden Schiffs-Comman-

1877 mandanten der anwesenden fremden Kriegsschiffe ihren Besuch abstatten, und sind diese Besuche in der oben angegebenen Weise innerhalb 24 Stunden zu erwidern.

Die hierauf Bezug habenden Abänderungen des »Auszuges aus dem Dienst-Reglement für die k. k. Kriegsmarine« werden mit den Quartals-Berichtigungen hinausgegeben.

Freiherr v. *Pöck* m. p.,
Vice-Admiral.

980.

11 mai 1877.

Ordonnance des ministères de l'intérieur, de la justice et du commerce, publiant les principes à observer par les autorités et les régnicoles de la monarchie à l'égard du commerce et de la navigation pendant la guerre entre la Turquie et la Russie.

(R. G. Bl. 1877, Nr. 31.)

Verordnung der Ministerien des Innern, der Justiz und des Handels vom 11. Mai 1877, womit die von den Behörden und den Angehörigen der Monarchie während des zwischen Russland und der Türkei ausgebrochenen Krieges hinsichtlich des Handels und der Schifffahrt zu beobachtenden Grundsätze kundgemacht werden.

Aus Anlass des zwischen Russland und der Türkei ausgebrochenen Krieges werden hiemit in Folge Ministerialrathsbeschlusses im Einvernehmen mit dem k. und k. Ministerium des Aeussern und dem kgl. ungarischen Ministerium folgende Anordnungen bekanntgegeben, nach welchen sich sowohl sämmtliche Behörden, als alle Reichsangehörigen zu richten haben.

1. Es ist verboten, auf Schiffen unter österreichisch-ungarischer Flagge Truppen der kriegführenden Staaten zu transportiren oder den letzteren Gegenstände, welche nach dem allgemeinen Völkerrechte oder besonderen allgemein kundgemachten Anordnungen der betreffenden fremden Regierungen als Kriegs-Contrebande gelten, zuzuführen.

Von solchen Gegenständen darf auf einem österreichischen oder ungarischen Schiffe im Verkehre mit jenen Staaten nur so viel vorhanden sein, als zu dessen eigenem Gebrauche oder zu dessen Vertheidigung unumgänglich nöthig ist.

Den österreichischen oder ungarischen Schiffen ist das Einlaufen in solche Plätze und Häfen untersagt, die von einem der kriegführenden Mächte belagert oder wirksam blockirt sind.

Wer vorstehende Verbote übertritt, hat bei eintretenden rechtmässigen Beschlagnahmen und Confiscationen von Seite der kriegführenden Staaten keinen Schutz bei der Regierung zu erwarten. 1877

2. Ausser diesem Falle sind die österreichischen oder ungarischen Handelsschiffe nicht beschränkt, ungeachtet des bestehenden Krieges, ihren Handel und Verkehr mit den Häfen der im Krieg begriffenen Mächte fortzutreiben, und ebenso dürfen auch die Kauffahrteischiffe der kriegführenden Staaten, wie vorhin, in alle inländischen Häfen ungehindert einlaufen, sich darin nach Belieben aufhalten, Ausbesserungen vornehmen u. s. w., insoferne sie dabei die bestehenden Gesetze und Anordnungen beobachten und ihr Benehmen den Regeln der Neutralität gemäss ist.

Hinsichtlich der Zulassung fremder Kriegsschiffe in die inländischen Häfen bleiben die diesbezüglich bei anderen Anlässen ergangenen Anordnungen in Kraft.

3. In der billigen Erwartung, dass der neutrale Handel von den kriegführenden Mächten gehörig werde respectirt, und dass die üblichen Befugnisse der Kriegführenden nur unter Beobachtung der allgemeinen völkerrechtlichen oder etwaigen vertragsmässigen Modalitäten werden ausgeübt werden, wird hiemit verordnet, dass die österreichischen oder ungarischen Kauffahrer sich auf offenem Meere der allfälligen Visitation von Seite der Kriegsschiffe der kriegführenden Mächte nicht widersetzen, sondern im Gegentheile die Papiere und Documente, wodurch die neutrale Eigenschaft des Schiffes bewiesen wird, ohne Anstand vorzeigen, deren keine in die See werfen, noch sonst vernichten, viel weniger deren falsche oder doppelte und geheime an Bord halten sollen.

4. Sollte ein österreichisches oder ungarisches Schiff, ungeachtet der Befolgung der vorstehenden Vorschriften, auf eine ungebührliche Art behandelt werden, so ist hierüber ungesäumt bei der nächst gelegenen österreichisch-ungarischen Consular- oder sonstigen Behörde die Anzeige zu erstatten, damit die Regierung bei dem auswärtigen Staate die zur Erlangung der Entschädigung und Genugthuung erforderlichen Schritte vornehmen und, sofern solche Schritte von den auf ungebührliche Art Behandelten bereits vorgenommen worden wären, dieselben unterstützen könne.

5. Diese Anordnungen haben vom Tage der Kundmachung an in Wirksamkeit zu treten.

Wien, am 11. Mai 1877.

Auersperg m. p. *Lasser* m p. *Glaser* m. p.
Chlumecky m. p.

1877 **981.**

13 mai 1877.

Circulaire de l'autorité maritime à Fiume à l'égard de l'entrée des bâtiments de guerre des puissances amies dans les ports hongrois.

(Ann. marit. 1878, Nr. 4.)

Circolare del r. Governo marittimo in Fiume di data 13 maggio 1877 N. 1147 diretta ai rr. Uffici di porto, risguardante l'approdo dei bastimenti di guerra di potenze amiche nei porti nazionali.

Con riferimento all Ordinanza dei rr. Ministeri ungarici per l' Interno, per la Giustizia e per il Commercio di data 11 maggio a. c., colla quale vengono precisate le massime da osservarsi relativamente al commercio ed alla navigazione durante l' epoca della guerra scoppiata fra la Russia e la Turchia, diramate nel litorale dello Stato ungarico mediante ii. rr. Uffici di Porto, ed all' estero mediante gl' ii. e. rr. Consolati a. u. con Circolare governativa di data odierna N. 1146, vengono richiamate le norme esistenti circa il trattamento dei bastimenti di guerra delle potenze amiche nei porti nazionali.

§. 1.

Salvo il diritto che compete ad ogni Potenza di proibire eventualmente e secondo le disposizioni del diritto delle genti l'accesso alla propria costa ai navigli di guerra esteri, è concesso ai navigli di guerra delle potenze amiche di ancorare lungo tutta la costa nazionale.

§. 2.

Il numero dei navigli di guerra di una stessa bandiera che contemporaneamente possono fermarsi in un porto nazionale, non è limitato.

§. 3.

I navigli di guerra esteri sono tenuti di osservare al pari di quelli dell' i. e. r. Marina le vigenti prescrizioni portuali sanitarie e di finanza e di assoggettarsi alle relative ricerche della autorità competenti; nel qual caso potranno far calcolo d'incontrare un' accoglienza ed un appoggio conforme agli usi che reggono i rapporti fra nazioni colte.

§. 4.

All' arrivo di un naviglio di guerra il rappresentante del Regio Ufficio di Porto, relativamente il Dirigente dell'Espositura portuale si recherà a bordo e presenterà al Comandante un

formolario di costituto che fatto riempire verrà firmato da questi, 1877
ammessa la nave a libera pratica, il funzionario portuale offrirà al comandante i proprî servigi e lo renderà avvertito di tutto ciò che avesse riflesso all'ormeggio della nave ed ai regolamenti di polizia portuale d'interesse per esso comandante.

§. 5.

Il formolario del costituto deve contenere le seguenti domande:

a) bandiera,
b) nome e qualità del legno,
c) numero dell'equippagio,
d) numero di cannoni,
e) nome e grado del comandante,
f) nome del porto di provenienza,
g) progettata durata della fermota in porto,
h) se vi sono passeggieri, e quanti,
i) stato di salute dell'equipaggio.

§. 6.

Verà trasmesso copia di tale costituto al r. Governo marittimo ungarico ed all'Autorità politica e militare del luogo.

§. 7.

Ad eccezione dei sotto ufficiali superiori, ai quali per solito viene concesso di portare un'arma cinta al fianco, gl'individui appartenenti all'equipaggio di un legno di guerra estero non potranno scendere a terra armati.

§. 8.

Nel caso che un legno di guerra estero nell'intento di eseguire riparazioni o per altre cause dovesse venire ormeggiato nell'interno di un porto, ove per la vicinanza di navigli o di abitazioni fossero richieste delle misure precauzionali contro il fuoco, dovrà tale legno previamente sbarcare la polvere ed i projettili esplosivi e despositarli in un sito da concertarsi col Regio Ufficio di Porto e coll'Autorità politica.

§. 9.

In un porto nazionale è proibito ai navigli di guerra di aprire qualsiasi ostilità fra di loro. Al naviglio che iniziasse la perturbazione della pace verrà fatta protesta in inscritto e contemporaneamente partecipato il fatto al Regio Governo marittimo, all'Autorità politica ed a quella militare del luogo.

1877 **982.** 13 mai 1877.

Circulaire du ministère Imp. R. de l'intérieur concernant certaines formalités à remplir par les sujets allemands pour acquérir la nationalité autrichienne.

(Archives du ministère Imp. et R. des affaires étrangères.)

Erlass des k. k. Ministers des Innern an sämmtliche Landesstellen, ddo. 13. Mai 1877, Z. u. s.

Auf Grund der mit der k. deutschen Regierung gepflogenen Verhandlung in Betreff der Ausdehnung der gegenüber Preussen bezüglich der Staatsbürgerschaft laut des Staatsministerial-Erlasses vom 6. Juli 1864, Z. 11745, bestehenden Observanz auf das ganze Deutsche Reich und nach erhaltener Zuführung eines gleichmässigen Vorganges von Seite der Behörden des Deutschen Reiches, findet das Ministerium des Innern anzuordnen, dass in Hinkunft die Verleihung der Staatsbürgerschaft an einen Angehörigen des Deutschen Reiches von der vorläufigen Beibringung des Nachweises der Entlassung des Aufzunehmenden aus seinem bisherigen Staatsverbande abhängig zu machen ist.

Was die Form der hierlands auszustellenden Entlassungs-Urkunden an Personen, die in das Deutsche Reich auszuwandern beabsichtigen, anbelangt, wird bemerkt, dass, nachdem nach Artikel 4 des Staatsgrundgesetzes vom 21. December 1867, R. G. Bl. Nr. 142, die Freiheit der Auswanderung österreichischer Staatsbürger von Staatswegen nur durch die Wehrpflicht beschränkt ist, — die diesbezügliche Urkunde für solche Personen, hinsichtlich welcher diese Beschränkung nicht vorhanden ist, für welche daher eine eigentliche Entlassung aus dem Staatsverbande nicht ausgesprochen werden kann, dahin zu lauten hat, dass dem Austritte des Entlassungswerbers aus dem österr. Staatsverbande kein Hinderniss im Wege steht. *Lasser* m. p.

---

983. 15 mai 1877.

Circulaire du ministère Imp. et R. des affaires étrangères concernant le format du papier à choisir pour les rapports des missions et consulats.

(Archives du ministère Imp. et R. des affaires étrangères.)

Circulare des k. u. k. Ministeriums des Aeussern vom 15. Mai 1877 Z. I und II 7752/2.

Da in letzterer Zeit mehrere Missionen und Consular-Aemter sich zu ihren Berichterstattungen eines grösseren als des vorgeschriebenen Formates bedienen, was eine möglichs

schonende Aufbewahrung der betreffenden Acten behindert, so 1877
wird jenen Aemtern, an welche seiner Zeit die diesfälligen Circular-Weisungen ddo. 31. Juli 1822 und 4. Mai 1849, Nr. 3331/A ergingen, die genaue Beachtung derselben in Erinnerung gebracht.

Jene Aemter, welchen bemerkte Weisungen nicht zukamen, diene zur Richtschnur, dass ihre Berichte genau jenes Format haben sollen, wie es durch die Dimension des gegenwärtigen Rescriptes gegeben ist.

984.

16 mai 1877.

Traité entre l'Autriche-Hongrie et la Bavière concernant la construction d'un embranchement à Eger du chemin de fer bavarois du Fichtelgebirge.

(R. G. Bl. 1877, Nr. 82.)

Staatsvertrag vom 16. Mai 1877, zwischen Oesterreich-Ungarn und Bayern, betreffend die Herstellung einer in Eger einmündenden Abzweigung der Fichtelgebirgs-Bahn.

(Abgeschlossen zu Wien am 16. Mai 1877, von Seiner k. und k. Apostolischen Majestät ratificirt zu Wien am 3. Juni 1877; die Ratificationen ausgewechselt zu Wien am 23. Juni 1877.)

Wir Franz Joseph der Erste, von Gottes Gnaden Kaiser von Oesterreich; Apostolischer König von Ungarn, König von Böhmen etc.

thun kund und bekennen hiemit:

Nachdem zwischen Unserem Bevollmächtigten und jenem Seiner Majestät des Königs von Bayern, wegen Herstellung einer nach Eger einmündenden Abzweigung der bayerischen Fichtelgebirgs-Bahn, am 16. Mai 1877 in Wien ein Vertrag unterzeichnet worden ist, welcher von Wort zu Wort lautet, wie folgt:

Seine Majestät der Kaiser von Oesterreich, König von Böhmen etc. und Apostolischer König von Ungarn, und

Seine Majestät der König von Bayern etc.

haben zum Zwecke der Herstellung einer weiteren Verbindung der beiderseitigen Eisenbahnen und, um die hierauf bezüglichen, Verhältnisse vertragsmässig zu regeln und festzustellen als Bevollmächtigte ernannt:

Seine Majestät der Kaiser von Oesterreich, König von Böhmen etc. und Apostolischer König von Ungarn, Allerhöchst Ihren Hof- und Ministerialrath im Ministerium des kais. Hauses und des Aeussern, Wilhelm Freiherrn von Konradsheim und

1877 Allerhöchst Ihren Sectionsrath im k. k. Handelsministerium Dr. Heinrich Ritter von Wittek,

Seine Majestät der König von Bayern etc. Allerhöchst Ihren Ministerialrath im Staatsministerium des kgl. Hauses und des Aeussern, Michael von Suttner, welche nach gegenseitiger Mittheilung und Anerkennung ihrer Vollmachten unter Vorbehalt der beiderseitigen Ratification über folgende Punkte übereingekommen sind.

Artikel I.

Die kgl. bayerische Regierung verpflichtet sich im Anschlusse an die in Ausführung begriffene Fichtelgebirgs-Bahn von Nürnberg über Hersbruck, Neuhaus, Schnabelwaid, Kirchenlaibach, Redwitz, Wunsiedel, nach Ober-Kotzau eine Eisenbahnlinie, von Redwitz abzweigend, über Arzberg und Schirnding nach Eger auf ihre Kosten als Staatsbahn herzustellen und zu betreiben, und die k. k. österreichische Regierung ertheilt ihre Einwilligung zum Baue und Betriebe der bezeichneten Eisenbahn, insoweit dieselbe auf österreichisches Gebiet fällt, unter den nachstehenden Bedingungen:

Artikel II.

Die genannte Bahnlinie wird nach dem aufgestellten Projecte und mit Vorbehalt der einverständlich, nöthigenfalls durch hiezu anzuordnende technische Commissäre beider Regierungen zu bewirkenden Ermittlung des Grenzübergangspunktes bei Schirnding die bayerisch-böhmische Landesgrenze überschreiten, in östlicher Richtung auf dem rechtseitigen Egerufer verbleibend, in der Nähe von Eger sich an die bestehende Bahnlinie von Weiden nach Eger anschliessen und parallel mit dieser von der Südseite in den Bahnhof Eger einmünden.

Artikel III.

Die specielle Feststellung der Bahnlinie, wie des gesammten Bauplanes und der einzelnen Bauentwürfe, dann die Bestimmung und Ausführung der Stationsanlagen bleibt der kgl. bayerischen Regierung vorbehalten, welche jedoch bei der Bauführung nach den in Oesterreich geltenden Gesetzen vorgehen und über die Bauprojecte, sowie etwaige Stationsanlagen das Einvernehmen mit der k. k. Regierung treffen wird.

Artikel IV.

Die erwähnte Bahnlinie soll an ihrem Anfangs- und Endpunkte mit den dort mündenden Eisenbahnen auf geeignete Weise in unmittelbare Verbindung gesetzt und daher in die bereits

bestehenden oder noch zu errichtenden Bahnhöfe eingeführt 1877
werden. Der k. k. österreichischen Staatsverwaltung wird das Recht vorbehalten, die Einmündung anderer Bahnen in die auf österreichischem Gebiete gelegene Strecke der im Artikel I bezeichneten Bahnverbindung zu gestatten und die Modalitäten dieser Einmündung, sowie des Anschlussdienstes im Einverständnisse mit der kgl. bayerischen Regierung festzusetzen.

Artikel V.

Die Bahnlinie soll gleichmässig eine Spurweite von 1·435 Meter im Lichten der Schienen erhalten und bezüglich der Einrichtungen des Baues, namentlich der Construction des Oberbaues, dann bezüglich der Betriebsmittel, der Signalisirungsvorrichtungen und sonstigen Betriebseinrichtungen mit den diesfallsigen, auf den bayerischen Bahnen bestehenden und von der kgl. bayerischen Regierung genehmigten analogen Einrichtungen übereinstimmen.

Auch sollen die von der kgl. bayerischen Regierung geprüften Betriebsmittel ohneweiters auf den österreichischen Bahnen zugelassen werden.

Artikel VI.

Die in Rede stehende Bahnlinie soll zunächst nur mit Einem durchgehenden Geleise versehen, jedoch von vorneherein die Erwerbung des Terrains für eine doppelgeleisige Bahn sichergestellt werden, und solche im Falle eintretenden Bedürfnisses auch zur Ausführung kommen.

Artikel VII.

Der kgl. bayerischen Regierung wird auf österreichischem Gebiete zum Behufe der Grunderwerbung, insoferne eine gütliche Vereinbarung mit den Betheiligten nicht zu erreichen ist, das Recht der Expropriation nach den in Oesterreich geltenden gesetzlichen Bestimmungen eingeräumt.

Artikel VIII.

Die Bahn von Redwitz über Arzberg nach Eger soll spätestens binnen drei Jahren vom Abschlusse des gegenwärtigen Staatsvertrages an baulich fertig gestellt und in Betrieb gesetzt werden.

Artikel IX.

Sollte eine Erweiterung oder Umgestaltung des Bahnhofes in Eger nothwendig werden, und im Wege gütlichen Uebereinkommens zwischen den betheiligten Bahnverwaltungen eine

1877 Verständigung hierwegen nicht zu ermöglichen sein, so wird die k. k. österreichische Regierung zur Herbeiführung solcher Verständigung ihre Mitwirkung und Unterstützung eintreten lassen.

Artikel X.

Die volle Landeshoheit sammt der Ausübung der Justiz- und Polizeigewalt bleibt in Ansehung der auf ihr Gebiet fallenden Bahnstrecke der k. k. österreichischen Regierung ausschliesslich vorbehalten.

Ebenso steht dieser Regierung das Oberaufsichtsrecht über die in ihrem Gebiete gelegene Bahnstrecke zu. Staatsbeamte, Angestellte und Diener, welche, im Auftrage der die Oberaufsicht über die Verwaltung und den Betrieb der Eisenbahnen führenden Behörde oder zur Wahrung der Interessen des Aerars in Folge dieses Vertrages oder aus Gefällsrücksichten die Eisenbahn benützen und sich mit dem Auftrage ihrer Behörde ausweisen, werden sammt ihrem Reisegepäcke auf der österreichischen Strecke unentgeltlich befördert werden.

Artikel XI.

Unbeschadet dieses Hoheits- und Oberaufsichtsrechtes soll die Bahnbetriebspolizei unter Aufsicht der dazu competenten Behörden, in Gemässheit der für jedes Gebiet geltenden Vorschriften zunächst durch die Organe der bayerischen Staatseisenbahn-Betriebsverwaltung gehandhabt werden, welchen auch auf österreichischem Gebiete jene Befugnisse eingeräumt werden, die für die Beamten der österreichischen Bahnen Geltung haben. Auch wird die k. k. österreichische Regierung Vorsorge treffen, dass die Organe der bayerischen Betriebsverwaltung auf der in Oesterreich gelegenen Bahnstrecke in Ausübung der bahnpolizeilichen Amtshandlungen von den österreichischen Staatsorganen die nöthige Unterstützung erhalten.

Artikel XII.

Die Ernennung der für den Betrieb auf der in Oesterreich gelegenen Strecke erforderlichen Beamten und Bediensteten kommt der kgl. bayerischen Regierung, beziehungsweise der kgl. bayerischen Staatseisenbahn-Verwaltung zu, welche auch über dieselben Disciplinar-Gewalt im Dienste auszuüben hat.

Es sollen jedoch auf der bezeichneten Strecke die Stellen der Localbeamten und sonstigen Bediensteten, mit Ausnahme der Bahnhofsvorstände, der Telegraphen- und derjenigen Beamten, welche mit der Erhebung von Geldern betraut sind, thunlichst mit österreichischen Staatsangehörigen besetzt werden.

Die kgl. bayerische Regierung leistet der k. k. Regierung 1877
die Zusage, dass für den im Sinne des gegenwärtigen Vertrages innerhalb des österreichischen Staatsgebietes stattfindenden Dienst solche Beamte, Diener und Arbeiter, welche wegen Verbrechen oder Vergehen gegen die östereichisch-ungarische Monarchie, wegen Schleichhandels oder schwerer Gefällsübertretungen verurtheilt worden sind, wissentlich nicht verwendet werden sollen.

Das gesammte Beamten-, Bediensteten- und Arbeiter-Personal untersteht übrigens während des Aufenthaltes auf österreichischem Territorium den österreichischen Gesetzen und Polizeiverordnungen.

Verhaftungen derselben dürfen nur nach den für Inländer bestehenden gesetzlichen Vorschriften und mit der kraft dieser Vorschriften gewährleisteten Rücksicht auf die Erfordernisse des Dienstes vorgenommen werden.

Artikel XIII.

Staatsangehörige des einen der vertragschliessenden Theile, welche beim Betriebe der Bahnstrecke im Gebiete des anderen Theiles angestellt werden, erleiden dadurch keine Veränderung ihres bisherigen Unterthanen-Verbandes.

Artikel XIV.

Bei dem Baue und Betriebe der im Art. I bezeichneten, auf österreichischem Gebiete gelegenen Bahnstrecke wird die kgl. bayerische Regierung sich nach dem Inhalte des gegenwärtigen Vertrages, sowie nach Massgabe der einschlägigen österreichischen Gesetze, namentlich des Eisenbahn-Concessionsgesetzes vom 14. September 1854 und der Eisenbahn-Betriebsordnung vom 16. November 1851, sowie der etwa künftig zu erlassenden Gesetze und Verordnungen benehmen.

Artikel XV.

Die Festsetzung und Genehmigung der Tarife und Fahrordnung für die im Art. I bezeichnete Eisenbahnstrecke bleibt der kgl. bayerischen Regierung, in deren Gebiete sich das Hauptunternehmen befindet, vorbehalten, welche hiebei die Interessen des Verkehres gehörig berücksichtigen und Sorge tragen wird, dass bei Feststellung der Fahrpläne die Fahrten an den Anschlusstationen thunlichst ineinandergreifen.

Die Tarife und Transportbestimmungen sollen für die in den beiderseitigen Gebieten zu bauenden Eisenbahnstrecken nach vollkommen gleichen Grundsätzen festgestellt werden. Ueber-

1877 haupt soll sowohl hinsichtlich der Beförderungspreise, als der Zeit der Abfertigung bezüglich der Bewohner beider contrahirenden Staaten und bezüglich der aus dem Gebiete des einen Staates in das Gebiet des anderen Staates übergehenden Transporte kein Unterschied gemacht werden.

Bezüglich der in Oesterreich gelegenen Bahnstrecke soll die Erstellung der Tarife in österreichischer Währung erfolgen.

Bei den innerhalb des österreichischen Staatsgebietes gelegenen Einhebestellen wird für das österreichische Gebiet und beziehungsweise bis zur nächsten bayerischen Grenzstation behufs Einhebung der Bahngebühren die Annahme der in Oesterreich-Ungarn gesetzlich zugelassenen Zahlungsmittel, unbeschadet der Berücksichtigung des Courswerthes nicht verweigert werden.

Artikel XVI.

Die Eisenbahn Redwitz-Arzberg-Eger wird als beiderseitige Zollstrasse erklärt und wird auf derselben allen, nicht einem unbedingten Ein-, Aus- und Durchfuhr-Verbote unterliegenden Waaren der Ein- und Austritt sowohl bei Tag, wie bei Nacht, für den vorschriftsmässigen Bahnbetrieb gestattet.

Rücksichtlich der Einfuhr von Gegenständen der Staatsmonopole nach Oesterreich-Ungarn bleibt die Bestimmung des §. 19 *lit. a* der österreichischen Zoll- und Staats-Monopolordnung massgebend.

Behufs Erzielung einer wirksamen gefällsämtlichen Controle der verkehrenden Eisenbahnzüge wird in der letzten Station vor dem Grenzübertrittspunkte ein Aufsichts- oder Stellungsposten der k. k. Zollverwaltung errichtet, und wird hiezu die erforderliche Unterkunftslocalität in dem von den betheiligten Behörden zu vereinbarenden Ausmasse von der kgl. bayerischen Eisenbahn-Verwaltung unentgeltlich beigestellt werden.

Artikel XVII.

Im übrigen haben bezüglich der Zollabfertigung die Bestimmungen der Art. XII und XIII des Staatsvertrages zwischen Oesterreich und Bayern vom 17. Juni 1863 gleichmässig auch auf die hier in Frage stehende Bahnlinie Anwendung zu finden.

Auch sollen alle Erleichterungen und Begünstigungen, welche für den Zollverkehr und insbesondere den Zwischenauslandsverkehr für die älteren bestehenden Bahnlinien bisher zugestanden worden sind, von selbst auch für den Verkehr auf der neuen Linie, nach deren Eröffnung, Platz greifen.

Insoweit noch nothwendig erscheinen sollte, über die Förm- 1877
lichkeiten der zollämtlichen Revision und Abfertigung des Passagiergepäckes und der aus-, ein- und durchgehenden Güter weitere Verabredungen zu treffen, bleibt die Verständigung hierüber auf dem Wege seinerzeitiger commissarischer Verhandlungen vorbehalten.

Artikel XVIII.

Die im Art. I bezeichnete Bahn soll auch zur Beförderung der Postsendungen benützt werden. Die Regelung des Postverkehres auf dieser Bahnstrecke soll noch vor Eröffnung des Betriebes auf derselben durch die beiderseitigen Postverwaltungen erfolgen.

Artikel XIX.

Längs der herzustellenden Bahnstrecke werden Telegraphenleitungen zunächst für den Bahndienst angelegt.

Die Anlage von Telegraphenleitungen oder die Benützung der bestehenden Telegraphenleitungen für den allgemeinen Verkehr, wie die Regelung des Telegraphenbetriebes überhaupt, bleibt der besonderen Verständigung zwischen den beiderseitigen Telegraphen-Verwaltungen vorbehalten.

Es wird jedoch schon jetzt vereinbart, dass der k. k. Staats-Telegraphenanstalt die Herstellung von Telegraphenleitungen längs der Bahn und auf dem zu derselben gehörigen Grund und Boden ohne besondere Vergütung jederzeit gestattet werden und die kgl. bayerische Bahnverwaltung durch ihr Bahnpersonal die Bewachung der hergestellten Telegraphenleitung ohne besonderes Entgelt übernehmen wird.

Artikel XX.

Von der innerhalb des österreichischen Gebietes gelegenen Strecke der im Art. I bezeichneten Bahn sollen in Rücksicht auf deren geringe Ausdehnung und Unselbstständigkeit mit Ausnahme der Grundsteuer für die eingelösten oder sonst erworbenen Gründe und sonstigen Objecte keinerlei Abgaben und Steuern erhoben werden. Das gedachte Eisenbahnunternehmen bleibt daher auch rücksichtlich der auf österreichischem Gebiete gelegenen Strecke von der Stempel- und Gebühren-Entrichtung bezüglich ihrer Bücher, Fahrkarten und sonstigen Schriften befreit und hat demnach bei ihr die Stempel- und Gebühren-Entrichtung blos hinsichtlich der in Oesterreich abgeschlossenen förmlichen Rechtsgeschäfte und ausgestellten eigentlichen Rechtsurkunden einzutreten.

1877

Artikel XXI.

Die Dauer der von der k. k. Regierung zum Betriebe des auf österreichischem Gebiete gelegenen Theiles der im Art. I bezeichneten Eisenbahnverbindung ertheilten Einwilligung wird auf Sechzig Jahre, vom Tage der Betriebseröffnung an gerechnet, festgesetzt, nach deren Verlaufe über die Fortsetzung des Betriebes der auf österreichischem Gebiete gelegenen Strecke und die Bedingungen dieses Betriebes eine neuerliche Vereinbarung zwischen den beiden hohen Regierungen getroffen werden wird.

Der k. k. österreichischen Staatsverwaltung bleibt aber auch das Recht vorbehalten, die fragliche, auf österreichischem Gebiete liegende Bahnstrecke zu jeder Zeit, nach vorausgegangener halbjähriger Kündigung, gegen Erlag der effectiven gesetzlichen Münzwährung einzulösen.

Artikel XXII.

Im Falle die gedachte, auf österreichischem Gebiete gelegene Bahnstrecke durch Einlösung von der k. k. österreichischen Regierung erworben werden sollte, wird für die entsprechende Fortführung des Betriebes auf dieser Strecke durch ein besonderes Uebereinkommen Vorsorge getroffen werden.

Artikel XXIII.

Der gegenwärtige Vertrag soll beiderseits zur Allerhöchsten Genehmigung vorgelegt werden und die Auswechslung der Ratifications-Urkunden binnen vier Wochen zu Wien erfolgen.

Dessen zur Urkunde haben die beiderseitigen Bevollmächtigten den Vertrag in zwei gleichlautenden Ausfertigungen unter Beifügung ihrer Siegel eigenhändig unterzeichnet.

Wien, am 16. Mai 1877.

Konradsheim m. p. von *Suttner* m. p.
Wittek m. p.

So haben Wir nach Prüfung sämmtlicher Artikel dieses Vertrages denselben gutgeheissen und genehmigt und versprechen auch mit Unserem kaiserlichen und königlichen Worte für Uns und Unsere Nachfolger, solchen seinem ganzen Inhalte nach getreu zu beobachten und beobachten zu lassen.

Zu dessen Bestätigung haben Wir gegenwärtige Urkunde eigenhändig unterzeichnet und selber Unser kaiserliches und königliches Insiegel beidrucken lassen.

So geschehen zu Wien am dritten des Monates Juni im Jahre des Heiles Eintausend achthundert siebenundsiebzig Unserer Reiche im neunundzwangzigsten. 1877

Franz Joseph m. p.

L.S.

Andrássy m. p.

Auf Allerhöchsteigenen Befehl Seiner k. und k. Apostolischen Majestät

Wilhem Freiherr von *Konradsheim* m. p.
k. u. k. Hof- und Ministerialrath.

Der vorstehende Staatsvertrag, zu welchem ein zumeist Vollzugsbestimmungen enthaltendes, von den beiderseitigen Bevollmächtigten am 16. Mai 1877 unterzeichnetes Schlussprotokoll gehört, wird mit der Wirksamkeit für die im Reichsrathe vertretenen Königreiche und Länder kundgemacht.

Wien, am 14. August 1877.

Auersperg m. p. *Chlumecky* m. p.

985.

16 mai 1877.

Procès-verbal dressé à Vienne à l'égard de la révision de l'arrangement pris à Lindau, le 28 mai 1872, entre les directions des chemins de fer bavarois et du Vorarlberg.

(Archives du ministère Imp. et R. des affaires étrangères.)

*Protokoll vom 16. Mai 1877, aufgenommen zu Wien am 16. Mai 1877 in Betreff der Revision des zwischen der General-Direction der königl. bayer. Verkehrsanstalten und der Direction der k. k. priv. Vorarlberger Bahn zu Lindau am 28. Mai 1872 abgeschlossenen Vertrages.**)

Ueber Anregung der k. und k. österr.-ungar. Regierung anlässlich des Abschlusses eines Staatsvertrages über die Herstellung einer nach Eger einmündenden Abzweigung der bayer. Fichtelgebirgsbahn sind die unterzeichneten Delegirten der

*) Der citirte, in Durchführung des Staatsvertrages vom 27. August 1870 (E. G. S. III. Bd., S. 378) abgeschlossene Vertrag betrifft die Betriebsführung der Vorarlberger Bahn auf der bayerischen Anschlussstrecke von Lindau zur Landesgrenze bei Laiblach und die Mitbenützung des Lindauer Bahnhofes, v. Anhang.

1877 k. und k. österr.-ungar. Regierung einerseits und der kgl. bayer. Regierung anderseits in Unterhandlung getreten zu dem Zwecke, um für die k. k. priv. Vorarlberger Bahn eine deren Betriebs- und Verkehrsverhältnissen angemessene Erleichterung von den Lasten herbeizuführen, welche derselben, nach dem zwischen der Direction dieser Bahn und der Generaldirection der königl. bayer. Verkehrsanstalten abgeschlossenen Vertrage, ddo. Lindau 28. Mai 1872, obliegen.

Nach eingehender Erörterung der in Betracht kommenden Verhältnisse ist zwischen den beiderseitigen Delegirten die nachstehende Vereinbarung getroffen worden:

1.

Der Vertrag zwischen der Generaldirection der königl. bayer. Verkehrsanstalten und der Direction der k. k. priv. Vorarlberger Bahn, ddo. Lindau 28. Mai 1872, soll im Wege unmittelbarer Verhandlung beider Verwaltungen einer Revision unterzogen und dieselbe binnen längstens drei Monaten durchgeführt werden.

2.

Für diese Revision wird schon jetzt bestimmt, dass von dem Capitale, welches der k. k. priv. Voralberger Bahn anlässlich des Baues und der Benützung der bayerischen Pachtstrecke zur Verzinsung an die kgl. bayer. Regierung angerechnet worden ist, abgeschrieben werden:

a) Die Summe von Vierzigtausend (40.000) Gulden süddeutsche Währung = rund Sechzigachttausendsechshundert (68.600) Mark für Mitbenützung der Localitäten und Anlagen im inneren Bahnhofe zu Lindau.

b) Der Betrag von Einhundertvierzehntausend (114.000) Mark für Herstellung der ausschliesslich bayerischen Geleiseverbindung vom Rangirbahnhofe in Lindau zur bayerischen Süd-Nordbahn in der Richtung gegen Kempten, und zwar vom ersten Wechsel im Rangirbahnhofe bis zum Anschlusspunkte an die Kemptner Spur.

3.

Der Antheil der Vorarlberger Bahnverwaltung an den gemeinschaftlichen Ausgaben für Betrieb und Unterhaltung der beiden Bahnhöfe, sowie der gemeinschaftlichen Verbindungsgeleise einschliesslich der Personalbezüge, soweit dieser Antheil bisher auf den dritten Theil festgesetzt war, wird für die Zeit

bis zum Ablaufe des Vertrages vom 28. Mai 1872 — demnach 1877
bis einschliesslich 28. Mai 1882 — auf den vierten Theil ermässigt.

4.

Bis zur einverständlichen Regulirung auf Grund der Bewerthung und Vergütung der beiderseitigen Leistungen im Rangirdienste soll die bisher von der Vorarlberger Verwaltung mit täglich sechs (6) Mark bezahlte Beitragsleistung zu den Kosten des durch bayerische Maschinen und Bedienstete besorgten Rangirdienstes im inneren Bahnhofe zu Lindau in Wegfall kommen.

5.

Die Vornahme von neuen Herstellungen oder Erweiterungen bestehender Anlagen der bayerischen Pachtstrecke und der zugehörigen Bahnhöfe à Conto des Baufondes hat, insoweit die Auslagen dem zu verzinsenden Capitale zugerechnet werden sollen, nur nach vorherigem Einvernehmen und im Einverständnisse mit der Verwaltung der k. k. priv. Vorarlberger Bahn stattzufinden.

6.

Die vorstehenden, zur Erleichterung der Vorarlberger Bahn vereinbarten Zugeständnisse treten schon für die Zeit vom 1. Jänner 1877 an in Wirksamkeit.

7.

Die gegenwärtige Vereinbarung verliert ihre bindende Kraft in dem Falle, wenn wider Vermuthen der gleichzeitig unterzeichnete Staatsvertrag über die Herstellung einer nach Eger einmündenden Abzweigung der bayerischen Fichtelgebirgsbahn die vorbehaltene Ratification nicht erlangen sollte.

8.

Das gegenwärtige Protokoll soll beiderseits zur höheren Genehmigung* vorgelegt werden und die gegenseitige Mittheilung dieser Genehmigung binnen längstens vierzehn Tagen erfolgen.

Nachdem schliesslich von Seite der österr.-ungar Delegirten die Erwartung ausgesprochen worden war, dass bei der bevorstehenden Revision des Betriebsvertrages vom 28. Mai 1872 allfällige sonstige Anregungen der Vorarlberger Bahn von der

1877 Erwägung nicht ausgeschlossen sein werden, wurde das gegenwärtige Protokoll in zweifacher Ausfertigung von den Delegirten der beiden Regierungen unterzeichnet und haben die Delegirten je ein Exemplar zur Vorlage an ihre hohen Regierungen entgegengenommen.

Wien, am 16. Mai 1877.

Die Delegirten der k. k. österr.-ungar. Regierung:

Wilh. Freih. v. *Konradsheim* m. p.
k. u. k. Hof- und Ministerialrath.

Dr. Heinrich Ritter v. *Wittek* m. p.
k. k. Sectionsrath.

Die Delegirten der kgl. bayer. Regierung:

v. *Suttner* m. p.
k. Ministerialrath.

Ernst *Roder* m. p.
k. Generaldirectionsrath.

---

* Die im Punkt 8 des vorstehenden Protokolls vorbehaltene Genehmigung ist österreichischerseits mit Verfügung des k. k. Handels-Ministeriums vom 23. Mai 1877, Z. 15316, und bayerischerseits mittelst Entschliessung des k. bayerischen Staatsministeriums des k. Hauses und des Aeussern vom 27. Mai 1877, ad. Nr. 1568-II ertheilt worden.

986.

19 mai 1877.

Ordonnance du ministère Imp. R. du commerce concernant l'introduction de mandats de poste entre l'Autriche-Hongrie et les États-Unis de l'Amérique du Nord par l'intermédiaire des postes Suisses.

(P. V. Bl. 1877, Nr. 32.)

Einführung von Postanweisungen nach den Vereinigten Staaten von Nordamerika durch Vermittlung der schweizerischen Postanstalt. H-M. Z. 10348.

In Folge einer mit der Schweizer Postverwaltung getroffenen Vereinbarung können vom 1. Juni d. J. Postanweisungen aus Oesterreich-Ungarn nach den Vereinigten Staaten von Nordamerika durch Vermittlung der schweizerischen Postanstalt zur Versendung gelangen. Diese Anweisungen sind von den Absendern an das schweizerische Postbureau in Basel zu adressiren und dahin abzufertigen.

Dieselben sind auf denselben Blanquetten, welche für die 1877
Postanweisungen aus Oesterreich-Ungarn nach der Schweiz in Anwendung kommen, auszustellen und überhaupt genau so zu behandeln, wie die Postanweisungen aus Oesterreich-Ungarn nach der Schweiz selbst; jedoch müssen auf dem, dem Anweisungsblanquette beigefügten Coupon in dem leeren Raum statt der brieflichen Mittheilungen, welche nicht zulässig sind, die Namen der Empfänger mit möglichst genauer Bezeichnung des Ortes (Staat, Provinz, Gemeinde, beziehungsweise Strassen und Hausnummern, Wohnung oder Geschäftslocal), wo die Auszahlung der Anweisung erfolgen soll, deutlich angegeben sein.

Die Gebühr für diese Anweisungen, welche bei der Aufgabe nur bis Basel frankirt werden können, beträgt

a) für Postanweisungen bis 37 fl. 50 kr. österr. Bankvaluta 20 Kreuzer, und

b) für Postanweisungen über 37 fl. 50 kr. bis 75 fl. österr. Bankvaluta 30 Kreuzer.

Die Einzahlung der Anweisungsbeträge hat in österr. Bankvaluta zu erfolgen, und ist die Umrechnung des eingezahlten Betrages aus dieser Währung auf die Franken-Goldwährung durch jenes österreichische Auswechlungs-Postamt vorzunehmen, welches die Anweisung mittelst eines directen Kartenschlusses an die Schweiz abfertiget.

Bezüglich der Verrechnung haben dieselben Bestimmungen in Anwendung zu kommen, welche für den Postanweisungsverkehr mit der Schweiz gelten.

Die Aufgeber von derlei Anweisungen sind aufmerksam zu machen, dass letztere nur bis Basel frankirt sind, und dass die schweizerisch-amerikanische Taxe für die Weiterbeförderung von Basel bis zum Bestimmungsorte in Amerika, welche 20 Centimes für je 10 Francs beträgt, in allen Fällen von dem angewiesenen Betrage in Abzug gebracht wird. Der in österreichischer Bankvaluta eingezahlte und durch das österreichische Auswechslungs-Postamt auf die Franken-Goldwährung umgerechnete Betrag wird nach Abzug der schweizerisch-amerikanischen Anweisungsgebühr nach dem Verhältnisse von 5·15 Francs = 1 Dollar Gold auf die Dollar-Goldwährung umgerechnet.

Da die Auszahlung der Postanweisungen in Amerika jedoch in Papiergeld erfolgt, so wird der in Dollars ermittelte Betrag nach dem jeweiligen New-Yorker Tagescourse aus der Goldwährung auf die Papierwährung reducirt, und der auf diese Weise ermittelte Betrag dem Adressaten in Amerika ausgezahlt.

1877

987.

19 mai 1877.

Résolution Impériale à l'égard de l'introduction d'une taxe à payer pour les titres de fournisseur de la Cour Imp. R.

(Wiener Zeitung 1877, Nr. 118.)

Se. k. u. k. Apostolische Majestät haben mit Allerhöchster Entschliessung vom 19. Mai d. J. die Einführung einer Taxe für die Verleihnng des k. k. Hoftitels allergnädigst zu genehmigen geruht.

Die Taxe beträgt zweihundertfünfzig Gulden, gleichviel ob die Verleihung an einen Einzelnen oder an mehrere Theilhaber einer Gesellschaftsfirma erfolgt. Für die Verleihung an einen neu eintretenden Gesellschafter, auf welchen der Hoftitel ausgedehnt werden will, ist der halbe Taxbetrag zu entrichten. Die Uebertragung des Hoftitels an einen Geschäftsnachfolger ist einer neuen Verleihung gleichzuachten und unterliegt der ganzen Taxe.

Von Seiten der Bewerber aus den im Reichsrathe vertretenen Königreichen und Ländern oder aus dem Auslande sind, sobald ihnen die Geneigtheit, ihrem Gesuche um Verleihung des Hoftitels überhaupt zu willfahren, intimirt sein wird, die Taxbeträge bei der Direction des k. k. österreichischen Museums für Kunst und Industrie in Wien, von Seiten der Bewerber aus den zur ungarischen Krone gehörigen Ländern bei der Präsidialkanzlei des kgl. ungarischen Handelsministeriums in Budapest einzuzahlen.

Die eingehenden Taxen sind der Förderung der Industrie und des Kunstgewerbes gewidmet und werden zu Bestellungen an Schüler der Kunstgewerbeschule in Wien, an Industrielle und Gewerbetreibende, zu Reisestipendien u. dergl., beziehungsweise zum Besten des ungarischen Gewerbemuseums in Budapest verwendet werden.

988.

26/14 mai 1877.

Ukase Impérial russe éditant les dispositions relatives au traitement des navires ottomans et neutres dans la guerre russo-turque.

(Livre Rouge 1878, Nr 56.)

Freiherr von Langenau an Grafen Andrássy.

St. Petersburg, 26./14. Mai 1877.

Die Nummer 41 des Reichsgesetzblattes (»Bulletin des lois«) vom 12./24. Mai veröffentlicht eine Verordnung des dirigirenden Senates über die Behandlung sowohl der türkischen Schiffe und Unterthanen, als auch derjenigen der neutralen Mächte, und

habe ich die Ehre Euer Excellenz diese Verordnung anliegend 1877
in französischer Uebersetzung ganz ergebenst zu unterbreiten, indem ich Euer Excellenz u. s. w.

(Annexe.) St. Pétersbourg, le 13 mai 1877.

Le «Bulletin des lois» publie dans son No. 41 l'oukase Impérial suivant au sénat dirigeant en date du 12 mai:

En présence de l'état de guerre qui existe entre la Russie et la Turquie, Sa Majesté l'Empereur ordonne à toutes les autorités et à tous les fonctionnaires militaires et civils que les présentes concernent de se conformer, pendant la guerre actuelle, aux dispositions ci-après, à l'égard de la Puissance ennemie et de ses sujets, ainsi que des États neutres et de leurs sujets:

I. Les sujets de la Porte qui résident dans l'Empire sont autorisés à continuer pendant la guerre leur séjour et l'exercice de professions paisibles en Russie, sous la protection des lois russes.

II. A l'égard des navires de commerce turcs que la déclaration de guerre a trouvés dans des ports et havres russes, confirmation est faite de la disposition en vertu de laquelle ils sont libres de sortir de ces ports et de prendre la mer durant le délai nécessaire pour leur permettre de charger des marchandises ne constituant pas des objets de contrebande de guerre.

III. Les sujets des États neutres peuvent continuer sans obstacles leurs relations commerciales avec les ports et villes russes, en observant les lois de l'Empire et les principes du droit international.

IV. Les autorités militaires sont tenues de prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la liberté du commerce légitime des neutres, pour autant qu'elle est permise par les conditions des opérations de guerre.

V. Aux termes de la déclaration de Paris du 4 (16) avril 1856, la course est considérée comme abolie et la délivrance de lettres de marque est interdite.

Conformément à la même déclaration, les règles suivantes doivent être observées à l'égard du commerce des neutres:

1° Le pavillon neutre couvre la marchandise ennemie, à l'exception de la contrebande de guerre.

2° La marchandise neutre, à l'exception de la contrebande de guerre, n'est pas saisissable sous pavillon ennemi.

3° Les blocus, pour être obligatoires, doivent être effectifs, c'est à dire maintenus par une force suffisante pour interdire réellement l'accès du littoral de l'ennemi.

Ces dispositions de la déclaration de Paris sont applicables à toutes les Puissances, sans en excepter les États-Unis de

1877 l'Amérique du Nord et l'Espagne, qui jusqu'à présent n'ont pas adhéré à cette déclaration.

VI. Sont réputés contrebande de guerre les objets suivants:

Les armes portatives et d'artillerie, montées ou en pièces détachées; les munitions d'armes à feu, telles que projectiles, fusées d'obus, balles, amorces, cartouches, tubes de cartouches, poudre, salpêtre, soufre; le matériel et les munitions de pièces explosibles, telles que mines, torpilles, dynamite, pyroniline et autres substances fulminantes; le matériel de l'artillerie, du génie et du train, tels que affûts, caissons, caisses de cartouches, forges de campagne, cantines, pontons etc.; les objets d'équipement et d'habillement militaires, tels que gibernes, cartouchières, sacs, cuirasses, outils de sape, tambours, selles et harnais, pièces d'habillement militaire, tentes etc., et en général tous les objets destinés aux troupes de terre ou de mer.

Ces objets, lorsqu'ils sont trouvés à bord de navires neutres et destinés à un port ennemi, peuvent être saisis et confisqués, sauf la quantité qui est nécessaire au navire sur lequel est opérée la saisie.

VII. Sont assimilés à la contrebande de guerre les actes suivants, interdits aux neutres: le transport de troupes ennemies, celui de dépêches et de la correspondance de l'ennemi, la fourniture de navires de guerre à l'ennemi.

Les navires neutres pris en flagrant délit de semblable contrebande peuvent être, selon les circonstances, saisis et même confisqués.

VIII. Pendant la durée des opérations militaires sur le Danube et sur les rives de ce fleuve le Commandant supérieur de l'armée active russe est tenu de prendre toutes les mesures en son pouvoir afin de laisser libres autant que possible la navigation et le commerce licite des neutres sur ce fleuve et de ne les soumettre qu'à des restrictions temporaires nécessitées par les exigences de la guerre; ces restrictions doivent être levées aussi promptement que possible.

IX. L'autorité militaire prêtera en outre sa protection particulière aux constructions, aux travaux et au personnel de la Commission européenne du Danube, couverts par le pavillon neutre spécial de cette Commission.

X. Conformément à la convention de Genève du 10 (22) août 1864, relative aux militaires malades ou blessés, les commandants des armées belligérantes sont tenus de respecter les dispositions de cette convention qui stipulent l'inviolabilité des hôpitaux, ambulances et personnel médical de l'ennemi, à la condition de réciprocité de la part de l'ennemi.

Remarque. — Lorsque le Gouvernement turc aura, avec le 1877
consentement préalable de la Russie, adopté, au lieu du pavillon de Genève avec la croix rouge, un signe distinctif particulier pour ses hôpitaux et ambulances, les commandants des armées belligérantes prendront toutes les mesures nécessaires pour assurer l'inviolabilité des établissements et des personnes placés sous la sauvegarde de ce signe distinctif, conformément à la convention de Genève, si les stipulations de cette dernière sont observées par les autorités ottomanes.

XI. Conformément à la déclaration de St. Pétersbourg du 29 novembre (11 décembre) 1868, l'emploi de projectiles d'un poids inférieur à 400 grammes qui seraient ou explosibles ou chargés de matières fulminantes ou inflammables est absolument interdit.

XII. Afin d'atténuer les calamités de la guerre et de concilier autant qu'il est possible et sous réserve de réciprocité les exigences de la guerre avec celles de l'humanité, l'autorité militaire se conformera dans ses actes à l'esprit des principes posés par la Conférence le Bruxelles en 1874, en tant qu'ils sont applicables à la Turquie et s'accordent avec le but spécial de la guerre actuelle.

989.

26 mai 1877.

Circulaire de l'autorité maritime à Fiume par laquelle les fonctionnaires consulaires allemands doivent être invités à assister à tous les actes judiciaires ou administratifs à l'égard des bâtiments allemands.

(Ann. marit. 1878, Nr. 5.)

Circolare del r. Governo marittimo in Fiume di data 26 maggio 1877 N. 1214 diretta a tutti i rr. Uffici di porto, colla quale dispone che i funzionari consolari germanici siano d' or innanzi invitati ad assistere a tutte le pertrattazioni giudiziarie od amministrative che avessero luogo con dei capitani o marinai di navigli germanici.

L'Ambasciata germanica residente in Vienna ha diretto all' i. e r. Ministero degli Affari Esteri una Nota, colla quale richiamandosi alla reciprocità espressa dal §. 20 del trattato commerciale e doganale conchiuso in data 9 marzo 1868 colla lega doganale germanica, prega venisse disposto, affinchè i funzionarî consolari germanici, siano d' or innanzi invitati ad assistere a tutte le pertrattazioni giudiziarie od amministrative, che avessero luogo con dei capitani o marinai di navigli germanici.

A questa domanda diede motivo la protesta del Console germanico di Trieste, pel fatto ivi avveratosi d'una pertrattazione

1877 con l' equipaggio di un naviglio germanico, alla quale lo stesso non venne invitato ad assistere.

Le convenzioni consolari conchiuse nei tempi i più recenti, e specialmente quella dell' 11 dicembre 1866 colla Francia, dei 9 giugno 1873 con il Portogallo (vedi articolo di lege XXXII del 1874) e dei 15 maggio 1874 coll' Italia (vedi articolo di legge XIII del 1875) regolano dettagliatamente i rapporti consolari e prescrivono l' invito dei consoli alle pertrattazione giudiziarie ed amministrative.

Il § 20 del trattato conchiuso colla Germania in data 9 marzo 1868 (inarticolato fra le leggi dell' Ungheria coll' articolo VII dell' anno 1868) stabilisce che »i consoli dell' una delle parti contraenti dovranno nel territorio dell' altra parte, sotto condizione della reciprocanza, godere di tutte quelle prerogative, facoltà ed esenzioni, di cui fruisce o verrà a fruire qualunque altro di un terzo stato«.

E stantechè dalla Nota diretta al nostro Ministero degli Affari Esteri risulta, che da parte germanica vennero prese le necessarie disposizioni per l' invito dei nostri Consoli alle pertrattazioni che in porti germanici potrebbero aver luogo con dei capitani o marinai di navigli austriaci od ungheresi, perciò anche la Germania, per la condizione di reciprocanza ed in seguito al pattuito equiparamento alla nazione la più favorita, può chiedere con diritto, che i suoi consoli vengano invitati in casi consimili nei nostri porti. Locchè si partecipa a codesto regio Ufficio di porto in seguito ad ossequiato Dispaccio 7 maggio a. c. N. 7826 dell'Ecc. R. Ministero ungarico del Commercio, Industria ed Agricoltura coll' incarico d'invitare i consoli germanici ad assistere a tutte quelle pertrattazioni, che nel cerchio delle proprie attribuzioni potrebbero aver luogo con dei capitani o marinai di navigli germanici.

990.

30 mai 1877.

Publication du ministère des finances concernant l'établissement d'un bureau principal de douane de 2me classe dans la gare de Halbstadt et la suppression du bureau principal de 2me classe à Braunau.

(R. G. Bl. 1877, Nr. 42.)

Kundmachung des Finanzministeriums vom 30. Mai 1877, betreffend die Errichtung eines Hauptzollamtes II. Classe im Eisenbahnhofe zu Halbstadt und Aufhebung des Hauptzollamtes II. Classe zu Braunau.

In Vollziehung des Staatsvertrages vom 2. März 1877 zwischen Oesterreich - Ungarn und dem Deutschen Reiche

betreffend die Herstellung einer Eisenbahn-Verbindung von 1877
Chotzen über Halbstadt und Friedland nach Altwasser (R. G. Bl. Nr. 22) ist anlässlich der Betriebseröffnung der Eisenbahnstrecke Chotzen-Halbstadt-Altwasser im Bahnhofe zu Halbstadt ein mit einem kgl. preussischen Nebenzollamte I. Classe combinirtes k. k. Hauptzollamt II. Classe mit der Ermächtigung zur Anwendung des abgekürzten Zollverfahrens für den Eisenbahn-Verkehr nach der Vorschrift vom 18. September 1857 (R. G. Bl. Nr. 175) errichtet worden, das am 15. Mai 1877 seine Wirksamkeit begonnen hat.

Mit diesem Tage wurde das k. k. Hauptzollamt II. Classe zu Braunau aufgehoben.

Pretis m. p.

991.

2 juin 1877.

Déclarations de l'Allemagne et de la Grèce relatives à la substitution du Croissant à la Croix rouge pour les ambulances ottomanes.

(Livre Rouge 1878, Nr. 60.)

Le Conseil Fédéral suisse au Comte Andrássy.

Berne, le 2 juin 1877.

Le Conseil Fédéral de la Confédération suisse a l'honneur de communiquer par la présente à Son Excellence Monsieur le Ministre des affaires étrangères d'Autriche-Hongrie la note qu'il adresse en date de ce jour au Gouvernement de la Sublime Porte pour porter à Sa connaissance les réponses de l'Allemagne et de la Grèce à la circulaire du 29 novembre dernier relative à la substitution du Croissant à la Croix rouge pour les ambulances ottomanes.

Il saisit cette occasion etc.

(Annexe 1.) Berne, le 2 juin 1877.

Se référant à ses communications du 13 et du 23 avril dernier, le Conseil Fédéral de la Confédération suisse a l'honneur de remettre ci-joint à Son Excellence Safvet Pascha, Ministre des affaires étrangères de la Sublime Porte, copie de la note que Son Excell. M. de Bülow lui a adressée en date du 23 avril, relativement à la substitution du Croissant à la Croix rouge pour les ambulances ottomanes.

Le Gouvernement Impérial allemand propose de n'admettre la mesure projetée par la Sublime Porte que comme un mode de vivre pour la guerre actuelle, ce mode de vivre devant en premier lieu recevoir l'assentiment de l'autre belligérant, puis être approuvé ensuite par les autres États contractants.

1877 Le Gouvernement Impérial russe a dès lors porté à la connaissance du Conseil Fédéral qu'il adhérait à la proposition de l'Allemagne, à condition toutefois que la Sublime Port déclarât officiellement s'engager à respecter la Croix rouge, et qu'en vue des actions militaires engagées, il avait autorisé ses commandants en chef à s'entendre directement avec les chefs militaires turcs au sujet d'un règlement provisoire pour sauvegarder l'inviolabilité des ambulances respectives.

Le Conseil Fédéral estime que la Sublime Porte, comme signataire de la Convention de Genève, n'hésitera pas à faire, sous la forme qui lui paraîtra convenable, une déclaration conforme au désir exprimé par le Cabinet de St. Pétersbourg.

Par l'adoption de la proposition de la part des deux Gouvernements la Convention de Genève ne serait modifiée absolument que pour les deux belligérants pendant la durée de la guerre actuelle. Si, au contraire, le mode de procéder proposé n'était pas accepté par la Sublime Porte, comme il l'a été par la Russie, les dispositions de la Convention de Genève continueraient à être obligatoires pour les belligérants comme par le passé.

Le Conseil Fédéral joint également à la présente copie de la note que le Gouvernement hellénique lui a adressée en date du 14/26 avril, en réponse à la circulaire du 29 novembre dernier.

Il saisit cette occasion etc

Au nom du Conseil Fédéral suisse,

Le Chancelier de la Confédération: (Signé:) *Schiess.*

Pour le Vice-Président: (Signé:) *Scherer.*

(Annexe 2.) Berlin, 25. April 1877.

Der Unterzeichnete hat die Ehre gehabt, die gefälligen Mittheilungen zu empfangen, welche ihm unterm 29. November v. J. und 13. d. M. seitens des Schweizerischen Bundesrathes gemacht worden sind, und den Beschluss der Pforte, ihrerseits als Unterscheidungszeichen der Genfer Convention den rothen Halbmond an Stelle des rothen Kreuzes zu wählen, zum Gegenstande haben.

Die Deutsche Reichsregierung, welche diese Angelegenheit einer eingehenden Prüfung unterzogen hat, trägt nach dem Ergebnisse der letzteren kein Bedenken, sich in allen wesentlichen Punkten der seitens des kaiserlich russischen Gonvernements kundgegebenen Auffassung anzuschliessen.

Die Pforte will zu der in Rede stehenden Massnahme, — welche auch nach diesseitiger Ansicht jedenfalls der Zustimmung der übrigen Conventionsstaaten bedarf, — durch die Wahrnehmung

bestimmt worden sein, dass das in der Genfer Convention vereinbarte Unterscheidungszeichen die Gefühle der muselmännischen Soldaten verletze. 1877

Wenn dies zutrifft, so kann der Grund nur in der irrthümlichen Voraussetzung der muselmännischen Bevölkerung gefunden werden, als ob bei der Vereinbarung jenes Unterscheidungszeichens die Absicht dahin gegangen sei, demselben eine religiöse Bedeutung beizulegen, während in Wirklichkeit für dessen Wahl nur das Emblem der schweizerischen Nationalflagge als Ausgangspunkt gedient hat.

Anderseits würde gerade der Halbmond dem Sanitätspersonal und Material äusserlich eine specifisch religiöse Gestaltung geben und dadurch Gegensätze herbeiführen, welche dem Geiste der Genfer Convention widerstreiten.

Ueberdies bietet der Umstand, dass der Halbmond auch als Emblem auf der türkischen Nationalflagge sich befindet, zu erheblichen Bedenken gegen dessen gleichzeitige Wahl als neutrales Unterscheidungszeichen Anlass, und würde dies eventuell jedenfalls eine Modification des türkischen Vorschlages bedingen.

Sollte aber auch durch eine Massnahme, wie die Pforte sie beabsichtigt, die Organisation der durch die Genfer Convention gebotenen Einrichtungen und das Functioniren des betreffenden Personals und Materials auf türkischer Seite erleichtert werden können, so ist doch nicht abzusehen, dass dadurch zugleich eine Garantie gegen die Nichtachtung des an den Sanitätsanstalten und an dem Sanitätspersonal des Gegners unverändert verbleibenden rothen Kreuzes seitens der muselmännischen Soldaten geboten sein würde.

Eine derartige Garantie aber wird — auch hierin kann die Deutsche Reichsregierung der Ansicht des St. Petersburger Cabinets nur beipflichten — die unerlässliche Vorbedingung einer etwaigen Anerkennung der Vorschläge der Pforte durch die übrigen Conventionsstaaten sein müssen.

Uebrigens dürfte es sich eventuell, auch wenn die gedachte Vorbedingung erfüllt werden sollte, empfehlen, jenen Vorschlägen nicht definitiv, d. h. mit der Wirkung einer entsprechenden endgiltigen Abänderung der Genfer Convention zuzustimmen, sondern nur für den etwa gegebenen nächsten Kriegsfall die in Rede stehende Massnahme der Pforte als *modus vivendi* zuvörderst auf Seiten des Gegners und sodann seitens der übrigen Conventionsstaaten anzuerkennen.

Auf diese Weise wäre die Möglichkeit gewahrt, an der Hand der zu machenden weiteren Erfahrungen zunächst zu prüfen, ob

1877 das neue Unterscheidungszeichen — immerhin mit der noch vorausgesetzten Modification — geeignet ist, den conventionsmässigen Zweck zu erfüllen.

Es darf bei obigem Vorschlage daran erinnert werden, dass im Kriegsfalle die — noch nicht ratificirten — Zusatzartikel zur Genfer Convention mit den später vereinbarten Interpretationen ebenfalls nur als *modus vivendi* auf Grund einer diesfälligen Erklärung der kriegführenden Theile würden in Geltung gesetzt werden können, wie dies auch im Jahre 1870 beim Ausbruche des damaligen Krieges geschehen ist.

Den formellen Erfordernissen hinsichtlich einer eventuellen Anerkennung des mehrgedachten neuen Unterscheidungszeichens dürfte, wenn dieselbe mit der diesseits befürworteten Beschränkung auf den einzelnen Kriegsfall erfolgt, durch eine zu Handen des Schweizerischen Bundesrathes abzugebende einfache Erklärung der einzelnen Conventionsstaaten entsprochen werden können, ohne dass es dieserhalb eines förmlichen internationalen Actes bedürfen wird.

Indem der Unterzeichnete Seiner Excellenz dem Bundes-Präsidenten der Schweizerischen Eidgenossenschaft Herrn Heer das Vorstehende als die Auffassung der Deutschen Reichsregierung ganz ergebenst mitzutheilen sich beehrt, benutzt er mit Vergnügen auch diesen Anlass u. s. w.

(Gezeichnet:) v. *Bülow.*

992.

4 juin 1877.

Déclaration échangée entre l'Autriche et l'Italie pour la prorogation de la durée du traité de commerce et de navigation conclu le 23 avril 1867.

(R. G. Bl. 1877, Nr. 48.)

Erklärung der k. und k. österreichischen Regierung und der kgl. italienischen Regierung vom 4. Juni 1877, betreffend die Verlängerung der Wirksamkeit des Handels- und Schifffahrts-Vertrages vom 23. April 1867.

Die Regierung Seiner Majestät des Kaisers von Oesterreich, Königs von Böhmen etc. und Apostolischen Königs von Ungarn und die Regierung Seiner Majestät des Königs von Italien sind in Erwägung, dass der am 23. April 1867 zwischen Oesterreich-Ungarn und Italien abgeschlossene Handels- und Schifffahrts-Vertrag in Folge geschehener Kündigung desselben mit 1. Juli 1877 ausser Wirksamkeit zu treten hat, und in Aner-

kennung der Nützlichkeit, die Wirksamkeit dieses internationalen 1877
Actes zu verlängern, über nachstehende Bestimmung übereingekommen:

Der am 23. April 1867 zwischen Oesterreich-Ungarn und Italien abgeschlossene Handels- und Schifffahrts-Vertrag wird bis 31. December 1877 in Wirksamkeit bleiben.

Urkund dessen haben die hierzu gehörig ermächtigten Unterzeichneten vorstehende Erklärung gefertigt und ihre Siegel beigedrückt.

Geschehen in zweifacher Ausfertigung zu Rom, den 4. Juni 1877.

(L. S.) Baron *Haymerle* m. p. (L. S.) *Melegari* m. p.

Die vorstehende Erklärung wird nach erfolgter Zustimmung der beiden Häuser des Reichsrathes hiemit kundgemacht.

Wien, am 27. Juni 1877.

Auersperg m. p. *Chlumecky* m. p.

993.

5 juin 1877.

Ordonnance du ministère Imp. R. du commerce à l'égard de l'accession du Brésil et des colonies portugaises à l'union postale de Berne.

(P. V. Bl. 1877, Nr. 36.)

Beitritt Brasiliens und der portugiesischen Colonien zum allgemeinen Postvereine. H.-M. Z. 16993.

Brasilien, sowie die nachstehend bezeichneten portugiesischen Colonien, nämlich Goa und Zugehör (Daman und Diu), Macao (China), die Capverdischen Inseln (St. Antonio, Brava, Fuego, St. Jago, St. Nicolas, St. Vincent) und Zugehör (Bissao und Cacheu), ferner Angola und die Inseln St. Thomas und Principe mit Einschluss der Niederlassung in Ajuda, endlich Mozambique und der nordwestliche Theil von Timor sind dem allgemeinen Postvereine beigetreten*), und finden die Bestimmungen des Berner Postvertrages vom 9. October 1874 und des dazu gehörigen Reglements auf den Correspondenz-Verkehr mit diesen Inseln und Gebieten vom 1. Juli d. J. ab Anwendung.

Für die Correspondenzen nach und von diesen Ländern und Colonien sind von diesem Termine ab dieselben Portosätze, wie für die Correspondenzen nach und aus Britisch-Indien und den französischen Colonien (Verordnung vom 11. Juni 1876, Z. 4744, P. V. Bl. Jahrgang 1876, Seite 141) einzuheben, nämlich:

1877 *a)* für frankirte Briefe 20 kr. für je 15 Grammen;
b) für unfrankirte Briefe 30 kr. für je 15 Grammen;
c) für Correspondenzkarten 10 kr. pro Stück;
d) für Zeitungen, sonstige Drucksachen unter Band, Sendungen mit Waarenproben und Geschäftspapiere 6 kr. für je 50 Grammen;
e) für recommandirte Correspondenzen an Recommandationsgebühr 10 kr. und
f) für ein Retour-Recepisse 10 kr.

Die k. k. Post-Directionen ausserhalb Wien haben diese Bestimmungen durch die Landeszeitung zu verlautbaren.

---

*) Voici les communications respectives du bureau de Berne.

Berne, le 29 mars 1877.

Les Colonies néerlandaises, les Colonies britanniques, le Japon et le Brésil ayant demandé à être admis dans l'Union Générale des Postes aux mêmes conditions que l'ont été les Colonies françaises et l'Inde britannique, c'est-à-dire aux conditions de l'arrangement signé à Berne, le 27 janvier 1876, les Administrations qui ont des conventions postales ou des relations directes avec ces pays se sont déclarées d'accord avec leur admission dans l'Union. Cette entente, communiquée à tous les membres de l'Union, n'a soulevé aucune objection dans le délai de six semaines prévu par l'art 17 du traité de l'Union postale, en sorte qu'en vertu de ce même article l'adhésion des Colonies néerlandaises, des Colonies britanniques, du Japon et du Brésil, considérée comme accomplie, devait être constatée par des actes diplomatiques entre le Gouvernement de l'Administration gérante et les Gouvernements des Administrations admises dans l'Union.

En conséquence, le Conseil fédéral suisse, au nom des membres de l'Union, a échangé le 19 janvier 1877 avec le Gouvernement des Pays-Bas, le 23 février avec le Gouvernement du Royaume Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande et le Gouvernement de l'Inde britannique, le 3 mars avec le Gouvernement Impérial du Japon et le 17 mars avec le Gouvernement Impérial du Brésil, des actes constatant d'adhésion définitive des Colonies néerlandaises, des Colonies britanniques, du Japon et du Brésil aux stipulations du traité de Berne du 9 octobre 1874.

Le Conseil fédéral suisse a l'honneur de remettre, avec la présente note, à Son Excellence Monsieur le Ministre des Affaires étrangères d'Autriche-Hongrie etc. etc. le texte des ces actes*, dont les doubles, destinés au Conseil fédéral en sa qualité de représentant des membres de l'Union, restent déposés aux archives de la Confédération suisse.

Le Conseil fédéral suisse saisit etc.

Au nom du Conseil fédéral suisse,

Le Chancelier de la Confédération: *Schiess.* — Le Vice-Président: *Schenk.*

---

*Le Département des Postes suisses ayant proposé, par circulaire du 20 octobre 1876, à tous les membres de l'Union générale des postes d'admettre dans l'Union l'ensemble des Colonies néerlandaises, aux mêmes conditions que l'ont été les Colonies françaises et l'Inde britannique, c'est-à-dire aux conditions de l'arrangement signé à Berne, le 27 janvier 1876, et aucune objection contre cette proposition n'ayant été présentée dans le délai de six semaines, prescrit par l'article 17, paragraphe 6 du Traité de Berne du 9 octobre 1874.

Les soussignés, dûment autorisés à cet effet, constatent par le présent acte 1877
diplomatique l'adhésion définitive, dès le 1er mai 1877, du Gouvernement des Pays-Bas, pour l'ensemble des Colonies néerlandaises, aux stipulations du Traité concernant la création d'une Union générale des Postes, conclu à Berne, le 9 octobre 1874, ainsi qu'aux dispositions du Règlement de détail pour l'exécution dudit Traité.

Fait à Berne, le 19 janvier 1877.

Pour le Conseil fédéral suisse au nom des Membres de l'Union:	Pour le Gouvernement des Pays-Bas:
Le Président de la Confédération:	Le Consul général des Pays-Bas près la Confédération suisse:
(L. S.) signé Dr. J. *Heer*.	(L. S.) signé J. G. *Suter-Vermeulen*.

---

* Le Département des Postes suisses ayant proposé à tous les membres de l'Union générale des postes:

1. par circulaire du 20 octobre 1876, d'admettre dans l'Union générale des postes, aux mêmes conditions que l'ont été les Colonies françaises et l'Inde britannique, c'est-à-dire aux conditions de l'arrangement signé à Berne, le 27 janvier 1876, les Colonies britanniques de Ceylon, des établissements du détroit (Straits Settlements), de Labouan, Trinidad, de la Guyane britannique, des Iles Bermudes et de la Jamaïque;

2. par circulaire du 11 novembre 1876, d'admettre la Colonie britannique de l'Ile Maurice et ses dépendances dans l'Union générale des postes, aux conditions de l'arrangement précité du 27 janvier 1876;

3. par circulaire du 8 janvier 1877, d'admettre également et aux mêmes conditions dans l'Union générale des postes la Colonie britannique de Hong-Kong.

Et aucune objection contre ces propositions n'ayant été présentée dans le délai de six semaines prescrit par l'article 17, paragraphe 6 du Traité de Berne du 9 octobre 1874.

Les soussignés, dûment autorisés à cet effet, constatent par le présent acte diplomatique l'adhésion définitive, dès le 1er avril 1877, du Gouvernement britannique pour ses Colonies de Ceylon, de Straits Settlements, de Labouan, Trinidad, de la Guyane britannique, des Iles Bermudes, de la Jamaïque, de l'Ile Maurice et de ses dépendances et de Hong-Kong, aux stipulations du Traité concernant la création de l'Union générale des postes, conclu à Berne, le 9 octobre 1874, ainsi qu'aux dispositions du Règlement de détail pour l'exécution dudit Traité.

Fait à Berne, le 23 février 1877.

Pour le Conseil fédéral suisse, au nom des Membres de l'Union:	Pour le Gouvernement du Royaume Uni de Grande Bretagne et d'Irlande et pour le Gouvernement de l'Inde britannique:
Le Vice-Président du Conseil fédéral:	Le Ministre-Résident de Sa Majesté Britannique près la Confédération suisse:
(L. S.) signé *Schenk*.	(L. S.) signé Edwin *Corbett*.

---

* Le Département des Postes suisses ayant proposé, par circulaire du 8 janvier 1877, à tous les membres de l'Union générale des postes, d'admettre dans l'Union l'empire du Japon, aux mêmes conditions que l'ont été les Colonies françaises et l'Inde britannique, c'est-à-dire aux conditions de l'arrangement signé à Berne, le 27 janvier 1876, et aucune objection contre ces propositions n'ayant été pré-

1877 sentée dans le délai de six semaines prescrit par l'article 17, paragraphe 6 du Traité de Berne du 9 octobre 1874.

Les soussignés, dûment autorisés à cet effet, constatent par le présent acte diplomatique l'adhésion définitive, dès le 1er juin 1877, du Gouvernement Impérial du Japon aux stipulations du Traité concernant la création d'une générale des Postes, conclu à Berne, le 9 octobre 1874, ainsi qu'aux dispositions du Règlement de détail pour l'exécution dudit Traité.

Fait à Berlin, le 3 mars 1877.

Pour le Conseil fédéral suisse, au nom des Membres de l'Union:
L'Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de la Confédération suisse près l'Empire allemand:
(L. S.) signé A. *Roth*.

Pour le Gouvernement Impérial du Japon,
L'Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Sa Majeste l'Empereur du Japon près l'Empire allemand:
(L. S.) signé S. *Aoky*.

---

*Le Département des Postes suisses ayant proposé par circulaire du 6 janvier 1877 à tous les membres de l'Union générale des postes d'admettre dans l'Union l'Empire du Brésil aux mêmes conditions que l'ont été les Colonies françaises et l'Inde britannique, c'est-à-dire aux conditions de l'arrangement signé à Berne, le 27 janvier 1876, et aucune objection contre cette proposition n'ayant été présentée dans le délai de six semaines, prescrit par l'article 17, paragraphe 6 du Traité de Berne du 9 octobre 1874.

Les soussignés, dûment autorisés à cet effet, constatent par le présent acte diplomatique l'adhésion définitive, dès le 1er juillet 1877, du Gouvernement de l'Empire du Brésil aux stipulations du Traité concernant la création d'une Union générale des postes, conclu à Berne, le 9 octobre 1874, ainsi qu'aux dispositions du Règlement de détail pour l'exécution du dit Traité.

Fait à Berne, le 17 mars 1877.

Pour le Conseil fédéral suisse, au nom des Membres de l'Union:
Le Vice-Président du Conseil fédéral:
(L. S.) signé *Schenk*.

Pour le Gouvernement de l'Empire du Brésil:
Le Chargé d'Affaires du Brésil ad interim près la Confédération suisse:
(L. S.) signé *J. B. de Serra Belfort*.

Berne, le 11 avril 1877.

*Les Colonies portugaises ayant demandé à être admises dans l'Union Générale des Postes aux mêmes conditions que l'ont été les Colonies françaises et l'Inde britannique, c'est-à-dire aux conditions de l'arrangement signé à Berne, le 27 janvier 1876, les Administrations qui ont des conventions postales ou des relations directes avec ces pays se sont déclarées d'accord avec leur admission dans l'Union. Cette entente, communiquée à tous les membres de l'Union, n'a soulevé aucune objection dans le délai de six semaines prévu par l'art. 17 du Traité de l'Union postale, en sorte qu'en vertu de ce même article l'adhésion des Colonies portugaises, considérée comme accomplie, devait être constatée par un acte diplomatique entre le Gouvernement de l'Administration gérante et le Gouvernement de l'Administration admise dans l'Union.

En conséquence, le Conseil fédéral suisse, au nom des membres de l'Union, à échangé le 5 avril 1877 avec le Gouvernement du Portugal un acte constatant l'adhésion définitive des Colonies portugaises aux stipulations du traité de Berne du 9 octobre 1874.

Le Conseil fédéral suisse à l'honneur de remettre, avec la présente note, à Son Excellence Monsieur le Ministre des Affaires étrangères d'Autriche-Hongrie

etc. etc. le texte de cet acte**, dont le double, destiné au Conseil fédéral en sa qualité de représentant des membres de l'Union, reste déposé aux archives de la Confédération suisse. 1877

Le Conseil fédéral suisse saisit etc.

Au nom du Conseil fédéral suisse,

Le Chancelier de la Confédération: *Schiess.* — Le Vice-Président: *Schenk.*

** Le Département des Postes suisses ayant proposé, par circulaire du 8 janvier 1877, à tous les Membres de l'Union Générale des Postes d'admettre dans l'Union l'ensemble des Colonies portugaises aux mêmes conditions que l'ont été les Colonies françaises et l'Inde britannique, c'est-à-dire aux conditions de l'arrangement signé à Berne, le 27 janvier 1876, et aucune objection contre cette proposition n'ayant été présentée dans le délai de six semaines, prescrit par l'article 17, paragraphe 6 du Traité de Berne du 9 octobre 1874.

Les Soussignés, dûment autorisés à cet effet, constatent par le présent acte diplomatique l'adhésion définitive, dès le 1er juillet 1877, du Gouvernement Portugais, pour l'ensemble de ses Colonies, aux stipulations du Traité concernant la création d'une Union Générale des Postes, conclu à Berne, le 9 octobre 1874, ainsi qu'aux dispositions du Règlement de détail pour l'exécution dudit Traité.

Fait à Paris, le 5 avril 1877 (mil huit cent soixante dix-sept).

Pour le Conseil Fédéral Suisse au nom des Membres de l'Union: L'Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de la Confédération Suisse près la République Française: (L. S.) signé *Kern.*

Pour Sa Majesté le Roi du Portugal et des Algarves: Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près la République Française: (L. S.) signé J *da Silva - Mendes-Leal.*

994.

15 juin 1877.

Déclaration de la Porte relativement à la substitution du Croissant à la Croix rouge comme signe distinctif des ambulances ottomanes.

(Livre Rouge 1878, Nr. 68.)

Le Conseil Fédéral suisse au Comte Andrássy.

Berne, le 15 juin 1877.

Le Conseil Fédéral de la Confédération suisse, se référant à ses précédentes communications, a l'honneur de porter à la connaissance de Son Excellence M. le Ministre des affaires étrangères d'Autriche-Hongrie une note du Ministère des affaires étrangères de la Sublime Porte, du 6 juin, et une dépêche télégraphique adressée au Président de la Confédération par ce même ministère, en date du 14 juin, touchant la substitution du Croissant à la Croix rouge pour les ambulances ottomanes.

Il faut remarquer que la note du Conseil Fédéral du 2 juin n'était pas encore parvenue à la Sublime Porte, lorsque le Ministère des affaires étrangères a expédié sa communication du 6 juin, ces deux envois s'étant croisés en route.

1877 Le Conseil Fédéral constate que la Sublime Porte ayant spontanément déclaré que les armées ottomanes respecteront la Croix rouge, la condition posée par le Gouvernement Impérial russe, pour admettre, à titre provisoire et pendant la durée de la guerre actuelle, la mesure proposée par la Turquie, se trouve être remplie et que rien ne s'oppose en conséquence à ce que ce mode de vivre, accepté par les deux Puissances intéressées, soit aussitôt mis en pratique par les soins de celles-ci.

En communiquant ce qui précède à Son Excellence M. le Ministre des affaires étrangères, le Conseil Fédéral suisse Le prie de bien vouloir prendre acte de l'arrangement intervenu. Il croit devoir encore rappeler que cet arrangement a un caractère purement provisoire, qu'il ne saurait déployer d'effets qu'aussi longtemps que durera la guerre actuelle et que, si la Sublime Porte désire le voir remplacer par un accord définitif entre les Puissances signataires de la Convention, il appartiendra à ces États de faire en temps et lieu les démarches nécessaires pour provoquer cette entente.

Le Conseil Fédéral saisit etc.

(Annexe.) Constantinople, le 6 juin 1877.

Monsieur le Vice-Président,

J'ai l'honneur d'accuser réception à Votre Excellence des deux notes qu'Elle a bien voulu m'adresser en date des 13 et 23 avril, relativement à la proposition faite par la Sublime Porte de substituter le Croissant à la Croix rouge comme signe distinctif des ambulances ottomanes.

Le Gouvernement Impérial est heureux de constater que presque tous les États consultés à ce sujet par le Conseil Fédéral et qui ont donné leur réponse, se montrent disposés à accueillir cette proposition et qu'ils acceptent le principe même de la substitution. Seulement, la plupart d'entre eux estiment que, cette substitution constituant une modification à la Convention de Genève, il y aurait lieu de la faire consacrer par une entente entre les États contractants. La Sublime Porte n'a aucune objection à élever contre ce mode de procéder. Elle serait donc toute prête à faire les démarches nécessaires pour provoquer cette entente, si la guerre qui vient d'éclater entre l'Empire ottoman et la Russie n'apportait un obstacle invincible à l'exécution immédiate de ce projet. D'un autre côté, ce même état de guerre rend plus urgent encore, au point de vue de l'humanité, l'adoption d'une entente qui doit permettre aux deux pays belligérants de jouir des avantages si précieux que doit leur assurer l'observation de la Convention de Genève.

Dans cette conjoncture pressante, la Sublime Porte croit devoir proposer au Conseil Fédéral, pour qu'il veuille bien s'en faire l'organe, soit près des Puissances signataires de la Convention, soit près du Gouvernement russe, la solution provisoire suivante: 1877

Pendant toute la durée de la présente guerre, les armées ottomanes respecteront la Croix rouge sur les ambulances russes placées sous la règle et sous la sauvegarde de la Convention de Genève.

De leur coté, les armées russes respecteront le Croissant rouge sur les ambulances ottomanes placées sous la même garantie.

Cet arrangement aura un caractère purement provisoire et sera remplacé aussitôt que faire se pourra par un accord définitif entre tous les États signataires de la Convention de Genève.

La Sublime Porte croit pouvoir compter sur le concours empressé du Conseil Fédéral pour faire accepter et mettre en pratique cet arrangement, qui aura pour effet de faire jouir les deux armées belligérantes des bienfaits de l'oeuvre humanitaire due à la généreuse initiative de la Confédération suisse.

Veuillez agréer etc.

(Signé:) *Safvet.*

995.

8 juin 1877.

Déclaration échangée entre l'Autriche-Hongrie et la France pour la prorogation jusqu'au 31 décembre 1877 de la durée du traité de commerce conclu le 11 décembre 1866.

(R. G. Bl. 1877, Nr. 46.)

Déclaration.

Le Gouvernement de Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohème etc., et Roi Apostolique de Hongrie, et le Gouvernement de la République Française, désireux d'éviter toute interruption dans les relations commerciales entre les deux Pays jusqu'à la conclusion d'un nouvel arrangement destiné à remplacer le Traité de commerce conclu le 11 décembre 1866, dont les effets doivent cesser le 30 juin 1877, sont convenus de la disposition suivante:

»Le Traité de commerce, conclu le 11 décembre 1866, entre l'Autriche-Hongrie et la France, continuera à rester en vigueur jusqu'au 31 décembre 1877.«

1877 En foi de quoi, les Soussignés, dument autorisés, ont signé la présente déclaration et y ont apposé le sceau des leurs armes.

Fait, en double expédition, à Paris, le 8 juin 1877.

(L. S.) *Decazes* m. p. (L. S.) *Wimpffen* m. p.

Erklärung der k. und k. österreichisch-ungarischen Regierung und der französischen Regierung vom 8. Juni 1877, betreffend die Verlängerung der Wirksamkeit des Handels-Vertrages vom 11. December 1866 bis zum 31. December 1877.

Die Regierung Seiner Majestät des Kaisers von Oesterreich, Königs von Böhmen etc. und Apostolischen Königs von Ungarn und die Regierung der französischen Republik sind, vom Wunsche geleitet, bis zum Abschlusse eines neuen Uebereinkommens, welches den Handels-Vertreg vom 11. December 1866, dessen Wirksamkeit mit dem 30. Juni 1877 aufhört, zu ersetzen bestimmt ist, jede Unterbrechung der Handelsverbindungen zwischen den beiden Ländern zu vermeiden, über nachstehende Bestimmung übereingekommen:

»Der am 11. December 1866 zwischen Oesterreich-Ungarn und Frankreich abgeschlossene Handels-Vertrag wird bis 31. December 1877 in Wirksamkeit bleiben.«

Urkund dessen haben die hierzu gehörig ermächtigten Unterzeichneten vorstehende Erklärung gefertigt und ihre Siegel beigedrückt.

Geschehen in zweifacher Ausfertigung zu Paris den 8. Juni 1877.

(L. S.) *Wimpffen* m. p. (L. S.) *Decazes* m. p.

Die vorstehende Erklärung wird hiemit kundgemacht.

Wien, am 18. Juni 1877.

Auersperg m. p. *Chlumecky* m. p.

996.

12 juin 1877.

Ordonnance du ministère de l'intérieur de la Saxe Royale à l'égard de l'arrangement pris avec l'Autriche relativement aux passeports et visas dans les cas de rapatriement forcé.

(Archives du ministères Imp. et R. des affaires étrangères.)

Verordnung, die Ausstellung von Zwangspässen und Zwangsavisos nach und durch Oesterreich-Ungarn betreffend.

Auf Grund einer zwischen der kgl. sächsischen und der k. k. österreichischen Regierung wegen gleichmässigen Verfahrens bei gegenseitiger Zuweisung von Personen mittelst Zwangspasses

oder Zwangsaviso getroffenen Vereinbarung wird hiedurch an 1877
die Polizeibehörden des Landes Folgendes verordnet:

Dafern Individuen von Sachsen aus mit Zwangspass, Marschroute oder mit Zwangsaviso auf Reisepässen, welche sich in ihrem Besitze befunden haben, nach Oesterreich-Ungarn oder durch dasselbe nach dem Auslande gewiesen werden, so hat es zwar bei der bestehenden Einrichtung, dass die die Staats- und Heimathsangehörigkeit der betreffenden Personen darthuenden Documente und Originale direct an ihre Heimathsbehörde übersendet werden, zu bewenden.

Es sind jedoch beglaubigte Abschriften dieser Documente beziehentlich bei Zuweisungen von dem österreichischen Staatsverbande nicht angehörigen Personen durch Oesterreich-Ungarn nach dem Auslande von den Uebernahmszusicherungen der ausländischen Heimathsbehörde, den Zwangspässen oder den Pässen, auf welche das Zwangsaviso gebracht wird, zur Kenntnissnahme für die österreichische Einbruchsstation dergestalt einzufügen, dass diese Abschrift selbst zu integrirenden Bestandtheilen der Zwangspässe oder Reisepässe werden.

Die k. k. österreichisch-ungarische Regierung hat ein gleiches Verfahren bezüglich der österreichischerseits nach und durch Sachsen zu reisenden Personen angeordnet.

Bezüglich des Verfahrens bei Schubtransporten hat es bei den bestehenden Verträgen und Anordnungen zu bewenden.

Dresden, den 12. Juni 1877.

Ministerium des Innern:
v. *Nostitz-Wallwitz.*

997.

14 juin 1877.

Ordonnance du ministère Imp. R. du commerce concernant le traitement des correspondances de provenance et à destination d'Urga, de Kalgan, Pékin, Tien-Tsin en Chine, expédiées par la Russie.

(P. V. Bl. 1877, Nr. 38.)

Behandlung der Correspondenzen nach und aus Urga, Kalgan, Peking, Tien-Tsin in China bei der Beförderung über Russland. H.-M. Z. 17833.

Correspondenzen nach und aus Urga, Kalgan, Peking und Tien-Tsin in China unterliegen bei der Beförderung über Russland von nun an denselben Taxen und Versendungs-Bedingungen, wie Correspondenzen nach und aus Russland selbst.

1877 **998.** 14 juin 1877.

Ordonnance du ministère Imp. R. des finances concernant l'établissement de bureaux de douane à la frontière austro-russe à Zbaracz, Skala, Kaloharowka et Olchowice.

(R. G. Bl. 1877, Nr. 45.)

Verordnung des Finanzministeriums vom 14. Juni 1877, über die Errichtung von Zoll-Abfertigungsstellen an der österreichisch-russischen Grenze in Zbaracz, Skala, Kaloharowka und Olchowice.

In Zbaracz, Finanzbezirk Tarnopol, und Skala, Finanzbezirk Kolomea, in Galizien sind Nebenzollämter II. Classe errichtet worden, welche am 1. Juli 1877 ihre Wirksamkeit beginnen werden.

Dem Nebenzollamte in Skala wurde die unbeschränkte Verzollungsbefugniss für Schlacht- und Zugvieh (Tarifs-Abtheilung 15) ertheilt.

Ausserdem ist in Buda Zbaraszka die dort errichtete Finanzwach-Abtheilung mit der Function eines Ansagepostens für den Dienst des Nebenzollamtes in Zbaracz bestellt worden.

Mit demselben Zeitpunkte wird der Finanzwach-Abtheilung in Kalaharowka die Versehung des Zolldienstes mit den Befugnissen eines Nebenzollamtes II. Classe übertragen und die Finanzwach-Abtheilung in Olchowice zur Abfertigung zollfreier Gegenstände, dann zur Eingangsverzollung von Getreide und Hülsenfrüchten (T. P. 10, *a*, *b* und *c*), von Kleesaat und Sämereien (T. P. 13 *f*) endlich von Brenn- und Werkholz gemeinen (T. P. 29 *a* und *b*) mit den Befugnissen eines Nebenzollamtes II. Classe ermächtigt. *Pretis* m. p.

---

999. 13 juin 1877.

Publication des ministères de l'intérieur et de la défense du pays (Landesvertheidigung) concernant la révocation du cartel entre la monarchie austro-hongroise et les principautés unies de la Moldavie et de la Valachie relatif au traitement des déserteurs, réfractaires et vagabonds.

(R. G. Bl. 1877, Nr. 50 et A. V. Bl. 1877, Nr. 27.)

Kundmachung des Ministers des Innern und des Ministers für Landesvertheidigung vom 13 Juni 1877, betreffend die Auflassung des Cartels zwischen der österreichisch-ungarischen Monarchie und den vereinigten Fürstenthümern der Moldau und Walachei wegen Behandlung der gegenseitigen Deserteure, Conscriptionsflüchtlinge und Vagabunden.

Laut Mittheilung des k. und k. Ministeriums des Aeussern vom 31. Mai 1877 ist das zwischen der Regierung der öster-

reichisch-ungarischen Monarchie einerseits und der Regierung 1877
der vereinigten Fürstenthümer der Moldau und Walachei andererseits zu Bukarest am 6. Juni 1865 abgeschlossene Uebereinkommen (Ministerial-Erlass vom 31. Juli 1865, R. G. Bl. Nr. 57, betreffend die Behandlung der gegenseitigen Deserteure, Conscriptionsflüchtlinge und Vagabunden, von Seite der fürstlich rumänischen Regierung gekündigt worden und tritt sonach dieses Uebereinkommen mit Ende Juli 1877 ausser Wirksamkeit.

Lasser m. p. *Horst* m. p.

1000.

5 juillet 1877.

Ordonnance du ministère Imp. R. des finances à l'égard du traitement des biens meubles laissés par des sujets français décédés en Autriche-Hongrie.

(F. V. Bl. 1877; Wiener Zeitung 1877, Nr. 16.)

Nachlass französischer Staatsangehöriger.

Zur Vermeidung von Zweifeln wurde mit Bezug auf die Finanzministerial-Verordnung vom 8. April 1854 bekanntgegeben, dass nach dem Grundsatze der Reciprocität das in der österreichisch-ungarischen Monarchie befindliche Nachlass-Vermögen von französischen Staatsangehörigen der Vermögens-Uebertragungsgebühr nach den allgemeinen Bestimmungen der Gebührengesetze unterliegt. Hiedurch bleibt jedoch die in der Verordnung enthaltene Ausnahme, nach welcher das hierlands befindliche bewegliche Verlassenschafts-Vermögen der an dem Kaiserhofe beglaubigten Gesandten, ihrer Gesandtschaftsbeamten und Dienstleute unbedingt gebührenfrei zu behandeln ist, wenn diese Personen keine österreichischen Unterthanen, d. i. keine Angehörigen der österreichisch-ungarischen Monarchie sind, unberührt.

1001.

27 juin 1877.

Ordonnance du ministère Imp. R. du commerce par laquelle la station télégraphique autrichienne à Zuryn est comprise dans le rayon frontière austro-russe.

(T. V. Bl. 1877, Nr. 11.)

Einbeziehung der österreichischen Telegraphen-Station Zuryn in den engeren Grenzrayon mit Russland. Z. 7782.

In Vervollständigung des Artikels 3 des zwischen der österreichisch-ungarischen und der russischen Telegraphen-

1877 Verwaltung vereinbarten Special-Uebereinkommens wurde die österreichische Telegraphen-Station Zuryn unter jene Stationen einbezogen, bei welchen die gemeinschaftliche Taxe für den engeren Grenzverkehr mit den russischen Stationen Novoselitza und Chotin im Betrage von 60 Kreuzer österr. Währung einzuheben ist.

1002.

28 juin 1877.

Circulaire de la Porte Ottomane relativement à une mesure complémentaire du règlement des tabacs.

(Archives du ministère Imp. et R. des affaires étrangères.)

Circulaire de S. E. Safvet Pacha à S. E. le Comte Zichy en date du 28 juin 1877, Nr. 48079/41.

(Mesure complémentaire sur le règlement des tabacs).

Afin d'écarter les difficultés qu'elle rencontre dans l'application des articles 28 und 32 du règlement sur les droits des tabacs, l'administration générale des contributions indirectes a soumis à l'approbation de la Sublime Porte la mesure complémentaire suivante:

Désormais, tout négociant qui, ayant exporté du tabac soit par une simple déclaration soit par une déclaration appuyée par un garant, n'aura pas produit les droits exigibles faute de production du dit certificat, sera tenu, pour toute exportation ultérieure des tabacs:

1. De fournir caution solvable, s'il appartient à la catégorie des négociants dont la simple déclaration était suffisante;

2. d'opérer le dépôt des droits de Murourié et de consommation s'il appartient à la catégorie des négociants qui etaient tenus de fournir caution. Quant au garant qui ne s'est pas exécuté, il ne sera plus admis à se porter caution.

Cette mesure toute de nécessité ayant été approuvée par la Sublime Porte, je prie V. E. de vouloir bien transmettre à qui de droit les instructions nécessaires pour que ses nationaux aient à s'y conformer. — Veuillez etc.

1003. 1877

juin et août 1877.

Correspondance avec la Grèce au sujet de la loi hellénique du 13 juin 1877 qui modifie certaines dispositions de la loi de douane.*)

(Archives du ministère Imp. et R. des affaires étrangères.)

Loi modifiant certaines dispositions de la loi de douane.

Georges Ier Roi des Hellènes. 13 juin 1877.

D'accord avec la Chambre des Députés, Nous avons ordonné et ordonnons:

Art. 1. — Dans le cas prévu par les articles 88, §. 1, et 100 de la loi de douane en vigueur, sera infligée, sans préjudice des peines qui devront être prononcées aux termes des articles 94 et 101-107 par le Tribunal correctionnel compétent aux auteurs et aux complices de la contrebande, la peine d'un emprisonnement de trois jours à trois mois, et, en cas de récidive, d'un emprisonnement qui pourra aller jusqu'à six mois. Dans les deux cas, le Capitaine se verra retirer son brevet, conformément aux dispositions de l'article 53 de l'ordonnance sur la marine marchande.

Les mêmes peines sont applicables à ceux qui transportent par terre des marchandises imposables.

Le Procureur Royal compétent poursuivra d'office ou sur la dénonciation de l'autorité de douane compétente et puis transmettra aussi les rapports, dépositions, sentences et autres documents relatifs à la contrebande.

Les jugements du Tribunal correctionnel n'influent aucunement sur les sentences rendues par l'autorité de douane ou du Ministère des Finances, d'après les dispositions y relatives de la loi de douane, au sujet des contrebandes et vice-versa.

Art 2. — Le capitaine d'un navire, de n'importe quel pavillon, est tenu, lors du chargement de son navire dans un port étranger, de remettre au Consul grec une déclaration de la cargaison, à laquelle il annexera le connaissement; la déclaration devra y être conforme. La susdite déclaration ainsi qu'une copie du connaissement devront être, par le premier courrier, transmises par le Consul au Ministère des Finances. Une copie de cette déclaration et l'original du connaissement enfermés dans un pli cacheté,

*) Les parties de cette loi qui intéressent la navigation ont été publiées par la circulaire de l'autorité R. maritime de Fiume du 2 août 1877, Nr. 1763, v. Ann. marit. 1878, Nr. 7.

1877 seront remis par le consul au Capitaine, afin que celui-ci les remette contre récépissé à l'autorité sanitaire du lieu de débarquement.

Si le Capitaine prétend avoir perdu le pli, que lui avait remis le Consul, on se servira, pour le contrôle, des copies envoyées au Ministère des Finances.

Si la perte du pli en question n'est justifiée par quelque sinistre maritime, l'autorité de douane infligera au Capitaine une amende de 50 à 100 drachmes.

Cette amende sera triplée, s'il est constaté que la déclaration remise à l'autorité sanitaire diffère essentiellement de celle remise au Consul; si aucune déclaration n'a été remise à celui-ci, l'amende sera quintuplée.

La déclaration du Capitaine, dont il est parlé à l'article 13 de la loi sur l'organisation des douanes, devra être conforme à la déclaration remise au Consul.

Toutes les fois que le Capitaine ne s'est pas conformé à la disposition contenue dans le paragraphe 1 du présent article, ou qu'il a perdu le pli, à lui remis par le Consulat, ou qu'il vient d'un port où il n'y a pas d'autorité consulaire grecque et où il aurait chargé ou déchargé, il devra remettre à l'autorité sanitaire la déclaration, dont parle l'article 13, et les connaissements en même temps que la patente sanitaire, faute de quoi, il ne sera pas admis en libre pratique.

Les dispositions du présent article ne seront applicables que trois mois après la promulgation de la présente loi.

Art. 3. — La taxe fixée approximativement pour les marchandises mentionnées en l'article 22 de la loi de douane sera de 3 pour % pour les marchandises non susceptibles d'accroissement ou de dimunition, et pour les autres de 5 pour %.

Pour ce qui concerne le produit exporté et transporté, cette taxe sera de 5 pour % dans le premier cas et de 10 pour % dans le second.

Art. 4. — Les droits pour marchandises inconnues, acquittés d'après le paragraphe 2 de l'art. 25 de la même loi, sont fixés à 20 pour % sur le quantum des droits de douane. Ils sont perçus même pour les marchandises transbordées de navire en navire et d'un lieu du Royaume dans un autre, lors de la perception des droits de douane. Mais si le consignataire lui-même de semblables marchandises dans le lieu où elles sont douanées, marque le mot inconnu, alors il n'est plus perçu aucun droit de ce chef.

La marchandise qualifiée d'inconnu, lors de son transbordement, l'autorité de douane du lieu d'expédition peut en opérer la

vérification, si elle juge nécessaire, en marquant sur l'extrait du 1877
manifeste la nature, la qualité, et la quantité de la marchandise. Cette vérification n'affranchit pas de l'obligation de payer les droits pour marchandises inconnues, mais l'autorité de douane marque en pareil cas sur l'extrait, que la marchandise a été qualifiée d'inconnu sur le manifeste et devra payer 20 pour % sur le quantum des droits de douane déterminés lors de la remise.

Art. 5. — Le manifeste, tant pour l'importation que pour l'exportation, après l'inspection, dont il est parlé à l'art. 26 de la loi de douane, et avant que les marchandises soient douanées, sera intégralement transcrit sur un registre ad hoc.

Art. 6. — Les droits de dépôt actuellement perçus seront liquidés conformément aux articles y relatifs de la loi de douane, et puis ils seront perçus quand les marchandises seront douanées ou expédiées, soit dans un port grec, soit dans un port étranger.

Art. 7. — Le délai de trois ans, dont parle l'art. 71 de la loi de douane, est limité à deux ans.

Toutes dispositions contraires à la présente loi sont abrogées.

La présente loi votée par la Chambre et sanctionée aujourd'hui par Nous, sera publiée dans la Gazette du Gouvernement et exécutée comme loi de l'Etat.

Athènes, 13 juin 1877.

Signé *George.*

Contre signé E. *Déligeorges.*

Le comte Dubsky au ministère des affaires étrangères de Grèce.

4 août 1877.

Ainsi que V. Exc. voudra bien se rappeler je lui ai parlé, il y a quinze jours environ, de la pénible impression que la publication de la loi sur la délivrance des manifestes et des connaissements a produite sur les intéressés. Je n'ai pas manqué, Mr. le Ministre, d'attirer en même temps, votre attention éclairée sur les fâcheuses conséquences qui, nécessairement, en résulteraient pour la navigation et le commerce en général et tout particulièrement pour le Lloyd austro-hongrois qui verrait, pour ainsi dire, paralysés ses libres mouvemens en Grèce par les dispositions de cette loi dont la sevère exécution a été tout spécialement recommandée à tous les employés de douane grecs.

Vu la grande importance de la question dont il s'agit, je crois de mon devoir d'y revenir en Vous priant, ainsi que je l'ai fait

1877 déjà de vive voix, de vouloir bien disposer de toute influence pour obtenir, sinon la rétraction, au moins une modification efficace du règlement précité.

J'ai devant les yeux les rapports de tous les Consulats I. et R. en Grèce qui, à l'unanimité, dépeignent de la manière la plus vive la situation précaire dans laquelle se trouveraient placés à l'avenir tous les batimens destinés à desservir les côtes grecques. La perte de temps qui résulterait de la copie des connaissements et de deux manifestes serait si considérable que nos navires de poste par exemple devraient ou renoncer à la régularité du service ou refuser toute sorte de chargement dans les ports grecs. De plus les pénalités dont cette loi ménace les capitaines, en cas de la plus légère infraction, la revêtissent d'un caractère véritablement draconique.

Cependant sans trop insister sur des détails, je crois pouvoir me borner à faire ressortir enfin que les prescriptions susdites semblent tant soit peu en contradiction avec l'esprit de progrès qui a présidé jusqu'à présent à toutes les décisions du gouvernement Royal relativement aux mesures destinés à régler les rapports commerciaux entre la Grèce et l'étranger. — La loi nouvelle loin de les faciliter y mettrait des entraves sérieuses.

J'aime à espérer, en conséquence, que Vous voudrez bien, Monsieur le Ministre, reconnaître avec moi que l'exécution du règlement douanier en question, tout en allant à l'encontre des intérêts de notre navigation, ne serait pas moins désavantageuse à la prospérité et au développement du commerce hellénique.

Veuillez agréer etc.

Réponse de Mr. Tricoupis à cette note.

14/2 août 1877.

Monsieur le Comte!

A la suite de l'entretien que nous avons eu ensemble, je n'ai pas manqué d'attirer l'attention de mon Collègue au Département des Finances sur vos observations, touchant la mise en vigueur de la nouvelle loi douanière.

Par la note, que vous m'avez fait l'honneur de m'adresser, en date du 4 courant, vous me réitérez, par écrit, les mêmes observations.

En réponse, je m'empresse de porter à votre connaissance que Mr. *Déligeorges*, après avoir examiné les objections présentées, a adressé aux Autorités compétentes du Royaume une

circulaire, par laquelle il interprète les dispositions de l'article précité de façon à éviter, dans la pratique, les difficultés qui ont été signalées au Gouvernement Royal. 1877

Ces instructions auront pour effet de simplifier l'application de la nouvelle Loi, et de lever tous obstacles, qui auraient pu en entraver l'exécution.

En vous transmettant un exemplaire de cette circulaire*, qui est un nouvelle preuve de notre désir de procurer toutes les facilités possibles au commerce de la Grèce avec l'étranger, je saisis etc.

---

* *Le Ministère des finances aux autorités consulaires et douanières du royaume.*

Quelques-unes des compagnies de navigation à vapeur étrangères ont allégué que l'exécution par trop rigoureuse et littérale des dispositions de l'article 2 de la loi du 13 Juin dernier, portant modification de la loi douanière, nuira à leurs intérêts commerciaux: 1°) parce que les connaissements ne sont pas remis aux capitaines mais sont directement expédiés aux consignataires; 2°) parce que souvent on continue de charger des marchandises jusqu'au moment du départ du paquebot.

En conséquence de cette observation, le ministère des Finances fait savoir aux autorités consulaires et douanières:

1. Que les dispositions de l'article précité de la loi du 13 Juin, d'après lequel le capitaine est tenu de remettre au consul de Grèce des connaissements afférents à la cargaison, ne visent pas les capitaines au service des compagnies de navigation à vapeur, dont les agens ne remettent pas les connaissements au capitaine, mais l'expédient directement au consignataire: le législateur n'avait pas en vue de modifier les statuts des compagnies étrangères ni d'imposer aux capitaines des obligations impossibles. En conséquence les capitaines au service des dites compagnies sont tenus seulement de remettre au consul de Grèce le manifeste dont il est parlé en l'article susvisé, manifeste qui sera rédigé en conformité du §. 1 de cet article.

2. En ce qui concerne les marchandises qui parfois sont chargées jusqu'au dernier moment sur les susdits paquebots, il est évident qu'on peut sans aucune difficulté se conformer à l'article 2 de la loi tant que la chancellerie du consulat Hellénique est ouverte. Il ne peut y avoir d'objection sérieuse à cela que dans les cas où le chargement continue après la fermeture de la chancellerie des paquebots devants suivre exactement leur itinéraire. Conséquemment et pour éviter tout dommage provenant

1877 soit de l'abandon des marchandises destinées pour la Grèce, ou de la perturbation de l'itinéraire, l'agence déposera le lendemain à la chancellerie hellénique un complément de manifeste pour les marchandises embarquées tard; quant au capitaine, elle doit lui remette un manifeste tout pareil sons un pli cacheté, afin qu'il le remette a l'autorité sanitaire du lieu d'arrivée.

Mais, comme les capitaines des compagnies susmentionées ne remplissent pas dans les deux cas précités toutes les conditions du §. 1 de l'article 2 de la loi il s'ensuit que c'est l'avant dernier paragraphe *) de ce même article qui leur est applicable; dès lors il doivent, en même temps que la patente de santé, remettre à l'autorité sanitaire le manifeste dont il s'agit.

Les Consuls et les directeurs des douanes sont tenus de remettre des exemplaires de la présente circulaire aux agences des compagnies étrangères pour leur information et de se conformer à ce qui y est prescrit à partir du 21 Septembre, époque où expire le délai de trois mois depuis la promulgation de la loi précitée, et où celle ci entre en vigueur.

Athènes, 28 Juillet (10 Août) 1877.

Le Ministre:

E. *Déligeorges.* H. *Théocharis.*

*) Article 2 §. avant dernier: »Toutes les fois que le capitaine ne s'est pas conformé à ce qui est prescrit au §. 1 du présent article . . . il est tenu de remettre à l'autorité sanitaire le manifeste dont il est parlé à l'article 13 susvisé. . . en même temps que la patente sanitaire, faute de quoi il ne pourra pas être admis en libre pratique.«

1004.

2 juillet 1877.

Ordonnance du ministère Imp. R. des finances par laquelle la défense d'exportation des chevaux est étendue au commerce maritime et à celui avec les ports et territoires exemptés du tarif général de douane austro-hongrois.

(R. G. Bl. 1877, Nr. 52.)

Erlass des Finanzministeriums vom 2. Juli 1877, betreffend die Ausdehnung des Pferdeausfuhrverbotes auf die Pferdeausfuhr über die Zoll-Ausschlüsse und zur See.

In Folge Ministerrathsbeschlusses und im Einvernehmen mit dem königlich ungarischen Ministerium wird das Pferdeausfuhrverbot vom 21. November 1876 (R. G. Bl. Nr. 134) auf

die Pferdeausfuhr über die Zoll-Ausschlüsse und zur See 1877
ausgedehnt.

Dieses Ausfuhrverbot hat mit dem Tage der Kundmachung in Wirksamkeit zu treten.

Pretis m. p.

1005.

11 juillet 1877.

Circulaire du ministère Imp. R. de l'intérieur concernant le commerce ambulant des étrangers en Allemagne.

(Archives du ministère Imp. et R. des affaires étrangères.)

Nach einer Mittheilung des k. u. k. Ministeriums des Aeussern wird im Deutschen Reiche der Gewerbe-Betrieb der Ausländer im Umherziehen in Folge einer Bekanntmachung des Bundesrathes vom 7. März 1877, welche mit Beginn des künftigen Jahres in Wirksamkeit treten wird, neu geregelt werden.

Die neuen Vorschriften unterscheiden sich von den gegenwärtig massgebenden Bestimmungen namentlich in folgenden Punkten.

1. Die Legitimationsscheine, deren es zum Betriebe eines Gewerbes im Umherziehen bedarf, gelten ausnahmslos nur für einen bestimmten Verwaltungsbezirk (Nr. 5, Absatz 1 der Vorschriften).

2. Jede zur Ertheilung der Legitimationsscheine befugte Behörde kann die Ertheilung versagen, wenn das in Frage kommende Gewerbe in ihrem Verwaltungsbezirke bereits in genügendem Umfange durch umherziehende Gewerbetreibende vertreten ist (Nr. 2, Absatz 1 der Vorschriften).

3. Topfbinder, Kesselflicker, Händler mit Drahtwaaren und ähnlichen Gegenständen werden, wenn sie zur Zeit nicht bereits zu diesem Gewerbebetrieb zugelassen sind, überhaupt nicht zugelassen. Die fernere Zulassung der Gewerbetreibenden dieser Art hängt davon ab, dass sie in dem nächst vorangegangenen Kalenderjahre zugelassen gewesen sind (Nr. 2, Absatz 2 der Vorschriften).

4. Die Legitimationsscheine werden nicht mehr ausschliesslich von den Grenzbehörden, sondern von allen denjenigen Behörden ertheilt, welche den Inländern die gleichen Legitimationsscheine zu ertheilen befugt sind.

Was die persönliche Befähigung der Legitimationsbewerber betrifft, so sind Ausländer, welche entweder das 21. Lebensjahr noch nicht überschritten haben oder durch ihre Persönlichkeit zu erheblichen polizeilichen Bedenken Anlass geben, insbesonders

1877 also solche Ausländer, bei welchen einer der im §. 57 der deutschen Gewerbe-Ordnung bezeichneten Fälle vorliegt, zum Gewerbe-Betrieb im Umherziehen nicht zuzulassen.

Diese im §. 57 der deutschen Gewerbe-Ordnung enthaltenen Fälle der Verweigerung eines Legitimationsscheines sind folgende:

1. wenn der Betreffende mit einer abschreckenden oder ansteckenden Krankheit behaftet ist;

2. oder wegen strafbarer Handlungen aus Gewinnsucht, gegen das Eigenthum, gegen die Sittlichkeit, wegen vorsätzlicher Angriffe auf das Leben und die Gesundheit der Menschen, wegen vorsätzlicher Brandstiftung oder wegen Zuwiderhandeln gegen Verbote oder Sicherungsmassregeln, betreffend die Einführung oder Verbreitung ansteckender Krankheiten oder Viehseuchen, mindestens zu 6 Wochen Gefängnissstrafe verurtheilt worden ist, innerhalb 2 Jahren nach verbüsstem Gefängniss;

3. wenn er unter Polizei-Aufsicht steht;

4. oder wegen gewohnheitsmässiger Arbeitsscheue, Bettelei, Landstreicherei, Trunksucht übel berüchtigt ist.

Das k. und k. Ministerium des Aeussern hat zugleich im Hinblick auf die grosse Anzahl von Angehörigen Oesterreich-Ungarns, welche im Gebiete des Deutschen Reiches Gewerbe im Umherziehen betreiben, auf die Zweckmässigkeit einer angemessenen Verständigung der diesseitigen Staatsangehörigen von den künftig im Deutschen Reiche geltenden Bestimmungen hingewiesen und namentlich darauf aufmerksam gemacht, dass die Erlangung eines Legitimationsscheines wesentlich erleichtert werden wird, wenn sich die Betreffenden im Vorhinein mit ausreichenden amtlichen Zeugnissen versehen, wodurch dargethan wird, dass sie das obige Alter erreicht haben und dass Bedenken der bezeichneten Art gegen sie nicht vorliegen.

Die k. k. Statthalterei wird hievon mit der Aufforderung in Kenntniss gesetzt, die geeignete Verständigung an die Unterbehörden zu erlassen und diese dadurch in die Lage zu setzen, entweder auf einzelne vorkommende Anfragen die entsprechenden Belehrungen zu ertheilen, oder nach Bedarf die Kenntnissnahme dieser Bestimmungen auch weiteren Kreisen, insoferne sie davon berührt werden sollten, zugänglich zu machen.

Wien, am 11. Juli 1877.

Für den k. k. Minister des Innern:
Breisky.

1006. 1877

19 octobre 1877.

Ordonnance du Ministère Imp. R. du commerce concernant l'accession du Brésil à la Convention télégraphique internationale de St. Pétersbourg du 10/22 juillet 1875.

(T. V. Bl. 1877, Nr. 17.)

Beitritt Brasiliens zum internationalen Telegraphen-Vertrage ddo. Petersburg den 10./22. Juli 1875, Z. 24940.

Die brasilianische Regierung ist zufolge Erklärung vom 4./16. Juli d. J.* dem internationalen Telegraphen-Vertrage ddo. Petersburg den 10./22. Juli 1875 beigetreten.

Im internationalen Telegraphen-Verkehre Brasiliens findet der Worttarif, und zwar auf Grund der nachstehenden Gebührensätze Anwendung.

Brasilien wird mit Rücksicht auf die Erhebung der Telegraphen-Gebühren wegen seiner grossen territorialen Ausdehnung in drei Gebiete eingetheilt, nämlich:

1. von Recife (Pernambuco) bis Pará;
2. von Recife bis zur Stadt Rio-Janeiro;
3. von Rio-Janeiro bis zur Südgrenze des Reiches in der Provinz Rio-Grande.

Die Telegraphenlinien des ersten Gebietes zwischen Recife und Pará sind noch nicht im Betriebe.

Hiernach wird für jedes Taxwort von zehn oder weniger Buchstaben und für jedes der drei Gebiete eine Terminal- oder Transittaxe von je 1 Franc = 40 kr. österr. Währung berechnet, somit:

a) 1 Franc = 40 kr. österr. Währ. für je 1 Wort bei Telegrammen, welche bei der Station Recife in Brasilien einbrechen und nach irgend einer Station bis Rio-Janeiro bestimmt sind;

b) 2 Francs = 80 kr. österr. Währ. für je 1 Wort bei Telegrammen nach einer anderen Station südlich von Rio-Janeiro.

c) 2 Francs = 80 kr. öst. Währ. für je 1 Wort bei Telegrammen, welche von Recife nach Jaguarao oder nach Uruguaná transitiren, oder nach Rio-Grande gerichtet sind, um von dort auf die Linien anderer Staaten überzugehen;

d) 1 Franc = 40 kr. öst. Währ. für je 1 Wort bei Telegrammen, welche von Recife nach Bellem (Pará) transitiren (letztere Taxe tritt erst nach Eröffnung der betreffenden Linie in Kraft).

1877 16/4 juillet 1877.

** Voici la correspondance y relative entre la Russie et le Brésil.*

(Archives du ministère Imp. et R. des affaires étrangères.)

Mr. Giers à l'Ambassadeur Imp. et R. à St. Pétersbourg.

St. Pétersbourg, le 26 mai/7 juin 1877

1. Monsieur l'Ambassadeur!

En me référant à la correspondance échangée avec l'Ambassade Impériale et Royale au sujet de l'adhésion du Brésil à la Convention télégraphique internationale conclue à St. Pétersbourg le 10/22 Juillet 1875, j'ai l'honneur d'informer Votre Excellence, que le Ministère Impérial n'a pas manqué de faire part en son temps au Gouvernement Brésilien du contenu des réponses que les divers Gouvernements signataires de la dite Convention avaient faites au Gouvernement de Russie à ce sujet.

Le Ministre du Brésil à St. Pétersbourg m'a adressé sous la date du 3/15 Mai a. c. une note responsive que je m'impresse de transmettre ci-joint* à Votre Excellence, en Vous informant en même temps, que le Gouvernement Impérial, pour sa part, ne trouve pas d'obstacles d'accepter les propositiones faites actuellement par le Gouvernement Brésilien.

En transmettant ci-joint pour plus amples informations un extrait de l'office du Ministère de l'intérieur à ce sujet, je crois devoir attirer Votre attention, Monsieur l'Ambassadeur, sur le fait que tous les Gouvernements attachent un grand prix à l'adhésion du Brésil à la Convention télégraphique de 1875 et que la prompte solution de cette affaire ne dépend actuellement que du Cabinet de Vienne.

A ces causes j'ai l'honneur de prier Votre Excellence de vouloir bien me faire parvenir aussitôt que possible une réponse à ma présente communication et je profite etc.

**Note du Baron Alhandra au Prince Gortschakow an date de St. Petersbourg, 3/15 Mai 1877, Nr. 4441.*

Le Soussigné Membre du Conseil de Sa Majesté l'Empereur du Brésil, et Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire, a l'honneur de faire part à Son Altesse le Prince Gortchakow, Chancelier de l'Empire et Ministre des affaires étrangères, qu'ayant transmis à son Gouvernement la note du Ministère Impérial du 12/24 Octobre 1876, demandant des éclaircissements au sujet des tarifs que le Brésil veut établir pour la correspondance télégraphique dans son réseau, ainsi que la déclaration à quelle classe il désire appartenir, vient d'être chargé par son Gouvernement de déclarer que le Brésil désire appartenir à la première classe et à contribuer avec sa quote-part annuelle au maintien du bureau international de l'Administration télégraphique à raison de 400 reïs pour un franc.

Quant au tarif, le Gouvernement Impérial du Brésil donne la préférence au régime extraeuropéen: taxes terminales et de transit de mot.

Le Brésil se compose des trois divisions territoriales pour le recouvrement des taxes télégraphiques, savoir:

1° du Recife au Pará.

2° du Recife à la ville de Rio Janeiro.

3° de Rio Janeiro à la frontière sud de l'Empire dans la Province de Rio-Grande.

Cette division arrivant pour le moment jusqu'aux stations de Jaguarao et d'Uruguayana, sera étendue plus tard aux divisions qu'on ouvrira pour les télégrammes venant d'Europe.

Mais d'après l'article 10 de la Convention les trois divisions pour le transit 1877
restent réduites à deux, vu que le câble n'arrive qu'au Recife.

Le Gouvernement Impérial déclare en outre que la taxe, soit terminale soit de transit, doit être payée à raison d'un franc par mot, et par chaque division territoriale.

Ces taxes sont fixées comme suit:

Pour un télégramme extra-brésilien livré à la station du Recife et destiné pour toute autre station, depuis cette ville jusqu'à Rio Janeiro, il sera perçu pour chaque mot la taxe d'un franc.

Pour toute autre station au sud de Rio Janeiro deux francs.

Le télégramme expédié en transit du Recife à Jaguarao ou à Uruguana, ou destiné à la ville de Rio grande, afin de suivre par les lignes télégraphiques des pays voisins — deux francs.

Idem en transit du Recife à la ville de Bellem (Pará) quand la ligne télégraphique y arrivera — un franc.

Il reste bien entendu que la taxe de télégramme par mot est uniquement admis pour les télégrammes reçus de, ou expédiés par les Etats qui ont adhéré à la Convention de St. Pétersbourg.

En donnant toutes ces informations et éclaircissements, le soussigné croit devoir dire à Son Altesse, qu'il a reçu de son Gouvernement des pleins pouvoirs, par lesquels il est autorisé à adhérer au nom du Brésil à la Convention télégraphique internationale de 1875, et à signer les actes à cet effet.

Le soussigné saisit etc.

Signé Baron *d'Alhandra* m. p.

St. Pétersbourg, le 14/26 Juillet 1877.

2. Monsieur l'Ambassadeur!

Par une déclaration en date du 4/16 Juillet a. c. ci-jointe en copie**, le Gouvernement Brésilien, après avoir eu communication de la Convention télégraphique Internationale conclue à St. Petersbourg le 10/22 Jeuillet 1875, usant du droit réservé par l'article 18 de cette Convention aux Etats nonsignataires, accède pour le Brésil à la dite Convention télégraphique internationale.

J'ai l'honneur de porter ce qui précède à Votre connaissance, Monsieur l'Ambassadeur, en Vous priant de vouloir bien en faire part au Gouvernement Impérial et Royal et je profite etc.

***Déclaration d'accession.*

Le Soussigné, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de Sa Majesté l'Empereur du Brésil près Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, déclare que le Gouvernement Impérial, après avoir eu communication de la Convention télégraphique internationale conclue à St. Pétersbourg, le 10/22 Juillet 1875, usant du droit réservé par l'article 18 de cette Convention aux Etats nonsignataires, accède pour l'Empire du Brésil à la dite Convention télégraphique internationale, laquelle est censée insérée mot à mot dans la présente déclaration et s'engage formellement envers Sa Majesté l'Empereur de Toutes les Russies et les autres Hautes Parties contractantes à concourir de son coté à l'exécution des stipulations contenues dans la dite Convention.

Le Gouvernement Impérial du Brésil déclare en outre adopter pour le tarif international le régime extra-européen: taxes terminales et de transit par mot.

Le Brésil, attendu sa grande extension, est partagé en trois divisions territoriales pour le recouvrement des taxes télégraphiques, savoir:

1° du Recife (Pernambuco) au Pará.

2° du Recife à la ville de Rio-Janeiro.

1877 3° de Rio-Janeiro à la frontière du Sud de l'Empire dans la Province de Rio-Grande.

La première division entre Recife et Pará n'est pas encore en fonction.

La taxe soit terminale, soit de transit doit être payée à raison d'un franc par mot et par chaque division territoriale.

Ces taxes sont définies comme suit:

Pour un télégramme extra-brésilien livré à la station du Recife et destiné pour toute autre station depuis cette ville jusqu'à Rio-Janeiro, il sera perçu pour chaque mot franc 1.

Pour toute autre station au Sud de Rio-Janeiro francs 2

Le télégramme expédié en transit du Recife à Jaguarao ou à Uruguaná, ou destiné à la ville de Rio-Grande, afin de suivre par les lignes télégraphiques des pays voisins francs 2.

Idem en transit du Recife à la ville de Bellern (Pará) quand la ligne télégraphique y arrivera franc 1.

En foi de quoi le Soussigné muni à cet effet de pleins-pouvoirs, qui ont été trouvés en bonne et due forme, a signé la présente déclaration et y a opposé le cachet de ses armes.

Fait à St. Pétersbourg, le 4/16 Juillet 1877.

Signé: Baron *d'Alhandra.*

1007.

18 juillet 1877.

Circulaire du ministère R. hongrois de la justice à l'égard de l'exécution des sentences des tribunaux de la Saxe Royale.

(Archives du ministère Imp. et R. des affaires étrangères.)

Circular-Verordnung des königlich ungarischen Justizministeriums sub Z. 19030 vom Jahre 1877 an sämmtliche königliche Gerichtshöfe erster Instanz und sämmtliche königliche Bezirksgerichte.

Die sächsisch königliche Regierung hat erklärt, dass die königlich sächsischen Gerichte in Ermangelung eines die gegenseitige Rechtshilfe stipulirenden Vertrags die Vollziehung der, durch ausländische, so auch durch ungarische Gerichte gegen sächsische Unterthanen gefällten rechtsgiltigen Bescheide anzuordnen nur in dem Falle berechtigt sind, wenn die Competenz des anordnenden Gerichts nach den in Sachsen geltenden Gesetzen festgestellt ist.

Aus dieser Erklärung folgt von selbst, dass die sächsischen Gerichte — jenen rechtsgiltigen Bescheid des ungarischen Gerichtes, mit welchem dieses seine Competenz nach dem ungarischen Gesetzes als festgestellt erklärt, als nicht genügend erachtend — vor Anordnung der Execution des in Sachsen zu

vollziehen ersuchten Bescheides oder Urtheiles die Competenz des ungarischen Richters nach sächsischem Gesetze zum Gegenstande eines neuen Verfahrens und richterlichen Beschlusses machen. 1877

Nachdem dieses Verfahren auch von unserer Seite eine gleiche Verfüguug erheischt, weise ich aus dem Grunde den königlichen Gerichtshof, respective Bezirksgericht, an, dass sie fürderhin die Vollziehung der Execution der durch die königlich sächsischen Gerichte, wenn auch nach den dortigen Gesetzen rechtsgiltig gefällten Bescheide und Urtheile nur in dem Falle anordnen mögen, wenn von den, durch das requirirende königlich sächsische Gericht übersandten Acten unzweifelhaft erhellt, dass das in dem Processe vorgegangene königlich sächsische Gericht zur Verhandlung und Urtheilsfällung nach dem auf dem Gebiete des requirirten ungarischen Gerichtes geltenden Gesetze competent war.

Insoweit die Competenz des sächsisch königlichen Gerichtes aus den übersandten Schriften nicht herzustellen wäre, suche das requirirte vaterländische Gericht zur Uebersendung der betreffenden Processschriften das betreffende königlich sächsische Gericht an, und wenn es sich von den derart übersandten Process-Schriften Ueberzeugung verschafft, dass das sächsische Gericht, nach der auf ungarischem Gebiete geltenden Civil-Process-Ordnung nicht competent gewesen wäre, ist es in diesem Falle Pflicht des ungarischen Gerichtes, die Vollziehung des Urtheils oder Bescheides zu verweigern.

Zugleich ist jene Partei, gegen welche das königlich sächsische Gericht die Anordnung der Execution des Urtheiles oder Bescheides verlangte, berechtigt, die Vermeidung der Execution wegen Incompetenz des königlich sächsischen Gerichtes bei dem zur Anordnung, respective zur Vollziehung derselben requirirten königlichen Gerichte anzusuchen — über welches Ansuchen eine Tagsatzung anzuordnen und in einem Bescheide Beschluss zu fassen sein wird.

Entsprechend den in Sachsen bestehenden Gesetzen ist die Anordnung der Execution unbedingt zu verweigern, wenn der Gegenstand des Urtheils oder Bescheides — das Thun oder Unterlassen — in einer Inhibirung der dasigen Gesetze stösst (wörtlich).

Budapest, 18. Juli 1877.

Für den Justiz-Minister:
Csemegi m. p.
Staats - Secretär.

SAXE.

1877

1008.

21 juillet 1877.

Ordonnance du ministère Imp. R. de l'instruction publique relativement à l'arrangement pris avec la Saxe Royale pour assurer réciproquement l'instruction scolaire obligatoire.

(Archives du ministère Imp. et R. des affaires étrangères.)

Erlass des Ministers für Cultus und Unterricht vom 21. Juli 1877, Z. 8531, an die Landesschulbehörden, betreffend eine Vereinbarung mit der königlich sächsischen Regierung wegen gegenseitiger Durchführung der Schulpflicht.

Da es wünschenswerth erschien, dass der auf Grund der österreichischen Schulgesetze beobachtete Vorgang, wornach bezüglich der Schulpflicht zwischen den Kindern der In- und Ausländer ein Unterschied nicht gemacht wird, auch im Königreiche Sachsen rücksichtlich der Kinder der sich dortlands aufhaltenden österreichischen Staatsangehörigen Platz greife, so wurde zwischen der diesseitigen und der königlich sächsischen Regierung durch Austausch von Ministerial-Erklärungen die Vereinbarung dahin getroffen, »dass die, den — im österreichischen Reichsrathe vertretenen — Ländern angehörenden Kinder, welche sich im Königreiche Sachsen aufhalten, und die dem Königreiche Sachsen angehörenden Kinder, welche sich in den im österreichischen Reichsrathe vertretenen Ländern aufhalten, nach Massgabe der im Lande des Aufenthaltes bestehenden Gesetze, wie Inländer zum Besuche der Schule herangezogen werden sollen, und dass diese Nöthigung zum Besuche der Schule sich nicht nur auf die eigentliche Elementar- oder Volksschule sondern, wo daneben eine sogenannte Sonntags-, Fortbildungs- oder Wiederholungsschule mit obligatorischem Charakter besteht, auch auf diese erstrecken soll«.

1009.

22 août 1877.

Publication de la chambre de commerce de Vienne à l'égard du nouveau tarif douanier espagnol du 17 juillet 1877.

(Wiener Zeitung 1877, Nr. 192.)

Kundmachung.

In Erledigung einer von der unterzeichneten Kammer gestellten Anfrage hat das k. k. Handelsministerium mitgetheilt, dass laut Disposition 12 der Bestimmungen über die Anwendung

des am 1. August d. J. in Spanien in Wirksamkeit getretenen 1877
neuen Zolltarifes vom 17. Juli 1877 die in demselben aufgestellten Zölle, die niederer sind als jene, welche der als integrirender Bestandtheil unseres Handels- und Schifffahrts-Vertrages mit Spanien vom 24. März 1870 erklärte Tarif des Jahres 1869 (12. Juli) vorschreibt, nur auf die Producte und Provenienzen des Deutschen Reiches, der Schweiz, Italiens, Oesterreich-Ungarns, Schwedens und Norwegens, der Niederlande, Russlands, Portugals, Marokkos und der Türkei Anwendung finden, deren Nationen auf Grund der geltenden Verträge auf die spanischen Producte jene Zollgebühren legen, welche für die meistbegünstigte Nation festgesetzt sind.

Um zu erweisen, dass die Waaren in den genannten Ländern erzeugt sind und aus denselben herrühren, haben zufolge der genannten Disposition die Betheiligten zur Zeit der Einfuhr nach Spanien ein von dem betreffenden spanischen Consul vidirtes Certificat des ausländischen (österreichischen) Zollamtes vorzuweisen, in welchem die Ausfuhr der erwähnten Waaren bestätigt wird.

Wenn die Producte der genannten Nationen, um nach Spanien zu gelangen, durch ein anderes fremdes Land transitiren, ist ausserdem die Durchfuhr durch ein vom spanischen Consul vidirtes Certificat der Zollverwaltung dieses letzten Landes, durch welches die Waaren gehen, zu erweisen.

Weist jemand diese Documente nicht vor, so werden die höchsten Zölle gefordert werden, welche in dem Tarife vom Jahre 1869 angesetzt sind.

Um sonach dieser Zollbegünstigungen theilhaft zu werden, bedürfen die nach Spanien zu importirenden österreichischen Waaren und Güter sowohl eines Ursprungs-Certificates als auch, soferne dieselben in der Durchfuhr Frankreich berühren sollten, eines Transito-Certificates.

Zur Ausstellung der Ursprungs-Certificate sind die heimischen Zollämter berufen, worauf dieselben noch von dem competenten spanischen Consul zu vidiren sind; die Ausstellung der Transito-Certificate erfolgt im vorerwähnten Falle durch die französische Zollverwaltung und auch dieses Certificat muss von dem dortigen competenten spanischen Consul vidirt werden.

Wien, am 22. August 1877.

Von der Handels- und Gewerbekammer für das Erzherzogthum Oesterreich unter der Enns.

ESPAGNE.

1877 **1010.**

16 août 1877.

Circulaire du ministère Imp. R. de l'intérieur concernant le traitement gratuit des sujets réciproques malades dans les hôpitaux français et autrichiens.

(Archives du ministère Imp. et R. des affaires étrangères.)

An sämmtliche Landesstellen.

Die wiederholt gemachte Wahrnehmung, dass von den Verwaltungen einzelner französischer Communalspitäler das den Landesstellen mit h. ä. Erlasse vom 10. April 1868, 1398/M. I. und neuerlich mit dem Erlasse vom 21. Jänner 1877, 185/M. I. bekanntgegebene Princip der gegenseitigen unentgeltlichen Verpflegung der in die österreichischen und in die französischen Spitäler aufgenommenen französischen, beziehungsweise österreichischen Unterthanen nicht beachtet wurde, haben das Ministerium des Innern veranlasst, im Wege des Ministerium des Aeussern dahin zu wirken, dass die Rückvergütung der Verpflegskosten zwischen Oesterreich und Frankreich näher festgestellt werde.

Durch die im diplomatischen Wege gepflogene Verhandlung wurde die vom k. und k. Ministerium des Aeussern hieher mitgetheilte Erklärung der französischen Regierung erzielt, dass in allen Spitälern Frankreichs ohne Ausnahme, daher nicht blos in den Staats-, sondern auch in den Communalspitälern mittellose Kranke ohne Unterschied der Nationalität, mithin auch die österreichischen Unterthanen unentgeltlich verpflegt werden und die genaue Einhaltung dieses Grundsatzes von der französischen Regierung angeordnet wurde. Die beiderseitigen Regierungen hätten sich jedoch darin zu unterstützen, um den Ersatz der Verpflegskosten von den Verpflegten oder von den zahlungsfähigen Verwandten hereinzubringen, falls diese in der Lage sind, den Ersatz zu leisten.

Von der unentgeltlichen Verflegung bleiben nur die Unheilbaren (*infirmes*), Geisteskranke und Findlinge ausgeschlossen, bezüglich deren die französische Regierung bei dem bisher befolgten Systeme der Heimsendung bis an die Grenze verbleiben zu müssen sich erklärt. Die französische Regierung erklärte jedoch zugleich geneigt zu sein, die Rückvergütung der Auslagen (*avanies*) bei diesen Hilfsbedürftigen erst vom Tage der Präsentation des Uebernahmsbegehrens an zu verlangen, und wenn demselben stattgegeben wird, den Hilfsbedürftigen unentgeltlich bis an die Grenze bringen zu lassen, falls die österreichische Regierung diesfalls die Reciprocität beobachten würde.

Die Unterstützung der beiden Regierungen behufs Herein- 1877
bringung der Kosten, und zwar jener der Verpflegung und der Heimsendung hätte wie bei den ersterwähnten Kranken Platz zu greifen.

Indem der ..... diese Erklärungen der französischen Regierung bekannt gegeben werden, wird dieselbe aufgefordert, hinsichtlich des Vorschlages der französischen Regierung wegen der reciproken Behandlung der Hilfsbedürftigen der letzt hervorgehobenen Kategorien (Unheilbare, Geisteskranke, Findlinge) ihr Gutachten auch mit dem Landes-Ausschusse für Tirol und Triest mit den Landes-Ausschüssen gepflogenem Einvernehmen zu erstatten und dabei die in den letzten 10 Jahren (1867—1876) vorgekommenen Fälle solcher Heimsendungen und wo thunlich den hiedurch aufgelaufenen Kostenbetrag nachzuweisen.

1011.

18 août 1877.

Circulaire de l'autorité maritime à Trieste à l'égard du décret de la République du Pérou en date du 4 avril 1877 prescrivant la légalisation, par les organes consulaires du Pérou à l'étranger, des connaissements et autres papiers de bord de navires à leur entrée dans les ports de la République.

(Archives du ministère Imp. et R. des affaires étrangères.)

Circolare dell' i. r. Governo marittimo a tutti gl' ii. rr. Uffici funzionari portuale sanitari dipendenti.

Il governo della Repubblica del Perù con decreto 4. aprile a. c. pubblica quanto segue:

Art. I.

I proprietari o consegnatari parziali del carico destinato per i porti della Repubblica, correderanno il manifesto. che giusta l'articolo 38 del regolamento di commercio hanno obbligo di presentare, delle polizze vidimate dal rispettivo Console del Perù.

Art. II.

Le merci, per le quali non vengono presentate le polizze ordinate in base al disposto degli articoli 188 e 197 del regolamento consolare e dell' art. 1 del presente decreto, vanno soggette ad un' addizionale del 25% sui diritti relativi giusta tariffa.

Quelle di libera importazione vanno sogette ad una tassa equivalente al 25% del loro valore.

1877

Art. III.

Gli amministratori della dogana potranno concedere ag importatori, che non presentino le polizze ordinate un equ termine per la presentazione, sotto garanzia, di loro soddisfazion e per la somma rappresentante il 25% della multa, aumentand del 5% i corrispondenti diritti.

Art. IV.

Al Capitano del bastimento, che approda in un porto de Perù, senza essere munito dei documenti vidimati dal rispettiv Console della Repubblica in conformità agl' articoli 187 e 201 de regolamento consolare, verrà inflitta una multa di 100 a 100 solas, secondo la gravità del caso, secondo quanto disporrà i capo della dogana, e senza pregiudizio della disposizion contenuta nell' articolo 28 del regolamento di commercio.

Art. V.

Non verrà applicata la pena portata dall' articolo precedente qualora il Capitano comprovi, che la mancanza dei document suddetti provenga da motivo che non potè prevedere né evitare, come sarebbe, naufragio, incendio o pirateria, ovvero se il basti mento non fù spedito per un porto del Perù, e solo fù costrett ad approdarvi per caso fortuito o per imprescindibile necessità.

Art. VI.

Sono abrogate le disposizioni del regolamento di commerci 16. dicembre 1864, in quella parte, in cui furono sostituite da quelle del regolamento consolare 22. guigno 1876.

Locchè si comunica in esito ad ossequiato dispaccio 9. corrente Nr. 23512 dell' Eccelso i. r. Ministero del Commercio, per analog publicazione nell' albo d' Ufficio e partecipazione ai naviganti

---

1012.

18 août 1877.

Circulaire de l'autorité maritime à Trieste à l'égard de nouvelles taxes imposés à la navigation à titre des travaux de port dans les ports espagnols de Coruna et d'Alméria.

(Archives du ministère Imp. et R. des affaires étrangères.)

Circolare dell' i. r. Governo marittimo a tutti gl' ii. rr. Uffici e funzionari portuali sanitari dipendenti.

Il r. Governo di Spagna, affine di sopperire alle spese pel miglioramento delle necessarie opere portuali in Corunna ha introdotto, con decreto 29 giugno a. c. una nuova tassa, eguale a

di già esistente, per la scaricazione delle merci importate 1877
tto porto, e con decreto della stessa data stabilì, allo scopo
i migliorare le opere portuali in Almeria, una nuova tassa
%, sopra il diritto di scaricazione attualmente in vigore, ed
posta sopra le merci, che vengono caricate e scaricate nel
porto d'Almeria, e ciò in basse alla seguente tariffa.

MERCI		Unità per l'imposta	Imposta in Pesetas e Cents.
i, candele di cera, oreficerie, rriaggi, vetrami, ferramenta fina, mme, filati d'ogni specie, giuoli, gioielli, liquori, lampade, bili, manifatture, passamenterie, ofumerie, colori fini, polvere da cile, pianoforti, chincaglierie, ologerie, tessuti d'ogni specie, bachi	dall' Estero	—	5
hero, baccalà, cacao nonchè altri generi coloali	dal Regno	—	2.50
ta fresche		—	1.—
secche		—	1.50
i, vini etc., compreso il petrolio		—	4.—
to greggio		—	1.—
lavorato		—	1.50
i, legumi e farine		—	1.—
one		—	1.—
bo argentifero, o purificato in lamine		—	3.50
he di rame, zinco etc.		—	4.—
di ferro		—	1.—
, acciaio e simili metalli in verghe, lamine in altra qualsiasi forma		—	4.—
ali di ferro		—	0.20
di piombo d'ogni specie		—	1.50
di zinco » »		—	.75
ame di tutte le qualità		metro cubo	0.75
n scattole, barili o vasi	grandi di chil. 23	uno	0.15
	piccoli di chil. 11 ½	»	0.10
ali	capi grossi	»	1.—
	detti minuti	»	0.05
non specificate in casse, fardi etc.		del peso fino a 100 chilogr.	0.50
» » » » » »		del peso fino a 200 chilogr.	1.—
» » » » » »		oltre i 200 chilogr.	3.—
» » » » » »		per ogni 100 chilogr. oltre i 300 chilogr.	0.25

1877 I cereali non specificati pagheranno l'importo in ragione di merci simili od analoghe alla loro specie.

I generi verrano stimati a peso lordo.

Ciò si notifica in esito ad ossequiato dispaccio 9. corrente No. 23923 dell' Eccelso i. r. Ministero del Commercio per analoga pubblicazione nell' albo d' Ufficio e partecipazione ai naviganti.

1013.

25 août 1877.

Ordonnance du ministère Imp. R. du commerce concernant l'accession de la Perse, de la république Argentine, du Groenland et des colonies danoises à l'union générale des Postes.

(P. V. Bl. 1877, Nr. 54.)

Beitritt Persiens, der Argentinischen Republik, Grönlands und der dänischen Colonien zum allgemeinen Postvereine. H.-M. Z. 25866.

Persien, die Argentinische Republik, Grönland und die nachstehend bezeichneten dänischen Colonien in Westindien, nämlich: St. Thomas, St. Jean und St. Croix sind dem allgemeinen Postvereine beigetreten*) und finden die Bestimmungen des Berner Postvertrages vom 9. October 1874 und des dazu gehörigen Reglements auf den Correspondenzverkehr mit diesen Ländern und Colonien vom 1. September d. J. ab Anwendung.

Es sind daher von diesem Termine ab folgende Portosätze einzuheben:

I. Für Correspondenzen nach und aus Persien bei der Beförderung via Russland:

a) für frankirte Briefe 10 kr. für je 15 Grammen,
b) für unfrankirte Briefe 20 kr. für je 15 Grammen,
c) für Correspondenzkarten 5 kr. pro Stück,
d) für Zeitungen, sonstige Drucksachen unter Band, Sendungen mit Waarenproben und Geschäftspapieren 3 kr. für je 50 Grammen,
e) für recommandirte Correspondenzen an Recommandationsgebühr 10 kr. und
f) für ein Retourrecepisse 10 kr.

II. Für Correspondenzen nach und aus Persien bei der Beförderung via Bombay-Bushire, sowie für Correspondenzen nach und aus der Argentinischen Repubik, Grönland und den dänischen Colonien in Westindien:

a) für frankirte Briefe 20 kr. für je 15 Grammen, 1877
b) für unfrankirte Briefe 30 kr. für je 15 Grammen,
c) für Correspondenzkarten 10 kr. pro Stück,
d) für Zeitungen, sonstige Drucksachen unter Band, Sendungen mit Waarenproben und Geschäftspapieren 6 kr. pro 50 Grammen,
e) für recommandirte Correspondenzen an Recommandationsgebühr 10 kr. und
f) für ein Retourrecepisse 10 kr.

Die k. k. Postdirectionen ausserhalb Wien haben diese Bestimmungen durch die Landeszeitungen zu verlautbaren.

---

*) Voici les communications officielles du bureau de Berne:

Berne, le 21 juin 1877.

La République Argentine ayant demandé à être admise dans l'Union Générale des Postes aux mêmes conditions que l'ont été les Colonies françaises et l'Inde britannique, c'est-à-dire aux conditions de l'arrangement signé à Berne, le 27 janvier 1876, les Administrations qui ont des conventions postales ou des relations directes avec ce pays se sont déclarées d'accord avec son admission dans l'Union. Cette entente, communiquée à tous les membres de l'Union, n'a soulevé aucune objection dans le délai de six semaines prévu par l'art. 17 du Traité de l'Union postale, en sorte qu'en vertu de ce même article l'adhésion de la République Argentine, considérée comme accomplie, devait être constatée par un acte diplomatique entre le Gouvernement de l'Administration gérante et le Gouvernement de l'Administration admise dans l'Union.

En conséquence, le Conseil fédéral suisse, au nom des membres de l'Union, a échangé, le 16 juin 1877, avec le Gouvernement de la République Argentine un acte constatant l'adhésion définitive de cet Etat aux stipulations du Traité de Berne du 9 octobre 1874.

Le Conseil fédéral suisse a l'honneur de remettre, avec la présente note, à Son Excellence Monsieur le Ministre des Affaires étrangères d'Autriche-Hongrie, le texte de cet acte**, dont le double, destiné au Conseil fédéral en sa qualité de représentant des membres de l'Union, reste déposé aux archives de la Confédération suisse.

Le Conseil fédéral suisse saisit etc.

Au nom du Conseil fédéral suisse,

Le Chancelier de la Confédération: *Schiess.* Le Vice-Président: *Schenk.*

** Le Département des Postes Suisses ayant proposé, par circulaire du 23 avril 1877, à tous les Membres de l'Union Générale des Postes, d'admettre dans l'Union la République Argentine, aux mêmes conditions que l'ont été les Colonies françaises et l'Inde britannique, c'est-à-dire aux conditions de l'arrangement signé à Berne, le 27 janvier 1876, et aucune objection contre cette proposition n'ayant été présentée dans le délai de six semaines prescrit par l'article 17, paragraphe 6 du Traité de Berne du 9 octobre 1874. — Les soussignés, dûment autorisés à cet effet, constatent par le présent acte diplomatique l'adhésion définitive, dès le 1er septembre 1877, du Gouvernement de la République Argentine, aux stipulations du Traité concernant la création

1877 d'une Union Générale des Postes, conclu à Berne, le 9 octobre 1874, ainsi qu'aux dispositions du Règlement de détail pour l'exécution du dit Traité.

Fait double à Paris, le 16 juin 1877 (seize juin mil huit cent soixante dix-sept).

Pour le Conseil Fédéral Suisse au nom des Membres de l'Union,
L'Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de la Confédération Suisse près la République Française:
(L. S.) signé *Kern*.

Pour le Gouvernement de la République Argentine,
Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire en France et en Espagne:
(L. S.) signé M. *Balearce*.

Berne, le 3 août 1877.

Le Gouvernement du Royaume du Danemarc ayant demandé l'admission, dans l'Union générale des Postes, du Groënland et des îles danoises de St. Thomas, St. Croix et St. Jean, aux mêmes conditions que l'ont été les Colonies françaises et l'Inde britannique, c'est-à-dire aux conditions de l'arrangement signé à Berne, le 27 janvier 1876, les Administration qui ont des conventions postales ou des relations directes avec ce pays se sont déclarées d'accord avec son admission dans l'Union. Cette entente, communiquée à tous les membres de l'Union, n'a soulevé aucune objection dans le délai de six semaines prévu par l'art. 17 du Traité de l'Union postale, en sorte qu'en vertu de ce même article l'adhésion du Groënland et des îles danoises prénommées, considérée comme accomplie, devait être constatée par un acte diplomatique entre le Gouvernement de l'Administration gérante et le Gouvernement de l'Administration admise dans l'Union.

En conséquence, le Conseil fédéral suisse, au nom des membres de l'Union, a échangé le 1er août 1877 avec le Gouvernement de Sa Majesté le Roi de Danemarc un acte constatant l'adhésion définitive des ses Colonies prénommées aux stipulations du Traité de Berne du 9 octobre 1874.

Le Conseil fédéral suisse a l'honneur de remettre avec la présente note, à Son Excellence Monsieur le Ministre des Affaires étrangères d'Autriche-Hongrie le texte de cet acte**, dont le double, destiné au Conseil fédéral en sa qualité de représentant des membres de l'Union, reste déposé aux archives de la Confédération suisse.

Le Conseil fédéral suisse saisit etc.

Au nom du Conseil fédéral suisse:

Le Chancelier de la Confédération: *Schiess.*

Le Président de la Confédération: *Heer.*

** Le Département des Postes Suisses ayant proposé, par circulaire du 23 avril 1877, à tous les Membres de l'Union Générale des Postes, d'admettre dans l'Union le Groënland et les Iles danoises des Indes occidentales, savoir St. Thomas, Ste. Croix et St. Jean, aux mêmes conditions que l'ont été les Colonies Françaises et l'Inde Britannique, c'est-à-dire aux conditions de l'arrangement signé à Berne, le 27 janvier 1876, et aucune objection n'ayant été présentée contre cette proposition dans le délai de six semaines prescrit par l'article 17 §. 6 du Traité de Berne du 9 octobre 1874, les Soussignés, dûment autorisés à cet effet, constatent, par le présent acte diplomatique, l'adhésion définitive, dès le 1er septembre 1877, du Gouvernement de Sa Majesté le Roi de Danemarc pour le Groënland et les Iles de St. Thomas, St. Croix et St. Jean aux stipulations du Traité concernant la création d'une Union Générale des

Postes, conclu à Berne, le 9 octobre 1874, ainsi qu'aux dispositions du Règlement de détail pour l'exécution du dit Traité. 1877

Fait double à Paris, le premier août mil huit cent soixante dix-sept (1er août 1877).

Pour le Conseil Fédéral Suisse, au nom des Membres de l'Union,
L'Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de la Confédération Suisse près la République Française:
(L. S.) signé *Kern.*

Pour le Gouvernement de Sa Majesté le Roi de Danemarc,
Son Envoyé Etraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près le Gouvernement de la République Française.
(L. S.) signé *Moltke-Hvitfeldt.*

1014.

1 sept. 1877.

Publication du ministère Imp. R. des finances concernant la réunion sur le territoire italien du poste douanier Imp. R. à Piano di Fugazza avec le poste italien du même endroit.

(R. G. Bl. 1877, Nr. 85.)

Kundmachung des Finanzministeriums vom 1. September 1877, wegen Zusammenlegung des k. k. Ansagepostens Piano di Fugazza mit dem gleichnamigen k. Avisoposten auf italienischem Gebiete.

Der zu Piano di Fugazza an der Grenze Tirols gegen Italien aufgestellt gewesene k. k. Ansageposten (R. G. Bl. Nr. 150 vom Jahre 1872) ist am 1. Juli 1877 mit dem gleichnamigen k. italienischen Avisoposten auf italienischem Gebiete zusammengelegt worden und bleibt derselbe, wie bisher, mit den Befugnissen eines Nebenzollamtes II. Classe betraut.

Pretis m. p.

1015.

1 sept. 1877.

Ordonnance du ministère Imp. R. du commerce à l'égard de la suspension de l'accession de la république Argentine à l'union générale des Postes.

(P. V. Bl. 1877, Nr. 57.)

Correspondenzen nach und aus der Argentinischen Republik. H.-M. Z. 26865.

Nach einer neuerlichen Mittheilung des schweizerischen Postdepartements in Bern ist der Beitritt der Argentinischen Republik zum allgemeinen Postvereine bis auf Weiteres vertagt.

1877 Correspondenzen nach und aus der genannten Republik unterliegen daher auch ferner den bisherigen Taxen und Versendungsbedingungen.

Hievon werden die k. k. Postämter mit Bezug auf die h. o. Verordnung vom 25. August d. J., Z. 35866, betreffend den Beitritt Persiens, der Argentinischen Republik, Grönlands und der dänischen Colonien zum allgemeinen Postvereine (P. V. Bl. vom Jahre 1877, Seite 279) zur Darnachachtung in die Kenntniss gesetzt.

1016.

3 sept. 1877.

Ordonnance du ministère Imp. R. du commerce concernant le traitement des correspondances échangées avec la Chine.

(P. V. Bl. 1877, Nr. 57)

Correspondenzen nach und aus China. H.-M. Z. 25739.

Correspondenzen nach und aus den folgenden Hafenorten China's, nämlich: Kiung-Chow, Canton, Swatow, Amoy, Foochow, Ningpo, Shangai und Hankow unterliegen von nun an denselben Taxen und Versendungsbedingungen, wie Correspondenzen nach und aus Honkong.

Die Taxen betragen:

a) für frankirte Briefe 20 kr. für je 15 Grammen,

b) für unfrankirte Briefe 30 kr. für je 15 Grammen.

1017.

3 septembre 1877.

Ordonnance du ministère Imp. R. de l'intérieur à l'égard de la mise à exécution de l'arrangement pris avec la Prusse en juillet 1875 pour la réception des leurs anciens sujets.

(Archives du ministère Imp. et R. des affaires étrangères.)

Erlass des k. k. Ministeriums des Innern vom 3. September 1877, Z. 12583, an alle politischen Landesbehörden.

Das Ministerium des Innern findet rücksichtlich des Geschäftsganges in Angelegenheiten der zwischen den Regierungen der österr.-ungar. Monarchie und des Deutschen Reiches im Juli 1875 (R. G. Bl. Nr. 112) getroffenen Uebereinkommens wegen Uebernahme ihrer ursprünglichen Staatsangehörigen, insoweit dieselben dem anderen Staate noch nicht angehörig geworden

sind, aus Anlass einer vom k. und k. Ministerium des Aeussern 1877
mitgetheilten Anregung des deutschen auswärtigen Amtes anzuordnen, dass soweit dies nicht schon bisher stattgefunden hat, die Anträge der hierseitigen politischen Landesbehörden auf Uebernahme früherer preussischer Angehöriger der vorbezeichneten Kategorie unmittelbar an die preussischen Landespolizeibehörden (Regierungen, Polizeipräsidium zu Berlin und Landdrosteien in der Provinz Hannover) zu richten sind, ohne die Vermittlung des k. und k. Ministerium des Aeussern oder der k. und k. Botschaft in Berlin in Anspruch zu nehmen.

Die Vorlage an das Ministeriums des Innern behufs der weiteren Behandlung der Angelegenheit wird nur dann einzutreten haben, wenn die Ablehnung der Uebernahme von Seite der preussischen Landespolizeibehörde der hierseitigen politischen Landesbehörde nicht begründet erscheint.

1018.

11 septembre 1877.

Circulaire de l'autorité maritime à Trieste concernant le dépôt près du consulat respectif des cartes de bord par les capitaines ou patrons des navires étrangers à leur entrée dans les ports ou rades du royaume d'Italie.

(Ann. marit. 1878, pag. 140.)

Circolare dell' i. r. Governo marittimo a tutti gl' ii. rr. Uffici e funzionari portuali sanitari dipendenti concernente il deposito delle carte bordo dai Capitani o padroni delle navi estere, che approdano nei porti o nelle rade del Regno d'Italia.

Giusta l' art. 117 del codice per la marina mercantile d' Italia riformato colla legge 24 maggio p. p., i Capitani o padroni delli navi estere, che approdano nei porti o nelli rade del Regno d' Italia, possono depositare le loro carte di bordo presso il rispettivo Consolato, ma devono far pervenire al r. Ufficio di porto, entro ventiquattro ore dalla loro ammissione a pratica, un certificato del Consolato stesso, in cui si attesti il deposito di tali carte.

Nel caso di ommissione, vanno soggetti alle penalità comminate nell' art. 416 del ricordato Codice.

Locchè si comunica per analoga pubblicazione nell' albo d' Ufficio e per partecipazione ai naviganti.

1877

1019.

15 septembre 1877.

Publication du ministère Imp. R. des finances concernant l'abolition du bureau douanier Imp. R. secondaire de 1ère classe de Zuckmantel, l'établissement d'un tel bureau à Niclasdorf et le changement du bureau de contrôle à Zuckmantel en un bureau douanier secondaire de 1ère classe.

(R. G. Bl. 1877, Nr. 87.)

Kundmachung des Finanzministeriums vom 15. September 1877, betreffend die Auflassung des k. k. Nebenzollamtes I. Classe Zuckmantel in Preussisch-Ziegenhals (Stadt), Errichtung eines Nebenzollamtes I. Classe in Niklasdorf und Umwandlung des Controlamtes zu Zuckmantel in ein Nebenzollamt I. Classe.

Mit 30. September 1877 wird das k. k. Nebenzollamt I. Classe Zuckmantel in Preussisch-Ziegenhals (Stadt) aufgehoben und gleichzeitig ein k. k. Nebenzollamt I. Classe in Niklasdorf errichtet.

Mit diesem Zeitpunkte wird auch das k. k. Controlamt zu Zuckmantel in ein Neben-Zollamt I. Classe umgewandelt

Pretis m. p.

1020.

11 octobre 1877.

Circulaire de l'autorité maritime à Trieste concernant le rapatriement des sujets indigents.

(Ann. marit. 1878, Nr. 17.)

Circolare dell' i. r. Governo marittimo in Trieste di data 11 Ottobre 1877, N. 7721, diretta agl' ii. rr. Uffici Consolari di Austria-Ungheria, con la quale si eccitano i medesimi a limitare quanto più sia possibile le spese per soccorrere e ripatriare individui miserabili appartenenti alla Monarchia a. u.

Il dispendio per soccorrere e ripatriare individui miserabili appartenenti alla Monarchia a. u., come da partecipazione avutane dall' Eccelso i. r. Ministero degli Esteri, raggiunse nell' anno 1876 la considerevole somma di f. 22.370.

A tale destinazione essendo concesso dalle Delegazioni annualmente un credito di f. 15,000, ricade sull' Eccelso Ministero la grave responsabilità di giustificare dinanzi le Delegazioni il sorpasso del credito accordato e di ottenerne indennità.

Non piccola parte ebbero in tale sorpasso quegli Uffici consolari, che delle accennate spese spediscono direttamente i conti per liquidazione a questo Governo marittimo.

Si tratta di evitare per l' avvenire cotali sorpassi di credito, ed a tal fine, per incarico dell' Eccelso i. e r. Ministero degli esteri

si eccitano gl' ii. e rr. Uffici consolari a limitare quanto più sia 1877
possibilie le spese sopra ricordate, quasi generalmente non risarcibili e che rimangono perciò a péso dell' Erario.

1021.

18 octobre 1877.

Ordonnance du ministère Imp. R. du commerce concernant les relations postales avec la Perse.

(P. V. Bl. 1877, Nr. 66.)

Briefverkehr mit Persien. H.-Minist. Z. 25442.

Mit Beziehung auf die Verordnung vom 16. Juli d. J., Zahl 21951 (P. V. Bl. Nr. 45 ex 1877), wird den k. k. Postanstalten bekannt gegeben, dass nunmehr directe Briefpakete zwischen Wien und dem persischen Postbureau in Tauris (Tabris) auf dem Wege über Russland zur Auswechlung gelangen. In diese Briefpakete sind die nach Persien bestimmten Correspondenzen aus Oesterreich, sowie die den österreichischen Auswechslungs-Postanstalten für Persien zugehenden Sendungen aufzunehmen und dem entsprechend auf Wien zu leiten. Die Postanstalten in Schlesien, Galizien und der Bukowina haben jedoch die Briefsendungen nach Persien in der Weise zu instradiren, dass dieselben durch die betreffenden galizischen Grenzpostämter oder durch das Postamt in Nowoselitza (Bukowina) einzeln an russische Postanstalten ausgeliefert werden. Ausgeschlossen von der Aufnahme in die directen Briefpakete auf Tauris, beziehungsweise von der Einzel-Auslieferung an Russland bleiben diejenigen Briefpostsendungen nach Persien, welche auf ausdrückliches Verlangen der Absender über Suez und Bombay zu beförden sind.

1022.

29 octobre et 21/9 novembre 1877.

Échange de déclarations entre l'Autriche et la Russie concernant la rente annuelle à payer par le gouvernement Imp. de Russie au clergé de Cracovie en vertu de l'article 16 du protocole final signé à Varsovie, le 21/9 juin 1874.

(Archives du ministère Imp. et R. des affaires étrangères.)

Déclaration. 29 octobre 1877.

Les Plénipotentiaires du Gouvernement Impérial et Royal d'Autriche-Hongrie et du Gouvernement Impérial de Russie ont

1877 signé à Varsovie, le 9/21 Juin 1874, un protocole final concernant le partage des biens-fonds et capitaux de l'ancien Diocèse de Cracovie, — protocole ratifié d'autorisation Souveraine par le Ministère Imp. et Royal des affaires étrangères d'Autriche-Hongrie le 28 juin de la même année.

L'article 16 de ce protocole final, concernant une rente annuelle de 317 Rbls. 48 cop. à payer par le Gouvernement Impérial de Russie au clergé de Cracovie, est conçu en ces termes:

»Conformément à une disposition spéciale du Gouvernement Impérial de Russie, antérieure à l'immobilisation des revenus du clergé de Cracovie, ce dernier était en droit de toucher une rente annuelle de trois cent dix sept Rbls. 48 cop. (317 Rbls. 48 cop.) contre déposition dans les caisses du Trésor Impérial des »dowody likwidacyjne« appartenant à ce clergé et représentant en capital la somme de sept mille neuf cent trente quatre Rbls. 10 cop. (7934 R. 10 cop.)

Cette rente n'ayant pas été servie au clergé durant l'immobilisation, le Gouvernement Impérial de Russie prendra les dispositions nécessaires à ce que les arriérés de ces rentes soient intégralement payés au susdit clergé, et que cette rente lui soit régulièrement servie à l'avenir.

Le Gouvernement Impérial et Royal d'Autriche-Hongrie et le Gouvernement Impérial de Russie ayant résolu d'un commun accord de régler une fois pour toutes, les obligations découlant pour le Gouvernement Impérial de Russie de l'article précité, sont tombés d'accord sur les arrangements suivants:

1.

La rente annuelle de 317 Rbls. 48 cop. due au clergé de Cracovie, sera capitalisée au taux de 4% et en lettres de liquidation (intérêts 4%) valeur nominale du capital.

2.

La susdite rente de 317 Rbls. 48 cop. représentant au taux de 4% un capital de 7937 Rbls. ou en nombre rond de 8000 R., le Gouvernement Impérial de Russie s'engage à payer au Gouvernement Impérial et Royal d'Autriche-Hongrie, ces huit mille Rbls. en lettres de liquidation (portant 4% d'intérêts) d'après leur valeur nominale.

3.

La remise au Gouvernement Impérial et Royal d'Autriche-Hongrie des valeurs qui lui reviennent en vertu du présent arrange-

ment (§. 2) sera effectuée conformément aux stipulations de 1877
l'article 18 du protocole final du 9/21 juin 1874 concernant le partage des biens-fonds et capitaux de l'ancien Diocèse de Cracovie.

4.

A date du jour de la remise de ces valeurs (§. 2) par le Gouvernement Impérial de Russie au Gouvernement Impérial et Royal d'Autriche-Hongrie, les stipulations de l'article 16 du protocole final de 1874 seront considérées définitivement réglées. —

En vertu d'une autorisation Souveraine de Sa Majesté Impériale et Royale Apost. en date du 6 septembre 1877, le Soussigné Ministre de la Maison Impériale et des affaires étrangères de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique confirme et ratifie l'arrangement susmentionné en promettant son exacte et fidèle exécution par le Gouvernement Impérial.

En foi de quoi le Soussigné a muni de la signature et du cachet de ses armes la présente déclaration, destinée à être échangée contre une déclaration semblable de la part du Gouvernement Impérial de Russie*.

Fait à Vienne, le 29 octobre 1877.

Andrássy.

* La déclaration russe porte la date du 21/9 novembre 1877.

1023.

29 octobre 1877.

Ordonnance du ministère Imp. R. du commerce concernant certaines dispositions à prendre dans l'intérêt d'une statistique du poids des dépêches closes passant en transit par les États de l'union générale des Postes.

(P. V. Bl. 1877. Nr. 67.)

Statistik zur Ermittlung des Gewichtes der transitirenden Correspondenzen. H.-Minist. Z. 31124.

Die Postverwaltungen der dem allgemeinen Postvereine angehörigen Länder haben sich über die folgenden Bestimmungen geeiniget:

1. Zur Feststellung des Gewichtes der sowohl einzeln, als auch in geschlossenen Briefpaketen transitirenden Correspon-

1877 denzen ist während der ersten 14 Tage des Monates December 1877 eine allgemeine Statistik vorzunehmen.

2. Bei dieser Statistik ist sich an die allgemeinen Bestimmungen der Artikel XX bis XXIII des Reglements zur Ausführung des am 9. October 1874 zu Bern abgeschlossenen Postvertrages mit der alleinigen Ausnahme zu halten, dass für den Verkehr mit denjenigen Ländern, welche dem allgemeinen Postvereine erst im Laufe des Jahres 1877 beigetreten sind, beziehungsweise für den Verkehr dieser Länder untereinander, statt des auf den Verkehr während des ganzen Jahres entfallenden Multiplic tors 26 derjenige in Anwendnng zu bringen ist, welcher der wirklichen Dauer des zu ermittelnden Transits entspricht, wobei jedoch die zwischen den betheiligten Postverwaltungen vereinbarten oder noch zu vereinbarenden Specialbestimmungen vorbehalten bleiben.

3. Die Ergebnisse dieser Statistik sind nur für das Jahr 1877 giltig.

4. Der allgemeine Postcongress, welcher im Frühjahre 1878 in Paris zusammentreten soll, wird diejenigen Bedingungen feststellen, welche den Transitrechnungen vom 1. Jänner 1878 ab zu Grunde zu legen sind.

Die zur Vornahme dieser Statistik erforderlichen Weisungen werden die k. k. Auswechslungs-Postämter durch die vorgesetzten Postdirectionen erhalten.

1024.

31 octobre 1877.

Circulaire de l'autorité maritime à Triest concernant le rapatriement des marins naufragés.

(Ann. marit. 1878, Nr. 20.)

Circolare dell' i. r. Ministero degli Esteri di data 31 ottobre 1877 N. 16855/3 diramata a tutti gl' ii. rr. Uffici Consolari marittimi in merito al ripatrio di marinai di bastimenti naufragati.

Nelle distinte degli importi per spese di ripatrio non risarcibili, prodotte dall' i. r. Governo marittimo, figurano spesso somme assai rilevanti erogate per marinai fatti ripatriare in seguito a naufragio. Ciò fa ritenere al Ministero degli Esteri, che per tali ripatrî non venga proceduto esattamente a seconda delle vigenti norme; il Ministero trova perciò di richiamare alla memoria il decreto dell' i. r. Governo centrale marittimo di data

20 febbraio 1824 N. 2346 *) contenuto nell' Editto politico 1877
giusta il quale corre obbligo agli Ufficî consolari di far ripatriare possibilmente senza spesa i marinai di bastimenti naufragati, pattuendo soltanto per la somministrazione del vitto coi capitani dei navigli sui quali vengono imbarcati.

I capitani mercantili austro-ungarici non possono, a sensi del citato decreto, pretendere alcun pagamento pel trasporto di tali individui, ed hanno soltanto diritto al risarcimento della prescritta panatica.

In merito al ripatrio mediante i vapori del Lloyd, servirano di norme le speciali stipulazioni esistenti in tale riguardo.

---

*) Decreto dell' i. r. Governo centrale marittimo di data 20 febbraio 1824 N. 2346:

Non essendo compatibile col decoro della nazione austriaca nè tampoco col credito del nostro paviglione, che la nostra marinaresca rimasta nei porti esteri o per qualche infortunio, o per qualch' altro motivo, resti dispersa nelle piazze forestiere esposta all' ozio ed inedia, viene dagli altri Consolati praticato, anche coll' approvazione dei superiori Dicasteri, quanto segue:

Presentandosi qualche individuo sedicente suddito austriaco a qualche Consolato nazionale, e desiderando di essere ripatriato, deve prima di tutto legittimare la sua nazionalitá.

Incombe indi al Consolato a senso del §. 32 Art. VII dell' Editto politico di Navigazione di procurargli un trasporto possibilmente gratuito per qualche porto del Litorale austriaco, stipulando col rispettivo Capitano che gli presta l' imbarco, un contratto pella cibaria dell' individuo da imbarcarsi, e promettendogli che il pagamento gliene verrà pagato dal Capitano di quel porto in cui sarà per approdare.

L' equa tariffa di cui fa menzione il sopra citato paragrafo dietro l' uso vigente, è ridotta a carantani venti per ogni giorno in cui l'individuo venne alimentato dal Capitano.

I Capitani austriaci par analogie del § 31 Art. II. del suddetto Editto, ricevono simili individui senza pretendere alcun pagamento di nolo, ma solo i carantani venti al giorno pella panatica prestata ai medesimi. Sarà adunque d' uniformarsi al suesposto, avendo sempre in mira le prescrizioni analoghe contenute nella Circolare di questo Governo del di 28 dicembre a. p. N. 26594 * ed osservando di rilevare se il marinaio sia stato abbandonato in un paese estero, da un Capitano austriaco, perchè le spese pel di lui ritorno nel litorale austriaco possono essere ripetute dal Capitano suddetto, che a tenor dell' Editto politico doveva ricondurlo nel Litorale stesso.

---

* Circolare dell' i. r. Governo centrale marittimo a tutti gli i. r. Consolati di data 28 dicembre 1823, No. 26594:

Si è dato più volte il caso, che taluno dei Consolati austriaci nel Ponente e nel Levante si prese cura d' imbarcare de sudditi di potenze estere dirigendoli ad uno dei Governi austriaci marittimi, e cagionando in tale maniera al Sovrano erario austriaco delle spese pel loro trasporto, e per il loro alimento.

L'Eccelsa Commissione aulica di commercio, venuta col mezzo di questo Governo in cognizione di ciò, si è compiaciuta di ordinare col suo venerato decreto 19 spirante mese, che i Consolati austriaci debbano assistere pel ripatrio i soli sudditi austriaci e col metodo finora praticato.

1877 **1025.**

6 novembre 1877.

Convention conclue entre le ministre des affaires étrangères et l'entreprise du Lloyd austro-hongrois concernant la navigation et le service postal, avec le protocole du 14 mai 1878, relatif au changement de plusieurs stipulations de cette convention.

(R. G. Bl. 1877, Nr. 68.)

Schifffahrts- und Postvertrag vom 6. November 1877, abgeschlossen von dem k. und k. Minister des Aeussern einerseits und der Dampfschifffahrts-Unternehmung des Oesterr.-ungar. Lloyd andererseits, und Protokoll vom 14. Mai 1878, betreffend die Abänderung mehrerer Bestimmungen dieses Vertrages.

A. Schifffahrts- und Postvertrag,

welcher einerseits von dem k. u. k. gemeinsamen Minister des Aeussern unter Vorbehalt der verfassungsmässigen Zustimmung des österreichischen Reichsrathes und des ungarischen Reichstages und anderseits von der Dampfschiffahrts-Unternehmung des Oesterr.-ungar. Lloyd am unten angesetzten Tage in nachstehender Weise abgeschlossen worden ist.

Artikel I.

Die Dampfschifffahrts-Unternehmung des Oesterr.-ungar. Lloyd verpflichtet sich, die in der Beilage bezeichneten Fahrten während der Dauer des gegenwärtigen Vertrages gegen das in dem folgenden Artikel festgesetzte Entgelt zu unterhalten. Diese Beilage bildet ihrem ganzen Inhalte nach einen integrirenden Bestandtheil des Vertrages.

Allfällige Aenderungen, Vermehrung, Verminderung oder völlige Aufhebung von vertragsmässigen Fahrten werden besonderen Vereinbarungen zwischen den Vertragschliessenden vorbehalten.

Artikel II.

Die Vergütung für die subventionirten Reisen beträgt bei den Fahrten zwischen Constantinopel und Varna 4 fl., das ist vier Gulden österr. Währ., bei den Fahrten zwischen Triest (Fiume) und Alexandrien, sowie zwischen Triest und Constantinopel über Syra, und zwischen Triest und Bombay 1 fl. 80 kr., das ist ein Gulden achtzig Kreuzer österr. Währ., bei den Fahrten zwischen Fiume und Liverpool, sowie Triest, Calcutta und Singapore 2 fl. 50 kr., das ist zwei Gulden fünfzig Kreuzer österr. Währ., und bei allen übrigen Fahrten 1 fl. 15 kr., das ist ein Gulden fünfzehn Kreuzer österr. Währ. für jede Seemeile.

Der Gesammtbetrag der Meilengelder wird jedoch in einem Jahre 2,000.000 Gulden österr. Währ. nicht übersteigen.

Ausserdem werden der Gesellschaft des Oesterr.-ungar. 1877
Lloyd die Gebühren für die Durchfahrt des Suezcanals auf den subventionirten Fahrten für die Hin- und Rückreise vergütet werden.

Die bei normalem Wetter zu erzielende Geschwindigkeit wird für die Fahrten zwischen Constantinopel und Varna auf zehn, für die Fahrten zwischen Triest (Fiume) und Alexandrien, sowie zwischen Triest und Constantinopel über Syra auf neun und für die übrigen auf mindestens acht Seemeilen für jede Stunde festgesetzt.

Artikel III.

Die Dampfschifffahrts-Unternehmung des Lloyd verpflichtet sich, auf den vertragsmässigen Fahrten der festgesetzten Fahrschnelligkeit ganz entsprechend gebaute, nach den Anforderungen des Passagier-, Brief- und Fahrpostdienstes eingerichtete und dem Laderaum nach dem normalen Verkehre angemessene und genügende Sicherheit gewährende Schiffe zu verwenden, deren effective Tragfähigkeit im Durchschnitte mindestens 800 Tonnen betragen wird, worüber die Gesellschaft am Ende eines jeden Jahres dem gemeinsamen Ministerium des Aeussern einen Ausweis vorzulegen hat. Der k. k. österreichischen und k. ungarischen Regierung wird es jederzeit freistehen, die Schiffe des Oesterr.-ungar. Lloyd in Beziehung auf die erwähnten Erfordernisse durch zu diesem Zwecke zu entsendende Commissäre untersuchen zu lassen.

Artikel IV.

Die Dampfschifffahrts-Unternehmung des Oesterr.-ung. Lloyd verpflichtet sich, die in der Beilage bezeichneten Fahrten nach der durch das gemeinsame Ministerium des Aeussern genehmigten Fahrordnung zu unterhalten, und macht sich verbindlich, dafür zu sorgen, dass jene Fahrten weder unterbrochen werden, noch eine Störung der Fahrordnung eintrete, wofür sie sich verantwortlich erklärt. Bei über fünf Stunden betragenden Ueberschreitungen der fahrplanmässigen Ankunftszeiten an den End- und wichtigeren Anschlusspunkten der inländischen Linien und der Linien Constantinopel-Varna, Triest-(Fiume-)Alexandrien, Triest-Syra-Constantinopel und Constantinopel-Smyrna-Alexandrien, sowie beim Nichtanlaufen eines in den Fahrplan der subventionirten Linien aufgenommenen Hafens verfällt die Gesellschaft in eine Conventionalstrafe. Diese Strafe kann für Verspätung bei den Fahrten Post Nr. 1 für jede weitere Stunde bis zu dem Betrage von 50 Gulden, bei den Fahrten Post Nr. 2, 3 und 17 für jede weitere Stunde bis zum Betrage von 25 Gulden, bei den übrigen Fahrten

1877 für jede weitere Stunde bis zum Betrage von 15 Gulden und beim Nichtanlaufen eines Hafens bis zum Betrage von 120 Gulden auferlegt werden, und ist von den Meilengeldern in Abzug zu bringen. Hievon ist der Fall ausgenommen, dass die Unterbrechung oder Störung durch ausserordentliche Ereignisse herbeigeführt würde, deren Abwendung nicht in der Macht der Unternehmung liegt.

Eine Aenderung in der Fahrordnung und der festgesetzten Anhaltsorte darf bei den vertragsmässig bestehenden, oder in der Folge vertragsmässig einzurichtenden Fahrten nur nach vorläufiger, ausdrücklicher Genehmigung des gemeinsamen Ministeriums des Aeussern vorgenommen werden.

Artikel V.

Die Tarife für den Verkehr aus und nach der österreichisch-ungarischen Monarchie, namentlich rücksichtlich der Häfen von Triest, Fiume und Galatz, sollen in der Regel nicht höher gestellt werden, als unter gleichen oder ähnlichen Bedingungen solche für den Verkehr mit den concurrirenden Häfen des Auslandes bestehen.

Auf den subventionirten ausländischen Fahrten wird der Tarif für Passagiere, Waaren und Gelder von und nach Fiume, beziehungsweise Triest, mit jenem von und nach Triest, beziehungsweise Fiume, völlig gleichgehalten, und werden vom Lloyd alle Einrichtungen getroffen werden, dass im Versandt der von Fiume, beziehungsweise Triest, überführten Transporte keine Verzögerung oder Benachtheiligung gegenüber den in Triest beziehungsweise Fiume, direct aufgegebenen vorkomme.

Artikel VI.

Für die Weiterbeförderung der auf den Linien nach Ost-Asien und Grossbritannien transportirten Reisenden und Sendungen nach den vom Lloyd nicht berührten Häfen in Ost-Asien, China, Japan und Niederländisch-Indien, beziehungsweise nach den nord- und südamerikanischen Hafenplätzen, wird der Oesterr.-ungar. Lloyd bestrebt sein, mit dem nach jenen Richtungen verkehrenden Dampfschifffahrts-Gesellschaften sich in Verbindung zu setzen.

Artikel VII.

Der Oesterr.-ungar. Lloyd verpflichtet sich, seinen Kohlenbedarf so viel als möglich durch inländisches Product zu decken, und wird zu diesem Ende alljährlich mindestens 28.000 Tonnen Kohle aus inländischen Werken in der Weise beziehen, dass die Anschaffung derselben im Offertwege, und zwar für das Quantum,

welches für die von Fiume ausgehenden Linien benöthigt wird, 1877
mit dem Lieferungsplatze in Fiume, und für jenes, welches für die in Triest ihren Ausgangspunkt nehmenden Linien erforderlich ist, mit dem Lieferungsplatze in Triest erfolgen wird.

Artikel VIII.

Es wird den Dampfschiffen des Oesterr.-ungar. Lloyd auch ferner die Erleichterung zugestanden, dass sich die Sanitäts- und Polizeibeamten bei Tag und Nacht an Bord der Dampfer selbst zu begeben haben, um bei der Abfahrt die Speditionen, bei der Ankunft die Pratica zu ertheilen, insofern überhaupt vermöge der Bestimmung und beziehungsweise der Herkunft des Schiffes eine Intervenirung der Sanitäts- und polizeiämtlichen Organe erforderlich ist.

Artikel IX.

In Zeiten, wo gegen die Levante eine Contumaz angeordnet ist, wird der Dampfschifffahrts-Unternehmung des Oesterr.-ungar. Lloyd gestattet, auf allen jenen Fahrten, wo die Anwesenheit beeideter Sanitätsguardiane, welche während der Reise die vom Seesanitäts-Reglement vorgeschriebenen Verrichtungen zu besorgen haben, vermöge der bestehenden Normen eine Abkürzung der Contumazfrist zur Folge hat, die Sanitätswächter schon bei der Abreise von einem inländischen Hafen an Bord zu nehmen, nachdem vorher die Abordnung derselben bei dem betreffenden Hafen- und Sanitätsamte angesucht worden ist.

Artikel X.

Den Dampfschiffen des Oesterr.-ungar. Lloyd ist in jedem inländischen Hafen, den sie regelmässig besuchen, zum bequemeren und schnelleren Ein- und Ausladen ein bestimmter Platz am Ufer, oder, wo dies die Oertlichkeit durchaus nicht gestattet, eine eigene Ankerboje zu bewilligen und bleibend anzuweisen.

Die Dampfschiffe des Oesterr.-ungar. Lloyd werden während der Dauer des Vertrages gleich den Schiffen Seiner Majestät Kriegsmarine von der Zahlung der Consularschiffsgebühren bei allen k. und k. Consularämtern enthoben sein. Dagegen haben diese Schiffe die Tonnen-, Seesanitäts-, Leuchthurm-, Patentirungs- und sonstigen Schifffahrtsgebühren in den inländischen Häfen zu entrichten.

Artikel XI.

Die Dampfschifffahrts-Unternehmung des Oesterr.-ungar. Lloyd verpflichtet sich, den im Dienste reisenden Staatsbeamten und Dienern des auswärtigen Ressorts auf allen Linien freie Fahrt zu gewähren.

1877 Für die Militärtransporte wird das zwischen der k. und k. Kriegsverwaltung und dem Oesterr.-ungar. Lloyd abgeschlossene Uebereinkommen vorbehaltlich jener Aenderungen, welche späterhin im gemeinsamen Einverständnisse vorgenommen würden, während der Dauer des gegenwärtigen Vertrages Geltung haben.

Die vom Oesterr.-ungar. Lloyd laut Circular vom 31. December 1856, Zahl 535 C, einigen Classen von Passagieren ausnahmsweise zugestandenen Begünstigungen in den Fahrpreisen, beziehungsweise die gänzliche Befreiung, werden auch in der Folge insoweit aufrechterhalten bleiben, als sie sich auf die dort benannten Civilbediensteten, dann auf Missionäre und Ordensgeistliche beziehen.

Artikel XII.

Die durch das Editto politico den Handelsschiffen auferlegte Verpflichtung zur Ueberschiffung mittelloser Angehöriger der österr.-ungar. Monarchie aus auswärtigen Häfen in das Inland hat auf die Dampfboote des Oesterr.-ungar. Lloyd in folgender Weise Anwendung zu finden:

a) Der Oesterr.-ungar. Lloyd ist verpflichtet, in den von ihm berührten Häfen des Auslandes über schriftliche Aufforderung der k. und k. Consularbehörden oder k. und k. Gesandtschaften, die heimzusendenden Seeleute oder andere mit der Seematrikel versehene Individuen zu übernehmen und selbe in den Fällen ganz unentgeltlich, folglich auch ohne Anspruch auf die Vergütung der Verpflegskosten, nach Triest, Fiume oder einen anderen auf der Fahrt anzulaufenden inländischen Hafen zu überschiffen, wenn nicht die allenfalls gesetzlich dem Rheder oder dem Bergungserlös obliegende Kostenvergütung der Heimsendung durch die betreffenden Behörden hereingebracht wird.

Den obigen kostenfrei beförderten Individuen wird Unterkunft und Verpflegung gleich den Passagieren dritter Classe gewährt werden, und es steht dem Commandanten des Dampfers frei, sie geeigneten Falles während der Ueberfahrt im Dienste des Schiffes zu verwenden; die Lloyd-Agenten und Capitäne sollen aber in der Regel nicht verhalten werden, gegen ihre Zustimmung mehr als vier Individuen auf Einem Schiffe zu gleicher Zeit zu übernehmen.

b) Für sonstige, über schriftliche Aufforderung der k. und k. Consularämter oder k. und k. Gesandtschaften heimzusendende mittellose Angehörige der österr.-ungar. Monarchie ist jedesmal die tarifmässige Passagegebühr der dritten Classe nebst den Verpflegskosten mit täglich 50 kr. zu vergüten, welche

Vergütung in Triest oder Fiume durch die betreffende See- 1877
behörde über den Nachweis der stattgefundenen Beförderung veranlasst werden wird.

In gleicher Art wird auch in den *ad a)* ausgenommenen Fällen der Hereinbringung eines Ersatzes für den Transport von Seeleuten die nachträgliche Erfolgung der Vergütung an den Lloyd veranlasst werden.

Dieselben Bedingungen wie für den Transport mittelloser Angehöriger der Oesterr.-ungar. Monarchie haben auch für die über Ansuchen inländischer Behörden erfolgende Beförderung mittelloser, aus der Monarchie in ihre Heimat abgeschafften Ausländer Anwendung zu finden.

c) Bei den oben *ad a)* und *b)* bezeichneten Heimsendungen wird darauf Rücksicht genommen werden, dass Kranke (namentlich auch Irrsinnige), dann Verbrecher und Häftlinge, nur in solcher Weise auf den Lloydbooten eingeschifft werden, dass jede unzukömmliche Störung oder Belästigung der Passagiere vermieden wird, und dass für die nothwendige Beaufsichtigung die entsprechenden Vorkehrungen getroffen werden.

Artikel XIII.

Insoferne die Dampfschifffahrts-Unternehmung des Oesterr.-ungar. Lloyd den Postverkehr vermittelt, wird für die Dauer des gegenwärtigen Vertrages als ein zum Betriebe der k. k. österr. und der königl. ungar. Staatspostanstalten gehöriges Institut angesehen und unterliegt als solches allen bezüglichen Bestimmungen der Postgesetze und Vorschriften.

Artikel XIV.

Die k. k. österr. und k. ungar. Postanstalten haben das Recht, alle dem Personentransporte gewidmeten Dampfschiffe des Oesterr.-ungar. Lloyd auf allen ihren Fahrten zur Beförderung von Postsendungen zu benützen, wesshalb dieselben in den Schiffsurkunden als österr.-ungar. Postpaketboote zu bezeichnen sein werden.

Artikel XV.

Die Dampfschifffahrts-Unternehmung des Lloyd ist verpflichtet, bei jeder regelmässigen oder ausserordentlichen Fahrt im In- und Auslande die derselben von den k. k. österr. oder k. ungar. Postanstalten übergebenen, für das In- oder Ausland bestimmten ämtlichen und Privat-Briefpostsendungen unentgeltlich mitzunehmen, sie während der Fahrt gehörig zu verwahren, und in dem bezeichneten Bestimmungsorte, oder dem

1877 diesem zunächst gelegenen Orte der Anhaltung in unverletztem Zustande abzugeben. Die nämliche Verpflichtung hat auch für die den Lloyd-Agentien von den Postanstalten fremdländischer Verwaltung übergebenen, für das In- oder Ausland bestimmten ämtlichen und Privat-Briefpostsendungen jedoch nur in dem Falle zu gelten, wenn die Beförderung solcher Sendungen vom gemeinsamen Ministerium des Aeussern verlangt worden ist.

Das Uebergabs- und Uebernahmsgeschäft der Briefpostsendungen zwischen den Organen der k. k. österreichischen, der k. ungarischen und eventuell fremdländischen Postanstalten und jenen der Lloyd-Unternehmung ist durch besondere Vorschriften geregelt.

Artikel XVI.

Der Dampfschifffahrts-Unternehmung des Oesterr.-ungar. Lloyd ist als solcher weder im In- noch im Auslande das Sammeln der mit den Dampfschiffen zu befördernden Briefe und das Bestellen jener, welche mit den Dampfschiffen dahin gebracht werden, gestattet; diese Geschäfte, sowie die Einhebung der hiefür zu bezahlenden Gebühren, werden durch die k. k. österreichischen oder k. ungarischen Postämter oder durch die mit der Besorgung der Postgeschäfte für Rechnung des Staates speciell betrauten Agentien des Lloyd besorgt.

Die Dampfschifffahrts-Gesellschaft des Oesterr.-ungar. Lloyd ist daher verpflichtet, die unbefugte Beförderung von Briefpostsendungen bei den Fahrten mit ihren Schiffen durch ihre Bediensteten hintanzuhalten und finden bei Postgefällsübertretungen die bestehenden Vorschriften Anwendung.

Wohl aber hat die Dampfschifffahrts-Unternehmung dafür zu sorgen, dass bei allen Fahrten geschlossene Sammlungskästen zum Einlegen und Sammeln der Briefe auf den Dampfschiffen selbst aufgestellt werden; die darin enthaltenen Briefe sind jedoch den betreffenden Postorganen zur vorgeschriebenen Amtshandlung zu übergeben.

Artikel XVII.

Der Oesterr.-ungar. Lloyd geniesst als Staatspostanstalt die gebührenfreie Beförderung und unmittelbare Zustellung der auf seinen Dampfschiffen beförderten Dienstescorrespondenz mit seinen Agenten und jener zwischen diesen auf allen Linien, die derselbe mit seinen Dampfbooten befährt, gegen dem, dass auf der Adresse auch der Absender bezeichnet und die Anmerkung »Dienstescorrespondenz des Lloyd« beigesetzt werde.

Artikel XVIII. 1877

Im Falle des Verlustes eines der Dampfboot-Unternehmung übergebenen Brief- oder Zeitungspaketes hat die Gesellschaft den Ersatz der dadurch dem Postgefälle entgangenen Portogebühren zu leisten und für jeden abhanden gekommenen recommandirten Brief den Betrag von zwanzig Gulden österr. Währ. zu vergüten.

Artikel XIX.

In fremden Staaten werden an jenen Orten, welche die Dampfschiffe des Oesterr.-ungar. Lloyd berühren, die allda bereits aufgestellten oder noch zu errichtenden k. und k. Postexpeditionen mit der Amtshandlung bezüglich der nach und über Oesterreich-Ungarn abzusendenden und von daher einlangenden Briefpostsendungen beauftragt werden.

An allen Orten des In- und Auslandes, wo die Dampfschifffahrts-Unternehmung des Lloyd Agentien hält und es die Staatspostanstalt für nothwendig erachtet, werden die obenerwähnten Postgeschäfte auf Verlangen und für Rechnung der Staatspostanstalt durch die Lloyd-Agentien zu besorgen sein.

Diese letzteren werden in der Regel die Aufnahme und Bestellung, sowie die Einhebung der Gebühren von Briefen, welche zwischen den Orten des Auslandes gewechselt und mittelst der Lloyddampfschiffe befördert werden, zu besorgen und letztere an die Postcasse abzuführen haben.

An Orten, wo keine selbstständigen k. und k. Postanstalten bestehen, werden sich die Lloyd-Agentien auf Grund vorausgehender besonderer Vereinbarung auch mit dem Geldanweisungs-, Fahrpost- und eventuell mit dem Postnachnahmedienst zu befassen haben, falls die Staatspostanstalt eine solche Massregel für nothwendig erachten sollte, in welcher Beziehung nach den hiebei in Anwendung kommenden besonderen Vorschriften vorzugehen sein wird.

Den Lloyd-Agenten wird für ihre Mühewaltung ein Antheil von den durch sie eingehobenen Franco- und Portogebühren zugewendet werden.

Die Dampfschifffahrts-Gesellschaft verpflichtet sich, ihre Agenten zur genauen Beobachtung der ihnen von Seite des gemeinsamen Ministeriums des Aeussern hinausgegebenen oder in der Folge hinauszugebenden Manipulationsvorschriften strenge zu verhalten, auf die ungesäumte Abfuhr der sie treffenden Mängel, Geldstrafen und allfälligen Ersätze zu dringen und überhaupt nach Möglichkeit darüber zu wachen, dass sich ihre Agenten keine wie immer gearteten Unterschleife zum Nachtheile der Postanstalten zu Schulden kommen lassen.

1877 Sollte seitens der Staatsverwaltung von der Besorgung der Briefpost-, beziehungsweise auch der Fahrpostgeschäfte durch die Lloyd-Agentien in einzelnen Hafenplätzen oder im Allgemeinen abgesehen werden, so steht der Dampfschifffahrts-Unternehmung weder eine Einwendung dagegen, noch ein Anspruch auf Entschädigung zu.

Artikel XX.

Die Dampfschifffahrts-Unternehmung des Lloyd ist ferner verpflichtet, bei allen ihren Fahrten im In- und Auslande die ämtlichen Fahrpostsendungen, insoferne sie der Unternehmung durch die Postanstalten übergeben werden, gegen alleinige Vergütung der Assecuranzgebühren, in soweit die Versicherung durch die Postanstalten verlangt wird, mit ihren Dampfschiffen zwischen den von denselben zu berührenden Orten zu befördern. Diese Sendungen sollen jedoch, soferne sie in Gold- oder Silbergeld bestehen, einzeln das Gewicht von 62½ Kilogramm, und sofern sie andere Frachtsendungen sind, einzeln das Gewicht von 40 Kilogramm nicht überschreiten.

Ueberschreiten sie einzeln das angegebene Gewicht, so ist der Lloyd berechtigt, für dieselben nebst der Assecuranzgebühr für die assecurirten Sendungen auch die Vergütung der Transportgebühren nach den für Privat-Fahrpostsendungen geltenden Bestimmungen in Anspruch zu nehmen.

Die Vergütung der Assecuranzgebühr erfolgt nach dem Gesammtwerthe der von einer Postanstalt zur anderen zu transportirenden, in dieselbe Karte aufgenommenen assecurirten ämtlichen Sendungen. Die zum Verbrauche durch das Publikum bestimmten Monopolsgegenstände und sonstigen Aerarialproducte können nicht als ämtliche Fahrpostsendungen betrachtet und als solche auf die Dampfschiffe des Lloyd verladen werden.

Artikel XXI.

Für Privat-Fahrpostsendungen nach dem In- und Auslande hat die Dampfschifffahrts-Unternehmung des Oesterr.-ungar. Lloyd die Fracht- und für assecurirte Sendungen auch die Seeassecuranz-Gebühren nach ihrem für das Publikum im Allgemeinen geltenden oder aber einem besonders zu vereinbarenden Tarife zu beziehen. Diese Gebühren werden dem Lloyd für jene Privatpostsendungen, die ihm von den Postanstalten zur Beförderung nach in- oder ausländischen Häfen, wo k. k. österreichische oder königlich ungarische Postanstalten für den Fahrpostdienst bestellt sind, übergeben werden, von Seite der Staatspostanstalt vergütet. Die Vergütung erfolgt nach dem Gesammtgewichte und dem Gesammtwerthe der von einer Post-

anstalt zur anderen zu transportirenden, in dieselbe Karte 1877
aufgenommenen Privatpostsendungen. Das Verfahren bei der wechselseitigen Uebergabe und Uebernahme dieser Fahrpostsendungen ist durch eine eigene Vorschrift geregelt.

Die bestehenden Frachtentarife des Lloyd dürfen — insoweit sie auf die Fahrpostsendungen Anwendung finden — ohne Zustimmung der Postverwaltungen nicht erhöht werden.

Artikel XXII.

Fahrpostsendungen, welche aus dem Innern der Oester.-ungar. Monarchie und aus fremden Staaten bei den Postämtern einlangen, um mit den Dampfschiffen des Lloyd nach Häfen des In- und Auslandes, wo keine k. k. österreichischen oder königlich ungarischen Postanstalten mit dem Fahrpostdienste bestellt sind, versendet zu werden, sind dem Dampfschifffahrts-Bureau zu übergeben. Diesem liegt es ob, den Empfang der Sendungen zu bestätigen und für ihre ungesäumte Weiterbeförderung und Abgabe Sorge zu tragen.

Die Dampfschifffahrts-Unternehmung hingegen hat jene, ihr von Privaten zur Beförderung übergebenen Fahrpostsendungen, welche mit ihren Schiffen zur Weiterbeförderung nach Orten im Innern der Oesterr.-ungar. Monarchie und in fremde Staaten einlangen, und insoferne sich zu deren Versendung der k. k. österreichischen und königlich ungarischen Postanstalten bedient werden will, der betreffenden Postanstalt übergeben zu lassen, bezüglich deren sich nach den für die Aufgabe der Fahrpostsendungen im Allgemeinen bestehenden Vorschriften zu benehmen sein wird.

Für diese Fahrpostsendungen haben die Postanstalten und die Dampfschifffahrts-Verwaltung die Gebühren für die Strecke, auf welcher die Beförderung mit den eigenen Mitteln besorgt wird, nach den diesfalls festgesetzten Tarifen, und zwar die Postämter nach dem bei ihnen in Anwendung stehenden Fahrposttarife, die Gesellschaft des Oesterr.-ungar. Lloyd aber nach ihrem für das Publikum im Allgemeinen geltenden oder aber einem besonders zu vereinbarenden Tarife zu beziehen, in welcher Hinsicht das Verfahren rücksichtlich der gegenseitigen Begleichung dieser Gebühren durch ein eigenes Uebereinkommen geregelt wird.

Artikel XXIII.

Fahrpostsendungen, welche nach dem Ableben des Adressaten im Bestimmungsorte einlangen und jene, deren Annahme von den Adressaten verweigert wird, werden mit nächster

1877 Fahrt, solche dagegen, rücksichtlich welcher der Adressat am Bestimmungsorte nicht zu ermitteln und die Nachsendung nicht möglich oder nicht zulässig ist, nach Ablauf zweier Monate, endlich jene, welche mit dem Vermerk »*poste restante*« versehen sind und nicht binnen drei Monaten, vom Tage des Eintreffens an gerechnet, abgeholt werden, nach Ablauf dieses Termines zurückgeleitet und gegenseitig zur weiteren Verfügung ausgeliefert, wobei die daran haftenden Porto-, Zoll- und Sanitätsgebühren aufgerechnet werden dürfen.

Artikel XXIV.

Die Dampfschifffahrtsgesellschaft des Lloyd übernimmt für alle ämtlichen und Privat-Fahrpostsendungen, welche ihr von den Postanstalten zum Transporte übergeben werden, die Haftung in der Ausdehnung, dass sie sich verpflichtet, für Verlust, Abgänge oder Beschädigungen, welche die Sendungen während der Zeit, als sie sich in der Verwahrung des Lloyd befinden, treffen können, volle Entschädigung nach dem bei der Aufgabe angegebenen Werth zu leisten, wenn der Verlust, Abgang oder die Beschädigung durch Verschulden oder Versehen ihrer Bediensteten oder durch Zufall herbeigeführt worden ist. Für assecurirte Fahrpostsendungen tritt die Haftung des Oesterr.-ungar. Lloyd auch für Seegefahr und für Unglücksfälle durch höhere Gewalt ein. Bei Fahrpostsendungen, deren Werth bei der Aufgabe nicht angegeben wurde, beträgt der Entschädigungsbetrag 1 fl. 50 kr. österr. Währung für je 500 Gramm oder einen Theil von 500 Gramm.

Es wird die Sorge der Postanstalten sein, bei welchen derlei Fahrpostsendungen aufgegeben werden, die Partei hievon zu ihrer eigenen Richtschnur zu verständigen.

Artikel XXV.

Reclamationen über Fahrpostsendungen sind bei dem Aufgabsamte anzubringen. Zur Anmeldung der Reclamation wird ein Termin von sechs Monaten festgesetzt, nach dessen Ablauf die Haftung gegenüber dem saumseligen Reclamanten erloschen ist.

Dem Privaten gegenüber liegt die Ersatzpflicht der Anstalt ob, bei der die Sendung aufgegeben worden ist.

Der letzteren bleibt es überlassen, eintretenden Falles den Regress an jene Anstalt zu nehmen, bei welcher der Verlust, Abgang oder die Beschädigung eingetreten ist.

Artikel XXVI.

Die in den Artikeln XVIII und XXIV erwähnten Ersätze oder Entschädigungen werden gegenseitig, ohne Rücksicht auf

die Ausmittlung des Schuldtragenden unverzüglich geleistet, 1877
nachdem die Erhebung über Verlust, Abgang oder Beschädigung vollständig gepflogen und über die Ersatzpflichtigkeit erkannt ist. Auch steht den Postanstalten das Recht zu, den Betrag des Ersatzes oder der Entschädigung von dem Guthaben, welches der Unternehmung von denselben oder an vertragsmässigem Entgelt für die Besorgung des Seepostdienstes zuzukommen hat, ohneweiters hereinzubringen, und es haftet die Unternehmung überdies mit allen ihr angehörigen Dampfschiffen und sonstigem Vermögen.

Artikel XXVII.

Sollte es der betreffenden Postverwaltung angemessen erscheinen, die Postsendungen durch eigene Postbeamte oder auch Conducteure begleiten zu lassen, so ist dem Beamten ein Platz I. Classe und dem Conducteur ein Platz II. Classe unentgeltlich einzuräumen.

Dem Postbeamten ist ferner zu gestatten, die Postmanipulation in einer hiezu geeigneten geschlossenen Cabine vorzunehmen; dem Conducteur aber ist ein abgesonderter geschlossener Raum zur Aufbewahrung der Postsendungen zuzuweisen. Auch den jeweilig von Seite der Postanstalt entsendeten Visitations-Commissären ist unentgeltlich ein Platz I. Classe einzuräumen.

In der vorerwähnten unentgeltlichen Beförderung ist die Verpflegung nicht einbegriffen, für welche die Gebühr, falls diesfalls nicht eine besondere Vereinbarung besteht, nach dem ermässigten Satz von 1 fl. 50 kr. von dem Betreffenden zu entrichten ist.

Artikel XXVIII.

Die Dampfschifffahrts-Gesellschaft des Oesterr.-ungar. Lloyd wird nach Ablauf eines jeden Verwaltungsquartals die Consignation über ihre Forderung an die Postanstalten für Fracht- und Seeassecuranz-Gebühren von Fahrpostsendungen (Art. XX und XXI) der k. k. Postdirection in Triest zur weiteren Amtshandlung übergeben. Der liquid anerkannte Betrag wird der Unternehmung des Lloyd mittelst der k. k. Postdirectionscasse in Triest gegen Quittung bezahlt werden.

Artikel XXIX.

Die von den Lloyd-Agentien für die portopflichtigen Briefpostsendungen eingehobenen Post- und Seetransportgebühren hat der Oesterr.-ungar. Lloyd an die k k. Postdirectionscasse in Triest für Rechnung der gemeinsamen Finanzen abzuführen.

1877

Artikel XXX.

Sämmtliche Mitglieder des Verwaltungsrathes, sowie die im Inlande von der Gesellschaft mit fixer Besoldung Angestellten müssen österreichische oder ungarische Staatsangehörige sein, und kann eine Ausnahme bezüglich der im Inlande Angestellten nur mit Zustimmung des gemeinsamen Ministeriums des Aeussern stattfinden. Der Oesterr.-ungar. Lloyd verpflichtet sich zugleich, auch bei Ernennung der an auswärtigen Plätzen mit fixer Besoldung Bedienstenten vorzüglich auf österreichische oder ungarische Staatsangehörige Rücksicht zu nehmen.

Die Gesellschaft des Oesterr.-ungar. Lloyd wird bei Anstellungen im Seedienst den Officieren Seiner Majestät Kriegsmarine unter vollkommen gleichen Bedingungen vor anderen Bewerbern den Vorzug geben. Dieselbe unterwirft sich hinsichtlich der Anstellung gedienter Unterofficiere des Heeres, der Kriegsmarine und der beiden Landwehren den diesfalls für die subventionirten Eisenbahn- und Dampfschifffahrts-Unternehmungen bestehenden gesetzlichen Bestimmungen.

Artikel XXXI.

Die Gesellschaft des Oesterr.-ungar. Lloyd verpflichtet sich, während der Dauer des gegenwärtigen Vertrages bei principiellen Fragen, wie der Bestand der Gesellschaft, die Contrahirung von neuen Anlehen, die Vornahme von Vermögensbelastungen, die Emittirung der bisher unbegebenen Actien im Betrage von Einer und einer halben Million Gulden Conventionsmünze, die Vermehrung oder Verminderung des Actiencapitals der Gesellschaft überhaupt, und die Alterirung, Veräusserung oder Verpfändung des zum Gesellschaftsvermögen gehörigen Dampfschiff- und Immobilarstandes keine Verfügung ohne Genehmigung des gemeinsamen Ministeriums des Aeussern zu treffen.

Desgleichen muss auch zur Anschaffung von Schiffen im Auslande die Zustimmung des gemeinsamen Ministeriums des Aeussern eingeholt werden, die aber nicht verweigert werden kann, wenn erwiesen ist, dass die Beistellung im Inlande nicht zur rechten Zeit, oder dass die Erwerbung im Auslande unter ganz besonders günstigen Bedingungen erfolgen kann.

Artikel XXXII.

Der Lloyd verpflichtet sich, spätestens bis zum 15. eines jeden Monats die vom Beginn des Jahres bis zum Schlusse des zweitvorhergegangenen Monates erzielten Brutto-Einnahmen in den ämtlichen Blättern von Wien, Budapest und Triest zu veröffentlichen.

Artikel XXXIII. 1877

Der Lloyd verpflichtet sich, die Statuten der Gesellschaft mit den Bestimmungen dieses Vertrages in Einklang zu bringen. Die geänderten Statuten sollen gleichzeitig mit dem Vertrage in Wirksamkeit treten. Eine Aenderung derselben kann während der Dauer des Vertrages ohne Zustimmung des gemeinsamen Ministeriums des Aeussern nicht erfolgen.

Artikel XXXIV.

Das Ministerium des Aeussern übt die Controle über die genaue Einhaltung der Vereinbarungen mit der Gesellschaft.

Ohne Vorwissen des vom Ministerium des Aeussern zu bestellenden Regierungscommissärs darf keine irgend wichtige Verwaltungsmassregel beschlossen werden.

Derselbe ist berechtigt, den Sitzungen des Verwaltungsrathes und der Generalversammlung, so oft er es für nöthig erachtet, beizuwohnen, allfällige dem allgemeinen Interesse nachtheilige Verfügungen zu sistiren und darüber dem Ministerium des Aeussern zur weiteren Veranlassung die Anzeige zu erstatten.

Mit Rücksicht auf die Mühewaltung der vom gemeinsamen Ministerium des Aeussern zu bestellenden Controlorgane und zur Bedeckung der aus der Ausübung der Regierungsaufsicht erwachsenden Auslagen verpflichtet sich die Gesellschaft des Oesterr.-ungar. Lloyd, eine jährliche Pauschalsumme von 4000 fl. österr. Währ. an die vom gemeinsamen Ministerium des Aeussern zu bezeichnende Staatscasse abzuführen.

Artikel XXXV.

Das k. k. österreichische und das königlich ungarische Handelsministerium ernennen je ein Mitglied des Verwaltungsrathes der Gesellschaft und sind bei diesen Ernennungen an die Bestimmungen der Statuten, betreffend den Actienbesitz der Verwaltungsräthe, nicht gebunden.

Artikel XXXVI.

Der Lloyd ist verpflichtet, in Wien und Budapest General-Agentien zu errichten.

Artikel XXXVII.

Die Dampfschifffahrts-Unternehmung des Oesterr.-ungar. Lloyd verpflichtet sich, für die regelmässige Beförderung der Waaren Sorge zu tragen. Sie wird desshalb ein Betriebsreglement ausarbeiten und dasselbe dem Ministerium des Aeussern zur Genehmigung vorlegen. Allfällige Aenderungen dieses Reglements unterliegen der Zustimmung dieses Ministeriums.

1877 Die Gesellschaft macht sich ferner anheischig, die Reisenden mit gebührender Aufmerksamkeit zu behandeln. Sowohl an Bord der Schiffe der Gesellschaft als auch bei ihren Agentien werden Beschwerdebücher aufliegen, in welche die betreffenden Hafenämter und Consularbehörden jederzeit Einsicht nehmen können.

Artikel XXXVIII.

Auf die Staatsvergütung für die vertragsmässigen Fahrten (Artikel II) hat die Unternehmung des Lloyd in zwölf monatlichen Raten Anspruch. Da aber die Ziffer der Vergütung im Verhältnisse zu den zurückgelegten Seemeilen erst am Schlusse des Jahres definitiv ausgemittelt werden kann, so werden auf Rechnung derselben aus der Staatscasse unverzinsliche Vorschüsse zugestanden. Diese Vorschüsse werden der Unternehmung in nachstehender Weise erfolgt:

1. In den Jahren 1878 und 1879:

a) durch die Entrichtung der während dieser Jahre fällig werdenden Annuitäten zu je vierhundert fünf und siebzigtausend vierhundert Gulden österr. Währung, welche die Dampfschifffahrts-Gesellschaft des Lloyd vermöge des Uebereinkommens vom 2. März 1858 an die k. k. privilegirte Credit-Anstalt für Handel und Gewerbe in Wien zu leisten hat; und

b) durch Anweisung von hundert zwanzigtausend Gulden österr. Währung am Anfang eines jeden Monates.

2. Vom Jahre 1880 angefangen bis zum Ablauf des gegenwärtigen Vertrages durch Anweisung von hundert sechzigtausend Gulden österr. Währung am Anfang eines jeden Monates.

Nach Ablauf eines jeden Solarjahres wird die Dampfschifffahrts-Gesellschaft des Oesterr.-ungar. Lloyd dem k. und k. gemeinsamen Ministerium des Aeussern eine Nachweisung über die im Laufe des Jahres zurückgelegten vertragsmässigen Fahrten vorzulegen haben, wobei mittelst ämtlicher Bescheinigungen der zuständigen Hafen- und Consularbehörden dargethan werden muss, dass die Fahrten wirklich in der nachgewiesenen Zahl und Ausdehnung stattgefunden haben.

Die im Artikel II bedungene Rückvergütung der Gebühren für die Durchfahrt des Suezcanals wird gegen Vorlage der bezüglichen Rechnungen nach Ablauf von je drei Monaten erfolgen.

Sobald die Prüfung und Liquidirung dieser Nachweisung erfolgt ist, wird die Abrechnung gegenüber den erhaltenen Vorschüssen, einschliesslich der erwähnten Annuitätsleistung, veranlasst und der Unternehmung des Lloyd der Rest ihres Guthabens nach Abzug der etwaigen Strafgelder erfolgt werden, wogegen in dem Fall, dass die Forderung geringer als die Summe

der Vorschüsse entfallen sollte, der mehrerhaltene Betrag an der 1877
nächsten Monatsrate oder an mehreren derselben abgezogen und am Schlusse des Vertrages event. baar zurückerstattet werden wird.

Falls eine längere Unterbrechung der vertragsmässigen Fahrten eintreten sollte, behält sich die Staatsverwaltung unbeschadet der im Artikel IV festgesetzten Bestimmungen das Recht vor, die oben zugesicherten monatlichen Vorschüsse zeitweilig zu vermindern oder ganz einzustellen; doch soll, insoferne die Unterbrechung nicht durch Verschulden der Unternehmung herbeigeführt worden ist, die dem Lloyd zufallende Vergütung, mit Einschluss der oberwähnten Zahlung an die k. k. privilegirte Credit-Anstalt, nicht unter Eine Million per Jahr herabsinken.

Artikel XXXIX.

Die mit 31. December 1877 verbliebene Restschuld von 1,340.000 fl. österr. Währung aus dem der Dampfschifffahrts-Gesellschaft des Oesterr.-ungar. Lloyd zufolge Vertrages vom 27. Juli 1865 und Schuldurkunde ddo. 1. Mai 1866 erfolgten Staatsvorschüsse von drei Millionen Gulden wird auf die Dauer des gegenwärtigen Vertrages bei Aufrechterhaltung der vierpercentigen Verzinsung prolongirt und wird deren Rückzahlung vom Jahre 1878 an in zehn jährlichen gleichmässigen jeweilig am letzten December fälligen Raten erfolgen.

In Beziehung auf die Priorität, dann hinsichtlich der Sicherstellung des Capitales und der Zinsen der prolongirten obigen Restschuld bleiben die von der Gesellschaft mittelst des citirten Vertrages und der bezogenen Schuldurkunde übernommenen Verpflichtungen aufrecht.

Artikel XL.

Ohne Ermächtigung des Ministeriums des Aeussern kann die Gesellschaft des Oesterreichisch - ungarischen Lloyd eine höhere Dividende als vier Percent nicht vertheilen.

Artikel XLI.

Die Dauer des gegenwärtigen Vertrages wird auf zehn Jahre vom 1. Jänner 1878 bis 31. December 1887 festgesetzt.

Urkund dessen sind zwei gleichlautende Exemplare dieses Vertrages in deutscher und ungarischer Sprache ausgefertigt und mit den erforderlichen Unterschriften und Siegeln versehen worden.

Budapest, am 6. November 1877.

Andrássy m. p.
Marco Freiherr *Morpurgo* m. p. *Rittmeyer* m. p.
Josef von *Bordini* m. p.
(L. S.)

1877 Beilage.

Ausweis

über die von der Dampfschifffahrts-Unternehmung des Oesterr.-ungar. vertragsmässig zu unterhaltenden Fahrten im In- und Auslande.

Post-Nr.	Bezeichnung der Fahrten	Zahl der jährlichen Reisen	Zal Son für je stä Reis u. Rü
	A. Fahrten mit einer Geschwindigkeit von 10 Seemeilen in der Stunde.		
1	Constantinopel-Varna und zurück	104	
	B. Fahrten mit einer Geschwindigkeit von 9 Seemeilen in der Stunde.		
2	Triest (Fiume)-Corfu-Alexandrien und zurück . . .	52	2.
3	Triest-Corfu-Syra-Constantinopel und zurück . . .	52	2.
	C. Fahrten mit einer Geschwindigkeit von 8 Seemeilen in der Stunde.		
4	Triest-Pola-Dalmatien-Durazzo und zurück	52	1.
5	Triest-Pola-Dalmatien-Albanien-Prevesa und zurück	52	1.
6	Triest-Pola-Cattaro und zurück	52	
7	Fiume-Lussin piccolo-Zara-Cattaro und zurück .	26	
8	Fiume-Lussin piccolo-Zara-Cattaro-Albanien-Patras und zurück	26	1.
9	Triest-Fiume und zurück	52	
10	Fiume-Triest und zurück	52	
11	Fiume-Zengg-Zara und zurück	52	
12	Fiume-Zara-Ancona und zurück	26	
13	Triest-Fiume-Corfu-Syra-Smyrna und zurück . . .	52	2.
14	Triest-Patras-Pyräus-Volo-Salonich-Constantinopel und zurück	26	3.
15	Constantinopel-Küstendje-Galatz und zurück . . .	40	
16	Constantinopel-Trapezunt und zurück	12	1.
17	Constantinopel-Smyrna-Cypern-Beirut-Port-Said-Alexandrien und zurück	26	2.
18	Alexandrien-Port-Said und zurück	26	
19	Pyräus-Syra und zurück	104	
20	Syra-Candien und zurück	52	
21	Fiume-Ancona-Bari-Messina-Cadix-Lissabon-Liverpool und zurück	18	6.
22	Triest-Ceylon-Calcutta und zurück	6	12.
23	Triest-Aden-Bombay-Ceylon-Singapore und zurück	6	13.
24	Triest-Bombay und zurück	3	8.

Protokoll. 1877

Bei der am heutigen Tage stattgefundenen Unterzeichnung des Schiffahrts- und Postvertrages mit der Gesellschaft des Oesterr.-ungar. Lloyd sind noch folgende Bemerkungen und Verabredungen in das gegenwärtige Protokoll niedergelegt worden:

Zu Artikel I und zur Beilage des Vertrages.

1. Dem gemeinsamen Ministerium des Aeussern bleibt es vorbehalten, die Fahrten auf der Linie Constantinopel-Varna (Post Nr. 1) zu ändern oder aufzulassen und über den entfallenden Subventionsbetrag anderweitig zu verfügen.

2. Die Dampfschifffahrts-Gesellschaft des Oesterr.-ungar. Lloyd erklärt sich bereit, für den Fall, dass sich das Bedürfniss hiezu ergibt, während der Dauer des Vertrages im Einvernehmen mit dem Ministerium des Aeussern neue Fahrten von Salonich, Dedeagatsch und Galatz aus nach den Häfen des Mittelländischen und Schwarzen Meeres zu dem Meilengelde von 1 fl. 15 kr. und mit der Fahrgeschwindigkeit von acht Seemeilen in jeder Stunde innerhalb der Grenzen der vereinbarten Subvention einzurichten.

3. Zugleich macht sich dieselbe anheischig, das Alexandriner Boot (Post Nr. 2 der Beilage zum Vertrag), sofern das von oder für Fiume zur Aufgabe gelangende durchschnittliche Waarenquantum 750.000 Kilogramm erreicht, alle vier Wochen einmal, sofern dasselbe aber das Doppelte erreicht, alle zwei Wochen einmal, von Fiume direct abgehen zu lassen. Sie wird in diesem Falle die jede Woche einmal stattfindenden directen Fahrten von Triest nach Alexandrien ohne Beanspruchung einer Erhöhung des Subventionsbetrages aufrechterhalten. Die Bestimmung des Beginnes der directen Fahrten von Fiume aus soll der kgl. ungarischen Regierung zustehen; doch bleibt es der Gesellschaft vorbehalten, falls das obige monatliche Durchschnittsquantum während eines sechsmonatlichen Bestandes der directen Verbindung nicht erreicht werden sollte, deren Sistirung zu verlangen.

4. Da der Lloyd in Folge der vertragsmässig bedungenen Errichtung neuer Linien nach Liverpool und Ost-Asien genöthigt ist, das bestehende Schiffsmaterial durch Anschaffung neuer Dampfer zu vermehren, und um zugleich der Gesellschaft zur Anknüpfung von Geschäftsverbindungen in den anzulaufenden Häfen einen entsprechenden Zeitraum zu gewähren, hat man sich über folgende Uebergangsbestimmungen geeinigt:

Der in der Beilage zum Vertrag festgesetzte Fahrplan für die Linien Fiume-Liverpool (Post Nr. 21) und Triest-Singapore (Post Nr. 23) soll erst mit Ende Juni 1879 in Wirksamkeit treten.

1877 Bis dahin wird die Linie nach Liverpool blos einmal in jedem Monat befahren werden und haben auf der Linie nach Singapore die Fahrten von Bombay über Ceylon nach Singapore zu unterbleiben, ohne dass jedoch der für die beiden Linien entfallende Subventionsbetrag in Folge dieser Beschränkung der Fahrten einen Abzug erleiden wird.

5. Unter der Voraussetzung, dass die Entwicklung des Verkehres auf den asiatischen Linien während der ersten vier Jahre einen solchen Aufschwung nimmt, dass der Gesellschaft aus dem Betrieb dieser Linien keine erheblichen Opfer erwachsen, übernimmt der Lloyd die Verpflichtung, die Fahrten Triest-Singapore spätestens vom Anfange des Jahres 1882 an bis nach Hongkong ohne besondere Subvention auszudehnen.

Zu Artikel IV.

Die detaillirten Fahrpläne, welche der Lloyd auf Grund der in der Beilage des Vertrages getroffenen Vereinbarungen über das künftige Itinerär ausarbeiten wird, sollen dem Ministerium des Aeussern spätestens einen Monat vor dem Inslebentreten des Vertrages zur Genehmigung vorgelegt werden.

Zu Artikel VII.

Der Lloyd ist zum Bezug inländischer Kohle bis zu dem bedungenen Quantum unter der Voraussetzung verpflichtet, dass das Verhältniss der Heizkraft der inländischen zu der vom Lloyd gewöhnlich verwendeten englischen Kohle mindestens 85:100 beträgt, und dass diese inländische Kohle loco Triest oder Fiume nicht höher zu stehen kommt, als die englische an den gleichen Orten.

Zu Artikel X.

Nachdem sich die k. k. österreichische, sowie die kgl. ungarische Regierung bereit erklärt haben, der Dampfschifffahrts-Unternehmung des Oesterr.-ungar. Lloyd im Hafen von Triest und in jenem von Fiume für die Dauer des gegenwärtigen Vertrages geeignete Terrains zur Errichtung von Waaren- und Kohlenmagazinen zu überlassen, werden die Bedingungen für die Abtretung dieser Terrains durch besondere Abmachungen zwischen jeder dieser beiden Regierungen und der Gesellschaft geregelt werden.

Zu Artikel XI.

Die Festsetzung der Modalitäten für die bei Dienstreisen der Staatsbeamten und Diener der auswärtigen Ressorts zugestandene freie Fahrt wird einer besonderen Vereinbarung zwischen dem gemeinsamen Ministerium des Aeussern und der Dampfschifffahrts-Unternehmung des Lloyd vorbehalten.

1877

Zu Artikel XIX.

Mit der Besorgung des Postdienstes bei den Agentien sollen nach Möglichkeit entsprechend befähigte Bedienstete der Gesellschaft betraut werden. Von jedem Wechsel in der Person derselben wird die Gesellschaft der Post-Direction in Triest, beziehungsweise dem Botschafts-Postamte in Constantinopel, rechtzeitig die Anzeige erstatten.

Zu Artikel XXXIII.

Mit dem Inslebentreten des Vertrages wird der Verwaltungsrath neu constituirt werden.

Zu Artikel XLI.

Der Lloyd verpflichtet sich, für Eines der beiden Vertragsexemplare die entsprechenden Stempelgebühren zu entrichten, der entfallende Stempelbetrag wird auf zehn Jahresraten derart vertheilt, dass der entsprechende Theilbetrag immer von der ersten, auf Rechnung der Subvention zu leistenden Monatsrate eines jeden Jahres in Abzug gebracht werden wird.

Die Unterzeichneten sind übereingekommen, dass das gegenwärtige Protokoll einen Bestandtheil des Vertrages bilden soll, auf welchen es sich bezieht.

Das gegenwärtige Protokoll wurde hienach in doppelter Ausfertigung vollzogen.

Andrássy m. p.

Marco Freiherr *Morpurgo* m. p. *Rittmeyer* m. p.

Josef von *Bordini* m. p.

B. Protokoll.

In Folge der zwischen dem k. und k. gemeinsamen Ministerium des Aeussern und der Dampfschifffahrts-Unternehmung des Oesterr.-ungar. Lloyd gepflogenen Verhandlungen sind nachstehende Aenderungen der Bestimmung des am 6. November 1877 zu Budapest abgeschlossenen Schifffahrts- und Postvertrages vereinbart worden.

1. In dem, dem Schifffahrts- und Postvertrage vom 6. November 1877 beigeschlossenen Ausweis über die von der Dampfschifffahrts-Unternehmung des Oesterr.-ungar. Lloyd vertragsmässig zu unterhaltenden Fahrten haben die Linien Fiume-Liverpool und zurück (Post Nr. 21), Triest-Calcutta und zurück (Post Nr. 22), Triest-Singapore und zurück (Post Nr. 23) und Triest-Bombay und zurück (Post Nr. 24) zu entfallen.

Demgemäss werden im ersten Absatze des Artikels II des Vertrages die Worte »und zwischen Triest und Bombay«, dann

1877 der Zusatz »bei den Fahrten zwischen Fiume und Liverpool, sowie Triest-Calcutta und Singapore 2 fl. 50 kr., das ist zwei Gulden fünfzig Kreuzer österreichischer Währung,« sowie der dritte Absatz desselben Artikels, in welchem die Vergütung der Gebühren für die Durchfahrt des Suezcanales festgesetzt wird, gestrichen.

Der in dem zweiten Absatze dieses Artikels II mit 2,000.000 fl. österreichischer Währung bezifferte Gesammtbetrag der jährlichen Meilengelder wird auf 1,300.000 fl. österreichischer Währung festgesetzt.

2. Im Artikel IV des besagten Vertrages soll es im dritten Absatze, wo die bei Verspätungen oder beim Nichtanlaufen eines Hafens zu entrichtenden Strafgelder festgesetzt werden, statt »diese Strafe kann für Verspätung .....auferlegt werden«, heissen: »diese Strafe ist für Verspätung..... aufzuerlegen.«

3. Die Worte» in der Regel« im ersten Absatze des Art. V werden gestrichen.

4. Der Artikel VI, die Weiterbeförderung der auf den Linien nach Ost-Asien und Grossbritannien transportirten Reisenden und Waarensendungen betreffend, hat zu entfallen.

5. Das Minimalquantum inländischer Kohle, zu dessen Bezug sich der Lloyd im Artikel VII anheischig gemacht hat, wird auf jährlich 22.000 Tonnen festgesetzt.

6. Die Bestimmung im Art. XXXVI wird dahin modificirt, dass der Lloyd sich verpflichtet, in Wien und Fiume General-Agentien zu errichten.

7. Die unverzinslichen Vorschüsse, welche dem Oesterreichisch-ungarischen Lloyd nach Art. XXXVIII auf Rechnung der Subvention zu Anfang eines jeden Monates erfolgt werden sollen, werden für die Jahre 1878 und 1879 mit fünfundsechzig Tausend Gulden österreichischer Währung, und vom Jahre 1880 angefangen bis zum Ablaufe des Vertrages mit hundert und fünf Tausend Gulden österr. Währung festgesetzt.

Die ferner in diesem Artikel enthaltene Bestimmung über die Modalitäten der Rückvergütung der Gebühren für die Durchfahrt des Suezcanals hat zu entfallen.

8. Anstatt des Wortes »Ermächtigung« im Artikel XL, wird »Genehmigung« gesetzt.

9. Der Schifffahrts- und Postvertrag vom 6. November 1877 soll in Abänderung der Bestimmung im Art. XLI gleichzeitig mit dem zwischen den beiden Reichshälften abzuschliessenden neuen Zoll- und Handelsbündniss in Kraft treten und von diesem Zeitpunkte an durch zehn Jahre in Wirksamkeit bleiben.

10. Im Schlussprotokoll zu Artikel I und zur Beilage des Vertrages soll die Bestimmung im Punkte 1, hinsichtlich der Einstellung der Fahrten auf der Linie Constantinopel-Varna (Post Nr. 1), wie folgt, lauten: »Dem gemeinsamen Ministerium des Aeussern bleibt es vorbehalten, die Fahrten auf der Linie Constantinopel-Varna (Post Nr. 1) zu ändern oder aufzulassen und in diesem letzteren Falle den entfallenden Subventionsbetrag einzustellen, insoferne derselbe nicht für die im folgenden Punkt 2 erwähnten Linien verwendet wird.« 1877

Die Bestimmungen in den Punkten 4 und 5 in Beziehung auf die Linien nach Liverpool und Singapore haben zu entfallen.

11. Das im Schlussprotokoll zu Artikel VII des Vertrages mit mindestens 85:100 normirte Verhältniss der Heizkraft der inländischen zu der vom Lloyd gewöhnlich verwendeten englischen Kohle wird auf 84:100 festgesetzt.

12. Von dem k. und k. gemeinsamen Ministerium des Aeussern wird die Erklärung abgegeben, dass die Giltigkeit der in dem gegenwärtigen Protokoll getroffenen Vereinbarungen an die verfassungsmässige Zustimmung des österreichischen Reichsrathes und des ungarischen Reichstages geknüpft sei.

Zugleich erklären die Vertreter der Gesellschaft des Oesterreichisch-ungarischen Lloyd, auch ihrerseits die Zustimmung zu diesen Vereinbarungen von der nachträglichen Genehmigung der General-Versammlung der Actionäre abhängig zu machen.

Unter der Voraussetzung, dass die in dem gegenwärtigen Protokoll einvernehmlich festgestellten Aenderungen der Bestimmungen des Schifffahrts- und Postvertrages vom 6. November 1877 die Genehmigung der Vertretungskörper in beiden Reichshälften, sowie der General-Versammlung der Actionäre des Lloyd erhalten, behalten sich die Unterzeichneten vor, für die beiden vertragenden Theile zwei neue Vertrags-Exemplare auszufertigen und zu unterzeichnen, in welchen die eben gedachten Aenderungen des Vertragstextes zum Ausdruck gebracht werden sollen.

Das gegenwärtige Protokoll ist am unten angesetzten Tage zu Wien in doppelter Ausfertigung vollzogen worden.

Wien, den 14. Mai 1878.

Andrássy m. p.

Marco Freiherr *Morpurgo* m. p. *Rittmeyer* m. p.

Josef von *Bordini* m. p.

(L. S.)

1877 Der voranstehende Vertrag vom 6. November 1877 nebst Beilage und dem hiezu gehörigen Protokolle, sowie das Protokoll vom 14. Mai 1878 werden nach erfolgter Zustimmung beider Häuser des Reichsrathes hiemit kundgemacht.

Wien, am 27. Juni 1878.

Auersperg m. p. *Chlumecky* m. p. *Pretis* m. p.

1026.

7 novembre 1877.

Ordonnance du ministère Imp. R. des finances concernant le traitement douanier des objets destinés à l'exposition universelle à Paris de 1878.

(F. V. Bl. 1877, Nr. 21.)

Zollbehandlung der Gegenstände für die Weltausstellung in Paris im Jahre 1878, Z. 29026.

Um den österreichischen Ausstellern die Beschickung der im Jahre 1878 zu Paris stattfindenden internationalen Ausstellung von Gegenständen der Kunst, Industrie und Urproduction, welche mit 1. Mai 1878 beginnen und mit letztem October 1878 geschlossen werden soll, thunlichst zu erleichtern, werden die k. k. Zollämter angewiesen, in Betreff der zollämtlichen Behandlung der zu dem erwähnten Zwecke aus Oesterreich nach Paris zu versendenden und von dort wieder zurückkehrenden Gegenstände im Wesentlichen jene Vorschriften zu beobachten, welche mit dem hierortigen Erlasse vom 9. November 1854, Z. 19501-F. M. (V. Bl. Nr. 83) hinsichtlich der für die Pariser Agricultur- und Industrie-Ausstellung vom Jahre 1855 bestimmten Sendungen vorgezeichnet wurden, nämlich als solche Gegenstände auf ungewissen Verkauf (Losung) in's Ausland versendet (§. 223 der Z. u. St. M. O.), zu behandeln.

Dabei wird erinnert, dass die k. k. Centralcommission in Wien für die Weltausstellung 1878 in Paris die Vorsorge treffen wird, dass allen österreichischen Ausstellern in Betreff der zur gedachten Ausstellung angenommenen Ausstellungsobjecte Beglaubigungsdocumente übermittelt werden, und es werden sich daher die Begünstigungen auf jene Absender zu beschränken haben, welche derartige Certificate der Centralcommission oder des betreffenden Filial- oder Specialcomités beibringen.

Für die zollfreie Wiedereinfuhr der einer Zollgebühr unterliegenden Ausstellungsgegenstände nach Beendigung der Ausstellung wird im Allgemeinen eine mit letztem April 1879 ablaufende Frist festgesetzt.

Ueberhaupt wird den k. k. Zollämtern zur Pflicht gemacht, 1877
bei der zollämtlichen Behandlung der von den dazu berufenen Organen als Ausstellungsgegenstände legitimirten Sendungen, mit jeder ohne Gefährdung des Zollgefälles zulässigen Rücksicht und Schonung vorzugehen.

1027.

15 novembre 1877.

Publication du ministère Imp. R. des finances concernant l'établissement d'un bureau secondaire douanier de 1ère classe à la gare d'Eisenstein.

(R. G. Bl. 1877, Nr. 101.)

Kundmachung des Finanzministeriums vom 15. November 1877, betreffend Errichtung eines Nebenzollamtes I. Classe im Eisenbahnhofe zu Eisenstein, und Umwandlung des Nebenzollamtes I. Classe zu Elisenthal in ein Nebenzollamt II. Classe.

Anlässlich der Betriebseröffnung der k. bayer. Eisenbahnstrecke von Ludwigsthal bis Eisenstein ist auf dem Grenzbahnhofe der Pilsen-Klattau-Eisensteiner Eisenbahnlinie zu Eisenstein ein k. k Nebenzollamt I. Classe mit der Ermächtigung zur Anwendung des abgekürzten Zollverfahrens für den Eisenbahnverkehr nach der Vorschrift vom 18. September 1857 (R. G. Bl. Nr. 175) errichtet worden, welches am 15. November 1877 seine Wirksamkeit begonnen hat.

Mit demselben Zeitpunkte wurde das k. k. Nebenzollamt I. Classe zu Elisenthal in ein k. k. Nebenzollamt II. Classe umgewandelt.

Pretis m. p.

1028.

22 novembre 1877.

Circulaire de l'autorité maritime de Trieste concernant une décision supplémentaire de la commission européenne du Danube relativement au jaugeage des navires.

(Ann. marit. 1878, Nr. 21.)

Circolare dell' i. r. Governo marittimo in Trieste di data 22 novembre 1877 N. 8879 diretta a tutti gl' ii. rr. Uffici e funzionari portuali sanitari dipendenti, nonchè alle Camere di Commercio in Trieste, Rovigno, Zara, Spalato e Ragusa concernente una ulteriore deliberazione della Commissione Europea del Danubio intorno alla stazatura dei bastimenti.

In appendice alla Circolare 23 marzo a. c. N. 1753 si porta a notizia delle parti interessate che giusta partecipazione

1877 dell' i. e r. Delegato austro-ungarico alla Commissione Europea del Danubio, tale Commissione ha preso nella seduta del 5 giugno a. c. la seguente deliberazione:

»La Commissione Europea del Danubio adotta a partire dal 1 gennaio 1878 *nella sua integrità* il sistema di stazatura raccommandato dalla Commissione internazionale di Costantinopoli, e messo in pratica pel passaggio del Canale di Suez.«

A partire dal 1° gennaio 1878 resta soppresso tanto l'abbuono del 3 per °/₀ accordato ai battelli a vapore con depositi di carbone fissi, quanto la sopratassa dell' 11 per °/₀ imposta ai battelli stazati secondo il §. A della clausola 23 del Merchant Shipping Act del 1854, e tutti i battelli a vapore, che non presenterranno un certificato speciale indicante che il loro tonellaggio è stato calcolato secondo il sistema di stazatura sopra menzionato, verranno stazati a Sulinà dalla Cassa di Navigazione, per constatare il tonellaggio da tassare.

1029.

26 novembre 1877.

Déclaration du gouvernement austro-hongrois et du gouvernement britannique concernant la prolongation du traité de commerce du 5 décembre 1876.

(R. G. Bl. 1877, Nr. 117.)

Erklärung der k. und k. österreichisch-ungarischen Regierung und der grossbritannischen Regierung vom 26. November 1877, betreffend die Verlängerung der Wirksamkeit des Handels-Vertrages vom 5. December 1876.

Nachdem der am 5. December 1876 zwischen Oesterreich-Ungarn und Grossbritannien abgeschlossene Handels-Vertrag nach Art. VII mit letztem December 1877 ausser Kraft zu treten hat, sind die Regierung Seiner Majestät des Kaisers von Oesterreich, Königs von Böhmen etc. und Apostolischen Königs von Ungarn und die Regierung Ihrer Majestät der Königin des Vereinigten Königreiches von Grossbritanien und Irland von dem Wunsche geleitet, die Wirksamkeit dieses Vertrages zu verlängern, über nachstehende Bestimmung übereingekommen:

Die Dauer des am 5. December 1876 zwischen Oesterreich-Ungarn und Grossbritannien abgeschlossenen Handels-Vertrages wird auf unbestimmte Zeit mit dem Vorbehalte verlängert, dass die beiden vertragenden Theile jederzeit berechtigt sind, denselben zu kündigen. In dem Falle, dass Einer der beiden vertragenden Theile seine Absicht, die Wirkungen dieses Vertrages aufhören zu lassen, kundgibt, wird derselbe bis zum Ab-

lauf eines Jahres von dem Tage ab in Geltung bleiben, an 1877
welchem die Kündigung erfolgt ist.

Zu Urkund dessen haben die Unterzeichneten vorstehende Erklärung in doppelter Ausfertigung unterzeichnet und ihre Siegel beigedrückt.

So geschehen zu Budapest, den 26. November im Jahre 1877.

(L. S.) *Andrássy* m. p. (L. S.) Andrew *Buchanan* m. p.

Die vorstehende Erklärung wird nach erfolgter Zustimmung der beiden Häuser des Reichsrathes hiemit kundgemacht.

Wien, am 22. December 1877.

Auersperg m. p. *Chlumecky* m. p.

1030.

27/15 novembre et 20/8 décembre 1877.

Correspondance avec la Roumanie à l'égard du transfert de la douane mixte de Nemerceni à Bunesti.

(Archives du ministère Imp. et R. des affaires étrangères.)

Note du ministère des affaires Etrangères au Chevalier J. de Zwiedinek, agent diplomatique et Consul Général Imp. et R. en date du 8/20 Décembre 1877, Nr. 15206.

Monsieur l'Agent,

D'entente avec mon collègue du département des finances, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que, conformément à la demande exprimée dans la note que vous m'avez fait l'honneur de m'adresser le $\frac{27}{15}$ novembre dernier Nr. 13414, le Gouvernement Princier donne son assentiment au transfert des deux douanes, roumaine et austro-hongroise, de Nemerceni à Bunesti. — Veuillez etc.

1031.

12 décembre 1877.

Ordonnance du ministère Imp. R. du commerce concernant les dispositions de la direction générale des Postes des États-Unis à l'égard de l'envoi de livres et photographies par la poste aux lettres.

(P. V. Bl. 1877, Nr. 75.)

Beschränkung von Sendungen mit Büchern und Photographien bei der Beförderung mittelst der Briefpost nach den Vereinigten Staaten Nordamerikas, H.-M. Z. 37078.

Nach einer Mittheilung der Postverwaltung der Vereinigten Staaten Nordamerikas unterliegen Bücher und Photographien in

1877 den genannten Staaten im Allgemeinen der Zollpflicht und dürfen demgemäss nach der Bestimmung des Artikels XXV des Reglements zum Berner Postvertrage mittelst der Briefpost dahin nicht befördert werden.

Ausgenommen von diesem Verbote sind nur:

1. Bücher, welche vor mehr als 20 Jahren erschienen sind, oder einzelne Bücher, deren Kaufwerth 1 Dollar = ca. 2 Gulden österr. Währung nicht übersteigt;

2. Flugschriften und periodische Publicationen, welche nur zum persönlichen Gebrauche des Adressaten dienen;

3. Photographien, insoferne sie nur zum persönlichen Gebrauche des Adressaten oder zur Vertheilung an befreundete Personen bestimmt sind.

Alle anderen Sendungen mit Büchern oder Photographien für die Vereinigten Staaten von Nordamerika sind von der Beförderung mittelst der Briefpost auszuschliessen, beziehungsweise von den Aufgabs- oder Umkartirungs-Aemtern zurückzuweisen und als unanbringliche Briefpostsendungen zu behandeln.

Die k. k. Post-Directionen haben diese Bestimmungen durch die Landeszeitungen zu verlautbaren.

1032.

14 décembre 1877.

Déclaration échangée avec l'Italie pour la prorogation des effets du traité de navigation et de commerce conclue le 23 avril 1867.

(R. G. Bl. 1877, Nr. 116.)

Déclaration.

Le Gouvernement de Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohème etc., et Roi Apostolique de Hongrie, et le Gouvernement de Sa Majesté le Roi d'Italie, considérant que le Traité de commercé et de navigation conclu le 23 avril 1867 entre l'Autriche-Hongrie et l'Italie doit, par suite de la prorogation qui en a été faite, cesser d'être en vigueur à dater du 1er Janvier 1878, et reconnaissant l'utilité de proroger les effets de cet acte international, sont convenus de la disposition suivante:

Le Traité de commerce et de navigation conclu le 23 avril 1867 entre l'Autriche-Hongrie et l'Italie continuera à rester en vigueur jusqu'au 31 mars 1878.

En foi de quoi, les soussignés dûment autorisés ont signé la présente déclaration et y ont apposé le sceau des leurs armes.

Fait, en double expédition à Vienne, le 14 Décembre 1877.

(L. S.) *Robilant* m. p. (L. S.) *Andrássy* m. p.

Erklärung der k. und k. österreichisch-ungarischen und der königl. italienischen Regierung vom 14. December 1877, betreffend die Verlängerung der Wirksamkeit des Handels- und Schifffahrts-Vertrages vom 23. April 1867 bis zum 31. März 1878. 1877

Die Regierung Seiner Majestät des Kaisers von Oesterreich, Königs von Böhmen etc. und Apostolischen Königs von Ungarn und die Regierung Seiner Majestät des Königs von Italien sind in Erwägung, dass der am 23. April 1867 zwischen Oesterreich-Ungarn und Italien abgeschlossene Handels- und Schifffahrts-Vertrag in Folge der stattgehabten Erstreckung seiner Dauer mit 1. Jänner 1878 ausser Wirksamkeit zu treten hat, und in Anerkennung der Nützlichkeit, die Wirksamkeit dieses internationalen Actes zu verlängern, über nachstehende Bestimmung übereingekommen:

Der am 23. April 1867 zwischen Oesterreich - Ungarn und Italien abgeschlossene Handels- und Schifffahrts - Vertrag wird bis zum 31. März 1878 in Wirksamkeit bleiben.

Urkund dessen haben die hiezu gehörig ermächtigten Unterzeichneten vorstehende Erklärung gefertigt und ihre Siegel beigedrückt.

Geschehen in zweifacher Ausfertigung zu Wien, den 14. December 1877.

(L. S.) C. *Robilant* m. p. (L. S.) *Andrássy* m. p.

Die vorstehende Erklärung wird hiemit auf Grund des Gesetzes vom 20. December 1877 (R. G. Bl. Nr. 114) kundgemacht.

Wien, am 22. December 1877.

Auersperg m. p. *Chlumecky* m. p.

1033.

22 décembre 1877.

Ordonnance circulaire du ministère Imp. R. de la défense du pays concernant l'émigration.

(Archives du ministère Imp. et R. des affaires étrangères.)

Erlass des k. k. Landesvertheidigungs-Ministeriums an sämmtliche k. k. Statthaltereien und Landesregierungen ddto. 22. December 1877, Z. 14359/2967.

Mit Zustimmung des k. k. Ministeriums des Innern, unter Bezugnahme auf den h. o. Erlass vom 7. Juli 1868, Z. 1723, und auf den Erlass des k. k. Ministeriums des Innern vom 13. Mai d. J., Z. 5954, wird angeordnet, dass in den von nicht wehrpflichtigen Personen behufs der Auswanderung angesuchten

1877 Entlassscheinen für den Fall, wenn solche Personen bereits im wehrpflichtigen Alter stehende Söhne haben, welchen nicht zugleich die Entlassung aus dem österreichischen Staatsverbande bewilligt wird, stets die Ausnahme solcher Söhne ersichtlich zu machen ist.

1034.

22 décembre 1877.

Notification concernant la prolongation de la durée des traités de commerce conclus avec l'Empire d'Allemagne et la France.

(R. G. Bl. 1877, Nr. 115.)

Kundmachung vom 22. December 1877, betreffend die Verlängerung der Handels-Verträge mit dem Deutschen Reiche und mit Frankreich.

Auf Grund des Gesetzes vom 20. December 1877 (R. G. Bl. Nr. 114*) und der mit den Regierungen des Deutschen Reiches und Frankreichs getroffenen Vereinbarungen wird kundgemacht, dass der mit dem deutschen Zollvereine abgeschlossene Handels- und Zollvertrag vom 9. März 1868 und der mit Frankreich abgeschlossene Handels-Vertrag vom 11. December 1866 bis zum 30. Juni 1878 in Kraft bleiben.

Auersperg m. p. *Chlumęcky* m. p.

---

* *Gesetz vom 20. December 1877, betreffend die Verlängerung der Wirksamkeit des Gesetzes vom 24. December 1867 (R. G. Bl. 1868, Nr. 2) über die Beitragsleistung der im Reichsrathe vertretenen Königreiche und Länder zu dem Aufwande für die allen Ländern der österreichischen Monarchie gemeinsamen Angelegenheiten, des auf Grund des Gesetzes vom 27. März 1869 (R. G. Bl. Nr. 117) abgeschlossenen Uebereinkommens wegen gegenseitiger Feststellung der Auslagen im Zollgefälle, des Gesetzes vom 24. December 1867 (R. G. Bl. 1868, Nr. 4), betreffend das Zoll- und Handelsbündniss zwischen den im Reichsrathe vertretenen Königreichen und Ländern und den Ländern der ungarischen Krone, des Gesetzes vom 27. December 1862 (R. G. Bl. 1863, Nr. 2) in Betreff der Abschliessung eines Uebereinkommens mit der österreichischen Nationalbank, des Vertrages mit der Gesellschaft des Oesterreichisch-ungarischen Lloyd wegen Besorgung des Seepostdienstes vom 18. November 1871 (R. G. Bl. 1872, Nr. 157) und des Vertrages mit der Gesellschaft des Oesterreichisch-ungarischen Lloyd vom 26. April 1872 über den Betrieb einer directen und regelmässigen Postdampferlinie zwischen Triest und Bombay (R. G. Bl. 1872, Nr. 72) bis Ende März 1878, sowie betreffend die Verlängerung der Wirksamkeit der mit Frankreich, Italien und Deutschland geschlossenen Zoll- und Handelsverträge.*

Mit Zustimmung beider Häuser des Reichsrathes finde Ich zu verordnen, wie folgt:

§. 1.

Die Wirksamkeit des Gesetzes vom 24. December 1867 (R. G. Bl. 1868, Nr. 2) über die Beitragsleistung der im Reichsrathe vertretenen Königreiche und Länder zu dem Aufwande für die allen Ländern der österreichischen Monarchie gemeinsamen Angelegenheiten wird bis Ende März 1878 verlängert.

Ebenso wird die Wirksamkeit des auf Grund des Gesetzes vom 27. März 1869 (R. G. Bl. Nr. 117) abgeschlossenen Uebereinkommens wegen gegenseitiger Feststellung der Auslagen im Zollgefälle bis Ende März 1878 verlängert. 1877

§. 2.

Das auf Grund des Gesetzes vom 24. December 1867 (R. G. Bl. 1868, Nr. 4) zwischen den im Reichsrathe vertretenen Königreichen und Ländern und den Ländern der ungarischen Krone abgeschlossene Zoll- und Handelsbündniss wird bis Ende März 1878 verlängert.

Die Regierung wird ermächtigt, den mit Frankreich abgeschlossenen Handelsvertrag vom 11. December 1866, den mit Italien abgeschlossenen Handels- und Schifffahrtsvertrag vom 23. April 1867, endlich den mit Deutschland abgeschlossenen Handels- und Zollvertrag vom 9. März 1868 bis längstens 30. Juni 1878 zu verlängern, eventuell im Verordnungswege die Verfügungen zu treffen, damit die für den Handelsverkehr mit auswärtigen Staaten gegenwärtig geltenden Bestimmungen bis zum 30. Juni 1878 in Wirksamkeit bleiben.

§. 3.

Die Regierung wird ermächtigt, mit der privilegirten österreichischen Nationalbank ein Uebereinkommen dahin zu treffen, dass das derselben mit dem Gesetze vom 27. December 1862 (R. G. Bl. 1863, Nr. 2) verliehene und durch das Gesetz vom 30. Juni 1868 (R. G. Bl. Nr. 83), den Erlass des Finanzministeriums vom 30. October 1868 (R. G. Bl. Nr. 146), das Gesetz vom 13. November 1868 (R. G. Bl. Nr. 149) und das Gesetz vom 18. März 1872 (R. G. Bl. Nr. 31) modificirte Privilegium bis Ende März 1878 verlängert werde.

§. 4.

Die Regierung wird ermächtigt, die mit der Gesellschaft des Oesterreichisch-ungarischen Lloyd geschlossenen Verträge über die Besorgung des Seepostdienstes vom 18. November 1871 (R. G. Bl. 1872, Nr. 157) und über den Betrieb einer directen und regelmässigen Postdampferlinie zwischen Triest und Bombay vom 26. April 1872 (R. G. Bl. Nr. 72) bis Ende März 1878 zu verlängern.

§. 5.

Dieses Gesetz tritt mit dem Tage seiner Kundmachung in Wirksamkeit.

Wien, am 20. December 1877.

Franz Joseph m. p.

Auersperg m. p. *Unger* m. p. *Lasser* m. p. *Chlumecky* m. p.
Ziemialkowski m. p. *Stremayr* m. p. *Pretis* m. p.
Mannsfeld m. p. *Glaser* m. p. *Horst* m. p.

1035.

23 décembre 1877.

Note de la Sublime Porte adressée à l'Ambassadeur Imp. et R. concernant l'exécution des jugements rendus en matière criminelle par les tribunaux ottomans contre des sujets austro-hongrois.

(Archives du ministère Imp. et R. des affaires étrangères.)

J'ai l'honneur d'accuser réception à V. E. de sa note en date du 24 octobre, No. 3427/71, relative à l'entente heureusement intervenue entre le Gouvernement I. et R. d'Autriche-Hongrie et

1877 la Sublime Porte pour l'exécution des jugements rendus en matière criminelle par les Tribunaux Ottomans contre des sujets Austro-Hongrois.

Aux termes de cette entente, les sujets Austro-Hongrois, qui auraient été condamnés par les Tribunaux Ottomans pour crimes et délits, commis sur le territoire Ottoman, subiront leur peine en Turquie. Il est d'ailleurs entendu, conformément au desir exprimé par le Gouvernement I. et R., que les sujets austro-hongrois condamnés à la peine de la détention, devront être détenus, soit dans la prison centrale de Stamboul, soit dans des prisons centrales des chefs-lieux des Vilayets. Les Agents consulaires d'Autriche-Hongrie auront toujours la faculté de visiter les prisons, dans lesquelles des sujets Austro-Hongrois se trouveraient détenus ainsi au surplus, que cela s'est toujours pratiqué. — Cette entente — comme le fait très-justement observer V. E., — ne porte d'ailleurs aucune atteinte à la juridiction consulaire telle, qu'elle est établie par les Traités. — Je prie V. E. de vouloir bien être près du Gouvernement I. et R. l'interprète des sentiments de gratitude, qu'inspire à la Sublime Porte l'esprit d'équité et de haute loyauté, qui l'a guidé dans le règlement de cette question et d'agréer vous-même etc.

Signé: *Server.*

1036.

23 décembre 1877.

Circulaire du ministère Imp. et R. des affaires étrangères concernant les nouveaux passeports hongrois pour l'étranger.

(Archives du ministère Imp. et R. des affaires étrangères.)

Circulare des k. und k. Ministeriums des Aeussern vom 23. Dec. 1877, Z. I 19347/4.

Da von Seite des kön. ungarischen Ministeriums des Innern vom 1. Jänner 1878 angefangen die Auslandspässe der ungarischen Staatsangehörigen auf Blanquetten neuer Form ausgestellt werden, so erhält das k. u. k. Consular-Amt eine deutsche Uebersetzung der Circular-Verordnung, welche jenes Ministerium diesfalls an sämmtliche Jurisdictionen des Landes erlassen hat, anruhend zur Kenntnissnahme und Darnachachtung.

Beilage zum Circulare des k. und k. Ministeriums des Aeussern vom 23. Dec. 1877, Z. I 19347/4.

Circular-Verordnung.

Es wird zur Wissenschaft, Darnachachtung und Verlautbarung hiemit bekannt gegeben, dass von Seite des königlich

ungarischen Ministeriums des Innern mit 1. Jänner 1878 die 1877
Auslandspässe auf nachstehend ausführlich beschriebenen, der Form und Fassung nach neuen Blanquetten ausgestellt werden. — Die Auslandspass-Blanquette sind in Sedez-Format-Heften angefertigt und mit einem von Aussen braunen, von Innen aber weissen Umschlag versehen. Auf dem Titelblatte des Umschlages befindet sich in Schwarzdruck das ungarische Staatswappen, oberhalb desselben mit Anfangsbuchstaben und im Halbkreise gehalten die Aufschrift »utlevél külföldre«, unterhalb die Aufschrift »passeport«. — Die inneren Blätter des Passes enthalten 16 numerirte Seiten auf gelbem geglätteten gerippten Papiere, auf welchen das Reichswappen und die Ueberschrift: »utlevél külföldre« auf blauem Untergrunde in guillochirter Relief-Zeichnung ersichtlich gemacht ist. Von den mit Unterdruck versehenen 16 Seiten enthalten die ersten sechs Seiten schwarz gedruckt den Text des Passes in ungarischer und französischer Sprache; — die sechzehn Seiten enthaltenden inneren Blätter sind mit einer nationalfärbigen seidenen Schnur zusammengeheftet, deren beide Enden auf die innere Seite des rückwärtigen Umschlagblattes mit dem Amtssiegel befestigt sind. — In Anbetracht des Umstandes, dass die Ausstellung der Pässe im Privat-Interesse stattfindet und die Herstellungskosten bedeutend sind, ist vom 1. Jänner 1878 für jene Pässe, welche Taglöhnern, Arbeitern, Dienstleuten und Handwerksgehilfen ausgefolgt und mit einem Stempel von 15 Kreuzern pr. Stück versehen werden, überdies noch der Betrag von 5 Kreuzern für die Ausstellung zu entrichten, oder ist derartigen Pass-Einbegleitungs-Tabellen für jeden Pass eine Stempelmarke von 15 Kreuzern und 5 Kreuzer in Baarem, oder wenn eine Stempelmarke nicht beigelegt wird, der Betrag von 20 Kreuzern in Baarem beizuschliessen. Den Passbewilligungs-Anträgen für solche Personen, welche in keine der obangeführten Kategorien gehören, ist eine Stempelmarke von 1 Gulden und für die Ausfertigung 1 Gulden in Baarem, oder aber, wenn keine Stempelmarke beigebracht wird, der Betrag von 2 Gulden beizulegen. Da die Ausgabe der Pässe neuer Form mit 1. Jänner des kommenden Jahres beginnt, so sind allen jenen Passertheilungs-Anträgen, welche am 1. Jänner 1878 an das Ministerium des Innern im Postwege einlangen, die in gegenwärtiger Verordnung angeführten Gebühren beizuschliessen.

1877 **1037.** 28 décembre 1877.

Notification concernant la prolongation des conventions avec la société de navigation du Lloyd austro-hongrois, ayant trait au service postal et au maintien d'une communication directe et régulière entre Trieste et Bombay par une ligne postale de bateaux à vapeur.

(R. G. Bl. 1877, Nr. 120.)

Kundmachung vom 28. December 1877, betreffend die Verlängerung der mit der Dampfschifffahrts-Gesellschaft des Oesterreichisch-ungarischen Lloyd bestehenden Verträge wegen Besorgung des Seepostdienstes und wegen des Betriebes einer directen und regelmässigen Postdampferlinie zwischen Triest und Bombay.

Auf Grund des Gesetzes vom 20. December 1877 (R. G. Bl. Nr. 114) wurden mit der Dampfschifffahrts-Gesellschaft des Oesterreichisch-ungarischen Lloyd wegen der Verlängerung des Vertrages vom 18. November 1871 (R. G. Bl. 1872, Nr. 157) betreffend die Besorgung des Seepostdienstes, und des Vertrages vom 26. April 1872 (R. G. Bl. Nr. 72), betreffend den Betrieb einer directen und regelmässigen Postdampferlinie zwischen Triest und Bombai bis 31. März 1878 nachfolgende Uebereinkommen abgeschlossen:

A. Uebereinkommen wegen Verlängerung des Vertrages vom 18. November 1871, betreffend die Besorgung des Seepostdienstes.

Zwischen dem k. und k. gemeinsamen Ministerium des Aeussern und der Dampfschifffahrts-Unternehmung des Oesterreichisch-ungarischen Lloyd, ist am unten angesetzten Tage über die Verlängerung des Postvertrages vom 18. November 1871 nachstehendes Uebereinkommen abgeschlossen worden:

1. Die Dauer des am 31. December 1877 ablaufenden Vertrages vom 18. November 1871 wegen Besorgung des Seepostdienstes durch den Oesterreichisch-ungarischen Lloyd wird auf weitere drei Monate vom 1. Jänner bis 31. März 1878 verlängert.

In Beziehung auf den für die vertragsmässigen Fahrten während dieses Zeitraumes entfallenden Vergütungsbetrag haben die §§. 8 und 25 des besagten Vertrages sinngemässe Anwendung zu finden.

2. Der neue am 6. November 1877 zu Budapest unterzeichnete Schifffahrts- und Postvertrag wird demnach, statt am 1. Jänner 1878, wie im Art. 41 festgesetzt ist, erst mit 1. April 1878 in Wirksamkeit treten unter der Voraussetzung, dass derselbe bis dahin die verfassungsmässige Zustimmung des österreichischen Reichsrathes und des ungarischen Reichstages erhalten hat.

3. Das gegenwärtige Uebereinkommen ist in deutscher und ungarischer Sprache in zwei gleichlautenden Exemplaren ausgefertigt worden. 1877

Die Stempelgebühren, welche vom Lloyd für Eines der beiden Exemplare zu entrichten sind, sollen von der ersten, während der Dauer dieses Uebereinkommens entfallenden Subventionsrate in Abzug gebracht werden.

Wien, am 22. December 1877.

Andrassy m. p.
Marco Freiherr *Morpurgo* m. p.
als Präsident und Bevollmächtigter des Oesterr.-ungar. Lloyd.

B. Uebereinkommen wegen Verlängerung des Vertrages vom 26. April 1872, betreffend den Betrieb einer directen und regelmässigen Postdampferlinie zwischen Triest und Bombai.

Zwischen der k. k. Staatsverwaltung und der Dampfschifffahrts-Gesellschaft des Oesterreichisch-ungarischen Lloyd ist am unten angesetzten Tage über die Verlängerung des Vertrages vom 26. April 1872 wegen des Betriebes einer directen und regelmässigen Postdampferlinie zwischen Triest und Bombai das Uebereinkommen dahin abgeschlossen worden, dass die Wirksamkeit dieses Vertrages auf die Zeit vom 1. Jänner bis 31. März 1878 erstreckt werde.

Das gegenwärtige Uebereinkommen wird in zwei gleichlautenden Exemplaren ausgefertigt, wovon Eines auf Kosten des Oesterr.-ung. Lloyd mit dem entsprechenden Stempel versehen wird.

Wien, am 28. December 1877.

Der Verwaltungsrath der Dampfschifffahrts-Gesellschaft des Oesterr.-ung. Lloyd

Marco Freiherr *Morpurgo* m. p. *Chlumecky* m. p.
Rittmeyer m. p. *Pretis* m. p.
G. *Bordini* m. p.
Auersperg m. p. *Chlumecky* m. p. *Pretis* m. p.

1038. 31 décembre 1877.

Notification du ministère Imp. R. du commerce concernant le service de remboursement postal avec l'Allemagne.

(P. V. Bl. 1878, Nr. 1.)

Aenderung im Nachnahmeverkehre mit Deutschland. H.-M. Z. 38645 ex 1877.

Das kaiserlich deutsche General-Postamt in Berlin hat die Verfügung getroffen, dass die Nachnahmescheine zu Sendungen aus Oesterreich-Ungarn nach deren Behebung nicht mehr von

1877 den deutschen Abgabe-Postämtern, sondern von den deutschen Grenz-Eingangs-Postanstalten ausgefüllt und an die betreffenden Aufgabeämter zurückgesendet werden.

Die k. k. Postämter werden hievon mit Bezug auf den §. 8 der Instruction in Betreff des ausländischen Nachnahmeverkehres (P. V. Bl. vom Jahre 18 . 5, Seite 26) mit dem Auftrage in Kenntniss gesetzt, den erwähnten Paragraph entsprechend richtigzustellen.

1039.

1878 4 janvier 1878.

Ordonnance du ministère Imp. R. du commerce concernant le service de remboursement postal avec la Suisse.

(P. V. Bl. 1878, Nr. 1.)

Aenderung im Postnachnahme-Verkehre zwischen Oesterreich-Ungarn und der Schweiz. H.-M. Z. 38478 ex 1877.

In Folge einer Vereinbarung mit der schweizerischen Postverwaltung können bei schweizerischen Postanstalten Nachnahme-Sendungen nach Oesterreich-Ungarn bis zur Höhe von 200 Franken und wenn Transportauslagen und Spesen auf solchen Sendungen haften, auch in einem höheren Betrage aufgegeben werden.

Indem die k. k. Postämter hievon in Kenntniss gesetzt und angewiesen werden, den Artikel I, Absatz 1 der Verordnung, betreffend die Einführung der Postnachnahme- (Postvorschuss-) Sendungen zwischen Oesterreich-Ungarn einerseits, Deutschland und der Schweiz anderseits (P. V. Bl vom Jahre 1875, Seite 23) demgemäss richtigzustellen, wird denselben bemerkt, dass im Postnachnahme-Verkehre aus Oesterreich-Ungarn nach der Schweiz eine Aenderung nicht einzutreten hat.

1040.

6 janvier 1878.

Décret du ministère Imp. R. des finances concernant les taxes à prélever des biens meubles laissés par des sujets helléniques décédés en Autriche.

(Archives du ministère Imp. et R. des affaires étrangères et F. V. Bl. 1878, Nr. 2.)

Erlass des k. k. Finanzministeriums vom 6. Jänner 1878, betreffend die Gebührenbehandlung des hierlands befindlichen beweglichen Nachlasses von kgl. griechischen Staatsangehörigen.

Mit Bezug auf die Verordnung vom 8. April 1854 (R. G. Bl. Nr. 84) wird bekanntgegeben, dass nach dem Grundsatze der Reciprocität das in der österreichisch-ungarischen Monarchie

befindliche bewegliche Nachlass-Vermögen von kgl. griechischen 1878
Staatsangehörigen der Vermögens-Uebertragungsgebühr nach den allgemeinen Bestimmungen der Gebührengesetze unterliegt.

Hiedurch bleibt jedoch die im Punkte 2 b der genannten Verordnung enthaltene Ausnahme zu Gunsten der hier beglaubigten Gesandten, ihrer Gesandtschaftsbeamten und Dienstleute, wenn diese Personen keine österreichischen Unterthanen sind, unberührt.

1041.

8 janvier 1878.

Circulaire du ministère Imp. R. de l'intérieur concernant la publication en Autriche des documents d'état civil touchant des ayants droit inconnus.

(Archives du ministère Imp. et R. des affaires étrangères.)

Erlass des k. k. Ministeriums des Innern vom 8. Jänner 1878, Z. 17699, an sämmtliche Landeschefs.

Das k. k. Ministerium des Aeussern hat Anlass genommen, darauf hinzuverweisen, dass nicht selten aus dem Auslande Civilstands-Urkunden (insbesondere Todtenscheine) über österreichische Staatsangehörige einlangen, bezüglich welcher wegen Mangels wichtiger oder genauer Daten in Bezug auf Name und Heimath die Zugehörigkeit der betreffenden Personen nicht ermittelt werden kann, dass hiernach diese Urkunden wieder in das Ausland zurückgesendet werden und dieselben, da deren Berichtigung nicht mehr erzielbar erscheint, für die Angehörigen, die in die Lage kommen können, auf diese Documente gestützt, Rechtsansprüche zu erheben oder überhaupt von denselben Gebrauch zu machen, häufig gänzlich verloren gehen.

Zur Beseitigung dieses Uebelstandes hat sich das k. k. Ministerium des Innern mit dem k. k. Ministerium für Cultus und Unterricht und dem k. k. Ministerium der Justiz dahin geeinigt, dass sämmtliche aus dem Auslande einlangenden Civilstands-Urkunden solcher österreichischer Staatsangehörigen, deren Zugehörigkeit nach vorgehender Nachforschung nicht zu constatiren ist, und welche Urkunden daher ihrer Bestimmung nicht zugeführt werden können, behufs Evidenzhaltung derselben hierorts gesammelt und aufbewahrt werden, und dass zur Erreichung des Zweckes dieser Aufbewahrung von Jahr zu Jahr eine Veröffentlichung des Verzeichnisses der aufbewahrten Urkunden durch die amtlichen Zeitungen der einzelnen Länder erfolge.

Von dieser Anordnung werden Euer ..... zur gefälligen Kenntnisnahme und Darnachachtung mit dem Beifügen in die

1878 Kenntniss gesetzt, dass hiedurch, wie oben bereits angedeutet ist, in den vorkommenden Fällen die Einleitung eingehender Nachforschungen keineswegs ausgeschlossen ist, dass vielmehr diese Erhebungen, so lange deren Erfolglosigkeit nicht unzweifelhaft ist, fortzusetzen, und dass Todtenscheine, wenn irgend ein Anhaltspunkt gegeben ist, stets den Gerichten zur Durchführung ihrer abhandlungsbehördlichen und allfälligen pflegschaftlichen Obliegenheiten zuzumitteln sind. Erst dann, wenn die eindringlich zu pflegenden Nachforschungen zu keinem Resultate führen sind die betreffenden Urkunden zur weiteren Aufbewahrung, hierher einzusenden.

1042.

20 janvier 1878.

Procès-verbal de la commission internationale d'experts pour la correction du Rhin entre le Vorarlberg et Gall.

(Archives du ministère Imp. et R. des affaires étrangères.)

Protokoll der internationalen Experten-Commission für die Rheincorrection zwischen Vorarlberg und St. Gallen.

Geschehen Chur, den 20. Januar 1878.

Auf von Seiten der hohen Cantonsregierung von St. Gallen und der k. k. Statthalterei von Innsbruck erfolgte Einberufung haben sich am 14. d. dahier zu der durch Präliminar-Uebereinkommen zwischen der Schweiz und Oesterreich, betreffend die Rheincorrection von Kriesern bis zum Bodensee, vom 19. September 1871 niedergesetzten Experten-Commission eingefunden:

Von schweizerischer Seite:

als Abgeordneter des Bundesrathes: Herr Oberbauinspector von Salis von Bern, als Vertreter des Cantons St. Gallen: Herr Oberst La Nicca von Chur;

von österreichischer Seite:

als Abgeordneter der k. k. Regierung: Herr Oberbaurath Semrad von Innsbruck, als Abgeordneter der Landesvertretung von Vorarlberg: Herr Oberingenieur Elmenreich von Innsbruck.

Ein Obmann wurde, nachdem Herr Oberbaurath Sexauer von Karlsruhe, der als solcher durch das Präliminar-Uebereinkommen bezeichnet war und seither functionirt hat, verstorben ist, zufolge Einverständniss zwischen den beiderseitigen hohen Regierungen nicht wieder bestellt.

Die Versammlung fand angemessen, ihre Verhandlungen einzuleiten mit Verlesung des genannten Prälimiuar-Uebereinkommens und der bisherigen Commissionsprotokolle, datirt:

St. Gallen, 28. Januar 1872, Bregenz 29. Mai 1872 und Lindau 1878
25. Juni 1874, welches letztere auch die Mittheilung der k. k. Statthalterei über das erweiterte Mandat der Commission enthält. Bei dem gegenwärtigen Zusammentritte sind ihr besondere Anweisungen nicht geworden. Sie glaubt daher ihre Obliegenheit nach den vorgenannten Actenstücken dahin auffassen zu sollen, dass sie die der Experten-Commission gestellten Aufgaben in den Punkten vollends erledige, bezüglich deren dies bisher noch nicht geschehen ist.

Nun finden sich die im Präliminar-Uebereinkommen gestellten Fragen in dem Protokolle Bregenz 29. Mai 1872 sämmtlich beantwortet. Sie betreffen:

1. Die Ausleitung des Rheins in den Bodensee rechts von Fussach;

2. die Zugsrichtung des oberen Durchstiches;

3. Art und Weise und Ausdehnung der Einbeziehung der Nebengewässer in das gemeinschaftliche Correctionsunternehmen;

4. Regelung der durch letzteres gestörten Communicationen;

5. den nöthigen Zeitraum für die Anfertigung der Detailprojecte und für die Bauausführung.

Gegen die erfolgte Beantwortung dieser Fragen ist der Commission kein Einwand bekannt gegeben worden, ausser demjenigen betreffend die Motivirung der Dauer der Bauausführung, welche ihr bei Eröffnung der Conferenz zu Lindau im Juni 1874 mit Schreiben der k. k. Statthalterei in Innsbruck vom 27. Mai gleichen Jahres mitgetheilt worden ist. Von der Ansicht ausgehend, die von dem Präliminar-Uebereinkommen festgestellte Gleichzeitigkeit beziehe sich nur auf die Bauausführung der beiden Durchstiche, nicht aber auf die Eröffnung derselben, hatte die Commission bei Bemessung der Bauzeit angenommen, dass die Eröffnung des unteren Durchstiches zuerst und die des obern erst dann stattfinde, wenn ersterer und in Folge der Wirkung desselben auch das Flussbett der Zwischenstrecke sich ausgebildet haben werde, wie sie dies unter den hier bestehenden Verhältnissen zur Verhütung eines Misserfolges nothwendig erachtete. Durch besagte Mittheilung wurde sie aber belehrt, dass die Gleichzeitigkeit auch bezüglich der Eröffnung der beiden Durchstiche vorgezeichnet und daher ihren Arbeiten stricte zu unterstellen sei. Indem die Commission sich sonach dieser Weisung zu unterziehen hatte, fand sie aber zugleich als selbstverständlich, dass der Einfluss derselben auf Project und Voranschlag entsprechend diesbezüglichen Begehren der schweizerischen Vertretung berücksichtigt werden müsse.

1878 Uebrigens erfüllte sie in der Conferenz zu Lindau das erweiterte Mandant, soweit dasselbe die Prüfung und Feststellung der Ausführungspläne und Kostenvoranschläge betrifft, fand sich dabei aber zu Anordnung einer theilweisen Umarbeitung dieser Operate im Interesse besserer Uebereinstimmung zwischen beiden Durchstichprojecten, wie auch womöglich einer Reduction der sehr hohen Voranschlagssumme veranlasst.

Laut Mittheilung des Herrn Oberbaurathes Semrad ist die im Lindauer Protokolle unter dem Titel: »Ausleitung in den Bodensee« enthaltene Vorschrift, die Hauptdämme des Rheins vor der Fussacherbrücke abwärts weiter auseinander zu legen, seitens des k. k. Ministeriums des Innern nicht gutgeheissen und daher bei Anfertigung des neuen Projectes nicht berücksichtigt worden.

Nachdem nun die umgearbeiteten Operate der Commission vorliegen, erübrigt ihr deren schliessliche Prüfung und Begutachtung, sowie ferner die verlangte Aeusserung bezüglich der unter III B des Präliminar-Uebereinkommens über Beginn- und Vollendungsfrist der Arbeiten aufgestellten Bestimmungen.

Diese Operate umfassen

alle laut Präliminar-Uebereinkommen in die gemeinsam auszuführende Rheincorrection fallenden Werke, somit:

1. Den obern Durchstich bei Widnau,
2. den untern Durchstich bei Fussach,
3. die Stromstrecke zwischen beiden Durchstichen,
4. die angemessene Einleitung der von beiden Durchstichen direct betroffenen Binnenwasser,
5. die in Folge von obigen Werken neu herzustellenden Strassen, Brücken und Wegverlegungen,

und sie bestehen in

A. den Projecten, dargestellt in:

a) den Situationsplänen,
b) den Längeprofilen,
c) den Normal-Querprofilen,
d) den in genügender Zahl für die Massenberechnungen aufgenommenen einzelnen Querprofilen mit Angabe der durch Sondirung erhobenen Bodenbeschaffenheit,
e) den Berichten zu Erklärung und Rechtfertigung der Elaborate.

B. den Kostenvoranschlägen, und zwar

a) den Massenberechnungen,
b) den Preisentwicklungen,
c) der nach den aus *a* und *b* erhaltenen Einheitspreisen und Arbeitsmengen vorgenommenen Kostenberechnung.

Die Commission hat von diesen Ausarbeitungen genaue 1878
Einsicht genommen. Wenn sie dabei eine detaillirte Durchrechnung der Massen- und Kostenberechnungen sammt Preisentwicklungen mit Rücksicht auf den dazu erforderlichen Zeitaufwand nicht als ihre Aufgabe glaubte ansehen zu sollen, so hat sie dagegen gesucht, sowohl bezüglich der allgemeinen Auffassung als der Detaildurchführung und der Motivirung dieser Elaborate sich ein Urtheil zu bilden, und sie bringt dasselbe hier nachfolgend in möglichster Kürze zum Ausdruck.

Unter Verweisung auf die Titel des Lindauer Protokolls: Richtungslinie, Längenprofil, Normal-Querprofil und Construction der Uferwuhre genügt es hier zu sagen, dass die Projecte in diesen Beziehungen genau so ausgeführt befunden worden sind, wie sie dort genehmigt und beziehungsweise vorgezeichnet wurden, indem die Commission auch gegenwärtig zu Beantragung diesbezüglicher Abänderung sich nicht veranlasst findet.

In der weiteren Besprechung folgen wir den einzelnen Abtheilungen des Projectes.

1. Oberer Durchstich.

Unter dem Titel »Durchstiche und Vorländer« des vorgenannten Protokolls hat die Commission im Interesse möglichster Kostenersparung vorgeschlagen, für die Ausbildung der Durchstiche soweit als möglich und selbst wenn dadurch eine Verlängerung der Ausführungszeit veranlasst würde, die Wasserwirkung nutzbar zu machen, daher dieselben im Principe und soweit nicht in einzelnen Fällen ein Abgehen hievon sich als angemessen erweist, nur durch Leitcanäle zu öffnen, und ebenso die Form der Vorländer durch Traversenbauten zu sichern, den übrigen Abbruch und das Abtreiben des im inneren Flussbette vorhandenen Geländes aber, sowie die allmälige Verlandung der Vorländer auf ihre vorgeschriebene Höhe der Wirkung des Stromes zu überlassen. Sie sieht dabei aber selbst vor, dass Ausnahmen hievon durch die Bodenbeschaffenheit und Rücksichten auf die Sicherheit der Uferanwohner in beiden Durchstichen geboten erscheinen können, und sie fügt am Schlusse jenes Protokolls noch besonders bei, dass die angestrebte Ermässigung der Voranschläge nur insofern Platz greifen dürfe, als die Bedingung der gleichzeitigen Vollendung und Eröffnung der Durchstiche es gestatte.

Für den obern Durchstich wurde nun auf der obersten, über $^1/_5$ seiner Länge betragenden Strecke wegen Torfboden voller Aushub projectirt. In noch grösserer Ausdehnung, nämlich in mehr als der halben Länge, wurde die Erstellung der Vor-

1878 länder mittelst Anfüllung angenommen. Zu letzterm veranlasste die ausserordentlich tiefe, sogar theilweise unter der projectirten Niederwasserlinie befindliche Lage des Bodens, in welchen die neue Flussrichtung fällt. Der gleiche Grund, zusammen mit der Rücksicht auf den aus Letten, Flugsand und Kies bestehenden, somit durchlässigen Boden veranlasste zur Annahme von Bermen auf der Landseite der Dämme als Gegengewicht für den hydrostatischen Druck.

Die Commission musste diese Vorkehrung unter so ausserordentlichen Verhältnissen, bei denen der Fluss mehr als 6 Meter hoch über die Ebene eines leichten, durchlässigen Bodens ansteigen kann und also lediglich durch die Dämme gehalten wird, als zweckmässig und nothwendig anerkennen.

Uebrigens ist dem im Lindauer Protokoll ausgesprochenen Wunsche immerhin insofern entsprochen, als in der grössten Länge des obern Durchstiches nur ein Leitcanal ausgehoben und die Ausbildung des übrigen Theils des Flussbettes durch Abschwemmung stattfinden soll.

Weiters ist über diesen Durchstich nichts zu sagen, nachdem, wie oben bemerkt, die auf Richtungslinie, Längenprofil, Normal-Querprofil und Construction der Uferwuhre bezüglichen Fragen schon früher ihre Erledigung gefunden haben.

2. Unterer Durchstich.

Die Verhältnisse sind hier, wie aus dem Längenprofile und den Querprofilen ersichtlich, wesentlich von denen am obern Durchstich verschieden. Denn von Nr. 0 oben am Beginne desselben bis hinunter zu Nr. 33 wird dieser so in den Boden eingesenkt, dass noch an letzterm Punkte die projectirte Vorlandhöhe mit der natürlichen Bodenebene zusammenfällt und es also auf dieser über zwei Dritttheile der ganzen Länge ausmachenden Strecke sich weder um Traversen noch um Vorlandanschüttungen handeln kann, sondern vielmehr das Vorland mit Abtrag zu bilden ist. Von Nr. 33 bis 47 wächst dann das Vorland allerdings successive mehr über das Gelände empor, aber man gelangt damit auf jenen untersten Theil dieses Durchstiches, für welchen das Lindauer Protokoll selbst mit Rücksicht auf die Nähe von Fussach und Haard die profilmässige Anschüttung des Vorlandes aus analogen Gründen wie für Theile des obern Durchstiches als eine gebotene Sicherheitsmassregel in Aussicht nimmt. In Wirklichkeit ist dann auch so projectirt worden, zumal schon der grosse Abtragsüberschuss an sich darauf hingewiesen hätte, wie dies ebenso bezüglich der Anschüttung des vom Durchstiche abgeschnittenen Bettes der Dornbirnerrach der Fall ist.

Wenn damit also diese Anordnungen gerechtfertigt er- 1878
scheinen, so könnte dagegen die Annahme vollen Aushubs des Profiles statt blos eines Leitcanales für den ganzen untern Durchschnitt als damit im Widerspruch stehend angesehen werden, zumal die Bodenbeschaffenheit nicht dazu zwingt. Gleichwohl muss die Commission auch diese Anordnung als gerechtfertigt und sogar geboten anerkennen, nachdem zufolge der festgesetzten gleichzeitigen Eröffnung beider Durchstiche der untere sich zu der Zeit erst ausbilden müsste, wo ihm schon die vom obern abgeschwemmten Geschiebe zugeführt würden. Denn es ist wohl mit Sicherheit vorauszusehen, dass diese Ausbildung unter solchen Umständen nicht stattfinden, sondern noch viel eher die Verstopfung des Leitcanals erfolgen würde.

Die Commission erklärt sich somit auch mit dem Projecte dieses Durchstiches gänzlich einverstanden.

3. Die Stromstrecke zwischen beiden Durchstichen.

Das Präliminar-Uebereinkommen bestimmt, dass auf dieser Strecke jeder der beiden Staaten die gewöhnlichen Uferschutzbauten in den schon einverständlich festgesetzten Linien auf seinem Territorium wie bisher für sich zu besorgen habe, fügt aber bei, wenn in Folge eines oder beider Durchstiche eine Nachhilfe im Flussbette dieser Zwischenstrecke erforderlich werden sollte, die diesfälligen Arbeiten und Vorkehrungen dann auf gemeinschaftliche Kosten vorzunehmen wären.

Angesichts dieser Bestimmung muss die Commission ernstliches Bedenken tragen, das für genannte Strecke vorliegende Project als derselben entsprechend anzusehen, indem es in einer vollständigen Regelung des Flusses nach dem Normal-Querprofile der Durchstiche besteht. Dass indessen Nachhilfen hier wirklich nothwending sind, ergibt sich aus folgenden kurzen Erwägungen.

Zwischen den Rheinsteinen Nr. 84 und Nr. 98, dem obern und untern Endpunkte des obern Durchstiches, beträgt das gegenwärtige absolute Gefälle des Rheines 8·4 m., und es ergibt sich somit bei einer Länge desselben von 6084 m. ein relatives Gefälle von 1·38‰. Dagegen beträgt dieses zwischen Nr. 98 und 105½, der St. Margrether Eisenbahnbrücke, bei 3·9 m. absolutem Gefäll und 4350 m. Länge 0·89%. Es ist nun bekannt, dass ein solcher Gefällsbruch bei einem geschiebführenden Flusse nicht bestehen kann, sondern unter allen Umständen ein curvenförmiger Uebergang von einer dieser in so hohem Masse verschiedenen Gefällslinien zur andern sich durch Erhöhung des Bettes bei ihrem Schnittpunkte und auf gewisser Strecke

1878 oberhalb und unterhalb desselben vollziehen muss. Es kommen hier aber noch zwei diesen Vorgang steigernde Umstände hinzu, der eine bestehend in der aussergewöhnlichen Geschiebszufuhr, welche die durch Abschwemmung bewirkte Erweiterung des Durchstiches und überdies die im obern Theile und oberhalb desselben eintretende bedeutende Vertiefung des Flussbettes veranlasst, der andere aber darauf beruhend, dass das Flussbett unterhalb des Durchstiches eine grössere Breite als dieser besitzt und dadurch die schon wegen des kleineren Gefälles dort bestehende geringere Geschwindigkeit noch weiter abgeschwächt wird. Die Commission erblickt in diesen Umständen eine doppelte Gefahr, einmal die, dass der Rhein unterhalb des Durchstiches über die Ufer hinaus gestaut werde, und dann, dass letzterer selbst in Folge des Rückstaues wenigstens in seinem untern Theile misslinge.

Sie muss es daher für unthunlich ansehen, den obern Durchstich zu eröffnen, so lange die Flussstrecke unterhalb desselben sich in dem gegenwärtigen Zustande befindet, und die Nachhilfe, die sich hienach als nöthig ergibt, wird mindestens darin zu bestehen haben, dass das Flussbett auf dieser Strecke wie im untern Durchstiche bis zur projectirten Sohle und damit zu der projectirten Gefällslinie in normaler Breite ausgehoben, beziehungsweise ausgebaggert wird.

Eine andere Frage ist, ob der projectgemässe Ausbau der Uferlinie auch sofort als Theil der gemeinsamen Corrections-Unternehmung stattfinden müsse.

Zwar ist wohl nicht zu bezweifeln, dass eine rationelle Rheincorrection von Kriesern bis zum Bodensee für solange nicht besteht, als dieselbe auf der Strecke zwischen den beiden Durchstichen nicht nach gleichem System, wie in diesen selbst, durchgeführt ist, und namentlich auf derselben grössere Flussbettbreiten bestehen, wie dies nach den jetzt geltenden Linien in Wirklichkeit der Fall ist. Allein der Zweck kann allfällig auch damit erreicht werden, dass es den beiden Staaten zur Pflicht gemacht wird, nach und nach jeder auf seiner Seite die Wuhre nach dem für die Durchstiche festgestellten Normal-Querprofile auf die richtige Stelle vorzusetzen.

Indem daher die Commission es der Beurtheilung der hohen Regierungen anheimgeben muss, ob dieses Verfahren besser als die Aufnahme fraglicher Arbeiten in die gemeinsame Unternehmung den Intentionen des Präliminar-Uebereinkommens entspreche, beschränkt sich darauf, zu wiederholen, dass sie unter den ihr auferlegten Voraussetzungen den sofortigen Aushub des Flussbettes in angegebener Weise für unerlässlich hält.

4. Die Binnengewässer. 1878

Die Commission hat es sich im Sinne des Lindauer Protokolls zur Aufgabe gemacht, zu prüfen, ob die Regelung dieser Gewässer nach den vorliegenden Projecten nicht in grösserem Umfange in die Unternehmung einbezogen würde, als es in der Meinung des Präliminar-Uebereinkommens liegt; sie hat aber nicht finden können, dass dies der Fall sei.

Auf der rechten, österreichischen, Seite bilden zwei Umstände die Begründung für die Ausdehnung der Binnengewässer-Correction nach aufwärts. Der eine ist der, dass man den Koblachercanal nach Ausführung des obern Durchstiches nicht mehr in den Rhein ausmünden lassen kann, der andere, dass die Gewässer desjenigen jetzt linksseitigen Gebietes, welches durch den obern Durchstich abgeschnitten wird, künftig auch auf der rechten Seite direct nach dem Bodensee abgeführt werden müssen. Dies Beides bringt mit sich, dass hiefür bis dorthin die nöthigen Abflussbedingungen geschaffen werden müssen. Die noch etwelche Ausdehnung von der Mündung des Koblachercanals aufwärts beruht auf nothwendigen, namentlich auf die Regelung der Gefällsverhältnisse sich beziehenden Combinationen. Weiter abwärts handelt es sich nur um direct betroffene Gewässer, namentlich gilt dies auch bezüglich der Dornbirnerach.

Ueberhaupt ist das ganze rechtseitige Entwässerungssystem sorgfältig studirt, so namentlich auch bezüglich der Wassermengen, die in Anschlag zu bringen sind, und der Profile, die zu Erzielung der nöthigen Capacität bei diesen Canalanlagen angewandt werden müssen.

Es erübrigt daher der Commission hier nur noch eine Erwähnung, zu der sie ein Votum des Herrn Oberingenieurs Elmenreich, Vertreter des Vorarlbergs, veranlasst. Dieses geht, indem es sich sowohl auf die Mündung des Rheines zu Fussach, als auf die dortige Ausleitung der eben besprochenen Binnengewässer bezieht, dahin, dass erstlich mit Rücksicht auf den vom See bei hohem Stande ausgeübten Stau die Rheindämme nicht hoch genug angenommen sein dürften, und dass zweitens der zwischen den Mündungen des Rheines und der Dornbirnerach stattfindende Auslauf des Entwässerungscanals durch die Geschiebsablagerungen der erstern beeinträchtigt werden müsse. Dem gegenüber wurde von anderer Seite bemerkt, dass der erste Punkt bei früheren Commissions-Verhandlungen einlässlich behandelt worden, und man namentlich nach den Verhältnissen an der jetzigen Rheinmündung zum Schlusse gelangt sei, dass zu einer solchen Besorgniss ein Anlass nicht bestehe. Was den zweiten Punkt betreffe, so werde es allerdings nöthig, wie man glaube aber

1878 auch möglich sein, besagten Ausfluss gegen die beiden andern Gewässer bis zum tiefen See in der Weise zu isoliren, dass der gefürchtete Nachtheil nicht eintreten werde.

Uebrigens fand die Commission für den Fall, dass die bisherigen Erhebungen in diesen Beziehungen die betheiligte Bevölkerung nicht ganz beruhigen sollten, es ganz angemessen, dass vor der Bauausführung darüber noch weitere Untersuchungen vorgenommen würden, in der Meinung, die nach deren Ergebniss noch wünschbar erscheinenden Vervollständigungen des Projectes an demselben einzuführen.

Bei der linkseitigen Entwässerung handelte es sich erstlich darum, zwei Gewässer, den Dürrenbach und den Zapfenbach, welche jetzt zu oberst am obern Durchstich in den Rhein münden, in durch die Correction bedingter Weise wieder dort einmünden zu lassen.

Im Uebrigen bildet dort das Hauptmotiv die grosse Vermehrung des Filtrationswassers, wie sie zufolge der oben besprochenen Lage und Beschaffenheit des Bodens, beziehungsweise dem hohen Ansteigen des Rheines über demselben, allerdings als Folge der Correction vorausgesetzt werden muss. Es bringt dies die Anlage eines Parallel-Canals unweit dem Durchstiche mit sich. Es wurde angenommen, dass dieser nicht alles Filtrationswasser auffangen werde, sondern zufolge der Durchlässigkeit des Bodens und des gegen den linkseitigen Abhang bestehenden Gefälles ein Theil desselben bis in die tiefste Lage der Thalsohle gelangen werde, daher auch die dortigen Canäle mehr Wasser als bisher erhalten würden und demzufolge dafür einzurichten, beziehungsweise zu regeln wären. Dieses müsse dann auch bezüglich des Hauptcanals bis zur Mündung in den Rhein geschehen.

Die Commission findet dem, indem sie diese Begründung richtig erachtet und da auch diese ganze Angelegenheit gründlich und vollständig bearbeitet ist, nichts weiter beizufügen.

5. Communicationen.

Dieser Theil der Angelegenheit fand seine grundsätzliche Erledigung schon in der Commissionssitzung zu Bregenz im Mai 1872. Daher erscheint gegenwärtig nur noch in einem Punkte eine Beifügung nöthig. Der Ausdruck im damaligen Protokolle lässt es nämlich als in der Meinung der Commission erscheinen, dass die für den obern Durchstich verlangte dritte Brücke bei Widnau deshalb nicht zu gewähren sein dürfte, weil bis dahin dort blos eine Fähre bestanden habe. Seither ist nun das Be-

dürfniss dieser Brücke damit unzweifelhaft demonstrirt worden, 1878
dass die Gemeinde in eigenen Kosten eine solche gebaut hat.

Die Commission kann es hienach nicht zweifelhaft finden, dass dieselbe auch in die gemeinsame Unternehmung aufzunehmen sei.

Kostenvoranschlag.

Die diesem zu Grunde gelegte rationelle Preis-Entwicklung wurde österreichischerseits, mit Zugrundelegung von Metermass und Guldenwährung bearbeitet, und schweizerischerseits nach stattgehabter Verständigung mittelst Uebertragung in Franken angenommen. Indem aber die Reduction nach dem Verhältnisse von Fr. 2. 50 für den österreichischen Gulden stattfand, ergab sich, dass die in solcher Weise in Franken ausgedrückten Preise etwas zu hoch seien. Dies ist auch wenigstens theilweise aus dem Grunde der Fall, weil seit Aufstellung dieser Preisliste die Preise allgemein gesunken sind.

Die Commission glaubte daher, indem in Wirklichkeit bei Feststellung derselben nicht ein solcher Werth des Guldens supponirt wurde, eine Reduction vornehmen zu müssen, um die Kosten im richtigen Betrage zum Ausdruck zu bringen.

Die vorliegenden Kostenvoranschläge ergeben nun in runden Summen folgende Totalbeträge:

	Gulden		Franken
I. Oberer oder Diepoldsauer Durchstich einschliesslich Binnengewässern und Communicationen	3,400.000	=	8,500.000
II. Unterer oder Fussacher Durchstich mit Binnengewässer und Communicationen	3,495.000	=	8,737.500
III. Flussstrecke zwischen beiden Durchstichen	520.000	=	1,300.000
Total	7,415.000	=	18,537.500

Indem dabei also die in Franken angegebenen Kostensummen nach Preisen berechnet sind, die aus den in Gulden ermittelten Preisen durch Reduction zu Fr. 2. 50 sich ergeben haben, findet die Commission, einen Abzug in der Weise machen zu sollen, dass die in Gulden berechnete Kostensumme zum ungefähren gegenwärtigen Course reducirt wird und erhält so für

fl. 7,415.000 à Fr. 2. 15 = Fr. 15,942.250.

Sie findet sich aber noch zu weiteren Reductionen dieser Summe veranlasst, und zwar erstlich

1878 auf den Brücken:

In der Versammlung von 1872 hatte die Commission angenommen, man werde aus Rücksicht auf die Kosten Holzconstructionen annehmen. In Betracht der gegenwärtigen verhältnissmässig niedrigen Eisenpreise wurden dann aber den Voranschlägen Eisenconstructionen zu Grunde gelegt. Ohne hievon abzugehen, fand die Commission mit Anwendung der gegenwärtig in der Schweiz vielfach zur Ausführung kommenden Brücken mit eisernen Stühlen, gestützt auf ein vorgelegtes Project mit verbindlicher Uebernahmsofferte eine bedeutende Herabsetzung der Brückenkosten vornehmen zu können; für die beiden Brücken des untern Durchstiches zwar in geringerem Masse, weil geltend gemacht wurde, dass für dieselben, als grösseren Verkehrslinien entsprechend, eine Fahrbahnbreite von 6 m. und zufolge der in Oesterreich geltenden Bestimmungen bezüglich der zufälligen Belastung eine grössere Tragkraft gegeben werden müsse. Für die drei Brücken des obern Durchstiches fand man dagegen eine Breite von 5 Meter und die im vorgelegten Projecte angegebene Construction genügend.

Die hienach sich ergebende Kostenberechnung ist in den betreffenden Kostenvoranschlägen ausgeführt; das Ergebniss ist folgende Ersparniss:

für die drei Brücken am obern Durchstiche	Fr.	970.800
für die zwei Brücken des untern Durchstiches fl. 163.374 à Fr. 2. 15	»	351.185
Zusammen	Fr.	1,321.985

Ferner fragt sich nun noch, welche Beträge für die Flussstrecke zwischen den beiden Durchstichen aufzunehmen sind, da dies eben davon abhängt, welche der oben besprochenen Arbeiten auf derselben in die gemeinschaftliche Unternehmung aufgenommen werden wollen.

Die gesammte Voranschlagssumme für diese Strecke beträgt wie oben . . . . . Fr. 1,300.000

davon fällt auf den Aushub, der theilweise zu den Hinterdämmen verwendet werden wollte	Fr.	547,000	
dann ist für Erweiterung des Profils der Lustenauer Brücke angesetzt	»	36.000	
Zusammen			» 583.000
und bleibt ein Rest von .			Fr. 717.000

welcher auf Erstellung der Wuhre mit Vorgründen fällt.

Die Commission hat nun aber gefunden, das die Aushebung 1878
des Flussbettes stattfinden müsse, wobei es mit Rücksicht auf Transportdistanz kaum einen Unterschied ausmachen wird, ob das Material zu den Hinterdämmen verwendet oder sonstwo abgelagert wird, da dies doch ausser Bereich der Abspülung geschehen müsste.

Sie findet weiter, dass auch die Erweiterung des Profils der Lustenauer Brücke nothwendig und daher für diese beiden Arbeiten obiger Betrag von Fr. 583.000 in Berücksichtigung zu bringen sei. Indem sie dagegen nicht glaubt, die neuen Wuhre von sich aus, als ins gemeinsame Unternehmen fallend, bezeichnen zu dürfen, muss sie die daherigen Kosten mit Fr. 717.000 von dem Voranschlag der Zwischenstrecke in Abzug bringen.

Die ganze Kostensumme für die gemeinsame Unternehmung berechnet sich somit wie folgt:

von obiger Summe von		Fr. 15,942.250
kommen weiter in Abzug:		
für die Brücken wie oben	Fr. 1,321.985	
für die Zwischenstrecke wie oben	» 717.000	
Zusammen		» 2,038.985
und bleiben rund		Fr. 13,900.000
oder à Fr. 2. 15 reducirt		fl. 6,460.000

Es erübrigt blos noch zu bemerken, dass die Commission sich nicht berufen erachtet, die Grunderwerbungskosten zu beurtheilen und daher blos erwähnt, dass die Bodenpreise am untern Durchstiche durchschnittlich nicht unwesentlich höher angesetzt sind, als am obern und dort auch eine sehr hoch erscheinende Summe für den Auskauf einer Wasserkraft ausgesetzt ist.

Zufolge des erweiterten Mandates soll die Commission sich auch über den gleichzeitigen Beginn der in das gemeinsame Unternehmen fallenden Arbeiten, sowie über die Vollendungsfrist, beziehungsweise das diesbezügliche in den Staatsvertrag aufzunehmende Programm aussprechen.

Es handelt sich hiebei um die Bestimmungen des Präliminar-Uebereinkommens sub III, B 1, 2, 3.

Die Bestimmung des Zeitpunktes für den Beginn der Arbeiten laut 1 scheint der Commission jetzt noch nicht möglich, und überhaupt Gegenstand der von anderen als nur technischen Erwägungen abhängigen Beschlussfassung der hohen Regierungen zu sein.

1878 Die Vollendungsfrist von dem Zeitpunkte des Beginnes der Arbeiten weg gerechnet und die dabei vorzusehende Reihenfolge der letzteren findet sich, wie früher erwähnt wurde, schon im Bregenzer Protokolle von 1872 behandelt, und es ist dabei eine siebenjährige Bauzeit als nothwendig bezeichnet worden.

Die Commission findet, es brauche nicht die dieser Bestimmung unterstellte und dann als unzulässig bezeichnete Voraussetzung der etwas späteren Eröffnung des oberen Durchstiches gemacht zu werden, um mindestens sieben Jahre für die Ausführung dieser gesammten Unternehmung vorzusehen, und sie findet sich daher zu keinem anderen Antrage in diesem Punkte veranlasst. Nur glaubt sie beifügen zu sollen, dass, sofern es sich darum handelt, den Finanzplan auf eine gewisse Bauperiode zu stützen und es convenabel erscheinen sollte, dieselbe hiebei etwas länger als zu sieben Jahren anzunehmen, dies ohne Nachtheil für die Unternehmung geschehen könne.

Für die Reihenfolge der Arbeiten, beziehungsweise deren Vertheilung auf die einzelnen Jahre wird unter allen Umständen zum Voraus nur ein Schema aufgestellt werden können, ähnlich wie es in dem genannten Protokolle geschehen ist. Dieses wird aber bei der Ausführung in Folge einer Gestaltung der Umstände, die sich der speciellen Voraussicht entzieht, ohne Zweifel mancherlei Aenderungen erfahren.

Das Präliminar-Uebereinkommen sieht in Abtheilung III, C 2 vor, dass die Arbeiten einer periodischen Besichtigung und Verification durch eine aus beiderseitigen Delegirten bestehende Commission unterworfen werden. In die Aufgabe dieser Comission wird es wohl fallen, die Uebereinstimmung der Bauausführung im ganzen Umfange der Unternehmung sowohl in technischer Beziehung, als namentlich auch bezüglich Einhaltung der vorgesehenen Bauzeit, soweit darin nicht im Verlaufe der Ausführung Modificationen einverstanden werden, zu überwachen, und es wird damit die nöthige Controle bezüglich der gegenseitigen Einhaltung der übernommenen Verpflichtungen gesichert sein.

Gegenwärtiges Protokoll wurde in zwei gleichlautenden Urschriften angefertigt und unterzeichnet.

(Signé) A. v. *Salis.* (Signé) Ferd. *Semrad,*
R. *La Nicca.* k. k. Oberbaurath.
Elmenreich, Oberingenieur.

1043. 21 janvier 1878. 1878

Publication du ministère Imp. R. du commerce concernant la correspondance postale avec le Zanzibar.

(P. V. Bl. 1878, Nr. 4.)

Correspondenzen nach Zanzibar. H.-M. Z. 1859.

Nach einer Mittheilung der Indischen Postverwaltung gelangen bei den Postämtern der österreichisch-ungarischen Monarchie Briefe nach Zanzibar zur Aufgabe und Abfertigung, welche theils unfrankirt, theils unvollständig frankirt sind. Den k. k. Postämtern wird daher die im Briefpost-Tarife für den Verkehr mit dem Auslande unter »Zanzibar« auf Seite 22 in der Colonne 2 enthaltene Bestimmung, wornach Briefe nach Zanzibar dem Frankirungszwange unterliegen, zur genauesten Darnachachtung in Erinnerung gebracht.

1044. 21 janvier 1878.

Publication du ministère Imp. R. du commerce concernant le traitement postal des correspondances de provenance ou à destination du Cambodge et du Tonkin.

(P. V. Bl. 1878, Nr. 4.)

Behandlung der Correspondenzen nach und aus Cambodscha und Tonkin in Hinter-Indien bei der Beförderung über Saigon. H.-M. Z. 1387.

Nach einer Mittheilung des internationalen Postbureau in Bern befinden sich in Pnum-Peuh und Kampts in Cambodscha und in Hai-Phung in Tonkin in Hinter-Indien französische Postanstalten.

Corresspondenzen nach und aus Cambodscha und Tonkin unterliegen daher bei der Beförderung über Saigon denselben Taxen und Versendungsbedingungen, wie Correspondenzen nach und von den französischen Besitzungen in Ostindien.

1045. 28 janvier 1878.

Publication du ministère Imp. R. du commerce concernant les correspondances postales de provenance ou à destination de la Perse.

(P. V. Bl. 1878, Nr. 6.)

Correspondenzen nach und aus Persien bei der Beförderung durch die Türkei. H.-M. Z. 2223.

Nach einer Mittheilung des Internationalen Postbureau in Bern können von nun an Correspondenzen nach und aus Persien

1878 auf dem Wege durch die Türkei nach den Taxen und Versendungsbedingungen des Berner Postvertrages vom 9. October 1874 zur Beförderung gelangen.

1046.

30 janvier 1878.

Circulaire du ministère Imp. R. de l'intérieur concernant la nécessité de se munir de passeports en Belgique.

(Archives du ministère Imp. et R. des affaires étrangères.)

Erlass des k. k. Ministeriums des Innern) an sämmtliche Länderchefs, ddto. 30. Jänner 1878, Z. 240/M. I.*

In jüngster Zeit sind wiederholt Fälle vorgekommen, dass sich österreichisch-ungarische Staatsangehörige, welche nur mit Heimathscheinen oder anderen zur Reise in das Ausland ungenügenden Ausweisen versehen waren, an die k. und k. Gesandtschaft in Brüssel mit dem Ansinnen gewendet haben, ihnen dafür Pass-Certificate auszufolgen. Die genannte k. und k. Mission befindet sich in solchen Fällen in der unangenehmen Lage, entweder ein solches Begehren ablehnen zu müssen, in welchem Falle die betreffenden Petenten der Arretirung und schubweisen Heimbeförderung anheimfallen, oder an Individuen, deren Identität sich in den seltensten Fällen feststellen lässt, Interims-Certificate zu verabfolgen.

Ich beehre mich Euer ..... hievon mit dem Ersuchen in die Kenntniss zu setzen, das Geeignete veranlassen zu wollen, damit den nach Belgien reisenden österreichischen Staatsangehörigen nahegelegt werde, sich mit ordnungsmässigen Certificaten zu versehen.

---

*) Eine analoge Verfügung ist auch von Seite des königlich ungarischen Ministeriums des Innern ergangen.

1047.

30 janvier 1878.

Circulaire du ministère Imp. et R. des affaires étrangères concernant les frais de rapatriement des sujets autrichiens ou hongrois.

(Archives du ministère Imp. et R. des affaires étrangères.)

Circulare des k. u. k. Ministeriums des Aeussern vom 30. Jänner 1878, Z. I 1221/3.

Laut eines von der k. k. Seebehörde in Triest mit Bericht vom 21. d. M., Z. 457, eingelangten Verzeichnisses über nicht hereinbringbare Heimsendungskosten fällt wieder eine Summe von 1145 fl. 11 kr. als uneinbringlich dem Consular-Etat zur Last.

Die betreffenden Verhandlungs-Acten, welche die See- 1878
behörde bei diesem Anlasse vorlegte, bestätigen neuerdings die schon öfter erwähnte Wahrnehmung, dass viele Individuen die Bereitwilligkeit unserer Organe im Auslande zur Bewilligung der freien Heimfahrt nur ausbeuten, um auf Kosten des Aerars herumzureisen.

Aus der grossen Menge der Parteien, für welche die bezifferte Summe auflief, heben wir nur ein Individuum hervor, für welches der Consular-Etat zu drei verschiedenen Malen zusammen bereits 164 fl. 50 kr. an derlei Kosten berichtigte.

Es ist dies C. R., welcher, im 2. Quartale 1873 sammt Gemalin von Alexandrien nach Triest heimbefördert, bald wieder nach Egypten zurückkehrte, im Juli 1875 abermals mittelst Lloyd-Dampfers den Weg von Alexandrien nach Triest auf Kosten des Aerars zurücklegte und im Februar 1876 schon wieder in Cairo war, von wo er im Juli 1877 zum dritten Male auf unsere Rechnung nach Triest eingeschifft wurde.

Die fraglichen Heimsendungskosten belaufen sich, wie oben erwähnt, auf 164 fl. 50 kr.

Mit einer solchen Gebahrung des für Heimsendungen bewilligten Credites kann sich das Ministerium des Aeussern nicht einverstanden erklären.

Indem man dem k. u. k. Consular-Amte vorstehenden Fall, dergleichen schon bei verschiedenen Consular-Aemtern vorgekommen sind, bekannt gibt, will man nur bezwecken, dass dasselbe hiedurch zur grösstmöglichen Beschränkung der Heimsendungen veranlasst werde.

1048.

31/19 janvier 1878.

Armistice et bases de paix entre la Russie et la Porte.

(Livre Rouge 1878, Nr. 101.)

Graf Zichy an Grafen Andrássy.

Constantinopel, 8. Februar 1878.

Ich erhalte soeben in streng vertraulicher Weise die Mittheilung der Texte sowohl der Friedensbasen als der Waffenstillstandsbedingungen. Ich beehre mich dieselben hier vorzulegen. Genehmigen u. s. w.

(Beilage 1.)

En vue d'un armistice à conclure entre les armés belligérantes russes et ottomanes, Leurs Excellences Server Pacha, Ministre des affaires étrangères de la Sublime Porte, et Namyk Pacha, Ministre de la liste civile de Sa Maj. Impériale le Sultan,

1878 se sont rendus au quartier général de Son Altesse Impériale le Grand-Duc Nicolas, Commandant en chef de l'armée russe, munis des pleins pouvoirs de la Sublime Porte, et les bases proposées par Son Altesse Impériale le Grand-Duc au nom de Sa Majesté l'Empereur de Russie ayant été acceptées par les Plénipotentiaires ottomans, ont été établies d'un commun accord dans les termes suivants :

1° La Bulgarie dans les limites déterminiées par la majorité de la population bulgare et qui, en aucun cas, ne sauraient être moindres que celles indiquées par la Conférence de Constantinople, sera érigée en Principauté autonome, tributaire, avec un gouvernement national chrétien et une milice indigène. L'armée ottomane n'y séjournera plus.

2° L'indépendance du Monténégro sera reconnue. Un accroissement de territoire équivalent à celui que le sort des armes a fait tomber entre ses mains, lui sera assuré. La frontière définitive sera fixée ultérieurement.

3° L'indépendance de la Roumanie et de la Serbie sera reconnue. Un dédommagement territorial suffisant sera assuré à la première et une rectification de frontière à la seconde.

4° La Bosnie et l'Herzégovine seront dotées d'une administration autonome avec des garanties suffisantes. Des réformes analogues seront introduites dans les autres provinces chrétiennes de la Turquie d'Europe.

5° La Sublime Porte s'engage à dédommager la Russie des frais de la guerre et des pertes qu'elle a dû s'imposer. Le mode, soit pécuniaire soit territorial ou autre, de cette indemnité, sera réglé ultérieurement. Sa Majesté Impériale le Sultan S'entendra avec Sa Majesté l'Empereur de Russie pour sauvegarder les droits et les intérêts de la Russie dans les détroits du Bosphore et des Dardanelles.

Des négociations seront immédiatement ouvertes au quartier général de Son Altesse Impériale le Grand-Duc, Commandant en chef, entre les Plénipotentiaires des deux Gouvernements pour arrêter les préliminaires de la paix.

Aussitôt que les présentes bases et une convention d'armistice auront été signées, les hostilités seront suspendues entre les armées belligérantes y compris celles de la Roumanie, de la Serbie et du Monténégro, pour la durée des négociations de paix.

Les Commandants en chef des deux armées belligérantes en Asie en seront immédiatement avisés à l'effet de procéder entre eux à la conclusion d'un armistice qui mettra fin également aux opérations militaires. Le Gouvernement Impérial ottoman donnera

l'ordre aux troupes ottomanes d'évacuer, dès que l'armistice aura 1878
été signé, les forteresses de Viddin, de Roustschouk et de Silistrie en Europe et celle d'Erzeroum en Asie. En outre les troupes russes auront la faculté d'occuper militairement pendant la durée des pourparlers certains points stratégiques spécifiés dans les conventions d'armistice.

En foi de quoi le présent protocole a été dressé et signé en double exemplaire à Andrinople, le $\frac{\text{dix-neuf}}{\text{trente un}}$ janvier 1878.

Nicolas m. p. *Server* m. p. *Namyk* m. p.

(Beilage 2.)

Par suite de la proposition de la Sublime Porte et du consentement exprimé par ses Plénipotentiaires Leurs Excellences Server Pacha et Namyk Pacha d'accepter les bases formulées par la Russie pour la conclusion de la paix entre les parties belligérantes, le Commandant en chef de l'armée Impériale russe s'est déclaré prêt à faire cesser les opérations militaires.

Pour la conclusion d'un armistice ont été désignés en qualité de Plénipotentiaires:

de la part de Son Altesse Impériale le Commandant en chef,

Son Excellence l'Aide de camp Général, Général d'infanterie Nepokoïtchitzki, Chef d'état-major de l'armée active, et son Adjoint, le Général-Major à la suite de Sa Majesté l'Empereur, Lewitzki,

et de la part des Plénipotentiaires de la Sublime Porte,

Son Excellence le Général de division d'état-major Nedjib Pacha et le Général de brigade d'état-major Osman Pacha.

Ces personnages, en vertu des pleins pouvoirs dont ils ont été investis, sont tombés d'accord sur les conditions suivantes.

1° Un armistice est conclu entre les forces armées de la Russie, de la Serbie et de la Roumanie d'un côté et celles de la Turquie de l'autre, pour toute la durée des négociations de paix et jusqu'à l'issue favorable de ces dernières ou jusqu'à leur rupture. Dans cette seconde alternative et avant que les hostilités soient reprises, chacune de parties belligérantes sera tenue de dénoncer l'armistice trois jours à l'avance, avec la désignation de la date et de l'heure auxquelles les hostilités pourront être reprises. Le délai de trois jours courra à partir du moment où l'une des parties respectives aura signifié à l'autre sur les lieux l'ordre supérieur reçu à ce sujet.

Le Gouvernement Impérial de Russie proposera au Monténégro de cesser les opérations militaires et d'adhérer aux conditions de l'armistice convenues entre la Russie et la Turquie; la Sublime Porte de son côté cessera les opérations contre le Monténégro.

1878 2° L'armistice aura force exécutoire du moment où ces conditions auront été acceptées et signées. Les troupes de l'une ou de l'autre partie qui, après ce terme, auraient enfreint la ligne de démarcation ci-dessous indiquée, devront se reporter en arrière, en restituant le butin enlevé à cette occasion.

3° Outre l'évacuation des forteresses de Viddin, Roustchouk et Silistrie, stipulée dans les bases de paix, les troupes Impériales ottomanes abandonnent Belgradjik, Razgrad et Hadji-Oglou-Bazardjik. En conséquence la ligne de démarcation à établir entre les armées russes, serbes et roumaines d'un côté et les armées ottomanes de l'autre, est tracée ainsi qu'il suit:

La ligne de démarcation passera par Baltchik et Hadjia Oglou-Bazardjik en droite ligne vers Razgrad, avec une zône neutre de cinq kilomètres en avant de cette ligne. Elle continuera de Razgrad en ligne droite à Eski-Djouma, d'Eski-Djouma à Osmanbazar et Kotel (Kazan), qui seront occupés par les troupes russes, et la zône neutre sera tracée en avant de la ligne à cinq kilomètres de distance. Plus loin, la ligne de démarcation longera les rivières Medvan, Déli-Kamptchik, Bogazdéré et par le village d'Oglanloukeui et par Hadjidéré jusqu'à Missivrié, — la zône neutre d'une largeur de cinq kilomètres suivant les deux rives de ces rivières jusqu'à la mer et le long de la côte jusqu'au lac de Dercos. Toutefois, les troupes russes n'occuperont sur la côte de la mer Noire que Bourgas et Midia, dans le but de faciliter le ravitaillement des troupes et à l'exclusion de la contrebande de guerre. Du lac de Dercos la ligne de démarcation se dirigera par Tchekmedjik et Kardjali en ligne directe en coupant le chemin de fer sur la rive droite du Karasou, dont elle suivra le cours jusqu'à la mer de Marmara. Les troupes turques évacueront la ligne des fortifications ainsi que Dercos, Hademkeui et Buyuka Tschekmedjé. La ligne de démarcation, de leur côté, partira de Koutchouk-Tchekmedjé en ligne directe par St. George et Akbounar sur la côte de la mer Noire. Les terrains intermédiaires constitueront entre les lignes turques et russes une zône neutre où des travaux de fortification ne pourront être ni élevés, ni augmentés, ni réparés pendant la durée de l'armistice. A partir de la mer de Marmara la ligne de démarcation passera par l'Isthme de Gallipoli, de Charkeui à Ourcha et plus loin le long de la mer Egée jusqu'à Dédeaghatch et Makri, ce dernier point y compris. Ensuite par la ligne où se produit la distribution des eaux des affluents de la Maritzka (y compris l'Arda) et des rivières qui se déversent dans la mer Egée jusqu'à Djouma. Elle continuera sur une ligne tracée vers Kustendil, Vranya, Planina-Golyak, le village de Meslitza, Planina-Grapachnitza, le village de Loubtché,

jusqu'à la frontière du sandjak de Novibazar, pour aboutir par 1878
cette frontière à la Serbie, au point appelé Kopavnik-Planina. Djouma, Kustendil, Vranya sont occupés par les troupes russes ou serbes, Prichtina par les troupes ottomanes.

Le tracé de la ligne de démarcation entre les troupes Impériales ottomanes et celles du Monténégro devra s'effectuer par une commission spéciale de Plénipotentiaires de la Turquie et du Monténégro avec la participation d'un Délégué russe. La fixation sur place des limites de la zône de démarcation entre les armées Impériales belligérantes devra avoir lieu sans délai immédiatement après la signature de ces conditions, par l'entremise d'une commission d'officiers des deux armées ayant qualité à cet effet, et pris dans les corps et détachements les plus rapprochés des lieux du tracé. Là où il n'y aurait pas de troupes à proximité, la zône de démarcation suivra la direction et sera indiquée par les limites naturelles ci-dessus et qui sont portées à la connaissance des deux armées. La zône de démarcation de Djouma par Vranya jusqu'à la frontière du sandjak de Novibazar sera fixée sur place par une commission de Délégués des troupes Impériales ottomanes d'un côté et des troupes serbes de l'autre avec la participation d'un Délégué russe.

4° Les troupes des deux parties belligérantes qui, à l'époque de la signature du présent acte, se trouveraient en dehors de la ligne indiquée devront immédiatement être portées en arrière et cela pas plus tard que dans le délai de trois jours.

5° En abandonnant les points fortifiés indiqués à l'article 3, les troupes Impériales ottomanes se retireront avec leurs armes et leur munitions de guerre et objets d'équipement ainsi que le matériel qui peut être emporté dans les directions suivantes:

De Viddin à Belgradjik, par le défilé de St. Nicolas, vers Ak-Palanka, Niche, Leskovats et par Vranya ou Prichtina, selon qu'il sera plus facile pour gagner le chemin de fer. De Roustchouk, Silistrie, Hadji-Oglou, Bazardjik et Razgrad vers Varna ou Schoumla, selon que l'autorité militaire ottomane en décidera.

Le matériel de guerre et autre des forteresses, les navires de guerre ou appartenant à l'Etat et tout ce qui s'y rapporte, pourront à volonté être emmenés ou laissés à la surveillance de l'autorité militaire russe qui prendra des mesures pour leur conversation jusqu'à la conclusion de la paix, d'après un inventaire en double signé par les deux parties. Quant aux vivres qui sont exposés par leur nature à subir des avaries, ils pourront être vendus ou cédés à l'autorité militaire russe contre un prix équivalent à convenir.

La propriété privée reste intacte.

1878 L'évacuation des places et points fortifiés ci-dessus mentionnés devra être accomplie dans le délai de sept jours au plus tard à partir de la réception de l'ordre y relatif par le commandant local.

6° Les troupes Impériales ottomanes et les navires de guerre quitteront également Soulina dans le délai de trois jours, si les glaces n'y mettent pas obstacle. L'autorité militaire russe de son côté fera enlever du Danube toutes les entraves et ouvrira le fleuve à la navigation, tout en s'en réservant la surveillance.

7° Dans les provinces occupées par les troupes russes ou alliées, dans lesquelles lors de la signature de ces conditions se trouveraient encore des autorités administratives ottomanes, ces dernières devront y rester pour continuer à exercer leurs fonctions et y maintenir la tranquillité et l'ordre parmi la population; elles auront aussi à remplir, dans la mesure du possible, les exigences des autorités militaires russes.

8° Les lignes des chemins de fer comprises dans le rayon occupé par les troupes russes seront respectées comme toute propriété privée et l'exploitation en sera libre sur tout leur parcours. A cet effet, le Gouvernement ottoman laisse aux compagnies la faculté de la circulation de leur matériel roulant sur toute l'étendue de la ligne occupée tant par les armées ottomanes que par les troupes russes. Pour la circulation des passagers et des marchandises une entière liberté sera accordée sauf les restrictions suivantes: Il sera défendu de transporter du matériel de guerre et des troupes à travers la ligne de démarcation. Dans le rayon occupé par les deux armées l'exploitation aura lieu sous la surveillance de l'autorité militaire de chacune d'elles.

9° La Sublime Porte lèvera le blocus des ports de la mer Noire pour toute la durée de l'armistice et ne s'opposera plus à la libre entrée des navires dans ces ports.

10° Les malades et blessés appartenant à l'armée Impériale ottomane qui resteraient dans le rayon occupé par les troupes russes ou par celles de la Serbie et du Monténégro seront pris sous la sauvegarde des autorités militaires russes et alliées, mais ils seront soignés par un personnel médical ottoman, s'il en existe sur les lieux. Les malades et blessés ne seront pas considérés comme prisonniers de guerre, mais ils ne pourront, sans autorisation spéciale des Chefs militaires russes et alliés, se faire transporter sur d'autres points.

L'armistice commencera à courrir à partir du 19/31 janvier, sept heures soir. Quant aux autres délais, ils sont stipulés dans le texte même de l'armistice.

Pour le théâtre de la guerre en Asie, la fixation des détails aura lieu par l'entremise de Plénipotentiaires désignés par le

Commandant en chef de l'armée russe en Asie et de ceux du 1878
Gouvernement ottoman.

Le commencement de l'armistice sur le théâtre de la guerre en Europe sera notifié par le télégraphe au Commandement de l'armée russe en Asie.

Nedjib m. p. *Nepokoïtchitzki* m. p.
Osman m. p. *Lewitzki* m. p.

1049.

29 janvier 1876, 22 juin et 10 juillet 1878.

Correspondance avec la Roumanie à l'égard de l'approbation de l'arrangement télégraphique convenu à Budapest, le 6 janvier 1876.

(Archives du ministère Imp. et R. des affaires étrangères.)

Note adressée en date du 29 janvier (10 février) 1876 par le Ministère Princier des affaires étrangères à l'Agence diplomatique d'Autriche-Hongrie.

J'ai l'honneur de vous prier de vouloir bien porter à la connaissance du Gouvernement de Sa Majesté Impériale et Royale, que l'arrangement particulier conclu entre les administrations des télégraphes de l'Autriche et de la Hongrie d'une part, et l'administration des télégraphes de la Roumanie d'autre part, pour régler leurs rapports de service télégraphique, a été approuvé par le Gouvernement Princier, en conformité de l'Article 15 du présent arrangement.

Veuillez agréer etc.

Pour copie conform :
(Signé) M. *Mitilinée.*

Note de l'Agent diplomatique d'Autriche-Hongrie à Bucarest, Chevalier de Zwiedinek au Ministère Princier des affaires étrangères en date du 22 juin 1878.

En vertu d'une autorisation spéciale j'ai l'honneur de vous communiquer que le Gouvernement Impérial et Royal d'Autriche-Hongrie approuve définitivement l'arrangement particulier survenu à Budapest, le 6 janvier 1876, entre les administrations des télégraphes de l'Autriche et de la Hongrie d'une part et l'administration des télégraphes de la Roumanie d'autre part, pour régler leurs rapports de service télégraphique.

1878 Je suis en même temps chargé de m'adresser a votre obligeante intervention pour que le Gouvernement Princier veuille bien, par une déclaration analogue, faire connaître son adhésion définitive à l'arrangement en question.

Veuillez agréer etc. (Signé:) *Zwiedinek.*

Note du Ministère Princier des affaires étrangères à l'Agent diplomatique d'Autriche-Hongrie en date du 10 juillet (28 juin v. st.) 1878.

En vous accusant réception de la note que vous avez bien voulu m'adresser le 22 juin, No. 7103, j'ai l'honneur de me référer à la note que le Ministère a eu l'honneur d'adresser à l'honorable Agence Impériale et Royale le $\frac{29 \text{ janvier}}{10 \text{ février}}$ 1876, No. 1076, pour l'informer que le Gouvernement de Son Altesse le Prince avait approuvé, sous la réserve des restrictions prévues par l'Art. 15, l'arrangement intervenu le 6 janvier 1876 entre les administrations des télégraphes de l'Autriche et de la Hongrie, d'un côté, et l'administration télégraphique Princière, de l'autre, et de porter en même temps à votre connaissance, sur une communication du département de l'interieur, que le Gouvernement Princier vient de prendre acte de la déclaration contenue dans votre honorable office précité concernant l'approbation définitive du même arrangement par le Gouvernement Impérial et Royal.

Veuillez agréer etc.

Pour le Ministre:
(Signé:) M. *Mitilinéo.*

1050.

16 février 1878.

Publication du ministère Imp. R. du commerce concernant la défense d'introduire en Roumanie des vignes et plantes vivantes de toute sorte.

(P. V. Bl. 1878, Nr. 10)

Verbot der Einfuhr von Weinreben und allen lebenden Bäumen und Pflanzen nach Rumänien. H. M. Z. 1179.

Nach einer Mittheilung der fürstlich rumänischen Postverwaltung ist die Einfuhr von Weinreben und anderen lebenden Pflanzen und Bäumen nach Rumänien nicht gestattet.

Die k. k. Postämter werden hievon mit dem Auftrage in Kenntniss gesetzt, den Fahrpost-Tarif Rumänien bezüglich der von der Beförderung nach Rumänien ausgeschlossenen Gegenstände entsprechend zu vervollständigen.

1051. 1878

19 février 1878.

Décision de la Cour de cassation de Florence reconnaissant, en principe, aux étrangers le bénéfice de l'assistance judiciaire en Italie.

(Archives du ministère Imp. et R. des affaires étrangères [Temi Veneta 1878, Nr. 9].)

*Anche gli stranieri non dimoranti in Italia, purchè si trovino nelle condizioni prescritte dall' art 9 del regio decreto 6 dicembre 1865, possono essere ammessi al beneficio del gratuito patrocinio *).*

La Corte — Attesochè, l'articolo 8 del regio decreto 6 dicembre 1865 sul patrocinio gratuito dei poveri, esplicando il principio largamente liberale stabilito nel codice civile che gli stranieri sono ammessi a godere dei diritti civili attribuiti ai cit-

---

*) I motivi adottati dalla Commissione d' appello per rifiutare il patrocinio gratuito ai Forlico, sono sostanzialmente i seguenti:

1° perchè l'art. 10 del reale decreto sul patrocinio gratuito, esige che la povertà risulti da un certificato del sindaco del luogo, ove il ricorrente ha il suo domicilio, ed anche di quello della residenza, quando l' uno sia disgiunto dall' altra; donde (ad avviso della Commissione) discenderebbe la conseguenza, che non sono ammissibili a quel beneficio gli stranieri, i quali non abbiano nè domicilio nè residenza nel regno;

2° perchè se il legislatore avesse voluto altrimenti avrebbe messo in rapporto le infinite legislazioni straniere col concetto del patrio codice sul domicilio e la residenza;

3° perchè si verrebbe all'assurdo, che tutti gli abitanti dell' universo, sarebbero ammissibili al gratuito patrocinio, contro i cittadini del regno d' Italia, senza indagare se esista reciprocanza;

4° perchè l'art. 3 allontana l' idea, che si abbia inteso concedere gl' importanti ed eccezionali vantaggi ivi indicati a favore di persone, che non hanno collo Stato nemmeno un rapporto precario e di fatto;

5° e perchè si renderebbe assai difficile l'eventuale rimborso delle anticipazioni previste dall' art 28.

Pare al sottoscritto, che nessuno di questi cinque motivi sia fondato in legge.

Non il primo, perchè l' art. 8 espressamente dichiara, che sono ammissibili al beneficio del patrocinio gratuito tutti quelli, che si trovano nelle condizioni prescritte dal successivo art. 9 (cioè stato di povertà, e probabilità dell' esito favorevole della causa), non esclusi gli stranieri. La legge non distingue fra quelli domiciliati nel regno e quelli domiciliati all'estero. E siccome l'art. 10 lascia alla Commissione il praticare, in caso di dubbio, quelle indagini, che ravvisi opportune a meglio chiarire la condizione di povertà, così pare evidente che la Commissione possa anche indagare se i documenti offerti siano equipollenti ad un semplice certificato di sindaco. — Ora, nel caso nostro, il certificato di povertà era rilasciato (giusta le leggi ora vigenti in Austria) dal padrone di casa dalla Giunta comunale, dal parroco e dall'autorità di polizia, e presenta quindi guarentigie, non solo equipollenti, ma superiori a quelle richieste dalla legge italiana.

Non pare fondato in legge il secondo motivo del decreto, ora cassato perchè il concetto di domicilio e di residenza è così evidente, che non occorrevano apposite disposizioni di legge per chiarirlo, e per mettere in armonia le varie legislazioni.

1878 Je suis en même temps chargé de m'adresser a votre obligeante intervention pour que le Gouvernement Princier veuille bien, par une déclaration analogue, faire connaître son adhésion définitive à l'arrangement en question.

Veuillez agréer etc. (Signé:) *Zwiedinek*

Note du Ministère Princier des affaires étrangères à l'Agent diplomatique d'Autriche-Hongrie en date du 10 juillet (28 juin v. st.) 1878.

En vous accusant réception de la note que vous avez bien voulu m'adresser le 22 juin, No. 7103, j'ai l'honneur de me référer à la note que le Ministère a eu l'honneur d'adresser à l'honorable Agence Impériale et Royale le $\frac{29 \text{ janvier}}{10 \text{ février}}$ 1876, No. 1076, pour l'informer que le Gouvernement de Son Altesse le Prince avait approuvé, sous la réserve des restrictions prévues par l'Art. 15, l'arrangement intervenu le 6 janvier 1876 entre les administrations des télégraphes de l'Autriche et de la Hongrie, d'un côté, et l'administration télégraphique Princière, de l'autre, et de porter en même temps à votre connaissance, sur une communication du département de l'interieur, que le Gouvernement Princier vient de prendre acte de la déclaration contenue dans votre honorable office précité concernant l'approbation définitive du même arrangement par le Gouvernement Impérial et Royal.

Veuillez agréer etc.

Pour le Ministre:
(Signé:) M. *Mitilinéo.*

1050.

16 février 1878.

Publication du ministère Imp. R. du commerce concernant la défense d'introduire en Roumanie des vignes et plantes vivantes de toute sorte.

(P. V. Bl. 1878, Nr. 10)

Verbot der Einfuhr von Weinreben und allen lebenden Bäumen und Pflanzen nach Rumänien. H. M. Z. 1179.

Nach einer Mittheilung der fürstlich rumänischen Postverwaltung ist die Einfuhr von Weinreben und anderen lebenden Pflanzen und Bäumen nach Rumänien nicht gestattet.

Die k. k. Postämter werden hievon mit dem Auftrage in Kenntniss gesetzt, den Fahrpost-Tarif Rumänien bezüglich der von der Beförderung nach Rumänien ausgeschlossenen Gegenstände entsprechend zu vervollständigen.

1051. 1878

19 février 1878.

Décision de la Cour de cassation de Florence reconnaissant, en principe, aux étrangers le bénéfice de l'assistance judiciaire en Italie.

(Archives du ministère Imp. et R. des affaires étrangères [Temi Veneta 1878, Nr. 9].)

*Anche gli stranieri non dimoranti in Italia, purchè si trovino nelle condizioni prescritte dall' art 9 del regio decreto 6 dicembre 1865, possono essere ammessi al beneficio del gratuito patrocinio *).*

La Corte — Attesochè, l'articolo 8 del regio decreto 6 dicembre 1865 sul patrocinio gratuito dei poveri, esplicando il principio largamente liberale stabilito nel codice civile che gli stranieri sono ammessi a godere dei diritti civili attribuiti ai cit-

---

*) I motivi adottati dalla Commissione d' appello per rifiutare il patrocinio gratuito ai Forlico, sono sostanzialmente i seguenti:

1° perchè l'art. 10 del reale decreto sul patrocinio gratuito, esige che la povertà risulti da un certificato del sindaco del luogo, ove il ricorrente ha il suo domicilio, ed anche di quello della residenza, quando l' uno sia disgiunto dall' altra; donde (ad avviso della Commissione) discenderebbe la conseguenza, che non sono ammissibili a quel beneficio gli stranieri, i quali non abbiano nè domicilio nè residenza nel regno;

2° perchè se il legislatore avesse voluto altrimenti avrebbe messo in rapporto le infinite legislazioni straniere col concetto del patrio codice sul domicilio e la residenza;

3° perchè si verrebbe all'assurdo, che tutti gli abitanti dell' universo, sarebbero ammissibili al gratuito patrocinio, contro i cittadini del regno d' Italia, senza indagare se esista reciprocanza;

4° perchè l'art. 3 allontana l' idea, che si abbia inteso concedere gl' importanti ed eccezionali vantaggi ivi indicati a favore di persone, che non hanno collo Stato nemmeno un rapporto precario e di fatto;

5° e perchè si renderebbe assai difficile l'eventuale rimborso delle anticipazioni previste dall' art 28.

Pare al sottoscritto, che nessuno di questi cinque motivi sia fondato in legge.

Non il primo, perchè l' art. 8 espressamente dichiara, che sono ammissibili al beneficio del patrocinio gratuito tutti quelli, che si trovano nelle condizioni prescritte dal successivo art. 9 (cioè stato di povertà, e probabilità dell' esito favorevole della causa), non esclusi gli stranieri. La legge non distingue fra quelli domiciliati nel regno e quelli domiciliati all'estero. E siccome l'art. 10 lascia alla Commissione il praticare, in caso di dubbio, quelle indagini, che ravvisi opportune a meglio chiarire la condizione di povertà, così pare evidente che la Commissione possa anche indagare se i documenti offerti siano equipollenti ad un semplice certificato di sindaco. — Ora, nel caso nostro, il certificato di povertà era rilasciato (giusta le leggi ora vigenti in Austria) dal padrone di casa dalla Giunta comunale, dal parroco e dall'autorità di polizia, e presenta quindi guarentigie, non solo equipollenti, ma superiori a quelle richieste dalla legge italiana.

Non pare fondato in legge il secondo motivo del decreto, ora cassato perchè il concetto di domicilio e di residenza è così evidente, che non occorrevano apposite disposizioni di legge per chiarirlo, e per mettere in armonia le varie legislazioni.

1878 L'évacuation des places et points fortifiés ci-dessus mention nés devra être accomplie dans le délai de sept jours au plus tard partir de la réception de l'ordre y relatif par le commandant loca

6° Les troupes Impériales ottomanes et les navires de guerr quitteront également Soulina dans le délai de trois jours, si le glaces n'y mettent pas obstacle. L'autorité militaire russe de so côté fera enlever du Danube toutes les entraves et ouvrira l fleuve à la navigation, tout en s'en réservant la surveillance.

7° Dans les provinces occupées par les troupes russes o alliées, dans lesquelles lors de la signature de ces conditions s trouveraient encore des autorités administratives ottomanes, ce dernières devront y rester pour continuer à exercer leurs fonc tions et y maintenir la tranquillité et l'ordre parmi la population elles auront aussi à remplir, dans la mesure du possible, les exi gences des autorités militaires russes.

8° Les lignes des chemins de fer comprises dans le rayo occupé par les troupes russes seront respectées comme toute pr priété privée et l'exploitation en sera libre sur tout leur parcour A cet effet, le Gouvernement ottoman laisse aux compagnies l faculté de la circulation de leur matériel roulant sur tou l'étendue de la ligne occupée tant par les armées ottomanes q par les troupes russes. Pour la circulation des passagers et d marchandises une entière liberté sera accordée sauf les restri tions suivantes : Il sera défendu de transporter du matériel d guerre et des troupes à travers la ligne de démarcation. Dans l rayon occupé par les deux armées l'exploitation aura lieu sou la surveillance de l'autorité militaire de chacune d'elles.

9° La Sublime Porte lèvera le blocus des ports de la mer Noire pour toute la durée de l'armistice et ne s'opposera plus à la libre entrée des navires dans ces ports.

10° Les malades et blessés appartenant à l'armée Impériale ottomane qui resteraient dans le rayon occupé par les troupes russes ou par celles de la Serbie et du Monténégro seront pris sous la sauvegarde des autorités militaires russes et alliées, mai ils seront soignés par un personnel médical ottoman, s'il en existe sur les lieux. Les malades et blessés ne seront pas considéré comme prisonniers de guerre, mais ils ne pourront, sans autori sation spéciale des Chefs militaires russes et alliés, se faire trans porter sur d'autres points.

L'armistice commencera à courrir à partir du 19/31 janvier sept heures soir. Quant aux autres délais, ils sont stipulés dan le texte même de l'armistice.

Pour le théâtre de la guerre en Asie, la fixation des détail aura lieu par l'entremise de Plénipotentiaires désignés par l

ommandant en chef de l'armée russe en Asie et de ceux du 1878
ouvernement ottoman.

Le commencement de l'armistice sur le théâtre de la guerre n Europe sera notifié par le télégraphe au Commandement de armée russe en Asie.

Nedjib m. p. *Nepokoïtchitzki* m. p.
Osman m. p. *Lewitzki* m. p.

1049.

29 janvier 1876, 22 juin et 10 juillet 1878.

Correspondance avec la Roumanie à l'égard de l'approbation de l'arrangement télégraphique convenu à Budapest, le 6 janvier 1876.

(Archives du ministère Imp. et R. des affaires étrangères.)

Note adressée en date du 29 janvier (10 février) 1876 par le Ministère Princier des affaires étrangères à l'Agence diplomatique d'Autriche-Hongrie.

J'ai l'honneur de vous prier de vouloir bien porter à la connaissance du Gouvernement de Sa Majesté Impériale et Royale, que l'arrangement particulier conclu entre les administrations des télégraphes de l'Autriche et de la Hongrie d'une part, et l'administration des télégraphes de la Roumanie d'autre part, pour régler leurs rapports de service télégraphique, a été approuvé par le Gouvernement Princier, en conformité de l'Article 15 du présent arrangement.

Veuillez agréer etc.

Pour copie conform:
(Signé) M. *Mitilinée.*

Note de l'Agent diplomatique d'Autriche-Hongrie à Bucarest, Chevalier de Zwiedinek au Ministère Princier des affaires étrangères en date du 22 juin 1878.

En vertu d'une autorisation spéciale j'ai l'honneur de vous communiquer que le Gouvernement Impérial et Royal d'Autriche-Hongrie approuve définitivement l'arrangement particulier survenu à Budapest, le 6 janvier 1876, entre les administrations des télégraphes de l'Autriche et de la Hongrie d'une part et l'administration des télégraphes de la Roumanie d'autre part, pour régler leurs rapports de service télégraphique.

1878 Je suis en même temps chargé de m'adresser a votre obligeante intervention pour que le Gouvernement Princier veuille bien, par une déclaration analogue, faire connaître son adhésion définitive à l'arrangement en question.

Veuillez agréer etc. (Signé:) *Zwiedinek.*

Note du Ministère Princier des affaires étrangères à l'Agent diplomatique d'Autriche-Hongrie en date du 10 juillet (28 juin v. st.) 1878.

En vous accusant réception de la note que vous avez bien voulu m'adresser le 22 juin, No. 7103, j'ai l'honneur de me référer à la note que le Ministère a eu l'honneur d'adresser à l'honorable Agence Impériale et Royale le $\frac{29 \text{ janvier}}{10 \text{ février}}$ 1876, No. 1076, pour l'informer que le Gouvernement de Son Altesse le Prince avait approuvé, sous la réserve des restrictions prévues par l'Art. 15, l'arrangement intervenu le 6 janvier 1876 entre les administrations des télégraphes de l'Autriche et de la Hongrie, d'un côté, et l'administration télégraphique Princière, de l'autre, et de porter en même temps à votre connaissance, sur une communication du département de l'interieur, que le Gouvernement Princier vient de prendre acte de la déclaration contenue dans votre honorable office précité concernant l'approbation définitive du même arrangement par le Gouvernement Impérial et Royal.

Veuillez agréer etc.

Pour le Ministre:
(Signé:) M. *Mitilinéo.*

1050.

16 février 1878.

Publication du ministère Imp. R. du commerce concernant la défense d'introduire en Roumanie des vignes et plantes vivantes de toute sorte.

(P. V. Bl. 1878, Nr. 10)

Verbot der Einfuhr von Weinreben und allen lebenden Bäumen und Pflanzen nach Rumänien. H. M. Z. 1179.

Nach einer Mittheilung der fürstlich rumänischen Postverwaltung ist die Einfuhr von Weinreben und anderen lebenden Pflanzen und Bäumen nach Rumänien nicht gestattet.

Die k. k. Postämter werden hievon mit dem Auftrage in Kenntniss gesetzt, den Fahrpost-Tarif Rumänien bezüglich der von der Beförderung nach Rumänien ausgeschlossenen Gegenstände entsprechend zu vervollständigen.

1051. 1878

19 février 1878.

Décision de la Cour de cassation de Florence reconnaissant, en principe, aux étrangers le bénéfice de l'assistance judiciaire en Italie.

(Archives du ministère Imp. et R. des affaires étrangères [Temi Veneta 1878, Nr. 9].)

*Anche gli stranieri non dimoranti in Italia, purchè si trovino nelle condizioni prescritte dall' art 9 del regio decreto 6 dicembre 1865, possono essere ammessi al beneficio del gratuito patrocinio *).*

La Corte — Attesochè, l'articolo 8 del regio decreto 6 dicembre 1865 sul patrocinio gratuito dei poveri, esplicando il principio largamente liberale stabilito nel codice civile che gli stranieri sono ammessi a godere dei diritti civili attribuiti ai cit-

---

*) I motivi adottati dalla Commissione d' appello per rifiutare il patrocinio gratuito ai Forlico, sono sostanzialmente i seguenti:

1° perchè l'art. 10 del reale decreto sul patrocinio gratuito, esige che la povertà risulti da un certificato del sindaco del luogo, ove il ricorrente ha il suo domicilio, ed anche di quello della residenza, quando l' uno sia disgiunto dall' altra; donde (ad avviso della Commissione) discenderebbe la conseguenza, che non sono ammissibili a quel beneficio gli stranieri, i quali non abbiano nè domicilio nè residenza nel regno;

2° perchè se il legislatore avesse voluto altrimenti avrebbe messo in rapporto le infinite legislazioni straniere col concetto del patrio codice sul domicilio e la residenza;

3° perchè si verrebbe all'assurdo, che tutti gli abitanti dell' universo, sarebbero ammissibili al gratuito patrocinio, contro i cittadini del regno d' Italia, senza indagare se esista reciprocanza;

4° perchè l'art. 3 allontana l' idea, che si abbia inteso concedere gl' importanti ed eccezionali vantaggi ivi indicati a favore di persone, che non hanno collo Stato nemmeno un rapporto precario e di fatto;

5° e perchè si renderebbe assai difficile l'eventuale rimborso delle anticipazioni previste dall' art 28.

Pare al sottoscritto, che nessuno di questi cinque motivi sia fondato in legge.

Non il primo, perchè l' art. 8 espressamente dichiara, che sono ammissibili al beneficio del patrocinio gratuito tutti quelli, che si trovano nelle condizioni prescritte dal successivo art. 9 (cioè stato di povertà, e probabilità dell' esito favorevole della causa), non esclusi gli stranieri. La legge non distingue fra quelli domiciliati nel regno e quelli domiciliati all'estero. E siccome l'art. 10 lascia alla Commissione il praticare, in caso di dubbio, quelle indagini, che ravvisi opportune a meglio chiarire la condizione di povertà, così pare evidente che la Commissione possa anche indagare se i documenti offerti siano equipollenti ad un semplice certificato di sindaco. — Ora, nel caso nostro, il certificato di povertà era rilasciato (giusta le leggi ora vigenti in Austria) dal padrone di casa dalla Giunta comunale, dal parroco e dall'autorità di polizia, e presenta quindi guarentigie, non solo equipollenti, ma superiori a quelle richieste dalla legge italiana.

Non pare fondato in legge il secondo motivo del decreto, ora cassato perchè il concetto di domicilio e di residenza è così evidente, che non occorrevano apposite disposizioni di legge per chiarirlo, e per mettere in armonia le varie legislazioni.

1878 tadini (art. 3) dispone in lettera che anco gli stranieri possono essere ammessi al beneficio del gratuito patrocinio, semprechè si trovino nelle condizioni prescritte nel successivo art. 9, tra le quali la prima è lo stato di povertà.

Che quindi la Commissione del gratuito patrocinio presso la Corte d'appello di Venezia, violò il ricordato art. 8, allorchè, creando una distinzione, non scritta nella legge anzi unanimamente respinta dalla Commissione legislativa, fra stranieri dimoranti, e stranieri non dimoranti nel regno, negò d'ammettere i ricorrenti al godimento dell'implorato benefizio, per ciò solo che essi sono stranieri non dimoranti in Italia.

Attesochè, non valga l'obietto, che trattandosi di stranieri non residenti nel regno, non possa la Commissione giudicare del loro stato di povertà col certificato del sindaco; imperocchè la prova che può desumersi da questo certificato non è nè tassativa, ed essendo rilasciato alla Commissione la facoltà di fare in proposito altre indagini, conviene ritenere che ella possa con altri mezzi equipollenti (come nel caso gli attestati della Giunta comunale e dell' autorità di polizia di Vienna), rinvenire la prova della povertà del richiedente.

Non pare fondato in legge il terzo motivo, perchè la progrediente civiltà ha introdotto nel diritto internazionale il principio, che non si abbia a distinguere fra cittadino e straniero, se non in quei casi in cui la legge, per ragioni speciali e tassativamente previste, domandò la reciprocanza di trattamento. — Dove il legislatore la volle, ha saputo richiederla, dovo non la volle, tacque. Nel soggetto caso, ha esteso il beneficio del patrocinio gratuito agli stranieri (art. 8) senza introdurre nessuna distinzione.

Ai riguardi della reciprocanza, è utile avvertire, che la notificazione 3 ottobre 1846, vigente in Austria per l'esenzione da tasse e bolli (patrocinio gratuito), non contiene nessuna disposizione, la quale faccia differenza fra i sudditi austriaci e gli stranieri.

Il timore che tutti gli abitanti dell' universo possano impetire senza spesa i cittadini del regno d'Italia, è un timore immaginario; perchè bisognerebbe supporre, che tutto il genere umano potesse dimostrare di essere miserabile, e potesse dimostrare inoltre di aver crediti in Italia, od altre questioni con probabilità di esito favorevole.

Non pare fondato in legge nemmeno il quarto motivo, perchè il patrocinio gratuito è un beneficio accordato dalla legge, affinchè a nessuno sia negata giustizia; e perchè in faccia ai sommi principi della giustizia e della umanità, e ragioni del povero devono trovare quella stessa tutela, che trovano le ragioni del ricco. Ora, non si arriva a comprendere quale importanza decisiva possa avere in così grave materia l'accidentalità del domicilio, ossia (come si esprime la Commissione presso la Corte di Venezia), questo rapporto precario e di fatto collo Stato italiano.

Non pare finalmente che possa avere alcun peso la difficoltà del rimborso delle spese, a fronte del chiaro disposto dell' art. 8, il quale pronuncia, che dal beneficio del patrocinio gratuito, non sono esclusi gli stranieri.

Avv. Leopoldo *Bizio*.

Attesochè, la maggiore difficoltà per l' erario italiano di conseguire dallo straniere non residente in Italia l' eventuale rimborso delle spese anticipate, non sia una ragione che valga a limitare una disposizione di legge, la quale ammette lo straniere a godere di tutti i diritti concessi ai cittadini del regno. 1878

Per questi motivi

Cassa il decreto della Commissione pel patrocinio gratuito presso la Corte d'appello di Venezia.

1052. 3 mars / 19 février 1878.

Préliminaires de paix entre la Russie et la Porte, signés à San Stefano. Les ratifications ont été échangées à St. Pétersbourg, le 17/5 mars 1878.

(Parl. Pap. Turkey Nr. 22 [1878]).

Préliminaires de Paix.

Sa Majesté l'Empereur de Russie et Sa Majesté l'Empereur des Ottomans, animés du desir de rendre et d'assurer à leurs pays et à leurs peuples les bienfaits de la paix, ainsique de prévenir toute nouvelle complication qui pourrait la menacer, ont nommé pour leurs Plénipotentiaires à l'effet d'arrêter, conclure, et signer les préliminaires de la paix:

Sa Majesté l'Empereur de Russie, d'un part; le Comte Nicolas Ignatiew, Aide-de-camp Général de Sa Majesté Impériale, Lieutenant-Général, Membre du Conseil de l'Empereur, décoré de l'Ordre de St. Alexandre Nevsky en diamants, et de plusieurs autres Ordres Russes et étrangers; et le Sieur Alexandre Nelidow, Chambellan de la Cour Impériale, Conseiller d'Etat actuel, décoré de l'Ordre de Ste. Anne de première classe, avec les glaives et de plusieurs autres Ordres Russes et étrangers;

et Sa Majesté l'Empereur des Ottomans de l'autre, Safvet Pacha, Ministre des Affaires Etrangères, décoré de l'Ordre de l'Osmanié en brillants, de celui de Medjidié de première classe, et de plusieurs Ordres étrangers; et Sadoullah Bey, Ambassadeur de Sa Majesté près la Cour Impériale d'Allemagne, décoré de l'Ordre du Medjidié de première classe, de celui de l'Osmanié de deuxième classe, et de plusieurs Ordres étrangers;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des Articles suivants:

Article I.

Afin de mettre un terme aux conflits perpétuels entre la Turquie et le Monténégro, la frontière qui sépare les deux pays

1878 sera rectifiée, conformément à la carte ci-annexée, sauf la réserve ci-après, de la manière suivante:

De la montagne de Dobrostitza, la frontière suivra la ligne indiquée par la Conférence de Constantinople jusqu'à Korito par Bilek. De là la nouvelle frontière ira à Gatzko (Metochia-Gatsko appartiendra au Monténégro) et vers le confluent de la Piva et de la Tara, en remontant au nord par la Drina jusqu'à son confluent avec le Lim. La frontière orientale de la Principauté suivra cette dernière rivière jusqu'à Prijepoljé, et se dirigera par Roshaj à Sukha-Planina (laissant Bihor et Roshaj au Monténégro) En englobant Bugowo, Plava et Gusinje, la ligne frontière suivra la chaîne des montagnes par Shlieb, Paklen, et le long de la frontière de l'Albanie du nord par la crête des monts Koprivnik, Babavik, Bor-vik, jusqu'au sommet le plus élevé de Prokléti. De ce point la frontière se dirigera par le sommet de Biskaschik et ira en ligne droite au Lac de Tjiceni-hoti. Partageant Tjiceni-hoti et Tjiceni-kastrati elle traversera le lac de Scutari pour aboutir à la Boyana, dont elle suivra le thalweg jusqu'à la mer. Niksitch, Gatzko, Spouje, Podgoritza, Jabliak et Antivari resteront au Monténégro.

Une Commission Européenne, dans laquelle seront représentés la Sublime Porte et le Gouvernement du Monténégro, sera chargée de fixer les limites définitives de la Principauté, en apportant sur les lieux au tracé général les modifications qu'elle croirait nécessaires et équitables, au point de vue des intérêts respectifs et de la tranquillité des deux pays, auxquelles elle accordera de ce fait les équivalents reconnus nécessaires.

La navigation de la Boyana ayant toujours donné lieu à des contestations entre la Sublime Porte et le Monténégro, fera l'objet d'un règlement spécial qui sera élaboré par la même Commission Européenne.

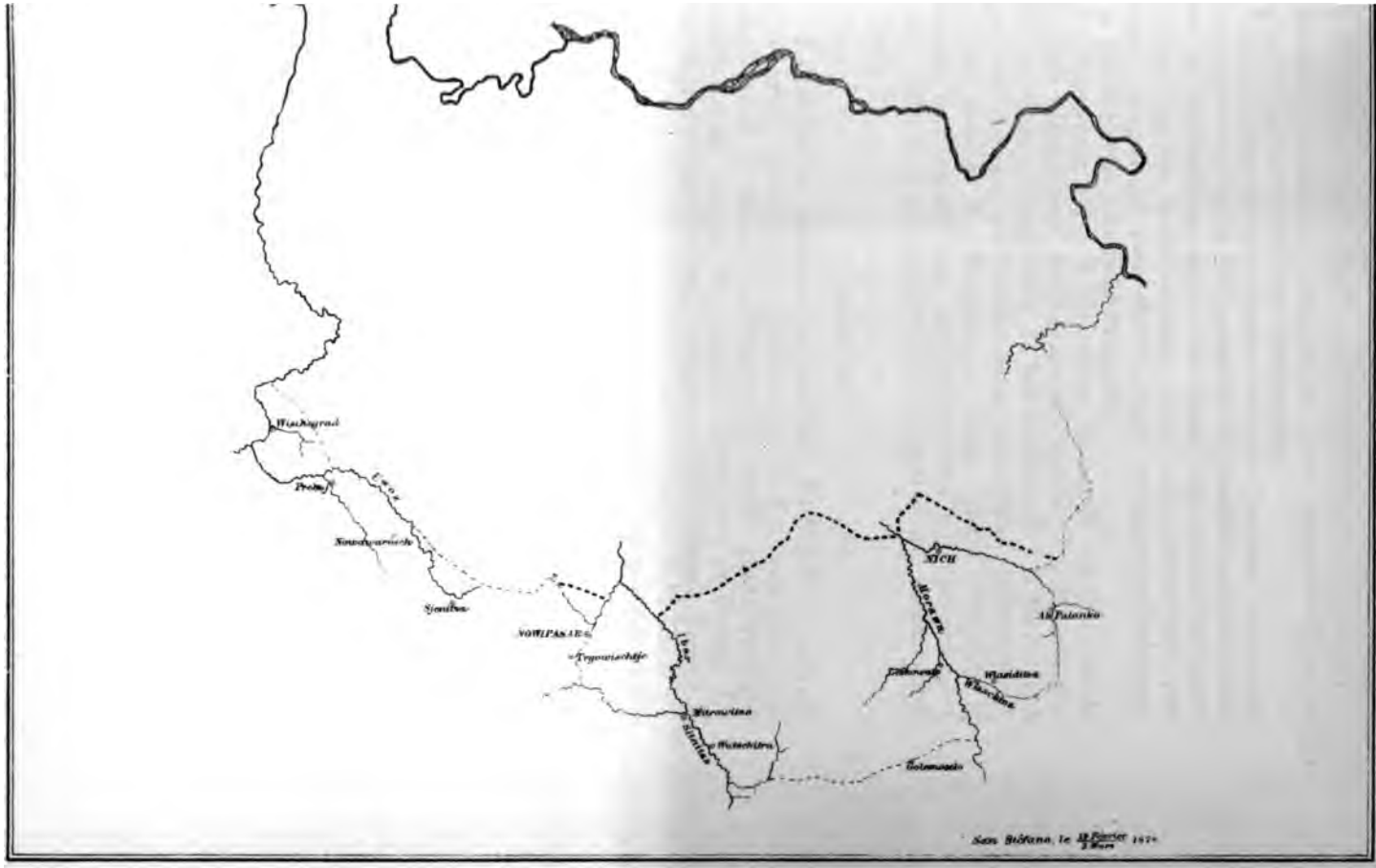
Article II.

La Sublime Porte reconnaît définitivement l'indépendance de la Principauté du Monténégro.

Une entente entre le Gouvernement Impérial de Russie, le Gouvernement Ottoman, et la Principauté de Monténégro déterminera ultérieurement le caractère et la forme des rapports entre la Sublime Porte et la Principauté en ce qui touche notamment l'institution d'agents monténégrins à Constantinople et dans certaines localités de l'Empire Ottoman, où la nécessité en sera reconnue, l'extradition des criminels réfugiés sur l'un ou l'autre territoire, et la soumission des Monténégrins, voyageant ou séjournant dans l'Empire Ottoman, aux lois et aux autorités

l Article I.

ano, le $\frac{19\ \textit{Février}}{3\ \textit{Mars}}$ *1878.*


Wischegrad
Prelo
Nowawarosch
Sjenitza
NOWIPASAR
Tegowischtje
Ibar
Mitrowitza
Wutschitra
Silnitza
NICH
Morawa
Ak Palanka
Wlasiditza
Wlaschina
Golemoselo
San Stéfano, le 19 Février / 3 Mars 1878

Ottomanes, suivant les principes du droit international et les 1878
usages établis concernant les Monténégrins.

Une Convention sera conclue entre la Sublime Porte et le Monténégro pour régler les questions se rattachant aux rapports entre les habitants des confins des deux pays et aux ouvrages militaires sur ces mêmes confins. Les points sur lesquels une entente ne pourrait être établie seront résolus par l'arbitrage de la Russie et de l'Autriche-Hongrie.

Dorénavant, s'il y a discussion ou conflit, sauf les cas de nouvelles réclamations territoriales, la Turquie et le Monténégro abandonneront le règlement de leurs différends à la Russie et à l'Autriche-Hongrie, qui devront statuer en commun arbitralement.

Les troupes du Monténégro seront tenues d'évacuer le territoire non compris dans la circonscription indiquée plus haut, dans le délai de dix jours à partir de la signature des préliminaires de paix.

Article III.

La Serbie est reconnue indépendante. Sa frontière, marquée sur la carte ci-jointe, suivra le thalweg de la Drina en laissant le Petit Zwornik et Zakar à la Principauté, et en longeant l'ancienne limite jusqu'aux sources du ruisseau Cezevo, près de Stoilac. De là le nouveau tracé suivra le cours de ce ruisseau jusqu'à la rivière Raska, et puis le cours de celle-ci jusqu'à Novi-Bazar.

De Novi-Bazar, remontant le ruisseau, qui passe près des villages Mekinje et Irgoviste jusqu'à sa source, la ligne frontière se dirigera par Bosur Planina dans la vallée de l'Ibar et descendra le ruisseau qui se jette dans cette rivière près du village Ribanic.

Ensuite elle suivra le cours des rivières Ibar, Sitnitza, Lab, et du ruisseau Batintze, jusqu'à sa source (sur la Grapachnitza Planina). De là la frontière suivra les hauteurs qui séparent les eaux de la Kriva et de la Veternitza et rejoindra, par la ligne la plus courte, cette dernière rivière à l'embouchure du ruisseau Miovatzka, pour remonter celui-ci, traverser la Miovatzka Planina et redescendre vers la Morawa, près du village de Kalimanci.

A partir de ce point la frontière descendra la Morava jusqu'à la rivière Vlossina, près du village Staïkovtzi, en remontant cette dernière ainsi que la Linberazda et le ruisseau Koukavitze, passera par la Sukha Planina, longera le ruisseau de Vrylo jusqu'à la Nisawa et descendra la dite rivière jusqu'au village de Kronpatz, d'où elle ira rejoindre, par la ligne la plus courte, l'ancienne frontière serbe au sud-est de Karaoul Baré, pour ne plus la quitter jusqu'au Danube.

1878 Ada-Kalé sera évacué et rasé. Une Commission turco-serbe établira sur les lieux avec l'assistance d'un Commissaire russe, le tracé définitif de la frontière, dans l'espace de trois mois, et réglera définitivement les questions relatives aux îles de la Drina. Un délégué bulgare sera admis à participer aux travaux de la Commission lorsqu'elle s'occupera de la frontière entre la Serbie et la Bulgarie.

Article IV.

Les Musulmans qui possèdent les propriétés dans les territoires annexés à la Serbie, et qui voudraient fixer leur résidence hors de la Principauté, pourront y conserver leurs immeubles, en les faisant affermer ou administrer par d'autres. Une Commission turco-serbe, assistée d'un commissaire russe, sera chargée de statuer souverainement, dans le courant de deux années, sur toutes les questions relatives à la constatation des propriétés immobilières ou des intérêts musulmans seraient engagés.

Cette Commission sera également appelée à régler, dans le terme de trois années, le mode d'aliénation des biens appartenant à l'Etat ou aux fondations pieuses (vacouf) et les questions relatives aux intérêts des particuliers qui pourraient s'y trouver engagés. Jusqu'à la conclusion d'un traité direct entra la Turquie et la Serbie déterminant le caractère et la forme des relations entre la Sublime Porte et la Principauté, les sujets serbes voyageant et séjournant dans l'Empire Ottoman seront traités suivant les principes généraux du droit international.

Les troupes serbes seront tenues d'évacuer le territoire non compris dans la circonscription indiquée plus haut dans le délai de quinze jours, à partir de la signature des préliminaires de paix.

Article V.

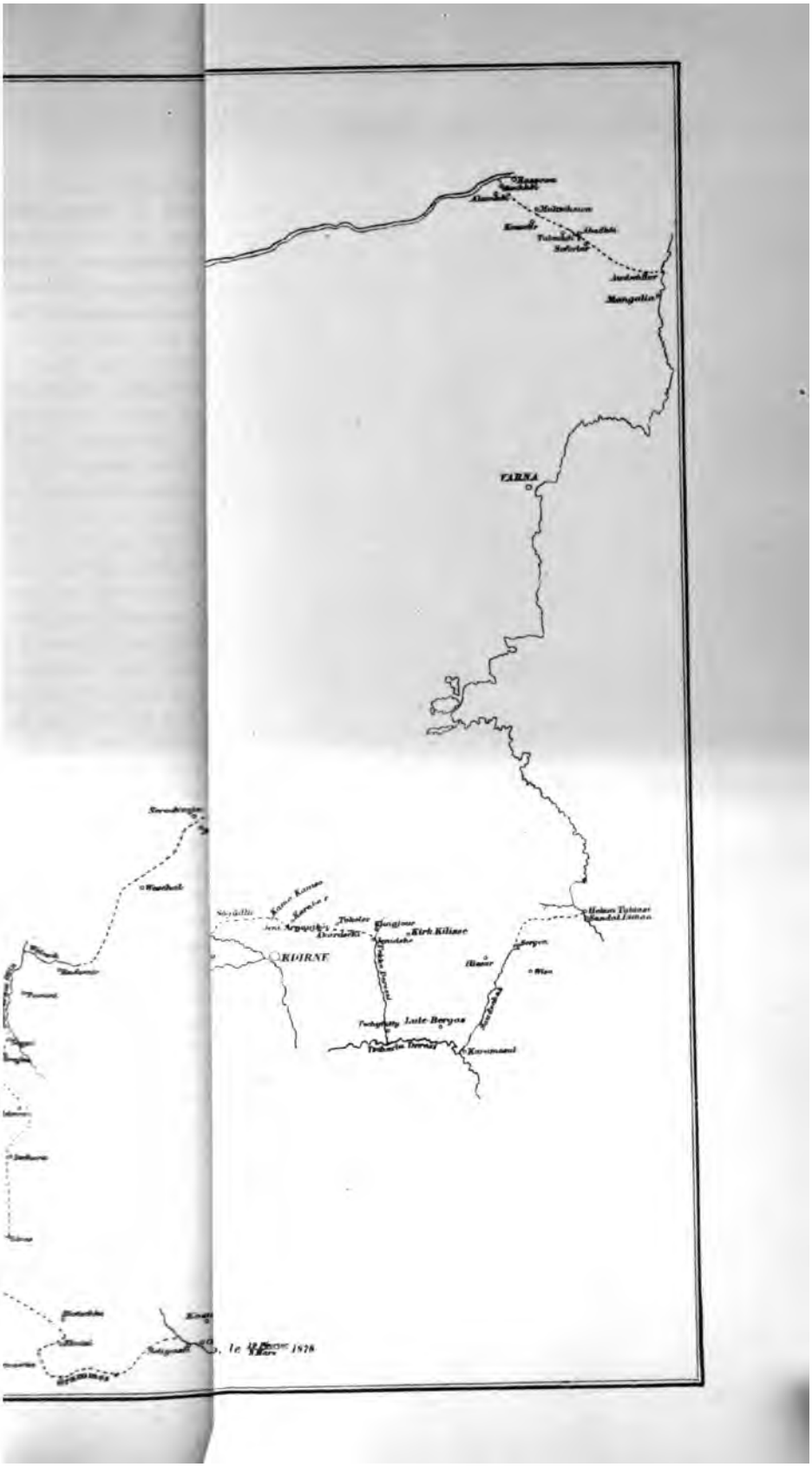
La Sublime Porte reconnaît l'indépendance de la Roumanie, qui fera valoir ses droits à une indemnité à débattre entre les deux parties.

Jusqu'à la conclusion d'un traité direct entre la Turquie et la Roumanie, les sujets roumains jouiront en Turquie de tous les droits garantis aux sujets des autres Puissances européennes.

Article VI.

La Bulgarie est constituée en Principauté autonome tributaire, avec un Gouvernement chrétien et une milice nationale.

Les frontières définitives de la Principauté bulgare seront tracées par une Commission spéciale russo-turque avant l'évacuation de la Roumélie par l'armée Impériale russe.


VARNA
Mangalia
Kirk Kilisse
KDIRNE
Lule-Bergas
Karamasul
Sergen
Hissar
Wisa
Tokeler
Jeni Arpajik
Kama Kamsa
Westhal
Sevadiyyin
Sayüdlü
Tuharia Derazi
Kavamasul
Helum Tahtasi
Sandal Lamon
Kiosse
Tubaldi
Soferler
Multeshaun
Aladhli
Aurdeshir
Mangalia
1878

Cette Commission tiendra compte dans ses travaux pour les 1878
modifications à introduire sur les lieux au tracé général du principe de la nationalité de la majorité des habitants des confins, conformément aux bases de la paix, ainsi que des nécessités topographiques et des intérêts pratiques de circulation pour les populations locales.

L'étendue de la Principauté de Bulgarie est fixée en traits généraux sur la carte ci-jointe, qui devra servir de base à la délimitation définitive. En quittant la nouvelle frontière de la Principauté serbe le tracé suivra la limite occidentale du Caza de Wrania jusqu'à la chaîne du Kara-dagh.

Tournant vers l'ouest la ligne suivra les limites occidentales des Cazas de Koumanovo, Kotchani, Kalkandelen, jusqu'au Mont Korab; de là, par la rivière Welestchitza jusqu'à sa jonction avec le Drine Noire. Se dirigeant vers le sud par le Drine et après par la limite occidentale du Caza d'Ochride vers le Mont Linas, la frontière suivra les limites occidentales des Cazas de Gortcha et Starovo jusqu'au Mont Grammos. Ensuite par le lac de Kastoria, la ligne frontière rejoindra la rivière Moglénitza et, après avoir suivi son cours et passé au sud de Yanitza (Wardar Yenidje) se dirigera par l'embouchure du Wardar et par le Galliko vers les villages de Parga et de Saraï-keui; de là par le milieu du lac Bechik-Guel à l'embouchure des rivières Strouma et Karassou, et par la côte maritime jusqu'au Buru-Guel; plus loin, partant dans la direction nord-ouest, vers le Mont Tchaltépé par la chaîne du Rhodope jusqu'au Mont Krouschowo, par les Balkans Noirs (Kara Balkan), par les Monts Eschek - Koulatchi, Tschepelion, Karakolas et Tschiklar, jusqu'à la rivière Arda.

De là la ligne frontière sera tracée dans la direction de la ville de Tchirmen et, laissant la ville d'Andrinople au midi, par les villages de Sugutlion, Kara-Hamza, Arnaout-Keui, Akardji, et Enidje, jusqu'à la rivière Tékéderessi. En suivant le cours de Tékéderessi et de Tchorlouderessi jusqu'à Loulé-Bourgaz et de là par la rivière Soudjak-déré jusqu'au village de Serguen, la ligne frontière ira par les hauteurs directement vers Hakim-tabiassi, où elle aboutira à la Mer Noire. Elle quittera la côte maritime près de Mangalia, en longeant les limites méridionales du Sandjak de Toultcha et aboutira au Danube au-dessus de Rassova.

Article VII.

Le Prince de la Bulgarie sera librement élu par la population et confirmé par la Sublime Porte avec l'assentiment des Puissances. Aucun membre des dynasties régnantes des Grandes Puissances Européennes ne pourra être élu Prince de la Bulgarie.

1878 En cas de vacance de la dignité de Prince de la Bulgarie l'élection du nouveau Prince se fera dans les mêmes conditions et dans les mêmes formes.

Une assemblée de notables de la Bulgarie, convoquée à Philippopolis (Plowdiw) ou Tyrnowo, élaborera, avant l'élection du Prince, sous la surveillance d'un commissaire Impérial russe et en présence d'un commissaire ottoman, l'organisation de l'administration future, conformément aux précédents établis en 1830, après la paix d'Adrianople, dans les Principautés Danubiennes.

Dans les localités où les bulgares sont mêlés aux turcs, aux grecs, aux valaques (Koutzo-Vlachs), ou autres, il sera tenu un juste compte des droits et intérêts de ces populations dans les élections et l'élaboration du Règlement Organique.

L'introduction du nouveau régime en Bulgarie et la surveillance de son fonctionnement seront confiées pendant deux années à un commissaire Impérial russe. A l'expiration de la première année après l'introduction du nouveau régime et si une entente à ce sujet s'établit entre la Russie, la Sublime Porte, et les Cabinets Européens, ils pourront, s'il est jugé nécessaire, adjoindre au commissaire Impérial de Russie des délégués spéciaux.

Article VIII.

L'armée ottomane ne séjournera plus en Bulgarie et toutes les anciennes forteresses seront rasées aux frais du Gouvernement local. La Sublime Porte aura le droit de disposer à sa guise du matériel de guerre et autres objets appartenant au Gouvernement Ottoman, et qui seraient restés dans les forteresses du Danube déjà évacuées en vertu de l'armistice du 19/31 janvier, ainsi que de ceux qui se trouveraient dans les places fortes de Schoumla et de Varna.

Jusqu'à la formation complète d'une milice indigène suffisante pour le maintien de l'ordre, de la sécurité et de la tranquillité, et dont le chiffre sera fixé plus tard par une entente entre le Gouvernement ottoman et le cabinet Impérial de Russie, des troupes russes occuperont le pays et prêteront main forte au commissaire en cas de besoin. Cette occupation sera limitée également à un terme approximatif de deux années.

L'effectif du corps d'occupation russe, composé de six divisions d'infanterie et de deux de cavalerie, qui séjournera en Bulgarie après l'évacuation de la Turquie par l'armée Impériale, n'excédera pas 50.000 hommes. Il sera entretenu aux frais du pays occupé. Les troupes d'occupation russes en Bulgarie

conserveront leurs communications avec la Russie, non-seulement 1878
par la Roumanie, mais aussi par les ports de la Mer Noire, Varna et Bourgas, où elles pourront organiser, pour la durée de l'occupation, les dépôts nécessaires.

Article IX.

Le montant du tribut annuel que la Bulgarie paiera à la cour suzeraine en le versant à la banque que la Sublime Porte désignera ultérieurement, sera déterminé par un accord entre la Russie, le Gouvernement ottoman, et les autres cabinets, à la fin de la première année du fonctionnement de la nouvelle organisation. Ce tribut sera établi sur le revenu moyen de tout le territoire qui fera partie de la Principauté.

La Bulgarie sera substituée au Gouvernement Impérial ottoman dans ses charges et obligations envers la compagnie du chemin de fer de Roustschouk-Varna, après entente entre la Sublime Porte, le Gouvernement de la Principauté, et l'administration de cette compagnie. Le règlement relatif aux autres voies ferrées qui traversent la Principauté est également réservé à un accord entre la Sublime Porte, le Gouvernement institué en Bulgarie et l'administration des compagnies intéressées.

Article X.

La Sublime Porte aura le droit de se servir de la voie de la Bulgarie pour le transport, par des routes déterminées, de ses troupes, munitions, et approvisionnements dans les provinces situées au-delà de la Principauté, et vice-versa. Afin d'éviter les difficultés et les malentendus dans l'application de ce droit, tout en garantissant les nécessités militaires de la Sublime Porte, un règlement spécial en établira les conditions dans l'espace de trois mois après la ratification du présent acte, par une entente entre la Sublime Porte et l'administration de la Bulgarie.

Il est bien entendu que ce droit ne s'étendra qu'aux troupes ottomanes régulières et que les irréguliers, les bachi-bouzouks et les circassiens, en seront absolument exclus.

La Sublime Porte se réserve aussi le droit de faire passer à travers la Principauté sa poste et d'y entretenir une ligne télégraphique. Ces deux points seront également réglés de la façon et dans le laps de temps susindiqués.

Article XI.

Les propriétaires musulmans ou autres qui fixeraient leur résidence personnelle hors de la Principauté, pourront y conserver leurs immeubles en les faisant affermer ou administrer par d'autres.

1878 Des commissions turco-bulgares siégeront dans les principaux centres de population sous la surveillance de commissaires russes pour statuer souverainement, dans le courant de deux années, sur toutes les questions relatives à la constatation des propriétés immobilières, où des intérêts musulmans ou autres seraient engagés.

Des commissions analogues seront chargées de régler, dans le courant de deux années, toutes les affaires relatives au mode d'aliénation, d'exploitation, ou d'usage pour le compte de la Sublime Porte, des propriétés de l'Etat et des fondations pieuses (vacouf).

A l'expiration du terme de deux années mentionné plus haut, toutes les propriétés qui n'auront pas été réclamées seront vendues aux enchères publiques et le produit en sera consacré à l'entretien des veuves et des orphelins, tant musulmans que chrétiens, victimes des derniers événements.

Article XII.

Toutes les forteresses du Danube seront rasées. Il n'y aura plus dorénavant de places fortes sur les rives de ce fleuve, ni de bâtiments de guerre dans les eaux des Principautés de Roumanie, de Serbie, et de Bulgarie, sauf les stationnaires usités et les bâtiments légers destinés à la police fluviale et au service des douanes.

Les droits, obligations, et prérogatives de la Commission internationale du Bas-Danube sont maintenus intacts.

Article XIII.

La Sublime Porte prend à sa charge le rétablissement de la navigabilité du passage de Soulina et le dédommagement des particuliers dont les biens auraient souffert du fait de la guerre et de l'interruption de la navigation sur le Danube en affectant à cette double dépense une somme de 500.000 fr. sur celles qui lui sont dues par la Commission Danubienne.

Article XIV.

Seront immédiatement introduites en Bosnie et en Herzégovine les propositions européennes communiquées aux plénipotentiaires ottomans dans la première séance de la conférence de Constantinople avec les modifications qui seront arêtées d'un commun accord entre la Sublime Porte et le Gouvernement de Russie et celui d'Autriche-Hongrie.

Le paiement des arriérés ne sera pas exigé, et les revenus courants des ces provinces, jusqu'au 1er mars 1880, seront ex-

clusivement employés à indemniser les familles des réfugiés et 1878
des habitants victimes des derniers événements, sans distinction de race et de religion, ainsi qu'aux besoins locaux du pays. La somme qui devra revenir annuellement après ce terme, au Gouvernement central, sera fixé ultérieurement par une entente spéciale entre la Turquie, la Russie et l'Autriche-Hongrie.

Article XV.

La Sublime Porte s'engage à appliquer scrupuleusement dans l'île de Crète le règlement organique de 1868, en tenant compte des voeux déjà exprimés par la population indigène.

Un règlement analogue, adapté aux besoins locaux, sera également introduit dans l'Epire, la Thessalie, et les autres parties de la Turquie d'Europe pour lesquelles une organisation spéciale n'est pas prévue par le présent acte.

Des commissions spéciales, dans lesquelles l'élément indigène aura une large participation, seront chargées dans chaque province d'élaborer les détails du nouveau règlement. Le résultat de ces travaux sera soumis à l'examen de la Sublime Porte, qui consultera le Gouvernement Impérial de Russie avant de les mettre à l'exécution.

Article XVI.

Comme l'évacuation par les troupes russes des territoires qu'elles occupent en Arménie, et qui doivent être restitués à la Turquie pourrait y donner lieu à des conflits et à des complications préjudiciables aux bonnes relations des deux pays, la Sublime Porte s'engage à réaliser sans plus de retard les améliorations et les réformes exigées par les besoins locaux, dans les provinces habitées par les Arméniens et à garantir leur sécurité contre les Kurds et les Circassiens.

Article XVII.

Une amnistie pleine et entière est accordée par la Sublime Porte à tous les sujets Ottomans compromis dans les derniers événements, et toutes les personnes détenues de ce fait ou envoyées en exil seront immédiatement mises en liberté.

Article XVIII.

La Sublime Porte prendra en sérieuse considération l'opinion émise par les commissaires des Puissances médiatrices au sujet de la possession de la ville de Khotour, et s'engage à faire exécuter les travaux de délimitation définitive de la frontière turco-persane.

1878 Article XIX.

Les indemnités de guerre et les pertes imposées à la Russie que Sa Majesté l'Empereur de Russie réclame et que la Sublime Porte s'est engagée à lui rembourser, se composent de:

a) 900,000.000 de roubles de frais de guerre (entretien de l'armée, remplacement du matériel, commandes de guerre);

b) 400,000.000 de roubles de dommages infligés au littoral méridional du pays, au commerce d'exportation, à l'industrie et aux chemins de fer;

c) 100,000.000 de roubles de dommages causés au Caucase par l'invasion;

d) 10,000.000 de roubles de dommages et intérêts aux sujets et institutions russes en Turquie.

Total, 1.410,000.000 de roubles.

Prenant en considération les embarras financiers de la Turquie et d'accord avec le désir de Sa Majesté le Sultan, l'Empereur de Russie consent à remplacer le paiement de la plus grande partie des sommes énumérées dans le paragraphe précédent par les cessions territoriales suivantes:

a) Le Sandschak de Toultcha, c'est-à-dire les districts (cazas) de Kilia, Soulina, Mahmoudié, Isaktcha, Toultcha, Matchine, Babadagh, Hirsowo, Kustendje et Medjidié, ainsi que les îles du Delta et l'île des Serpents.

Ne désirant pas s'annexer ce territoire et les îles du Delta, la Russie se réserve la faculté de les échanger contre la partie de la Bessarabie détachée par le traité de 1856 et limitée au midi par le thalweg du bras de Kilia et l'embouchure du Stary-Stamboul.

La question du partage des eaux et des pêcheries devra être réglée par une Commission russo-roumaine dans l'espace d'une année après la ratification du traité de paix.

b) Ardahan, Kars, Batoum, Bayazet et le territoire jusqu'au Saganlough.

En traits généraux, la ligne frontière en quittant la côte de la Mer Noire suivra la crête des montagnes qui séparent les affluents de la rivière Hopa, de ceux de la rivière Tcharokh et la chaîne de montagnes au sud de la ville d'Artwin jusqu'à la rivière Tcharokh près des villages Alat et Bechaget; puis la frontière se dirigera par les sommets des monts Dervenikghek, Hortchezor et Bedjiguin-Dagh par la crête qui sépare les affluents des rivières Tortoum-tchai et Tcharokh, et par les hauteurs près de Zaily-Vihine pour aboutir au

Annexe à l'article XIX du traité de San Stéfano.

village Vihine-Kilissa sur la rivière Tortoum-tchai; de là 1878
elle suivra la chaîne Sivri-Dagh jusqu'au col de ce nom, en passant au sud du village Noriman; elle tournera ensuite vers le sud-est, ira à Zivine, d'où la frontière, passant à l'ouest de la route qui mène de Zivine aux villages Ardozt et Horassan, se dirigera au sud par la chaîne de Saganlough jusqu'au village Gilitchman; puis par la crète du Charian-Dagh elle arrivera à dix verstes au sud de Hamour au défilé de Murad Tchaï; la frontière longera ensuite la crète de l'Alla-Dagh et les sommets du Hori et du Tandourek et passant au sud de la vallée de Bayazet, ira rejoindra l'ancienne frontière turco-persane au sud du lac de Kazli-gueul.

Les limites définitives du territoire annexé à la Russie, indiquées sur la carte ci-jointe, seront fixées par une Commission composée de délégués russes et ottomans.

Cette Commission tiendra compte dans ses travaux tant de la topographie des localités, que des considérations de bonne administration et des conditions propres à assurer la tranquillité du pays.

c) Les territoires mentionnés dans les paragraphes *a* et *b* sont cédés à la Russie comme équivalent de la somme d'un milliard cent millions de roubles. Quant au reste de l'indemnité, sauf les 10,000.000 de roubles, dûs aux intérêts et institutions russes en Turquie, soit 300,000.000 de roubles, le mode de paiement de cette somme, et la garantie à y affecter, seront réglés par une entente entre le Gouvernement Impérial de Russie et celui de Sa Majesté le Sultan.

d) Les 10,000.000 de roubles réclamés comme indemnité pour les sujets et institutions russes en Turquie seront payés à mesure que les réclamations des intéressés seront examinées par l'Ambassade russe à Constantinople et transmises à la Sublime Porte.

Article XX.

La Sublime Porte prendra des mesures efficaces pour terminer à l'amiable toutes les affaires litigieuses des sujets russes pendantes depuis plusieurs années, dédommager ces derniers s'il y a lieu, et faire exécuter sans délai les sentences rendues.

Article XXI.

Les habitants des localités cédées à la Russie, qui voudraient fixer leur résidence hors de ces territoires, seront libres de se retirer en vendant leurs propriétés immobilières. Un délai de trois ans leur est accordé à cet effet à partir de la ratification du présent acte.

1878 Passé ce délai, les habitants qui n'auront pas quitté le pays et vendu leurs immeubles, resteront sujets russes.

Les biens immeubles appartenant à l'Etat ou aux fondations pieuses, sises en dehors des localités précitées, devront être vendus dans le même délai de trois années, suivant le mode qui sera réglé par une Commission spéciale russo-turque. La même Commission sera chargée de déterminer le mode de retrait par le Gouvernement ottoman du matériel de guerre, des munitions, des approvisionnements et autres objets appartenant à l'Etat et qui existeraient dans les places, villes et localités cédées à la Russie et non occupées actuellement par les troupes russes.

Article XXII.

Les ecclésiatiques, les pèlerins, et les moines russes voyageant ou séjournant dans la Turquie d'Europe et d'Asie jouiront des mêmes droits, avantages et priviléges que les ecclésiastiques étrangers appartenant à d'autres nationalités.

Le droit de protection officielle est reconnue à l'Ambassade Impériale et aux consulats russes en Turquie tant à l'égard des personnes sus-indiquées que de leurs possessions, établissements religieux, de bienfaisance, et autres dans les lieux saints et ailleurs.

Les moines de Mont Athos d'origine russe seront maintenus dans leurs possessions et avantages antérieurs, et continueront à jouir, dans les trois couvents qui leur appartiennent et dans les dépendances de ces derniers, des mêmes droits et prérogatives que ceux qui sont assurés aux autres établissements religieux et convents de Mont Athos.

Article XXIII.

Tous les traités, conventions et engagements antérieurement conclus entre les deux Hautes Parties Contractantes relativement au commerce, à la juridiction, et à la position des sujets russes en Turquie, et qui avaient été supprimés par l'état de guerre, seront remis en vigueur, sauf les clauses auxquelles il serait dérogé par le présent acte. Les deux Gouvernements seront replacés, l'un vis-à-vis de l'autre, pour tous leurs engagements et rapports commerciaux et autres, dans la situation même où ils se trouvaient avant la déclaration de guerre.

Article XXIV.

Le Bosphore et les Dardanelles resteront ouverts en temps de guerre comme en temps de paix aux navires marchands des Etats neutres arrivant des ports russes ou en destination de ces ports. La Sublime Porte s'engage, en conséquence, à ne plus

établir dorénavant devant les ports de la Mer Noire et de celle 1878
d'Azow, de blocus fictif qui s'écarterait de l'esprit de la déclaration signée à Paris, le 4/16 Avril 1856.

Article XXV.

L'évacuation complète par l'armée russe de la Turquie d'Europe, à l'exception de la Bulgarie, aura lieu dans l'espace de trois mois, après la conclusion de la paix définitive entre Sa Majesté l'Empereur de Russie et Sa Majesté le Sultan.

Afin de gagner du temps et d'éviter le maintien prolongé des troupes russes en Turquie et en Roumanie, une partie de l'armée Impériale pourra être dirigée vers des ports de la Mer Noire et de celle de Marmora pour y être embarquée sur des bâtiments appartenant au Gouvernement russe ou frêtés pour la circonstance.

L'évacuation de la Turquie d'Asie s'opérera dans l'espace de six mois à dater de la conclusion de la paix définitive, et les troupes russes auront la faculté de s'embarquer à Trébizonde pour retourner par le Caucase ou par la Crimée.

Les opérations de l'évacuation devront commencer immédiatement après l'échange des ratifications.

Article XXVI.

Tant que les troupes Impériales russes séjourneront dans les localités qui, conformément au present acte, seront restituées à la Sublime Porte, l'administration et l'ordre des choses resteront dans le même état que depuis l'évacuation. La Sublime Porte ne devra y prendre aucune part durant tout ce temps, et jusqu'à l'entière sortie de toutes les troupes.

Les troupes ottomanes ne devront entrer dans les localités qui seront restitutées à la Sublime Porte, et cette dernière ne pourra commencer à exercer son autorité que lorsque, pour chaque place et province qui aura été évacuée par les troupes russes, le commandant de ces troupes en aura donné connaissance à l'officier désigné à cet effet de la part de la Sublime Porte.

Article XXVII.

La Sublime Porte prend l'engagement de ne sévir d'aucune manière, ni laisser sévir, contre les sujets ottomans qui auraient été compromis par leur relation avec l'armée russe pendant la guerre. Dans le cas où quelques personnes voudraient se retirer avec leurs familles à la suite des troupes russes, les autorités ottomanes ne s'opposeront pas à leur départ.

1878

Article XXVIII.

Immédiatement après la ratification des préliminaires de paix, les prisonniers de guerre seront rendus réciproquement par les soins des commissaires spéciaux nommés de part et d'autre, et qui se rendront à cet effet à Odessa et à Sebastopol. Le Gouvernement ottoman payera tous les frais de l'entretien des prisonniers qui lui seront restitués en dix-huit termes égaux dans l'espace de six années d'après les comptes qui seront établis par les commissaires susmentionnés.

L'échange des prisonniers entre le Gouvernement ottoman et ceux de la Roumanie, de la Serbie et du Monténégro, aura lieu sur les mêmes bases, en déduisant toutefois, dans le décompte à établir, le nombre des prisonniers restitués par le Gouvernement ottoman du nombre des prisonniers qui lui seront restitués.

Article XXIX.

Le présent acte sera ratifié par leurs Majestés Impériales l'Empereur de Russie et l'Empereur des Ottomans, et les ratifications seront échangées dans quinze jours, ou plus tôt si faire se peut, à St. Pétersbourg, où l'on conviendra également du lieu et de l'époque à laquelle les stipulations du présent acte seront revêtues des formes solennelles usitées dans les traités de paix.

Il demeure toutefois bien entendu que les Hautes Parties Contractantes se considèrent comme formellement liées par le présent acte depuis le moment de sa ratification.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont revêtu le présent acte de leurs signatures et y ont apposé leurs cachets.

Fait à San Stefano, le $\frac{\text{dix-neuf Février}}{\text{trois Mars}}$, mil huit cent soixante dix-huit.

(Signé:) Comte N. *Ignatiew.* (Signé:) *Safvet.*
Nelidow. *Sadoullah.*

Paragraphe final de l'article XI de l'acte des préliminaires de paix signé aujourd'hui $\frac{\text{19 Février}}{\text{3 Mars}}$ 1878, qui a été omis, et qui doit faire partie intégrante du dit article:

Les habitants de la Principauté de Bulgarie qui voyageront ou séjourneront dans les autres parties de l'Empire ottoman seront soumis aux lois et aux autorités ottomanes.

(Signé:) Comte N. *Ignatiew* (Signé:) *Safvet.*
Nelidow. *Sadoullah.*

San Stephano, le $\frac{\text{19 Février}}{\text{3 Mars}}$ 1878.

1053.

1878

26 février 1878.

Publication du ministère Imp. R. du commerce concernant l'affranchissement au moyen de timbres-poste des colis postaux envoyés de Suisse en Autriche-Hongrie.

(P. V. Bl. 1878, Nr. 12.)

Frankirung der Fahrpostsendungen aus der Schweiz nach Oesterreich-Ungarn mit Marken. H.-M. Z. 4987.

Nach einer Mittheilung des Postdepartements in Bern können seit dem 1. Februar d. J. in der Schweiz Fahrpostsendungen auch mittelst Marken, und zwar bis auf Weiteres mittelst der gewöhnlichen Briefpost-Francomarken frankirt werden.

Das genannte Postdepartement hat die schweizerischen Postanstalten angewiesen, dessenungeachtet bei den Fahrpostsendungen aus der Schweiz nach Oesterreich - Ungarn den Francobetrag auch fernerhin vorzumerken, jedoch gestattet, für diese Vormerkung rothe oder andere Farbe zu verwenden.

Hievon werden die k. k. Postämter in die Kenntniss gesetzt.

1054.

4 mars 1878.

Accession de l'Allemagne à la commission internationale pour l'entretien du phare du cap Spartel.

(Archives du ministère Imp. et R. des affaires étrangères.)

L'agent général Imp. et R. au Comte Andrassy:

Monsieur le Ministre, Tanger, le 6 mars 1878.

Me référant à la dépêche que Votre Excellence m'avait adressée le 3 novembre de l'année passée m'informant que le Gouvernement de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique avait accueilli avec satisfaction l'accession de l'Allemagne à la commission internationale pour l'entretien du phare du cap Spartel, j'ai l'honneur de transmettre ci-inclus le procès-verbal signé le 4 courant par le ministre des affaires étrangères Sid Mohammed Bargash et les représentants étrangers.

Agréez etc. J. H. *Drummond Hay.*

Aujourd'hui quatre mars 1878 les Représentants des Puissances Etrangères accrédités à la Cour de S. M. le Sultan du Maroc, savoir:

Mr. Th. Weber, Ministre - Résident de l'Empire Allemand.

Mr. E. Daluin, Ministre-Résident de Belgique, Chargé des intérêts de Suède et de Norvége.

1878 Mr. E. Romea, Envoyé Extraordinaire et Ministre-Plénipotentiaire d'Espagne.

Mr. Mathews, Consul-Général des États Unis d'Amérique.

Mr. de Vernouillet, Envoyé Extraordinaire et Ministre-Plénipotentiaire de France.

Sir John Hay Drummond Hay, Ministre-Plénipotentiaire de la Grande Bretagne, Chargé des intérêts d'Autriche-Hongrie et des Pays-Bas.

Mr. E. Scovasso, Ministre-Résident d'Italie.

Mr. J. Colaço, Chargé d'Affaires de Portugal,

s'étant reunis chez Sid Mohammed Bargache, Ministre des Affaires Etrangères de S. M. Chérifienne à Tanger, le Ministre-Résident de S. M. l'Empereur Allemand, par ordre de son Gouvernement, fait connaître à Sid Mohammed Bargache, ainsi qu'à ses collègues, que l'Empire d'Allemagne, considérant que la marine Impériale et la flotte marchande allemandes profitent du phare international, désire accéder à la convention conclue le 31 mai mil huit cent soixante cinq, entre S. M. le Sultan du Maroc et Fez, d'une part, et S. M. l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie et de Bohême, S. M. le Roi des Belges, S. M. la Reine d'Espagne, S. E. le Président de la République des États-Unis d'Amérique, S. M. l'Empereur des Français, S. M. la Reine du Royaume Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, S. M. le Roi d'Italie, S. M. le Roi des Pays-Bas, S. M. le Roi de Portugal et des Algarves, et S. M. le Roi de Suède et Norvége, d'autre part, et participer aux droits et aux charges, qui en résultent.

Il ajoute que la diète de l'Empire allemand, ayant voté les fonds nécessaires à ce sujet pour l'année budgétaire 1877-78, la participation de l'Allemagne aux obligations de la Convention daterait du 1er Avril de l'année 1877.

Sid Mohammed Bargache, ainsi que les Représentants des autres Puissances signataires de la convention, tous autorisés d'avance, par leurs Gouvernements respectifs déclarent accepter, au nom de ceux-ci l'accession de l'Allemagne à la Convention du 31 mai 1865 et invitent le Représentant de l'Empire Allemand à siéger à l'avenir avec eux dans le conseil international de surveillance et d'entretien du phare du cap Spartel, avec les mêmes droits et devoirs qu'eux mêmes.

En foi de quoi, le Ministre des Affaires Étrangères de S. M. Chérifienne et les Représentants des Puissances précitées ont signé le présent procès-verbal, dressé en 12 exemplaires identiques.

(Suivent les signatures)

1055.

1878

9 mars 1878.

Ordonnance du ministère Imp. R. des finances concernant la non-admission des pièces allemandes de 1/6ème écu.

(F. V. Bl. 1878, Nr. 4.)

Nichtannahme der Einsechstel-Thalerstücke deutschen Gepräges. Z. 1184-F. M.

Es wird in Erinnerung gebracht, dass Einsechstel-Thalerstücke deutschen Gepräges laut des dem Erlasse vom 12. August 1858, Z. 3876-F. M. (V. Bl Nr. 38) beigefügten Verzeichnisses als gesetzliches Zahlmittel nicht zugelassen sind, daher dermalen, sie mit 1. März 1878 im Deutschen Reiche ausser Curs gesetzt worden sind, um so weniger bei den k. k. Cassen, insbesondere auch nicht bei Zahlungen angenommen werden dürfen.

1056.

12 mars 1878.

Règlement de navigation dans le canal maritime de Suez. Convention du 22 février 1876.

(Archives du ministère Imp. et R. des affaires étrangères.)

Règlement de Navigation dans le Canal maritime de Suez. *)

»Art 14. Nous déclarons solennellement, pour nous et nos successeurs, sous la réserve de la ratification par S. M. I. le Sultan, le grand Canal maritime de Suez à Péluse et les ports en dépendant, ouverts à toujours, comme passages neutres, à tout navire de commerce traversant d'une mer à l'autre, sans aucune distinction, exclusion ni préférence de personnes ou de nationalités, moyennant le payement des droits et l'exécution des règlements établis par la Compagnie universelle concessionaire pour l'usage dudit Canal et dépendances.«

»Art. 17. Pour indemniser la Compagnie des dépenses de construction, d'entretien et d'exploitation qui sont mises à sa charge par les présentes, nous l'autorisons, dès à présent, et pendant toute la durée de sa jouissance, telle qu'elle est déterminée par les paragraphes 1 et 3 de l'article précédent, à établir et percevoir, pour le passage dans les canaux et les ports en dépendant, des droits de navigation, de pilotage, de remorquage, de halage ou de stationnement, suivant des tarifs qu'elle pourra modifier à toute époque, sous la condition expresse:

*) Ce règlement est applicable à partir du 1er juillet 1878. Les règlements antérieurs sont annulés.

1878 1° De percevoir ces droits, sans aucune exception ni faveur, sur tous les navires, dans des conditions identiques;

2° De publier les tarifs trois mois avant la mise en vigueur, dans les capitales et principaux ports de commerce des pays intéressés;

3° De ne pas excéder, pour le droit spécial de navigation, le chiffre maximum de 10 francs par tonneau de capacité des navires et par tête de passager.«

(Extrait de l'acte de concession du 5 janvier 1856.)

Artikel 1.

Les capitaines s'engagent, en recevant, avant d'entrer dan le Canal, une copie du présent règlement, à le suivre, à s'y con former en tous points et à satisfaire à toute réquisition faite e vue de son exécution.

Article 2.

Le Canal de Suez ayant partout huit (8) mètres de profon deur, le transit est libre pour tous les navires, quelle que so leur nationalité, à la condition de ne pas caler plus de sep mètres cinquante (7^m50) et de se conformer aux prescription suivantes:

Les navires à voiles au-dessus de cinquante tonneaux seron tenus de se faire remorquer.

Les navires à vapeur pourront naviguer sur le Canal à l'aid de leur propre propulseur, ou se faire remorquer aux condition qui seront indiquées ci-après.*)

Article 3.

La vitesse maximum de marche des navires dans le Can est fixée à dix kilomètres (10 kil.) à l'heure, ou 5 milles 1/3.

Article 4.

Tout navire d'un jaugeage supérieur à cent (100) tonneau bruts devra prendre, pour traverser le Canal, un pilote de Compagnie, chargé de fournir toutes les indications sur la rou à suivre.

Le capitaine reste responsable de tout échouage ou accide quelconque résultant de la conduite et des manoeuvres de s bâtiment.

Les pilotes mettent à la disposition des capitaines leur exp rience et leur pratique du Canal; mais comme ils ne peuve

*) Il est bien entendu que le remorquage des steamers n'est pas obligation pour la Compagnie, qui ne le fera exécuter qu'autant qu'elle a des remorqueurs disponibles.

connaître les défauts ou difficultés de manoeuvres d'arrêt, de mise 1878
en marche, etc, propres à chaque navire, suivant sa machine et sa conformation, la responsabilité de la marche du navire incombe entièrement au capitaine.

Article 5.

Lorsqu'un navire, voulant traverser le Canal, aura pris son mouillage à Port-Saïd ou à Suez, le capitaine devra aller se faire inscrire au bureau du transit et acquitter les droits de passage, ainsi que les frais de pilotage, de remorquage et de stationnement quand il y aura lieu. Il lui sera délivré une quittance qui lui servira de justification en cas de besoin.

Il sera tenu de donner les renseignements suivants, par écrit:

Nom et nationalité du navire,
Nom du capitaine,
Noms des armateurs et affréteurs,
Port de provenance,
Port de destination,
Tirant d'eau,
Nombre des passagers constaté par la présentation du rôle des passagers,
Composition de l'équipage constatée par la présentation du rôle d'équipage et de ses annexes,
Capacité du navire d'après la jauge légale constatée par la présentation du certificat spécial pour le Canal ou des papiers officiels de bord établis conformément aux prescriptions de la Commission Internationale du Tonnage, réunie à Constantinople, en 1873.

Article 6.

La Compagnie fixe les départs, comme les garages en route, de façon à donner toute sécurité à la navigation, et à satisfaire, autant que possible, au passage rapide des paquebots postaux.

En conséquence, aucun navire ne pourra prétendre au passage immédiat dans le Canal; aucune plainte ne sera admise pour un retard motivé par les causes ci-dessus.

Article 7.

Tout navire prêt à entrer dans le Canal devra avoir ses vergues brassées en pointe, ses bouts-dehors rentrés et ses embarcations en dedans. Outre les deux ancres de bossoir réglementaires, il devra avoir à l'arrière et prête à être mouillée à la demande du pilote, une forte ancre à jet, munie d'une amarre capable d'arrêter le navire.

1878 Article 8.

§. 1er. Tout navire devra, pendant la traversée du Canal, avoir, à la traîne, une embarcation armée et munie d'une amarre qu'elle puisse, au besoin, porter rapidement et fixer à l'un des pieux d'amarrage bordant les deux rives du Canal.

§. 2. Le capitaine est tenu de laisser des hommes de quart sur son navire, aussi bien pendant le jour que pendant la nuit. Ces hommes seront prêts à larguer ou à couper les amarres, en cas de besoin.

Tout navire amarré sur quatre amarres, mollira celles sous-le vent, pour livrer passage aux remorqueurs, canots à vapeur, porteurs et autres engins d'un faible tirant d'eau, qui se présenteront pour le doubler.

§. 3 La navigation de nuit est autorisée seulement dans des cas exceptionnels et sous l'entière responsabilité prise par écrit par le capitaine, tant au point de vue des retards, accidents et avaries quelconques qui pourraient survenir à son navire, qu'à ceux qu'il pourrait causer aux autres navires engagés ou au matériel de la Compagnie se trouvant dans le Canal*).

Pendant la navigation de nuit, autorisée à ces conditions, les navires allumeront leurs feux réglementaires et auront, à l'avant, un homme en vigie.

Les navires arrêtés la nuit auront à l'avant et à l'arrière un feu blanc et une vigie.

A l'approche des remorqueurs, canots à vapeurs, porteurs, etc., ou d'un navire qui serait autorisé à les doubler, ils indiqueront le côté où le passage est libre en montrant sur le bord de ce côté deux feux blancs.

§. 4. Tout navire à vapeur, remorqueur ou autre, devra siffler avant le passage des courbes, à l'approche des embarcations qu'il devra croiser ou dépasser, ainsi qu'à l'approche des dragues ou autres appareils flottants qu'il pourra rencontrer dans sa marche. Il s'arrêtera lorsque la voie ne sera pas libre. Il devra passer à petite vitesse devant les gares, les chantiers d'empierrement et de terrassement, le long de tous les navires garés ou en marche, des porteurs, des dragues et du matériel flottant.

§. 5. Tout navire qui craint un abordage ne doit pas hésiter à s'échouer pour l'éviter. Les frais de déséchouage seront à la charge du navire qui aurait pu causer l'abordage.

§. 6. Lorsque deux navires, marchant en sens contraire, s'apercevront, ils devront, tous les deux, ralentir leur marche,

*) La navigation de nuit et par temps brumeux dans les Lacs Amers n'est également autorisée qu'exceptionnellement et aux mêmes conditions.

chacun serrant la rive qu'il aura à tribord, ou s'arrêter, suivant l'avis du pilote. 1878

§. 7. Il est interdit aux navires, marchant dans le même sens, de se dépasser dans le Canal.

Ce mouvement, quand il est nécessaire, se fait dans les garages, sous la surveillance des employés de la Compagnie.

Article 9.

Dans le cas d'arrêt obligé, et lorsqu'on ne pourra pas atteindre un garage, ce que l'on devra toujours s'efforcer de faire, le capitaine devra amarrer son navire, par les deux extrémités, du côté de la berge au vent, et prévenir immédiatement, le jour par des signaux, la nuit par des feux, hissés à l'avant et à l'arrière.

En cas d'échouage, les agents de la Compagnie auront seuls le droit de prescrire toutes les opérations de déséchouage et de faire, au besoin, décharger et remorquer le bâtiment, le tout avec le matériel et les moyens dont dispose la Compagnie et aux frais du navire, à moins qu'il ne soit régulièrement prouvé qu'un manque de profondeur dans le plafond du Canal, ou qu'une fausse indication de route donnée par le pilote ait été cause de l'échouage.

Lesdits frais de déséchouage, de remorquage, de déchargement, rechargement, etc., devront être payés, sur état de la Compagnie, avant le départ du navire de Suez ou de Port Saïd.

Toute manoeuvre ayant pour but d'essayer de dégager un navire échoué, est formellement interdite aux autres navires en transit.

Article 10.

Il est interdit aux capitaines:

1° De surcharger, avant leur entrée dans le Canal, le pont du navire de charbons ou autres marchandises qui changeraient ses bonnes conditions de stabilité;

2° De mouiller dans le Canal, sauf en cas de force majeure, et sans avis conforme du pilote;

3° De jeter dans le Canal des terres, des cendres et escarbilles ou objets quelconques;

4° De repêcher les objets tombés dans le Canal, sans l'intervention directe des agents de la Compagnie;

Dans le cas où un objet quelconque viendrait à tomber dans le Canal, déclaration en sera faite immédiatement au pilote, chargé de la transmettre à l'agent de la station la plus voisine;

Le sauvetage des objets tombés dans le Canal, de quelque manière qu'il soit effectué, est toujours fait aux frais du capitaine, à qui les objets sont restitués contre remboursement desdits frais;

1878 5° Il est formellement interdit, et sous peine de poursuites judiciaires, à MM. les capitaines de navires qui seront dans le Canal ou dans les ports et gares en dépendant, de laisser tirer des coups de feu de leur bord.

Article 11.

1° Le tonnage net résultant du système de jaugeage prescrit par la Commission internationale de Constantinople et inscrit sur les certificats spéciaux délivrés par les autorités compétentes ou sur les papiers officiels de bord, sert de base à la perception du droit spécial de navigation de dix (10) francs et de la surtaxe de trois (3) francs, déjà réduite à deux francs cinquante (2 fr. 50 c.), et de nouveau réductible aux époques fixées par la convention du 21 février 1876, approuvée le 30 mars 1877 par la Sublime Porte *).

Il est tenu compte, dans l'application des taxes, de toute modification du tonnage net postérieure à la délivrance du certificat ou des papiers précités.

2° Les agents de la Compagnie pourront s'assurer si du chargement ou des passagers sont transportés dans des espaces qui, ainsi que l'indique le certificat de tonnage, n'ont pas été compris dans le mesurage brut ou qui ont été alloués comme déduction pour l'installation de l'équipage après leur mesurage, ou qui, se trouvant dans l'espace de la machine, de la chaudière ou des soutes, ne font pas partie du tonnage net indiqué sur le certificat;

Et en général vérifier si tous les espaces qui doivent être compris dans le tonnage sont portés sur le certificat et y sont exactement déterminés.

3° Tout navire non porteur d'un certificat spécial ou de papiers officiels de bord donnant le tonnage net prescrit par la Commission de Constantinople, sera mesuré par les agents de la Compagnie, conformément aux règles de Constantinople et acquittera ses droits d'après ce mesurage, jusqu'à ce qu'il produise un certificat spécial émanant des autorités de son pays.

4° Les bâtiments de guerre, les bâtiments construits ou nolisés pour le transport des troupes et les bâtiments sur lest sont exempts de la surtaxe; ils paient le droit spécial de navigation de dix (10) francs par tonne sur le tonnage net défini par la Commission de Constantinople.

---

*) Voir page 9 »l'Extrait du Rapport final résumant les travaux de la Commission internationale pour le tonnage, réunie à Constantinople en 1873«;

Et page 10 de la »Convention du 21 février 1876, approuvée le 30 mars 1877 par la Sublime Porte.«

5° N'est pas considéré comme sur lest tout navire transportant des malles ou des passagers, ou transportant dans ses cales du charbon ou des marchandises quelconques en quelle quantité que ce soit. 1878

6° Le droit de dix (10) francs par tête de passager adulte ou de cinq (5) francs par tête de passager de trois à 12 ans, ainsi que le droit de transit, sont payables d'avance à l'entrée de Port-Saïd ou de Suez.

7° Les droits de stationnement ou d'amarrage à Port Saïd, à Ismaïlia et devant le terre-plein de la Compagnie à Suez sont fixés à 0·02 centimes par jour et par tonne, après un séjour de vingt-quatre (24) heures à la place assignée par le capitaine de port, et quelle que soit la durée du stationnement. Ces frais sont exigibles tous les dix jours.

8° Les erreurs dans la déclaration du tonnage ou dans la perception des droits devront être rectifiées dans le mois qui suivra le passage du navire. Après ce délai, les rectifications ne seront pas admises; aucune application erronée du tarif ne pourra jamais être invoquée à titre de précédent contre la Compagnie.

Dispositions transitoires.

Il sera perçu sur chaque tonne de registre net des navires dont les déductions propres aux machines ont été déterminées d'après le paragraphe A de la clause XXIII qui définit la règle III de la loi anglaise de 1854, outre la taxe de dix (10) francs une surtaxe de quatre (4) francs *).

Le tonnage brut des navires qui ne sont pas jaugés d'après le système Moorsom est ramené au tonnage de ce système par l'application des facteurs du barême du Bas-Danube et leur tonnage net est déterminé d'après le paragraphe A de la clause XXIII de la loi anglaise précitée; ils paieront, outre la taxe de dix (10) francs, une surtaxe de quatre (4) francs par tonne sur ce tonnage net.

Article 12.

Les frais de remorquage dans le Canal, par le service de la Compagnie, sont fixés ainsi qu'il suit:

*) La décision de Constantinople n'a prévu aucune réduction de la surtaxe de quatre (4) francs. La Compagnie, pensant que les navires se muniraient, dans un bref délai, des certificats spéciaux de tonnage prescrits par ladite décision, a accordé une réduction de 50 centimes par tonne aux navires porteurs des anciens papiers de bord.

A dater du 1er janvier 1879, tout navire non porteur d'un certificat spécial de tonnage pour le Canal de Suez, paiera la surtaxe entière de quatre (4) francs.

1878 Pour les voiliers jaugeant 400 tonnes et au-dessous, 1200 fr.; pour les voiliers jaugeant plus de 400 tonnes, 1200 fr. pour les 400 premières tonnes et 2 fr. 50 pour chaque tonne en sus.

Pour les steamers jaugeant plus de 400 tonnes, 2 fr. par tonne, sans distinction, sur tout le tonnage; mais à la condition de conserver leur machine fonctionnant ou prête à fonctionner pour aider au remorqueur.

Les steamers jaugeant moins de 400 tonnes et ceux qui ne voudront pas donner l'aide de leur machine, paieront comme les voiliers.

Les frais de remorquage de rade par le service de la Compagnie sont fixés pour les navires qui en feront la demande, comme suit:

Pour les navires à vapeur ou à voiles, sans distinction, le tarif est de 0 fr. 25 centimes par tonne de tonnage net pour le trajet entre les Bassins et l'extrémité des jetées ou réciproquement la somme perçue ne devant pas être inférieure à cinquante (50) francs.

Pour le remorquage à plus grande distance, il est traité de gré à gré.

En cas d'arrêt forcé ou d'échouage dans le Canal ou dans les ports en dépendant, les agents de la Compagnie auront le droit d'envoyer d'office un remorqueur pour dégager le chenal et éviter du retard aux autres navires, le tout aux frais du navire, ainsi qu'il est dit à l'art. IX.

Dans ces conditions, la journée de location d'un remorqueur de 1re classe pour douze heures sera de..... 1200 fr.

Celle d'un remorquer de 2e classe, de ..... 800 »

Toute journée commencée comptera entière.

Lorsque le navire aura été dégagé, s'il continue sa route remorqué, il devra, en outre, acquitter les frais de remorquage d'après les tarifs.

Lorsqu'un navire demandera à être convoyé par un remorqueur, le prix du convoyage sera de 1200 fr. par jour, pour un remorqueur de 1re classe, et de 800 fr. par jour, pour un remorquer de 2e classe. En cas d'arrêt, le remorqueur donnera son aide pour remettre le convoyé en route, chaque fois qu'il sera nécessaire. Si le navire est remorqué sur un parcours dépassant la distance d'un garage à l'autre, le prix de remorquage pourra être exigé à la place du prix de convoyage.

Lorsque le remorquage ou le convoyage n'aura lieu que sur moitié du parcours total, il sera dû pour le retour au port d'attache du remorqueur de 1re classe, 600 fr., du remorqueur de 2e classe, 400 fr., et il ne sera perçu que moitié du prix total pour le remor-

quage. Aucune autre division que celle de la moitié ne sera admise. La moitié du parcours du Canal s'entend entre Ismaïlia et Port Saïd d'un coté, Ismaïlia et Suez de l'autre côté. 1878

Tout navire remorqué devra fournir ses amarres.

Il sera traité de gré à gré et à forfait pour le remorquage des monitors, chalands chargés ou non, et engins flottants quelconques.

Les armateurs sont autorisés à faire remorquer et à faire convoyer leurs navires par des remorqueurs à eux et sous leur entière responsabilité.

Ces remorqueurs devront être agréés par la Compagnie du Canal.

Les navires remorqués ou convoyés par des remorqueurs appartenant à leurs armateurs, payeront 0 fr. 50 c. (cinquante centimes) par tonne pour droit de remorquage.

Ces remorqueurs, lorsqu'ils remorqueront ou convoieront les navires de leurs armateurs ne seront soumis à aucune taxe.

Lorsqu'ils traverseront le Canal, soit pour aller au-devant des navires de leurs armateurs qu'ils devront remorquer ou convoyer, soit regagnant leur résidence après les avoir remorqués ou convoyés, ils ne seront pas soumis au payement du droit spécial de navigation, mais ils payeront les frais de pilotage et seront tenus d'avoir un pilote à bord.

Ils seront soumis au payement du droit de stationnement.

Ils ne devront transporter ni passagers, ni marchandises; la présence constatée à bord, de passagers ou de marchandises, entraînerait pour eux le payement de tous les droits et frais auxquels sont soumis les navires en transit.

Lorsque ces remorqueurs seront employés au remorquage ou au convoyage de navires autres que ceux de leurs armateurs, ils seront soumis au payement des mêmes droits et frais que les navires en transit.

En dehors du traitement spécial spécifié par le présent article, les remorqueurs appartenant aux armateurs seront soumis à l'observation de tous les autres articles du règlement concernant les navires en transit ou en stationnement.

Article 13.

Les frais de pilotage pour la traversée du Canal sont perçus relativement au tirant d'eau; ils sont fixés comme suit:

Pour les navires calant jusqu'à 3 mètres, 5 francs par chaque décimètre d'enfoncement;

Pour les navires calant	de 3^m à 4^m50	10 fr.	par décimètre.
—	de 4^m50 à 6^m	15	—
—	de 6^m à 7^m50	20	—

1878 Les frais de pilotage d'entrée dans le port de Port-Saïd et de sortie de ce port sont fixés comme suit:

Pilotage de jour ..... { vapeurs 25 francs. / voiliers 10 »

Pilotage de nuit avant le lever et après le coucher du soleil..... { vapeurs 50 francs. / voiliers 20 »

Le payement du droit de pilotage d'entrée dans le port de Port-Saïd et de sortie de ce port est obligatoire pour tout navire d'un jaugeage supérieur à cent (100) tonneaux bruts.

Quel que soit le temps que les navires pourront passer dans le port de Port-Saïd et les opérations commerciales qu'ils pourront y faire, remise totale des frais de pilotage d'entrée de jour ou remise de moitié des frais d'entrée de nuit leur sera faite, lorsque *dès leur entrée dans le port,* déclaration qu'ils doivent transiter aura été faite, soit au pilote mis à bord, soit à l'agence de la Compagnie.

A défaut de cette déclaration, les dits frais de pilotage d'entrée dans le port applicables aux navires non-transiteurs seront perçus.

Les frais de pilotage de nuit pour l'entrée et la sortie du port de Port-Saïd sont fixés comme suit pour les navires qui transitent:

Vapeurs..... 25 francs.
Voiliers..... 10 »

Le pilote, gardé à bord, en cas de stationnement, sera payé vingt francs (20 fr.) par jour *)

Artikel 14.

La Compagnie reçoit dans ses caisses, à Paris, directement ou par les intermédiaires que les armateurs vondront choisir à leurs risques et périls, les sommes que les expéditeurs de navires désirent déposer d'avance en à-compte des droits de transit et autres frais prévus au présent règlement.

En recevant ces sommes en dépôt, l'administration de Paris délivre un *reçu* que le capitaine remet, comme argent, aux agents chargés, en Egypte, de percevoir les droits.

Les agents chargés de la perception des droits, en Egypte, sont, en outre, autorisés, *pour les navires dont les armateurs auront déposé d'avance, à la caisse de la Compagnie, à Paris, les droits de*

*) Dans les frais de pilotage, la Compagnie comprend la rémunération des frais de balisage, de garages, de télégraphie, de vigies, de signaux et autres installations faites par elle sur le parcours du canal pour assurer, par tous les moyens, la sécurité des navires et leur bonne marche.

transit, à recevoir, comme payement complémentaire de frais de pilotage et autres, une traite à vue, du capitaine sur l'armateur pour règlement de compte. 1878

Dans le cas où des payements d'avance ne seraient pas effectués, à Paris, assez à temps pour que la remise du *reçu* puisse être faite au capitaine, la Compagnie avise télégraphiquement ses agents, en Egypte, des sommes versées, à charge, par les armateurs, de rembourser le coût du télégramme.

Cette dernière clause est également applicable aux payements faits, à Paris, pour les navires venant d'au delà de Suez.

Paris, le 12 mars 1878.

Le Président Directeur,
(Signe:) Ferd. *de Lesseps*.

Provisoirement et jusqu'à nouvel ordre, les navires, mahones, chalands et barques, soit venant sur lest ou à vide de Port-Saïd à destination d'Ismaïlia et retournant d'Imaïlia à Port-Saïd avec des chargements de produits indigènes, soit apportant de Port-Saïd à Ismaïlia des chargements à destination des provinces de la Basse-Égypte voisines du Canal et retournant à vide ou sur lest d'Ismaïlia à Port-Saïd, seront exemptés, soit à l'aller soit au retour, sur lest ou à vide, du droit spécial de navigation, et ne seront soumis qu'au payement de cinq (5) francs par tonne, plus la surtaxe fixée par la Commission de Constantinople, représentant le droit spécial de navigation sur demi-parcours du Canal pour leur traversée en charge, aller ou retour.

Le payement de ce droit devra être effectué avant l'entrée dans le Canal des navires, mahones, chalands ou barques, lorsqu'ils entreront, sur lest ou à vide, pour aller prendre des chargements de produits indigènes à Ismaïlia, comme lorsqu'ils entreront chargés.

Pour les droits ou frais autres que le droit spécial de navigation (stationnement, pilotage, remorquage, etc.), ces navires, mahones, chalands ou barques, devront les payer intégralement.

Convention du 21 février 1876, approuvée le 30 mars 1877 par la Sublime Porte.*

Entre M. Ferdinand de Lesseps, G. C. S. I., etc., etc., président-directeur de la Compagnie universelle du canal maritime de Suez, ayant pleins pouvoirs du Conseil d'administration, d'une part;

Et M. le colonnel John Stokes, C. B., etc., etc., autorisé par le Gouvernement de Sa Majesté Britannique, d'autre part,

A été convenu ce qui suit:

1878 Article I.

M. de Lesseps s'engage à faire accepter d'avance par ladite Compagnie tout ce qui a été fait à Constantinople relativement à la question de tonnage pour le tarif de transit par ledit Canal de Suez, conformément au rapport final de la Commission internationale du 18 décembre 1873, et adopté par la Porte ottomane.

Article II.

En échange de cette déclaration, le Gouvernement britannique se chargera des négociations qui auront pour résultat de remplacer la disposition actuelle sur l'abaissement de la surtaxe, par un arrangement en vertu duquel le premier abaissement de 50 centimes commencerait le 1er janvier 1877; le deuxième abaissement de 50 centimes le 1er janvier 1879; le troisième le 1er janvier 1881; le quatrième le 1er janvier 1882; le cinquième, le 1er janvier 1883; et le sixième le 1er janvier 1884. De sorte qu'à partir de cette dernière date la surtaxe serait éteinte et le maximum de 10 francs par tonne du tonnage net officiel serait seul prélevé.

Article III.

M. de Lesseps prend l'engagement que la Compagnie exécutera les travaux extraordinaires de construction en dehors des travaux d'entretien ordinaire, pour une somme d'un million de francs par an, pendant trente ans.

Article IV.

Aussitôt que le gouvernement britannique aura fait connaître à M. de Lesseps le résultat favorable de la négociation dont il s'agit à l'article II ci-dessus, M. de Lesseps retirera toutes ses protestations contre la Porte ottomane.

Fait au Caire, en double original, le 21 février 1876.

(Signe:) J. *Stockes.* (Signe:) Ferd. *de Lesseps.*

---

* *Note du comte Andrassy à Sir A. Buchanan.*

20 février 1877.

Indem das Ministerium des Aeussern Sr. — für die in der geschätzten Note vom 17. d. gemachten Mittheilungen verbindlichst zu danken die Ehre hat, erlaubt es sich zugleich Hochdenselben davon in Kenntniss zu setzen, dass der k. u. k. Botschafter in Constantinopel schon unterm 1. v. M. ersucht worden ist, der Pforte die Zustimmung der k. u. k. Regierung zu dem zwischen Oberst Stokes und Herrn v. Lesseps am 21. Februar 1876 zu Cairo abgeschlossenen Uebereinkommen über die künftige Bemessung der Suezcanal-Gebühren zu erklären.

Diese Zustimmung ist nur an die Voraussetzung geknüpft worden, dass auch die Pforte, sowie die übrigen betheiligten Mächte, diesem Uebereinkommen beitreten. — Der Unterzeichnete benützt zugleich etc.

Extrait des règles de jaugeage recommandées par la Commission internationale du tonnage, réunie à Constantinople, en 1873. 1878

(Procès-verbal XXI, Annexe 1.)

Principes généraux.

1° Le tonnage brut ou la capacité totale des navires comprend le mesurage exact de tous les espaces (sans en excepter aucun) qui se trouvent au-dessous du pont supérieur ainsi que de ceux compris dans toutes les constructions permanentes couvertes et closes sur ce pont.

Note. — Par constructions permanentes couvertes et closes sur le pont supérieur, ont doit entendre toutes celles qui constituent des espaces limités par des ponts ou couvertures et des cloisons fixes et représentent une augmentation de capacité qui pourrait être utilisée pour l'arrimage des marchandises ou pour le logement et la commodité des passagers et du personnel du bord. Ainsi une ouverture quelconque ou plusieurs ouvertures soit sur le pont ou couverture soit, dans les cloisons, ou une interruption du pont ou le manque d'une partie de cloison ne les empêcheront pas d'être comprises dans le tonnage brut, si après le mesurage, elles peuvent être facilement closes et rendues ainsi mieux appropriées au transport de marchandises et passagers.

Mais les espaces sous des toitures d'abri sans d'autres liens avec le corps du navire que les supports nécessaires à leur solidité, qui ne constituent pas des espaces limités et qui sont exposés d'une manière permanente aux intempéries et à la mer, ne seront pas compris dans le tonnage brut, bien que ces toitures puissent servir à abriter les hommes de l'équipage, les passagers de pont et même les marchandises appelées cargaisons de pont (deck loads);

2° Les cargaisons de pont (deck loads) ne sont pas comprises dans le mesurage;

3° Les espaces clos destinés ou pouvant servir aux passagers ne seront pas déduits du tonnage brut;

4° Pour les soutes à charbon, on adopte les règles de la Commission européenne du Danube de 1871 et le mesurage exact des soutes fixes.

Règle II pour les navires chargés.

Art. 9. Lorsque les navires ont leur chargement à bord, ou que, pour tout autre motif ils ne peuvent pas être jaugés d'après la règle première, on opère comme suit:

1878 La longueur du navire est prise sur le pont supérieur depuis le trait extérieur de la râblure de l'étrave jusqu'à la face arrière de l'étambot; on en retranche la distance du point de rencontre de la voûte avec la râblure de l'étambot à la face arrière de cet étambot.

On mesure ensuite la plus grande largeur du navire hors bordé ou hors préceintes.

On marque à l'extérieur et des deux côtés, dans une direction perpendiculaire au plan diamétral et à l'endroit de la plus grande largeur, la hauteur du pont supérieur, et l'on fait passer sous le navire une chaîne allant de l'une à l'autre marque. A la moitié de la longueur de la chaîne on ajoute la moitié de la plus grande largeur; on élève la somme au carré; on multiplie le résultat, d'abord par la longueur déjà prise et ensuite par le facteur 0·17 (dix-sept centimes) si le navire est en bois, et par le facteur 0·18 (dix-huit centimes) si le navire est en fer. Le produit donnera approximativement le volume du navire, et l'on obtient le tonnage principal en divisant par 100 ou par 2·83, selon que les mesures sont prises en pieds anglais ou en mètres.

Art. 10. Si, au-dessus du pont supérieur, il existe des dunettes, gaillards, teugues, rouffles, ou autres constructions permanentes couvertes et closes (telles qu'elles ont été définies dans les principes généraux) on en détermine le tonnage en multipliant entre elles, la longueur, la largeur et la hauteur moyennes et en divisant le produit par 100 ou par 2·83 selon que les mesures sont prises en pieds anglais ou en mètres et on les ajoute au tonnage principal pour déterminer le tonnage brut ou la capacité totale du navire.

Déductions

à faire du tonnage brut pour arriver au tonnage net.

Art. 11. Pour passer du tonnage brut des navires tel qu'il vient d'être exposé, à la jauge officielle ou tonnage net, soit pour les navires à voiles, soit pour les navires à vapeur, on procède de la manière suivante:

Navires à voiles.

Art. 12. Pour les voiliers, on déduit: les espaces appropriés et affectés exclusivement au logement des équipages et aux cabines des officiers de bord, à la cuisine et aux latrines à l'usage exclusif du personel de bord, qu'ils soient situés au-dessous ou au-dessus du pont supérieur; les espaces cou-

verts et clos, s'il en existe, placés sur le pont supérieur et 1878
destinés à la manoeuvre du gouvernail, du cabestan, des appareils de mouillage, à la chambre aux cartes, signaux et autres instruments de la navigation.

Tous les espaces compris dans ces déductions, pourront être limités séparément suivant les besoins et les habitudes de chaque pays, mais sans pouvoir dépasser en totalité 5% du tonnage brut.

Art. 13. Le mesurage de ces espaces sera effectué selon les règles exposées pour mesurer les espaces couverts et clos sur le pont supérieur; leur total retranché du tonnage brut représente le tonnage net (register tonnage) ou jauge officielle des navires à voiles.

Navires à vapeur.

Art. 14. Dans les navires mus par la vapeur ou par toute autre puissance mécanique, on déduit:

1° Les mêmes espaces que pour les navires à voiles (art. 12) avec la limitation de 5% du tonnage brut;

2° Les espaces occupés par les machines, chaudières, soutes à charbon, tunnels des navires à hélice et dans les entre-ponts et constructions couvertes et closes sur le pont supérieur, l'entourage des cheminées, les espaces réservés pour donner accès à l'air et à la lumière dans les chambres des machines et ceux nécessaires au fonctionnement et service de la machine même. Ces déductions ne pourront dépasser 50% du tonnage brut.

Art. 15. — Les mesurage des espaces communs aux navires à voiles et aux navires à vapeur (1° de l'art. 14) sera pratiqué comme il a été exposé aux article 12 et 13 pour les navires à voiles.

Le mesurage des espaces spéciaux aux navires à vapeur (2° de l'art. 14) est effectué de la manière suivante:

Navires à soutes à charbon avec cloisons mobiles.

Art. 16. Dans les navires à vapeur qui n'ont pas des soutes fixes, mais qui ont des soutes transversales à cloisons mobiles, avec ou sans soutes latérales, on mesure l'espace occupé par les chambres à machines et on y ajoute pour les navires à hélice 75% et pour les navires à roues 50% de cet espace.

Par l'espace occupé par les chambres à machines, on doit entendre: celui de cette chambre et de celle à chaudières avec les espaces strictement nécessaires à leur service et à

1878 leur fonctionnement, en y ajoutant l'espace du tunnel des navires à hélice et les espaces dans les entre-ponts destinés à l'entourage de la cheminée et à donner accès à l'air et à la lumière dans les chambres à machines.

Le mesurage de ces espaces se pratique de la manière suivante:

On mesure le creux moyen de l'espace occupé par les machines et les chaudières depuis le can supérieur du bau jusqu'au vaigrage de fond, à côté de la carlingue; on mesure trois largeurs ou plus, si on le croit nécessaire, à la moitié du creux dans cet espace, en tous cas, l'une de ces largeurs sera mesurée au milieu et deux autres aux extrémités de cet espace; on prend la moyenne entre ces largeurs; on mesure la longueur moyenne de l'espace compris entre les cloisons avant et arrière qui limitent la longueur, mais on en déduit, s'il y a lieu, les parties qui ne sont pas affectées ou nécaissaires au bon fonctionnement des machines et des chaudières.

Le produit de ces trois dimensions ainsi mesurées est considéré comme donnant le volume de cet espace au-dessous du pont qui couvre la machine.

On ajoute à ce volume celui des espaces des entre-ponts qui seraient nécessaires au fonctionnement de la machine et à donner accès à l'air et à la lumière.

On y ajoute, de même, le volume de l'espace occupé par le tunnel de l'arbre de l'hélice et le résultat, ainsi obtenu, réduit en tonneau de jauge de 100 pieds cubes anglais ou de 2 m 83, selon que les mesures sont prises en pieds ou en mètres, donne le tonnage correspondant à la chambre des machines et chaudières, qui sert de base aux déductions dont il s'agit.

Si la chambre des machines se trouve répartie dans plusieurs compartiments, on mesure chacun d'eux séparément comme il vient d'être dit pour le cas où ils se trouvent réunis, et on les additionne, pour obtenir le tonnage total des chambres des machines qui sert, comme auparavant, de base aux déductions totales.

Navires à soutes à charbon fixes.

Art. 17. Dans les navires à soutes à charbon fixes, on mesure la longueur moyenne de la chambre à machines et chaudières, y compris les soutes à charbon. — On calcule les surfaces de trois sections transversales du navire (comme il a été exposé dans la détermination (art. 3 et 4) du tonnage brut) jusqu'au pont qui forme le couronnement de la machine.

L'une de ces trois sections doit passer par le milieu de 1878
ladite longueur et les deux autres par les extrémités.

On ajoute à la somme des deux sections extrêmes le quadruple de celle du milieu, et l'on multiplie ce résultat par le tiers de la distance qui sépare les sections. Ce produit divisé par 100, si les mesures sont prises en pieds anglais, ou par 2·83 si elles sont prises en mètres, donne le tonnage de l'espace dont il s'agit.

Si les machines, chaudières et soutes à charbon se trouvent dans des compartiments séparés, on les mesure séparément, d'après la méthode qui vient d'être exposée, et on en fait l'addition.

Dans les navires à hélice, le volume intérieur du tunnel sera mesuré en prenant les longueur, largeur et hauteur moyennes et le produit des trois dimensions divisé par 100 ou par 2·83, selon que mesures sont prises en pieds anglais ou en mètres, donne le tonnage de cet espace.

On détermine de la même manière le tonnage dans les entre-ponts ou dans le constructions couvertes et closes sur le pont supérieur:

a) Des espaces destinés à l'entourage de la cheminée;
b) Des espaces destinés à donner accès à l'air et à la lumière dans les chambres à machines;
c) Des expaces, s'il y en a, nécessaires au fonctionnement et au service de machines.

Art. 18. Au lieu du mesurage des soutes fixes, on pourra appliquer les règles pour les soutes à cloisons mobiles de l'article 16.

Art. 19. Pour le bateaux remorqueurs les déductions ne sont pas limitées à 50 pour 100 du tonnage brut; l'on déduit tous les espaces occupés par les machines, chaudières et soutes à charbon.

Toutefois si ces navires ne sont pas exclusivement destinés au service du remorquage, la déduction dont il vient d'être question ne peut dépasser 50 pour 100 du tonnage brut.

Il sera, en outre, tenu compte par la Compagnie des déductions suivantes, à partir de l'application du présent règlement:

A. Lorsque le capitaine d'un navire loge dans la chambre des cartes, il sera déduit un maximum de trois tonnes pour l'espace occupé par les cartes dans cette cabine.

1878 *B.* Il sera déduit du tonnage soumis à la taxation, une cabine de médecin, mais seulement lorsque le médecin sera à bord du navire.

C. Il sera déduit du tonnage soumis à la taxation:

1° Une salle à manger, si elle existe, à l'usage exclusif des officiers et des mécaniciens du bord. Cette déduction n'excèdera pas quatre tonnes;

2° Une seconde salle à manger, si elle existe, à l'usage exclusif de la maistrance. Cette déduction n'excèdera pas deux tonnes et demie.

Il ne sera accordé aucune déduction pour la salle à manger des officiers et mécaniciens (dont la limite maximum a été fixée ci-dessus à quatre tonnes) quelle que soit sa capacité, aux navires aménagés pour passagers et qui n'auraient pas de salles à manger pour passagers.

D. Il sera déduit du tonnage soumis à la taxation l'espace aménagé comme chambre de bain, lorsqu'aucun passager ne se trouvera à bord du navire; dans ce cas, la chambre de bain étant exclusivement à l'usage des officiers et mécaniciens.

Il sera également déduit du tonnage soumis à la taxation un espace aménagé comme chambre de bain, bien qu'il y ait des passagers à bord, lorsqu'il se trouvera dans le navire plus d'une chambre de bain permanente; dans ce cas, l'une des dites chambres de bain étant considérée comme spécialement affectée à l'usage des officiers et mécaniciens.

Dans le premier comme dans le second cas, l'espace à déduire comme aménagé pour une chambre de bain à l'usage exclusif des officiers et mécaniciens n'excèdera pas deux tonnes.

E. La chambre de cartes servant de logement au capitaine — la cabine du médecin — les salles à manger exclusivement réservées aux officiers et mécaniciens du bord ou à la maistrance — la chambre de bain exclusivement réservée aux officiers et mécaniciens du bord, devront porter visiblement une indication signalant leur destination exclusive.

A défaut de cette indication visible, aucune déduction de tonnage quelconque ne sera accordée.

Signaux des Chefs de Gare aux Navires en marche. 1878

De Port-Saïd vers Suez:

Passez.

Garez-vous.

Diminuez de vitesse.

De Suez vers Port-Saïd:

Passez.

Garez-vous.

Diminuez de vitesse.

Signal spécial pour le mouillage au Phare Nord dans les Lacs Amers des Navires venant du Sud:

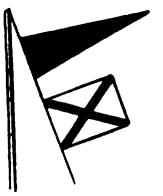
Mouillez.

Observation. La nuit, la flamme sera remplacée par un feu bleu, et les boules par des feux blancs.

1878

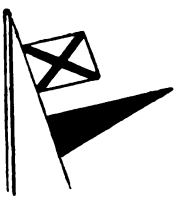
Signaux de Marées.

1



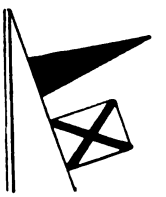
En tête de mât: Marée montante.

2



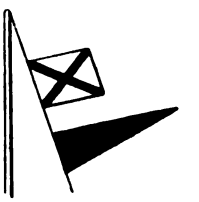
En tête de mât: Marée descendante.

3



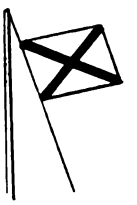
A mi-mât: 1/2 marée montante.

4



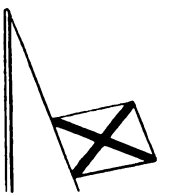
A mi-mât: 1/2 marée descendante.

5



En tête de mât: Pleine mer.

6



Amené: Basse mer.

Observations. — Une boule placée au-dessus des signaux 1, 2, 3, 4, indiquera que le courant porte au Nord.

Une boule placée au-dessous des mêmes signaux indiquera que le courant porte au Sud.

Une boule placée entre la flamme et le pavillon composant les signaux 1, 2, 3 et 4 indiquera que le courant est nul.

Signaux entre Navires en marche. 1878

Flamme quelconque en tête de mât: Je suis échoué.

Flamme à mi-mât: Je suis garé. — Pouvez passer.

Pavillon en tête de mât: Diminuez de vitesse.

Signal des Dragues et Mâts sémaphoriques aux Navires en marche.

13

Passage non libre: Drague non garée.

Lorsqu'une drague travaille dans une courbe et ne peut être aperçue de loin, un sémaphore placé sur un point visible de la berge prévient les navires en reproduisant le signal n° 13. Ces sémaphores sur les berges des courbes ont un double but:

1° Celui d'informer les dragueurs que des navires approchent et qu'ils doivent garer leur appareil;

2° Celui d'informer les navires que la drague ne s'est pas garée et qu'ils doivent s'arrêter jusqu'a ce qu'elle le soit.

1878

1057.

24 mars 1878.

Ordonnance des ministères de l'intérieur, des finances et du commerce concernant la prohibition d'entrée et de transit des drilles et chiffons, de vieux habits destinés au commerce, de linge de corps et de literie, non purifiés, provenant de la Turquie, du Monténégro, de la Servie, de la Roumanie et de la Bessarabie.

(R. G. Bl. 1878, Nr. 22.)

Verordnung der Ministerien des Innern, der Finanzen und des Handels vom 24. März 1878, betreffend das Verbot der Ein- und Durchfuhr von Hadern, für den Handel bestimmten alten Kleidern, nicht gereinigter Leibwäsche und nicht gereinigtem Bettzeuge aus der Türkei, Montenegro, Serbien, Rumänien und Bessarabien.

Wegen der Gefahr der Einschleppung ansteckender Krankheiten wird im Vernehmen mit der kgl. ungarischen Regierung die Ein- und Durchfuhr von Hadern, für den Handel bestimmten alten Kleidern, nicht gereinigter Leibwäsche und nicht gereinigtem Bettzeuge aus der Türkei, Montenegro, Serbien, Rumänien und Bessarabien auf unbestimmte Zeit verboten.

Diese Verordnung tritt mit dem Tage, an welchem sie den betreffenden Zollämtern bekannt wird, in Wirksamkeit.

Auersperg m. p. *Chlumecky* m. p. *Pretis* m. p

1058.

24 mars 1878.

Ordonnance du ministère Imp. R. du commerce concernant l'accession de la république Argentine à l'union générale des postes.

(O. V. Bl. 1878, Nr. 18.)

Beitritt der Argentinischen Republik zum allgemeinen Postvereine. H. Minist. Z. 8400.

Die Argentinische Republik ist dem allgemeinen Postvereine beigetreten,* und finden die Bestimmungen des Berner Postvertrages vom 9. October 1874 und des dazu gehörigen Reglements auf den Correspondenzverkehr mit diesem Lande vom 1. April d. J. ab Anwendung. Für Correspondenzen nach und aus der Argentinischen Republik sind von dem genannten

Termine an dieselben Portosätze, wie für Correspondenzen nach 1878
und aus Britisch-Indien und den französischen Colonien (Verordnung vom 11. Juni 1876, Z. 4744, P. V. Bl. Jahrg. 1876, Seite 141) einzuheben, nämlich:

a) für frankirte Briefe 20 kr. für je 15 Gramm;
b) für unfrankirte Briefe 30 kr. für je 15 Gramm,
c) für Correspondenzkarten 10 kr. pro Stück;
d) für Zeitungen, sonstige Drucksachen unter Band, Sendungen mit Waarenproben und Geschäftspapiere 6 kr. pro 50 Gramm;
e) für recommandirte Correspondenzen an Recommandationsgebühr 10 kr. und
f) für ein Retourrecepisse 10 kr.

---

* V. la correspondance ci-bas

Berne, le 22 mars 1878.

En se référant à la note-circulaire qu'il a adressée à tous les Etats de l'Union postale le 21 juin 1877, pour leur notifier l'accession de la République Argentine au traité postal international du 9 octobre 1874, le Conseil fédéral suisse a l'honneur d'informer Son Excellence Monsieur le Ministre des affaires étrangères d'Autriche-Hongrie que cet Etat, dont l'entrée dans l'Union avait dû être retardée par le fait que son administration postale n'était pas à même de prendre les mesures d'exécution nécessaire pour l'époque fixée, étant parvenu à surmonter les difficultés soulevées, sera définitivement admis dans l'Union à partir du 1er avril 1878.

Le Conseil fédéral suisse saisit etc.

Au nom du Conseil fédéral suisse:
Le Président de la Confédération:
Schenk.

Le Chancelier de la Confédération:
Schiess.

1059.

29 mars 1878.

Notification ministérielle concernant la prolongation du traité de commerce et de navigation avec l'Italie.

(R. G. Bl. 1878, Nr. 24.)

Kundmachung vom 29. März 1878, betreffend die Verlängerung des Handels- und Schifffahrts-Vertrages mit Italien.

Auf Grund des Gesetzes vom 20. December 1877, (R. G. Bl. 114) und der mit der kgl. italienischen Regierung getroffenen Vereinbarungen * wird kundgemacht, dass der Handels- und Schifffahrts-Vertrag mit Italien vom 23. April 1867 (R. G. Bl. Nr. 108) bis 31. Mai 1878 in Kraft bleibt.

Auersperg m. p. *Chlumecky* m. p.

1878 * Voici la déclaration ci-bas.

Déclaration.

Le Gouvernement de Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohème etc. et Roi Apostolique de Hongrie et le Gouvernement de Sa Majesté le Roi d'Italie, considérant que le Traité de commerce et de navigation conclu le 23 avril 1867, entre l'Autriche-Hongrie et l'Italie doit, par suite de la prorogation qui en a été faite, cesser d'être en vigueur à dater du 1er avril 1878, et reconnaissant l'utilité de proroger les effets de cet acte international, sont convenus de la disposition suivante:

Le Traité de commerce et de navigation conclu le 23 avril 1867 entre l'Autriche-Hongrie et l'Italie continuera à rester en vigueur jusqu'au 31 mai 1878.

En foi de quoi les Soussignés dûment autorisés, ont signé la présente déclaration et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait, en double expédition, à Rome, le 28 mars mil huit cent soixant dix-huit.

Baron de *Haymerle.* L. *Corté.*

1060.

30 mars 1878.

Notification concernant la prolongation des conventions avec le Lloyd austro-hongrois relatives au service postal et à la communication directe et régulière de bateaux à vapeur entre Trieste et Bombay.

(R. G. Bl. 1878, Nr. 28.)

Kundmachung vom 30. März 1878, betreffend die Verlängerung der mit der Dampfschifffahrts-Gesellschaft des Oesterr.-ungar. Lloyd bestehenden Verträge wegen Besorgung des Seepostdienstes und des Betriebes einer directen und regelmässigen Postdampferlinie zwischen Triest und Bombay.

Mit der Dampfschifffahrts-Gesellschaft des Oesterr.-ungar. Lloyd wurden wegen Verlängerung der mit 31. März 1878 ablaufenden Verträge vom 18. November 1871 (R. G. Bl. Nr. 157 ex 1872), betreffend die Besorgung des Seepostdienstes vom 26. April 1872 (R. G. Bl. Nr. 72) betreffend den Betrieb einer directen und regelmässigen Postdampferlinie zwischen Triest und Bombay, bis 31. Mai 1878 nachfolgende Uebereinkommen abgeschlossen:

A. Uebereinkommen wegen Verlängerung des Vertrages vom 18. Novemb. 1871, betreffend die Besorgung des Seepostdienstes.

Zwischen dem k. und k. gemeinsamen Ministerium des Aeussern und der Dampfschifffahrts-Unternehmung des Oesterr.-ungar. Lloyd ist am unten angesetzten Tage über die Verlängerung des Postvertrages vom 18. November 1871 nachstehendes Uebereinkommen abgeschlossen worden:

1. Der am 31. December 1877 abgelaufene, durch Uebereinkommen ddo. Wien, 22. December 1877 auf 3 Monate bis 31. März 1878 verlängerte Vertrag vom 18. November 1871 wegen Besorgung des Seepostdienstes durch den Oesterr.-ungar. Lloyd wird auf die Dauer von weiteren 2 Monaten vom 31. März bis 31. Mai 1878 verlängert. 1878

2. In Beziehung auf den für die vertragsmässigen Fahrten während dieses Zeitraumes entfallenden Vergütungsbetrag haben die §§. 8 und 25 des besagten Vertrages sinngemässe Anwendung zu finden.

3. Das gegenwärtige Uebereinkommen ist in deutscher und ungarischer Sprache in zwei gleichlautenden Exemplaren ausgefertigt worden.

Die Stempelgebühren, welche vom Lloyd für eines der beiden Exemplare zu entrichten sind, sollen von der ersten, während der Dauer dieses Uebereinkommens entfallenden Subventionsrate in Abzug gebracht werden.

Wien, den 21. März 1878.

Andrássy m. p.

Der Verwaltungsrath der Dampfschifffahrts-Gesellschaft des Oesterr.-ungar. Lloyd:

M. v. *Morpurgo* m. p. *Rittmeyer* m. p. G. *Bordini* m. p.

---

8. Uebereinkommen wegen Verlängerung des Vertrages vom 26. April 1872, betreffend den Betrieb einer directen und regelmässigen Postdampferlinie zwischen Triest und Bombay.

Zwischen der k. k. Staatsverwaltung und der Dampfschifffahrts-Gesellschaft des Oesterr.-ungar. Lloyd ist am unten angesetzten Tage die Vereinbarung getroffen worden, dass die Wirksamkeit des durch Uebereinkommen ddo. Wien, 28. December 1877 auf 3 Monate bis 31. März 1878 verlängerten Vertrages vom 26. April 1872, betreffend den Betrieb einer directen und regelmässigen Postdampferlinie zwischen Triest und Bombay bis zum 31. Mai 1878 erstreckt werde.

Das gegenwärtige Uebereinkommen wird in zwei gleichlautenden Exemplaren ausgefertigt, wovon eines auf Kosten des Oesterr.-ungar. Lloyd mit dem entsprechenden Stempel versehen wird.

Wien, am 30. März 1878.

Der Verwaltungsrath der Dampfschifffahrts-Gesellschaft des Oesterr.-ungar. Lloyd.

M. v. *Morpurgo* m. p. *Chlumecky* m. p.
Rittmeyer m. p. *Pretis* m. p.
G. *Bordini* m. p.
Auersperg m. p. *Chlumecky* m. p. *Pretis* m. p.

1878

1061.

1 avril 18

Dépêche circulaire du Marquis de Salisbury à l'é
du traité de paix de San Stefano.

(Parl. Pap. Turkey, N

Despatch addressed by the Marquis of Salisbury to Her M
Embassies.

My Lord/Sir, Foreign Office, April 1, 1

I HAVE received the Queen's commands to reque Excellency to explain to the Government to which you are dited the course which Her Majesty's Government have t it their duty to pursue in reference to the Preliminaries o concluded between the Ottoman and Russian Governmen to the European Congress which it has been proposed for the examination of that Treaty.

On the 14th January, in view of the reports wh reached Her Majesty's Government as to the negotiati peace which were about to be opened between the Russi vernment and the Porte, and in order to avoid any possib conception, Her Majesty's Government instructed Lord A to state to Prince Gortchakow that, in the opinion of H jesty's Government, any Treaty concluded between the G ment of Russia and the Porte affecting the Treaties of 18 1871 must be an European Treaty, and would not be vali out the assent of the Powers who were parties t Treaties.

On the 25th January the Russian Government rep the assurance that they did not intend to settle by the ("isolément") European questions having reference to th which is to be made ("se rattachant à la paix").

Her Majesty's Government, having learnt that the P Peace had been arranged between the Turkish and Russi legates at Kyzanlik, instructed Lord A. Loftus, on the 2 nuary, to state to the Russian Government that Her M Government, while recognizing any arrangements made Russian and Turkish Delegates at Kyzanlik for the con of an armistice and for the settlement of Bases of Peace ding between the two belligerents, declared that in s those arrangements were calculated to modify European T and to affect general and British interests, Her Majesty's G ment were unable to recognize in them any validity unle

Vu l'intérêt européen de cette énonciation qui est pour ainsi dir curseur du traité de Berlin, nous avons cru de notre devoir de l'offrir a

were made the subject of a formal agreement among the parties 1878
the Treaty of Paris.

On the 30th January Lord A. Loftus communicated this declaration to Prince Gortchakow, and his Highness replied that effect an armistice certain Bases of Peace were necessary, but they were only to be considered as Preliminaries and not definitive as regarded Europe; and stated categorically that questions bearing on European interests would be concerted with European Powers, and that he had given Her Majesty's Government clear and positive assurances to this effect.

On the 4th February the Austrian Ambassador communicated a telegram inviting Her Majesty's Government to a Conference at Vienna, and Her Majesty's Government at once accepted the proposal.

On the 5th February, his Excellency addressed a formal invitation to Lord Derby, stating that: —

"L'Autriche-Hongrie, en sa qualité de Puissance signataire des actes internationaux qui ont eu pour objet de régler le système politique en Orient, a toujours réservé, en présence de la guerre actuelle, sa part d'influence sur le règlement définitif des conditions de la paix future.

"Le Gouvernement Impérial de la Russie, auquel nous avons fait part de ce point de vue, l'a pleinement apprécié.

"Aujourd'hui que des préliminaires de paix viennent d'être signés entre la Russie et la Turquie le moment nous semble venu d'établir l'accord de l'Europe sur les modifications qu'il deviendrait nécessaire d'apporter aux traités susmentionnés.

"Le mode le plus apte à amener cette entente nous paraît être la réunion d'une Conférence des Puissances signataires du traité de Paris de 1856 et du protocole de Londres de 1871."

On the 9th instant the Austrian Government proposed that instead of the Conference at Baden-Baden as previously contemplated, a Congress should be assembled at Berlin. Her Majesty's Government replied that they had no objection to this change, but that they considered "that it would be desirable to have it understood in the first place that all questions dealt with in the Treaty of Peace between Russia and Turkey should be considered as subject to be discussed in the Congress; and that no alteration in condition of things previously established by Treaty should be acknowledged as valid until it has received the assent of the Powers."

On the 12th March Count Beust was told that Her Majesty's Government must be perfectly clear on the points mentioned in

1878 the letter to him of the 9th instant before they could definitively agree to go into Congress.

On the 13th, Her Majesty's Government explained further the first condition: —

"That they must distinctly understand before they can enter into Congress that every Article in the Treaty between Russia and Turkey will be placed before the Congress, not necessarily for acceptance, but in order that it may be considered what Articles require acceptance or concurrence by the several Powers, and what do not."

On the 14th the Russian Ambassador communicated the following telegram from Prince Gortchakow: —

"Toutes les Grandes Puissances savent déjà que le texte complet du traité préliminaire de paix avec la Porte leur sera communiqué dès que les ratifications auront été échangées, ce qui ne saurait tarder. Il sera simultanément publié ici. Nous n'avons rien à cacher."

On the 17th, Lord A. Loftus reported that he had received the following Memorandum from Prince Gortchakow: —

"In reply to communication made by Lord A. Loftus of the despatch by which Lord Derby has replied to the proposal of Count Beust relating to the meeting of the Congress at Berlin, I have the honour to repeat the assurance which Count Schouvaloff has been already charged to give to Her Majesty's Government, viz., that the Preliminary Treaty of Peace concluded between Russia and Turkey shall be textually communicated to the Great Powers before the meeting of the Congress, and that in the Congress itself each Power will have the full liberty of its appreciations and of its action."

In a despatch received on the 18th, Lord A. Loftus stated that Prince Gortchakow had said to him that of course he could not impose silence on any member of the Congress, but he could only accept a discussion on those portions of the Treaty which affected European interests.

Lord Derby having asked Count Schouvaloff for a reply from Prince Gortchakow, his Excellency informed him on the 19th that he was "charged to represent to Her Majesty's Government that the Treaty of Peace concluded between Russia and Turkey — the only one which existed, for there was no secret engagement — would be communicated to the Government of the Queen in its entirety, and long before ("bien avant") the assembling of the Congress. The Government of the Queen, in like manner as the other Great Powers, reserved to themselves at

the Congress their full liberty of appreciation and action. This same liberty, which she did not dispute to others, Russia claimed for herself. Now, it would be to restrict her, if, alone among all the Powers, Russia contracted a preliminary engagement."

On the 21st Lord Derby replied that Her Majesty's Government could not recede from the position already clearly defined by them, that they must distinctly understand, before they could enter into Congress, that every Article in the Treaty between Russia and Turkey would be placed before the Congress, not necessarily for acceptance, but in order that it might be considered what Articles required acceptance or concurrence by the other Powers, and what did not.

Her Majesty's Government were unable to accept the view now put forward by Prince Gortchakow, that the freedom of opinion and action in Congress of Russia, more than of any other Power, would be restricted by this preliminary understanding.

Her Majesty's Government therefore desired to ask whether the Government of Russia were willing that the communication of the Treaty *en entier* to the various Powers should be treated as a placing of the Treaty before the Congress, in order that the whole Treaty, in its relation to existing Treaties, might be examined and considered by the Congress.

On the 26th Count Schouvaloff wrote to Lord Derby that the Imperial Cabinet deemed it its duty to adhere to the declaration which he was ordered to make to the Government of the Queen, and which was stated in the letter which he had the honour to address to him dated the 19th March.

As different interpretations had been given to the "liberty of appreciation and action" which Russia thought it right to reserve to herself at the Congress, the Imperial Cabinet defined the meaning of the term in the followiug manner: —

"It leaves to the other Powers the liberty of raising such questions at the Congress as they might think it fit to discuss, and reserves to itself the liberty of accepting or not accepting the discussion of these questions."

Her Majesty's Government deeply regret the decision which the Russian Government have thus announced.

How far the stipulations of the Treaty of San Stefano would commend themselves as expedient to the judgment of the European Powers, it is not at present possible to decide. But even if a considerable portion of them were such as were likely to be approved, the reservation of a right, at discretion, to refuse to accept a discussion of them in a Congress of the Powers would

1878 not on that account be the less open to the most serious objection. An inspection of the Treaty will sufficiently show that Her Majesty's Government could not, in a European Congress, accept any partial or fragmentary examination of its provisions. Every material stipulation which it contains involves a departure from the Treaty of 1856.

By the Declaration annexed to the first Protocol of the Conference held in London in 1871, the Plenipotentiaries of the Great Powers, including Russia, recognized "that it is an essential principle of the law of nations that no Power can liberate itself from the engagements of a Treaty, nor modify the stipulations thereof, unless with the consent of the Contracting Powers by means of an amicable arrangement."

It is impossible for Her Majesty's Government, without violating the spirit of this Declaration, to acquiesce in the withdrawal from the cognizance of the Powers of Articles in the new Treaty which are modifications of existing Treaty engagements, and inconsistent with them.

The general nature of the Treaty, and the combined effect of its several stipulations upon the interests of the Signatory Powers, furnish another and a conclusive reason against the separate discussion of any one portion of those stipulations apart from the rest.

The most important consequences to which the Treaty practically leads are those which result from its action as a whole upon the nations of South Eastern Europe. By the Articles erecting the New Bulgaria, a strong Slav State will be created under the auspices and control of Russia, possessing important harbours upon the shores of the Black Sea and the Archipelago, and conferring upon that Power a preponderating influence over both political and commercial relations in those seas. It will be so constituted as to merge in the dominant Slav majority a considerable mass of population which is Greek in race and sympathy, and which views with alarm the prospect of absorption into a community alien to it not only in nationality but in political tendency and in religious allegiance. The provisions by which this new State is to be subjected to a ruler whom Russia will practically choose, its Administration framed by a Russian Commissary, and the first working of its institutions commenced under the control of a Russian army, sufficiently indicate the political system of which in future it is to form a part.

Stipulations are added which will extend this influence even beyond the boundaries of the New Bulgaria. The provision, in itself highly commendable, of improved institutions for the popu-

lations of Thessaly and Epirus, is accompanied by a condition 1878
that the law by which they are to be secured shall be framed under the supervision of the Russian Government. It is followed by engagements for the protection of members of the Russian Church, which are certainly not more limited in their scope than those Articles of the Treaty of Kainardji, upon which the claims were founded which were abrogated in 1856. Such stipulations cannot be viewed with satisfaction either by the Government of Greece, or by the Powers to whom all parts of the Ottoman Empire are a matter of common interest. The general effect of this portion of the Treaty will be to increase the power of the Russian Empire in the countries and on the shores where a Greek population predominates, not only to the prejudice of that nation, but also of every country having interests in the east of the Mediterranean Sea.

The territorial severance from Constantinople of the Greek, Albanian, and Slavonic provinces which are still left under the Government of the Porte will cause their administration to be attended with constant difficulty, and even embarrassment; and will not only deprive the Porte of the political strength which might have arisen from their possession but will expose the inhabitants to a serious risk of anarchy.

By the other portions of the Treaty analogous results are arrived at upon other frontiers of the Ottoman Empire. The compulsory alienation of Bessarabia from Roumania the extension of Bulgaria to the shores of the Black Sea, which are principally inhabited by Mussulmans and Greeks, and the acquisition of the important harbour of Batoum, will make the will of the Russian Government dominant over all the vicinity of the Black Sea. The acquisition of the strongholds of Armenia will place the population of that Province under the immediate influence of the Power which holds them; while the extensive European trade which now passes from Trebizond to Persia will, in consequence of the cessions in Kurdistan, be liable to be arrested at the pleasure of the Russian Government by the prohibitory barriers of their commercial system.

Provision is made for an indemnity, of which the amount is obviously beyond the means of Turkey to discharge, even if the fact be left out of account that any surplus of its revenues is already hypothecated to other creditors. The mode of payment of this indemnity is left, in vague language, to ulterior negotiations between Russia and the Porte. Payment may be demanded immediately, or it may be left as an unredeemed and unredeemable obligation to weigh down the independence of the Porte for many

1878 years. Its discharge may be commuted into a yet larger ce
of territory, or it may take the form of special engagements
ordinating in all things the policy of Turkey to that of R
It is impossible not to recognize in this provision an instr
of formidable efficacy for the coercion of the Ottoman G
ment, if the necessity for employing it should arise.

Objections may be urged individually against these
stipulations; and arguments, on the other hand, may p
be advanced to show that they are not individually incon
with the attainment of the lasting peace and stability whi
the highest object of all present negotiations to establish
provinces of European and Asiatic Turkey. But their s
and individual operation, whether defensible or not, is n
which should engage the most earnest attention of the Sig
Powers. Their combined effect, in addition to the result
the Greek population and upon the balance of maritime
which have been already pointed out, is to depress, al
the point of entire subjection, the political independence
Government of Constantinople. The formal jurisdiction
Government extends over geographical positions whic
under all circumstances, be of the deepest interests to Great
It is in the power of the Ottoman Government to close
open the Straits which form the natural highway of natio
ween Aegean Sea and the Euxine. Its dominion is recog
the head of the Persian Gulf, on the shores of the Leva
in the immediate neighbourhood of the Suez Canal. It ca
otherwise than a matter of extreme solicitude to this count
the Government to which this jurisdiction belongs shoul
closely pressed by the political outposts of a greatly s
Power that its independent action, and even existence, is
impossible. These results arise, not so much from the la
of any single Article in the Treaty, as from the operatio
instrument as a whole. A discussion limited to Articles s
by one Power in the Congress would be an illusory rem
the dangers to English interests and to the permanent p
Europe, which would result from the state of things wh
Treaty proposes to establish.

The object of Her Majesty's Government at the Co
nople Conference was to give effect to the policy of re
Turkey under the Ottoman Government, removing well-
ded grievances, and thus preserving the Empire until t
when it might be able to dispense with protective guaran
was obvious that this could only be brought about by re
the dfferent populations so far contented with their pos

to inspire them with a spirit of patriotism, and make them ready 1878
to defend the Ottoman Empire as loyal subjects of the Sultan.

This policy was frustrated by the unfortunate resistance of the Ottoman Government itself, and, under the altered circumstances of the present time, the same result cannot be attained to the same extent by the same means. Large changes may, and no doubt will, be requisite in the Treaties by which South-Eastern Europe has hitherto been ruled. But good government, assured peace, and freedom, for populations to whom those blessings have been strange, are still the objects which this country earnestly desires to secure.

In requiring a full consideration of the general interests which the new arrangements threaten to affect, Her Majesty's Government believe that they are taking the surest means of securing those objects. They would willingly have entered a Congress in which the stipulations in question could have been examined as a whole, in their relation to existing Treaties, to the acknowledged rights of Great Britain and of other Powers, and to the beneficent ends which the united action of Europe has always been directed to secure. But neither the interests which Her Majesty's Government are specially bound to guard, nor the well-being of the regions with which the Treaty deals, would be consulted by the assembling of a Congress whose deliberations were to be restricted by such reservations as those which have been laid down by Prince Gortchakow in his most recent communication.

Your Excellency will oh tread this despatch the Minister for Foreign Affairs, and give him a copy of it.

I am, &c. (Signed:) *Salisbury.*

1062.

11 avril et 30 mars 1878.

Note du Gouvernement Roumain à l'égard du traité de San Stéfano.

(Parl. Pap. Turkey Nr. 30 [1878] Nr. 1.)

Mr. Cogalniceano à Mr. Callimaki-Catargi.

Mr. l'Agent, Bucarest, le $\frac{\text{30 Mars}}{\text{11 Avril,}}$ 1878.

Par ma note circulaire en date du 16/28 mars j'ai appelé votre attention sur la nécessité impérieuse qu'il y a pour la Roumanie d'être mise à même de faire entendre sa voix au sein du futur congrès.

1878 Le traité de San Stéfano, conclu entre Sa Majesté l'Empereur de Russie et Sa Majesté l'Empereur des Ottomans, nous enlève toutes les garanties du droit public européen dont notre pays a joui jusqu' aujourd'hui; plusieurs de ses articles violent nos droits et lèsent nos intérêts les plus chers.

Ce traité disposant de nous, sans nous et contre nous, Gouvernement et nation nous l'avons, dès le principe, déclaré dénué de toute valeur obligatoire pour la Roumanie.

Par ma circulaire susmentionnée, je vous avais prié, Mr. l'Agent, de communiquer au cabinet près duquel vous êtes accrédité, notre protestation contre le dit acte et d'appuyer en même temps nos insistances pour être admis au prochain congrès, afin de pouvoir développer les considérants d'ordre majeur qui nous ont dicté la ligne de conduite adoptée par le Gouvernement roumain en face du traité de San Stéfano.

Je viens aujourd'hui vous envoyer copie de la protestation que, à ce même effet, nous avons cru devoir adresser directement au cabinet de St. Pétersbourg.

Après la narration des faits, vous y trouverez exposé le véritable terrain sur lequel le Gouvernement roumain s'est placé et entend s'y maintenir. Ce terrain, c'est le droit public européen que nous avons toujours considéré comme notre sauvegarde, et duquel nons n'entendons nullement nous départir.

En effet, si vous voulez bien faire une revue rétrospective des dernières vingt années de la transformation politique de la Roumanie, vous y verrez que les différents actes qui ont développé et établi notre souveraineté nationale ont tous été faits sur l'initiative ou avec l'approbation des Puissances Signataires du Traité de Paris.

Nous ne saurions donc admettre pour un seul instant, et même en bien, que deux seules de ces Puissances, que la Russie et la Turquie s'arrogent à elles seules le droit de disposer de nos droits, de nos intérêts, de régler, en un mot, à elles seules et sans notre consentement, les destinées de la Roumanie.

C'est là, aux yeux de la nation roumaine et de son Gouvernement, le péché capital du traité de San Stéfano. C'est ce qui fait que de prime abord nous avons considéré pour nous comme nulles et non avenues les stipulations de cet acte en tant qu'elles concernent la Roumanie.

C'est ce qui fait aussi que nous considérons comme un devoir impérieux d'en appeler aux Grandes Puissances et de protester auprès d'elles, et solennellement, contre cet acte qui tend à mettre la Roumanie en dehors de la garantie du droit public européen.

En communiquant donc à son Excellence le Ministre des 1878
Affaires Etrangères copie de la protestation que nous avons adressée à St. Pétersbourg, vous êtes autorisé à faire et à renouveler, dans la forme la plus solennelle, notre protestation contre les stipulations du traité de San Stéfano, contre la violation que ces stipulations font aux droits et aux intérêts de la Roumanie.

Je vous autorise à donner lecture et à laisser copie de cette note à son Excellence le Ministre des Affaires Etrangères.

Veuillez, etc. (Signé:) *Cogalniceano.*

M. Cogalniceano au Prince Ghika.

Mr. l'Envoyé Extraordinaire, Bucarest, le $\frac{24 \text{ Mars}}{5 \text{ Avril}}$ 1878.

Ce n'est que par le »Journal de St. Pétersbourg« que nous avons eu connaissance du texte authentique des Préliminaires de Paix, conclus le 17 février entre Sa Majesté l'Empereur de Russie et Sa Majesté l'Empereur des Ottomans.

Ecarté par le Gouvernement Impérial de Russie de toute participation à cet acte, le Gouvernement Princier de Roumanie, en prenant connaissance d'une façon toute fortuite de sa teneur, a ressenti les sentiments de pénible surprise qu'en a éprouvés la nation entière.

Cette impression a été si générale parmi les Roumains qu'elle m'impose le pressant devoir de vous demander de la communiquer sans retard au cabinet de St. Pétersbourg,

Entrés loyalement dans l'alliance de la Russie qui nous a préalablement garanti le maintien de tous nos droits nationaux et de l'intégrité de notre territoire, confiants dans la bienveillance que Sa Majesté l'Empereur ne leur a jamais marchandée, les Roumains, il faut l'avouer, n'ont recueilli que les déceptions les plus douloureuses dans cet accord des deux Puissances, leurs voisines.

Ayant demandé aux Roumains de lui ouvrir leur territoire pour servir de base à ses opérations militaires et de plus, ayant instamment réclamé, à un moment donné, le concours de nos soldats qui ont partagé avec courage tous les périls d'une guerre prolongée, l'Empire de Russie s'était légalement et moralement constitué par là le garant et le défenseur de nos droits ; ajoutons aussi qu'à titre de seule grande Puissance parmi ses alliés de guerre, elle s'est réservé, malgré nos incessantes demandes, la prérogative de régler toute seule les conditions de la paix.

Il nous restait cependant encore l'espérance qu'à notre insu même l'esprit d'équité, aussi bien que la générosité de la Russie envers un allié plus faible, viendraient combler toutes nos légitimes attentes.

1878 Malheureusement nous avons été bien cruellement déçus par l'acte signé à San Stéfano.

La sollicitude des Plénipotentiaires russes, si bienveillante pour les autres petits états orientaux qui ont, avec plus ou moins d'efficacité, concouru au succès des armes Impériales, fait absolument défaut toutes les fois qu'il est question de notre pays.

La Roumanie n'a-t-elle pas amplement rempli les engagements qu'elle avait pris envers l'Empire de Russie par la Convention du 4/16 avril de l'an dernier? Le Gouvernement Impérial avait-il perdu de vue tous les dommages éprouvés par notre pays à cause de la guerre? Notre commerce totalement arrêté; nos villes du Danube, autrefois si florissantes, réduites aujourd'hui à l'état de ruine; toute la population du pays infesté d'épidémies provenant de l'agglomération des blessés et des malades; le bétail, élément principal de notre agriculture, presque décimé par les incessants transports militaires et par l'épizootie; nos routes détériorées, nos champs restés en friche; nos ressources de toutes sortes épuisées; enfin tout notre équilibre économique gravement et peut-être pour longtemps ébranlé.

Tant d'épreuves, auxquelles il faut ajouter le sang de nos soldats versé sur les champs de bataille de la Bulgarie, tant de sacrifices qu'un petit état comme le nôtre a acceptés avec un courageux dévouement, ne méritaient ils pour toute récompense, de la part du puissant Empire de Russie, que l'abandon de tous nos intérêts, que l'atteinte portée a tous nos droits?

Voilà pourtant, M. l'Envoyé Extraordinaire, ce qui ressort, aux yeux les moins clairvoyants, de la position qui nous est faite par le traité de San Stéfano!

Accepter cette position sans réclamer, sans protester, ce serait nous montrer réellement indignes de la bienveillance qui nous a été accordée jusque dans ces derniers temps par Sa Majesté l'Empereur Alexandre II.

Il est donc de notre devoir de mettre clairement en évidence tous les points qui, en violant nos droits et en compromettant encore plus nos intérêts réels, provoquent nos légitimes réclamations et nous obligent de protester énergiquement contre les dispositions sur lesquelles nous n'avons pas été consultés et qui, ayant été prises sans nous, ne sauraient être consenties par nous.

Je m'abstiendrai ici de répéter ce qui a déjà été arrêté au sujet de la proposition d'échange de territoires qui nous a été faite par la Russie. Les corps législatifs et le pays se sont hautement prononcés contre cette transaction considérée comme desastreuse à tous les points de vue pour notre état. Néanmoins je

voudrais pouvoir éloigner de moi la présomption que c'est à ce 1878
refus qu'il nous faut attribuer tous les déboires qui, à cette heure, nous viennent si inopinément de la part de nos puissants alliés.

Et pourtant, comme nous n'avons à nous reprocher aucun tort vis-à-vis de la Russie, comme nous avons la conscience de l'avoir loyalement secondée dans son oeuvre militaire, et comme, en somme, c'est d'elle que nous avons reçu la première confirmation effective de notre indépendance en signant, sur sa demande et avec elle, la Convention de l'an dernier, n'est-il pas tout au moins surprenant pour nous, ainsi que pour l'Europe entière, de voir que le Gouvernement Impérial n'a aujourd'hui, pour toute récompense réelle à accorder à la Roumanie, que la reconnaissance de son indépendance par la Porte ?

Nos droits *ab antiquo*, le cours des événements et la conduite de la Roumanie elle-même avaient déjà donné à cet acte, nous osons l'affirmer, le caractère d'un fait accompli. Pas plus la Turquie, qu'aucune des autres Puissances Européennes, ne serait venue aujourd'hui nous imposer de renouer nos anciens rapports avec l'Empire d'outre-Danube ! La Russie le savait bien, puisque la première elle avait, depuis un an déjà, fait pencher la balance en ce sens.

De notre côté, nous avions cimenté cette nouvelle situation politique avec notre sang versé à côté du sien. Il était donc presque superflu de nous confirmer, comme une grâce, ce que nous avions dejà légitimement conquis comme un droit, et cela avec l'approbation de tous.

Passons à l'analyse des autres stipulations.

L'Article V du traité de San Stéfano attribue à notre pays le droit (tout à fait illusoire du moment qu'il n'a aucune sanction effective) de faire valoir ses prétentions à une indemnité à débattre entre elle et la Turquie.

Ce n'est pas ainsi que la Russie contractant pour elle et pour ses alliés, a agi envers la Serbie, envers le Monténégro. Elle a obtenu pour ces Principautés et leur a fermement garanti de bons et solides territoires. Pour son propre compte, elle a déterminé les milliards payables par la Turquie, soit en nature, soit en territoire, pour frais de guerre, pour pertes éprouvées par l'Etat et pour dommages causés aux sujets russes.

Aucun de ses avantages n'a été accordé à la Roumanie et cependant quelle est la contrée où les particuliers et l'état aient essuyé par suite de la guerre plus de pertes que notre pays ? Quelle est la nation de l'Orient qui ait fait plus de sacrifices désintéressés pour soutenir cette guerre et lui donner une fin favorable aux intérêts de la Russie ?

1878 Les Plénipotentiaires de San Stêfano se sont plu à oublier ces détails, et même en mentionnant d'une façon vague les droits de la Roumanie à une indemnité platonique, si je puis me servir de cette expression, ils ont admis, d'après les informations qui nous sont parvenues, que le Gouvernement musulman était autorisé à faire valoir de son côté contre nous des droits à une indemnité afférente aux soi-doisants biens des couvents chrétiens établis en Turquie. On n'a pas voulu se rappeler cette fois que ces biens conventuels sécularisés par nous, avaient été destinés par nos ancêtres à ne soulager que les chrétiens d'Orient, écrasés sous le joug ottoman.

A ce sujet, il serait réellement étrange de nous voir réduits à payer, aux Turcs, avec les biens de nos églises chrétiennes, les frais qu'ils ont dû faire pour soutenir la guerre de 1877 contre la Russie et la Roumanie orthodoxes.

Voilà cependant ce qui résulterait des stipulations, telles qu'elles ont été arrêtées à San Stéfano, en ce qui concerne les intérêts de la Roumanie. Mais là n'est pas la seule contradiction de cet acte vis-à-vis de nous.

Il est connu qu'un des griefs principaux qui nous ont poussés à entrer en guerre contre la Turquie, c'est le refus systématique de cette Puissance de reconnaître la légitimité des demandes que j'ai formulées dans mon mémoire du 27 juin 1876.

La principale de nos réclamations contre la Porte était, sans contredit, la revendication des bouches du Danube qui, après nous avoir appartenues pendant des siècles, avaient été illégalement aliénées par la Turquie aux traités de Bucarest et d'Andrinople, et qui nous ayant été de nouveau restituées à la paix de 1856, nous ont été encore arrachées par le protocole du 6 Janvier 1857.

Cette nouvelle injustice a soulevé des réclamations incessantes de notre part; restées sans résultat pendant plus de vingt ans, nous étions en droit de croire que, par nos propres armes, nous avions bien et dûment gagné la retrocession de cette portion de notre sol. Notre déception fut au comble quand nous vîmes que, par l'article XVIII du traité de San Stéfano, la Russie détachait de l'Empire Ottoman le delta du Danube, non pas pour le rendre à la Roumanie, à qui il appartient de droit, mais pour l'approprier, quitte à l'échanger, malgré nous, contre la Bessarabie, cette partie de notre sol qui seule peut nous assurer une domination libre et efficace des bouches du grand fleuve.

N'est ce pas à dire, en réalité, que ce n'est point la Turquie vaincue qui paie à l'Empire russe les frais de guerre, représentés par le delta du Danube, mais bien la Roumanie ?

us, tout en proclamant l'indépendance de la Roumanie, 1878
San Stéfano, à quelques articles de distance (article
lui-même porter une première et grave atteinte à cette
nce, en réglant avec le Gouvernement turc le passage
eux ans des armées russes qui occuperont la Bulgarie,
e nouvel état indépendant, sans que lui-même soit con-
e point
vril 1877, lorsque la Porte avait certains droits de
sur la Roumanie, au moins aux yeux des Puissances
le Gouvernement Impérial traitait directement avec le
nent Princier pour obtenir pour ses armées un passage
territoire roumain, et aujourd'hui que l'indépendance
e la Roumanie est imposée comme une des conditions
à la Turquie, c'est avec le Gouvernement ottoman
sie fait un accord pour conserver ses communications
travers notre pays indépendant.
endant l'année qui vient de s'écouler nous avons appris
, par une triste expérience, les effets d'une occupation
alors même qu'elle est réglementée par une Convention.
reste-t-il donc à attendre de l'obligation qu'on veut
i nous imposer, si ce n'est l'augmentation sur une
s grande, des charges, des excès, des ruines qu'amène
occupation d'un pays par une armée étrangère, fût-elle
ciplinée du monde ? N'est-il pas clair pour nous que ce
troupes sera pendant des années une entrave capitale
veloppement normal, à notre développement national ?
voyez, M. l'Envoyé Extraordinaire, d'après ces quel-
s, sur lesquels j'ai le plus insisté, que le traité de San
général, et surtout les articles spéciaux traitant des
la Roumanie portent atteinte à tous nos droits et lèsent
s les plus vitaux.
elle tout particulièrement votre attention sur le con-
uivant, qui, à mon avis, prime tous les autres
is le traité de Paris, les transformations politiques par
a passé la Roumanie se sont faites ou sur l'initiative
pprobation des Grandes Puissances signataires de ce
uelles ont pris sous leur sauvegarde les droits de notre
le traité de San Stéfano, la Roumanie est dépouillée
rantie collective de l'Europe, et c'est la Russie et la
seules qui s'attribuent le droit de disposer de nos

, devant cette situation tout à fait inattendue le Gouver-
la Roumanie croirait forfaire à ses devoirs les plus
ne protestait hautement contre les dispositions d'un

1878 traité où il n'est tenu aucun compte, ni de nos droit acquis, ni des promesses qui nous ont été faites.

Je vous prie donc, M. l'Envoyé Extraordinaire, de vouloir bien exposer clairement à son Altesse le Prince Chancelier la situation dans laquelle se trouvent la nation et le Gouvernement Roumain, à la suite des actes politiques qui rejettent brusquement notre pays si loin des espérances qu'avaient fait naître en eux les paroles de Sa Majesté l'Empereur, celles de Son Premier Conseiller, celles des personnes les plus autorisées à parler au nom de la Russie.

Nous ne croyons pas avoir démérité de cette sympathie par le seul fait de nous être refusés à un échange de territoire qui répugne à notre coeur, qui est contraire à nos intérêts les plus chers, à nos droits les plus saints. Aussi, aujourd'hui même, dans la perplexité où nous met ce revirement de sentiments que les hommes d'état russes semblent manifester à notre égard, dans les dispositions écrasantes pour nous du traité de San Stéfano, je vous charge très expressément, M. l'Envoyé Extraordinaire, d'exposer à St Pétersbourg que nous persévérons dans le dévouement que nous portons à la personne de Sa Majesté l'Empereur, que nous n'oublierons jamais les bienfaits que nous devons aux grands monarques de la Russie; mais qu'en même temps nous ne devons pas oublier le grand devoir qui nous incombe vis-à-vis de notre pays, vis-à-vis de l'Europe. Ce devoir est de considérer comme nulles et non avenues toutes les stipulations qui nous concernent dans un traité qui a été conclu sans nous, contre nous et à notre détriment.

Nous protestons loyalement et sonnellement contre le traité de San Stéfano, parce que ce traité est tout d'abord onéreux pour le pays; et, en second lieu, parce qu'il tend à mettre la Roumanie en dehors du droit public européen, en dehors de la garantie collective des Grandes Puissances, qui lui a été assurée par le traité de Paris. Cette garantie nous est précieuse, elle est notre égide tutélaire. Nous continuerons donc à l'invoquer, même dans le cas où la Russie et la Turquie auraient eu bien, mais à elles seules, réglé et décidé sur les droits et les intérêts de notre nation. A plus forte raison, nous l'invoquons aujourd'hui en face de l'acte bilatéral de San Stéfano, qui est une négation de notre souveraineté et un danger pour les intérêts moraux et matériels de la nation roumaine.

Vous êtes également autorisé à donner lecture et à laisser copie de la présente à son Altesse le Prince Chancelier de Russie, si elle le désire. — Veuillez, &c.

(Signé:) *Cogalniceano.*

RUSSIE. — TURQUIE. — ROUMANIE.

1063. 1878

15 avril 1878.

Circulaire de l'autorité R. maritime de Fiume concernant certaines prescriptions douanières et quarantenaires en Espagne.

(Ann. marit. 1879, Nr. 10.)

Circolare 15 aprile 1878, No. 768, del regio Governo marittimo in Fiume a tutti i rr. uffici di porto dipendenti, nonchè alle Camere di commercio in Fiume e Segna, riguardo ad alcune modificazioni introdotte nelle prescrizioni doganali in Spagna, ed allo sbarco di passaggieri e merci da bastimenti, che devono scontare una quarantena in un porto spagnuolo.

Un decreto reale spagnuolo dd. 15 gennaio a. c. porta le seguenti modificazioni alle prescrizioni doganali finora vigenti in quel paese.

Nel caso di una differenza nel peso brutto dei colli oltrepassante il 10% in più od in meno di quello indicato nel manifesto, verrà imposta al capitano una multa da 10 a 2000 pesetas, premesso che vi sia differenza fra i dati del manifesto e quelli della polizza di carico. Nel caso di un accordo fra i dati di questi documenti la stessa multa verrà inflitta, invece che al capitano, al consegnatario del carico.

Essendo spesse volte accaduto, che navigli approdati e che devono scontare una quarantena, sbarcarono effetti e passaggieri in altro sito di quello indicato loro a quest' uopo dall autorità competente, e poichè un tanto costituisce un abuso capace di apportare danno all' erario spagnuolo, un secondo decreto portante la stessa data dispone quanto segue:

Lo scarico degli effetti e passagieri potrà seguire soltanto nel sito assegnato a quest' uopo dall' autorità portuale, la quale avrà cura di assegnare un punto ove la profondità dell' acqua renda possibile una tale operazione.

Capitani contraventori a un tale disposto incorreranno in una multa da 250 a 2000 pesetas. Spetterà all' amministratore portuale di fissare l' importo della multa.

Si porterà un tanto a conoscenza del ceto commerciale marittimo mediante notificazione affissa nell' albo d' ufficio.

1878 **1064.**

25 avril 1878.

Ordonnance du ministère Imp. R. du commerce concernant le service postal avec le Luxembourg.

(P. V. Bl. 1878, Nr. 25.)

Postverkehr mit Luxemburg. H.-M. Z. 8386.

Der zwischen Deutschland und Luxemburg bestehende Postvertrag vom 19. Juni 1872 wird vom 1. Mai l. J. an ausser Wirksamkeit gesetzt und haben demgemäss statt der Bestimmungen des Postvertrages zwischen der österr.-ungar. Monarchie einerseits und Deutschland andererseits vom 7. Mai 1872 auf den Correspondenzverkehr von Oesterreich-Ungarn mit Luxemburg vom 1. Mai l. J. an die Bestimmungen des Berner Postvertrages vom 9. October 1874 Anwendung zu finden.

Von diesem Zeitpunkte an sind daher für Correspondenzen nach und aus Luxemburg die folgenden Portosätze einzuheben:

a) für frankirte Briefe 10 kr. pro 15 Gramm,
b) für unfrankirte Briefe 20 kr. pro 15 Gramm,
c) für Correspondenzkarten 5 kr. pro Stück,
d) für Zeitungen und sonstige Drucksachen unter Band, Sendungen mit Waarenproben und Geschäftspapiere 3 kr. pro 50 Gramm,
e) für recommandirte Correspondenzen an Recommandationsgebühr 10 kr. und
f) für ein Retourrecepisse 10 kr.

Nebst diesen Briefpostsendungen können im Verkehre von und nach Luxemburg auch Briefe mit Werthangabe, die jedoch den Betrag von 4000 fl. ö. W. nicht übersteigen darf, vorkommen.

Die Taxe für solche Werthbriefe setzt sich, wie folgt, zusammen:

1. aus dem Porto für gewöhnliche frankirte Briefe von gleichem Gewichte,
2. aus der Recommandationsgebühr von 10 kr. und
3. aus dem Werthporto von 10 Neukreuzern für je 200 fl. oder einen Theil dieser Summe.

Die Taxe ist vom Absender im Voraus zu entrichten.

Das Briefporto von 10 kr. pro 15 Gramm, die Recommandationsgebühr und eintretenden Falls die Gebühr für ein Retourrecepisse, sowie das Werthporto werden ungetheilt von der Verwaltung des Aufgabegebietes bezogen.

Falls Briefe mit Werthangabe aus Luxemburg nach Oesterreich-Ungarn innerhalb Oesterreich-Ungarns zur Nachsendung

gelangen, oder aus Deutschland nachgesendet in Oesterreich-Ungarn eingehen, so wird ein Nachsendungsporto nicht eingehoben. 1878

Für Expresssendungen jeder Art ist die Expressgebühr von 15 kr. vom Absender vorauszubezahlen.

Für Expresssendungen nach Orten in Oesterreich-Ungarn in denen sich kein Postamt befindet, ist vom Empfänger der Botenlohn, jedoch unter Abzug des Betrages von 15 kr. zu entrichten.

Die bisherigen Taxen und Bestimmungen für Postanweisungen, im postamtlichen Wege abonnirte Zeitungen, sowie für Pakete ohne und mit Werthangabe erleiden keine Aenderung.

1065.

30 mars 1878.

Circulaire du ministère Imp. R. du commerce concernant les renseignements à donner par les autorités consulaires Imp. R. sur la situation financière des raisons sociales établies dans leurs arrondissements.

(Archives du ministère Imp. et R. des affaires étrangères.)

Anlässlich vorgekommener Fälle, dass Handelskammern oder Handelsfirmen sich an ein k. und k. Consularamt gewendet haben, um über die Vermögensverhältnisse einer im Auslande etablirten Handelsfirma, namentlich über die Frage, welcher Credit dieser Firma eingeräumt werden könne, verlässliche Auskünfte zu erlangen, wird der geehrten Kammer zur Richtschnur und Belehrung über allfällig an dieselbe ergehende Anfragen einvernehmlich mit dem Ministerium des Aeussern * Nachstehendes bedeutet:

Im Allgemeinen sind die k. und k. Consularämter verpflichtet, die an sie gerichteten, auf Handels-, Schifffahrts, Ackerbau- und Industrie-Verhältnisse bezüglichen Anfragen der in beiden Reichshälften der Monarchie bestehenden Handels- und Gewerbekammern oder sonstigen öffentlichen Handels- und Gewerbecorporationen, sowie von inländischen Handelsfirmen bereitwillig und ausführlich zu beantworten.

Zur Ertheilung von Auskünften über die Creditverhältnisse und Vertrauenswürdigkeit ausländischer Firmen sind die k. und k. Consularämter nicht verpflichtet. Wohl aber ist seitens des k. und k. Ministeriums des Aeussern den Consularämtern vorkommenden Falles aufgegeben worden, dass dieselben, wenn sie

1878 über die Creditfähigkeit einer Firma von berufener Seite, als Handelskammern, Handelsgremien u. dergl. verlässliche Informationen erlangen können, diese Informationen dem anfragenden Geschäftsmanne auch mittheilen, wobei bemerkt wird, dass dies nur in ganz vertraulicher, ausseramtlicher Weise von Fall zu Fall und ohne Uebernahme irgend welcher Haftung zu geschehen hat, und dass die Consularämter daran festzuhalten haben, dass jede Aufrage eine Beantwortung erhalte, auch wenn sie negativ sein sollte.

Von einer Verpflichtung zur Erhebung und Mittheilung verlässlicher amtlicher Daten über die Creditfähigkeit einer Firma kann um so weniger die Rede sein, als einerseits die öffentliche Stellung der Consularfunctionäre sie in der Regel gar nicht in die Lage setzt, in einer den Verhältnissen entsprechenden, unauffälligen Weise verlässliche Auskünfte über solche Thatsachen einzuholen, anderseits eben diese Stellung den Consularfunctionären die grösste Vorsicht aufnöthigt, um nicht auf blosse Gerüchte oder Privatmittheilungen hin Auskünfte zu ertheilen, die sich hinterher leicht als nicht zutreffend erweisen, während ihnen mit Rücksicht auf die ämtliche Stellung des Auskunftsgebers in der Heimat eine unbedingte Verlässlichkeit zugeschrieben werden kann.

Es erscheint daher angemessen, vorkommenden Falles die Geschäftswelt auf diese Umstände aufmerksam zu machen, um zu verhindern, dass den Consularfunctionären Aufgaben zugemuthet werden, welche sie ihrer ämtlichen Stellung und der Natur der Dinge nach zu lösen oft gar nicht in der Lage sind.

Wien, 30. März 1878. Der k. k. Handelsminister:

Chlumecky.

* Voici la circulaire du ministère Imp. et R. des affaires étrangères du 22 juin 1876, Nr. 8959/VIII.

Wien, am 22. Juni 1876.

Nachdem zu wiederholten Malen die Frage angeregt wurde, ob und inwiefern die k. u. k. Consularämter verpflichtet seien, Anfragen über die Creditfähigkeit von im Auslande etablirten Geschäftsleuten zu beantworten, so findet sich das Ministerium des Aeussern veranlasst, den k. u. k. Consularämtern hierüber Nachstehendes zu ihrer Richtschnur bekannt zu geben.

Im Allgemeinen haben die k. u. k. Consularämter die an sie gerichteten, auf Handels-, Schifffahrts-, Ackerbau- und Industrieverhältnisse bezüglichen Anfragen der in beiden Reichshälften der Monarchie bestehenden Handels- und Gewerbekammern oder sonstigen öffentlichen Handels- und Gewerbecorporationen, sowie von ausländischen Handelsfirmen bereitwillig und ausführlich zu beantworten.

Zur Ertheilung von Auskünften über die Creditverhältnisse und Vertrauenswürdigkeit ausländischer Firmen sind die k. u. k. Consularämter nicht verpflichtet; es muss jedoch im Interesse unseres Handels als wünschenswerth bezeichnet werden, dass, wenn ein Consularamt über die Creditfähigkeit einer Firma von

berufener Seite, als: Handelskammern, Handelsgremien u. dgl. verlässliche Informationen erlangen kann, dieselben dem anfragenden Geschäftsmanne mittheile. 1878

Es bleibt dem richtigen Tacte und Ermessen des betreffenden Consularfunctionärs anheimgestellt, eine passende Form für die Beantwortung solcher Anfragen zu wählen, wobei ausdrücklich bemerkt werden muss, dass dies nur in ganz vertraulicher, ausserämtlicher Weise, von Fall zu Fall und ohne Uebernahme irgend welcher Haftung zu geschehen hat.

Jedenfalls ist daran festzuhalten, dass jede Anfrage eine Beantwortung erhalte, auch wenn sie negativ sein sollte.

Vom k. u. k. Ministerium des Aeussern:

Orczy.

1066.

1 mai 1878.

Instructions de l'intendance générale sanitaire d'Egypte pour la désinfection des correspondances postales de provenance brute; à annexer au règlement modifié pour les provenances de peste.

(Archives du ministère Imp. et R. des affaires étrangères.)

Article I.

Les agents désinfectants qu'on emploie pour détruire le germe morbifique adhérent aux objets susceptibles et dont l'expérience a démontré l'efficacité sont:

a) La chaleur à un certain degré.
b) L'air libre.
c) Les acides végétaux liquides et l'eau de mer.
d) Les gaz d'acide sulfureux, les vapeurs de chlore et autres matières chimiques.

Tous ces agents sont également efficaces et le choix en dépend de la matière de l'objet à désinfecter.

Article II.

Pour désinfecter les lettres, imprimés, journaux etc. débarqués par des navires munis de patente brute, on emploie les gaz de l'acide sulfureux qui se dégagent à la suite d'un mélange brûlé de soufre, de son et de nitre.

Un appareil spécial, construit à cet effet, est installé dans chaque office sanitaire et dans les lazarets.

Article III.

Les lettres provenant de pays où existe la peste, seront percées avant d'être désinfectées, seules celles de provenance cholérique, seront désinfectées sans être percées (décision de la conférence sanitaire de Constantinople).

1878 Le remaniement des lettres doit se faire à l'aide de pincettes en fer et avec le plus de soin possible.

Article IV.

Les échantillons, auxquels le procédé ci-dessus pourrait altérer le tissu ou la couleur, seront ouverts et desinfectés par l'action de l'air libre pendant toute la période de la quarantaine règlementaire.

Article V.

Les groups contenant du numéraire, seront percés à l'aide d'un objet tranchant et le contenu sera versé dans un récipient contenant du vinaigre ou de l'eau de mer pour y rester au moins deux minutes.

Cette opération doit être faite en présence du propriétaire du group, qui devra au préalable vérifier l'état des cachets.

L'enveloppe du group doit être désinfectée ou détruite.

Article VI.

Les objets de valeur, tels que bijoux, pierreries etc. non renfermés dans une enveloppe de matière susceptible, pourront être consignés à leurs destinataires, aussitôt après leur arrivée.

Dans le cas contraire, ces objets devront être séparés de leurs enveloppes et ces dernières désinfectées.

Article VII.

Toute opération de désinfection de lettres, ouverture de paquets etc. devra toujours être faite en présence de l'agent postal désigné pour y assister.

Article VIII.

Les correspondances de provenance brute à destination de l'étranger et devant transiter par l'Égypte qui seraient contenues dans des sacs ou autres récipients d'une matière susceptible, devront être renfermées dans des caisses en bois ou autres récipients d'une matière non susceptible.

Ces caisses devront être soumises aux formalités prescrites par les art. 17 et 18 du règlement modifié pour les provenances de peste et porteront une bande en papier sur laquelle on mentionnera que les correspondances y contenues n'ont pas été désinfectées.

Alexandrie, le 1er Mai 1878.

1067. 1 mai 1878. 1878

Ordonnance du ministère Imp. R. du commerce concernant l'organisation et le contrôle conforme des signaux maritimes sur la base des règles ayant pour but d'éviter les accidents occasionnés par la collision des vaisseaux.

(R. G. Bl. 1878, Nr. 53.)

Verordnung des Handelsministeriums vom 1. Mai 1878, betreffend die gleichförmige Einrichtung und Ueberwachung der Signalmittel auf Grund der Vorschriften zur Vermeidung von Seeunfällen durch Zusammenstoss von Schiffen.

§. 1.

Jedes inländische Schiff muss mit den in dieser Verordnung festgesetzten Signalmitteln in der bestimmten Anzahl und Qualität versehen sein, und muss dieselben an den bezeichneten Aufstellungsorten anbringen.

§. 2.

Diese Signalmittel sind:

1. Für Segel- und Dampfschiffe der weiten Fahrt ein doppelter Satz Positionslaternen, wozu auch das Rundlicht gehört, welches vor Anker zu hissen ist, Blickfeuer, eine klanglaute Glocke und ein Horn, dessen Töne bei ruhiger Luft auf wenigstens eine Seemeile weit hörbar sein müssen. Ausserdem muss jeder Dampfer eine gut functionirende Dampfpfeife besitzen.

2. Für Schiffe der Küstenfahrt und Tender Ein Satz Positionslaternen (einschliesslich Rundlicht), Blickfeuer, Glocke, Horn und bei Dampfschiffen überdies noch eine Dampfpfeife.

3. Für Lootsenfahrzeuge zwei Rundlichter, Blickfeuer, Glocke und Horn.

§. 3.

Die farbigen Seitenlichter sollen (Raddampfer ausgenommen) stets so weit als thunlich gegen die Mitte der Länge des Schiffes, und zwar, ohne die Takelage zu behindern, derart aufgestellt werden, dass die Sichtbarkeit derselben in keiner Weise durch die Segellage des Schiffes beeinträchtigt werden kann.

Die Raddampfer haben auf den höchstgelegenen äussersten Theilen der Radkästen ihre Seiten-Positionslichter aufzustellen.

Das weisse Focklicht, welches nur von Dampfern bei Fahrten unter Dampf oder unter Dampf und Segel geführt zu werden hat, ist gleich den farbigen Positionslichtern vollkommen unverrückbar, derart anzubringen, wie es in der internationalen Vorschrift zur Vermeidung von Seeunfällen durch Zusammenstoss von Schiffen (R. G. Bl. Nr. 25 ex 1863) bestimmt wird.

1878 §. 4.

Damit das grüne Licht nicht Backbord und das rothe nicht Steuerbord gesehen werde, haben die Seitenlichter gegen Innenbord mit hölzernen Schirmen, welche die Höhe der Laterne besitzen und auf nicht weniger als 90 cm. nach vorne vor das betreffende Licht reichen, versehen zu sein.

Diese Schirme sind ausserhalb der Wanten und des sonstigen Tauwerkes auf Plattformen oder auf Krahnen, oder bei Schraubenschiffen eventuell auf den Enden der nach Aussenbord ragenden Commandobrücken, und bei Raddampfern auf dem höchst gelegenen äussersten Theile der Radkästen anzubringen und auf eine solide Art zu befestigen.

Die Krahne, auf welchen solche Lichtschirme angebracht werden, müssen derart gegen auswärts reichen, dass die Positionslichter, welche niemals an das Takelwerk befestigt werden dürfen, in der vorgeschriebenen Richtung und ohne Unterbrechung sichtbar sein können.

Die Schirme der Seitenlichter müssen derart angebracht sein, dass sie dem Zwecke, für welchen die Schirme nach den internationalen Vorschriften zur Vermeidung von See-Unfällen durch Zusammenstoss von Schiffen bestimmt sind, entsprechen.

Der Schirm der Positionslaterne auf Steuerbord ist grün, jener auf Backbord roth.

Um einer Verwechslung des rothen und des grünen Lichtes in ihrer Aufstellung am Bord eines Schiffes vorzubeugen, ist den Aufstellungsplätzen oder den Laterngehäusen eine derartige Einrichtung zu geben, dass das rothe Licht nur am Backbord, das grüne Licht nur am Steuerbord aufgestellt werden kann.

§. 5.

Die Positionslaternen sind aus Kupfer oder aus Weissblech zu erzeugen und innen durchaus gut zu verzinnen; die Seitenlaternen überdies aber von Aussen mit einer ihrem Glase und Schirme gleichen Farbe, daher die Positionslaterne der Steuerbordseite grün, jene der Backbordseite roth anzustreichen.

Die Form der Seiten-, sowie der Focklaternen ist aus den Figuren 1, 2, 3 und 4, ihre Dimension aus der am Schlusse dieser Vorschrift angehängten Tabelle, nach welcher die Schiffe in drei verschiedene Kategorien einzutheilen sind, zu entnehmen.

§. 6.

Es ist nicht gestattet, dass bei den Lichtern kreisbogenartig gekrümmte gewöhnliche Gläser von gleichmässiger Dicke verwendet werden, sondern es wird ausdrücklich angeordnet,

dass für die farbigen Seitenlaternen ausschliesslich nur plan- 1878
convexe Linsen (Fig. 5) und für die Laternen der weissen Focklichter der Dampfer ausschliesslich nur achromatische Gläser (Fig. 6) zu gebrauchen sind. Schiffe unter 15 Tonnen und Dampfbarkassen sind hievon ausgenommen.

Die Linsen und Gläser der Steuerbordlaternen haben von blaugrüner, jene der Backbordlaternen von kirschrother Farbe und von solcher Farbenstärke zu sein, dass die betreffenden Farben auf die vorgeschriebene Distanz vollkommen deutlich unterschieden werden können.

Die farbigen Gläser der Seitenlaternen dürfen nicht weniger als den dritten Theil eines Grades, das ist 120 Grade, die farblosen dioptrischen Gläser der Focklichter der Dampfer nicht weniger als zwei Drittheile eines Kreises, das ist 240 Grade messen.

Die Dimensionen der in Rede stehenden Linsen und Gläser sind aus der am Schlusse dieser Vorschrift angehängten Tabelle zu entnehmen.

§. 7.

Jede Positionslaterne hat eine für Beleuchtung mit Olivenöl eingerichtete Lampe zu besitzen, auch wenn gewöhnlich eine für Petroleum eingerichtete Lampe verwendet wird.

Die Verwendung von Paraffin, sowie der, wenn auch eigens zu diesem Zwecke erzeugten, mehrdochtigen Kerzen, wird zur Beleuchtung der Positionslaternen nicht gestattet.

Die Lampengefässe dieser Laternen haben von hinreichender Grösse, d. h. von solchem Fassungsraume zu sein, dass sie das für eine Brenndauer von wenigstens 16 Stunden erforderliche Oel, beziehungsweise Petroleum bequem aufnehmen können.

In die für den Gebrauch von Petroleum bestimmten Lampengefässe ist ein gewöhnlicher Meerschwamm guter Qualität einzulegen, welcher behufs Vermeidung des Verschüttens von Petroleum, bei hohem Seegange das in der Lampe befindliche Petroleum zum Theile eingesaugt halten soll.

Das Lampengefäss hat derart construirt zu sein, dass die Flamme sich im Mittelpunkte des horizontalen Kreisbogens des Laternenglases in der Mitte der Höhe desselben befindet.

Die Figuren 7, 8, 9, 10 und 11 geben die verschiedenen Anordnungen der Dochte, und die gegenwärtiger Verordnung angehängte Tabelle deren Dimensionen.

§. 8.

Ausserdem, dass die inneren Wandungen der Positionslaternen durchgehends gut verzinnt zu sein haben, hat auch jede Laterne, ob zur Beleuchtung mit Olivenöl oder ob zur Beleuch-

1878 tung mit Petroleum eingerichtet (mit Ausnahme jener der Barken unter 15 Tonnen und der Dampfbarkassen), noch mit einem Reflector versehen zu sein, welcher aus glatt polirtem Alpacca erzeugt und für die Seitenlaternen aus drei untereinander solid verbundenen Calotten, für die Focklaternen aus einer sphärischen Fläche gebildet ist.

Die Gestalten der Reflectoren sind aus den Figuren 12 und 13 und deren Dimensionen aus der am Schlusse angehängten Tabelle zu entnehmen.

Da durch die Anbringung der Reflectoren die grösstmögliche Ansbeutung des Lichtes gewonnen werden soll, so müssen dieselben so aufgestellt werden, dass sich deren horizontale Mittellinie in der Höhe der Mitte der Flammen befindet.

Diese Reflectoren sind abnehmbar und derart zu construiren, dass sie an den Oel- oder an den Petroleum-Lampen ohne Mühe aufgestellt werden können.

§. 9.

Das Glas der von den verankerten Schiffen zu führenden Rundlichter-Laternen hat kugelförmig, farblos, durchaus gleichförmig dick und mit einem Schutzgitter aus Draht umgeben zu sein.

Die Maschen dieses Schutzgitters haben von solcher Weite zu sein, dass das Licht dieser Laternen so viel als thunlich ohne Unterbrechung im Umkreise gesehen werden könne.

Die Gestalt dieser Laternen ist aus der Fig. 14, ihre Dimension aus der am Schlusse angehängten Tabelle zu entnehmen.

§. 10.

Die mit einem grünen und rothem Glase, sowie die mit einem farblosen Glase versehenen Laternen für Fischerboote und andere offene Boote, auf welche sich der Artikel IX der mit der Verordnung des Marine-Ministeriums vom 27. Februar 1863 erlassenen Vorschriften zur Vermeidung von Seeunfällen durch Zusammenstoss von Schiffen auf See (R.-G.-Bl. 1863 Nr. 25) bezieht, müssen derart sein, dass deren Sichtbarkeit der für Barken unter 15 Tonnen vorgeschriebenen Sichtbarkeit gleich ist.

§. 11.

Bei der Besichtigung der verschiedenen Laternen ist besonders darauf zu sehen, dass in diese Laterne weder bei Regenwetter, noch wenn sie dem Wellenschlage ausgesetzt sind, Wasser eindringe und die Flamme auslöschen könne; ebenso ist nicht ausser Acht zu lassen, dass die Sehweite des Lichtes nicht nur von der Grösse und Intensität der Flamme abhängt, sondern dass dieselbe stets mit der Höhe des Aufstellungsortes dieser

Lichter im Zusammenhange steht und diese Lichter daher nicht 1878
unter einer Höhe von 2 Metern über dem Meeresspiegel aufgestellt werden dürfen.

Bei den k. k. Hafencapitanaten befindet sich je ein Stück der verschiedenen Gattungen der vorgeschriebenen Positionslaternen als Muster dienend zur Ansicht aufbewahrt.

§. 12.

Es obliegt den k. k. Hafen- und Seesanitätsämtern, jede sich ihnen darbietende Gelegenheit zur Besichtigung der Positionslaternen und Nebelsignale der österreichischen Schiffe zu benützen, welche sich im Bereiche des Amtssprengels der genannten Aemter befinden, u. zw besonders in dem Falle, als sie guten Grund zur Annahme haben, dass diese Vorschriften ausser Acht gelassen worden wären. Ein Gleiches obliegt auch den k. und k. Consularämtern betreff der im Bereiche ihres Amtsgebietes liegenden österreichischen Schiffe.

Jene Positionslichter, welche als den Vorschriften entsprechend befunden werden, sind mit einem eigens hiezu bestimmten behördlichen Stempel zu versehen.

In allen Fällen, in welchen die Positionslaternen oder die Nebelsignale den Vorschriften nicht vollkommen entsprechen würden, haben die Organe der k. k. Hafen- und Seesanitätsämter, beziehungsweise der k. und k. Consularämter den Capitän des Schiffes zu verhalten, dass er sich mit vollkommen vorschriftsmässigen Signalmitteln ausstatte.

§. 13

Jeder Capitän ist für den Schaden verantwortlich, welcher aus der Uebertretung dieser Vorschrift entsteht.

§. 14.

Wenn der Capitän eines österreichischen Schiffes trotz der an ihn ergangenen Aufforderung (§. 12) den Bestimmungen dieser Vorschrift nicht nachkommt, wird derselbe von den k. k. Hafen- und Seesanitätsämtern, beziehungsweise von den k. u. k. Consularämtern mit einer Geldbusse bis zu 50 fl. österr. Währ. bestraft, welche in den Marine-Unterstützungsfond fliesst und im Falle der Uneinbringlichkeit in Arreststrafe, und zwar für je fünf Gulden in einen Tag umzuwandeln ist.

Ueberdies können die k. k. Hafen- und Seesanitätsämter einem solchen Schiffe die Expedition verweigern, insolange nicht die verlangten Abänderungen vorgenommen sind, zu welchen der Schiffer jedoch rechtzeitig aufgefordert worden sein muss.

Gegen das von den k. k. Hafen- und Seesanitätsämtern und von den k. und k. Consularämtern ausgesprochene Erkenntniss,

1878 kann innerhalb 15 Tagen die Berufung an die k. k. Seebehörde in Triest gerichtet werden.

Falls diese das Erkenntniss der ersten Instanz, wenn auch unter Milderung des Strafausmasses bestätigt, findet eine weitere Berufung nicht statt.

§. 15.

Die k. k. Hafen- und Seesanitätsämter haben auch die Positionslaternen und Nebelsignale der ungarischen und der fremden, im Bereiche ihres Amtssprengels befindlichen Schiffe zu besichtigen und sind berechtigt, den ersteren gleich den österreichischen Schiffen die Befolgung der gegenwärtigen Vorschriften aufzulergen.

Hinsichtlich der letzteren Schiffe werden die besagten Organe darauf zu sehen haben, dass die erwähnten Signalmittel den internationalen Vorschriften zur Vermeidung von Seeunfällen durch Zusammenstoss von Schiffen entsprechen, und besonders, dass deren Positionslaternen auf die vorgeschriebenen Entfernungen gut sichtbar seien und den vorgeschriebenen Bogen des Horizontes beleuchten.

Im Falle eine Unregelmässigkeit wahrgenommen wird, haben diese Organe zu ihrer Abhilfe aufzufordern.

Sollte ihrer Aufforderung zur Abhilfe wahrgenommener Unregelmässigkeiten nicht entsprochen werden, so haben dieselben sofort der k. k. Seebehörde über den Vorfall Bericht zu erstatten, welche in angemessener Weise die k. Seebehörde in Fiume oder bei Schiffen fremder Flagge die Behörde desjenigen Staates in Kenntniss setzen wird, welchem das Schiff angehört.

§. 16.

Alle nach Veröffentlichung dieser Verordnung in Ausrüstung tretenden neuen Schiffe haben ausschliesslich nur solche Positionslaternen zu führen, welche in allen ihren Theilen dieser Vorschrift entsprechen.

Die ausgerüsteten Schiffe jedoch, deren Positionslaternen im guten Zustande sind und den bisherigen Vorschriften zur Vermeidung von Seeunfällen durch Zusammenstoss von Schiffen entsprechen, können ihre bisherigen Positionslaternen noch bis Ende des Jahres 1879 benützen.

§. 17.

Jeder Schiffsführer ist verpflichtet, mit einem Exemplar dieser Verordnung versehen zu sein, welches bei den Bord-Urkunden aufzubewahren, und über Verlangen des Hafen- oder Consularamtes vorzuweisen ist. *Chlumecky* m. p.

Fig. 5.

Fig. 14.

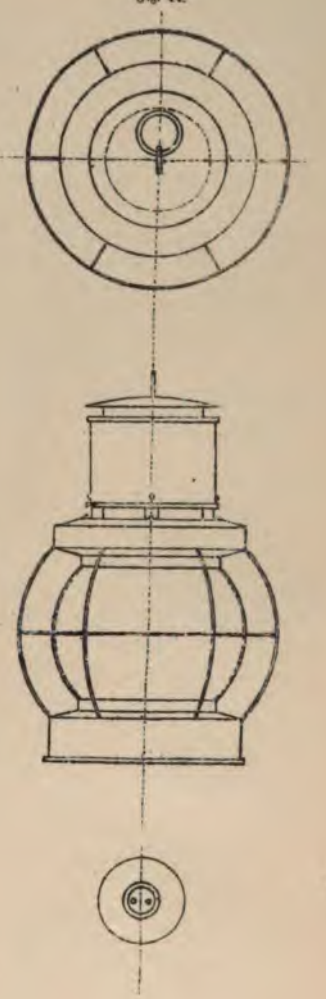


Fig. 12.

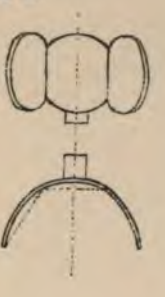


Fig. 13.

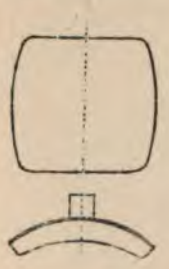


Tabelle 1878

über die Minimal-Dimensionen der Positionslichter und ihrer Bestandtheile.

Gattung der Laternen	Dimensionen	Schiffe (über 150*) Tonnen	Schiffe und Barken von 150—15*) Tonnen	Gedeckte Barken unter 15*) Tonnen und Dampfbarkassen
		Millimeter		
Seitenlaternen	**Laternen.**			
	Höhe von der Innenseite des Bodens der Laterne bis zum unteren Deckelrande ..	280	230	150
	Höhe vom unteren Deckelrande bis zum obersten Rande des Rauchfanges	130	110	70
	Durchmesser des Rauchfanges.....	120	100	60
	Breite je eines der beiden rechtwinkelig aneinander stossenden Rückentheile	230	170	120
	Linsen und Gläser.			
	Sehne des horizontalen inneren Bogens der rothen und grünen Linsen, der in der Laterne eingefasste Theil abgerechnet ..	180	120	—
	Sehne, der in der Laterne eingefasste Theil miteinbegriffen	190	130	—
	Sehne des horizontalen inneren Bogens der rothen und grünen gekrümmten Gläser von gleicher Dicke, eventuell Linsen, der in der Laterne eingef. Theil abgerechnet .	—	—	100
	Sehne, der in der Laterne eingefasste Theil miteinbegriffen	—	—	110
	Höhe oder Entfernung vom oberen Rande zum unteren Rande der rothen und grünen Linsen, der in der Laterne eingefasste Theil abgerechnet	125	95	—
	Höhe, der in der Laterne eingefasste Theil eingerechnet	135	105	—
	Glasstärke der Linsen in der Mitte ihrer Höhe	33	30	—
	Länge des senkrechten Bogens der Linsen, der in der Laterne eingefasste Theil abgerechnet	150	100	—
	Länge, der in der Laterne eingefasste Theil miteingerechnet	160	110	—
	Höhe oder Entfernung vom oberen Rande zum unteren Rande der rothen und grünen gekrümmten Gläser von gleicher Dicke, eventuell Linsen, der in der Laterne eingefasste Theil abgerechnet	—	—	75
	Höhe, der in der Laterne eingefasste Theil miteingerechnet	—	—	85

*) Brutto Tonnengehalt.

1878

Gattung der Laternen	Dimensionen	Schiffe über 150*) Tonnen	Schiffe und Barken von 150–15*) Tonnen	Gedeckte Barken unter 15*) Tonnen und Dampfbarcassen
		Millimeter		
Seitenlaternen	**Dochte.**			
	Distanz zwischen dem Mittelpunkte des ersten und zweiten und dem des zweiten und dritten Dochtes bei den dreidochtigen Oellampen	13	—	—
	Distanz zwischen den beiden Dochten bei den zweidochtigen Oellampen	—	15	—
	Durchmesser des Schnürldochtes	5	5	—
	oder Breite des bogenartig eingesetzten Banddochtes bei den Oellampen	30	20	15
	Breite des geradlinig eingesetzten Banddochtes bei den Petroleumlampen	17	8	8
	oder Durchmesser des kreisrunden eingesetzten Banddochtes bei Petroleumlampen	8	—	—
	Reflectoren.			
	Halbmesser der Kugel, welcher die 3 Calotten angehören	90	90	—
	Durchmesser des Begrenzungskreises der 3 Calotten	75	75	—
	Winkel der Neigung der Calotten zu einander	120°	120°	—
	Entfernung des Mittelpunktes der Flamme vom Mittelpunkte der mittleren Calotte	50	35	—
Focklaternen der Dampfer**)	Höhe der Focklaterne	gleich jener der Seitenlaterne		
	Durchmesser des dioptrischen Glases der Focklaternen	190	150	—
	Höhe des dioptrischen Glases, der in die Laterne eingefasste Theil abgerechnet	130	100	—
	Höhe, der in die Laterne eingefasste Theil miteingerechnet	140	110	—
	Dimensionen der Dochte bei Oellampen	wie bei den Seitenlaternen		
	» der Banddochte bei den Petroleumlampen	17	12	—
	Reflector besteht aus einer einfachen sphärischen Fläche	von der Breite des Rückentheiles der Laterne		
Laternen, welche verankerte Schiffe zu führen haben	Höhe der Laterne, den Rauchfang einbezogen	400	300	300
	Durchmesser (horizont.) des kugelf. Glases	200	150	150
	» des Schnürldochtes bei den zweidochtigen Oellampen	5	5	5
	Breite des geradlinig eingesetzten Banddochtes bei den Petroleumlampen	12	8	8
	Innerer Durchm. des kreisrund einges. Docht.	8	8	8

*) Brutto Tonnengehalt. — **) Die Dampfboote unter 15 Tonnen haben, unter Dampf fahrend, ausser den beiden Seiten-Positionslichtern noch dasjenige weisse Licht zu führen welches für sie als vor Anker liegend vorgeschrieben ist.

1068.

1878

25 mai 1878.

Convention concernant l'échange des mandats de poste entre l'Autriche-Hongrie et la France. Conclue à Vienne. Ratifiée par Sa Majesté Imp. et R. Apostolique le 28 juin 1878. Les ratifications échangées à Paris, le 2 juillet 1878. (R. G. Bl. 1878, Nr. 108.)

Uebereinkommen, betreffend die Auswechslung von Postanweisungen zwischen Oesterreich-Ungarn und Frankreich.

(Vereinbart zu Wien am 25. Mai 1878, von Seiner k. und k. apostolischen Majestät ratificirt am 28. Juni 1878 und in den beiderseitigen Ratificationen ausgewechselt zu Paris am 2. Juli 1878.

Nos Franciscus Josephus Primus, divina favente clementia Austriae Imperator; Apostolicus Rex Hungariae, Rex Bohemiae, etc. etc.

Notum testatumque omnibus et singulis, quorum interest, tenore praesentium facimus:

Quum a Nostro aeque ac Praesidio reipublicae franco-gallicae Plenipotentiariis conventio eo fine ut assignationes auxiliante cursu publico inter Imperium Nostrum atque rempublicam franco-gallicam introducerentur die vigesimo quinto Maji anno millesimo octingentesimo septuagesimo octavo inita et signata fuit, tenoris sequentis:

(Urtext.)

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohème etc. et Roi Apostolique de Hongrie, et le Président de la République francaise, animés du désir de faciliter les relations postales entre les pays précités par l'introduction du service de mandats de poste ont résolu de conclure une convention à cet effet et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohème etc. et Roi Apostolique de Hongrie, Monsieur le Comte Felix Wimpffen, Son Conseiller intime, Son Ambassadeur Extraordinaire près la République française; et

Le Président de la République française Monsieur Waddington, Sénateur, Ministre des Affaires Étrangères;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants.

Article I.

Des envois de fonds pourront être faits, par la voie de la poste, tant de l'Autriche et de la Hongrie pour la France et l'Algérie que de la France et de l'Algérie pour l'Autriche et la Hongrie.

1878 Ces envois s'effectueront au moyen des mandats en usage, dans les deux pays contractants, pour les envois d'argent à l'étranger.

Aucun mandat ne pourra être de plus de cent cinquante florins s'il est émis en Autriche ou en Hongrie, ni de plus de trois cent soixante-quinze francs s'il est émis en France ou en Algérie.

Article II.

Il sera perçu pour chaque envoi de fonds effectué en vertu de l'article précédent, une taxe à la charge de l'envoyeur, qui sera déterminée par l'Administration du Pays d'origine.

Article III.

L'Administration qui aura délivré des mandats payera à l'Administration qui les aura acquittés, la moitié du produit des taxes perçues en vertu de l'article précédent.

Pour ce partage le florin sera considéré comme l'équivalent de deux francs cinquante centimes et le franc comme l'équivalent de quarante neukreuzer.

Article IV.

Le montant de chaque mandat sera exprimé en monnaie légale des pays d'origine et payé en monnaie légale des pays de destination.

Les sommes versées en papier monnaie autrichien, par les expéditeurs de mandats sur la France et l'Algérie, seront converties en francs d'or par l'Administration des postes austro-hongroises, au cours du change de la pièce d'or de vingt francs à la Bourse de Vienne, à la date du jour de la sortie du mandat du service autrichien; et cette administration indiquera, sur chacun des dits mandats, la somme en francs d'or payable en France et en Algérie.

Les mandats français seront émis en francs d'or et seront payés par l'Administration des postes Austro-Hongroises, en papier-monnaie autrichien, au cours du change de la pièce d'or de vingt francs, à la Bourse de Vienne, à la date du jour de l'entrée du mandat dans le service autrichien.

Article V.

Les mandats délivrés par les bureaux de poste Austro-Hongrois ou français en exécution de l'article Ier de la présente convention et les acquits donnés sur ces mandats, ne pourront sous aucun prétexte et à quelque titre que ce soit, être soumis à un droit ou à une taxe quelconque à la charge des destinataires, sauf toutefois le droit applicable au payement à domicile s'il y a lieu.

1878

Article VI.

Les Administrations des Postes d'Autriche-Hongrie et l'Administration des Postes de France dresseront chaque mois les comptes, sur lesquels seront récapitulées, en francs d'or, toutes les sommes payées par leurs bureaux respectifs aux destinataires des mandats ainsi que les taxes perçues pour l'émission de ces mandats. Ces comptes, après avoir été débattus et arrêtés contradictoirement, seront soldés, en francs d'or, par l'Administration qui sera reconnue redevable envers l'autre dans le délai dont les Administrations précitées conviendront.

En cas de non-payement du solde d'un compte dans le délai convenu, le montant de ce solde sera productif d'intérêts, à dater du jour de l'expiration du dit délai jusqu'au jour où le payement aura lieu. Ces intérêts seront calculés à raison de 5% l'an et devront être portés au débit de l'Administration retardataire sur le compte auquel se rapportera la somme productive d'intérêts.

Il est entendu que les soldes des comptes des mandats et les soldes des comptes des correspondances seront réduits par balance, toutes les fois qu'ils seront respectivement contraires, mais l'excédant, s'il résulte du compte des mandats, devra néanmoins être soldé dans les délais fixés pour la liquidation des dits comptes des mandats.

Article VII.

Le montant des mandats est garanti aux déposants tant qu'il n'a pas éte payé aux destinataires.

Les sommes encaissées par chacune des deux Administrations en échange des mandats dont le montant n'aura pas été réclamé par les ayants-droit, dans les délais fixés par les lois et règlements du pays d'origine, seront définitivement acquises à l'Administation qui aura délivré ces mandats.

Article VIII.

Les Administrations des Postes d'Autriche-Hongrie et l'Administration des Postes de France désigneront, chacune pour ce qui la concerne, les bureaux qui devront délivrer et payer les mandats à émettre en vertu des articles précédents. Elles régleront la forme des mandats susmentionnés et celle des comptes désignés à l'article VI, ainsi que toute autre mesure de détail ou d'ordre nécessaire pour assurer l'exécution des stipulations de la présente convention.

Il est entendu que chaque Administration portera à la connaissance de l'autre les modifications qu'elle apportera dans sa

1878 liste des bureaux autorisés à dresser et à payer les mandats et que les autres mesures pourront être modifiées par les deux Administrations, toutes les fois que, d'un commun accord, elles en reconnaîtront la nécessité.

Article IX.

Chacune des Administrations intéressées pourra, dans des circonstances extraordinaires qui seraient de nature à justifier la mesure, suspendre temporairement le service des mandats internationaux, à condition d'en donner avis immédiatement et par le télégraphe, à l'autre Administration.

Article X.

La présente convention sera mise à exécution à partir du jour dont les deux parties conviendront, dès que la promulgation en aura été faite d'après les lois particulières à chacun des États contractants, et elle demeurera obligatoire, de trois mois en trois mois, jusqu'à ce que l'une des deux parties ait annoncé à l'autre mais trois mois à l'avance, son intention d'en faire cesser les effets.

Pendant ces trois derniers mois la convention continuera d'avoir son exécution pleine et entière, sans préjudice de la iquidation et du solde des comptes après l'expiration du dit terme.

Article XI.

La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées aussitôt que faire se pourra.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et y ont apposé leur cachets.

Fait à Paris, le 25 Mai 1878.

(L. S.) *Waddington* m. p. (L. S.) *Wimpffen* m. p.

(Uebersetzung.)

Seine Majestät der Kaiser von Oesterreich, König von Böhmen etc. und Apostolischer König von Ungarn, und der Präsident der französischen Republik, von dem Wunsche beseelt, die postalischen Beziehungen zwischen den vorgenannten Ländern durch Einführung des Postanweisungsverfahrens zu erleichtern, haben beschlossen, zu diesem Zwecke ein Uebereinkommen zu treffen, und haben zu Ihren Bevollmächtigten ernannt, und zwar:

Seine Majestät der Kaiser von Oesterreich, König von Böhmen etc. und Apostolischer König von Ungarn, den Herrn Grafen Felix Wimpffen, Ihren geheimen Rath und ausserordentlichen Botschafter bei der französischen Republik, und

der Präsident der französischen Republik den Herrn 1878
Waddington, Senator, Minister des Aeussern,

welche nach Auswechslung ihrer in guter und gehöriger Form befundenen Vollmachten über die folgenden Artikel übereingekommen sind.

Artikel I.

Geldbeträge können durch die Post sowohl aus Oesterreich-Ungarn nach Frankreich und Algerien, als auch aus Frankreich und Algerien nach Oesterreich-Ungarn übermittelt werden.

Die Uebermittlung erfolgt durch Postanweisungen, wie solche in den beiden vertragschliessenden Ländern für den Verkehr mit dem Auslande in Anwendung kommen.

Keine Anweisung darf den Betrag von 150 fl., wenn dieselbe in Oesterreich oder in Ungarn zur Aufgabe gelangt, und jenen von 375 Francs, wenn dieselbe in Frankreich oder Algerien aufgegeben wird, übersteigen.

Artikel II.

Für jede nach Massgabe des vorhergehenden Artikels stattfindende Geldübermittlung wird vom Aufgeber eine Taxe eingehoben, welche von der Verwaltung des Ursprungslandes festgesetzt wird.

Artikel III.

Die Verwaltung, bei welcher Postanweisungsbeträge eingezahlt worden sind, vergütet derjenigen Verwaltung, welche dieselben ausgezahlt hat, die Hälfte der nach Massgabe des vorhergehenden Artikels erhobenen Gebühr.

Bei dieser Theilung wird der Gulden mit 2 Francs 50 Centimes, und der Franc mit 40 Neukreuzer berechnet.

Artikel IV.

Die Anweisungen werden in der gesetzlichen Währung des Ursprunglandes ausgestellt, und in der gesetzlichen Währung des Bestimmungslandes ausgezahlt.

Die Umrechnung des von den Aufgebern der Anweisungen nach Frankreich und Algerien eingezahlten österreichischen Papiergeldes auf Franken Gold wird von den Postverwaltungen von Oesterreich-Ungarn nach dem Wiener Börsencourse des 20 Franken-Goldstückes am Tage des Austrittes der Anweisung aus dem Bereiche der österreichischen Postanstalt vorgenommen. Diese Verwaltungen setzen auf jeder dieser Anweisungen den Betrag in Franken Gold ein, welcher in Frankreich und Algerien auszuzahlen ist.

1878 Die französischen Postanweisungen werden in Franken Gold ausgestellt, und von den Postverwaltungen von Oesterreich-Ungarn in österreichischem Papiergelde nach dem Wiener Börsencourse des 20-Franken-Goldstückes vom Tage des Eintrittes der Anweisung in den Bereich der österreichischen Postanstalt ausgezahlt.

Artikel V.

Die nach Massgabe des Artikels I der gegenwärtigen Uebereinkunft bei den Postämtern in Oesterreich-Ungarn oder bei den französischen Postanstalten aufgegebenen Postanweisungen, sowie die über dieselben ausgestellten Empfangsbescheinigungen dürfen unter keinem Vorwand oder Titel irgend einer Taxe oder Gebühr zu Lasten der Adressaten unterworfen werden, die etwa bestehende Gebühr für den Fall der Auszahlung in der Wohnung des Adressaten ausgenommen.

Artikel VI.

Die Postverwaltungen von Oesterreich-Ungarn und die Postverwaltung von Frankreich werden jeden Monat Abrechnungen aufstellen, in welche alle von ihren betreffenden Postanstalten den Adressaten ausgezahlten Postanweisungsbeträge in Franken Gold, sowie die bei der Aufgabe der Anweisungen erhobenen Taxen zusammenzufassen sind. Nachdem diese Abrechnungen gegenseitig geprüft und festgestellt sein werden, soll die Begleichung in Franken Gold seitens derjenigen Verwaltung, welche der anderen Zahlung zu leisten hat, innerhalb einer von den obgenannten Verwaltungen zu vereinbarenden Frist erfolgen.

Für den Fall, als die Begleichung einer Abrechnung innerhalb der vereinbarten Frist nicht erfolgen sollte, so ist der zu bezahlende Betrag vom Tage des Ablaufes dieser Frist an gerechnet, bis zu dem Tage, an welchem die Zahlung wirklich erfolgt, zu verzinsen. Die Zinsen werden mit 5 pro 100 und Jahr berechnet, und sind der im Rückstande befindlichen Verwaltung in derjenigen Abrechnung zu Lasten zu rechnen, aus welcher die zu verzinsende Summe herrührt.

Es wird vereinbart, dass das Ergebniss der Abrechnung über den Postanweisungsverkehr mit dem Ergebnisse der Abrechnung über den Correspondenzverkehr ausgeglichen wird, wenn sich aus der einen eine Schuld und aus der anderen eine Forderung ergibt; indessen hat die Saldirung eines Mehrbetrages aus der Abrechnung über den Postanweisungsverkehr stets innerhalb der für die Saldirung dieser Abrechnung festgesetzten Frist stattzufinden.

Artikel VII. 1878

Für die auf Postanweisungen eingezahlten Beträge wird den Aufgebern Garantie geleistet, so lange dieselben den Adressaten nicht ausbezahlt werden sind.

Die bei jeder Postverwaltung eingezahlten Postanweisungsbeträge, welche von den dazu berechtigten Personen nicht innerhalb der durch die Gesetze und Reglements des Ursprungslandes festgesetzten Fristen behoben werden, verbleiben endgiltig derjenigen Verwaltung, bei welcher die Einzahlung der Anweisungsbeträge stattgefunden hat.

Artikel VIII.

Die Postverwaltungen von Oesterreich-Ungarn und die Postverwaltung von Frankreich werden jede für sich diejenigen Postämter bezeichnen, bei welchen nach Massgabe der vorhergehenden Artikel Postanweisungsbeträge eingezahlt oder ausgezahlt werden können. Sie werden die Form der obgedachten Postanweisungen und jene der im Artikel VI erwähnten Abrechnungen, sowie auch alle weiteren Vorschriften festsetzen, welche erforderlich sind, um die Ausführung der Bestimmungen der gegenwärtigen Uebereinkunft zu sichern.

Es versteht sich, dass jede Verwaltung der anderen jene Aenderungen mittheilen wird, welche in dem Verzeichnisse der zur Annahme und Auszahlung der Anweisungsbeträge ermächtigten Postämter eintreten werden, und dass die übrigen Bestimmungen von den betheiligten Verwaltungen im gemeinsamen Einverständnisse abgeändert werden können, sobald dieselben dies für nothwendig erkannt haben werden.

Artikel IX.

Jeder der betheiligten Verwaltungen soll das Recht zustehen, das Postanweisungsverfahren unter ausserordentlichen Verhältnissen, welche eine solche Massregel rechtfertigen, vorübergehend einzustellen, unter der Bedingung, dass die andere Verwaltung unverzüglich im telegraphischen Wege hievon in die Kenntniss gesetzt wird.

Artikel X.

Die gegenwärtige Uebereinkunft soll an dem zwischen den vertragschliessenden Theilen festzusetzenden Tage zur Ausführung gelangen, nachdem die Verlautbarung nach den besonderen Gesetzen jedes der vertragschliessenden Staaten

1878 erfolgt sein wird, und soll von 3 zu 3 Monaten so lange in Giltigkeit bleiben, bis ein Theil dem andern, und zwar 3 Monate im Voraus die Absicht angekündigt hat, die Uebereinkunft aufzuheben.

Während dieser letzten 3 Monate soll die Uebereinkunft vollkommen in Kraft bleiben, unbeschadet der nach Ablauf dieses Zeitraumes noch vorzunehmenden Aufstellung und Begleichung der Abrechnungen.

Artikel XI.

Die gegenwärtige Uebereinkunft soll ratificirt und die Ratificationen sollen sobald als möglich ausgewechselt werden.

Urkund dessen haben die beiderseitigen Bevollmächtigten die gegenwärtige Uebereinkunft unterzeichnet und derselben ihre Siegel beigedrückt.

So geschehen zu Paris, den 25. Mai 1878.

(L. S.) *Waddington* m. p. (L. S.) *Wimpffen* m. p.

Nos visis et perpensis conventionis hujus articulis, illos omnes et singulos ratos hisce gratosque habere declaramus, Verbo Nostro Caesareo-Regio spondentes, Nos ea omnia, quae in illis continentur, fideliter executioni mandaturos esse.

In quorum fidem majusque robur praesentes ratihabitionis Nostrae tabulas manu Nostra signavimus, sigilloque Nostro appresso muniri jussimus.

Dabantur in urbe Imperiali Nostra Vienna die vigesima octava mensis Junii anno millesimo octingentesimo septuagesimo octavo, Regnorum Nostrorum trigesimo.

Franciscus Josephus m. p. (L.S.)

Comes ab *Andrássy* m. p.

Ad mandatum Sacrae Caesareae et Regiae Apostolicae Majestatis proprium:

Guilielmus liber baro a *Konradsheim* m. p.,
Consiliarius aulicus ac ministerialis.

1069.

1878

28 mai 1878.

Ordonnance du ministère Imp. R. du commerce concernant la modification des dispositions touchant les télégrammes avec adresses abrégées.

(T. V. Bl. 1878, Nr. 6.)

Theilweise Abänderung und Ergänzung der Bestimmungen in Betreff der Telegramme mit abgekürzter Adresse. Z. 3710.

Mit Beziehung auf Artikel VIII des zum internationalen Telegraphen-Vertrage, ddo. St. Petersburg den 10./22. Juli 1875 gehörigen Reglements, und in theilweiser Abänderung und beziehungsweise Ergänzung des Punktes 6 der Vollzugsvorschrift zu obigem Vertrage vom 27. December 1875, Z. 39166 (Tel. V. Bl. S. 51 und 157 vom Jahre 1875) wird verordnet, was folgt:

Die bisherige Beschränkung, wonach den Parteien die Wahl einer beliebigen Chiffer-Adresse für die an dieselben gerichteten Telegramme nicht gestattet war, und als Chiffer-Adresse in jedem Falle die fortlaufende Postnummer des betreffenden Adressaten angenommen werden musste, wird hiermit aufgehoben.

Demgemäss können in Hinkunft für verabredete oder abgekürzte Adressen zwischen dem betheiligten Adressaten und der Adress-Telegraphen-Station beliebige Worte, Buchstaben oder Ziffern vereinbart und unter Beobachtung der sonstigen diesfälligen Bestimmungen angewendet werden, wobei jedoch zur Hintanhaltung von Verwechslungen darauf Rücksicht zu nehmen ist, dass als Chiffer-Adressen keine im Adressorte gebräuchlichen Eigennamen u. dgl. gewählt werden sollen.

Was die Verrechnung der für die Vormerkung von Chiffer-Adressen festgesetzten Jahresgebühr von 20 fl. österr. Währung betrifft, so hat dieselbe durch jene Telegraphen-Stationen, welche eigene Cassa-Journale führen, im Sinne der oben bezogenen Vollzugsvorschrift nach wie vor im Etat-Journale stattzufinden Dagegen haben die Telegraphen-Nebenstationen (d. i. die selbstständigen und postcombinirten) die von ihnen eingehobenen Gebühren für Chiffer-Adressen von Fall zu Fall unmittelbar nach deren Einhebung (und zwar abgesondert von den halbmonatlichen Abfuhren der Baar-Einnahmen und des Marken-Erlöses) mittelst eigenen Gegenscheines (Tel.-Drucksorte Nr. 56) an die zuständige Sammelstation einzusenden, welche diese besonderen Einnahmen sofort nach ihrem Einlangen — gleich den eigenen diesbezüglichen Einnahmen — unter Anschluss des Gegenscheines im Etat-Journale zur Rubrik

1878 »Tarifgebühren für die Privat-Correspondenz« unter einem besonderen Artikel in Empfang zu verrechnen hat.

Für den Fall, als eine Partei ihre Chiffer-Adresse bei einer Eisenbahn- oder Privat-Telegraphenstation vorzumerken wünschen sollte, so hat die betreffende Station die eingezahlte Vormerkgebühr im internen Eingangsregister (Tel.-Drucksorte Nr. 30) unter Rubrik 9 als Baareinnahme einzustellen und mit Schluss des Monates gehörig nachzuweisen.

Im Uebrigen bleiben die einschlägigen Vorschriften in Kraft.

1070.

28 mai 1878.

Notification concernant la prolongation du traité de commerce et de navigation avec l'Italie.

(R. G. Bl. 1878, Nr. 46.)

Kundmachung vom 28. Mai 1878, betreffend die Verlängerung des Handels- und Schifffahrts-Vertrages mit Italien.

Auf Grund des Gesetzes vom 20. December 1877 (R. G. Bl. Nr. 114) und der mit der kgl. italienischen Regierung getroffenen Vereinbarung wird kundgemacht, dass der Handels- und Schifffahrts-Vertrag mit Italien vom 23. April 1867 (R. G. Bl. Nr. 108) bis zum 30. Juni 1878 in Kraft bleibt.

Auersperg m. p. *Chlumecky* m. p.

1071.

29 mai 1878.

Notification concernant la prolongation des conventions conclues avec la société de la navigation à vapeur du Lloyd austro-hongrois par rapport au service postal et au maintien d'une communication directe et régulière entre Trieste et Bombay.

(R. G. Bl. 1878, Nr. 48.)

Kundmachung vom 29. Mai 1878, betreffend die Verlängerung der mit der Dampfschifffahrts-Gesellschaft des Oesterreichisch-ungarischen Lloyd bestehenden Verträge, wegen Besorgung des Seepostdienstes und wegen des Betriebes einer directen und regelmässigen Postdampferlinie zwischen Triest und Bombay.

Zwischen dem k. und k. Ministerium des Aeussern und der Dampfschifffahrts-Unternehmung des Oesterreichisch-ungarischen Lloyd ist am unten angesetzten Tage über die Ver-

längerung des Postvertrages vom 18. November 1871 nachstehendes Uebereinkommen abgeschlossen worden: 1878

1. Der am 31. December 1877 abgelaufene und zuletzt durch Uebereinkommen ddo. Wien, 21. März 1878 bis 31. Mai 1878 verlängerte Vertrag vom 18. November 1871 wegen Besorgung des Seepostdienstes durch den Oesterreichisch-ungarischen Lloyd wird auf die Dauer eines Monates vom 31. Mai bis 30. Juni 1878 verlängert.

2. In Beziehung auf den für die vertragsmässigen Fahrten während dieses Zeitraumes entfallenden Vergütungsbetrag haben die §§. 8 und 25 des besagten Vertrages sinngemässe Anwendung zu finden.

3. Das gegenwärtige Uebereinkommen ist in deutscher und ungarischer Sprache in zwei gleichlautenden Exemplaren ausgefertigt worden.

Die Stempelgebühren, welche vom Lloyd für eines der beiden Exemplare zu entrichten sind, sollen von der Anfang Juni fälligen Subventionsrate in Abzug gebracht werden.

Wien, den 26. Mai 1878.

Andrassy m. p.

Marco Freiherr *Morpurgo* m. p. *Rittmeyer* m. p.

Josef von *Bordini* m. p.

Desgleichen sind die k. k. Staatsverwaltung und die Dampfschifffahrts-Gesellschaft des Oesterreichisch-ungarischen Lloyd mit Protokoll vom 14. Mai d. J. dahin übereingekommen, dass die Wirksamkeit des durch Uebereinkommen vom 30. März 1878 bis 31. Mai 1878 verlängerten Vertrages vom 26. April 1872, betreffend den Betrieb einer directen und regelmässigen Postdampferlinie zwischen Triest und Bombay unter den gleichen Bedingungen, wie sie für die bisherige Verlängerung dieses Vertrages vereinbart wurden, bis 30. Juni 1878 erstreckt werde.

Auersperg m. p. *Chlumecky* m. p. *Pretis* m. p.

1878 **1072.**

1 juin 1878.

Convention pour la création d'une union générale des Postes. Conclue à Paris. Ratifiée à Vienne, le 8 avril 1879. Les ratifications échangées à Paris, le 26 avril 1879.

(R. G. Bl. 1879, Nr. 66; P. V. Bl. 1879, Nr. 34.)

Weltpost-Verein

geschlossen zwischen Oesterreich-Ungarn, Deutschland, der Argentinischen Republik, Belgien, Brasilien, Dänemark und den Dänischen Colonien, Egypten, Spanien und den Spanischen Colonien, den Vereinigten Staaten von Nord-Amerika, Frankreich und den Französischen Colonien, Grossbritannien und verschiedenen Colonien, Britisch-Indien, Canada, Griechenland, Italien, Japan, Luxemburg, Mexiko, Montenegro, Norwegen, den Niederlanden und den Niederländischen Colonien, Peru, Persien, Portugal und den Portugiesischen Colonien, Rumänien, Russland, Serbien, Salvador, Schweden, Schweiz und der Türkei.

(Abgeschlossen zu Paris am 1. Juni 1878, von Seiner k. und k. Apostolischen Majestät ratificirt zu Wien am 8. April 1879, die Ratificationen ausgewechselt zu Paris am 26. April 1879.)

Nos Franciscus Josephus Primus divina favente clementia Austriae Imperator; Apostolicus Rex Hungariae, Rex Bohemiae etc. etc.

Notum testatumque omnibus et singulis quorum interest, tenore praesentium facimus:

Quum fine ordinandarum relationum mutuarum quae cursus publicos concernunt, inter Imperium Austro-Hungaricum et reliqua regimina, quorum Plenipotentiarii consiliis desuper habitis intererant, conventio, Parisiis die Prima mensis Junii anno millesimo octingentesimo septuagesimo octavo cum duabus aliis conventionibus, quarum una commutationem epistolarum cum valoribus declaratis, altera mandatorum cursus publici commutationem attinet inita et signata fuit, tenoris sequentis:

(Urtext.)

Convention

Les soussignés, plénipotentiaires des Gouvernements des pays ci-dessus énumérés, s'étant réunis en Congrès à Paris, en vertu de l'article 18 du Traité constitutif de l'Union générale des Postes conclu à Berne, le 9 octobre 1874, ont, d'un commun accord et sous réserve de ratification, revisé ledit Traité, conformément aux dispositions suivantes:

Article premier.

Les pays entre lesquels est conclue la présente Convention, ainsi que ceux qui y adhéreront ultérieurement, forment, sous la dénomination d'Union postale universelle, un seul territoire postal pour l'échange réciproque des correspondances entre leurs bureaux de poste.

Article 2. 1878

Les dispositions de cette Convention s'étendent aux lettres, aux cartes postales, aux imprimés de toute nature, aux papiers d'affaires et aux échantillons de marchandises, originaires de l'un des pays de l'Union et à destination d'un autre de ces pays. Elles s'appliquent, également quant au parcours dans le ressort de l'Union, à l'échange postal des objets ci-dessus entre les pays de l'Union et les pays étrangers à l'Union, toutes les fois que cet échange emprunte les services de deux des Parties contractantes, au moins.

Article 3.

Les administrations des postes des pays limitrophes ou aptes à correspondre directement entre eux, sans emprunter l'intermédiaire des services d'une tierce administration, déterminent, d'un commun accord, les conditions du transport de leurs dépêches réciproques à travers la frontière ou d'une frontière à l'autre.

A moins d'arrangement contraire, on considère comme services tiers les transport maritimes effectués directement entre deux pays, au moyen de paquebots ou bâtiments dépendant de l'un d'eux, et ces transports, de même que ceux effectués entre deux bureaux d'un même pays, par l'intermédiaire de services maritimes ou territoriaux dépendant d'un autre pays, sont regis par les dispositions de l'article suivant.

Article 4.

La liberté du transit est garantie dans le territoire entier de l'Union.

En conséquence, les diverses administrations postales de l'Union peuvent s'expédier réciproquement, par l'intermédiaire d'une ou de plusieurs d'entre elles, tant des dépêches closes que des correspondances à découvert, suivant les besoins du trafic et les convenances du service postal.

Les correspondances échangées, soit à découvert, soit en dépêches closes, entre deux administrations de l'Union, au moyen des services d'une ou de plusieurs autres administrations de l'Union, sont soumises, au profit de chacun des pays traversés ou dont les services participent au transport, aux frais de transit suivants, savoir:

1° Pour les parcours territoriaux, 2 francs par kilogramme de lettres ou cartes postales et 25 centimes par kilogramme d'autres objets;

1878 2° pour les parcours maritimes, 15 francs par kilogramme de lettres ou cartes postales, et 1 franc par kilogramme d'autres objets.

Il est toutefois entendu:

1° que partout où le transit est déjà actuellement gratuit ou soumis à des conditions plus avantageuses, ce régime est maintenu, sauf dans le cas prévu à l'alinéa 3° ci-après;

2° que partout où les frais de transit maritime sont fixés jusqu'à présent à 6 fr. 50 cent. par kilogramme de lettres ou cartes postales, ces frais sont réduits à 5 francs;

3° que tout parcours maritime n'excédant pas 300 milles marins est gratuit, si l'administration intéressée a déjà droit, du chef des dépêches ou correspondances bénéficiant de ce parcours, à la rémunération afférente au transit territorial; dans le cas contraire, il est rétribué à raison de 2 francs par kilogramme de lettres ou cartes postales et de 25 centimes par kilogramme d'autres objets;

4° que, en cas de transport maritime effectué par deux ou plusieurs administrations, les frais du parcours total ne peuvent dépasser 15 francs par kilogramme de lettres ou cartes postales et 1 franc par kilogramme d'autres objets; ces frais, le cas échéant, sont répartis entre ces administrations au pro rata des distances parcourues, sans préjudice aux arrangements différents entre les parties intéressées;

5° que les prix spécifiés au présent article ne s'appliquent, ni aux transports au moyen de services dépendant d'administrations étrangères à l'Union, ni aux transports dans l'Union au moyen de services extraordinaires spécialement créés ou entretenus par une administration, soit dans l'intérêt, soit sur la demande d'une ou de plusieurs autres administrations. Les conditions de ces deux catégories de transport sont réglées de gré à gré entre les administrations intéressées.

Les frais de transit sont à la charge de l'administration du pays d'origine.

Le décompte général de ces frais a lieu sur la base de relevés établis tous les deux ans, pendant un mois à déterminer dans le réglement d'exécution prévu par l'article 14 ci-après.

Sont exempts de tous frais de transit territorial ou maritime, la correspondance des administrations postales entre elles, les objets réexpédiés ou mal dirigés, les rebuts, les avis de réception, les mandats de poste ou avis d'émission de mandats et tous autres documents relatifs au service postal.

Article 5. 1878

Les taxes pour le transport des envois postaux dans toute l'étendue de l'Union, y compris leur remise au domicile des destinataires dans les pays de l'Union où le service de distribution est ou sera organisé, sont fixées comme suit:

1° Pour les lettres, à 25 centimes en cas d'affranchissement, et au double dans le cas contraire, par chaque lettre et par chaque poids de 15 grammes ou fraction de 15 grammes;

2° pour les cartes postales, à 10 centimes par carte;

3° pour les imprimés de toute nature, les papiers d'affaires et les échantillons de marchandises, à 5 centimes par chaque objet ou paquet portant une adresse particulière et par chaque poids de 50 grammes ou fraction de 50 grammes, pourvu que cet objet ou paquet ne contienne aucune lettre ou note manuscrite ayant le caractère de correspondance actuelle et personelle, et soit conditionné de manière à pouvoir être facilement vérifié.

La taxe des papiers d'affaires ne peut être inférieure à 25 centimes par envoi, et la taxe des échantillons ne peut être inférieure à 10 centimes par envoi.

Il peut être perçu, en sus des taxes et des minima fixés par les paragraphes précédents:

1° pour tout envoi soumis à des frais de transit maritime de 15 francs par kilogramme de lettres ou cartes postales et de 1 franc par kilogramme d'autres objets, une surtaxe qui ne peut dépasser 25 centimes par port simple pour les lettres, 5 centimes par carte postale et 5 centimes par 50 grammes ou fraction de 50 grammes pour les autres objets. Par mesure de transition, il peut être perçu une surtaxe jusqu'à concurrence de 10 centimes par port simple pour les lettres soumises à des frais de transit maritime de 5 francs par kilogramme;

2° pour tout objet transporté par des services dépendant d'administrations étrangères à l'Union ou par des services extraordinaires dans l'Union, donnant lieu à des frais spéciaux, une surtaxe en rapport avec ces frais.

En cas d'insuffisance d'affranchissement, les objets de correspondance de toute nature sont passibles, à la charge des destinataires, d'une taxe double du montant de l'insuffisance.

Il n'est pas donné cours:

1° Aux objets, autres que les lettres, qui ne sont pas affranchis au moins partiellement ou ne remplissent pas les conditions requises ci-dessus pour jouir de la modération de taxe;

1878 les formes prévues par sa législation ou par ses règlements intérieurs.

Est d'ailleurs réservé le droit du Gouvernement de tout pays de l'Union de ne pas effectuer, sur son territoire, le transport ou la distribution, tant des objets jouissant de la modération de taxe, à l'égard desquels il n'a pas été satisfait aux lois, ordonnances ou décrets qui règlent les conditions de leur publication ou de leur circulation dans ce pays, que des correspondances de toute nature qui portent ostensiblement des inscriptions interdites par les dispositions légales ou réglementaires en vigueur dans le même pays.

Article 12.

Les offices de l'Union qui ont des relations avec des pays situés en dehors de l'Union admettent tous les autres offices à profiter de ces relations pour l'échange des correspondances avec les dits pays.

Les correspondances échangées à découvert entre un pays de l'Union et un pays étranger à celle-ci, par l'intermédiaire d'un autre pays de l'Union, sont traitées, pour ce qui concerne le transport en dehors des limites de l'Union, d'après les conventions, arrangements ou dispositions particulières régissant les rapports de poste entre ce dernier pays et le pays étranger à l'Union.

Les taxes applicables aux correspondances dont il s'agit se composent de deux éléments distincts, savoir:

1° La taxe de l'Union fixée par les articles 5, 6 et 7 de la présente Convention;

2° une taxe afférente au transport en dehors des limites de l'Union.

La première de ces taxes est attribuée:

a) pour les correspondances originaires de l'Union à destination des pays étrangers, à l'office expéditeur, en cas d'affranchissement, et à l'office d'échange, en cas de non-affranchissement;

b) pour les correspondances provenant des pays étrangers à destination de l'Union, à l'office d'échange, en cas d'affranchissement, et à l'office destinataire, en cas de non-affranchissement.

La seconde de ces taxes est bonifiée à l'office d'échange, dans tous les cas.

A l'égard des frais de transit dans l'Union, les correspondances originaires ou à destination d'un pays étranger sont assimilées à celles de ou pour le pays de l'Union qui entretient les relations avec le pays étranger à l'Union, à moins que ces relations n'im-

Toute réclamation d'indemnité est prescrite, si elle n'a pas été 1878
formulée dans le délai d'un an à partir de la remise à la poste de l'objet recommandé.

Article 7.

Ceux des pays de l'Union qui n'ont pas le franc pour unité monétaire fixent leurs taxes à l'équivalent, dans leur monnaie respective, des taux déterminés par les articles 5 et 6 précédents. Ces pays ont la faculté d'arrondir les fractions conformément au tableau inséré au règlement d'exécution mentionné à l'article 14 de la présente Convention.

Article 8.

L'affranchissement de tout envoi quelconque ne peut être opéré qu'au moyen de timbres-poste valables dans le pays d'origine pour la correspondance des particuliers.

Les correspondances officielles relatives au service des postes et échangées entre les administrations postales sont seules exemptées de cette obligation et admises à la franchise.

Article 9.

Chaque administration garde en entier les sommes qu'elle a perçues en exécution des articles 5, 6, 7 et 8 précédents.

En conséquence, il n'y a pas lieu, de ce chef, à un décompte entre les diverses administrations de l'Union.

Les lettres et autres envois postaux ne peuvent, dans le pays d'origine comme dans celui de destination, être frappés, à la charge des expéditeurs ou des destinataires d'aucune taxe ni d'aucun droit postal autres que ceux prévus par les articles susmentionés.

Article 10.

Il n'est perçu aucun supplément de taxe pour la réexpedition d'envois postaux dans l'intérieur de l'Union.

Article 11.

Il est interdit au public d'expédier, par la voie de la poste:

1° des lettres ou paquets contenant soit des matières d'or ou d'argent, soit des pièces de monnaie, soit des bijoux ou des objets précieux;

2° des envois quelconques contenant des objets passibles de droits de douane.

Dans le cas où un envoi tombant sous l'une de ces prohibitions est livré par une administration de l'Union à une autre administration de l'Union, celle-ci procède de la manière et dans

1878 les formes prévues par sa législation ou par ses règlements intérieurs.

Est d'ailleurs réservé le droit du Gouvernement de tout pays de l'Union de ne pas effectuer, sur son territoire, le transport ou la distribution, tant des objets jouissant de la modération de taxe, à l'égard desquels il n'a pas été satisfait aux lois, ordonnances ou décrets qui règlent les conditions de leur publication ou de leur circulation dans ce pays, que des correspondances de toute nature qui portent ostensiblement des inscriptions interdites par les dispositions légales ou réglementaires en vigueur dans le même pays.

Article 12.

Les offices de l'Union qui ont des relations avec des pays situés en dehors de l'Union admettent tous les autres offices à profiter de ces relations pour l'échange des correspondances avec les dits pays.

Les correspondances échangées à découvert entre un pays de l'Union et un pays étranger à celle-ci, par l'intermédiaire d'un autre pays de l'Union, sont traitées, pour ce qui concerne le transport en dehors des limites de l'Union, d'après les conventions, arrangements ou dispositions particulières régissant les rapports de poste entre ce dernier pays et le pays étranger à l'Union.

Les taxes applicables aux correspondances dont il s'agit se composent de deux éléments distincts, savoir:

1° La taxe de l'Union fixée par les articles 5, 6 et 7 de la présente Convention;

2° une taxe afférente au transport en dehors des limites de l'Union.

La première de ces taxes est attribuée:

a) pour les correspondances originaires de l'Union à destination des pays étrangers, à l'office expéditeur, en cas d'affranchissement, et à l'office d'échange, en cas de non-affranchissement;

b) pour les correspondances provenant des pays étrangers à destination de l'Union, à l'office d'échange, en cas d'affranchissement, et à l'office destinataire, en cas de non-affranchissement.

La seconde de ces taxes est bonifiée à l'office d'échange, dans tous les cas.

A l'égard des frais de transit dans l'Union, les correspondances originaires ou à destination d'un pays étranger sont assimilées à celles de ou pour le pays de l'Union qui entretient les relations avec le pays étranger à l'Union, à moins que ces relations n'im-

pliquent l'affranchissement obligatoire et partiel, auquel cas le dit 1878
pays de l'Union a droit à la bonification des prix de transit territorial fixés par l'article 4 précédent.

Le décompte général des taxes afférentes au transport en dehors des limites de l'Union a lieu sur la base de relevés, qui sont établis en même temps que les relevés dressés, en vertu de l'article 4 précédent, pour l'évaluation des frais de transit dans l'Union.

Quant aux correspondances échangées en dépêches closes entre un pays de l'Union et un pays étranger à celle-ci, par l'intermédiaire d'un autre pays de l'Union, le transit en est soumis, savoir:

Dans le ressort de l'Union, aux prix déterminés par l'article 4 de la présente Convention.

En dehors des limites de l'Union, aux conditions résultant des arrangements particuliers conclus ou à conclure à cet effet entre les administrations intéressées.

Article 13.

Le service des lettres avec valeurs déclarées et celui des mandats de poste font l'objet d'arrangements particuliers entre les divers pays ou groupes de pays de l'Union.

Article 14.

Les administrations postales des divers pays qui composent l'Union sont compétentes pour arrêter, d'un commun accord, dans un règlement d'exécution, toutes le mesures d'ordre et de détail qui sont jugées nécessaires.

Les différentes administrations peuvent, en outre, prendre entre elles les arrangements nécessaires au sujet des questions qui ne concernent pas l'ensemble de l'Union, pourvu que ces arrangements ne dérogent pas à la présente Convention.

Il est toutefois permis aux administrations intéressées de s'entendre mutuellement pour l'adoption de taxes réduites dans un rayon de 30 kilomètres, pour les conditions de la remise de lettres par exprès, ainsi que pour l'échange des cartes postales avec réponse payée. Dans ce dernier cas, le renvoi des cartes-réponse au pays d'origine jouit de l'exemption de frais de transit stipulée par le dernier alinéa de l'article 4 de la présente Convention.

Article 15.

La présente Convention ne porte point altération à la législation postale de chaque pays dans tout ce qui n'est pas prévu par les stipulations contenues dans cette Convention.

1878 Elle ne restreint pas le droit des parties contractantes de maintenir et de conclure des traités, ainsi que de maintenir et d'établir des unions plus restreintes, en vue de l'amélioration des relations postales.

Article 16.

Est maintenue l'institution, sous le nom de Bureau international de l'Union postale universelle, d'un office central qui fonctionne sous la haute surveillance de l'Administration des postes suisses et dont les frais sont supportés par toutes les administrations de l'Union.

Ce bureau demeure chargé de réunir, de coordonner, de publier et de distribuer les renseignements de toute nature qui intéressent le service international des postes; d'émettre, à la demande des parties en cause, un avis sur les questions litigieuses; d'instruire les demandes en modification des actes du Congrès; de notifier les changements adoptés, et, en général, de procéder aux études et aux travaux dont il serait saisi dans l'intérêt de l'Union postale.

Article 17.

En cas de dissentiment entre deux ou plusieurs membres de l'Union, relativement à l'interprétation de la présente Convention, la question en litige est réglée par jugement arbitral. A cet effet, chacune des administrations en cause choisit un autre membre de l'Union qui n'est pas directement intéressé dans l'affaire.

La décision des arbitres est donnée à la majorité absolue des voix.

En cas de partage des voix, les arbitres choisissent, pour trancher le différend, une autre administration également désintéressée dans le litige.

Article 18.

Les pays qui n'ont point pris part à la présente Convention sont admis à y adhérer sur leur demande.

Cette adhésion est notifiée, par la voie diplomatique, au Gouvernement de la Confédération suisse et, par ce Gouvernement, à tous les pays de l'Union.

Elle emporte, de plein droit, accession à toutes les clauses et admission à tous les avantages stipulés par la présente Convention.

Il appartient au Gouvernement de la Confédération suisse de déterminer, d'un commun accord avec le Gouvernement du pays intéressé, la part contributive de l'administration de ce dernier pays dans les frais du Bureau international, et, s'il y a lieu, les taxes à percevoir par cette administration en conformité de l'article 7 précédent.

Article 19. 1878

Des congrès de plénipotentiaires des pays contractants ou de simples conférences administratives, selon l'importance des questions à résoudre, sont réunis, lorsque la demande en est faite ou approuvée par les deux tiers, au moins, des Gouvernements ou administrations, suivant le cas.

Toutefois, un congrès doit avoir lieu, au moins tous les cinq ans.

Chaque pays peut se faire représenter, soit par un ou plusieurs délégués, soit par la délégation d'un autre pays. Mais il est entendu que le délégué ou les délégués d'un pays ne peuvent être chargés que de la représentation de deux pays, y compris celui qu'ils représentent.

Dans les délibérations, chaque pays dispose d'une seule voix.

Chaque congrès fixe le lieu de la réunion du prochain congrès.

Pour les conférences, les administrations fixent les lieux de réunion sur la proposition du Bureau international.

Article 20.

Dans l'intervalle qui s'écoule entre les réunions, toute administration des postes d'un pays de l'Union a le droit d'adresser aux autres administrations participantes, par l'intermédiaire du Bureau international, des propositions concernant le régime de l'Union. Mais, pour devenir exécutoires, ces propositions doivent réunir, savoir:

1° L'unanimité des suffrages, s'il s'agit de la modification des dispositions des articles 2, 3, 4, 5, 6 et 9 précédents;

2° les deux tiers des suffrages, s'il s'agit de la modification des dispositions de la Convention autres que celles des articles 2, 3, 4, 5, 6 et 9;

3° la simple majorité absolue, s'il s'agit de l'interprétation des dispositions de la Convention, hors le cas de litige prévu à l'article 17 précédent;

Les résolutions valables sont consacrées, dans les deux premiers cas, par une déclaration diplomatique, que le Gouvernement de la Confédération suisse est chargé d'établir et de transmettre à tous les Gouvernements des pays contractants, et dans le troisième cas, par une simple notification du Bureau international à toutes les administrations de l'Union.

Article 21.

Sont considérés comme formant l'application des articles 16, 19 et 20 précédents, un seul pays ou une seule administration, suivant le cas:

1878 1° L'empire de l'Inde britannique;
2° le dominion du Canada;
3° l'ensemble des colonies danoises;
4° l'ensemble des colonies espagnoles;
5° l'ensemble des colonies françaises;
6° l'ensemble des colonies néerlandaises;
7° l'ensemble des colonies portugaises.

Article 22.

La présente Convention sera mise à exécution le 1er avril 1879 et demeurera en vigueur pendant un temps indéterminé; mais chaque partie contractante a le droit de se retirer de l'Union moyennant un avertissement donné une année à l'avance par son Gouvernement au Gouvernement de la Confédération suisse.

Article 23.

Sont abrogées, à partir du jour de la mise à exécution de la présente Convention, toutes les disposition des traités, conventions, arrangements ou autres actes conclus antérieurement entre les divers pays ou administrations, pour autant que ces dispositions ne seraient pas conciliables avec les termes de la présente Convention, et sans préjudice des droits réservés par l'article 15 ci-dessus.

La présente Convention sera ratifiée aussitôt que faire se pourra. Les actes de ratification seront échangés à Paris.

En foi de quoi, les plénipotentiaires des pays ci-dessus énumérés ont signé la présente Convention à Paris, le premier juin mil huit cent soixante et dix-huit.

(Suivent les signatures.)

(Uebersetzung.)

Die unterzeichneten Bevollmächtigten der Regierungen der vorstehend aufgezählten Länder sind in Gemässheit des Art. 18 des am 9. October 1874 in Bern abgeschlossenen, die Gründung des Allgemeinen Postvereines betreffenden Vertrages in Paris zu einem Congresse zusammengetreten, und haben im gemeinsamen Einverständnisse und unter Vorbehalt der Ratification den gedachten Vertrag im Sinne der folgenden Bestimmungen einer Revision unterzogen.

Artikel 1.

Die Länder, zwischen welchen der gegenwärtige Vertrag abgeschlossen ist, sowie jene, welche demselben fernerhin

beitreten werden, bilden für den wechselseitigen Austausch der 1878
Correspondenzen ein einziges Postgebiet unter der Bezeichnung: »Welt-Postverein.«

Artikel 2.

Die Bestimmungen dieses Vertrages erstrecken sich auf Briefe, Postkarten, Drucksachen jeder Art, Geschäftspapiere und Waarenproben, welche aus einem der Länder des Vereines herrühren und nach einem anderen dieser Länder bestimmt sind.

Dieselben finden, insoferne es sich um die Beförderung innerhalb des Vereinsgebietes handelt, auch auf den durch die Post vermittelten Austausch der obgenannten Gegenstände zwischen den Ländern des Vereines und solchen Ländern, welche dem Vereine nicht angehören, gleichfalls Anwendung, wenn durch diesen Austausch die Vermittlung von wenigstens zwei der vertragschliessenden Theile in Anspruch genommen wird

Artikel 3.

Die Postverwaltungen angrenzender Länder oder solcher Länder, welche, ohne die Vermittlung einer dritten Verwaltung in Anspruch zu nehmen, einen unmittelbaren Correspondenzaustausch unterhalten können, setzen im gemeinsamen Einverständnisse die Bedingungen fest, unter welchen die Beförderung der beiderseitigen Kartenschlüsse über die Grenze, oder von einer Grenze zur anderen stattzufinden hat.

In Ermanglung eines entgegengesetzten Uebereinkommens werden als Leistungen dritter Verwaltungen diejenigen Seetransporte angesehen, welche unmittelbar zwischen zwei Ländern mittelst der von einem derselben abhängigen Postdampfer oder anderen Schiffen bewirkt werden.

Diese Transporte sowie auch jene, welche zwischen zwei Postanstalten eines und desselben Landes durch Vermittlung der von einem anderen Lande abhängigen See- oder Landpostverbindungen bewerkstelligt werden, unterliegen den Bestimmungen des folgenden Artikels.

Artikel 4.

Die Transitfreiheit im gesammten Gebiete des Vereins ist gewährleistet.

Demgemäss können sich die verschiedenen Vereins-Postverwaltungen durch Vermittlung einer oder mehrerer derselben, je nach den Bedürfnissen des Verkehres und den Erfordernissen des Postdienstes die Correspondenzen gegenseitig entweder in geschlossenen Paketen oder stückweise ausliefern.

1878 Die zwischen zwei Vereinsverwaltungen entweder stückweise oder in geschlossenen Paketen unter Benützung der Postverbindungen einer oder mehrerer Vereinsverwaltungen ausgelieferten Correspondenzen unterliegen zu Gunsten jedes der Transitländer oder derjenigen Länder, durch deren Vermittlung die Beförderung erfolgt, den nachstehenden Transitgebühren, nämlich:

1. Für die Landbeförderung 2 Francs für jedes Kilogramm Briefe oder Postkarten und 25 Centimes für jedes Kilogramm anderer Gegenstände;

2. für die Seebeförderung 15 Francs für jedes Kilogramm Briefe oder Postkarten und 1 Franc für jedes Kilogramm anderer Gegenstände.

Es versteht sich jedoch:

1. dass überall, wo der Transit schon dermalen unentgeltlich stattfindet, oder vortheilhafteren Bedingungen unterliegt, die diesfällige Bestimmung mit Ausnahme des im nachfolgenden Absatze 3 vorgesehenen Falles aufrecht erhalten bleibt;

2. dass überall, wo die Seetransitgebühren bisher auf 6 Francs 50 Centimes für jedes Kilogramm Briefe oder Postkarten festgesetzt sind, diese Gebühren auf 5 Francs ermässigt werden;

3. dass jede Beförderung zur See, welche 300 Seemeilen nicht übersteigt, in dem Falle unentgeltlich stattfindet, wenn die betheiligte Verwaltung für die Beförderung der betreffenden Briefpakete und Correspondenzen schon die Vergütung der Landtransitgebühr zu beanspruchen hat; im entgegengesetzten Falle beträgt diese Vergütung 2 Francs für jedes Kilogramm Briefe oder Postkarten und 25 Centimes für jedes Kilogramm anderer Gegenstände;

4. dass in dem Falle, als die Seebeförderung durch zwei oder mehrere Verwaltungen bewirkt wird, die Transitgebühren für die ganze Beförderungsstrecke 15 Francs für jedes Kilogramm Briefe oder Postkarten, und 1 Franc für jedes Kilogramm anderer Gegenstände nicht übersteigen dürfen; diese Gebühren werden eintretendenfalls, unbeschadet einer anderweitigen Vereinbarung zwischen den betheiligten Verwaltungen, unter diesen letzteren nach Verhältniss der zurückgelegten Strecken getheilt.

5. dass die in dem gegenwärtigen Artikel angegebenen Vergütungssätze weder für die durch Vermittlung von zum Vereine nicht gehörigen Verwaltungen bewirkten Transporte, noch für solche Transporte innerhalb des Vereines Anwendung finden, welche mittelst aussergewöhnlicher, von einer Verwaltung

im Interesse oder auf Verlangen einer oder mehrerer anderen 1878
Verwaltungen, eigens hergestellten oder unterhaltenen Verbindungen bewirkt werden. Die Bedingungen, denen diese beiden Arten von Posttransporten unterliegen, werden von Fall zu Fall zwischen den betheiligten Verwaltungen geregelt.

Die Transitgebühren fallen stets der Verwaltung des Aufgabegebietes zur Last.

Die Hauptabrechnung über diese Gebühren hat auf Grund der statistischen Nachweisungen zu erfolgen, welche alle zwei Jahre während eines Monates in der Weise aufgestellt werden, wie dies das im nachfolgenden Artikel 14 erwähnte Ausführungsreglement festsetzt.

Ausgenommen von jeder Vergütung der Transitgebühren für die Beförderung zu Wasser und zu Lande sind die Correspondenzen der Postverwaltungen unter einander, die nachgesendeten oder irrig geleiteten Gegenstände, die Retourbriefe, die Retourrecepisse, die Postanweisungen oder Einzahlungsscheine und alle anderen den Postdienst betreffenden Documente.

Artikel 5.

Die Taxen für die Beförderung der Postsendungen im gesammten Vereinsgebiete einschliesslich der Zustellung derselben in die Wohnung der Adressaten in denjenigen Vereinsländern, in denen der Bestellungsdienst bereits besteht oder in der Folge eingerichtet werden wird, betragen:

1. Für Briefe 25 Centimes im Falle der Frankirung, und das Doppelte im entgegengesetzten Falle für jeden Brief und für je 15 Gramm oder einen Theil von 15 Gramm.

2. Für Postkarten 10 Centimes für jede Karte.

3. Für Drucksachen jeder Art, Geschäftspapiere und Waarenproben 5 Centimes für jeden mit einer besonderen Adresse versehenen Gegenstand oder jedes derartige Paket für je 50 Gramm oder einen Theil von 50 Gramm, vorausgesetzt, dass dieser Gegenstand oder dieses Paket weder einen Brief noch eine handschriftliche Bemerkung mit dem Charakter einer wirklichen und persönlichen Correspondenz, enthält und dass die Beschaffenheit der Sendung eine Prüfung des Inhaltes leicht gestattet.

Die Taxe für Geschäftspapiere soll mindestens 25 Centimes für jede Sendung, und die Taxe für Waarenproben mindestens 10 Centimes für jede Sendung betragen.

Ausser diesen durch die vorstehenden Paragraphe festgesetzten Taxen und Minimalsätzen kann noch zur Einhebung gelangen:

1878 1. Für jede Sendung, welche den Seetransitgebühren von 15 Francs für jedes Kilogramm Briefe oder Postkarten, und von 1 Franc für jedes Kilogramm anderer Gegenstände unterliegt, eine Zuschlagstaxe, welche 25 Centimes für den einfachen Portosatz bei Briefen, 5 Centimes für eine Postkarte und 5 Centimes für je 50 Gramm oder einen Theil von 50 Gramm bei anderen Gegenständen nicht übersteigen darf. Als Uebergangsmassregel ist gestattet, für diejenigen Briefe, welche den Seetransitgebühren von 5 Francs für jedes Kilogramm unterliegen, eine Zuschlagstaxe bis zur Höhe von 10 Centimes für den einfachen Portosatz einzuheben.

2. Für jeden Gegenstand, welcher mittelst von einer dem Vereine nicht angehörigen Postverwaltung abhängenden Curse oder innerhalb des Vereines mit aussergewöhnlichen, mit einem besonderen Kostenaufwande unterhaltenen Transportgelegenheiten befördert wird, eine zu den aufgewendeten Kosten im Verhältniss stehende Zuschlagtaxe.

Im Falle der unvollständigen Frankirung unterliegen die Correspondenzgegenstände jeder Art zu Lasten der Adressaten der doppelten Gebühr des an der Taxe abgängigen Betrages.

Von der Beförderung sind ausgeschlossen:

1. Andere Gegenstände als Briefe, wenn dieselben nicht mindestens theilweise frankirt sind, oder den für die Beförderung gegen die ermässigte Taxe vorgeschriebenen Bedingungen nicht entsprechen;

2. Gegenstände, welche geeignet sind, die Correspondenzen zu beschmutzen oder zu beschädigen;

3. Pakete mit Waarenproben, welche entweder einen Kaufwerth haben, oder deren Gewicht 250 Gramm übersteigt, oder deren Grösse 20 Centimeter in der Länge, 10 Centimeter in der Breite oder 5 Centimeter in der Höhe überschreitet;

4. endlich Sendungen mit Geschäftspapieren oder Drucksachen jeder Art, deren Gewicht 2 Kilogramm übersteigt.

Artikel 6.

Alle im Artikel 5 bezeichneten Gegenstände können auch recommandirt abgesendet werden. Für jede recommandirte Sendung hat der Aufgeber zu entrichten:

1. Die gewöhnliche Taxe für frankirte Sendungen der gleichen Gattung;

2. eine Recommandationsgebühr von höchstens 25 Centimes in den europäischen Staaten, und von höchstens 50 Centimes in den anderen Ländern einschliesslich der Ausfertigung eines Aufgabercepisses für den Aufgeber.

Der Absender eines recommandirten Gegenstandes kann 1878
gegen eine im voraus zu entrichtende Gebühr von höchstens 25 Centimes einen Rückschein erlangen.

Im Falle des Verlustes einer recommandirten Sendung hat, den Fall der höheren Gewalt ausgenommen, der Aufgeber oder auf dessen Verlangen der Adressat das Recht, eine Entschädigung von 50 Francs von derjenigen Verwaltung zu beanspruchen, in deren Gebiet oder auf deren Seepostroute der Verlust sich ereignet hat, das ist der Nachweis der Sendung aufhört.

Als Uebergangsmassregel ist es denjenigen aussereuropäischen Verwaltungen, deren Gesetzgebung gegenwärtig dem Grundsatze der Gewährleistung entgegensteht, gestattet, die vorstehende Bestimmung erst von dem Zeitpunkte in Anwendung zu bringen, von welchem ab sie zur Uebernahme einer derartigen Verpflichtung gesetzlich ermächtigt sein werden.

Bis zu diesem Zeitpunkte sind auch die anderen Vereinsverwaltungen nicht verpflichtet, für die in ihrem Dienstbereiche in Verlust gerathenen recommandirten Sendungen nach und aus diesen Ländern eine Entschädigung zu leisten.

Gelingt es nicht, diejenige Verwaltung zu ermitteln, in deren Dienstbereich der Verlust stattgefunden, so ist die Entschädigung von beiden betheiligten Verwaltungen zu gleichen Theilen zu tragen.

Die Bezahlung dieser Entschädigung soll sobald als möglich, spätestens aber innerhalb eines Jahres vom Tage der Reclamation an geleistet werden.

Jeder Anspruch auf Entschädigung erlischt, wenn derselbe nicht innerhalb des Zeitraumes eines Jahres vom Tage der Aufgabe der recommandirten Sendung erhoben worden ist.

Artikel 7.

Diejenigen Vereinsländer, welche nicht den Franc als Münz-Einheit haben, setzen die Taxen in ihrer Währung, und zwar mit solchen Beträgen fest, welche den durch die vorhergehenden Artikel 5 und 6 festgestellten Taxen entsprechen.

Diese Länder sind befugt, die Bruchtheile nach Massgabe des Tableau abzurunden, welches in dem im Artikel 14 des gegenwärtigen Vertrages erwähnten Ausführungsreglement enthalten ist.

Artikel 8.

Die Frankirung einer jeden Sendung kann nur mittelst der im Ursprungslande für die Privatcorrespondenzen giltigen Briefmarken bewirkt werden.

1878 Von dieser Verpflichtung werden nur die auf den Postdienst bezüglichen und zwischen den Postverwaltungen ausgetauschten ämtlichen Correspondenzen ausgenommen und portofrei befördert.

Artikel 9.

Jede Verwaltung behält ungetheilt die Beträge, welche sie auf Grund der vorhergehenden Artikel 5, 6, 7 und 8 eingehoben hat

Es hat demnach aus diesem Anlasse zwischen den einzelnen Vereinsverwaltungen eine Abrechnung nicht stattzufinden.

Die Briefe und die übrigen Postsendungen dürfen weder in dem Ursprungs- noch in dem Bestimmungslande zu Lasten der Aufgeber oder Adressaten mit irgend einer weiteren Taxe oder irgend einer anderen Postgebühr als der in den oben erwähnten Artikeln festgesetzten belegt werden.

Artikel 10.

Für die Nachsendung von Postsendungen innerhalb des Vereinsgebietes ist ein Nachtragsporto nicht einzuheben.

Artikel 11.

Von der Beförderung mittelst Post sind ausgeschlossen

1. Briefe oder Pakete, welche Gold- oder Silbersachen Goldstücke, Juwelen oder werthvolle Gegenstände enthalten

2. Sendungen irgend welcher Art mit zollpflichtigen Gegenständen.

Wird eine Sendung, welche unter eines dieser Verbote fällt, von einer Vereinsverwaltung einer anderen überliefert so hat die letztere in der durch ihre interne Gesetzgebung oder ihre internen Anordnungen vorgesehenen Weise und unter Beachtung der diesbezüglichen Formen vorzugehen.

Uebrigens ist der Regierung jedes Vereinslandes das Recht vorbehalten, sowohl die gegen eine ermässigte Taxe zugelassenen Gegenstände, wenn diese den dort bestehenden Gesetzen, Verordnungen und Vorschriften über die Bedingungen ihrer Veröffentlichung oder Verbreitung nicht entsprechen wie auch Correspondenzgegenstände jeder Art, welche augenscheinlich nach den gesetzlichen oder reglementarischen Bestimmungen dieses Landes unstatthafte Bemerkungen haben von der Beförderung oder Bestellung auf ihrem Gebiet auszuschliessen.

Artikel 12.

Diejenigen Vereinsverwaltungen, welche mit den ausserhalb des Vereines gelegenen Ländern Verbindungen unter

halten, gestatten allen anderen Verwaltungen, diese Verbin- 1878
dungen zur Auswechslung von Correspondenzen mit den genannten Ländern zu benützen.

Die zwischen einem Vereinslande und einem dem Vereine nicht angehörigen Lande im Einzelntransit durch ein anderes Vereinsland ausgewechselten Correspondenzen werden bezüglich der Beförderung ausserhalb der Grenzen des Vereines nach jenen Verträgen, Vereinbarungen oder besonderen Bestimmungen behandelt, durch welche die postalischen Beziehungen zwischen dem letzteren und dem zum Vereine nicht gehörigen Lande geregelt sind.

Die für die betreffenden Correspondenzen anzuwendenden Taxen setzen sich aus zwei verschiedenen Beträgen zusammen, nämlich:

1. Aus der durch die Artikel 5, 6 und 7 des gegenwärtigen Vertrages festgesetzten Vereinstaxe, und

2. aus der für die Beförderung ausserhalb der Grenzen des Vereines entfallenden Taxe.

Die unter 1 bezeichnete Taxe wird bezogen:

a) für die aus dem Vereine herrührenden und nach fremden Ländern bestimmten frankirten Correspondenzen von der absendenden Verwaltung und für die nicht frankirten von der Verwaltung des Austrittslandes.

b) für die aus fremden Ländern herrührenden und nach einem Vereinsgebiete bestimmten frankirten Correspondenzen von der Verwaltung des Eintrittslandes und für die nicht frankirten von der Verwaltung des Bestimmungslandes.

Die unter 2 erwähnte Taxe wird in allen Fällen der Verwaltung des Ein-, beziehungsweise Austrittslandes vergütet.

Bezüglich der Transitgebühren für die Beförderung innerhalb des Vereines werden die aus fremden Ländern herrührenden beziehungsweise dahin gerichteten Correspondenzen den Correspondenzen aus, beziehungsweise nach jenem Vereinslande gleichgestellt, welches die Beziehungen mit dem nicht zum Vereine gehörigen Lande unterhält, es sei denn, dass in Folge dieser Beziehungen der Frankirungszwang für einen Theil der Beförderungsstrecke besteht, in welchem Falle das genannte Vereinsland Anspruch auf die Vergütung der im vorhergehenden Artikel 4 festgesetzten Landtransitgebühr hat.

Die Generalabrechnung über die für die Beförderung ausserhalb der Grenzen des Vereines entfallenden Taxen erfolgt auf Grund von statistischen Nachweisungen, welche

1878 während desselben Zeitraumes, wie die auf Grund des vorhergehenden Artikels 4 für die Ermittlung der Transitgebühren innerhalb des Vereines anzufertigenden, aufgestellt werden.

Für diejenigen Correspondenzen, welche in geschlossenen Briefpaketen zwischen einem Vereinslande und einem dem Vereine nicht angehörigen Lande im Transit durch ein zweites Vereinsland ausgewechselt werden, hat die Vergütung der Transitgebühren, wie folgt, stattzufinden:

innerhalb des Vereinsgebietes nach dem im Artikel 4 des gegenwärtigen Vertrages bestimmten Beträgen;

ausserhalb der Grenzen des Vereines nach den Bestimmungen derjenigen besonderen Uebereinkommen, welche von den betheiligten Verwaltungen zu diesem Zwecke getroffen sind oder noch getroffen werden.

Artikel 13.

Der Austausch von Briefen mit Werthangabe und jener von Postanweisungen bildet den Gegenstand besonderer Vereinbarungen zwischen den verschiedenen Ländern oder Ländergruppen des Vereines.

Artikel 14.

Die Postverwaltungen der verschiedenen Länder, welche den Verein bilden, sind ermächtigt, im gemeinsamen Einverständnisse durch ein Reglement alle nothwendigen Ordnungs- und Detailmassregeln festzustellen.

Die einzelnen Verwaltungen können überdies auch unter sich die erforderlichen Vereinbarungen über diejenigen Punkte treffen, welche nicht die Gesammtheit des Vereines berühren, vorausgesetzt, dass diese Vereinbarungen mit den Bestimmungen des gegenwärtigen Vertrages im Einklange stehen.

Insbesondere ist es den betheiligten Verwaltungen gestattet, wegen Festsetzung ermässigter Taxen für den Verkehr im Grenzbezirke von 30 Kilometer wegen Einführung des Expressbestellungs-Verfahrens und des Austausches von Postkarten mit bezahlter Antwort unter sich Vereinbarungen zu treffen.

In letzterem Falle sind die Antwortkarten im Sinne des letzten Alinea des Artikels 4 der gegenwärtigen Uebereinkunft von den Transitgebühren befreit.

Artikel 15.

Durch den gegenwärtigen Vertrag wird die interne Postgesetzgebung der einzelnen Länder in Allem, wofür durch die in diesem Vertrage enthaltenen Bestimmungen nicht vorgesehen worden ist, in keiner Weise berührt.

Auch wird durch denselben das Recht der vertragschliessenden Theile nicht beschränkt, Verträge aufrecht zu erhalten und abzuschliessen oder zum Zwecke der Verbesserung des Postverkehres engere Vereine fortbestehen zu lassen oder neu zu gründen. 1878

Artikel 16.

Unter dem Namen »Internationales Bureau des Welt-Postvereines« soll die bereits früher errichtete Centralstelle, welche unter der Oberleitung der schweizerischen Postverwaltung functionirt, und deren Kosten von den sämmtlichen Verwaltungen des Vereines bestritten werden, aufrecht erhalten bleiben.

Aufgabe dieses Bureaus wird es auch ferner sein, Mittheilungen jeder Art, welche den internationalen Postdienst betreffen, zu sammeln, zusammenzustellen, zu veröffentlichen und zu vertheilen, auf Verlangen der Betheiligten über streitige Fragen ein Gutachten abzugeben, allfällige Anträge auf Aenderungen der Beschlüsse des Congresses zur Entscheidung vorzubereiten, die angenommenen Aenderungen zu verlautbaren und sich überhaupt mit allen Studien und Arbeiten zu befassen, welche ihm im Interesse des Postvereines übertragen werden.

Artikel 17.

Falls zwischen zwei oder mehreren Vereinsmitgliedern bezüglich der Auslegung dieses Vertrages eine Meinungsverschiedenheit entsteht, soll die Streitfrage durch ein Schiedsgericht ausgetragen werden.

Zu diesem Zwecke wird jede der betreffenden Verwaltungen ein anderes in der Angelegenheit nicht betheiligtes Vereinsmitglied wählen.

Dieses Gericht entscheidet mit absoluter Stimmenmehrheit.

Im Falle der Stimmengleichheit haben die Schiedsrichter, um eine Entscheidung herbeizuführen, eine andere in der Sache gleichfalls unbetheiligte Verwaltung zu wählen.

Artikel 18.

Diejenigen Länder, welche an dem gegenwärtigen Vertrage nicht theilgenommen haben, können demselben auf Verlangen beitreten.

Dieser Beitritt wird auf diplomatischem Wege der Regierung der schweizerischen Eidgenossenschaft und durch diese allen Vereinsländern bekannt gegeben.

1878 Der Beitritt hat mit voller Rechtskraft die Annahme aller im gegenwärtigen Vertrage festgesetzten Bestimmungen, sowie die Theilnahme an allen durch denselben gewährten Vortheilen zur Folge.

Es ist Sache der Regierung der schweizerischen Eidgenossenschaft, im gemeinsamen Einverständnisse mit der Regierung des betheiligten Landes, die Höhe des Beitrages zu bestimmen, welchen die Verwaltung dieses letzteren Landes zu den Kosten für das internationale Bureau beizutragen hat, sowie nöthigenfalls die Taxen festzusetzen, welche von dieser Verwaltung in Gemässheit der Bestimmungen des vorhergehenden Artikel 7 einzuheben sind.

Artikel 19.

Ueber Verlangen oder mit Zustimmung von mindestens zwei Drittel der Regierungen oder der Verwaltungen haben, je nach der Wichtigkeit der zu erledigenden Fragen, entweder Congresse von Bevollmächtigten der vertragschliessenden Länder oder einfache Conferenzen stattzufinden.

Mindestens alle fünf Jahre soll jedoch ein Congress abgehalten werden.

Jedes Land kann sich durch einen oder mehrere Abgeordnete oder durch die Delegation eines anderen Landes vertreten lassen. Es versteht sich jedoch, dass der oder die Abgeordneten eines Landes nicht mit der Vertretung von mehr als zwei Ländern beauftragt werden dürfen, jenes, von welchem sie abgeordnet worden sind, mit inbegriffen.

Bei den Berathungen hat jedes Land nur Eine Stimme.

Jeder Congress bestimmt den Ort, wo der nächste Congress stattfinden soll.

Für die Conferenzen haben die Verwaltungen auf Vorschlag des internationalen Bureaus den Ort der Zusammenkunft zu bestimmen.

Artikel 20.

Während des Zeitraumes, welcher zwischen den Versammlungen liegt, ist die Postverwaltung eines jeden Vereinslandes berechtigt, den anderen Vereinsverwaltungen durch Vermittlung des internationalen Bureaus Vorschläge in Betreff des Vereinsverkehres zu machen. Wenn jedoch solche Vorschläge wirksam werden sollen, muss deren Annahme erfolgt sein:

1. mit Einstimmigkeit, wenn es sich um Abänderung der Bestimmungen der vorhergehenden Artikel 2, 3, 4, 5, 6 und 9 handelt;

2. mit zwei Drittel der Stimmen, wenn es sich um die 1878
Abänderung von anderen Vertragsbestimmungen als jene der Artikel 2, 3, 4, 5, 6 und 9;

3. mit einfacher Stimmenmehrheit, wenn es sich, abgesehen von der im vorhergehenden Artikel 17 bezeichneten Meinungsverschiedenheit, um die Auslegung der Bestimmungen des Vertrages handelt.

Die giltigen Beschlüsse werden in den beiden ersten Fällen durch eine diplomatische Erklärung bestätigt, welche die Regierung der schweizerischen Eidgenossenschaft auszufertigen und allen Regierungen der vertragschliessenden Länder zu übersenden hat, im dritten Falle durch eine vom internationalen Bureau erlassene Verständigung aller Vereinsverwaltungen.

Artikel 21.

Hinsichtlich der Anwendung der vorhergehenden Artikel 16, 19 und 20 werden je nach dem Falle, als eine einziges Land oder als eine einzige Verwaltung angesehen:

1. Das britisch-indische Kaiserreich;
2. » Gebiet von Canada;
3. die gesammten dänischen Colonien;
4. » » spanischen Colonien;
5. » » französischen Colonien;
6. » » niederländischen Colonien;
7. » » portugiesischen Colonien.

Artikel 22.

Der gegenwärtige Vertrag soll mit 1. April 1879 zur Ausführung gelangen und auf unbestimmte Zeit in Kraft bleiben; jedoch hat jeder der vertragschliessenden Theile das Recht, aus dem Vereine auszutreten, wenn seine Regierung der schweizerischen Eidgenossenschaft diese Absicht ein Jahr vorher angezeigt hat.

Artikel 23.

Vom Tage des Vollzuges des gegenwärtigen Vertrages treten alle Bestimmungen der früher zwischen den verschiedenen Ländern und Verwaltungen abgeschlossenen Verträge, Uebereinkommen oder sonstigen Acte insoweit ausser Wirksamkeit, als deren Bestimmungen mit den Festsetzungen des gegenwärtigen Vertrages nicht im Einklange stehen und unbeschadet der im vorhergehenden Artikel 15 vorbehaltenen Rechte.

1878 Der gegenwärtige Vertrag soll sobald als möglich ratificirt werden. Die Ratifications-Urkunden werden in Paris ausgewechselt.

Zu Urkund dessen haben die Bevollmächtigten der obenbezeichneten Länder den gegenwärtigen Vertrag unterzeichnet zu Paris den ersten Juni Eintausend achthundert und acht und siebzig.

(Folgen die Unterschriften.)

1073.

1 juin 1878.

Règlement de détail et d'ordre pour l'exécution de la Convention relative à la révision du pacte fondamental de l'Union générale des Postes.*)

(Archives du ministère Imp. et R. des affaires étrangères; P. V. Bl. 1879. Nr. 34.)

(Urtext.)

Règlement de détail et d'ordre pour l'exécution de la convention

conclue entre l'Allemagne, la République Argentine, l'Autriche-Hongrie, la Belgique, le Brésil, le Danemarc et le Colonies Danoises, l'Égypte, l'Espagne et les Colonies Espagnoles, les États-Unis de l'Amérique du Nord, la France et les Colonies Françaises, la Grande-Bretagne et diverses Colonies Anglaises, l'Inde Britannique, le Canada, la Grèce, l'Italie, le Japon, le Luxembourg, le Mexique, le Monténégro, la Norvége, les Pays-Bas et les Colonies Néerlandaises, le Pérou, la Perse, le Portugal et les Colonies Portugaises, la Roumanie, la Russie, la Serbie, le Salvador, la Suède, la Suisse et la Turquie.

Les soussignés, vu l'article 14 de la Convention conclue à Paris, le 1 juin 1878, pour la révision du pacte fondamental de l'Union générale des Postes, ont, au nom de leurs administrations respectives, arrêté d'un commun accord les mesures suivantes, pour assurer l'exécution de ladite Convention.

I.

Direction des correspondances.

1. Chaque administration est obligée d'expédier, par les voies les plus rapides dont elle peut disposer pour ses propres envois, les dépêches closes et les correspondances à découvert qui lui sont livrées par une autre administration.

2. Les administrations qui usent de la faculté de percevoir des taxes supplémentaires, en représentation des frais extraordinaires afférents à certaines voies, sont libres de ne pas diriger

*) Pour plus de clarté, nous avons préféré faire suivre chacune de ces trois Conventions postales par le Règlement respectif bienque la ratification Impériale ne porte que sur la première.

par ces voies, lorsqu'il existe d'autres moyens de communication, celles des correspondances insuffisamment affranchies pour lesquelles l'emploi desdites voies n'a pas été réclamé expressément par les envoyeurs. 1878

II.

Échange en dépêches closes.

1. L'échange des correspondances en dépêches closes, entre les administrations de l'Union, est réglé d'un commun accord et selon les nécessités du service entre les administrations en cause.

2. S'il s'agit d'un échange à faire par l'entremise d'un ou de plusieurs pays tiers, les administrations de ces pays doivent en être prévenues en temps opportun

3. Il est, d'ailleurs, obligatoire, dans ce dernier cas, de former des dépêches closes, toutes les fois que le nombre des correspondances est de nature à entraver les opérations d'une administration intermédiaire, d'après la déclaration de cette administration.

4. En cas de changement dans un service d'échange en dépêches closes, établi entre deux administrations par l'entremise d'un ou de plusieurs pays tiers, l'administration qui a provoqué le changement en donne connaissance aux administrations des pays par l'entremise desquels cet échange s'effectue.

III.

Services extraordinaires.

Les services extraordinaires de l'Union, donnant lien à des frais spéciaux dont la fixation est réservée, par l'article 4 de la Convention, à des arrangements entre les administrations intéressées, sont exclusivement:

1. Ceux qui sont entretenus pour le transport territorial accéléré de la Malle dite des Indes.

2. Celui que l'Administration des postes des États-Unis d'Amérique entretient sur son territoire pour le transport des dépêches closes entre l'Océan Atlantique et l'Océan Pacifique.

IV.

Fixation des taxes.

1. En exécution de l'article 7 de la Convention, les administrations des pays de l'Union qui n'ont pas le franc pour unité monétaire perçoivent leurs taxes d'après les équivalents ci-dessus:

1878

Pays	25 Centimes	10 Centimes	5 Centimes
Allemagne	20 pfennig	10 pfennig	5 pfennig
Argentine (République)	8 centavos	4 centavos	2 centavos
Autriche-Hongrie	10 kreuzer	5 kreuzer	3 kreuzer
Brésil	100 reis	50 reis	25 reis
Danemark	20 öre	10 öre	5 öre
Colonies danoises — Groënland	20 öre	10 öre	5 öre
Colonies danoises — Antilles	5 cents	2 cents	1 cent
Égypte	1 piastre	20 paras	10 paras
États-Unis d'Amérique	5 cents	2 cents	1 cent
Grande-Bretagne	2 2/2 pence	1 penny	1/2 penny
Inde britannique	2 annas	3/4 anna	1/2 anna
Colonies anglaises — Jamaïque. Trinité, Guyane anglaise, Laboan, Maurice et dépendances, Bermudes.	2 1/2 pence	1 penny	1/2 penny
Colonies anglaises — Ceylan, Straits-Settlements Hong-Kong, Canada	5 cents	2 cents	1 cent
Japon	5 sen	2 sen	1 sen
Monténégro	10 soldi	5 soldi	3 soldi
Norvége	20 öre	10 öre	5 öre
Pays-Bas et colonies néerland.	12 1/2 cents	5 cents	2 1/2 cents
Perse	5 shahis	2 shahis	1 shahi
Portugal et colonies portugaises	50 reis	20 reis	10 reis
Russie	7 kopeks	3 kopeks	2 kopeks
Serbie	50 paras	20 paras	10 paras
Suède	20 öre	10 öre	5 öre
Turquie	50 paras	20 paras	10 paras
Mexique	6 centavos	3 centavos	2 centavos
Pérou	5 centavos	2 centavos	1 centavo
Salvador	5 centavos de peso	2 centavos de peso	1 centavo de peso

2. En cas de changement du système monétaire dans l'un des pays susmentionnés, l'administration de ce pays doit s'entendre avec l'Administration des Postes suisses pour modifier les équivalents ci-dessus ; il appartient à cette dernière administration de faire notifier la modification à tous les autres offices de l'Union par l'intermédiaire du Bureau international.

3. Toute administration à la faculté de recourir, si elle le juge nécessaire, à l'entente prévue au paragraphe précédent en cas de modification importante dans la valeur de sa monnaie.

4. Les fractions monétaires résultant, soit du complément de taxe applicable aux correspondances insuffisamment affranchies, soit de la combinaison des taxes de l'Union avec les taxes étrangères ou avec les surtaxes prévues par l'article 5 de la Convention, peuvent être arrondies par les administrations qui en effectuent la perception. Mais la somme à ajouter de ce chef ne peut, dans aucun cas, excéder la valeur d'un vingtième de franc (cinq centimes).

V. 1878

Correspondance avec les pays étrangers à l'Union.

1. Les offices de l'Union qui ont des relations avec des pays étrangers à l'Union, fournissent aux autres offices de l'Union un tableau conforme au modèle C annexé au présent Règlement, et indiquant, avec les conditions d'envoi, les taxes dues pour le transport en dehors de l'Union des correspondances à destination ou provenant des pays précités. Dans les cas prévu par le dixième alinéa de l'article 12 de la Convention, il peut être ajouté cinq centimes par port simple de lettres et deux centimes par port simple d'autres objets.

2. Par application de l'article 12 de la Convention, il est perçu, en sus des taxes étrangères indiquées au tableau C:

1° Par l'office de l'Union expéditeur de correspondances affranchies pour l'étranger, les prix d'affranchissement respectivement applicables aux correspondances de même nature pour le pays de sortie de l'Union;

2° Par l'office del l'Union destinataire de correspondances non affranchies ou partiellement affranchies d'origine étrangère, savoir:

a) Pour les lettres, la taxe applicable aux lettres non affranchies provenant du pays de l'Union qui sert d'intermédiaire;

b) Pour les autres objets, une taxe égale au prix d'affranchissement des objets similaires qui sont adressés du pays de l'Union destinataire dans le pays de l'Union servant d'intermédiaire.

VI.

Application des timbres.

1. Les correspondances originaires des pays de l'Union sont frappées d'un timbre indiquant le lieu d'origine et la date du dépôt à la poste.

2. Les correspondances originaires des pays étrangers à l'Union sont frappées, par l'office de l'Union qui les a recueillies, d'un timbre indiquant le point et la date d'entrée dans le service de cet office.

3. Les correspondances non affranchies ou insuffisamment affranchies sont, en outre, frappées du timbre *T* (taxe à payer) dont l'application incombe à l'office du pays d'origine, s'il s'agit de correspondances originaires de l'Union, et à l'office du pays d'entrée, s'il s'agit de correspondances originaires des pays étrangers à l'Union.

4. Les objets recommandés doivent porter la marque spéciale (étiquette ou timbre) adoptée pour les envois de l'espèce par le pays d'origine.

1878 5. Les timbres ou marques dont l'emploi est prescrit au présent article, sont apposés du côté de la suscription de l'envoi.

6. Tout objet de correspondance ne portant pas le timbre *T* est considéré comme affranchi et traité en conséquence, sauf erreur évidente.

VII.

Indication du nombre de ports et du montant des taxes étrangères.

1. Lorsqu'une lettre ou tout autre objet de correspondance est passible, en raison de son poids, de plus d'un port simple, l'office d'origine ou d'entrée dans l'Union, suivant le cas, indique, à l'angle gauche supérieur de la suscription, en chiffres ordinaires, le nombre des ports perçus ou à percevoir.

2. Cette mesure n'est pas de rigueur pour les correspondances dûment affranchies.

3. Les taxes étrangères dues, en vertu de l'article 12 de la Convention et de l'article V du présent Règlement, pour le parcours en dehors de l'Union des correspondances à destination ou provenant des pays étrangers à l'Union, sont indiquées, à l'angle gauche inférieur de la suscription de chaque objet, savoir :

1° Par l'office du pays d'origine et en chiffres rouges, s'il s'agit de correspondances régulièrement affranchies originaires de l'Union ;

2° Par l'office du pays d'entrée dans l'Union et en chiffres bleus, s'il s'agit de correspondances d'origine étrangère, à taxer par l'office de l'Union destinataire.

VIII.

Affranchissement insuffisant.

1. Lorsqu'un objet est insuffisamment affranchi au moyen de timbres-poste, l'office expéditeur indique en chiffres noirs, apposés à côté des timbres-poste, le montant de l'insuffisance en l'exprimant en francs et centimes.

2. D'après cette indication, le bureau d'échange du pays de destination taxe l'objet au double de l'insuffisance constatée.

3. Dans le cas où il a été fait usage de timbres-poste non valables pour l'affranchissement, il n'en est tenu aucun compte. Cette circonstance est indiquée par le chiffre zéro (o), placé à côté des timbres-postes.

IX.

Feuilles d'avis.

1. Les feuilles d'avis accompagnant les dépêches échangées entre deux administrations de l'Union sont conformes au modèle A joint au présent Règlement.

2. Les objets recommandés sont inscrits au tableau n° I 1878
de la feuille d'avis avec les détails suivants : le nom du bureau d'origine, le nom du destinataire et le lieu de destination, ou seulement le nom du bureau d'origine et le numéro d'inscription de l'objet à ce bureau.

3. Lorsque le nombre des objets recommandés expédiés habituellement d'un bureau d'échange à un autre le comporte, il peut être fait usage d'une liste spéciale et détachée, pour remplacer le tableau n° I de la feuille d'avis.

4. Au tableau n° II, on inscrit, avec les détails que ce tableau comporte, les dépêches closes qui accompagnent les envois directs.

5. Lorsqu'il est jugé nécessaire, pour certaines relations, de créer d'autres tableaux ou rubriques sur la feuille d'avis, la mesure peut être réalisée d'un commun accord entre les administrations intéressées.

6. Lorsqu'un bureau d'échange n'a aucun objet à livrer à un bureau correspondant, il n'en doit pas moins envoyer, dans la forme ordinaire, une dépêche qui se compose uniquement de la feuille d'avis.

X.

Objets recommandés.

1. Les objets recommandés et, s'il y a lieu, la liste spéciale prévue au paragraphe 3 de l'article IX, sont réunis en un paquet distinct, qui doit être convenablement enveloppé et cacheté de manière à en préserver le contenu.

2. Ce paquet, entouré de la feuille d'avis, est placé au centre de la dépêche.

3. La présence, dans la dépêche, d'un paquet d'objets recommandés, dont la description est faite sur la liste spéciale mentionnée au paragraphe 1. ci-dessus, doit être annoncée par l'application, en tête de la feuille d'avis, soit d'une annotation spéciale, soit de l'étiquette ou du timbre de recommandation en usage dans le pays d'origine.

4. Il est entendu que le mode d'emballage et de transmission des objets recommandés, prescrit par les paragraphes 1 et 2 ci-dessus, s'applique seulement aux relations ordinaires. Pour les relations importantes, il appartient aux administrations intéressées de prescrire, d'un commun accord, des dispositions particulières, sous réserve, dans l'un comme dans l'autre cas, des mesures exceptionnelles à prendre par les chefs des bureaux d'échange, lorsqu'ils ont à assurer la transmission d'objets recomandés qui, par leur nature, leur forme ou leur volume, ne seraient pas susceptibles d'être insérés dans la dépêche.

1878

XI.

Indemnité pour la perte d'un envoi recommandé.

L'obligation de payer l'indemnité, en cas de perte d'un objet recommandé, incombe à l'administration dont relève le bureau expéditeur, sauf recours, s'il y a lieu, contre l'administration responsable.

XII.

Confection des dépêches.

1. En règle générale, les objets qui composent les dépêches, doivent être classés et enliassés par nature de correspondance.

2. Toute dépêche, après avoir été ficelée intérieurement, est enveloppée de papier fort en quantité suffisante pour éviter toute détérioration du contenu, puis ficelée extérieurement et cachetée à la cire ou au moyen d'un cachet en papier gommé, avec l'empreinte du cachet du bureau. Elle est munie d'une suscription imprimée portant, en petits caractères, le nom du bureau expéditeur et, en caractères plus forts, le nom du bureau destinataire: »de....pour.....«

3. Si le volume de la dépêche le comporte, elle est renfermée dans un sac convenablement fermé, cacheté et étiquetté.

4. Les sacs doivent être renvoyés vides au bureau expéditeur par le prochain courrier, sauf autre arrangement entre les offices correspondants.

XIII.

Vérification des dépêches.

1. Le bureau d'échange qui reçoit une dépêche, constate, en premier lieu, si les inscriptions sur la feuille d'avis et, le cas échéant, sur la liste des objets recommandés, sont exactes.

2 Lorsqu'il reconnaît des erreurs ou des omissions, il opère immédiatement les rectifications nécessaires sur les feuilles ou listes, en ayant soin de biffer d'un trait de plume les indications erronées, de manière à laisser reconnaître les inscriptions primitives.

3. Ces rectifications s'effectuent par le concours de deux agents. A moins d'une erreur évidente, elles prévalent sur la déclaration originale.

4. Un bulletin de vérification, conforme au modèle *B* annexé au présent Règlement, est dressé par le bureau destinataire et envoyé sans délai, sous recommandation d'office, au bureau expéditeur.

5. Celui-ci, après examen, le renvoie avec ses observations, 1878
s'il y a lieu.

6. En cas de manque d'une dépêche, d'un objet recommandé, de la feuille d'avis ou de la liste spéciale, le fait est constaté immédiatement dans la forme voulue par deux agents du bureau d'échange destinataire, et porté à la connaissance du bureau d'échange expéditeur au moyen du bulletin de vérification. Si le cas le comporte, ce dernier bureau peut, en outre, être avisé par télégramme aux frais de l'office expéditeur du télégramme.

7. Lorsque le bureau destinataire n'a pas fait parvenir par le premier courrier au bureau expéditeur un bulletin de vérification constatant des erreurs ou des irrégularités quelconques, l'absence de ce document vaut comme accusé de réception de la dépêche et de son contenu, jusqu'à preuve du contraire.

XIV.

Objets recommandés. Conditions de forme et de fermeture.

Aucune condition spéciale de forme ou de fermeture n'est exigée pour les objets recommandés. Chaque office a la faculté d'appliquer à ces envois les règles établies dans son service intérieur.

XV.

Cartes postales.

1. Les cartes postales doivent être expédiées à découvert. L'une des faces est réservée à l'adresse seule. La correspondance est inscrite au verso.

2. Les cartes postales ne peuvent excéder les dimensions suivantes :

Longueur 14 centimètres ;

Largeur 9 centimètres.

3. Autant que possible, les cartes postales émises spécialement en vue de la circulation dans l'Union, doivent porter un timbre fixe et le titre Union postale universelle, suivi du nom du pays d'origine. Ce titre, lorsqu'il n'est pas en langue française est reproduit en cette langue.

4. Les cartes postales émanant des offices de l'Union sont seules admises à la circulation dans le service international.

5. Il est interdit de joindre ou d'attacher aux cartes postales des objets quelconques.

XVI.

Papiers d'affaires.

1. Sont considérés comme papiers d'affaires, et admit comme tels à la modération de port consacrée par l'article 5 de la Convention, toutes les pièces et tous documents, écrits ou

1878 dessinés en tout ou en partie à la main, qui n'ont pas le caractère d'une correspondance actuelle et personnelle, tels que les pièces de procédure, les actes de tout genre dressés par les officiers ministériels, les lettres de voiture ou connaissements, les factures, les différents documents de service des compagnies d'assurance, les copies ou extraits d'actes sous seing privé écrits sur papier timbré ou non timbré, les partitions ou feuilles de musique manuscrites, les manuscrits d'ouvrages expédiés isolément, etc.

2. Les papiers d'affaires doivent être envoyés sous bande ou dans une enveloppe ouverte.

XVII.

Imprimés de toute nature.

1. Sont considérés comme imprimés, et admis comme tels à la modération de port consacrée par l'article 5 de la Convention, les journaux et ouvrages périodiques, les livres brochés ou reliés, les brochures, les papiers de musique, les cartes de visite, les cartes-adresses, les épreuves d'imprimerie avec ou sans les manuscrits s'y rapportant, les gravures, les photographies, les dessins, plans, cartes géographiques, catalogues, prospectus, annonces et avis divers, imprimés, gravés, lithographiés ou autographiés, et, en général, toutes les impressions ou reproductions obtenues sur papier, sur parchemin ou sur carton, au moyen de la typographie, de la lithographie ou de tout autre procédé mécanique facile à reconnaître, hormis le décalque

2. Sont exclus de la modératien de port, les timbres ou formules d'affranchissement, oblitérés ou non, ainsi que tous imprimés, constituant le signe représentatif d'une valeur.

3. Le caractère de correspondance actuelle et personnelle ne peut pas être attribué aux indications ci-après, savoir:

1° A la signature de l'envoyeur ou à la désignation de son nom ou de sa raison sociale, de sa qualité, du lieu d'origine et de la date d'envoi;

2° à la dédicace ou à l'hommage de l'auteur;

3° aux traits ou signes simplement destinés à marquer les passages d'un texte, pour appeler l'attention;

4° aux prix ajoutés sur les côtes ou prix courants de bourse ou de marchés;

5° enfin, aux annotations ou corrections faites sur les épreuves d'imprimerie ou de composition musicale et se rapportant au texte ou à la confection de l'ouvrage.

4. Les imprimés doivent être, soit placés sous bande, sur 1878
rouleau, entre des cartons, dans un étui ouvert d'un côté ou aux deux extrémités, ou dans une enveloppe non fermée, soit simplement pliés de manière à ne pas dissimuler la nature de l'envoi, soit enfin entourés d'une ficelle facile à dénouer.

5. Les cartes-adresses et tous imprimés présentant la forme et la consistance d'une carte non pliée peuvent être expédiés sans bande, enveloppe, lien ou pli.

XVIII.

Échantillons.

1. Les échantillons de marchandises ne sont admis à bénéficier de la modération de port qui leur est attribuée par l'article 5 de la Convention que sous les conditions suivantes.

2. Ils doivent être placés dans des sacs, des boîtes ou des enveloppes mobiles, de manière à permettre une facile vérification.

3. Ils ne peuvent avoir aucune valeur marchande, ni porter aucune écriture à la main que le nom ou la raison sociale de l'envoyeur, l'adresse du destinataire, une marque de fabrique ou de marchand, des numéros d'ordre et des prix.

XIX.

Objets groupés.

Il est permis de réunir dans un même envoi des échantillons de marchandises, des imprimés et des papiers d'affaires, mais sous réserve des conditions suivantes :

1. Que chaque objet pris isolément ne dépassera pas les limites qui lui sont applicables quant au poids et quant à la dimension.

2. Que le poids total ne peut pas dépasser 2 kilogrammes par envoi.

3. Que la taxe sera au minimum de 25 centimes si l'envoi contient des papiers d'affaires, et de 10 centimes s'il se compose d'imprimés et d'échantillons.

XX.

Correspondances réexpédiées.

1. En exécution de l'article 10 de la Convention, et sauf les exceptions prévues au paragraphe 2 du présent article, les correspondances de toute nature adressées, dans l'Union, à des destinataires ayant changé de résidence, sont traitées par l'office distributeur, comme si elles avaient été adressées directement du lieu d'origine au lieu de la nouvelle destination.

1878 2. A l'égard des envois du service interne de l'un des pays de l'Union qui entrent, par suite de réexpédition, dans le service d'un autre pays de l'Union, on observe les règles suivantes :

1° Les envois non affranchis ou insuffisamment affranchis pour leur premier parcours, sont traités comme correspondances internationales et frappés, par l'office distributeur, de la taxe applicable aux envois de même nature directement adressés du pays d'origine dans le pays où se trouve le destinataire.

2° Les envois régulièrement affranchis pour leur premier parcours, et dont le complément de taxe afférent au parcours ultérieur n'a pas été acquitté avant leur réexpédition, sont frappés, suivant leur nature, par l'office distributeur, d'une taxe égale à la différence entre le prix d'affranchissement déjà acquitté et celui qui aurait été perçu, si les envois avaient été expédiés primitivement sur la nouvelle destination. Le montant de cette différence doit être exprimé en francs et centimes à côté des timbres-poste par l'office réexpéditeur.

Dans l'un et l'autre cas, les taxes prévues ci-dessus restent exigibles du destinataire, alors même que, par suite de réexpéditions successives, les envois reviennent dans le pays d'origine.

3. Les objets de toute nature mal dirigés sont, sans aucun délai, réexpédiés, par la voie la plus prompte, sur leur destination.

XXI.

Rebuts.

1. Les correspondances de toute nature qui sont tombées en rebut, pour quelque cause que ce soit, doivent être renvoyées aussitôt après les délais de conservation voulus par les règlements du pays destinataire, par l'intermédiaire des bureaux d'échange respectifs et en une liasse spéciale étiquettée: Rebuts.

2. Toutefois, les correspondances recommandées, tombées en rebut, sont renvoyées au bureau d'échange du pays d'origine et comme s'il s'agissait de correspondances recommandées à destination de ce pays, sauf qu'en regard de l'inscription nominative au tableau n° I de la feuille d'avis ou sur la liste détachée, la mention Rebuts est consignée dans la colonne d'observations par le bureau réexpéditeur.

3. Par exception, deux offices correspondants peuvent, d'un commun accord, adopter un autre mode de renvoi de rebuts, ainsi que se dispenser de se renvoyer réciproquement certains imprimés considérés comme dénués de valeur.

XXII. 1878

Statistique des frais de transit.

1. Les statistiques à effectuer une fois tous les deux ans, en exécution des articles 4 et 11 de la Convention, pour le décompte, tant des frais de transit dans l'Union que des taxes afférentes au transport en dehors des limites de l'Union, sont établies d'après les dispositions des articles suivants, pendant toute la durée du mois de mai ou du mois de novembre alternativement, de manière que la première statistique aura lieu en novembre 1879, la seconde en mai 1881, la troisième en novembre 1883, et ainsi de suite.

2. La statistique de novembre 1879 sortira ses effets à partir du 1 avril de la même année jusqu'au 31 décembre 1880. Chaque statistique ultérieure servira de base pour les payements se rapportant à l'année courante et à celle qui suit.

3. Si, pendant la période d'application de la statistique, il vient à entrer dans l'Union un pays ayant des relations importantes, les pays de l'Union dont la situation pourrait, par suite de cette circonstance, se trouver modifiée sous le rapport du payement des droits de transit, ont la faculté de réclamer une statistique spéciale se rapportant exclusivement au pays nouvellement entré.

XXIII.

Correspondances à découvert.

1. L'office servant d'intermédiaire pour la transmission des correspondances échangées à découvert, soit entre deux pays de l'Union, soit entre un pays de l'Union et un pays étranger à celle-ci, dresse d'avance, pour chacun de ses correspondants de l'Union, un tableau conforme au modèle *D*, annexé au présent Règlement et dans lequel il indique, en distinguant, s'il y a lieu, les diverses voies d'acheminement, les prix de port au poids lui revenant pour le transport dans l'Union de l'une et de l'autre catégorie de ces correspondances au moyen des services dont il dispose, ainsi que les prix de port au poids à bonifier, le cas échéant, par lui-même, à d'autres offices de l'Union, pour le transport ultérieur desdites correspondances dans l'Union. Au besoin, il se reseigne en temps utile, auprès des offices des pays à traverser, sur les voies que devront suivre les correspondances et sur les prix à leur appliquer.

2. Un exemplaire du tableau *D* est remis par ledit office à l'office correspondant intéressé et sert de base à un décompte spécial à établir entre eux, du chef du port intermédiaire dans l'Union des correspondances dont il s'agit. Ce décompte est

1878 dressé par l'office qui reçoit les correspondances et soumis à la vérification de l'office expéditeur.

3. L'office expéditeur établit, d'après les données de la formule *D*, fournie par son correspondant, des tableaux conformes au modèle *E* ci-annexé et destinés à relater, pour chaque dépêche, les frais de port intermédiaire dans l'Union des correspondances sans distinction d'origine, comprises dans la dépêche, pour être acheminées par l'intermédiaire dudit correspondant. A cet effet, le bureau d'échange expéditeur inscrit au cadre n° I d'une formule *E*, qu'il joint à son envoi, le poids total, selon leur nature, des correspondances de l'espèce qu'il livre à découvert au bureau d'échange correspondant, et celui-ci, après vérification, prend livraison de ces correspondances, pour les acheminer vers leurs destinations, en les confondant avec les siennes propres pour le payement, s'il y a lieu, des prix de port ultérieurs.

4. Quant aux frais de transport en dehors du ressort de l'Union des correspondances à destination ou provenant de pays étrangers à l'Union, ils sont évalués d'après les données du tableau *C* mentionné à l'article V du présent Règlement, et inscrits en bloc sur la formule *E*, savoir :

Au cadre n° II, s'il s'agit de correspondances affranchies pour l'étranger (frais à la charge de l'office de l'Union expéditeur) ;

au cadre n° III, s'il s'agit de correspondances non affranchies venant de l'étranger et de correspondances réexpédiées ou tombées en rebut qui sont grevées de taxes étrangères à rembourser (frais à la charge de l'office de l'Union destinataire).

5. Toute erreur dans la déclaration du bureau d'échange expéditeur du tableau *E* est signalée immédiatement à ce bureau au moyen d'un bulletin de vérification, nonobstant la rectification opérée sur le tableau lui même.

6. A défaut de correspondances passibles d'un port intermédiaire ou étranger, il n'est pas dressé de tableau *E*. Dans le cas de l'ommission non justifiée de ce tableau, l'irrégularité est également signalée, au moyen d'un bulletin de vérification, au bureau en faute, et doit être réparée immédiatement par ce dernier.

XXIV.

Dépêches closes.

1. Les correspondances échangées en dépêches closes, entre deux offices de l'Union ou entre un office de l'Union et un office étranger à l'Union, à travers le territoire ou au

moyen des services d'un ou de plusieurs autres offices, font 1878
l'objet d'un relevé conforme au modèle *F* annexé au présent règlement, et qui est établi d'après les dispositions suivantes.

2. En ce qui concerne les dépêches d'un pays de l'Union pour un autre pays de l'Union, le bureau d'échange expéditeur inscrit, à la feuille d'avis pour le bureau d'échange destinataire de la dépêche, le poids net des lettres et des cartes postales et celui des autres objets, sans distinction de l'origine ni de la destination des correspondances. Ces indications sont vérifiées par le bureau destinataire, lequel dresse, à la fin de la période de statistique, le relevé mentionné ci-dessus, en autant d'expéditions qu'il y a d'offices intéressés y compris celui du lieu de départ.

3. Dans les quatre jours qui suivent la clôture des opérations de statistique, les relevés *F* sont transmis, par les bureaux d'échange qui les ont établis, aux bureaux d'échange de l'office débiteur, pour être revêtus de leur acceptation. Ceux-ci, après avoir accepté ces relevés, les transmettent à l'administration centrale dont ils relèvent, chargée de les répartir entre les offices intéressés.

4. En ce qui concerne les dépêches closes échangées entre un pays de l'Union et un pays étranger à l'Union, par l'intermédiaire d'un ou de plusieurs offices de l'Union, le transport s'en effectue, dans les deux sens, à la charge dudit pays de l'Union, et les bureaux d'échange de ce pays dressent eux-mêmes, pour chaque dépêche expédiée ou reçue, un relevé *F* qu'ils transmettent à l'office de sortie ou d'entrée, lequel établit, à la fin de la période de statistique, un relevé général en autant d'expéditions qu'il y a d'offices intéressés, y compris lui-même et l'office d'Union débiteur. Une expédition de ce relevé est transmise à l'office débiteur, ainsi qu'à chacun des offices qui ont pris part au transport des dépêches.

XXV.

Compte de frais de transit.

1. Les tableaux *E* et *F* sont résumés dans un compte particulier par lequel on établit, en francs et centimes, le prix annuel de transit revenant à chaque office, en multipliant les totaux par 12. Le soin d'établir ce compte incombe à l'office créditeur, qui le transmet à l'office débiteur.

2. Le solde résultant de la balance des comptes réciproques entre deux offices est payé par l'office débiteur à l'office créditeur, en francs effectifs et au moyen de traites tirées sur la capitale ou sur une place commerciale de ce dernier office.

1878 3. L'établissement, l'envoi et le payement des comptes des frais de transit, afférents à un exercice, doivent être effectués dans le plus bref délai possible et, au plus tard, avant l'expiration du premier semestre de l'exercice suivant. Passé ce délai, les sommes dues par un office à un autre office sont productives d'intérêts, à raison de cinq pour cent l'an et à dater du jour de l'expiration dudit délai.

4. Est réservée, toutefois, aux offices intéressés la faculté de prendre, d'un commun accord, d'autres dispositions que celles qui sont formulées dans le présent article.

XXVI.

Exceptions en matière de poids.

Il est admis, par mesure d'exception, que les États qui, à cause de leur régime intérieur, ne peuvent adopter le type de poids décimal métrique, ont la faculté d'y substituer l'once avoir du poids (28 gr. 3465), en assimilant une demi-once à 15 grammes et deux onces à 50 grammes, et d'élever, au besoin, la limite du port simple des journaux à quatre onces, mais sous la condition expresse, que dans ce dernier cas, le port des journaux ne soit pas inférieur à 10 centimes et qu'il soit perçu un port entier par numéro de journal, alors même que plusieurs journaux se trouveraient groupés dans un même envoi.

XXVII.

Réclamation d'objets ordinaires non parvenus.

1. Toute réclamation relative à un objet de correspondance ordinaire non parvenu à destination donne lieu au procédé suivant:

1° Il est remis ou réclamant une formule conforme au modèle *G* ci-annexé, avec prière d'en remplir, aussi exactement que possible, la partie qui le concerne;

2° le bureau où la réclamation s'est produite transmet la formule directement au bureau correspondant. La transmission s'effectue d'office et sans aucun écrit;

3° le bureau correspondant fait présenter la formule au destinataire ou à l'expéditeur, selon le cas, avec prière de fournir des renseignements à ce sujet;

4° munie de ces renseignements, la formule est renvoyée d'office au bureau qui l'a dressée;

5° dans le cas où la réclamation est reconnue fondée, elle est transmise à l'Administration centrale pour servir de base aux investigations ultérieures;

6° A moins d'entente contraire, la formule est rédigée en français ou porte une traduction française. 1878

2. Toute administration peut exiger, par une notification adressée au Bureau international, que l'échange des réclamations, en ce qui la concerne, soit effectué par l'entremise des administrations centrales, ou par l'intermédiaire d'un bureau spécialement désigné.

XXVIII.

Répartition de frais du bureau international.

1. Les frais communs du Bureau international ne doivent pas dépasser, par année, la somme de 100.000 francs, non compris les frais spéciaux auxquels donne lieu la réunion d'un congrès ou d'un conférence.

2. L'Administration des Postes suisses surveille les dépenses du Bureau international, fait les avances nécessaires et établit le compte annuel, qui est communiqué à toutes les autres administrations.

3. Pour la répartition des frais, les pays de l'Union sont divisés en sept classes, contribuant chacune dans la proportion d'un certain nombre d'unités, savoir:

1re	classe	25	unités
2e	»	20	»
3e	»	15	»
4e	»	10	»
5e	»	5	»
6e	»	3	»
7e	»	1	»

4. Ces coëfficients sont multipliés par le nombre des pays de chaque classe, et la somme des produits ainsi obtenus fournit le nombre d'unités par lequel la dépense totale doit être divisée. Le quotient donne le montant de l'unité de dépense.

5. Les pays de l'Union sont classés ainsi qu'il suit, en vue de la répartition des frais:

1re classe: Allemagne, Autriche-Hongrie, États-Unis d'Amérique, France, Inde britannique, ensemble des autres colonies britanniques moins le Canada, Grande-Bretagne, Italie, Russie, Turquie;

2e classe: Espagne;

3e classe: Belgique, Brésil, Canada, Égypte, Japon, Pays-Bas, Roumanie, Suède, colonies ou provinces espagnoles d'outre-mer, colonies françaises, Indes orientales néerlandaises;

1878 4e classe : Danemark, Norvége. Portugal, Suisse, colonies portugaises ;

5e classe : Argentine (République), Grèce, Mexique, Pérou, Serbie ;

6e classe : colonie de Surinam (ou Guyane néerlandaise), colonie de Curaçao (ou Antilles néerlandaises), Luxembourg, Perse, colonies danoises, Salvador ;

7e classe : Monténégro.

XXIX.

Communications à adresser au bureau international.

1. Le Bureau international sert d'intermédiaire aux notifications régulières et générales qui intéressent les relations internationales.

2. Les administrations faisant partie de l'Union doivent se communiquer notamment par l'intermédiaire du Bureau international :

1° L'indication des surtaxes qu'elles perçoivent, par application de l'article 5 de la convention, en plus de la taxe de l'Union, soit pour port maritime, soit pour frais de transport extraordinaire, ainsi que la nomenclature des pays par rapport auxquels ces surtaxes sont perçues, et, s'il y a lieu, la désignation des voies qui en motivent la perception ;

2° l'empreinte du timbre spécial ou de la marque servant à constater la recommandation ;

3° le modèle de leur formule d'avis de réception ;

4° la collection de leurs timbres poste ;

5° enfin, des tableaux *C* dont l'établissement est prescrit par l'article V du présent Règlement.

3. Toute modification apportée ultérieurement, à l'égard de l'un ou l'autre des cinq points ci-dessus mentionnés, doit être notifiée sans retard de la même manière.

4. Le Bureau international reçoit également de toutes les administrations de l'Union deux exemplaires de tous les documents qu'elles publient, tant sur le service intérieur que sur le service international.

5. En outre, chaque administration fait parvenir, dans le premier semestre de chaque année, au Bureau international, une série complète de renseignements statistiques, se rapportant à l'année précédente, sous forme de tableaux dressés d'après les indications du Bureau international, qui distribue à cet effet des formules toutes préparées.

6. Les correspondances adressées par les administrations 1878
de l'Union au Bureau international, et vice versa, sont assimilées, pour la franchise de port, aux correspondances échangées entre les administrations.

XXX.

Attributions du bureau international.

1. Le Bureau international dresse une statistique générale pour chaque année.

2. Il rédige, à l'aide des documents qui sont mis à sa disposition, un journal spécial en langues allemande, anglaise et française.

3. Tous les documents publiés par le Bureau international sont distribués aux administrations de l'Union, dans la proportion du nombre d'unités contributives assignées à chacune d'elles par l'article XXVIII précédent.

4. Les exemplaires et documents supplémentaires qui seraient réclamés par ces administrations sont payés à part, d'après leur prix de revient.

5. Le Bureau international doit, d'ailleurs, se tenir en tout temps à la disposition des membres de l'Union, pour leur fournir, sur les questions relatives au service international des postes, les renseignements spéciaux dont ils pourraient avoir besoin.

6. Le Bureau international instruit les demandes de modification ou d'interprétation des dispositions qui régissent l'Union. Il notifie les résultats de chaque instruction, et toute modification ou résolution adoptée n'est exécutoire que deux mois, au moins, après sa notification.

7. Dans les questions à résoudre par l'assentiment unanime ou par la majorité des administrations de l'Union, celles qui n'ont point fait parvenir leur réponse dans le délai maximum de quatre mois sont considérées comme s'abstenant.

8. Le Bureau international prépare les travaux des congrès ou conférences. Il pourvoit aux copies et impressions nécessaires, à la rédaction et à la distribution des amendements, procès-verbaux et autres renseignements.

9. Le directeur de ce Bureau assite aux séances des congrès ou conférences, et prend part aux discussions sans voix délibérative.

1878 10. Il fait sur sa gestion un rapport annuel qui est communiqué à toutes les administrations de l'Union.

11. La langue officielle du Bureau international est la langue française.

XXXI.

Langue.

1. Les feuilles d'avis, tableaux, relevés et autres formules à l'usage des administrations de l'Union pour leurs relations réciproques, doivent, en règle générale, être rédigés en langue française, à moins que les administrations intéressés n'en disposent autrement par une entente directe.

2. En ce qui concerne la correspondance de service, l'état de choses actuel est maintenu, sauf autre arrangement à intervenir ultérieurement et d'un commun accord entre les administrations intéressées.

XXXII.

Ressort de l'Union.

Sont considérés comme appartenant à l'Union postale universelle :

1. L'île de Héligoland, comme assimilée à l'Allemagne, au point de vue postal.

2. La principauté de Lichtenstein, comme relevant de l'administration des postes d'Autriche.

3. L'Islande et les îles Féroë, comme faisant partie du Danemarc.

4. Les îles Baléares, les îles Canaries et les possessions espagnoles de la côte septentrionale d'Afrique, comme faisant partie de l'Espagne ; la République du Val d'Andorre, les établissements de poste de l'Espagne sur la côte occidentale du Maroc, comme relevant de l'administration des postes espagnoles.

5. L'Algérie, comme faisant partie de la France ; la principauté de Monaco et les bureaux de poste français établis à Tunis, à Tanger (Maroc) et à Shang-Haï (Chine), comme relevant de l'administration des postes de France ; le Cambodge et le Tonkin, comme assimilés, quant au service postal, à la colonie française de Cochinchine.

6. Gibraltar, ainsi que Malte et dépendances, comme relevant de l'administration des postes de la Grande-Bretagne.

7. Les bureaux de poste que l'administration de la colonie 1878
anglaise de Hong-Kong entretient à Kiung-Schow, Canton, Swatow, Amoy, Foo-Chow, Ningpo, Shang-Haï et Hankow (Chine) et à Haï-Phung et Hanoi (Tonkin).

8. Les établissements de poste indiens d'Aden, de Mascate, du golfe Persique, de Guadur et de Mandalay, comme relevant de l'administration des postes de l'Inde britannique.

9. La République de Saint-Marin et les bureaux italiens de Tunis et de Tripoli de Barbarie, comme relevant de l'administration des postes d'Italie.

10. Les bureaux de poste que l'administration japonaise a établis à Shang-Haï, Chefoo, Chinkiang Hankow, Ningpo Foo-Chow, Newchwang, Kiukiang et Tien-Tsin (Chine), et à Fusanpo (Corée).

11. Madère et les Açores, comme faisant partie du Portugal.

12. Le Grand-Duché de Finlande, comme faisant partie intégrante de l'Empire de Russie.

XXXIII.

Dans l'intervalle qui s'écoule entre les réunions, toute administration des postes d'un pays de l'Union a le droit d'adresser aux autres administrations participantes, par l'intermédiaire du Bureau international, des propositions concernant les dispositions du présent Règlemeut. Mais, pour devenir exécutoires, ces propositions doivent réunir, savoir:

1. L'unanimité des suffrages, s'il s'agit de la modification des dispositions des articles III, IV, V, XI, XXVI, XXXIII et XXXIV.

2. Les deux tiers des suffrages, s'il s'agit de la modification des dispositions des articles I, II, VIII, X, XIII, XIV, XV, XVI, XVII, XVIII, XIX, XX, XXII, XXIII, XXIV, XXV, XXVII, XXXI et XXXII.

3. La simple majorité absolue, s'il s'agit soit de la modification des dispositions autres que celles indiquées ci-dessus, soit de l'interprétation des diverses dispositions du Règlement.

Les résolutions valables sont consacrées par une simple notification du Bureau international à toutes les administrations de l'Union.

1878

XXXIV.

Durée du Règlement.

Le présent Règlement sera exécutoire du jour de la mise en vigueur de la Convention du 1er juin 1878. Il aura la même durée que cette Convention, à moins qu'il ne soit renouvelé d'un commun accord entre les parties intéressés.

Fait à Paris, le 1er juin 1878.

(Suivent les signatures.)

(Uebersetzung.)

Reglement zur Ausführung des Vertrages,

geschlossen zwischen Oesterreich-Ungarn, Deutschland, der Argentinischen Republik, Belgien, Brasilien, Dänemark und den dänischen Colonien, Egypten, Spanien und den spanischen Colonien, den Vereinigten Staaten von Nordamerika, Frankreich und den französischen Colonien, Grossbritannien und verschiedenen englischen Colonien, Britisch-Indien, Canada, Griechenland, Italien, Japan, Luxemburg, Mexiko, Montenegro, Norwegen, den Niederlanden und den niederländischen Colonien, Peru, Persien, Portugal und den portugiesischen Colonien, Rumänien, Russland, Salvador, Serbien, Schweden, der Schweiz und der Türkei.

Die Unterzeichneten haben, entsprechend dem Artikel 14 des Postvertrages, welcher zum Behufe der Revision des Grundvertrages des allgemeinen Postvereines am 1. Juni 1878 in Paris abgeschlossen wurde, im Namen ihrer Verwaltungen, im gemeinsamen Einverständnisse die folgenden Bestimmungen zur Sicherung der Ausführung des erwähnten Vertrages festgesetzt:

I.

Leitung der Correspondenzen.

1. Jede Verwaltung ist verpflichtet, die geschlossenen Briefpakete und die im Einzelntransit beförderten Correspondenzen, welche ihr von einer anderen Verwaltung überliefert werden, auf den schnellsten ihr für ihre eigenen Sendungen zu Gebote stehenden Wegen zu befördern.

2. Den Verwaltungen, welche von dem Rechte Gebrauch machen, für gewisse Wege zur Deckung der bei deren Benützung erwachsenden ausserordentlichen Kosten eine Zuschlagstaxe einzuheben, bleibt es, insoferne ihnen andere Beförderungsgelegenheiten zu Gebote stehen, unbenommen, ungenügend frankirte Correspondenzen auf anderen Routen abzufertigen, wenn nicht die Absender die Beförderung auf den erwähnten Wegen ausdrücklich verlangt haben.

II. 1878

Austausch in geschlossenen Briefpaketen.

1. Der Austausch der Correspondenzen in geschlossenen Briefpaketen zwischen den Vereinsverwaltungen wird im gemeinsamen Einverständnisse und nach den Bedürfnissen des Dienstes durch die betheiligten Verwaltungen geregelt.

2. Wird bei diesem Austausche die Vermittlung eines oder mehrerer dazwischen liegenden Länder in Anspruch genommen, so müssen die Verwaltungen dieser Länder davon rechtzeitig in Kenntniss gesetzt werden.

3. Die Versendung der Correspondenzen muss übrigens in dem letzten Falle in geschlossenen Paketen erfolgen, sobald die Menge der Correspondenzen derart ist, dass hierdurch nach der Erklärung einer transitleistenden Verwaltung deren Dienstleistung gehemmt würde.

4. Falls in dem durch Vermittlung eines oder mehrerer zwischenliegender Länder stattfindenden Austausche geschlossener Briefpakete zweier Verwaltungen eine Aenderung eintritt, hat diejenige Verwaltung, welche die Aenderung veranlasst hat, die Verwaltungen jener Länder, durch deren Vermittlung der Austausch bewirkt wird, hievon zu verständigen.

III.

Aussergewöhnliche Postverbindungen.

Als aussergewöhnliche Beförderungsgelegenheiten innerhalb des Vereines, welche besondere Kosten verursachen, deren Festsetzung nach Artikel 4 des Vertrages einer speciellen Vereinbarung der betheiligten Postverwaltungen vorbehalten ist, sind ausschliesslich anzusehen:

1. Die für die beschleunigte Landbeförderung der sogenannten Indischen Post unterhaltenen Course.

2. Die von der Postverwaltung der Vereinigten Staaten von Amerika auf ihrem Gebiete für die Beförderung der geschlossenen Briefpakete zwischen dem Atlantischen und dem Stillen Ocean unterhaltene Verbindung.

IV.

Festsetzung der Taxen.

1. In Ausführung des Artikels 7 des Vertrages haben die Verwaltungen derjenigen Vereinsländer, welche nicht den Franc als Münzeinheit haben, ihre Taxen nach den folgenden, als Aequivalent angenommenen Beträgen einzuheben:

1878

Länder	25 Centimes	10 Centimes	5 Centimes
Deutschland	20 Pfennige	10 Pfennige	5 Pfennige
Argentinische Republik	8 Centavos	4 Centavos	2 Centavos
Oesterreich-Ungarn	10 Kreuzer	5 Kreuzer	3 Kreuzer
Brasilien	100 Reis	50 Reis	25 Reis
Dänemark	20 Oere	10 Oere	5 Oere
Dänische Colonien { Grönland	20 Oere	10 Oere	5 Oere
Dänische Colonien { Antillen	5 Cents	2 Cents	1 Cent
Egypten	1 Piaster	20 Paras	10 Paras
Vereinigte Staaten von Amerika	5 Cents	2 Cents	1 Cent
Grossbritannien	2 1/2 Pence	1 Penny	1/2 Penny
Britisch-Indien	2 Annas	3/4 Anna	1/2 Anna
Englische Colonien { Jamaica, Trinidad, Britisch Guyana, Labuan, Mauritius und Zugehör, Bermudas-Inseln, Ceylon, Straits-Settlements, Hongkong, Canada	5 Cents	2 Cents	1 Cent
Japan	5 Sen	2 Sen	1 Sen
Montenegro	10 Soldi	5 Soldi	3 Soldi
Norwegen	20 Oere	10 Oere	5 Oere
Niederlande und die niederländischen Colonien	12 1/2 Cents	5 Cents	2 1/2 Cents
Persien	5 Shahis	2 Shahis	1 Shahi
Portugal und die portugiesischen Colonien	50 Reis	20 Reis	10 Reis
Russland	7 Kopeken	3 Kopeken	2 Kopeken
Serbien	50 Paras	20 Paras	10 Paras
Schweden	20 Oere	10 Oere	5 Oere
Türkei	50 Paras	20 Paras	10 Paras
Mexico	6 Centavos	3 Centavos	2 Centavos
Peru	5 Centavos	2 Centavos	1 Centavo
Salvador	5 Centavos de peso	2 Centavos de peso	1 Centavo de peso

2. Im Falle der Aenderung des Münzsystems in einem der vorbezeichneten Länder hat die Verwaltung desselben sich mit der schweizerischen Postverwaltung über die Abänderung der oberwähnten Aequivalentbeträge zu verständigen; dieser letzteren Verwaltung kommt es zu, die Aenderung allen übrigen Vereinsverwaltungen durch Vermittlung des internationalen Bureaus bekannt zu geben.

3. Jede Verwaltung hat, sobald sie es für nothwendig erachtet, das Recht, die im vorhergehenden Punkt vorgesehene Verständigung im Falle einer erheblichen Aenderung des Werthes ihrer Münze zu verlangen.

4. Die Bruchtheile, welche sich als Ergänzungsquote für ungenügend frankirte Correspondenzen oder bei der Vereinigung der Vereinstaxen mit dem fremden Porto oder mit den im Artikel 5 des Vertrages erwähnten Zuschlägen ergeben,

können von den das Porto einhebenden Verwaltungen entsprechend abgerundet werden. Jedoch darf der aus diesem Anlasse einzuhebende Mehrbetrag in keinem Falle den Werth des 20. Theiles eines Franc (5 Centimes) übersteigen. 1878

V.

Briefpostverkehr mit dem Vereine nicht angehörigen Ländern.

1. Jene Vereinsverwaltungen, welche mit dem Vereine nicht angehörenden Ländern Verbindungen unterhalten, haben den übrigen Vereinsverwaltungen eine dem gegenwärtigen Reglement beigefügten Muster *C* entsprechende Nachweisung zu liefern, welche die Versendungsbedingungen für die Correspondenzen nach und aus den genannten Ländern, sowie die für die Beförderung dieser Correspondenzen ausserhalb des Vereines entfallenden Taxen enthält.

In dem durch den 10. Absatz des Artikels 12 des Vertrages vorgesehenen Falle können bei Briefen 5 Centimes und bei den anderen Gegenständen 2 Centimes für jeden einfachen Portosatz hinzugeschlagen werden.

2. In Anwendung des Artikels 12 des Vertrages werden nebst den im Tableau *C* bezeichneten fremden Portosätzen erhoben:

1. Von der absendenden Vereinsverwaltung für frankirte Correspondenzen nach fremden Ländern dieselben Beträge, wie für die nach dem Vereinsaustrittslande gerichteten Correspondenzen derselben Gattung.

2. Von der Vereinsverwaltung des Bestimmungslandes für unfrankirte oder ungenügend frankirte Correspondenzen aus fremden Ländern, und zwar:

a) Für Briefe die gleichen Taxen, welche für unfrankirte Briefe aus dem vermittelnden Vereinslande in Anwendung kommen;

b) für andere Gegenstände dieselben Beträge, wie für die der gleichen Kategorie angehörigen frankirten Sendungen, welche aus dem Vereinsbestimmungslande herrühren, und nach dem vermittelnden Vereinslande gerichtet sind.

VI.

Stempelung.

1. Die aus den Vereinsländern herrührenden Correspondenzen werden mit einem Stempel versehen, welcher den Ort und das Datum der postämtlichen Aufgabe anzeigt.

2. Die aus dem Vereine nicht angehörigen Ländern herrührenden Correspondenzen werden durch das Vereinspost-

1878 amt, bei welchem sie eintreten, mit einem Stempel versehen, welcher den Ort und das Datum des Eintrittes in das Vereinsgebiet anzeigt.

3. Die unfrankirten und ungenügend frankirten Correspondenzen sind überdies mit dem Stempel *T* (taxpflichtig) zu versehen, und zwar: die Correspondenzen aus Vereinsländern durch das Aufgabepostamt, die Correspondenzen aus einem dem Vereine nicht angehörigen Lande aber durch das Eintrittspostamt.

4. Recommandirte Gegenstände sollen ein besonderes Merkmal (Etiquette oder Stempel) an sich tragen, welches für derartige Sendungen im Ursprungslande angenommen ist.

5. Die durch den gegenwärtigen Artikel vorgeschriebenen Zeichen oder Stempel sind auf der Adressseite der Sendung anzubringen.

6. Jeder Correspondenzgegenstand, welcher nicht mit dem Stempel *T* versehen ist, wird als frankirt angesehen und demgemäss behandelt, es sei denn, dass ein augenscheinlicher Irrthum vorliegt.

VII.

Angabe der Zahl der Portosätze und der Beträge der ausländischen Taxen.

1. Falls ein Brief oder ein anderer Correspondenzgegenstand mit Rücksicht auf sein Gewicht einem höheren als dem einfachen Portosatze unterliegt, so hat das Aufgabe-Postamt oder gegebenenfalls das Eintrittspostamt des Vereinsgebietes in der oberen linken Ecke der Adresse die Anzahl der eingehobenen oder einzuhebenden Portosätze in gewöhnlichen Ziffern anzugeben.

2. Von der Beobachtung dieser Vorschrift kann bei vollständig frankirten Correspondenzgegenständen Umgang genommen werden.

3. Die in Gemässheit des Artikels 12 des Vertrages und des Artikels V des gegenwärtigen Reglements für die Beförderung ausserhalb des Vereins entfallenden fremden Taxen für Correspondenzen nach und aus dem Vereine nicht angehörigen Ländern sind in der linken unteren Ecke der Adresse jeder Sendung zu vermerken, und zwar:

a) von dem Aufgabepostamte und in rothen Ziffern, wenn es sich um vollständig frankirte Correspondenzen aus dem Vereine handelt;

b) von dem Eintrittspostamte des Vereinsgebietes und in blauen Ziffern, wenn es sich um Correspondenzen aus dem Vereinslande handelt, welche von der Postanstalt des Vereinsbestimmungslandes zu taxiren sind.

VIII. 1878

Unzureichende Frankirung.

1. Wenn eine Sendung durch Briefmarken unzureichend frankirt ist, so hat das abfertigende Postamt in schwarzen Ziffern unmittelbar neben den Briefmarken den zur vollständigen Frankirung fehlenden Betrag in Francs und Centimes anzugeben.

2. Das Auswechslungspostamt des Bestimmungslandes hat die Sendung nach dieser Angabe mit dem doppelten Betrage des constatirten Abganges zu taxiren.

3. In dem Falle, als zur Frankirung ungiltige Briefmarken verwendet worden sind, werden dieselben nicht berücksichtigt. Dieser Umstand ist durch die neben den Briefmarken anzubringende Ziffer Null (0) anzudeuten.

IX.

Briefkarten.

1. Die Briefkarten, welche den zwischen zwei Vereinsverwaltungen zur Auswechslung gelangenden Kartenschlüssen beizugeben sind, müssen dem, dem gegenwärtigen Reglement beigefügten Formulare *A* entsprechen.

2. Die recommandirten Gegenstände sind im Tableau Nr. I der Briefkarte mit folgenden Details einzutragen: Name des Aufgabeamtes, Name des Adressaten und Bestimmungsort, oder blos Name des Aufgabeamtes und die Nummer, unter welcher der Gegenstand bei diesem Amte eingetragen ist.

3. Wenn die Zahl der recommandirten Sendungen, welche für gewöhnlich von einem Auswechslungsamte an ein anderes zur Versendung gelangen, es erfordert, so kann ein besonderes und getrenntes Verzeichniss verwendet werden, welches das Tableau Nr. I der Briefkarte zu ersetzen hat.

4. Im Tableau Nr. II werden die geschlossenen Briefpakete, welche mit diesem Kartenschluss weiter befördert werden, mit allen durch dieses Tableau gebotenen Details eingetragen.

5. Wenn es für nothwendig erachtet wird, für einzelne Kartenschlüsse die Briefkarten mit anderen Tableaux oder Rubriken zu versehen, so kann eine solche Einrichtung im gemeinsamen Einverständnisse der betheiligten Verwaltungen getroffen werden.

6. Wenn bei einem Auswechslungs - Postamte keine Gegenstände für das den Kartenschluss empfangende Amt

1877 vorhanden sind, so ist dennoch ein Kartenschluss, welcher lediglich die Briefkarte zu enthalten hat, in der gewöhnlichen Form abzufertigen.

X.

Recommandirte Gegenstände.

1. Aus den recommandirten Sendungen und eintretendenfalls der im Punkt 3 des Artikels IX vorgesehenen besonderen Liste ist ein eigenes Paket zu formiren, welches gehörig verpackt und so versiegelt sein muss, dass dessen Inhalt gesichert ist.

2. Dieses Paket soll, in die Briefkarte eingeschlagen, in die Mitte des Briefpaketes gelegt werden.

3. Das Vorhandensein eines im Kartenschlusse befindlichen Paketes mit recommandirten Sendungen, welche in der, im vorstehenden Punkt 1 bezeichneten, besonderen Liste verzeichnet sind, soll in der Weise ersichtlich gemacht werden, dass am Kopfe der Briefkarte entweder ein besonderer Vermerk oder die im Ursprungslande für recommandirte Sendungen gebräuchlichen Etiquetten oder Stempelabdrücke angebracht werden.

4. Es versteht sich, dass die durch die vorstehenden Punkte 1 und 2 vorgeschriebene Art der Verpackung und der Versendung der recommandirten Gegenstände sich nur auf den gewöhnlichen Verkehr bezieht.

Bei besonderen Verhältnissen bleibt es den betheiligten Verwaltungen überlassen, im gemeinsamen Einverständnisse besondere Bestimmungen zu treffen, und es bleibt in dem einen, wie in dem anderen Falle den Vorständen der Auswechslungs-Postanstalten vorbehalten, ausnahmsweise Massregeln zu ergreifen, um die Uebergabe solcher recommandirter Sendungen zu sichern, welche sich ihrer Natur, ihrer Form oder ihrem Umfange nach zur Aufnahme in den Kartenschluss nicht eignen.

XI.

Ersatzleistung für den Verlust einer recommandirten Sendung.

Im Falle des Verlustes einer recommandirten Sendung liegt die Verpflichtung zur Zahlung der Entschädigung derjenigen Verwaltung ob, welcher das Aufgabeamt untersteht, vorbehaltlich des allfälligen Regresses an der haftungspflichtigen Verwaltung.

XII. 1878

Anfertigung der Briefpakete.

1. Es gilt als Regel, dass der Inhalt der Briefpakete nach der Gattung der Correspondenzen sortirt und in Rubriken gebunden sein muss.

2. Jedes Briefpaket muss innen verschnürt, in starkes Papier und in einer zur Hintanhaltung jeder Beschädigung des Inhaltes hinreichenden Menge verpackt, dann von aussen umschnürt, und mit dem Abdrucke des Amtssiegels entweder in Wachs oder auf gummirtem Papier verschlossen werden.

Das Briefpaket ist weiter mit einer gedruckten Aufschrift zu versehen, welche in kleinen Lettern den Namen des absendenden Amtes und in grösseren Buchstaben den Namen des empfangenden Amtes enthält:

»von.....nach.....«

3. Wenn es der Umfang des Briefpaketes erfordert, so muss dasselbe in einem Sacke verwahrt werden, welcher gehörig zu verschliessen, zu versiegeln und mittelst Etiquette zu adressiren ist.

4. Vorbehaltlich einer anderen Vereinbarung zwischen den betreffenden Verwaltungen, sind die Säcke leer an das absendende Amt mit umgehender Post zurückzusenden.

XIII.

Prüfung der Kartenschlüsse.

1. Das Auswechslungs-Postamt, welches einen Kartenschluss empfängt, hat zuerst sicherzustellen, ob die Eintragungen in der Briefkarte und eintretendenfalls in dem Verzeichnisse für recommandirte Sendungen richtig sind.

2. Nimmt dasselbe Irrthümer oder Ausserachtlassungen wahr, so hat es unverzüglich die nothwendigen Berichtigungen in den Briefkarten oder Listen vorzunehmen, indem es die unrichtigen Eintragungen mit der Feder derart durchstreicht, dass die ursprünglichen Angaben erkennbar bleiben.

3. Diese Berichtigungen sind durch zwei Beamte vorzunehmen. Den Fall eines offenbaren Irrthumes ausgenommen, haben die Berichtigungen grössere Geltung als die ursprünglichen Eintragungen.

4. Das empfangende Postamt hat eine Rückmeldung nach dem, dem gegenwärtigen Reglement beigefügten Formulare *B* auszufertigen und dieselbe unverzüglich unter amtlicher Recommandation dem absendenden Postamte zu übersenden.

1878 5. Letzteres hat die Rückmeldung nach erfolgter Prüfung, nöthigenfalls mit seinen Bemerkungen versehen, zurückzusenden.

6. In dem Falle, als ein Briefpaket, eine recommandirte Sendung, die Briefkarte oder das besondere Verzeichniss fehlen sollte, ist dieser Thatbestand sofort in gehöriger Form durch zwei Bedienstete des Auswechslungsamtes des Bestimmungslandes festzustellen und dem absendenden Auswechslungsamte mittels einer Rückmeldung bekannt zu geben. Erforderlichenfalls kann diesem letzteren Postamte ausserdem auf telegraphischem Wege Mittheilung gemacht werden, jedoch auf Kosten derjenigen Verwaltung, welche das Telegramm absendet.

7. Hat das empfangende Postamt nicht mit erster Gelegenheit dem abfertigenden eine Rückmeldung über wahrgenommene Unrichtigkeiten oder Unregelmässigkeiten irgend welcher Art zukommen lassen, so gilt bis zur Führung des Gegenbeweises der Abgang eines solchen Documentes als Bestätigung über den richtigen Empfang des Packetes und seines Inhaltes.

XIV.

Recommandirte Gegenstände. Bestimmungen über Form und Verschluss.

Für die recommandirten Gegenstände wird weder eine bestimmte Form noch ein bestimmter Verschluss vorgeschrieben. Jeder Verwaltung steht es frei, für diese Sendungen jene Bestimmungen in Anwendung zu bringen, welche für ihren internen Verkehr gelten.

XV.

Postkarten.

1. Die Postkarten müssen offen versendet werden. Eine Seite derselben ist nur für die Adresse bestimmt. Die briefliche Mittheilung ist auf die Rückseite zu schreiben.

2. Das Format der Postkarten darf folgende Ausdehnung nicht überschreiten: 14 Centimeter in der Länge, 9 Centimeter in der Breite.

3. So viel als möglich sollen die Postkarten, welche hauptsächlich für die Versendung innerhalb des Vereines hergestellt sind, eingedruckte Briefmarken, die Bezeichnung »Welt-Postverein« und den Namen des Ursprungslandes an sich tragen. Falls diese Bezeichnung nicht in französischer Sprache abgefasst ist, so ist eine Uebersetzung in dieser Sprache beizufügen.

4. Zur Versendung im internationalen Verkehr werden 1878
nur die von den Vereinspostverwaltungen aufgelegten Postkarten zugelassen.

5. Es ist verboten, den Postkarten irgend welche Gegenstände beizufügen oder anzuheften.

XVI.

Geschäftspapiere.

Als Geschäftspapiere, auf welche die laut Artikel 5 des Vertrages festgesetzte ermässigte Taxe Anwendung findet, sind alle Schriften und alle Urkunden anzusehen, welche ganz oder theilweise mit der Hand geschrieben oder gezeichnet sind, und nicht den Charakter einer thatsächlichen und persönlichen Correspondenz haben, wie z. B. Processacten, von öffentlichen Beamten ausgefertigte Urkunden jeder Art, Frachtbriefe, Verladungsscheine, Rechnungen, die verschiedenen Geschäftspapiere der Versicherungs-Gesellschaften, die auf gestempeltem oder ungestempeltem Papiere angefertigten, nicht amtlichen Abschriften und Auszüge von Acten, Partituren oder geschriebene Musikalien, und die für sich allein zur Beförderung gelangenden Manuscripte von Werken etc. etc.

2. Die Geschäftspapiere müssen unter Band oder in einem offenen Umschlage versendet werden.

XVII.

Drucksachen jeder Art.

1. Als Drucksachen, auf welche die laut Artikel 5 des Vertrages festgesetzte ermässigte Taxe Anwendung findet, sind anzusehen: Zeitungen und periodische Werke, broschirte oder gebundene Bücher, Broschüren, Musikalien, Visitekarten, Adresskarten, Correcturbogen mit oder ohne die dazu gehörigen Manuscripte, Kupferstiche, Photographien, Zeichnungen, Pläne, Landkarten, Kataloge, Prospecte, Ankündigungen und Anzeigen verschiedener Art, dieselben mögen gedruckt, gestochen, lithographirt oder autographirt sein, und überhaupt alle durch Typendruck, Lithographie oder mittelst eines anderen, leicht erkennbaren mechanischen Verfahrens, mit Ausnahme des Abzuges auf Papier, Pergament oder Pappendeckel hergestellten Abdrücke oder Vervielfältigungen.

2. Von der Porto-Ermässigung sind Briefmarken und sonstige Postwerthzeichen, gleichviel, ob dieselben obliterirt sind oder nicht, ferner alle Drucksachen, welche ein Werthzeichen darstellen, ausgeschlossen.

1878 3. Der Charakter einer thatsächlichen und persönlichen Correspondenz ist den nachstehend bezeichneten Zusätzen nicht beizulegen:

a) der Unterschrift des Absenders oder der Bezeichnung seines Namens, seiner Firma oder seines Standes, der Angabe des Ursprungsortes und des Datums der Absendung;

b) der Zueignung oder der Widmung des Verfassers;

c) den Strichen oder Zeichen, durch welche lediglich die Aufmerksamkeit auf einzelne Stellen des Textes gelenkt werden soll;

d) den auf Courszetteln und Preiscouranten der Börsen und Märkte beigefügten Preisen,

e) endlich den auf den Correcturbogen von Drucksachen oder Musikalien gemachten Zusätzen oder Richtigstellungen, welche den Text oder die Herstellung des Werkes betreffen.

4. Die Drucksachen müssen entweder unter Band gelegt, auf Rollen, zwischen Pappendeckeln, in an einer oder an beiden Seiten offenen Behältnissen, oder in einem nicht verschlossenen Umschlage verpackt, oder einfach in der Art zusammengefaltet, dass die Beschaffenheit der Sendung erkannt werden kann, oder endlich mit einem leicht abzustreifenden Bindfaden umschnürt sein.

5. Die Adresskarten, sowie alle Drucksachen in der Form und Stärke einer nicht gefalteten Karte können ohne Band, Umschlag, Schleife oder Umschnürung versendet werden.

XVIII.

Waarenproben.

Die Waarenproben können gegen die im Artikel 5 des Vertrages festgesetzte ermässigte Taxe nur dann versendet werden, wenn dieselben den folgenden Bedingungen entsprechen:

1. Sie müssen in Säckchen, Schachteln oder abstreifbaren Umhüllungen dergestalt verpackt sein, dass der Inhalt leicht geprüft werden kann.

2. Dieselben dürfen keinen Kaufwerth haben und keinen anderen handschriftlichen Vermerk tragen, als den Namen oder die Firma des Absenders, die Adresse des Empfängers, ein Fabriks- oder Handelszeichen, Ordnungs-Nummern und Preise.

XIX. 1878

Zusammengepackte Gegenstände.

Waarenproben, Drucksachen und Geschäftspapiere dürfen zu Einer Sendung nur unter folgenden Bedingungen vereiniget werden:

1. Keiner dieser Gegenstände darf einzeln genommen die für denselben bestimmten Grenzen sowohl in Betreff des Gewichtes als der Ausdehnung überschreiten.

2. Das Gesammtgewicht einer solchen Sendung darf 2 Kilogramm nicht übersteigen.

3. Das Porto hat mindestens 25 Centimes, wenn die Sendung Geschäftspapiere enthält, und 10 Centimes, wenn dieselbe aus Drucksachen und Waarenproben besteht, zu betragen.

XX.

Nachgesendete Gegenstände.

1. In Ausführung des Artikels 10 des Vertrages, und abgesehen von den im Punkt 2 des gegenwärtigen Artikels vorgesehenen Ausnahmen, sind Correspondenzen jeder Art, deren Adressaten ihren Aufenthaltsort innerhalb des Vereines gewechselt haben, von der Abgabe-Postanstalt so zu behandeln, als wenn dieselben vom Aufgabsorte unmittelbar nach dem neuen Bestimmungsorte gerichtet gewesen wären.

2. In Betreff solcher Sendungen, welche aus dem inneren Verkehr eines Vereinslandes durch die Nachsendung in den Dienstbereich eines anderen Vereinsgebietes übergehen, sind die folgenden Grundsätze zu beobachten:

a) Sendungen, welche für die ursprüngliche Beförderungsstrecke gar nicht oder ungenügend frankirt waren, werden als internationale Correspondenz-Gegenstände behandelt, und von der die Zustellung bewirkenden Postanstalt mit derselben Taxe belegt, wie Sendungen derselben Gattung, welche vom Aufgabsgebiete directe nach demjenigen Lande abgesendet werden, wo sich der Adressat befindet.

b) die für die ursprüngliche Beförderungsstrecke vollständig frankirten Sendungen, bei welchen das für die weitere Beförderungsstrecke entfallende Porto vor ihrer Nachsendung nicht berichtigt worden ist, werden von dem die Zustellung bewirkenden Amte nach Massgabe ihrer Gattung mit jener Taxe belegt, welche der Differenz zwischen der bereits erhobenen Summe und demjenigen Betrage entspricht, der zu erheben gewesen wäre, wenn die Sendungen ursprünglich nach dem neuen Bestimmungsorte befördert worden wären.

1878 Der Betrag dieser Differenz soll von dem die Nachsendung bewirkenden Amte neben den Briefmarken in Francs und Centimes vermerkt werden.

In dem einen, wie in dem anderen Falle sind die vorbezeichneten Taxen stets von dem Adressaten zu zahlen, selbst dann, wenn in Folge wiederholter Nachsendungen die Sendungen wieder in das Aufgabegebiet zurückgelangen.

3. Die unrichtig geleiteten Correspondenzen jeder Gattung sind ohne Verzug auf dem kürzesten Weg an ihre Bestimmung abzufertigen.

XXI.

Unbestellbare Sendungen.

1. Correspondenz-Gegenstände jeder Art, welche aus was immer für einer Ursache nicht zugestellt werden können, sind sogleich nach Ablauf der durch die Vorschriften des Bestimmungslandes festgesetzten Lagerfrist durch Vermittlung der betreffenden Auswechslungs-Postämter in einem besonderen mit der Aufschrift: »Rebuts« versehenen Bunde zurückzusenden.

2. Unbestellbar gebliebene recommandirte Sendungen werden jedoch stets an das Auswechlungs-Postamt des Aufgabelandes zurückgesendet, als wenn es sich um recommandirte Sendungen nach diesem Gebiete handeln würde; nur ist bei der speciellen Eintragung im Tableau Nr. 1 der Briefkarte oder in dem besonderen Verzeichnisse von dem die Rücksendung bewirkenden Amte in der Rubrik »Bemerkungen« das Wort: »Rebuts« hinzuzufügen.

3. Ausnahmsweise können zwei in unmittelbarem Verkehre stehende Verwaltungen sich über ein anderes Verfahren bei der Rücksendung unbestellbarer Correspondenzen, sowie darüber verständigen, dass gewisse als werthlos angesehene Drucksachen von der Rücksendung ausgeschlossen werden.

XXII.

Statistik der Transitgebühren.

1. Die auf Grund der Artikel 4 und 12 des Vertrages alle zwei Jahre einmal zum Behufe der Abrechnung sowohl über die Transitgebühren innerhalb des Vereines, als auch über die für die Beförderung ausserhalb des Vereinsgebietes entfallenden Taxen zu veranlassenden statistischen Ermittlungen sind, nach den Bestimmungen der folgenden Artikel, abwechselnd während der ganzen Dauer der Monate Mai und

November vorzunehmen, und zwar in der Art, dass diese statistischen Ermittlungen zum ersten Male im Monate November 1879, zum zweiten Male im Mai 1881 und zum dritten Male im November 1883 u. s. w. stattfinden werden. 1878

2. Die Ermittlung vom November 1879 soll für die Zeit vom 1. April dieses Jahres bis 31. December 1880 gelten. Jede spätere statistische Ermittlung wird für die während des laufenden und des folgenden Jahres zu leistenden Zahlungen als Grundlage zu dienen haben.

3. Wenn während der Zeit, für welche die Resultate der statistischen Ermittlungen zu gelten haben, ein neues Land, welches einen bedeutenderen Verkehr hat, dem Vereine beitritt, so haben diejenigen Vereinsländer, deren Verhältnisse bezüglich der Zahlung von Transitgebühren in Folge dieses Umstandes eine Aenderung erfahren könnten, das Recht, eine besondere statistische Ermittlung, welche sich ausschliesslich auf das neu eingetretene Land bezieht, zu verlangen.

XXIII.

Einzeln transitirende Correspondenzen.

1. Diejenige Verwaltung, durch deren Vermittlung zwei Vereinsländer oder ein Vereinsland und ein dem Vereine nicht angehöriges Land sich gegenseitig Correspondenzen einzeln ausliefern, hat in Vorhinein für jede betheiligte Vereinsverwaltung ein Tableau nach dem, dem gegenwärtigen Reglement beigefügten Formulare *D* aufzustellen, in welchem dieselbe, und zwar mit Unterscheidung der etwaigen verschiedenen Beförderungswege, die ihr für die Beförderung innerhalb des Vereines mittelst ihrer Course nach dem Gewichte der beiden Correspondenz-Kategorien zukommenden Transitgebühren, sowie diejenigen Beträge anzugeben hat, welche sie selbst eintretendenfalls für die weitere Beförderung der bezeichneten Sendungen innerhalb des Vereines an andere Vereinsverwaltungen zu vergüten hat. Dieselbe hat erforderlichenfalls bei den Verwaltungen der Transitländer über die Wege, auf welchen die Correspondenzen befördert werden und über die Gebühren, welche für dieselben zu entrichten sind, rechtzeitig Aufklärungen einzuholen.

2. Ein Exemplar des Tableau *D* wird von der genannten Verwaltung der betheiligten absendenden Verwaltung übermittelt und hat als Grundlage für die zwischen ihnen aufzustellende besondere Abrechnung über die für die betreffenden Correspondenzen innerhalb des Vereines zu zahlenden Transit-

1878 Vergütung zu dienen. Diese Abrechnung ist von derjenigen Verwaltung, welche die Correspondenzen empfängt, aufzustellen und von der absendenden Verwaltung zu prüfen.

3. Die absendende Verwaltung stellt auf Grund der Angaben des von der correspondirenden Verwaltung erhaltenen Formulars *D* ein Tableau nach dem hier beigeschlossenen Formulare *E* auf, welches die Transit-Entschädigung für jeden Kartenschluss innerhalb des Vereines für die zum Zwecke der Weiterbeförderung durch die genannte correspondirende Transit-Verwaltung in den Kartenschluss aufgenommenen Correspondenzen, ohne Rücksicht auf deren Ursprung nachzuweisen hat.

Zu diesem Zwecke hat die absendende Auswechslungs-Postanstalt in der Abtheilung I des dem Kartenschlusse beigegebenen Formulares *E* das Gesammtgewicht der Correspondenz-Gegenstände, welche dieselbe stückweise dem empfangenden Auswechslungs-Postamte übergibt, nach beiden Gattungen getrennt vorzumerken; das letztere hat nach vorgenommener Prüfung diese Correspondenzen zu übernehmen und dieselben, mit seinen eigenen, der allfälligen Zahlung von weiteren Transitgebühren unterliegenden Correspondenzen vereint, an ihre Bestimmungsorte weiter zu befördern.

4. Was die Kosten für die Beförderung ausserhalb des Vereines für die Correspondenzen nach und aus Ländern, welche dem Vereine nicht angehören, betrifft, so werden dieselben nach den Angaben des im Artikel V des gegenwärtigen Reglements erwähnten Tableau *C* ermittelt und in einer Summe im Formulare *E* eingetragen, wie folgt:

in der Abtheilung II, wenn es sich um frankirte Correspondenzen nach dem Vereinsauslande handelt (die Kosten fallen der absendenden Vereinsverwaltung zur Last);

in der Abtheilung III, wenn es sich um unfrankirte Correspondenzen aus dem Vereine nicht angehörigen Ländern und um nachgesandte oder unbestellbar gebliebene Correspondenzen handelt, welche mit ausländischem, zurückzurechnendem Porto belastet sind (die Kosten fallen der Vereinsverwaltung des Bestimmungslandes zur Last).

5. Jede Unrichtigkeit in den im Tableau *E* von dem absendenden Auswechslungs-Postamte gemachten Angaben soll demselben sofort, abgesehen von der auf dem Formulare selbst erfolgten Berichtigung mittelst einer Rückmeldung bekanntgegeben werden.

6. Wenn Correspondenzen, welche einem Transitporto oder einem fremden Porto unterliegen, nicht vorhanden sind,

so ist das Formulare E nicht auszufertigen. Ist die Beigabe 1878
des Tableau ungerechtfertigt unterblieben, so wird diese Unregelmässigkeit gleichfalls mit einer Rückmeldung dem schuldtragenden Amte bekannt gegeben, welches diese Ordnungswidrigkeit sofort zu berichtigen hat.

XXIV.

Geschlossene Briefpakete.

1. Correspondenzen, welche zwischen zwei Vereinsverwaltungen oder zwischen einer Vereinsverwaltung und einer dem Vereine nicht angehörigen Verwaltung durch das Gebiet oder mittelst der Curse einer oder mehrerer anderer Verwaltungen in geschlossenen Briefpaketen ausgewechselt werden, sind in eine Nachweisung nach dem dem gegenwärtigen Reglement beigefügten Formulare *F* aufzunehmen, welche nach den folgenden Bestimmungen auszufertigen ist.

2. Bei den Kartenschlüssen von einem Vereinslande nach einem anderen Vereinslande hat das absendende Auswechslungs-Postamt in der Briefkarte an das den Kartenschluss empfangende Auswechslungs-Postamt das Nettogewicht der Briefe und Postkarten, sowie dasjenige der anderen Gegenstände, ohne Rücksicht auf den Aufgabe- und Bestimmungsort der Correspondenzen einzutragen.

Diese Eintragungen werden von dem den Kartenschluss empfangenden Auswechslungs-Postamte geprüft, und hat das letztere am Schlusse der statistischen Periode die vorerwähnte Nachweisung in so vielen Exemplaren auszufertigen, als bei der Beförderung betheiligte Postverwaltungen, jene des Abgangsgebietes inbegriffen, vorhanden sind.

3. Innerhalb vier Tagen nach Beendigung der statistischen Ermittlungen werden die Nachweisungen *F* von denjenigen Auswechslungs-Postanstalten, welche dieselben aufgestellt haben, zum Zwecke der Anerkennung an die Auswechslungs-Postanstalten derjenigen Verwaltung übersendet, welche zur Zahlung verpflichtet ist. Nach erfolgter Anerkennung haben die letzteren diese Nachweisungen an ihre vorgesetzte Centralverwaltung einzuschicken, welche deren Vertheilung an die betreffenden Verwaltungen zu veranlassen hat.

4. Die Beförderung geschlossener Briefpakete, welche zwischen einem Vereinslande und einem dem Vereine nicht angehörigen Lande durch Vermittlung einer oder mehrerer Vereinsverwaltungen ausgewechselt werden, hat in beiden Richtungen auf Rechnung des genannten Vereinslandes zu erfolgen;

1878 die Auswechslungs-Postämter dieses Landes haben für jedes abgesendeten oder empfangenen Kartenschluss eine Nachweisung *F* aufzustellen und der Verwaltung des Austritts- oder Eintrittslandes zu übersenden. Diese letztere stellt am Schlusse der statistischen Periode eine Gesammtnachweisung in so vielen Ausfertigungen auf, als betheiligte Postverwaltungen, mit Einschluss der eigenen und derjenigen Postverwaltung, welche die Zahlung zu leisten hat, vorhanden sind. Je ein Exemplar dieser Nachweisung wird der Verwaltung, welche Zahlung zu leisten hat, und allen am Transporte dieser Briefpakete betheiligten Verwaltungen übersendet.

XXV.

Abrechnung über die Transitgebühren.

1. Die Nachweisungen *E* und *F* werden in eine besondere Abrechnung zusammengefasst, mittelst welcher die einer jeden Verwaltung für ein Jahr zukommenden Transitgebühren in Francs und Centimes in der Weise berechnet werden, dass die Ergebnisse mit 12 multiplicirt werden. Diese Abrechnung ist von der Verwaltung, für welche eine Forderung entfällt, aufzustellen und jener Verwaltung, welche Zahlung zu leisten hat, zu übersenden.

2. Das aus der gegenseitigen Abrechnung zwischen zwei Verwaltungen sich ergebende Guthaben ist von der Verwaltung, welche die Zahlung zu leisten hat, an die Verwaltung, für welche das Guthaben entfällt, in Francs mittelst Wechsel auf die Hauptstadt oder einen Handelsplatz dieses Landes zu zahlen.

3. Die Aufstellung, Uebersendung und Saldirung der Abrechnungen über die für eine Ermittlungsperiode entfallenden Transitgebühren soll in der möglichst kürzesten Zeit und spätestens vor Ablauf des auf diese Ermittlungsperiode folgenden ersten Semesters stattfinden. Nach Ablauf dieser Frist sind die von einer Verwaltung an eine andere zu zahlenden Summen vom Tage des Ablaufes dieser Frist an mit fünf vor hundert jährlich zu verzinsen.

4. Den betheiligten Postverwaltungen bleibt es jedoch unbenommen, im gemeinsamen Einverständnisse andere, als die durch den gegenwärtigen Artikel festgesetzten Bestimmungen zu treffen.

XXVI.

Ausnahmen in Betreff des Gewichtes.

Als Ausnahmsmassregel ist gestattet, dass diejenigen Verwaltungen, welche wegen ihrer internen Gesetzgebung nicht in der Lage sind, das metrische Gewicht einzuführen, stat

desselben die Unze = 28·3465 Gramm annehmen, in welchem 1878
Falle ½ Unze = 15 Grammen, und 2 Unzen = 50 Grammen gehalten werden. Nöthigenfalls kann auch der einfache Gewichtssatz für Zeitungen auf 4 Unzen unter der ausdrücklichen Bedingung erhöht werden, dass in diesem Falle die Taxe für Zeitungen nicht weniger als 10 Centimes betragen darf, und dass ein voller Portosatz für jede einzelne Zeitungsnummer selbst dann, wenn mehrere Zeitungen zu einer Nummer vereiniget sind, erhoben werden muss.

XXVII.

Nachfrage über gewöhnliche, nicht an ihre Bestimmung gelangte Correspondenzen.

1. Bei jeder Nachfrage über einen gewöhnlichen, nicht an seinen Bestimmungsort gelangten Correspondenz-Gegenstand ist folgendes Verfahren zu beobachten:

a) Dem Reclamanten wird ein Fragebogen nach dem hier beigeschlossenen Formulare *G* mit dem Ersuchen übergeben, den ihn betreffenden Theil so genau als möglich auszufüllen;

b) das Amt, bei welchem die Reclamation angebracht worden ist, hat den Fragebogen unmittelbar an das betreffende Postamt zu übermitteln; die Uebermittlung erfolgt amtlich ohne jede weitere Zuschrift;

c) das betreffende Postamt lässt den Fragebogen, je nach dem Falle, dem Adressaten oder dem Aufgeber mit der Bitte vorweisen, über den Gegenstand Auskünfte zu ertheilen;

d) der mit diesen Auskünften versehene Fragebogen wird amtlich an dasjenige Postamt zurückgesendet, welches denselben ausgefertigt hat;

e) in dem Falle, als die Reclamation als begründet erkannt wird, ist der Fragebogen an die Central-Verwaltung zu leiten, um als Grundlage für weitere Nachforschungen zu dienen;

f) insofern nicht eine anderweitige Vereinbarung getroffen ist, wird der Fragebogen in französischer Sprache verfasst oder mit französischer Uebersetzung versehen.

2. Jede Verwaltung kann mittelst einer an das internationale Bureau gerichteten Mittheilung verlangen, dass der Austausch der dieselbe betreffenden Fragebogen durch die Centralverwaltungen oder durch Vermittlung einer hiemit besonders beauftragten Postanstalt bewirkt werde.

1878

XXVIII.

Vertheilung der Kosten für das internationale Bureau.

1. Die gemeinsamen Kosten für das internationale Bureau dürfen jährlich die Summe von 100.000 Francs nicht übersteigen; die besonderen Kosten, welche durch den Zusammentritt eines Congresses oder einer Conferenz entstehen, sind jedoch hierunter nicht inbegriffen

2. Die schweizerische Postverwaltung überwacht die Auslagen für das internationale Bureau, gewährt die nöthigen Vorschüsse und stellt die jährliche Rechnung auf, welche allen anderen Verwaltungen mitgetheilt wird.

3. Zum Behufe der Betheiligung an den Kosten werden die Vereinsländer in sieben Classen eingetheilt, und hat jede derselben nach einer gewissen Anzahl von Einheiten ihren Beitrag zu leisten, nämlich die

1.	Classe	25	Einheiten,
2.	»	20	»
3.	»	15	»
4.	»	10	»
5.	»	5	»
6.	»	3	»
7.	»	1	»

4. Diese Coëfficienten werden mit der Zahl der zu jeder Classe gehörigen Länder multiplicirt und die Summe der so erhaltenen Producte gibt die Anzahl der Einheiten, durch welche die Gesammtauslage zu theilen ist. Der Quotient gibt den Betrag der Beitragseinheit.

5. Die Vereinsländer sind mit Rücksicht auf die Vertheilung der Kosten eingetheilt, wie folgt:

1. Classe: Deutschland, Oesterreich-Ungarn, Vereinigte Staaten von Amerika, Frankreich, Britisch-Indien, sämmtliche andere britische Colonien, ausschliesslich Canadas, Grossbritannien, Italien, Russland, Türkei;

2. Classe: Spanien;

3. Classe: Belgien, Brasilien, Canada, Egypten, Japan, Niederlande, Rumänien, Schweden, die überseeischen spanischen Colonien und Provinzen, die französischen Colonien, die niederländischen Colonien in Ostindien;

4. Classe: Dänemark, Norwegen, Portugal, Schweiz, die portugiesischen Colonien;

5. Classe: Argentinische Republik, Griechenland, Mexico, Peru, Serbien;

6. Classe: die Colonie Surinam (oder Niederländisch Guyana), die Colonie Curaçao (oder die niederländischen Antillen), Luxemburg, Persien, die dänischen Colonien, Salvador; 1878

7. Classe: Montenegro.

XXIX.

An das internationale Bureau zu richtende Mittheilungen.

1. Das internationale Bureau hat die regelmässigen und allgemeinen Mittheilungen zu vermitteln, insoweit sie den internationalen Postverkehr berühren.

2. Insbesondere haben sich die Vereinsverwaltungen durch Vermittlung des internationalen Bureau zu übersenden:

a) ein Verzeichniss der Zuschlagstaxen, welche sie in Gemässheit des Artikels 5 des Vertrages ausser dem Vereinsporto entweder für die Beförderung zur See oder zur Deckung von aussergewöhnlichen Transportkosten einheben, sowie ein Verzeichniss derjenigen Länder, im Verkehr mit welchen diese Zuschlagstaxen in Anwendung kommen, endlich eintretendenfalls die Bezeichnung der Wege, welche die Einhebung dieser Taxe veranlassen;

b) einen Abdruck des besonderen Stempels oder sonstigen Zeichens, mit welchem die recommandirten Sendungen zur Kennzeichnung als solche versehen werden;

c) ein Muster ihres Formulars für Retourrecepisse;

d) eine Sammlung ihrer Postwerthzeichen;

e) endlich die Nachweisung *C*, deren Anfertigung durch Artikel V des gegenwärtigen Reglements vorgeschrieben ist.

3. Jede Aenderung, welche bezüglich des einen oder des anderen dieser fünf Punkte in der Folge vorgenommen wird, soll unverzüglich in derselben Weise mitgetheilt werden.

4. Auch hat das internationale Bureau von allen Vereinsverwaltungen zwei Exemplare aller jener Verordnungen zu empfangen, welche von denselben sowohl für den internen, wie für den internationalen Postdienst veröffentlicht werden.

5. Ferner hat jede Verwaltung im ersten Semester eines jeden Jahres eine vollständige Sammlung der statistischen Daten, welche sich auf das vorhergehende Jahr beziehen, in der Form eines nach den Angaben des internationalen Bureaus aufgestellten Tableau dem internationalen Bureau mitzutheilen. Letzteres wird die zu diesem Behufe vorbereiteten Formulare vertheilen.

6. Die von den Vereinsverwaltungen an das internationale Bureau und umgekehrt zur Absendung gelangenden Cor-

1878 respondenzen werden bezüglich der portofreien Beförderung den zwischen den Verwaltungen ausgewechselten Correspondenzen gleichgestellt.

XXX.

Wirkungskreis des internationalen Bureaus.

1. Das internationale Bureau stellt für jedes Jahr eine allgemeine Statistik auf.

2. Dasselbe gibt mit Hilfe der ihm zur Verfügung gestellten Behelfe ein eigenes Journal in deutscher, englischer und französischer Sprache heraus.

3. Alle durch das internationale Bureau zur Veröffentlichung gelangenden Documente werden an die Verwaltungen des Vereines im Verhältnisse der im vorhergehenden Artikel XXVIII angegebenen Beitrags-Einheiten vertheilt.

4. Die weiter verlangten Exemplare und Documente müssen nach dem Kostenpreise besonders bezahlt werden.

5. Das internationale Bureau soll überdies den Vereinsmitgliedern zur Verfügung stehen, um denselben auf die den internationalen Postdienst betreffenden Fragen jene speciellen Auskünfte zu ertheilen, welche sie etwa benöthigen sollten.

6. Das internationale Bureau hat die Anträge auf Abänderung oder Auslegung der den Vereinsverkehr betreffenden Bestimmungen vorzubereiten. Dasselbe theilt das Ergebniss der bezüglichen Verhandlungen mit, jedoch können die Abänderungen und Beschlüsse nicht früher als zwei Monate nach erfolgter Mittheilung zur Ausführung gebracht werden.

7. In denjenigen Fragen, zu deren Erledigung Stimmeneinhelligkeit oder Stimmenmehrheit der Vereinsverwaltungen erforderlich ist, werden diejenigen derselben, welche ihre Antwort nicht spätestens innerhalb der Frist von vier Monaten ertheilt haben, als sich der Abstimmung enthaltend angesehen.

8. Das internationale Bureau hat die Vorarbeiten für die Congresse und Conferenzen zu besorgen. Dasselbe besorgt ferner die nöthigen Abschriften und Drucklegungen, sowie die Redaction und Vertheilung der Abänderungsvorschläge, Verhandlungsacten und sonstigen Mittheilungen.

9. Der Director dieses Bureau wohnt den Sitzungen der Congresse und Conferenzen bei und nimmt an den Verhandlungen, jedoch ohne Stimmrecht, Theil.

10. Derselbe erstattet jährlich über seine Geschäftsführung einen Bericht, welcher allen Vereinsverwaltungen mitgetheilt wird.

11. Die officielle Sprache des internationalen Bureau ist die französische Sprache.

XXXI. 1878

Sprache.

1. Die Briefkarten, Nachweisungen, Abrechnungen und andere Formulare für den Gebrauch der Vereinsverwaltungen in ihrem gegenseitigen Verkehre müssen im Allgemeinen in französischer Sprache hergestellt sein, falls nicht die betheiligten Verwaltungen durch unmittelbare Verständigung hierüber eine anderweitige Bestimmung treffen.

2. Bezüglich des dienstlichen Schriftenwechsels bleibt der gegenwärtige Stand der Dinge aufrecht, unbeschadet einer späteren anderweitigen Vereinbarung im gemeinsamen Einverständnisse zwischen den betheiligten Verwaltungen.

XXXII.

Umfang des Vereines.

Als zum Weltpostvereine gehörig werden angesehen:

1. Die Insel Helgoland, als in postalischer Beziehung Deutschland gleichgestellt;

2. das Fürstenthum Liechtenstein als zur österreichischen Postverwaltung gehörig;

3. Island und die Faröer-Inseln als Theile von Dänemark;

4. die Balearen, die Canarischen Inseln und die spanischen Besitzungen an der Nordküste von Afrika, als Theile von Spanien, die Republik von Andorra, die spanischen Postanstalten an der Westküste von Marocco, als zur spanischen Postverwaltung gehörig;

5. Algier als ein Theil von Frankreich, das Fürstenthum Monaco und die französischen Postanstalten in Tunis, Tanger (Marocco) und in Shanghai (China) als der französischen Postverwaltung unterstehend, Cambodscha und Tonkin, als in postalischer Beziehung der französischen Colonie in Cochinchina gleichgestellt;

6. Gibraltar und Malta sammt Zugehör, als der grossbritannischen Postverwaltung unterstehend;

7. die Postanstalten, welche die Verwaltung der englischen Colonie von Hongkong in Kiung-Schow*), Canton, Swatow, Amoy, Foo-Chow, Ningpo, Shanghai und Hankow (China) und in Haï-Punk und Hanoi (Tonkin) unterhält;

8. die indischen Postanstalten in Aden, Mascat, am persischen Golf, in Guadur und Mandalay, als zur Postverwaltung von British Indien gehörig;

*) Nach einer Mittheilung der Postverwaltung von Hongkong ist dieser Hafen gegenwärtig mehr unter dem Namen Hoihow bekannt.

1878 9. die Republik San Marino und die italienischen Postanstalten in Tunis und Tripolis in der Barbarei, als der italienischen Postverwaltung unterstehend;

10. die Postanstalten, welche die japanesische Postverwaltung in Shanghai, Chefoo, Chinkiang, Hankow, Ningpo, Foo-Chow, Newchwang, Kinkiang und Tien-Tsin (China) und in Fusanpo (Corea) unterhält;

11. Madeira und die Azoren als Theile von Portugal;

12. das Grossherzogthum Finnland als integrirender Bestandtheil von Russland.

XXXIII.

Während der Zeit, welche zwischen den Versammlungen liegt, ist jede Postverwaltung eines Vereinslandes berechtiget, den anderen Vereinsverwaltungen durch Vermittlung des internationalen Bureaus Vorschläge in Betreff der Bestimmungen des gegenwärtigen Reglement zu unterbreiten. Um jedoch vollstreckbar zu werden, müssen diese Vorschläge angenommen sein:

1. Mit Stimmeneinhelligkeit, wenn es sich um Abänderung der Bestimmungen der Artikel III, IV, V, XI, XXVI, XXXIII und XXXIV handelt;

2. mit zwei Drittel der Stimmen, wenn es sich um Abänderung der Bestimmungen der Artikel I, II, VIII, X, XIII, XIV, XV, XVI, XVII, XVIII, XIX, XX, XXII, XXIII, XXIV, XXV, XXVII, XXXI und XXXII handelt;

3. mit einfacher Stimmenmehrheit, wenn es sich um die Abänderung anderer als der vorbezeichneten Bestimmungen oder um die Auslegung der verschiedenen Bestimmungen des Reglements handelt.

Die giltigen Beschlüsse werden durch eine einfache Benachrichtigung des internationalen Bureau an alle Vereinsverwaltungen bestätiget.

XXXIV.

Dauer des Reglements.

Das gegenwärtige Reglement wird mit dem Tage in Wirksamkeit treten, an welchem der Vertrag vom 1. Juni 1878 in Kraft tritt. Dasselbe soll die gleiche Dauer wie dieser Vertrag haben, sofern dasselbe nicht im gemeinsamen Einverständnisse der betheiligten Verwaltungen auch weiter in Giltigkeit bleibt.

So geschehen zu Paris am 1. Juni 1878.

(Folgen die Unterschriften.)

Postverwaltung
Administration des Postes

Verkehr mit der Postverwaltung 1878
Correspondance avec l'office

von — d

von — d

Stempel des absendenden Postamtes.
Timbre du bureau expéditeur.

A.

Briefkarte — *Feuille d'avis.*

Stempel des empfangenden Postamtes.
Timbre du bureau destinataire

Kartenschluss (te Expedition) des Postamtes in / *Dépêche (e envoi) du bureau d'échange d* . . . . . .

an das Postamt in / *pour le bureau d'échange d* . . . . . .

Abgefertigt am / *Départ du* . . . . 187 um / *à* . . Uhr / *h.* . . Min. / *m. du* . Mittags.

Angelangt am / *Arrivée le* . . . . 187 um / *à* . . Uhr / *h.* . . Min. / *m. du* . Mittags

I. Recommandirte Sendungen — *Envois recommandés*

Laufende Nummer *Numéros d'ordre*	Abgangsort *Timbre d'origne*	Namen der Adressaten und Bestimmungsort oder Recommandations-Nummer der Aufgabe-Postämter *Noms des destinataires et lieux de destination ou Numéros du registre des bureaux d'origne*	Bemerkungen *Observations*
1			
2			
3			
4			
5			
6			
7			
8			
9			
10			
11			
12			
13			
14			
15			

Amtlich recommandirte Sendungen. — *Recommandations d'office*

1878

II. Geschlossene Briefpakete — *Dépêches closes*			
Abgangsort *Bureau d'origine*	Bestimmungsort *Bureau de destination*	Zahl der geschlossenen Briefpackete *Nombre des dépêches closes*	Bemerkungen *Observations*

Name des absendenden Beamten:
L'employé du bureau d'échange expéditeur:

Name des empfangenden Beamten
L'employé du bureau d'échange destina

Postverwaltung
Administration des Postes
von — d

Verkehr mit der Postverwaltung 1878
Correspon dance avec l'office
von — d

B.

Rückmeldung

zur Berichtigung und Sicherstellung wahrgenommener Fehler und Ordnungswidrigkeiten jeder Art in dem Kartenschlusse des Postamtes in . . . . . an das Postamt in . . . . . .

Stempel des absendenden Postamtes.
Timbre du bureau expéditeur.

Bulletin de vérification.

Stempel des empfangenden Postamtes.
Timbre du bureau destinataire.

pour la rectification et la constatation des erreurs et irrégularités de toute nature reconnues dans la dépêche du bureau d'échange d . . .
pour le bureau d'échange d . . .

te Expedition am 187 , um Uhr Minuten mittags
e expédition du 187 , à h. m. du

Fehler oder Ordnungswidrigkeiten. — *Erreurs ou irrégularités diverses.*

(Abgang eines Briefpaketes oder einer recommandirten Sendung oder der Briefkarte, Spoliirung eines Briefpaketes, Beschädigung, schlechte Beschaffenheit desselben etc.)

(Manque de la dépêche, manque d'objets recommandés ou de la feuille d'avis, dépêche spoliée, lacérée ou en mauvais état, etc.)

Rechnungsfehler bei der Statistik. — *Erreurs de compte dans la statistique.*

Nummer der Abtheilung der ausgefertigten Formularien *Numéros distinctifs des tableaux erronés*	Bezeichnung der Correspondenzen oder der Briefpakete, auf welche sich der Irrthum bezieht *Désignation des correspondances ou dépêches sur lesquelles porte l'erreur*	Ansätze des absendenden Postamtes *Déclaration du bureau d'échange expéditeur*	Berichtigung des empfangenden Postamtes *Vérification du bureau d'échange destinataire*	Ursachen der Berichtigung *Causes de la rectification*

A den 187
A le 187

A den 187
A le 187

Gesehen und anerkannt:
Vu et accepté:

Name des empfangenden Beamten:
Les employés du bureau d'échange destinataire:

Name des absendenden Beamten:
Le chef du bureau d'échange expéditeur:

1878 Postverwaltung
Administration des Postes
von — d

C. Nachweisung

derjenigen Bedingungen, unter welchen durch Vermittlung der Vereins-Postgegenstände nach und aus fremden Ländern

indiquant les conditions auxquelles peuvent être échangées à découvert, entre les autres objets de correspondance originaires ou à destination des pays

Nr. *Numéros* 1	Bestimmungs- oder Ursprungsland *Pays de destination ou d'origine* 2	Gewöhnliche Briefe *Lettres ordinaires*				
		Bedingungen der Frankirung *Conditions de l'affranchissement* 3	Grenze der Frankirung *Limites de l'affranchissement* 4	Gewicht des einfachen Briefes in Grammen *Poids en grammes d'une lettre simple* 5	Frankirte Briefe nach dem Auslande *Lettres affranchies pour l'étranger* / Vergütung (Weiterfre.) *Bonifications (Port étranger)* 6	Unfrankirte Briefe vom Auslande *Lettres non affranchies de l'étranger* / Auslagen (ausländisches Porto) *Débours (Port étranger)* 7

1878

ableau C.

waltung von den übrigen Postverwaltungen Briefe und sonstige Correspondenz-
eln ausgewechselt werden können.

ministrations de l'Union postale et l'Administration d . . . , les lettres et les
ngers auxquels cette dernière Administration sert d'intermédiaire.

Recommandirte Briefe *Lettres recommandées*			Zeitungen oder andere Drucksachen *Journaux ou autres imprimés*		Waarenproben *Échantillons de marchandises*		Bemerkungen *Observations*
Gewicht einfachen Sendung in Grammen *Poids en grammes d'une lettre simple*	Vergütungen für die Beförderung ausserhalb des Vereines *Bonifications afférentes au parcours en dehors de l'Union*		Gewicht der einfachen Sendung in Grammen *Poids en grammes d'un paquet simple*	Vergütungen (Weiterfranco) *Bonifications (Port étranger)*	Gewicht der einfachen Sendung in Grammen *Poids en grammes d'un paquet simple*	Vergütungen (Weiterfranco) *Bonifications (Port étranger)*	
	Recommandations Gebühr *Droit fixe de recommandation*	Porto *Port*					
8	9	10	11	12	13	14	15

1878 Absendende Verwaltung:
Office expéditeur:

Verwaltung des Transit leistenden Landes:
Office destinataire réexpéditeur:

D.

Einzeln-Transit.

(Innerhalb des Vereinsgebietes.)

Nachweisung

der Transit-Gebühren für die von der . . . . . Postverwaltung an die . . . . . Postverwaltung einzeln ausgelieferten Correspondencen.

Transit à découvert.

(Dans le ressort de l'Union.)

Tableau

indiquant les prix de transit pour les correspondances transmises à découvert
par l'office des postes d . . . . . .
à l'office des postes d . . . . . .

Fortlaufende Nummer *Numéros d'ordre*	Bestimmungs-, bez. Austrittsland *Pays de destination ou de sortie*	Transit-Gebühr per Kilogramm *Prix de Transit par kilogramme*					Bemerkungen *Observations*
		Briefe und Postkarten *Lettres et cartes postales*		andere Gegenstände *Autres objets*		für die Beförderung durch *Pour le parcours par*	
1	2	3		4		5	6
		Fr. *fr.*	C. *c.*	Fr. *fr.*	C. *c.*		

Absendende Verwaltung:
Office expéditeur:

Verwaltung des Transit leistenden Landes: 1878
Office destinataire réexpéditeur:

E.

Einzeln-Transit. — *Transit à découvert.*

Kartenschluss des Postamtes in . . . . . .
an das Postamt in . . . . . .
abgefertigt den . . . . . 187 . . um . . . Uhr . . . . . Mittags

Dépêche du bureau d'échange d . . . . . .
pour le bureau d'échange d . . . . . .
expédiée le . . . . . *187* . . *à* . . *h* . . . *m. du* . . . . .

I. Transit innerhalb des Vereines, zu Lasten der absendenden Verwaltung.

(Correspondenzen jeder Gattung aus dem Vereine für den Verein und Correspondenzen aus dem Vereine nach fremden Ländern und umgekehrt.)

I. Transit dans l'Union à la charge de l'office expéditeur.

(Correspondances de toute nature de l'Union pour l'Union et correspondances de l'Union pour les pays étrangers et vice versa.)

Fortlaufende Nummer *Numéros d'ordre*	Bestimmungs-bez. Austrittsland *Pays de destination ou de sortie*	Transit-Gebühr per Kilogramm *Prix de transit par kilogr.*				Ansätze des absendeten Postamtes *Déclaration du bureau d'échange expéditeur*		Berichtigung des empfangenden Postamtes *Vérification du bureau d'échange destinataire*	
		Briefe und Postkarten *Lettres et cartes postales*		andere Gegenstände *Autres objets*		Briefe und Postkarten *Lettres et cartes postales*	andere Gegenstände *Autres objets*	Briefe und Postkarten *Lettres et cartes postales*	andere Gegenstände *Autres objets*
		Fr. *fr.*	C. *c.*	Fr. *fr.*	C. *c.*	Grammen *Grammes*	Grammen *Grammes*	Grammen *Grammes*	Grammen *Grammes*

II. Fremdes Porto zu Lasten der absendenden Verwaltung.

(Frankirte Correspondenzen nach dem Vereine nicht angehörigen Ländern.)

II. Port étranger à la charge de l'office expéditeur.

(Correspondances affranchies pour les pays étrangers à l'Union.)

	Ansätze des abfertigenden Aus-wechslungs-Postamtes *Déclaration du bureau d'échange expéditeur*		Berichtigung des empfangenden Aus-wechslungs Postamtes *Vérification du bureau d'échange destinataire*	
Gesammtbetrag der fremden Portogebühren *Montant total des taxes étrangères*	Fr. *fr.*	C. *c.*	Fr. *fr.*	C. *c.*

III. Fremdes Porto zu Lasten der empfangenden Verwaltung.

(Unfrankirte Correspondenzen aus dem Vereine nicht angehörigen Ländern mit Inbegriff der nachgesendeten und unbestellbar gebliebenen Correspondencen.)

III. Port étranger à la charge de l'office destinataire.

(Correspondances non affranchies provenant des pays étrangers à l'Union, y compris les correspondances réexpédiées et rebutées.)

	Ansätze des abfertigenden Aus-wechslungs-Postamtes *Déclaration du bureau d'échange expéditeur*		Berichtigung des empfangenden Aus-wechslungs-Postamtes *Vérification du bureau d'échange destinataire*	
Gesammtbetrag der fremden Portogebühren *Montant total des taxes étrangères*	Fr. *fr.*	C. *c.*	Fr. *fr.*	C. *c.*

1878 **Absendende Verwaltung:** **Verwaltung des Bestimmungslande**
Office expéditeur: *Office destinataire:*

F.

Transit in geschlossenen Briefpaketen.

Kartenschlüsse des Postamtes in . . . . . .
an das Postamt in . . . . . .
durch Vermittlung von . . . . . .

Transit en dépêches closes.

Dépêches du bureau d'échange d . . . . . .
pour le bureau d'échange d . . . . . .
expédiées par l'intermédiaire d . . . . . .

Datum *Dates*	1. Kartenschluss des Postamtes in . . . . an das Postamt in . . *Première Dépêche du bureau d'échange d . . pour le bureau d'échange d*		2. Kartenschluss des Postamtes in . . . an das Postamt in . . . . *Deuxième Dépêche du bureau d'échange d . . pour le bureau d'échange d*		3. Kartenschlus des Postamtes in . . an das Postamt in . . *Troisième Dépê du bureau d'échange d pour le bureau d'échan*	
	Nettogewicht *Poids net*		Nettogewicht *Poids net*		Nettogewicht *Poids net*	
	Briefe und Postkarten *Lettres et cartes postales*	andere Gegenstände *Autres objets*	Briefe und Postkarten *Lettres et cartes postales*	andere Gegenstände *Autres objets*	Briefe und Postkarten *Lettres et cartes postales*	ande Gegenst *Autr obje*
	Grammen *Grammes*	Grammen *Grammes*	rammen *rammes*	Grammen *Grammes*	Grammen *Grammes*	Gram *Gram*
Summe *Totaux*						

. . . . . den . . . . . 187 .
A . . . . . , *le* . . . . . *187* .
Der Vorstand des empfangenden Auswechslungs-Postamtes:
Le chef du bureau d'échange destinataire:

. . . . . den 1
A . . . . . , *le* *1*
Gesehen und anerkannt:
Vu et accepté:
Der Vorstand des absendenden Auswech Postamtes:
Le chef du bureau d'échange expédite

Postverwaltung
Administration des Postes

Postamt
Bureau

1878

vom
d

in
d

G.

Auskünfte des Aufgebers — *Renseignement à fournir par l'expéditeur*

im Falle der Erklärung, dass ein gewöhnlicher Correspondenzgegenstand nicht an seine Bestimmung gelangt ist

en cas de déclaration d'un objet de correspondance ordinaire non parvenu.

Fragen — *Demandes.*	Antworten — *Réponses.*
Wie war die Adresse der Sendung ? *Quelle était l'adresse de l'envoi ?*	
Wie ist die genaue Adresse des Empfängers ? *Quelle est l'adresse exacte du destinataire ?*	
War die Sendung sehr umfangreich ? *L'envoi était-il très volumineux ?*	
Was enthielt sie ? (Möglichst genaue und vollständige Bezeichnung.) *Que renfermait-il ? (Signalement aussi exact et complet que possible.)*	
War sie frankirt ? *Était-il affranchi ?*	
In bejahendem Falle, in welchem Werthe waren Marken verwendet ? *Dans le cas de l'affirmative, quelle était la valeur des timbres postes y apposés ?*	
Ist die Frankirung durch einen Postbediensteten bewirkt worden. *L'affranchissement a-t-il été opéré par les soins d'un agent des postes ?*	
Datum und Stunde der Aufgabe zur Post. *Date et l'heure du dépôt à la poste.*	
Wurde der Brief am Schalter aufgegeben oder in einen Briefkasten hinterlegt ? Im letzteren Falle, in welchen Briefkasten ? *Le dépôt a-t-il eu lieu au guichet ou à la boîte ? Dans ce dernier cas, à quelle boîte ?*	
Wurde der Brief durch den Absender selbst oder durch eine dritte Person aufgegeben ? Im letzteren Falle, durch welche Person ? *Le dépôt a-t-il été effectué par l'envoyeur lui même ou par un tiers ? Dans ce dernier cas, par quelle personne ?*	
Name und Wohnort des Absenders. *Nom et domicile de l'envoyeur.*	

NB. Im Falle der Auffindung des reclamirten Gegenstandes, wem, dem Aufgeber oder dem Adressaten, soll derselbe zugestellt werden ?

NB. En cas de recherches fructueuses à qui, de l'envoyeur ou du destinataire, doit on faire parvenir l'envoi réclamé ?

1878 Postverwaltung
Administration d-s Postes

von
d

Postamt
Bureau

in
d

G.

Auskünfte des Adressaten — *Renseignements à fournir par le destinataire*

im Falle der Reclamation eines nicht an seine Bestimmung gelangten gewöhnlichen Correspondenzgegenstandes.

en cas de réclamation d'un objet de correspondance ordinaire non parvenu.

Fragen — *Demandes.*	Antworten — *Réponses.*
Ist die Sendung dem Adressaten selbst eingehändigt worden? *L'envoi est-il parvenu entre les mains du destinataire?*	
Werden die Correspondenzen gewöhnlich beim Postamte behoben oder in die Wohnung zugestellt? *Les correspondances sont-elles d'ordinaire retirées au bureau de poste ou distribuées à domicile?*	
Im ersten Falle, wer ist mit der Abholung betraut? *A qui sont-elles confiées dans le premier cas?*	
Im zweiten Falle, wurden die Correspondenzen dem Adressaten unmittelbar oder einem seiner Bediensteten zugestellt oder aber wurden dieselben in einem Privatbriefkasten hinterlegt? Ist im letzterem Falle der Briefkasten wohl verschlossen und wird derselbe regelmässig geleert? *Dans le second, sont-elles remises directement au destinataire ou à une personne attachée à son service; ou bien encore, sont-elles déposées dans une boîte particulière? — Le cas échéant, cette boîte est-elle bien fermée et regulièrement levée?*	
Hat ein Verlust von Correspondenzen schon öfter stattgefunden; im bejahenden Falle ist die Provenienz der in Verlust gerathenen Correspondenzen anzugeben? *La perte de correspondances s'est-elle déjà produite souvent, et, dans le cas de l'affirmative, indiquer d'ou provenaient les correspondances perdues?*	
Name und Wohnort des Adressaten. *Nom et domicile du destinataire.*	

NB. Im Falle die Erhebungen ein Resultat ergeben haben, wem soll die reclamirte Sendung zugestellt werden, dem Aufgeber oder dem Adressaten?

NB. En cas de recherches fructueuses, à qui, de l'envoyeur ou du destinataire, doit-on faire parvenir l'envoi réclamé?

1074.

1878

1 juin 1878.

Convention pour l'échange de lettres avec valeurs déclarées. Conclue à Paris. Ratifiée à Vienne, le 8 avril 1879. Les ratifications échangées à Paris, le 26 avril 1879.

(R. G. Bl. 1879, Nr. 66; P. V. Bl. 1879, Nr. 34.)

Uebereinkommen, betreffend den Austausch von Briefen mit Werthangabe,

geschlossen zwischen Oesterreich-Ungarn, Deutschland, Belgien, Dänemark und den dänischen Colonien, Egypten, Frankreich und den französischen Colonien, Italien, Luxemburg, Norwegen, den Niederlanden, Portugal und den portugiesischen Colonien, Rumänien, Russland, Serbien, Schweden und der Schweiz.

(Abgeschlossen zu Paris 1. Juni 1878, von Seiner k. und k. Apostolischen Majestät ratificirt zu Wien am 8. April 1879, die Ratificationen ausgewechselt zu Paris am 26. März 1877.)

(Urtext.)

Les soussignés plénipotentiaires des Gouvernements des pays ci-dessus énumérés, vu l'article 13 de la Convention conclue à Paris, le 1er juin 1878, pour la révision du pacte fondamental de l'Union générale des Postes, ont, d'un commun accord et sous réserve de ratification, arrêté l'Arrangement suivant:

Article 1.

Il peut être expédié de l'un des pays mentionnés ci-dessus pour un autre de ces pays, des lettres contenant des valeurs-papier déclarées, avec assurance du montant de la déclaration.

Les divers offices, pour leurs rapports respectifs, ont la faculté de déterminer un maximum qui, dans aucun cas, ne peut être inférieur à 5000 francs par lettre, et il est entendu que les diverses administrations intervenant dans le transport ne sont engagées que jusqu'à concurrence du maximum qu'elles ont respectivement adopté.

Article 2.

1° La liberté du transit est garantie sur le territoire de chacun des pays adhérents, et la responsabilité des offices, qui participent à ce transport, est engagée dans les limites déterminées par l'article 8 ci-après.

Il en est de même à l'égard du transport maritime effectué ou assuré par les offices des pays adhérents, pourvu toutefois que ces offices soient en mesure d'accepter la responsabilité des valeurs, à bord des paquebots ou bâtiments dont ils font emploi.

1878 2° A moins d'arrangement contraire entre les offices d'origine et de destination, la transmission de valeurs déclarées échangées entre pays non limitrophes s'opère à découvert et par les voies utilisées pour l'acheminement des correspondances ordinaires.

3° L'échange de lettres contenant des valeurs déclarées, entre deux pays qui correspondent, pour les relations ordinaires, par l'intermédiaire d'un ou de plusieurs pays non participant au présent Arrangement, ou au moyen de services maritimes dégagés de responsabilité, est subordonné à l'adoption de mesures spéciales, à concerter entre les administrations des pays d'origine et de destination, telles que l'emploi d'une voie détournée, l'expédition en dépêches closes, etc.

Article 3.

1° Les frais de transit prévus par l'article 4 de la Convention du 1er juin 1878, sont bonifiés aux offices qui participent au transport intermédiaire, à découvert ou en dépêches closes, des lettres contenant des valeurs déclarées.

2° Indépendamment de ces frais de transit, l'administration du pays d'origine est redevable, à titre de droit d'assurance, envers l'administration du pays de destination et, s'il y a lieu, envers l'administration participant au transit territorial avec responsabilité, d'un droit proportionnel de 5 centimes par chaque somme de 200 francs ou fraction de 200 francs déclarée.

3° En outre, s'il y a un ou plusieurs transports par mer donnant lieu à rétribution spéciale, d'après les articles 3 et 4 de la Convention du 1er juin 1878, et susceptibles d'engager la responsabilité des offices qui les effectuent ou les assurent, il est dû à chacun desdits offices un droit maritime d'assurance de 10 centimes par chaque somme de 200 francs ou fraction de 200 francs déclarée.

Article 4.

1° La taxe des lettres contenant des valeurs déclarées doit être acquittée à l'avance, et se compose:

I. Du port et du droit fixe, applicables à une lettre recommandée du même poids et pour la même destination — port et droit acquis en entier à l'office expéditeur;

II. D'un droit proportionnel d'assurance calculé, par 200 francs ou fraction de 200 francs déclarés, à raison de 10 centimes pour les pays limitrophes ou reliés entre eux par un service maritime direct, et à raison de 25 centimes pour les

autres pays, avec addition, s'il y a lieu, dans l'un et l'autre 1878
cas, du droit d'assurance maritime prévu par le dernier alinéa de l'article 3 précédent.

Toutefois, comme mesure de transition, est réservée à chacune des parties contractantes, pour tenir compte de ses convenances monétaires ou autres, la faculté de percevoir un droit autre que celui indiqué ci-dessus, moyennant que ce droit ne dépasse pas $^1/_2$ p. $^0/_0$ de la somme déclarée.

2° L'expéditeur d'une lettre contenant des valeurs déclarées reçoit, sans frais, au moment du dépôt, un récépissé sommaire de son envoi.

3° Il est formellement convenu que, sauf dans le cas de réexpédition prévu au paragraphe 2 de l'article 7 ci-après, les lettres renfermant des valeurs déclarées ne peuvent être frappées, à la charge des destinataires, d'aucun droit postal autre que celui de remise à domicile, s'il y a lieu.

Article 5.

1° L'expéditeur d'une lettre contenant des valeurs déclarées peut obtenir, aux conditions déterminées par l'article 6 de la Convention du 1er juin 1878, en ce qui concerne les objets recommandés, qu'il lui soit donné avis de la remise de cette lettre au destinataire.

2° Le produit du droit applicable aux avis de réception est acquis en entier à l'office du pays d'origine.

Article 6.

Toute déclaration frauduleuse de valeurs supérieures à la valeur réellement insérée dans une lettre est interdite.

Article 7.

1° Une lettre de valeurs déclarées réexpédiée, par suite du changement de résidence du destinataire, à l'intérieur du pays de destination, n'est passible d'aucune taxe supplémentaire.

2° En cas de réexpédition sur un des pays contractants autre que le pays de destination, les droits d'assurance fixés par les paragraphes 2 et 3 de l'article 3 du présent Arrangement, sont perçus sur le destinataire, du chef de la réexpédition, au profit de chacun des offices intervenant dans le nouveau transport.

3° La réexpédition, par suite de fausse direction ou de mise en rebut, ne donne lieu à aucune perception supplémentaire à la charge du public.

1878

Article 8.

1° Sauf le cas de force majeure, lorsqu'une lettre contenant des valeurs déclarées a été perdue ou spoliée, l'expéditeur ou, sur sa demande, le destinataire, a droit à une indemnité égale à la valeur déclarée.

Toutefois, en cas de perte partielle inférieure à la valeur déclarée, il n'est remboursé que le montant de la perte.

L'obligation de payer l'indemnité incombe à l'administration dont relève le bureau expéditeur. Est réservé à cette administration le recours contre l'administration responsable, c'est-à-dire contre l'administration sur le territoire ou dans le service de laquelle la perte ou la spoliation a eu lieu.

Jusqu'à preuve du contraire, la responsabilité incombe à l'administration qui, ayant reçu l'objet sans faire d'observation, ne peut établir ni la délivrance au destinataire ni, s'il y a lieu, la transmission régulière à l'administration suivante.

Le payement de l'indemnité par l'office expéditeur doit avoir lieu le plus tôt possible et, au plus tard, dans le délai d'un an, à partir du jour de la réclamation. L'office responsable est tenu de rembourser, sans retard, à l'office expéditeur, le montant de l'indemnité payée par celui-ci. Il est entendu que la réclamation n'est admise que dans le délai d'un an, à partir du dépôt à la poste de la lettre portant déclaration; passé ce terme, le réclamant n'a droit à aucune indemnité.

2° L'administration qui opère le remboursement du montant des valeurs déclarées non parvenues à destination est subrogée dans tous les droits du propriétaire.

3° Si la perte ou la spoliation a eu lieu en cours de transport entre les bureaux d'échange de deux pays limitrophes, sans qu'il soit possible d'établir sur lequel des deux territoires le fait s'est accompli, les deux administrations en cause supportent le dommage par moitié.

Il en est de même en cas d'échange en dépêches closes, si la perte ou la spoliation a eu lieu sur le territoire ou dans le service d'un office intermédiaire non responsable.

4° Les administrations cessent d'être responsables des valeurs déclarées contenues dans les lettres dont les ayants droit ont donné reçu et pris livraison.

Article 9.

1° Est réservé le droit de chaque pays d'appliquer aux lettres contenant des valeurs déclarées, à destination ou provenant d'autres pays, ses lois ou règlements intérieurs, en tant qu'il n'y est pas dérogé par le présent Arrangement.

2° Les stipulations du présent Arrangement ne portent 1878
pas restriction au droit des parties contractantes de maintenir et de conclure des arrangements spéciaux, ainsi que de maintenir et d'établir des unions plus restreintes, en vue de l'amélioration du service des lettres contenant des valeurs déclarées.

Article 10.

Chacune des administrations des pays contractants peut, dans des circonstances extraordinaires de nature à justifier la mesure, suspendre temporairement le service des valeurs déclarées, tant à l'expédition qu'à la réception et d'une manière générale ou partielle, sous la condition d'en donner immédiatement avis, au besoin par le télégraphe, à l'administration ou aux administrations intéressées.

Article 11.

Les pays de l'Union qui n'ont point pris part au présent Arrangement sont admis à y adhérer sur leur demande et dans la forme prescrite par l'article 18 de la Convention du 1 juin 1878, en ce qui concerne les adhésions à l'Union postale universelle.

Article 12.

Les administrations des postes des pays contractants règlent la forme et le mode de transmission des lettres contenant des valeurs déclarées et arrêtent toutes les autres mesures de détail ou d'ordre nécessaires pour assurer l'exécution du présent Arrangement.

Article 13.

Dans l'intervalle qui s'écoule entre les réunions prévues à l'article 19 de la Convention du 1er juin 1878, toute administration des postes d'un des pays contractants a le droit d'adresser aux autres administrations participantes, par l'intermédiaire du Bureau international, des propositions concernant le service des lettres avec valeurs déclarées. Mais, pour devenir exécutoires, ces propositions doivent réunir, savoir:

1° L'unanimité des suffrages, s'il s'agit de la modification des dispositions des articles 1, 2, 3, 4 et 8 précédents;

2° Les deux tiers des suffrages, s'il s'agit de la modification des dispositions du présent Arrangement, autres que celles des articles 1, 2, 3, 4 et 8;

3° La simple majorité absolue, s'il s'agit de l'interprétation des dispositions du présent Arrangement.

1878 Les résolutions valables sont consacrées, dans les deux premiers cas, par une déclaration diplomatique et, dans le troisième cas, par une notification administrative, selon la forme indiquée au dernier alinéa de l'article 20 de la Convention du 1er juin 1878.

Article 14.

1° Le présent Arrangement entrera en vigueur le 1er avril 1879.

2° Il sera ratifié en même temps et aura la même durée que la Convention du 1er juin 1878, sans préjudice du droit, réservé à chaque pays, de se retirer de cet Arrangement moyennant un avis donné, un an à l'avance, par son Gouvernement au Gouvernement de la Confédération suisse.

3° Sont abrogées, à partir du jour de la mise à exécution du présent Arrangement toutes les dispositions convenues antérieurement entre les divers pays contractants ou entre les administrations, pour autant qu'elles ne sont pas conciliables avec les termes du présent Arrangement, et sans préjudice des dispositions de l'article 9 précédent.

4° Le présent Arrangement sera ratifié aussitôt que faire se pourra. Les actes de ratification seront échangés à Paris.

En foi de quoi, les plénipotentiaires des pays ci-dessus énumérés ont signé le présent Arrangement à Paris, le premier juin mil huit cent soixante et dix-huit.

(Suivent les signatures.)

(Uebersetzung.)

Die unterzeichneten Bevollmächtigten der Regierungen der oben aufgezählten Länder haben in Gemässheit des Artikels 13 des Postvertrages, welcher zum Behufe der Revision des Grundvertrages des allgemeinen Postvereins in Paris am 1. Juni 1878 abgeschlossen wurde, im gemeinsamen Einverständnisse und unter Vorbehalt der Ratification das nachstehende Uebereinkommen getroffen:

Artikel 1.

Aus jedem der obbezeichneten Länder können nach jedem anderen dieser Länder Briefe mit angegebenem Inhalt von Werthpapieren unter Versicherung des angegebenen Werthbetrages zur Versendung gelangen.

Die verschiedenen Verwaltungen sind berechtigt, für ihren wechselseitigen Verkehr einen Maximalbetrag festzusetzen, welcher jedoch in keinem Falle geringer als 5000 Francs für den einzelnen Brief sein darf, und sind ferner darüber einver-

standen, dass die verschiedenen bei der Beförderung betheiligten 1878
Verwaltungen nur bis zur Höhe des von ihnen selbst für den bezüglichen Wechselverkehr angenommenen Maximalbetrages haftungspflichtig sind.

Artikel 2.

1. Die Freiheit des Transits durch das Gebiet jedes der vertragschliessenden Länder ist gewährleistet, und wird die Haftungspflicht der an diesem Transporte betheiligten Verwaltungen durch die in dem nachfolgenden Artikel 8 festgesetzten Grenzen beschränkt.

Dasselbe gilt rücksichtlich des Seetransportes, insoweit dieser durch die Verwaltungen der vertragschliessenden Länder bewirkt oder vermittelt wird, vorausgesetzt, dass diese Verwaltungen in der Lage sind, die Verantwortlichkeit für die Beförderung der Werthbriefe mittelst ihrer Postschiffe oder ihnen anderweitig zu Gebote stehenden Schiffe zu übernehmen.

2. Wenn die Verwaltungen des Aufgabe- und des Bestimmungsgebietes eine andere Vereinbarung nicht getroffen haben, hat die Weiterbeförderung der Briefe mit Werthangabe welche zwischen nicht angrenzenden Ländern zur Auswechslung gelangen, stets stückweise auf den zur Beförderung der gewöhnlichen Correspondenzen benützten Wegen zu erfolgen.

3. Für den Austausch von Briefen mit Werthangabe zwischen zwei Ländern, welche für den gewöhnlichen Verkehr sich der Vermittlung eines oder mehrerer der am gegenwärtigen Uebereinkommen betheiligten Länder bedienen oder Seepost-Verbindungen benützen, für welche eine Haftungspflicht nicht besteht, haben die Verwaltungen des Aufgabe- und des Bestimmungslandes besondere Massregeln zu vereinbaren, wie die Benützung anderer Wege, die Beförderung in geschlossenen Paketen u. s. w.

Artikel 3.

1. Die im Artikel 4 des Vertrages vom 1. Juni 1878 vorgesehenen Transitgebühren werden denjenigen Verwaltungen vergütet, welche die Briefe mit Werthangabe im Einzeltransit oder in geschlossenen Paketen weiter befördern.

2. Ausser diesen Transitgebühren hat die Verwaltung des Aufgabegebietes an die Verwaltung des Bestimmungslandes und eintretendenfalls an jede derjenigen Verwaltungen, welche bei der Beförderung zu Lande unter Uebernahme der Haftung betheiliget sind, eine Versicherungs-Gebühr von 5 Centimes für je 200 Francs oder einen Theil von 200 Francs des angegebenen Werthes zu entrichten.

1878 3. Ausserdem hat für die Beförderung auf einer oder mehreren Seepostrouten, für die nach den Artikeln 3 und 4 des Vertrages vom 1. Juni 1878 besondere Gebühren zu entrichten sind, und für welche die den Transport leistenden oder vermittelnden Verwaltungen eine Ersatzverbindlichkeit übernommen haben, jede dieser Verwaltungen auf die Vergütung einer Seeversicherungs-Gebühr von 10 Centimes für je 200 Francs oder einen Theil von 200 Francs des declarirten Betrages Anspruch.

Artikel 4.

1. Die Taxe für Briefe mit Werthangabe muss im Vorhinein entrichtet werden, und setzt sich zusammen:

I. aus dem Porto der Recommandations-Gebühr für recommandirte Briefe von gleichem Gewichte und mit gleichem Bestimmungsorte: diese Gebühren verbleiben ungetheilt der absendenden Verwaltung;

II. aus der entfallenden Versicherungs-Gebühr: dieselbe beträgt für je 200 Francs oder einen Theil von 200 Francs des angegebenen Werthes im Verkehre zwischen angrenzenden oder solchen Ländern, welche mittelst eines directen Seepostcourses verbunden sind, 10 Centimes und im Verkehre zwischen den übrigen Ländern 25 Centimes, in beiden Fällen mit allfälliger Hinzurechnung der im letzten Absatze des vorhergehenden Artikel 3 vorgesehenen Seeversicherungsgebühr.

Als Uebergangsmassregel ist jedoch jedem der vertragschliessenden Theile vorbehalten, mit Rücksicht auf seine Münz- und anderen Verhältnisse eine andere als die vorbezeichnete Gebühr einzuheben, vorausgesetzt, dass dieselbe $^1/_2$ Percent der angegebenen Summe nicht übersteigt.

2. Dem Absender eines Briefes mit Werthangabe wird bei der Aufgabe ein Aufgabsrecepisse unentgeltlich ausgefertigt.

3. Es wird ausdrücklich bedungen, dass, abgesehen von dem im §. 2 des folgenden Artikels 7 vorgesehenen Falle der Nachsendung, Briefe mit Werthangabe zu Lasten der Empfänger keiner anderweitigen Postgebühr unterworfen werden dürfen, als jener, welche etwa für die Zustellung in die Wohnung besteht.

Artikel 5.

1. Der Absender eines Briefes mit Werthangabe kann unter den durch Artikel 6 des Vertrages vom 1. Juni 1878 für recommandirte Briefe festgesetzten Bedingungen eine Bescheinigung über den Empfang des Briefes seitens des Adressaten verlangen.

2. Die Gebühr für solche Empfangscheine verbleibt ungetheilt der Verwaltung des Aufgabegebietes. 1878

Artikel 6.

Jede betrügerische Angabe eines höheren als des wirklich beigeschlossenen Werthes ist verboten.

Artikel 7.

1. Ein Brief mit Werthangabe, welcher aus Anlass der Veränderung der Wohnung des Adressaten im Gebiete der Bestimmungslandes nachgesendet wird, darf mit keinerlei Nachtragsporto belegt werden.

2. Im Falle der Nachsendung nach einem anderen der vertragschliessenden Länder, als dem ursprünglichen Bestimmungsland, werden aus Anlass dieser Nachsendung die durch die §§. 2 und 3 des Artikels 3 des gegenwärtigen Uebereinkommens festgesetzten Versicherungsgebühren zu Gunsten jeder der bei der neuen Beförderung betheiligten Verwaltungen vom Empfänger eingehoben.

3. Für die Nachsendung in Folge einer unrichtigen Leitung oder der Unbestellbarkeit ist keinerlei Nachtragsporto vom Publikum einzuheben.

Artikel 8.

1. Wenn ein Brief mit Werthangabe in Verlust geräth oder seines Inhaltes beraubt wird, so hat, den Fall der höheren Gewalt ausgenommen, der Aufgeber, oder auf dessen Verlangen der Empfänger Anspruch auf eine Entschädigung in der Höhe des angegebenen Werthbetrages.

Jedoch wird im Falle eines theilweisen Verlustes, welcher geringer als der angegebene Werthbetrag ist, nur der abgängige Betrag ersetzt.

Die Verpflichtung zur Auszahlung der Entschädigung liegt derjenigen Verwaltung ob, welcher das Aufgabeamt angehört. Dieser Verwaltung ist jedoch der Regress an die haftungspflichtige, d. h. an jene Verwaltung, auf deren Gebiet oder in deren Dienstbereich der Verlust oder die Beraubung stattgefunden hat, vorbehalten.

Bis zum Nachweis des Gegentheils, liegt die Haftpflicht derjenigen Verwaltung ob, welche die Sendung unbeanständet übernommen hat, und weder deren Zustellung an den Adressaten, noch eintretenden Falls die vorschriftsmässige Ueberlieferung an die folgende Verwaltung nachweisen kann.

1878 Die Zahlung der Entschädigung durch die absendende Verwaltung soll sobald als möglich, und spätestens innerhalb eines Jahres vom Tage der Reclamation an gerechnet, stattfinden. Die haftungspflichtige Verwaltung ist verpflichtet, der absendenden Verwaltung den von derselben gezahlten Ersatzbetrag ohne Verzug zu erstatten.

Jede Reclamation ist nur innerhalb der Frist eines Jahres, vom Tage der Aufgabe des Werthbriefes an gerechnet, zulässig; nach Ablauf dieser Frist hat der Absender keinen Anspruch mehr auf irgend eine Entschädigung.

2. Diejenige Verwaltung, welche für die nicht an ihre Bestimmung gelangten Briefe mit Werthangabe Ersatz geleistet hat, tritt in alle Rechte des Eigenthümers.

3. Wenn der Verlust oder die Beraubung während der Beförderung zwischen den Auswechslungs-Postanstalten zweier angrenzender Länder stattfindet, ohne dass es möglich ist, festzustellen, auf welchem der beiden Gebiete der Fall sich ereignet hat, so haben die beiden betheiligten Verwaltungen die Entschädigung zu gleichen Theilen zu leisten.

Dasselbe hat bei dem Austausche geschlossener Briefpakete stattzufinden, wenn der Verlust oder die Beraubung sich auf dem Gebiete oder innerhalb des Dienstbereiches einer nicht verantwortlichen transitleistenden Verwaltung ereignet hat.

4. Die Haftungspflicht der Verwaltungen für den Inhalt der Briefe mit Werthangabe hört auf, sobald die Empfangsberechtigten den Empfang bestätigt und die Sendung übernommen haben.

Artikel 9.

1. Es bleibt jedem Lande vorbehalten, auf Briefe mit Werthangabe nach oder aus anderen Ländern ihre internen Gesetze und Reglements in Anwendung zu bringen, insoweit dieselben durch das gegenwärtige Uebereinkommen nicht abgeändert worden sind.

2. Die Festsetzungen des gegenwärtigen Uebereinkommens beschränken nicht das Recht der vertragschliessenden Theile, besondere Uebereinkommen bestehen zu lassen und abzuschliessen, sowie engere Vereine zur Erleichterung des Austausches von Briefen mit Werthangabe aufrecht zu erhalten und neu zu errichten.

Artikel 10.

Jede Verwaltung den vertragschliessenden Länder kann unter aussergewöhnlichen Verhältnissen, welche eine solche Massregel rechtfertigen, den Austausch von Briefen mit Werth-

angabe vorübergehend ganz oder theilweise, sowohl was die 1878
Absendung als die Uebernahme betrifft, unter der Bedingung einstellen, dass die betheiligte Verwaltung oder die betheiligten Verwaltungen hievon unverzüglich und nöthigenfalls auf telegraphischem Wege in Kenntniss gesetzt werden.

Artikel 11.

Die Vereinsländer, welche an dem gegenwärtigen Uebereinkommen nicht Theil genommen haben, können demselben über ihr Verlangen und in der durch Artikel XVIII des Vertrages vom 1. Juni 1878 für den Beitritt zum Welt-Postvereine vorgeschriebenen Weise beitreten.

Artikel 11.

Die Postverwaltungen der vertragschliessenden Länder haben die Form und die Versendungsweise der Briefe mit Werthangabe zu bestimmen und alle übrigen zur Sicherung der Ausführung des gegenwärtigen Uebereinkommens erforderlichen Massregeln festzusetzen.

Artikel 13.

Während der Zeit, welche zwischen den im Artikel XIX des Vertrages vom 1. Juni 1878 vorgesehenen Versammlungen liegt, ist jede Postverwaltung der vertragschliessenden Länder berechtigt, den anderen betheiligten Verwaltungen durch Ver-Vermittlung des internationalen Bureaus Vorschläge in Betreff des Austausches von Briefen mit Werthangabe zu unterbreiten. Wenn jedoch solche Vorschläge wirksam werden sollen, muss deren Annahme erfolgt sein:

1. Mit Stimmeneinhelligkeit, wenn es sich um Abänderung der Bestimmungen der vorhergehenden Artikel I, II, III, IV und VIII handelt;

2. mit zwei Drittel der Stimmen, wenn es sich um die Abänderung anderer Bestimmungen des gegenwärtigen Uebereinkommens als derjenigen der Artikel I, II, III, IV und VIII handelt;

3. mit einfacher Stimmenmehrheit, wenn es sich um die Auslegung der Bestimmungen des gegenwärtigen Uebereinkommens handelt.

Die Beschlüsse werden in den ersten beiden Fällen durch eine diplomatische Erklärung und im dritten Falle durch eine Verständigung im Verwaltungswege als giltig bestätigt, wobei die im letzten Absatze des Artikels XX des Vertrages vom 1. Juni 1878 bezeichnete Form zu beobachten ist.

1878 Artikel 14.

1. Das gegenwärtige Uebereinkommen soll am 1. April 1879 in Kraft treten.

2. Dasselbe soll zu derselben Zeit ratificirt werden und die gleiche Dauer haben, wie der Vertrag vom 1. Juni 1878, unbeschadet des jedem Lande vorbehaltenen Rechtes, von diesem Uebereinkommen zurückzutreten, wenn diese Absicht ein Jahr in Vorhinein von der betreffenden Regierung der Regierung der schweizerischen Eidgenossenschaft bekannt gegeben worden ist.

3. Vom Tage der Ausführung des gegenwärtigen Uebereinkommens treten alle früher zwischen den verschiedenen vertragschliessenden Ländern oder ihren Verwaltungen vereinbarten Bestimmungen insoweit ausser Kraft, als sie mit den Festsetzungen des gegenwärtigen Uebereinkommens nicht im Einklange stehen, jedoch unbeschadet der Bestimmungen des vorhergehenden Artikels 9.

4. Das gegenwärtigen Uebereinkommen soll so bald als möglich ratificirt werden.

Die Auswechslung der Ratifications-Urkunden soll in Paris stattfinden.

Zu Urkund dessen haben die Bevollmächtigten der oben aufgezählten Länder das gegenwärtige Uebereinkommen unterzeichnet zu Paris den ersten Juni ein tausend achthundert acht und siebenzig.

(Folgen die Unterschriften.)

1075.

1 juin 1878.

Règlement de détail et d'ordre pour l'exécution de l'arrangement concernant l'échange des lettres avec valeurs déclarées.*)

(Archives du ministère Imp. et R. des affaires étrangères; P. V. Bl. 1879, Nr. 34.)

(Urtext.)

Règlement de détail et d'ordre pour l'exécution de l'arrangement concernant l'échange des lettres avec valeurs déclarées.

Conclu entre l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Belgique, le Danemarc et les Colonies danoises, l'Égypte, la France et les Colonies françaises, l'Italie, le Luxembourg, la Norvége, les Pays-Bas, le Portugal et les Colonies portugaises, la Roumanie, la Russie, la Serbie, la Suède et la Suisse.

Les soussignés, vu l'article 14 de la Convention conclue à Paris, le 1er juin 1878, pour la révision du pacte fondamental de l'Union générale des Postes, et l'article 12 de l'Arrangement

*) Voir annotation pag. 322.

concernant l'échange des lettres avec valeurs déclarées, signé à Paris, le 1er juin 1878, ont, au nom de leurs administrations respectives, arrêté d'un commun accord les mesures suivantes, pour assurer l'exécution dudit arrangement. 1878

I.

1. Les administrations postales des pays adhérents qui entretiennent des services maritimes réguliers, utilisés pour le transport des correspondances ordinaires, dans le ressort de l'Union, désignent aux offices des autres pays adhérents ceux de ces services qui peuvent être affectés au transport des lettres contenant des valeurs déclarées, avec garantie de responsabilité.

2. Les administrations de pays contractants se notifient mutuellement, au moyen de tableaux conformes au modèle *A* ci-annexé, savoir:

1° La nomenclature des pays par rapport auxquels elles peuvent respectivement se servir d'intermédiaires pour le transport des lettres de valeurs déclarées;

2° les voies ouvertes à l'acheminement desdites lettres, à partir de l'entrée sur leurs territoires ou dans leurs services;

3° le total des droits d'assurance pui doivent leur être bonifiés de ce chef, pour chaque destination, par l'office qui leur livre les objets *à découvert*.

3. Au moyen des tableaux *A* reçus de ses correspondants, chaque administration détermine les voies à employer pour la transmission de ses valeurs déclarées et les droits d'assurance à percevoir sur les expéditeurs, d'après les conditions dans lesquelles s'effectue le transport intermédiaire.

4. Chaque administration doit faire connaître directement au premier office intermédiaire quels sont les pays pour lesquels elle se propose de lui livrer *à découvert* des lettres contenant des valeurs déclarées.

II.

1. Les lettres contenant des valeurs déclarées ne peuvent être admises que sous une enveloppe fermée au moyen de cachets, en cire fine, reproduisant un signe particulier et appliqués en nombre suffisant pour retenir tous les plis de l'enveloppe.

2. Chaque lettre doit, d'ailleurs, être conditionnée de manière qu'il ne puisse être porté atteinte à son contenu sans endommager extérieurement et visiblement l'enveloppe ou les cachets.

3. Les timbres-poste employés à l'affranchissement doivent être espacés, afin qu'ils ne puissent servir à cacher des lésions de l'enveloppe. Ils ne doivent pas non plus être repliés sur les deux faces de l'enveloppe de manière à couvrir la bordure.

1878

III.

1. La déclaration des valeurs doit être exprimée en francs et centimes ou dans la monnaie du pays d'origine et être inscrite par l'expéditeur sur l'adresse de l'envoi, en toutes lettres et en chiffres, sans rature ni surcharge, même approuvées.

2. Lorsque la déclaration est formulée en une monnaie autre que la monnaie de franc, l'office du pays d'origine est tenu d'en opérer la réduction en cette dernière monnaie, au pair, en indiquant, par de nouveaux chiffres placés à côté ou au-dessous des chiffres représentatifs du montant de la déclaration, l'équivalent de celle-ci en francs et centimes. Cette disposition n'est pas applicable aux relations directes entre pays ayant une monnaie commune.

IV.

Lorsque des circonstances fortuites ou les réclamations des intéressés viennent à révéler l'existence d'une déclaration frauduleuse de valeurs supérieures à la valeur réelle insérée dans une lettre, avis en est donné à l'administration du pays d'origine, dans le plus bref délai possible, et, le cas échéant, avec les pièces de l'enquête à l'appui.

V.

1. Le poids exact, en grammes, de chaque lettre contenant des valeurs déclarées, doit être inscrit sur la lettre, par l'office d'origine, à l'angle gauche supérieur de la suscription.

2. La lettre est, en outre, frappée par le bureau d'origine, du côté de la suscription, du timbre indiquant le lieu et la date du dépôt et, le cas échéant, du timbre spécial en usage dans le pays d'origine pour les lettres contenant des valeurs déclarées.

3. Le bureau destinataire applique, au verso, son propre timbre, à la date de la réception.

VI.

1. L'échange des lettres contenant des valeurs déclarées, entre pays limitrophes ou reliés entre eux au moyen d'un service maritime direct, est effectué par les bureaux servant d'intermédiaires pour l'échange des correspondances ordinaires.

2. Dans les rapports entre pays séparés par un ou plusieurs services intermédiaires, les lettres de valeurs déclarées doivent toujours suivre la voie la plus directe et être livrées à découvert au premier office intermédiaire, si cet office est à même d'assurer la transmission dans les conditions déterminées par l'article Ier du présent Règlement.

3. Toutefois, est réservée aux offices correspondants la faculté de s'entendre, soit pour échanger des valeurs déclarées en dépêches closes, au moyen des services d'un ou de plusieurs pays intermédiaires participant ou non à l'Arrangement du 1er juin 1878, soit pour assurer la transmission *à découvert* par des voies détournées, au cas où ce mode de transmission ne comporte pas, par la voie directe, la garantie de responsabilité sur tout le parcours. 1878

VII.

1. Les lettres contenant des valeurs déclarées sont inscrites par le bureau d'échange expéditeur sur une feuille d'envoi spéciale, conforme au modèle *B* annexé au présent Règlement, avec tous les détails que cette formule comporte.

2. Elles forment avec cette feuille un paquet spécial qui est ficelé intérieurement et enveloppé de papier solide, puis ficelé extérieurement et cacheté à la cire fine sur tous les plis, au moyen du cachet du bureau d'échange expéditeur. Ce paquet porte pour suscription les mots »Valeurs déclarées« et, au-dessous, l'indication du poids brut en grammes. Il doit être inséré au centre de la dépêche.

3. La présence d'un tel paquet dans une dépêche est signalée au bas du tableau n° 1 de la feuille d'avis sous le titre »Recommandation d'office« et par une note ainsi conçue: »Un paquet de valeurs déclarées pesant... grammes.«

4. Le paquet des valeurs déclarées est réuni par un croisé de ficelle au paquet des objets recommandés, et les bouts de cette ficelle sont attachés au bas de la feuille d'avis, au moyen d'un cachet avec empreinte en cire fine ou sur papier gommé. A défaut d'un paquet d'objets recommandés, les bouts de la ficelle qui enveloppe extérieurement le paquet des valeurs déclarées, conformément au paragraphe 2 ci-dessus, sont scellés eux-mêmes au bas de la feuille d'avis.

5. Les dispositions du présent article peuvent être modifiées d'un commun accord entre deux offices correspondants, dans les relations où ces dispositions seraient incompatibles avec le régime particulier de l'un d'eux.

VIII.

1. A la réception d'un paquet de valeurs déclarées, le bureau d'échange destinataire commence par rechercher si ce paquet ne présente aucune irrégularité, soit dans son état ou sa confection extérieure, soit dans l'accomplissement des formalités auxquelles la transmission est soumise par l'article précédent. Il vérifie également le poids brut du paquet.

1878 2. Ce bureau procède ensuite à la vérification particulière des lettres contenant des valeurs déclarées et, s'il y a lieu, à la constatation des manquants ou autres irrégularités ainsi qu'à la rectification des feuilles d'envoi, en se conformant aux règles tracées pour les objets recommandés par l'article XIII du Règlement de détail et d'ordre de la Convention du 1er juin 1878.

3. La constatation, soit d'un manquant, soit d'une altération ou irrégularité de nature à engager la responsabilité des administrations respectives est opérée au moyen d'un procès-verbal qui est transmis, accompagné des enveloppes, ficelles et cachets du paquet, à l'administration centrale du pays auquel appartient le bureau d'échange destinataire. Un double de ce document est en même temps adressé, sous *recommandation d'office*, à l'administration centrale à laquelle ressortit le bureau d'échange expéditeur indépendamment du bulletin de vérification à transmettre immédiatement à ce bureau.

IX.

1. Les lettres de valeurs déclarées réexpédiées, par suite de fausse direction, sont acheminées sur leur destination par la voie la plus rapide dont peut disposer l'office réexpéditeur.

Lorsque la réexpédition entraîne restitution des lettres de l'espèce à l'office expéditeur, les bonifications inscrites à la feuille d'envoi de cet office sont annulées et le bureau d'échange réexpéditeur livre ces lettres pour mémoire à son correspondant, après avoir signalé l'erreur par un bulletin de vérification.

Dans le cas contraire, et si les droits d'assurance bonifiés à l'office réexpéditeur sont insuffisants pour couvrir les frais de réexpédition qui lui incombent, il se crédite de la différence en forçant la somme inscrite à son avoir sur la feuille d'envoi du bureau d'échange expéditeur. Le motif de cette rectification est notifié audit bureau, au moyen d'un bulletin de vérification.

2. Les lettres des valeurs déclarées réexpédiées, par suite du changement de résidence des destinataires, sur un des pays contractants, sont frappées du timbre *T* par l'office réexpéditeur et grevées à la charge du destinataire, par l'office distributeur, d'une taxe représentant le droit d'assurance revenant à ce dernier office et, s'il y a lieu, à chacun des offices intermédiaires.

Dans ce dernier cas, le premier office intermédiaire qui reçoit une valeur déclarée réexpédiée, se crédite du montant de son droit d'assurance vis-à-vis de l'office auquel il livre cette lettre ; et ce dernier, à son tour, s'il n'est lui même qu'un intermédiaire, répète sur l'office suivant son propre droit d'assurance cumulé avec celui dont il a tenu compte à l'office précédent. La

même opération se poursuit dans les rapports entre les différents 1878
offices participant au transport jusqu'à ce que la lettre parvienne à l'office distributeur.

Toutefois, si les droits d'assurance exigibles pour le parcours ultérieur d'une lettre à réexpédier sont acquittés au moment de la réexpédition, cette lettre est traitée comme si elle était adressée directement du pays réexpéditeur dans le pays de destination et remise sans taxe au destinataire.

3. Toute lettre de valeurs déclarées dont le destinataire est parti pour un pays non participant au présent Arrangement est renvoyée immédiatement en rebut au pays d'origine, pour être rendue à l'expéditeur, à moins que l'office de la première destination ne soit en mesure de la faire parvenir.

4. Les lettres de valeurs déclarées qui sont tombées en rebut, pour quelque cause que ce soit, sont réciproquement renvoyées aussitôt après leur mise en rebut et par l'intermédiaire des bureaux d'échange respectifs. Ces lettres sont inscrites pour mémoire sur la feuille spéciale *B*, avec la mention »Rebuts« dans la colonne d'observations, et comprises dans le paquet intitulé »Valeurs déclarées«.

X.

Jusqu'à preuve du contraire, l'administration qui a transmis une lettre contenant des valeurs déclarées à une autre administration est déchargée de toute responsabilité par rapport à ces valeurs, si le bureau d'échange auquel la lettre a été livrée, n'a pas fait parvenir, par le premier courrier, à l'administration expéditrice un procès-verbal constatant l'absence ou l'altération soit du paquet entier des valeurs déclarées, soit de la lettre elle-même.

XI.

Les prix dus à chaque office participant, conformément au premier alinéa de l'article 3 de l'Arrangement, pour le transit territorial ou maritime des lettres avec valeurs déclarées, sont calculés dans les conditions fixées par l'article XXII du Règlement de détail et d'ordre de la Convention du 1er juin 1878.

XII.

1. Chaque administration fait établir mensuellement, par chacun de ses bureaux d'échange et pour tous les envois reçus des bureaux d'échange d'un seul et même office, un état, conforme au modèle *C* annexé au présent Règlement, des sommes inscrites sur chaque feuille d'envoi, soit à son crédit, pour sa part et celle de chacune des administrations intéressées, s'il y a lieu,

1878 dans les droits d'assurance perçus par l'office expéditeur; soit à son débit, pour la part revenant aux offices intermédiaires, en cas de réexpédition, dans les droits d'assurance à recouvrer sur les destinataires.

2. Les états *C* sont ensuite récapitulés par les soins de la même administration dans un compte conforme au modèle *D*, également annexé au présent Règlement.

3. Ce compte, accompagné des états partiels, des feuilles d'envoi et, s'il y a lieu, des bulletins de vérification y afférents, et soumis à l'examen de l'office correspondant, dans le courant du mois qui suit celui auquel il se rapporte.

4. Les comptes mensuels, après avoir été vérifiés et acceptés de part et d'autre, sont résumés dans un compte général annuel par les soins de l'administration créditrice, sauf autre arrangement à prendre par les offices intéressés.

5. La liquidation du compte général des valeurs déclarées s'opère en même temps que celle du compte annuel des frais de transit ou de port étranger afférents aux correspondances ordinaires; les soldes des deux comptes dont il s'agit sont réduits par balance, toutes les fois qu'ils sont respectivement contraires.

XIII.

1. Les administrations se communiquent réciproquement, par l'intermédiaire du Bureau international et trois mois au moins avant la mise à exécution de l'Arrangement du 1er juin 1878, savoir:

1° Le tarif des droits d'assurance, applicable dans leur service aux lettres de valeurs déclarées pour chacun des pays contractants, en conformité de l'article 4 de l'Arrangement du 1er juin 1878 et de l'article Ier du présent Règlement;

2° le cas échéant, l'empreinte du timbre spécial en usage dans leur service pour les valeurs déclarées;

3° le maximum jusqu'a concurrence duquel elles admettent les valeurs déclarées, par application de l'article 1er de l'Arrangement;

4° le tableau *A* prescrit par l'article 1er du présent Règlement.

2. Toute modification apportée ultérieurement à l'égard de l'un ou l'autre des quatre points ci-dessus mentionnés doit être notifiée sans retard, de la même manière.

XIV.

Dans l'intervalle qui s'écoule entre les réunions prévues à l'article 19 de la Convention du 1er juin 1878, toute administration des postes d'un pays de l'Union a le droit d'adresser aux

autres administrations participantes, par l'intermédiaire du Bureau 1878
international, des propositions pour la modification ou l'interprétation du présent Règlement. Mais, pour devenir exécutoires, ces propositions doivent réunir, savoir :

1° L'unanimité des suffrages, s'il s'agit de la modification des articles XIV et XV ;

2° les deux tiers des suffrages, s'il s'agit de la modification des articles II, III, V, VI, VII, VIII, X et XI;

3° la simple majorité absolue, s'il s'agit de la modification des autres articles ou de l'interprétation des diverses dispositions du présent Règlement.

Les résolutions valables sont consacrées par une simple notification du Bureau international à toutes les administrations de l'Union.

XV.

Le présent Règlement sera exécutoire à partir du jour de la mise en vigueur de l'Arrangement du 1er juin 1878. Il aura la même durée que cet Arrangement, à moins qu'il ne soit renouvelé d'un commun accord entre les parties intéressées.

Fait à Paris, le 1er juin 1878.

(Suivent les signatures.)

(Uebersetzung.)

Reglement zur Ausführung des Uebereinkommens, betreffend den Austausch von Briefen mit Werthangabe,

zwischen Oesterreich-Ungarn, Deutschland, Belgien, Dänemark und den dänischen Colonien, Egypten, Frankreich und den französischen Colonien, Italien, Luxemburg, Norwegen, den Niederlanden, Portugal und den portugiesischen Colonien, Rumänien, Russland, Serbien, Schweden und der Schweiz.

Die Unterzeichneten haben auf Grund des Artikels 14 des zum Behufe der Revision des Grundvertrages des allgemeinen Postvereines abgeschlossenen Vertrages, ddto. Paris den 1. Juni 1878, und des Artikels 12 des Uebereinkommens, betreffend den Austausch von Briefen mit Werthangabe, geschlossen zu Paris, den 1. Juni 1878, im Namen ihrer Verwaltungen im gemeinsamen Einverständnisse die folgenden Bestimmungen zur Ausführung des gedachten Uebereinkommens festgestellt.

I.

1. Die Postverwaltungen derjenigen an diesem Uebereinkommen theilnehmenden Länder, welche regelmässige zur Beförderung der gewöhnlichen Correspondenzen innerhalb des Vereinsgebietes benützte Verbindungen zur See unterhalten, bezeichnen den Verwaltungen der anderen theilnehmenden

1878 Länder diejenigen Gelegenheiten, welche zur Beförderung von Briefen mit Werthangabe gegen Uebernahme der Haftung befördert werden können.

2. Die Verwaltungen der vertragschliessenden Länder theilen sich gegenseitig mittelst einer dem Formulare *A* entsprechenden Nachweisung mit:

a) Das Namensverzeichniss derjenigen Länder, mit welchen ein Austausch von Briefen mit Werthangabe durch ihre Vermittlung statthaben kann;

b) die für die Beförderung dieser Briefe vom Eintritte in ihr Gebiet oder in ihren Dienstbereich an sich darbietenden Wege;

c) den Gesammtbetrag der Versicherungsgebühren, welche ihnen aus diesem Anlasse von derjenigen Verwaltung, die ihnen die Briefe stückweise überliefert, für jedes Bestimmungsland zu vergüten sind.

3. Auf Grund der von den anderen Verwaltungen erhaltenen Nachweisungen *A* werden von jeder Verwaltung die Wege bestimmt, welche für die Beförderung ihrer Briefe mit Werthangabe zu benützen sind, sowie die vom Absender zu erhebenden Versicherungsgebühren nach Massgabe der Bedingungen, unter welchen die Beförderung vermittelt wird.

4. Jede Verwaltung hat die bei der Weiterbeförderung zuerst betheiligte Verwaltung direct in Kenntniss zu setzen, nach welchen Ländern sie denselben Briefe mit Werthangabe im Einzeltransit zu überliefern beabsichtigt.

II.

1. Die Briefe mit Werthangabe müssen mit einem Umschlage versehen, und mit mehreren durch ein Petschaft des Absenders hergestellten Siegelabdrücken von feinem Lack dergestalt verschlossen sein, dass durch dieselben alle Klappen des Umschlages zusammengehalten werden.

2. Jeder Brief muss übrigens so beschaffen sein, dass seinem Inhalte ohne eine äusserliche und wahrnehmbare Beschädigung des Umschlages oder der Siegel nicht beigekommen werden kann.

3. Die zur Frankirung verwendeten Briefmarken sind in solchen Entfernungen von einander anzubringen, dass Beschädigungen des Umschlages durch dieselben nicht verdeckt werden können. Die Briefmarken dürfen auch nicht von der einen Seite des Umschlages auf die andere umgebogen werden, so dass dadurch der Rand des Couverts verdeckt wird.

III. 1878

1. Die Werthangabe hat in Francs und Centimes oder in der Währung des Ursprungslandes zu erfolgen und muss vom Absender auf der Adresse in Buchstaben und Ziffern ohne Rasur oder Abänderungen, selbst wenn letztere anerkannt würden, geschrieben sein.

Wenn die Werthangabe in einer anderen als der Frankenwährung stattgefunden hat, so ist die Postanstalt des Ursprungslandes verpflichtet, die Umwandlung in die Frankenwährung nach dem Paricurse vorzunehmen und durch neue Zahlen neben oder unter die ursprüngliche Werthangabe den reducirten Betrag in Francs und Centimes anzugeben.

Diese Bestimmung hat jedoch auf den directen Verkehr zwischen Ländern mit der gleichen Währung keine Anwendung.

IV.

Wenn durch zufällige Umstände oder durch die Reclamationen der Betheiligten das Vorhandensein einer in betrügerischer Absicht vorgenommenen Angabe eines höheren als des in dem Briefe wirklich vorhandenen Werthes entdeckt wird, so ist der Verwaltung des Aufgabegebietes, und zwar in kürzester Frist und eintretendenfalls unter Beischluss der für die Untersuchung erforderlichen Belege, Nachricht zu geben.

V.

1. Auf jedem Briefe mit Werthangabe hat das Aufgabepostamt in der linken oberen Ecke der Adresse das genaue Gewicht in Grammen anzusetzen.

2. Nebstdem hat das Aufgabepostamt die Briefe auf der Adressseite mit einem den Ort und das Datum der Aufgabe anzeigenden Stempel und vorkommendenfalls mit einem Abdruck des im Aufgabegebiete für Briefe mit Werthangabe eingeführten besonderen Stempels zu versehen.

3. Das Abgabepostamt hat auf der Rückseite den eigenen Datumsstempel beizudrücken.

VI.

1. Die Auswechslung von Briefen mit Werthangabe zwischen Grenz- oder solchen Ländern, welche durch einen directen Seepostcurs verbunden sind, hat durch Vermittlung der auch zur Auswechslung der gewöhnlichen Correspondenzen dienenden Postämter zu erfolgen.

2. Im Verkehr mit jenen Ländern, welche durch eine oder mehrere vermittelnde Verwaltungen getrennt sind,

1878 müssen die Briefe mit Werthangabe stets auf dem kürzesten Wege befördert und stückweise der ersten Transitverwaltung ausgeliefert werden, wenn diese Verwaltung in der Lage ist, die Weiterbeförderung unter den im Artikel I das gegenwärtigen Reglements vorgesehenen Bedingungen zu besorgen.

3. Es steht jedoch den einzelnen im gegenseitigen Verkehre stehenden Verwaltungen frei, sich über die Auswechslung von Briefen mit Werthangabe in geschlossenen Paketen, mittelst der Course eines oder mehrerer Transitländer, ob diese dem Uebereinkommen vom 1. Juni 1878 beigetreten sind oder nicht, zu verständigen, oder deren stückweise Auslieferung auf anderen Wegen in dem Falle zu bewirken, als diese Art der Beförderung auf dem directen Wege keine Sicherheit für die Haftung bezüglich der ganzen Beförderungsstrecke bieten würde.

VII.

1. Die Briefe mit Werthangabe werden von der absendenden Auswechslungs-Postanstalt in eine dem Formulare *B* des gegenwärtigen Reglements entsprechende besondere Karte mit allen durch dieses Formulare angezeigten Details eingetragen.

2. Die Briefe haben mit dieser Karte ein besonderes Paket zu bilden, welches innen zu verschnüren, in festes Papier zu verpacken, sodann auch von aussen zu umschnüren und mit dem Petschafte des absendenden Auswechslungs-Postamtes mittelst harten Wachses auf allen Klappen zu versiegeln ist.

Dieses Paket hat die Aufschrift: »Briefe mit Werthangabe« und darunter die Angabe des Bruttogewichtes in Grammen zu enthalten und muss in der Mitte des Kartenschlusses verpackt werden.

3. Das Vorhandensein eines solchen Paketes im Kartenschlusse wird am Schlusse der Abtheilung I der Briefkarte unter der Ueberschrift: »Aemtliche Recommandation« und durch den Vermerk: »Ein Paket mit Briefen, mit Werthangabe, im Gewichte von . . . Gramm« ersichtlich gemacht.

4. Das Paket mit den Briefen mit Werthangabe wird an das Paket mit den recommandirten Gegenständen kreuzweise gebunden und die Enden des Bindfadens am unteren Rande der Briefkarte mittelst eines Siegelabdruckes von hartem Wachse oder mittelst einer Siegelmarke befestigt.

Ist kein Paket mit recommandirten Gegenständen vorhanden, so werden die Enden des Bindfadens, mit welchem

das Paket mit den Briefen mit Werthangabe gemäss des vorstehenden Punktes 2 von aussen verschnürt ist, am unteren Rande der Briefkarte angesiegelt. 1878

5. Die Bestimmungen des gegenwärtigen Artikels können im gemeinsamen Einverständnisse zweier im Wechselverkehre stehenden Verwaltungen geändert werden, falls dieselben mit den besonderen Vorschriften Einer dieser Verwaltungen nicht im Einklange stehen.

VIII.

1. Bei der Uebernahme eines Paketes mit Briefen mit Werthangabe hat das empfangende Auswechslungs-Postamt zunächst zu prüfen, ob dieses Paket nach seiner äusseren Beschaffenheit oder seiner Verpakung keine Unregelmässigkeit erkennen lässt, und ob den Bestimmungen, welchen die Beförderung nach dem vorhergehenden Artikel unterliegt, entsprochen worden ist. In gleicher Weise hat es das Bruttogewicht des Paketes zu überprüfen.

2. Dieses Amt hat hierauf zur Prüfung jedes einzelnen Briefes mit Werthangabe und gegebenenfalls zur Sicherstellung des Abganges oder anderer Unregelmässigkeiten, sowie zur Richtigstellung der Karten zu schreiten, wobei die (für die recommandirten Briefe) durch Artikel XIII des Reglements zur Ausführung des Vertrages vom 1. Juni 1878 vorgeschriebenen Bestimmungen zu beobachten sind.

3. Die Sicherstellung eines Abganges oder einer solchen Veränderung oder Unregelmässigkeit, durch welche die Haftpflicht der betreffenden Verwaltungen in Anspruch genommen werden könnte, hat mittelst eines Thatbestands-Protokolles zu erfolgen. Letzteres ist unter Beischluss der Umschläge, der Bindfaden und der Siegel an die Centralverwaltung desjenigen Landes zu übersenden, welcher das empfangende Auswechslungs-Postamt untersteht. Eine Abschrift dieses Schriftstückes ist gleichzeitig unter amtlicher Recommandation derjenigen Centralverwaltung zu übersenden, welcher das absendende Auswechslungsamt untersteht, unabhängig von der sofort an das letztere zu richtenden Rückmeldung.

IX.

1. Unrichtig geleitete Briefe mit Werthangabe sind auf dem schnellsten der umkartirenden Postverwaltung zu Gebote stehenden Wege an ihre Bestimmung zu befördern. Sind in Folge der Nachsendung die in Frage stehenden Briefe an die absendende Verwaltung zurückzuleiten, so werden die in

1878 der Karte des Ursprungslandes eingetragenen Vergütungsbeträge gestrichen, und das nachsendende Auswechslungs-Postamt hat nach der mittelst einer Rückmeldung veranlassten Anzeige des unterlaufenen Fehlers die Briefe in der Karte, jedoch ohne Anrechnung an das betreffende Postamt zurückzuleiten. Wenn jedoch im entgegengesetzten Falle die dem nachsendenden Auswechslungs-Postamte vergüteten Gebühren zur Deckung der, diesem durch die Nachsendung obliegenden Vergütungen nicht genügen, hat sich dasselbe den fehlenden Betrag als Forderung zugute zu schreiben, indem es den zu seinen Gunsten in der Karte des absendenden Auswechslungs-Postamtes angesetzten Betrag entsprechend erhöht. Der Grund dieser Richtigstellung wird dem genannten Amte mittelst einer Rückmeldung bekannt gegeben.

2. Briefe mit Werthangabe, welche in Folge der Veränderung des Wohnortes des Adressaten nach einem anderen der vertragschliessenden Länder nachgesendet werden, sind von dem die Nachsendung bewirkenden Amte mit dem Stempel *T* zu bedrucken und zu Lasten der Adressaten von dem Postamte des Bestimmungsortes mit jener Taxe zu belegen, welche aus der diesem letzteren Lande und eintretendenfalls jedem der Transitländer zustehenden Versicherungsgebühr gebildet wird. Im letzteren Falle schreibt sich die erste Transitverwaltung, welche den nachgesendeten Werthbrief erhält, den Betrag der ihr zukommenden Versicherungsgebühr auf Rechnung derjenigen Verwaltung zu gute, an welche sie diesen Brief überliefert; wenn diese letztere gleichfalls nur weiter vermittelt, nimmt sie von der folgenden Verwaltung die ihr zukommende, sowie jene Versicherungsgebühr in Anspruch, welche ihr von der vorhergehenden Verwaltung angerechnet worden ist. Dasselbe Verfahren wiederholt sich bei allen am weiteren Transporte betheiligten Verwaltungen, bis der fragliche Brief an das Abgabe-Postamt gelangt.

Werden indessen die für die weitere Beförderungsstrecke eines nachzusendenden Werthbriefes entfallenden Versicherungsgebühren vor der Nachsendung erlegt, so wird der Brief so behandelt, als wenn er aus dem nachsendenden Lande directe nach dem Bestimmungslande gerichtet gewesen wäre, und dem Adressenten ohne Anrechnung irgend einer Taxe zugestellt.

3. Jeder Brief mit Werthangabe, dessen Adressat nach einem, dem gegenwärtigen Uebereinkommen nicht beigetretenen Lande abgereist ist, wird zum Behufe der Rück-

stellung an den Aufgeber sofort als unanbringlich an das 1878
Aufgabeamt zurückgesendet, falls nicht das Amt des ersten Bestimmungsortes in der Lage ist, ihn an seine Bestimmung gelangen zu lassen.

4. Briefe mit Werthangabe, welche dem Adressaten aus irgend einem Grunde nicht zugestellt werden können, sind, sobald ihre Unbestellbarkeit feststeht, gegenseitig durch Vermittlung der betreffenden Auswechslungs-Postanstalten zurückzusenden.

Diese Briefe werden in die Karte *B* mit dem in der Spalte »Bemerkungen« zu machenden Vormerke: »*Rebuts*« eingetragen, und in das Paket für »Briefe mit Werthangabe« aufgenommen.

X.

Bis zur Führung des Gegenbeweises ist diejenige Verwaltung, welche einer anderen Verwaltung einen Brief mit Werthangabe überliefert hat, jeder Verantwortlichkeit für den Inhalt enthoben, wenn das Auswechslungs-Postamt, welchem der Werthbrief übergeben worden ist, nicht mit umgehender Post der absendenden Verwaltung das Thatbestands-Protokoll übersendet hat, mit welchem der Abgang oder die Beschädigung entweder des ganzen Werthbriefpakets oder nur des betreffenden Briefes constatirt worden ist.

XI.

Die Vergütung, welche jeder der betheiligten Verwaltungen in Gemässheit des ersten *Alinea* des Artikels III des Uebereinkommens, für den Land- oder Seetransit der Briefe mit Werthangabe zuzukommen hat, wird auf Grund der Bestimmungen des Artikels XXII des Reglements zur Ausführung des Vertrages vom 1. Juni 1878 berechnet.

XII.

1. Jede Verwaltung lässt monatlich von jedem ihrer Auswechslungs-Postämter für alle Kartenschlüsse, welche diese Postämter von den Aemtern einer und derselben Verwaltung empfangen haben, nach dem, dem gegenwärtigen Reglement beigeschlossenen Formular *C* ein Verzeichniss derjenigen Beträge aufstellen, welche sie auf Grund der Eintragung in den Karten für sich selbst und für jede der betheiligten Verwaltungen von den durch die absendende Verwaltung erhobenen Versicherungsgebühren zu fordern hat, ebenso derjenigen Beträge, welche sie im Falle der Nachsendung aus

1878 den von den Adressaten einzuhebenden Versicherungsgebühren an die vermittelnden Verwaltungen zu vergüten hat.

2. Die Verzeichnisse *C* werden sodann von derselben Verwaltung in eine dem dem gegenwärtigen Reglement beigefügten Formulare *D* entsprechende Abrechnung aufgenommen.

3. Diese Abrechnungen, belegt mit den monatlichen Aufstellungen, den Karten und den zu letzteren allfällig gehörigen Rückmeldungen werden im Laufe des auf den Monat der Abrechnung folgenden Monates der betreffenden Verwaltung zur Prüfung übersendet.

4. Nachdem die monatlichen Abrechnungen gegenseitig geprüft und anerkannt worden sind, werden dieselben in eine jährliche Generalabrechnung zusammengefasst, und zwar, wenn von den betheiligten Verwaltungen keine andere Vereinbarung getroffen worden ist, von derjenigen Verwaltung, für welche eine Forderung entfällt.

5. Die Begleichung der Generalabrechnung über die Briefe mit Werthangabe hat zu gleicher Zeit, wie jene der Jahresabrechnung über die Transitgebühren und das fremde Porto für die gewöhnlichen Correspondenzen zu erfolgen; die Ergebnisse der erwähnten beiden Abrechnungen werden stets, wenn sie entgegengesetzter Art sind, von einander abgezogen.

XIII.

1. Die Verwaltungen haben sich durch Vermittlung des internationalen Bureau und wenigstens drei Monate vor Ausführung des Uebereinkommens vom 1. Juni 1878 gegenseitig mitzutheilen:

a) Ein Verzeichniss der Versicherungsgebühren, welche von ihnen in Gemässheit des Artikels 4 des Uebereinkommens vom 1. Juni 1878 und des Artikels 1 des gegenwärtigen Reglements für Briefe mit Werthangabe nach einem jeden der vertragschliessenden Länder eingehoben werden;

b) eintretendenfalls einen Abdruck des in ihrem Verkehre für Briefe mit Werthangabe eingeführten besonderen Stempels;

c) den in Gemässheit des Artikels 1 des Uebereinkommens festgesetzten Maximalbetrag, bis zu welchem sie Briefe mit Werthangabe zulassen;

d) die durch Artikel 1 des gegenwärtigen Reglements vorgeschriebene Nachweisung *A*.

2. Jede in der Folge eintretende Aenderung bezüglich 1878
des einen oder des anderen der vorerwähnten vier Punkte muss auf demselben Wege ohne Verzug mitgetheilt werden.

XIV.

Während der Zeit, welche zwischen den im Artikel 19 der Uebereinkunft vom 1. Juni 1878 vorgesehenen Versammlungen liegt, ist die Postverwaltung jedes Vereinslandes berechtigt, den anderen betheiligten Verwaltungen durch Vermittlung des internationalen Bureau Vorschläge behufs Abänderung oder Auslegung des gegenwärtigen Reglements zu machen.

Um indessen vollstreckbar zu werden, muss die Annahme dieser Vorschläge erfolgt sein:

1. Mit Einstimmigkeit, wenn es sich um Abänderungen der Artikel XIV und XV handelt;

2. mit zwei Drittel der Stimmen, wenn es sich um Abänderung der Artikel II, III, V, VI, VII, VIII, X und XI handelt;

3. mit einfacher Stimmenmehrheit, wenn es sich um Abänderung der anderen Artikel oder um die Auslegung verschiedener Bestimmungen des gegenwärtigen Reglements handelt.

Die Giltigkeit der Beschlüsse wird durch eine einfache Benachrichtigung des internationalen Bureau an alle Vereinsverwaltungen bestätigt.

XV.

Das gegenwärtige Reglement tritt mit dem Tage in Kraft, an welchem das Uebereinkommen vom 1. Juni 1878 ausgeführt wird.

Dasselbe soll die gleiche Dauer wie das Uebereinkommen haben, sofern dessen weitere Giltigkeit nicht im gemeinsamen Einverständnisse der betheiligten Verwaltungen anerkannt wird.

So geschehen zu Paris, den 1. Juni 1878.

(Folgen die Unterschriften.)

1878 Absendende Verwaltung — Verwaltung des Bestimmungsl
Office expéditeur du présent tableau. — *Office d stin taire du présent ta*

A.

Austausch von Briefen mit Werthangabe zwischen n angrenzenden Ländern.

Échange de lettres contenant des valeurs déclarées, entre pays limitrophes.

Nachweisung der Bedingungen, unter welchen der Postverwaltung von Briefe mit Werthangabe stückweis
durch die Postverwaltung von betheiligten Ländern zur Verm
den an dem Uebereinkommen von überliefert werden können.

Tableau indiquant les conditions auxquelles peuvent être transmises à découvert à l'office des I
, par l'office des Postes d , des lettres
nant des valeurs déclarées à destination de ceux des pays participant à l'arrangement du
par rapport auxquels le premier Office est à même de servir d'intermédiaire au second.

Bestimmungs-länder *Pays de destination* 1	Beförderungswege *Voies de transmission* 2	Bezeichnung der-jenigen Transit-länder und Seepost-verbindungen, für deren Benützung be-sondere Gebühren zu vergüten sind, und für welche Er-satzverbindlichkeit besteht *Désignation de pays intermédiaires et des services maritimes dont l'emploi en-traine remuneration spéciale avec garantie* 3	Gesammtbetrag der zu vergütenden Versicherungs-gebühren von der Verwaltung an die Verwaltung *Total des droits d'assurance à bonifier par l'office à l'office* 4	Bemerkung *Observatio* 5

Postverwaltung
Administration des Postes

Verkehr mit der Postverwaltung. 1878
Correspondance avec l'office.

von
d

B.

Karte
Feuille d'envoi

von
d

Stempel des absendenden Amtes
Timbre du bureau expéditeur

Stempel des empfangenden Amtes
Timbre du bureau destinataire

der Briefe mit Werthangabe, abgefertigt von dem Auswechslungs-Postamte in
des lettres contenant des valeurs déclarées expédiées par le bureau d'échange d
an das Auswechslungs-Postamt in
au bureau d'échange d

Abgang (Expedition) von 187 , um Uhr Minuten am
Départ (" envoi) du 187 , à h. m. du

Ankunft den 187 , um Uhr Minuten am
Arrivée le 187 , à h. m. du

Fortlaufende Nummer *Numéros d'ordre*	Stempel der Aufgabe *Timbre d'origine*	Name der Adressaten *Noms des destinataires*	Bestimmungsorte *Lieux de destination*	Gewicht jedes einzelnen Briefes *Poids de chaque lettre*	Betrag des angegebenen Werthes *Montant des valeurs déclarées*		Versicherungsgebühr zu vergüten *Droits d'assurance, à bonifier*				Bemerkungen *Observations*
							von der absendenden Verwaltung an die empfangende Verwaltung *par l'office expéditeur à l'office correspondant*		von der empfangenden Verwaltung an die absendende Verwaltung *par l'office correspondant à l'office expéditeur*		
1	2	3	4	5	6		7		8		9
					fl. *fr.*	kr. *c.*	fl. *fr.*	kr. *c.*	fl. *fr.*	kr. *c.*	
1											
2											
3											
4											
5											
6											
7											
8											
9											
10											
11											
12											
13											
14											
15											
			Fürtrag . . .								
			A reporter . .								

78

Fortlaufende Nummer *Numéros d'ordre*	Stempel der Aufgabe *Timbre d'origine*	Name der Adressaten *Noms des destinataires*	Bestimmungsorte *Lieux de destination*	Gewicht jedes einzelnen Briefes *Poids de chaque lettre*	Betrag des angegebenen Werthes *Montant des valeurs déclarées*		Versicherungsgebühr zu vergüten *Droits d'assurance à bonifier* — von der absendenden Verwaltung an die empfangende Verwaltung *par l'office expéditeur à l'office correspondant*		Versicherungsgebühr zu vergüten *Droits d'assurance à bonifier* — von der empfangenden Verwaltung an die absendende Verwaltung *par l'office correspondant à l'office expéditeur*		Be kur Ob vat
1	2	3	4	5	6		7		8		
					fl. *fr.*	kr. *c.*	fl. *fr.*	kr. *c.*	fl. *fr.*	kr. *c.*	
			Uebertrag . *Report* . .								
16											
17											
18											
19											
20											
21											
22											
23											
24											
25											
26											
27											
28											
29											
30											
31											
32											
33											
34											
35											
36											
			Summe . *Totaux* .								

Name des absendenden Beamten:
Les Employés du bureau expéditeur:

Name des empfangenden Beamt
Les Employés du bureau destin

Postverwaltung
Administration des Postes.
von
d

C.

Verkehr mit der Verwaltung
Correspondance avec l'office.
von
d

1878

Monatliche Aufstellung

der gegenseitigen Schuldigkeiten der Postverwaltung von . . . . . .
und der Postverwaltung von . . . . . auf Grund der Versicherungsgebühren für Briefe mit Werthangabe, überliefert von den Auswechslungs-Postämtern der ersteren Verwaltung an das Auswechslungs-Postamt . . . . . .
Monat 187

État mensuel

des sommes que se doivent réciproquement l'Administration des Postes d . . . . . et l'Administration des Postes d . . . . . à titre de droits d'assurance pour les lettres avec valeurs déclarées, livrées par les bureaux d'échange dépendant de la première administration au bureau d'échange . . . . . .
Mois d . . . . . 187 . . .

Datum der Karten *Dates des feuilles d'envoi*	I. Guthaben der empfangenden Verwaltung (Colonne 7 des Formulare B) *I. Avoir de l'office destinataire (Colonne 7 de la formule B)*												II. Guthaben der absendenden Verwaltung (Colonne 8 des Formulare B) *II. Avoir de l'office expéditeur (Colonne 8 de la formule B)*												Bemerkungen *Observations*
	Kartenschluss von *Envoi du bureau de*		Kartenschluss von *Envoi du bureau de*		Kartenschluss von *Envoi du bureau de*		Kartenschluss von *Envoi du bureau de*		Kartenschluss von *Envoi du bureau de*		Kartenschluss von *Envoi du bureau de*		Kartenschluss von *Envoi du bureau de*		Kartenschluss von *Envoi du bureau de*		Kartenschluss von *Envoi du bureau de*		Kartenschluss von *Envoi du bureau de*		Kartenschluss von *Envoi du bureau de*			
	fr.	c.	fr.	c.	fr.	c.	fr.	c.	fr.	c.	fr.	c.	fr.	c.	fr.	c.	fr.	c.	fr.	c.	fr.	c.	fr.	c.	
1																									
2																									
3																									
4																									
5																									
6																									
7																									
8																									
9																									
10—31																									
Summe nach den Kartenschlüssen *Totaux par bureaux correspondants*																									
Gesammtsumme jedes Guthabens *Total général de chaque avoir*																									
Differenz zu Gunsten der empfangenden Verwaltung *Différence au profit de l'office destinataire*																									

Stempel des empfangenden Auswechslungsamtes
Timbre du bureau d'échange destinataire

Der Vorstand des empfangenden Auswechslungsamtes
Le chef du bureau d'échange destinataire

1878 Postverwaltung
Administration des Postes
von — *d*

D.

Verkehr mit der Postverwaltung
Correspondance avec l'office
von — *d*

Recapitulation

der monatlichen Aufstellungen der Lieferkarten über die Briefe mit Werthangabe abgefertigt . . .
durch die Auswechslungs-Postämter . . . . . an die Auswechslungs-Postämter . . . .

Monat 187

Compte

récapitulatif des états mensuels des feuilles d'envoi des valeurs déclarées, adressées par les bureaux d'échange . . . . . aux bureaux d'échange . . . . . .

Mois d 187

Fortlaufende Nummer *Numéros d'ordre*	Bezeichnung der empfangenden Auswechslungs-Postämter *Désignation des bureaux d'échange destinataires*	Betrag der nach den monatlichen Aufstellungen der empfangenden Verwaltung zukommenden Gebühren *Montant des sommes dues d'après chaque état mensuel à l'office destinataire*	Fortlaufende Nummer *Numéros d'ordre*	Bezeichnung der empfangenden Auswechslungs-Postämter *Désignation des bureaux d'échange destinataires*	Betrag der nach den monatlichen Aufstellungen der empfangenden Verwaltung zukommenden Gebühren *Montant des sommes dues d'après chaque état mensuel à l'office destinataire*
1				Uebertrag . . *Report* . .	
2			21		
3			22		
4			23		
5			etc.		
6					
7					
8					
9					
10					
11					
12					
13					
14					
15					
16					
17					
18					
19					
20					
	Fürtrag . . *Total à reporter* . .			Fürtrag . . *Total à reporter* . .	

1076. 1878

4 juin 1878.

Convention concernant l'échange des mandats de poste. Conclue à Paris. Ratifiée à Vienne, le 8 avril 1879; les ratifications échangées à Paris, le 29 avril 1879.

(R. G. Bl. 1879, Nr. 66; P. V. Bl. 1879, Nr. 34.)

Uebereinkommen, betreffend den Austausch von Postanweisungen, geschlossen zwischen Oesterreich-Ungarn, Deutschland, Belgien, Dänemark, Egypten, Frankreich und den französischen Colonien, Italien, Luxemburg, Norwegen, den Niederlanden, Portugal, Rumänien, Schweden und der Schweiz.

(Abgeschlossen zu Paris am 4. Juni 1878, von Seiner k. und k. Apostolischen Majestät ratificirt zu Wien am 8. Juni 1879; die Ratificationen ausgewechselt zu Paris am 26. April 1879.

(Urtext.)

Les soussignés plénipotentiaires des Gouvernements des pays ci-dessus énumérés, vu l'article 13 de la Convention conclue à Paris, le 1er juin 1878, pour la révision du pacte fondamental de l'Union générale des Postes, ont, d'un commun accord et sous réserve de ratification, arrêté l'Arrangement suivant:

Article 1.

L'échange des envois de fonds par la voie de la poste et au moyen de mandats, entre ceux des pays contractants qui conviennent d'établir ce service, est régi par les dispositions du présent Arrangement.

Article 2.

1° En principe, le montant des mandats doit être versé par les déposants et payé aux bénéficiaires en numéraire; mais chaque administration a la faculté de recevoir et d'employer elle-même, à cet effet, tout papier-monnaie ayant cours légal dans son pays, sous réserve de tenir compte, le cas échéant, de la différence de cours.

2° Aucun mandat ne peut excéder la somme de 500 francs effectifs ou une somme approximative dans la monnaie respective de chaque pays.

3° Sauf arrangement contraire entre les administrations intéressées, le montant de chaque mandat est exprimé dans la monnaie métallique du pays où le payement doit avoir lieu. A cet effet, l'administration du pays d'origine détermine elle-même, s'il y a lieu, le taux de conversion de sa monnaie en monnaie métallique du pays de destination.

1878 4° Est réservé à chacun des pays contractants le droit de déclarer transmissible par voie d'endossement, sur son territoire, la propriété des mandats de poste provenant d'un autre de ces pays.

Article 3.

1° La taxe générale à payer par l'expéditeur, pour chaque envoi de fonds effectué en vertu de l'article précédent, est fixée, valeur métallique, à 25 centimes par 25 francs ou fraction de 25 francs, ou à l'équivalent dans la monnaie respective des pays contractants, avec faculté d'arrondir les fractions, le cas échéant

Toutefois, les administrations des pays contractants sont autorisées à percevoir au minimum 50 centimes pour tout mandat n'excédant pas 50 francs.

2° L'administration qui a délivré des mandats, paye à l'administration qui les a acquittés, la moitié du produit de la taxe perçue en vertu du paragraphe précédent.

3° Les mandats de poste et les acquits donnés sur ces mandats, de même que les récépissés délivrés aux déposants, ne peuvent être soumis, à la charge des expéditeurs ou des destinataires des fonds, à un droit ou à une taxe quelconque, en sus de la taxe perçue en vertu du paragraphe 1er du présent article, sauf toutefois le droit de factage pour le payement à domicile, s'il y a lieu.

Article 4.

1° Les administrations des postes des pays contractants dressent, aux époques fixées par le Règlement ci-après, les comptes sur lesquels sont récapitulées toutes les sommes payées par leurs bureaux respectifs, ainsi que les taxes perçues pour l'émission des mandats; et ces comptes, après avoir été débattus et arrêtés contradictoirement, sont soldés, sauf arrangement contraire, en monnaie métallique du pays créancier, par l'administration qui est reconnue redevable envers une autre, dans le délai fixé par le même Règlement.

2° A cet effet, lorsque les mandats ont été payés dans des monnaies différentes, la créance la plus faible est convertie en même monnaie que la créance la plus forte, en prenant pour base de la conversion le taux moyen du change dans la capitale du pays débiteur, pendant la période à laquelle le compte se rapporte.

3° En cas de non-payement du solde d'un compte dans les délais fixés, le montant de ce solde est productif d'intérêts,

dater du jour de l'expiration desdits délais, jusqu'au jour 1878
u le payement a lieu. Ces intérêts sont calculés à raison de
p. % l'an et sont portés au débit de l'administration retarda-
aire sur le compte suivant.

Article 5.

1° Les sommes converties en mandats de poste sont
aranties aux déposants, jusqu'au moment où elles ont été
égulièrement payées aux destinataires ou aux mandataires de
eux-ci.

2° Les sommes encaissées par chaque administration, en
change des mandats de poste dont le montant n'a pas été
éclamé par les ayants droit dans les délais fixés par les lois
u règlements du pays d'origine, sont définitivement requises
l'administration qui a délivré ces mandats.

Article 6.

Les stipulations du présent Arrangement ne portant pas
estriction au droit des parties contractantes de maintenir
t de conclure des arrangements spéciaux, ainsi que de main-
enir et d'établir des unions plus restreintes en vue de l'échange
des mandats par voie télégraphique et, en général, de l'amé-
lioration du service des mandats de poste internationaux.

Article 7.

Chaque administration peut, dans des circonstances extra-
ordinaires qui sont de nature à justifier la mesure, suspendre
temporairement le service des mandats internationaux, d'une
manière générale ou partielle, sous la condition d'en donner
immédiatement avis, au besoin par le télégraphe, à l'administra-
tion ou aux administrations intéressées.

Article 8.

Les pays de l'Union qui n'ont point pris part au présent
Arrangement, sont admis à y adhérer sur leur demande, et
dans la forme prescrite par l'article 18 de la Convention du
1er juin 1878, en ce qui concerne les adhésions à l'Union
postale universelle.

Article 9.

Les administrations des postes des pays contractants
ésignent, chacune pour ce qui la concerne, les bureaux qui
oivent délivrer et payer les mandats à émettre en vertu des
ticles précédents. Elles règlent la forme et le mode de trans-
ission des mandats, la forme des comptes désignés à l'article 4

1878 den von den Adressaten einzuhebenden Versicherungsgebühren an die vermittelnden Verwaltungen zu vergüten hat.

2. Die Verzeichnisse *C* werden sodann von derselben Verwaltung in eine dem dem gegenwärtigen Reglement beigefügten Formulare *D* entsprechende Abrechuung aufgenommen.

3. Diese Abrechnungen, belegt mit den monatlichen Aufstellungen, den Karten und den zu letzteren allfällig gehörigen Rückmeldungen werden im Laufe des auf den Monat der Abrechnung folgenden Monates der betreffenden Verwaltung zur Prüfung übersendet

4. Nachdem die monatlichen Abrechnungen gegenseitig geprüft und anerkannt worden sind, werden dieselben in eine jährliche Generalabrechnung zusammengefasst, und zwar, wenn von den betheiligten Verwaltungen keine andere Vereinbarung getroffen worden ist, von derjenigen Verwaltung, für welche eine Forderung entfällt.

5. Die Begleichung der Generalabrechnung über die Briefe mit Werthangabe hat zu gleicher Zeit, wie jene der Jahresabrechnung über die Transitgebühren und das fremde Porto für die gewöhnlichen Correspondenzen zu erfolgen; die Ergebnisse der erwähnten beiden Abrechnungen werden stets, wenn sie entgegengesetzter Art sind, von einander abgezogen.

XIII.

1. Die Verwaltungen haben sich durch Vermittlung des internationalen Bureau und wenigstens drei Monate vor Ausführung des Uebereinkommens vom 1. Juni 1878 gegenseitig mitzutheilen:

a) Ein Verzeichniss der Versicherungsgebühren, welche von ihnen in Gemässheit des Artikels 4 des Uebereinkommens vom 1. Juni 1878 und des Artikels 1 des gegenwärtigen Reglements für Briefe mit Werthangabe nach einem jeden der vertragschliessenden Länder eingehoben werden;

b) eintretendenfalls einen Abdruck des in ihrem Verkehre für Briefe mit Werthangabe eingeführten besonderen Stempels;

c) den in Gemässheit des Artikels 1 des Uebereinkommens festgesetzten Maximalbetrag, bis zu welchem sie Briefe mit Werthangabe zulassen;

d) die durch Artikel 1 des gegenwärtigen Reglements vorgeschriebene Nachweisung *A*.

2. Jede in der Folge eintretende Aenderung bezüglich 1878
des einen oder des anderen der vorerwähnten vier Punkte muss auf demselben Wege ohne Verzug mitgetheilt werden.

XIV.

Während der Zeit, welche zwischen den im Artikel 19 der Uebereinkunft vom 1. Juni 1878 vorgesehenen Versammlungen liegt, ist die Postverwaltung jedes Vereinslandes berechtigt, den anderen betheiligten Verwaltungen durch Vermittlung des internationalen Bureau Vorschläge behufs Abänderung oder Auslegung des gegenwärtigen Reglements zu machen.

Um indessen vollstreckbar zu werden, muss die Annahme dieser Vorschläge erfolgt sein:

1. Mit Einstimmigkeit, wenn es sich um Abänderungen der Artikel XIV und XV handelt;

2. mit zwei Drittel der Stimmen, wenn es sich um Abänderung der Artikel II, III, V, VI, VII, VIII, X und XI handelt;

3. mit einfacher Stimmenmehrheit, wenn es sich um Abänderung der anderen Artikel oder um die Auslegung verschiedener Bestimmungen des gegenwärtigen Reglements handelt.

Die Giltigkeit der Beschlüsse wird durch eine einfache Benachrichtigung des internationalen Bureau an alle Vereinsverwaltungen bestätigt.

XV.

Das gegenwärtige Reglement tritt mit dem Tage in Kraft, an welchem das Uebereinkommen vom 1. Juni 1878 ausgeführt wird.

Dasselbe soll die gleiche Dauer wie das Uebereinkommen haben, sofern dessen weitere Giltigkeit nicht im gemeinsamen Einverständnisse der betheiligten Verwaltungen anerkannt wird.

So geschehen zu Paris, den 1. Juni 1878.

(Folgen die Unterschriften.)

1878 Absendende Verwaltung Verwaltung des Bestimmungsl
Office expéditeur du présent tableau. *Office d stin taire du présent ta*

A.

Austausch von Briefen mit Werthangabe zwischen n angrenzenden Ländern.

Échange de lettres contenant des valeurs déclarées, entre pays limitrophes.

Nachweisung der Bedingungen, unter welchen der Postverwaltung von Briefe mit Werthangabe stückwei
durch die Postverwaltung von betheiligten Ländern zur Vern
den an dem Uebereinkommen von überliefert werden können.

Tableau indiquant les conditions auxquelles peuvent être transmises à découvert à l'office des l
, par l'office des Postes d , des lettres
nant des valeurs déclarées à destination de ceux des pays participant à l'arrangement du
par rapport auxquels le premier Office est à même de servir d'intermédiaire au second.

Bestimmungsländer *Pays de destination* 1	Beförderungswege *Voies de transmission* 2	Bezeichnung derjenigen Transitländer und Seepostverbindungen, für deren Benützung besondere Gebühren zu vergüten sind, und für welche Ersatzverbindlichkeit besteht *Désignation de pays intermédiaires et des services maritimes dont l'emploi entraîne rémunération spéciale avec garantie* 3	Gesammtbetrag der zu vergütenden Versicherungsgebühren von der Verwaltung an die Verwaltung *Total des droits d'assurance à bonifier par l'office à l'office* 4	Bemerkung *Observatio* 5

Postverwaltung
Administration des Postes

Verkehr mit der Postverwaltung. 1878
Correspondance avec l'office.

von
d

B.

Karte
Feuille d'envoi

von
d

Stempel des absendenden Amtes
Timbre du bureau expéditeur

Stempel des empfangenden Amtes
Timbre du bureau destinataire

der Briefe mit Werthangabe, abgefertigt von dem Auswechslungs-Postamte in
des lettres contenant des valeurs déclarées expédiées par le bureau d'échange d
an das Auswechslungs-Postamt in
au bureau d'échange d

Abgang (Expedition) von *Départ (" envoi) du*	187 *187*	, um , *à*	Uhr *h.*	Minuten am *m. du*
Ankunft den *Arrivée le*	187 *187*	, um , *à*	Uhr *h.*	Minuten am *m. du*

Fortlaufende Nummer *Numéros d'ordre*	Stempel der Aufgabe *Timbre d'origine*	Name der Adressaten *Noms des destinataires*	Bestimmungsorte *Lieux de destination*	Gewicht jedes einzelnen Briefes *Poids de chaque lettre*	Betrag des angegebenen Werthes *Montant des valeurs déclarées*		Versicherungsgebühr zu vergüten *Droits d'assurance, à bonifier* von der absendenden Verwaltung an die empfangende Verwaltung *par l'office expéditeur à l'office correspondant*		von der empfangenden Verwaltung an die absendende Verwaltung *par l'office correspondant à l'office expéditeur*		Bemerkungen *Observations*
1	2	3	4	5	6		7		8		9
					fl. *fr.*	kr. *c.*	fl. *fr.*	kr. *c.*	fl. *fr.*	kr. *c.*	
1											
2											
3											
4											
5											
6											
7											
8											
9											
10											
11											
12											
13											
14											
15											
			Fürtrag . . . *A reporter . .*								

1878

Vorlaufende Nummer / Numéros d'ordre	Stempel der Aufgabe / Timbre d'origine	Name der Absenden / Noms des destinataires	Bestimmungsorte / Lieux de destination	Gewicht jedes einzelnen Briefes / Poids de chaque lettre	Betrag des angegebenen Werthes / Montant des valeurs déclarées	Versicherungsgebühr zu vergüten / Droits d'assurance à bonifier: von der absendenden Verwaltung an die empfangende Verwaltung / par l'office expéditeur à l'office correspondant	von der empfangenden Verwaltung an die absendende Verwaltung / par l'office correspondant à l'office expéditeur	Be ku Ol ca
1	2	3	4	5	6	7	8	
					fl. fr. / kr. c.	fl. fr. / kr. c.	fl. fr. / kr. c.	kr. c.
			Uebertrag. Report					
16								
17								
18								
19								
20								
21								
22								
23								
24								
25								
26								
27								
28								
29								
30								
31								
32								
33								
34								
35								
36								
				Summe. Totaux.				

Name des absendenden Beamten:
Les Employés du bureau expéditeur:

Name des empfangenden Beamte
Les Employés du bureau destinat

4. Das gegenwärtige Uebereinkommen soll sobald als möglich ratificirt werden. Die Auswechslung der Ratificationen wird in Paris erfolgen. 1878

Zu Urkund dessen haben die Bevollmächtigten der oben aufgezählten Länder das gegenwärtige Uebereinkommen unterzeichnet zu Paris den vierten Juni ein tausend achthundert acht und siebenzig.

(Folgen die Unterschriften.)

Nos visis et perpensis conventionum praedictarum articulis, illos omnes et singulos ratos hisce gratosque habere declaramus, Verbo Nostro Caesareo Regio spondentes, Nos ea omnia, quae in illis continentur, fideliter executioni mandaturos esse.

In quorum fidem majusque robur praesentes ratihabitionis Nostrae tabulas manu Nostra signavimus, sigilloque Nostro appresso muniri jussimus.

Dabantur in urbe Vienna die octava mensis aprilis, anno millesimo octingentesimo septuagesimo nono, Regnorum Nostrorum trigesimo primo.

Franciscus Josephus m. p. (L.S.) *Andrássy* m. p.

(Urtext.) *Protocole Final.*

Les soussignés, plénipotentiaires des Gouvernements de pays qui ont signé aujourd'hui la Convention de Paris, sont convenus de ce qui suit:

I. La Perse, qui fait partie de l'Union, n'étant pas représentée, sera admise néanmoins à signer ultérieurement la Convention, moyennant qu'elle consacre son adhésion par un acte diplomatique avec le Gouvernement suisse, avant le 1er avril 1879.

II. Les pays étrangers à l'Union, qui ont ajourné leur adhésion ou qui ne se sont pas encore prononcés, entreront dans l'Union en remplissant les conditions prévues par l'article 18 de la Convention.

III. Dans les cas où l'une ou l'autre des parties contractantes ne ratifierait pas la Convention, cette Convention n'en sera pas moins valable pour les parties.

IV. Les diverses Colonies anglaises, autres que le Canada et l'Inde britannique, qui prennent part à la Convention sont: Ceylan, Straits Settlements, Laboan, Hong-Kong, Maurice et dépendances, les Bermudes, la Guyane anglaise, la Jamaïque et la Trinité.

1878 En foi de quoi les plénipotentiaires ci-dessous ont dressé le présent protocole final, qui aura la même force et la même valeur que si les dispositions qu'il contient, étaient insérées dans la Convention elle-même, et ils l'ont signé en un exemplaire qui sera déposé aux archives du Gouvernement français et dont une copie sera remise à chaque partie.

Paris, le 1er juin 1878.

(Suivent les signatures.)

(Uebersetzung.) *Schlussprotokoll.*

Die unterzeichneten Bevollmächtigten der Regierungen der Länder, welche heute den Pariser Vertrag unterzeichnet haben, sind über Folgendes übereingekommen:

I. Persien, welches dem Verein bereits angehört, aber auf dem Congresse nicht vertreten ist, soll gleichwohl den Vertrag später unterzeichnen können, vorausgesetzt, dass es seinen Beitritt durch einen diplomatischen Act bei der schweizerischen Regierung vor dem 1. April 1879 erklärt.

II. Die dem Vereine nicht angehörigen Länder, welche ihren Beitritt vertagt, oder sich noch nicht erklärt haben, können dem Vereine beitreten, sobald sie die im Artikel 18 des Vertrages vorgesehenen Bedingungen erfüllt haben.

III. Für den Fall, als der eine oder der andere der vertragsschliessenden Theile den Vertrag nicht ratificiren sollte, bleibt derselbe nichtsdestoweniger für alle übrigen Theile verbindlich.

IV. Die verschiedenen britischen Colonien, welche ausser Canada und Britisch-Indien an dem Vertrage Theil nehmen, sind: Ceylon, Straits Settlements, Labuan, Hongkong, Mauritius und Zugehör, die Bermudas-Inseln, Britisch-Guyana, Jamaica und Trinidad.

Zu Urkund dessen haben die unterzeichneten Bevollmächtigten das gegenwärtige Schlussprotokoll aufgenommen, welches dieselbe Kraft und dieselbe Giltigkeit haben soll, als wenn die in demselben enthaltenen Bestimmungen in den Vertrag selbst aufgenommen worden wären, und wurde dieses Schlussprotokoll in einem Exemplare unterzeichnet, welches in dem Archive der französischen Regierung aufbewahrt und jedem Theile in Abschrift zugestellt werden wird.

(Folgen die Unterschriften.)

1076. 1878

4 juin 1878.

Convention concernant l'échange des mandats de poste. Conclue à Paris. Ratifiée à Vienne, le 8 avril 1879; les ratifications échangées à Paris, le 29 avril 1879.

(R. G. Bl. 1879, Nr. 66; P. V. Bl. 1879, Nr. 34.)

Uebereinkommen, betreffend den Austausch von Postanweisungen, geschlossen zwischen Oesterreich-Ungarn, Deutschland, Belgien, Dänemark, Egypten, Frankreich und den französischen Colonien, Italien, Luxemburg, Norwegen, den Niederlanden, Portugal, Rumänien, Schweden und der Schweiz.

(Abgeschlossen zu Paris am 4. Juni 1878, von Seiner k. und k. Apostolischen Majestät ratificirt zu Wien am 8. Juni 1879; die Ratificationen ausgewechselt zu Paris am 26. April 1879.

(Urtext.)

Les soussignés plénipotentiaires des Gouvernements des pays ci-dessus énumérés, vu l'article 13 de la Convention conclue à Paris, le 1er juin 1878, pour la révision du pacte fondamental de l'Union générale des Postes, ont, d'un commun accord et sous réserve de ratification, arrêté l'Arrangement suivant:

Article 1.

L'échange des envois de fonds par la voie de la poste et au moyen de mandats, entre ceux des pays contractants qui conviennent d'établir ce service, est régi par les dispositions du présent Arrangement.

Article 2.

1° En principe, le montant des mandats doit être versé par les déposants et payé aux bénéficiaires en numéraire; mais chaque administration a la faculté de recevoir et d'employer elle-même, à cet effet, tout papier-monnaie ayant cours légal dans son pays, sous réserve de tenir compte, le cas échéant, de la différence de cours.

2° Aucun mandat ne peut excéder la somme de 500 francs effectifs ou une somme approximative dans la monnaie respective de chaque pays.

3° Sauf arrangement contraire entre les administrations intéressées, le montant de chaque mandat est exprimé dans la monnaie métallique du pays où le payement doit avoir lieu. A cet effet, l'administration du pays d'origine détermine elle-même, s'il y a lieu, le taux de conversion de sa monnaie en monnaie métallique du pays de destination.

1878 4° Est réservé à chacun des pays contractants le droit de déclarer transmissible par voie d'endossement, sur son territoire, la propriété des mandats de poste provenant d'un autre de ces pays.

Article 3.

1° La taxe générale à payer par l'expéditeur, pour chaque envoi de fonds effectué en vertu de l'article précédent, est fixée, valeur métallique, à 25 centimes par 25 francs ou fraction de 25 francs, ou à l'équivalent dans la monnaie respective des pays contractants, avec faculté d'arrondir les fractions, le cas échéant

Toutefois, les administrations des pays contractants sont autorisées à percevoir au minimum 50 centimes pour tout mandat n'excédant pas 50 francs.

2° L'administration qui a délivré des mandats, paye à l'administration qui les a acquittés, la moitié du produit de la taxe perçue en vertu du paragraphe précédent.

3° Les mandats de poste et les acquits donnés sur ces mandats, de même que les récépissés délivrés aux déposants, ne peuvent être soumis, à la charge des expéditeurs ou des destinataires des fonds, à un droit ou à une taxe quelconque, en sus de la taxe perçue en vertu du paragraphe 1er du présent article, sauf toutefois le droit de factage pour le payement à domicile, s'il y a lieu.

Article 4.

1° Les administrations des postes des pays contractants dressent, aux époques fixées par le Règlement ci-après, les comptes sur lesquels sont récapitulées toutes les sommes payées par leurs bureaux respectifs, ainsi que les taxes perçues pour l'émission des mandats; et ces comptes, après avoir été débattus et arrêtés contradictoirement, sont soldés, sauf arrangement contraire, en monnaie métallique du pays créancier, par l'administration qui est reconnue redevable envers une autre, dans le délai fixé par le même Règlement.

2° A cet effet, lorsque les mandats ont été payés dans des monnaies différentes, la créance la plus faible est convertie en même monnaie que la créance la plus forte, en prenant pour base de la conversion le taux moyen du change dans la capitale du pays débiteur, pendant la période à laquelle le compte se rapporte.

3° En cas de non-payement du solde d'un compte dans les délais fixés, le montant de ce solde est productif d'intérêts,

à dater du jour de l'expiration desdits délais, jusqu'au jour 1878
ou le payement a lieu. Ces intérêts sont calculés à raison de 5 p. % l'an et sont portés au débit de l'administration retardataire sur le compte suivant.

Article 5.

1° Les sommes converties en mandats de poste sont garanties aux déposants, jusqu'au moment où elles ont été régulièrement payées aux destinataires ou aux mandataires de ceux-ci.

2° Les sommes encaissées par chaque administration, en échange des mandats de poste dont le montant n'a pas été réclamé par les ayants droit dans les délais fixés par les lois ou règlements du pays d'origine, sont définitivement requises à l'administration qui a délivré ces mandats.

Article 6.

Les stipulations du présent Arrangement ne portant pas restriction au droit des parties contractantes de maintenir et de conclure des arrangements spéciaux, ainsi que de maintenir et d'établir des unions plus restreintes en vue de l'échange des mandats par voie télégraphique et, en général, de l'amélioration du service des mandats de poste internationaux.

Article 7.

Chaque administration peut, dans des circonstances extraordinaires qui sont de nature à justifier la mesure, suspendre temporairement le service des mandats internationaux, d'une manière générale ou partielle, sous la condition d'en donner immédiatement avis, au besoin par le télégraphe, à l'administration ou aux administrations intéressées.

Article 8.

Les pays de l'Union qui n'ont point pris part au présent Arrangement, sont admis à y adhérer sur leur demande, et dans la forme prescrite par l'article 18 de la Convention du 1er juin 1878, en ce qui concerne les adhésions à l'Union postale universelle.

Article 9.

Les administrations des postes des pays contractants désignent, chacune pour ce qui la concerne, les bureaux qui doivent délivrer et payer les mandats à émettre en vertu des articles précédents. Elles règlent la forme et le mode de transmission des mandats, la forme des comptes désignés à l'article 4

1878 et toute autre mesure de détail ou d'ordre, nécessaire pour assurer l'exécution du présent Arrangement.

Article 10.

Dans l'intervalle qui s'écoule entre les réunions prévues à l'article 19 de la Convention du 1er juin 1878, toute administration des postes d'un des pays contractants a le droit d'adresser aux autres administrations participantes, par l'intermédiaire du Bureau international, des propositions concernant le service des mandats de poste. Mais, pour devenir exécutoires, ces propositions doivent réunir, savoir:

1° L'unanimité des suffrages, s'il s'agit de la modification des articles 1, 2, 3, 4, 10 et 11 du présent Arrangement;

2° les deux tiers des suffrages, s'il s'agit de la modification des dispositions autres que celles des articles 1, 2, 3, 4, 10 et 11;

3° la simple majorité absolue, s'il s'agit de l'interprétation des dispositions du présent Arrangement.

Les résolutions valables sont consacrées, dans les deux premiers cas, par une déclaration diplomatique, et, dans le troisième cas, par une notification administrative, selon la forme indiquée au dernier alinéa de l'article 20 de la Convention du 1er juin 1878.

Article 11.

1° Le présent Arrangement entrera en vigueur le 1er avril 1879.

2° Il sera ratifié en même temps et aura la même durée que la Convention du 1er juin 1878, sans préjudice du droit réservé à chaque pays de se retirer de cet Arrangement moyennant un avis donné, un an à l'avance, par son Gouvernement au Gouvernement de la Confédération suisse.

3° Sont abrogées, à partir du jour de la mise à exécution du présent Arrangement, toutes les dispositions convenues antérieurement entre les divers gouvernements ou administrations des parties contractantes, pour autant qu'elles ne seraient pas conciliables avec les termes du présent Arrangement, le tout sans préjudice des droits réservés par l'article 6.

4° Le présent Arrangement sera ratifié aussitôt que faire se pourra. Les actes de ratification seront échangés à Paris.

En foi de quoi, les plénipotentiaires des pays ci-dessus énumérés ont signé le présent Arrangement à Paris, le quatre juin mil huit cent soixante et dix-huit.

(Suivent les Signatures.)

Uebersetzung.) 1878

Die unterzeichneten Bevollmächtigten der Regierungen der oben aufgezählten Länder haben in Gemässheit des Artikels 13 des Postvertrages, welcher zum Behufe der Revision des Grundvertrages des allgemeinen Postvereines in Paris am 1. Juni d. J. abgeschlossen wurde, im gemeinsamen Einverständnisse und unter Vorbehalt der Ratification das nachstehende Uebereinkommen getroffen.

Artikel 1.

Die Uebermittlung von Geldbeträgen mittelst Postanweisungen zwischen denjenigen der vertragschliessenden Länder, welche sich über die Einführung des Postanweisungsdienstes einigen, wird durch die Bestimmungen des gegenwärtigen Uebereinkommens geregelt.

Artikel 2.

1. Im Allgemeinen gilt der Grundsatz, dass die Postanweisungsbeträge von den Aufgebern in baarem Gelde eingezahlt und in gleicher Weise an die Empfänger ausbezahlt werden; jedoch hat jede Verwaltung das Recht, die Ein- und Auszahlungen in Papiergeld, welches in ihrem Lande gesetzlichen Cours hat, unter Berücksichtigung der allfälligen Coursdifferenzen stattfinden zu lassen.

2. Der Betrag einer Anweisung darf 500 Francs in klingender Münze oder die diesem Betrage in der betreffenden Landeswährung nächstkommende Summe nicht übersteigen.

3. Insoweit zwischen den betheiligten Verwaltungen nicht ein anderes Uebereinkommen getroffen worden ist, werden die Postanweisungsbeträge in der Metallwährung desjenigen Landes ausgedrückt, in welchem die Auszahlung stattfinden soll. Zu diesem Zwecke bestimmt die Verwaltung des Ursprungslandes das Verhältniss, nach welchem eintretenden Falls die Umwandlung der eigenen Währung auf die Metallwährung des Bestimmungslandes zu erfolgen hat.

4. Jedem der vertragschliessenden Länder steht das Recht zu, im eigenen Gebiet die Uebertragung des Eigenthums der aus einem anderen Lande herrührenden Anweisungen durch Indossirung an dritte Personen als zulässig zu erklären.

Artikel 3.

1. Die Taxe, welche der Aufgeber für jede auf Grund des vorhergehenden Artikels stattfindende Geldübermittlung zu zahlen hat, wird im Allgemeinen auf 25 Centimes (Metallwährung) für je 25 Francs oder einen Theil von 25 Francs, beziehungsweise auf den entsprechenden Betrag in der Wäh-

1878 rung der vertragschliessenden Länder festgesetzt, wobei allfällig sich ergebende Bruchtheile abgerundet werden dürfen.

Die Verwaltungen der vertragschliessenden Länder sind jedoch ermächtigt, mindestens 50 Centimes für jede den Betrag von 50 Francs nicht übersteigende Anweisung einzuheben.

2. Die Verwaltung, bei welcher Postanweisungsbeträge eingezahlt worden sind, vergütet derjenigen Verwaltung, welche dieselben ausgezahlt hat, die Hälfte der auf Grund des vorhergehenden Paragraphen erhobenen Gebühren.

3. Die Postanweisungen und die auf den Anweisungen gegebenen Empfangsbestätigungen, sowie die den Aufgebern ausgefolgten Aufgabsrecepisse dürfen zu Lasten der Aufgeber oder der Empfänger keiner anderen Taxe oder Gebühr als der im §. 1 des gegenwärtigen Artikels festgesetzten Taxe unterworfen werden, ausgenommen die Bestellgebühr für die allfällig in der Wohnung des Adressaten geleistete Zahlung.

Artikel 4.

1. Die Postverwaltungen der vertragschliessenden Länder stellen in den durch das nachfolgende Reglement festgesetzten Zeiträumen Abrechnungen auf, in welche alle durch ihre Postanstalten ausbezahlten Anweisungsbeträge, sowie die bei der Aufgabe eingehobenen Taxen zusammengefasst werden. Nach gegenseitiger Prüfung und endgiltiger Feststellung dieser Abrechnungen hat, insoferne nicht ein anderes Uebereinkommen getroffen worden ist, die Saldirung seitens derjenigen Verwaltung, welche einer anderen Zahlung zu leisten hat, in der klingenden Münze desjenigen Landes, für welches sich eine Forderung ergibt, und zwar innerhalb der durch dieses Reglement festgesetzten Frist zu erfolgen.

2. Zu diesem Zwecke wird, wenn die Postanweisungen in verschiedenen Währungen ein-, beziehungsweise ausgezahlt worden sind, die geringere Forderung in die Währung der grösseren Forderung umgewandelt, und zwar nach dem mittleren Wechselcourse, welcher in der Hauptstadt des die Zahlung schuldenden Landes zu jener Zeit bestanden hat, auf welche sich die Abrechnung bezieht.

3. Falls der Saldo einer Abrechnung nicht innerhalb der festgesetzten Fristen gezahlt werden sollte, so ist deren Betrag zu verzinsen, und zwar vom Tage des Ablaufes dieser Fristen an gerechnet, bis zu dem Tage, an welchem die Zahlung erfolgt. Diese Zinsen werden mit fünf vom Hundert jährlich berechnet, und in die nächste Abrechnung zu Lasten der im Rückstande befindlichen Verwaltung aufgenommen.

Artikel 5. 1878

1. Für die auf Postanweisungen eingezahlten Beträge wird den Aufgebern bis zu deren ordnungsmässiger Auszahlung an die Empfänger oder deren Bevollmächtigte Haftung geleistet.

2. Die bei den Postverwaltungen eingezahlten Postanweisungs-Beträge, welche von den dazu berechtigten Personen nicht innerhalb der durch die Gesetze und Reglements des Ursprungslandes festgesetzten Fristen reclamirt worden sind, verbleiben endgiltig derjenigen Verwaltung, bei welcher die Einzahlung stattgefunden hat.

Artikel 6.

Durch die Festsetzungen des gegenwärtigen Uebereinkommens soll das Recht der vertragschliessenden Theile, besondere Abkommen unter sich aufrecht zu erhalten und neu abzuschliessen, sowie engere Vereine zum Zwecke des Austausches von telegraphischen Postanweisungen, oder zur Erleichterung des internationalen Postanweisungs-Verfahrens überhaupt, fortbestehen zu lassen oder neu zu errichten, nicht beschränkt werden.

Artikel 7.

Jeder Verwaltung steht das Recht zu, unter ausserordentlichen Verhältnissen, welche zur Rechtfertigung einer solchen Massregel geeignet sind, das Postanweisungs-Verfahren vorübergehend ganz oder theilweise einzustellen, unter der Bedingung, dass die betheiligten Verwaltungen hievon unverzüglich, nöthigenfalls auf telegraphischem Wege in die Kenntniss gesetzt werden.

Artikel 8.

Denjenigen Vereinsländern, welche an dem gegenwärtigen Uebereinkommen nicht Theil genommen haben, ist über ihr Verlangen und in der im Artikel 18 des Vertrages vom 1. Juni 1878 für den Eintritt in den Welt-Postverein vorgeschriebenen Weise der Beitritt gestattet.

Artikel 9.

Die Postverwaltungen der vertragschliessenden Länder haben, jede für ihren Verwaltungsbereich, die Postanstalten, bei welchen auf Grund der vorhergehenden Artikel Postanweisungs-Beträge ein- und ausgezahlt werden können, zu bezeichnen. Dieselben haben die Form und die Beförderungsweise der Postanweisungen, sowie die Form der im Artikel 4

1878 bezeichneten Abrechnungen zu regeln, und alle weiteren Vorschriften festzusetzen, welche nothwendig sind, um die Ausführung des gegenwärtigen Uebereinkommens zu sichern.

Artikel 10.

Während der Zeit, welche zwischen den im Artikel 19 des Vertrages vom 1. Juni 1878 vorgesehenen Versammlungen liegt, hat jede Postverwaltung der vertragschliessenden Länder das Recht, den anderen theilnehmenden Verwaltungen durch Vermittlung des internationalen Bureaus Vorschläge in Betreff des Postanweisungs-Verfahrens zu machen.

Wenn jedoch solche Vorschläge wirksam werden sollen, muss deren Annahme erfolgt sein:

1. Mit Stimmeneinhelligkeit, wenn es sich um die Abänderung der Artikel 1, 2, 3, 4, 10 und 11 des gegenwärtigen Uebereinkommens handelt;

2. mit zwei Drittel der Stimmen, wenn es sich um die Abänderung anderer Bestimmungen, als jener der Artikel 1, 2, 3, 4, 10 und 11 handelt;

3. mit einfacher Stimmenmehrheit, wenn es sich um die Auslegung der Bestimmungen des gegenwärtigen Uebereinkommens handelt. Die Beschlüsse werden in den beiden ersten Fällen durch eine diplomatische Erklärung und im dritten Falle durch eine Verständigung im Verwaltungswege als giltig bestätiget, wobei die im letzten Absatze des Artikels 20 des Vertrages vom 1. Juni 1878 bezeichnete Form zu beobachten ist.

Artikel 11.

1. Das gegenwärtige Uebereinkommen soll am 1. April 1879 in Kraft treten.

2. Dasselbe soll zu derselben Zeit ratificirt werden, und auf die gleiche Dauer in Wirksamkeit bleiben, wie der Vertrag vom 1. Juni 1878, unbeschadet des jedem Lande vorbehaltenen Rechtes, von diesem Uebereinkommen zurückzutreten, wenn diese Absicht ein Jahr in Vorhinein von der betreffenden Regierung der Regierung der schweizerischen Eidgenossenschaft bekannt gegeben worden ist.

3. Vom Tage der Ausführung des gegenwärtigen Uebereinkommens treten alle früher zwischen den verschiedenen Regierungen oder Verwaltungen der vertragschliessenden Theile vereinbarten Bestimmungen insoweit ausser Kraft, als sie mit den Festsetzungen des gegenwärtigen Uebereinkommens im Widerspruche stehen, jedoch unbeschadet der durch Artikel 6 vorbehaltenen Rechte.

4. Das gegenwärtige Uebereinkommen soll sobald als möglich ratificirt werden. Die Auswechslung der Ratificationen wird in Paris erfolgen. 1878

Zu Urkund dessen haben die Bevollmächtigten der oben aufgezählten Länder das gegenwärtige Uebereinkommen unterzeichnet zu Paris den vierten Juni ein tausend achthundert acht und siebenzig.

(Folgen die Unterschriften.)

Nos visis et perpensis conventionum praedictarum articulis, illos omnes et singulos ratos hisce gratosque habere declaramus, Verbo Nostro Caesareo Regio spondentes, Nos ea omnia, quae in illis continentur, fideliter executioni mandaturos esse.

In quorum fidem majusque robur praesentes ratihabitionis Nostrae tabulas manu Nostra signavimus, sigilloque Nostro appresso muniri jussimus.

Dabantur in urbe Vienna die octava mensis aprilis, anno millesimo octingentesimo septuagesimo nono, Regnorum Nostrorum trigesimo primo.

Franciscus Josephus m. p. (L.S.) *Andrássy* m. p.

(Urtext.) *Protocole Final.*

Les soussignés, plénipotentiaires des Gouvernements de pays qui ont signé aujourd'hui la Convention de Paris, sont convenus de ce qui suit:

I. La Perse, qui fait partie de l'Union, n'étant pas représentée, sera admise néanmoins à signer ultérieurement la Convention, moyennant qu'elle consacre son adhésion par un acte diplomatique avec le Gouvernement suisse, avant le 1er avril 1879.

II. Les pays étrangers à l'Union, qui ont ajourné leur adhésion ou qui ne se sont pas encore prononcés, entreront dans l'Union en remplissant les conditions prévues par l'article 18 de la Convention.

III. Dans les cas où l'une ou l'autre des parties contractantes ne ratifierait pas la Convention, cette Convention n'en sera pas moins valable pour les parties.

IV. Les diverses Colonies anglaises, autres que le Canada et l'Inde britannique, qui prennent part à la Convention sont: Ceylan, Straits Settlements, Laboan, Hong-Kong, Maurice et dépendances, les Bermudes, la Guyane anglaise, la Jamaïque et la Trinité.

[illegible]

—

[illegible] ... der Bestimmungen der [illegible] ... unterzeichnet haben, ... [illegible]

[illegible] ... [illegible]

[illegible] ... welche [illegible] ... zu erklären [illegible] ... Ver- [illegible]

[illegible] ... der andere der Ver- [illegible] ... Vertrag nicht [illegible] ... soll, [illegible] ... für die übrigen Theile ver- [illegible]

[illegible] ... Colonien, welche [illegible] ... dem Vertrage Theil nehmen [illegible] ... Ceylon, Hongkong, Mauritius [illegible] ... Jamaica [illegible]

[illegible] ... die unterzeichneten Bevoll- [illegible] ... aufgenommen [illegible] ... [illegible] haben soll, als [illegible] ... Bestimmungen in den Ver- [illegible] ... und wurde dieses [illegible] ... unterzeichnet, welches in [illegible] ... Regierung aufbewahrt und jedem [illegible] ... werden wird.

(Folgen die Unterschriften.)

ALLEMAGNE. BELGIQUE, ETC.

1077.

1878

4 juin 1878.

Règlement de détail et d'ordre pour l'exécution de l'arrangement concernant l'échange des mandats de poste.*)

(Archives du ministère Imp. et R. des affaires étrangères; P. V. Bl. 1879, Nr. 34.)

(Urtext.)

Règlement de détail et d'ordre pour l'exécution de l'arrangement concernant l'échange des mandats de poste,

conclu entre l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Belgique, le Danemarc, l'Égypte, la France et les Colonies françaises, l'Italie, le Luxembourg, la Norvége, les Pays-Bas, le Portugal, la Roumanie, la Suède et la Suisse.

Les soussignés, vu l'article 14 de la Convention conclue à Paris, le 1er juin 1878, pour la révision du pacte fondamental de l'Union générale des Postes, et l'article 9 de l'Arrangement concernant l'échange des mandats de poste, signé à Paris, le 4 juin 1878, ont, au nom de leurs administrations respectives, arrêté, d'un commun accord, les mesures suivantes pour assurer l'exécution dudit Arrangement.

I.

Un récépissé, bulletin de dépôt ou déclaration de versement des sommes, en échange desquelles un mandat de poste international est émis, doit être délivré sans frais au déposant, dans la forme adoptée par chaque administration.

II.

1. Les mandats de poste internationaux sont établis sur une formule conforme ou analogue au modèle *A* n° 1, annexé au présent Règlement. Néanmoins, les administrations qui le préfèrent, peuvent adopter une formule conforme ou analogue au modèle *A* n° 2, également annexé au présent Règlement.

2. Les formules de mandats qui ne sont pas imprimées en langue française, doivent porter une traduction sublinéaire dans cette langue; et les inscriptions manuscrites que leur texte comporte, doivent être formulées en chiffres arabes et en caractères romains, suivant le cas, sans rature ni surcharge, même approuvées.

3. La taxe perçue pour chaque mandat doit être indiquée en monnaie du pays d'origine et à l'angle droit supérieur du recto du titre.

4. Il est interdit de consigner, soit sur les mandats, soit sur les coupons adhérents à la formule *A* n° 1, d'autres annotations que celles que comporte la contexture des formules,

*) Voir annotation pag. 322.

1878 4° Est réservé à chacun des pays contractants le droit de déclarer transmissible par voie d'endossement, sur son territoire, la propriété des mandats de poste provenant d'un autre de ces pays.

Article 3.

1° La taxe générale à payer par l'expéditeur, pour chaque envoi de fonds effectué en vertu de l'article précédent, est fixée, valeur métallique, à 25 centimes par 25 francs ou fraction de 25 francs, ou à l'équivalent dans la monnaie respective des pays contractants, avec faculté d'arrondir les fractions, le cas échéant

Toutefois, les administrations des pays contractants sont autorisées à percevoir au minimum 50 centimes pour tout mandat n'excédant pas 50 francs.

2° L'administration qui a délivré des mandats, paye à l'administration qui les a acquittés, la moitié du produit de la taxe perçue en vertu du paragraphe précédent.

3° Les mandats de poste et les acquits donnés sur ces mandats, de même que les récépissés délivrés aux déposants, ne peuvent être soumis, à la charge des expéditeurs ou des destinataires des fonds, à un droit ou à une taxe quelconque, en sus de la taxe perçue en vertu du paragraphe 1er du présent article, sauf toutefois le droit de factage pour le payement à domicile, s'il y a lieu.

Article 4.

1° Les administrations des postes des pays contractants dressent, aux époques fixées par le Règlement ci-après, les comptes sur lesquels sont récapitulées toutes les sommes payées par leurs bureaux respectifs, ainsi que les taxes perçues pour l'émission des mandats; et ces comptes, après avoir été débattus et arrêtés contradictoirement, sont soldés, sauf arrangement contraire, en monnaie métallique du pays créancier par l'administration qui est reconnue redevable envers une autre, dans le délai fixé par le même Règlement.

2° A cet effet, lorsque les mandats ont été payés dans des monnaies différentes, la créance la plus faible est convertie en même monnaie que la créance la plus forte, en prenant pour base de la conversion le taux moyen du change dans la capitale du pays débiteur, pendant la période à laquelle le compte se rapporte.

3° En cas de non-payement du solde d'un compte dans les délais fixés, le montant de ce solde est productif d'intérêts

à dater du jour de l'expiration desdits délais, jusqu'au jour 1878
ou le payement a lieu. Ces intérêts sont calculés à raison de 5 p. % l'an et sont portés au débit de l'administration retardataire sur le compte suivant.

Article 5.

1° Les sommes converties en mandats de poste sont garanties aux déposants, jusqu'au moment où elles ont été régulièrement payées aux destinataires ou aux mandataires de ceux-ci.

2° Les sommes encaissées par chaque administration, en échange des mandats de poste dont le montant n'a pas été réclamé par les ayants droit dans les délais fixés par les lois ou règlements du pays d'origine, sont définitivement requises à l'administration qui a délivré ces mandats.

Article 6.

Les stipulations du présent Arrangement ne portant pas restriction au droit des parties contractantes de maintenir et de conclure des arrangements spéciaux, ainsi que de maintenir et d'établir des unions plus restreintes en vue de l'échange des mandats par voie télégraphique et, en général, de l'amélioration du service des mandats de poste internationaux.

Article 7.

Chaque administration peut, dans des circonstances extraordinaires qui sont de nature à justifier la mesure, suspendre temporairement le service des mandats internationaux, d'une manière générale ou partielle, sous la condition d'en donner immédiatement avis, au besoin par le télégraphe, à l'administration ou aux administrations intéressées.

Article 8.

Les pays de l'Union qui n'ont point pris part au présent Arrangement, sont admis à y adhérer sur leur demande, et dans la forme prescrite par l'article 18 de la Convention du 1er juin 1878, en ce qui concerne les adhésions à l'Union postale universelle.

Article 9.

Les administrations des postes des pays contractants désignent, chacune pour ce qui la concerne, les bureaux qui doivent délivrer et payer les mandats à émettre en vertu des articles précédents. Elles règlent la forme et le mode de transmission des mandats, la forme des comptes désignés à l'article 4

1878 et toute autre mesure de détail ou d'ordre, nécessaire pour assurer l'exécution du présent Arrangement.

Article 10.

Dans l'intervalle qui s'écoule entre les réunions prévues à l'article 19 de la Convention du 1er juin 1878, toute administration des postes d'un des pays contractants a le droit d'adresser aux autres administrations participantes, par l'intermédiaire du Bureau international, des propositions concernant le service des mandats de poste. Mais, pour devenir exécutoires, ces propositions doivent réunir, savoir:

1° L'unanimité des suffrages, s'il s'agit de la modification des articles 1, 2, 3, 4, 10 et 11 du présent Arrangement;

2° les deux tiers des suffrages, s'il s'agit de la modification des dispositions autres que celles des articles 1, 2, 3, 4, 10 et 11;

3° la simple majorité absolue, s'il s'agit de l'interprétation des dispositions du présent Arrangement.

Les résolutions valables sont consacrées, dans les deux premiers cas, par une déclaration diplomatique, et, dans le troisième cas, par une notification administrative, selon la forme indiquée au dernier alinéa de l'article 20 de la Convention du 1er juin 1878.

Article 11.

1° Le présent Arrangement entrera en vigueur le 1er avril 1879.

2° Il sera ratifié en même temps et aura la même durée que la Convention du 1er juin 1878, sans préjudice du droit réservé à chaque pays de se retirer de cet Arrangement moyennant un avis donné, un an à l'avance, par son Gouvernement au Gouvernement de la Confédération suisse.

3° Sont abrogées, à partir du jour de la mise à exécution du présent Arrangement, toutes les dispositions convenues antérieurement entre les divers gouvernements ou administrations des parties contractantes, pour autant qu'elles ne seraient pas conciliables avec les termes du présent Arrangement, le tout sans préjudice des droits réservés par l'article 6.

4° Le présent Arrangement sera ratifié aussitôt que faire se pourra. Les actes de ratification seront échangés à Paris.

En foi de quoi, les plénipotentiaires des pays ci-dessus énumérés ont signé le présent Arrangement à Paris, le quatre juin mil huit cent soixante et dix-huit.

(Suivent les Signatures.)

Uebersetzung.) 1878

Die unterzeichneten Bevollmächtigten der Regierungen der oben aufgezählten Länder haben in Gemässheit des Artikels 13 des Postvertrages, welcher zum Behufe der Revision des Grundvertrages des allgemeinen Postvereines in Paris am 1. Juni d. J. abgeschlossen wurde, im gemeinsamen Einverständnisse und unter Vorbehalt der Ratification das nachstehende Uebereinkommen getroffen.

Artikel 1.

Die Uebermittlung von Geldbeträgen mittelst Postanweisungen zwischen denjenigen der vertragschliessenden Länder, welche sich über die Einführung des Postanweisungsdienstes einigen, wird durch die Bestimmungen des gegenwärtigen Uebereinkommens geregelt.

Artikel 2.

1. Im Allgemeinen gilt der Grundsatz, dass die Postanweisungsbeträge von den Aufgebern in baarem Gelde eingezahlt und in gleicher Weise an die Empfänger ausbezahlt werden; jedoch hat jede Verwaltung das Recht, die Ein- und Auszahlungen in Papiergeld, welches in ihrem Lande gesetzlichen Cours hat, unter Berücksichtigung der allfälligen Coursdifferenzen stattfinden zu lassen.

2. Der Betrag einer Anweisung darf 500 Francs in klingender Münze oder die diesem Betrage in der betreffenden Landeswährung nächstkommende Summe nicht übersteigen.

3. Insoweit zwischen den betheiligten Verwaltungen nicht ein anderes Uebereinkommen getroffen worden ist, werden die Postanweisungsbeträge in der Metallwährung desjenigen Landes ausgedrückt, in welchem die Auszahlung stattfinden soll. Zu diesem Zwecke bestimmt die Verwaltung des Ursprungslandes das Verhältniss, nach welchem eintretenden Falls die Umwandlung der eigenen Währung auf die Metallwährung des Bestimmungslandes zu erfolgen hat.

4. Jedem der vertragschliessenden Länder steht das Recht zu, im eigenen Gebiet die Uebertragung des Eigenthums der aus einem anderen Lande herrührenden Anweisungen durch Indossirung an dritte Personen als zulässig zu erklären.

Artikel 3.

1. Die Taxe, welche der Aufgeber für jede auf Grund des vorhergehenden Artikels stattfindende Geldübermittlung zu zahlen hat, wird im Allgemeinen auf 25 Centimes (Metallwährung) für je 25 Francs oder einen Theil von 25 Francs, beziehungsweise auf den entsprechenden Betrag in der Wäh-

1878

Fortlaufende Nummer *Numéros d'ordre*	Stempel der Aufgabe *Timbre d'origine*	Name der Adressaten *Noms des destinataires*	Bestimmungsorte *Lieux de destination*	Gewicht jedes einzelnen Briefes *Poids de chaque lettre*	Betrag des angegebenen Werthes *Montant des valeurs déclarées*		Versicherungsgebühr zu vergüten *Droits d'assurance à bonifier* — von der absendenden Verwaltung an die empfangende Verwaltung *par l'office expéditeur à l'office correspondant*		Versicherungsgebühr zu vergüten *Droits d'assurance à bonifier* — von der empfangenden Verwaltung an die absendende Verwaltung *par l'office correspondant à l'office expéditeur*		Bem kung *Obs vati*
1	2	3	4	5	6		7		8		9
					fl. *fr.*	kr. *c.*	fl. *fr.*	kr. *c.*	fl. *fr.*	kr. *c.*	
			Uebertrag . *Report* . .								
16											
17											
18											
19											
20											
21											
22											
23											
24											
25											
26											
27											
28											
29											
30											
31											
32											
33											
34											
35											
36											
			Summe . *Totaux* .								

Name des absendenden Beamten:
Les Employés du bureau expéditeur:

Name des empfangenden Beamte
Les Employés du bureau destinat

vorziehen, ein anderes Formulare einführen, welches dem 1877
gegenwärtigen Reglement gleichfalls beigefügten Formulare *A* Nr. 2 gleich oder ähnlich ist.

2. Postanweisungs-Formulare, welche nicht in französischer Sprache gedruckt sind, müssen unter dem Texte eine Uebersetzung in dieser Sprache enthalten; die durch den Text gebotenen handschriftlichen Ausfüllungen müssen mit arabischen Ziffern und lateinischen Buchstaben, ohne irgend eine Rasur oder Durchstreichung, selbst wenn diese anerkannt wären, bewirkt werden.

3. Die für jede Anweisung eingehobene Taxe muss in der Währung des Aufgabegebietes in der oberen rechten Ecke auf der Vorderseite der Anweisung angegeben werden.

4. Es ist nicht gestattet, auf den Postanweisungen und auf dem zum Formulare *A* Nr. 1 gehörigen Abschnitte andere als die durch den Vordruck bedingten Bemerkungen und namentlich solche Notizen zu machen, welche den Charakter einer Correspondenz oder einer besonderen schriftlichen Mittheilung des Absenders an den Empfänger der Anweisung tragen.

Jedoch können diejenigen Verwaltungen, welche schon gegenwärtig eine ausgedehntere Benützung des Coupons gestatten, in ihrem gegenseitigen Verkehre diese Massregel im gemeinsamen Einverständnisse beibehalten.

III.

Bei Benützung des Formulars *A* Nr. 1 sind die folgenden Bestimmungen zu beobachten:

1. Für die Verwaltung des Ursprungslandes:

a) die Anweisungen müssen an die Bestimmungs-Postanstalten entweder offen oder über Verlangen der Verwaltung des Bestimmungslandes unter einem dem hier beigeschlossenen Formulare *B* entsprechenden Umschlag abgesendet werden;

b) alle in einem Kartenschluss aufzunehmenden Anweisungen sind zu einem einzigen Paket zu vereinigen; innerhalb desselben ist erforderlichen Falls für jedes Bestimmungsland ein besonderer Bund anzufertigen.

2. Für die Verwaltung des Bestimmungslandes: Die Zustellung und Auszahlung der Anweisungen an den hiezu Berechtigten hat nach den für ihren internen Verkehr bestehenden oder speciell zu diesem Zwecke angenommenen Bestimmungen stattzufinden.

1878

IV.

Bei Benützung des Formulars *A* Nr. 2 sind folgende Bestimmungen zu beobachten:

1. Für die Verwaltung des Ursprungslandes: Für jede einbezahlte Anweisung ist sofort bei der Aufgabe ein Einzahlungsschein nach dem dem gegenwärtigen Reglement beigeschlossenen Formulare *C* auszufertigen, welcher mit erster Gelegenheit unter einem dem hier gleichfalls beigeschlossenen Formulare *D* entsprechenden Umschlage an das Auszahlungsamt abzusenden ist;

2. für die Verwaltung des Bestimmungslandes:

a) der angewiesene Betrag ist gegen Vorlage der durch die berechtigte Person ordnungsmässig quittirten Postanweisung auszuzahlen, vorausgesetzt, dass der betreffende Einzahlungsschein sich bereits im Besitze des Bestimmungs-Postamtes befindet, dass die Angaben auf der Postanweisung und jene auf dem Einzahlungsscheine übereinstimmend befunden wurden, und dass der Ueberbringer der Anweisung sein Recht auf die Bezahlung durch die Angabe des Vor- und Zunamens oder der Firma sowohl des Absenders als des Empfängers nachweisen kann;

b) falls der Einzahlungsschein nicht eingelangt ist, so ist ein Duplicat desselben bei der Aufgabepostanstalt mittelst eines dem, dem gegenwärtigen Reglement beigeschlossenen Muster *E* entsprechenden Formulars zu reclamiren, welches unter dem Umschlage *B* abzusenden ist.

V.

1. Postanweisungen, deren Auszahlung nicht bewirkt werden konnte, weil

a) Namen oder Wohnort des Empfängers ungenau, unvollständig oder in einer Zweifel erregenden Weise angegeben sind,

b) Namen oder Beträge auf dem Einzahlungsscheine und auf der Anweisung nicht übereinstimmen oder fehlen,

c) Eintragungen durchstrichen oder abgeändert sind,

d) Stempel oder Unterschriften fehlen,

müssen von der Verwaltung, welche die Anweisungen ausgefertigt hat, berichtigt werden.

2. Zu diesem Zwecke sind die Anweisungen sobald als möglich unter amtlicher Recommandation von der Bestimmungs-Postanstalt an die Aufgabe-Postanstalt zurückzusenden.

1076. 1878

4 juin 1878.

tion concernant l'échange des mandats de poste. à Paris. Ratifiée à Vienne, le 8 avril 1879; les fications échangées à Paris, le 29 avril 1879.

(R. G. Bl. 1879, Nr. 66; P. V. Bl. 1879, Nr. 34.)

ommen, betreffend den Austausch von Postanweisungen, zwischen Oesterreich-Ungarn, Deutschland, Belgien, Dänemark, Frankreich und den französischen Colonien, Italien, Luxemburg, den Niederlanden, Portugal, Rumänien, Schweden und der Schweiz.

n zu Paris am 4. Juni 1878, von Seiner k. und k. Apostolischen Majestät ratificirt zu am 8. Juni 1879; die Ratificationen ausgewechselt zu Paris am 26. April 1879.

soussignés plénipotentiaires des Gouvernements des lessus énumérés, vu l'article 13 de la Convention conclue le 1er juin 1878, pour la révision du pacte fondamen- Union générale des Postes, ont, d'un commun accord réserve de ratification, arrêté l'Arrangement suivant:

Article 1.

hange des envois de fonds par la voie de la poste oyen de mandats, entre ceux des pays contractants iennent d'établir ce service, est régi par les disposi- présent Arrangement.

Article 2.

En principe, le montant des mandats doit être versé déposants et payé aux bénéficiaires en numéraire; mais dministration a la faculté de recevoir et d'employer e, à cet effet, tout papier-monnaie ayant cours légal pays, sous réserve de tenir compte, le cas échéant, férence de cours.

Aucun mandat ne peut excéder la somme de 500 francs ou une somme approximative dans la monnaie respec- chaque pays.

Sauf arrangement contraire entre les administrations es, le montant de chaque mandat est exprimé dans la métallique du pays où le payement doit avoir lieu. fet, l'administration du pays d'origine détermine elle- il y a lieu, le taux de conversion de sa monnaie en métallique du pays de destination.

1878 4° Est réservé à chacun des pays contractants le droit de déclarer transmissible par voie d'endossement, sur son territoire, la propriété des mandats de poste provenant d'un autre de ces pays.

Article 3.

1° La taxe générale à payer par l'expéditeur, pour chaque envoi de fonds effectué en vertu de l'article précédent, est fixée, valeur métallique, à 25 centimes par 25 francs ou fraction de 25 francs, ou à l'équivalent dans la monnaie respective des pays contractants, avec faculté d'arrondir les fractions, le cas échéant

Toutefois, les administrations des pays contractants sont autorisées à percevoir au minimum 50 centimes pour tout mandat n'excédant pas 50 francs.

2° L'administration qui a délivré des mandats, paye à l'administration qui les a acquittés, la moitié du produit de la taxe perçue en vertu du paragraphe précédent.

3° Les mandats de poste et les acquits donnés sur ces mandats, de même que les récépissés délivrés aux déposants, ne peuvent être soumis, à la charge des expéditeurs ou des destinataires des fonds, à un droit ou à une taxe quelconque, en sus de la taxe perçue en vertu du paragraphe 1er du présent article, sauf toutefois le droit de factage pour le payement à domicile, s'il y a lieu.

Article 4.

1° Les administrations des postes des pays contractants dressent, aux époques fixées par le Règlement ci-après, les comptes sur lesquels sont récapitulées toutes les sommes payées par leurs bureaux respectifs, ainsi que les taxes perçues pour l'émission des mandats; et ces comptes, après avoir été débattus et arrêtés contradictoirement, sont soldés, sauf arrangement contraire, en monnaie métallique du pays créancier, par l'administration qui est reconnue redevable envers une autre, dans le délai fixé par le même Règlement.

2° A cet effet, lorsque les mandats ont été payés dans des monnaies différentes, la créance la plus faible est convertie en même monnaie que la créance la plus forte, en prenant pour base de la conversion le taux moyen du change dans la capitale du pays débiteur, pendant la période à laquelle le compte se rapporte.

3° En cas de non-payement du solde d'un compte dans les délais fixés, le montant de ce solde est productif d'intérêts,

à dater du jour de l'expiration desdits délais, jusqu'au jour 1878
ou le payement a lieu. Ces intérêts sont calculés à raison de 5 p. % l'an et sont portés au débit de l'administration retardataire sur le compte suivant.

Article 5.

1° Les sommes converties en mandats de poste sont garanties aux déposants, jusqu'au moment où elles ont été régulièrement payées aux destinataires ou aux mandataires de ceux-ci.

2° Les sommes encaissées par chaque administration, en échange des mandats de poste dont le montant n'a pas été réclamé par les ayants droit dans les délais fixés par les lois ou règlements du pays d'origine, sont définitivement requises à l'administration qui a délivré ces mandats.

Article 6.

Les stipulations du présent Arrangement ne portant pas restriction au droit des parties contractantes de maintenir et de conclure des arrangements spéciaux, ainsi que de maintenir et d'établir des unions plus restreintes en vue de l'échange des mandats par voie télégraphique et, en général, de l'amélioration du service des mandats de poste internationaux.

Article 7.

Chaque administration peut, dans des circonstances extraordinaires qui sont de nature à justifier la mesure, suspendre temporairement le service des mandats internationaux, d'une manière générale ou partielle, sous la condition d'en donner immédiatement avis, au besoin par le télégraphe, à l'administration ou aux administrations intéressées.

Article 8.

Les pays de l'Union qui n'ont point pris part au présent Arrangement, sont admis à y adhérer sur leur demande, et dans la forme prescrite par l'article 18 de la Convention du 1er juin 1878, en ce qui concerne les adhésions à l'Union postale universelle.

Article 9.

Les administrations des postes des pays contractants désignent, chacune pour ce qui la concerne, les bureaux qui doivent délivrer et payer les mandats à émettre en vertu des articles précédents. Elles règlent la forme et le mode de transmission des mandats, la forme des comptes désignés à l'article 4

1878 et toute autre mesure de détail ou d'ordre, nécessaire pour assurer l'exécution du présent Arrangement.

Article 10.

Dans l'intervalle qui s'écoule entre les réunions prévues à l'article 19 de la Convention du 1er juin 1878, toute administration des postes d'un des pays contractants a le droit d'adresser aux autres administrations participantes, par l'intermédiaire du Bureau international, des propositions concernant le service des mandats de poste. Mais, pour devenir exécutoires, ces propositions doivent réunir, savoir:

1° L'unanimité des suffrages, s'il s'agit de la modification des articles 1, 2, 3, 4, 10 et 11 du présent Arrangement;

2° les deux tiers des suffrages, s'il s'agit de la modification des dispositions autres que celles des articles 1, 2, 3, 4, 10 et 11;

3° la simple majorité absolue, s'il s'agit de l'interprétation des dispositions du présent Arrangement.

Les résolutions valables sont consacrées, dans les deux premiers cas, par une déclaration diplomatique, et, dans le troisième cas, par une notification administrative, selon la forme indiquée au dernier alinéa de l'article 20 de la Convention du 1er juin 1878.

Article 11.

1° Le présent Arrangement entrera en vigueur le 1er avril 1879.

2° Il sera ratifié en même temps et aura la même durée que la Convention du 1er juin 1878, sans préjudice du droit réservé à chaque pays de se retirer de cet Arrangement moyennant un avis donné, un an à l'avance, par son Gouvernement au Gouvernement de la Confédération suisse.

3° Sont abrogées, à partir du jour de la mise à exécution du présent Arrangement, toutes les dispositions convenues antérieurement entre les divers gouvernements ou administrations des parties contractantes, pour autant qu'elles ne seraient pas conciliables avec les termes du présent Arrangement, le tout sans préjudice des droits réservés par l'article 6.

4° Le présent Arrangement sera ratifié aussitôt que faire se pourra. Les actes de ratification seront échangés à Paris.

En foi de quoi, les plénipotentiaires des pays ci-dessus énumérés ont signé le présent Arrangement à Paris, le quatre juin mil huit cent soixante et dix-huit.

(Suivent les Signatures.)

Uebersetzung.) 1878

Die unterzeichneten Bevollmächtigten der Regierungen der oben aufgezählten Länder haben in Gemässheit des Artikels 13 des Postvertrages, welcher zum Behufe der Revision des Grundvertrages des allgemeinen Postvereines in Paris am 1. Juni d. J. abgeschlossen wurde, im gemeinsamen Einverständnisse und unter Vorbehalt der Ratification das nachstehende Uebereinkommen getroffen.

Artikel 1.

Die Uebermittlung von Geldbeträgen mittelst Postanweisungen zwischen denjenigen der vertragschliessenden Länder, welche sich über die Einführung des Postanweisungsdienstes einigen, wird durch die Bestimmungen des gegenwärtigen Uebereinkommens geregelt.

Artikel 2.

1. Im Allgemeinen gilt der Grundsatz, dass die Postanweisungsbeträge von den Aufgebern in baarem Gelde eingezahlt und in gleicher Weise an die Empfänger ausbezahlt werden; jedoch hat jede Verwaltung das Recht, die Ein- und Auszahlungen in Papiergeld, welches in ihrem Lande gesetzlichen Cours hat, unter Berücksichtigung der allfälligen Coursdifferenzen stattfinden zu lassen.

2. Der Betrag einer Anweisung darf 500 Francs in klingender Münze oder die diesem Betrage in der betreffenden Landeswährung nächstkommende Summe nicht übersteigen.

3. Insoweit zwischen den betheiligten Verwaltungen nicht ein anderes Uebereinkommen getroffen worden ist, werden die Postanweisungsbeträge in der Metallwährung desjenigen Landes ausgedrückt, in welchem die Auszahlung stattfinden soll. Zu diesem Zwecke bestimmt die Verwaltung des Ursprungslandes das Verhältniss, nach welchem eintretenden Falls die Umwandlung der eigenen Währung auf die Metallwährung des Bestimmungslandes zu erfolgen hat.

4. Jedem der vertragschliessenden Länder steht das Recht zu, im eigenen Gebiet die Uebertragung des Eigenthums der aus einem anderen Lande herrührenden Anweisungen durch Indossirung an dritte Personen als zulässig zu erklären.

Artikel 3.

1. Die Taxe, welche der Aufgeber für jede auf Grund des vorhergehenden Artikels stattfindende Geldübermittlung zu zahlen hat, wird im Allgemeinen auf 25 Centimes (Metallwährung) für je 25 Francs oder einen Theil von 25 Francs, beziehungsweise auf den entsprechenden Betrag in der Wäh-

1878 rung der vertragschliessenden Länder festgesetzt, wobei allfällig sich ergebende Bruchtheile abgerundet werden dürfen.

Die Verwaltungen der vertragschliessenden Länder sind jedoch ermächtigt, mindestens 50 Centimes für jede den Betrag von 50 Francs nicht übersteigende Anweisung einzuheben.

2. Die Verwaltung, bei welcher Postanweisungsbeträge eingezahlt worden sind, vergütet derjenigen Verwaltung, welche dieselben ausgezahlt hat, die Hälfte der auf Grund des vorhergehenden Paragraphen erhobenen Gebühren.

3. Die Postanweisungen und die auf den Anweisungen gegebenen Empfangsbestätigungen, sowie die den Aufgebern ausgefolgten Aufgabsrecepisse dürfen zu Lasten der Aufgeber oder der Empfänger keiner anderen Taxe oder Gebühr als der im §. 1 des gegenwärtigen Artikels festgesetzten Taxe unterworfen werden, ausgenommen die Bestellgebühr für die allfällig in der Wohnung des Adressaten geleistete Zahlung.

Artikel 4.

1. Die Postverwaltungen der vertragschliessenden Länder stellen in den durch das nachfolgende Reglement festgesetzten Zeiträumen Abrechnungen auf, in welche alle durch ihre Postanstalten ausbezahlten Anweisungsbeträge, sowie die bei der Aufgabe eingehobenen Taxen zusammengefasst werden. Nach gegenseitiger Prüfung und endgiltiger Feststellung dieser Abrechnungen hat, insoferne nicht ein anderes Uebereinkommen getroffen worden ist, die Saldirung seitens derjenigen Verwaltung, welche einer anderen Zahlung zu leisten hat, in der klingenden Münze desjenigen Landes, für welches sich eine Forderung ergibt, und zwar innerhalb der durch dieses Reglement festgesetzten Frist zu erfolgen.

2. Zu diesem Zwecke wird, wenn die Postanweisungen in verschiedenen Währungen ein-, beziehungsweise ausgezahlt worden sind, die geringere Forderung in die Währung der grösseren Forderung umgewandelt, und zwar nach dem mittleren Wechselcourse, welcher in der Hauptstadt des die Zahlung schuldenden Landes zu jener Zeit bestanden hat, auf welche sich die Abrechnung bezieht.

3. Falls der Saldo einer Abrechnung nicht innerhalb der festgesetzten Fristen gezahlt werden sollte, so ist deren Betrag zu verzinsen, und zwar vom Tage des Ablaufes dieser Fristen an gerechnet, bis zu dem Tage, an welchem die Zahlung erfolgt. Diese Zinsen werden mit fünf vom Hundert jährlich berechnet, und in die nächste Abrechnung zu Lasten der im Rückstande befindlichen Verwaltung aufgenommen.

Artikel 5. 1878

1. Für die auf Postanweisungen eingezahlten Beträge wird den Aufgebern bis zu deren ordnungsmässiger Auszahlung an die Empfänger oder deren Bevollmächtigte Haftung geleistet.

2. Die bei den Postverwaltungen eingezahlten Postanweisungs-Beträge, welche von den dazu berechtigten Personen nicht innerhalb der durch die Gesetze und Reglements des Ursprungslandes festgesetzten Fristen reclamirt worden sind, verbleiben endgiltig derjenigen Verwaltung, bei welcher die Einzahlung stattgefunden hat.

Artikel 6.

Durch die Festsetzungen des gegenwärtigen Uebereinkommens soll das Recht der vertragschliessenden Theile, besondere Abkommen unter sich aufrecht zu erhalten und neu abzuschliessen, sowie engere Vereine zum Zwecke des Austausches von telegraphischen Postanweisungen, oder zur Erleichterung des internationalen Postanweisungs-Verfahrens überhaupt, fortbestehen zu lassen oder neu zu errichten, nicht beschränkt werden.

Artikel 7.

Jeder Verwaltung steht das Recht zu, unter ausserordentlichen Verhältnissen, welche zur Rechtfertigung einer solchen Massregel geeignet sind, das Postanweisungs-Verfahren vorübergehend ganz oder theilweise einzustellen, unter der Bedingung, dass die betheiligten Verwaltungen hievon unverzüglich, nöthigenfalls auf telegraphischem Wege in die Kenntniss gesetzt werden.

Artikel 8.

Denjenigen Vereinsländern, welche an dem gegenwärtigen Uebereinkommen nicht Theil genommen haben, ist über ihr Verlangen und in der im Artikel 18 des Vertrages vom 1. Juni 1878 für den Eintritt in den Welt-Postverein vorgeschriebenen Weise der Beitritt gestattet.

Artikel 9.

Die Postverwaltungen der vertragschliessenden Länder haben, jede für ihren Verwaltungsbereich, die Postanstalten, bei welchen auf Grund der vorhergehenden Artikel Postanweisungs-Beträge ein- und ausgezahlt werden können, zu bezeichnen. Dieselben haben die Form und die Beförderungsweise der Postanweisungen, sowie die Form der im Artikel 4

1878 bezeichneten Abrechnungen zu regeln, und alle weiteren Vorschriften festzusetzen, welche nothwendig sind, um die Ausführung des gegenwärtigen Uebereinkommens zu sichern.

Artikel 10.

Während der Zeit, welche zwischen den im Artikel 19 des Vertrages vom 1. Juni 1878 vorgesehenen Versammlungen liegt, hat jede Postverwaltung der vertragschliessenden Länder das Recht, den anderen theilnehmenden Verwaltungen durch Vermittlung des internationalen Bureaus Vorschläge in Betreff des Postanweisungs-Verfahrens zu machen.

Wenn jedoch solche Vorschläge wirksam werden sollen, muss deren Annahme erfolgt sein:

1. Mit Stimmeneinhelligkeit, wenn es sich um die Abänderung der Artikel 1, 2, 3, 4, 10 und 11 des gegenwärtigen Uebereinkommens handelt;

2. mit zwei Drittel der Stimmen, wenn es sich um die Abänderung anderer Bestimmungen, als jener der Artikel 1, 2, 3, 4, 10 und 11 handelt;

3. mit einfacher Stimmenmehrheit, wenn es sich um die Auslegung der Bestimmungen des gegenwärtigen Uebereinkommens handelt. Die Beschlüsse werden in den beiden ersten Fällen durch eine diplomatische Erklärung und im dritten Falle durch eine Verständigung im Verwaltungswege als giltig bestätiget, wobei die im letzten Absatze des Artikels 20 des Vertrages vom 1. Juni 1878 bezeichnete Form zu beobachten ist.

Artikel 11.

1. Das gegenwärtige Uebereinkommen soll am 1. April 1879 in Kraft treten.

2. Dasselbe soll zu derselben Zeit ratificirt werden, und auf die gleiche Dauer in Wirksamkeit bleiben, wie der Vertrag vom 1. Juni 1878, unbeschadet des jedem Lande vorbehaltenen Rechtes, von diesem Uebereinkommen zurückzutreten, wenn diese Absicht ein Jahr in Vorhinein von der betreffenden Regierung der Regierung der schweizerischen Eidgenossenschaft bekannt gegeben worden ist.

3. Vom Tage der Ausführung des gegenwärtigen Uebereinkommens treten alle früher zwischen den verschiedenen Regierungen oder Verwaltungen der vertragschliessenden Theile vereinbarten Bestimmungen insoweit ausser Kraft, als sie mit den Festsetzungen des gegenwärtigen Uebereinkommens im Widerspruche stehen, jedoch unbeschadet der durch Artikel 6 vorbehaltenen Rechte.

4. Das gegenwärtige Uebereinkommen soll sobald als möglich ratificirt werden. Die Auswechslung der Ratificationen wird in Paris erfolgen. 1878

Zu Urkund dessen haben die Bevollmächtigten der oben aufgezählten Länder das gegenwärtige Uebereinkommen unterzeichnet zu Paris den vierten Juni ein tausend achthundert acht und siebenzig. *(Folgen die Unterschriften.)*

Nos visis et perpensis conventionum praedictarum articulis, illos omnes et singulos ratos hisce gratosque habere declaramus, Verbo Nostro Caesareo Regio spondentes, Nos ea omnia, quae in illis continentur, fideliter executioni mandaturos esse.

In quorum fidem majusque robur praesentes ratihabitionis Nostrae tabulas manu Nostra signavimus, sigilloque Nostro appresso muniri jussimus.

Dabantur in urbe Vienna die octava mensis aprilis, anno millesimo octingentesimo septuagesimo nono, Regnorum Nostrorum trigesimo primo.

Franciscus Josephus m. p. (L.S.) *Andrássy* m. p.

(Urtext.) *Protocole Final.*

Les soussignés, plénipotentiaires des Gouvernements de pays qui ont signé aujourd'hui la Convention de Paris, sont convenus de ce qui suit:

I. La Perse, qui fait partie de l'Union, n'étant pas représentée, sera admise néanmoins à signer ultérieurement la Convention, moyennant qu'elle consacre son adhésion par un acte diplomatique avec le Gouvernement suisse, avant le 1er avril 1879.

II. Les pays étrangers à l'Union, qui ont ajourné leur adhésion ou qui ne se sont pas encore prononcés, entreront dans l'Union en remplissant les conditions prévues par l'article 18 de la Convention.

III. Dans les cas où l'une ou l'autre des parties contractantes ne ratifierait pas la Convention, cette Convention n'en sera pas moins valable pour les parties.

IV. Les diverses Colonies anglaises, autres que le Canada et l'Inde britannique, qui prennent part à la Convention sont: Ceylan, Straits Settlements, Laboan, Hong-Kong, Maurice et dépendances, les Bermudes, la Guyane anglaise, la Jamaïque et la Trinité.

1878 En foi de quoi les plénipotentiaires ci-dessous ont dressé le présent protocole final, qui aura la même force et la même valeur que si les dispositions qu'il contient, étaient insérées dans la Convention elle-même, et ils l'ont signé en un exemplaire qui sera déposé aux archives du Gouvernement français et dont une copie sera remise à chaque partie.

Paris, le 1er juin 1878.

(Suivent les signatures.)

(Uebersetzung.) *Schlussprotokoll.*

Die unterzeichneten Bevollmächtigten der Regierungen der Länder, welche heute den Pariser Vertrag unterzeichnet haben, sind über Folgendes übereingekommen:

I. Persien, welches dem Verein bereits angehört, aber auf dem Congresse nicht vertreten ist, soll gleichwohl den Vertrag später unterzeichnen können, vorausgesetzt, dass es seinen Beitritt durch einen diplomatischen Act bei der schweizerischen Regierung vor dem 1. April 1879 erklärt.

II. Die dem Vereine nicht angehörigen Länder, welche ihren Beitritt vertagt, oder sich noch nicht erklärt haben, können dem Vereine beitreten, sobald sie die im Artikel 18 des Vertrages vorgesehenen Bedingungen erfüllt haben.

III. Für den Fall, als der eine oder der andere der vertragsschliessenden Theile den Vertrag nicht ratificiren sollte, bleibt derselbe nichtsdestoweniger für alle übrigen Theile verbindlich.

IV. Die verschiedenen britischen Colonien, welche ausser Canada und Britisch-Indien an dem Vertrage Theil nehmen, sind: Ceylon, Straits Settlements, Labuan, Hongkong, Mauritius und Zugehör, die Bermudas-Inseln, Britisch-Guyana, Jamaica und Trinidad.

Zu Urkund dessen haben die unterzeichneten Bevollmächtigten das gegenwärtige Schlussprotokoll aufgenommen, welches dieselbe Kraft und dieselbe Giltigkeit haben soll, als wenn die in demselben enthaltenen Bestimmungen in den Vertrag selbst aufgenommen worden wären, und wurde dieses Schlussprotokoll in einem Exemplare unterzeichnet, welches in dem Archive der französischen Regierung aufbewahrt und jedem Theile in Abschrift zugestellt werden wird.

(Folgen die Unterschriften.)

1077.

1878

4 juin 1878.

·glement de détail et d'ordre pour l'exécution de l'ar-ngement concernant l'échange des mandats de poste.*)

Archives du ministère Imp. et R. des affaires étrangères; P. V. Bl. 1879, Nr. 34.)
text.)

glement de détail et d'ordre pour l'exécution de l'arrangement concernant l'échange des mandats de poste,

clu entre l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Belgique, le Danemarc, l'Égypte, France et les Colonies françaises, l'Italie, le Luxembourg, la Norvége, les Pays-Bas, le Portugal, la Roumanie, la Suède et la Suisse.

Les soussignés, vu l'article 14 de la Convention conclue Paris, le 1er juin 1878, pour la révision du pacte fonda-ental de l'Union générale des Postes, et l'article 9 de rrangement concernant l'échange des mandats de poste, signé Paris, le 4 juin 1878, ont, au nom de leurs administrations spectives, arrêté, d'un commun accord, les mesures suivantes ur assurer l'exécution dudit Arrangement.

I.

Un récépissé, bulletin de dépôt ou déclaration de verse-ent des sommes, en échange desquelles un mandat de poste ternational est émis, doit être délivré sans frais au déposant, ans la forme adoptée par chaque administration.

II.

1. Les mandats de poste internationaux sont établis sur ne formule conforme ou analogue au modèle *A* n° 1, annexé u présent Règlement. Néanmoins, les administrations qui le réfèrent, peuvent adopter une formule conforme ou analogue u modèle *A* n° 2, également annexé au présent Règlement.

2. Les formules de mandats qui ne sont pas imprimées u langue française, doivent porter une traduction sublinéaire ans cette langue; et les inscriptions manuscrites que leur xte comporte, doivent être formulées en chiffres arabes et en ractères romains, suivant le cas, sans rature ni surcharge, ême approuvées.

3. La taxe perçue pour chaque mandat doit être indiquée monnaie du pays d'origine et à l'angle droit supérieur du cto du titre.

4. Il est interdit de consigner, soit sur les mandats, soit r les coupons adhérents à la formule *A* n° 1, d'autres notations que celles que comporte la contexture des formules,

*) Voir annotation pag. 322.

1878 et notamment toute mention pouvant tenir lieu de correspondance ou de note particulière de l'envoyeur au destinataire des fonds. Toutefois, les administrations qui ont admis, jusqu'à présent, un usage plus étendu du coupon, dans leurs rapports réciproques, peuvent maintenir cette mesure, d'un commun accord.

III.

L'emploi de la formule *A* n° 1 entraîne avec lui les obligations suivantes :

1° Pour l'administration du pays d'origine :

a) Transmission des mandats aux bureaux destinataires, à découvert ou, sur la demande de l'office destinataire, sous une enveloppe conforme au modèle *B* ci-annexé ;

b) réunion en un seul paquet de tous les mandats à comprendre dans chaque dépêche, après subdivision, s'il y a lieu, en autant de liasses qu'il y a de pays destinataires ;

2° Pour l'administration du pays de destination, livraison et payement du mandat à l'ayant droit, selon les règles applicables au service intérieur ou adoptées spécialement à cet égard par cette administration.

IV.

L'emploi de la formule *A* n° 2 entraîne avec lui des obligations suivantes :

1° Pour l'administration du pays d'origine :

Établissement immédiat, pour chaque mandat délivré, d'un avis d'émission conforme au modèle *C*, annexé au présent Règlement, et transmission de cet avis au bureau payeur par le premier courrier et sous une enveloppe conforme au modèle *D*, ci-annexé également ;

2° Pour l'administration du pays de destination :

a) Payement contre remise, par l'ayant droit, du mandat dûment acquitté, et moyennant que l'avis d'émission respectif soit en la possession du bureau destinataire, que les inscriptions du mandat soient reconnues conformes à celles de l'avis d'émission et que le porteur du mandat puisse justifier son droit au payement par l'indication du nom et du prénom ou de la raison sociale, tant de l'expéditeur que du destinataire ;

b) en cas de non-arrivée d'un avis d'émission, réclamation d'un duplicata au bureau d'origine, au moyen d'une formule conforme au modèle *E*, annexé au présent Règlement, et expédiée sous une enveloppe *B*.

V. 1878

1. Les mandats dont le payement n'a pu être effectué pour l'une des causes suivantes :

1° Indication inexacte, insuffisante ou douteuse du nom ou du domicile des bénéficiaires ;

2° différences ou omissions de noms ou de sommes, tant sur l'avis que sur le mandat ;

3° ratures ou surcharges dans les inscriptions ;

4° omissions de timbres ou de signatures ;

sont régularisés par les soins de l'administration qui les a émis.

2. A cet effet, ces mandats sont renvoyés sous recommandation d'office, le plus tôt possible, au bureau d'origine par le bureau de destination. Les deux administrations postales en cause doivent être averties de ce renvoi et de la suite donnée.

VI.

1. Les mandats sont valables pendant un délai de trois mois à partir du jour de leur émission. Ce délai est porté à six mois dans les relations avec les pays hors d'Europe ou de ces pays entre eux.

2. Passé ce terme, ils ne peuvent plus être payés que sur un visa pour date donné par l'administration qui les a émis et à la requête de l'administration dont dépend le bureau destinataire.

VII.

1. Les mandats peuvent être remboursés aux envoyeurs sur la demande de ceux-ci aussitôt que l'administration du pays d'origine est rentrée en possession du titre non payé et, le cas échéant, de l'avis d'émission.

2. Pour obtenir le remboursement d'un mandat égaré, perdu ou détruit, l'envoyeur doit fournir, avec son récépissé, bulletin de dépôt ou déclaration de versement, une attestation du destinataire, portant que le mandat n'a pas été aliéné, qu'il ne lui est pas parvenu ou qu'il a été adiré ou détruit après réception. L'administration du pays d'origine accorde le remboursement après s'être assurée que l'office de destination n'a pas payé et ne payera pas le mandat.

3. A défaut du remboursement prévu par le paragraphe 2 précédent, les mandats égarés, perdus ou détruits peuvent être remplacés, sur la demande de l'envoyeur ou du destinataire, par des autorisations de payement ou des duplicata que

1878 délivre l'administration du pays d'origine, après avoir constaté d'accord avec l'administration du pays de destination, que le mandat n'a été ni payé, ni remboursé.

VIII.

1. Chaque administration dresse, à la fin de chaque mois, pour chacune des autres administrations, un compte particulier conforme au modèle *F* annexé au présent Règlement et sur lequel sont récapitulés et, autant que possible, classés par ordre alphabétique des noms des bureaux, d'émission, tous les mandats payés pas ses bureaux pour le compte de l'office correspondant, pendant le mois précédent.

2. Elle reproduit également sur ce compte, et en regard du montant de chaque mandat, le montant effectif du droit perçu par le bureau d'origine; puis elle ajoute au total des sommes payées, et en même monnaie, la moitié du total des droits perçus, dont, le cas échéant, elle effectue la conversion au pair.

3. Le compte particulier, accompagné des mandats payés et quittancés, est transmis sans retard à l'administration correspondante.

IX.

1. Aussitôt que les comptes particuliers réciproques ont été débattus et arrêtés contradictoirement, la balance est établie dans un compte général, que dresse l'administration créditrice (sauf autre arrangement entre les offices intéressés), en se conformant, pour la conversion des monnaies, s'il y a lieu, au deuxième alinéa de l'article 4 de l'Arrangement.

2. Le compte général doit être arrêté dans un délai de deux mois après l'expiration du mois auquel il se rapporte. Ce délai est porté à quatre mois dans les relations avec les pays situés hors d'Europe ou de ces pays entre eux. En cas de débat, la somme en litige est reportée au compte suivant.

3. Sauf arrangement contraire, la différence formant le solde du compte est payée au moyen de traites sur la capitale ou sur une place commerciale du pays créditeur, en monnaie métallique de ce pays et sans aucune perte pour lui, les frais du payement restant à la charge de l'office débiteur.

4. Ce payement doit être effectué au plus tard quinze jours après que le compte général a été contradictoirement arrêté. Seulement, toute administration qui se trouve à découvert, vis-à-vis d'une autre administration, d'une somme supérieure

à 50.000 francs, a le droit de réclamer un acompte ou solde 1878
provisoire jusqu'à concurrence des trois quarts du montant de sa créance. Le cas échéant, il doit être satisfait à sa demande dans le délai de huit jours.

X.

1. Les administrations des pays contractants doivent se notifier réciproquement, par l'intermédiaire du Bureau international de l'Union postale universelle et trois mois au moins avant la mise à exécution de l'Arrangement du 4 juin 1878, savoir:

1° Le tarif et, s'il y a lieu, le taux de conversion monétaire qu'elles appliquent en exécution de l'article 2 de l'Arrangement;

2° la nomenclature de ceux de leurs bureaux respectifs qu'elles autorisent à émettre et à payer des mandats internationaux;

3° l'option qu'elles ont faite entre les deux modèles de mandats, ainsi que le texte authentique et complet de la formule qu'elles emploient;

4° l'orthographe des noms de nombre, de 1 à 500, qui peuvent être écrits en toutes lettres, dans leur langue respective, sur les mandats émis par elles;

5° la durée des délais, après lesquels leur législation respective attribue définitivement à l'État le montant des mandats dont le payement n'a pas été réclamé par les ayants droit.

2. Toute modification apportée ultérieurement, à l'égard de l'un ou l'autre des cinq points ci-dessus mentionnés, doit être notifiée sans retard, de la même manière.

XI.

Dans l'intervalle qui s'écoule entre les réunions, toute administration de postes d'un pays de l'Union a le droit d'adresser aux autres administrations participantes, par l'intermédiaire du Bureau international, les propositions concernant les dispositions du présent Règlement. Mais, pour devenir exécutoires, ces propositions doivent réunir, savoir:

1° L'unanimité des suffrages, s'il s'agit de la modification des dispositions des articles II, XI et XII du présent Règlement;

2° les deux tiers des suffrages, s'il s'agit de la modification des dispositions des articles I, III, IV et VII;

1878 3° la simple majorité absolue, s'il s'agit de la modification des autres articles ou de l'interprétation des diverses dispositions du présent Règlement.

Les résolutions valables sont consacrées par une simple notification du Bureau international à toutes les administrations de l'Union.

XII.

Le présent Règlement sera exécutoire à partir du jour de la mise en vigueur de l'Arrangement du 4 juin 1878.

Il aura la même durée que cet Arrangement, à moins qu'il ne soit renouvelé, d'un commun accord, entre les parties intéressées.

Fait à Paris, le quatre juin mil huit cent soixante et dix-huit.

(Suivent les signatures.)

(Uebersetzung.)

Ausführung des Uebereinkommens, betreffend den Austausch von Postanweisungen,

abgeschlossen zwischen Oesterreich-Ungarn, Deutschland, Belgien, Dänemark, Egypten, Frankreich und den französischen Colonien, Italien, Luxemburg, Norwegen, den Niederlanden, Portugal, Rumänien, Schweden und der Schweiz.

Auf Grund des Artikels 14 des zum Behufe der Revision des Grundvertrages des allgemeinen Postvereins zu Paris am 1. Juni 1878 abgeschlossenen Vertrages und des Artikels des zu Paris am 4. Juni 1878 unterfertigten Uebereinkommens, betreffend den Austausch von Postanweisungen, haben die Unterzeichneten im Namen ihrer Verwaltungen im gemeinsamen Einverständnisse die folgenden Bestimmungen zur Sicherstellung der Ausführung des genannten Uebereinkommens festgesetzt.

I.

Dem Absender soll ein Aufgabs- oder Empfangsrecepisse über die eingezahlten Summen, für welche eine internationale Postanweisung ausgestellt wird, unentgeltlich in der von jeder Verwaltung angenommenen Form ausgefolgt werden.

II.

1. Die internationalen Postanweisungen sind auf einem Formulare auszustellen, welches dem dem gegenwärtigen Reglement beigeschlossenen Formulare *A* Nr. 1 gleich oder ähnlich ist. Jedoch können diejenigen Verwaltungen, welche es

vorziehen, ein anderes Formulare einführen, welches dem 1877
gegenwärtigen Reglement gleichfalls beigefügten Formulare *A* Nr. 2 gleich oder ähnlich ist.

2. Postanweisungs-Formulare, welche nicht in französischer Sprache gedruckt sind, müssen unter dem Texte eine Uebersetzung in dieser Sprache enthalten; die durch den Text gebotenen handschriftlichen Ausfüllungen müssen mit arabischen Ziffern und lateinischen Buchstaben, ohne irgend eine Rasur oder Durchstreichung, selbst wenn diese anerkannt wären, bewirkt werden.

3. Die für jede Anweisung eingehobene Taxe muss in der Währung des Aufgabegebietes in der oberen rechten Ecke auf der Vorderseite der Anweisung angegeben werden.

4. Es ist nicht gestattet, auf den Postanweisungen und auf dem zum Formulare *A* Nr. 1 gehörigen Abschnitte andere als die durch den Vordruck bedingten Bemerkungen und namentlich solche Notizen zu machen, welche den Charakter einer Correspondenz oder einer besonderen schriftlichen Mittheilung des Absenders an den Empfänger der Anweisung tragen.

Jedoch können diejenigen Verwaltungen, welche schon gegenwärtig eine ausgedehntere Benützung des Coupons gestatten, in ihrem gegenseitigen Verkehre diese Massregel im gemeinsamen Einverständnisse beibehalten.

III.

Bei Benützung des Formulars *A* Nr. 1 sind die folgenden Bestimmungen zu beobachten:

1. Für die Verwaltung des Ursprungslandes:

a) die Anweisungen müssen an die Bestimmungs-Postanstalten entweder offen oder über Verlangen der Verwaltung des Bestimmungslandes unter einem dem hier beigeschlossenen Formulare *B* entsprechenden Umschlag abgesendet werden;

b) alle in einem Kartenschluss aufzunehmenden Anweisungen sind zu einem einzigen Paket zu vereinigen; innerhalb desselben ist erforderlichen Falls für jedes Bestimmungsland ein besonderer Bund anzufertigen.

2. Für die Verwaltung des Bestimmungslandes: Die Zustellung und Auszahlung der Anweisungen an den hiezu Berechtigten hat nach den für ihren internen Verkehr bestehenden oder speciell zu diesem Zwecke angenommenen Bestimmungen stattzufinden.

1878

IV.

Bei Benützung des Formulars *A* Nr. 2 sind folgende Bestimmungen zu beobachten:

1. Für die Verwaltung des Ursprungslandes: Für jede einbezahlte Anweisung ist sofort bei der Aufgabe ein Einzahlungsschein nach dem dem gegenwärtigen Reglement beigeschlossenen Formulare *C* auszufertigen, welcher mit erster Gelegenheit unter einem dem hier gleichfalls beigeschlossenen Formulare *D* entsprechenden Umschlage an das Auszahlungsamt abzusenden ist;

2. für die Verwaltung des Bestimmungslandes:

a) der angewiesene Betrag ist gegen Vorlage der durch die berechtigte Person ordnungsmässig quittirten Postanweisung auszuzahlen, vorausgesetzt, dass der betreffende Einzahlungsschein sich bereits im Besitze des Bestimmungs-Postamtes befindet, dass die Angaben auf der Postanweisung und jene auf dem Einzahlungsscheine übereinstimmend befunden wurden, und dass der Ueberbringer der Anweisung sein Recht auf die Bezahlung durch die Angabe des Vor- und Zunamens oder der Firma sowohl des Absenders als des Empfängers nachweisen kann;

b) falls der Einzahlungsschein nicht eingelangt ist, so ist ein Duplicat desselben bei der Aufgabepostanstalt mittelst eines dem, dem gegenwärtigen Reglement beigeschlossenen Muster *E* entsprechenden Formulars zu reclamiren, welches unter dem Umschlage *B* abzusenden ist.

V.

1. Postanweisungen, deren Auszahlung nicht bewirkt werden konnte, weil

a) Namen oder Wohnort des Empfängers ungenau, unvollständig oder in einer Zweifel erregenden Weise angegeben sind,

b) Namen oder Beträge auf dem Einzahlungsscheine und auf der Anweisung nicht übereinstimmen oder fehlen,

c) Eintragungen durchstrichen oder abgeändert sind,

d) Stempel oder Unterschriften fehlen,

müssen von der Verwaltung, welche die Anweisungen ausgefertigt hat, berichtigt werden.

2. Zu diesem Zwecke sind die Anweisungen sobald als möglich unter amtlicher Recommandation von der Bestimmungs-Postanstalt an die Aufgabe-Postanstalt zurückzusenden.

Die beiden betheiligten Verwaltungen müssen von einer 1878
solchen Rücksendung, sowie von der Folge, welche derselben gegeben wurde, in Kenntniss gesetzt werden.

VI.

1. Die Postanweisungen haben eine Giltigkeit von drei Monaten vom Tage ihrer Ausfertigung an gerechnet. Diese Frist wird für den Verkehr mit aussereuropäischen Ländern oder für den Verkehr dieser Länder unter sich auf 6 Monate ausgedehnt.

2. Nach Ablauf dieser Frist darf die Auszahlung der Anweisungen nur auf Grund einer besonderen Zahlungsermächtigung erfolgen, welche von der absendenden Verwaltung auszustellen ist, und zwar auf Ersuchen der der Bestimmungs-Postanstalt vorgesetzten Verwaltung.

VII.

1. Die Postanweisungsbeträge können den Absendern über ihr Verlangen zurückbezahlt werden, sobald die Verwaltung des Ursprungslandes wieder in den Besitz der nicht zur Auszahlung gelangten Anweisung und eintretenden Falls des Einlieferungsscheines kommt.

2. Zur Erlangung der Rückzahlung einer verlegten, verlorenen oder vernichteten Anweisung muss der Aufgeber ausser dem Aufgabe- oder Empfangsrecepisse oder der Bestätigung über die eingezahlte Summe eine Erklärung des Adressaten vorlegen, aus welcher hervorgeht, dass die Anweisung nicht beseitigt wurde, oder ihm nicht zugekommen, oder nach dem richtigen Empfang verlegt oder vernichtet worden ist. Die Verwaltung des Aufgabegebietes bewilligt die Rückzahlung, nachdem sie sich die Gewissheit darüber verschafft hat, dass das Bestimmungs-Postamt die fragliche Anweisung weder bezahlt hat noch bezahlen wird.

3. Hat die durch den vorhergehenden Absatz 2 vorgesehene Rückzahlung nicht stattgefunden, so können verlegte, verloren gegangene oder vernichtete Anweisungen über Verlangen des Aufgebers oder des Adressaten durch Ermächtigungen zur Zahlung oder durch Duplicate ersetzt werden, welche die Verwaltung des Ursprungslandes ausfertigt, nachdem dieselbe in Uebereinstimmung mit der Verwaltung des Bestimmungslandes festgestellt hat, dass der Betrag der Anweisung weder ausbezahlt noch zurückerstattet worden ist.

1878

VIII.

1. Jede Verwaltung stellt am Ende des Monates für jede der anderen Verwaltungen eine dem, dem gegenwärtigen Reglement beigegebenen Formulare *F* entsprechende Abrechnung auf, in welcher unter Aufführung der Aufgabs-Postämter, und zwar soweit als thunlich in alphabetischer Reihenfolge alle jene Anweisungsbeträge enthalten sind, welche von diesen Postämtern während des vorhergegangenen Monats für Rechnung der anderen Verwaltung ausbezahlt wurden.

2. Dieselbe hat in diese Abrechnung auch die Beträge der von den Aufgabs-Postämtern für jede Anweisung eingehobenen Gebühren aufzunehmen, und sodann zu der Summe der ausgezahlten Anweisungsbeträge die Hälfte der Summe der eingehobenen Anweisungs-Gebühren hinzu zu addiren, nachdem eintretenden Falls dieser Betrag *al pari* in die erstere Währung umgerechnet worden ist.

3. Die mit den ausbezahlten und quittirten Anweisungen belegte Abrechnung wird uuverzüglich der betreffenden Verwaltung übersendet.

IX.

1. Sobald die beiderseitigen Abrechnungen gegenseitig geprüft und endgiltig festgestellt worden sind, wird das Ergebniss derselben in eine General-Abrechnung zusammengefasst welche (falls nicht von den betheiligten Verwaltungen ein anderes Uebereinkommen getroffen ist) von derjenigen Verwaltung aufgestellt wird, für welche eine Forderung entfällt; bei etwaigen Umwandlungen in andere Währungen ist sich an den zweiten Absatz des Artikels IV des Uebereinkommens zu halten.

2. Die General-Abrechnung soll innerhalb eines Zeitraumes von zwei Monaten vom Ablaufe des Monates an, auf welche sich dieselbe bezieht, festgestellt sein. Diese Frist wird für den Verkehr mit aussereuropäischen Ländern oder für den Verkehr dieser Länder unter sich auf vier Monate ausgedehnt. Bei abfälligen Einwendungen ist die streitige Summe in die nächste Abrechnung aufzunehmen.

3. Falls nicht ein anderes Uebereinkommen getroffen worden ist, so ist das aus der Abrechnung sich ergebende Guthaben mittelst Wechsel auf die Hauptstadt oder einen Handelsplatz desjenigen Landes, für welches sich eine Forderung ergibt, in der klingenden Münze dieses Landes und ohne irgend einen Verlust für dasselbe zu begleichen, indem die

Kosten der Zahlung von der zahlungspflichtigen Verwaltung 1878
zu tragen sind.

4. Diese Begleichung hat spätestens binnen 14 Tagen nach gegenseitiger Feststellung der General-Abrechnung zu erfolgen. Jedoch ist jede Verwaltung, für welche einer anderen Verwaltung gegenüber ein den Betrag von 50.000 Fr. übersteigendes Guthaben sich ergibt, berechtigt, eine Abschlagszahlung oder eine vorläufige Ausgleichung bis zur Höhe von drei Viertheilen des Betrages ihrer Forderung zu verlangen. Einem derartigen Verlangen muss eintretenden Falls innerhalb eines Zeitraumes von acht Tagen entsprochen werden.

X.

1. Die Verwaltungen der vertragschliessenden Länder haben sich gegenseitig durch Vermittlung des internationalen Bureaus des Weltpostvereines spätestens drei Monate vor der Ausführung des Uebereinkommens vom 4. Juni 1878 mitzutheilen:

a) den Tarif und eintretenden Falls das Verhältniss der Umrechnung der Gelder, welche sie in Gemässheit des Artikels 2 des Uebereinkommens anwenden;

b) das Verzeichniss derjenigen ihrer Postanstalten, welche zur Annahme und Auszahlung von internationalen Postanweisungen ermächtigt sind;

c) die zwischen den beiden Anweisungs-Formularen getroffene Wahl, sowie den authentischen und vollständigen Text der von ihnen verwendeten Formulare,

d) die richtige Schreibweise der Zahlennummern von 1 bis 500, welche auf den von ihnen ausgegebenen Anweisungen in Buchstaben, in ihrer Landessprache, geschrieben werden können;

e) die Dauer der Frist, nach welcher Anweisungsbeträge, die von den berechtigten Personen nicht reclamirt worden sind, nach den gesetzliahen Bestimmungen ihres Landes dem Staate anheimfallen.

2. Jede an einem oder dem anderen der vorstehenden fünf Punkte in der Folge vorgenommene Aenderung soll in gleicher Weise ohne Verzug mitgetheilt werden.

XI.

Während der Zeit, welche zwischen den Versammlungen liegt, hat jede Postverwaltung eines Vereinslandes das Recht, den anderen betheiligten Verwaltungen durch Vermittlung des

1878 internationalen Bureaus Vorschläge in Betreff der Bestimmungen des gegenwärtigen Reglements zu machen. Um jedoch vollstreckbar zu werden, müssen diese Vorschläge angenommen sein:

a) mit Stimmeneinhelligkeit, wenn es sich um Abänderung der Bestimmungen der Artikel II, XI und XII des gegenwärtigen Reglements handelt;

b) mit zwei Drittel der Stimmen, wenn es sich um Abänderung der Bestimmungen der Artikel I, III, VI und VII handelt;

c) mit einfacher Stimmenmehrheit, wenn es sich um Abänderung von anderen Artikeln oder um die Auslegung der verschiedenen Bestimmungen des gegenwärtigen Reglements handelt.

Die giltigen Beschlüsse werden durch eine einfache Mittheilung des internationalen Bureaus an alle Vereinsverwaltungen bestätigt.

XII.

Das gegenwärtige Reglement soll mit dem Tage, an welchem das Uebereinkommen vom 4. Juni 1878 in Kraft tritt, ausgeführt werden.

Dasselbe soll die gleiche Dauer, wie dieses Uebereinkommen, haben, soferne dasselbe nicht im gemeinsamen Einverständnisse der betheiligten Verwaltungen auch weiter in Giltigkeit bleibt.

So geschehen zu Paris, den vierten Juni eintausend acht hundert acht und siebenzig.

(Folgen die Unterschriften.)

1878

A. Nr. 1.

Abschnitt.
Coupon.

(Kann vom Empfänger abgetrennt werden.)
(Peut être detaché par le destinataire.

Betrag der Postanweisung in Ziffern.
Montant du mandat en chiffres.

Bezeichnung des Absenders.
Désignation de l'envoyeur.

Am
Le 187 .

Postverwaltung.
Administration des Postes.

von
d

Internationale Postanweisung
Mandat de poste international

über den Betrag von
de la somme de

(in Ziffern)
(en chiffres arabes)

(in Buchstaben und mit lateinischen Schriftzeich.)
(en toutes lettres et en caractères romains)

Auszuzahlen an
payable à M.

Bestimmungsort
Lieu de destination :

Wohnung des Empfängers :
Adresse du destinataire :

Bestimmungsland :
Pays de destination :

Eingehobene Taxe :
Indication de la taxe perçue :

Stempel des Aufgabepostamtes.
Timbre du bureau d'origine.

Postvermerk.
Indications de service.

Nr. des Annahmebuches :
Numéro d'émission :

Tag der Einzahlung :
Date d'émission :

Aufgabepostamt :
Bureau expéditeur :

Gut für
Bon pour

Unterschrift d. Beamten, welcher die Anweisung eingetragen hat :
Signature de l'agent qui a dressé le mandat :

1878

(Raum für allfällige Indossirungen.)
(Cadre réservé aux endossements, s'il y a lieu.)

Quittung des Empfängers.

Quittance du destinataire.

Den angewiesenen Betrag richtig erhalten zu haben, bestätiget hiemit
Reçu la somme indiquée d'autre part.

Ort:
Lieu:

Am
Le 187 .

Unterschrift des Empfängers.
Signature du destinataire.

Ankunftsbuch.
Registre d'arrivée.

Nr.

Stempel des Auszahlungs-Postamtes.
Timbre du bureau payeur.

A. Nr. 2. 1878

Postverwaltung
Administration des Postes

von
d

Angabe der eingehobenen Taxe:
Indication de la taxe perçue:

Postamt in
Bureau d

Internationale Postanweisung

Mandat de poste international

Stempel des Aufgabe-Postamtes.
Timbre du bureau expéditeur.

Nr.
No.

zahlbar durch das Postamt in
payable par le bureau d

(1)

(Summe in Ziffern.)
(Sommes en chiffres.)

Zahlen Sie an die im Einzahlungsscheine vom heutigen Tage Nr.
Payez à la personne nommée dans ma lettre d'avis de ce jour, No.

genannte Person oder an ihre Ordre die Summe von (2)
ou à son ordre, la somme de

An den Herrn
A monsieur l

der Post
des postes

zu
A

den
le 187 .

in
à

(1)

L

der Post
des postes

Den Betrag der vorstehenden Anweisung erhalten zu haben, bestätigt:
Reçu le montant du mandat ci-dessus.

zu
A

, den
, *le*

187 .

Unterschrift der Person, an welche der Anweisungsbetrag ausbezahlt wurde.
Signature de la personne à qui le mandat est payé.

Stempel des auszahlenden Amtes.
Timbre du bureau payeur.

[1]) Das fremde Land, welchem dieses Postamt angehört, ist zu bezeichnen.
[1]) *Désigner le pays étranger auquel appartient le bureau.*

[2]) Der Betrag ist in Buchstaben anzugeben.
[2]) *Indiquer la somme en toutes lettres.*

1878

(Raum für allfällige Indossements.) *(Cadre réservé aux endossements, s'il y a lieu.)*	Die gegenwärtige Anweisung darf, ausgenommen den l einer besonderen Ermächtigung der zur Zahlung verpflichte Verwaltung, nur auf Grund des erwähnten Einzahlungsschei und bei dem in der Anweisung bezeichneten Postamte a bezahlt werden. Dieselbe ist 3 Monate vom Tage der Einzahlung des A weisungsbetrages an gerechnet, giltig. Diese Frist ist Verkehre mit aussereuropäischen Ländern, sowie im Verke dieser Länder unter sich auf sechs Monate ausgedehnt. *Le présent mandat ne peut être acquitté, sauf autorisation l'administration chargée d'en payer le montant, que sur l'av au bureau désignés par le titre.* *Il est payable pendant trois mois à partir du versement fonds. Ce délai est porté à six mois dans les relations avec pays hors d'Europe ou de ces pays entre eux.* Verfallene Anweisungen sind dem Auszahlungsamte ge Empfangsbestätigung einzuhändigen und werden von demsel der vorgesetzten Verwaltung vorgelegt und von dieser d erwähnten Amte zurückgestellt, sobald durch die Einzahlun verwaltung die besondere Zahlungs-Ermächtignng ertheilt *Les mandats périmés, remis contre reçu au bureau ch de les acquitter, sont transmis par l'agent des postes à l'adm stration dont il dépend, et lui sont renvoyés après avoir été p pour date par l'office qui les a émis* Ordnungswidrig ausgestellte Anweisungen sind gleichf den Beamten der Auszahlungsämter gegen Empfangsbestätig zu übergeben und von diesen an das Aufgabeamt zu leit welches die richtig gestellten Anweisungen ihnen wie zurückschickt. *Les mandats irréguliers, pareillement remis contre reçu agents des postes chargés de les payer, sont transmis par ceu au bureau d'origine, qui les leur renvoie régularisés.* Der dritte Inhaber einer Anweisung, an dessen Ordre di Anweisung übertragen worden ist, vorausgesetzt, dass durch die Gesetze des Bestimmungslandes gestattet ist, m sich von seinem Giranten den genauen Vor- und Zunamen Absenders bekanntgeben lassen. Anderenfalls wird ihm Anweisung nicht ausbezahlt. *Le tiers porteur d'un mandat, à l'ordre de qui ce man a été passé, si la législation du pays destinataire le permet, d se faire donner exactement par son cédant les nom et prén de l'envoyeur. Autrement, le mandat ne lui serait pas payé.* Hat die Auszahlung einer Anweisung bereits stattgefund so ist ein weiterer Anspruch weder an die Verwaltung, wel die Anweisung abgefertigt hat, noch an jene, welche diese ausbezahlt hat, zulässig. *Le payement d'un mandat de poste, une fois effectué, donne lieu à aucun recours soit contre l'administration qu émis le mandat, soit contre celle qui l'a payé.* Die auf die Postanweisungen eingezahlten Beträge, wel von den Berechtigten nicht binnen des Zeitraumes von . . Jah vom Tage der Einzahlung des Betrages an gerechnet, reclam worden sind, verfallen endgiltig zu Gunsten der Verwaltung Aufgabegebiete«. *Les sommes versées en échange des mandat de poste don montant n'a pas été réclamé par les ayants droit dans un d de . . années, à partir du jour du versement des fonds, se définitivement acquises à l'administration qui a émis les mand*

B.

Postverwaltung.
Service des Postes.

International Postan
Mandat de P

oder
ou

Verlangen um ein Duplicat des Einzahlungssch
Demande de duplicata d'Avis d'Emission.

An das Postamt
Pour le bureau de poste

in
d

(Hier ist das fremde Land anzugeben, welchem das Bestimmungspostamt angehört.)
(Désigner ici le pays étranger auquel appartient le bureau destinataire.)

1878

(Raum für allfällige Indossements.) *(Cadre réservé aux endossements, s'il y a lieu.)*	Die gegenwärtige Anweisung darf, ausgenommen den Fall einer besonderen Ermächtigung der zur Zahlung verpflichteten Verwaltung, nur auf Grund des erwähnten Einzahlungsscheines und bei dem in der Anweisung bezeichneten Postamte ausbezahlt werden. Dieselbe ist 3 Monate vom Tage der Einzahlung des Anweisungsbetrages an gerechnet, giltig. Diese Frist ist im Verkehre mit aussereuropäischen Ländern, sowie im Verkehre dieser Länder unter sich auf sechs Monate ausgedehnt. *Le présent mandat ne peut être acquitté, sauf autorisation de l'administration chargée d'en payer le montant, que sur l'avis et au bureau désignés par le titre.* *Il est payable pendant trois mois à partir du versement des fonds. Ce délai est porté à six mois dans les relations avec les pays hors d'Europe ou de ces pays entre eux.* Verfallene Anweisungen sind dem Auszahlungsamte gegen Empfangsbestätigung einzuhändigen und werden von demselben der vorgesetzten Verwaltung vorgelegt und von dieser dem erwähnten Amte zurückgestellt, sobald durch die Einzahlungsverwaltung die besondere Zahlungs-Ermächtigung ertheilt ist. *Les mandats périmés, remis contre reçu au bureau chargé de les acquitter, sont transmis par l'agent des postes à l'administration dont il dépend, et lui sont renvoyés après avoir été visés pour date par l'office qui les a émis* Ordnungswidrig ausgestellte Anweisungen sind gleichfalls den Beamten der Auszahlungsämter gegen Empfangsbestätigung zu übergeben und von diesen an das Aufgabeamt zu leiten, welches die richtig gestellten Anweisungen ihnen wieder zurückschickt. *Les mandats irréguliers, pareillement remis contre reçu aux agents des postes chargés de les payer, sont transmis par ceux-ci au bureau d'origine, qui les leur renvoie régularisés.* Der dritte Inhaber einer Anweisung, an dessen Ordre diese Anweisung übertragen worden ist, vorausgesetzt, dass dies durch die Gesetze des Bestimmungslandes gestattet ist, muss sich von seinem Giranten den genauen Vor- und Zunamen des Absenders bekanntgeben lassen. Anderenfalls wird ihm die Anweisung nicht ausbezahlt. *Le tiers porteur d'un mandat, à l'ordre de qui ce mandat a été passé, si la législation du pays destinataire le permet, devra se faire donner exactement par son cédant les nom et prénoms de l'envoyeur. Autrement, le mandat ne lui serait pas payé.* Hat die Auszahlung einer Anweisung bereits stattgefunden, so ist ein weiterer Anspruch weder an die Verwaltung, welche die Anweisung abgefertigt hat, noch an jene, welche dieselbe ausbezahlt hat, zulässig. *Le payement d'un mandat de poste, une fois effectué, ne donne lieu à aucun recours soit contre l'administration qui a émis le mandat, soit contre celle qui l'a payé.* Die auf die Postanweisungen eingezahlten Beträge, welche von den Berechtigten nicht binnen des Zeitraumes von.. Jahren, vom Tage der Einzahlung des Betrages an gerechnet, reclamirt worden sind, verfallen endgiltig zu Gunsten der Verwaltung des Aufgabegebietes. *Les sommes versées en échange des mandat de poste dont le montant n'a pas été réclamé par les ayants droit dans un délai de.. années, à partir du jour du versement des fonds, seront définitivement acquises à l'administration qui a émis les mandats.*

B.

Postverwaltung.
Service des Postes.

Internationale Postanweisung

Mandat de Poste international

oder
ou

Verlangen um ein Duplicat des Einzahlungsscheines.

Demande de duplicata d'Avis d'Emission.

An das Postamt
Pour le bureau de poste

in
à

(Hier ist das fremde Land anzugeben, welchem das Bestimmungspostamt angehört.)
(Désigner ici le pays étranger auquel appartient le bureau destinataire.)

1878 **C.**

Postverwaltung von
Administration des Postes d

Postamt in
Bureau d

Nr.
No.

Stempel des Aufgabepostamtes.
Timbre du bureau expéditeur.

Betrag in Ziffern
Somme en chiffres

Einzahlungs-Schein
Avis d'émission

über eine bei dem oben bezeichneten Postamte ausgestellte Postanweisung für das Postamt in (¹) auf den Betrag vom (²)

d'un mandat de poste tiré par le bureau ci-dessus désigné, sur le bureau d (¹) pour la somme de (²)

zu
A

Der
L

der Post
des Postes,

am 187 .
le 187 .

Vollständige Adresse der Person, für welche die Anweisung eingezahlt wird.
Adresse complète de la personne au profit de qui le mandat est tiré.

Name — *Nom*	Vorname — *Prénoms*

Stand *Qualité*	Wohnort *Résidence*	Gasse und Nr. (falls der Bestimmungsort eine Stadt ist) *Rue et No. (s'il s'agit d'une ville)*

Bezeichnung der Person, welche die Anweisung eingezahlt hat.
Désignation de la personne qui a versé l'argent.

Name — *Nom*	Vorname — *Prénoms*

Der Schein muss vom Aufgabepostamte mit Datum, Unterschrift und Stempel versehen und beim Eingang vom Bestimmungspostamte gestempelt werden.

Bemerkung. Da der gegenwärtige Einzahlungsschein von der dazu gehörigen Anweisung abgetrennt worden ist, kann durch das Aneinanderhalten der beiden von dem auszahlenden Amte eine Controle geübt werden.

L'avis doit être daté, signé et timbré par l'agent qui a tiré le mandat, et timbré de sa réception, par l'agent du bureau sur lequel il est tiré.

Nota. Le présent avis, étant détaché du mandat même, peut, comme moyen de contrôle, être rapproché de ce mandat par le bureau payeur.

Stempel des auszahlenden Postamtes.
Timbre du bureau payeur.

(¹) Zu bezeichnen das fremde Land, welchem dieses Amt angehört.
(¹) *Désigner le pays étranger auquel appartient le bureau.*
(²) Zu bezeichnen die Summe in Buchstaben.
(²) *Indiquer la somme en toutes lettres.*

D.

Postverwaltung von
Administration des Postes d

Aufgabe-Stempel.
Timbre du bureau expéditeur.

Einzahlungs-Schein
Avis d'émission

über
d'un

eine internationale Postanweisung.
Mandat de poste international.

Für das Postamt in
Pour l *des Postes*

Vom Postamt in
Du bureau d

(Hier ist das fremde Land zu bezeichnen, welchem das Postamt angehört.)
(Désigner ici le pays étranger auquel appartient le bureau.)

1878 **E.**

Postverwaltung von
Administration des Postes d

Postamt in (Departement oder Provinz)
Bureau d (Département ou province)

Reclamation des Einzahlungs-Scheines zu einer internationalen Postanweisung.

Demande d'avis d'un mandat international.

Eine internationale Postanweisung auf den Betrag von
Un mandat de poste international de la somme de

ausgestellt vom Postamte in
tiré par le bureau d

an das Postamt in unter Nr. am
sur celui d sous le No. à la date du

wurde hieramts zur Auszahlung angewiesen und konnte in Ermanglung des Einzahlungsscheines nicht ausbezahlt werden.
a été présenté à l'encaissement et n'a pu être payé faute d'avis.

In , am 187 .
A , le

der Post.
L des Postes.

Stempel des Postamtes.
Timbre du bureau.

Postverwaltung von
Administration des Postes d

Postamt in (Departement oder Provinz)
Bureau d (Département ou province)

Der Unterzeichnete bestätigt, dass die oben bezeichnete internationale Postanweisung im
Le soussigné déclare que le mandat de poste international susdésigné se trouve régulièrement
Annahmebuche richtig eingetragen ist unter Nr. am auf den Betrag von
inscrit sur le registre d'émission sous le No. à la date du pour la somme de

Vollständige Adresse des Empfängers. — *Adresse complète du destinataire.*

Name *Nom*	Vorname *Prénoms*	Stand *Qualité*	Wohnort *Résidence*	Strasse und Nummer (bei Städten) *Rue et Numéro (s'il s'agit d'une ville)*

Name und Vorname des Absenders. — *Nom et prénoms de l'envoyeur.*

In , am 187 .
A , le

der Post.
L des Postes.

Stempel des Postamtes.
Timbre du bureau.

Jahr 187 . 1878
Année 187 .

Postverwaltung von
Administration des Postes d

Monat
Mois d

F.

Abrechnung über die während des vorbezeichneten Monates bei den Postanstalten eingezahlten und bei den Postanstalten ausgezahlten internationalen Postanweisungen.

Compte particulier des mandats de poste internationaux délivrés par les bureaux de poste et payés par les bureaux de poste pendant le mois désigné ci-dessus.

Fortlaufende Nummer *Numéros d'ordre*	Postämter, welche die Anweisungen abgefertigt haben *Bureaux de poste qui ont délivré les mandats*	Nummer der Anweisung *Numéros des mandats*	Monat der Einzahlung *Mois d'émission*	Betrag der Postanweisung *Montant des mandats*	Betrag der eingehobenen Gebühren *Montant des droits perçus*
			Fürtrag . . *A reporter* .		

1878

Fortlaufende Nummer *Numéros d'ordre*	Postämter, welche die Anweisungen abgefertigt haben *Bureaux de poste qui ont délivré les mandats*	Nummer der Anweisung *Numéros des mandats*	Monat der Einzahlung *Mois d'émission*	Betrag der Postanweisung *Montant des mandats*		Betrag der eingehobenen Gebühren *Montant des droits perçus*	
			Uebertrag . *Report* . . .				
			Summe *Totaux* .				
Hälfte der eingehobenen Gebühren (nach allfälliger Umrechnung in die Währung des auszahlenden Amtes nach dem Verhältnisse von)							
Gesammtbetrag der von der Postverwaltung von an die Postverwaltung von zu zahlenden Summe							
Moitié des droits perçus (convertis, s'il y a lieu, en monnaie de l'office payeur, sur la base de), ci							
Total général des sommes dues par l'office d à l'office d							

Die gegenwärtige Abrechnung über den Monat 187 . nach Massgabe der hier beigeschlossenen Postanweisungen der Postämter wird anerkannt.

Certifié le présent compte du mois d 187 . , conforme aux mandats des bureaux y annexés.

Geschehen zu , am 187 .

Fait à , le 187

Der Vorstand

Le Chef d

1078. 1878

4 juin 1878.

Convention d'alliance défensive entre la Grande-Bretagne et la Turquie.

(Parl. Pap. Turkey Nr. 36 [1878], Nr. 2 et 3.)

Sa Majesté la Reine du Royaume Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, Impératrice des Indes, et Sa Majesté Impériale le Sultan, étant mutuellement animés du désir sincère d'étendre et affermir les relations d'amitié heureusement existant entre les deux Empires, ont résolu de conclure une Convention d'alliance défensive dans le but d'assurer pour l'avenir les territoires en Asie de Sa Majesté Impériale le Sultan.

Leurs Majestés ont en conséquence choisi et nommé à cet effet comme leurs Plénipotentiaires, à savoir:

Sa Majesté la Reine du Royaume Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, Impératrice des Indes, le Très-Honorable Austen Henry Layard, Ambassadeur Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de Sa Majesté près la Sublime Porte;

Et Sa Majesté Impériale le Sultan, son Excellence Safvet Pacha, Ministre des Affaires Etrangères de Sa Majesté Impériale;

Lesquels après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, se sont convenus des Articles suivants:

Article I.

Que dans le cas où Batoum, Ardahan, Kars, ou aucune de ces places seront retenues par la Russie, et si aucune tentative serait faite à une époque quelconque par la Russie de s'emparer d'aucune autre portion des territories de Sa Majesté Impériale le Sultan en Asie fixés par le Traité Définitif de Paix, l'Angleterre s'engage à s'unir à Sa Majesté Impériale le Sultan pour la défense des territoires en question par force d'armes.

En revanche, Sa Majesté Impériale le Sultan promet à l'Angleterre d'introduire les réformes nécessaires (à être arrêtées plus tard par les deux Puissances) ayant trait à la bonne administration et à la protection des sujets Chrétiens et autres de la Sublime Porte qui se trouvent sur les territoires en question; et afin de mettre l'Angleterre en mesure d'assurer les moyens nécessaires pour l'exécution de son en-

1878

(Raum für allfällige Indossirungen.)
(Cadre réservé aux endossements, s'il y a lieu.)

Quittung des Empfängers.

Quittance du destinataire.

Den angewiesenen Betrag richtig erhalten zu haben, bestätiget hiemit
Reçu la somme indiquée d'autre part,

Ort:
Lieu:

Am
Le 187 .

Unterschrift des Empfängers.
Signature du destinataire.

Ankunftsbuch.
Registre d'arrivée.

Nr.

Stempel des Auszahlungs-Postamtes.
Timbre du bureau payeur.

A. Nr. 2. 1878

Postverwaltung
Administration des Postes

von
d

Postamt in
Bureau d

Angabe der eingehobenen Taxe:
Indication de la taxe perçue:

Internationale Postanweisung

Mandat de poste international

Stempel des Aufgabe-Postamtes.
Timbre du bureau expéditeur.

Nr.
No.

zahlbar durch das Postamt in
payable par le bureau d

(1)

(Summe in Ziffern.)
(Sommes en chiffres.)

Zahlen Sie an die im Einzahlungsscheine vom heutigen Tage Nr.
Payez à la personne nommée dans ma lettre d'avis de ce jour, No.

genannte Person oder an ihre Ordre die Summe von (2)
ou à son ordre, la somme de

An den Herrn der Post
A monsieur l des postes

in
à

(1)

zu den
A le 187 .

L der Post
des postes

Den Betrag der vorstehenden Anweisung erhalten zu haben, bestätigt:
Reçu le montant du mandat ci-dessus.

zu , den
A , le 187 .

Unterschrift der Person, an welche der Anweisungsbetrag ausbezahlt wurde.
Signature de la personne à qui le mandat est payé.

Stempel des auszahlenden Amtes.
Timbre du bureau payeur.

[1]) Das fremde Land, welchem dieses Postamt angehört, ist zu bezeichnen.
[1]) *Désigner le pays étranger auquel appartient le bureau.*

[2]) Der Betrag ist in Buchstaben anzugeben.
[2]) *Indiquer la somme en toutes lettres.*

1877 mittelbar selbst für die Disciplin des Schiffsvolkes mit sich bringt, mit hohem Erlasse vom 26. v. M., Z. 14782, die Seebehörde beauftragt, bei dem Verwaltungsrathe des Oesterr.-ungar. Lloyd auf das energischeste darauf zu dringen, dass ansteckende Kranke auf die Schiffe nicht aufgenommen werden, zu welchem Behufe die Lloyd-Agenten in der Türkei und die Schiffs-Commandanten zu verpflichten sind, die Einschiffungen von türkischen Flüchtlingen und Soldaten ohne vorherige Besichtigung der zu Transportirenden durch den Schiffsarzt nicht zu gestatten.

Ferner wurde der oberwähnte Verwaltungsrath angewiesen, die nöthigen Verfügungen zu treffen, dass jedes Schiff nach jedesmaliger Ausschiffung derartiger verdächtiger Transporte in einer Weise desinficirt werde, welche die möglichste Sicherheit gegen jede contagiöse Gefahr bietet.

Die Art, in welcher die Desinfection zu bewirken ist, ist folgende:

Nachdem das Schiff in allen seinen Theilen geleert und gereinigt, das zusammengesammelte mit Petroleum zu begiessende Kehricht verbrannt wurde, sind der Laderaum und die Magazine mittelst eines hauptsächlich gegen die Ecken und Winkel des bezüglichen Raumes gerichteten Dampfstromes zu waschen.

Dies wird dadurch erzielt, dass ein Dampfrohr vom Kessel bis in die Mitte des Laderaumes oder Magazins geführt und am freien Ende desselben ein dem Dampfe Widerstand leistendes Kautschuckrohr angesetzt wird, welches die gehörige Länge haben muss, um bis zu den entlegensten Theilen des zu desinficirenden Raumes zu reichen.

Die Cajüten, Schlafräume und Salons sind gehörig zu schliessen, und es ist sohin in denselben, im Verhältnisse zur Grösse jedes einzelnen Raumes, entweder Chlorgas, welches durch Versetzung von unterchlorsaurem Kalke mit Schwefelsäure erzeugt wird, oder aber schwefelige Säure zu entwickeln, welch letztere durch Verbrennung von geschmolzenem Schwefel auf Baumwollgewebe oder Baumwollgarn gewonnen wird.

Nach 24 Stunden sind die betreffenden Räume energisch auszulüften.

Dem Lloyd wurde ferner bedeutet, dass das hohe k. k. Handelsministerium es vermieden sehen möchte, dass auf subventionirten Linien Schiffe in Verwendung kommen, die kurz vorher Transporte der in Rede stehenden Art besorgt haben.

Indem die Seebehörde die k. und k. See-Consular- 1878
Aemter in der Türkei hievon in Kenntniss setzt, werden dieselben, dem erhaltenen hohen Auftrage gemäss, angewiesen, den Lloyd bei Durchführung obiger Massregeln zu unterstützen, und zugleich darüber zu wachen, dass die in diesem Circulare enthaltenen Anordnungen auf das strengste befolgt werden.

1080.

7 juin 1878.

Ordonnance du ministère Imp. R. du commerce concernant l'accession du Canada à l'union générale des postes.

(P. V. Bl. 1877, Nr. 34.)

Beitritt von Canada zum allgemeinen Postvereine. H. M. Z. 16009.

Canada ist dem allgemeinen Postvereine beigetreten*) und finden die Bestimmungen des Berner Postvertrages vom 9. October 1874 und des dazu gehörigen Reglements auf den Correspondenzverkehr mit diesem Lande vom 1. Juli l. J. ab Anwendung.

Für die Correspondenzen nach und aus Canada sind von diesem Termine an dieselben Portosätze, wie für Correspondenzen nach und aus Britisch-Indien und den französischen Colonien (Verordnung vom 11. Juni 1876, Z.4744, P. V. Bl. Jahrgang 1876, Seite 141) einzuheben nämlich:

a) für frankirte Briefe 20 kr. für je 15 Gramm;
b) für unfrankirte Briefe 30 kr. für je 15 Gramm;
c) für Correspondenzkarten 10 kr. per Stück;
d) für Zeitungen, sonstige Drucksachen unter Band, Sendungen mit Waarenproben und Geschäftspapieren 6 kr. pro 50 Gramm;
e) für recomandirte Correspondenzen an Recommandationsgebühr 10 kr. und
f) für ein Retourrecepisse 10 kr.

---

*) V. la correspondance ci-bas.

Berne, le 29 mai 1878.

L'entrée du Canada dans l'Union générale des Postes ayant été admise par les Administrations de l'Union, le Conseil fédéral suisse, au nom des membres de l'Union, a échangé avec le Gouvernement du Royaume Uni de la Grande Bretagne l'acte constatant l'adhésion définitive du Canada aux stipulations du Traité de Berne du 9 octobre 1874, concernant la création d'une Union générale des Postes, ainsi qu'aux dispositions définitives du règlement de détail pour l'éxécution du dit traité.

Le Conseil fédéral suisse a l'honneur de remettre avec la présente note à Son Excellence Monsieur le Ministres des Affaires étrangères d'Autriche-Hongrie

1878 le texte de cet acte, dont le double, signé au Conseil fédéral, en sa qualité de représentant des membres de l'Union, reste déposé aux archives de la Confédération suisse.

Le Conseil fédéral suisse en

Au nom du Conseil fédéral suisse:

Le Président de la Confédération: *Scherer.* Le Chancelier de la Confédération: *Schatzmann.*

---

* *Déclaration concernant l'entrée du Canada dans l'Union générale des Postes.*

Par circulaire du 11 avril 1876, l'Administration suisse des Postes a proposé aux autres membres de l'Union générale des Postes de recevoir le Canada aux conditions du traité de Berne du 9 octobre 1874.

Par leurs lettres du 13 mai 1878, dont le contenu est identique, les Administrations des Postes de France et d'Espagne ont déclaré retirer l'opposition qu'elles avaient formulée contre l'admission du Canada, dans le terme de 6 semaines prescrit par l'alinéa 6 de l'article 17 du traité précité.

Vu les circonstances qui précèdent, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, constatent par le présent acte diplomatique l'adhésion définitive, dès le 1er juillet 1878, du Gouvernement britannique, pour le Canada, aux stipulations du traité concernant la création d'une Union générale des Postes, conclu à Berne, le 9 octobre 1874, ainsi qu'aux dispositions définitives du règlement de détail pour l'exécution de ce traité.

Fait à Berne, le 28 mai 1878.

Pour le Conseil fédéral suisse.
Au nom des membres de l'Union:
Le Président de la Confédération:
signé Scherer.

Pour le Gouvernement du Canada:
Le Ministre-Résident de Sa Majesté Britannique près la Confédération suisse:
signé *Horace Rumbold.*

1051.

7 juin 1878.

Ordonnance des ministères de l'intérieur, des finances et du commerce, concernant l'extension de la prohibition, notifiée le 24 mars 1878, relative à l'importation et le transit des hardes etc. de la Bessarabie à toute la Russie et à la défense d'entrée et de transit des plumes de lit.

(R. G. Bl. 1878, Nr. 50.)

Verordnung der Ministerien des Innern, der Finanzen und des Handels vom 7. Juni 1878, betreffend die Ausdehnung des mit der Verordnung vom 24. März l. J. (R. G. Bl. Nr. 22) kundgemachten Ein- und Durchfuhr-Verbotes von Hadern u. s. w. aus Bessarabien auf ganz Russland, und das Verbot der Ein- und Durchfuhr von Bettfedern.

Im Nachhange zur Verordnung vom 24. März l. J. (R. G. Bl. Nr. 22) wird im Vernehmen mit der kgl. ungar. Regierung das Verbot der Ein- und Durchfuhr von Hadern, für den Handel bestimmten alten Kleidern, nicht gereinigter

Leibwäsche und nicht gereinigtem Bettzeug aus Bessarabien 1878
auf ganz Russland ausgedehnt, und die Ein- und Durchfuhr von zum Handel bestimmten Bettfedern über sämmtliche Grenzen des allgemeinen österreichisch-ungarischen, dann des dalmatinischen Zollgebietes verboten.

Dieses Verbot hat von dem Tage an in Wirksamkeit zu treten, an welchem dasselbe bei den Zollämtern bekannt wird.

Auersperg m/p. *Chlumecky* m/p. *Pretis* m/p.

1082.

13 juin au 13 juillet 1878.

Protocoles du Congrès de Berlin.*)

(Parl. Pap. Turkey Nr. 39 [1878].)

Protocole No. 1. Séance du 13 juin 1878.

Election du Président. — Présentation du secrétariat. — Décision à l'égard de la procédure. — Présence de l'armée russe aux environs de Constantinople. — Discussion.

Les Puissances signataires du Traité du 30 mars 1856, ayant décidé d'examiner en commun, dans une même pensée d'intérêt général et dans un même esprit de conciliation et de paix, la situation qui résulte en Orient des derniers événements, les Plénipotentiaires de l'Allemagne, de l'Autriche-Hongrie, de la France, de la Grande Bretagne, de l'Italie, de la Russie et de la Turquie se sont réunis à Berlin en Congrès sur l'invitation qui leur a été adressée par le Gouvernement de Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne.

Etaient présents:

Pour l'Allemagne:

Son Altesse Sérénissime le Prince de Bismarck, chancelier de l'empire d'Allemagne;

Son Excellence M. de Bülow, secrétaire d'état au département des affaires étrangères;

Son Altesse Sérénissime le Prince de Hohenlohe-Schillingsfürst, ambassadeur d'Allemagne à Paris;

Pour l'Autriche-Hongrie:

Son Excellence le Comte Andrassy, ministre des affaires étrangères et de la maison impériale;

Son Excellence le Comte Károlyi, ambassadeur d'Autriche-Hongrie à Berlin;

Son Excellence le Baron de Haymerle, ambassadeur d'Autriche-Hongrie à Rome;

*) V. le contenu à la page 663.

1878 Pour la France:

Son Excellence M. Waddington, ministre des affaires étrangères;

Son Excellence le Comte de Saint-Vallier, ambassadeur de France à Berlin;

Son Excellence M. Desprez, ministre plénipotentiaire de 1ère classe, chargé de la direction des affaires politiques au ministère des affaires étrangères.

Pour la Grande Bretagne:

Son Excellence the Earl of Beaconsfield, premier lord de la trésorerie et premier ministre de Sa Majesté Britannique;

Son Excellence the Marquis of Salisbury, ministre des affaires étrangères de Sa Majesté Britannique;

Son Excellence Lord Odo Russell, ambassadeur d'Angleterre à Berlin.

Pour l'Italie:

Son Excellence le Comte Corti, ministre des affaires étrangères;

Son Excellence le Comte de Launay, ambassadeur d'Italie à Berlin.

Pour la Russie:

Son Altesse Sérénissime le Prince Gortchacow, chancelier de l'Empire de Russie;

Son Excellence le Comte Schouvaloff, ambassadeur de Russie à Londres;

Son Excellence M. d'Oubril, ambassadeur de Russie à Berlin.

Pour la Turquie:

Son Excellence Sadoullah Bey, ambassadeur de Turquie à Berlin.

Les Plénipotentiaires entrent en séance aujourd'hui jeudi, 13 juin, à 2 heures:

M. le Comte Andrássy prend la parole en ces termes:

»Messieurs,

»J'ai l'honneur de vous proposer de confier à Son Altesse Sérénissime le Prince de Bismarck la présidence des travaux du Congrès. Ce n'est pas seulement un usage consacré par les précédents, c'est en même temps un hommage au Souverain de l'hospitalité duquel jouissent en ce moment les Représentants de l'Europe.

»Je ne doute pas de l'assentiment unanime que rencontrera cette proposition. Les qualités personnelles du Prince, sa

haute sagesse nous garantissent la meilleure direction pour les 1878
travaux du Congrès.

»Messieurs, je suis sûr de me rencontrer avec vos sentiments, en constatant dès le commencement de notre première réunion les voeux chaleureux que nous formons tous pour le prompt rétablissement de Sa Majesté l'Empereur Guillaume.«

Ces paroles ayant été accueillies par l'assentiment empressé de tous les Plénipotentiaires, le Prince de Bismarck remercie ses collègues des sentiments sympathiques pour l'Empereur, exprimés au nom des membres du Congrès par M. le Comte Andrássy, et se charge de porter ce témoignage à la connaissance de Sa Majesté. Il accepte ensuite la présidence en ajoutant:

»Messieurs,

»Je vous remercie de l'honneur que vous venez de me faire en me conférant la présidence de cette illustre réunion.

»Dans l'exercice des fonctions auxquelles je suis appelé, je compte sur le concours bienveillant de Messieurs mes collègues, et sur leur indulgence, si mes forces n'égalent pas toujours ma bonne volonté.«

Le Président procède en ces termes à la constitution du bureau:

»Je vous propose comme secrétaire du Congrès M. de Radowitz, ministre d'Allemagne à Athènes, et en qualité d'adjoints au secrétaire, M. le Comte de Moüy, premier secrétaire de l'Ambassade de France à Berlin, ainsi que MM. Busch, conseiller actuel de légation, le Baron de Holstein, conseiller de légation, et le Comte de Bismarck, secrétaire de légation. Je propose également de confier la direction des archives du Congrès à M. Bucher, conseiller intime actuel de légation au département des affaires étrangères d'Allemagne.«

Ces propositions étant acceptées, les membres du bureau sont introduits et présentés au Congrès. Le Président fait savoir ensuite à ses collègues que le secrétariat ainsi constitué sera chargé de réunir et de soumettre à leur examen les documents et pleins pouvoirs que les membres du Congrès voudront bien à cet effet déposer au bureau.

MM. les Plénipotentiaires remettent leurs pleins pouvoirs au secrétaire, à l'exception de Sadoullah Bey, qui annonce devoir déposer les siens et ceux des deux autres Plénipotentiaires ottomans au commencement de la prochaine séance, à laquelle seront présents ses collègues Alexandre Carathéodory Pacha et Mehemed Ali Pacha, qui ne sont pas encore arrivés à Berlin.

1878 Le Prince de Bismarck lit ensuite le discours suivant:

»Messieurs,

»Il est avant tout mon devoir de vous remercier au nom de l'Empereur, mon Maître, de l'unanimité avec laquelle tous les cabinets ont bien voulu répondre à l'invitation de l'Allemagne. Il est permis de considérer cet accord comme un premier gage de l'heureux accomplissement de notre tâche commune.

»Les faits qui ont motivé la réunion du Congrès sont présents à la mémoire de tous. Déjà, vers la fin de l'année 1876, les cabinets avaient combiné leurs efforts en vue de rétablir la paix dans la péninsule des Balcans. Ils avaient cherché en même temps des garanties efficaces pour améliorer le sort des populations chrétiennes de la Turquie. Ces efforts n'ont pas abouti. Un nouveau conflit plus redoutable a éclaté, auquel les arrangements de San Stefano ont mis fin.

»Les stipulations de ce traité sont en plusieurs points de nature à modifier l'état des choses tel qu'il se trouve fixé par les conventions européennes antérieures, et c'est pour soumettre l'oeuvre de San Stefano à la libre discussion des cabinets signataires des traités de 1856 et 1871, que nous nous trouvons réunis. Il s'agit d'assurer d'un commun accord et sur la base de nouvelles garanties la paix dont l'Europe a tant besoin.«

Le Président désire ajouter à ce qu'il vient de lire quelques observations de procédure. Il pense que pour faciliter les travaux du Congrès il serait opportun de décider que toute proposition, tout document destinés à figurer au protocole, fussent rédigés par écrit et lus par les membres du Congrès qui en auraient pris l'initiative. Il croit agir dans l'intérêt de la tâche dévolue à la haute Assemblée en lui proposant de tracer dès le commencement de ses délibérations l'ordre de ses travaux. Il semble que sans s'attacher à la suite des paragraphes du traité qui forme l'objet de la discussion, il serait préférable de ranger les questions dans l'ordre de leur importance. C'est surtout le problème de la délimitation et de l'organisation de la Bulgarie qui à ce point de vue appellera l'intérêt du Congrès, et le Président propose d'ouvrir les discussions en s'occupant en premier lieu de celles des stipulations de San Stefano qui ont particulièrement trait à la future organisation de la Bulgarie. Si le Congrès approuve cette manière de procéder, le Président dirigera en conformité avec sa décision les travaux préparatoires du secrétariat. Son Altesse pense en outre qu'il serait bon de laisser quelque intervalle entre cette séance et la prochaine afin de donner aux Plénipotentiaires le temps d'échanger leurs idées.

Enfin il ne doute pas que les Plénipotentiaires ne soient 1878
unanimes sur la nécessité de garder le secret de leurs délibérations.

Tous les membres du Congrès donnent leur adhésion aux propositions de M. le Prince de Bismarck.

Le Comte Andrássy ajoute qu'il accepte entièrement le point de vue de Son Altesse et qu'il est notamment d'avis de donner la priorité à la question bulgare.

Le Comte de Beaconsfield se prononce dans le même sens : il regarde comme essentiel à la solution des difficultés présentes que cette question soit traitée sans délai et la première.

Le Président constate que le projet de commencer la discussion par la question bulgare, est adopté à l'unanimité.

Le Comte de Beaconsfield, prenant la parole, fait remarquer qu'avant d'examiner le traité de San Stefano, le Congrès rencontre une question préliminaire d'une extrême urgence, à savoir la position que les forces russes occupent en ce moment dans le voisinage de Constantinople. Lord Beaconsfield considère cette situation comme anormale et périlleuse. Il rappelle que les troupes russes se sont avancées au delà de la ligne fixée par l'armistice, et signale leur présence comme un danger pour les deux parties en cause, aussi bien que pour les intérêts de l'Europe. Il craint les entraînements auxquels peuvent être exposées deux armées aussi rapprochées ; un incident, une rumeur peuvent amener les plus grandes calamités, peut-être même la prise de Constantinople (the capture of Constantinople). Il se demande s'il est convenable que le Congrès délibère en présence de semblables périls, et en regrettant que les efforts tentés par les cabinets intéressés dans le sens d'un arrangement équitable pour les deux parties n'aient pas abouti, il appelle sur cette question préliminaire l'attention de ses collègues.

Le Prince de Bismarck, tout en faisant observer que cette question ne lui paraît pas de nature à être traitée utilement dans la séance de ce jour, demande à MM. les Plénipotentiaires de Russie s'ils désirent répondre aux paroles prononcées par Lord Beaconsfield.

Le Prince Gortchacow déclare que la Russie est venue prendre part au Congrès avec l'intention d'éviter toute récrimination sur le passé ; son Altesse Sérénissime ne saurait donc entrer dans l'examen des motifs et des circonstances qui ont conduit au traité de San Stefano : le gouvernement russe tient avant tout à écarter les obscurités et les défiances. Le but de l'Empereur Alexandre, conforme dans la pensée de Sa Majesté

1878 à tous les intérêts européens, est de donner une existence autonome assurée par des garanties efficaces aux sujets chrétiens de la Porte. Si, pour obtenir ce résultat, le Congrès trouve d'autres moyens que ceux qui ont paru les meilleurs à la Russie, le gouvernement de l'Empereur les examinera; mais son seul but est, il le répète, d'assurer et de garantir efficacement aux populations chrétiennes une existence autonome.

Le Comte Schouvaloff désire présenter quelques objections pratiques aux paroles prononcées par Lord Beaconsfield. En constatant les mouvements en avant de l'armée russe, qui ont eu lieu d'ailleurs à la suite de l'entrée de la flotte anglaise dans le Bosphore, le noble Lord a insisté sur les périls que présente la proximité des forces russes et ottomanes. Le Comte Schouvaloff pourrait citer beaucoup d'exemples de paix définitives traitées pendant que les deux armées restent dans leurs lignes: mais sans s'arrêter sur ce point, le Second Plénipotentiaire de Russie fait remarquer qu'un simple retour aux dispositions du premier armistice n'étant pas sans doute de nature à modifier l'opinion de Lord Beaconsfield, il s'agirait donc pour l'armée russe de reculer beaucoup plus en arrière. Le Comte Schouvaloff expose les difficultés, les embarras militaires et même les dangers d'un semblable mouvement. L'état actuel des choses n'a donné lieu depuis trois mois à aucune collision sérieuse: n'y aurait-il pas à craindre, au contraire, que la retraite de l'armée ne fût le signal de graves désordres? Son Excellence cite des informations provenant de sources qui ne sont pas russes, et d'après lesquelles, si les troupes impériales quittaient en ce moment leurs positions, elles seraient suivies par la population chrétienne de Constantinople, qui redouterait les plus grands périls. Le Second Plénipotentiaire de Russie ajoute qu'en ce qui concerne les craintes exprimées par Lord Beaconsfield au sujet d'une prise soudaine de Constantinople, ce danger est tout-à-fait écarté et cette éventualité est même impossible. Son Excellence est donc persuadée que la retraite de l'armée russe n'est en rien nécessaire au calme des délibérations du Congrès: il craindrait qu'en voulant améliorer la situation, on n'atteignît un but contraire.

M. d'Oubril s'associe entièrement aux considérations qui viennent d'être exposées.

Le Prince de Bismarck croit que les Plénipotentiaires de la Grande Bretagne trouveront la réponse de leurs collègues de Russie assez satisfaisante pour ne pas faire dépendre de la question qu'ils ont posée, la marche régulière des délibérations du Congrès. Son Altesse hésite d'ailleurs à penser que la

question, dans la phase où elle se trouve actuellement, rentre 1878
dans la compétence du Congrès; du moins le gouvernement allemand qui a cherché, en son temps, à remédier à cette situation, autant qu'il lui a été possible, ne se croirait pas appelé à formuler un jugement sur les motifs qui pourraient régler la conduite des autres gouvernements quant à des points qui sont en dehors de la tâche actuelle de la haute Assemblée. Il pense que cette question devrait être avant tout traitée directement entre le Représentants de la Grande Bretagne et de la Russie: les dispositions conciliantes des uns et des autres permettent d'espérer que ces pourparlers auraient une solution heureuse, et se serait seulement dans le cas contraire que le Congrès pourrait tenter, lors d'une prochaine séance, de mettre d'accord les deux parties intéressées par une médiation que les sentiments pacifiques de la haute Assemblée ne sauraient manquer de rendre efficace.

Lord Beaconsfield ayant adhéré à cet avis, ainsi que tous les Plénipotentiaires, le Président déclare l'incident clos.

Le Président demande, si l'un des Plénipotentiaires a quelque communication à faire au Congrès de la part de son gouvernement.

Sadoullah Bey déclare ne pouvoir accepter l'opinion exprimée par M. le Comte Schouvaloff que la retraite de l'armée russe entraînerait des dangers pour la population chrétienne de Constantinople. M. le Plénipotentiaire de Turquie affirme que les forces ottomanes qui se trouvent dans la capitale, suffisent amplement pour y maintenir le calme et que l'ordre public n'est nullement compromis. Il ajoute que c'est au contraire la présence de l'armée russe dans le voisinage qui met en péril la tranquillité de la ville.

Le Président fait remarquer à M. le Plénipotentiaire de Turquie que le Congrès a prononcé la clôture de la discussion sur le point auquel il vient de faire allusion, et il est d'avis que l'incident ayant été clos, la discussion demeure ajournée sur cet objet.

Son Altesse Sérénissime propose ensuite à la haute Assemblée de se réunir lundi prochain le 17 à deux heures. Cette date est acceptée à l'unanimité.

Le Marquis de Salisbury annonce qu'il se propose de soumettre lundi à ses collègues la question de savoir si la Grèce doit être admise au Congrès.

Le Prince Gortchacow dit que cette question lui paraît résolue par les termes mêmes de la convocation, qui ne s'adresse qu'aux Puissances signataires du traité de Paris. D'autres

1878 états pourraient se croire autorisés à demander également leur participation si l'on s'écartait des dispositions convenues dès l'origine.

Le Prince de Bismarck, en réservant son opinion à ce sujet jusqu'au moment où la question posée par Lord Salisbury sera formellement soumise à la haute Assemblée, saisit l'occasion pour demander s'il ne serait pas opportun que les membres du Congrès qui voudraient faire une proposition, en informassent au préalable leurs collègues dans une séance précédente, ou tout au moins la veille de la séance, pour éviter des discussions imprévues et incomplètes. Les propositions connexes aux questions à l'ordre du jour et résultant de la discussion même en seraient exceptées.

Son Altesse considère comme un principe incontestable que la minorité du Congrès ne pourra pas être tenue de se soumettre à un vote de majorité. Mais il abandonne à l'appréciation de MM. ses collègues de décider s'il ne serait pas utile dans l'intérêt des travaux que les résolutions de la majorité concernant la procédure, sans toucher au fond, puissent être regardées comme décisions du Congrès toutes les fois que la minorité ne croirait pas devoir faire enregistrer une protestation formelle.

M. Waddington s'associe à l'opinion exprimée par M. le Président au sujet des propositions imprévues dont les membres du Congrès pourraient prendre l'initiative. M. le Premier Plénipotentiaire de France est même d'avis qu'il serait utile de décider que toute proposition de cette nature devrait être annoncée à la séance précédente, sans laisser la faculté de prévenir seulement la veille. Ce dernier délai paraît à Son Excellence trop restreint pour que les Plénipotentiaires soient toujours suffisamment préparés à une discussion approfondie.

Le Prince de Bismarck apprécie la justesse de cette observation et s'y rallie entièrement.

Le Marquis de Salisbury dit que les réflexions de M. le Premier Plénipotentiaire de France s'appliquent sans doute seulement aux propositions substantielles et non pas aux amendements et questions secondaires.

Le Congrès donne unanimement son adhésion à cette procédure.

Le séance est levée à 3 heures $^1/_4$.

(Suivent les signatures.)

Protocole No. 2. 1878

Séance du 17 juin 1878.

Grèce. — Question de l'admission de ses représentants. — Déclaration de Carathéodory Pacha. — Déclaration du Prince Gortchacow. — Discussion sur la proposition française. — Amendement de Lord Salisbury. — Proposition anglaise (Bulgarie et Roumélie). — Discussion et votation.

Etaient présents:

Pour l'Allemagne:
Le prince de Bismarck,
M. de Bülow,
Le prince de Hohenlohe-Schillingsfürst.
Pour l'Autriche-Hongrie:
Le Comte Andrássy,
Le Comte Károlyi,
Le Baron de Haymerle.
Pour la France:
M. Waddington,
Le Comte de Saint-Vallier,
M. Desprez.
Pour la Grande Bretagne:
Le Comte de Beaconsfield,
Le Marquis de Salisbury,
Lord Odo Russell.
Pour l'Italie:
Le Comte Corti,
Le Comte de Launay.
Pour la Russie:
Le prince Gortchacow,
Le Comte Schouvaloff,
M. d'Oubril.
Pour la Turquie:
Alexandre Carathéodory Pacha,
Mehemed Ali Pacha,
Sadoullah Bey.

La séance est ouverte à 2 heures ½; le protocole de la séance précédente, lu par M. le Comte de Moüy est adopté.

Les Plénipotentiaires ottomans, Alexandre Carathéodory Pacha, Mehemed Ali Pacha et Sadoullah Bey remettent leurs pleins-pouvoirs.

Le Président propose que désormais, pour accélérer le travail du Congrès, la communication préalable du protocole imprimé aux Plénipotentiaires tienne lieu de la lecture traditionnelle au début de la séance. Dans le cas où aucune modification n'aurait été faite par les membres de la haute

1878 Assemblée, le texte serait considéré comme approuvé et déposé aux archives.

Sur des observations du Comte Andrássy et de M. Waddington relatives aux modifications que les Plénipotentiaires pourraient demander au texte du protocole et qui ne sauraient être ignorées de leur collègues, le Président propose et le Congrès décide que lecture de ces changements sera donnée par le secrétariat au commencement de chaque séance. Il reste d'ailleurs bien entendu que le protocole devra être lu en entier, si la demande en est faite par l'un des membres du Congrès.

Le Comte Schouvaloff et M. d'Oubril expriment le désir que le protocole définitif soit rapidement distribué, pour hâter la communication aux gouvernements respectifs.

Le Prince Gortchacow s'associe à cette observation: il approuve d'avance toute disposition propre à faciliter et hâter les travaux de la haute Assemblée. Son Altesse espère une solution pacifique, et il importe que la paix du monde soit assurée aussi promptement que possible.

Le Président dit qu'il donnera des instructions au secrétariat pour une rapide distribution des protocoles.

Son Altesse Sérénissime annonce à ses collègues que des pétitions et des documents en nombre assez considérable ont été adressés au Congrès et à lui-même. Le secrétariat a été chargé de faire le triage de ces pièces d'une importance fort inégale. Celles de ces pétitions qui présentent un certain intérêt politique ont été résumées dans une liste distribuée à tous les Plénipotentiaires: cette liste sera continuée au fur et à mesure de la présentation de communications analogues, et toutes ces pièces seront déposées au secrétariat. Son Altesse Sérénissime pense, et son sentiment obtient l'adhésion unanime, qu'en principe aucune proposition ou aucun document ne doivent être soumis à l'examen de la haute Assemblée s'ils ne sont introduits par un des Plénipotentiaires. Il se conforme donc à cette règle pour les pétitions dont il vient d'être question.

Son Altesse propose de passer à l'ordre du jour fixé dans la séance précédente.

Le Marquis de Salisbury donne lecture de la motion suivante:

»Dès que la proposition pour la réunion d'un Congrès eût été faite, le gouvernement de la Reine communiqua aux six Puissances son opinion que la Grèce devrait y être représentée. On s'aperçoit facilement des raisons qui ont motivé

cette proposition. Le Gouvernement qui commença la guerre, 1878
aujourd'hui terminée, déclara qu'il l'avait entreprise avec des vues élevés et sans arrière-pensée. Il annonça qu'il ne recherchait pas d'acquisitions territoriales: son but était de délivrer les populations chrétiennes des maux dont l'existence était généralement reconnue quelle qu'en fût la cause. Son Altesse le Prince Gortchacow a réitéré les mêmes vues élevées dans cette salle à la première séance du Congrès.

»Une guerre entreprise avec de telles vues doit être évidemment terminée par une paix portant l'empreinte des mêmes sentiments; et le premier devoir des Représentants des Puissances sera de veiller à ce que les prévisions du traité soient restreintes dans les limites qui leur ont été ainsi prescrites.

»L'objet des discussions du Congrès, si elles ne dépassent pas leur vrai but, sera, tout en diminuant le plus possible les changements territoriaux, d'améliorer le sort et d'assurer le bien-être de ces provinces de la Turquie européenne qui ont été le théâtre de calamités déplorables.

»Or, les chrétiens de ces régions se divisent en deux parties dont les intérêts ne sont pas identiques et dont les sympathies ne sont pas en harmonie.

»Le Congrès n'ignore pas que pendant ces dernières années les liens d'amitié qui unissaient autrefois les sujets grecs et slaves de la Porte ont été rompus. D'alliés ils sont devenus rivaux. Les slaves, qui reconnaissaient autrefois l'autorité du patriarche grec, se sont ralliés à une nouvelle organisation ecclésiastique qui a réclamé leur soumission. Dans une grande partie du territoire habité par la race grecque le droit de posséder les églises et les écoles a donné lieu à des contestations, souvent même à des luttes, entre les populations des deux races.

»Le conflit s'est profondément aggravé à la suite des événements qui se sont passés pendant ces derniers mois, et les passions engendrées par ces conflits, ont de plus en plus éloigné ces deux races l'une de l'autre. Il s'agissait de quelque chose de plus que d'une divergence d'opinion sur la question du régime ecclésiastique. Les Grecs redoutent, et avec raison, la subjugation de leur Eglise, la suppression de leur langue, et l'absorption et la disparition progressives de leur race, si leurs rivaux se trouvaient dans une position prépondérante. Ces points sont pour eux d'un intérêt capital et leur sort dépend de la forme que donnera le Congrès aux dispositions qui seront arrêtées dans le but de protéger les chrétiens et

1878 d'assurer l'ordre et la sécurité aux provinces de la Turquie européenne.

»Mais les deux races ne sont pas devant le Congrès sur un pied égal. Les slaves ont pour défenseur dans cette salle un puissant peuple militaire, leur frère par le sang et par la foi, fort du prestige des victoires récentes.

»Les grecs, au contraire, n'ont ici comme représentant aucune nation de même race.

»Le gouvernement de Sa Majesté est d'avis que des décisions prises dans ces conditions ne contenteraient pas la race grecque, et, par conséquent, n'amèneraient ni la tranquillité de l'Empire ottoman, ni la paix de l'Europe.

»Il est à craindre que de nouvelles agitations ne surgissent parmi ce peuple profondément dévoué à sa foi et à sa nationalité, qui aura la conviction que l'Europe l'a abandonné et l'a livré à la domination d'une race de laquelle ses sympathies sont tout-à-fait éloignées.

»L'Angleterre propose donc que le Royaume hellénique soit admis à remplir ce rôle en faveur des grecs, et à prendre part aux délibérations du Congrès: du moins à assister à toutes les séances dans lesquelles des questions se rattachant aux intérêts de la race grecque seront discutées.«

Le Prince de Bismarck se référant à la décision prise par la haute Assemblée dans la dernière séance, regarde comme impossible que le Congrès soit en état aujourd'hui, après une première lecture, de statuer sur la proposition que vient d'être lue par Lord Salisbury et qui touche à tant de questions graves. Quelle que soit la sympathie que la Grèce inspire à l'Europe, Son Altesse croit devoir, dans l'intérêt des travaux, proposer, selon le principe précédemment établi, l'ajournement de la discussion sur ce point à la prochaine séance. Dans l'intervalle le Président aura soin de faire imprimer et distribuer la motion de Lord Salisbury, si importante en elle-même, et qui d'ailleurs implique un certain nombre de questions de droit public et de procédure sur la manière dont un Représentant de la Grèce pourrait être admis dans le sein du Congrès.

Le Prince Gortchacow, sans vouloir traiter en ce moment la question de l'admission de la Grèce, et en approuvant l'ajournement proposé, désire relever une expression du discours de Lord Salisbury. Son Altesse souhaiterait que le Congrès considérât les Représentants de la Russie non point comme exclusivement dévoués aux intérêts des slaves, mais comme s'intéressant à toutes les populations chrétiennes de la Turquie. Le Prince Gortchacow déclare donc d'avance qu'il s'associera aux mesures

prises en faveur des grecs: il demandera même pour les grecs 1878
de l'Empire ottoman une autonomie pareille à celle qui est réclamée pour les slaves. Le but de son Gouvernement est de rapprocher ces deux races. Quant à la question religieuse à laquelle Lord Salisbury a fait allusion, Son Altesse doit faire remarquer qu'il n'y a point de dissidence religieuse au fond entre le patriarchat grec et l'exarchat bulgare; c'est uniquement une question de liturgie qui a amené la séparation des deux églises.

Le Président constate que tous les Plénipotentiaires acceptent l'ajournement de la discussion sur ce point à la prochaine séance.

M. Desprez, au nom de MM. les Plénipotentiaires de France, donne lecture de la proposition suivante qu'il désirerait voir distribuer en même temps que celle de Lord Salisbury:

»Considérant que dans l'examen des nouveaux arrangements à prendre pour assurer la paix en Orient il est juste de fournir à la cour d'Athènes l'occasion d'exprimer ses voeux et qu'il peut être utile aux Puissances de les connaître;

»Le Congrès invite le gouvernement de Sa Majesté hellénique à désigner un Représentant qui sera admis à exposer les observations de la Grèce lorsqu'il s'agira de fixer le sort des provinces limitrophes du royaume et qui pourra être appelé dans le sein du Congrès toutes les fois que les Plénipotentiaires le jugeront opportun.«

Le Président dit que l'impression et la distribution de ce document auront lieu conformément au désir de MM. les Plénipotentiaires de France, et que la proposition sera mise à l'ordre du jour de le prochaine séance. Son Altesse demande, avant de suivre l'ordre du jour fixé, si aucun membre n'a de communication à faire à la haute Assemblée.

Alexandre Carathéodory Pacha exprime le regret de n'avoir pu assister à la séance précédente à la suite d'un accident de mer qui a retardé son arrivée et celle de son collègue Mehemed Ali Pacha. Il eût été heureux de prendre part à la désignation du Président, et il tient à s'associer au nom de son gouvernement aux voeux que le Congrès a formés pour le rétablissement de la santé de l'Empereur Guillaume.

Le Prince de Bismarck remercie M. le Premier Plénipotentiaire de Turquie de ces paroles qu'il ne manquera pas de transmettre à Sa Majesté.

Le Président expose ensuite que l'ordre du jour appelle la discussion des articles du traité de San Stefano qui sont relatifs à la Bulgarie, à commencer par l'article VI.

1878 Son Altesse donne lecture du Ier alinéa de l'article VI:

»La Bulgarie est constituée en principauté autonome, tributaire, avec un gouvernement chrétien et une milice nationale.«

Le Président ajoute: Il y a deux moyens d'entrer dans la discussion: on peut soit discuter d'abord le Ier alinéa de l'article VI, soit attendre le 4e relatif à l'étendue des frontières. Sans vouloir recommander l'une ou l'autre procédure, Son Altesse demande pour laquelle des deux le Congrès se décide.

Lord Salisbury prend la parole pour présenter les observations suivantes:

L'effet le plus frappant des articles du traité de San Stefano qui ont rapport à la Bulgarie (je ne dis pas l'effet qu'on a eu l'intention de leur donner) est d'abaisser la Turquie jusqu'au niveau d'une dépendance absolue envers la Puissance qui a imposé ce traité.

Il est de notre tâche de la replacer, non sur le pied de son indépendance antérieure, car on ne saurait entièrement anéantir les résultats de la guerre, mais de lui rendre une indépendance relative qui lui permettra de protéger efficacement les intérêts stratégiques, politiques, et commerciaux dont elle doit rester le gardien.

D'autres dangers non moins importants sont à craindre. La race grecque, qui habite de nombreux endroits de la nouvelle Bulgarie, sera assujettie à une majorité slave avec laquelle ses relations ne sont guère amicales, et, comme j'ai déjà soumis à l'appréciation du Congrès, il est probable que la langue grecque disparaitra et que la race sera absorbée.

En outre, l'admission au littoral de la mer Égée d'une nouvelle puissance maritime ne pourrait être agréée sans un vif sentiment de regret par les puissances voisines de la Méditerranée.

Selon mon avis, on doit trouver un remède à ces résultats nuisibles dans une modification des articles sur lesquels Son Altesse le Président a appelé notre attention. Si la Bulgarie, au lieu de s'étendre jusqu'à la mer Égée et au lac Ochrida, était limitée vers le Sud à la ligne des Balkans, et que l'autre partie de la province restât sous l'autorité du Sultan, ces dangers seraient beaucoup mitigés même s'ils ne disparaissaient pas entièrement.

Dans ce cas, une nouvelle puissance maritime ne s'étendrait plus aux bords de la mer Égée, une proportion très nombreuse da la population grecque qui se trouvait menacée d'être

absorbée dans la nouvelle Bulgarie et d'être assujettie à une 1878
majorité slave, resterait dans la position politique qu'elle occupe actuellement, et la Porte posséderait une frontière stratégique qu'elle pourrait défendre contre toute invasion à l'avenir. Cet avantage stratégique pourrait être atteint sans nuire aux intérêts des populations de cette région, dont le sort en serait plutôt amélioré.

L'Angleterre n'a jamais admis ni dans la conférence de Constantinople, ni à aucune autre époque, que, pour garantir les populations de la Turquie européenne contre les abus du gouvernement et l'oppression, il fallût les soustraire à la suprématie politique de la Porte. Cette garantie, qui est de la plus haute importance, demande plutôt la réforme de l'administration intérieure qu'une séparation politique.

Je propose donc au Congrès, de la part de l'Angleterre, l'examen des deux propositions suivantes:

1. Que la Principauté tributaire autonome de la Bulgarie soit restreinte à la partie de la Turquie européenne située au Nord des Balkans.

2. Que la province de la Roumélie et tout autre territoire au Sud des Balkans soient sous l'autorité politique et militaire directe du Sultan, toute précaution nécessaire étant prise pour que le bien-être des populations soit sauvegardé par des garanties suffisantes d'autonomie administrative, ou d'autre manière.

Le Comte Schouvaloff faisant allusion à un passage du document qui vient d'être lu par le noble Lord, dit qu'il ne pourrait pas accepter au nom de son gouvernement les mots »d'anéantir entièrement les résultats de la guerre«. La Russie est venue au Congrès pour coordonner le traité préliminaire de San Stefano avec les intérêts généraux de l'Europe, mais non pour »anéantir« les résultats d'une guerre pour laquelle elle s'est imposé tant de sacrifices. Le Plénipotentiaire de Russie constate que le sens général de la communication faite au Congrès par le Marquis de Salisbury est que l'Angleterre ne saurait donner son assentiment à la délimitation tracée à San Stefano, mais entre cette délimitation et celle que vient d'indiquer M. le Plénipotentiaire de la Grande Bretagne, il y a un terrain de discussion, par exemple les limites fixées par la conférence de Constantinople; ces limites ont l'avantage d'avoir été tracées par les Représentants de l'Europe, et sont conformes d'ailleurs aux conditions ethnographiques de la nation bulgare. Le Marquis de Salisbury entend-il s'en tenir à la délimitation qu'il a indiquée, ou bien admet-il la discussion

1878 sur la base des anciennes limites de la conférence, avec la division longitudinale tracée alors par les Représentants européens?

Le Prince de Bismarck fait remarquer que l'appréciation de la Russie sera évidemment subordonnée à un examen plus détaillé des institutions à donner à la Bulgarie située au Sud des Balkans. Si les Plénipotentiaires de la Grande Bretagne se trouvaient en mesure de fournir dès à present des éclaircissements sur le régime et les institutions qu'on pourrait offrir et garantir à cette partie de la Bulgarie, les Plénipotentiaires russes seraient peut-être mieux en état de se prononcer sur la totalité de propositions anglaises.

Le Marquis de Salisbury craint qu'un pareil exposé ne comporte pour aujourd'hui de bien longs détails. Son Excellence désire ajourner sa réponse sur ce point à la prochaine séance.

Le prince de Bismarck pense avec Lord Salisbury qu'il est en effet préférable d'ajourner cette discussion, et il exprime l'espoir que les cabinets plus spécialement intéressés dans la question pourront dans l'intervalle se concerter sur le »status causae et controversiae«. Il les croit d'accord sur beaucoup de points et peut-être au-delà de ce qu'ils croient eux-mêmes. Son Altesse Sérénissime pense qu'après cette entente préalable, les Représentants de ces cabinets pouront soumettre au Congrès le résultat de leur échange d'idées sur la Bulgarie du Sud et sur les institutions qu'il conviendrait de lui appliquer; le Congrès aurait ensuite la tâche, dans le cas où l'accord ne serait pas entièrement établi, d'en rechercher le complément par l'intervention des puissances amies.

Le Comte Andrássy rapelle la haute importance que présente la discussion dont l'issue doit amener la formation de pays appelés à vivre longtemps, il faut l'espérer. Il est donc également d'avis de l'ajourner à la séance suivante. Son Excellence fait remarquer à ce sujet que la question présente un double aspect: d'une part elle est purement politique et peut se résumer en ces termes: Y aura-t-il une Bulgarie autonome tributaire et administrée par un gouvernement chrétien? Dès à présent Son Excellence déclare que sur ce point l'Autriche-Hongrie n'a pas d'objection. Mais d'autre part la question touche à une délimitation de frontières qui intéresse particulièrement l'Autriche-Hongrie, puisqu'il s'agit de définir la situation de la Bulgarie à l'égard, soit de pays limitrophes comme la Serbie, soit de frontières occidentales qui entrent dans la sphère des intérêts austro-hongrois. Le Comte Andrássy fait remarquer

que si l'Autriche-Hongrie désire assurément une bonne solution des difficultés présentes au point de vue général de la paix et de la stabilité, les questions de frontière ont pour elle une valeur toute spéciale: Son Excellence croit donc utile de faire participer un délégué d'Autriche-Hongrie aux entretiens particuliers des Plénipotentiaires anglais et russes. Il n'hésite pas d'ailleurs à donner son adhésion en principe à la proposition anglaise sur la ligne des frontières, tout en se réservant de présenter des observations de détail qu'il espère voir accueillir par ses collègues. Le Comte Andrássy est, au surplus, disposé pour sa part à procéder selon les règles parlementaires par une discussion générale suivie d'une discussion spéciale. 1878

Le Prince de Bismarck s'associe à la pensée du Comte Andrássy relative au mode de la discussion, à laquelle il serait, selon lui, utile de donner la forme d'une première et seconde lecture: la première tiendrait lieu de discussion générale, la seconde permettrait d'entrer dans les détails. Il considère que les réunions particulières et intimes entre les Représentants de puissances directement intéressées, réunions qu'il recommande sans se croire en droit de les convoquer, auraiénт le sérieux avantage de mieux préparer une entente sur les questions de détail et de rédaction. Le point capital pour les réunions plénières du Congrès serait d'établir l'accord sur les questions de principe; lorsque ces questions auront été approfondies, on procéderait en seconde lecture à la rédaction d'un texte destiné à remplacer les articles du traité de San Stefano.

En conformité avec ce mode de procédure proposé par le Président les Plénipotentiaires d'Autriche-Hongrie, de Grande Bretagne, et de Russie, conviennent d'échanger leurs vues dans des réunions particulières destinées à déterminer les points d'entente et par conséquent à faciliter le travail du Congrès. Ils communiqueront le résultat de ces entretiens à leurs collègues.

Le Président, avec l'assentiment du Congrès, met à l'ordre du jour de la prochaine séance, fixée à mercredi 19: 1. la question de l'admission des Représentants de la Grèce; 2. la proposition anglaise sur la Bulgarie, la contre-proposition éventuelle de la Russie, et, s'il y a lieu, le projet sur lequel les Représentants des trois puissances se seront concertés.

La séance est levée à 4 heures $^1/_2$.

(Suivent les signatures.)

1878 *Protocole No. 3.*

Séance du 19 juin 1878.

Discussion sur l'admission des Représentants de la Grèce. — Proposition française.

Etaient présents:

Pour l'Allemagne:
Le Prince de Bismarck,
M. de Bülow,
Le Prince de Hohenlohe-Schillingsfürst.
Pour l'Autriche-Hongrie:
Le Comte Andrássy,
Le Comte Károlyi,
Le Baron de Haymerle.
Pour la France:
M. Waddington,
Le Comte de Saint-Valier,
M. Desprez.
Pour la Grande Bretagne:
Le Comte de Beaconsfield,
Le Marquis de Salisbury,
Lord Odo Russel.
Pour l'Italie:
Le Comte Corti,
Le Comte de Launay.
Pour la Russie:
Le Prince Gortchacow,
Le Comte Schouvaloff,
M. d'Oubril.
Pour la Turquie:
Alexandre Carathéodory Pacha,
Mehemed Ali Pacha,
Sadoullah Bey.

La séance est ouverte à 2 heures ½; le Protocole de la séance précédente est adopté.

Le Président rappelle à ces collègues qu'une liste de nouvelles pétitions leur a été remise. Une pétition qui touche une question politique, mais qui ne porte pas de signature, n'a pas été placée sur la liste. En principe, toute communication anonyme de ce genre n'est pas insérée dans la liste remise aux membres du Congrès, mais restera, bien entendu, à leur disposition dans les bureaux du secrétariat.

Le Prince de Bismarck présente ensuite les considérations suivantes:

»L'ordre du jour fixé pour la séance d'aujourd'hui 1878
comprend:

»1. La question de l'admission des Représentants de la Grèce.

»2. La proposition anglaise sur la Bulgarie, la contre-proposition éventuelle de la Russie, et s'il y a lieu, le projet sur lequel les Représentants des trois puissances se seront concertés.

»Vu que les pourparlers engagés entre les Représentants des puissances plus spécialement intéressées dans la question bulgare continuent et sont en progrès vers un arrangement qui faciliterait les travaux du Congrès à ce sujet;

»Vu qu'aujourd'hui ce resultat n'est pas encore atteint;

»Je propose d'ajourner la discussion sur la seconde partie de l'ordre du jour jusqu'à la prochaine séance.«

Cette opinion ayant été accueillie par le Congrès, le Président ajoute que la seule question à l'ordre du jour est, en conséquence, celle de l'admission des Représentants de la Grèce et, sur le sentiment conforme de la haute Assemblée, il annonce que le Congrès se réunira vendredi pour la discussion des affaires bulgares.

Son Altesse Sérénissime rappelle qu'il y a, sur la question de l'admission de la Grèce, deux propositions connues depuis la dernière séance, l'une de Lord Salisbury, l'autre de M. Desprez, et il ajoute qu'en ce qui concerne l'Allemagne, il se rallie à la seconde. Il prie ses collègues de vouloir bien discuter l'une ou l'autre ou toute autre proposition qui serait présentée sur le même sujet. Il demanderait plus tard au Congrès, dans le cas où l'admission des Représentants grecs serait décidée, de fixer la date de la séance à laquelle ils seraient invités.

Carathéodory Pacha donne lecture de la déclaration suivante:

»En proposant que la Grèce soit entendue au sein du Congrès chaque fois qu'on le croirait nécessaire, lorsqu'il s'agirait de discuter certaines questions spéciales, on a allégué des motifs et échangé des idées qui justifient une explication de la part des Plénipotentiaires ottomans.

»Se plaçant à des points de vue différents, quelques uns de MM. les Plénipotentiaires semblent avoir envisagé d'une manière tout-à-fait exclusive la situation respective des diverses catégories de la population de l'Empire ottoman.

»Les Plénipotentiaires ottomans pensent qu'il est de leur devoir de déclarer, qu'au sein du Congrès, ils représentent

1878 l'Etat lui-même, qui embrasse l'ensemble de tous ces éléments quels qu'ils soient, quelque origine et quelque date qu'on veuille assigner aux conflits auxquels on a fait allusion.

»Une protection et un intérêt exclusifs se rapportant à une classe spéciale, de quelque côté qu'ils viennent, et sous quelque forme qu'ils se produisent, ne sauraient que nuire là où une puissante solidarité d'intérêts relie incontestablement ces divers éléments entre eux pour constituer un grand tout.

»La hauteur de vues qui distingue MM. les Plénipotentiaires des Grandes Puissances signataires des traités de 1856 et de 1871 qui composent le Congrès, et l'esprit d'incontestable équité qui les anime, autorisent en conséquenc les Plénipotentiaires ottomans à croire que, si la Grèce devait être entendue, le Congrès saura empêcher que les propositions qui ont été faites à ce sujet ne provoquent les graves inconvénients qu'il y aurait lieu de craindre.«

Le Prince Gortchacow fait remarquer qu'il se conforme au désir du Congrès en apportant des observations écrites et donne lecture du document suivant:

»M. le Marquis de Salisbury a présenté une proposition motivée, tendant à l'admission de la Grèce a participer au Congrès, ou du moins à assister aux séances dans lesquelles les questions se rattachant aux intérêts de la race grecque seront discutées.

»Les Plénipotentiaires de Russie croient de leur côté devoir énoncer, dans une déclaration également motivée, le point de vue de leur gouvernement sur ce sujet:

»1. La Russie a toujours envisagé en Turquie les intérêts des chrétiens sans exception de race. Toute son histoire l'a suffisamment prouvé. Elle a, avec la race hellénique, un lien puissant — celui d'avoir reçu de l'église d'Orient la religion du Christ. Si, dans la présente guerre, la Russie a dû prendre particulièrement en mains la défense des Bulgares, c'est que la Bulgarie s'était trouvée, par les circonstances, la principale cause et le théâtre de la guerre. Mais la Russie a toujours eu en vue d'étendre, autant que possible, aux provinces grecques les avantages qu'elle réussirait à conquérir pour la Bulgarie. Elle est satisfaite de voir, par les propositions de MM. les Plénipotentiaires de Grande Bretagne et de France, que l'Europe partage ces vues, et se félicite de la sollicitude que les puissances témoignent en faveur des populations de race grecque, d'autant plus qu'elle a la conviction que cette sollicitude s'étendra également aux populations de race bulgare. Le gouvernement impérial de Russie se joindra en conséquence volontiers à toute proposition

qui serait faite au Congrès en faveur de l'Epire, de la Thessalie, 1878
et de la Crète, quelle que soit l'étendue que les puissances voudraient donner aux avantages qui leur seraient réservés.

»2. Le gouvernement impérial de Russie ne reconnaît aucun motif fondé à l'antagonisme des races qui a été signalé, et qui ne saurait avoir sa source dans des divergences religieuses. Toutes les nationalités appartenant à l'église d'Orient ont successivement revendiqué le droit d'avoir leur église autocéphale, c'est-à-dire leur hiérarchie ecclésiastique indépendante et leur langue nationale pour le culte et les écoles. Tel a été le cas pour la Russie, la Roumanie, la Serbie, et même pour le royaume de Grèce. L'on n'aperçoit pas qu'il en soit résulté ni la rupture des liens qui unissent ces églises indépendantes avec le patriarcat oecuménique de Constantinople, ni un antagonisme quelconque entre les races. Les bulgares ne demandent pas autre chose et y ont absolument les mêmes droits. La cause des divergences et des conflits passagers qui se sont produits, doit donc être cherchée dans des influences ou des impulsions particulières qui ne paraissent conformes ni aux intérêts réels de races, ni au repos de l'Orient, ni à la paix de l'Europe, et qui, par conséquent, ne sauraient être encouragées.

»3. Quant aux circonscriptions territoriales des diverses races, se rattachant aux intérêts de la race hellénique que l'on a en vue de protéger, elles semblent ne pouvoir être déterminées d'après un principe plus rationnel plus équitable et plus pratique que celui de la majorité de la population. C'est celui qui résulte de l'ensemble des stipulations de la conférence de Constantinople et celui que pose le traité préliminaire de San Stefano. Les répartitions de territoires qui seraient proposées en dehors du principe de la majorité de la population pourraient être suggérées non par des considérations de races, mais par des vues particulières d'intérêt politique, géographique ou commercial. La Russie, n'ayant pour sa part aucun intérêt matériel à poursuivre dans ces contrées, ne peut apprécier ces diverses propositions qu'au point de vue de l'équité ou de la conciliation à laquelle elle est toujours disposée pour la consolidation de l'entente européenne et de la paix générale.

»Tels sont les sentiments dans lesquels des Plénipotentiaires de Russie croient devoir formuler leur adhésion à la proposition de M. le Plénipotentiaire de France; c'est-à-dire d'inviter le gouvernement de Sa Majesté Hellénique à désigner un Représentant qui sera admis à exposer les observations de la Grèce, lorsqu'il s'agira de fixer le sort des provinces limitrophes du royaume, et qui pourra être appelé dans le Congrès toutes les

1878 fois que les Plénipotentiaires le jugeront opportun. Ils étendent également ces prévisions à ce qui concerne la Crète.«

Lord Salisbury, se référant au point de discussion indiqué par le Président, propose de substituer dans le texte présenté par les Plénipotentiaires francais les mots de »provinces grecques« à ceux de »provinces limitrophes du royaume de Grèce«. Si cette modification, qui lui semble donner plus de clarté au texte, était admise, il se rallierait volontiers au projet français ainsi amendé dans le cas où il serait accepté par la majorité des puissances.

M. Desprez craint que l'amendement proposé par M. le Plénipotentiaire de la Grande Bretagne n'ait pour effet de rendre moins précis le texte du projet présenté par la Plénipotentiaires français.

Le Président considère que le Congrès est en présence d'une question de forme et de rédaction, où la décision de la majorité est admise à moins de protestation de la minorité au protocole. Son Altesse Sérénissime croit qu'il serait utile de procéder à l'inverse de l'usage parlementaire, et de commencer, si le Congrès y consent, par le vote sur le texte de la proposition française en mettant aux voix en second lieu l'amendement de Lord Salisbury. Le résultat du premier vote sera considéré comme éventuel, c'est-à-dire comme sujet à être amendé conformément à la proposition anglaise, dans le cas où celle-ci serait adoptée. Si au contraire elle était rejetée, le vote recueilli sur la proposition française serait définitif.

Le Comte Andrássy ne veut pas entrer dans le fond de la question: il regarde qu'il a seulement à statuer sur l'admission en général: il vote donc la proposition française en se réservant de se prononcer sur l'amendement de Lord Salisbury.

Les Plénipotentiaires de France et d'Angleterre votent le texte présenté.

Le Comte Corti y adhère également et d'autant plus volontiers que la seconde partie du document lui paraît renfermer, en principe, la pensée exprimée dans l'amendement anglais.

Les Plénipotentiaires russes votent de même le texte français.

Carathéodory Pacha regrette de rencontrer dans le texte proposé les mots: »le sort des provinces etc.« Dans ces termes il ne saurait que réserver l'opinion de son gouvernement.

Le Président ayant insisté pour obtenir le vote de MM. des Plénipotentiaires ottomans, Carathéodory Pacha et Méhémed Ali Pacha déclarent qu'ils ne s'opposeraient pas en principe à

u'un Représentant de la Grèce fût entendu en admettant que 1878
-ci n'aurait que voix consultative.

Le Prince de Bismarck provoque ensuite un second scrutin l'amendement de Lord Salisbury, c'est-à-dire sur la question avoir si les mots »provinces limitrophes« seront remplacés ceux de »provinces grecques«.

Le Comte Andrássy ayant demandé quelle différence existe yeux de MM. les Plénipotentiaires anglais entre les deux nes, le Marquis de Salisbury dit qu'il y a des provinces grecs qui ne sont pas limitrophes du royaume hellénique et dont ngleterre désire que le Congrès s'occupe également. Dans le jet français l'Epire et la Thessalie sont seuls en cause: nendement de Son Excellence permet au contraire de comndre dans la délibération, à laquelle assisteraient les Repréntants de la Grèce, les provinces de Macédoine, de Thrace, et la Crète.

Le Comte Andrássy, à la suite de cette explication, et se nformant à son principe qui est de rechercher des résultats ssi stables que possible, vote pour l'amendement de Lord lisbury dans le but de ne pas restreindre l'expression de pinion des Représentants grecs.

Les Plénipotentiaires de France maintiennent leur vote pour r texte pur et simple.

Les Plénipotentiaires de la Grande Bretagne votent pour mendement.

Le Comte Corti se rallie à la proposition anglaise, qu'il garde comme donnant plus de latitude à la délibération.

Le Comte de Launay ajoute que d'ailleurs le Congrès deurera toujours libre d'examiner dans quelle mesure il pourra cepter les observations des Représentants grecs.

Le Président ayant demandé leur vote à MM. les Plénitentiaires de Russie, le Prince Gortchacow prie MM. les Plénitentiaires de France d'exposer les motifs qui les portent à aintenir le texte de leur proposition.

M. Waddington ne croit pas qu'il y ait de grandes différences tre le projet de M. Desprez et la rédaction proposé par Lord alisbury. Il y a cependant une distinction à établir: les Plénitentiaires de France ont pensé que tout en invitant le gouvement grec à désigner un Représentant, il était utile de limiter champ de ses observations. M. Waddington admet que le Reésentant hellénique soit appelé à donner son avis sur des faits ui se passent près de la frontière du Royaume; mais il comendait moins que la compétence du cabinet d'Athènes pût étendre à des contrées habitées par des populations mixtes: Son

1878 Excellence craindrait de trop agrandir la sphère des observations du gouvernement hellénique. Toutefois le second paragraphe du projet réservant au Congrès toute sa liberté d'appréciation à cet égard, la haute Assemblée reste juge en dernier ressort des délibérations, auxquelles elle regarderait comme opportun que le Représentant grec fût admis.

Le Prince Gortchacow, en présence de ces considérations, vote pour le maintien du texte français.

Carathéodory Pacha croit comprendre que dans la pensée de la haute Assemblée, l'admission d'un Représentant grec est surtout une question d'opportunité : toutefois, et tout en acceptant que ce Représentant pût être entendu quand on s'occuperait de l'amélioration de l'état de ces provinces, Son Excellence, et avec elle Mehemed Ali Pacha, demande de nouvelles explications sur le sens de la phrase du projet français où il est question de »provinces limitrophes«.

M. Waddington répond qu'on ne discute pas aujourd'hui le fond de cette difficulté, mais seulement une question préalable ; il tient à ajouter que les considérants du projet français en indiquent nettement la portée. En premier lieu le Congrès trouve-t-il juste que la Grèce exprime ses voeux sur des questions qui pourraient intéresser sa frontière ? En second lieu, le Congrès trouve-t-il utile de provoquer sur divers points les explications du cabinet d'Athènes ?

Le Prince de Bismarck fait remarquer qu'en réalité la différence pratique entre les deux opinions se manifestera surtout quand il s'agira de déterminer le moment où les Représentants grecs seront entendus. Ce sera alors, à son avis, le scrutin décisif. Actuellement il s'agit de savoir en général s'ils seront admis, et c'est dans cet ordre d'idées qu'il demande de nouveau si MM. les Plénipotentiaires ottomans votent pour la rédaction française ou anglaise.

Les Plénipotentiaires ottomans déclarent s'abstenir.

Le Prince de Bismarck, comme Plénipotentiaire d'Allemagne, vote pour la rédaction française.

Son Altesse Sérénissime constate ensuite que les voix sont partagées en nombre égal. L'amendement anglais n'a donc pas eu la majorité, et le résultat du premier scrutin adoptant la rédaction française demeure acquis.

Le Président demande si le Congrès entend décider aujourd'hui ou dans une réunion prochaine à quelle séance le Représentant grec sera admis.

Sur la suggestion du Comte Corti, le Président fait remarquer que l'invitation ne doit être faite qu'à la demande d'un des membres du Congrès formulée dans la séance précédente et adoptée par un vote de la haute Assemblée. 1878

M. Waddington estime qu'il y aurait lieu d'attendre que la question de Bulgarie fût décidée, et en tout cas de ne pas statuer aujourd'hui.

Le Comte Andrássy ne regarde pas en effet comme indispensable de fixer ce jour dès à présent.

M. Desprez fait observer d'ailleurs que le projet comporte deux hypothèses: la discussion relative aux provinces limitrophes dans laquelle, d'après la proposition française, la présence du Représentant grec est jugée nécessaire par le Congrès, et les autres délibérations, où la haute Assemblée se réserve la faculté d'appeler, s'il y a lieu, ce Représentant dans son sein.

Le Prince de Bismarck rappelant que, dans sa pensée, le Plénipotentiaire grec ne doit être invité qu'aux séances où le Congrès désirerait l'entendre, constate qu'en ce moment aucun des membres de l'Assemblée ne fait une proposition en ce sens. Son Altesse Sérénissime croit donc préférable, dans l'état actuel des travaux, où il y a lieu d'espérer sur la question bulgare le rapprochement des opinions divergentes, de ne pas introduire un élément nouveau qui pourrait augmenter les difficultés de l'entente. Il pense que le Congrès n'émettra sur ce point aucun vote aujourd'hui, et réservera son sentiment jusqu'au moment où il sera question des institutions à donner à la Bulgarie du Sud. Son Altesse Sérénissime ajoute que l'ordre du jour est épuisé.

Le Comte Schouvaloff, tout en exprimant l'espoir que ses collègues d'Autriche-Hongrie, de la Grande Betragne et de Russie seront prêts à discuter la question bulgare dans la prochaine séance fixée précédemment à vendredi 21, pense, qu'eu égard aux communications échangées entre les gouvernements, il serait peut-être préférable de remettre la séance à samedi. Le Président, après avoir pris l'avis du Congrès, accepte la date de samedi 22, en se réservant, s'il y a lieu, de convoquer l'Assemblée pour vendredi.

La séance est levée à 4 heures.

(Suivent les signatures.)

1878 *Protocole No. 4.*

Séance du 22 juin 1878.

Bulgarie. Frontière. — Proposition anglaise. — Lignes des Balkans; Sofia; *Roumélie orientale*; constitution et frontières, garnisons ottomanes, amendements russes relatifs aux garnisons ottomanes dans la Roumélie orientale et à la milice indigène. — Discussion. — Plénipotentiaires français chargés d'une rédaction des amendements russes. — Proposition anglaise. (Prot. 2.) — Accueillie. — Votation.

Etaient présents:

Pour l'Allemagne:
Le Prince de Bismarck,
M. de Bülow.
Le Prince de Hohenlohe-Schillingsfürst.
Pour l'Autriche-Hongrie:
Le Comte Andrássy,
Le Comte Károlyi,
Le Baron de Haymerle.
Pour la France:
M. Waddington,
Le Comte de Saint-Vallier,
M. Desprez.
Pour la Grande Bretagne:
Le Comte de Beaconsfield,
Le Marquis de Salisbury,
Lord Odo Russell.
Pour l'Italie:
Le Comte Corti,
Le Comte de Launay.
Pour la Russie:
Le Comte Schouvaloff,
M. d'Oubril.
Pour la Turquie:
Alexandre Carathéodory Pacha,
Mehemed Ali Pacha.
Sadoullah Bey.

La séance est ouverte à 2 heures et demie; le protocole de la séance précédente est adopté.

M. d'Oubril exprime de la part du Prince Gortchacow le regret de Son Altesse Sérénissime de ne pouvoir, en égard à l'état de sa santé, assister à la séance de ce jour.

Le Président répond que le Congrès regrette l'absence du Prince Gortchacow et forme des voeux pour le prompt rétablissement de M. le Premier Plénipotentiaire de Russie

Le Président, après avoir donné lecture de la liste des pétitions adressées au Congrès depuis le dernière séance,

nnonce que l'ordre du jour appelle la discussion de la que- 1878
tion de Bulgarie sur les points traités dans l'article VI du traité de San Stefano et de la proposition anglaise consignée dans le deuxième protocole du Congrès. Son Altesse Sérénissime prie les Représentants des puissances qui ont recherché un accord dans des conférences particulières de faire connaître le résultat de leurs entretiens.

Lord Salisbury donne lecture du document suivant, qui contient le développement des propositions anglaises, et qu'il soumet à l'approbation de la haute Assemblée:

»Admission de la frontière des Balcans pour la Principauté de Bulgarie; la province au sud des Balcans assumerait le nom de Roumélie orientale.

»L'incorporation du sandjak de Sophia avec rectification stratégique des frontières dans la Principauté serait consentie, soit contre le maintien de Varna dans les mains des turcs, soit contre l'exclusion des bassin du Mesta Karasou et Strouma Karasou de la Roumélie orientale. La Roumélie orientale sera placée sous l'autorité politique et militaire directe du Sultan qui l'exercera dans les conditions suivantes:

»Il aura le droit de pourvoir à la défense des frontières de terre et de mer de la province, de pouvoir y tenir des troupes et de les y fortifier.

»L'ordre intérieur sera maintenu par la milice, dont les officiers seront nommés par le Sultan, qui tiendra compte de la religion de la population.

»Le gouverneur-général aura le droit d'appeler les troupes ottomanes dans le cas où la sécurité intérieure ou extérieure se trouverait menacée.

»La frontière occidentale reste à préciser. Depuis l'endroit où la frontière occidentale coupe la frontière méridionale de la conférence, la frontière méridionale de la Roumélie orientale suivra le tracé de cette dernière jusqu'à la montagne de Kruchevo, puis le tracé de San Stefano presque jusqu'à Mustafa Pacha. De ce point une frontière naturelle ira jusqu'à la mer noire à un point à préciser entre Sizéboli et Agathopoli. Le tracé des frontières se fera par une commission européenne, à l'exception des deux points touchant à la mer noire qui ne sont pas encore arrangés.«

Le Président ayant demandé aux Plénipotentiaires de Russie s'ils adhèrent aux principes résumés par Lord Salisbury, le Comte Schouvaloff expose que les Plénipotentiaires de Russie ont présenté deux amendements qui, dans leur pensée, n'altèrent pas, en principe, les modifications proposées par la

1878 Grande Bretagne au traité de San Stefano, mais qui, cependant, malgré leur modération, n'ont pas été accueillies par leurs collègues anglais. Revenant sur l'ensemble des pourparlers qui se sont poursuivis depuis quelques jours, Son Excellence constate que les Plénipotentiaires de Russie ont accepté le partage de la Bulgarie par la ligne des Balcans, malgré les objections sérieuses que présente cette division nuisible sous beaucoup de rapports; la substitution du nom de Roumélie orientale à celui de Bulgarie du sud, tout en se réservant sur ce dernier point, concédé par eux à regret, toute liberté de discussion ultérieure au Congrès; on a considéré le maintien du mot »Bulgarie« comme un drapeau, comme un appoint à des aspirations dangereuses; c'est avec peine qu'ils ont, pour ainsi dire, démarqué une partie de la population d'un nom qui lui appartient. Ils ont également consenti à éloigner de la mer Egée les limites de la nouvelle province. On a craint que la Bulgarie ne devienne une puissance navale. Ces craintes leur paraissent illusoires, mais ils ont consenti néanmoins à ce changement de frontières. Ils ont de plus admis sur la frontière occidentale de la Bulgarie une rectification qu'ils considèrent comme une mutilation, puisqu'elle divise des populations bulgares compactes. Cela était demandé en vue de certaines considérations stratégiques et commerciales qui ne concernaient pas la Bulgarie et lui étaient plutôt préjudiciables. Ils ont consenti à rectifier les frontières méridionales vers la mer noire, en abandonnant ainsi les limites tracées par le traité de San Stefano, et en reculant même celles de la conférence de Constantinople. Enfin, ils ont donné au Sultan la garde des frontières de la Roumélie orientale. Aux yeux du Comte Schouvaloff, les demandes qui lui ont été proposées avaient en réalité pour objet de protéger le fort contre le faible, de protéger l'empire ottoman dont les armées, avec un courage auquel Son Excellence se plaît à rendre hommage, ont résisté pendant de longs mois à l'armée russe, contre les agressions éventuelles d'une province qui ne compte pas encore un seul soldat. Quoiqu'il en soit, les Plénipotentiaires russes les ont acceptées; mais, à leur tour, ils se croient en droit de demander que le faible soit défendu contre le fort, et tel est le but des deux amendements qu'ils ont présentés, et dont voici le texte:

»Les Plénipotentiaires de Russie sont autorisés à accepter les points suivants:

»1. Le Sultan aura le droit de pourvoir à la défense de frontières de terre et de mer de la province, et celui de pouvoir y tenir des troupes et de les y fortifier.

»2. L'ordre intérieur de la Roumélie orientale sera maintenu 1878
par des milices, dont les officiers seront nommés par le Sultan, qui tiendra compte de la religion de la population.

»Les Plénipotentiaires de Russie pensent toutefois que le principe sur lequel on est d'accord, que l'intérieur de la Roumélie orientale ne soit occupé que par des milices indigènes, devrait être sauvegardé. Il ne pourrait l'être, selon leur opinion, que si une commission européenne était chargée de fixer les points que le gouvernement ottoman pourrait occuper sur ses frontières et la force approximative de ces occupations.

»Les Plénipotentiaires de Russie sont également autorisés à accepter le point relatif au droit du gouverneur général d'appeler des troupes ottomanes dans les cas où la sécurité intérieure ou extérieure se trouverait menacée.

»Mais ils croient nécessaire de ne point se départir du principe que le Congrès statue sur les cas et le mode de l'entrée des troupes ottomanes dans la Roumélie orientale. Ils demandent en conséquence que le Congrès discute cette éventualité; car si elle se présentait, elle serait un sujet d'alarmes pour l'Europe. Ils croient utile que le futur gouverneur général reconnaisse l'importance d'une pareille mesure et qu'il sache qu'elle a été l'objet de la sollicitude de l'Europe.«

Le Comte Schouvaloff ajoute que ces réserves ne changent en rien les principes admis par les Plénipotentiaires de Grande Bretagne; mais considérant que les institutions autonomes et garanties auxquelles ses collègues d'Angleterre ont fait allusion ne sauraient, en réalité, préserver la province bulgare contre les excès de la soldatesque, des institutions seules, quelque bonnes qu'elles soient, n'ayant jamais garanti un peuple lorsque ses institutions restaient à la garde d'une force militaire dont l'intérêt national n'était pas de les maintenir et de les sauvegarder, Son Excellence insiste pour l'adoption de mesures de précaution, très modérées d'ailleurs, et espère qu'elles obtiendront le suffrage de l'Europe.

Lord Beaconsfield pense que le Congrès doit être satisfait du résultat des délibérations particulières qui viennent d'avoir lieu et de l'état où la question se trouve actuellement. Il demeure, en effet, établi, d'un assentiment unanime, que le Sultan, comme membre du corps politique de l'Europe, doit jouir d'une position qui lui assure le respect de ses droits souverains. Ce point est obtenu par les deux résolutions soumises au Congrès par Lord Salisbury et qui donnent au Sultan:

1. Une frontière réelle.

1878 2. Un pouvoir militaire et politique suffisant pour qu'il soit en mesure de maintenir son autorité et de protéger la vie et les biens de ses sujets.

Son Excellence craint que les amendements présentés par MM. les Plénipotentiaires de Russie n'atténuent la portée de ces deux résolutions. Il regarde d'abord l'institution d'une commission européenne comme une atteinte évidente portée au droit du Souverain.

Le pouvoir du Sultan ne saurait être respecté si le gouvernement ottoman se trouvait entravé dans la défense éventuelle de sa frontière. En outre, les points stratégiques qui seraient fixés par une commission européenne ne pourraient être durables, en égard aux modifications qui se produisent sans cessé dans la portée des armes de guerre. Son Excellence espère vivement que le Congrès ne sanctionnera pas cette proposition des Plénipotentiaires russes. Quant au second amendement, Son Excellence le regarde comme encore plus difficile à admettre que le premier, et ne comprendrait point qu'un gouverneur général, au fond seul juge compétent des circonstances, ne pût invoquer au besoin le concours des troupes que d'après des règles tracées d'avance par le Congrès.

Le Comte Andrássy, invité par le Président à faire connaître son sentiment, se borne à rappeler que le gouvernement austro-hongrois a uniquement en vue la création d'un état de choses qui donne le plus de chance possible de durée et de stabilité. Dans cet ordre d'idées, il juge la proposition anglaise suffisante et l'accepte en gardant la faculté d'apprécier, s'il y a lieu, dans une discussion ultérieure les amendements des Plénipotentiaires de Russie.

Le Comte Schouvaloff, répondant aux observations de Lord Beaconsfield relatives aux restrictions qui seraient apportées au pouvoir politique et militaire du Sultan, exprime la pensée que la situation de la province dont il s'agit étant anormale, elle ne pourrait être réglée d'après des principes absolus. Son Excellence maintient que les précautions demandées par les Plénipotentiaires russes ne sauraient pas plus que l'institution de la milice, déjà admise, porter atteinte à la dignité du gouvernement ottoman. Ce que le gouvernement russe désire seulement, c'est de trouver une solution qui empêche le retour des excès dont la Bulgarie a été le théâtre, et le Comte Schouvaloff pense que le devoir de l'Europe est d'empêcher que cette province ne devienne le théâtre de représailles.

Le Président ayant demandé son sentiment à Carathéodory Pacha, le Premier Plénipotentiaire de Turquie déclare que cette

proposition est présentée pour la première fois et qu'il désirerait 1878
se réserver de faire entendre plus tard ses observations.

Le Prince de Bismarck fait remarquer que le Congrès est prêt à écouter aujourd'hui les considérations de M. le Plénipotentiaire ottoman. Son Altesse Sérénissime croit devoir ajouter qu'il ne peut pas être dans l'intérêt de la Sublime Porte de créer des difficultés au progrès de discussions qui, dans l'intention de la haute Assemblée, pourraient rendre à l'autorité du Sultan des contrées auxquelles la Turquie avait renoncé par le traité de San Stefano. Tous les gouvernements participent à ces délibérations dans l'intérêt de la paix générale: l'opinion publique de l'Europe, qui veut la paix, sera reconnaissante aux puissances qui auront contribué à l'assurer, mais verrait avec regret que cette tâche fût rendue plus difficile au Congrès. Son Altesse Sérénissime croit exprimer la pensée des puissances neutres et désintéressées en se déclarant contraire à toute proposition qui serait de nature à ralentir les travaux de la haute Assemblée. Le Prince de Bismarck espère que dès aujourd'hui l'accord se fera sur les propositions anglaises, et qu'on pourra les adopter en principe sauf examen subséquent des amendements russes.

Carathéodory Pacha dit que son but en effet est de faciliter la tâche du Congrès et qu'il est reconnaissant à Son Altesse Sérénissime de son désir de hâter une solution. Il voudrait simplement rappeler que les bulgares sont depuis plusieurs siècles de fidèles et tranquilles sujets de l'empire. L'agitation ne s'est manifestée parmi eux que depuis quelques années, à la suite de certains différends religieux. La Porte a fait son possible pour atténuer les difficultés qui avaient surgi. Sous le rapport matériel, de grands progrès ont été réalisés dans les provinces bulgares, des chemins de fer y ont été établis, l'agriculture s'y est développée, et la bonne harmonie entre les divers groupes de population s'était maintenue jusqu'à ces derniers temps.

Mehemed Ali Pacha ajoute qu'à son avis, contrairement à l'opinion émise par le Comte Schouvaloff, ce n'est pas la milice locale, mais la gendarmerie, qui doit être chargée de sauvegarder la tranquillité publique. Son Excellence propose que désormais l'élément chrétien soit admis dans la gendarmerie avec des conditions satisfaisantes pour l'avancement des sous-officiers et officiers. D'autre part, la restriction opposée au droit de garnison dans le pays serait, aux yeux des populations, tout à fait regrettable: l'armée régulière ottomane a toujours exactement fait son devoir.

Le Comte Schouvaloff répond que la mission de la gendarmerie n'est pas la même que celle de la milice. La première est

1878 fois que les Plénipotentiaires le jugeront opportun. Ils étendent également ces prévisions à ce qui concerne la Crète.«

Lord Salisbury, se référant au point de discussion indiqué par le Président, propose de substituer dans le texte présenté par les Plénipotentiaires francais les mots de »provinces grecques« à ceux de »provinces limitrophes du royaume de Grèce«. Si cette modification, qui lui semble donner plus de clarté au texte, était admise, il se rallierait volontiers au projet français ainsi amendé dans le cas où il serait accepté par la majorité des puissances.

M. Desprez craint que l'amendement proposé par M. le Plénipotentiaire de la Grande Bretagne n'ait pour effet de rendre moins précis le texte du projet présenté par la Plénipotentiaires français.

Le Président considère que le Congrès est en présence d'une question de forme et de rédaction, où la décision de la majorité est admise à moins de protestation de la minorité au protocole. Son Altesse Sérénissime croit qu'il serait utile de procéder à l'inverse de l'usage parlementaire, et de commencer, si le Congrès y consent, par le vote sur le texte de la proposition française en mettant aux voix en second lieu l'amendement de Lord Salisbury. Le résultat du premier vote sera considéré comme éventuel, c'est-à-dire comme sujet à être amendé conformément à la proposition anglaise, dans le cas où celle-ci serait adoptée. Si au contraire elle était rejetée, le vote recueilli sur la proposition française serait définitif.

Le Comte Andrássy ne veut pas entrer dans le fond de la question: il regarde qu'il a seulement à statuer sur l'admission en général: il vote donc la proposition française en se réservant de se prononcer sur l'amendement de Lord Salisbury.

Les Plénipotentiaires de France et d'Angleterre votent le texte présenté.

Le Comte Corti y adhère également et d'autant plus volontiers que la seconde partie du document lui paraît renfermer, en principe, la pensée exprimée dans l'amendement anglais.

Les Plénipotentiaires russes votent de même le texte français.

Carathéodory Pacha regrette de rencontrer dans le texte proposé les mots: »le sort des provinces etc.« Dans ces termes il ne saurait que réserver l'opinion de son gouvernement.

Le Président ayant insisté pour obtenir le vote de MM. des Plénipotentiaires ottomans, Carathéodory Pacha et Méhémed Ali Pacha déclarent qu'ils ne s'opposeraient pas en principe à

ce qu'un Représentant de la Grèce fût entendu en admettant que 1878
celui-ci n'aurait que voix consultative.

Le Prince de Bismarck provoque ensuite un second scrutin sur l'amendement de Lord Salisbury, c'est-à-dire sur la question de savoir si les mots »provinces limitrophes« seront remplacés par ceux de »provinces grecques«.

Le Comte Andrássy ayant demandé quelle différence existe aux yeux de MM. les Plénipotentiaires anglais entre les deux termes, le Marquis de Salisbury dit qu'il y a des provinces grecques qui ne sont pas limitrophes du royaume hellénique et dont l'Angleterre désire que le Congrès s'occupe également. Dans le projet français l'Epire et la Thessalie sont seuls en cause: l'amendement de Son Excellence permet au contraire de comprendre dans la délibération, à laquelle assisteraient les Représentants de la Grèce, les provinces de Macédoine, de Thrace, et de la Crète.

Le Comte Andrássy, à la suite de cette explication, et se conformant à son principe qui est de rechercher des résultats aussi stables que possible, vote pour l'amendement de Lord Salisbury dans le but de ne pas restreindre l'expression de l'opinion des Représentants grecs.

Les Plénipotentiaires de France maintiennent leur vote pour leur texte pur et simple.

Les Plénipotentiaires de la Grande Bretagne votent pour l'amendement.

Le Comte Corti se rallie à la proposition anglaise, qu'il regarde comme donnant plus de latitude à la délibération.

Le Comte de Launay ajoute que d'ailleurs le Congrès demeurera toujours libre d'examiner dans quelle mesure il pourra accepter les observations des Représentants grecs.

Le Président ayant demandé leur vote à MM. les Plénipotentiaires de Russie, le Prince Gortchacow prie MM. les Plénipotentiaires de France d'exposer les motifs qui les portent à maintenir le texte de leur proposition.

M. Waddington ne croit pas qu'il y ait de grandes différences entre le projet de M. Desprez et la rédaction proposé par Lord Salisbury. Il y a cependant une distinction à établir: les Plénipotentiaires de France ont pensé que tout en invitant le gouvernement grec à désigner un Représentant, il était utile de limiter le champ de ses observations. M. Waddington admet que le Représentant hellénique soit appelé à donner son avis sur des faits qui se passent près de la frontière du Royaume; mais il comprendait moins que la compétence du cabinet d'Athènes pût s'étendre à des contrées habitées par des populations mixtes: Son

1878 Excellence craindrait de trop agrandir la sphère des observations du gouvernement hellénique. Toutefois le second paragraphe du projet réservant au Congrès toute sa liberté d'appréciation à cet égard, la haute Assemblée reste juge en dernier ressort des délibérations, auxquelles elle regarderait comme opportun que le Représentant grec fût admis.

Le Prince Gortchacow, en présence de ces considérations, vote pour le maintien du texte français.

Carathéodory Pacha croit comprendre que dans la pensée de la haute Assemblée, l'admission d'un Représentant grec est surtout une question d'opportunité : toutefois, et tout en acceptant que ce Représentant pût être entendu quand on s'occuperait de l'amélioration de l'état de ces provinces, Son Excellence, et avec elle Mehemed Ali Pacha, demande de nouvelles explications sur le sens de la phrase du projet français où il est question de »provinces limitrophes«.

M. Waddington répond qu'on ne discute pas aujourd'hui le fond de cette difficulté, mais seulement une question préalable ; il tient à ajouter que les considérants du projet français en indiquent nettement la portée. En premier lieu le Congrès trouve-t-il juste que la Grèce exprime ses voeux sur des questions qui pourraient intéresser sa frontière ? En second lieu, le Congrès trouve-t-il utile de provoquer sur divers points les explications du cabinet d'Athènes ?

Le Prince de Bismarck fait remarquer qu'en réalité la différence pratique entre les deux opinions se manifestera surtout quand il s'agira de déterminer le moment où les Représentants grecs seront entendus. Ce sera alors, à son avis, le scrutin décisif. Actuellement il s'agit de savoir en général s'ils seront admis, et c'est dans cet ordre d'idées qu'il demande de nouveau si MM. les Plénipotentiaires ottomans votent pour la rédaction française ou anglaise.

Les Plénipotentiaires ottomans déclarent s'abstenir.

Le Prince de Bismarck, comme Plénipotentiaire d'Allemagne, vote pour la rédaction française.

Son Altesse Sérénissime constate ensuite que les voix sont partagées en nombre égal. L'amendement anglais n'a donc pas eu la majorité, et le résultat du premier scrutin adoptant la rédaction française demeure acquis.

Le Président demande si le Congrès entend décider aujourd'hui ou dans une réunion prochaine à quelle séance le Représentant grec sera admis.

Protocole No. 5. 1878

Séance du 24 juin 1878.

ulgarie. Frontières. — Observation anglaise sur le Sandjak de Sofia. — *Roumélie* ientale. — Garnisons ottomanes. — Discussion ajournée. — *Bulgarie et Roumélie* ientale. — Liberté des cultes, égalité devant la loi, proposition française. — aités de commerce, juridiction consulaire, proposition de l'Italie, France, Autriche. *Bulgarie.* — Tribut et dette, proposition ottomane. — Élection du prince, scussion. — Votation. — Substitution de commissions européennes aux commis- ires russes et proposition du Comte Andrássy. — Discussion. — Occupation sse et passage des troupes russes à travers la *Roumélie.*. — Proposition du Comte Andrássy. — Discussion. — Votation.

Etaient présents:

Pour l'Allemagne:
Le Prince de Bismarck,
M. de Bülow,
Le Prince de Hohenlohe-Schillingsfürst.
Pour l'Autriche-Hongrie:
Le Comte Andrássy,
Le Comte Károlyi,
Le Baron Haymerle.
Pour la France:
M. Waddington,
Le Comte de Saint-Vallier,
M. Desprez.
Pour la Grande Bretagne:
Le Comte de Beaconsfield,
Le Marquis de Salisbury,
Lord Odo Russell.
Pour l'Italie:
Le Comte Corti,
Le Comte de Launay.
Pour la Russie:
Le Comte Schouvaloff,
M. d'Oubril.
Pour la Turquie:
Alexandre Carathéodory Pacha,
Mehemed Ali Pacha,
Sadoullah Bey.

La séance est ouverte à 1 heure et demie.

M. l'Ambassadeur de Russie présente à la haute Assemblée s excuses du Prince Gortchacow que l'état de sa santé npêche d'assister à la séance de ce jour.

Le Protocole No. 4 est adopté.

Lord Salisbury fait observer que dans la pensée du uvernement anglais et sans engager l'opinion du Congrès,

1878 *Protocole No. 4.*

Séance du 22 Juin 1878.

Bulgarie. Frontière. — Proposition anglaise. — Lignes des Balkans; Sofia; *Roumélie orientale*; constitution et frontières, garnisons ottomanes, amendements russes relatifs aux garnisons ottomanes dans la Roumélie orientale et à la milice indigène. — Discussion. — Plénipotentiaires français chargés d'une rédaction des amendements russes. — Proposition anglaise. (Prot. 2.) — Accueillie. — Votation.

Etaient présents:

Pour l'Allemagne:
Le Prince de Bismarck.
M. de Bülow.
Le Prince de Hohenlohe-Schillingsfürst.
Pour l'Autriche-Hongrie:
Le Comte Andrássy,
Le Comte Károlyi,
Le Baron de Haymerle.
Pour la France:
M. Waddington,
Le Comte de Saint-Vallier,
M. Desprez.
Pour la Grande Bretagne:
Le Comte de Beaconsfield,
Le Marquis de Salisbury,
Lord Odo Russell.
Pour l'Italie:
Le Comte Corti,
Le Comte de Launay.
Pour la Russie:
Le Comte Schouvaloff,
M. d'Oubril.
Pour la Turquie:
Alexandre Carathéodory Pacha,
Mehemed Ali Pacha,
Sadoullah Bey.

La séance est ouverte à 2 heures et demie; le protocole de la séance précédente est adopté.

M. d'Oubril exprime de la part du Prince Gortchacow le regret de Son Altesse Sérénissime de ne pouvoir, en égard à l'état de sa santé, assister à la séance de ce jour.

Le Président répond que le Congrès regrette l'absence du Prince Gortchacow et forme des voeux pour le prompt rétablissement de M. le Premier Plénipotentiaire de Russie.

Le Président, après avoir donné lecture de la liste des pétitions adressées au Congrès depuis le dernière séance,

annonce que l'ordre du jour appelle la discussion de la question de Bulgarie sur les points traités dans l'article VI du traité de San Stefano et de la proposition anglaise consignée dans le deuxième protocole du Congrès. Son Altesse Sérénissime prie les Représentants des puissances qui ont recherché un accord dans des conférences particulières de faire connaître le résultat de leurs entretiens. 1878

Lord Salisbury donne lecture du document suivant, qui contient le développement des propositions anglaises, et qu'il soumet à l'approbation de la haute Assemblée:

»Admission de la frontière des Balcans pour la Principauté de Bulgarie; la province au sud des Balcans assumerait le nom de Roumélie orientale.

»L'incorporation du sandjak de Sophia avec rectification stratégique des frontières dans la Principauté serait consentie, soit contre le maintien de Varna dans les mains des turcs, soit contre l'exclusion des bassin du Mesta Karasou et Strouma Karasou de la Roumélie orientale. La Roumélie orientale sera placée sous l'autorité politique et militaire directe du Sultan qui l'exercera dans les conditions suivantes:

»Il aura le droit de pourvoir à la défense des frontières de terre et de mer de la province, de pouvoir y tenir des troupes et de les y fortifier.

»L'ordre intérieur sera maintenu par la milice, dont les officiers seront nommés par le Sultan, qui tiendra compte de la religion de la population.

»Le gouverneur-général aura le droit d'appeler les troupes ottomanes dans le cas où la sécurité intérieure ou extérieure se trouverait menacée.

»La frontière occidentale reste à préciser. Depuis l'endroit où la frontière occidentale coupe la frontière méridionale de la conférence, la frontière méridionale de la Roumélie orientale suivra le tracé de cette dernière jusqu'à la montagne de Kruchevo, puis le tracé de San Stefano presque jusqu'à Mustafa Pacha. De ce point une frontière naturelle ira jusqu'à la mer noire à un point à préciser entre Sizéboli et Agathopoli. Le tracé des frontières se fera par une commission européenne, à l'exception des deux points touchant à la mer noire qui ne sont pas encore arrangés.«

Le Président ayant demandé aux Plénipotentiaires de Russie »ils adhèrent aux principes résumés par Lord Salisbury, le Comte Schouvaloff expose que les Plénipotentiaires de Russie ont présenté deux amendements qui, dans leur pensée, n'altèrent pas, en principe, les modifications proposées par la

1878 L'examen des propositions qui viennent d'être lues demeure donc réservé.

Carathéodory Pacha lit ensuite une proposition relative à l'organisation de la Bulgarie au point de vue financier et qui ce rapporte à l'article IX du traité de San Stefano:

»Indépendamment du tribut, la principauté de Bulgarie supportera une part des dettes de l'empire proportionnelle à ses revenus.«

Le Président dit que cette proposition sera de même imprimée et distribuée.

Son Altesse Sérénissime croit qu'on peu s'écarter aujourd'hui de l'article VI, auquel on reviendra plus tard quand il s'agira de discuter la rédaction préparée par M. Waddington, et procède à la lecture de l'article VII.

Sur le premier alinéa ainsi conçu:

»Le Prince de Bulgarie sera librement élu par la population, et confirmé par la Sublime Porte avec l'assentiment des puissances.«

Lord Salisbury relève le mot »assentiment des puissances« et demande s'il s'agit de l'assentiment unanime des puissances ou seulement de la majorité?

Le Comte Schouvaloff invoque le principe d'après lequel le Congrès n'est pas obligé par la majorité, mais uniquement par l'unanimité de ses membres. Si donc les puissances ne sont pas d'accord sur le choix du personnage qui serait élu prince de Bulgarie, l'élection ne serait pas valable.

Lord Salisbury ayant fait observer qu'alors la Bulgarie se trouverait sans gouvernement, le Comte Schouvaloff dit qu'il ne peut répondre des éventualités de l'avenir et qu'il doit se borner à affirmer que la Bulgarie ne deviendrait pas une annexe russe.

Lord Salisbury insiste sur la crainte de voir, dans cette hypothèse le pays livré à l'anarchie.

Le Prince de Bismarck dit que des difficultés analogues pourraient aussi bien se présenter dans toutes les autres éventualités prévues par l'article VII. Son Altesse Sérénissime pense que le Congrès est hors d'état de remédier à tous ces dangers; si les populations bulgares, par mauvaise volonté ou inaptitude naturelle, ne peuvent entrer dans l'exercice de leurs nouvelles institutions, l'Europe en effet devra aviser, mais plus tard et quant le moment sera venu. Pour aujourd'hui, le Congrès, selon l'avis de son Altesse Sérénissime, devrait se borner à amener la bonne entente entre les puissances sur les questions de principe, à écarter du traité de San Stefano les stipulations qui pourraient créer un danger pour le maintien de la paix en Europe. Ce

serait étendre la tâche du Congrès au delà de ses limites, que de 1878
viser des questions éventuelles touchant le sort futur de la Bulgarie qui n'intéresse l'Allemagne et, sans doute, quelques-unes des puissances représentées ici, qu'au point de vue de la paix générale.

Lord Salisbury tient à constater que l'Angleterre n'est pas responsable des difficultés qui pourront se produire dans l'avenir. Il demande que le mot de »majorité des puissances« soit substitué à celui de »l'assentiment«.

Le Comte Schouvaloff regrette les inquiétudes manifestées par son collègue d'Angleterre. Il ajoute que Lord Salisbury paraît supposer chez le gouvernement impérial l'intention de réserver son assentiment dans le but de maintenir plus longtemps l'administration des commissaires russes. Ne lui serait-il pas permis, à son tour, de s'inquiéter des intentions de l'Angleterre et de lui prêter — ce qu'il est loin de faire d'ailleurs — le désir de ne pas donner son assentiment en vue d'empêcher l'élection du prince? Le mot »d'assentiment« inséré dans l'article paraît à Son Excellence une garantie pour l'Europe contre tout pensée d'influence spéciale exercée par la Russie. D'autre part le principe de la majorité en Congrès ne lui semble pas compatible avec la dignité de la Russie et de l'Angleterre. Son Excellence répète que son gouvernement ne patronne aucun candidat, n'en a aucun en vue, serait même fort embarassé de répondre aux questions qui lui seraient posées sur une candidature quelconque, et désire seulement l'entière liberté de l'election.

Le Président ayant demandé à Lord Salisbury s'il insiste sur sa proposition, M. le Plénipotentiaire d'Angleterre répond qu'il a cru de son devoir de la faire, mais que, si elle n'est pas accueillie, il lui suffira qu'elle soit indiquée au protocole.

Le Prince de Bismarck sollicite l'opinion du Congrès sur la suppression des mots »assentiment des puissances.«

Le Comte Andrássy voudrait espérer qu'il a rencontré une solution pratique dans la proposition qu'il demande à soumettre au Congrès. Son Excellence est, d'un côté, frappé avec Lord Salisbury du danger de laisser éventuellement la Bulgarie sans prince: mais, d'un autre côté, le Premier Plénipotentiaire d'Autriche-Hongrie croit avec le Comte Schouvaloff que la suppression de l'assentiment des puissances diminuerait la garantie de l'Europe. Il regarde également que le principe de la majorité serait difficile à mettre en pratique. L'essentiel, à ses yeux est de bien établir que dans les cas de non-réussite de l'élection, les intérêts européens doivent être représentés dans ces contrées aussi bien

1878 que les intérêts russes. C'est dans ce but qu'il a rédigé la motion dont il donne lecture:

»Considérant qu'à la suite d'un commun accord, la commission russo-turque, qui, en vertu de l'article VI du traité préliminaire de San Stefano, aurait eu à tracer les frontières définitives de la principauté bulgare, sera remplacée par une commission européenne, et que, dans la pensée de tous les gouvernements représentés au Congrès, cette substitution offre un mode pratique pour concilier la divergence éventuelle des intérêts respectifs:

»Considérant, d'autre part, qu'il a été constaté que l'amélioration du sort des chrétiens dans la presqu'île des Balkans est un but commun à toutes les puissances, je ne crois pas qu'il soit besoin d'appuyer par d'autres motifs encore la proposition suivante que j'ai l'honneur de soumettre à l'appréciation de la haute Assemblée, à savoir:

»Que le Congrès veuille bien admettre en principe que les fonctions assignées, par différents articles du traité préliminaire concernant la Bulgarie, à des commissions ou à des commissaires russes, ou russes et ottomans, soient transférées à des commissions ou à des commissaires européens.

»Si ce principe est admis, je pense que nous pourrions confier à la sous-commission qui sera probablement chargée de la rédaction définitive du résultat de nos travaux, le soin d'introduire dans le texte des articles respectifs les modifications nécessaires.«

Le Comte Schouvaloff croit que le Comte Andrássy préjuge dans le document qu'il vient de lire une question non encore discutée, celle des commissions européennes. Jusqu'à present on n'a admis que des commissions de délimitation et non de gouvernement. En tous cas, se référant à la procédure adoptée par le Congrès, il déclare ne pouvoir discuter en ce moment une proposition dont il n'a pu étudier les termes, et demande le renvoi à la séance prochaine, Son Excellence fait remarquer incidemment que, d'après ses entretiens avec ses collègues anglais, il supposait que leur attention serait plutôt portée sur la Roumélie que sur la Bulgarie autonome du moment qu'il était, d'ailleurs, bien entendu que cette dernière province ne deviendrait pas une annexe de la Russie.

Le Comte Andrássy n'a pas d'objection contre le renvoi à la séance prochaine, pourvu que sa proposition soit insérée au protocole de la présente séance.

Le Président fait observer, en vue de diminuer la tâche du Congrès que, dès l'origine des délibérations, la haute Assemblée

s'est trouvée en présence de deux procédés: 1. une révision du 1878
traité de San Stefano dans sa totalité, aboutissant à modifier les dispositions qui peuvent porter préjudice à la paix de l'Europe; 2. la rédaction d'un nouveau traité où se trouveraient recueillis les résultats des délibérations du Congrès, et qui lierait les deux parties contractantes du traité de San Stefano, puisque l'une et l'autre figureraient dans les signataires de ce nouvel instrument diplomatique. Son Altesse Sérénissime incline vers cette derniére combinaison, car il y a dans le traité de San Stefano beaucoup de choses qui n'intéressent que la Turquie et la Russie, et auxquelles il est inutile de donner le caractère européen. Un nouveau traité dans lequel entreraient seulement les dispositions qui dérogent à celles de San Stefano lui paraîtrait plus simple et plus pratique. Le travail serait ainsi abrégé, puisque beaucoup d'articles du traité de San Stefano ne seraient point discutés par le Congrès. Ne vaudrait-il pas mieux, pour éviter des discussions académiques, passer sous silence les articles de cette convention qui n'affectent pas les intérêts de l'Europe, laisser de côté les questions qui n'ont pas une actualité urgente, ou les réserver, s'il y a lieu, pour des entretiens particuliers entre les puissances qui y prennent un intérêt special?

Lord Salisbury accepte la proposition de réserver les questions les moins urgentes pour des entretiens particuliers entre les puissances intéressées, et n'objecte pas à ce que le Président continue la lecture.

Le Prince de Bismarck y consent, mais en ajoutant qu'il ne faudrait pas conclure que le silence du Congrès sur des articles qui ne le concernent pas, transformerait des stipulations purement russo-turques en stipulations européennes. Ce seraient, au contraire, seulement les passages discutés qui devraient prendre place dans le traité futur consenti par toute l'Europe.

Son Altesse Sérénissime continue la lecture de l'article VII. Le 3e alinéa demeure réservé jusqu'à la discussion de la proposition du Comte Andrássy, et le Comte Schouvaloff ayant indiqué que la désignation de Philippopoli pour la réunion des assemblées de notables n'avait de sens que pour la Bulgarie constituée par le traité de San Stefano, il est donné acte à Son Excellence de cette déclaration.

Le 4e alinéa ayant paru au Comte Andrássy en connexité avec les divers amendements proposés, le Comte Schouvaloff fait remarquer que les dispositions de cet alinéa se rapportent à la loi électorale et non pas aux objets visés par les amendements tels que l'égalité devant la loi ou la liberté des cultes, et

1878 M. Waddington pense en effet que la liberté des cultes doit être l'objet d'un article additionnel.

Le Président, après avoir terminé sa lecture de l'article VII, dit que ces stipulations ayant été faites pour la Bulgarie telle qu'elle était définie par le traité de San Stefano, il regarde de plus en plus comme nécessaire la rédaction d'un nouveau traité.

Le Premier Plénipotentiaire d'Autriche-Hongrie ayant constaté que la proposition qu'il a lue au Congrès, ne vise que les alinéas 3 et 5 de l'article VII, le Comte Corti demande s'il est alors entendu que les alinéas 1 et 2 sont adoptés en principe.

Une discussion s'étant engagée sur cette question, il en résulte que les deux premiers et le 4e alinéas de l'article VII sont adoptés, que le 3e et le 5e sont réservés en vue de la proposition austro-hongroise.

Le Président commence à lire l'article VIII. Sur le 2e alinéa relatif à l'occupation russe, le Premier Plénipotentiaire d'Autriche-Hongrie lit l'amendement suivant:

»Le gouvernement de Sa Majesté l'Empereur et Roi a été de tout temps pénétré de la conviction que l'oeuvre du Congrès ne saurait être couronnée de succès qu'à la condition que la transition de la guerre à la paix définitive soit aussi courte que possible et que l'état des choses qui succédera à la guerre soit la paix définitive avec tous ces bienfaits.

»Partant de cette conviction, les Plénipotentiaires de Sa Majesté Impériale et Royale se voient obligés d'exprimer certaines appréhensions que leur inspirent les dispositions de l'article VIII.

»Cet article stipule l'éloignement entier des troupes turques de la principauté de Bulgarie; il contient en même temps la disposition, qu'après l'évacuation de la Turquie par les troupes russes jusqu'à l'organisation complète d'une milice indigène, un corps d'armée russe, ne dépassant pas 50.000 hommes, doit occuper la Bulgarie, et que la durée de cette occupation doit être d'environ deux ans.

»Nous sommes loin de méconnaître la nécessité qu'il y a de pourvoir au maintien de l'ordre dans la nouvelle principauté, même pendant l'époque de transition entre la conclusion de la paix et l'organisation des pouvoirs civils et militaires indigènes.

»Nous sommes persuadés que le cabinet de St. Pétersbourg ne cherchait, par cette occupation, qu'à tenir compte de cette nécessité, et que la mesure en question, ainsi que le gouvernement impérial de Russie l'a déclaré lui-même, à différentes reprises, n'implique pas d'autres vues.

»Aussi le gouvernement impérial et royal ne pense-t-il pas que le Congrès élèverait en principe une objection contre la

stipulation en vertu de laquelle, après l'évacuation de la Bulgarie 1878
par l'armée turque, un corps d'armée russe serait chargé provisoirement du maintien de l'ordre.

»D'un autre côté, les Plénipotentiaires de Sa Majesté l'Empereur et Roi ne sauraient se cacher les inconvénients qu'il y aurait à faire dépendre l'occupation projetée d'un terme difficile à fixer d'avance, tel que l'achèvement de l'organisation de la milice du pays, ou d'un laps de temps aussi éloigné que la durée de deux ans.

»Ils craignent qu'une pareille stipulation ne soit difficile à accorder avec les efforts communs des hautes puissances signataires pour le prompt rétablissement d'une paix définitive.

»Tant que les troupes de la puissance qui a fait la guerre, séjourneront sur territoire étranger, l'opinion publique ne considérerait pas les événements de guerre comme entièrement terminés; le crédit public et la prospérité même des pays n'ayant pas pris part à la guerre, resteraient exposés aux oscillations d'un ordre de choses mal défini.

»Le droit ayant été réservé à la Turquie d'occuper militairement ses frontières des Balcans, on ne saurait perdre de vue que les troupes ci-devant ennemies se trouveraient, même après la conclusion de la paix, placées en face les unes des autres.

»La situation de la Roumanie forme également l'objet de nos sérieuses préoccupations. Dans l'article en question il est stipulée pour les troupes impériales russes, dans le but d'assurer leurs communications, le droit de passage à travers la dite principauté pendant la durée de l'occupation.

»Si la durée de l'occupation restait indéfinie, ou si elle était prolongée à deux ans, cette principauté se croirait privée de la jouissance de l'indépendance qui lui serait reconnue par l'Europe et s'en ressentirait comme d'une suspension ou limitation de ses droits.

»Le gouvernement impérial et royal, en égard à toutes ces considérations, croit qu'il serait dans l'intérêt de toutes les parties qu'il soit fixé un terme précis à l'occupation de la Bulgarie. Il lui semble en outre que le Congrès devrait pourvoir à l'éventualité, où à l'expiration de ce terme, l'état des provinces en question exigerait encore la présence d'une force armée non indigène.

»Le gouvernement impérial et royal a donc l'honneur de proposer que le Congrès veuille décider :

»1. La durée de l'occupation de la principauté de la Bulgarie par les troupes impériales russes est fixée à six mois à dater de la conclusion de la paix définitive.

1878 »2. Le gouvernement impérial russe s'engage à terminer dans un délai ultérieur de deux ou trois mois ou plus tôt, si faire se peut, le passage de ses troupes à travers la Roumanie et l'évacuation complète de cette principauté.

»3. Si, contre toute prévision, à l'expiration du délai de six mois, la présence des troupes auxiliaires étrangères en Bulgarie était, d'un commun accord, jugée nécessaire, les grandes puissances fourniraient des contingents dont l'ensemble serait environ de 10.000 à 15.000 hommes, qui seraient placés sous les ordres de la commission européenne, et dont l'entretien sera à la charge du pays occupé.«

Le Prince de Bismarck demande si le Congrès est d'avis de discuter aujourd'hui la question soulevée par le Comte Andrássy et Lord Beaconsfield exprime l'opinion qu'en effet il y a lieu de délibérer séance tenante sur ce point. Son Excellence accepte l'amendement austro-hongrois, le considérant comme sage et prudent, et il est autorisé par son gouvernement à ajouter dès à présent que l'Angleterre est prête à fournir sa part du contingent indiqué par le Comte Andrássy.

Le Comte Schouvaloff se borne à faire trois objections à l'amendement: (1) au point de vue de la rédaction, le texte lu par le Premier Plénipotentiaire d'Autriche-Hongrie lui paraît ne pas tenir compte de la séparation de la Bulgarie par la frontière des Balcans; (2) le terme de six mois réclamé pour terme de l'occupation lui semble beaucoup trop court; (3) une occupation mixte offrirait à ses yeux des inconvénients pratiques. Sans s'arrêter à la première objection, toute de forme, Son Excellence arrive sur le champ à la seconde, et distingue entre la situation de la Roumélie orientale et celle de la Bulgarie. En Roumélie, l'occupation pourrait, à la rigueur, être abrégée à six mois; car en cas de trouble, les milices devraient agir, et si elles étaient insuffisantes, le gouverneur général ferait intervenir les troupes ottomanes. En Bulgarie, au contraire, où ne peut entrer aucune force turque, l'occupation doit être prolongée. Le Comte Schouvaloff désire, à ce sujet, donner au Congrès une idée générale de ce qui a été fait en Bulgarie depuis que l'armée russe y est entrée et de ce qui reste à y faire. La Russie s'est efforcée de changer le moins possible les institutions du pays: le feu prince Tcherkasky avait été frappé de ce que la législation turque répondait aux besoins du pays, seulement les lois et règlements n'étaient pas connus des fonctionnaires qui ne les appliquaient pas. L'administration russe a fait élire un conseil administratif, un conseil municipal, un conseil judiciaire dans chaque caza: les présidents de ces trois conseils forment le

de six mois pour la Roumélie, de neuf pour la Bulgarie, et d'un 1878
an pour la Roumanie.

Le Comte de Saint-Vallier fait remarquer qu'en effet le Comte Schouvaloff, en ce qui concerne la Roumélie, a proposé lui-même le terme de six mois. On pourrait donc sur ce point s'en tenir à la proposition de M. le Plénipotentiaire de Russie : quant au second terme, l'accord semble fait pour l'évacuation de la Bulgarie en neuf mois, et pour celle de la Roumanie dans l'espace d'un an.

Le Comte Schouvaloff dit qu'il n'a fait la concession de six mois pour la Roumélie que dans l'hypothèse où le terme d'un an serait concédé pour l'évacuation de la Bulgarie et de la Roumanie.

Le Comte de Launay, se référant à des observations présentées par Son Altesse Sérénissime le Prince de Bismarck dans la quatrième séance, déclare que l'Italie, elle aussi, exerce un rôle de conciliation. A ce point de vue Son Excellence recommande l'adoption d'un délai d'une année pour l'evacuation complète des provinces occupées par les armées impériales russes. En suite de la délimitation acceptée par les Plénipotentiaires de Russie pour la Bulgarie et la Roumélie, il y aurait lieu, de la part du Congrès, de se prêter à une transaction, qui, au reste, ne s'écarterait pas d'une manière bien sensible de la proposition faite par le Comte Andrássy.

M. Waddington maintient l'opinion qui a été développée par le Comte de Saint-Vallier, à savoir l'évacuation graduelle. Il y a une distinction à établir entre la Roumélie et la Bulgarie, et le Comte Schouvaloff a reconnu lui-même qu'une prolongation de l'occupation s'expliquerait beaucoup moins dans la première que dans la seconde. Son Excellence ajoute que, Varna restant à la Bulgarie, les troupes russes trouveront sur ce point des facilités spéciales pour l'évacuation: il serait même très-désirable que la Russie, en adoptant autant que possible cette voie, pût affranchir la Roumanie du passage sur son territoire d'une grande partie de l'armée d'occupation. M. Waddington croit donc devoir maintenir six mois pour la Roumélie, neuf mois pour la Bulgarie, un an pour la Roumanie.

Le Comte Schouvaloff se déclare hors d'état d'accepter cette combinaison qui excède ses pleins pouvoirs.

Le Président relève que l'Italie et l'Allemagne sont d'accord avec la Russie, que l'Autriche-Hongrie est disposée à se rallier de même. Son Altesse Sérénissime demande s'il ne serait pas possible de réunir encore les suffrages de la France et de l'Angleterre.

1878 Passant à la seconde objection, le Comte Andrássy remercie le Comte Schouvaloff des détails que Son Excellence a donnés au Congrès sur l'organisation de la Bulgarie; mais le Premier Plénipotentiaire d'Autriche-Hongrie, appréciant le système simple et pratique de cette organisation, se trouve amené à en conclure que l'occupation peut être abregée sans inconvénient. En tout cas Son Excellence ne saurait admettre que la durée d'une occupation militaire fût subordonnée à l'achèvement d'une organisation politique: ce serait là une combinaison vague: l'opinion publique réclame une décision précise, une prolongation si l'on veut, mais enfin un terme fixe, et qui lui permette de croire à la paix définitive. Quant à la 3e objection, Son Excellence dit que la proposition de troupes mixtes est faite dans le but de hâter une conclusion, qu'il se rend compte assurément des difficultés de l'envoi de ces troupes, et préférerait s'abstenir de ce moyen s'il en est d'autres, mais il n'est point frappé des inconvénients signalés par le Comte Schouvaloff. Son Excellence demeure persuadée que les troupes des différents pays vivraient en bonne entente. Le Comte Andrássy rappelle enfin les nombreuses pétitions adressées au Congrès relativement aux excès des bulgares; il croit que le gouvernement russe a tout intérêt à être dégagé par l'occupation des troupes mixtes d'une responsabilité aussi grave.

Le Comte Schouvaloff déclare que, pour ne pas prolonger le débat, il consent au terme de neuf mois pour l'évacuation de la Bulgarie et trois mois en sus pour l'évacuation de la Roumanie, de telle sorte qu'au bout d'un an, l'armée russe aurait complétement quitté les deux provinces.

Le Comte Andrássy ayant insisté pour l'évacuation complète en neuf mois, et le Plénipotentiaire de Russie repoussant ce terme, le Premier Plénipotentiaire d'Italie demande si l'on ne pourrait accepter six mois pour la Roumélie; et quant à la Bulgarie et Roumanie, il serait convenu que l'évacuation commencerait après neuf mois et serait terminée en douze.

Après une observation incidente de Lord Salisbury sur la difficulté d'obtenir des élections libres pendant l'occupation étrangère, et la proposition faite par le Comte Schouvaloff de remettre, si ses collègues anglais le désirent, l'élection du Prince jusqu'au départ de l'armée russe, une conversation s'engage entre les Plénipotentiaires sur les divers termes que l'on pourrait assigner à l'occupation.

Le Président dit qu'il ressort de cet échange d'idées que la majorité paraîtrait envisager avec faveur une évacuation graduelle

de six mois pour la Roumélie, de neuf pour la Bulgarie, et d'un 1878
an pour la Roumanie.

Le Comte de Saint-Vallier fait remarquer qu'en effet le Comte Schouvaloff, en ce qui concerne la Roumélie, a proposé lui-même le terme de six mois. On pourrait donc sur ce point s'en tenir à la proposition de M. le Plénipotentiaire de Russie: quant au second terme, l'accord semble fait pour l'évacuation de la Bulgarie en neuf mois, et pour celle de la Roumanie dans l'espace d'un an.

Le Comte Schouvaloff dit qu'il n'a fait la concession de six mois pour la Roumélie que dans l'hypothèse où le terme d'un an serait concédé pour l'évacuation de la Bulgarie et de la Roumanie.

Le Comte de Launay, se référant à des observations présentées par Son Altesse Sérénissime le Prince de Bismarck dans la quatrième séance, déclare que l'Italie, elle aussi, exerce un rôle de conciliation. A ce point de vue Son Excellence recommande l'adoption d'un délai d'une année pour l'evacuation complète des provinces occupées par les armées impériales russes. En suite de la délimitation acceptée par les Plénipotentiaires de Russie pour la Bulgarie et la Roumélie, il y aurait lieu, de la part du Congrès, de se prêter à une transaction, qui, au reste, ne s'écarterait pas d'une manière bien sensible de la proposition faite par le Comte Andrássy.

M. Waddington maintient l'opinion qui a été développée par le Comte de Saint-Vallier, à savoir l'évacuation graduelle. Il y a une distinction à établir entre la Roumélie et la Bulgarie, et le Comte Schouvaloff a reconnu lui-même qu'une prolongation de l'occupation s'expliquerait beaucoup moins dans la première que dans la seconde. Son Excellence ajoute que, Varna restant à la Bulgarie, les troupes russes trouveront sur ce point des facilités spéciales pour l'évacuation: il serait même très-désirable que la Russie, en adoptant autant que possible cette voie, pût affranchir la Roumanie du passage sur son territoire d'une grande partie de l'armée d'occupation. M. Waddington croit donc devoir maintenir six mois pour la Roumélie, neuf mois pour la Bulgarie, un an pour la Roumanie.

Le Comte Schouvaloff se déclare hors d'état d'accepter cette combinaison qui excède ses pleins pouvoirs.

Le Président relève que l'Italie et l'Allemagne sont d'accord avec la Russie, que l'Autriche-Hongrie est disposée à se rallier de même. Son Altesse Sérénissime demande s'il ne serait pas possible de réunir encore les suffrages de la France et de l'Angleterre.

1878 Le Comte Andrássy, ayant adhéré formellement au terme de neuf mois pour la Roumélie et la Bulgarie et un an pour la Roumanie, combinaison acceptée par les Plénipotentiaires de Russie, le Comte de Saint Vallier déclare que le point capital étant de maintenir l'harmonie au sein du Congrès, les Plénipotentiaires français, toujours désireux d'y contribuer, accèdent à l'opinion exprimée par M. le Comte Schouvaloff et qui paraît réunir l'assentiment de la majorité.

Lord Beaconsfield dit qu'il n'a point d'objection si tous les Plénipotentiaires se trouvent d'accord.

Le Président constate que, sur cette question importante, l'entente s'est heureusement établie, et la séance est levée à 4 heures.

(Suivent les signatures.)

Protocole No. 6.

Séance du 25 juin 1878.

Roumélie orientale. — Rédaction française des amendements russes relatifs aux garnisons ottomanes et à la milice indigène. — Réserves du Comte Schouvaloff proposant une commission européenne. — *Bulgarie.* — Discussion sur la proposition du Comte Andrássy et substitution des commissaires européens aux commissaires russes. — Proposition de Lord Salisbury en complément de la proposition du Comte Andrássy. — *Bulgarie et Roumélie orientale.* — Traités de commerce. — Discussion de la proposition du Comte Andrássy et Corti etc. — Liberté des cultes. — Discussion de la proposition française. — Chemins de fer. — Proposition austro-hongroise.

Etaient présents:

Pour l'Allemagne:
Le Prince de Bismarck,
M. de Bülow,
Le Prince de Hohenlohe-Schillingsfürst.

Pour l'Autriche:
Le Comte Andrássy,
Le Comte Károlyi,
Le Baron de Haymerle.

Pour la France:
M. Waddington,
Le Comte de Saint-Vallier,
M. Desprez.

Pour la Grande Bretagne:
Le Comte de Beaconsfield,
Le Marquis de Salisbury,
Lord Odo Russell.

Pour l'Italie: 1878
Le Comte Corti,
Le Comte de Launay.

Pour la Russie:
Le Comte Schouvaloff,
M. d'Oubril.

Pour la Turquie;
Alexandre Carathéodory Pacha,
Mehemed Ali Pacha,
Sadoullah Bey.

La séance est ouverte à 2 heures et demie.

Le Président annonce que le protocole No. 5 ne sera lu qu'à la prochaine séance, et après avoir mentionné la liste des pétitions No. 5, indique à l'ordre du jour les deux amendements ajournés hier et dont M. le Premier Plénipotentiaire de France a bien voulu, sur le désir du Congrès, préparer la rédaction.

M. Waddington dit qu'après s'être entendu avec ces collègues de Russie et d'Angleterre, il présente un travail qu'il espère voir agréer par la haute Assemblée. Son Excellence donne d'abord lecture du 2e amendement. Ce texte devrait suivre, dans la proposition de Lord Salisbury, le passage ainsi conçu:

»Le gouverneur général aura le droit d'appeler les troupes ottomanes dans le cas où la sécurité intérieure ou extérieure se trouverait menacée.«

M. le Premier Plénipotentiaire de France propose d'ajouter à cet alinéa le paragraphe suivant:

»Dans cette éventualité, la Sublime Porte devra donner connaissance de cette décision, ainsi que des nécessités qui la justifient, aux représentants des puissances à Constantinople.«

Le Congrès accepte ce passage à l'unanimité.

M. Waddington donne ensuite lecture du 1er amendement qu'il propose de substituer au passage de la motion de Lord Salisbury ainsi conçu:

»L'ordre intérieur est maintenu par la milice, dont les officiers sont nommeés par le Sultan qui tiendra compte de la religion de la population.«

Les deux premiers paragraphes, dont voici le texte, sont adoptés par le Congrès:

»L'ordre intérieur est maintenu par une gendarmerie indigène assistée d'une milice locale.

»Pour la composition de ces deux corps, dont les officiers sont nommés par le Sultan, il sera tenu compte, suivant les localités, de la religion des habitants.«

1878 M. Waddington lit le 3e paragraphe suivant:

»Sa Majesté le Sultan s'engage à n'employer dans les garnisons frontières que des troupes régulières. Les troupes destinées à ce service ne pourront en aucun cas être cantonnées chez l'habitant. Lorsqu'elles traverseront la province, elles ne pourront y faire de séjour.«

M. le Premier Plénipotentiaire de France ajoute que ce passage, qui ne s'applique qu'à l'état de paix, vise trois points:

1. Le Sultan n'emploiera pas de Bachi-Bazouks;

2. les soldats ne pourront être cantonnés chex l'habitant: ils devront être logés dans les casernes, ou les khans, ou camper sous la tente;

3. les troupes ne pourront séjourner dans l'intérieur de la province quand elles se rendront à la frontière pour le service des garnisons.

Sur ces points, les Plénipotentiaires anglais et russes sont d'accord, mais une divergence subsiste: tandis que le Comte Schouvaloff insiste pour que ces arrangements, acceptés par lui en principe, soient soumis à la surveillance d'une commission européenne, les Plénipotentiaires anglais se refusent à cette combinaison, qui paraît également d'ailleurs aux Plenipotentiaires français constituer une ingérence trop considérable dans la souveraineté du Sultan. M. Waddington est donc d'avis que le Congrès vote le 3e alinéa, sur lequel l'accord est fait en principe; le Comte Schouvaloff pourrait ensuite développer son article additionnel.

Le Prince de Bismarck partage entièrement l'avis de M. Waddington sur les cantonnements de troupes chez l'habitant.

Le Comte Schouvaloff accepte les alinéas qu'on vient de lire sous réserve d'y ajouter une disposition additionelle relative à la commission européenne. En consentant à laisser au Sultan la faculté d'occuper les places fortes de la frontière et du littoral, le gouvernement impérial russe entendait réserver l'intervention de la commission européenne sur les points stratégiques et sur le chiffre des troupes ottomanes employées à la garde de la frontière. La Russie a renoncé depuis au contrôle des points stratégiques et du chiffre des forces turques, mais elle craint que les dispositions indiquées dans les documents soumis en ce moment au Congrès ne soient pas mises à exécution sans le concours d'agents spéciaux de l'Europe. Toutefois, ne voulant pas prolonger une discussion sans but dès que les Plénipotentiaires britanniques se refusent absolument à accepter la commission européenne, Son Excellence demande à prendre le

3e alinéa *ad referendum* et donnera réponse à une séance 1878
prochaine.

Lord Beaconsfield constate l'heureux résultat obtenu par la rédaction conciliante des Plénipotentiaires français.

Le Président, après avoir recueilli le vote unanime du Congrès en faveur de l'ensemble de la proposition de M. Waddington, croit devoir, au nom de la haute Assemblée, remercier MM. les Plénipotentiaires français des services qu'ils ont rendus à la cause de la paix en facilitant une entente par le texte qu'ils ont préparé. Son Altesse Sérénissime ajoute que le protocole reste ouvert pour recevoir ultérieurement, s'il y a lieu, le vote de la Russie sur le 3e alinéa.

Le Président propose de passer à la discussion de la motion du Comte Andrássy insérée au protocole de la dernière séance et relative à la substitution des commissaires européens aux commissaires russes.

Lord Salisbury insiste en faveur de cette proposition dont il voudrait voir les conclusions mises à exécution le plus promptement possible : il a reçu de l'Ambassadeur d'Angleterre à Constantinople un télégramme qui donne les détails les plus inquiétants sur la conduite du gouverneur militaire de Bulgarie, dont les mesures sembleraient prises en vue d'engager l'avenir politique et financier du pays. Son Excellence ajoute qu'il ne veut pas sans doute rejeter la responsabilité de cet état de choses sur le gouvernement russe, mais il prie le Congrès de mettre fin un moment plus tôt à cette situation, et surtout de ne pas laisser engager l'avenir de la province.

Le Président est d'avis que la communication qui vient d'être faite par Lord Salisbury devrait être exprimée dans une proposition formulée par écrit, et à la suite d'un échange d'idées entre le Prince de Bismarck et le Second Plénipotentiaire de la Grande Bretagne, Lord Beaconsfield ayant d'ailleurs appuyé l'opinion de son collègue sur les dangers de la situation actuelle dans la Roumélie orientale, il est entendu que Lord Salisbury remettra au secrétariat une proposition écrite pour recommander la prompte adoption de la motion du Comte Andrássy.

Le Comte Schouvaloff désire répondre aux inquiétudes manifestées par le gouvernement anglais. La Russie souhaite vivement (1 signer la paix, (2) voir achever l'oeuvre de réorganisation, (3) faire cesser l'occupation militaire. Mais pour en arriver à ces résultats, il ne faut pas compliquer la situation et dépasser les limites indiquées par l'intérêt de l'Europe. Il est utile, sans doute, de nommer des commissions, mais il serait dangereux d'en nommer un trop grand nombre. Dans la Roumélie

1878 orientale, la Russie n'a pas oeuvre isolée à faire; l'Europe s'est substituée à elle et peut y agir comme il lui semble opportun: mais en Bulgarie une commission européenne ne paraît pas indispensable, et pourait être utilement remplacée par le contrôle des consuls en Bulgarie et s'il y a lieu, des représentants européens à Constantinople. Ce contrôle semble être suffisant à la Russie, et si le gouvernement impérial semble se réserver en Bulgarie une part d'action plus directe que les autres puissances, le Comte Schouvaloff fait remarquer que la Russie a pris aussi une part plus directe à la création de cette nouvelle principauté autonome.

Le Président constate que dans la pensée du Comte Schouvaloff la commission serait en réalité la conférence des Représentants des grandes puissances à Constantinople, et que les consuls seraient les agents de cette conférence.

Le Comte Schouvaloff ajoute que les représentants à Constantinople seraient plutôt une cour d'appel entre les consuls des puissances et les commissaires russes.

Le Comte Andràssy concède à MM. les Plénipotentiaires de Russie que le principe des commissions n'est pas applicable partout, mais le Comte Schouvaloff va plus loin et se refuse à substituer des commissions européennes aux commissaires russes dans les cas prévus par l'article VII. Son Excellence maintient au contraire, pour ces cas, la nécessité de l'intervention de l'Europe. Faisant allusion aux faits indiqués par le télégramme que Lord Salisbury vient de citer, le Comte Andrássy croit que cette intervention est dans l'intérêt même de la Russie. Son Excellence fait ressortir les difficultés techniques de la combinaison présentée par le Comte Schouvaloff: le rôle des consuls serait malaisé, et quant au contrôle des Ambassadeurs, il faudrait en définir le caractère et la compétence en présence de l'action des commissaires russes. Dans un entretien particulier, M. le Plénipotentiaire de Russie avait laissé entrevoir un autre procédé, qui serait l'adjonction de deux commissaires européens aux commissaires russes et turcs.

Lord Salisbury ne comprend pas que la Russie, qui paraît désirer rendre la Bulgarie aussi indépendante que l'étaient autrefois les autres principautés autonomes et tributaires, insiste pour le maintien d'un commissaire russe. Son Excellence insiste donc sur l'adhésion qu'il a donnée à la proposition du Comte Andrássy.

Le Comte Schouvaloff n'entend pas écarter l'intervention de l'Europe, mais lui donner une autre forme. Quant à l'objection de Lord Salisbury, qui s'étonne que la Russie cherche à maintenir

en Bulgarie l'influence d'un commissaire russe, Son Excellence 1878
fait observer que c'est précisément pour répondre au désir du Congrès de voir se terminer rapidement l'organisation de cette principauté et l'évacuation, que la Russie insiste en faveur de son commissaire. Si l'on veut que les choses marchent vite, il ne faut pas lier les mains à la Russie. En Roumélie orientale, si aucun gouvernement ne se constitue, le Congrès a pourvu à cette éventualité: mais en Bulgarie il n'en est pas de même: il faut y agir rapidement. En se résumant, Son Excellence déclare que, ce qu'il désire obtenir en Bulgarie, c'est une unité d'action sous le contrôle de l'Europe, et ce qu'il veut éviter, ce sont des institutions collégiales qui accroîtraient les difficultés. Le meilleur moyen, à ses yeux, serait donc le maintien du commissaire russe agissant sous le contrôle supérieur des Ambassadeurs européens à Constantinople, dont les consuls seraient les agents et les représentants.

Le Comte Andrássy ayant renouvelé ses objections sur le mode de ce contrôle et sur les difficultés de cette intervention des ambassadeurs et des consuls, le Comte Schouvaloff demande à présenter par écrit dans la prochaine séance le développement de sa pensée.

Le Président dit que le Congrès attendra un amendement de la Russie sous forme de contre-projet à la proposition austro-hongroise.

Lord Salisbury donne lecture de la motion qu'il a précédemment indiquée pour appuyer la proposition du Comte Andrassy et qu'il regarde comme devant être ajoutée à l'article VII. En voici le texte:

»Le gouvernement militaire actuel de la principauté et de la province en matière administrative et financière sera remplacé sans délai dans la principauté par le gouvernement provisoire de la commission sus-mentionnée et dans la province par le gouvernement du Sultan.«

Le Président croit que cet amendement, dont le Congrès pourra s'occuper dans la prochaine séance, a une portée très-considérable, en ce qu'il touche aux droits de l'occupation militaire garantie pour neuf mois. Au surplus Son Altesse Sérénissime, revenant sur une pensée qu'il a déjà eu l'occasion d'exprimer, n'est pas d'avis de discuter en Congrès les questions secondaires. Il regarde, par exemple, celle dont on s'occupe en ce moment comme étant de ce nombre, et il pense qu'en agitant cette question l'assemblée de notables, de commission russe et de commission européenne, le Congrès sort des limites assignées à sa discussion: il ne voit pas, dans cette délibération de détails, un intérêt

1878 européen. Son Altesse Sérénissime n'a, du reste, que bien peu de confiance dans les résultats des discussions auxquelles se livreront les notables. Faisant allusion à l'état de sa santé, qui ne lui permettrait pas d'assister encore à de nombreuses séances, le Prince de Bismarck ajoute qu'il serait d'avis de laisser de côté la question de Bulgarie dès qu'on sera entièrement d'accord sur les grands principes et de s'occuper aussitôt après des autres points les plus importants du traité de San Stefano tels que les remaniements territoriaux et les affaires de navigation. Il compte proposer à la prochaine séance d'effleurer seulement les questions subalternes et de ne discuter longuement que les objets d'une véritable importance européenne. Le Président n'entend d'ailleurs préjuger en rien le sentiment de ses collègues, et l'opinion qu'il vient d'exprimer lui est entièrement personnelle.

Le Comte Corti ne regarde pas qu'il soit difficile d'établir l'accord entre les opinions des Plénipotentiaires de Russie et d'Autriche-Hongrie. Son Excellence fait remarquer qu'en réalité la commission de consuls demandée par le Comte Schouvaloff répond au désir du Comte Andrássy et forme une véritable commission européenne, puisque chaque puissance, en nommant son Consul, nommerait en même temps son commissaire. Quant à l'appel porté devant la conférence des ambassadeurs à Constantinople, Son Excellence a pu juger par l'expérience de semblabes réunions que l'entente y est assez difficile à établir, et que cette combinaison ne serait point efficace. Il pense qu'on pourrait se borner à une commission consulaire, et, rappelant l'heureux effet de l'intervention du Plénipotentiaire de France dans la question si importante des garnisons ottomanes, il suggère l'idée de confier de nouveau au Plénipotentiaire d'une puissance neutre le soin de rechercher des éléments d'une entente entre le Comte Andrássy et son collègue de Russie.

Le Président approuve ce projet, qui rencontre également l'adhésion de la haute Assemblée, et le Comte Corti, à la demande du Congrès, consent à examiner, de concert avec les Représentants des trois puissances plus spécialement intéressées, les modifications à apporter au texte du traité de San Stefano dans le sens de la proposition du Comte Andrassy.

Le Congrès passe à la proposition présentée par l'Autriche-Hongrie, la France et l'Italie au sujet du maintien intégral en Bulgarie et en Roumélie orientale des traités de commerce, de navigation, et règlements de transit, conclus avec la Porte. Le texte de ce projet a été inséré au protocole 5.

Lord Salisbury demande à rayer le mot »Roumélie orientale«, qui lui semble superflu.

Le Prince de Bismarck regarde comme de droit des gens 1878
que la Bulgarie reste sous l'autorité des traités auxquels elle était soumise sous le gouvernement de la Porte.

Le Comte Andrassy désire egalement voir disparaître le mot »Roumélie orientale«, afin qu'il n'y ait lieu à aucune confusion, et pour qu'il soit bien entendu que cette province ne saurait avoir d'autonomie commerciale comme l'a eu autrefois la Roumanie.

M. Waddington fait remarquer que l'on ignore encore quel régime politique sera établi en Roumélie orientale, et qu'il y aurait peut-être à craindre qu'une assemblée locale ne se crût en droit de modifier les traités conclus avec les puissances. Pour éviter ces malentendus, Son Excellence préfèrerait que le mot »Roumélie orientale« fût maintenu, et insiste notamment sur le danger de l'intervention d'assemblées locales en matière de droits de transit.

Une discussion s'engage à ce sujet à laquelle prennent part Lord Salisbury, M. Waddington, le Baron de Haymerle, et Carathéodory Pacha. Le Premier Plénipotentiaire de Turquie ayant finalement affirmé que nul droit de transit ne peut être établi sur le territoire de l'empire sans l'autorisation expresse du Souverain, M. Waddington, prenant acte de cette déclaration, consent à la radiation du mot »Roumélie orientale« dans le texte de la proposition

Les quatre premiers alinéas sont acceptés. Sur le cinquième, le Comte Schouvaloff, s'arrêtant aux mots »les capitulations et usages«, demande la suppression du mot »usages« comme trop vague et pouvant donner lieu à des abus.

Lord Salisbury et le Comte Andrassy consentent à cette radiation.

M. Desprez dit qu'il est de notoriété que les capitulations sont insuffisantes, rudimentaires, et n'ont donné que les principes généraux de la juridiction et de la protection consulaires. Les usages sont le complément nécessaire des droits stipulés dans les traités. M. Desprez en cite des exemples, et regarde comme utile de maintenir le mot »usages«.

Le Comte Schouvaloff répond qu'il ne s'agit ici que de la Bulgarie et rappelle que la Roumanie n'a pas tenu compte des »usages« depuis qu'elle a développé ses institutions judiciaires.

Lord Beaconsfield ne croit pas nécessaire de s'expliquer en ce moment sur les capitulations, qui sont encore l'objet de diverses négociations: il ne faudra pas les sauvegarder si elles sont inutiles; il y aurait lieu, sans doute, de leur donner une

1878 force additionnelle dans le cas contraire, mais l'impression de Son Excellence est qu'elles sont destinées à disparaître. Son Excellence croit donc préférable de supprimer tout le dernier alinéa.

Carathéodory Pacha dit qu'au surplus, sauf les quelques points sur lesquels le Congrès pourrait apporter des modifications, l'état des choses existant dans les autres parties de l'empire en ce qui concerne les lois, traités, et conventions, restera appliqué dans la Roumélie orientale.

Après ces déclarations, le Congrès conserve le dernier alinéa de la proposition des trois puissances en y ajoutant la phrase suivante: »tant qu'ils n'auront pas été modifiés du consentement des parties intéressées.«

L'ordre du jour appelle ensuite les deux propositions françaises insérées dans le protocole 5, et relatives à la liberté des cultes.

Sur la première, M. Desprez demande la substitution des mots »habitants de la principauté de Bulgarie« à ceux de »sujets bulgares«; cette modification est admise, et la proposition acceptée à l'unanimité. Sur la seconde proposition particulièrement relative aux »évêques et religieux catholiques«, le Comte Schouvaloff propose de substituer à ces mots »les ecclésiastiques et religieux étrangers«.

Lord Salisbury désirerait que la même législation fût, sous ce rapport, établie pour la Roumélie, et pour les autres provinces de la Turquie.

Carathéodory Pacha déclare qu'en effet une proposition concernant le libre exercice du culte dans la province de Roumélie orientale paraît tout-à-fait superflue, cette province devant être soumise à l'autorité du Sultan, et, par conséquent, aux principes et aux lois communs à toutes les parties de l'empire, et qui établissent la tolérance pour tous les cultes également.

M. Waddington, prenant acte de ces paroles, annonce l'intention d'introduire quelques changements dans la rédaction de sa proposition, et demande l'ajournement de la discussion à demain.

Le Baron Haymerle donne lecture de la proposition suivante:

»Les Plénipotentiaires d'Autriche-Hongrie proposent de substituer à la dernière partie de l'alinéa de l'article IX les dispositions suivantes:

»La principauté de Bulgarie assume tous les engagements et obligations que la Sublime Porte a contractés tant envers l'Autriche-Hongrie qu'envers la compagnie pour l'exploitation des

chemins de fer de la Turquie d'Europe, par rapport à l'achèvement et au raccordement ainsi qu'à l'exploitation des lignes ferrées situées sur son territoire. 1878

»Les conventions nécessaires pour régler ces questions seront conclues entre l'Autriche-Hongrie, la Porte, la Serbie, et la principauté de Bulgarie, immédiatement après la conclusion de la paix.

»Il s'entend que les droits et obligations de la Sublime Porte par rapport aux chemins de fer dans la Roumélie orientale restent intacts.«

Le Président remet la discussion de ce projet à la prochaine séance. Son Altesse Sérénissime ajoute qu'il y a encore à l'ordre du jour la proposition ottomane insérée au 5ème protocole, et relative à la part proportionnelle que la Bulgarie doit assumer dans la dette ottomane.

Lord Beaconsfield recommande cette proposition à toute la sollicitude du Congrès; diverses objections ayant été annoncées par le Comte Schouvaloff, la discussion est remise à demain.

La séance est levée à 5 heures.

(Suivent les signatures.)

Protocole No. 7.

Séance du 26 Juin 1878.

Commission de rédaction. — Proposition du Prince Bismarck. — Accueillie. — *Bulgarie*, tribut et dette ottomane. — Proposition Carathéodory Pacha. — Proposition du Comte Corti. — Discussion et votation. — Chemins de fer. — Proposition austro-hongroise. — Acceptée. — Liberté de cultes. — Dans la *Roumélie orientale* et dans tout l'empire ottoman. — Proposition française. — Discussion. — Ce point sera compris dans l'art. XXII du traité. — Art. VII du traité de San Stefano. — Al. 1 et al. 2 maintenus. — Al. 3 assemblée de notables. — Al. 4 Koutzo Vlachs. — Al. 5 Administration provisoire de *Bulgarie*. Contrôle des consuls. — Organisation de la *Roumélie orientale*. Commission europ. — Votation. — Art. VIII du traité. — Al. 1 évacuation de la *Bulgarie* par les troupes ottomanes. — *Serbie*. Frontières. — Proposition ottomane.

Etaient présents:

Pour l'Allemagne:
Le Prince de Bismarck,
M. de Bülow,
Le Prince de Hohenlohe-Schillingsfürst.

Pour l'Autriche-Hongrie:
Le Comte Andrássy,
Le Comte Károlyi,
Le Baron de Haymerle.

1878 Pour la France:
M. Waddington,
Le Comte de Saint-Vallier,
M. Desprez.
Pour la Grande Bretagne:
Le Comte Beaconsfield,
Le Marquis de Salisbury,
Lord Odo Russell.
Pour l'Italie:
Le Comte Corti,
Le Comte de Launay.
Pour la Russie:
Le Prince Gortchacow,
Le Comte Schouvaloff,
M. d'Oubril.
Pour la Turquie:
Alexandre Carathéodory Pacha,
Mehemed Ali Pacha,
Sadoullah Bey.

La séance est ouverte à 2 heures et ½.

Lé Protocole No. 5 est adopté.

Le Président lit la liste No 6 des pétitions adressées au Congrès

Le Prince de Bismarck propose, au nom de l'Allemagne, à la haute Assemblée de constituer une commission à laquelle chaque puissance déléguerait un Plénipotentiaire, et qui serait chargée de préparer un projet de rédaction de toutes les stipulations à insérer dans un nouveau traité, en tenant compte des résolutions consignées aux protocoles du Congrès.

Son Altesse Sérénissime prie chaque puissance de vouloir bien, si cette motion est accueillie, désigner après la séance au secrétariat le Plénipotentiaire dont elle aurait fait choix pour la représeuter au sein de la commission.

La proposition du Prince de Bismarck est acceptée à l'unanimité.

Le Président ayant fait appel aux communications que les membres du Congrès auraient à présenter à la haute Assemblée, le Prince Gortchacow exprime le vif regret qu'il a éprouvé de ne pouvoir assister aux dernières réunions dans lesquelles a été discutée l'importante question de la Bulgarie. Son absence a été indépendante de sa volonté, mais son Altesse Sérénissime désirerait à propos de cette discussion prononcer aussi brièvement que possible quelques paroles inspirées par l'esprit de conciliation qui le dirige. Lord Beaconsfield, dans une précédente séance,

a exprimé le désir que le Sultan fût maître chez lui: Son Altesse 1878
Sérénissime, comme Lord Beaconsfield, désire que le Sultan soit maître chez lui, mais croit que l'existence de cette autorité dépend de certaines conditions en dehors desquelles le génie même ne saurait accomplir de miracles. Aux yeux de M. le Premier Plénipotentiaire de Russie, ces conditions sont administratives et politiques: il importe, au point de vue administratif, que les habitants des provinces qui n'auront pas été déclarées indépendantes par le Congrès soient assurés de leurs propriétés, de leurs vies, &c., non point par des promesses sur le papier qui pourraient, comme les précédentes, n'être suivies d'aucun effet, et n'empêcher ni abus, ni exactions, mais par un concours européen qui en assure l'efficacité et qui inspire confiance aux populations. Au point de vue politique, le Prince Gortchacow fait observer qu'au lieu d'une prépondérance anglaise, française ou russe que l'histoire nous montre avoir existée à Constantinople à différentes époques, il voudrait qu'il n'y eût, en orient, aucune prépondérance quelconque, pas plus pour la Russie que pour un autre état, désirerait voir substituer à la lutte mesquine et malsaine des amours-propres sur le terrain mouvant de Constantinople, une action collective des grandes puissances qui épargnerait à la Porte ottomane bien des illusions et bien des fautes. Son Altesse Sérénissime usant d'une expression qui paraîtra certainement à tout homme compétent dans l'art de la guerre, justifiée par les héroïques efforts des armées russes, fai remarquer que la Russie apporte ici des lauriers, et il espère que le Congrès les convertira en branches d'oliviers.

Le Prince Gortchacow ajoute que ses deux collègues dants les dernières séances ont fait de très-grandes concessions au désir de paix qui inspire la Russie comme toute l'Europe. Ils ont présenté à la haute Assemblée non pas des phrases, mais des faits. M. le Premier Plénipotentiaire de Russie est persuadé que les membres du Congrès rendent à cet égard pleine justice à son pays. Son Altesse Sérénissime et ses collègues persisteront dans la même voie.

Le Prince Gortchacow écarte donc la pensée qu'une puissance quelconque veuille s'opposer au grand et beau résultat de la paix qui domine tous les intérêts de l'Europe, en élevant ses demandes jusqu'à des limites que le grand Souverain et la grande nation qu'il représente ne sauraient dépasser. Son Altesse Sérénissime repète qu'il n'admet point la possibilité d'un fait qui serait sévèrement jugé par les contemporains et par l'histoire.

Lord Beaconsfield dit qu'il ressent une vive satisfaction de voir le Prince Gortchacow reprendre sa place au sein du

1878 Congrès, et regarde l'éloquent discours de son Altesse Sérénissime comme un heureux témoignage de l'amélioration de sa santé. Son Excellence, rappelant les paroles de M. le Plénipotentiaire de Russie relatives aux sacrifices considérables que le grand Souverain et le grand pays représentés si dignement par Son Altesse Sérénissime ont consentis en vue de la paix, se regarde comme pleinement autorisée à dire que lui-même et ses collègues d'Angleterre ont également fait d'importantes concessions dans la même pensée pacifique. La paix est en effet le voeu de l'Europe, et Lord Beaconsfield est heureux de constater, d'après les paroles quil vient d'entendre, l'expression désormais unanime de ce sentiment. Mais, pour que ce désir s'accomplisse, l'esprit de conciliation est encore nécessaire: Son Excellence n'a d'ailleurs rien de plus à dire sur les considérations présentées par le Prince Gortchacow et qu'il a écoutées avec le plus grand plaisir.

Le Prince de Bismarck est persuadé que l'esprit de conciliation continuera à inspirer le Congrès, et que tous les membres de la haute Assemblée se rencontrent dans le même sentiment de devoir suprême, celui de conserver et de consolider la paix de l'Europe. Les progrès obtenus dans les travaux du Congrès font espérer à Son Altesse Sérénissime que les Représentants des puissances atteindront le but que les deux illustres hommes d'état viennent d'indiquer, en exposant l'un et l'autre leurs intentions pacifiques, avec des restrictions dictées par le sentiment de l'honneur national. Ces restrictions, Son Altesse Sérénissime n'en doute pas, ne sauraient toucher au fond de l'oeuvre du Congrès, et l'honneur national de part et d'autre s'accordera parfaitement avec les dispositions conciliantes. Le Prince de Bismarck fait observer que les états moins directement intéressés dans les questions qui pourraient troubler le repos du monde sont naturellement appelés à faire entendre une voix impartiale en toute circonstance où, pour des motifs secondaires aux yeux de l'Europe, l'objet pacifique des réunions du Congrès se trouverait compromis. C'est dans ce sens que la France, l'Italie, et l'Allemagne feraient appel, s'il était nécessaire, à la sagesse de celles des puissances amies dont les intérêts se trouvent plus particulièrement engagés. Le Prince de Bismarck termine en disant qu'il serait heureux si, dans ses paroles, il avait bien rendu la pensée des gouvernements neutres et impartiaux.

L'ordre du jour appelle la proposition de M. le Premier Plénipotentiaire de Turquie ainsi conçue:

»Indépendamment du tribut, la principauté de Bulgarie 1878
»supportera une part des dettes de l'empire proportionnelle à ses revenus.«

Carathéodory Pacha, pour expliquer l'esprit de sa proposition, donne lecture du document suivant:

»En proposant qu'indépendamment du tribut la principauté de Bulgarie supporte une part des dettes de l'empire proportionnelle à ses revenus, j'ai tenu à remplir ce que je considère comme un devoir vis-à-vis des créanciers de la Turquie.

»Je ne puis nier que les revenus des localités qui constituent la nouvelle principauté soient affectés explicitement d'une manière générale à toute la dette publique de la Turquie. Pour certains emprunts quelques uns de ces revenus sont même engagés d'une manière spéciale.

»Dans le document porté sur la liste des pétition adressées au Congrès sous le No. 16, et qui m'a été envoyé directement aussi, les créanciers de la Turquie ont invoqué des précédents puisés dans la pratique du droit public européen.

»Je m'empresse de reconnaître que l'analogie n'est pas parfaite, puisque les précédents qu'on invoque, concernent les territoires qui ont été annexés à des états indépendants ou bien des territoires qui ont été déclarés indépendants, tandis que tout au contraire la principauté de Bulgarie est seulement autonome. Mais quoique privée des prérogatives de l'indépendance, la principauté de Bulgarie n'en aura pas moins, en vertu du principe même de son autonomie intérieure, un régime financier, et par conséquent un budget de recettes et de dépenses distinct et séparé, et c'est précisément à raison même de la non-indépendance de la principauté que peut-être le Congrès croira utile de lever des doutes qui pourraient exister à cet égard.

»La participation de la principauté de Bulgarie à la dette publique de l'empire ne saurait se confondre avec le tribut que la principauté doit payer. Les deux choses sont distinctes. La participation à la dette est simplement la conséquence de la reconnaissance ou plutôt de la simple admission d'un droit du créancier.

»Le tribut, par contre, concerne la cour suzeraine. Il représente le lien qui rattache la principauté à l'empire; il est le prix du rachat de la sujétion directe, et il est indépendant de l'existence d'autres dettes passées ou futures. A l'appui de cette manière de voir, je me permets de rappeler aussi que le gouvernement impérial de Russie, en stipulant simplement un tribut, avait pensé qu'il n'y avait pas lieu de préciser davantage, pour la raison, disait il, qu'il aurait peut-être empiété sur des intérêts de tiers.

1878 »La proposition que j'ai eu l'honneur de soumettre au Congrès est formulée dans le même ordre d'idées. Elle laisse intacte la question du tribut; elle ne préjuge rien, elle n'a pour but que la constatation d'un principe.«

Le Premier Plénipotentiaire d'Italie demande à soumettre au Congrès une addition au premier alinéa de l'article IX du traité de San Stefano, cette motion étant destinée à compléter la proposition des Plénipotentiaires ottomans. Voici le texte de cette addition:

»Lorsqu'on règlera le tribut à payer par la Bulgarie à la Sublime Porte, on prendra en considération la partie de la dette publique qui pourrait être attribuée à la principauté sur la base d'une équitable proportion.«

Le Président reconnaît la justesse de cette proposition, car c'est, en effet, de la question du tribut que dépendra la quotité des obligations de la Bulgarie relativement à la dette publique. Son Altesse Sérénissime considère au surplus que ces deux points connexes devront être traités ultérieurement dans la commission chargée de régler ces détails qui ne sont pas compris dans la tâche assignée au Congrès.

Le Comte Schouvaloff dit que ces deux objets de discussion étant réservés, il n'a pas d'objections à présenter en ce moment.

M. le Premier Plénipotentiaire de France fait remarquer que la question est extrêmement délicate au point de vue des porteurs de titres de la dette ottomane. La proposition de Carathéodory Pacha lui paraît préférable à celle du Comte Corti: M. le Plénipotentiaire de Turquie indique clairement en effet son intention de faire supporter à la Bulgarie une part proportionelle de la dette. M. Waddington prie le Comte Corti de développer sa pensée: M. le Premier Plénipotentiaire italien entend-il diminuer la garantie proposée par Carathéodory Pacha, ou bien présenter l'équivalent pur et simple de la première proposition.

Le Comte Corti déclare que son intention est de poser en principe que la Bulgarie doit assumer une part de la dette turque, mais qu'en même temps il a voulu indiquer — et il se rencontre d'ailleurs sur ce point avec la pensée exprimée par le Prince de Bismarck — qu'il y a une connexité entre la dette publique et le tribut. Son Excellence n'insiste pas quant à la rédaction, cette question étant réservée à une commission spéciale.

M. Waddington est disposé sans doute à ajourner la question tout entière, mais Son Excellence, qui représente ici les intérêts

considérables d'un grand nombre de porteurs de titres, persiste 1878
à considérer le texte ottoman comme plus clair que celui de M. le Plénipotentiaire italien.

Le Président ne voit pas au fond de grandes différences entre les deux projets: la proposition ottomane pose un principe reconnu également par le Comte Corti, et le Plénipotentiaire italien se borne à exprimer le désir que la question du tribut soit examinée en même temps que celle de la dette.

Le Comte Schouvaloff préfère accepter le texte italien, qui laisse à l'Europe la faculté de se prononcer en temps et lieu et en pleine connaissance de cause, tandis que le texte ottoman se borne à poser un principe que Son Excellence ne croit pas acceptable pour tout le monde. Le principe de »la part proportionnelle aux revenus« lui paraît vicieux. Les dépenses n'étant point mentionnées, il s'en suivrait que plus la Bulgarie aurait de dépenses, moins elle participerait à la dette. La proportionnalité aux revenus n'est donc pas une base sûre; car s'il n'y avait pas d'excédant de revenu, il n'y aurait point de participation.

Le Comte Corti constate qu'il était disposé à voter la proposition ottomane, et qu'il n'a présenté la sienne que dans le but de réunir les voix de la majorité des puissances.

M. Waddington ayant demandé si les Plénipotentiaires russes admettent le principe qu'une part à déterminer ultérieurement sera appliquée à la dette, le Comte Schouvaloff répond que si la volonté de l'Europe le trouvait équitable, la Russie ne s'y opposerait point.

En présence de cette déclaration, M. Waddington accepte la rédaction italienne.

Le Président procède au vote sur la proposition du Comte Corti.

Le Marquis de Salisbury désire qu'il soit constaté au protocole que l'Angleterre vote pour la proposition turque et ne se rallie à la proposition italienne que si le projet ottoman n'obtient pas de majorité.

Carathéodory Pacha dit qu'en présence de l'intention du Congrès de tenir compte de la situation qu'il a eu l'honneur de signaler à son attention, il n'insiste pas pour le texte de sa proposition, et accepte le projet italien, qui ne contient d'ailleurs rien de contraire à sa pensée, puisque, s'agissant de chiffres, l'équité signifie une proportionnalité.

La proposition du Comte Corti est acceptée.

Le Congrès passe à la proposition austro-hongroise relative aux chemins de fer ottomans et dont le texte suit:

1878 »Les Plénipotentiaires d'Autriche-Hongrie proposent de substituer à la dernière partie de l'alinéa 2 de l'article IX les dispositions suivantes:

»La principauté de Bulgarie est substitutée pour sa part aux engagements que la Sublime Porte a contractés tant envers l'Autriche-Hongrie qu'envers la compagnie pour l'exploitation des chemins de fer de la Turquie d'Europe, par rapport à l'achèvement et au raccordement ainsi qu'à l'exploitation des lignes ferrées situées sur son terrain.«

»Les conventions nécessaires pour régler ces questions seront conclues entre l'Autriche-Hongrie, la Porte, la Serbie, et la principauté de Bulgarie immédiatement après la conclusion de la paix

»Il s'entend que les droits et obligations de la Sublime Porte par rapport aux chemins de fer dans la Roumélie orientale restent intacts.«

Cette proposition est acceptée sans discussion.

Le Président soumet au Congrès l'article additionnel présenté par les Plénipotentiaires français dans une séance précédente, et relatif aux religieux catholiques étrangers en Bulgarie et en Roumélie orientale.

W. Waddington expose, qu'en présence de la déclaration faite hier par M. le Plénipotentiaire de Turquie, et d'où il résulte que la liberté du culte catholique demeure garantie dans la Roumélie orientale par les lois générales de l'empire, les traités et conventions, les Plénipotentiaires de France se bornent à présenter les considérations suivantes:

»En ce qui concerne l'article additionnel qu'ils ont présenté relativement aux religieux catholiques étrangers, les Plénipotentiaires de France s'en rapportent aux principes d'entière liberté consacrés hier par le Congrès en faveur de toutes les communions et de tous les cultes en Bulgarie, ainsi qu'à la déclaration faite dans la même séance par M. le Premier Plénipotentiaire de Turquie, à savoir qu'aucune atteinte ne sera portée dans la Roumélie orientale aux droits acquis aux étrangers dans l'Empire ottoman.«

Lord Salisbury regrette que les Plénipotentiaires de France ne donnent pas suite à leur proposition en étendant sa portée à toute la Turquie d'Europe. Son Excellence y aurait vu un important progrès réalisé.

M. Waddington répond que le progrès dont parle Lord Salisbury a été obtenu par l'acceptation, dans la séance d'hier, de la première proposition française qui consacre l'entière liberté des cultes.

Lord Salisbury ayant fait remarquer que cette proposition 1878
ne concernait que la Bulgarie, le Président dit que, pour sa part, il s'associe au désir que la liberté des cultes soit réclamée pour toute la Turquie, tant en Europe qu'en Asie, mais il se demande si l'on obtiendrait sur ce point l'assentiment des Plénipotentiaires ottomans.

Carathéodory Pacha déclare, qu'en répondant hier à M. Waddington, il s'en est simplement rapporté à la législation générale de l'empire ottoman ainsi qu'aux traités et conventions. Son Excellence ajoute que la tolérance dont jouissent tous les cultes en Turquie ne fait aucun doute, et qu'en l'absence d'une proposition plus étendue sur laquelle il aurait alors à s'expliquer, il se croit en droit de considérer comme superflue une mention spéciale pour la Roumélie orientale.

Le Président constate que l'unanimité du Congrès s'associe au désir de la France de prendre acte des déclarations données par la Turquie en faveur de la liberté religieuse. Tel était le but des Plénipotentiaires français, et il a été atteint. Lord Salisbury désirerait aller au-delà, et faire étendre la proposition primitive non-seulement à la Bulgarie et la Roumélie, mais à tout l'empire ottoman. En ce qui concerne l'Allemagne, le Prince de Bismarck, qui a donné son adhésion à la proposition française, aurait aussi volontiers admis celle de Lord Salisbury, mais la discussion d'une question aussi complexe détournerait le Congrès de l'objet de sa séance présente. Son Altesse Sérénissime demande toutefois à Lord Salisbury s'il entend présenter à cet égard une motion spéciale.

M. le Second Plénipotentiaire de la Grande Bretagne se réserve de revenir sur ce point à propos de l'article XXII du traité de San Stefano.

Le Comte Schouvaloff ajoute que le désir de Lord Salisbury de voir étendre la liberté religieuse autant que possible en Europe et en Asie, lui semble très justifié. Son Altesse désirerait qu'il fût fait mention au protocole de son adhésion au voeu de M. le Plénipotentiaire d'Angleterre, et fait observer que le Congrès ayant cherché à effacer les frontières ethnographiques, et à les remplacer par des frontières commerciales et stratégiques, les Plénipotentiaires de Russie souhaitent d'autant plus que ces frontières ne deviennent point des barrières religieuses.

Le Président résume la discussion en disant qu'il sera inscrit au protocole que l'unanimité du Congrès s'est ralliée à la proposition française, et que la plupart des Plénipotentiaires ont formé des voeux pour l'extension de la liberté des cultes. Ce

1878 point sera compris d'ailleurs dans la discussion de l'article XII du traité de San Stefano.

L'ordre du jour appelle un amendement présenté par Lord Salisbury sur l'article VII du traité, mais M. le Second Plénipotentiaire d'Angleterre fait savoir qu'à la suite des arrangements convenus dans une réunion particulière entre les Représentants de l'Autriche-Hongrie, de la Russie, et de la Grande Bretagne, cette proposition a été fondue dans un texte nouveau dont il sera donné lecture au Congrès. En conséquence Son Excellence la retire.

Le Comte Andrássy annonce qu'un échange d'idées ayant eu lieu, conformément au désir exprimé par le Congrès dans la séance précédente, entre les cabinets d'Autriche-Hongrie, de Grande Bretagne, de Russie et d'Italie au sujet des articles VII, VIII, IX, X et XI du traité de San Stefano, les Plénipotentiaires de ces puissances sont tombés d'accord sur une rédaction nouvelle.

Le Baron de Haymerle expose ces modifications. En ce qui concerne l'article VII les alinéas 1 et 2 sont maintenus; l'alinéa 3 est désormais ainsi rédigé: »Une assemblée des notables de la Bulgarie convoquée à Tirnowo élaborera, avant l'élection du prince, l'organisation de l'admistration future.« L'alinéa 4 est maintenu avec ommission des mots »Koutzo-Vlachs«. L'alinéa 5 est supprimé et remplacé par le suivant:

»L'administration provisoire de la Bulgarie sera dirigée jusqu'à l'introduction de la nouvelle organisation par un commissaire impérial russe. Un commissaire impérial ottoman et les consuls délégués ad hoc par les autres puissances seront appelés à l'assister pour contrôler le fonctionnement de ce régime provisoire.

»En cas de dissentiment entre les consuls délégués, la majorité décidera, et en cas de divergence entre cette majorité et le commissaire impérial russe, les représentants des puissances à Constantinople, réunis en conférence, prononceront.

»Une fois le prince élu et institué, la nouvelle organisation sera mise à exécution, et la Bulgarie entrera en pleine jouissance de son autonomie.

»Immédiatement après la conclusion de la paix, une commission européenne sera instituée pour l'organisation de la Roumélie orientale, et pour son administration financière jusqu'à l'achèvement de l'organisation.«

Le Comte Schouvaloff constate que l'entente s'est faite entre les puissances sur un objet longuement discuté dans la séance d'hier. Son Excellence s'est réservé uniquement le droit de

présenter quelques modifications de pure forme que la rapidité 1878
de la rédaction n'a pas permis de faire immédiatement.

Carathédory Pacha donne son adhésion à l'alinéa sous le bénéfice de la même réserve.

Tous les Plénipotentiaires votent l'alinéa, mais il demeure entendu, à la suite d'une courte discussion, qu'il sera détaché de l'article, et deviendra un article spécial dans l'instrument diplomatique ultérieur.

Le Baron de Haymerle reprend la lecture de la nouvelle rédaction de l'article VIII, dont de 1er alinéa devra être désormais ainsi conçu:

»L'armée Ottomane ne séjournera plus en Bulgarie, et toutes les anciennes forteresses seront rasées aux frais du gouvernement local, qui sera tenu de les raser dans le plus bref délai possible et de ne pas en faire construire d'autres. La Sublime Porte, &c.«

Le reste de l'alinéa est maintenu.

Le 2e alinéa, remplacé déjà par une proposition acceptée en Congrès, devra être ultérieurement modifié par la commission de rédaction dans le sens de cette proposition.

Le 3e alinéa est réservé.

Le Baron de Haymerle fait observer que le 1er alinéa de l'article IX est réglé par l'amendement du Comte Corti. Quant au 2e, il est remplacé, à partir des mots »le règlement relatif aux voies ferrées«, par le proposition austro-hongroise sur les chemins de fer.

Le Comte Schouvaloff et M. d'Oubril déclarent que l'article X est désormais inutile et doit être supprimé. Quant à l'article XI, les Plénipotentiaires sont d'avis qu'il est du ressort de la commission de rédaction. Carathéodory Pacha fait remarquer que dans tous les cas l'alinéa 2 de l'article XI devra être maintenu.

Le Président constate que la totalité de la lecture faite par le Baron Haymerle ayant réuni l'adhésion unanime du Congrès, la haute Assemblée a terminé la question bulgare, et se trouve maintenant en mesure de procéder à une autre partie de sa tâche.

Son Altesse Sérénissime exprime l'espoir que les Plénipotentiaires voudront bien, pour les objets qui resteront à discuter, procéder d'une manière plus générale et plus rapide que dans la question bulgare. Le Congrès, tel qu'il est actuellement composé, ne saurait, en effet, siéger assez longtemps pour entrer dans des détails nombreux: il ne peut que poser les

1878 bases et laisser élaborer les détails par une assemblée qui se réunirait après lui et terminerait l'examen des questions secondaires.

Parmi les questions importantes qui, dans son opinion, devraient désormais occuper le Congrès, le Président cite en premier lieu celles du remaniement territorial touchant la Bosnie, le Monténégro, la Serbie et la Roumanie. Il restera ensuite l'examen des question des Provinces Grecques, du Danube, des Détroits, de l'Asie, de l'indemnité de guerre. Son Altesse Sérénissime demande, si la haute Assemblée est d'avis de mettre à l'ordre du jour de la prochaine séance, fixée à Vendredi, 28 Juin, la discussion des questions territoriales, comprenant la rectification des frontières et l'indépendance des pays indiqués.

Une conversation s'étant engagée entre les Plénipotentiaires au sujet de différentes questions d'un ordre religieux ou commercial qui devraient être traitées en connexité avec celles de l'indépendance et des frontières, Lord Beaconsfield pense, d'accord avec le Président, que toutes ces questions qui forment groupe peuvent être discutées ensemble sans grande difficulté.

L'ordre du jour de la séance prochaine est ainsi fixé: Bosnie, Monténégro, Serbie et Roumanie.

Mehemed Ali Pacha demande ensuite à lire une proposition relative aux frontières serbes et dont voici le texte:

»D'après les bases de la paix signées à Andrinople, une rectification de frontière doit être assurée à la principauté de Serbie.

»Les Plénipotentiaires ottomans proposent à la haute Assemblée de vouloir bien admettre pour le tracé de cette rectification les principes généraux qui suivent:

»1. Que la nouvelle ligne frontière soit, dans la mesure du possible, une ligne naturelle et stratégique.

»2. Que la grande route de Bosnie qui de Mitrovitza se dirige par Novi-Bazar à Sjenitza et s'y bifurque pour aller d'un côté par Novi-Varoch à Vichigrad et de l'autre côté par Prepol et Tachlidjé à Tchaïnitza, ainsi que le chemin de fer qui reliera Mitrovitza à la Bosnie, ne soient pas détachés du territoire ottoman, et qu'ils se trouvent assez éloignés de la frontière pour que la sécurité de ces deux grandes lignes de communication soit garantie.

»3. Que les villes et bourgs ottomans de Vichigrad, Novi-Varoch, Sjenitza, Novi-Bazar, Mitrovitza et Prichtina, soient placés à une distance telle de la nouvelle frontière que les conditions de leur existence ne soient pas compromises.

»4. Que les cazas albanais de Vitchitren, Kourchoumli, 1878
ıup (Prokoplje) et Leskovdja, ne soient pas détachés de
ıpire, et que dans le cas où le Congrès déciderait d'en
arer une partie, le défilé de Prépolac (Takhtali Khan
tchidi), entre Kourchoumli et Prichtina, et celui de Grdelica-
eva situé entre Leskovdja et Vranja restent, en tout cas, à la
rquie, étant indispensables pour la défense des districts de
ichtina et de Vranja, qui, alors, formeraient de ce côté la
ntière nord de l'empire.«

La proposition sera imprimée et distribuée.

La séance est levée à 4 heures.

(Suivent les signatures.)

Protocole No. 8.

Séance du 28 juin 1878.

ce. — Désignation de ses représentants. — Appelés à la séance de demain. — alités de leur présence. — Motion française. — Passage de troupes turques la *Roumélie orientale*. — Comte Schouvalofi accepte la rédaction française. — mission de rédaction. — Constitution. — *Bosnie et Herzégovine*. Art. XIV. — oire du Comte Andrássy. — Proposition de Lord Salisbury; occupation et inistration par l'Autriche-Hongrie. — Discussion à ce sujet. — Comte Andrássy pte la proposition anglaise; déclaration au sujet de Novibazar. — *Serbie*. pendance. — Réserves de Carathéodory Pacha. — Liberté religieuse. — osition Waddington. — Discussion à ce sujet. — Votation. — Liberté de merce et juridiction consulaire. — Proposition d'Italie, France, Autriche-grie. — Adhésions. — Frontière. — Exposition du Baron Haymerle. — exe. — Congrès accepte la commission spéciale. — Art. IV du traité. — Al. 1 priété foncière des musulmans. — Al. 2 Aliénation des vakoufs. — Al. 3 cuation militaire. — Chemins de fer. — Proposition du Baron Haymerle. — eillie à l'unanimité. — Tribut. — Proposition de Carathéodory Pacha. — cussion sur la dette ottomane et les emprunts turcs. — *Monténégro*. Frontière. — Motion ottomane. — Annexe. — Commission de délimitation, constitution.

Etaient présents:

Pour l'Allemagne:
- Le Prince de Bismarck,
- M. de Bülow,
- Le Prince de Hohenlohe-Schillingsfürst.

Pour l'Autriche-Hongrie:
- Le Comte Andrássy,
- Le Comte Károlyi,
- Le Baron de Haymerle.

Pour la France:
- M. Waddington,
- Le Comte de Saint-Vallier,
- M. Desprez.

1878 Pour la Grande Bretagne:
Le Comte de Beaconsfield,
Le Marquis de Salisbury,
Lord Odo Russell.
Pour l'Italie:
Le Comte Corti,
Le Comte de Launay.
Pour la Russie:
Le Prince Gortchacow,
Le Comte Schouvaloff,
M. d'Oubril.
Pour la Turquie:
Alexandre Carathéodory Pacha,
Mehemed Ali Pacha,
Sadoullah Bey.

La séance est ouverte à 2 heures et ½.

Les protocoles 6 et 7 sont adoptés.

Après avoir fait mention de la liste des pétitions No. 7, le Président annonce que M. Rangabé, ministre de Grèce à Berlin, lui a fait savoir que le gouvernement de Sa Majesté hellénique a désigné M. Théodore Delyannis, ministre des affaires étrangères, pour son Représentant auprès du Congrès. M. Rangabé a été nommé Second Plénipotentiaire de Grèce.

Le Prince de Bismarck fait ensuite au Congrès la communication suivante:

»La haute Assemblée se rappelle que le protocole No. 6 de la séance du 25 juin est resté ouvert pour recevoir ultérieurement le vote définitif de la proposition de Son Excellence M. Waddington, relatif au passage des troupes turques par la Roumélie orientale.

»MM. les Plénipotentiaires de Russie ayant informé le Président qu'ils adhèrent à la rédaction de l'alinéa 3, telle qu'elle se trouve consignée dans le protocole 6, il sera donné acte de cette déclaration au protocole.«

Son Altesse Sérénissime informe le Congrès de la commission de rédaction constituée en vertu d'une décision prise par la haute Assemblée dans une séance précédente. Voici les noms des membres de cette commission:

Pour l'Allemagne Son Altesse Sérénissime le Prince Hohenlohe; pour l'Autriche-Hongrie Son Excellence le Baron Haymerle; pour la France Son Excellence M. Desprez; pour la Grande Bretagne Son Excellence Lord Odo Russell; pour l'Italie Son Excellence le Comte de Launay; pour la Russie Son Excellence M. d'Oubril; pour la Turquie Son Excellence Carathéodory Pacha.

Le Président ajoute que la commission a tenu aujourd'hui 1878
même sa première séance.

Le Congrès passe à l'ordre du jour, qui appelle dans sa généralité les remaniements territoriaux, et le Président soumet à la discussion du Congrès en premier lieu l'article XIV du traité de San Stefano relatif à la Bosnie et à l'Herzégovine.

Le Comte Andrássy donne lecture de la communication suivante:

»Tous les gouvernements s'accordent à reconnaître que l'Autriche-Hongrie, en sa qualité de puissance limitrophe, est intéressée plus que toute autre puissance au règlement de l'état de choses en Bosnie et dans l'Herzégovine.

»Les belligérants ont tenu compte de ce point de vue en réservant à l'entente avec l'Autriche-Hongrie, par l'article XIV du traité de paix préliminaire, la solution définitive de cette question. En précisant les objections contre l'article précité qui découlent de la particularité des intérêts austro-hongrois, les Plénipotentiaires de Sa Majesté Impériale et Royale se croient en devoir de relever que la question bosno-herzégovienne, tout en concernant le plus directement l'Autriche-Hongrie, ne cesse pas d'être une question éminemment européenne.

»On ne saurait perdre de vue que le mouvement qui a conduit à la guerre en orient a eu son origine en Bosnie et Herzégovine.

»Les maux et les dangers qui en ont résulté pour l'Europe sont connus — l'Autriche-Hongrie en a été atteinte en première ligne.

»Le nombre considérable de troupes échelonnées sur nos frontières n'a pas suffi pour arrêter le passage des insurgés et les incursions réciproques. Les forces turques concentrées en Bosnie au commencement des troubles n'ont pas été en mesure, quelque nombreuses qu'elles fussent, de mettre un terme à une insurrection et émigration permanentes. Plus de 200.000 hommes ont ainsi abandonné leurs foyers. Depuis trois années le gouvernement impérial et royal a dû prendre à sa charge les frais de leur entretien. Dix millions de florins ont déjà été affectés à cet usage. Se méfiant du sort qui les attend à leur retour, les émigrés se refusent à rentrer dans leur patrie. Ainsi jour par jour de nouveaux et lourds sacrifices nous sont imposés, et rien n'en fait présager la fin prochaine. Nos populations limitrophes souffrent des dommages incalculables de cette immigration incessante et prolongée.

»En présence de cet état de choses qu'il ne lui a pas été possible de prévenir, le gouvernement impérial et royal ne peut

1878 avoir d'autre but que d'y voir mis fin une fois pour toutes par une solution offrant des garanties de stabilité.

»L'article XIV du traité préliminaire de San Stefano propose pour solution l'introduction d'une autonomie, telle qu'elle a été communiquée aux Plénipotentiaires ottomans dans la première séance de la conférence de Constantinople.

»Le gouvernement de Sa Majesté l'Empereur et Roi serait prêt à accepter toute solution qui laisserait entrevoir la pacification prompte et définitive des provinces dont il s'agit. Toutefois, considérant leurs conditions nationales, religieuses et géographiques rendues plus compliquées encore par les changements territoriaux résultant de la guerre, nous devons considérer la solution indiquée comme tout-à-fait irréalisable. Des obstacles insurmontables s'y opposent tant en principe que dans l'exécution.

»La population de ces pays se compose de musulmans, d'orthodoxes et de catholiques, fanatiques dans l'antagonisme qui les divise, et ne vivant pas dans des circonscriptions différentes mais pêle-mêle dans les mêmes districts, les mêmes villes, les mêmes villages.

»La Sublime Porte aurait pour tâche de réunir tous ces éléments opposées dans le moule d'un même régime autonome. Elle devrait procéder au rapatriement des réfugiés dispersés en Autriche-Hongrie et dans le Monténégro, subvenir à leur entretien, et, afin de rendre possible la reprise du travail paisible les munir de grains pour l'ensemencement des terres et de matériaux pour la reconstruction de leurs maisons. Elle devrait mettre en oeuvre le règlement de la question agraire, source principale des secousses périodiques qui ont agité ces contrées, problème hérissé d'obstacles au milieu d'une population déchirée par les haines religieuses et les rancunes sociales, problème qu'un pouvoir fort et impartial seul peut résoudre dans un pays où toute la propriété foncière se trouve dans les mains des musulmans, pendant que les chrétiens laboureurs ou fermiers forment la majorité des habitants.

»En même temps que la Sublime Porte serait appelée à des sacrifices dépassant ses moyens, l'article XIV dispose qu'elle ne pourra pas recouvrer les arriérés et devra renoncer pendant deux ans encore aux revenus courants de ces provinces.

»Assurément ce n'est pas faire un reproche à la Turquie, ni mettre en doute sa bonne volonté, que d'affirmer qu'elle ne serait pas en mesure de suffire à cette tâche.

»Il lui serait impossible de l'accomplir dans des circonstances normales. Elle est d'autant plus irréalisable à l'issue d'une guerre

à peine achevée, en présence surtout de la recrudescence de 1878
l'antagonisme qui se manifeste avec plus de vivacité même qu'au commencement des désordres, depuis que des districts habités par des musulmans se trouvent, ou devront être placés, sous la domination serbe et monténégrine. L'appréhension que l'autonomie dans de pareilles conditions, loin d'amener la pacification de ces contrées, n'en ferait qu'un foyer permanent des troubles, n'est que trop fondée.

»Il appert de l'exposé succinct qui précède qu'un règlement durable de cette question ne saurait être atteint sur la base de l'article XIV. Toute tentative infructueuse d'installer une organisation autonome dans ces provinces, y donnerait un nouvel essor aux agitations, et nous serions ainsi sous peu exposés de nouveau aux dommages intolérables que nous ont causés et nous causent les ébranlements dans ces provinces.

»Le gouvernement austro-hongrois doit de plus se préoccuper de la situation géographique qui résultera pour la Bosnie et l'Herzégovine à la suite des remaniements territoriaux qu'entraîne une délimitation nouvelle de la Serbie et du Monténégro. Le rapprochement des frontières de ces principautés placerait dans ces parages les voies de communication avec le reste de l'orient dans des conditions préjudiciables aux intérêts commerciaux de la monarchie.

»Pour ces motifs les Plénipotentiaires de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique se croient en devoir d'appeler la sérieuse attention du Congrès sur les dangers qu'entraînerait toute solution dépourvue de garanties de durée. Intéressée en première ligne, comme puissance limitrophe, l'Autriche-Hongrie a l'obligation de déclarer franchement et ouvertement que ses intérêts les plus vitaux ne lui permettent d'accepter qu'une solution de la question bosno-herzégovienne qui serait apte à amener la pacification durable des dites provinces et à empêcher le retour d'événements qui ont fait courir de si graves dangers à la paix de l'Europe et crée à l'Autriche-Hongrie, tout en lui imposant de grands sacrifices et de graves pertes matérielles, une situation intolérable dont elle ne saurait accepter la prolongation.«

Lord Salisbury lit la proposition ci-après:

»La condition sociale et la position géographique de la Bosnie et de l'Herzégovine méritent dans la même proportion l'attention du Congrès.

»Ce sont les seules provinces de la Turquie où les propriétaires du sol aient, presque sans exception, une croyance religieuse autre que celle des paysans.

1878 »L'insurrection qui a résulté de cet antagonisme a donné lieu à la guerre qui vient de dévaster la Turquie, et les animosités qui séparent les deux classes de la population ne sont pas moins vives qu'elles ne l'étaient il y a trois ans.

»Elles ont été exaspérées par les passions de la guerre civile, et l'opposition au gouvernement sera stimulée par les succès récents des deux principautés voisines.

»Il n'est guère probable que la Porte soit capable de lutter aujourd'hui contre les agitations qu'elle n'était pas assez forte pour empêcher ou pour supprimer avant même que les tristes événements de ces deux dernières années ne fussent survenus.

»A cet effet il faudrait un gouvernement qui eût non seulement les moyens nécessaires pour établir une bonne administration, mais qui possédât également des forces assez prépondérantes pour supprimer toute espèce de trouble.

»Si les puissances ne réussissent pas, dès à présent, à pourvoir à l'établissement d'une administration stable et forte dans ces régions, elles seront responsables du renouvellement inévitable des souffrances qui ont invoqué les vives sympathies de l'Europe, et qui ont donné lieu à de si graves événements.

»La position géographique de ces provinces est aussi d'une haute importance politique. Dans le cas où il en tomberait une partie considérable entre les mains de l'une des principautés voisines, une chaîne d'états slaves serait formée qui s'étendrait à travers la presqu'île des Balcans, et dont la force militaire menacerait les populations d'autre race occupant les territoires au sud. Un pareil état de choses serait sans doute plus dangereux à l'indépendance de la Porte qu'aucune autre combinaison. Il est cependant très probable qu'un tel résultat se produise dans le cas où la Porte restera chargé de la défense de ces deux provinces éloignées. De grands dangers seraient à craindre tant pour les provinces que pour la Porte, si cette dernière continuait à les occuper et à les administrer.

»D'autre part la Bosnie et l'Herzégovine ne prêtent rien à la richesse ni à la force de la Porte. On a constaté dans la conférence de Constantinople que leurs revenus n'égalaient pas les dépenses qui se faisaient pour leur compte. La dépense nécessaire pour les défendre serait énorme, et elles n'ont aucune valeur stratégique pour la Turquie.

»Or, la Porte ferait preuve de la plus haute sagesse si elle refusait de se charger plus longtemps d'une tâche qui dépasse ses forces, et en la confiant à une puissance capable de la remplir, elle détournerait de l'empire turc des dangers formidables.

»Par ces motifs le gouvernement de la Reine propose aux puissances réunies que le Congrès statue que les provinces de la Bosnie et de l'Herzégovine seront occupées et administrées par l'Autriche-Hongrie.« 1878

Le Prince de Bismarck déclare s'associer, au nom de l'Allemagne, à la proposition que le Marquis de Salisbury vient de lire et explique sont vote par les considérations suivantes:

»L'Europe désire créer un état de choses stable et assurer d'une manière efficace le sort des populations en orient.

»C'est à ce point de vue que les Représentants des puissances réunis en Congrès ont un intérêt tout spécial à s'occuper des provinces de Bosnie et d'Herzégovine.

Il est notoire que les secousses périodiques qui ont ébranlé l'orient et notamment le dernier mouvement qui a menacé d'embraser l'Europe, ont pris leur origine dans cette province. Ce n'est donc pas un intérêt austro-hongrois seulement, mais un devoir général que de rechercher des moyens efficaces pour prévenir le retour de pareils événements.

»L'Allemagne, qui n'est liée par aucun intérêt direct dans les affaires d'orient, partage pourtant le désir de mettre fin à un état de choses qui, en se prolongeant, contiendrait le germe de nouveaux désordres ayant à leur suite des désaccords entre les cabinets européens. Il serait dangereux de garder l'illusion que, pour remédier à cette situation, il suffirait d'introduire des réformes en Bosnie et Herzégovine sur la base des institutions actuelles. Seul un état puissant et disposant des forces nécessaires à portée du foyer des désordres pourra y rétablir l'ordre et assurer le sort et l'avenir de ces populations.

»Partant de ces considérations, je m'associe, au nom de Allemagne, à la proposition de M. le Plénipotentiaire de la Grande Bretagne, et je la recommande vivement à l'acceptation de la haute Assemblée.«

Le Premier Plénipotentiaire d'Italie rappelle que Son Excellence le Comte Andrássy a donné lecture d'un exposé sur les conditions de la Bosnie et de l'Herzégovine, et sur les intérêts qui se rattachent à cette situation. Son Excellence le Marquis de Salisbury a proposé de confier à l'Autriche-Hongrie l'occupation militaire et l'administration de ces provinces, comme étant de nature à résoudre les difficultés existantes. Son Altesse Sérénissime le Prince de Bismarck a appuyé la proposition de l'Angleterre au nom de l'Allemagne. Les Plénipotentiaires Italiens voudraient demander au Premier Plénipotentiaire austro-hongrois si Son Excellence est à même de fournir, à l'égard de cette com-

1878 hémisson, quelques explications ultérieures, au point de vue de l'intérêt général de l'Europe.

Le Premier Plénipotentiaire d'Autriche-Hongrie, se référant aux considérations qu'il a exposées, a l'espoir et même la conviction que le point de vue européen qui a inspiré le gouvernement austro-hongrois ne sera pas moins apprécié par le cabinet italien que par les autres cabinets de l'Europe.

Le Premier Plénipotentiaire ottoman expose l'opinion de son gouvernement dans les termes suivants:

»Le désir très-ferme du gouvernement ottoman a été, dès l'origine, de fournir, en ce qui le concerne, toutes les facilités possibles à l'oeuvre de paix et de conciliation qui constitue la mission des grandes puissances de l'Europe réunies, en ce moment, en Congrès.

»L'attitude des Plénipotentiaires ottomans au sein de cette haute Assemblée a été constamment conforme à ce principe fondamental de la politique de leur gouvernement. Pendant les délibérations qui se sont succédées jusqu'ici, et dans lesquelles on a agité et résolu des questions de la plus haute importance pour le présent, aussi bien que pour l'avenir de l'empire, il se sont toujours fait un devoir — leurs collègues leur rendront certainement cette justice — de témoigner la plus haute déférence aux désirs exprimés par les grandes puissances, en vue de mettre un terme aux difficultés pendantes.

»Ils n'en regrettent que plus vivement de se trouver aujourd'hui dans la nécessité de faire connaître au sujet de l'occupation de la Bosnie et de l'Herzégovine, une opinion différente de celle qui vient d'être émise.

»Les Plénipotentiaires ottomans avouent, tout d'abord, qu'ils ne voient aucune nécessité urgente à donner suite à cette proposition d'occupation. La gravité des motifs qui ont été allégués en faveur d'une mesure de ce genre n'est pas ressentie par eux au même degré que par Leurs Excellences les membres du Congrès qui semblent y attacher une importance décisive. Le but de cette occupation ne peut être évidemment que de rétablir l'ordre et la tranquillité dans ces deux provinces, et de procéder au rapatriement des réfugiés. La Sublime Porte ne poursuivant également que ce même but, et disposant, d'un autre côté, de moyens suffisants pour le réaliser, ne peut vouloir laisser à aucune autre puissance le soin et la charge de remplir une tâche qui lui revient tout naturellement et de droit.

»Les Plénipotentiaires ottomans s'empressent d'ailleurs de faire connaître à cette haute Assemblée que la Sublime Porte s'engage à procéder immédiatement à la mise en oeuvre des

oyens propres à amener le résultat désiré en envoyant immé- 1878
iatement sur les lieux des hauts commissaires qui seront hargés d'organiser une gendarmerie, de pourvoir à l'installation t à l'entretien des réfugiés jusqu'au commencement des travaux les champs, et de mettre à exécution le système d'administration qui sera adopté pour ces deux provinces, ainsi que d'autres nesures d'amélioration.«

»Les Plénipotentiaires ottomans espèrent que le Congrès roudra bien apprécier l'étendue et l'importance de cet engagement qu'ils n'hésitent pas à lui donner au nom de leur gouvernement; ils osent également croire qu'il ne leur sera pas difficile de convaincre cette haute Assemblée de l'efficacité des mesures que la Sublime Porte mettrait en application sans le moindre délai.«

»Le principal motif de doute qui s'est fait jour ici même est tiré de ce que, dit-on, l'ordre n'a pu être rétabli en Bosnie et en Herzégovine depuis bientôt trois ans. On en conclut que ces provinces se trouvent déjà placées en quelque sorte au delà du rayon dans l'étendue duquel s'exerce l'influence normale du pouvoir de la Sublime Porte.

»Cependant que Leurs Excellences les membres du Congrès veuillent bien prendre en considération que si les désordres en Bosnie se sont prolongés pendant un laps de temps relativement assez long, cette persistance s'explique bien facilement si l'on tient compte des difficultés tout à fait exceptionnelles avec lesquelles le gouvernement ottoman s'est trouvé aux prises pendant ce temps. L'état d'hostilité ouverte dans lequel se trouvent depuis environ trois ans les deux principautés limitrophes de la Bosnie contre la Sublime Porte, la grande et douloureuse guerre qui a désolé l'empire en Europe et en Asie, ne pouvaient manquer d'absorber les forces et l'attention de l'état, et de fournir un aliment toujours nouveau aux velléités de révolte et d'agression qui persistent en Bosnie. Aussi bien loin de fournir une preuve de la faiblesse du pouvoir du Sultan dans ce pays, les circonstances auxquelles il a été fait allusion donnent lieu à une conclusion tout à fait différente. La force et l'influence de la Sublime Porte doivent être bien puissantes en Bosnie pour que, pendant trois années de guerre et de calamités sur toute l'étendue de l'empire, l'autorité ottomane se soit maintenue intacte dans cette province. Est-ce donc aujourd'hui, au retour de la paix et juste au moment où la Sublime Porte va pouvoir concentrer toutes ses forces et tous ses soins au rétablissement de l'ordre dans ce pays qu'on voudrait croire qu'elle est impuissante à remplir cette tâche ?«

1878 »Le gouvernement impérial a pleine conscience de l'efficacité de son pouvoir sur ces provinces; et, malgré les accroissements territoriaux qu'on semble décidé à donner aux principautés voisines, accroissements qui sans nul doute augmenteraient, le cas échéant, leurs moyens agressifs, la Turquie est d'avis qu'elle se trouve toujours à même de réprimer ces convoitises, si jamais elles venaient à se manifester, surtout si l'appui moral du cabinet de Vienne ne lui faisait pas défaut. C'est à cet appui moral que le gouvernement ottoman attache le plus grand prix; c'est cet appui qu'il tient à se concilier dans cette circonstance.«

»On a pensé que la Bosnie n'étant pas une province de grand rapport pour le trésor ottoman, son occupation par les armées austro-hongroises ne saurait, par conséquent, présenter pour la Sublime Porte de grands inconvénients. Qu'il soit permis aux Plénipotentiaires ottomans de prendre note de cette déclaration d'après laquelle tous les revenus de la province de Bosnie sont dépensés dans la province elle-même. Mais ils ne peuvent, d'un autre côté, s'empêcher de faire remarquer que de ce qu'une province ne fournit pas au trésor des sommes considérables, il n'en résulte pas que son occupation par des troupes d'une puissance étrangère doive être indifférente an Souverain qui la possède.

»Sans insister davantage sur les considérations de cet ordre d'idées, les Plénipotentiaires ottomans ont l'honneur de réitérer à Leurs Excellences les membres de cette haute Assemblée que la Sublime Porte offre de s'engager à remplir d'elle-même, immédiatement, le programme de réformes qui sembleraient, en ce moment, les mieux appropriées aux exigences des circonstances.

»Pour ce qui est de la question agraire, il serait peut-être inopportun de s'engager ici dans de longs développements; il serait également inutile de rappeler les diverses solutions que cette question a reçues dans bien des pays où elle avait causé des difficultés analogues à celles qu'on signale dans la Bosnie. La Sublime Porte serait-elle seule dans l'impuissance d'y appliquer des remèdes de même nature? D'ailleurs, la question agraire subsiste encore dans plusieurs contrées pour lesquelles néanmoins on n'a guère songé à avoir recours à des moyens de la nature de ceux qui sont, aujourd'hui, proposés pour la Bosnie.

»Aussi, sans vouloir donner un plus grand développement à leurs idées, les Plénipotentiaires ottomans pensent que cé qui vient d'être dit est suffisant pour persuader la haute Assemblée que si elle voulait bien prendre acte de l'engagement qu'ils offrent au nom de leur gouvernement, elle assurerait bien mieux et bien

plutôt la pacification de ces contrées que si elle donnait son 1878
assentiment à une proposition pouvant provoquer des inconvénients beaucoup plus graves que ceux auxquels on se propose de remédier.«

Son Excellence ajoute qu'en s'exprimant ainsi, elle se conforme aux instructions de son gouvernement.

Le Premier Plénipotentiaire de France voudrait expliquer brièvement les motifs de son adhésion à la proposition du Marquis de Salisbury. Le gouvernement français n'a pas d'intérêt immédiat dans la question bosniaque, mais il a intérêt à ce que l'oeuvre du Congrès soit utile et durable: c'est là l'ordre d'idées où il se place pour toute affaire qui ne le touche pas directement. Son Excellence regarde la combinaison indiquée par le cabinet anglais comme la seule qui puisse assurer une existence paisible aux populations de la Bosnie et de l'Herzégovine, si profondément déchirées par des haines politiques, religieuses et sociales; il estime que seule une puissance voisine, assez forte pour être impartiale, peut établir la paix dans ces provinces désolées; en un mot, il considère l'intervention du gouvernement d'Autriche-Hongrie comme une mesure de police européenne.

Lord Beaconsfield, après avoir rappelé l'importance de la question et la mission du Congrès, qui est d'établir, s'il est possible, la paix en Europe, reconnaît que si, de l'avis de tous, l'une des bases principales de cette paix est l'indépendance du Sultan comme Souverain européen, on ne saurait cependant se dissimuler que les troubles survenus dans les contrées dont il s'agit ont été l'origine de tous les lamentables événements des dernières années. Son Excellence est convaincue que si le Sultan n'a pas pu, avant la guerre, lorsque ses ressources étaient considérables, maintenir l'ordre et la stabilité en Bosnie et Herzégovine, et préserver ainsi la paix générale, il n'y a aucune raison de croire qu'aujourd'hui, après une lutte qui lui a fait d'ailleurs le plus grand honneur, le gouvernement ottoman soit en mesure de donner à la paix de l'Europe les sécurités qu'elle est en droit de demander. Les puissances doivent donc rechercher des moyens de garantie plus efficaces, et elles espèrent les rencontrer dans l'action d'un grand gouvernement limitrophe, puissant, d'opinions conservatrices, et qui n'a jamais cherché à troubler les intérêts de personne sur aucun point du monde. Est-ce là un sacrifice matériel à demander à la Turquie? Le noble Lord regarde, du contraire, que ces provinces, ainsi que l'a constaté la conférence de Constantinople, n'ont jamais donné à la Porte un revenu égal à la dépense qu'elles lui causent. N'est-il pas en outre de haute importance, lorsque les grandes puissances s'efforcent de faire

1878 justice à toutes les races, de prévenir dans ces contrées la prédominance d'une seule race? Si le Congrès laissait les provinces dont il s'agit dans l'état où elles se trouvent actuellement, on verrait reparaître la prédominance de la race slave, race qui est peu disposée à faire justice aux autres. On doit reconnaître que la proposition de Lord Salisbury n'est pas faite dans l'intérêt de Angleterre, mais en vue de la paix de l'Europe entière. Aucune nation n'est mieux en état que l'Autriche-Hongrie d'accomplir en ce moment, par l'occupation de ces provinces, le grand devoir de maintenir l'ordre, de l'assurer, d'établir la prospérité et en définitive de fortifier la Porte ottomane, en augmentant son poids dans les affaires européennes.

Le Prince Gortchacow dit que la Russie est désintéressée dans la question, mais que les considérations développées par le Comte Andrássy, la proposition de Lord Salisbury, appuyée par l'Allemagne, la France, l'Italie, et par les explications si nettes de Lord Beaconsfield, lui prouvent l'efficacité de la résolution préparée pour le but pacifique que le Congrès désire atteindre. En réalité, il s'agit de préserver les populations chrétiennes contre des abus séculaires: la motion anglaise rentre dans les vues générales de la Russie, et Son Altésse Sérénissime lui donne son entière adhésion. Quant à l'observation de Carathéodory Pacha, qui attribue à des influences étrangères la dernière insurrection, Son Altesse Sérénissime ne saurait l'admettre: les troubles ont été amenés par l'état des provinces de Bosnie et d'Herzégovine, et ce n'est que par des modifications radicales qu'on peut en empêcher le retour.

Le Premier Plenipotentiaire de Turquie, répondant à cette assertion, rappelle qu'il n'a pas entendu examiner l'origine de l'insurrection Bosniaque, mais seulement affirmer que si l'ordre n'a pas été rétabli plutôt, les événements qui se sont produits depuis un an en ont seuls été la cause. Le Gouvernement Ottoman prend aujourd'hui envers le Congrès l'engagement de pacifier la province à bref délai. Il indique les moyens qu'il compte employer pour arriver à ce but, et qui semblent de nature à calmer toute appréhension. Comme le Gouvernement Ottoman est plus à même que tout autre de connaître l'état des choses dans ces provinces, il est évident que s'il prend cet engagement c'est qu'il est convaincu qu'il pourra le remplir.

Le Comte Andrássy désirerait présenter quelques objections au document lu par Carathéodory Pacha. Le Premier Plénipotentiaire ottoman a dit que la mesure proposée était inutile, puisque la Porte est prête à remédier aux maux qui sont signalés et serait notamment en état de pourvoir au rapatriement des

réfugiés, dont le nombre n'est pas inférieur à 200.000 âmes. Le 1878
Comte Andrássy fait remarquer sur ce point que, depuis trois ans, des mesures sont réclamées de la Sublime Porte; tantôt promises, tantôt éludées, ces dispositions en définitive, n'ont jamais été prises. Quant à l'observation de Carathéodory Pacha que la Turquie a conservé, jusqu'à présent, ces provinces intactes, le Premier Plénipotentiaire d'Autriche-Hongrie pense que son Excellence voudra bien admettre que ce résultat est dû en grande partie à la position des troupes austro-hongroises sur la frontière pendant les trois années qui viennent de s'écouler. Le Comte Andrássy ajoute que l'Autriche-Hongrie, sans cesse préoccupée du principe de stabilité qui dirige sa politique, ne saurait faire dépendre l'avenir des illusions que la Porte peut conserver, mais que les événements des dernières années n'ont que trop démenties. Son Excellence déclare donc que:

»La proposition de MM. les Plénipotentiaires de la Grande Bretagne et de l'Allemagne paraissant la solution la plus apte à amener la pacification prompte, complète et durable de la Bosnie et de l'Herzégovine, et répondant ainsi le mieux au but commun que toutes les puissances ont en vue, à savoir, de créer un ordre de choses stable, les Plénipotentiaires d'Autriche-Hongrie ont l'honneur d'y donner leur adhésion et de déclarer que le gouvernement austro-hongrois est prêt à se charger de l'occupation et de l'administration de ces provinces.

»Le territoire du Sandjak de Novi-Bazar, qui s'étend entre la Serbie et le Monténégro dans la direction sud-est jusqu'au delà de Mitrovitza et qui fait partie de l'ancien Vilayet de Bosnie, ne confinant pas directement avec le territoire austro-hongrois, les Plénipotentiaires de Sa Majesté Impériale et Royale déclarent que l'Autriche-Hongrie ne désire pas se charger de l'administration de ce sandjak, où l'administration ottomane pourrait être continuée. Néanmoins afin d'assurer le maintien du nouvel état politique, la liberté et la sécurité des voies de communication, l'Autriche-Hongrie doit se réserver le droit de garnison et de routes militaires et commerciales sur toute l'étendue de la partie indiquée de l'ancien Vilayet de Bosnie.

Le Président, tout en faisant remarquer que l'opinion des divers membres du Congrès est indiquée par les discours qui viennent d'être prononcés, croit devoir, néanmoins, demander le vote formel des Représentants des puissances.

L'Autriche-Hongrie, la France, la Grande Bretagne, l'Italie adhèrent à la proposition anglaise: la Russie l'accepte égaletmen, en faisant remarquer que son vote s'applique exclusivement aux termes de la motion de Lord Salisbury.

1878 Les Plénipotentiaires ottomans refusent leur adhésion en se déclarant liés par les instructions de leur gouvernement.

Le Président, s'exprimant au nom de la majorité du Congrès et surtout des puissances neutres, croit de son devoir de rappeler aux Plénipotentiaires de Turquie que le Congrès est réuni, non pas pour sauvegarder les positions géographiques dont la Porte désirerait le maintien, mais pour préserver la paix de l'Europe dans le présent et dans l'avenir. Son Altesse Sérénissime fait remarquer aux Représentants ottomans que, sans l'intervention du Congrès, ils se trouveraient en présence de la totalité des articles du traité de San Stefano; que cette intervention leur rend une province beaucoup plus grande et plus fertile que la Bosnie, c'est-à-dire le territoire qui s'étend de la Mer Égée aux Balcans. Les résolutions de la haute Assemblée forment un ensemble dont il est impossible d'accepter le bénéfice en répudiant les désavantages. La Porte n'a donc aucun intérêt à faire échouer les travaux du Congrès, en refusant son assentiment et en mettant les puissances dans les cas d'aviser en dehors d'elle à leurs propres intérêts. Son Altesse Sérénissime constate que les six grandes puissances sont d'accord en ce qui concerne la Bosnie et l'Herzégovine, et maintient l'espoir qu'une oeuvre, dont la Turquie est appelée à retirer de grands avantages, ne sera pas interrompue par l'opposition de la Porte. Son Altesse Sérénissime demeure persuadée que le gouvernement ottoman adressera bientôt de nouvelles instructions à ses Plénipotentiaires, et termine en disant que le protocole reste ouvert pour les recevoir.

Le Comte Schouvaloff demande à présenter une observation sur un point du discours de M. le Premier Plénipotentiaire d'Autriche-Hongrie. Le Comte Andrássy, en disant que les intérêts austro-hongrois n'exigeaient pas l'occupation et administration de la partie appelée généralement »l'enclave«, a demandé cependant les routes militaires et quelques points stratégiques. Les Plénipotentiaires de Russie, qui ont adhéré à la proposition du Marquis de Salisbury, se trouvent ici en présence d'une pensée nouvelle, qui n'est pas encore très-claire pour eux, et dont le développement pourrait affecter les frontières et agrandissements territoriaux réservés au Monténégro et à la Serbie. Son Excellence désire donc prendre cette dernière partie du discours du Comte Andrássy ad referendum jusqu'à ce qu'il ait eu à ce sujet une explication avec le Premier Plénipotentiaire d'Autriche-Hongrie.

Le Président déclare que le protocole reste également ouvert pour les observations subséquentes que voudraient présenter les Plénipotentiaires de Russie.

Le Congrès, suivant son ordre du jour, aborde la question 1878
de Serbie, et le Président donne lecture des premiers mots de l'article III du traité de San Stefano, ainsi conçu:

»La Serbie est reconnue indépendante.«

Son Altesse Sérénissime demande si ce principe est admis par la haute Assemblée.

Carathéodory Pacha lit les considérations suivantes:

»A la première occasion qui s'offre au Congrès de se prononcer sur les stipulations d'indépendance insérées dans le traité de San Stefano, Carathéodory Pacha prie le Congrès de lui permettre d'accompagner son opinion de quelques mots. C'est en vue d'un grand intérêt européen aussi bien que dans l'intérêt de la Serbie elle-même que l'Europe avait consacré le lien de vassalité qui unissait jusqu'a présent cette principauté à la cour suzeraine. Que la Turquie ait fait usage du droit qui lui était conféré par les traités avec une modération qui ne s'est démentie, pas même au milieu des plus rudes épreuves, que ce droit ait présenté une utilité réelle pour le règlement facile des difficultés qui, à differentes époques, ont vivement intéressé l'Europe, que cette suzeraineté, ainsi entendue, ait assuré une indépendance réelle à la Serbie, et que celle ci en ait reconnu à plusieurs reprises la haute valeur, ce sont là des faits incontestables.

»Le traité de San Stefano inaugurait un nouveau système pour ce pays aussi bien que pour d'autres, qui se trouvaient placés à peu près dans les mêmes conditions en les détachant du centre qui leur avait été assigné. Si l'idée de l'indépendance prévaut aujourd'hui dans les conseils de l'Europe, la Turquie ne s'y opposera pas; car elle est persuadée que cette indépendance, qu'il s'agit pour le Congrès de sanctionner, sera réelle, sérieuse, qu'elle sera assumée par les pays dans la pleine conscience des droits aussi bien que des devoirs qu'elle leur impose, parceque dès lors elle sera respectée et qu'elle ne diminuera pas les garanties d'ordre public européen que le lien de suzeraineté avait su créer et maintenir.«

Le Président fait remarquer que l'énonciation de l'article III est absolue, et il ne croit pas admissible que la Turquie retire l'assentiment qu'elle a donné à San Stefano sur ce point.

Son Altesse Sérénissime procède au vote.

Lord Salisbury reconnaît l'indépendance de la Serbie, mais pense qu'il serait opportun de stipuler dans la principauté le grand principe de la liberté religieuse.

M. Waddington admet également l'indépendance de la Serbie, mais sous le bénéfice de la proposition suivante identique à celle que le Congrès a acceptée pour la Bulgarie:

1878 »Les habitants de la principauté de Serbie, quelle que soit leur religion, jouiront d'une complète égalité de droits. Ils pourront concourir à tous les emplois publics, fonctions et honneurs, et exercer toutes les professions, et la différence de croyance ne pourra leur être opposée comme un motif d'exclusion.

L'exercice et la pratique extérieure de tous les cultes seront entièrement libres, et aucune entrave ne pourra être apportée soit à l'organisation hiérarchique des différentes communions, soit à leurs rapports avec leurs chefs spirituels.«

Le Prince Gortchacow craint que cette rédaction ne s'applique surtout aux israélites, et sans se montrer contraire aux principes généraux qui y sont énoncés, Son Altesse Sérénissime ne voudrait pas que la question israélite, qui viendra plus tard, fût préjugée par une déclaration préalable. S'il ne s'agit que de la liberté religieuse, le Prince Gortchacow déclare qu'elle a toujours été appliquée en Russie; il donne pour sa part à ce principe l'adhésion la plus complète et serait prêt à l'étendre dans le sens le plus large. Mais s'il s'agit de droits civils et politiques, Son Altesse Sérénissime demande à ne pas confondre les israélites de Berlin, Paris, Londres, ou Vienne, auxquels on ne saurait assurément refuser aucun droit politique et civil, avec les juifs de la Serbie, de la Roumanie, et de quelques provinces russes qui sont, à son avis, un véritable fléau pour les populations indigènes.

Le Président ayant fait remarquer qu'il conviendrait peut-être d'attribuer à la restriction des droits civils et politiques ce regrettable état des israélites, le Prince Gortchacow rappelle qu'en Russie, le gouvernement, dans certaines provinces, a dû, sous l'impulsion d'une nécessité absolue et justifiée par l'expérience, soumettre les israélites à un régime exceptionnel pour sauvegarder les intérêts des populations.

M. Waddington croit qu'il est important de saisir cette occasion solennelle pour faire affirmer les principes de la liberté religieuse par les Représentants de l'Europe. Son Excellence ajoute que la Serbie, qui demande à entrer dans la famille européenne sur le même pied que les autres états, doit au préalable reconnaître les principes qui sont la base de l'organisation sociale dans tous les états de l'Europe, et les accepter comme une condition nécessaire de la faveur qu'elle sollicite.

Le Prince Gortchacow persiste à penser que les droits civils et politiques ne sauraient être attribués aux juifs d'une manière absolue en Serbie.

Le Comte Schouvaloff fait remarquer que ces observations ne constituent pas une opposition de principe à la proposition

française: l'élément israélite, trop considérable dans certaines 1878
provinces russes, a dû y être l'objet d'une réglementation spéciale, mais Son Excellence espère que, dans l'avenir, on pourra prévenir les inconvénients incontestables signalés par le Prince Gortchacow sans toucher à la liberté religieuse dont la Russie désire le développement.

Le Prince de Bismarck adhère à la proposition française, en déclarant que l'assentiment de l'Allemagne est toujours acquis à toute motion favorable à la liberté religieuse.

Le Comte de Launay dit qu'au nom de l'Italie il s'empresse d'adhérer au principe de la liberté religieuse, qui forme une des bases essentielles des institutions de son pays, et qu'il s'associe aux déclarations faites à ce sujet par l'Allemagne, la France, et la Grande Bretagne.

Le Comte Andrassy s'exprime dans le même sens, et les Plénipotentiaires ottomans n'élèvent aucune objection.

Le Prince de Bismarck, aprés avoir constaté les résultats du vote, déclare que le Congrès admet l'indépendance de la Serbie, mais sous la condition que la liberté religieuse sera reconnue dans la principauté. Son Altesse Sérénissime ajoute que la commission de rédaction, en formulant cette décision, devra constater la connexité établie par le Congrès entre la proclamation de l'indépendance serbe et la reconnaissance de la liberté religieuse.

Lord Salisbury désirerait également que le Congrès insistât en faveur de la liberté commerciale et se déclarât contre l'introduction éventuelle d'un droit de transit en Serbie.

Le Comte de Launay fait savoir qu'il a prévenu le voeu de M. le Plénipotentiaire d'Angleterre, et qu'il a préparé, de concert avec ses collègues d'Autriche-Hongrie et de France, la motion suivante:

»Les Plénipotentiaires d'Autriche-Hongrie, de France et d'Italie proposent d'ajouter aux stipulations relatives à la Serbie ce qui suit:

»Jusqu'à la conclusion de nouveaux arrangements, rien ne sera changé dans la principauté de Serbie aux conditions actuelles des relations commerciales de ce pays avec les pays étrangers, aucun droit de transit ne sera prélevé en Serbie sur les marchandises traversant ce pays.

»Les immunités et priviléges des sujets étrangers, ainsi que les droits de juridiction et de protection consulaires tels qu'ils existent aujourd'hui, resteront en pleine vigueur tant qu'ils n'auront pas été modifiées d'accord avec les parties contractantes.«

1878 Le Président regarde comme de droit commun qu'une province séparée d'un état ne puisse s'affranchir des traités auxquels elle a été jusqu'alors soumise. C'est aux yeux de Son Altesse Sérénissime un principe de droit des gens qui ne peut, d'ailleurs, qu'être corroboré par une déclaration du Congrès.

La motion présentée par le Comte de Launay est acceptée en principe, sauf, a la demande du Comte Schouvaloff, d'une révision des détails de rédaction.

Le Congrès continue l'examen de l'article III relatif à la frontière serbe, et le Président pense que cette délimitation ne peut être tracée que par un comité spécial.

Le Baron de Haymerle présente, sur ce point, le projet suivant:

»La Serbie recevra un agrandissement territorial.

»Une définition exacte des frontières ne pouvant se faire dans le plenum du Congrès, une commission dans laquelle un Plénipotentiaire entrerait pour chaque puissance serait chargée de formuler et de soumettre au Congrès un tracé de frontières.

»L'annexe contient des propositions plus détaillées des Plénipotentiaires austro-hongrois sur le tracé des frontières.«*)

Le Comte Schouvaloff accepte la proposition d'un comité spécial.

Mehemed Ali Pacha ayant fait allusion aux intérêts de la Turquie dans la délimitation de la frontière et rappelé les considérations qu'il a lues dans la dernière séance, le Président insiste pour la formation d'un comité chargé spécialement de ces questions qui ne sauraient être réglées en réunion générale.

Le Congrès accepte cette proposition: Les Plénipotentiaires devront désigner au secrétariat les délégués qui feront partie du comité.

L'article IV du traité de San Stefano, relatif à la Serbie, est ensuite examiné; les alinéas 1 et 2 sont renvoyés à la commission de rédaction.

Sur le 3e alinéa, relatif à l'évacuation du territoire ottoman par les troupes serbes, Lord Salisbury exprime le désir de voir intervenir une décision du Congrès: le Comte Schouvaloff ayant fait remarquer qu'une décision précise ne peut être prise sur ce point avant que la frontière ait été délimitée, le Congrès renvoie également à la commission de rédaction le dernier alinéa de l'article IV.

Le Baron de Haymerle lit la proposition ci-dessous relative aux chemins de fer en Serbie:

*) Voir l'annexe 1 au protocole.

»La principauté de Serbie est substituée pour sa part aux 1878
engagements que la Sublime Porte a contractés tant envers l'Autriche-Hongrie qu'envers la compagnie pour l'exploitation des chemins de fer de la Turquie d'Europe, par rapport à l'achèvement et au raccordement ainsi qu'à l'exploitation des lignes ferrées à construire sur le territoire nouvellement acquis.

»Les conventions nécessaires pour régler ces questions seront conclues entre l'Autriche-Hongrie, la Porte, la Serbie, et — dans les limites de sa compétence — avec la principauté de Bulgarie, immédiatement après la conclusion de la paix.«

Cette motion, identique à celle que le Congrès a votée sur les voies ferrés en Bulgarie, est accueillie à l'unanimité.

Carathéodory Pacha présente les observations suivantes sur le tribut de la Principauté Serbe:

»Le tribut de la Serbie sera capitalisé et le montant versé dans les caisses du trésor ottoman dans un délai de....

»La Serbie supportera une part de la dette publique ottomane proportionnelle au revenu des districts qui lui seront définitivement annexés.«

Le Président fait remarquer qu'il n'est pas question du tribut dans le traité, et le Comte Schouvaloff ayant dit qu'en effet l'indépendance implique naturellement la fin du tribut, Lord Salisbury répond que le tribut était une propriété qui était, comme tous les autres revenus de la Turquie, grevée du paiement de la dette ottomane.

Le Prince Gortchacow n'est pas disposé à s'intéresser aux souscripteurs des emprunts turcs. Son Altesse Sérénissime considère cette affaire comme un triste agiotage. Le gouvernement russe a refusé son concours à ses nationaux porteurs de titres ottomans.

Le Comte Schouvaloff, revenant à la question du tribut, dit qu'il n'est pas en mesure de la discuter actuellement, et demande qu'elle soit renvoyée à la Commission de Rédaction.

Le Président pense qu'on pourrait peut-être faire supporter à la Serbie une part de la dette équivalente au tribut.

M. Waddington ne saurait admettre les paroles de M. le Premier Plénipotentiaire de Russie au sujet des emprunts turcs. Son Excellence ne pense pas que ces emprunts puissent être qualifiés d'agiotage; qu'il y ait eu une part de spéculation dans ces affaires on ne peut le nier, mais actuellement les titres se trouvent en général entre les mains de détenteurs dignes d'intérêt. M. Waddington n'insiste pas aujourd'hui, mais il maintient

1878 ses observations en faveur de droits sérieux et que plusieurs de ses collègues, aussi bien que lui-même, se feront un devoir de défendre.

Le Prince Gortchacow répond qu'il n'a pas voulu parler de tous les emprunts, mais de la majorité d'entr'eux, et, en outre, constater que son gouvernement a refusé tout appui politique aux détenteurs russes de fonds turcs.

Il demeure entendu que la proposition de Carathéodory Pacha est renvoyée à la commission pour la délimitation des frontières.

Le Congrès se préoccupe ensuite de fixer l'ordre du jour de la prochaine séance. Sur les observations du Comte Andrássy et du Comte Schouvaloff, la question du Monténégro est remise à une séance ultérieure. Le Congrès décide de passer demain à la discussion des affaires grecques, puis des affaires roumaines, et examine la procédure à suivre en ce qui concerne l'admission des représentants grecs.

Le Comte de Saint-Vallier fait remarquer que les ministres grecs doivent, dans la première séance ou il seront admis, se borner à présenter au Congrès les demandes et les observations de leur gouvernement; le Congrès se concerterait ensuite en dehors de leur présence et discuterait avec eux dans une séance suivante. Il y a là, en effet, deux ordres d'idées: d'abord l'exposé des vues et des désirs de la Grèce, puis la discussion elle-même en Congrès.

Le Président accepte cette procédure, et, avec l'assentiment unanime de la haute Assemblée, annonce qu'il va faire savoir aux Représentants de la Grèce qu'ils seront entendus demain par le Congrès.

Lord Salisbury et le Comte Corti demandent si la Roumanie ne sera pas également admise à plaider sa cause devant la haute Assemblée.

Le Président répond que, les affaires roumaines étant à l'ordre du jour de la séance de demain, la question soulevée par les Plénipotentiaires d'Angleterre et d'Italie pourra y être discutée.

Mehemed Ali Pacha présente une motion relative aux frontières du Monténégro qui sera imprimée et annexée au protocole.*)

La séance est levée à 5 heures.

(Suivent les signatures.)

*) Voir l'annexe 2 au protocole.

Annexe 1 au Protocole No. 8. 1878

Frontière pour la Serbie. — (Carte de l'état-major autrichien.)

Le tracé suivra la frontière actuelle par le thalweg de la Drina, laissant à la principauté le Mali-Zvornik et Sakhar.

Elle continuera ensuite à longer l'ancienne limite de la principauté jusqu'au Kopaonik, dont elle se détachera à la sommité du Kanilug. De là elle se confondra avec la limite occidentale du sandjak de Nisch jusqu'au village Konćul sur la Morava, passant d'abord par la crête du contrefort sud du Kopaonik, puis par celle de la Maritza et Mrdar Planina (formant le partage des eaux entre le bassin de l'Ibar et de la Sitnica d'un côté, et de celui de la Toplica de l'autre) — laissant le défilé de Prepolac à la Turquie — jusqu'au mont Djak, tournant ensuite vers le sud par la crête du partage des eaux entre la Brvenića et la Medvedja-Rjeka, d'où elle descendra dans une direction est entre les villages Petrilja et Dukat, pour y traverser la rivière Medvedja et monter sur la crête de la Goljak-Planina (formant le partage des eaux entre la Kriva-Rjeka d'un côté et la Poljanica, la Veternica et la Morava de l'autre), d'où elle descendra dans une direction sud à Konçul sur la Morava — laissant ce village à la Serbie. De ce point la frontière suivra le thalweg de la Morava jusqu'à Lusan, laissant ce village à la Turquie, d'où elle se dirigera par Borovce et Novoselo, laissant ces villages à la Turquie jusqu'à la sommité du mont Kujan. De ce point la frontière se confondra de nouveau avec la limite administrative méridionale et orientale du sandjak de Nisch, formant le partage des eaux entre les bassins de Vardar, de Strouma, de l'Isker et du Lom d'un côté et de celui de la Morava et du Timok de l'autre.

Cette limite administrative est particulièrement marquée par la crête de la S. Ilia-Planina, le sommet de mont Ključ, la crête de la Babina glava, le sommet des monts Crni vrh, Streser, Vilo golo, Mesid, Ravna siba et Ogórelica, la crête des montagnes Kosturnica-, Ljubas Grloska- et Visker-Planina. Elle traverse ensuite le col de la route Sophia-Nisch près du village Soline, d'où elle passe par les environs d. ·illages Malovo, Murgas et Gedić, et puis dans une ligne droite jusqu'au col Ginci (Ginci Pass), qui resterait à la Bulgarie. A partir de ce point elle suit la crête des montagnes Kodza et Ciprovac-Balkan, puis de la Stara-Planina jusqu'à l'ancienne frontière orientale de la principauté, près de la Kula- »Smiljova čuka«.

1878 *Annexe 2 au Protocole No. 8.*

D'après les bases de la paix signées à Andrinople un accroissement de territoire équivalent à celui que le sort des armes avait fait tomber entre les mains des monténégrins, leur devait être accordé.

Ce territoire se compose:

1. Des nahiés de Zúbci, Banjani, Piva, Drobniak, Sáran, Yezéré et de la partie du district de Bihor qui se trouve entre le Lim et le district monténégrin de Vassovik. Tous ces nahiés sont depuis longtemps connus sous le nom de »districts insurgés«, vu que les situations topographiques et le mauvais état des routes rendant très-difficile l'action des troupes impériales, leurs habitants se trouvaient, même en temps de paix, plus ou moins en état d'insurrection.

2. Du district de Niksić tombé entre les mains des monténégrins après la capitulation de la place de Niksić et l'évacuation par nos troupes de blockhaus en pierre qui défendraient le défilé de Duga.

3. Du district de Kućі habité par des slaves orthodoxes et situé entre le territoire des albanais Clementi et le Monténégro. Jadis les kućiotes faisaient toujours cause commune avec les albanais, mais, dès le début de la dernière guerre, ils se sont déclarées pour leurs frères de race, les monténégrins.

4. De la ville d'Antivari et d'une partie du district de ce nom.

Lors de la conclusion de l'armistice cette partie eut pour limites le cours de la Bojana depuis son embouchure jusqu'au lac de Sass et ensuite une ligne tirée perpendiculairement de la pointe ouest de ce lac vers le lac de Scutari sur le village de Skla.

Les pays mentionnés dans ces quatre paragraphes forment évidemment le territoire dont a voulu parler le 2e paragraphe des bases de la paix, comme devant être cédé au Monténégro. Si une partie en était exclue il faudrait accorder un équivalent à la principauté.

Or, d'après les préliminaires de San Stefano non seulement tous les pays dont il s'agit, à l'exception du petit district de Zubci furent cédés au Monténegro, mais on y ajouta encore une énorme étendue de pays qui n'ont jamais été foulés par aucun monténégrin en armes, voire les cazas bosniaques de Foca, Plevlje (Tachlidjé), Prjepolje (Prepol), Bjelopolje (Akova) et Berana, ainsi que les cazas albanais de Rozai et Gussinje avec les monts habités par les clans albanais de Hotti et Clementi.

Les cazas frontières de Kolachein du côté de Novi-Bazar 1878
et de Spouž et Podgorica du côté de l'Albanie, furent aussi compris dans le territoire qui serait donné au Monténégro, quoiqu'il y eut dans les chefs-lieux fortifiés de ces cazas des garnisons nombreuses qui n'avaient rien à craindre en cas d'attaque.

Les Plénipotentiaires ottomans signalent à l'appréciation de cette haute Assemblée, en ce qui concerne la ligne frontière du Monténégro, la contradiction existant entre les bases de la paix et les préliminaires de San Stefano. Animés du désir que la ligne qui séparera l'empire du Monténégro soit, dans la mesure du possible, tracée de manière à empêcher par des obstacles naturels, pour l'une et l'autre partie, les violations de frontière et les déprédations, ils soumettent à l'approbation du Congrès la rectification suivante de la ligne frontière actuelle :

a) Pour le côté nord les districts de Banjani, Niksić, Piva, Drobniak, Saran et Yezéré seraient cédés au Monténégro: entre la Piva et la Tara la caserne fortifiée de Crkvica, qui est une garde avancée de la ville de Foča et par conséquent toujours occupée par un bataillon d'infanterie, resterait à la Turquie, et la ligne frontière passerait près du village de Nedvina, étant à peu près perpendiculaire aux deux rivières susmentionnées.

b) Pour le côté est, la ligne frontière remonterait d'abord la rive gauche de la Tara et ensuite le ruisseau qui du mont Starac descend vers Prosćen et suivrait autour de Kolachine l'ancien tracé, jusqu'au point désigné sur la carte par le nom de Šiško-yezéro. Elle descendrait de ce point vers le village de Djoriza et remonterait de Lim jusqu'à Sekulare. La petite forteresse de Berana étant de ce côté la clef de l'Albanie, les hauteurs qui se trouvent vis-à-vis sur la rive gauche du Lim nous resteraient et feraient partie du rayon de cette forteresse.

c) Pour le côté sud, vu que les districts de Gussinjé et de Plava ne sont habités que par des albanais et que ces districts ainsi que les villes musulmanes de Spouž et Podgorica n'ont jamais été occupés par les monténégrins, il n'y aurait rectification de frontière qu'à partir du mont Ziva, d'où le nouveau tracé descendrait le cours du ruisseau de Ripnića, jusqu'au village de Fundina, tournerait autour de Podgorica, de manière que les hauteurs environnantes du côté nord-est feraient partie du rayon de cette place, et rencontrerait l'ancien tracé au confluent de la Zeta avec la Moraća.

Le district d'Antivari étant exclusivement habité par des albanais, resterait sous la domination ottomane, et il n'en serait

1878 cédé aux monténégrins que le port de Spizza, au moyen d'une petite rectification de frontière, laquelle, du point Milujevic se dirigerait en ligne droite vers le village de St. Pettka situé au bord de la mer.

Cette haute Assemblée aurait à statuer si, pour la partie du district d'Antivari occupée actuellement par les monténégrins, un équivalent devait leur être donné sur un autre point quelconque.

Protocole No. 9.

Séance du 29 juin 1878.

Grèce. — Provinces limitrophes. *Crète.* — Art. XV; amendement anglais: substituer »commission européenne«. — Communications de Mr. Delyanni et de Mr. Rhangabé. — *Roumanie.* — Admission de ses représentants. — Proposition anglaise, discussion. — Art V; indépendance. — Discussion sur la question s'il y a ou non connexité entre la reconnaissance de l'indépendance et les remaniements territoriaux. — Observations de Lord Beaconsfield au point de vue du traité de Paris et de la liberté de navigation sur le Danube. — Réponse des Plénipotentiaires russes. — *Bosnie et Herzégovine.* — Droit de garnison de l'Autriche-Hongrie dans l'enclave de *Novibazar.* — Le Comte Schouvaloff retire ses réserves.

Etaient présents:

Pour l'Allemagne:
Le Prince de Bismarck,
M. de Bülow,
Le Prince de Hohenlohe-Schillingsfürst.

Pour l'Autriche-Hongrie:
Le Comte Andrássy,
Le Comte Károlyi,
Le Baron de Haymerle.

Pour la France:
M. Waddington,
Le Comte de Saint-Vallier,
M. Desprez.

Pour la Grande Bretagne:
Le Comte de Beaconsfield,
Le Marquis de Salisbury,
Lord Odo Russell.

Pour l'Italie:
Le Comte Corti,
Le Comte de Launay.

Pour la Russie:
Le Prince Gortchacow,
Le Comte Schouvaloff,
M. d'Oubril.

Pour la Turquie: 1878
Alexandre Carethéodory Pacha,
Mehemed Ali Pacha,
Sadoullah Bey.

La séance est ouverte à 2 heures et $^1/_2$.

Le Président annonce que la commission de délimitation des frontières s'est constituée, et se compose de la manière suivante:

Pour l'Allemagne le Prince de Hohenlohe; pour l'Autriche le Baron de Haymerle; pour la France le Comte de Saint-Vallier; pour la Grande Bretagne Lord Odo Russell; pour l'Italie le Comte de Launay; pour la Russie le Comte Schouvaloff; pour la Turquie Mehemed Ali Pacha.

La commission a tenu sa première séance aujourd'hui.

Avant de procéder à l'ordre du jour, le Président rappelle que les diverses propositions présentées dans la dernière séance ont été remises aux commissions respectives.

L'ordre du jour appelle en premier lieu l'article XV du traité de San Stefano, concernant l'Ile de Crète et les provinces limitrophes du Royaume de Grèce. Conformément à la décision prise par le Congrès, le Président a invité MM. les Représentants du gouvernement de Sa Majesté le Roi de Grèce à vouloir bien faire à la haute Assemblée, dans la séance de ce jour, les communications dont ils seraient chargés.

Le Président donne lecture de l'article XV du traité de San Stefano.

Lord Salisbury demande une modification au dernier alinéa ainsi conçu: »Des commissions spéciales, dans lesquelles l'élément indigène aura une large participation, seront chargées dans chaque province d'élaborer les détails du nouveau règlement. Le résultat de ces travaux sera soumis à l'examen de la Sublime Porte, qui consultera le gouvernement impérial de Russie avant de les mettre à exécution«.

Son Excellence désirerait que les mots »le gouvernement impérial de Russie« fussent remplacés par ceux-ci: »la commission européenne.«

Le Comte Schouvaloff, faisant allusion au danger qu'il a déjà signalé d'étendre trop les attributions des commissions européennes, est d'avis qu'il serait préférable de substituer aux mots indiqués par Lord Salisbury, »les grandes puissances de l'Europe«.

M. le Plénipotentiaire d'Angleterre ayant insisté pour les termes qu'il a proposés, et le Prince de Bismarck ayant fait remarquer qu'au fond la divergence entre les deux opinions est

1878 peu sensible, le Comte Schouvaloff accepte la rédaction proposée par l'Angleterre, à laquelle le Congrès donne également son adhésion.

MM. Delyannis, ministre des affaires étrangères de Grèce, et Rangabé, ministre de Grèce à Berlin, sont ensuite introduits.

Le Président dit que le Congrès a voulu entendre les voeux et les appréciations du gouvernement hellénique avant de prendre une décision sur l'article XV qui forme, en ce moment, l'objet de ses délibérations. Son Altesse Sérénissime prie MM. les Représentants de la Grèce de faire connaître leurs opinions et leurs désirs à la haute Assemblée.

M. Delyannis exprime au Congrès la reconnaissance du Gouvernement hellénique pour l'admission des Représentants grecs au sein de la haute Assemblée. Son Excellence espère que le Congrès voudra examiner avec la même bienveillance la cause que son collègue et lui ont mission de défendre. Il donne ensuite lecture de la communication suivante:

»Les seuls et véritables voeux du gouvernement hellénique ont été toujours identiques aux aspirations de la nation entière, dont la Grèce libre ne constitue qu'une petite partie.

»Ces mêmes aspirations animaient le peuple hellène quand il entreprit en 1821 la longue guerre de son indépendance.

»Quant à leur réalisation complète, le gouvernement hellénique ne saurait se faire illusion sur les nombreuses difficultés qu'elle rencontre.

»La ferme résolution de l'Europe d'établir la paix en Orient sans trop ébranler l'état des choses existant, indique au Gouvernement hellénique les limites qu'il doit imposer à ses aspirations.

»Ainsi, le gouvernement doit limiter ses voeux et voir dans l'annexion de Candie et des provinces limitrophes au Royaume, tout ce qui, pour le moment, pourrait être fait pour la Grèce.

»Les voeux du gouvernement du Roi ne s'opposent ni aux intérêts de l'Europe, ni à ceux de l'état voisin. Leur satisfaction serait l'accomplissement de la volonté ferme et tenace des populations de ces provinces, et donnerait le calme et une existence tenable au Royaume.

»Nous croyons que l'accomplissement des voeux ci-dessus énoncés est dans les intérêts de l'Europe. Sa volonté étant d'amener et de consolider la paix en Orient, l'annexion de ces provinces serait le moyen le plus efficace et le seul possible pour écarter toutes les causes qui pourraient dans l'avenir faire péricliter l'oeuvre pacificatrice de l'Europe. On n'aurait qu'à se rappeler le passé de ces provinces, les causes qui les ont tant de fois agitées, et les moyens extrêmes auxquels ces contrées ont

eu recours pour améliorer leur sort, pour être pleinement convaincu que les mêmes causes amèneraient, dans un avenir plus ou moins prochain, les mêmes tristes résultats. 1878

»D'ailleurs, l'Europe ayant vu dans la création du Royaume hellénique une oeuvre extrêmement civilisatrice, son agrandissement ne serait que le complément de cette oeuvre.

»L'annexion de ces provinces serait aussi dans l'intérêt de la Turquie. Elle lui éviterait dans l'avenir toute cause de troubles, qui ont tant de fois épuisé son budget, compromis ses intérêts politiques, et aigri ses relations de bon voisinage, dont le Royaume hellénique a été de tout temps si soigneux.

»Quant à l'intérêt capital, que ces provinces mêmes trouveraient dans leur annexion, il est généralement connu que, depuis un demi siècle déjà, elles réclament leur union à la Grèce. Elles ont bien des fois, et hautement, manifesté ce désir Elles n'ont pas hésité même de prendre les armes à plusieurs reprises, et de s'attirer tous les malheurs de la guerre pour le réaliser. Il y a quelques mois à peine une d'elles n'a pu être pacifiée que sur l'assurance formelle d'une grande puissance que, la cause hellénique ne serait point lésée, »et que cette puissance même dirait explicitement au Congrès, que cette pacification est due à son intervention«.

»Une autre province, l'Ile de Candie, est encore en pleine insurrection, et, d'après les dernières nouvelles, le sang y coule en abondance.

»Ne serait-ce pas une oeuvre de justice et d'humanité que de satisfaire aux aspirations nationales de ces pays, de combler leurs voeux, tant de fois manifestés, et de leur épargner à l'avenir les destructions et les catastrophes auxquelles ils s'exposent pour parvenir à une existence nationale?

»Quant au Royaume hellénique, toutes les manifestations des voeux nationaux des hellènes de la Turquie ne peuvent naturellement que produire une profonde émotion dans le Royaume hellénique.

»Les originaires des provinces grecques de l'Empire ottoman y comptent par milliers; un grand nombre en occupent des places distinguées dans toutes les branches de l'administration, dans la marine, et dans l'armée, d'autres non moins nombreux s'y distinguent par leur activité industrielle et commerciale. Le contrecoup que la nouvelle d'une insurrection hellénique en Turquie produit dans leurs coeurs, est trop puissant pour ne pas les remuer. Il pousse les uns à passer les frontières pour s'unir aux combattants; les autres à vider leur bourse pour la cause commune. Cette commotion est vite communiquée à tous les habi-

1878 Le Prince de Bismarck ne regarde pas que l'admission des roumains présente, au point de vue de la réussite des travaux du Congrès, le même intérêt que l'admission des grecs, dont les demandes, quelqu'en soit le résultat, ne sauraient exercer une influence très-considérable dans l'issue des délibérations du Congrès. Son Altesse Sérénissime hésite à penser qu'il soit bon d'accroître les difficultés de la tâche pacifique dévolue à la haute Assemblée en introduisant les délégués roumains, dont les réclamations, connues d'avance, ne semblent pas de nature à faciliter la bonne entente; toutefois, la question ayant été posée, il doit la soumettre au suffrage de ses collègues.

Le Comte Schouvaloff établit la différence qui existe entre la Grèce, état indépendant, et la Roumanie, dont l'indépendance n'est pas encore reconnue par l'Europe. Il y aurait plus d'analogie entre la Grèce et la Serbie, que la déclaration du Congrès a affranchie des liens de vassalité, et cependant la haute Assemblée n'a pas admis les délégués serbes.

Le Président ayant demandé au secrétariat si la demande d'admission adressée au Congrès émane du gouvernement de la principauté de Roumanie, le Comte Corti constate que la pétition est signée par deux ministres du Prince Charles, et que, conformément à la procédure adoptée par le Congrès, ce document est introduit et recommandé par Lord Salisbury et les Plénipotentiaires italiens.

Le Président procède au vote.

Le Comte Andrássy accepte la proposition de Lord Salisbury et du Comte Corti, mais dans l'espoir qu'elle pourrait amener une solution qui donne des garanties à la paix.

M. Waddington est d'avis d'admettre les Représentants roumains, et espère que cette marque d'intérêt facilitera l'adhésion de la Roumaine à la décision du Congrès quelle qu'elle soit.

Les votes de l'Angleterre et de l'Italie étant acquis, le Président demande leurs sentiments à MM. les Plénipotentiaires de Russie.

Le Prince Gortchacow déclare partager l'opinion que M. le Prince de Bismarck a exprimée sur cette question. Le but de la Russie est d'arriver le plut tôt possible à une paix durable, et Son Altesse Sérénissime pense que la présence des Représentants roumains est de nature à provoquer de vives discussions. Sans voter contre leur admission, le Prince Gortchacow demande expressément l'insertion de son opinion au protocole.

Le Président ayant insisté pour avoir le vote précis des Pléni- 1878
tentiaires russes, le Comte Schouvaloff dit, qu'aux yeux de
n gouvernement, les observations des délégués roumains ne
uvent qu'augmenter les difficultés de la discussion; car, assuré-
ent, la Russie ne se laissera pas accuser par eux sans se dé-
ndre. Cependant, si la majorité du Congrès se prononce pour
dmission, les Plénipotentiaires russes ne sauraient être seuls à
uloir éloigner des contradicteurs, et ils ne s'opposent point à
proposition de Lord Salisbury.

Les Plénipotentiaires ottomans n'ayant point élevé d'ob-
ction, le Prince de Bismarck dit qu'il a voulu subordonner son
ote à celui des puissances spécialement intéressées, et consent
galement, au nom de l'Allemagne, à l'admission des Représen-
nts roumains.

Le Comte Andrássy, avec l'assentiment de la haute Assem-
lée, exprime le désir que les délégués de Roumanie soient en-
ndus dans les mêmes conditions que les ministres de Grèce.

Le Président annonce qu'en conséquence, il invitera les
leprésentants roumains pour la séance de lundi prochain.

Le Congrès commence la discussion des articles du traité
e San Stefano relatifs à la Roumanie. Le Président donne lec-
ire du 1er alinéa de l'article V ainsi conçu:

»La Sublime Porte reconnaît l'indépendance de la Roumanie
ui fera valoir ses droits à une indemnité à débattre entre les
eux parties.«

Le Président demande si le Congrès est disposé à maintenir,
ans condition, le principe posé dans cet alinéa, ou bien à le
ubordonner à l'acceptation par la Roumanie des remaniements
erritoriaux qu'elle paraît vouloir repousser. Son Altesse Séré-
issime n'a pas d'avis personnel sur ce point, mais désire savoir
i les Représentants d'autres puissances considèrent que l'indé-
endance de la Roumanie est liée à la reconnaissance par cette
rincipauté de la totalité du traité de San Stefano, et s'ils ne
egardent point, par conséquent, comme connexes les deux
uestions de l'indépendance et des changements territoriaux.

Le Comte Corti fait remarquer que les préliminaires de San
tefano ont été conclus entre la Russie et la Turquie, et que la
oumanie n'a pu y prendre part, étant placée sous la suzeraineté
e la Porte. Son Excellence ne jugerait pas équitable d'admettre
ue la principauté soit liée au même degré que le gouvernement
toman. Il ne croit pas opportun de faire dépendre l'indépen-
nce de la Roumanie de son adhésion aux stipulations qui la
ncernent.

1878 tants du pays, quoique non originaires des provinces combattantes, et la population entière du Royaume, qui ne peut oublier ce qu'elle doit aux combats antérieurs de ces frères deshérités, ni rester impassible vis-à-vis de leur lutte de délivrance, court se mettre dans leurs rangs pour les aider à reconquérir leur liberté.

»Un état de choses pareil fait naître chaque fois des crises sérieuses dans le Royaume hellénique, qui rendent très difficile la position de son gouvernement. Ne pouvant refuser ses sympathies aux hellénes des provinces en question unies à la Grèce libre par des liens d'histoire, d'origine et de malheurs communs; ne devant afficher une indifférence qui le frustrerait de la confiance de l'hellénisme et étoufferait les justes espérances que les hellènes de la Turquie ont de tout temps fondées sur la Grèce libre; tout gouvernement hellénique serait impuissant de résister au courant.

»Crût-il même devoir le faire au sacrifice des intérêts les plus précieux du Royaume, il serait renversé par le courant qui entraînerait le pays tout entier dans la lutte des provinces insurgées. Dans le cas même où le gouvernement aurait la force d'opposer une digue au courant national, tous ces efforts resteraient sans effet, à cause de l'étendue et de la conformation de la ligne frontière du Royaume, qu'une armée de 5000 hommes même ne serait pas en état de garder de manière à pouvoir empêcher la sortie clandestine des volontaires.

»La situation créée au gouvernement hellénique par ces mouvements insurrectionnels n'est pas moins difficile et intenable sous le point de vue financier. Le budget du Royaume a bien des fois subi, et subit encore l'influence de pareils événements. Aussi grande et éclatante que soit la différence entre le budget des recettes publiques dressé en 1829 par le président de la Grèce, et celui de l'exercice de l'année dernière, il n'en est pas moins vrai que les secours pécuniaires alloués chaque fois aux réfugiés des provinces insurgées et aux combattants rapatriés, et les armements motivés par cette situation anormale, et par les relations tant soit peu tendues avec l'état limitrophe qui en ont été toujours la conséquence, ont bien des fois englouti plusieurs millions, augmenté la dette publique et affecté à des dépenses infructeuses la plus grande part des recettes publiques, qui, déversées au développement matériel du pays, en auraient bien plus encore augmenté les ressources et le bien-être.

»Si de grandes et riches nations avec lesquelles la petite Grèce ne saurait jamais se mesurer ont toujours, en des circonstances analogues, ressenti les suites onéreuses de dépenses de

même nature, il est bien naturel que le pauvre Royaume hellé- 1878
nique qui, plus d'une foi s'est trouvé dans le cas de faire face à de pareilles obligations, qui aujourd'hui encore entretient sur son territoire 30.000 réfugiés, et doit s'occuper de préparatifs au dessus de ses forces, il est bien naturel, que non-seulement il se ressent de tout le poids de pareilles dépenses, mais qu'il en soit écrasé.

»Le gouvernement de Sa Majesté est pénétré de la conviction inébranlable qu'un pareil état de choses ne pourrait se prolonger. Il croit remplir un devoir qu'il ne lui est point permis de négliger, en s'empressant d'exposer au Congrès cette situation, et de le prier de bien vouloir y remédier en écartant les causes qui l'ont préparée.«

Le Président dit que l'exposé que le Congrès vient d'entendre, sera imprimé et distribué, et que la haute Assemblée l'examinera avec attention.

M. Rangabé présente ensuite quelques considérations complémentaires, et insiste notamment sur les progrès réalisés en Grèce depuis la proclamation de l'indépendance, sur les difficultés que l'exiguïté du territoire, l'absence de frontières naturelles, les agitations permanentes de provinces voisines de même race, ont sans cesse opposées à la prospérité et au développement du Royaume hellénique. Son Excellence affirme de nouveau que les accroissements demandés par son collègue sont nécessaires, non-seulement à l'existence même de la Grèce, mais à la paix de l'Orient.

Le Président répond que le Congrès, lorsqu'il aura étudié les considérations présentées par MM. les Représentants helléniques, leur communiquera le résultat de ses délibérations. Il annonce que leur concours leur sera alors de nouveau demandé et les remercie de s'être rendus à l'invitation du Congrès.

MM. Delyannis et Rangabé s'étant retirés, le Congrès reprend son ordre du jour qui indique l'examen de l'article V et de l'article XIX du traité de San Stefano, relatifs à la Roumanie.

Lord Salisbury, rappelant la question qu'il a posée dans la séance précédente, propose de décider si les Représentants de la Roumanie seront entendus par le Congrès. Aux yeux de Son Excellence, la haute Assemblée, après avoir écouté les délégués d'une nation qui réclame des provinces étrangères, agirait équitablement en écoutant les Représentants d'un pays qui demande à garder des contrées qui lui appartiennent.

Le Comte Corti déclare s'associer entièrement à l'opinion que vient d'exprimer son collègue d'Angleterre.

1878 Le Prince de Bismarck ne regarde pas que l'admission des roumains présente, au point de vue de la réussite des travaux du Congrès, le même intérêt que l'admission des grecs, dont les demandes, quelqu'en soit le résultat, ne sauraient exercer une influence très-considérable dans l'issue des délibérations du Congrès. Son Altesse Sérénissime hésite à penser qu'il soit bon d'accroître les difficultés de la tâche pacifique dévolue à la haute Assemblée en introduisant les délégués roumains, dont les réclamations, connues d'avance, ne semblent pas de nature à faciliter la bonne entente ; toutefois, la question ayant été posée, il doit la soumettre au suffrage de ses collègues.

Le Comte Schouvaloff établit la différence qui existe entre la Grèce, état indépendant, et la Roumanie, dont l'indépendance n'est pas encore reconnue par l'Europe. Il y aurait plus d'analogie entre la Grèce et la Serbie, que la déclaration du Congrès a affranchie des liens de vassalité, et cependant la haute Assemblée n'a pas admis les délégués serbes.

Le Président ayant demandé au secrétariat si la demande d'admission adressée au Congrès émane du gouvernement de la principauté de Roumanie, le Comte Corti constate que la pétition est signée par deux ministres du Prince Charles, et que, conformément à la procédure adoptée par le Congrès, ce document est introduit et recommandé par Lord Salisbury et les Plénipotentiaires italiens.

Le Président procède au vote.

Le Comte Andrássy accepte la proposition de Lord Salisbury et du Comte Corti, mais dans l'espoir qu'elle pourrait amener une solution qui donne des garanties à la paix.

M. Waddington est d'avis d'admettre les Représentants roumains, et espère que cette marque d'intérêt facilitera l'adhésion de la Roumaine à la décision du Congrès quelle qu'elle soit.

Les votes de l'Angleterre et de l'Italie étant acquis, le Président demande leurs sentiments à MM. les Plénipotentiaires de Russie.

Le Prince Gortchacow déclare partager l'opinion que M. le Prince de Bismarck a exprimée sur cette question. Le but de la Russie est d'arriver le plut tôt possible à une paix durable, et Son Altesse Sérénissime pense que la présence des Représentants roumains est de nature à provoquer de vives discussions. Sans voter contre leur admission, le Prince Gortchacow demande expressément l'insertion de son opinion au protocole.

Le Président ayant insisté pour avoir le vote précis des Plénipotentiaires russes, le Comte Schouvaloff dit, qu'aux yeux de son gouvernement, les observations des délégués roumains ne peuvent qu'augmenter les difficultés de la discussion; car, assurément, la Russie ne se laissera pas accuser par eux sans se défendre. Cependant, si la majorité du Congrès se prononce pour l'admission, les Plénipotentiaires russes ne sauraient être seuls à vouloir éloigner des contradicteurs, et ils ne s'opposent point à la proposition de Lord Salisbury. 1878

Les Plénipotentiaires ottomans n'ayant point élevé d'objection, le Prince de Bismarck dit qu'il a voulu subordonner son vote à celui des puissances spécialement intéressées, et consent également, au nom de l'Allemagne, à l'admission des Représentants roumains.

Le Comte Andrássy, avec l'assentiment de la haute Assemblée, exprime le désir que les délégués de Roumanie soient entendus dans les mêmes conditions que les ministres de Grèce.

Le Président annonce qu'en conséquence, il invitera les Représentants roumains pour la séance de lundi prochain.

Le Congrès commence la discussion des articles du traité de San Stefano relatifs à la Roumanie. Le Président donne lecture du 1er alinéa de l'article V ainsi conçu:

»La Sublime Porte reconnaît l'indépendance de la Roumanie qui fera valoir ses droits à une indemnité à débattre entre les deux parties.«

Le Président demande si le Congrès est disposé à maintenir, sans condition, le principe posé dans cet alinéa, ou bien à le subordonner à l'acceptation par la Roumanie des remaniements territoriaux qu'elle paraît vouloir repousser. Son Altesse Sérénissime n'a pas d'avis personnel sur ce point, mais désire savoir si les Représentants d'autres puissances considèrent que l'indépendance de la Roumanie est liée à la reconnaissance par cette principauté de la totalité du traité de San Stefano, et s'ils ne regardent point, par conséquent, comme connexes les deux questions de l'indépendance et des changements territoriaux.

Le Comte Corti fait remarquer que les préliminaires de San Stefano ont été conclus entre la Russie et la Turquie, et que la Roumanie n'a pu y prendre part, étant placée sous la suzeraineté de la Porte. Son Excellence ne jugerait pas équitable d'admettre que la principauté soit liée au même degré que le gouvernement ottoman. Il ne croit pas opportun de faire dépendre l'indépendance de la Roumanie de son adhésion aux stipulations qui la concernent.

1878 Le Comte Schouvaloff ne partage point cette opinion. La Roumanie a proclamé, il est vrai, elle-même, son indépendance, mais cette indépendance ne peut être effective sans l'assentiment de l'Europe; et le Congrès est en droit de statuer, sans rechercher si la Roumanie est engagée ou non par les autres articles du traité de San Stefano.

Lord Beaconsfield a vu avec le plus vif regret les stipulations de l'article XIX du traité de San Stefano relatives à la Bessarabie. D'abord cette combinaison est une immixtion dans le traité de 1856, et il n'y avait qu'une extrême nécessité qui pût autoriser un changement dans un acte aussi solennel; au surplus, cette nécessité n'a même pas été alléguée. En second lieu, ce serait aux yeux de Son Excellence une grave erreur que de considérer cette stipulation comme un simple échange de territoire entre deux états. Les articles IV et XX du traité de Paris constituent un engagement pris entre les puissances européennes et la Russie, dans le but d'assurer la liberté de la navigation du Danube, et son Excellence ne trouve aucune garantie pour cette liberté dans le traité de San Stefano. Dans l'article IV du traité de 1856, les puissances alliées se sont engagées à restituer à l'Empereur de Russie tous les territoires occupés par leurs troupes, mais sous la condition indiquée dans l'article XX, qu'une rectification de la frontière russe aurait lieu en Bessarabie »pour mieux assurer la liberté de la navigation du Danube«. C'était un engagement pris envers l'Europe. Aujourd'hui, cependant, le gouvernement russe se propose de retenir les territoires restitués sans remplir les conditions sous lesquelles ils étaient restitués. Le Premier Plénipotentiaire d'Angleterre appelle sur une situation aussi grave toute la sollicitude de la haute Assemblée. Lord Beaconsfield déplore cette ingérence dans le traité de Paris et proteste contre elle sans avoir même à se préoccuper de savoir si l'échange dont il s'agit est ou non sanctionné par le possesseur actuel. Les autres signataires du traité de Paris ayant décliné toute intervention dans cette affaire, le Premier Plénipotentiaire de la Grande Bretagne ne saurait conseiller au gouvernement de la Reine d'employer la force pour maintenir les stipulations de ce traité; mais il proteste contre ce changement, et attend les explications que ses collègues de Russie seront en mesure de donner sur les engagements que leur souverain entendrait prendre pour la sauvegarde de la liberté du Danube.

Le Prince Gortchacow pense, comme Lord Beanconsfield, que la libre navigation du Danube est un intérêt européen, mais son Altesse Sérénissime ne voit pas quelle influence la cession

de la Bessarabie peut exercer sur la libre navigation du Danube. 1878
La Roumanie, en effet, n'est absolument pour rien dans les améliorations dont le cours du fleuve a été l'objet: Sans doute le traité de Paris a donné à la Moldavie, une partie de la Bessarabie et le delta du Danube, mais, en 1857, les mêmes puissances ont restitué, le delta aux turcs, et elles ont rendu ainsi service à la Moldavie, qui était hors d'état d'exécuter les travaux nécessaires pour le libre accès de la bouche de Soulina. C'est depuis lors que la commission européenne du Danube a exécuté les grands travaux d'où sont résultés de si importants avantages pour le commerce du monde.

Son Altesse Sérénissime, envisageant la question à un autre point de vue, rappelle qu'en 1856 la Bessarabie n'a été adjointe qu'a la seule Moldavie, à une époque où les principautés devaient rester séparées. Plus tard, la Valachie et la Moldavie se sont réunies malgré le traité de Paris, et nonobstant l'opposition des cabinets européens, les principautés-unies ont élu un prince étranger pour lequel, d'ailleurs, son Altesse Sérénissime professe le plus grand respect: la situation n'est donc plus la même qu'autrefois. Le Prince Gortchacow déclare, d'ailleurs, que son gouvernement ne saurait reculer dans cette question et espère que Lord Beaconsfield ne persistera pas dans ses objections lorsque Son Excellence aura reconnu que la liberté du Danube n'aura rien à souffrir de la rétrocession de la Bessarabie.

Le Comte Schouvaloff dit que, s'il a bien compris les observations de M. le Premier Plénipotentiaire d'Angleterre, le noble Lord a regretté que le traité de San Stefano constitue une immixtion dans le traité de 1856 par lequel la Russie a contracté des engagements envers l'Europe. M. le Plénipotentiaire de Russie croit devoir rappeler que le traité de San Stefano est une convention préliminiaire, n'ayant de force obligatoire qu'entre les deux parties contractantes et par laquelle la Russie a entendu faire connaître d'avance au gouvernement turc les demandes qu'elle formulerait plus tard devant l'Europe. C'est dans cette intention que la Russie est venue au Congrès à la suite d'une guerre longue et victorieuse. Le noble Lord a ajouté qu'il ne regarde pas la rétrocession de la Bessarabie comme nécessaire. Le Comte Schouvaloff pense que Lord Beaconsfield ne saurait éviter de reconnaître que, lorsqu'une nation est rentrée en possession d'une partie de territoire qu'une guerre précédente lui a fait perdre, il est difficile de faire abandonner à cette même nation le territoire qu'elle a reconquis. En ce qui concerne la libre navigation du Danube, M. le Plénipotentiaire de Russie présentera quelques explications qui lui semblent de nature à satisfaire Lord Beaconsfield. La ques-

assurés au prix du sang russe. Il n'y a aucun traité conclu 1878
la Russie avec la Turquie, depuis un siècle, qui ne contienne
stipulations favorables aux roumains. Son Altesse Sérénis-
désire ajouter une observation psychologique et regrette
oir à constater que si, dans la vie privée, il arrive souvent
n rendant service à un ami, on le transforme en adversaire,
vérité est encore plus applicable à la politique. Le Prince
tchacow se borne à citer l'exemple des roumains, et son
ervation lui paraît de nature à rassurer pleinement ceux qui
blent redouter que la Russie n'acquière le dévouement absolu
populations pour lesquelles elle s'est imposé les plus grands
rifices.

Le Prince de Bismarck déclare que, quant à la nécessité
assurer la libre navigation sur le Danube, il partage complète-
nt les idées de M. le Premier Représentant de l'Angleterre,
is il ne voit point de connexité entre la liberté du Danube et
rétrocession de la Bessarabie. Il s'associe, pour ce qui est
la Bessarabie, à l'opinion des Plénipotentiaires russes en se
plaçant moins au point de vue des intérêts de la Russie qu'à
celui de la paix durable de l'Europe. Son Altesse Sérénissime croit,
en effet, que le traité de Paris eût été plus solide si l'on eût écarté
cette question d'amour propre, cette diminution de territoire qui,
d'ailleurs, n'affectait en rien la force d'un si grand empire. Le
Prince de Bismarck pense que l'oeuvre du Congrès serait incom-
plète si la haute Assemblée laissait subsister une disposition à
laquelle se rattacherait pour l'avenir un souvenir pénible à la
nation russe tandis que les intérêts de la Roumanie ne paraissent
pas contraires à l'échange proposé. Il craint que le Congrès, en
se refusant à satisfaire au sentiment historique de la Russie,
n'atténue les chances de durée de son oeuvre.

Le Président croit, d'ailleurs, qu'il serait préférable d'ajour-
ner la discussion jusqu'au moment où les Représentants roumains
auront été entendus dans la séance de lundi prochain. Il ajoute
qu'il désire mettre à l'ordre du jour pour la prochaine séance,
s'il y a lieu, la question du Monténégro après avoir terminé
celle de la Roumanie.

Cette proposition est acceptée par le Congrès et la séance
est levée à 4 heures et demie.

(Suivent les signatures.)

Les Protocoles 8 et 9 sont adoptés. 1878

Le Président fait mention des pétitions résumées dans la liste No. 8.

Le Comte Schouvaloff rappelle que, dans une séance précédente, il a pris *ad referendum* la question du passage et du droit de garnison de l'Autriche-Hongrie dans l'enclave : à la suite d'une entente avec le Comte Andrássy, M. le Plénipotentiaire de Russie retire ses objections et adhère à la proposition de M. le Plénipotentiaire d'Autriche-Hongrie.

L'ordre du jour appelle en premier lieu l'audition des Représentants de Roumanie. Le Président, en se conformant à la décision prise par le Congrès dans la dernière séance, a invité MM. Bratiano et Cogalniceano, ministres du Prince Charles de Roumanie, à faire, dans la séance de ce jour, les communications dont ils seraient chargés.

Les délégués roumains, MM. Bratiano et Cogalniceano, sont introduits, et le Président les prie de prendre la parole pour expliquer les opinions et appréciations de leur gouvernement sur les points du traité de San Stefano qui les concernent.

M. Cogalniceano remercie le Congrès d'avoir bien voulu admettre les Représentants roumains et donne lecture du mémorandum suivant :

»Messieurs les Plénipotentiaires,

»Nous avons, tout d'abord, à coeur de remercier le Congrès de vouloir bien entendre les délégués roumains au moment de délibérer sur la roumanie. C'est un nouveau titre ajouté par l'Europe à ceux qui lui ont valu dès longtemps la reconnaissance de la nation Roumaine, et ce gage d'unanime bienveillance nous paraît être d'un heureux augure pour le succès de la cause que nous sommes appelés à défendre devant vous.

»Nous n'insisterons pas sur les événements dans lesquels nous avons été entraînés par des nécessités de force majeure. Nous passerons également sous silence soit l'action militaire à laquelle nous avons participé, soit l'action diplomatique à laquelle il ne nous a pas été donné de prendre part. Nous avons eu occasion de constater déjà que la période des négociations nous a été moins propice que la fortune des armes.

»Nous nous bornerons à exposer les droits et les voeux de notre pays, sur la base du résumé présenté dans le mémoire que nous avons eu l'honneur de soumettre récemment au Congrès.

»1. Nous croyons qu'en bonne justice aucune partie du territoire actuel ne doit être détachée de la Roumanie.

»La restitution par le traité de 1856 d'une partie de la Bessarabie à la principauté de Moldavie a été un acte d'équité de

1878 l'Europe. Le morcellement de 1812 ne pouvait pas se justifier par le fait ou le droit de la conquête.

»En 1812, la Bessarabie relevait d'une principauté dont l'autonomie avait été attestée solennellement par tous les traités antérieurement conclus entre les empires russe et ottoman. Le traité de Kutchuk-Kaïnardji, particulièrement, reconnaissait aux princes de Moldavie et de Valachie la qualité de souverains, et établissait que la Bessarabie faisait partie de la Moldavie.

»C'était donc là un pays roumain, avec des institutions et des lois roumaines, explicitement maintenues par Sa Majesté l'Empereur Alexandre I. Ce respect de l'ancienne nationalité était formulé dans le rescrit impérial promulguant l'organisation administrative et judiciaire de cette province après son incorporation à la Russie, sans qu'il fût posé la moindre distinction entre la basse et la haute Bessarabie.

»On a semblé vouloir conclure que la Bessarabie était une région turque ou tatare du simple fait que les ottomans y occupaient trois forteresses.

»Mais l'histoire de la Valachie présente une anomalie analogue; des forteresses turques y ont longtemps subsisté; il n'en résulte pas pourtant que la Valachie ait jamais été un pays turc.

»En 1878, pas plus qu'en 1812, la Bessarabie ne peut être revendiquée de la Roumanie en vertu du droit de conquête. Elle appartient à une Principauté que la Russie elle-même, pendant tout le cours de sa récente guerre avec l'empire ottoman, a considérée et traitée comme un état indépendant et allié.

»D'ailleurs, dès son entrée en campagne, la Russie a signé avec la Roumanie une convention par laquelle elle a expressément garanti l'intégrité actuelle du territoire roumain.

»Cette garantie avait été demandée et accordée quand il ne s'agissait encore que du passage des armées impériales par la Roumanie. Il semblait qu'elle dût redoubler d'énergie du jour où, sur l'appel de la Russie même, le concours de la nation roumaine devenait plus positif et se transformait en coopération militaire effective, en complète alliance. Nos troupes ont, en effet, combattu côte à côte avec les armées russes. Si ce n'est pas là un titre pour nous agrandir, ce n'en est certes pas un pour nous diminuer. A défaut d'autres droits, la convention du $^{4}/_{16}$ avril 1877, qui porte les signatures et les ratifications du cabinet impérial, suffirait seule pour nous conserver une région importante du Danube, à laquelle se rattache si étroitement la prospérité commerciale de la Roumanie.

»On a invoqué, à l'appui de la rétrocession de la Bessarabie, des considérations de reconnaissance et des souvenirs de

gloire et de valeur militaires. Mais, durant une longue série de 1878
guerres, les armes russes se sont illustrées sur bien des champs de bataille, et ont promené leur gloire jusque sous les murs d'Andrinople. Ce n'est pas là pourtant un titre à la propriété de la région des Balkans.

»On a invoqué encore des considérations de reconnaissance. La Roumanie sait pratiquer les devoirs de la gratitude, et l'a maintes fois prouvé. Elle n'oublie pas son histoire ni le nom de ses bienfaiteurs ; elle vénère en Catherine la Grande et en Nicolas I les généreux auteurs des traités de Kaïnardji et d'Andrinople.

»Mais elle garde aussi la mémoire des sacrifices qu'elle s'est imposés pour l'agrandissement, la fortune et la gloire de la Russie. Elle se rappelle que, depuis Pierre le Grand jusqu'à nos jours, elle a été tour-à-tour ou simultanément la base des opérations militaires de la Russie, le grenier où s'alimentaient ses armées, alors même qu'elles agissaient au-delà du Danube, et le théâtre trop souvent préféré des plus terribles collisions.

»Elle se souvient aussi qu'en 1812 elle a perdu, au profit de la Russie, la moitié de la Moldavie, c'est-à-dire la Bessarabie du Pruth au Dniester.

»2. Nous demandons que le sol roumain ne soit pas assujetti à un droit de passage pendant l'occupation de la Bulgarie par les armées russes. Le Danube et la mer leur offrent les voies de transport et de communications les plus faciles et les moins coûteuses. La Roumanie après toutes ses épreuves, aspire à un repos absolu, nécessaire à la réparation des dommages causés par la guerre : ce serait une mauvaise condition, pour l'accomplissement de l'oeuvre réparatrice et pour la tranquillité de notre pays, que la circulation de troupes étrangères.

»3. Il nous paraît juste que la Roumanie, en vertu de ses titres séculaires, rentre en possession des îles et des bouches du Danube, y compris l'île des Serpents. Il y aurait dans cette restitution un retour équitable aux dispositions originaires par lesquelles les grandes puissances avaient confié en 1856 aux principautés danubiennes la garde de la liberté du Danube à son embouchure.

»4. Nous avons le ferme espoir que la Roumanie recevra du gouvernement impérial de Russie une indemnité de guerre en proportion des forces militaires qu'elle a mises en ligne. Nous croyons légitime, à tous égards, que les dédommagements stipulés et obtenus par la Russie au nom des divers

1878 états alliés soient répartis en raison de l'appoint militaire de chacun des belligérants. Le gouvernement impérial a reconnu le principe de cette répartition en faveur de la Serbie et du Monténégro, et insiste sur son application.

»La Roumanie est fondée à en demander à son tour le bénéfice. En effet, obligée de tenir longtemps son armée mobilisée pour parer à des éventualités imminentes, elle a eu sous les drapeaux, tant comme armée active que comme armée de réserve, plus de 70.000 hommes. De plus, elle a subi des pertes considérables : ses villes et toute sa rive du Danube ont été saccagées par le bombardement, ses voies de communication détériorées, son matériel de guerre endommagé.

»Les compensations dues de ces différents chefs seraient prélevées sur l'indemnité totale allouée au Gouvernement impérial de Russie, et fournies en telle forme que le Congrès jugerait plus expédient.

»5. La Roumanie a confiance que son indépendance sera définitivement et pleinement reconnu par l'Europe.

»A son droit primordial, dont le principe avait été faussé par des équivoques historiques, s'ajoutent aujourd'hui les titres dont elle a régénéré, ou plutôt rajeuni la conquête sur les champs de bataille. Dix mille roumains sont tombés autour de Plévna pour mériter à leur patrie la liberté et l'indépendance.

»Mais tous ces sacrifices ne suffiraient pas à assurer à la Roumanie la pacifique disposition de ses destinées. Elle serait heureuse et reconnaissante de voir couronner ses efforts qui ont manifesté son individualité, par un bienfait européen. Ce bienfait serait la garanti réelle de sa neutralité, qui la mettrait en mesure de montrer à l'Europe qu'elle n'a d'autre ambition que d'être la fidèle gardienne de la liberté du Danube à son embouchure, et de se consacrer à l'amélioration de ses institutions et au développement de ses ressources.

»Tels sont, MM. les Plénipotentiaires, succinctement exposés, les voeux d'un petit état qui ne croit pas avoir démérité de l'Europe, et qui fait, par notre organe, appel à la justice et à la bienveillance des grandes puissances, dont vous êtes les éminents représentants.«

M. Bratiano lit ensuite les considerations ci-après :

»L'exposé que mon collègue, en son nom et au mien, vient de tracer des droits et des intérêts de la Roumanie n'a pas besoin de plus longs développements.

»La haute Assemblée, qui a pour mission de règler la situation de l'Orient, possède amplement toutes les données nécessaires à l'accomplissement de son oeuvre. 1878

»Nous sommes persuadés que les sentiments de justice et de bienveillance qui nous ont ouvert un accès auprès de vous, détermineront aussi l'adoption des résolutions relatives à la Roumanie.

»Je me permettrai simplement d'ajouter que la dépossession d'une partie de notre patrimoine ne serait pas seulement une profonde douleur pour la nation roumaine, elle détruirait en elle sa confiance dans l'efficacité des traités et dans l'observation tant de l'équité absolue que du droit écrit.

»Le trouble qu'éprouverait sa foi dans l'avenir paralyserait son pacifique développement et son élan vers le progrès.

»Je prends, en terminant, la respectueuse liberté de soumettre ces réflexions à la haute appréciation du grand conseil européen, et particulièrement aux illustres Représentants de Sa Majesté l'Empereur de Toutes les Russies, dont nous avons eu si souvent l'occasion d'apprécier l'esprit élevé et le coeur magnanime pendant son séjour parmi nous«.

Le Président dit que le Congrès examinera consciencieusement les observations présentées par les délégués de Roumanie.

Les représentants roumains s'étant retirés, l'ordre du jour appelle la continuation de l'examen du 1er alinéa de l'article V du traité de San Stefano.

Le Prince de Bismarck fait remarquer qu'il s'agit de savoir si les puissances entendent reconnaître l'indépendance de la Roumanie. Son Altesse Sérénissime rappelle qu'en 1856 l'union des principautés n'avait pas été admise que, depuis lors, la situation s'est modifiée, puisque la Valachie et la Moldavie se sont réunies en un seul état; plusieures puissances ont reconnu cet état des choses en concluant avec la Roumanie des conventions commerciales. Toutefois, l'Europe seule a le droit de sanctionner l'indépendance; elle doit donc se demander sous quelles conditions elle prendra cette importante décision, et si elle regarde que les conditions seront les mêmes que celles déjà établies par le Congrès pour la Serbie.

M. Waddington déclare que, fidèles aux principes qui les ont inspirés jusqu'ici, les Plénipotentiaires de France

1878 demandent que le Congrès pose à l'indépendance roumaine les mêmes conditions qu'à l'indépendance Serbe. Son Excellence ne se dissimule pas les difficultés locales qui existent en Roumanie, mais, après avoir mûrement examiné les arguments qu'on peut faire valoir dans un sens et dans l'autre, les Plénipotentiaires de France ont jugé préférable de ne point se départir de la grande règle de l'égalité des droits et de la liberté des cultes. Il est difficile, d'ailleurs, que le gouvernement roumain repousse, sur son territoire, le principe admis en Turquie pour ses propres sujets. Son Excellence pense qu'il n'y a pas à hésiter que la Roumanie, demandant à entrer dans la grande famille européenne, doit accepter les charges et même les ennuis de la situation dont elle réclame le bénéfice, et que l'on ne trouvera, de longtemps, une occasion aussi solennelle et décisive d'affirmer de nouveau les principes qui font l'honneur et la sécurité des nations civilisées. Quant aux difficultés locales, M. le Premier Plénipotentiaire de France estime qu'elles seront plus aisément surmontées, lorsque ces principes auront été reconnus en Roumanie et que la race juive saura qu'elle n'a rien à attendre que de ses propres efforts et de la solidarité de ses intérêts avec ceux des populations indigènes. M. Waddington termine en insistant pour que les mêmes conditions d'ordre politique et religieux indiquées pour la Serbie soient également imposées à l'état roumain.

Le Prince de Bismarck faisant allusion aux principes du droit public en vigueur d'après la constitution de l'empire allemand et à l'intérêt que l'opinion publique attache à ce que les mêmes principes suivis dans la politique intérieure soient appliqués à la politique étrangère, déclare s'associer, au nom de l'Allemagne, à la proposition française.

Le Comte Andrássy adhère à la proposition française.

Lord Beaconsfield dit qu'il donne une complète adhésion au nom du gouvernement anglais à la proposition française. Son Excellence ne saurait supposer un instant que le Congrès reconnaîtrait l'indépendance de la Roumanie en dehors de cette condition.

Les Plénipotentiaires italiens font la même déclaration.

Le Prince Gortchacow, se référant aux expressions par lesquelles a été motivée la proposition française et qui donnent la plus grande extension à la liberté religieuse, se rallie entièrement à cette proposition.

Le Comte Schouvaloff ajoute que l'adhésion de la Russie à l'indépendance est cependant subordonnée à l'acceptation

par la Roumanie de la rétrocession réclamée par le gouvernement russe. 1878

Les Plénipotentiaires ottomans n'élèvent aucune objection contre les principes présentés par les Plénipotentiaires français, et le Président constate que le Congrès est unanime à n'accorder l'indépendance à la Roumanie qu'aux mêmes conditions posées à la Serbie. Mais Son Altesse Sérénissime appelle l'attention de ses collègues sur la réserve que le Comte Schouvaloff vient de formuler, et d'après laquelle la reconnaissance de l'indépendance roumaine ne serait unanimement consentie par le Congrès que sous la condition que la Roumanie admettrait l'échange de territoire stipulé dans l'article XIX.

M. Waddington, sans faire à ce sujet de proposition formelle, s'adresse à l'esprit d'équité et de bienveillance du gouvernement russe et demande s'il ne serait pas possible de donner quelque satisfaction à la Roumanie. En entrant dans cette voie les Plénipotentiaires de Russie apporteraient un grand soulagement aux préoccupations de conscience de plusieurs de leurs collègues. Les paroles prononcées hier par le Prince de Bismarck ont indiqué sans doute l'intérêt qui s'attache, pour le succès de l'oeuvre du Congrès, à la conclusion prompte et definitive de l'échange dont il est question : il est opportun, en effet, de ne point prolonger un état de choses qui engage l'amour-propre d'un grand empire ; mais, si tel est le sentiment des Plénipotentiaires français, ils considèrent en même temps que les roumains ont été traités un peu durement, et que la compensation qui leur est offerte, n'est pas suffisante. Depuis la réunion du Congrès, la France a toujours conseillé à la Roumanie d'accepter la rétrocession de la Bessarabie, mais M. Waddington croit devoir faire entendre, au nom de son gouvernement, un appel aux sentiments équitables de la Russie, et exprime le désir qu'il soit accordé à la Principauté une extension de territoire au midi de la Dobroutscha qui compendrait Silistrie et Mangalia.

Le Comte Andrássy a souvent rappelé que le Gouvernement austro-hongrois a principalement en vue la recherche de solutions définitives susceptibles de prévenir des complications ultérieures. C'est dans cet ordre d'idées qu'il a été d'avis que le Congrès entendît les délégués roumains ; c'est encore dans la même pensée que Son Excellence, en se réservant d'insister, lorsqu'il sera question de la navigation du Danube, sur le principe de la liberté la plus complète, désirerait aujourd'hui que le Congrès prononçât l'annexion de

1878 la Dobroutscha à la Roumanie et en même temps, conformément à l'opinion exprimée par M. Waddington, fût en mesure d'accorder une extension de frontière de la Dobroutscha entre Silistrie et la mer Noire. Cette décision faciliterait une solution de la question présente.

Le Comte Corti désire joindre l'appel de l'Italie à celui que les Plénipotentiaires français ont fait entendre. Son Excellence exprimant l'espoir que les roumains se résigneront à la rétrocession de la Bessarabie, soutient qu'il serait équitable de leur donner une plus grande extension des frontières méridionales de la Dobroutscha.

Le Prince Gortchacow fait observer que dans une séance précédente il a déjà démontré que le dédommagement offert à la principauté était suffisant, que la Dobroutscha compensait amplement la cession de la Bessarabie, et que, d'ailleurs, la Roumanie gardait le delta du Danube. Son Altesse Sérénissime s'explique difficilement dans quel sens la générosité de la Russie pourrait s'exercer, puisque la Dobroutscha serait agrandie aux dépens de la principauté bulgare, déjà considérablement réduite. Le Prince Gortchacow désirerait du moins connaître quels territoires on aurait en vue.

Le Président demande si la haute Assemblée pense que la discussion de la ligne à tracer doit avoir lieu en séance plénière.

Le Prince Gortchacow exprime le désir que cette question soit terminée dans la présente séance. Une discussion poursuivie en détail dans le sein d'une commission serait bien lente: il serait préférable de décider sur le champ, même au prix de quelque acte de générosité de la part de la Russie.

Le Comte Schouvaloff, en réponse à la demande d'une concession plus large, qui a été adressée à son gouvernement par M. le Premier Plénipotentiaire de France, d'accord avec ses collègues d'Autriche-Hongrie et d'Italie, et appuyée par le reste de l'Europe, croit devoir déclarer que la Russie a déjà largement agi en offrant une province qui dépasse de 3500 kilomètres carrés l'étendue de la Bessarabie, et qui de plus présente 150 kilomètres de rive du Danube et un littoral important de la mer Noire; si toutefois la Roumanie désire obtenir encore quelques localités où l'élément roumain se trouverait, sinon en majorité, du moins assez compact, les Plénipotentiaires de Russie ont quelque latitude pour une semblable combinaison. De Rássova à Silistrie il y a une bande de terrain sur laquelle la population roumaine est

assez nombreuse, et Son Excellence estime que dans un 1878
triangle partant de l'est de Silistrie et rejoignant la frontière actuelle, un certain agrandissement de territoire pourrait être consenti par son gouvernement.

Le Prince de Bismarck désirerait, comme le Prince Gortchacow, que cette question pût être terminée aujourd'hui; il serait heureux que l'agrandissement proposé et dont l'acceptation garantirait l'unanimité du Congrès en faveur de l'indépendance roumaine, satisfît la Principauté. D'autre part, l'oeuvre du Congrès ne saurait, à son avis, être durable, ainsi qu'il l'a déjà fait remarquer, si un sentiment de dignité blessée subsistait dans la politique à venir d'un grand empire; et quelle que soit sa sympathie pour l'état de Roumanie, dont le souverain appartient à la famille impériale d'Allemagne, Son Altesse Sérénissime ne doit s'inspirer que de l'intérêt général qui conseille de donner une nouvelle garantie à la paix de l'Europe.

M. Waddington exprime de nouveau le désir que Mangalia sur la mer Noire soit comprise dans la nouvelle frontière; une discussion s'engage entre les Plénipotentiaires sur le tracé de la ligne dans laquelle le Comte Corti désirerait que Silistrie fût incluse, ainsi que sur les termes qui pourraient en déterminer exactement l'étendue.

Le Comte Schouvaloff, pour donner suite au voeu de M. le Premier Plénipotentiaire de France, donne lecture de la rédaction suivante:

»Vu la présence d'éléments roumains, les Plénipotentiaires russes consentent à prolonger la frontière de la Roumanie le long du Danube, à partir de Rássova dans la direction de Silistrie. Le point frontière sur la mer Noire ne devrait pas dépasser Mangalia.«

Ce texte, qui implique que Mangalia est placée en deçà de la frontière roumaine, est accepté par le Congrès.

M. le Premier Plénipotentiaire de France remercie MM. les Plénipotentiaires de Russie d'être entrés dans la voie qu'il avait indiquée.

Lord Salisbury ayant demandé que l'île des Serpents soit ajoutée à l'agrandissement concédé à la Roumanie, les Plénipotentiaires de Russie déclarent y consentir.

Le Président, résumant les résultats de la discussion, constate que l'unanimité de la haute Assemblée reconnaît l'indépendance de la Roumanie sous les conditions analogues à celles imposées à la Serbie, et en outre, sous la condition que la Roumanie accepte en échange de la Bessarabie, la

1878 Dobroutscha, augmentée de la ligne dont le tracé vient d'être déterminé.

Carathéodory Pacha lit les propositions suivantes;

»I Le tribut actuel de la Roumanie sera capitalisé et le montant en sera versé dans les caisses du trésor ottoman dans un délai de....

»II. La Roumanie supportera une part de la dette publique ottomane proportionelle aux revenus du territoire qui lui sera définitivement annexé.

»III. Pour tout le territoire cédé, la Roumanie est substituée aux droits et obligations de la Sublime Porte en ce qui concerne les entreprises de travaux publics et autres du même genre.«

Le Président fait observer que le Congrès n'a pas à discuter ces questions en séance plénière, et le Congrès décide le renvoi des propositions de M. le Premier Plénipotentiaire de Turquie à la commission de rédaction.

Carathéodory Pacha, visant la question de l'indemnité indiquée dans le 1er alinéa de l'article V du traité de San Stefano, fait remarquer que les articles du traité n'ayant pas été acceptés comme obligatoires pour la Roumanie, qui ne peut, par conséquent, en réclamer le bénéfice, il y aurait lieu de supprimer les clauses éventuellement insérées en sa faveur. Celle de l'indemnité est de ce nombre, ainsi que le 2e alinéa du même article relatif aux droits des Roumains dans l'empire ottoman. Son Excellence demande donc que l'article V soit réduit à la première phrase, c'est-à-dire, à la reconnaissance de l'indépendance de la Principauté.

Lord Salisbury approuve cette proposition, et le Président pense qu'en effet ces questions particulières ne faisant point partie de l'objet des discussions du Congrès restent à débattre entre la Turquie et la principauté roumaine.

Le Congrès décide que la fin du 1er alinéa de l'article V est supprimée.

Un échange d'idées a lieu sur le 2e alinéa entre Lord Salisbury, M. Desprez, et le Comte de Saint-Vallier, d'où il résulte que le but de cette disposition serait d'assurer le bénéfice de la juridiction et de la protection consulaires aux sujets roumains dans l'empire ottoman. La haute Assemblée est d'avis de renvoyer cet alinéa à la commission de rédaction.

Le Congrès passe à la question du Monténégro.

Le Président donne lecture de l'article Ier du traité de San Stefano, et demande si les Puissances spécialement inté-

ressées se sont mises d'accord en vue d'éviter une discussion 1878
sur le tracé des frontières.

Le Comte Andrássy propose de remettre ce point à la commission de délimitation, et le Baron de Haymerle donne lecture de la motion qui suit:

»Le Monténégro recevra un agrandissement territorial dont l'étendue sera établie par une définition ultérieure des frontières.

»Cette définition ne pouvant pas se faire dans le plénum du Congrès, la commission de délimitation, nommée par le Congrès, sera chargée de formuler et de soumettre au Congrès un tracé de frontières.

»Les deux annexes ci-jointes*) contiennent les propositions des Plénipotentiaires d'Autriche-Hongrie pour le tracé des frontières et pour les réserves relatives à Antivari et à son littoral.«

Le Comte Schouvaloff fait connaître que les Plénipotentiaires russes se sont entendus avec leurs collègues d'Autriche-Hongrie sur tous les principes de la délimitation: quant aux détails c'est à la commission qu'il appartiendra de les fixer.

Le Président dit que le Congrès apprend avec plaisir que l'entente se soit établie entre les puissances particulièrement intéressées sur la question des limites du Monténégro, et constate le désir unanime de la haute Assemblée de renvoyer les détails à la commission de délimitation.

Le Prince de Hohenlohe ayant demandé si la commission de délimitation devra soumettre son travail au Congrès avant de le transmettre à la commission de rédaction, le Comte de Saint-Vallier émet l'avis, partagé par la haute Assemblée, que le Congrès devra en effet sanctionner au préalable le travail de la commission de délimitation, qui sera ultérieurement renvoyé à la commission de rédaction pour les questions de forme.

Carathéodory Pacha relève l'importance considérable que son gouvernement attache à la question des frontières du Monténégro, et développe les motifs qui engagent la Porte à désirer que la ligne ne soit pas trop étendue du côté de l'Albanie.

Son Excellence indique, à l'appui de cette opinion, diverses raisons stratégiques et ethnographiques. Passant ensuite à la question des ports, le Premier Plénipotentiaire

*) Voir les annexes du protocole.

1878 ottoman insiste contre la cession d'Antivari au Monténégro. La Porte n'aurait pas d'objection contre Spizza, mais elle maintient qu'Antivari est albanais; que les monténégrins ne pourront y demeurer que par la force contre le voeu des populations. Son Excellence, faisant allusion aux attaques réciproques qui se produisent sans cesse entre albanais et monténégrins, annonce que son gouvernement a reçu, à cet égard, des télégrammes inquiétants. Carathéodory Pacha rappelle la clause insérée dans les bases de la paix, et dont les stipulations du traité de San Stefano ne devaient être que le développement; Son Excellence affirme que les Plénipotentiaires à San Stefano n'ont pu être exactement renseignés sur l'état des choses; qu'il y a eu erreur, et termine en appelant expressément l'attention du Congrès sur l'ordre des considérations qu'il vient de développer et qui présente un intérêt majeur pour la Turquie.

Le Président, tout en affirmant que le Congrès ne saurait manquer d'apprécier les raisons invoquées par Carathéodory Pacha, considère qu'on doit toujours compter que la Sublime Porte maintiendra les engagements qu'elle a prise à San Stefano, sauf modification acceptée par l'Europe.

Le Comte Schouvaloff fait observer que le Premier Plénipotentiaire ottoman ne connaît pas encore la délimitation proposée par l'Autriche-Hongrie et la Russie. Son Excellence espère que la Porte en sera satisfaite, car cette délimitation lui rend une partie du territoire qu'elle a concédé à San Stefano.

Les trois premiers alinéas de l'article Ier sont réservés à la commission de délimitation, et le 4e relatif à la navigation de la Boiana renvoyé à la commission de rédaction.

Sur le 1er alinéa de l'article II ainsi conçu: »La Sublime Porte reconnaît définitivement l'indépendance de la principauté de Monténégro.«

Lord Salisbury dit que son gouvernement n'a jamais reconnu cette indépendance, et demande la suppression du mot »définitivement«.

Il résulte de l'échange d'idées qui s'établit à ce sujet, que l'Allemagne a en principe reconnu l'indépendance de la principauté, et que l'Autriche-Hongrie l'a déjà reconnue antérieurement d'une manière formelle. Le Comte des Saint-Vallier, sur une question posée par le Président, répond que la France l'a reconnue implicitement. Les Plénipotentiaires de Russie déclarent que leur Gouvernement n'a jamais cessé de

la reconnaître, puisque les princes du Monténégro n'étaient 1878
point confirmés par le Sultan et ne payaient point de tribut. Leurs Excellences demandent le maintien du texte de l'article. Le Comte de Launay ayant fait remarquer qu'on peut laisser l'article dans le traité et que le protocole indiquera les opinions respectives, le Président déclare l'incident clos, et, de l'avis de la haute Assemblée, prononce le renvoi de l'article à la commission de rédaction.

Le Baron de Haymerle lit une motion relative à la liberté des cultes dans le Monténégro:

»Tous les habitants du Monténégro jouiront d'une pleine et entière liberté de l'exercice et de la pratique extérieure de leurs cultes, et aucune entrave ne pourra être apportée soit à l'organisation hiérarchique des différentes communions, soit à leurs rapports avec leurs chefs spirituels.«

Carathéodory Pacha lit une proposition sur l'attribution à la principauté d'une part de la dette publique ottomane:

»Le Monténégro prendra à sa charge une partie de la dette publique de l'état proportionnelle aux revenus des territoires qui lui seraient définitivement annexés«

Sur une observation du Comte Schouvaloff, le Premier Plénipotentiaire ottoman dit que la proposition ne vise que les districts nouvellement annexés au Monténégro.

Lord Salisbury lit le projet d'article additionnel suivant:

»Tous les habitants du territoire annexé au Monténégro conserveront leurs propriétés, et ceux qui fixeraient leur résidence personnelle hors de la principauté pourront y conserver leurs immeubles en les faisant affermer ou administrer par d'autres.

»Une commission turco-monténégrine sera chargée de régler, dans le courant de trois années, toutes les affaires relatives au mode d'aliénation, d'exploitation ou d'usage, pour le compte de la Sublime Porte, des propriétés de l'état et des fondations pieuses (vakouf).«

Le Comte Schouvaloff demande dans cet article la suppression de la stipulation relative aux propriétés qui ne se trouve point dans les documents analogues qui concernent les autres principautés. Le Président ayant fait observer qu'en effet le Congrès doit traiter également des situations semblables, Lord Salisbury pense que sa proposition pourrait être soumise à la commission de rédaction, qui recevrait pour instruction de la généraliser.

1878 Le Congrès approuve cette procédure et passe au 2e alinéa de l'article II.

Le Comte Andrássy fait remarquer que cet alinéa et ceux qui suivent n'ont plus de raison d'être, une fois l'indépendance proclamée. Ils concernent les rapports du Monténégro avec la Porte, qui ne sauraient être réglés par le Congrès. Ce sont des affaires spéciales à la principauté, et dans lesquelles, pour ce qui la regarde, l'Autriche-Hongrie n'est nullement disposée à accepter l'arbitrage éventuel que lui défère le 4e alinéa. Son Excellence ajoute qu'il est d'un intérêt général que les états reconnus indépendants deviennent maîtres de leurs destinées et apprennent à vivre de leur propre existence. Ce n'est qu'en acquérant la conviction qu'ils sont responsables de leur politique et qu'ils recueilleront les fruits de bonnes relations comme ils subiraient les conséquences de mauvais rapports, qu'il sera donné à ces pays et aux états limitrophes la garantie d'une coëxistence possible. Son Excellence demande donc la suppression de tous ces alinéas.

Les Plénipotentiaires de Russie y consentent.

Carathéodory Pacha désire le maintien en principe du 2e alinéa, qui astreint aux lois et autorités locales les monténégrins séjournant dans l'empire ottoman, et fait ressortir les nécessités pratiques spéciales, qui rendent indispensables, pour l'avantage même des habitants du Monténégro établis en Turquie, les dispositions dont ils sont l'objet.

Le Congrès, s'étant rallié à cette opinion, décide que le 2e alinéa est renvoyé à la commission de rédaction, et que les 3e et 4e sont supprimés.

Le 5e alinéa relatif à l'évacuation du territoire ottoman par les troupes du Monténégro est l'objet de diverses observations de la part des Plénipotentiaires français, qui en demandent le maintien, et du Comte Schouvaloff, qui, tout en désirant vivement la prompte évacuation du territoire turc, est contraire, en principe, aux délais indiqués avec une précision souvent irréalisable.

Mehemed Ali Pacha objete que les monténégrins, n'ayant point de bagages et autres »impedimenta«, peuvent très-aisément quitter le territoire ottoman dans le terme fixé.

Le Plénipotentiaire de Russie ayant insisté, le Comte de Launay propose de remplacer le délai de dix jours indiqué dans l'article par ces mots: »dans le plus bref délai possible.« Le Comte Andrássy suggère: »vingt jours ou plus tôt si faire se peut.«

Le Congrès décide le renvoi à la commission de rédaction. 1878

Le Président constate que la haute Assemblée a terminé tout son ordre du jour. Pour la prochaine séance fixée à demain, mardi, 2 juillet, l'ordre du jour est la navigation du Danube, l'indemnité de guerre, et, s'il y a lieu, rapport de la commission de délimitation.

La séance est levée à 5 heures.

(Suivent les signatures.)

Annexe 1 au Protocole No. 10.

Frontière pour le Monténégro. (Carte de l'état-major autrichien.)

La nouvelle frontière partira de la sommité du Mont Ilino-brdo, au nord de Klobuk, et suivra les hauteurs qui bordent la Trebišnica, dans la direction de Pilatova, laissant ce village au Monténégro. De là, la frontière ira par les hauteurs dans la direction nord, à une distance d'environ 6 kilomètres de la route: Bilek, Korito, Gacko, jusqu'au col entre la Somina-Planina et le Mont Čurilo. Elle continuera ensuite vers l'est par Vratkovići, laissant ce village à l'Herzégovine, jusqu'à la montagne Latično, d'où elle tournera vers le nord, passant entre les villages Ravno et Zanjevina, et puis par les contreforts orientaux du Leberšnik et du Volujak, laissant le bassin de la Sutjeska à l'Herzégovine, jusqu'à la Piva à environ 10 kilomètres en amont de sa jonction avec la Tara. De ce point la frontière remontera la Piva et traversera la montagne près du village Nedvine pour rejoindre la Tara, qu'elle remontera jusqu'à Moïkovac. Puis elle suivra la crête du contrefort jusqu'à Šiško-yezero, d'où elle se confondra avec l'ancienne frontière jusqu'au village Zabrdje. De ce point la nouvelle frontière se dirigera par les crêtes des montagnes au Paklen, d'où elle longera la crête de la grande chaîne des montagnes albanaises, formant le partage des eaux entre le Lim d'un côté et le Drin, ainsi que la Cievna (Zem) de l'autre. Elle suivra ensuite les limites actuelles entre la tribu des Kući-Drekalovići d'un côté et la Kućka-Kraïna, ainsi que les tribus des Klementi et Grudi de l'autre, jusque dans la plaine de Podgorica, d'où elle se dirigera sur Plavnica, laissant à l'Albanie les tribus montagnardes des Klementi, Grudi et Hoti. Ensuite, traversant le lac, la frontière passera près de l'îlot Gorice Topal, d'où elle traversera la montagne, pour aboutir à la mer, à la pointe du Krući, laissant à l'Albanie le district de Dulcigno.

1878 Au nord-ouest ce littoral sera limité par une ligne qui passera de la côte entre les villages Šušana et Zubci, pour aboutir à la pointe extrême sud-est de la frontière actuelle du Monténégro sur la Vrsuta-Planina.

Annexe 2 au Protocole No. 10.

L'annexion d'Antivari et de son littoral au Monténégro sera consentie aux conditions suivantes:

Les contrées situées au sud de ce territoire, d'après la délimitation contenue dans l'annexe No. 1, jusqu'à la Boyana, y compris Dulcigno, seront restituées à la Turquie.

La commune de Spizza jusqu'à la limite septentrionale du territoire précisé dans la description détaillée des frontières sera incorporée à la Dalmatie.

Le Monténégro jouira de la liberté de navigation sur la Boyana.

Le Monténégro ne pourra avoir des bâtiments de guerre, ni de pavillon de guerre maritime.

Le port d'Antivari et toutes les eaux monténégrines, resteront fermées aux bâtiments de guerre étrangers.

Les fortifications existantes sur le territoire monténégrin seront rasées, et il ne pourra y en être élevé de nouvelles.

La police maritime et sanitaire, tant à Antivari que tout le long de la côte du Monténégro, sera exercée par l'Autriche-Hongrie moyennant de légers bâtiments gardes-côtes.

Le Monténégro adoptera la législation maritime en vigueur en Dalmatie. De son côté, l'Autriche-Hongrie s'engage d'accorder sa protection consulaire au pavillon marchand monténégrin.

Le Monténégro devra s'entendre avec l'Autriche-Hongrie sur le droit de construire et d'entretenir à travers le nouveau territoire monténégrin une route et un chemin de fer.

Sur ces voies une entière liberté de communication sera assurée.

Protocole No. 11. 1878

Séance du 2 juillet 1878.

Bulgarie. — Délimitation confiée à la commission. — Danube. — Proposition du Baron Haymerle. — Discussion, renvoi. — Art. XII du traité de St. Stefano. — Représentation de la Roumanie dans la commission européenne. — Art. XIII (indemnité aux particuliers) supprimé. — Indemnité de guerre Art. XIX. — Discussion. — Motion de Carathéodory Pacha contre l'indemnité. — Déclaration du Comte Schouvaloff. — Réserves anglaises et italiennes en faveur des autres créanciers de la Turquie. — Déclaration du Comte Schouvaloff sur les hypothèques antérieures. — Réponse de Carathéodory Pacha à ce sujet. — Résumé de la discussion.

Etaient présents:

Pour l'Allemagne:
Le Prince de Bismarck,
M. de Bülow,
Le Prince de Hohenlohe-Schillingsfürst.

Pour l'Autriche-Hongrie:
Le Comte Andrássy,
Le Comte Károlyi,
Le Baron de Haymerle.

Pour la France:
M. Waddington,
Le Comte de Saint-Vallier,
M. Desprez.

Pour la Grande Bretagne:
Le Comte de Beaconsfield,
Le Marquis de Salisbury,
Lord Odo Russell.

Pour l'Italie:
Le Comte Corti,
Le Comte de Launay.

Pour la Russie:
Le Prince Gortchacow,
Le Comte Schouvaloff,
M. d'Oubril.

Pour la Turquie:
Alexandre Carathéodory Pacha,
Mehemed Ali Pacha,
Sadoullah Bey.

La séance est ouverte à 3 heures moins $^1/_4$.

Le Comte Schouvaloff demande au Congrès de décider une question relative aux travaux de la commission de délimitation. La fixation des frontières de la Serbie et du Monténégro a été remise à cette commission qui espère être, très-prochainement, en état de présenter les résultats de ses études ; mais la délimi-

[illegible]

[illegible] territoire [illegible] Dantzig [illegible] a [illegible] ses propres signaux [illegible] ses bâtiments et établissements; elle nommer[a] [illegible] même ses fonctionnaires. Ses obligations financi[ères] [illegible] d'un nouveau règlement, et le statut de son [illegible] sera soumis à une revision pour le mettre en harm[onie] avec les circonstances nouvelles.

ALLEMAGNE — FRANCE, ETC.

»Outre les états qui prennent part à la commission européenne, en vertu du traité de Paris, la Roumanie y sera représentée par un délégué. 1878

»(3.) Les règlements de navigation et de police fluviale en aval des portes de fer seront conformes à ceux qui ont été ou qui seront introduits par la commission européenne pour le parcours en aval de Galatz. Un commissaire délégué par la commission européenne veillera à l'exécution de ces règlements. Dans le parcours entre les portes de fer et Galatz, le commerce et la navigation ne seront frappés d'aucune taxe spéciale qui aurait pour effet de favoriser le commerce et les communications par terre, au préjudice de celles par le fleuve.

»(4.) En modification de l'article VI du traité de Londres du 13 Mars 1871, l'exécution des travaux destinés à faire disparaître les obstacles que les portes de fer et les cataractes opposent à la navigation, est confiée à l'Autriche-Hongrie. Les états riverains de cette partie du fleuve accorderont toutes les facilités qui pourraient être requises dans l'intérêt des travaux.

»Les dispositions de l'article VI du traité précité relatives au droit de percevoir une taxe provisoire destinée à couvrir les frais des travaux en question, sont maintenues à l'égard de l'Autriche-Hongrie.«

Lord Salisbury adhère aux principes généraux développés dans cette proposition, mais il fait observer que ce texte constitue une législation entière qu'on ne peut accepter dans ses détails à la première lecture. Son Excellence considère la question comme fort importante, et désirerait qu'elle fût discutée par le Congrès, mais dans une séance ultérieure.

Le Président croit que les nombreux détails visés par la proposition qui vient d'être lue, sont en déhors de la tâche du Congrès. Les Plénipotentiaires sont assemblés pour accepter, rejeter, ou remplacer les articles du traité de San Stefano, mais une réglementation aussi développée d'un point spécial — bien qu'autant qu'il en peut juger à première vue, il soit disposé à en accepter les dispositions — lui semble n'être pas dans les attributions de la haute Assemblée.

Le Baron de Haymerle fait remarquer que la proposition austro-hongroise contient plusieurs principes essentiels: 1. Neutralisation du Danube jusqu'aux portes de fer; 2. permanence de la commission européenne; 3. participation de la Roumanie aux travaux de cette commission; 4. attributions à l'Autriche-Hongrie seule des travaux à accomplir aux portes de fer.

Le Comte Schouvaloff considère comme le Président que cette législation ne saurait être discutée au Congrès dans ses

1878 détails, mais il croit devoir signaler sur le champ qu'il n'en comprend pas l'idée capitale. Que faut-il entendre par neutralisation? Quelle en serait l'étendue, et dans quel but cette mesure est-elle demandée?

Lord Salisbury pense que la Russie étant désormais riveraine du Danube, un élément nouveau se trouve introduit dans les questions qui touchent à la navigation du fleuve. Des dispositions spéciales sont nécessaires au commerce, et Son Excellence désire que le Congrès retienne la question en ajournant toutefois la discussion jusqu'à ce que les puissances se soient mises d'accord sur la procédure à suivre.

Le Président croit pouvoir maintenir à l'ordre du jour la discussion sur les articles XII et XIII, et le Comte Andrássy est d'avis qu'en effet il n'y a point de contradiction entre la proposition Austro-Hongroise et ces articles: Son Excellence la considère comme un amendement nécessité par la situation nouvelle qui résulte de l'attribution de la Dobroutcha aux roumains de la Bessarabie aux russes, etc.

Le Président émet la pensée que plusieurs grands principes pourraient être extraits de la proposition et présentés au vote du Congrès.

Le Prince Gortchacow rappelle que le traité de Paris a confirmé les actes du traité de Vienne sur la libérté de la navigation fluviale et que, d'après les déclarations des Plénipotentiaires de Russie dans une séance précédente, la rétrocession de la Bessarabie ne saurait exercer aucune influence sur la liberté du fleuve. Son Altesse Sérénissime ne s'explique donc pas la nécessité de dispositions nouvelles dans cette question.

Le Prince de Bismarck répète que le Congrès, n'a pas à développer les questions de détail sur lesquelles les puissances intéressées sont en mesure de s'entendre entre elles. Son Altesse Sérénissime persiste à penser que la proposition austro-hongroise devrait être renvoyée soit au comité de rédaction, soit aux Plénipotentiaires d'Autriche-Hongrie qui en détacheraient les principes majeurs, seuls susceptibles d'être votés par le Congrès.

Cette dernière opinion, appuyée par M. d'Oubril, est acceptée par le Congrés, MM. les Plenipotentiaires de Russie ayant, d'ailleurs, fait remarquer que leur adhésion au remaniement du projet par les soins de leurs collègues d'Autriche-Hongrie, n'implique nullement leur assentiment aux principes de la proposition.

Le Président reprend la lecture de l'article XII, et le Congrès décide, sur l'observation de Lord Salisbury et du Baron Haymerle, que les mots: »l'empire russe« doivent être ajoutés

dans l'énumeration des états riverains. La haute Assemblée, après 1878
lecture du 2e alinéa du même article, reconnaît que la Roumanie devra désormais être représentée dans la commission européenne.

Le Congrès passe à l'article XIII.

Le Président déclare ne point voir d'intérêt européen dans cette disposition, et en ce qui concerne notamment le dédommagement attribué aux particuliers qui ont souffert du fait de guerre, Lord Salisbury juge cette indication trop vague pour figurer dans un traité. Son Excellence propose la suppression de l'article.

Le Comte Schouvaloff n'y a point d'objection, sous la condition expresse qu'il n'en résultera aucune obligation pour la Russie.

Carathéodory Pacha est également d'avis de supprimer cet article afin d'éviter des complications inutiles, et le Congrès, ayant donné son assentiment à cette proposition, passe à la discussion de l'article XIX relatif à l'indemnité de guerre.

Le Président, avant de donner lecture de cet article, dit qu'il demeure bien entendu que la discussion ne portera pas aujourd'hui sur les dispositions territoriales en Asie, mais uniquement sur l'indemnité proprement dite, c'est-à-dire sur les deux alinéas qui terminent l'article. La première phrase de l'alinéa (*c*) étant relative à la question territoriale, est écartée, et l'ordre du jour ne s'applique qu'à la suite de l'alinéa ainsi conçue: »quant au reste de l'indemnité, sauf les 10,000.000 de roubles dûs aux intérêts et institutions russes en Turquie, soit 300,000.000 de roubles, le mode de paiement de cette somme et la garantie à y affecter seront réglés par une entente entre le gouvernement impérial de Russie et celui de Sa Majesté le Sultan.«

Lord Salisbury relève l'importance des mots: »la garantie à y affecter« et Son Excellence ajoute que si cette garantie devait être une indemnité territoriale, les Plénipotentiaires de la Grande Bretagne s'y opposeraient formellement.

Le Prince Gortchacow déclare au nom de son gouvernement que la question de la garantie est, en effet, à régler entre la Russie et la Porte, mais que l'expression indiquée par Lord Salisbury n'implique aucune acquisition territoriale.

Le Président ayant demandé si cette déclaration qui doit être insérée au protocole et dont le Congrès prendrait acte, satisferait la haute Assemblée, et Lord Salisbury ayant, de son côté, exprimé le désir de savoir quelle serait alors la garantie de l'indemnité, le Prince Gortchacow répète que cette garantie dépendra des arrangements de la Russie avec le gouvernement du Sultan, mais sera réglée en dehors de toute acquisition territoriale.

1878 Carathéodory Pacha lit les considérations suivantes:

»Les Plénipotentiaires ottomans ont le devoir d'appeler tout particulièrement l'attention de la haute Assemblée sur les stipulations du traité de San Stefano concernant l'indemnité de guerre. Ils prient tout d'abord le Congrès de prendre en considération que la guerre qui vient de se terminer n'a pas eu pour cause la violation par la Turquie d'un engagement que cette puissance aurait contracté vis-à-vis de la Russie. Le cabinet de St. Pétersbourg ayant déclaré la guerre pour obéir au sentiment auquel il tenait à donner une satisfaction, les grands et éclatants avantages qu'il a remportés et les résultats qu'il a obtenus constituent une ample compensation des efforts et des sacrifices pécuniaires que le gouvernement impérial de Russie avait naturellement assumés d'avance dans sa pensée.

»Sans insister sur les précédents que l'histoire la plus récente de la Russie elle-même pourrait leur fournir et qui sont présents à la mémoire de tous les membres du Congrès, le Plénipotentiaires ottomans, en se rapportant aux dispositions du traité de San Stefano relatives au paiement d'une indemnité de guerre, pensent qu'ils n'auraient qu'a invoquer les explications que le gouvernement impérial de Russie a bien voulu donner sur ce point pour faire voir que dans la pensée du cabinet de St. Pétersbourg, aussi, la possibilité pour la Turquie de payer l'indemnité de guerre fait l'objet de doutes très-sérieux. D'un autre côté on a signalé d'une manière frappante les graves inconvénients qui résulteraient de l'existence d'une créance dont la réalisation ne pourrait qu'être laissée dans le vague.

»De fait, la guerre qui vient de se terminer a causé à la Turquie des dommages incalculables. Sans parler des finances de l'état, dont la situation est connue, la désolation dans laquelle se trouvent plongées les villes et les campagnes de la Turquie d'Europe et d'Asie est peut-être sans exemple dans l'historie. D'où la Turquie tirerait-elle aujourd'hui les ressources qui lui seraient indispensables pour pourvoir aux dépenses des services les plus urgents, pour ne pas laisser ses créanciers sans aucune consolation, pour remplir dans la mesure du possible un simple devoir d'humanité envers des masses privées du plus strict nécessaire et pour subvenir aussi au service d'une indemnité de guerre? Nous ne parlons pas des améliorations à introduire, améliorations dont le gouvernement impérial ottoman aussi bien que l'Europe reconnaissent l'extrême urgence et qui toutes exigeraient de nouvelles dépenses. Mais indépendamment de ces améliorations, il fait pourvoir aux dépenses inexorables de l'heure présente. Toutes les puissances recon-

naissent que la Turquie ne peut y suffire même au prix des 1878
plus grands sacrifices; comment pourrait-elle dès lors assumer le paiement d'une indemnité de guerre? Le gouvernement impérial de Russie, qui connaissait cette situation, a demandé des territoires en Europe et en Asie pour tenir lieu et place de la majeure partie de l'indemnité qu'il avait calculée comme lui étant due.

»Les facilités que le Congrès à trouvées pour l'arrangement d'ordre européen concernant la Dobroutcha et la Bessarabie ont eu pour base un prélèvement important opéré sur l'indemnité de guerre. Bien que la question d'Asie n'ait pas encore été traitée dans le Congrès, on peut dire dès à présent que de ce côté aussi la Russie acquerra des territoires, qui, à s'en tenir à l'estimation du cabinet de St. Pétersbourg lui-même, représenteront des sommes énormes Si l'on exige d'autres paiements encore, les Plénipotentiaires ottomans ont le devoir de déclarer qu'ils ne voient réellement pas d'où la Turquie pourrait les tirer sans porter une grave atteinte aux conditions les plus essentielles du fonctionnement de son gouvernement.

»Ils prient le Congrès de vouloir bien prendre en considération que, si pour satisfaire au paiement d'une indemnité de guerre, l'on créait pour la Turquie une situation financière intolérable, une pareille décision non-seulement ruinerait les populations pour lesquelles l'Europe montre de l'intérêt, mais en même temps irait à l'encontre de l'idée qui a été exprimée touchant la conservation de l'autorité du gouvernement ottoman et à laquelle Son Altesse le Premier Plénipotentiaire de Russie a donné dans une de nos précédentes séances, une adhésion si explicite.«

Le Comte Schouvaloff dit qu'il s'est efforcé de s'abstenir jusqu'à présent de revenir avec MM. les Plénipotentiaires ottomans sur le passé, mais qu'en présence des observations lues par Carathéodory Pacha, il est de son devoir de sortir du silence qu'il a gardé. M. le Premier Plénipotentiaire de Turquie a affirmé que le dernière guerre n'a été provoquée par aucune violation d'arrangements antérieurs. Le Comte Schouvaloff maintient, au contraire, que la guerre a été la conséquence de la violation constante et journalière de dispositions convenues, et notamment des obligations contractées par la Porte en 1856 au Congrès de Paris. La Russie est restée pendant longtemps la spectatrice passive de ces violations; elle a gardé le silence, mais elle a été obligée d'intervenir en présence d'événements déplorables qui l'ont émue,

1878 comme ils sont ému l'Europe entière. Quant aux sentiments auxquels Carathéodory Pacha a fait allusion, en leur attribuant les causes de la guerre, ses paroles peuvent donner lieu à une fausse interprétation. La Russie n'a pas fait une guerre d'aspirations ou de sentiments; elle n'a eu qu'un seul but, celui de venir au secours de populations chrétiennes et de leur assurer un sort meilleur. Enfin, M. le Premier Plénipotentiaire ottoman a énuméré les sacrifices que la guerre a coûtés à la Turquie; le Comte Schouvaloff se borne à faire observer que la Russie s'est également imposé de lourds sacrifices. L'exposé de M. le Plénipotentiaire ottoman est tardif; il appartenait à la Turquie de calculer ses moyens et les charges qu'elle s'imposait, avant de rejeter le protocole de Londres.

Lord Salisbury voudrait appeler l'attention de ses collègues de Russie sur les inconvénients d'une indemnité qui dépasse les ressources du débiteur. Il regarde qu'une condition qui ne peut être remplie ne saurait qu'amener des complications en Europe, Son Excellence se demande, d'ailleurs, par quels moyens la Russie espère obtenir l'exécution d'une clause à première vue irréalisable.

Le Prince Gortchacow répond qu'il n'a pas à entrer dans la discussion de ce dernier point réservé à l'entente qui doit s'établir entre l'Empereur, son auguste Maître, et le gouvernement du Sultan. On pourrait, d'ailleurs, se poser la même question pour tous les autres créanciers de la Turquie.

Le Comte Schouvaloff reconnaît qu'il y a plusieurs intérêts européens à sauvegarder dans la question de l'indemnité et que l'Europe est en droit de se préoccuper de la forme du règlement. Son Excellence est en mesure de déclarer au nom de son gouvernement, qu'en aucun cas cette indemnité ne sera convertie en une acquisition territoriale. Ce premier point étant fixé, le Comte Schouvaloff en vient aux droits des gouvernements français et anglais pour les emprunts qu'ils ont garantis. En déclarant que la situation, en ce qui concerne ces emprunts, restera la même qu'avant la guerre, M. le Plénipotentiaire de Russie croit venir encore une fois au devant des voeux de l'Europe. Quant à la question de Lord Salisbury relative aux moyens dont la Russie compte user pour le recouvrement de sa dette, il faudrait, pour y répondre, procéder à un examen complet de l'état financier de la Turquie: Son Excellence se bornera à faire observer que le mode de perception des impôts en Turquie est des plus insuffisants. Il a été écrit des volumes à ce sujet, et il en appert qu'un tiers seulement de la somme payée par les contribuables rentre au trésor otto-

man. C'est ce tiers qui forme les ressources budgétaires de la Turquie; c'est avec ce tiers qu'elle fait face à ses dépenses. Si dans l'avenir une meilleure administration financière parvenait à faire rentrer dans le trésor, ne fût-ce que le second tiers des impôts payés par les populations, cela doublerait les ressources de la Turquie et offirait pour la Russie un moyen de remboursement auquel il lui serait impossible de renoncer en vue des éventualités heureuses qui pourraient se produire dans le maniement des finances ottomanes. 1878

Lord Salisbury déclare au nom de son gouvernement ne pas admettre que la Russie, se trouvant créancière en vertu du traité de San Stefano, puisse prendre un rang de préférence à aucun des créanciers de la Turquie, dont les titres ont une date antérieure à la guerre.

Le Prince Gortchacow répond quil a seulement entendu parler d'une situation analogue.

Le Président prend acte au nom du Congrès des déclarations faites par les Plénipotentiaires russes, et qui doivent être textuellement insérées au protocole. Il pense que le règlement ultérieur de la question peut être laissé à l'entente des deux états intéressés.

Le Comte Corti rappelle que, d'après les paroles de M. le Comte Schouvaloff, si l'indemnité de 300,000.000 de roubles est confirmée par le vote du Congrès, cette somme ne jouirait d'aucun droit de préférence sur les emprunts garantis par la France et l'Angleterre. Son Excellence fait remarquer qu'il y a d'autres emprunts non garantis ou autres dettes, qui ne sont pas moins dignes d'intérêt, et il croit pouvoir penser que la déclaration russe s'étend à tous les créanciers de la Turquie.

Le Comte Schouvaloff dit qu'il n'a pas examiné cette difficulté, mais qu'il pense satisfaire le Premier Plénipotentiaire d'Italie en affirmant d'une manière générale que, dans la question financière, la Russie compte respecter la légalité, c'est-à-dire toute hypothèque antérieure.

M. le Premier Plénipotentiaire de France constate que le Comte Schouvaloff a fait deux déclarations : la première affirme qu'en aucun cas l'indemnité ne sera convertie en accroissement territorial ; la seconde, que la Russie ne portera aucune atteinte aux intérêts des deux catégories d'emprunts, garantis ou de droit commun. M. Waddington prend acte de ces déclarations, dont il constate l'importance pour les porteurs de titres de la dette ottomane, et il désirerait recevoir une déclaration analogue de la part des Plénipotentiaires ottomans.

1878 Carathéodory Pacha, rappellant les observations qu'il a présentées au Congrès au commencement de la séance sur la gravité de la situation où se trouve son gouvernement, ajoute que, s'il y avait lieu de croire qu'une fois les prélèvements dont il s'agit, opérés, la Turquie serait en mesure de payer une indemnité à la Russie, la discussion aurait une utilité pratique. Mais Son Excellence doit reconnaître qu'il n'en est rien, et que, tout en tenant compte des améliorations et des ressources nouvelles qui se pourront produire, ces progrés exigeront un temps considérable. La Turquie doit cependant pourvoir aux dépenses absolument urgentes, à la suite d'une guerre qui a tari toutes ses sources de revenus. En présence d'une position aussi déplorable, comment son gouvernement pourrait-il payer une indemnité, quelque mitigée qu'elle soit? Comment pourrait-il être question pour lui d'assigner l'ordre dans lequel devrait figurer, dans la série des dettes de l'état, l'indemnité indiquée par le traité de San Stefano? c'est pourquoi il a demandé que le Congrès reconnût l'impossibilité pour la Porte de prendre un engagement qu'elle ne pourrait pas tenir.

Le Président dit que la Turquie n'a pas maintenant d'engagement à prendre. L'engagement a été pris à San Stefano.

M. Waddington insiste pour obtenir de M. le Premier Plénipotentiaire ottoman une réponse précise à sa question qui avait en vue, non pas l'indemnité à débattre entre la Russie et la Turquie, mais les créanciers antérieurs. Le Premier Plénipotentiaire de France, rappellant la déclaration que le Comte Schouvaloff vient de faire en ce qui concerne la Russie, demande, de nouveau, si la Porte est disposée à donner les mêmes assurances et à déclarer qu'elle entend respecter à l'avenir tous ses engagements financiers, et notamment les hypothèques affectées à la garantie des divers emprunts.

Carathéodory Pacha dit que le gouvernement ottoman a toujours tenu à remplir tous ses engagements et qu'il n'a été amené à prendre des arrangements particuliers qu'en présence de nécessités absolues. Assurément, la Porte a le plus vif désir de satisfaire aux droits acquis, et n'épargnera aucun effort pour y parvenir dans la mesure de ses pouvoirs. Mais il craint que l'idée seule d'une indemnité pécuniaire qui pèserait sur la Turquie ne paralyse ses efforts et son crédit.

Sur les observations réitérées de M. Waddington, qui désirerait recevoir une réponse sur les intentions de la Porte au sujet des hypothèques affectées aux emprunts, Carathéodory Pacha dit que la Porte fera tout son possible pour remplir des engagements, et ajoute que, pour être en mesure de donner une

déclaration plus précise, il doit pendre les instructions de son 1878
gouvernement.

Le Baron de Haymerle, au nom des créanciers austro-hongrois de la Turquie, s'étant associé aux observations présentées par le Premier Plénipotentiaire d'Italie, le Comte Schouvaloff fait remarquer que la Russie n'a réservé que les droits d'hypothèques, qu'elle agira comme pour une dette particulière, et n'a pas à se préoccuper de la nationalité des créanciers de la Turquie.

Le Président résume la discussion. Les Plénipotentiaires de Russie ont donné satisfaction à l'intérêt politique par une réponse dont le Congrès a pris acte. Les droits des porteurs de titres ottomans ayant été soutenus par la Grande Bretagne et la France, les déclarations de la Russie relatives à la priorité des hypothèques ont également paru satisfaisantes. Le fond des choses est donc réglé, et il ne reste plus qu'une question de rédaction dont les Plénipotentiaires intéressés pourront se préoccuper en vue du protocole.

Le Prince Gortchakow répète que l'indemnité de guerre n'affectera point les intérêts des créanciers de la Porte.

M. Waddington ajoute que le but principal de la discussion présente était de prendre acte des déclarations russe et ottomane.

Le Président, faisant allusion aux paroles prononcées dans le cours de la séance par le Comte Corti, voudrait constater que les stipulations relatives à l'indemnité de guerre n'ont pas à être «confirmées« par le Congrès.

M. le Premier Plénipotentiaire d'Italie demande si ces stipulations ne feront point partie du nouveau traité, et le Président répond qu'elles n'y doivent pas être insérées, le Congrès ne pouvant être garant de la comptabilité de la Porte.

Le Congrès décide que le 2e alinéa *(d)*, relatif aux 10,000,000 roubles réclamés comme indemnité pour les sujets et institutions russes en Turquie, regarde les deux états intéressés et non point l'Europe. Il est donc entendu que les deux alinéas *c* et *d*, qui terminent l'article XIX du traité, ne seront pas insérés dans le traité futur.

Le Prince Gortchacow désire aujouter, comme éclaircissement, que son gouvernement a positivement interdit d'admettre au bénéfice de cette somme de 10,000,000 roubles les sujets russes engagés dans les fonds turcs.

L'ordre du jour est épuisé. Divers objets ayant été proposés pour l'ordre du jour suivant, le Congrès, sur la proposition du Comte Saint-Vallier, décide de régler ainsi la séance prochaine:

1878 1. examen du résultat des travaux de la commission de délimitation (ce résultat soumis au vote du Congrès devra être renvoyé à la commission de rédaction); 2. amendement austro-hongrois sur le Danube; 3. article XXII du traité de San Stefano relatif aux religieux russes et aux moines de l'Athos; 4. affaires de Grèce.

La séance est levée à 4 heures $^1/_2$.

(Suivent les signatures.)

Protocole No. 12.

Séance du 4 juillet 1878.

Serbie. — Question des juifs; communication de Monsieur Ristich. — *Bosnie et Herzégovine.* — Déclaration des Plénipotentiaires ottomans au sujet de l'occupation. — *Monténégro.* Frontières. — Travail de la commission de délimitation sur les frontières. Antivari, Spizza, Boyana, littoral; législation maritime, route et chemin de fer pour l'Autriche-Hongrie. — Proposition russe au sujet de Dinos. — Interpellation du Comte Launay sur Spizza. — Explications du Baron Haymerle. — Réserves de Mehmed-Ali Pacha sur le tracé des frontières. — Danube. — Proposition russe. — Principes de la proposition austro-hongroise. — Votation. — Alinéas amendés. — Moines du Mont-Athos, ecclésiastiques russes. — Proposition de Lord Salisbury sur l'égalité des droits et liberté des cultes dans toute la Turquie. — Déclaration de Carathéodory Pacha. — Discussion. — *Lieux-Saints.*

Etaient présents:

Pour l'Allemagne:
Le Prince de Bismarck,
M. de Bülow,
Le Prince de Hohenlohe-Schillingsfürst.

Pour l'Autriche-Hongrie:
Le Comte Andrássy,
Le Comte Károlyi,
Le Baron de Haymerle.

Pour la France:
M. Waddington,
Le Comte de Saint-Vallier,
M. Desprez.

Pour la Grande Bretagne:
Le Comte de Beaconsfield,
Le Marquis de Salisbury,
Lord Odo Russell.

Pour l'Italie:
Le Comte Corti,
Le Comte de Launay.

Pour la Russie:
Le Prince Gortchacow,
Le Comte Schouvaloff,
M. d'Oubril.

Pour la Turquie: 1878

Alexandre Carathéodory Pacha,
Mehemed Ali Pacha,
Sadoullah Bey.

La séance est ouverte à 2 heures et demie.

Le Protocole No. 10 est adopté.

Le Président fait mention des pétitions de la liste No. 9, et notamment de la communication adressée au Congrès par M. Ristitch, faisant savoir au Congrès que le Prince Milan l'a autorisé à déclarer que le gouvernement serbe saisira la première occasion, après la conclusion de la paix, pour abolir par la voie légale la dernière restriction qui existe encore en Serbie relativement à la position des israélites. Son Altesse Sérénissime, sans vouloir entrer dans l'examen de la question, fait remarquer que les mots »la voie légale« semblent une réserve qu'il signale à l'attention de la haute Assemblée. Le Prince de Bismarck croit devoir constater qu'en aucun cas cette réserve ne saurait infirmer l'autorité des décisions du Congrès,

Le Président ayant fait appel aux communications que MM. les Plénipotentiaires croiraient devoir présenter, le Premier Plénipotentiaire de Turquie rapelle que, dans la huitième séance, le Président a déclaré que le protocole restait ouvert pour les nouvelles instructions que le gouvernement ottomann adresserait à ses représentants au sujet de l'occupation de la Bosnie et de l'Herzégovine. Ces instructions étant depuis parvenues aux Plénipotentiaires de Turquie, Son Excellence se fait un devoir de les porter à la connaissance de la haute Assemblée, et donne lecture de la déclaration suivante:

»Le gouvernement impérial ottoman a pris en très-sérieuse considération l'opinion émise par le Congrès relativement aux moyens propres à amener la pacification de la Bosnie et de l'Herzégovine: il y met une confiance entière, et il se réserve de s'entendre directement et préalablement avec le cabinet de Vienne à cet égard.«

Le Président constate que l'accord établi au sein du Congrès, dans la huitième séance, au sujet de la Bosnie et de l'Herzégovine, est complet et définitif.

L'ordre du jour appelle l'examen des travaux de la commission de délimitation.

Le Baron de Haymerle fait connaître à la haute Assemblée que l'entente s'est établie, dans la commission de délimitation, en ce qui concerne les frontières du Monténégro, et il donne

1878 lecture du document suivant, destiné à servir de base aux travaux de la commission spéciale:

»La nouvelle frontière descend de l'Illino-brdo au nord de Klobuk sur la Trebišnica vers Grančarevo qui reste l'Herzégovine, puis remonte le cours de cette revière jusqu'à un point situé à un kilomètre en aval du confluent de la Čepelica et, de là, rejoint, par la ligne la plus courte, les hauteurs qui bordent la Trebišnica. Elle ira ensuite dans la direction de Pilatova, laissant ce village au Monténégro. De là, elle continuera par les hauteurs dans la direction nord à une distance autant que possible de 6 kilom. de la route Bilek-Korito-Gacko, jusqu'au col entre la Somina-Planina et le Mont Čurilo, d'où elle se dirigera vers l'est par Vratkovići, laissant ce village à Herzégovine, jusqu'au Mont Orline. A partir de ce point la frontière — laissant Ravno au Monténégro — se dirigera directement au nord-nord-est, traversant les sommets du Leberšnik et du Volujak, puis descendra par la ligne la plus courte sur la Piva, qu'elle traverse, et rejoint la Tara passant entre Crkvice et Nedine. De ce point elle remontera la Tara jusqu'à Moïkovac, d'où elle suivira la crête du contrefort jusqu'à Šiškovezero, duquel point elle se confondra avec l'ancienne frontière jusqu'au village Sekulare. D'ici, la nouvelle frontière se dirigera par les crêtes de la Mokra-Planina, laissant le village Mokra au Monténégro, d'où elle rejoindra le point 2166 (de la carte autrichienne) en suivant la chaîne principale, et se conformant à la ligne du partage des eaux, entre le Lim d'un côté et le Drin, ainsi que de la Cievna (Zem) de l'autre.

»Elle suivra ensuite les limites actuelles entre la tribu des Kuči-Drekalovići d'un côté et la Kučka-Kraïna, ainsi que les tribus des Klementi et Grudi, de l'autre, jusque dans la plaine de Podgorica, d'où elle se dirigera sur Plavnica — laissant à l'Albanie les tribus montagnardes de Klementi, Grudi et Hoti.

»Ensuite, elle traversera le lac près de l'ïlot Gorica-Topal, et, à partir de Gorica-Topal, la frontière gagnera directement le sommet de la crête, d'où elle suivra la ligne du partage des eaux entre Megured et Kalimed, laissant Mrković au Monténégro et rejoignant la mer Adriatique à V. Kruçi.

»Au nord-ouest, ce littoral sera limité par une ligne qui passera de la côte entre les villages Šušana et Zubci, pour aboutir à la pointe extrême sud-est de la frontière actuelle du Monténégro sur la Vrsuta-Planina.

»L'annexion d'Antivari et de son littoral au Monténégro sera consentie aux conditons suivantes:

»Les contrées situées au sud de ce territoire, d'après la 1878
délimitation contenue dans le présent protocole jusqu'à la Boyana, y compris Dulcigno, seront restituées à la Turquie.

»La commune de Spizza jusqu'à la limite septentrionale du territoire précisé dans la description détaillée des frontières sera incorporée à la Dalmatie.

»Le Monténégro jouira de la liberté de navigation sur la Boyana. Il n'y aura pas de fortifications sur le parcours de la Boyana à l'exception de celles qui seraient nécéssaires à la défense locale de la place de Scutari et qui ne dépasseraient pas la distance de 6 kilomètres de cette ville.

»Le Monténégro ne pourra avoir de bâtiments de guerre ni de pavillon de guerre maritime.

»Le port d'Antivari et toutes les eaux monténégrines seront fermées aux bâtiments de guerre de toutes les nations.

»Les fortifications existantes entre le lac et le littoral sur le territoire monténégrin seront rasées et il ne pourra en être élevé de nouvelles.

»La police maritime et sanitaire, tant à Antivari que tout le long de la côte du Monténégro, sera exercée par l'Autriche-Hongrie au moyen de légers bâtiments garde-côtes.

»Le Monténégro adoptera la législation maritime en vigueur en Dalmatie. De son côté l'Autriche-Hongrie s'engage à accorder sa protection consulaire au pavillon marchand monténégrin.

»Le Monténégro devra s'entendre avec l'Autriche-Hongrie sur le droit de construire et d'entretenir à travers le nouveau territoire monténégrin une route et un chemin de fer.

»Sur ces voies une entière liberté de communication sera assurée.«

Son Excellence ajoute que, en disant que la frontière doit passer à une distance d'environ 6 kilomètres de la route Bilek etc., la commission a entendu que cette distance peut varier, selon les exigences géographiques, de 3 à 10 kilomètres, mais qu'on devra tenir compte de ce principe que la ligne doit passer par la crête des montagnes et de manière à ce que la route susmentionné (Bilek-Korito-Gacko jusqu'au col entre la Somina-Planina et le mont Čurilo) ne soit pas dominée.

M. le Plénipotentiaire d'Autriche-Hongrie constate également que les Plénipotentiaires de Russie, ayant émis l'avis que la proximité de la frontière près Dinos pourrait compromettre la sécurité de Podgorica et qu'il serait nécessaire d'éloigner la frontière à une distance de 8 à 10 kilomètres de Podgorica, offrent en échange une rectification de frontières à l'avantage de l'Albanie

1878 partant de Mokra ou au delà, en ligne directe, jusqu'au N° 2166 de la carte autrichienne. La commission européenne de délimitation serait chargée d'étudier sur place si cet éloignement de la frontière peut avoir lieu et de régler les questions territoriales qui pourraient résulter de cette rectification au détriment des Klementi. Il est entendu que, si un accord ne s'établit pas à ce sujet au sein de la commission, le tracé du traité reste intact.

Le Comte de Launay rappelle que, lors de la discussion qui a eu lieu dans la commission de délimitation sur le paragraphe relatif à Spizza, il a demandé quels étaient les motifs et la valeur de cette adjonction. L'Italie, ayant elle aussi des intérêts majeurs à sauvegarder dans l'Adriatique, avait désiré des éclaircissements ultérieurs à ce sujet, quelque restreinte que fût l'étendue du territoire incorporé à la Dalmatie.

Le Baron de Haymerle n'hésite pas à répéter les explications qu'il a données sur ce point à M. le Plénipotentiaire d'Italie. Le territoire annexé est minime: il a environ $^1/_2$ ou $^3/_4$ de lieue carrée d'étendue et une population d'à peu près 350 familles: quant aux motifs qui ont guidé le gouvernement austro-hongrois ils consistent en cette considération, que la possession de Spizza, qui domine Antivari, peut seule assurer et faciliter le but de l'Autriche-Hongrie, qui est de veiller à ce que le port d'Antivari et son littoral conservent un caractère purement commercial.

Mehemed Ali Pacha annonce qu'il a remis à la commission de délimitation le document suivant sur le même sujet:

»Mehemed Ali Pacha a l'honneur de soumettre à Son Altesse Sérénissime le Président et à Leurs Excellences les membres de la commission de délimitation les considérations et les réserves que lui a suggérées le tracé de la nouvelle ligne frontière du Monténégro, tel qu'il a été adopté par la majorité de la susdite commission. Il prie Son Altesse le Président de vouloir bien annexer ces considérations et réserves au rapport qui sera adressé au Congrès à ce sujet. Pour que les travaux du Congrès constituent une oeuvre durable de paix et de concorde, ne faudrait-il pas éviter de placer, sans nécessité absolue, des peuples de race et de religion différentes sous la domination d'une race étrangère? Le Plénipotentiaire ottoman propose, en conséquence, que, pour agrandir le territoire actuel du Monténégro, il ne lui soit concédé que des contrées dont les habitants sont de la même race et, pour la plupart, de la même religion que les monténégrins; il regarde comme une injustice l'annexion au Monténégro de territoires habités par des albanais musulmans et catholiques, tels que les districts de Plava, de Gussinje et d'Antivari. Il croit qu'il aurait été plus équitable de se borner

du côté de l'Albanie à céder au Monténégro le territoire Kuči 1878
Drekalovići et le cours de Moraća jusqu'au lac de Scutari, laissant à la Turquie les cazas albanais de Plava et de Gussinje, ainsi que la ville de Podgorica avec un rayon suffisant de défense.

»Les mêmes arguments plaident pour que la ville d'Antivari ne soit pas séparée de l'Albanie.

»La Turquie n'élevant pas d'objection à ce que le littoral de Spizza soit cédé au Monténégro, cette principauté aura, par là, un accès libre à la mer, et la possession d'Antivari, dont la perte aurait pour la Turquie de très-graves inconvénients, ne lui sera pas indispensable.

»Quant au caza de Kolachine, habité exclusivement par des musulmans bosniaques, il propose de le laisser à la Turquie à cause de son importance stratégique.

»Il n'aurait aucune objection à faire si pour les cazas de Kolachine, Plava, Gussinje, Podgorica et Antivari, un équivalent était donné aux monténégrins du côté de l'Herzégovine.«

Le Plénipotentiaire ottoman ajoute que ses collègues et lui ont référé à leur gouvernement pour demander des instructions sur le tracé adopté par la majorité de la commission.

Carathéodory Pacha prie le Congrès de prendre acte de cette déclaration. Il ajoute que, sur plusieurs points spéciaux du document autrichien, il doit encore en référer à son gouvernement.

Le Président dit que les Plénipotentiaires ottomans pourront faire valoir ces observations ultérieurement auprès de la commission de rédaction, à laquelle le rapport de la commission de délimitation va être renvoyé, et Son Altesse Sérénissime constate en même temps l'accord de la haute Assemblée sur les frontières du Monténégro.

Le Congrès passe à la question du Danube et à l'examen du texte restreint dans lequel MM. les Plénipotentiaires austro-hongrois, conformément à la décision prise dans la dernière séance, ont dû condenser les principes de leur précédente proposition, insérée dans le protocole 11.

Le Comte Schouvaloff annonce que, de leur côté, les Plénipotentiaires russes ont préparé sur le même sujet une proposition dont Son Excellence donne lecture:

»1° Afin de revêtir d'une nouvelle garantie la liberté de la navigation sur le Danube, reconnue comme un intérêt européen, les principes proclamés par l'acte final du Congrès de Vienne 1815 et appliqués au Danube par les traités de 1856 et 1871, sont déclarés confirmés et maintenus dans leur pleine et entière vigueur, sous la garantie de toutes les puissances.

1878 2° Les fortifications qui se trouvent sur le parcours du fleuve, depuis les portes de fer jusqu'à ses embouchures, seront rasées et il n'en sera pas élevé de nouvelles. Tous les bâtiments de guerre en sont exclus, à l'exception des bâtiments légers destinés à la police fluviale et au service des douanes. Les stationnaires aux embouchures du fleuve sont maintenus, mais ils ne pourront pas remonter la rivière au delà de Galatz.

3° La commission européenne du Danube est maintenue dans ses fonctions. Toutes les conventions internationales et tous les actes garantissant ses droits, prérogatives et obligations sont confirmés.

4° L'acte public du 2 novembre 1865 relatif à son organisation sera revisé pour être mis en harmonie avec les circonstances actuelles. Ce travail sera confié à une commission spéciale, où seront admis des commissaires de tout les états riverains et soumis à l'examen et à la sanction définitive d'une conférence des représentants des puissances signataires.«

Le Président fait remarquer qu'il y a peu de différence entre cette proposition et celle que les Plénipotentiaires austro-hongrois ont déposée.

M. d'Oubril dit que le but des Représentants de la Russie a été d'éviter les détails et de se borner à l'exposé des principes.

Le Baron de Haymerle relève les différences entre le texte austro-hongrois et celui dont le Comte Schouvaloff vient de donner lecture: Son Excellence signale notamment dans son travail la fixation de Galatz comme le point jusqu'où devrait s'étendre l'action de la commission européenne du Danube, les mesures de surveillance qu'il propose pour la police du fleuve, enfin les nouvelles dispositions relatives aux portes de fer. Ces modifications à un traité solennel paraissent à Son Excellence ne pouvoir être décidées par une commission spéciale, mais devoir être consacrées par l'autorité du Congrès.

A la suite d'un échange d'idées entre les Plénipotentiaires sur le mode de discussion à adopter pour les deux textes et sur la mesure de compétence du Congrès, la haute Assemblée décide, sur la proposition du Président, appuyée par MM. Waddington et le Comte de Saint-Vallier, qu'il sera d'abord donné lecture du document renfermant les principes de la proposition austro-hongroise, et que, dans le but de rechercher un accord entre les deux textes, un Plénipotentiaire austro-hongrois et un Plénipotentiaire russe se réuniront avec un de leurs collègues, pendant une suspension de séance. Le baron de Haymerle et M. d'Oubril

sont désignés pour préparer cette entente, de concert avec le 1878
Comte de Saint Vallier.

A la suite d'une observation de Lord Salisbury relative à l'intérêt que prend l'Angleterre dans les questions de la navigation du Bas-Danube, le Prince de Bismarck dit, que l'opinion qui représente le Danube comme la grande artère du commerce allemand avec l'Orient, repose sur une fiction et que les navires allemands venant d'en amont de Ratisbonne ne descendent pas le Danube pour exporter des marchandises allemandes en Orient.

Le Président lit ensuite les articles résumés, présentés par M. le Baron de Haymerle:

Article I: »Liberté de navigation. Exclusion des bâtiments de guerre du parcours du Danube entre les portes de fer et les embouchures.« (Adopté.)

Article II: »Prolongation de la durée de la commission européenne internationale, extension de ses pouvoirs jusqu'à Galatz, son indépendance du pouvoir territorial et admission d'un commissaire roumain.«

M. d'Oubril fait remarquer que son gouvernement a des objections sur le passage relatif à la prolongation de la durée de la commission européenne, M. Desprez propose d'indiquer que la durée assignée à la commission »pourra être prolongée«, et M. Waddington, en réponse à M. d'Oubril signale l'avantage du texte autrichien, qui permet à la commission d'être continuée par tacite reconduction.

La première phrase de l'article est réservée aux délibérations du comité susmentionné: la fin de l'article est adoptée.

Article III: »Conformité des réglements de navigation et de police fluviale sur tout le parcours en aval des portes de fer.«

M. d'Oubril considère que cette disposition préjuge la situation des riverains.

Le Comte Andrássy insiste sur l'utilité pratique de poser le principe de l'unité des règlements de navigation.

L'article III est également réservé à l'accord ultérieur entre les Plénipotentiaires.

Article IV: »Substitution de l'Autriche-Hongrie aux puissances riveraines à l'égard des dispositions de l'article VI du traité de Londres du 13 mars 1871 au sujet des travaux à exécuter aux portes de fer et aux cataractes.« (Adopté.)

Le président constate l'accord sur les articles I et IV, ainsi que sur le 2e alinéa de l'article II: le 1er alinéa de ce dernier article, et l'article III seront discutés entre les Pléni-

1878 potentiaires désignés, pendant une suspension de séance qui aura lieu après épuisement de l'ordre du jour.

Le Congrès passe à l'article XXII du traité de San Stefano, relatif aux ecclésiastiques russes et aux moines du mont Athos.

Le Marquis de Salisbury rappelle qu'avant la séance, il a fait distribuer à ces collègues une proposition tendant à substituer à l'article XXII les dispositions suivantes:

»Tous les habitants de l'Empire ottoman en Europe, quelle que soit leur religion, jouiront d'une complète égalité de droits. Ils pourront concourir à tous les emplois publics, fonctions et honneurs et seront également admis en témoignage devant les tribunaux.

L'exercice et la pratique extérieure de tous les cultes seront entièrement libres et aucune entrave ne pourra être apportée, soit à l'organisation hiérarchique des différentes communions, soit à leurs rapports avec leurs chefs spirituels.

Les ecclésiastiques, les pèlerins et les moines de toutes les nationalités, voyageant ou séjournant dans la Turquie d'Europe et d'Asie, jouiront d'une entière égalité de droits, avantages et priviléges.

Le droit de protection officielle est reconnu aux représentants diplomatiques et aux agents consulaires des puissances en Turquie, tant à l'égard des personnes susindiquées que de leurs possessions, établissements religieux, de bienfaisance et autres dans les Lieux Saints et ailleurs.

»Les moines du mont Athos seront maintenus dans leurs possessions et avantages antérieurs et jouiront, sans aucune exception, d'une entière égalité de droits et prérogatives.«

Lord Salisbury explique que les deux premiers alinéas de cette proposition représentent l'application à l'empire ottoman des principes adoptés par le Congrès, sur la demande de la France, en ce qui concerne la Serbie et la Roumanie; les trois derniers alinéas ont pour but d'étendre aux ecclésiastiques de toutes les nationalités le bénéfice des stipulations de l'article XXII spéciales aux ecclésiastiques russes.

Le Président fait également remarquer que la portée de la proposition anglaise est la substitution de la chrétienté tout entière à une seule nationalité, et commence la lecture du document par alinéas.

Sur le premier alinéa, Carathéodory Pacha dit que, sans doute, les principes de la proposition sont acceptés par la Turquie, mais Son Excellence ne voudrait pas qu'ils fussent considérés comme une innovation, et donne lecture, à ce sujet,

de la communication suivante qu'il vient de recevoir de son 1878
Gouvernement:

»En présence des déclarations faites au sein du Congrès dans différentes circonstances en faveur de la tolérance religieuse, vous êtes autorisé à déclarer, de votre côté, que le sentiment de la Sublime Porte à cet égard s'accorde parfaitement avec le but poursuivi par l'Europe. Ses plus constantes traditions, sa politique séculaire, l'instinct de ses populations, tout l'y pousse. Dans tout l'empire, les religions les plus différentes sont professées par des millions de sujets du Sultan et personne n'a été gêné dans sa croyance et dans l'exercice de son culte. Le gouvernement impérial est décidé à maintenir dans toute sa force ce principe et à lui donner toute l'extension qu'il comporte.«

Le Premier Plénipotentiaire de Turquie désirerait, en conséquence, que, si le Congrès se rallie à la proposition anglaise, il fût, du moins, constaté dans le texte que les principes dont il s'agit, sont conformes à ceux qui dirigent son gouvernement. Son Excellence ajoute que, contrairement à ce qui se passait en Serbie et en Roumanie, il n'exista dans la législation de l'empire aucune inégalité ou incapacité fondées sur des motifs religieux et demande l'addition de quelques mots indiquant que cette règle a toujours été appliquée dans l'empire ottoman non seulemeut en Europe, mais en Asie. Le Congrès pourrait, par exemple, ajouter »conformément aux déclaration de la Porte et aux dispositions antérieurs qu'elle affirme vouloir maintenir.«

Lord Salisbury n'a pas d'objections contre la demande de Carathéodory Pacha, tout en faisant observer que ces dispositions se rencontrent, en effet, dans les déclarations de la Porte, mais n'ont pas toujours été observées dans la pratique. Au surplus, Son Excellence ne s'oppose point à ce que le Comité de rédaction soit invité à insérer l'addition réclamée par les Plénipotentiaires ottomans.

A la suite d'une discussion sur les mots »en Europe«, auxquels Carathéodory Pacha propose de substituer »en Europe et en Asie«, le Congrès décide que la désignation, spéciale de l'Europe sera supprimée, et que l'alinéa est renvoyé au comité de rédaction avec la recommandation de tenir compte des déclarations de la Sublime Porte.

Les 2e et 3e alinéas sont adoptés sans modifications.

Sur le 4e alinéa, Carathéodory Pacha relève que le droit de protection officielle est reconnu par ce passage à l'égard des »possessions« des ecclesiastiques, etc.

Son Excellence demande la suppression du mot de »pos-

1878 sessions« en se fondant sur le protocole de 1868, relatif au droit de propriété des étrangers, et qui exclut toute protection spéciale en ce qui concerne les immeubles. Si les immeubles ecclésiastiques, soumis, en vertu du protocole de 1868, à la jurisdiction locale, se trouvaient, par les termes du 4e alinéa, placés en même temps sous la protection officielle des représentants diplomatiques et agents consulaires, il en résulterait de grandes difficultés administratives et judiciaires.

M. d'Oubril dit que le mot »possessions« se trouve dans le texte du traité de San Stefano.

Carathéodory Pacha ayant insisté sur les difficultés pratiques que rencontrerait l'alinéa ainsi conçu, le Prince de Bismarck rappelle que le privilége dont il s'agit est, en effet, accordé aux ecclésiastiques russes par le traité de San Stefano et demande si la Turquie préfère étendre cet avantage à toutes les puissances.

Mehemed Ali Pacha dit que la jurisdiction ottomane, en matières d'immeubles, a été la condition de la reconnaissance du droit de propriété pour les étrangers en Turquie. Si la protection consulaire se trouvait rétablie pour certains immeubles, on pourrait contester le droit à la propriété.

Le Comte Corti, sans s'opposer à la suppression du mot »possessions«, pense qu'on pourrait ajouter simplement à l'article en »conformité des lois et conventions en vigueur«.

A la suite d'observations réitérées des Plénipotentiaires ottomans, le Congrès consent à la suppression du mot »possessions«.

M. Waddington, sur la dernière ligne de l'alinéa 4, croit devoir rappeler les droits acquis à la France et fait observer, d'ailleurs, que des réserves expresses ont été présentées par son gouvernement, avant la réunion du Congrès, en ce qui concerne les Lieux Saints.

Le Président constate que ces réserves ont été posées par la France, comme condition de sa participation au Congrès, et que l'observation de M. Waddington est pleinement fondée.

Le Comte Andrássy ajoute qu'elles ont été en effet communiquées, dès le début, au gouvernement austro-hongrois, qui y a donné son assentiment.

Le Premier Plénipotentiaire de France désirerait qu'il fût tenu compte des droits de la France dans l'alinéa même qui constaterait ainsi le maintien du statu quo.

Le Président propose d'ajouter »sauf toutefois les droits acquis à la France«.

Le Prince Gortchacow exprime le désir que le statu quo soit indiqué comme maintenu pour toutes les puissances.

M. Waddington soumet au Congrès la rédaction suivante 1878
qui doit terminer le 4e alinéa:

»Les droits acquis à la France sont expressément réservés, et il est bien entendu qu'aucune atteinte ne saurait être portée au statu quo dans les Lieux Saints.«

Cette proposition est adoptée à l'unaminité. Elle devra être insérée dans l'alinea 4 qui est également adopté.

M. d'Oubril demande que, dans l'alinéa 5, les mots »les moines du mont Athos« soient suivis de ceux-ci: »quel que soit leur pays d'origine«. L'alinéa 5 est adopté avec cette addition.

A la demande de plusieurs Plénipotentiaires, la question grecque, qui se trouvait à l'ordre du jour, n'est point discutée dans la présente séance.

Lord Salisbury propose alors de s'occuper de l'article XVI du traité de San Stefano relatif à l'Arménie. Son Excellence serait prête à accepter les trois dernières lignes de cet article qui visent les améliorations et réformes à accorder aux arméniens, si le Congrès prononçait la suppressions des trois premières lignes qui semblent subordonner l'évacuation des troupes russes à la concession de ces réformes par la Sublime Porte. Autrement Lord Salisbury proposerait ultérieurement un article spécial sur les arméniens.

Le Comte Schouwaloff, sans insister sur une discussion à laquelle il n'est point préparé aujourd'hui, craindrait cependant que l'évacuation des troupes russes, si elle avait lieu avant l'établissement des améliorations promises, ne fût le signal de troubles sérieux. Il demande au surplus à ajourner toute observation jusqu'au moment où le Congrès s'occupera plus complétement de la question d'Arménie.

La séance est suspendue pendant une demi-heure pour la conférence particulière des Plénipotentiaires chargés de régler de concert certains points relatifs à la navigation du Danube.

A la reprise de la séance, M. d'Oubril donne lecture de la rédaction suivante sur laquelle les Représentants de l'Autriche-Hongrie et de la Russie se sont entendus.

1er alinéa de l'article II:

»Une année avant l'expiration du terme assigné à la durée de la commission européenne, les puissances se mettront d'accord sur sa prolongation ou sur les modifications qu'elles jugeraient nécessaires.«

Article III:

»Les règlements de navigation et de police fluviale depuis les portes de fer jusqu'à Galatz seront élaborés par la commission européenne, assistée de délégués des états riverains, et

78 mis en conformité avec ceux qui ont été ou seront introd
pour le parcours en aval de Galatz.«

Le Congrès donne son adhésion à cette rédaction.

Sur une observation du Comte Schuwaloff, relative à l'ar
II, le Comte de Saint Vallier dit que le principe seul a été
que la forme est réservée à la commission de rédaction et q
a entendu seulement constater l'utilité d'une entente a
l'échéance du terme assigné à la durée de la commission e
pénne.

La prochaine séance est fixée à demain 3 heures: l'o
du jour appellera la discussion sur les affaires grecques, ajou
dans la séance du 29 juin.

La séance est levée à 5 heures.

(Suivent les signature

Protocole No. 13.

Séance du 5 Juillet 18

Grèce. — Affaires de Crète. — Commission européenne, rectification des
tières; Epire, Thessalie. — *Bosnie et Herzégovine.* — Discours de
Beaconsfield au sujet de l'occupation par l'Autriche-Hongrie. — *Miridite*
Continuation de leurs priviléges.

Etaient présents:

Pour l'Allemagne:
Le Prince de Bismarck,
M. de Bülow,
Le Prince de Hohenlohe-Schillingsfürst.

Pour l'Autriche-Hongrie:
Le Comte Andrássy,
Le Comte Károlyi,
Le Baron de Haymerle.

Pour la France:
M. Waddington,
Le Comte de Saint-Vallier,
M. Desprez.

Pour la Grande Bretagne:
Le Comte de Beaconsfield,
Le Marquis de Salisbury,
Lord Odo Russell.

Pour l'Italie:
Le Comte Corti,
Le Comte de Launay.

Pour la Russie: 1878
Le Prince Gortchacow,
Le Comte Schouvaloff,
M. d'Oubril.
Pour la Turquie:
Alexandre Carathéodory Pacha,
Mehemed Ali Pacha,
Sadoullah Bey.

La séance est ouverte à 3 heures et demie.

Le protocole No. 11 est adopté.

Le Président fait mention des pétitions résumées dans la liste No. 8.

L'ordre du jour appelle l'article XV du traité de San Stefano.

Le Premier Plénipotentiaire de France demande à faire, au préalable, une communication au Congrès.

M. Waddington, avant d'aborder l'objet qu'il a en vue, tient à donner à ses collègues ottomans l'assurance que, dans les circonstances actuelles, il se ferait un scrupule de conscience de prononcer un mot qui pût froisser leurs légitimes susceptibilités. Il évitera toute considération rétrospective sur les causes qui ont amené les maux qu'il s'agit du guérir. Son seul désir, qui est également celui de tous les Plénipotentiaires, est de mettre fin à la situation troublée de l'Orient, de prévenir des difficultés ultérieures par la constitution d'un état de choses stable, et de tenir compte des divers intérêts qui coëxistent dans la péninsule des Balkans.

Or, parmi ces intérêts, ceux de la race hellénique présentent une importance majeure. M. le Premier Plénipotentiaire de France est persuadé que, tant que la Sublime Porte ne les aura pas satisfaits dans une mesure suffisante, elle restera exposée, sur sa frontière, à des agitations sans cesse renaissantes. Son Excellence estime que des concessions en ce sens seraient avantageuses au gouvernement ottoman, et il croit savoir que la Porte ne repousse pas l'idée d'entrer en négociation avec la Grèce sur la base d'une rectification de frontières. Le règlement de ces difficultés permanentes est, en effet, pour la Turquie une condition de sécurité et de prospérité intérieure; car, aussi longtemps que dureront ces troubles, le développement de ses ressources se trouvera paralysé.

En ce qui concerne la Grèce, l'objet du Congrès n'est pas, sans doute, de donner satisfaction aux aspirations excessives de certaines organes de l'opinion hellénique; mais M.

1878 Waddington pense qu'on ferait une oeuvre équitable et politique en lui adjoignant des populations qui seraient une force pour elle, et qui ne sont qu'une cause de faiblesse pour la Turquie. Dans cet ordre d'idées, Son Excellence rappelle l'opinion d'un prince auquel la couronne de Grèce avait été offerte en 1830, et qui, depuis, appelé à régner sur un autre pays, s'est acquis, par sa sagesse, une grande autorité en Europe. Ce prince considérait que la Grèce ne pouvait vivre dans les conditions territoriales qui lui étaient faites, notamment sans les golfes d'Arta et de Volo, avec les territoires adjacents, et l'expérience a démontré la justesse de cette appréciation. La Grèce ne saurait prospérer dans ces limites actuelles; son gouvernement ne peut empêcher les difficultés et les conflits qui se reproduisent périodiquement à sa frontière, et les conditions économiques du pays ne lui permettent pas de suffire aux charges qui incombent à tous les états civilisés.

Le Premier Plénipotentiaire de France croit donc servir également les intérêts des deux pays en proposant au Congrès d'indiquer, d'une manière générale, et sans porter atteinte à la souveraineté de la Porte, les limites qu'il voudrait voir assignées à la Grèce. L'autorité de la haute assemblée européenne donnerait aux deux gouvernements ottoman et grec la force morale nécessaire, au premier pour consentir à des concessions opportunes, au second, pour résister à des revendications exagérées. Mais, pour atteindre ce but, Son Excellence pense qu'il faut, d'une part, ne point solliciter de la Porte des sacrifices impossibles, de l'autre, faire appel à la modération de la Grèce. Le Premier Plénipotentiaire de France a donc regardé comme utile de tracer, comme base aux négociations, une ligne générale montrant, à la fois, à la Turquie la mesure des intentions de l'Europe, et à la Grèce les limites qu'elle ne doint point dépasser. Tel est l'objet de la résolution suivante qu'il a l'honneur de soumettre, d'accord avec le Premier Plénipotentiaire d'Italie, aux délibérations du Congrès:

»Le Congrès invite la Sublime Porte à s'entendre avec la Grèce pour une rectification de frontières en Thessalie et en Epire, et est d'avis que cette rectification pourrait suivre la vallée du Salamyrias (ancien Peneus) sur le versant de la mer Egée, et celle du Kalamas du côté de la mer Ionienne.

»Le Congrès a la confiance que les parties intéressées réussiront à se mettre d'accord. Toutefois, les puissances sont prêtes à offrir leur médiation directe auprès des deux parties.«

Le Premier Plénipotentiaire d'Italie désire ajouter aux arguments si éloquemment développés par M. Waddigton quel-

ques mots pour soutenir une proposition qui intéresse au plus 1878
haut degré la cause de la paix européenne.

Pour que l'oeuvre du Congrès présente des chances de durée, il faudrait faire disparaître, dans les limites du possible, les causes de futurs conflits. Il est superflu de rappeler ici les malheureuses complications qui ont eu lieu, dans ces derniers temps, entre la Turquie et la Grèce. Il faudrait aviser au moyen de prévenir de pareils dangers pour l'avenir. Ce résultat doit intéresser la Turquie encore plus que les autres puissances. Après les tristes événements dont la péninsule des Balkans vient d'être le théâtre, la Turquie doit éprouver un vif désir de paix et de tranquillité. Or, il est permis de douter qu'une entente sincère puisse être rétablie entre la Turquie et la Grèce, sans que quelques concessions ne soient faites aux aspirations de celle-ci. Le gouvernement du Roi et la nation italienne prennent un vif intérêt à cette question, et les Plénipotentiaires d'Italie se font les interprètes de ces sentiments en adressant aux Plénipotentiaires de la Turquie un appel amical dans le sens de la proposition qui vient d'être soumise au Congrès.

Le Président dit que cette proposition sera examinée en même temps que l'article XV du traité de San Stefano. Son Altesse Sérénissime pense qu'elle devra être soumise au vote de la haute Assemblée après le vote définitif sur cet article, déjà discuté dans la 9e séance.

Le Premier Plénipotentiaire ottoman, se référant au document lu dans une séance antérieure par les délégués du gouvernement hellénique, donne lecture des considérations suivantes:

»Après avoir entendu les délégués helléniques, cette haute Assemblée a décidé de retenir seulement la déclaration de M. Delyanni.

»En se reportant, dès lors, au contenu de cette déclaration, les Plénipotentiaires ottomans constateront que la Grèce n'a élevé devant le Congrès aucune plainte contre la Turquie, et qu'elle n'a pas même cherché à donner pour base à son action auprès des grandes puissances, un principe quelconque du droit qui régit les rapports de deux Etats indépendants entre eux.

»M. le délégué hellénique a exposé que, par suite du grand nombre de personnes originaires des provinces ottomanes limitrophes qui se trouvent établis en Grèce, les mouvements dont ces provinces ottomanes sont parfois le théâtre réagissent fortement sur le royaume de Grèce, et qu'il en

1878 résulte, dans les relations des deux pays, une tension qui disparaîtrait, si l'on donnait satisfaction aux voeux qu'il a émis et qui lui paraissent conformes aux intérêts de l'Europe et de la Turquie.

»Tout en partageant l'opinion de M. le délégué hellénique sur le caractère qui doit présider aux rapports des deux pays, les Plénipotentiaires ottomans pensent que le résultat désiré ne saurait être assuré, aussi longtemps qu'on n'aura renoncé aux idées qui, en apparence, ont été suggérées dans ce but.

»Les mouvements auxquels on a fait allusion ont eu des causes indépendantes de l'action de la Turquie. Celui de 1854 coïncide avec la guerre de Crimée, celui qui vient de se terminer était, on le sait bien, le contre-coup des événements qui ont bouleversé la Turquie d'Europe jusqu'aux portes de Constantinople, et, quant. à l'insurrection de Crète en 1866, on connaît comment elle fut apaisée, aussitôt après la rupture des relations diplomatiques et commerciales entre les deux pays.

»Mais, bien que ces mouvements aient eu ainsi une origine complétement indépendante de la volonté de la Turquie, celle-ci n'en a pas moins fait tout ce qui dépendait d'elle pour préserver ses relations officielles avec le royaume hellénique des conséquences qu'auraient pu amener les entraînements auxquels la Grèce n'avait pas toujours su opposer la résistance voulue. Il serait maintenant superflu d'insister d'avantage pour démontrer que la demande des délégués helléniques ne se rattache par aucun point, ni au but que le Congrès se propose, ni à la pensée qui le guide. L'opportunité ou la convenance qu'on trouve à s'annexer des provinces d'un état voisin n'est pas une raison suffisante. On ne saurait soutenir que la Grèce ne possède pas assez de territoire pour la population. La mer qui l'entoure de toutes parts lui offre des moyens de développement illimité. La Turquie, de son côté, tient à conserver ses provinces, dont les populations lui sont attachées, et que l'idée de l'annexion à la Grèce a alarmées, comme il est facile de s'en convaincre par les pétitions portées sous les nos. 15, 19 et 23 dont les Congrès a été saisi.

»Au point de vue de la paix générale, on Altesse Sérénissime le Président a exprimé à l'occasion de l'audition accordée aux délégués d'un autre état, la portée qu'il y avait lieu d'assigner à la demande hellénique, mais, dans un ordre d'idées plus restreint, il ne faudrait peut-être perdre de vue l'influence que le fait seul de l'audition accordée à M. le délégué hellénique peut exercer sur les esprits. Plusieurs symptômes concourent pour donner à cette idée une importance réelle.

»La Grèce procède à des armements; elle contracte des emprunts; et les Plénipotentiaires ottomans ne doutent pas que les grandes puissances feront parvenir au cabinet d'Athènes des conseils de nature à fortifier le gouvernement hellénique dans sa disposition de maintenir de bonnes relations avec l'Empire ottoman.« 1878

Le Président procède à la lecture de l'article XV, en priant ses collègues de présenter, sur chaque alinéa, les observations qui pourraient s'y rattacher.

Les 1er et 2e alinéas sont approuvés sans discussion.

Sur le 3e Lord Salisbury demande après les mots »des commissions spéciales, dans lesquelles l'élément indigène aura une large participation, seront chargées . . .« l'insertion des mots suivants: »par la Sublime Porte.«

Le Congrès donne son assentiment à cette modification, et le Président fait remarquer que, dans une séance précédente, la haute Assemblée a décidé de remplacer, dans le même alinéa, les mots »le gouvernement impérial de Russie«, par ceux-ci: »la commission européenne.«

L'article XV, ainsi amendé, est adopté dans son ensemble.

Le Congrès passe à la proposition des Plénipotentiaires de France et d'Italie.

Le Comte Andrássy déclare y donner son entier assentiment.

Lord Beaconsfield désire, avant que le Congrès ne décide l'importante question qui lui est soumise, présenter quelques remarques destinées a prévenir une erreur que pourrait amener la déclaration des délégués helléniques. Son Excellence constate que l'Angleterre a toujours insisté auprès de la Grèce et de la Turquie en vu du maintien d'un bon accord indispensable à ses yeux pour contrebalancer l'influence d'une troisième race, celle qui, en troublant la paix, a amené la réunion du Congrès. D'abord, ces efforts de la Grande Bretagne ont été secondés des deux parts. Mais les deux pays se trouvaient en présence d'une grande difficulté, la frontière insuffisante et imparfaite tracée en 1831: aux yeux de tout homme d'état compétent, cette frontière est un péril et un désastre aussi bien pour la Turquie que pour la Grèce: sa conformation est un encouragement au brigandage, et le brigandage amène nécessairement des agitations dans les provinces limitrophes. Lorsque commença la dernière guerre et que les habitans des districts voisins de la frontière s'en émurent, l'Angleterre fit entendre à la Porte des représentations que celle-ci écouta favorablement; mais Son Excellence a le regret de devoir ajouter que, cette fois, il n'en fut pas de même de la Grèce;

1878 les bons avis de l'Angleterre ne purent prévaloir à Athènes contre l'opinion contraire, et de graves difficultés ont surgi. Lord Beaconsfield croit cependant de son devoir d'ajouter que l'insurrection d'Epire et de Thessalie n'a pas été fomentée par le gouvernement grec qui, au contraire, se conformant aux avis de la Grande Bretagne, s'est appliqué à la réprimer l'Angleterre fit, d'ailleurs, entendre à Athènes le conseil de ne point compter sur des agrandissement territoriaux.

Son Excellence recherchant les motifs de cette attitude, pense qu'il faut l'attribuer à la fausse idée qu'on s'était faite, après la conclusion du traité de San Stefano, des principes qui dirigeraient le Congrès. Une opinion erronée attribuait au Congrès l'intention de procéder au partage d'un état vieilli, et non pas de fortifier, comme l'a fait la haute Assemblée, un ancien empire qu'elle considère comme essentiel au maintien de la paix. Il est vrai que, souvent, après une grande guerre, des remaniements territoriaux se produisent: la Turquie n'est pas le seul état qui ait éprouvé des pertes territoriales: l'Angleterre, elle aussi, a perdu des provinces auxquelles elle attachait beaucoup de prix et qu'elle regrette encore aujourd'hui; on ne saurait donner à de tels arrangements ou rétrocessions le nom de partage, et le gouvernement grec se trompait complètement sur les vues de l'Europe. Son Excellence saisit cette occasion pour repousser les insinuations d'une partie de la presse qui a qualifié de partage la décision du Congrès au sujet de la Bosnie et de l'Herzégovine. C'est, au contraire, pour prévenir un partage, que cette décision a été prise. De nombreux précédents historiques la justifient: la Bosnie abandonnée à elle-même sans éléments de bon gouvernement, entourée d'états indépendants ou demi-indépendants, eût été, en bien peu de temps, le théâtre de luttes sanglantes. Dans cette situation, la Grande Bretagne a fait appel à une puissance voisine, forte, et intéressée au maintien de la paix: l'Europe, partageant la même pensée, a remis à l'Autriche-Hongrie l'occupation et l'administration de la Bosnie. Son Excellence rappelle que, plusieurs fois, soit dans des pays voisins, soit ailleurs, la même mission a été confiée à l'Autriche; l'initiative de la Grande Bretagne ne prouve donc pas qu'elle soit favorable à un partage.

Revenant à la Grèce, Lord Beaconsfield dit que personne ne saurait douter de l'avenir de ce pays; que les états, comme les individus qui ont un avenir, sont en mesure de pouvoir attendre. Mais, en même temps, Son Excellence est convaincue que la Grèce et la Turquie procéderont à la rectification de leurs frontières, qu'une cause de discordes et de troubles sera ainsi

écartée, et une paix durable assurée. Le Premier Plénipotentiaire 1878
de la Grande Bretagne ajoute qu'il ne voudrait point recommander, pour atteindre ce but, des mesures coërcitives; à ses yeux, le Sultan, éprouvé par de si grands malheurs, mérite beaucoup de respect et de sympathie. Son Excellence croit cependant qu'il ne faudrait point laisser passer l'occasion d'exprimer d'une manière très-ferme l'opinion qu'une rectification de frontière serait un acte de haute politique favorable à la prospérité des deux pays. Lord Beaconsfield regarde le tracé proposé par M. le Premier Plénipotentiaire de France comme discutable; mais l'unanimité étant avant tout désirable, Son Excellence retirerait toute objection en présence d'un vote unanime des autres puissances. Le Premier Plénipotentiaire de la Grande Bretagne termine en exprimant l'espoir et même la conviction qu'une solution équitable de la question des frontières sera accueillie par le Sultan.

Le Prince Gortchacow dit qu'en principe il ne voit pas grande divergence entre la proposition française et les arguments présentés par le Premier Plénipotentiaire de la Grande Bretagne. Lord Beaconsfield reconnaît, comme M. Waddington, qu'il y a intérêt urgent à s'entendre sur l'amélioration des frontières du royaume hellénique; avec quelques dissemblances de détail sur les attributions de territoires, l'idée mère est la même, et Son Altesse Sérénissime y donne son adhésion.

Le Comte Schouvaloff voudrait présenter une observation sur l'éloquent discours de M. le Premier Plénipotentiaire de la Grande Bretagne. Le Prince Gortchacow a constaté, dans une occasion précédente, les sympathies sincères que la Russie professe pour le gouvernement et les populations helléniques. La Russie désire, en même temps les bonnes relations des deux nationalités grecque et ottomane. Mais, Lord Beaconsfield a déclaré que l'entente entre les grecs et les turcs était nécessaire pour empêcher une autre nationalité — celle qui a fait le principal objet des délibérations du Congrès, à savoir, les populations slaves, — de troubler la paix européenne. Le Comte Schouvaloff ne saurait partager cette opinion; il affirme que les populations slaves ne troubleront plus la paix, aussitôt que l'Europe les aura dotées d'institutions qui garantissent leurs vies et leurs propriétés et qui assurent leur prospérité. Son Excellence considère que cette nouvelle situation, et non pas une entente des grecs et des turcs au détriment des slaves, sera le gage de la paix européenne.

La proposition des Plénipotentiaires français et italiens ayant été soumise au vote de la haute Assemblée, Carathéodory

1878 Pacha déclare qu'il n'a pas connaissance de l'assentiment de son gouvernement à des propositions de rectification qui lui auraient été faites précédemment. Il se croit, par conséquent, en devoir de réserver entièrement l'opinion de la Sublime Porte sur ce point.

Le Président dit que, dans la circonstance présente, les Plénipotentiaires ottomans sont fondés à s'abstenir et à attendre de nouvelles instructions. Son Altesse Sérénissime constate, d'ailleurs, que les puissances, à l'exception de la Porte, dont l'assentiment est réservé, sont unanimes à accepter la proposition.

Le Comte de Saint-Vallier présente, au nom des Plénipotentiaires d'Autriche-Hongrie et de France, la proposition suivante: —

»Les populations miridites continueront de jouir des priviléges et immunités dont elles sont en possession ab antiquo.«

Lord Salisbury croit qu'il pourrait être dangereux de sanctionner des priviléges mal définis et de donner à des usages la force d'un engagement international.

Le Comte de Saint-Vallier dit que la proposition autrichienne et française ne modifie en rien la situation antérieure. Les rapports du gouvernement ottoman et des miridites ont été, de tout temps, établis sur la base des immunités et priviléges dont il se borne à demander le maintien.

Mehemed Ali Pacha fait observer qu'en présence des réformes sérieuses que le Sultan se dispose à accorder, les priviléges, immunités et usages exceptionnels qui datent du moyen-âge, sont destinés à disparaître. Ces changements seront graduels, sans doute, et le statu quo subsistera quelque temps, mais on Excellence ne voudrait pas que son gouvernement fût obligé de le prolonger indéfiniment, même lorsque les réformes auront été établies.

Le Baron de Haymerle insiste en faveur de la proposition dont l'objet est uniquement le maintien d'une autonomie séculaire dont Son Excellence indique les principaux traits. La haute Assemblée est favorable aux autonomies, et les miridites méritent particulièrement sa bienveillance.

Mehemed Ali Pacha persistant à relever les inconvénients des priviléges qui appartiennent aux tribus albanaises, le Comte de Saint-Vallier répète qu'au moment où une transformation considérable s'opère dans la péninsule balcanique, les Plénipotentiaires d'Autriche-Hongrie et de France ont jugé nécessaire de rassurer les populations miridites, en demandant, pour elles, le maintien pur et simple du statu quo.

Sadoullah Bey est d'avis qu'en acceptant cette proposition, 1878
le Congrès se placerait en contradiction avec l'article XV qui stipule les réformes; ne serait-ce pas les annuler d'avance que de proclamer le maintien du statu quo?

Il s'établit, à ce sujet, entre les Plénipotentiaires ottomans et le comte de Saint-Vallier, un échange l'idées d'ou il résulte que les Plénipotentiaires ottomans déclarent que la Sublime Porte compte ne faire, pour le moment, aucun changement dans la situation de la montagne miridite.

En présence de cette affirmation, constatée par le Président et dont le Congrès prend acte, les Plénipotentiaires d'Autriche-Hongrie et de France font connaître que l'insertion de leur proposition au protocole, suivie de la déclaration des Plénipotentiaires ottomans, leur paraît donner une satisfaction suffisante au but qu'ils avaient en vue.

Ordre du jour pour la prochaine séance fixée à demain, 6 juillet: questions concernant les territoires en Asie et détroits.

La séance est levée à 5 heures.

(Suivent les signatures.)

Protocole No. 14.

Séance du 6 Juillet, 1878.

Perse. — Rectification de frontière. — Nouvelle rédaction de l'art. XVIII; renvoi. — *Batoum.* — Désaccord entre l'Angleterre et la Russie à l'égard de la ligne-frontière. — Déclaration du Prince Gortchakow d'ériger Batoum en port-franc. — Délimitation soumise à l'examen de la commission. — Article XVI, *Arménie,* réformes; rédaction proposée par Lord Salisbury; renvoi. — Article XXIV; détroits; le statu quo ante accepté. — Article XXV; évacuation par les troupes russes de la Turquie d'Europe et d'Asie; désir proposé par la France; réponse du Prince Gortchakow.

Etaient présents:

Pour l'Allemagne:
Le Prince de Bismarck,
M. de Bülow,
Le Prince de Hohenlohe-Schillingsfürst.

Pour l'Autriche-Hongrie:
Le Comte Andrássy,
Le Comte Károlyi,
Le Baron de Haymerle.

Pour la France:
M. Waddington,
Le Comte de Saint-Vallier,
M. Desprez.

1878 Pour la Grande Bretagne:
Le Comte de Beaconsfield,
Le Marquis de Salisbury,
Lord Odo Russell.
Pour l'Italie:
Le Comte Corti,
Le Comte de Launay.
Pour la Russie:
Le Prince Gortchacow,
Le Comte Schouvaloff,
M. d'Oubril.
Pour la Turquie:
Alexandre Carathéodory Pacha,
Meheme d Ali Pacha,
Sadoullah Bey.

La séance est ouverte à 2 heures et demie.

Le protocole No. 12 est adopté.

Le Président fait mention des pétitions de la liste No. 10 et relève notamment celle de Malcom Khan, ministre de Perse, demandant à être admis au Congrès lorsqu'il sera statué sur la ville de Khotour.

Son Altesse Sérénissime ayant demandé à cet égard l'avis de la haute Assemblée, Lord Salisbury exprime l'opinion que Malcom Khan devrait être entendu, et le Prince Gortchakow déclare n'avoir point d'objection. Les Plénipotentiaires donnent leur assentiment, et le Président annonce que le ministre de Perse sera invité à se rendre lundi au sein du Congrès.

L'ordre du jour appelle les questions concernant les territoires en Asie. Ces questions sont traitées dans les articles XVI, XVIII, et XIX (alinéa *e*) du traité de San Stefano. Le Président pense que les articles XVI et XIX doivent être seuls discutés aujourd'hui, l'article XVIII relatif à la ville de Khotour demeurant réservé pour la séance où Malcom Khan assistera.

Sur le désir de Lord Salisbury, le Congrès décide de s'occuper en premier lieu de l'Article XIX *b* 2, concernant Ardahan et Kars.

Lord Salisbury, écartant la rédaction de délimitation indiquée dans l'article XIX, et dont les nombreux détails lui paraissent devoir être plus utilement discutés dans des conférences particulières des Plénipotentiaires spécialement intéressés, aborde sur le champ le principe même de l'annexion d'Ardahan et Kars. Dans l'opinion de Son Excellence, des acquisitions aussi considérables ébranleraient la puissance et le prestige de la Sublime Porte en Asie et rendraient fort douteux le maintien de la tran-

quillité dans ces contrées. Sans insister sur une thèse qui lui 1878
semble évidente, Lord Salisbury demande aux Plénipotentiaires russes, si les considérations que les Représentants de l'Angleterre ont fait valoir dans leurs entretiens particuliers avec Leurs Excellences ont affecté leur détermination de retenir les forteresses de Kars et d'Ardahan: dans le cas où la Russie croirait devoir persévérer dans cette pensée, Lord Salisbury déclare qu'il réserverait pour l'Angleterre le droit de sauvegarder ses intérêts et son influence sur les populations par les moyens qu'elle jugerait convenables.

Le Premier Plénipotentiaire de Russie prononce les paroles suivantes:

»Grâce à l'esprit de conciliation et aux concessions réciproques dont consciencieusement je réclame une large part au nom de la Russie, l'oeuvre du Congrès a progressé vers son but, celui d'une paix qui est dans les intérêts de l'Europe entière et qui serait seule digne des hommes éminents réunis à Berlin.

»La séance d'aujourd'hui est consacrée à un objet dont une solution équitable, étrangère aux petites passions, couronnerait l'oeuvre que nous poursuivons.

»Nous faisons la concession d'Erzeroum, de Bayazid et de la vallée d'Alachkerd. — Ces deux derniers points constituent le trajet des caravanes et la principale route commerciale vers la Perse.

»Je suis, de plus, autorisé des déclarer qu'usant de son droit de souveraineté, mon Auguste Maître déclarera Batoum port franc. — Cela répond aux intérêts matériels de toutes les nations commerciales et plus particulièrement peut-être à ceux de la Grande-Bretagne dont le commerce occupe le plus grand nombre de bâtiments.

»Je termine en réitérant l'espoir que dans la séance d'aujourd'hui nous aurons fait un immense pas vers le but élevé de notre réunion.«

Le Président constate l'importance de la communication que le Premier Plénipotentiaire de Russie vient de faire au nom de son gouvernement: l'abandon de Bayazid et de la vallée de l'Alachkerd et surtout la constitution de Batoum en port franc, forment des modifications considérables au traité de San Stefano. Son Altesse Sérénissime ajoute que la dernière concession facilite l'évacution de Batoum et l'échange de cette place contre Erzeroum. Le Prince de Bismarck serait heureux que le gouvernement britannique qui a de grands intérêts dans ces contrées fût satisfait par cet arrangement; on aurait réalisé un progrès décisif dans

1878 le sens de la paix, si le Congrès se mettant d'accord aujourd'hui sur ce point important n'avait plus à se préoccuper que des détails

Le Prince Gortchacow ayant désiré connaître l'opinion de la haute Assemblée, le Président fait appel à l'appréciation des Plénipotentiaires de la Grande Bretagne.

Lord Beaconsfield a entendu la communication du Prince Gortchacow avec un grand intérêt: il pense avec Son Altesse que cette concession spontanée de Sa Majesté l'Empereur de Russie se recommande à la plus sérieuse considération du Congrès. Au moment où la haute Assemblée approche du terme de ses travaux et où tous les Plénipotentiaires s'efforcent de résoudre les difficultés de détail qui subsistent encore, les Plénipotentiaires de la Grande Bretagne sont heureux de constater, de la part d'un puissant souverain, une démarche conciliante d'une aussi haute valeur. Une telle proposition ne vînt-elle, pas d'une puissance aussi directement intéressée et d'un homme d'état aussi expérimenté, que Son Altesse, elle semble, en tout cas, de nature à aplanir un des plus grands obstacles à une solution désirée par toute l'Europe.

Le Premier Plénipotentiaire britannique regarde comme une heureuse pensée de transformer, à la fin d'une grande guerre, une place contestée en un port franc et en un entrepôt commercial pour toutes les nations. Son Excellence approuve entièrement et accepte cette proposition, et, bien que le désir de l'Angleterre eût été que cette place forte, qui n'a pas été prise, demeurât sous la souveraineté du Sultan, Lord Beaconsfield considère comme une solution avantageuse que ce port devienne, dans l'intérêt de la prospérité de la Russie, de la Turquie et de tous les peuples, un centre commun pour leur énergie combinée et pour leur esprit d'entreprise. Son Excellence répète, toutefois, qu'elle eût préféré que Batoum, en devenant port libre, ne fût pas compris dans le territoire russe; plein de confiance dans les déclarations de l'empereur de Russie, Lord Beaconsfield voit, sans doute dans les avantages de la franchise de ce port, une compensation à une annexion qu'il ne saurait approuver, mais il ne peut éviter de dire qu'il est pénible de penser, que, tout en se félicitant de la création d'un port franc, il y a lieu de se préoccuper, en même temps, des moyens de prévenir ou, du moins, d'atténuer de nouveaux troubles. La province de Batoum, en effet, n'est pas satisfaite de devenir possession russe, elle est encore entre les mains de populations qui se croient en état de la défendre et l'emploi de la force pourrait, en cette circonstance, amener de graves dangers. Son Excellence désirerait que, tout en sanctionnant la proposition

gracieuse de l'empereur de Russie, le Congrès exprimât le voeu 1878
que toutes les mesures nécessaires soient prises pour éviter des désordres, dont les conséquences seraient déplorables. A cet effet, il semblerait indiqué qu'on eût de légitimes égards pour une vaillante population qui s'est montrée fortement opposée au régime nouveau que le Congrès a l'intention de lui imposer. Son Excellence insiste pour que les principes et considérations ethnographiques qui ont amené la haute Assemblée à concilier les intérêts divergents des nationalités de la Turquie d'Europe, ne soient point perdus de vue en ce qui concerne la Turquie d'Asie. Lord Beaconsfield croit qu'il n'y a pas de temps à perdre pour adopter des dispositions propres à les prévenir. Il se borne à indiquer à la haute Assemblée un état de choses auquel l'influence d'une seule Puissance ne saurait porter remède. Son Excellence accepte volontiers la création d'un port franc à Batoum, mais désirerait que le Congrès examinât les détails de cette décision en se préoccupant de la nécessité de prévenir des conflits: il appartient aux représentants des grandes puissances, toutes intéressées dans la question, de prendre des précautions contre l'éventualité d'un semblable péril.

Le Président, après ce discours, se plaît à reconnaître un progrès considérable vers une entente. L'accord établi entre la Russie et l'Angleterre sur Batoum, érigé par la Russie en port franc, est un résultat de haute valeur. Il est vrai que le Premier Plénipotentiaire de la Grande Bretagne paraît encore préoccupé de certains dangers, qui pourraient menacer la tranquillité des populations de ces contrées et par suite la paix européenne. Mais Son Altesse Sérénissime espère que ces dangers seraient faciles à éviter par des dispositions de détail et peut-être pourrait-on y remédier en les examinant de plus près, si les Plénipotentiaires de la Grande Bretagne voulaient bien donner sur leurs appréhensions des explications plus développées. Les autres Puissances pourraient alors également indiquer les expédients qu'elles auraient en vue. En résumé, le Prince de Bismarck croit que la haute Assemblée se félicite de trouver la distance entre les Représentants de la Russie et l'Angleterre moindre qu'elle ne l'avait redouté et de voir dans ce bon vouloir réciproque un nouveau motif de compter sur une heureuse solution qui sera accueillie avec joie par l'Europe entière.

Le Comte Andrássy a entendu avec satisfaction les déclarations du Prince Gortchacow et il croit que la constitution de Batoum en port franc est un avantage évident pour toutes les puissances européennes. Le Premier Plénipotentiaire d'Autriche-Hongrie, rappelant des précédents qui ont amené de bons résul-

1878 tats, pense avec Lord Salisbury que des entretiens particuliers entre les Représentants des deux puissances plus spécialement interessées pourraient aplanir les difficultés qui s'opposent encore à une entente qu'il appelle des tous ses voeux. Son Excellence déclare accepter d'avance les conclusions des pourparlers qui seraient suivis entre les deux puissances.

M. le Premier Plénipotentiaire de France n'a aucune objection à élever au sujet des déclarations qui ont été faites et se borne a constater l'accord qui semble en voie de s'établir.

Le Comte Corti ne peut que s'associer au nom de l'Italie aux paroles de ces collègues et exprime l'espoir que l'entente ne rencontrera pas de bien grandes difficultés.

Carathéodory Pacha se réserve, s'il y a lieu, de revenir sur cette question lorsqu'il aura pu apprécier plus complètement le caractère et la portée des points que les Plénipotentiaires britanniques ont en vue.

Le Président relit le passage de l'article XIX qui fait l'objet de la discussion: »Prenant en considération etc., l'empereur de Russie consent à remplacer le paiement de la plus grande partie des sommes énumerées dans le paragraphe précédent par les cessions territoriales suivantes . . . ..« Ici se placent les cessions en Europe sur lesquelles le Congrès s'est déjà prononcé, puis viennent les cessions en Asie consignées dans l'alinéa *b*: »Ardahan, Kars, Batoum, Bayazid et le territoire jusqu'au Saganlough.« Son Altesse Sérénissime rappelle que dès à présent la Russie consent à ne pas comprendre dans les cessions Bayazid et le territoire jusqu'au Saganlough.

Le Comte Schouvaloff dit qu'il serait plus exact de supprimer les mots »jusqu'au Saganlough« et de résumer ainsi les concessions russes qui sont: Bayazid et toute la vallée d'Alachkerd, sous la réserve que la Turquie rendra le territoire de Khoutour à la Perse.

Le Congrès étudie sur la carte, présentée par le Comte Schouvaloff, les lignes exactes des concessions russes. Le Président constate que la constitution de Batoum en port franc est acquise à l'entente, et qu'il en est de même des points que vient d'indiquer le Comte Schouvaloff. Quant au tracé exact de la ligne de frontière, Son Altesse Sérénissime pense que ce travail ne peut être fait par le Congrès et doit être réservé à une commission spéciale compétente.

Lord Salisbury déclare qu'il avait eu des objections sur plusieurs des points de l'article XIX du traité. Son Excellence craignait d'abord que la possession de Batoum ne fût un danger pour la liberté de la mer Noire. La concession gracieuse offerte

aujourd'hui par la Russie, s'il la comprend bien, lui paraît écarter 1878
cette appréhension. En second lieu, l'occupation de Bayazid lui aurait fait redouter que la route commerciale de Perse ne fût intercepté: Son Excellence constate également, qu'en présence de la concession de la vallée d'Alachkerd, ces craintes ne seraient plus justifiées. Il lui reste encore le devoir de rappeler les intérêts d'une vaillante nationalité musulmane qui se refuse à la domination russe. Son Excellence insiste sur les avantages d'entretiens particuliers pour résoudre les dernières difficultés de détail qui subsistent encore.

Le Prince Gortchacow dit qu'il préférerait une discussion en Congrès et qu'il est prêt à répondre sur place aux objections que présenteraient les Plénipotentiaires de la Grande Bretagne.

Le Prince de Bismarck s'associe a la demande de Lord Salisbury qui lui paraît justifiée par les nombreux détails de la question qui ne sauraient être discutés en séance plénière. Il consultera d'ailleurs sur ce point le sentiment du Congrès.

Le Prince Gortchacow expose qu'il y a deux catégories de questions: les premières qui sont techniques et qui ont pour objet la détermination des limites définitives, ne peuvent, en effet être résolues en Congrès et le traité de San Stefano a indiqué par avance qu'elles devront être soumises à une commission spéciale. En ce qui concerne les secondes, Son Altesse Sérénissime remercie Lord Beaconsfield d'avoir répondu avec tant de loyauté à ses observations: M. le Premier Plénipotentiaire d'Angleterre s'est borné au surplus à exprimer ses craintes sur la sécurité des populations. Mais le Prince Gortchacow s'explique moins les objections de Lord Salisbury et prie Son Excellence de vouloir bien déterminer, d'une manière plus précise, les inquiétudes qu'il a énoncées.

Lord Salisbury dit qu'il a voulu parler de la nationalité des lazes qui n'accepterait pas le gouvernement russe et dont les répugnances pourraient amener dans l'avenir des embarras sérieux.

Une discussion s'engage entre le Prince Gortchacow, Lord Salisbury et Mehemed Ali Pacha sur le chiffre de la population laze du Lazistan, que le Premier Plénipotentiaire de Russie, sur des données qu'il offre de communiquer, affirme ne point s'élever au-dessus de 50.000 âmes, tandis que les Plénipotentiaires d'Angleterre et de Turquie l'estiment à 200.000 individus.

Le Président ayant fait observer que cette question secondaire n'intéresse pas l'oeuvre de la paix, insiste pour que les Plénipotentiaires de Grande Bretagne et de Russie s'entendent sur ce point et sur les autres objets spéciaux qui les séparent,

1878 dans des entretiens particuliers. Cette procédure est acceptée de part et d'autre, et le Congrès décide d'attendre le résultat de ces explications mutuelles pour reprendre l'examen de l'article XIX.

La haute Assemblée passe à l'article XVI, relatif aux arméniens, et dont il a déja été question dans une séance précédente.

Lord Salisbury a déposé, à ce sujet, une proposition qui a été distribuée aux Plénipotentiaires. Son Excellence demande la suppression des premières lignes de l'article XVI jusqu'au mot »pays« et désirerait ajouter à la fin la phrase suivante:

»Elle s'entendra ultérieurement avec les six autres puissances signataires sur la portée de cet engagement et les mesures nécessaires pour le mettre en exécution.«

Son Excellence ajoute que les intérêts des arméniens doivent être sauvegardés, et que le but de la proposition est de leur donner des espérances d'améliorations immédiates en même temps que de progrès à venir.

Carathéodory Pacha admet que, dans la dernière guerre, les tribus insoumises ont suscité de graves désordres, mais la Porte, dés qu'elle en a été informée, a pris des mesures pour y mettre un terme. La proposition de Lord Salisbury semble se référer à des mesures ultérieures. Carathéodory Pacha voudrait qu'il fût tenu compte à la Porte des dispositions qu'elle a adoptées et qu'on ajoutât au paragraphe les mots suivants: »La Porte communiquera aux six puissances le résultat des mesures qui ont été déjà prises à cet égard.« Cette addition, en même temps qu'elle satisferait le gouvernement ottoman, compléterait le sens du texte présenté par les Plénipotentiaires anglais.

Le Comte Schouvaloff préfère la rédaction de Lord Salisbury. Si la Porte a pris des mesures et qu'elles n'aient pas été mises à exécution, il est inutile de les mentionner.

Le Président fait observer qu'il est, peut-être, difficile de mettre à exécution des mesures répressives parmi des tribus indépendantes, et Son Altesse Serénissime élève des doutes sur l'efficacité pratique de l'article proposé par Lord Salisbury.

Carathéodory Pacha insistant pour l'addition, qu'il a indiquée, Lord Salisbury demande à ajourner la discussion pour apporter quelque modification dans le texte primitif.

La question est remise à une prochaine séance.

Le Congrès passe à la question des détroits.

Lord Salisbury déclare que, si l'acquisition de Batoum avait été maintenue dans des conditions qui menaceraient la liberté de la mer Noire, l'Angleterre n'aurait pas pu s'engager envers

les autres Puissances européennes à s'interdire l'entrée de cette 1878
mer. Mais, Batoum ayant été déclaré port franc et commercial, le gouvernement anglais ne se refusera pas à renouveler les engagements sous les modifications imposées par les décisions déjà prises au Congrès.

Le Prince Gortchacow, en faisant observer que ces dangers n'auraient pu se produire de toute façon, puisque la Russie n'a point de bâtiments dans la mer Noire, est également d'avis que la législation actuelle ne soit pas modifiée.

Il résulte de la discussion qui s'engage entre les Plénipotentiaires de la Grande-Bretagne, de Russie et de France sur le caractère du statu quo ante, que le Congrès entend, par ce terme, l'ordre de choses établi par la déclaration de 1856 et par l'article II du traité de Londres du 13 mars 1871, dont il est donné lecturé.

Le Comte Schouvaloff croit que le Congrès n'a pas à discuter sur ce point les actes de 1853 et 1871. Que demande la Russie? Elle demande uniquement le statu quo ante pour les détroits. Le Marquis de Salisbury fait dépendre le statu quo des conditions de la possession de Batoum par la Russie. Il serait très facile de prouver que Batoum ne constitue de menace pour personne et que la possession de ce port ne nous est nécessaire que pour assurer nos communications avec le grand territoire que la Russie possède déjà sur cette partie du littoral de la mer Noire et pour assurer son commerce. Son Excellence constate que la déclaration de franchise du port a dû écarter les derniers doutes. Ce port deviendra un point important pour le commerce du monde entier; il ne pourrait être une menace pour les détroits, et tout conseille, en conséquence, d'y maintenir le statu quo.

Lord Salisbury comprend que Batoum ne sera qu'un port commercial et, ainsi, accepte en principe le statu quo ante pour les détroits.

A la suite d'une observation de Carathéodory Pacha relative à l'opportunité de déclarer que la Bulgarie n'aura point de forces navales dans la mer Noire, comme conséquence du statu quo ante qui vient d'être admis, il demeure entendu que, la Bulgarie étant principauté tributaire et n'ayant point de pavillon de guerre, aucune disposition nouvelle ne peut être insérée à ce sujet.

Le Président constate l'assentiment unanime de la haute Assemblée au maintien du statu quo ante dans la question des détroits des Dardanelles et du Bosphore.

Le Président donne lecture de l'article XXIV, et le Congrès reconnaît qu'après la déclaration précédente, il n'a pas à discuter la première phrase de cet article relative à l'ouverture des

1878 détroits. Quant à la seconde phrase, qui concerne les blocus fictifs, le Premier Plénipotentiaire d'Italie ayant fait remarquer que cette stipulation n'est que la réproduction du principe de la déclaration de Paris en date du 16 avril 1856, Carathéodory Pacha constate que ce passage n'a aucune utilité pratique, puisque la Porte est liée par la déclaration de Paris.

Le Président ajoute que c'est pourquoi la haute Assemblée n'a pas à s'en occuper. Le Congrès n'a donc pas à réviser cet article et se borne à maintenir le statu quo ante comme suffisant. Son Altesse Sérénissime lit ensuite l'article XXV qui concerne l'évacuation de la Turquie, d'Europe et d'Asie par les troupes russes. Le Prince de Bismarck pense que, les deux puissances belligérantes ayant statué régulièrement à cet égard, le Congrès doit considérer cet arrangement comme strictement bilatéral.

Le Premier Plénipotentiaire de France soumet, sur ce point, un désir à ses collègues de Russie: Son Excellence demande s'il ne leur serait pas possible de faire une déclaration constatant que le gouvernement russe s'efforcera, pour affranchir la Roumanie des charges résultant d'une occupation prolongée, de diriger l'évacuation par la voie du Danube et de Varna.

Le Comte Schouvaloff répond que la proposition faite par le Premier Plénipotentiaire de France ne saurait avoir un caractère absolu. Il s'agirait ainsi de choisir, de préférence, la voie de mer à la voie de terre. Son Excellence est prête à obtempérer à ce désir, mais sa déclaration doit être subordonnée à une prompte évacuation de Varna par les troupes turques. Si les Plénipotentiaires ottomans veulent bien déclarer au Congrès qu'il n'y a plus d'obstacle à l'évacuation immédiate de cette forteresse, le Comte Schouvaloff est prêt à répondre à la demande du Premier Plénipotentiaire de France.

Carathéodory Pacha demande l'ajournement d'une question sur laquelle il n'est pas à même de donner une reponse précise.

M. Waddington fait remarquer qu'il n'a pas présenté de proposition, mais un simple appel au bon vouloir de la Russie, dans le cas où les circonstances permettraient d'évacuer le territoire ottoman sans passer par la Roumanie.

Le Comte Schouvaloff serait heureux de satisfaire au voeu de M. Waddington et regrette que M. le Premier Plénipotentiaire de Turquie n'ait pas été en mesure de fournir les informations nécessaires à la décision du gouvernement russe.

Carathéodory Pacha ayant demandé si l'alinéa 3 de l'article XXV, relatif à l'évacuation en Asie sera inséré dans le nouveau traité, le Président dit que cette insertion ne paraît pas néces-

saire, puisqu'il ne s'agit que d'une stipulation entre la Turquie et la Russie: l'évacuation en Europe a seule été l'objet d'un arrangement européen. 1878

Son Altesse Sérénissime constate que les derniers articles du traité de San Stéfano (XXVI, XXVII, XXVIII et XXIX) ne sont que des stipulations locales et militaires, et exprime l'espoir que, dans la prochaine séance, le Congrès, informé du résultat des pourparlers qui doivent s'établir sur les questions réservées entre les Plénipotentiaires russes et anglais, se trouvera en mesure de terminer l'examen de la question asiatique.

Le Prince de Hohenlohe, comme Président de la commission de délimitation, demande la mise à l'ordre du jour de la prochaine séance d'un rapport de cette commission sur des questions qui ne peuvent être résolues que par le plenum du Congrès.

Le Comte Schouvaloff expose incidemment que, pour divers territoires, tant d'Europe que d'Asie, qui n'ont pas été l'objet des déliberations spéciales de la haute Assemblée, aucune amélioration du sort des populations chrétiennes n'a été expressément stipulée. Le traité de San Stefano, en créant une grande Bulgarie, ne visait dans l'article XV que les provinces grecques et quelques territoires qui auraient pu échapper à l'attention.

La situation a changé: la création d'une Roumélie restreinte laisse en suspens de nombreuses populations chrétiennes qui pourraient n'être assimilées ni aux réformes qu'il s'agit d'introduire dans la Roumélie orientale, ni à celles que le traité de San Stefano projette pour les provinces grecques

Le sort des chrétiens d'Orient constituant une des premières préoccupations de l'Europe et du Congrès, Son Excellence voudrait espérer que les stipulations de l'article XV s'étendront également à toutes les populations chrétiennes de la péninsule des Balkans, pour lesquelles aucune organisation spéciale n'est stipulée.

Le Prince de Bismarck estime que le Congrès s'est approprié l'article XV dans sa totalité et qu'il l'étend en principe à toutes les parties de l'Empire. Ce serait, au surplus, à une réunion diplomatique à venir que ces questions de détail pourraient être, au besoin, réservées.

Le Comte Schouvaloff est heureux de voir constater que les stipulations de l'article XV s'appliquent à toutes les parties de la Turquie d'Europe qui n'ont pas de règlement spécial.

1878 Le Comte Andrássy est d'accord avec les Plénipotentiaires de Russie sur la nécessité d'améliorer le sort des chrétiens, mais Son Excellence ne pense pas que des constitutions toutes faites soient le meilleur moyen d'y parvenir. La diplomatie doit s'en tenir à poser des principes et se garder d'entrer dans les détails qui sont souvent un danger pour les populations.

Carathéodory Pacha demande au Congrès de prendre en considération la pétition inscrite sous le N° 49 dans la 10e liste et dans laquelle Mgr Gerassimos, archevêque de Philadelphie, traite la question des biens dédiés de Roumanie. Son Excellence se réserve de soumettre au Congrès une proposition formelle à cet égard.

La séance est levée à 5 heures.

(Suivent les Signatures.)

Protocole No. 15.

Séance du 8 juillet 1878.

Perse. — Rectification de frontières. — Art. XVIII adopté en principe. — *Arménie.* — Réformes. — Lord Salisbury propose rédaction de l'art. XVI que le Congrès accepte. — *Roumanie.* — Différend a l'égard des saints-lieux d'Orient. — Discussion. — Proposition du Prince Bismarck. — Contrôle des puissances à l'égard des saints-lieux. — *Bulgarie.* — Rapport de la commission de délimitation. — Accord à l'égard des frontières nord et ouest. — Discussion sur la délimitation du sandjak de Sofia. — Compromis. — Ensemble du tracé adopté à l'unanimité. — *Roumélie orientale.* — Délimitation. — *Serbie.* — Projet de délimitation. — Difficultés à propos du défilé de Prepolje et du district de Vranja. — Discussion. — Partage des votes. — Proposition du Comte St. Vallier. — Adoption de l'ensemble du tracé. — Communication du Prince Gortchakow concernant les garanties d'exécution du traité; renvoi.

Etaient présents:

Pour l'Allemagne:
- Le Prince de Bismarck,
- M. de Bülow,
- Le Prince de Hohenlohe-Schillingsfüst.

Pour l'Autriche-Hongrie:
- Le Comte Andrássy,
- Le Comte Károlyi,
- Le Baron de Haymerle.

Pour la France:
- M. Waddington,
- Le Comte Saint-Vallier,
- M. Desprez.

Pour la Grand-Bretagne: 1878
Le Comte de Beaconsfield,
Le Marquis de Salisbury,
Lord Odo Russell.

Pour l'Italie:
Le Comte Corti,
Le Comte de Launay.

Pour la Russie:
Le Prince Gortchacow,
Le Comte Schouvaloff,
M. d'Oubril.

Pour la Turquie:
Alexandre Carathéodory Pacha,
Mehemed Ali Pacha,
Sadoullah Bey.

La séance est ouverte à 2 heures et demie.

Le protocole No. 13 est adopté.

Le Président fait mention des pétitions de la liste No. 11.

L'ordre du jour appelle l'article XVIII du traité de San Stefano, relatif à la ville de Khotour et à la rectification de la frontière turco-persane. Cet article est ainsi conçu:

»La Sublime Porte prendra en sérieuse considération l'opinion émise par les commissaires des puissances médiatrices au sujet de la possession de la ville de Khotour, et s'engage à faire exécuter les travaux de délimitation définitive de la frontière turco-persane.«

Le Président pense qu'il y a lieu, conformément à la décision prise par le Congrès dans sa dernière réunion, d'entendre le représentant de Sa Majesté le Shah de Perse.

Son Excellence Malcom Khan est introduit, et le Président le prie de communiquer au Congrès les observations de son Gouvernement au sujet de l'article XVIII du traité de San Stefano.

Malcom Khan dit qu'il n'a point de communication à faire, mais qu'il désire seulement connaître la décision du Congrès.

Le Prince de Bismarck fait observer que la haute Assemblée n'a pas encore pris de résolution, mais a voulu s'assurer que la restitution de Khotour à la Perse serait acceptée par Sa Majesté le Shah.

Malcom Khan se déclare autorisé par son gouvernement à accepter avec reconnaissance la restitution du district de Khotour: il se réfère, pour l'étendue du territoire, à la délimitation dressée par la commission anglo-russe. Son Excellence ajoute quelques

1878 considérations sur la situation de la frontière persane de Bayazid à Mouhamerra et appelle l'intérêt de la haute Assemblée sur le vif désir de son gouvernement de voir le Congrès mettre un terme à des difficultés sans cesse renaissantes. Le gouvernement persan se soumet d'avance à l'arbitrage qui serait fixé par la haute Assemblée.

Le Président pense que le Congrès consentira à prêter ses bons offices pour amener une entente entre la Turquie et la Perse, et le règlement de l'affaire de Khotour pourra lui en fournir l'occasion.

Malcom Khan se retire et, le Président ayant demandé aux Plénipotentiaires russes de faire connaître leur opinion sur l'article XVIII, le Comte Schouvaloff désire déterminer exactement le caractère actuel de la question. Dans les négociations qui ont eu lieu entre la Russie et la Turquie après la conclusion du Traité de San Stefano, la Russie consentit à rendre à la Sublime Porte Bayazid et la vallée d'Alachkerd, mais en stipulant, comme échange, la restitution du territoire de Khotour. C'est donc à titre d'échange que Khotour est rendu au Shah. Quant à la délimitation, il n'y a pas de difficulté, puisque Malcom Khan a déclaré accepter celle de la commission anglo-russe. Le Comte Schouvaloff ne peut qu'appuyer, d'ailleurs, le désir de la Perse d'arriver le plus tôt possible au règlement de ses frontières.

Le Président demande si une proposition est faite en dehors du maintien pur et simple de l'article XVIII.

La lecture des offices adressés par Malcom Khan au Congrès établit que le ministre du Shah, de son côté, n'a présenté aucune proposition.

Le Comte Schouvaloff n'est point d'avis de maintenir purement et simplement l'article. Son Excellence répète que les situations respectives ont changé depuis le traité de San Stefano : il s'agit maintenant, de la part de la Turquie, non plus de »prendre en sérieuse considération«, mais d'exécuter un engagement, un échange, et ce caractère de la question doit être indiqué nettement dans une nouvelle rédaction.

Le Prince de Bismarck ayant exprimé le désir de savoir si les Plénipotentiaires russes désirent s'en charger, et Lord Salisbury ayant offert pour ce travail le concours des Plénipotentiaires anglais également intéressés dans la question au point de vue du commerce de la Perse, le Comte Schouvaloff annonce qu'à la prochaine séance, il présentera un nouvel article, après s'être concerté avec ses collègues d'Angleterre.

Le Président constate que les principes de l'article XVIII 1878
sont confirmés, sauf le complément que doivent préparer les Plénipotentiaires d'Angleterre et de Russie.

Carathéodory Pacha dit que, pour ce qui le concerne, il n'aurait aucun changement à proposer pour l'article XVIII. Il n'a pas connaissance des négociations postérieures au traité de San Stefano, auxquelles le Comte Schouvaloff a fait allusion, qu'il sollicitera sur ce point les instructions de son gouvernement; mais qu'en attendant, les Plénipotentiaires ottomans sont toutefois à la disposition du Comte Schouvaloff pour la rédaction du nouvel article, tant qu'il s'agira de confirmer la décision rendue par la commission mixte au sujet de la cession de Khotour.

Le Président rappelle que, dans la séance précédente, le Congrès avait mis à l'ordre du jour d'aujourd'hui le résultat de pourparlers complémentaires sur différentes questions de détail relatives à la ville et au port de Batoum. Les Plénipotentiaires intéressés n'étant pas encore en mesure de faire connaître leurs décisions, la question est remise à la prochaine séance.

Procédant au point suivant de l'ordre du jour, le Président fait observer que Lord Salisbury s'est réservé de communiquer à la haute Assemblée le résultat d'une entente ultérieure avec les Plénipotentiaires ottomans sur la rédaction de l'article XVI, concernant les arméniens

Lord Salisbury donne lecture de la rédaction concertée entre les Plénipotentiaires de la Grande-Bretagne et de la Turquie:

»La Sublime Porte s'engage à réaliser, sans plus de retard, les améliorations et les réformes exigées par les besoins locaux dans les provinces habitées par les arméniens et à garantir leur sécurité contre les kurdes et les circassiens. Elle donnera connaissance périodiquement des mesures prises dans ce but aux puissances, qui y veilleront.«

Le Congrès donne son assentiment à cet article.

Le Président dit que, dans la dernière séance, Carathéodory Pacha a saisi le Congrès d'une motion relative à la pétition de l'archevêque Gerassimos sur les couvents dédiés. En voici le texte:

»Considérant que le différend entre les saints lieux d'Orient et la Roumanie, relatif aux biens dédiés, qui, aux termes des protocoles des conférences des grandes puissances tenues à Paris en 1858, 1859 et 1861 et de la conférence réunie ad hoc à Constantinople en 1864, devait être réglé par la voie d'arbitrage, demeure jusqu'ici en souffrance:

1878 Les Plénipotentiaires ottomans prient cette haute Assemblée de vouloir bien prendre en considération le mémoire des saints lieux d'Orient porté sur la liste des pétitions présentées au Congrès sous le No. 49, et par lequel les pétitionnaires s'en remettent au Congrès pour qu'il veuille bien fixer un délai pour la mise en pratique de l'arbitrage et désigner un surarbitre pour le cas de partage.«

Le Premier Plénipotentiaire de Turquie déclare qu'il n'a pas formulé de proposition proprement dite, mais qu'il est prêt à s'approprier les conclusions du mémoire adressé par les saints lieux à la haute Assemblée. Son Excellence appelle l'intérêt du Congrès sur la déplorable situation des saints lieux orthodoxes qui réclament la mise à exécution des arrangements pris par la conférence tenue à Paris en 1858, l'arbitrage et la désignation éventuelle du sur arbitre, prévus par le Protocole du 30 juillet 1858. Les saints lieux s'en remettent au Congrès pour la nomination d'un surarbitre.

Le Président exprime ses doutes sur la compétence de la haute Assemblée dans cette question étrangère en elle-même aux traités de 1856 et 1871 et de San Stefano. Il désirerait cependant la recommander à l'attention de ses collègues et demande si l'un des Plénipotentiaires aurait à présenter quelques observations à ce sujet.

Lord Salisbury serait disposé à insister, mais Son Excellence ne voit pas quelle pourrait être la sanction d'une décision du Congrès en pareille matière, du moment que l'indépendance de la Roumanie n'en saurait dépendre.

Le Prince de Bismarck dit que, comme représentant de l'Allemagne, il est de l'avis de Lord Salisbury, et ne connaît, en effet, aucun moyen de coërcition à exercer par le Congrès en cette affaire.

Carathéodory Pacha remercie le Président d'avoir présenté la question à la haute Assemblée. Son Excellence regarde comme désirable que cette difficulté reçoive une solution pour prévenir des discussions ultérieures entre la Roumanie et la Porte. Le Premier Plénipotentiaire ottoman demande, du moins, que, dans le cas où la haute Assemblée ne croirait pas devoir se saisir de l'affaire, la question pût être traitée en dehors du Congrès par les puissances.

Le Prince de Bismarck croit qu'en effet ce serait la seule manière réalisable de traiter cette question et pense que ses collègues consentiront à écrire en ce sens à leurs Gouvernements.

Le Comte Schouvaloff rappelle que la proposition des 1878
Plénipotentiaires français relative à la liberté religieuse et aux diverses garanties accordées à tous les cultes a créé un droit nouveau applicable à toutes les Principautés et qui autorise les intéressés à faire valoir, en temps et lieu, leurs justes réclamations.

Le Président est d'accord sur ce point avec les Plénipotentiaires de Russie. Son Altesse Sérénissime pense, en général, qu'on pourrait introduire dans le traité un article qui léguerait aux puissances représentées au Congrès la tâche de veiller, soit par leurs représentants à Constantinople, soit par d'autres délégués, sur l'exécution des diverses dispositions qui viennent d'être rappelées. La question des saints lieux pourrait se rattacher à ce contrôle. Le Prince de Bismarck ajoute, avec l'assentiment de la haute Assemblée, qu'en ce qui regarde cette dernière question, il sera noté au protocole que les Représentants des puissances sont prêts à référer à leurs gouvernements à ce sujet et à recommander à leur sollicitude l'examen de cette affaire, soit sur les anciennes bases, soit sur celles qui seront le résultat des délibérations du Congrés.

L'ordre du jour appelle le rapport de la commission de délimitation.

Le Prince de Hohenlohe, Président de la commission, indique d'abord le tracé de la frontière nord de la Principauté de Bulgarie qui suit la rive du droite du Danube depuis l'ancienne frontière de Serbie jusqu'à la ligne déterminée par le Congrès dans une précédente séance et qui part d'un point à l'est de Silistrie pour rejoindre Mangalia, sur la mer Noire. Le point à l'est de Silistrie n'est pas encore fixé, mais il ne s'agit pas d'une ligne stratégique : c'est une concession faite à la Roumanie, et le tracé exact de cette concession demeure réservé.

Le Comte Schouvaloff rappelle qu'en effet, il ne s'agit pas ici d'une ligne stratégique. Les Plénipotentiaires russes ont augmenté le territoire destiné à la Roumanie : il a été décidé qu'une ligne, partant à l'est de Silistrie, rejoindrait Mangalia qui serait inclus dans le territoire roumain. C'est une question de bonne foi : le point important étant le nombre d'eléments roumains à comprendre dans la Bulgarie, cette ligne doit être tracée avec soin et pourrait être confiée à une commission européenne.

Le Comte Andrássy dit que, les deux points d'attache étant fixés, les détails doivent, en effet, être remis à la commission.

Le Prince de Hohenlohe fait remarquer que l'on ne peut préciser encore le point d'attache du côté de Silistrie, mais que

1878 la Commission a indiqué que ce point doit être l'emplacement où un pont pourrait être établi sur le Danube à l'est de Silistrie, pont qui relierait les deux rives roumaines du fleuve.

Le Comte Schouvaloff ayant admis qu'un pont réunissant les deux rives du Danube était nécessaire, et le Baron Haymerle ayant ajouté que, de l'avis des experts, un seul point dans les environs est propice à la construction d'un pont, le Président demande si le Congrès accepte 1° la ligne de frontière du nord de la Bulgarie; 2° la ligne de Silistrie à Mangalia; 3° l'attribution des détails à l'étude d'une commission européenne.

La haute Assemblée donne son assentiment à ces propositions qui règlent les limites nord de la principauté.

Le Prince de Hohenlohe passe au tracé de la frontière ouest. Elle doit suivre, depuis Racovitza sur le Danube, l'ancienne frontière orientale de la Serbie jusqu'à la Stara Planina.

Cette ligne est acceptée par le Congrès.

Le Prince de Hohenlohe expose, ensuite, la frontière du Sud telle qu'elle a été fixée par la commission de délimitation dans les termes suivants:

»La frontière commence par l'embouchure et remonte le thalweg du ruisseau où se trouvent les villages Hodžakiöj, Selam-Kiöj, Aivadšik, Kulebe, Sudžuluk; traverse obliquement la vallée du Deli Kamčik en passant au sud de Belibe et de Kemhalik et au nord de Hadžimahale en traversant le Deli Kamčik à 2½ kilomètres en amont Čengel; gagne la crête, à un point situé entre Tekenlik et Aidos-Bredža et la suit par Karnabad Balkan, Prisevica Balkan, Kasan Balkan au nord de Kotel jusqu'à Demir Kapu. De Demir Kapu elle suivra la crête des Balkans jusqu'au sommet de Kosica.«

Le Congrès adopte cette ligne jusqu'à Kosica.

Le Prince de Hohenlohe indique qu'à partir de ce point, la délimitation du sandjak de Sophia a rencontré des difficultés au sein de la commission. La majorité s'est decidée pour le tracé suivant:

La frontière quitte la crête du Balkan au sommet de Kosica, descend vers le sud entre les villages de Pirtop laissé à la Bulgarie et de Dužanci laissé à la Roumélie orientale, jusqu'au ruisseau de Tuzlu Dere, suit ce cours d'eau jusqu'à sa jonction avec la Topolnica, puis cette rivière, jusqu'à son confluent avec Smovskio Dere, en laissant à la Roumélie orientale une zône d'un rayon de deux kilomètres en amont de ce confluent, remonte entre les ruisseaux de Smovskio Dere et la Kamenica suivant la ligne de partage des eaux pour tourner à l'ouest à la hauteur de Voinjak et gagner directement le point 875.

La ligne frontière coupe ensuite, en ligne droite, la tête du 1878
bassin du ruisseau d'Ichtiman Dere, passant entre Bogdina et Karaúla, pour retrouver la ligne de partage des eaux, séparant les bassins de l'Isker et de la Maritza entre Čamurli et Hadžilar, suit cette ligne par les sommets de Velina Mogila, le col 1008, Zmailica Vrh, Sumnatica, et rejoint la limite administrative du sandjak entre Sivri Taš et Čadir Tepe.

Il ne pourra être élevé de fortifications dans un rayon de dix kilomètres autour de Samakov.

De Čadir Tepe, la ligne frontière se dirige au sud-ouest en suivant la ligne de partage des eaux entre les bassins du Mesta Karasu, d'un côté, et du Strouma Karasu de l'autre, passant par les crêtes des montagnes du Rhodope appelées Demir Kapu, Iskof Tepe, Kadimesar Balkan et Aji Gedik jusqu'à Kapetnik Balkan, et se confond ainsi avec l'ancienne frontière administrative du sandjak de Sophia.

De Kepetnik Balkan, la ligne frontière est indiquée par la ligne de partage des eaux entre les vallées de la Rilska Rjeka et de la Bistrica Rjeka, et suit ainsi le contrefort appelé Vodenica Planina pour descendre dans la vallée de la Strouma au confluent de cette rivière avec la Rilska Rjeka, laissant le village de Barakli à la Turquie. Elle remonte alors au sud du village de Jelešnica pour atteindre, par la ligne la plus courte, la chaîne de Golema Planina au sommet de Gitka et y rejoindre l'ancienne frontière administrative du sandjak de Sophia, laissant, toutefois, à la Turquie la totalité du bassin de la Suha Rjeka.

Du mont Gitka, la frontière se dirige vers le mont Crni Vrh par les montagnes de Karvena Jabuka, en suivent l'ancienne limite administrative du sandjak de Sophia dans la partie supérieure des bassins de Egri Su et de la Lebnica, remonte avec elle sur les crêtes de Babinapolana et arrive au mont Crni Vrh.

Du mont Crni Vrh, la ligne frontière se confond avec la limite administrative, séparant les sandjaks de Nisch et de Sophia, suivant la ligne de partage des eaux entre la Strouma et la Morava, par les sommets de Strešer, Vilo Golo, Mesid, Ravnašiba, Ogorelica, Kosturnica et Lubas jusqu'à Grloska Planina.

A partir de cette chaîne, elle descend vers le nord-ouest en longeant, à une distance de deux kilomètres environ, la rive gauche de la Divljanska Rjeka et de la Lukavička Rjeka, coupe, à 1000 mètres au nord-ouest du village de Seguša, la route de Sophia à Pirot, se dirige en ligne directe sur la Vidlič Planina et, de là, sur le mont Radočina dans la chaîne du Kodža Balkan,

1878 laissant à la Serbie le village de Doikinci et à la Bulgarie celui de Senakos.

Du sommet du mont Radočina, la frontière suit vers l'Ouest la crête des Balkans par Čiprovec Balkan et Stara Planina jusqu'à l'ancienne frontière orientale de la principauté de Serbie près de la Kula Smiljeva Čuka.

Le Prince de Hohenlohe, en terminant cet exposé, ajoute qu'une décision n'a pas pu être prise au sujet de ce tracé, les Plénipotentiaires de Russie n'ayant pas trouvé dans cette délimitation une compensation suffisante des parties qui avaient été détachées du sandjak à l'est et au sud.

Le Président regrette que les membres de la commission n'aient pu s'entendre sur cette question et exprime l'avis que le Congrès la décide par voie de majorité.

Le Comte Schouvaloff rappelle que le Congrès, dans une de ses premières séances, a admis à l'unanimité que le sandjak de Sophia serait incorporé dans la principauté de la Bulgarie sauf rectification stratégique de ses frontières. Lorsque cette question a été transmise à l'examen des spécialistes de toutes les puissances, ils ont compris qu'il s'agissait de choisir entre plusieurs crêtes celles qui répondaient le mieux aux conditions de la défense. Telle n'a pas été l'opinion des officiers d'état-major anglais ; ils ont demandé à reculer la frontière derrière la chaîne des montagnes et ont, de cette façon, changé une rectification stratégique en une cession territoriale.

Les Plénipotentiaires de Russie, s'inspirant dans ce débat d'un esprit de conciliation, ont admis la ligne qui avait eu les suffrages de la majorité de la commission, mais ils l'ont fait sous la réserve de recevoir un équivalent dans le tracé des frontières occidentales du sandjak.

L'équivalent qui leur a été proposé ne leur a pas paru suffisant, car il atteignait, tout au plus, la moitié de ce que la Bulgarie perdait d'un autre côté.

Son Excellence rappelle à la haute Assemblée qu'elle a unanimement consenti à l'incorporation du sandjak de Sophia à la Bulgarie, et les Plénipotentiaires de Russie tiennent expressément à le maintenir, si non dans ses frontières administratives actuelles, du moins dans les dimensions territoriales dans lesquelles il a été concédé.

En conséquence, le Comte Schouvaloff demande au Congrès de vouloir bien statuer, en principe, sur une augmentation de territoire dans le tracé occidental du sandjak de Sophia.

Lord Salisbury explique que l'Angleterre avait consenti à céder le sandjak de Sophia à la Bulgarie pendant que la Russie

avait consenti à céder à la Turquie les deux vallées de la 1878
Strouma et de Mesta Karasu. Un examen plus approfondi a fait reconnaître qu'une portion de la vallée de la Strouma se trouvait comprise dans le sandjak de Sophia. Telle a été la cause de la réclamation des délégués britanniques qui ont demandé une rectification dans les frontières sud du sandjak.

Le Comte Schouvaloff répond que, si le Plénipotentiaire britannique fait valoir cette considération, il lui opposerait un autre argument. Le Congrès avait décidé que le sandjak de Sophia serait échangé contre »l'exclusion de la vallée de la Strouma de la Roumélie orientale«. En conséquence, cette vallée ne peut être revendiquée par le Plénipotentiaire anglais, car elle reste exclue de la Roumélie, soit qu'elle appartienne au sandjak de Sophia, soit qu'elle en reste séparée.

Le Baron de Haymerle tient à rappeler que les Plénipotentiaires austro-hongrois n'ont pas élevé de difficultés au sujet du sandjak de Sophia. C'est seulement en se qui concerne la compensation demandée par les Plénipotentiaires russes, que les Représentants austro-hongrois ont insisté pour que la Bulgarie ne s'étendît pas davantage au nord, et ont proposé que l'équivalent soit pris dans le caza de Djouma plutôt que dans celui de Pirot.

Mehemed Ali Pacha dit qu'en réalité, la Bulgarie a obtenu tout le sandjak de Sophia, sauf les rectifications stratégiques prévues, et que le protocole primitif a été exécuté mot pour mot. Son Excellence croit donc inutile de rien concéder à la Bulgarie du côté de la Serbie.

Le Comte Schouvaloff insiste pour que la Bulgarie obtienne un équivalent suffisant du côté de la Serbie.

Le Président demande aux Plénipotentiaires russes de déterminer exactement l'équivalent qu'ils réclament.

Le Prince de Hohenlohe croit devoir ajouter que la commission a proposé, à l'unanimité de donner à la Principauté bulgare une route d'étape, outre l'équivalent que la Russie trouve insuffisant. Cette proposition a été formulée en ces termes:

En cas de guerre, et même dans le cas où la Serbie conserverait la neutralité, cette Principauté pourra être invitée à permettre aux troupes et aux convois bulgares le libre passage sur la ligne d'étapes entre Viddin et Sophia par la route de Sophia à Pirot et, de ce point à Viddin, par le col de Saint Nicolas. La Serbie ne pourra s'y refuser, et ces passages ne seront pas considérés comme une violation de l'état de neutralité.

1878 Le Comte Schouvaloff dit que la réserve faite par la Commission pour assurer un libre passage à la Bulgarie prouve à quel point la frontière occidentale est peu satisfaisante, puisqu'il s'agit de donner aux bulgares la possibilité d'une retraite, en leur garantissant une route militaire par la Serbie. Le Président ayant demandé quel était l'équivalent réclamé par la Russie en faveur de la Bulgarie, Son Excellence se conforme à ce désir en formulant une proposition qui pourrait, en même temps, faire disparaître une divergence qui existe entre les Plénipotentiaires austro-hongrois et russes. Dans l'opinion des Plénipotentiaires austro-hongrois, les deux points de Pirot et de Trn devraient appartenir à la Serbie, parce qu'ils contiennent une population serbe. Les Plénipotentiaires russes ne partagent point cette opinion et considèrent les deux districts susmentionés comme deux centres bulgares. M. Ristitch a vivement insisté sur l'annexion de Pirot et de Trn à la Serbie, an prétendant que, si les voeux de la populations étaient consultés, elle se serait declarée en faveur de l'annexion à la Serbie. Le Comte Schouvaloff n'aurait pas cédé sur ce point, et, sans se faire le partisan du suffrage universel, il aurait demandé, en dernier lieu, que la question fût réservée à une commission européenne, qui aurait décidé, sur place et selon les intérêts de la population, si Pirot et Trn devraient appartenir à la Serbie ou à la Bulgarie.

Les pétitions qui ont été présentées par les habitants en faveur d'une annexion serbe n'ont pas de valeur aux yeux du Comte Schouvaloff; il suffit, pour démontrer leur peu de consistance, de constater que ces localités sont occupés actuellement par le troupes serbes et que le métropolitain bulgare, qui représentait les intérêts de cette nationalité, a été exilé par le prince de Serbie.

Toutefois, pour arriver à une conclusion pratique, et pour résoudre, par la même disposition, la question de compensation et la divergence d'opinion qui existe par rapport à Pirot et à Trn, il offre un compromis: il demande d'incorporer Trn à la province de Bulgarie et abandonne la ville de Pirot à la Serbie.

Le Président, résumant l'état de la discussion et l'offre faite par le Comte Schouvaloff, exprime le désir qu'un accord puisse intervenir sur ces bases.

Le Comte de Saint Vallier constate que la Comte Schouvaloff a indiqué une transaction qui permettra à la commission de délimitation de formuler, à ce sujet, une proposition ultérieure, sur laquelle le Congrès aura à se prononcer. Son

Excellence estime, de plus, que la haute Assemblée étant, 1878
dès à présent, d'accord sur la plus grande partie de la frontière sud de la Bulgarie, depuis la mer jusqu'à Samakow, pourrait immédiatement voter sur cette ligne, en réservant la partie encore en discussion à une autre séance où elle se prononcerait en pleine connaissance de cause, après communication d'un rapport complémentaire de la commission.

Le Président s'associe à la pensée du vote sur les points acquis, mais n'est point d'avis de renvoyer les autres à la commission. Son Altesse Sérénissime propose que le Congrès décide aujourd'hui même sur la question de Pirot et de Trn, sauf à laisser à la commission le droit de statuer sur des détails.

Le Baron de Haymerle et Lord Salisbury pensent que la commission devrait, sur ces détails, être autorisée a décider par voie de majorité.

Le principe de l'attribution de Pirot à la Serbie et de Trn à la Bulgarie est accepté par le Congrès, qui admet également que la commission, sans en référer à la haute Assemblée, pourra statuer sur le détail par voie de majorité.

Le Prince de Hohenlohe expose que les Répresentants anglais dans le sein de la commission désiraient ajouter à la ligne des Balkans un rayon stratégique de cinq kilomètres. Ce voeu n'a pas été accueilli par la commission, mais elle a adopté une résolution qui consiste à ajouter au dernier alinéa de la proposition anglaise insérée au protocole IV, page 3, la résolution suivante:

»La commission européenne prendra en considération la nécessité pour Sa Majesté le Sultan de pouvoir défendre les frontières du Balkan de la Roumélie orientale.«

Cette addition ayant été acceptée par le Congrès, le Président soumet au suffrage de la haute Assemblée l'ensemble du tracé des frontières bulgares, sauf les questions de détail sur Pirot et Trn, qui restent à décider par la commission de délimitation. Ce tracé est adopté à l'unanimité.

Le Prince de Hohenlohe passe à la frontière de la Roumélie orientale et donne lecture de la proposition suivante présentée par la commission:

1. Frontière sud de la Roumélie orientale.

A partir de la rivière de l'Arda près du village d'Adačali, la frontière remonte sur la crête de Beštepe Dagh qu'elle suit jusqu'à un point situé sur la Maritza à 5 kilomètres en amont du Pont de Mustafa Pacha, elle remonte vers le nord par la

1878 ligne du partage des eaux entre Démirhanli Dere et les petits affluents de la Maritza, jusqu'à Küdeler Baïr. De là, elle traverse la vallée de la Tundža, se dirigent directement sur Böjük Derbend qu'elle laisse au nord ainsi que Soudžak. De Böjük Derbend, elle reprend la ligne du partage des eaux entre les affluents de la Tundža au nord, et de la Maritza au sud, jusqu'a la hauteur de Kaibilar, qui reste au nord, passe au sud d'Almali entre le bassin de la Maritza au Sud, et différents cours d'eau qui se rendent directement vers la mer Noire entre les villages de Belevrin et Alatli, elle suit au nord de Karanlik, les crêtes de Vosna, Suvak, Sv. Ilia, la ligne qui sépare les eaux du Duka et celles du Karagač Su, et rejoint la mer Noire entre les deux rivières de ce nom.

A partir de la rivière Arda la frontière ouest suivra le tracé de San Stefano, c'est à dire les montagnes Išiklar, Karakolas, Čepelü, Ešek-Kulaghi, les Balkans Noirs (Kara Balkan) jusqu'au mont Kruchevo.

2. Frontière occidentale de la Roumélie, côté du vilayet de Salonique.

La frontière occidentale de la Roumélie se sépare de celle de la Bulgarie au mont Čadir Tepe, dans la chaine du Rhodope, en suivant la ligne de partage des eaux, entre les bassins de la Maritza et de ses affluents d'un côté, et du Mesta Karasu et de ses affluents du l'autre, et se dirige vers le sud-est et le sud par la crête des montagnes Despoto Dagh, sur le mont Kruchevo (point de départ de la ligne du traité de San Stefano).

Le Congrès approuve, sans discussion, cette délimitation.

Le Prince de Hohenlohe donne ensuite lecture du projet de délimitation suivant pour la Serbie, accepté par la majorité de la commission:

Le tracé suivra la frontière actuelle par le thalweg de la Drina, laissant à la principauté le Mali-Zvornik et Sakhar.

Elle continuera ensuite à longer l'ancienne limite de la principauté jusqu'au Kopaonik, dont elle se détachera à la sommité du Kanilug. De là, elle se confondra avec la limite occidentale du sandjak de Nich jusqu'au village Končul sur la Morava, passant d'abord par la crête du contrefort sud du Kopaonik, puis par celle de la Maritza et Mrdar Planina (formant le partage des eaux entre le bassin de l'Ibar et de la Sitnica d'un côté, et de celui de la Toplica de l'autre) — laissant le débouché sud du défilé de Prépolac à la Turquie — jusqu'au mont Cjak, tournant ensuite vers le sud par la crête du partage

des eaux entre la Brvenica et la Medvedje Rjeka, laissant tout le 1878
bassin de la Medvedja à la Serbie, d'où elle descendra dans une direction est entre les villages Petrilja et Dukat, pour y traverser la rivière Medvedja et monter sur la crête de la Goljak-Planina (formant le partage des eaux entre la Kriva-Rjeka d'un côté et la Poljanica, la Veternica et la Morava de l'autre), d'où elle descendra dans une direction sud à Končul sur la Morava, laissant ce village à la Serbie. De ce point la frontière suivra le thalweg de la Morava jusqu'à Lusan — laissant ce village à la Turquie d'où elle se dirigera par Borovce et Novo-Selo — laissant ces villages à la Turquie jusqu'à la sommité du mont Kujan. De ce point, la frontière se confondra de nouveau avec la limité administrative méridionale et orientale du sandjak de Nisch, formant le partage des eaux entre les bassins du Vardar, du Struma, de l'Isker et du Lom d'un côté et de celui de la Morava et du Timok de l'autre.

Cette limite administrative est particulièrement marquée par la crête de la S. Ilia-Planina, le sommet du mont Ključ, la crête de la Babina glava, le sommet des monts Crni Vrh, où elle se confond avec la frontière occidentale de la Bulgarie indiquée plus haut.

Son Altesse Sérénissime fait suivre cette lecture de l'indication de deux dificultés qui se sont produites au sein de la commission: l'une à propos du défilé de Prépolac, l'autre concernant le district de Vranja. En ce qui regarde Prépolac, les délégués autrichiens l'avaint laissé à la Turquie: la commission militaire ayant cependant proposé d'accorder aux serbes un rayon de mille mètres au sud de Prépolac, les délégués turcs s'y sont opposés. La question n'a pas été décidée: quant au district de Vranja, la majorité de la commission était d'avis de le laisser aux serbes, mais ce sentiment a rencontré l'opposition des délégués turcs et anglais.

Mehemed Ali Pacha indique, sur la carte, les inconvénients de l'attribution de Vranja à la Serbie: une fois les défilés de cette région franchis, aucun obstacle naturel ne se présente jusqu'à Uskup. Son Excellence déclare donc que Vranja est nécessaire à la ligne de défense de l'Empire et insiste, en outre pour que Prépolac soit laissé à la Turquie.

Le Comte Schouvaloff se borne à faire connaître l'attitude des commissaires russes dans le sein de la commission: ils ont abandonné la délimitation de San Stefano pour accepter la délimitation proposée par l'Autriche-Hongrie, et, quant aux deux questions soumises, en ce moment, au Congrès, il se sont rangés du côté de la majorité des experts.

1878 Le Comte de Saint Vallier fait observer quil serait essentiel qu'on laissât à la Serbie la ville de Vranja, importante pour la principauté au point de vue de la population. Son Excellence ne croit pas, d'ailleurs, que la Sublime Porte puisse se plaindre de la combinaison adoptée, avantageuse à la Turquie qui rentre en possession de Djouma et de la partie sud du sandjak de Sophia.

Le Président ayant mis au vote la question de savoir si Prépolac restera aux turcs ou aux serbes, les Plénipotentiaires d'Allemagne, d'Autriche-Hongrie, de France, de Grande-Bretagne, d'Italie et de Turquie sont d'avis d'attribuer cette place à la Turquie: les Plénipotentiaires de Russie déclarent accepter le vote de la majorité.

Le Président consulte ensuite la haute Assemblée au sujet de Vranja. Les Plénipotentiaires d'Allemagne, d'Autriche-Hongrie, de France et de Russie sont d'avis que ce district soit annexé à la Serbie; les Plénipotentiaires de la Grande-Bretagne, d'Italie et de Turquie se prononcent pour qu'il reste à la Sublime Porte.

Le Prince de Bismarck constate le résultat du vote et propose à la haute Assemblée d'adopter l'ensemble du tracé des frontières de Serbie, en attribuant Prépolac à la Turquie et Vranja à la Serbie.

Carathéodory Pacha déclare qu'il doit attendre, au sujet de Vranja, les instructions de son gouvernement.

Lord Salisbury, réclamant de nouveau contre la cession de Vranja qui lui paraît dangereuse pour la Turquie, refuse de consentir, dans ces conditions, au tracé des frontières serbes.

En présence de cette déclaration, le Président reconnaît que, si elle était maintenue, il devrait constater, avec regret, l'ajournement du règlement de cette question jusqu'à un accord ultérieur.

Le Comte de Saint Vallier insiste, de nouveau, pour que la ville de Vranja soit laissée à la Serbie, et, dans un but de conciliation, il propose une ligne de transaction qui serait établie au sud et à proximité de Vranja; la ville et sa population appartiendraient ainsi à la principauté serbe, tandis que la Turquie trouverait, dans l'extension de territoire qui lui serait accordée les conditions de sécurité qu'elle réclame. Cette proposition donne lieu à un nouvel échange d'idées, et le Congrès décide que la commission de délimitation aura à déterminer, au sud de Vranja, le tracé d'une ligne qui, laissant la ville à la Serbie, donnera à la Turquie l'espace nécessaire pour assurer la défense de ses possessions.

Le Président met ensuite aux voix l'ensemble du tracé 1878
des frontières serbes, qui est adopté par le Congrès. Son Altesse Sérénissime constate, avec satisfaction, ce résultat et ajoute que le protocole reste ouvert pour les instructions demandées par les Plénipotentiaires ottomans.

Il reste, en outre, bien entendu que toutes les questions traitées par la commission de délimitation sont renvoyées à la commission de rédaction pour les détails de forme.

Le Prince Gortchacow donne lecture de la communication suivante:

»Au moment où la haute Assemblée, réunie à Berlin sous les auspices de Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, va terminer l'oeuvre de pacification qu'elle a entreprise, les Plénipotentiaires de Russie croient répondre à ses sentiments en exprimant le voeu que cette oeuvre, accomplie dans un esprit de conciliation, assure à l'Europe une paix solide et durable

»La Russie y est particulièrement intéressée. Elle a porté de grands sacrifices durant la guerre; elle en a fait de considérables, en vue du rétablissement de la paix et du maintien de l'entente européenne. Elle est en droit de compter que, du moins, ces sacrifices ne seront pas gratuits et que l'oeuvre dont on a posé les fondements ne restera pas stérile, faute d'exécution, comme l'ont été les précedentes tentatives de pacification de l'Orient. Elle ne pourrait pas accepter la perspective du renouvellement de crises pénibles, semblables à celle à laquelle le Congrès de Berlin a été appelé à mettre un terme. Les Plénipotentiaires de Russie sont persuadés que cette pensée est également celle de la haute Assemblée, qu'elle ne voudra pas élever un édifice éphémère qui exposerait la paix de l'Orient et de l'Europe à de nouveaux périls.

»Dans cette conviction, des Plénipotentiaires de Russie ont ordre de demander au Congrès, avant qu'il ne mette fin à ses travaux, quels sont les principes et le mode par lesquels il entend assurer l'exécution de ses hautes décisions.«

Le Président dit que cette communication sera mise à l'orde du jour de la séance suivante, fixée à demain, qui comprendra, en outre, le réglement des points réservés dans la question de Batoum, la rectification de la frontière du territoire de Khotour, et une communication sur l'état des travaux du comité de rédaction.

La séance est levée à 6 heures.

(Suivent les signatures.)

1878 *Protocole No. 16.*

Séance du 9 juillet 1878.

Perse, rectification de frontière, texte de l'article XVIII concerté entre les délégués de Grande-Bretagne et de Russie; renvoi. — Déclaration du Prince Gortchakow d'ériger Batoum en port essentiellement commerciale. — Garanties d'exécution des décisions du Congrès. — Objections de Carathéodory Pacha. — Réplique du Prince Gortchakow. — Discussion, ajournement. — Sandjak de Sofia. — Délimitation, résolution définitive. — Rédaction du traité. — Rapport de Mr. Desprez; objection de Lord Salisbury. — Discussion. — Proposition de MM. d'Oubril et de Mehmed Ali Pacha.

Etaient présents:

Pour l'Allemagne:
Le Prince de Bismarck,
M. de Bülow,
Le Prince de Hohenlohe-Schillingsfürst.

Pour l'Autriche-Hongrie:
Le Comte Andrássy,
Le Comte Károlyi,
Le Baron de Haymerle.

Pour la France:
M. Waddington,
Le Comte de Saint-Vallier,
M. Desprez.

Pour la Grande Bretagne:
Le Comte de Beaconsfield,
Le Marquis de Salisbury,
Lord Odo Russell.

Pour l'Italie:
Le Comte Corti,
Le Comte de Launay.

Pour la Russie:
Le Prince Gortchacow,
Le Comte Schouvaloff,
M. d'Oubril.

Pour la Turquie:
Alexandre Carathéodory Pacha,
Mehemed Ali Pacha,
Sadoullah Bey.

La séance est ouverte à 2 heures et demie.

Le protocole No. 14 est adopté.

L'ordre du jour appelle la rédaction définitive de l'article XVIII du traité de San Stefano, relatif au territoire de Khotour et à la frontière turco-persane.

Le Comte Schouvaloff donne lecture du projet d'article 1878
suivant, sur lequel les Plénipotentiaires de la Grande Bretagne et de Russie sont tombés d'accord et qui doit être renvoyé à la commission de rédaction, s'il est agréé par le Congrès:

»La vallée d'Alachkerd et la ville de Bayazid, dont l'annexion à la Russie avait été consentie par Sa Majesté le Sultan par l'article XIX du traité de San Stefano, restant à la Turquie il a été subséquemment convenu entre les Gouvernement de Russie et de Turquie, que la Sublime Porte, en échange de ces territoires, restituera, de son côté, à la Perse la ville et le territoire de Khotour, tel qu'il a été délimité par la commission mixte anglo-russe.«

Carathéodory Pacha déclare que les Plénipotentiaires ottomans n'ont pas encore reçu leurs instructions.

Il résulte des observations échangées, à ce sujet, entre le Comte Andrássy, Lord Salisbury, Carathéodory Pacha et le Comte Schouvaloff, que le tracé proposé pour le territoire de Khotour est le même que celui dont la commission anglo-russe, il y a quelques années, a indiqué la délimitation.

Le Congrès décide d'attendre à demain pour recevoir communication de la réponse définitive de la Porte ottomane.

Le Président demande si l'accord s'est établi entre les Plénipotentiaires anglais et russes sur les arrangements relatifs à Batoum et réservés à leurs pourparlers, dans la séance précédente.

Lord Salisbury regrette qu'un malentendu sur le tracé de la ligne de frontière ait surgi au dernier moment et retarde l'entente des deux puissances.

Le Prince Gortchacow dit qu'en ce qui le concerne, il est tombé d'accord avec Lord Beaconsfield sur les circonscriptions territoriales. Le Premier Plénipotentiaire de Russie a pris sous sa responsabilité personnelle d'accepter un tracé nouveau, sur lequel l'accord s'était établi entre lui et le Premier Plénipotentiaire de la Grande Bretagne. Son Altesse Sérénissime lit, à ce sujet, la déclaration suivante:

»Les Plénipotentiaires de Russie ont déjà fait connaître au Congrès que l'Empereur, leur Auguste Maître a l'intention d'ériger Batoum en port franc. Ils sont autorisés que l'intention de Sa Majesté est, en outre, de faire de ce port un port essentiellement commercial.«

Lord Beaconsfield s'associe entièrement aux sentiments exprimés dans le document que vient de lire le Prince Gortchacow et rend hommage au sincère esprit de conciliation dont Son Altesse Sérénissime a fait preuve dans les pourparlers relatifs aux districts en question. Le Premier Plénipotentiaire

1878 de la Grande Bretagne s'est inspiré des mêmes sentiments. En se qui concerne le défaut d'entente sur la ligne de frontière, Son Excellence propose de remettre les points en littige à l'examen de la commission de délimitation et il espère que toute difficulté s'aplanira.

Le Président regrette que l'accord direct n'ait pu avoir lieu; il craint que le renvoi à la commission ne soit pas le moyen le plus prompt de régler cette affaire.

Le Prince Gortchacow explique, de nouveau, que le tracé qu'il avait proposé et qu'il indique sur la carte était une concession importante ajoutée à selles que la Russie avait déjà consenties. Il était autorisé à croire que la ligne en avant d'Olti, acceptée par lui sous sa responsabilité personnelle, et sur laquelle il pensait qu'on s'était parfaitement entendu ne soulèverait plus aucune difficulté.

Le Président propose que, du moins, les Puissances consentent à ce que la commission de delimitation, si elle doit être saisie du différend, puisse statuer sans avoir recours aux offfciers spéciaux et décide à la majorité des suffrages.

Cette proposition est adoptée à l'unanimité par le Congrès.

Le Président constate cette décision et, sur une observation de Carathéodory Pacha, relative à la vallée d'Alachkerd, répond qu'Alachkerd est hors de cause. La Commission n'aura donc à s'occuper que du tracé de la ligne d'Olti.

La haute Assemblée passe à la déclaration présentée par le Prince Gortchacow dans la séance précédente.

Le Premier Plénipotentiaire de Turquie ne s'explique pas la portée de ce document. Les principes et les modes destinés à assurer l'exécution des résolutions du Congrès ont été déjà indiqués au cours de délibérations de la haute Assemblée; une partie des décisions du Congrès est immédiatement exécutoire; pour les autres, des commissions spéciales ont été instituées avec des attributions définies: toutes les garanties nécessaires ont donc été déjà données. La signature d'un traité de paix assure, d'ailleurs, la forme la plus solennelle et la plus obligatoire aux stipulations qui s'y trouvent contenues. Les commissions complètent l'ensemble des garanties et Son Excellence ne voit pas quelles nouvelles conditions pourraient être exigées. Le gouvernement ottoman a, d'alleurs, donné, en Congrès, l'assurance que ses résolutions seraient mises à exécution dans le plus bref délai; Carathéodory Pacha pense que d'autres dispositions aménéraient des complications et des difficultés contraires au but que la déclarations russe désire atteindre.

Le Prince Gortchacow comprend malaisément les objec- 1878
tions du Premier Plénipotentiaire ottoman. Son Altesse Sérénissime ne voit que des avantages à entourer de toutes les garanties d'efficacité un traité conclu par les hommes d'état les plus éminents de l'Europe et qui ne doit pas rester lettre morte. Il importe que les stipulations d'un tel acte soient respectées: Lord Salisbury reconnaissait récemment la nécessité pour l'Europe de surveiller l'exécution des réformes en Turquie: à plus forte raison, l'exécution d'un traité comme celui qui va être signé à Berlin doit-elle être l'objet d'une surveillance active. Son Altesse Sérénissime ne s'attache pas, d'ailleurs, à tel ou tel terme de sa déclaration: tout ce que la Russie désire est que la mise en pratique des stipulations du traité soit assurée: il y a là une question de dignité pour la haute Assemblée.

Le Prince de Bismarck dit que la discussion sera facilitée par une proposition formelle que présenteraient les Plénipotentiaires russes.

Le Prince Gortchacow répond qu'il serait prêt à demander que les puissances qui participent au Congrès garantissent collectivement l'exécution des résolutions de la haute Assemblée.

Le Prince de Bismarck dit qu'il n'a pas mandat d'exprimer, à cet égard, comme Président, le sentiment du Congrès; il ne peut donner son opinion que comme Représentant de l'Allemagne. Or, à son avis, il est évident que, si les puissances se mettent d'accord sur des questions qui préoccupent l'Europe depuis près d'un siècle et qui surtout, depuis 20 ans, éveillent sa sollicitude, elles n'entendent pas faire une oeuvre inefficace, et toutes doivent surveiller et contrôler l'exécution de stipulations qui forment un ensemble dont il est impossible d'accepter une partie el de rejeter le reste: mais Son Altesse Sérénissime n'estime pas que chaque état isolément soit obligé de prêter main forte à l'exécution de ces arrangements et qu'il puisse exister une garantie solidaire et collective. C'est, du moins, dans cet ordre d'idées que Son Altesse Sérénissime se place pour envisager la situation de l'Allemagne. Le Prince de Bismarck ne croit pas qu'on puisse trouver de formule qui garantisse d'une maniére absolue l'Europe contre le retour des faits qui l'ont émue et, si les puissances s'engageaient solidairement à user de la force au besoin, elles risqueraient de provoquer entre elles de graves dissentiments. Le Congrès ne peut faire qu'une oeuvre humaine, sujette, comme toute autre, aux fluctuations des événements. Son Altesse Sérénissime avait craint d'abord, à la première lecture de la déclaration

1878 russe, que la demande du Prince Gortchacow ne dépassât les ressources du Congrès. Après les explications données par M. le Premier Plénipotentiaire de Russie, le Prince de Bismarck est persuadé que le Prince Gortchacow serait satisfait par une rédaction indiquant que la totalité des obligations consignées dans le traité futur formera un ensemble, dont les Puissances feraient surveiller l'exécution par leurs représentants à Constantinople, en se réservant d'aviser, dans le cas où cette exécution serait défectueuse ou tardive. Son Altesse Sérénissime ne suppose pas que le Prince Gortchacow ait eu en vue des stipulations destinées à régler l'exécution d'engagements réciproques tels, par exemple, que l'évacuation des forteresses et territoires, puisque la non-exécution des ces clauses par l'une des deux puissances intéressées entraînerait, de la part de l'autre, la non-exécution des clauses correspondantes: le Premier Plénipotentiaire de Russie aura eu plutôt en vue les stipulations de la haute Assemblée relatives à la protection des chrétiens; mais le Prince de Bismarck ne pense pas qu'à l'avance, le Congrès puisse paraître supposer que des résolutions prises solennellement par toute l'Europe unie ne seraient pas exécutées. Il faudrait attendre une infraction pour s'en préoccuper, et, dans ce cas, les Puissances, prévenues par leurs représentants à Constantinople, pourraient s'entendre pour faire appel à de nouvelles réunions diplomatiques. Si, toutefois, le gouvernement russe insistait pour l'insertion au traité d'un article particulier établissant que les puissances se réservent le droit de contrôler par leurs agents l'exécution des résolutions de la haute Assemblée, le Prince de Bismarck n'y a, pour sa part, pas d'objection.

Le Premier Plénipotentiaire de Russie répond que le Prince de Bismarck a bien interprété le fond de sa pensée. Il désire, en effet, qu'un article inséré au traité exprime que l'exécution des décisions du Congrès est placée sous la surveillance de toute l'Europe. Son Altesse Sérénissime regarde, toutefois, que le soin de signaler les infractions qui seraient commises doit être attribué, non pas seulement aux représentants à Constantinople, mais aux gouvernements eux-mêmes: si le traité contient des expressions conçues dans le sens des paroles du Prince de Bismarck, les Plénipotentiaires de Russie n'insisteront pas.

Le Comte Schouvaloff dit que les Plénipotentiaires de Russie ont eu surtout en vue d'éviter les mécomptes qui ont suivi le traité de 1856.

Plusieurs de ses articles stipulant des améliorations pour les populations chrétiennes de l'empire ottoman n'ont pas été

mis en exécution. Il s'en est suivi pour l'Europe de fréquents 1878
tiraillements, la guerre, et enfin, la réunion du Congrès. Il ne faudrait pas se trouver, pour une seconde fois, en présence de pareilles difficultés.

Son Excellence prend acte, bien volontiers, des paroles qui ont été prononcées par le Premier Plénipotentiaire de Turquie, qui a déclaré que la signature du traité de Berlin donnera la sanction la plus solenelle et la plus obligatoire à ses stipulations. C'est ce caractère solennel et obligatoire que les Plenipotentiaires de Russie cherchent à affirmer. En ajoutant que les articles du traité forment un ensemble dont les puissances se réservent de surveiller l'exécution, le Prince de Bismarck a exprimé le sentiment dont s'est inspiré la déclaration russe. Restent à rechercher les moyens pratiques pour exercer ce contrôle.

Le Président constate que cette pensée devra se retrouver dans une rédaction finale à présenter par les Plénipotentiaires russes.

Carathéodory Pacha remercie le Comte Schouvaloff de l'appréciation bienveillante que Son Excellence a faite des paroles qu'il a prononcées. Le Premier Plénipotentiaire de Turquie développera sa pensée quand le Congrès discutera l'article dont il est question: mais il tient à dire, dès à présent, que toutes les Puissances qui prennent part à un traité doivent être sur le pied d'égalité pour toutes ses obligations, qu'un traité doit être, en effet, obligatoire pour tous les états qui le signent; Son Excellence se réfère à ses observations précédentes et répète que de nouvelles stipulations de contrôle seraient inutiles et même susceptibles d'amener des difficultés sérieuses.

Le Président pense qu'il est préférable d'ajourner cette discussion jusqu'au moment où les Plénipotentiaires de Russie auront fait une proposition dans le sens qui a été précédemment indiqué.

Le Prince de Hohenlohe, comme Président de la commission de délimitation, rappelle que le Congrès a remis à cette Commission le soin de décider, par voie de majorité, sur les frontières du sandjak de Sophia et du district de Vranja. Son Altesse Sérénissime soumet à la haute Assemblée la résolution suivante, relative au sandjak de Sophia et adoptée par la commission à l'unanimité:

»La ligne de frontière entre la Serbie et la Bulgarie se rattache à la ligne déjà admise à un kilomètre au nord-ouest de Seguša, va en ligne directe au mont Stol et, de là, par la ligne de séparation des aux entre la Morava et la haute Sukova et ses affluents, rejoint, par le Dešćani Kladanec, Drainica Planina, Darkovska Planina, Crna trava et Gačina, la crête au Mešid Planina.«

1878 Quant à Vranja, la commission, à la majorité de 5 voix contre 2, a décidé ce qui suit:

»Des sommets de la Poljanica, la frontière se dirige, par le contrefort de la Karpina Planina, jusqu'au confluent de la Koïnska avec la Morava; elle traverse la Morava et remonte par la ligne de partage des eaux entre le ruisseau Koïnska et le ruisseau qui tombe dans la Morava près de Neradovce, pour rejoindre la Planina Sv. Ilija au dessus de Trgovište. De ce point, elle suit la crête Sv. Ilija, jusqu'à Ključ et, passant par les points indiquées sur la carte par 1516 et 1547 et la Babina Gora, elle aboutit à Crni Vrh.«

Le Congrès sanctionne ces deux résolutions, mais, sur une observation de Carathéodory Pacha, il est entendu que le protocole reste ouvert pour les instructions que les Plénipotentiaires ottomans attendent incessamment de la Porte.

L'ordre du jour appelle une communication de la commission de rédaction.

M. Desprez, rapporteur de la commission, rappelle que le Président du Congrès, dans la précédente séance, a témoigné le désir de connaître l'état des travaux de la commission de rédaction et le plan général qu'elle se propose de suivre dans la distribution des matières. Son Excellence expose que les travaux sont très avancés. La commission attend, pour les terminer, qu'elle ait reçu les rapports de la commission de délimitation, tant pour l'Europe que pour l'Asie, et les différents projets de stipulations pour l'Asie. Quant au plan, la commission avait à choisir soit l'ordre adopté à San Stefano, soit l'ordre des travaux du Congrès. Elle s'est arrêtée à cette dernière distribution, et, en conséquence, les articles du traité se présenteront dans l'ordre suivant: 1° Bulgarie, 2° Roumélie orientale, 3° Provinces chrétiennes de la Turquie d'Europe, 4° Monténégro, Serbie, Roumanie, Danube, 5° Asie. Viendront ensuite les différentes clauses générales qui s'appliquent à tout l'empire ottoman. Son Excellence ajoute que cet exposé doit être complété par la mention que les traités de Paris du 30 mars 1856 et de Londres du 13 mars 1871 sont maintenus dans toutes celles de leurs dispositions qui ne sont point modifiées ou abrogées par le traité futur.

Le Président ayant demandé si les considérations que M. Desprez vient de lire et qui ne concernent que le plan général suivi dans la rédaction du traité, répondent aux intentions de l'Assemblée, Lord Salisbury élève des objections contre la disposition générale qui maintient les traités antérieurs sans préciser plus exactement les points modifiés par les arrange-

ments actuels. Son Excellence ne trouve pas, notamment, cette 1878
décision suffisante en ce qui concerne les détroits.

M. Desprez fait remarquer que la rédaction proposée sauvegarde le statu quo, et le Comte Corti juge cette rédaction d'autant plus opportune qu'elle consacre ce principe de droit public que toute clause non abrogée reste en vigueur.

Il résulte de la discussion qui s'engage sur ce point et à laquelle prennent part Lord Salisbury, M. Desprez, le Comte Andrássy, le Prince de Hohenlohe et le Président, que la majorité du Congrès est favorable à la rédaction proposée et reconnaît que. dans plusieurs de ces dispositions, notamment en ce qui concerne la navigation du Danube etc., le traité de Paris subsiste, que, d'autre part, le principe établi par l'article 2 du traité de Londres est maintenu dans toute son intégrité.

Lord Salisbury ayant insisté sur ce dernier point, M. Desprez fait remarquer que la rédaction de la commission cite expressément le traité de Londres en même temps que celui de Paris, et le Président est également d'avis que le traité de Londres, loin de recevoir aucune atteinte, est, au contraire, confirmé par la mention dont il est l'objet.

Le Comte de Launay pense qu'il serait préférable d'éviter une discussion générale et d'aborder successivement chaque article.

Le Président fait observer que, d'ailleurs, il n'a pas mis en discussion, en ce moment, les dispositions du traité, mais uniquement le plan général à suivre par la commission de rédaction. Son Altesse Sérénissime ajoute qu'elle regarde comme acquis l'assentiment de la haute Assemblée au plan présenté par M. Desprez et qui implique 1° que le nouveau traité prime les traités de Paris, de Londres et de San Stefano, et 2°, que la rédaction du nouveau traité suivra l'ordre de matières observé dans la discussion du Congrès.

M. d'Oubril dit qu'à propos de la rédaction du traité, les Plénipotentiaires de Russie désirent présenter la proposition suivante dont il donne lecture:

»Le traité de San Stefano n'ayant été que préliminare, et les remaniements territoriaux qui y ont été stipulés ayant dû subir des modifications et recevoir la sanction de l'Europe, des termes n'y avaient pas été fixés pour la remise aux intéressés des territoires détachés de l'empire ottoman, mais qui se trouvaient encore occupés par les troupes turques.

»Aujourd'hui que les grandes puissances sont tombées d'accord sur les nouvelles délimitations, il semble urgent de fixer un terme pour l'entrée en vigueur de l'ordre de choses établi par le Congrès.

1878 »La haute Assemblée s'étant étendue sur les époques auxquelles devront être évacués les territoires à restituer à Sa Majesté le Sultan, il devient nécessaire de stipuler aussi, que les localités qui doivent être détachées de l'empire ottoman et se trouvent encore au pouvoir de la Porte soient évacuées et remises à qui de droit dans des délais déterminés.

»La fixation de ces termes, pour chaque cas spécial, pourrait être abandonné à la commission de rédaction.«

Mehemed Ali Pacha lit ensuite la proposition ci-après :

»Les Plénipotentiaires ottomans attirent l'attention de cette haute Assemblée sur l'article X du traité de San Stefano, dont il est indispensable de garder les stipulations pour la partie du sandjak de Sophia qui fera partie de la principauté de Bulgarie, vu que la configuration du terrain s'oppose à construire d'autres lignes de communication que celles qui existent entre les cazas de Rahmanli, Ichtiman et Bazardjik d'un côté, et les cazas de Pristina et Uskup de l'autre côté.«

Le Président fait observer à M. le Plénipotentiaire ottoman que le Congrès a déjà décidé la question qui fait l'objet de ce document, mais que cependant la proposition sera imprimée et portée sur l'ordre du jour de la séance prochaine.

La séance est levée à 5 heures moins $^1/_4$.

(Suivent les signatures.)

Protocole No. 17.

Séance du 10 juillet 1878.

Perse. — Rectification de frontière. — Carathéodory Pacha accepte la rédaction de l'art. XVIII présentée par le Comte Schouvaloff. — *Batoum.* — Délimitation définitive. — Evacuation par les troupes turques de certains territoires abandonnés aux russes. — Route militaire en faveur de la Turquie (art. X du traité de San Stéfano); proposition ottomane admise en principe. — Dette publique ottomane. — Motion de Carathéodory Pacha. — Refus des Plénipotentiaires russes. — Sanction des décisions du Congrès. — Le Prince Gortschakow propose une nouvelle rédaction de l'article y relatif. — Discussion. — Renvoi. — Cimetière à Schipka. — Rédaction du traité. — Monsieur Desprez donne lecture d'une partie du travail de la commission. — Observations à l'égard des israélites de *Roumanie,* de la destruction des anciennes forteresses; objection de Carathéodory Pacha sur la mention expresse de la religion chrétienne du gouvernement de la *Roumélie orientale.* — Renvoi de la question de la capitalisation du tribut de la *Serbie* observations relatives à la liberté religieuse.

Etaient présents:

Pour l'Allemagne:

Le Prince de Bismarck.
M. de Bülow.
Le Prince de Hohenlohe-Schillingsfürst.

Pour l'Autriche-Hongrie: 1878
Le Comte Andrássy,
Le Comte Károlyi,
Le Baron de Haymerle.

Pour la France:
M. Waddington,
Le Comte de Saint-Vallier,
M. Desprez.

Pour la Grande Bretagne:
Le Marquis de Salisbury,
Lord Odo Russell.

Pour l'Italie:
Le Comte Corti,
Le Comte de Launay.

Pour la Russie:
Le Prince Gortchacow,
Le Comte Schouvaloff,
M. d'Oubril.

Pour la Turquie:
Alexandre Carathéodory Pacha,
Mehemed Ali Pacha.
Sadoullah Bey.

La séance est ouverte à 3 heures.

Mention est faite de la liste des pétitions No 12.

L'ordre du jour indique, en premier lieu, la réponse à donner par les Plénipotentiaires ottomans, d'après les instructions qu'ils ont demandées à la Porte, au sujet de la nouvelle rédaction de l'article XVIII, relatif à la ville et au territoire de Khotour, et que le Congrès a approuvée dans la séance d'hier.

Carathéodory Pacha, renouvelant la déclaration qu'il a déjà faite, dans la séance précédente, dit que du moment où la ligne de frontière du territoire à céder a été tracée par les commissaires anglo-russes, il n'a aucune objection contre la rédaction présentée par le Comte Schouvaloff.

Le Congrès prend acte de cette réponse et passe au règlement des questions de détail, relatives aux frontières du district de Batoum, qui ont été renvoyées à la commission de délimitation.

Le Prince de Hohenlohe, Président de la Commission, donne lecture du document ci-après:

»La Commission a décidé de tracer la frontière au sud de Batoum ainsi qu'il suit: Elle partira de la frontière russe fixée par le traité de San Stefano au nord de Khorda et au sud

1878 *Protocole No. 16.*

Séance du 9 juillet 1878.

Perse, rectification de frontière, texte de l'article XVIII concerté entre les délégués de Grande-Bretagne et de Russie; renvoi. — Déclaration du Prince Gortchakow d'ériger Batoum en port essentiellement commerciale. — Garanties d'exécution des décisions du Congrès. — Objections de Carathéodory Pacha. — Réplique du Prince Gortchakow. — Discussion, ajournement. — Sandjak de Sofia. — Délimitation, résolution définitive. — Rédaction du traité. — Rapport de Mr. Desprez; objection de Lord Salisbury. — Discussion. — Proposition de MM. d'Oubril et de Mehmed Ali Pacha.

Etaient présents:

Pour l'Allemagne:
Le Prince de Bismarck,
M. de Bülow,
Le Prince de Hohenlohe-Schillingsfürst.

Pour l'Autriche-Hongrie:
Le Comte Andrássy,
Le Comte Károlyi,
Le Baron de Haymerle.

Pour la France:
M. Waddington,
Le Comte de Saint-Vallier,
M. Desprez.

Pour la Grande Bretagne:
Le Comte de Beaconsfield,
Le Marquis de Salisbury,
Lord Odo Russell.

Pour l'Italie:
Le Comte Corti,
Le Comte de Launay.

Pour la Russie:
Le Prince Gortchacow,
Le Comte Schouvaloff,
M. d'Oubril.

Pour la Turquie:
Alexandre Carathéodory Pacha,
Mehemed Ali Pacha,
Sadoullah Bey.

La séance est ouverte à 2 heures et demie.

Le protocole No. 14 est adopté.

L'ordre du jour appelle la rédaction définitive de l'article XVIII du traité de San Stefano, relatif au territoire de Khotour et à la frontière turco-persane.

Le Comte Schouvaloff donne lecture du projet d'article 1878
suivant, sur lequel les Plénipotentiaires de la Grande Bretagne et de Russie sont tombés d'accord et qui doit être renvoyé à la commission de rédaction, s'il est agréé par le Congrès:

»La vallée d'Alachkerd et la ville de Bayazid, dont l'annexion à la Russie avait été consentie par Sa Majesté le Sultan par l'article XIX du traité de San Stefano, restant à la Turquie il a été subséquemment convenu entre les Gouvernement de Russie et de Turquie, que la Sublime Porte, en échange de ces territoires, restituera, de son côté, à la Perse la ville et le territoire de Khotour, tel qu'il a été délimité par la commission mixte anglo-russe.«

Carathéodory Pacha déclare que les Plénipotentiaires ottomans n'ont pas encore reçu leurs instructions.

Il résulte des observations échangées, à ce sujet, entre le Comte Andrássy, Lord Salisbury, Carathéodory Pacha et le Comte Schouvaloff, que le tracé proposé pour le territoire de Khotour est le même que celui dont la commission anglo-russe, il y a quelques années, a indiqué la délimitation.

Le Congrès décide d'attendre à demain pour recevoir communication de la réponse définitive de la Porte ottomane.

Le Président demande si l'accord s'est établi entre les Plénipotentiaires anglais et russes sur les arrangements relatifs à Batoum et réservés à leurs pourparlers, dans la séance précédente.

Lord Salisbury regrette qu'un malentendu sur le tracé de la ligne de frontière ait surgi au dernier moment et retarde l'entente des deux puissances.

Le Prince Gortchacow dit qu'en ce qui le concerne, il est tombé d'accord avec Lord Beaconsfield sur les circonscriptions territoriales. Le Premier Plénipotentiaire de Russie a pris sous sa responsabilité personnelle d'accepter un tracé nouveau, sur lequel l'accord s'était établi entre lui et le Premier Plénipotentiaire de la Grande Bretagne. Son Altesse Sérénissime lit, à ce sujet, la déclaration suivante:

»Les Plénipotentiaires de Russie ont déjà fait connaître au Congrès que l'Empereur, leur Auguste Maître a l'intention d'ériger Batoum en port franc. Ils sont autorisés que l'intention de Sa Majesté est, en outre, de faire de ce port un port essentiellement commercial.«

Lord Beaconsfield s'associe entièrement aux sentiments exprimés dans le document que vient de lire le Prince Gortchacow et rend hommage au sincère esprit de conciliation dont Son Altesse Sérénissime a fait preuve dans les pourparlers relatifs aux districts en question. Le Premier Plénipotentiaire

1878 de la Grande Bretagne s'est inspiré des mêmes sentiments. En se qui concerne le défaut d'entente sur la ligne de frontière, Son Excellence propose de remettre les points en littige à l'examen de la commission de délimitation et il espère que toute difficulté s'aplanira.

Le Président regrette que l'accord direct n'ait pu avoir lieu; il craint que le renvoi à la commission ne soit pas le moyen le plus prompt de régler cette affaire.

Le Prince Gortchacow explique, de nouveau, que le tracé qu'il avait proposé et qu'il indique sur la carte était une concession importante ajoutée à selles que la Russie avait déjà consenties. Il était autorisé à croire que la ligne en avant d'Olti, acceptée par lui sous sa responsabilité personnelle, et sur laquelle il pensait qu'on s'était parfaitement entendu ne souléverait plus aucune difficulté.

Le Président propose que, du moins, les Puissances consentent à ce que la commission de delimitation, si elle doit être saisie du différend, puisse statuer sans avoir recours aux offfciers spéciaux et décide à la majorité des suffrages.

Cette proposition est adoptée à l'unanimité par le Congrès.

Le Président constate cette décision et, sur une observation de Carathéodory Pacha, relative à la vallée d'Alachkerd, répond qu'Alachkerd est hors de cause. La Commission n'aura donc à s'occuper que du tracé de la ligne d'Olti.

La haute Assemblée passe à la déclaration présentée par le Prince Gortchacow dans la séance précédente.

Le Premier Plénipotentiaire de Turquie ne s'explique pas la portée de ce document. Les principes et les modes destinés à assurer l'exécution des résolutions du Congrès ont été déjà indiqués au cours de délibérations de la haute Assemblée; une partie des décisions du Congrès est immédiatement exécutoire; pour les autres, des commissions spéciales ont été instituées avec des attributions définies: toutes les garanties nécessaires ont donc été déjà données. La signature d'un traité de paix assure, d'ailleurs, la forme la plus solennelle et la plus obligatoire aux stipulations qui s'y trouvent contenues. Les commissions complètent l'ensemble des garanties et Son Excellence ne voit pas quelles nouvelles conditions pourraient être exigées. Le gouvernement ottoman a, d'alleurs, donné, en Congrès, l'assurance que ses résolutions seraient mises à exécution dans le plus bref délai; Carathéodory Pacha pense que d'autres dispositions aménéraient des complications et des difficultés contraires au but que la déclarations russe désire atteindre.

Le Prince Gortchacow comprend malaisément les objec- 1878
tions du Premier Plénipotentiaire ottoman. Son Altesse Sérénissime ne voit que des avantages à entourer de toutes les garanties d'efficacité un traité conclu par les hommes d'état les plus éminents de l'Europe et qui ne doit pas rester lettre morte. Il importe que les stipulations d'un tel acte soient respectées: Lord Salisbury reconnaissait récemment la nécessité pour l'Europe de surveiller l'exécution des réformes en Turquie: à plus forte raison, l'exécution d'un traité comme celui qui va être signé à Berlin doit-elle être l'objet d'une surveillance active. Son Altesse Sérénissime ne s'attache pas, d'ailleurs, à tel ou tel terme de sa déclaration: tout ce que la Russie désire est que la mise en pratique des stipulations du traité soit assurée: il y a là une question de dignité pour la haute Assemblée.

Le Prince de Bismarck dit que la discussion sera facilitée par une proposition formelle que présenteraient les Plénipotentiaires russes.

Le Prince Gortchacow répond qu'il serait prêt à demander que les puissances qui participent au Congrès garantissent collectivement l'exécution des résolutions de la haute Assemblée.

Le Prince de Bismarck dit qu'il n'a pas mandat d'exprimer, à cet égard, comme Président, le sentiment du Congrès; il ne peut donner son opinion que comme Représentant de l'Allemagne. Or, à son avis, il est évident que, si les puissances se mettent d'accord sur des questions qui préoccupent l'Europe depuis près d'un siècle et qui surtout, depuis 20 ans, éveillent sa sollicitude, elles n'entendent pas faire une oeuvre inefficace, et toutes doivent surveiller et contrôler l'exécution de stipulations qui forment un ensemble dont il est impossible d'accepter une partie el de rejeter le reste: mais Son Altesse Sérénissime n'estime pas que chaque état isolément soit obligé de prêter main forte à l'exécution de ces arrangements et qu'il puisse exister une garantie solidaire et collective. C'est, du moins, dans cet ordre d'idées que Son Altesse Sérénissime se place pour envisager la situation de l'Allemagne. Le Prince de Bismarck ne croit pas qu'on puisse trouver de formule qui garantisse d'une maniére absolue l'Europe contre le retour des faits qui l'ont émue et, si les puissances s'engageaient solidairement à user de la force au besoin, elles risqueraient de provoquer entre elles de graves dissentiments. Le Congrès ne peut faire qu'une oeuvre humaine, sujette, comme toute autre, aux fluctuations des événements. Son Altesse Sérénissime avait craint d'abord, à la première lecture de la déclaration

1878 russe, que la demande du Prince Gortchacow ne dépassât les ressources du Congrès. Après les explications données par M. le Premier Plénipotentiaire de Russie, le Prince de Bismarck est persuadé que le Prince Gortchacow serait satisfait par une rédaction indiquant que la totalité des obligations consignées dans le traité futur formera un ensemble, dont les Puissances feraient surveiller l'exécution par leurs représentants à Constantinople, en se réservant d'aviser, dans le cas où cette exécution serait défectueuse ou tardive. Son Altesse Sérénissime ne suppose pas que le Prince Gortchacow ait eu en vue des stipulations destinées à régler l'exécution d'engagements réciproques tels, par exemple, que l'évacuation des forteresses et territoires, puisque la non-exécution des ces clauses par l'une des deux puissances intéressées entraînerait, de la part de l'autre, la non-exécution des clauses correspondantes: le Premier Plénipotentiaire de Russie aura eu plutôt en vue les stipulations de la haute Assemblée relatives à la protection des chrétiens; mais le Prince de Bismarck ne pense pas qu'à l'avance, le Congrès puisse paraître supposer que des résolutions prises solennellement par toute l'Europe unie ne seraient pas exécutées. Il faudrait attendre une infraction pour s'en préoccuper, et, dans ce cas, les Puissances, prévenues par leurs représentants à Constantinople, pourraient s'entendre pour faire appel à de nouvelles réunions diplomatiques. Si, toutefois, le gouvernement russe insistait pour l'insertion au traité d'un article particulier établissant que les puissances se réservent le droit de contrôler par leurs agents l'exécution des résolutions de la haute Assemblée, le Prince de Bismarck n'y a, pour sa part, pas d'objection.

Le Premier Plénipotentiaire de Russie répond que le Prince de Bismarck a bien interprété le fond de sa pensée. Il désire, en effet, qu'un article inséré au traité exprime que l'exécution des décisions du Congrès est placée sous la surveillance de toute l'Europe. Son Altesse Sérénissime regarde, toutefois, que le soin de signaler les infractions qui seraient commises doit être attribué, non pas seulement aux représentants à Constantinople, mais aux gouvernements eux-mêmes: si le traité contient des expressions conçues dans le sens des paroles du Prince de Bismarck, les Plénipotentiaires de Russie n'insisteront pas.

Le Comte Schouvaloff dit que les Plénipotentiaires de Russie ont eu surtout en vue d'éviter les mécomptes qui ont suivi le traité de 1856.

Plusieurs de ses articles stipulant des améliorations pour les populations chrétiennes de l'empire ottoman n'ont pas été

mis en exécution. Il s'en est suivi pour l'Europe de fréquents 1878
tiraillements, la guerre, et enfin, la réunion du Congrès. Il ne faudrait pas se trouver, pour une seconde fois, en présence de pareilles difficultés.

Son Excellence prend acte, bien volontiers, des paroles qui ont été prononcées par le Premier Plénipotentiaire de Turquie, qui a déclaré que la signature du traité de Berlin donnera la sanction la plus solenelle et la plus obligatoire à ses stipulations. C'est ce caractère solennel et obligatoire que les Plenipotentiaires de Russie cherchent à affirmer. En ajoutant que les articles du traité forment un ensemble dont les puissances se réservent de surveiller l'exécution, le Prince de Bismarck a exprimé le sentiment dont s'est inspiré la déclaration russe. Restent à rechercher les moyens pratiques pour exercer ce contrôle.

Le Président constate que cette pensée devra se retrouver dans une rédaction finale à présenter par les Plénipotentiaires russes.

Carathéodory Pacha remercie le Comte Schouvaloff de l'appréciation bienveillante que Son Excellence a faite des paroles qu'il a prononcées. Le Premier Plénipotentiaire de Turquie développera sa pensée quand le Congrès discutera l'article dont il est question: mais il tient à dire, dès à présent, que toutes les Puissances qui prennent part à un traité doivent être sur le pied d'égalité pour toutes ses obligations, qu'un traité doit être, en effet, obligatoire pour tous les états qui le signent; Son Excellence se réfère à ses observations précédentes et répète que de nouvelles stipulations de contrôle seraient inutiles et même susceptibles d'amener des difficultés sérieuses.

Le Président pense qu'il est préférable d'ajourner cette discussion jusqu'au moment où les Plénipotentiaires de Russie auront fait une proposition dans le sens qui a été précédemment indiqué.

Le Prince de Hohenlohe, comme Président de la commission de délimitation, rappelle que le Congrès a remis à cette Commission le soin de décider, par vôie de majorité, sur les frontières du sandjak de Sophia et du district de Vranja. Son Altesse Sérénissime soumet à la haute Assemblée la résolution suivante, relative au sandjak de Sophia et adoptée par la commission à l'unanimité:

»La ligne de frontière entre la Serbie et la Bulgarie se rattache à la ligne déjà admise à un kilomètre au nord-ouest de Seguša, va en ligne directe au mont Stol et, de là, par la ligne de séparation des aux entre la Morava et la haute Sukova et ses affluents, rejoint, par le Dešćani Kladanec, Drainica Planina, Darkovska Planina, Crna trava et Gačina, la crête au Mešid Planina.«

1878 Quant à Vranja, la commission, à la majorité de 5 voix contre 2, a décidé ce qui suit:

»Des sommets de la Poljanica, la frontière se dirige, par le contrefort de la Karpina Planina, jusqu'au confluent de la Koïnska avec la Morava; elle traverse la Morava et remonte par la ligne de partage des eaux entre le ruisseau Koïnska et le ruisseau qui tombe dans la Morava près de Neradovce, pour rejoindre la Planina Sv. Ilija au dessus de Trgovište. De ce point, elle suit la crête Sv. Ilija, jusqu'à Ključ et, passant par les points indiquées sur la carte par 1516 et 1547 et la Babina Gora, elle aboutit à Crni Vrh.«

Le Congrès sanctionne ces deux résolutions, mais, sur une observation de Carathéodory Pacha, il est entendu que le protocole reste ouvert pour les instructions que les Plénipotentiaires ottomans attendent incessamment de la Porte.

L'ordre du jour appelle une communication de la commission de rédaction.

M. Desprez, rapporteur de la commission, rappelle que le Président du Congrès, dans la précédente séance, a témoigné le désir de connaître l'état des travaux de la commission de rédaction et le plan général qu'elle se propose de suivre dans la distribution des matières. Son Excellence expose que les travaux sont très avancés. La commission attend, pour les terminer, qu'elle ait reçu les rapports de la commission de délimitation, tant pour l'Europe que pour l'Asie, et les différents projets de stipulations pour l'Asie. Quant au plan, la commission avait à choisir soit l'ordre adopté à San Stefano, soit l'ordre des travaux du Congrès. Elle s'est arrêtée à cette dernière distribution, et, en conséquence, les articles du traité se présenteront dans l'ordre suivant: 1° Bulgarie, 2° Roumélie orientale, 3° Provinces chrétiennes de la Turquie d'Europe, 4° Monténégro, Serbie, Roumanie, Danube, 5° Asie. Viendront ensuite les différentes clauses générales qui s'appliquent à tout l'empire ottoman. Son Excellence ajoute que cet exposé doit être complété par la mention que les traités de Paris du 30 mars 1856 et de Londres du 13 mars 1871 sont maintenus dans toutes celles de leurs dispositions qui ne sont point modifiées ou abrogées par le traité futur.

Le Président ayant demandé si les considérations que M. Desprez vient de lire et qui ne concernent que le plan général suivi dans la rédaction du traité, répondent aux intentions de l'Assemblée, Lord Salisbury élève des objections contre la disposition générale qui maintient les traités antérieurs sans préciser plus exactement les points modifiés par les arrange-

ments actuels. Son Excellence ne trouve pas, notamment, cette 1878
décision suffisante en ce qui concerne les détroits.

M. Desprez fait remarquer que la rédaction proposée sauvegarde le statu quo, et le Comte Corti juge cette rédaction d'autant plus opportune qu'elle consacre ce principe de droit public que toute clause non abrogée reste en vigueur.

Il résulte de la discussion qui s'engage sur ce point et à laquelle prennent part Lord Salisbury, M. Desprez, le Comte Andrássy, le Prince de Hohenlohe et le Président, que la majorité du Congrès est favorable à la rédaction proposée et reconnaît que. dans plusieurs de ces dispositions, notamment en ce qui concerne la navigation du Danube etc., le traité de Paris subsiste, que, d'autre part, le principe établi par l'article 2 du traité de Londres est maintenu dans toute son intégrité.

Lord Salisbury ayant insisté sur ce dernier point, M. Desprez fait remarquer que la rédaction de la commission cite expressément le traité de Londres en même temps que celui de Paris, et le Président est également d'avis que le traité de Londres, loin de recevoir aucune atteinte, est, au contraire, confirmé par la mention dont il est l'objet.

Le Comte de Launay pense qu'il serait préférable d'éviter une discussion générale et d'aborder successivement chaque article.

Le Président fait observer que, d'ailleurs, il n'a pas mis en discussion, en ce moment, les dispositions du traité, mais uniquement le plan général à suivre par la commission de rédaction. Son Altesse Sérénissime ajoute qu'elle regarde comme acquis l'assentiment de la haute Assemblée au plan présenté par M. Desprez et qui implique 1° que le nouveau traité prime les traités de Paris, de Londres et de San Stefano, et 2°, que la rédaction du nouveau traité suivra l'ordre de matières observé dans la discussion du Congrès.

M. d'Oubril dit qu'à propos de la rédaction du traité, les Plénipotentiaires de Russie désirent présenter la proposition suivante dont il donne lecture:

»Le traité de San Stefano n'ayant été que préliminare, et les remaniements territoriaux qui y ont été stipulés ayant dû subir des modifications et recevoir la sanction de l'Europe, des termes n'y avaient pas été fixés pour la remise aux intéressés des territoires détachés de l'empire ottoman, mais qui se trouvaient encore occupés par les troupes turques.

»Aujourd'hui que les grandes puissances sont tombées d'accord sur les nouvelles délimitations, il semble urgent de fixer un terme pour l'entrée en vigueur de l'ordre de choses établi par le Congrès.

1878 »La haute Assemblée s'étant étendue sur les époques auxquelles devront être évacués les territoires à restituer à Sa Majesté le Sultan, il devient nécessaire de stipuler aussi, que les localités qui doivent être détachées de l'empire ottoman et se trouvent encore au pouvoir de la Porte soient évacuées et remises à qui de droit dans des délais déterminés.

»La fixation de ces termes, pour chaque cas spécial, pourrait être abandonné à la commission de rédaction.«

Mehemed Ali Pacha lit ensuite la proposition ci-après :

»Les Plénipotentiaires ottomans attirent l'attention de cette haute Assemblée sur l'article X du traité de San Stefano, dont il est indispensable de garder les stipulations pour la partie du sandjak de Sophia qui fera partie de la principauté de Bulgarie, vu que la configuration du terrain s'oppose à construire d'autres lignes de communication que celles qui existent entre les cazas de Rahmanli, Ichtiman et Bazardjik d'un côté, et les cazas de Pristina et Uskup de l'autre côté.«

Le Président fait observer à M. le Plénipotentiaire ottoman que le Congrès a déjà décidé la question qui fait l'objet de ce document, mais que cependant la proposition sera imprimée et portée sur l'ordre du jour de la séance prochaine.

La séance est levée à 5 heures moins ¼.

(Suivent les signatures.)

Protocole No. 17.

Séance du 10 juillet 1878.

Perse. — Rectification de frontière. — Carathéodory Pacha accepte la rédaction de l'art. XVIII présentée par le Comte Schouvaloff. — *Batoum.* — Délimitation définitive. — Evacuation par les troupes turques de certains territoires abandonnés aux russes. — Route militaire en faveur de la Turquie (art. X du traité de San Stéfano); proposition ottomane admise en principe. — Dette publique ottomane. — Motion de Carathéodory Pacha. — Refus des Plénipotentiaires russes. — Sanction des décisions du Congrès. — Le Prince Gortschakow propose une nouvelle rédaction de l'article y relatif. — Discussion. — Renvoi. — Cimetière à Schipka. — Rédaction du traité. — Monsieur Desprez donne lecture d'une partie du travail de la commission. — Observations à l'égard des israélites de *Roumanie,* de la destruction des anciennes forteresses; objection de Carathéodory Pacha sur la mention expresse de la religion chrétienne du gouvernement de la *Roumélie orientale.* — Renvoi de la question de la capitalisation du tribut de la *Serbie* observations relatives à la liberté religieuse.

Etaient présents:

Pour l'Allemagne:

Le Prince de Bismarck,
M. de Bülow.
Le Prince de Hohenlohe-Schillingsfürst.

Pour l'Autriche-Hongrie: 1878
Le Comte Andrássy,
Le Comte Károlyi,
Le Baron de Haymerle.

Pour la France:
M. Waddington,
Le Comte de Saint-Vallier,
M. Desprez.

Pour la Grande Bretagne:
Le Marquis de Salisbury,
Lord Odo Russell.

Pour l'Italie:
Le Comte Corti,
Le Comte de Launay.

Pour la Russie:
Le Prince Gortchacow,
Le Comte Schouvaloff,
M. d'Oubril.

Pour la Turquie:
Alexandre Carathéodory Pacha,
Mehemed Ali Pacha.
Sadoullah Bey.

La séance est ouverte à 3 heures.

Mention est faite de la liste des pétitions No 12.

L'ordre du jour indique, en premier lieu, la réponse à donner par les Plénipotentiaires ottomans, d'après les instructions qu'ils ont demandées à la Porte, au sujet de la nouvelle rédaction de l'article XVIII, relatif à la ville et au territoire de Khotour, et que le Congrès a approuvée dans la séance d'hier.

Carathéodory Pacha, renouvelant la déclaration qu'il a déjà faite, dans la séance précédente, dit que du moment où la ligne de frontière du territoire à céder a été tracée par les commissaires anglo-russes, il n'a aucune objection contre la rédaction présentée par le Comte Schouvaloff.

Le Congrès prend acte de cette réponse et passe au règlement des questions de détail, relatives aux frontières du district de Batoum, qui ont été renvoyées à la commission de délimitation.

Le Prince de Hohenlohe, Président de la Commission, donne lecture du document ci-après:

»La Commission a décidé de tracer la frontière au sud de Batoum ainsi qu'il suit: Elle partira de la frontière russe fixée par le traité de San Stefano au nord de Khorda et au sud

1878 d'Artwin. Elle ira en ligne droite à la rivière Tcharoukh, traversera cette rivière et passera a l'est d'Aschmichen en allant en ligne droite au sud pour toucher la frontière russe fixée dans le traité de San Stefano au sud de Nariman, en laissant la ville d'Olti à la Russie. Du point indiqué près de Nariman la frontière tournera à l'est, passera par Tebrenek, qui reste à la Russie, jusqu'au Penek Tchaï. Elle suivra cette rivière jusqu'à Bardouz, puis se dirigera vers le sud, en laissant Bardouz et Yenikiöj à la Russie et rejoindra la ligne fixée par le traité de San Stefano à Zivin Kalé.«

Le Prince de Bismarck constate que le Congrès sanctionne le résultat des délibérations de la commission.

L'ordre du jour appelle, ensuite, la proposition lue à la séance précédente par M. d'Oubril, et relative à certains territoires occupés par les troupes turques et dont l'évacuation n'a pas encore été déterminée.

Le Prince de Bismarck pense que le Congrès ne peut que fixer un principe général, et que l'indication des délais d'évacuation doit être réservée à l'une des commissions spéciales. Les Plénipotentiaires de Russie pourraient-ils formuler ce principe?

Lord Salisbury est d'avis que, pour les territoires abandonnés par la Turquie à la Russie, l'évacuation des troupes ottomanes doit être faite en même temps qu'aura lieu l'évacuation des territoires ottomans par les troupes russes.

Le Comte Schouvaloff fait remarquer que la question soulevée par la proposition russe n'est pas une question générale: elle a été motivée par les dispositions précédemment adoptées et qui se rapportent toutes à l'évacuation des troupes russes sans mentionner la réciprocité: les serbes et les monténégrins se trouvent ainsi obligés de quitter le territoire ottoman, tandis que les troupes turques ne sont soumises à aucune obligation. C'est en vue de remédier à cet état de choses, qui peut amener des inconvénients, que les Plénipotentiaires russes ont présenté leur demande: mais le Plénipotentiaire de Russie ne peut accepter l'interprétation de Lord Salisbury, à savoir que les troupes turques ne devraient évacuer qu'après le départ des troupes russes. Dans cet ordre d'idées, la Russie se trouverait tout rendre sans rien recevoir; le Comte Schouvaloff ne saurait y consentir et pour en donner un exemple, les troupes russes ne pourraient évacuer Erzeroum aussi longtemps que le gouvernement russe ne serait pas en possession de la ville de Batoum.

Le Président estime que la décision du Congrès devrait être restreinte aux territoires monténégrin et serbe, occupés par

les forces turques, et qui seraient évacués dans le même espace 1878
de temps laissé aux troupes serbes et monténégrines pour quitter le sol ottoman. Cette combinaison paraîtrait à Son Altesse Sérénissime de nature à prévenir les inconvénients qu'on semble redouter.

Carathéodory Pacha fait allusion aux difficultés qui pourraient se produire dans des localités de frontière dont la nationalité est encore douteuse et croirait préférable de remettre l'appréciation de ces détails à la commission européenne qui sera chargée du tracé.

Le Président objecte que la réunion de la commission et son travail prendront plusieurs mois, tandis qu'il s'agit ici d'évacuations qui doivent avoir lieu dans l'espace de quelques semaines; une évacuation simultanée ne lui paraîtrait pas difficile dans un pays où il n'y a pas de forteresses, quitte à laisser à la commission le soin de régler ultérieurement la délimitation précise.

Carathéodory Pacha demande que les troupes turques aient une latitude plus grande que les troupes monténégrines qui n'ont pas d'impedimenta.

M. d'Oubril ayant répondu, qu'en effet, sur les points où des inventaires seraient à effectuer, on pourrait donner quelques jours de plus, le Président propose de décider qu'en principe l'évacuation devra être simultanée, sauf sur les points où se trouvent des archives, des arsenaux, etc.: la commission de rédaction chargée de formuler la résolution du Congrès serait invitée à tenir compte de cette dernière considération.

La haute Assemblée donne son assentiment à cette proposition et passe à la motion des Plénipotentiaires ottomans relative au maintien de l'article X du traité de San Stefano.

Lord Salisbury appuie la motion des Plénipotentiaires ottomans et insiste sur la nécessité de laisser à la Porte la route militaire stipulée dans cet article.

Le Comte Schouvaloff se réfère aux déclarations présentées par le Président dans la dernière séance au sujet de cette proposition qui ramène le Congrès sur un point déjà décidé. L'article X a été annulé, et il n'y a plus à y revenir. Son Excellence n'a pas, d'ailleurs, d'objection de principe à la demande des Plénipotentiaires ottomans soutenue par Lord Salisbury et il croit que son gouvernement sera disposé à donner des instructions à ses officiers pour que l'intérêt signalé soit pris en considération.

Une discussion s'engage à cet égard entre Mehemed Ali, le Comte Schouvaloff et Lord Salisbury, d'où il résulte que les

1878 Plénipotentiaires russes, contraires à un renouvellement de la discussion, accorderaient volontiers à la Porte un passage sur le point désigné, c'est à dire par le sud du sandjak de Sophia.

Le Président constate que la proposition ottomane est admise en principe, c'est à dire que la Turquie aura la route militaire dont il s'agit: les détails du tracé seront renvoyés aux négociations de la commission européenne avec les autorités locales.

Carathéodory Pacha lit la motion suivante:

»La Russie assumera la part de la dette publique ottomane afférente aux territoires qui sont annexés au territoire russe en Asie.«

Le Comte Schouvaloff répond qu'il se croyait fondé à considérer comme admis que, s'il y a répartition de dettes pour les territoires qui se détachent par voie d'arrangement, de donation ou d'échange de la contrée dont ils faissaient partie intégrante, il n'y en a point là où il y a une conquête. Son Excellence ajoute que la Russie est conquérante en Europe et en Asie. Elle n'a rien à payer pour les territoires et ne saurait être en rien solidaire de la dette turque.

Le Prince Gortchacow déclare opposer à la demande de Carathéodory Pacha le refus le plus catégorique et ne peut même dissimuler l'étonnement qu'elle lui inspire.

Le Président, en présence de l'opposition des Plénipotentiaires de Russie, ne peut que reconnaître l'impossibilité de donner suite à la proposition ottomane.

Le Premier Plénipotentiaire de Russie rappelle que, dans la dernière séance, il a consenti, sur la demande du Président, à donner une formule plus abrégée de la proposition qu'il à présentée au sujet de la sanction des décisions du Congrès. Son Altesse Sérénissime a préparé une nouvelle rédaction dont il donne lecture:

»L'Europe ayant donné sa sanction la plus solennelle et la plus obligatoire aux stipulations du traité de Berlin, les Hautes Parties contractantes envisagent la totalité des articles du présent acte comme formant un ensemble de stipulations dont elles s'engagent à contrôler et surveiller la mise en vigueur, en insistant sur une exécution complète conforme à leurs intentions.

»Elles se réservent de s'entendre, au besoin, sur les moyens propres à assurer un résultat que ni les intérêts généraux de l'Europe, ni la dignité des Grandes Puissances ne leur permettent de laisser invalider.«

Le Prince Gortchacow ajoute qu'il croit être entré, autant que possible, dans l'ordre d'idées indiqué par le Congrès.

Le Président pense que l'idée exprimée dans la première 1878
moitié du document qui vient d'être lu, sera approuvée par le Congrès tout entier. Les considérations qui s'y trouvent contenues ont déjà été, d'ailleurs, formulées par Carathéodory Pacha en termes analogues. Mais il n'en serait peut-être pas de même pour le reste, et Son Altesse Sérénissime serait d'avis que la propositien russe fût scindée et devînt ainsi l'objet de deux votes successifs.

Le Prince Gortchacow n'ayant pas d'objection contre ce mode de procéder, le Président relit la première partie du document russe jusqu'aux mots »conforme à leurs intentions.«

Lord Salisbury ayant demandé si les termes de cette proposition impliquent la nécessité d'employer une force étrangère en cas d'inexécution du traité, le Président déclare qu'à son avis, il n'en saurait être ainsi. Dans l'opinion du Président, les puissances ne s'engagent qu'à une surveillance active qui serait suivie, en cas de besoin, d'une action diplomatique. La seconde partie du document réserve, il est vrai, aux puissances la faculté de s'entendre sur les moyens d'agir ultérieurement, mais sans imposer, toutefois, d'obligation à aucune d'elles.

Le Comte Andrássy s'associe à la pensée du Prince de Bismarck. Il n'a point d'objection contre le sens de la première partie du document russe; mais Son Excellence désirerait qu'on évitât toute expression de méfiance et juge difficile de traiter au Congrès une question de rédaction. Un comité ad hoc pourrait rencontrer plus aisément une formule satisfaisante.

Le Prince Gortchacow dit qu'il a eu uniquement en vue, dans cette rédaction, le maintien de la dignité des stipulations de l'Europe. Il désire qu'il soit bien établi que le Congrès n'a pas fait une oeuvre éphémère. Son Altesse Sérénissime rappelle que l'expérience du passé doit encourager la haute Assemblée à donner une sanction à ses décisions.

Lord Salisbury regretterait qu'une déclaration de cette nature fût insérée dans le traité et demande que la proposition russe soit d'abord imprimée, afin d'être en mesure de l'examiner plus attentivement.

L'impression est décidée et la question remise à la prochaine séance.

Le Comte Schouvaloff demande à soumettre à l'approbation du Congrès une proposition qui lui a été suggérée par un sentiment qui sera compris et apprécié par tous ses collègues et qu'il exprime sans aucune arrière-pensée stratégique ou autre. En voici le texte:

1878 »Il y a dans la chaîne des Balkans un point qui a été le théatre de luttes héroïques: elles ont pu être égalées, mais non surpassées dans l'histoire. Jamais il n'y a eu un déploiement plus énergique de toutes les vertus militaires et patriotiques dont le drapeau est le symbole.

Ce que j'en dis s'applique également aux deux parties. De pareilles luttes laissent, après elles, l'estime réciproque et le respect qui s'attache à la mémoire de milliers de Russes et de Turcs dont les ossements blanchissent dans les ravins de Schipka.

Nous demandons à la haute Assemblée de donner un témoignage de ce respect aux braves qui dorment à Schipka en faisant de ce point un glorieux cimetière où il ne s'élèvera plus de batteries et où jamais le canon ne grondera.«

Carathéodory Pacha remercie le Comte Schouvaloff au nom du gouvernement ottoman des expressions contenues dans cette proposition. Venant à l'objet même que Son Excellence a eu en vue, le Premier Plénipotentiaire ottoman tient à constater que, nulle part, le respect des morts n'est plus profond qu'en Orient. Jamais le gouvernement turc n'a élevé d'objection contre la construction de cimetières et de chapelles funéraires. Si donc il s'agit uniquement de faire un cimetière pour les soldats morts à Schipka, Son Excellence donne à ce projet son entier consentement; mais, en même temps, Carathéodory Pacha a remarqué dans le document lu par le Comte Schouvaloff une expression qui pourrait donner lieu à quelques difficultés: le Plénipotentiaire de Russie a demandé que Schipka soit constitué en un »glorieux cimetière«. Sans doute le gouvernement ottoman ne fait aucune objection contre la construction d'un cimetière à proximité de Schipka, mais Carathéodory Pacha doit réserver l'opinion de la Sublime Porte sur la désignation précise de l'emplacement indiqué par le Plénipotentiaire de Russie.

Le Comte Schouvaloff dit qu'il eût espéré que son sentiment serait plus complètement apprécié par les Plénipotentiaires turcs. Son Excellence n'ignorait pas que la Sublime Porte accorderait un emplacement pour un cimetière, mais ce qu'il désire c'est que Schipka soit entouré, pour ainsi dire, d'une enceinte qui serait délimitée par la commission européenne, afin que les restes des soldats qui ont péri dans ces grandes luttes reposent sur un terrain neutre. D'ailleurs il n'est question ici que d'une éventualité, car les frontières ne sont pas tracées et il n'est nullement dit que la position de Schipka doive appartenir à la Roumélie orientale plûtot qu'à la province de Bulgarie.

Mehemed Ali Pacha demande qu'on ajoute »sauf les nécessités stratégiques de Schipka«. 1878

Le Président dit que la pensée des Plénipotentiaires russes aura la sympathie de tous ceux qui aiment à garder pieusement la mémoire de compatriotes tombés sur le champ de bataille; elle sera comprise par les gouvernements qui connaissent tous le respect réciproque que les nations civilisées accordent à leurs morts et à de chers souvenirs. Son Altesse Sérénissime regarde comme opportun qu'une stipulation intervienne pour sauvegarder les tombes de tant de braves soldats et que le Congrès exprime le désir de voir le gouvernement ottoman accueillir une proposition si conforme au sentiment de l'Europe. Le Prince de Bismarck, faisant allusion à de fâcheuses spéculations produites, en d'autres temps, faute de clauses diplomatiques sur les sépultures militaires, est d'avis que la haute Assemblée pourrait, si les Plénipotentiaires ottomans ne sont pas autorisés à consentir, sans restriction, au projet qui vient d'être présenté, déclarer au protocole qu'elle s'associe à la pensée exprimée par les Plénipotentiaires de Russie et qu'elle la recommande à la commission européenne chargée d'examiner sur place les moyens d'y donner suite.

Le Congrès accepte cette proposition.

Les Plénipotentiaires ottomans ayant demandé une modification de rédaction à laquelle le Comte Schouvaloff ne croit pas devoir consentir, le Prince de Bismarck regarde comme inutile, en effet, de changer la rédaction primitive, en présence de l'adhésion que la haute Assemblée vient de donner à la résolution qu'il a présentée. Son Altesse Sérénissime constate, en conséquence, que le Congrès compte sur les sentiments de la Sublime Porte, et s'en remet, avec confiance, aux arrangements qui seront pris par la commission européenne de concert avec le gouvernement ottoman. Carathéodory Pacha s'associe à ces sentiments.

Le Président invite le rapporteur de la commission de rédaction à lire le travail préparatoire du traité.

M. Desprez fait connaître à la haute Assemblée que le texte du préambule n'est pas encore arrêté, mais lui sera soumis dans la prochaine séance. Son Excellence donne lecture des articles relatifs à la Bulgarie et rappelle plusieurs observations présentées dans le sein de la commission, lors de la discussion préliminaire. Sur le 1er article, qui stipule »un gouvernement chrétien«, Carathéodory Pacha a demandé s'il était nécessaire d'insérer expressément une clause sur un point incontesté: la commission a cru devoir, néanmoins, maintenir le texte à l'unanimité. Lors du travail du 3e article, qui détermine les conditions de l'élection

1878 du prince de Bulgarie, Lord Odo Russell a exprimé la pensée qu'il serait peut-être préférable que la dignité princière fût héréditaire. Après discussion, cette opinion n'a pas été admise. Son Excellence n'a point insisté et la rédaction primitive a été maintenue. Le 5e article, qui a pour objet l'égalité des droits et la liberté des cultes, a donné lieu à des difficultés de rédaction: cet article, en effet, est commun à la Bulgarie, au Monténégro, à la Serbie, à la Roumanie, et la commission devait trouver une même formule pour diverses situations: il était particulièrement malaisé d'y comprendre les israélites de Roumanie dont la situation est indéterminée au point de vue de la nationalité. Le Comte de Launay, dans le but de prévenir tout malentendu, a proposé, au cours de la discussion, l'insertion de la phrase suivante: »Les israélites de Roumanie, pour autant qu'ils n'appartiennent pas à une nationalité étrangère, acquièrent, de plein droit, la nationalité roumaine.«

Le Prince de Bismarck signale les inconvénients qu'il y aurait à modifier les résolutions adoptées par le Congrès et qui ont formé la base des travaux de la commission de rédaction. Il est nécessaire que le Congrès s'oppose à toute tentative de revenir sur le fond.

M. Desprez ajoute que la commission a maintenu sa rédaction primitive qui lui paraît de nature à concilier tous les intérêts en cause et que M. de Launay s'est borné à demander l'insertion de sa motion au protocole.

Le Prince Gortchacow rappelle les observations qu'il a présentées, dans une précédente séance, à propos des droits politiques et civiles des Israélites en Roumanie. Son Altesse Sérénissime ne veut pas renouveler ses objections, mais tient à déclarer de nouveau, qu'il ne partage pas, sur ce point, l'opinion énoncée dans le traité.

M. Desprez donne lecture de l'article VI où se trouvent réglées l'administration provisoire de la Bulgarie et les relations du commissaire impérial ottoman avec le commissaire impérial russe.

Lord Salisbury ayant demandé une explication complémentaire sur la mesure des droits du commissaire ottoman, en cas de dissentiment avec le commissaire russe, M. Desprez, rappelant les termes mêmes de l'article, répond que le fonctionnaire ottoman, ainsi que les consuls délégués par les puissances assistent le commissaire russe et contrôlent le fonctionnement de l'administration. Le Président ayant ajouté que le commissaire ottoman pourra porter plainte devant les représentants des puissances signataires, Lord Salisbury désire que cette explication soit in-

sérée au protocole, et le Comte de Saint Vallier fait remarquer 1878
que la fin de l'article 6 règle précisément le cas prévu par M. le Plénipotentiaire d'Angleterre.

Les articles VII, VIII, IX, X ne donnent lieu à aucune observation; sur l'article XI, visant la destruction des anciennes forteresses, une discussion s'engage relativement au délai à donner pour l'exécution de cette clause. Sur la proposition du Comte Andrássy, le Congrès substitue aux mots »dans le plus bref délai possible«, ceux-ci: »un an ou plus tôt, si faire se peut.«

M. Desprez passe à la lecture des dispositions relatives à la Roumélie orientale

Carathéodory Pacha présente quelques objections sur la mention expresse de la religion chrétienne du Gouverneur. Son Excellence, faisant allusion au principe de l'égalité des droits consacré par le Congrès, considère que cette clause n'est pas conforme au sentiment manifesté, en termes généraux, par la haute Assemblée. Le Premier Plénipotentiaire de Turquie ne croit pas, d'ailleurs, que la religion du gouverneur ait été décidée par le Congrès.

Le Président constate que la haute Assemblée, en conservant, sur ce point, les dispositions du traité de San Stefano, les a sanctionnées implicitement. Son Altesse Sérénissime insiste sur la nécessité de ne point soulever d'objections rétrospectives à propos de décisions déjà prises par la Congrès.

Les autres articles relatifs à la Roumélie et les paragraphes sur le Monténégro ne sont l'object d'aucune remarque spéciale.

M. Desprez lit le chapitre de la Serbie. A propos de la capitalisation du tribut de la principauté, le Prince Gortschacow relève l'importance de cette question sur laquelle les Plénipotentiaires russes auraient des objections à présenter. Le Prince Gortchacow relève l'importance de cette question sur laquelle les Plénipotentiaires russes auraient des objections à présenter. Le Prince de Hohenlohe, le Baron de Haymerle et M. d'Oubril ayant annoncé, d'ailleurs, qu'ils ont réservé, à cet égard, le vote de leurs gouvernements, le Congrès décide de placer cette question à l'ordre du jour de la prochaine séance.

Les articles sur la navigation du Danube ne provoquent aucune observation. Sur l'article relatif à la Bosnie-Herzégovine, les Plénipotentiaires ottomans déclarent s'en référer à la communication qu'ils ont eu l'honneur de faire au Congrès au nom de leur gouvernement.

Sur le paragraphe relatif à la liberté religieuse, le Comte Corti fait observer que, dans la discussion qui a eu lieu, en

1878 Congrès, à ce sujet, plusieurs Plénipotentiaires ont demandé que le statu quo fût maintenu non pas seulement pour la France, mais pour toutes les puissances dans les Lieux Saints. Son Excellence propose d'ajouter un alinéa conçu dans ce sens.

Le Président ayant rappelé les réserves que la France a formulées en acceptant l'invitation au Congrès, réserves qui ont amené, dans la rédaction de l'article, une mention expresse des droits de la France, fait remarquer que la seconde partie du paragraphe, établissant »qu'aucune atteinte ne saurait être portée au statu quo dans les Lieux Saints«, donne satisfaction à la pensée de M. le Premier Plénipotentiaire d'Italie.

Le Comte Corti, en présence de cette déclaration, se borne à demander que son observation soit insérée au protocole.

Le Président exprime à M. Desprez les remerciments du Congrès pour le travail dont Son Excellence vient de donner lecture, et la séance est levée a 6 heures.

(Suivent les signatures.)

Protocole No. 18.

Séance du 11 juillet 1878.

Garanties d'exécution des décisions du Congrès. — *Roumanie.* — Question du tribut, dette ottomane. — *Serbie.* — Question du tribut, dette ottomane. — Commission financière à Constantinople. — Réclamations des porteurs de titres de la dette ottomane. — *Asie.* — Délimitation des frontières turco-russes. — *Bosnie et Herzégovine.* — L'Autriche et la Porte se réservent de s'entendre sur les détails de l'occupation. — Rédaction du traité. — Règlement pour les Provinces chrétiennes de la Turquie de l'Europe (*Crète*). — Déclaration anglaise au sujet des Détroits (traité de Paris et de Londres). — L'envoi d'une commission européenne au Rhodope.

Etaient présents:

Pour l'Allemagne:
Le prince de Bismarck,
M. de Bülow,
Le prince de Hohenlohe-Schillingsfürst.

Pour l'Autriche-Hongrie:
Le Comte Andrássy,
Le Comte Károlyi,
Le Baron de Haymerle.

Pour la France:
M. Waddington,
Le Comte de Saint-Vallier,
M. Desprez.

Pour la Grande Bretagne: 1878
Le Marquis de Salisbury,
Lord Odo Russell.

Pour l'Italie:
Le Comte Corti,
Le Comte de Launay.

Pour la Russie:
Le prince Gortchacow,
Le Comte Schouvaloff,
M. d'Oubril.

Pour la Turquie:
Alexandre Carathéodory Pacha,
Mehemed Ali Pacha,
Sadoullah Bey.

La séance est ouverte à 3 heures.

Mention est faite de la liste des pétitions N° 13.

Les protocoles 15 et 16 sont approuvés.

L'ordre du jour appelle la proposition des Plénipotentiaires de Russie imprimée et distribuée conformément à la décision prise par le Congrès dans la séance précédente.

Le Comte Andrássy est d'avis que ce document devrait être abrégé. Le premier alinéa, terminé par les mots »surveiller la mise en vigueur«, paraîtrait suffisant aux Plénipotentiaires d'Autriche-Hongrie: le second alinéa pourrait être interprété comme un manque de confiance du Congrès dans le résultat de ses travaux. Son Excellence désirerait aussi que le premier mot »l'Europe« fût remplacé par »Les Hautes Parties contractantes« et regarderait comme inutile d'ajouter les expressions: »ayant donné leur sanction la plus solennelle et la plus obligatoire«. Son Excellence propose donc la rédaction suivante: »Les Hautes Parties contractantes envisagent la totalité des articles du présent acte comme formant un ensemble de stipulations dont elles s'engagent à contrôler et à surveiller la mise en vigueur.«

Lord Salisbury ne s'explique pas le but de la proposition russe. Son Excellence ne connaît pas de sanction plus »solennelle« et plus »obligatoire« que la signature de Son gouvernement et préfère ne pas accepter un engagement qui lui semble soit inutile, puisqu'il est évident que la Grande Bretagne tient à l'exécution du traité, soit avoir une signification d'une portée trop peu définie.

Le Prince de Bismarck demande à Sa Seigneurie si ses répugnances s'étendent également au texte modifié par le Premier Plénipotentiaire d'Autriche-Hongrie qui résume la proposition en

1878 lui donnant une forme plus simple. Son Altesse Sérénissime pense qu'il ne serait pas inutile d'exprimer que le Congrès s'engage à surveiller et à contrôler la mise à exécution de son oeuvre et qu'une pareille déclaration n'aurait rien d'inusité.

Le Premier Plénipotentiaire de Russie fait remarquer que le Marquis de Salisbury a exprimé la pensée du document russe en déclarant que le gouvernement britannique tient à l'exécution des stipulations consacrées par sa signature. Son Altesse Sérénissime, rappelant l'observation du Prince de Bismarck dans la précédente séance, est d'avis que le Congrès pourrait scinder le vote et se prononcer, dès à présent, sur la première moitié de la proposition que les Plénipotentiaires de Russie regardent comme essentielle à la dignité de la haute Assemblée.

Le Président adhère encore aujourd'hui à la pensée de voter le premier alinéa séparément. Comme Représentant de l'Allemagne, Son Altesse de Sérénissime serait disposé à accepter également le second, mais il craint que les autres puissances ne partagent pas toutes ce sentiment. Il regarde, d'ailleurs, la rédaction austro-hongroise comme plus pratique et pense, notamment, que les mots »solennelle et obligatoire« expriment une idée trop évidente par elle même pour qu'il soit nécessaire de l'affirmer.

Le Prince Gortchacow ne consentirait point à cette dernière modification: il répète que le sentiment de dignité de l'Assemblée doit être exprimé d'une manière très catégorique.

Le Comte Schouvaloff croit qu'il n'y a point de dissentiment sur le fond même de la pensée. Le Comte Andrássy et le Prince de Bismarck ont reconnu l'un et l'autre que la sanction donnée par le Congrès au traité est »solennelle et obligatoire«. Lord Salisbury a déclaré que la signature de la Grande Bretagne constituait un engagement du même ordre: Son Excellence ne s'expliquerait pas que le Congrès hésitât à employer les expressions qui rendent en réalité sa pensée. Il propose, en conséquence, la rédaction suivante:

»Les Hautes Parties contractantes, ayant donné leur sanction solennelle et obligatoire, aux stipulations du traité de Berlin, envisagent la totalité des articles du présent acte comme formant un ensemble de stipulations dont elles s'engagent à contrôler et à surveiller la mise en vigueur.«

Carathéodory Pacha rappelle les explications qu'il a déjà présentées à ce sujet: la Porte considère, assurément, la signature comme obligatoire et se regarde comme positivement et strictement tenue à mettre à exécution des engagements qu'elle aura souscrits au même titre que toutes les autres puissances signataires du traité. Mais la rédaction du document russe im-

pose à toutes les parties contractantes le devoir mutuel de contrôler l'exécution des stipulations du traité: la Porte se trouverait ainsi obligée à admettre chez elle le contrôle et à contrôler à son tour d'autres états également engagés. Son Excellence relève les difficultés de cette tâche et ajoute que la Porte est prête à exécuter le traité en ce qui la concerne, mais quant à exercer un contrôle ou à s'y soumettre, elle s'y refuse, considérant que cette obligation est nouvelle et trop lourde pour un gouvernement qui n'en réclame ni la charge ni le bénéfice. 1878

Le Prince Gortchacow dit que la réponse de la Sublime Porte n'est point en contradiction avec la pensée qui a inspiré la proposition des Plénipotentiaires de Russie, et tout le premier alinéa, conforme aux déclarations de Carathéodory Pacha, pourrait être accepté par les Représentants de la Turquie.

Le Prince de Bismarck, résumant la discussion, expose que toute la question est de savoir s'il convient d'insérer un article spécial ou de considérer la signature du traité comme une obligation formelle qui n'a besoin d'aucune confirmation. Le Premier Plénipotentiaire ottoman paraît voir dans la formule proposée une expression de méfiance contre quelqu'une des parties contractantes qui ne se conformerait pas au traité. Son Altesse Sérénissime, en ce qui le concerne, ne partage pas ces appréhensions.

Le Comte Andrássy maintient la rédaction qu'il a proposée et élève de nouvelles objections contre les mots »en insistant sur l'exécution«, qui lui paraissent trop rudes, et »leurs intentions« qui lui semblent vagues puisqu'il s'agit non point »d'intentions«, mais de stipulations.

Le Prince Gortchacow dit qu'il a reçu de l'Empereur, Son Auguste Maître, l'ordre exprès de présenter une proposition destinée à assurer la sanction des actes du Congrès. Son Altesse Sérénissime considère la pensée de Son Souverain comme entièrement conforme à la dignité de la haute Assemblée. Il consent, toutefois, à modifier quelques expressions, sans adhérer complétement au texte proposé par le Comte Andrássy, et il propose au Congrès la rédaction du Comte Schouvaloff.

Le Président soumet au Congrès cette nouvelle rédaction. Les Plénipotentiaires d'Autriche-Hongrie n'ont pas d'objection. Les Plénipotentiaires de France, de la Grande Bretagne et d'Italie réservent leur vote. Les Plénipotentiaires de Turquie déclarent n'avoir rien à ajouter aux déclarations qu'ils ont fait entendre. Les Plénipotentiaires d'Allemagne acceptent la proposition russe.

1878 Le Président constate que le document présenté par les Plénipotentiaires de Russie n'a pas obtenu l'assentiment du Congrès et procède au vote sur la proposition du Comte Andrássy.

Les Plénipotentiaires de France, de la Grande Bretagne et d'Italie persistent à réserver leur vote, les Plénipotentiaires de Turquie repoussent ce texte et les Plénipotentiaires de Russie s'en tiennent à leur proposition.

Le Comte Corti fait remarquer que la haute Assemblée partage le sentiment du prince Gortchacow sur la nécessité d'assurer la complète exécution du traité, mais les Plénipotentiaires d'Italie et ceux de leurs collègues qui ont, comme eux, réservé leur vote regardent comme suffisantes les déclarations qui ont été faites, au nom de la Sublime Porte, par Carathéodory Pacha.

Le Premier Plenipotentiaire de France propose au Congrès de se borner à prendre acte de la déclaration de Carathéodory Pacha; les formules présentées par le Prince Gortchacow et par le Comte Andrássy semblent à Son Excellence conçues en termes trop vagues; ou bien elles n'ajoutent rien à l'autorité du traité, ou bien elles ont une portée trop étendue. Dans sa pensée, le Congrès, en demandant à la Turquie de consentir d'importants sacrifices, avait en vue de préserver de toute atteinte la souveraineté du Sultan dans l'ensemble réduit mais compacte de provinces qui formera désormais Son empire. Or, la rédaction proposée à la haute Assemblée paraît consacrer une sorte de tutelle permanente imposée au gouvernement ottoman: le traité que les puissances vont signer contient un très grand nombre de clauses qui pourraient devenir, sous l'action d'un contrôle édicté par le Congrès, une série de prétextes pour une ingérence incessante dans tous les actes de la Sublime Porte. L'intérêt du gouvernement turc, son avantage évident est d'exécuter complétement et sans arrière-pensée toutes les décisions du Congrès. Son Excellence pense que les Puissances doivent prendre acte des déclarations que vient de faire entendre la Turquie par l'organe de son Premier Plénipotentiaire, et, avant d'aller au delà, avant de douter de ses intentions hautement manifestées, attendre qu'elles l'aient vue à l'oeuvre, car elles n'ont pas le droit de supposer que le gouvernement ottoman ne veuille pas ou ne puisse pas exécuter les stipulations qu'il a consenties. Le Premier Plénipotentiaire de France comprendrait même difficilement qu'on pût ajouter à un acte aussi solennel par lui-même une sanction ou inutile ou dangereuse S'il s'agissait de créer un

droit spécial de surveillance pour certaines stipulations déter- 1878
minées, une semblable décision serait peut-être admissible; mais inaugurer un droit de contrôle général sur un aussi grand nombre de clauses d'importance fort inégale serait un péril pour l'avenir, et le Congrès risquerait, en entrant dans cette voie, d'introduire des éléments de désaccord parmi les puissances qui viennent de faire une oeuvre de paix et de concorde.

Le Prince Gortchacow maintient que sa proposition est en rapport avec les déclarations du Premier Plénipotentiaire de Turquie. Son Altesse Sérénissime ne s'explique pas, d'ailleurs, pourquoi la sanction indiquée paraît dirigée contre la Porte ottomane; elle s'applique également à toutes les autres parties contractantes: la Russie, par exemple, y serait aussi bien soumise que la Porte, et admet parfaitement pour elle-même la surveillance et le contrôle des puissances.

Le Comte Schouvaloff relève, dans le discours de M. Waddington, la mention des sacrifices que le Congrès aurait demandés à la Turquie: ces sacrifices ne sont pas l'oeuvre du Congrès, mais la conséquence de la guerre. Au contraire, la haute Assemblée a favorablement traité la Porte ottomane qui se trouve certainement avoir plutôt gagné que perdu dans les nouvelles stipulations. Quant à l'ingérence dont a parlé le Premier Plénipotentiaire de France, le Comte Schouvaloff déclare que la Russie ne demande pas d'ingérence dans les affaires de la Turquie aussitôt que les stipulations du Traité auront été exécutées, mais jusque là il y a ingérence et elle ressort naturellement de toutes les décisions du Congrès. Peut-on soutenir qu'il n'y a point d'immixtion en Turquie quand il existe un réseau de commissions européennes en Roumélie, dans les provinces grecques, en Arménie, etc.? Le Comte Schouvaloff est d'accord avec M. Waddington en espérant que, dans un très-proche avenir, cette immixtion aura cessé; mais, quant à présent, Son Excellence la regarde comme indispensable, comme ressortant des résultats du Congrès, et, tant qu'il existera des commissions européennes, il est évident qu'il faudra surveiller et contrôler la situation. Ce droit étant établi, les Plénipotentiaires de Russie ne voient pas pourquoi on n'appellerait pas les choses par leur nom, et pourquoi l'on refuserait le contrôle et la surveillance qu'ils demandent.

M. Waddington veut se borner à faire observer que les commissions européennes ont un object précis et défini, tandis que la proposition russe n'a pas de but nettement déterminé.

Le Président constate que la proposition russe et l'amendement autrichien, qui en reproduisait la pensée, n'ont pas été

1878 accueillis par le Congrès, et que les résultats de la discussion sont, par conséquent, les faits qui seront indiqués au protocole, à savoir, la proposition elle-même, la réponse de la Porte, et la décision du Congrès de prendre acte des déclarations du Premier Plénipotentiaire ottoman.

La haute Assemblée passe à la question relative au tribut de la Roumanie et de la Serbie reservée dans la séance précédante.

Le Président rappelle que la question se pose ainsi: M. le Premier Plénipotentiaire de Turquie a présenté au Congrès deux propositions, l'une dans la séance du 28 juin (protocole 8) relative à la Serbie, l'autre, dans la séance du 1er juillet (protocole 10), pour la Roumanie; son Excellence demande que les tributs payés jusqu'à présent à la Sublime Porte par ces pays soient capitalisés et que le montant soit versé dans les caisses du trésor ottoman. Le Congrès a renvoyé ces propositions à la commission de rédaction, sans se prononcer définitivement sur la question de principe. La commission soumet maintenant un projet de rédaction ainsi conçu:

»Le tribut de la Serbie (de la Roumanie) sera capitalisé et les représentants des puissances à Constantinople fixeront le taux de cette capitalisation d'accord avec la Sublime Porte.«

Mais avant que le Congrès puisse se prononcer sur cette rédaction, il aura à statuer, si, en principe, les pays devraient accepter la charge de la capitalisation du tribut qui ne leur a pas été imposée par le traité de San Stefano.

Lord Salisbury envisage la difficulté à un double point de vue: il y a ici deux questions, celle du tribut en lui-même et celle de l'intérêt des créanciers de la Porte. En ce qui concerne le tribut, Son Excellence estime qu'il n'a pas été racheté par de grands sacrifices et de grandes victoires de la part des principautés: si c'était, en réalité, les roumains et les serbes qui eussent été victorieux, le tribut serait annulé, mais c'est la Russie qui a fait les dépenses et vaincu la Porte ottomane, et Son Excellence ne voit pas pour quelle raison la perte du tribut pourrait être imposée à la Turquie. Le Premier Plénipotentiaire de la Grande-Bretagne ajoute que, d'autre part, le tribut était une partie du gage des créanciers de la Porte et que ce gage ne saurait leur être enlevé.

Le Prince Gortchacow se prononce positivement contre l'opinion qui vient d'être exprimée. Quand l'indépendance de la Roumanie et de la Serbie a été proclamée, il n'a pas été question de la capitalisation du tribut. Son Altesse Sérénissime considère donc que les principautés sont affranchies de toute obligation, sauf pour les parties du territoire qui constituent

un accroissement et qui supporteront une part de la dette. 1878
Dans un autre ordre d'idées, le Premier Plénipotentiaire de Russie regarde que, si les principautés avaient à capitaliser le tribut, elles trouveraient difficilement les sommes nécessaires, et que les engagements qu'elles devraient prendre constitueraient pour elles une dépense supérieure au tribut qu'elles auraient racheté.

Le Comte Schouvaloff avait jusqu'ici regardé que cette question avait été décidée par le fait seul de la déclaration de l'indépendance, et c'est pourquoi il n'avait présenté à cet égard aucune observation. Plus Son Excellence envisage la question, plus il lui semble juste que les principautés supportent une part de la dette pour les territoires nouvellement acquis, et plus il lui semblerait injuste qu'elles fussent contraintes à la capitalisation du tribut entre les mains du gouvernement turc. Une décision prise en ce sens placerait les deux principautés et la Porte dans la situation d'Etats qui négocient une affaire financière sur la base d'un rachat de tribut, accordé en échange de l'indépendance: mais il n'en est pas ainsi, puisque l'indépendance est le résultat, non d'un arrangement, mais de la guerre. Lord Salisbury a dit que ce ne sont pas les armées roumaine et serbe qui se sont avancées jusque sous les murs de Constantinople, mais l'armée russe, et que les premières n'avaient pas de succès à enregistrer. Le Comte Schouvaloff constate que ces armées ont eu des succès sérieux, l'une a enlevé plusieurs redoutes à Plevna, et l'autre a occupé et occupe encore une partie du territoire ottoman. Dans cette condition, si les principautés devaient payer à prix d'argent leur indépendance, il resterait à savoir ce qu'elles auraient gagné à la guerre. Le Comte Schouvaloff se vôit obligé de rappeler, comme il a déjà dû le faire dans une séance précédente, que la Russie avait proposé dans le protocole de Londres un acte bien modéré, que la Turquie l'a repoussé et doit supporte les conséquences de se refus.

Le Premier Plénipotentiaire de France adhère à l'opinion du Premier Plénipotentiaire de Russie. En ce qui concerne spécialement la Roumanie, il semble impossible de lui demander la capitalisation du tribut: le traité de San Stefano non seulement n'en parle pas, mais reconnaît même le droit des roumains à une indemnité de guerre. A quel titre imposerait-on sacrifice à la Roumanie qui a pris une part brillante à la guerre? La Serbie est sur le dernier point à peu près dans les mêmes conditions: les Plénipotentiaires de France voteront contre la capitalisation du tribut.

1878 Le Comte de Saint Vallier ajoute: sous la réserve que les nouveaux territoires supporteront une part proportionnelle de la dette.

Le Comte Andrássy, faisant allusion à l'article V du traité de San Stefano qui vient d'être rappelé et qui porte une indemnité à debattre entre la Roumanie et la Turquie, dit que le Congrès est resté étranger à cette stipulation aussi bien qu'à une demande analogue formulée par la Serbie, mais qu'une capitalisation du tribut entraînerait des difficultés, des discussions qu'il est préférable d'éviter, et les Plénipotentiaires austro-hongrois votent dans le même sens que les Plénipotentiaires français.

Les Président fait remarquer que l'unanimité du Congrès serait nécessaire pour établir l'obligation du rachat du tribut, mais que les votes précédents indiquent suffisamment qu'il y aurait même une majorité contre cette décision: Son Altesse Sérénissime doit donc considérer la question comme réglée et la Commission de rédaction devra supprimer l'article de son projet relatif à la capitalisation des tributs roumain et serbe.

Le Premier Plénipotentiaire d'Italie présente au Congrès, au nom de ses collègues de France, de la Grande-Bretagne et d'Italie, la déclaration suivante pour être insérée au protocole:

»Les puissances représentées au Congrès sont d'avis de recommander à la Sublime Porte l'institution à Constantinople d'une commission financière, composée d'hommes spéciaux nommés par les gouvernements respectifs, et qui serait chargée d'examiner les réclamations des porteurs de titres de la dette ottomane, et de proposer les moyens les plus efficaces pour leur donner la satisfaction compatible avec la situation financière de la Sublime Porte.«

Carathéodory Pacha dit que son gouvernement donnera tous ses soins à la question des finances: c'est le devoir et l'intérêt de la Porte de faire tout le possible pour améliorer la situation. Les diverses propositions présentées au Congrès par les Plénipotentiaires ottomans pour le tribut, la part proportionnelle de la dette, etc., témoignent de la sollicitude du gouvernement turc pour les intérêts de ses créanciers. Mais il ne pourrait accepter la déclaration des Plénipotentiaires de France, de la Grande-Bretagne, et d'Italie, dans les termes où elle est formulée.

Carathéodory Pacha, sans pouvoir encore préciser les conditions ou l'époque d'un accord, indique que les créanciers de la Porte recherchent une entente entre eux et avec le gouvernement

qui, de son côté, s'efforcera de les satisfaire dans la mesure de 1878
ses ressources.

Le Président, ayant demandé si les autres puissances adhèrent a la proposition lue par le Comte Corti au nom de ses collègues d'Angleterre, de France et d'Italie, les Plénipotentiaires d'Autriche-Hongrie et de Russie déclarent y donner leur assentiment. Le Prince de Bismarck donne la même déclaration au nom de l'Allemagne. Son Altesse Sérénissime constate que le document sera inséré au protocole et que le Congrès en prend acte.

Le Congrès passe au rapport de la commission de délimitation sur la frontière asiatique.

Le Prince de Hohenlohe donne lecture du document suivant:

»La commission a l'honneur de soumettre au Congrès la décision suivante:

»Les Plénipotentiaires Britanniques n'ayant pas donné leur consentement à la délimitation que les Plénipotentiaires russes ont présentée au Congrès pour la vallée d'Alachkerd, il en résulte que le Plénipotentiaire britannique se base sur une délimitation qui a été communiquée à son gouvernement par l'ambassadeur de Russie à Londres. Ce dernier accepte la délimitation qu'il a été chargé de communiquer et recule les frontières du traité de San Stefano jusqu'aux points à l'ouest de Karaougan et de Kessa Dagh.

»La commission de délimitation prend acte de cette déclaration de M. le Représentant de la Russie. en vertu de laquelle la ligne de la nouvelle frontière entre la Russie et la Turquie partira d'un point à l'ouest du village de Karaougan, passera en ligne droite au village de Medjingert, elle suivra une ligne directe au sommet de la montagne Kassa Dagh et, de là, elle se dirigera le long de la ligne de partage des eaux entre les affluents de l'Araxe au nord, et ceux de la Mourad Sou au sud, jusqu'à l'ancienne frontière de la Russie.

La commission de délimitation, ne possédant ni la connaissance du terrain ni les cartes et les documents nécessaires pour statuer sur les difficultés qui se sont produites dans la commission spéciale militaire entre les délégués anglais et russes, propose de remettre la solution du différend et le tracé plus précis de la ligne de l'Alachkerd à une commission militaire composée d'un officier russe, d'un officier ottoman et d'un officier anglais.«

Le Comte Schouvaloff fait savoir au Congrès que, par suite de différence dans les cartes géographiques de la vallée d'Alachkerd, une entente devait être établie ultérieurement sur place entre des commissaires russes et turc. Lord Salisbury ayant désiré leur associer un délégué Anglais, le Comte Schouvaloff

1878 y a consenti. Lord Salisbury ajoute qu'il n'a d'ailleurs, aucune objection contre l'admission de délégués d'autres puissances.

Le Comte Schouvaloff répond qu'il n'y a pas lieu d'envoyer une commission européenne pour faire des délimitations de frontière en Asie.

Aucune observation n'étant présentée au sujet de la délimitation en Asie, le Président déclare que l'accord intervenu est accepté par le Congrès.

Avant que la haute Assemblée poursuive son ordre du jour, Carathéodory Pacha demande l'insertion à la fin de l'article sur la Bosnie et l'Herzegovine, lu dans la séance d'hier, des mots suivants »Les gouvernements d'Autriche-Hongrie et de Turquie se réservent de s'entendre sur le détail«.

Le Comte Andrássy n'ayant aucune objection, cette addition est acceptée par le Congrès et aussitôt insérée dans l'article dont il s'agit.

Le Président invite M. Desprez, rapporteur de la Commission de rédaction, à terminer la lecture du projet de traité commencée dans la séance d'hier.

M. Desprez indique d'abord qu'il a été tenu compte dans des paragraphes additionnels des décisions prises hier par la haute Assemblée au sujet des délais d'évacuation dans le Monténégro et en Serbie; un autre paragraphe supplémentaire a été placé dans le chapitre du Danube, au sujet du phare de l'île des Serpents.

Son Excellence, après avoir lu ces diverses dispositions, donne lecture de la suite du projet de traité.

L'article relatif au réglement à élaborer pour les provinces chrétiennes de la Turquie d'Europe, placées sous l'administration directe de la Porte, est l'objet d'une discussion entre Lord Salisbury, Carathéodory Pacha et M. Desprez au sujet de l'analogie à établir entre ce règlement et celui qui est déjà en vigueur pour la Crète. Il en résulte qu'elle ne sera pas étendue au régime financier et que les mots suivants, ainsi que le propose la commission de rédaction, seront ajoutées à l'article primitif: »sauf en ce qui concerne les exemptions d'impôt accordées à la Crète«.

Le paragraphe relatif à la médiation des puissances dans le cas où la Turquie et la Grèce ne parviendraient pas à s'entendre pour la rectification des frontières indiquée dans le 13e protocole donne lieu à une demande d'ajournement de Carathéodory Pacha. Son Excellence ajoute qu'elle attend des instructions de la Porte pour demain.

Le Président dit que le paragraphe dont il s'agit exprime 1878
un voeu du Congrès et non pas une résolution à laquelle la Porte soit sollicitée de s'associer. Les Puissances se bornent à exprimer qu'elles sont animées du désir de voir réussir les négociations, et sur ce point, il ne semble pas que la Porte ait opinion à donner ni de décision à prendre en Congrès.

M. Desprez lit les articles sur l'Asie dont certains détails topographiques ne pourrant être rédigés d'une manière définitive avant que la commission de rédaction ait reçu le texte de la commission de délimitation.

La lecture des paragraphes relatifs à Khotour et aux arméniens n'est suivi que d'observations de forme. Sur le paragraphe relatif aux traités de Paris et de Londres, Lord Salisbury rappelle qu'a première vue il avait, dans une précédente séance, manifesté sur la rédaction de cet article certaines inquiétudes. Ces appréhensions sont désormais calmées en partie par les éclaircissements donnés au Congrès; Son Excellence se borne aujourd'hui à demander l'insertion au protocole de la déclaration suivante qui n'engage que son gouvernement:

»Considérant que le traité de Berlin changera une partie importante des arrangements sanctionnés par le traité de Paris de 1856, et que l'interprétation de l'article 2 du traité de Londres qui dépend du traité de Paris peut ainsi être sujet à des contestations:

»Je déclare de la part de l'Angleterre que les obligations de Sa Majesté Britannique concernant la clôture des détroits se bornent à un engagement envers le Sultan de respecter à cet égard les déterminations indépendantes de Sa Majesté, conformes à l'esprit des traités existants.«

Le Comte Schouvaloff se réserve le droit de faire insérer au protocole une contre-déclaration s'il y a lieu.

La lecture du projet de traité étant terminée, M. Desprez donne connaissance au Congrès du projet de préambule.

Le Congrès en adopte la rédaction et approuve l'ensemble du projet que M. Desprez vient de lire. Une seconde lecture du projet complété par les détails qui manquent encore, et dressé article, par article, aura lieu dans la prochaine séance.

Le Comte Schouvaloff fait savoir à la haute Assemblée que Lord Salisbury a reçu des télégrammes qui indiquent les plus déplorables désordres dans les districts du Rhodope: d'après ces informations, une population de plus de 100.000 âmes serait livrée à une complète anarchie; des villages aurairent été

1878 brûlés, des massacres, violences, et excès horribles auraient été commis. Leurs Excellences pensent qu'il y a lieu de mettre un terme aussi promptement que possible à de semblables atrocités. Le Comte Schouvaloff fait remarquer que les localités dont il s'agit sont en dehors de l'action du commandant-en-chef de l'armée Russe et pense, de concert avec Lord Salisbury, qu'il serait opportun d'envoyer sur place des commissaires européens qui seraient chargés de provoquer l'adoption de mesures répressives. Le Comte Schouvaloff est d'avis que les gouvernements pourraient inviter leurs représentants à Constantinople à désigner des délégues.

Le Président demande quelle serait la force exécutive de ces commissaires.

Le Comte Schouvaloff répond qu'il ne peut la désigner en ce moment, mais qu'à défaut des troupes Russes qui ne se trouvent pas sur ce point, on doit espérer le concours des autorités locales.

Le Prince Gortchacow est d'avis, qu'en accomplissant la mission qui va leur être confiée, les commissaires doivent s'appliquer également à vérifier l'exactitude des faits signalés à Lord Salisbury.

Après un échange d'idées à ce sujet entre plusieurs des Plénipotentiaires, le Comte de Saint-Vallier donne lecture d'un projet de résolution rédigé d'accord avec le Marquis de Salisbury, et ainsi conçu:

»Les Plénipotentiaires des Puissances réunis au Congrès de Berlin, émus des rapports parvenus à quelques uns d'entre eux sur les souffrances actuelles des populations du Rhodope et des contrées voisines, sont d'avis qu'il y a lieu de recommander aux ambassadeurs à Constantinople de s'entendre avec la Sublime Porte pour l'envoi immédiat d'une commission européenne chargée de vérifier sur les lieux la gravité des faits et de chercher à y apporter remède dans la mesure du possible.«

Ce projet de résolution reçoit l'adhésion unanime du Congrès.

Le Président fait remarquer, avec l'assentiment général, que les membres de la haute Assemblée, en adoptant cette résolution étrangère à l'objet de leurs délibérations, agissent non pas comme membres du Congrès, mais comme représentants de leurs gouvernements respectifs.

La séance est levée à 5 heures et demie.

(Suivent les signatures.)

Protocole No. 19. 1878

Séance du 12 juillet 1878.

Rédaction du traité. — Délimitation de la *Bulgarie*. — Route militaire (Sofia).— *Serbie*. — Délimitation des frontières (carte de l'état major autrichien). — *Grèce*. — Rectification des frontières (médiation des Puissances). — *Asie*. — Délimitation des frontières. — Mode de la communication du traité à la Grèce, la Perse, le Monténégro et les Principautés déclarées indépendantes. — Echange des ratifications. — Détroits. Déclaration russe. — La commission européenne au Rhodope.

Etaient présents

Pour l'Allemagne:
Le Prince de Bismarck,
M. de Bülow,
Le Prince de Hohenlohe-Schillingsfürst.

Pour l'Autriche:
Le Comte Andrássy,
Le Comte Károlyi,
Le Baron de Haymerle.

Pour la France:
M. Waddington,
Le Comte de Saint-Vallier,
M. Desprez.

Pour la Grande Bretagne:
Le Marquis de Salisbury,
Lord Odo Russell.

Pour l'Italie:
Le Comte Corti,
Le Comte de Launay.

Pour la Russie:
Le Prince Gortchacow,
Le Comte Schouvaloff,
M. d'Oubril.

Pour la Turquie;
Alexandre Carathéodory Pacha,
Mehemed Ali Pacha,
Sadoullah Bey.

La séance est ouverte à 3 heures.

Le protocole N° 17 est adopté.

Mention est faite de la liste des pétitions N° 14.

L'ordre du jour appelle le rapport complémentaire de la commission de rédaction.

M. Desprez dit que la commission a relu l'ensemble du traité et a élevé des objections contre l'article II relatif à la dé-

1878 limitation de la Bulgarie.. Le paragraphe de cet article portant le numéro 3 qui implique pour les troupes et convois bulgares le libre passage sur la ligne d'étapes entre Vidin et Sofia par la route de Sofia à Pirot et de ce point à Vidin par le col de Saint Nicolas, paraît inadmissible. La commission propose de le supprimer, le Congrès ne devant pas prévoir le cas où la Bulgarie ferait la guerre à la Turquie.

Cette observation ayant été favorablement accueillie par la haute Assemblée, M. Desprez ajoute que le second alinéa du même paragraphe, admettant en principe la faculté pour la Turquie de se servir d'une route militaire au travers du territoire sud du Sandjak de Sofia, a laissé la commission indécise : l'accord n'a pu s'établir sur ce point.

Le Comte Schouvaloff rappelle que les Plénipotentiaires de Russie ont accepté le principe du passage; des instructions en ce sens seront données conformément au protocole 17 aux officiers russes; mais Son Excellence est contraire à la rédaction de l'article qui donne l'indication exacte du tracé de passage.

Le Président regarde, en effet, qu'il est dangereux de délimiter dans un article de traité une route militaire sur un terrain peu connu et sur une carte dont l'exactitude ne peut pas être absolue. Cette délimitation pourrait être fâcheuse pour ceux même qui peuvent s'en servir. Son Altesse Sérénissime relit le passage du 17e protocole où se trouve le résumé de la discussion et pense que conformément aux décisions prises alors par le Congrès, le tracé doit être renvoyé aux négociations sur place. La nomenclature du 2e alinéa du paragraphe 3 devrait donc disparaître, et il serait opportun de ne laisser subsister que la reconnaissance en principe d'une route militaire accordée à la Turquie.

Le Prince de Hohenlohe propose de s'en tenir exactement aux expressions du protocole et de supprimer les indications précises qui terminent l'alinéa.

Le Comte Schouvaloff demande la suppression de tout le paragraphe 3, car l'alinéa 2 n'a été concédé par lui qu'en vue du 1er alinéa accordant une route d'étapes à la Bulgarie.

Lord Salisbury dit que si le 1er alinéa était conservé, il serait obligé de déclarer au protocole de la part de l'Angleterre que nulle disposition du traité ne reconnaît à la Bulgarie le droit de paix et de guerre.

Le Comte Schouvaloff fait remarquer que c'est précisement pour éviter ces difficultés qu'il propose la suppression de tout le paragraphe 3.

A la suite d'observations présentées par le Comte de Launay, Lord Salisbury et le Comte Schouvaloff, le Congrès décide que le paragraphe 3 de l'article II du projet de traité sera supprimé, les Plénipotentiaires de Russie ayant, d'ailleurs, déclaré que les obligations qu'ils ont acceptées au protocle 17 au sujet de la route militaire accordée à la Turquie conservent toute leur valeur. 1878

Il est entendu que le même passage inséré à l'article XXXVI relatif à la délimitation serbe sera également supprimé.

Carathéodory Pacha, se référant à l'article XXIV qui concerne la rectification des frontières de la Grèce et la médiation éventuelle des puissances, ajoute que la Porte, qui n'avait pas donné son consentement à des propositions de rectification de frontières, se réserve d'entretenir les cabinets signataires de la vraie situation de la question hellénique. Son Excellence demande que le mot de »médiation« soit remplacé par »bons offices«.

M. Desprez rappelle que le mot de »médiation« adopté par la commission est conforme aux termes du protocole No. 13.

Le Comte de Launay déclare que la substitution demandée par Carathéodory Pacha amoindrirait la signification et la portée de la proposition des Plénipotentiaires de France et d'Italie, et de la décision prise par la haute Assemblée.

Le Président fait observer que cet article n'a pas d'intérêt pour les Plénipotentiaires ottomans puisqu'il ne s'agit que des intentions des six puissances qui demeureront toujours libres de s'entendre entre elles sur ce point en dehors de la Turquie.

M. Desprez, reprenant l'exposé des dispositions du traité encore controversées, cite les objections formées par les Plénipotentiaires de Turquie contre les dernières lignes du 2e alinéa de l'article XXXVI ainsi rédigées: »laissant au sud du village de Prépolac une zone de 1000 mètres de rayon à la Serbie«.

Carathéodory Pacha et Mechemed Ali Pacha demandent que le défilé de Prépolac soit maintenu au territoire ottoman.

Le Comte de Saint-Vallier rappelle que le Congrès a décidé, conformément à l'avis de la commission de délimitation, qu'il serait donné suite à la reclamation élevée par les Plénipotentiaires ottomans touchant l'extension de 1000 mètres attribuée à la Serbie au sud de Prépolac dans le projet de la commission militaire. Mais, d'après les termes même du protocole, le Congrès n'a pas entendu pousser la concession au-délà du retour pur et simple à la ligne autrichienne, c'est-à-dire,

1878 l'abandon de la zone de 1.000 mètres; il en résulte que la place de Prépolac est laissée à la Turquie; mais il n'a jamais été question d'y comprendre le défilé située en arrière de cette ville, ce qui aurait rejeté la frontière vers le nord beaucoup plus que le Congrès n'entendait la faire.

Le Président déclare qu'il est impossible de revenir sur cette discussion; Son Altesse Serénissime ajoute que la tâche de la commission était de rédiger les décisions prises et non pas de les réviser.

Le Prince de Hohenlohe dit qu'une note placée au bas de la page 2 du projet de traité indique que »toutes les désignations de lieux ont été prises sur la carte de l'état-major autrichien«. Cette annotation ne pourrait figurer au traité, mais cette explication étant très-importante, Son Altesse Sérénissime est qu'il en soit fait mention au protocole.

Le Président appuie cette observation qui est approuvée par le Congrès.

M. Desprez dit que le projet de traité n'a plus rencontré d'objections que sur l'article relatif à la délimitation de la frontière d'Asie, au sujet duquel les Plénipotentiaires de Grande-Bretagne et de Russie ne sont pas encore entièrement d'accord.

A la suite d'une discussion sur ce point entre le Comte Schouvaloff et Lord Salisbury, le Congrès décide que pendant une interruption de séance, des pouparlers auront lieu entre les Plénipotentiaires de la Grande-Bretagne, de la Russie et de la Turquie, pour régler les détails définitifs de cette délimitation.

La séance est interrompue.

A la reprise de la séance, la Comte Schouvaloff annonce que les Représentants des trois puissances se sont entendus sur le dernier alinéa de l'article LIX et la suppresion de l'article LX.

Le Président constate que la rédaction du traité est terminée.

Son Altesse Sérénissime appelle ensuite l'attention de ses collègues sur la question de savoir en quelle forme et à quel moment la communication du traité sera faite aux états intéressés qui n'ont point participé au Congrès, c'est-à-dire la Grèce, la Perse, le Monténégro et les principautés déclarées indépendantes.

L'échange d'idées qui a lieu à ce sujet amène la haute Assemblée à reconnaître que cette communication ne saurait être faite d'une manière officielle qu'après l'échange des ratifications du traité: le Congrès considère en effet que ce sont les rati-

fications et non pas seulement la signature qui donnent aux traités 1878
leur valeur définitive. Le Congrès, admettant toutefois, qu'il serait difficile d'attendre ces ratifications pour donner avis aux états dont il s'agit des dispositions qui ont été prises à leur égard, décide sur la proposition du Prince de Bismarck, que le Président est autorisé à faire connaître, dès la signature, aux états intéressés les décisions qui les concernent, dans une rédaction authentique, mais communiquée sous la forme officieuse. Son Altesse Sérénissime communiquera officiellement le traité complet à ces mêmes états quand les ratifications auront été échangées.

La haute Assemblée décide également que l'échange des ratifications indiqué dans le projet de traité comme devant avoir lieu dans un délai de quatre semaines, devra avoir lieu dans le délai de trois semaines: le dernier article portera donc: »dans un délai de trois semaines ou plus tôt si faire se peut«. Il est entendu que les évacuations de territoire stipulées à partir du jour de la signature ne seront exécutoires qu'à partir du jour de la ratification et que cette dernière date sera substituée à celle de la signature dans tous les passages du traité où le jour de la signature avait été fixé comme point de départ du délai accordé aux intéressés.

Le Comte Schouvaloff, rappelant la déclaration faite dans la précédente séance par Lord Salisbury au sujet des détroits, demande l'insertion au protocole d'une déclaration sur le même sujet présentée par les Plénipotentiaires de Russie: »Les Plénipotentiaires de Russie, sans pouvoir se rendre exactement compte de la proposition de M. le Second Plénipotentiaire de la Grande-Bretagne concernant la clôture des détroits, se bornent à demander de leur côté l'insertion au protocole de l'observation: qu'à leur avis, le principe de la clôture des détroits est un principe européen, et que les stipulations conclues à cet égard en 1841, 1856 et 1871, confirmées actuellement par le traité de Berlin, sont obligatoires de la part de toutes les puissances, conformément à l'esprit et à la lettre des traités existants, non seulement vis-à-vis du Sultan, mais encore vis-à-vis de toutes les puissances signataires de ces transactions.«

Lord Salisbury fait savoir au Congrès que, conformément à la décision prise hier par les Représentants des puissances, il a invité l'Ambassadeur de la Grande-Bretagne à Constantinople à s'entendre avec ses collègues au sujet des commissaires à envoyer dans le Rhodope.

Le Comte Andrássy, M. Waddington, le comte Corti, le Prince Gortchacow et le Prince de Bismarck annoncent que les

1878 mêmes instructions ont été adressées aux représentants de leurs gouvernements à Constantinople.

Le Congrès fixe à demain samedi 13 juillet la signature solennelle du traité.

La séance est levée à 5 heures.

(Suivent les signatures.)

Protocole No. 20.

Séance du 13 juillet 1878.

Discours du Comte Andrássy et du Prince Bismarck. — Signature du traité.

Etaient présents:

Pour l'Allemagne:
Le Prince de Bismarck,
M. de Bülow,
Le Prince de Hohenlohe-Schillingsfürst.

Pour l'Autriche-Hongrie:
Le Comte Andrássy,
Le Comte Károlyi,
Le Baron de Haymerle.

Pour la France:
M. Waddington,
Le Comte de Saint-Valier,
M. Desprez.

Pour la Grande Bretagne:
Le Comte de Beaconsfield,
Le Marquis de Salisbury,
Lord Odo Russel.

Pour l'Italie:
Le Comte Corti,
Le Comte de Launay.

Pour la Russie:
Le Prince Gortchacow,
Le Comte Schouvaloff,
M. d'Oubril.

Pour la Turquie:
Alexandre Carathéodory Pacha,
Mehemed Ali Pacha,
Sadoullah Bey.

La séance est ouverte à 3 heures.

Le Président fait remarquer que le protocole 18 a été 1878
distribué et que le protocole 19 sera entre les mains de MM. les Plénipotentiaires dans le courant de la journée. Les deux protocoles seront donc examinés par tous les membres de la haute Assemblée. Mais comme il ne sera plus possible de recueillir toutes les signatures pour les copies définitivement arrêtées, le Prince de Bismarck propose que MM. les Plénipotentiaires qui partiraient avant la signature autorisent Leurs Excellences MM. les Ambassadeurs accrédités à Berlin, de signer les derniers protocoles en leur nom.

Cette proposition est adoptée.

Le Président invite les Plénipotentiaires à vouloir procéder à la signature du traité.

Le Comte Andrássy prononce les paroles suivantes:

»Messieurs,

Au moment où nos efforts viennent d'aboutir à une entente générale, il nous serait impossible de ne pas rendre hommage à l'homme d'état éminent qui a dirigé nos travaux.

Il a invariablement eu en vue d'assurer et de consolider la paix. Il a voué tous ses efforts à concilier les divergences et à mettre fin le plus rapidement possible à l'incertitude qui pesait si gravement sur l'Europe.

Grâce à la sagesse, à l'infatigable énergie, avec lesquelles notre Président a dirigé nos travaux, il a contribué à un haut degré à la prompte réussite de l'oeuvre de pacification que nous avons entreprise en commun.

Je suis donc sûr de rencontrer l'assentiment unanime de cette haute Assemblée, en vous proposant d'offrir à Son Altesse Sérénissime le Prince de Bismarck notre plus chaleureuse gratitude.

Sur le point de nous séparer, je crois le mieux répondre encore à Vos sentiments en témoignant notre respectueuse reconnaissance de la haute bienveillance et de la gracieuse hospitalité dont nous avons été l'objet de la part de Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne et de l'Auguste Famille Impériale.«

Le Prince de Bismarck répond: »Je suis profondément sensible aux paroles que le Comte Andrássy vient de prononcer au nom de cette haute Assemblée. Je remercie vivement le Congrès d'avoir bien voulu s'y associer et j'exprime toute ma reconnaissance à mes collègues de l'indulgence et des bons sentiments qu'ils m'ont témoignés pendant le cours de nos travaux. L'esprit de conciliation et la bienveillance mutuelle dont tous les Plénipotentaires ont été animés, m'ont facilité une tâche que, dans l'état

1878 de ma santé, j'espérais à peine pouvoir mener jusqu'á son terme. En ce moment, où le Congrès, à la satisfaction des gouvernements représentés et de l'Europe entière, aboutit au résultat espéré, je vous prie de me garder un bon souvenir: quant à moi, la mémorable époque qui vient de s'écouler restera ineffaçable dans ma mémoire.«

Le Congrès procède à la signature des sept exemplaires du Traité.

Cet acte étant accompli, le Président reprend la parole dans les termes suivants: »Je constate que les travaux du Congrès sont terminés.

»Je regarde comme un dernier devoir du Président d'exprimer les remercîments du Congrès à ceux des Plénipotentiaires qui ont fait partie des commissions, notamment à M. Desprez et à M. le Prince de Hohenlohe. Je remercie également au nom de la haute Assemblée le secrétariat du zèle dont il a fait preuve et qui a contribué à faciliter les travaux du Congrès. J'associe dans l'expression de cette reconnaissance les fonctionnaires et officiers qui ont pris part aux études spéciales de la haute Assemblée.

»Messieurs, au moment de nous séparer, je ne crains pas d'affirmer que le Congrès a bien mérité de l'Europe. S'il a été impossible de réaliser toutes les aspirations de l'opinion publique, l'histoire dans tous les cas rendra justice à nos intentions, à notre oeuvre, et les Plénipotentiaires auront la conscience d'avoir, dans les limites du possible, rendu et assuré à l'Europe le grand bienfait de la paix si gravement menacée. Ce résultat ne saura être atténué par aucune critique que l'esprit de parti pourra inspirer à la publicité. J'ai le ferme espoir que l'entente de l'Europe, avec l'aide de Dieu, restera durable, et que les relations personnelles et cordiales qui pendant nos travaux se sont établies entre nous, affermiront et consolideront les bons rapports entre nos gouvernements.

»Je remercie encore une fois mes Collègues de leur bienveillance à mon égard, et c'est en conservant, cette impression de haute gratitude, que je lève la dernière séance du Congrès.«

Les Plénipotentiaires se séparent à 5 heures.

Signé: *v. Bismarck, B. Bülow, C. F. v. Hohenlohe, Károlyi, Waddington, Saint-Vallier, Odo Russell, Launay, Gortchacow, P. d'Oubril, Alex. Caratheodory, Sadoullah.*

Certifié conforme à l'original: (Signe) *Radowitz, Moüy.*

1878

Contenu.

Page

Protocole No. 1. Election du Président. — Présentation du secrétariat. — Décision à l'égard de la procédure. — Présence de l'armée russe aux environs de Constantinople. — Discussion 445

Protocole No. 2. Grèce. — Question de l'admission de ses représentants. — Déclaration de Carathéodory Pacha. — Déclaration du Prince Gortchacow. — Discussion sur la proposition française. — Amendement de Lord Salisbury. — Proposition anglaise (Bulgarie et Roumélie). — Discussion et votation 453

Protocole No. 3. Discussion sur l'admission des Représentants de la Grèce. — Proposition française 462

Protocole No. 4. Bulgarie. — Frontière. — Proposition anglaise. — Lignes des Balkans; Sofia; Roumélie orientale. constitution et frontières, garnisons ottomanes, amendements russes relatifs aux garnisons ottomanes dans la Roumélie orientale et à la milice indigène. — Discussion. — Plénipotentiaires français chargés d'une rédaction des mendements russes. — Proposition anglaise. (Prot. 2.) — Accueillie. — Votation 470

Protocole No. 5. Bulgarie. — Frontières. — Observation anglaise sur le Sandjak de Sofia. — Roumélie orientale. — Garnisons ottomanes. — Discussion ajournée. — Bulgarie et Roumélie orientale. — Liberté des cultes, égalité devant la loi, proposition française. — Traités de commerce, juridiction consulaire, proposition de l'Italie, France, Autriche. — Bulgarie. — Tribut et dette, proposition ottomane. — Élection du prince, discussion. Votation. — Substitution de commissions européennes aux commissaires russes et proposition du Comte Andrássy. — Discussion. — Occupation russe et passage des troupes russes à travers la Roumélie. — Proposition du Comte Andrássy. — Discussion. — Votation 479

Protocole No. 6. Roumélie orientale. — Rédaction française des amendements russes relatifs aux garnisons ottomanes et à la milice indigène. — Réserves du Comte Schouvaloff proposant une commission européenne. — Bulgarie. — Discussion sur la proposition du Comte Andrássy et substitution des commissaires européens aux commissaires russes. — Proposition de Lord Salisbury en complément de la proposition du Comte Andrássy. — Bulgarie et Roumélie orientale. — Traités de commerce. — Discussion de la proposition des Comtes Andrássy et Corti etc. — Liberté des cultes. — Discussion de la proposition française. — Chemins de fer. — Proposition austro-hongroise 492

Protocole No. 7. Commission de rédaction. — Proposition du Prince Bismarck. — Accueillie. — Bulgarie, tribut et dette ottomane. — Proposition Carathéodory Pacha. — Proposition du Comte Corti. — Discussion et votation. — Chemins de fer. — Proposition austro-hongroise. — Acceptée. — Liberté des cultes. — Dans la Roumélie orientale et dans tout l'empire ottoman. — Proposition française. — Discussion. — Ce point sera compris dans l'art. XXII du traité. — Art. VII du traité de San Stefano. — Al. 1 et al. 2 maintenus. — Al. 3 assemblée de notables. — Al. 4 Koutzo Vlachs. — Al. 5 Administration provisoire de Bulgarie. Contrôle des consuls. — Organisation de la Roumélie orientale. Commission européenne. — Votation. — Art. VIII du traité. — Al. 1 évacuation de la Bulgarie par les troupes ottomanes. — Serbie. Frontières. — Proposition ottomane 501

Page

1878 *Protocole No. 8.* Grèce. — Désignation de ses représentants. — Appelés à la séance de demain. — Modalités de leur présence. — Motion française. — Passage de troupes turques par la Roumélie orientale. — Comte Schouvaloff accepte la rédaction française. — Commission de rédaction. — Constitution. — Bosnie et Herzégovine. Art. XIV. — Mémoire du Comte Andrássy. — Proposition de Lord Salisbury; occupation et administration par l'Autriche-Hongrie. — Discussion à ce sujet. — Comte Andrássy accepte la proposition anglaise; déclaration au sujet de Novibazar. — Serbie. Indépendance. — Réserves de Carathéodory Pacha. — Liberté religieuse. — Proposition Waddington. — Discussion à ce sujet. — Votation. — Liberté de commerce et juridiction consulaire. — Proposition d'Italie, France, Autriche-Hongrie. — Adhésions. — Frontière. — Exposition du Baron Haymerle. — Annexe. — Congrès accepte la commission spéciale. — Art. IV du traité. — Al. 1 propriété foncière des musulmans. — Al. 2 Aliénation des vakoufs. — Al. 3 Évacuation militaire. — Chemins de fer. — Proposition du Baron Haymerle. — Accueillie à l'unanimité. — Tribut. — Proposition de Carathéodory Pacha. — Discussion sur la dette ottomane et les emprunts turcs. — Monténégro. Frontière. — Motion ottomane. — Annexe. — Commission de délimitation. constitution 51

Protocole No. 9. Grèce. — Provinces limitrophes. — Crète. — Art. XV; amendement anglais: substituer »commission européenne«. — Communications de Mr. Delyanni et de Mr. Rhangabé. — Roumanie. — Admission de ses représentants. — Proposition anglaise, discussion. — Art. V; indépendance. — Discussion sur la question s'il y a ou non connexité entre la reconnaissance de l'indépendance et les remaniements territoriaux. — Observations de Lord Beaconsfield au point de vue du traité de Paris et de la liberté de navigation sur le Danube. — Réponse des Plénipotentiaires russes. — Bosnie et Herzégovine. — Droit de garnison de l'Autriche-Hongrie dans l'enclave de Novibazar. — Le Comte Schouvaloff retire ses réserves 536

Protocole No. 10. Roumanie. — Entrée de ses représentants. — Mémoire de Monsieur Cogalnicéano. — Considérations de Monsieur Bratiano. — Indépendance. — Monsieur Waddington propose comme condition de la reconnaissance la liberté des cultes et l'égalité des droits. — Accueillie à l'unanimité. — Réserve du Comte Schouvaloff au sujet de la rétrocession de la Bessarabie. — Monsieur Waddington propose compensation territoriale, comprenant Silistrie et Mangalia. — Discussion. — Proposition russe d'un nouveau tracé de frontière. — Proposition anglaise sur l'île des Serpents. — Tribut et dette. — Proposition ottomane — Indemnité, droits des roumains en Turquie. — Proposition ottomane, suppression des alinéas relatifs. — Monténégro. Frontières. — Motion austro-hongroise. — Annexe contenant le tracé des frontières. — Réserves austro-hongroises sur Antivari. — Motion ottomane contre la cession d'Antivari. — Indépendance. — Discussion. — Liberté des cultes. — Proposition austro-hongroise. — Dette ottomane. — Proposition ottomane. — Droits des habitants et Vakoufs. — Proposition anglaise. — Évacuation du territoire ottoman. — Discussion 548

Protocole No. 11. Bulgarie. — Délimitation confiée à la commission. — Danube. — Proposition du Baron Haymerle. — Discussion, renvoi. — Art. XII du traité de St. Stefano. — Représentation de la Roumanie dans la commission européenne. — Art. XIII (indemnité aux particuliers) supprimé. — Indemnité de guerre art. XIX — Discussion. — Motion de Carathéodory Pacha contre l'indemnité. — Déclaration du Comte Schouvaloff. — Réserves anglaises et italiennes en faveur des

Page
autres créanciers de la Turquie. — Déclaration du Comte Schouvaloff sur les hypothèques antérieures. — Réponse de Carathéodory Pacha à ce sujet. — Résumé de la discussion 565 1878

Protocole No. 12. Serbie. — Question des juifs; communication de Monsieur Ristich. — Bosnie et Herzégovine. — Déclaration des Plénipotentiaires ottomans au sujet de l'occupation. — Monténégro. Frontières. — Travail de la commission de délimitation sur les frontières. Antivari, Spizza, Boyana, littoral; législation maritime, route et chemin de fer pour l'Autriche-Hongrie. — Proposition russe au sujet de Dinos. — Interpellation du Comte Launay sur Spizza. — Explications du Baron Haymerle. — Réserves de Mehmed Ali Pacha sur le tracé des frontières. — Danube. — Proposition russe. — Principes de la proposition austro-hongroise. — Votation. — Alinéas amendés. — Moines du Mont-Athos, ecclésiastiques russes. — Proposition de Lord Salisbury sur l'égalité des droits et liberté des cultes dans toute la Turquie. — Déclaration de Carathéodory Pacha. — Discussion. — Lieux-Saints ... 576

Protocole No. 13. Grèce. — Affaires de Crète. — Commission européenne, rectification des frontières; Epire, Thessalie. — Bosnie et Herzégovine. — Discours de Lord Beaconsfield au sujet de l'occupation par l'Autriche-Hongrie. — Miridites. — Continuation de leurs priviléges. 588

Protocole No. 14. Perse. — Rectification de frontière. — Nouvelle rédaction de l'art. XVIII; renvoi. — Batoum. — Désaccord entre l'Angleterre et la Russie à l'égard de la ligne-frontière. — Déclaration du Prince Gortchakow d'ériger Batoum en port-franc. — Délimitation soumise à l'examen de la commission. — Art. XVI, Arménie; réformes, rédaction proposée par Lord Salisbury; renvoi. — Article XXIV; détroits; le statu quo ante accepté. — Art. XXV; évacuation par les troupes russes de la Turquie, d'Europe et d'Asie; désir exprimé par la France; réponse du Prince Gortchakow 597

Protocole No. 15. Perse. — Rectification de frontières. — Art. XVIII adopté en principe. — Arménie. — Réformes. — Lord Salisbury propose rédaction de l'art. XVI que le Congrès accepte. — Roumanie. — Différend a l'égard des saints-lieux d'Orient. — Discussion. — Proposition du Prince Bismarck. — Contrôle des puissances à l'égard des saints-lieux. — Bulgarie. — Rapport de la commission de délimitation. — Accord à l'égard des frontières nord et ouest. — Discussion sur la délimitation du sandjak de Sofia. — Compromis. — Ensemble du tracé adopté à l'unanim. — Roumélie orientale. — Délimitation. — Serbie. — Projet de délimitation. — Difficultés à propos du défilé de Prepolje et du district de Vranja. — Discussion. — Partage des votes. — Proposition du Comte St. Vallier. — Adoption de l'ensemble du tracé. — Communication du Prince Gortchakow concernant les garanties d'écution du traité; renvoi 608

Protocole No. 16. Perse. — Rectification de frontière, texte de l'article XVIII concerté entre les délégues de Grande-Bretagne et de Russie; renvoi. — Déclaration du Prince Gortchakow d'ériger Batoum en port essentiellement commercial. — Garanties d'exécution des décisions du Congrès. — Objections de Carathéodory Pacha. — Réplique du Prince Gortchakow. — Discussion, ajournement. — Sandjak de Sofia. — Délimitation, résolution définitive. — Rédaction du traité. — Rapport de Mr. Desprez; objection de Lord Salisbury. — Discussion — Proposition de MM. d'Oubril et de Mehmed Ali Pacha 624

Protocole No. 17. Perse. — Rectification de frontière. — Carathéodory Pacha accepte la rédaction de l'art. XVIII présentée par le Comte Schouvaloff. — Batoum. — Délimitation définitive. — Evacuation par

Page

1878 les troupes turques de certains territoires abandonnés aux russes. — Route militaire en faveur de la Turquie (art. X du traité de San Stéfano); proposition ottomane admise en principe. — Dette publique ottomane. — Motion de Carathéodory Pacha. — Refus des Plénipotentiaires russes. — Sanction des décisions du Congrès. — Le Prince Gortchakow propose une nouvelle rédaction de l'article y relatif. — Discussion. — Renvoi. — Cimetière à Schipka. — Rédaction du traité. — Monsieur Desprez donne lecture d'une partie du travail de la commission. — Observations à l'égard des israélites de Roumanie, de la destruction des anciennes forteresses; objection de Carathéodory Pacha sur la mention expresse de la religion chrétienne du gouvernement de la Roumélie orientale. — Renvoi de la question de la capitalisation du tribut de la Serbie; observations relatives à la liberté religieuse 633

Protocole No. 18. Garanties d'exécution des décisions du Congrès. — Roumanie. — Question du tribut, dette ottomane. — Serbie. — Question du tribut, dette ottomane. — Commission financière à Constantinople. — Réclamations des porteurs de titres de la dette ottomane. — Asie. — Délimitation frontières turco-russes. — Bosnie et Herzégovine. — L'Autriche et la Porte se réservent de s'entendre sur les détails de l'occupation. — Rédaction du traité. — Règlement pour les Provinces chrétiennes de la Turquie de l'Europe (Crète). — Déclaration anglaise au sujet des Détroits (traité de Paris et de Londres.) — L'envoi d'une commission européenne au Rhodope . . . . . 6[illegible]2

Protocole No. 19. Rédaction du traité. — Délimitation de la Bulgarie. — Route militaire (Sofia). — Serbie. — Délimitation des frontières (carte de l'état major autrichien). — Grèce. — Rectification des frontières (médiation des puissances). — Asie. — Délimitation des frontières. — Mode de la communication du traité à la Grèce, la Perse, le Monténégro et les Principautés déclarées indépendantes. — Echange des ratifications. — Détroits. Déclaration russe. — La commission européenne au Rhodope . . . . . 65[illegible]

Protocole No. 20. Discours du Comte Andrássy et du Prince Bismarck. — Signature du traité . . . . . 66[illegible]

Index géographique des procès-verbaux du traité de Berlin.

Protocole No.

Arménie. Réformes 12, 14, 15
Asie. Délimitation des frontières turco-russes 14, 16, 17, 18, 19
Evacuation de la Turquie d'Asie par les troupes russes 14
Athos. Les ecclésiastiques russes et les moines du Mont Athos 12
Bosnie et l'Herzégovine. Occupation 8, 10, 12, 13, 17, 18
Bulgarie. Délimitation des frontières 1, 2, 4, 15, 17, 19
Organisation 1, 2, 4, 5, 6, 7, 17
Occupation 5, 8, 14, 17
Crète. Les affaires de la Crète 9, 13, 18
Danube. La libre navigation (Commission européenne) 9, 10, 11, 12
Détroits. Question des Détroits des Dardanelles et du Bosphore . . 14, 16, 18, 19
Grèce. L'admission au Congrès 1, 2, 3, 5, 8, 9
Rectification des frontières 9, 13, 19
Lieux-Saints. Question des Saints-Lieux 12, 15, 17
(biens dédiés en Roumanie) 14, 15

Protocole No.
Mirdites. Continuation de leurs priviléges 13 1878
Monténégro. Délimitation des frontières 8, 10, 12, 17
Affaires intérieures 10, 17
Perse. L'admission au Congrès 14, 15
Rectification de la frontière turco-persane (Khotour) 14, 15, 16, 17
Rhodope. Commission européenne 18, 19
Roumanie. Le passage des troupes russes 5, 14
L'admission au Congrès 8, 9, 10
Affaires intérieures 9, 10, 18
Rétrocession de la Bessarabie 9, 10, 18
Question des biens dédiés 14, 15
Schipka. Cimetière neutre 17
Serbie. Remaniement territorial 7, 15, 17, 19
Affaires intérieures 8, 12, 17, 18
Spizza. L'incorporation à la Dalmatie 12

1083.

22 juin 1878.*)

Circulaire du ministère Imp. et R. des affaires étrangères concernant certaines précautions à prendre par les offices consulaires Imp. et R. quant au rapatriement des sujets autrichiens ou hongrois indigents.

(Archives du ministère Imp. et R. des affaires étrangères.)

Circulare des k. u. k. Ministeriums des Aeussern vom 22. Juni 1878 Z. I. 9323/3.

Um künftighin verschiedenen, bei Heimsendungen vorkommenden Missbräuchen vorzubeugen und insonderheit den Einwendungen der Behörden des Inlandes zu begegnen, welche in einzelnen Fällen vorgeben, von der erfolgten Heimsendung des betreffenden Individuums keine Kenntniss gehabt zu haben, wird das k. und k. Consular-Amt ersucht, den mit den diesfälligen Agenden betrauten Consular-Beamten strengstens zu beauftragen, auf den Legitimations-Documenten der Heimzusendenden jederzeit, und zwar auf einem sogleich in die Augen springenden Platze folgende Clausel beizufügen:

»Ist wegen gänzlicher Mittellosigkeit unentgeltlich auf Staatskosten gegen eventuelle Hereinbringung derselben, durch Vermittlung des k. und k. österreichisch-ungarischen Consular-Amtes in ..... am (Tag und Jahr) heimgesendet worden.«

*) V. les circulaires ci-dessous du 8 mars 1879, Z. I. 3754/3 et du 15 janvier 1880, Z. I. 22617/4.

1878 **1084.**

27 juin 1878.

Loi, concernant le tarif général des douanes austro-hongroises. (R. G. Bl. 1878, Nr. 67.)

Gesetz vom 27. Juni 1878, betreffend den allgemeinen Zolltarif des österreichisch-ungarischen Zollgebietes.

Mit Zustimmung beider Häuser meines Reichsrathes finde Ich anzuordnen, wo folgt:

Artikel I.

Die Bestimmungen dieses Gesetzes gelten für das gemeinsame Zoll- und Handelsgebiet der österreichisch-ungarischen Monarchie und finden in den Zollausschlüssen und in dem besonderen Zollgebiete des Königreiches Dalmatien keine Anwendung.

Artikel II.

In der Einfuhr ist jede Waare zollpflichtig, soweit sie nicht ausdrücklich als zollfrei erklärt ist, und unterliegt jenem Zolle, welcher im beiliegenden Einfuhrzolltarife für die Tarifposition, zu welcher die Waare gehört, vorgezeichnet ist.

Wo im Tarife nicht ausdrücklich Anderes bestimmt ist, sind bei verzehrungsteuerpflichtigen Gegenständen nach Massgabe der bezüglichen gesetzlichen Bestimmungen noch die inneren Staats-, Landes- oder Communal-Verbrauchsabgaben und Zuschläge zu entrichten.

Für die Waarendurchfuhr ist ein Zoll zu entrichten.

In der Ausfuhr unterliegen nur die im beiliegenden Ausfuhrzolltarife angeführten Gegenstände dem daselbst vorgezeichneten Zolle.

Artikel III.

Waaren, welche aus Staaten kommen, die österreichische und ungarische Schiffe oder Waaren österreichischer und ungarischer Provenienz ungünstiger behandeln, als jene anderer Staaten, unterliegen bei der Einfuhr ausser dem im Tarife enthaltenen Zolle einem Zuschlage von 10 Percent desselben, und wenn sie in dem Tarife als zollfrei erklärt sind, einem im Verordnungswege zu bestimmenden specifischen Zolle von 5 Percent des Handelswerthes der Waare.

Die Regierung wird ermächtigt, ausnahmsweise im Verordnungswege zu bestimmen, dass eine solche Massregel nur auf einzelne Kategorien von Waaren Anwendung finde, oder dass einzelne Kategorien von Waaren von derselben ausgenommen werden.

fications et non pas seulement la signature qui donnent aux traités 1878
leur valeur définitive. Le Congrès, admettant toutefois, qu'il serait difficile d'attendre ces ratifications pour donner avis aux états dont il s'agit des dispositions qui ont été prises à leur égard, décide sur la proposition du Prince de Bismarck, que le Président est autorisé à faire connaître, dès la signature, aux états intéressés les décisions qui les concernent, dans une rédaction authentique, mais communiquée sous la forme officieuse. Son Altesse Sérénissime communiquera officiellement le traité complet à ces mêmes états quand les ratifications auront été échangées.

La haute Assemblée décide également que l'échange des ratifications indiqué dans le projet de traité comme devant avoir lieu dans un délai de quatre semaines, devra avoir lieu dans le délai de trois semaines: le dernier article portera donc: »dans un délai de trois semaines ou plus tôt si faire se peut«. Il est entendu que les évacuations de territoire stipulées à partir du jour de la signature ne seront exécutoires qu'à partir du jour de la ratification et que cette dernière date sera substituée à celle de la signature dans tous les passages du traité où le jour de la signature avait été fixé comme point de départ du délai accordé aux intéressés.

Le Comte Schouvaloff, rappelant la déclaration faite dans la précédente séance par Lord Salisbury au sujet des détroits, demande l'insertion au protocole d'une déclaration sur le même sujet présentée par les Plénipotentiaires de Russie: »Les Plénipotentiaires de Russie, sans pouvoir se rendre exactement compte de la proposition de M. le Second Plénipotentiaire de la Grande-Bretagne concernant la clôture des détroits, se bornent à demander de leur côté l'insertion au protocole de l'observation: qu'à leur avis, le principe de la clôture des détroits est un principe européen, et que les stipulations conclues à cet égard en 1841, 1856 et 1871, confirmées actuellement par le traité de Berlin, sont obligatoires de la part de toutes les puissances, conformément à l'esprit et à la lettre des traités existants, non seulement vis-à-vis du Sultan, mais encore vis-à-vis de toutes les puissances signataires de ces transactions.«

Lord Salisbury fait savoir au Congrès que, conformément à la décision prise hier par les Représentants des puissances, il a invité l'Ambassadeur de la Grande-Bretagne à Constantinople à s'entendre avec ses collègues au sujet des commissaires à envoyer dans le Rhodope.

Le Comte Andrássy, M. Waddington, le comte Corti, le Prince Gortchacow et le Prince de Bismarck annoncent que les

1878 mêmes instructions ont été adressées aux représentants de leurs gouvernements à Constantinople.

Le Congrès fixe à demain samedi 13 juillet la signature solennelle du traité.

La séance est levée à 5 heures.

(Suivent les signatures.)

Protocole No. 20.

Séance du 13 juillet 1878

Discours du Comte Andrássy et du Prince Bismarck. — Signature du traité.

Etaient présents:

Pour l'Allemagne:
Le Prince de Bismarck,
M. de Bülow,
Le Prince de Hohenlohe-Schillingsfürst.

Pour l'Autriche-Hongrie:
Le Comte Andrássy,
Le Comte Károlyi,
Le Baron de Haymerle.

Pour la France:
M. Waddington,
Le Comte de Saint-Valier,
M. Desprez.

Pour la Grande Bretagne:
Le Comte de Beaconsfield,
Le Marquis de Salisbury,
Lord Odo Russel.

Pour l'Italie:
Le Comte Corti,
Le Comte de Launay.

Pour la Russie:
Le Prince Gortchacow,
Le Comte Schouvaloff,
M. d'Oubril.

Pour la Turquie:
Alexandre Carathéodory Pacha,
Mehemed Ali Pacha,
Sadoullah Bey.

La séance est ouverte à 3 heures.

Le Président fait remarquer que le protocole 18 a été distribué et que le protocole 19 sera entre les mains de MM. les Plénipotentiaires dans le courant de la journée. Les deux protocoles seront donc examinés par tous les membres de la haute Assemblée. Mais comme il ne sera plus possible de recueillir toutes les signatures pour les copies définitivement arrêtées, le Prince de Bismarck propose que MM. les Plénipotentiaires qui partiraient avant la signature autorisent Leurs Excellences MM. les Ambassadeurs accrédités à Berlin, de signer les derniers protocoles en leur nom. 1878

Cette proposition est adoptée.

Le Président invite les Plénipotentiaires à vouloir procéder à la signature du traité.

Le Comte Andrássy prononce les paroles suivantes:

»Messieurs,

Au moment où nos efforts viennent d'aboutir à une entente générale, il nous serait impossible de ne pas rendre hommage à l'homme d'état éminent qui a dirigé nos travaux.

Il a invariablement eu en vue d'assurer et de consolider la paix. Il a voué tous ses efforts à concilier les divergences et à mettre fin le plus rapidement possible à l'incertitude qui pesait si gravement sur l'Europe.

Grâce à la sagesse, à l'infatigable énergie, avec lesquelles notre Président a dirigé nos travaux, il a contribué à un haut degré à la prompte réussite de l'oeuvre de pacification que nous avons entreprise en commun.

Je suis donc sûr de rencontrer l'assentiment unanime de cette haute Assemblée, en vous proposant d'offrir à Son Altesse Sérénissime le Prince de Bismarck notre plus chaleureuse gratitude.

Sur le point de nous séparer, je crois le mieux répondre encore à Vos sentiments en témoignant notre respectueuse reconnaissance de la haute bienveillance et de la gracieuse hospitalité dont nous avons été l'objet de la part de Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne et de l'Auguste Famille Impériale.«

Le Prince de Bismarck répond: »Je suis profondément sensible aux paroles que le Comte Andrássy vient de prononcer au nom de cette haute Assemblée. Je remercie vivement le Congrès d'avoir bien voulu s'y associer et j'exprime toute ma reconnaissance à mes collègues de l'indulgence et des bons sentiments qu'ils m'ont témoignés pendant le cours de nos travaux. L'esprit de conciliation et la bienveillance mutuelle dont tous les Plénipotentaires ont été animés, m'ont facilité une tâche que, dans l'état

1878 de ma santé, j'espérais à peine pouvoir mener jusqu'à son terme. En ce moment, où le Congrès, à la satisfaction des gouvernements représentés et de l'Europe entière, aboutit au résultat espéré, je vous prie de me garder un bon souvenir: quant à moi, la mémorable époque qui vient de s'écouler restera ineffaçable dans ma mémoire.»

Le Congrès procède à la signature des sept exemplaires du Traité.

Cet acte étant accompli, le Président reprend la parole dans les termes suivants: «Je constate que les travaux du Congrès sont terminés.

»Je regarde comme un dernier devoir du Président d'exprimer les remercîments du Congrès à ceux des Plénipotentiaires qui ont fait partie des commissions, notamment à M. Desprez et à M. le Prince de Hohenlohe. Je remercie également au nom de la haute Assemblée le secrétariat du zèle dont il a fait preuve et qui a contribué à faciliter les travaux du Congrès. J'associe dans l'expression de cette reconnaissance les fonctionnaires et officiers qui ont pris part aux études spéciales de la haute Assemblée.

»Messieurs, au moment de nous séparer, je ne crains pas d'affirmer que le Congrès a bien mérité de l'Europe. S'il a été impossible de réaliser toutes les aspirations de l'opinion publique, l'histoire dans tous les cas rendra justice à nos intentions, à notre oeuvre, et les Plénipotentiaires auront la conscience d'avoir, dans les limites du possible, [illegible] l'Europe le grand bienfait de la paix [illegible] ne saura être [illegible]

[illegible]

1878

Contenu.

Page

Protocole No. 1. Election du Président. — Présentation du secrétariat. — Décision à l'égard de la procédure. — Présence de l'armée russe aux environs de Constantinople. — Discussion 445

Protocole No. 2. Grèce. — Question de l'admission de ses représentants. — Déclaration de Carathéodory Pacha. — Déclaration du Prince Gortchacow. — Discussion sur la proposition française. — Amendement de Lord Salisbury. — Proposition anglaise (Bulgarie et Roumélie). — Discussion et votation 453

Protocole No. 3. Discussion sur l'admission des Représentants de la Grèce — Proposition française 462

Protocole No. 4. Bulgarie. — Frontière. — Proposition anglaise. — Lignes des Balkans; Sofia; Roumélie orientale. constitution et frontières, garnisons ottomanes, amendements russes relatifs aux garnisons ottomanes dans la Roumélie orientale et à la milice indigène. — Discussion. — Plénipotentiaires français chargés d'une rédaction des mendements russes. — Proposition anglaise. (Prot. 2.) — Accueillie. — Votation 470

Protocole No. 5. Bulgarie. — Frontières. — Observation anglaise sur le Sandjak de Sofia. — Roumélie orientale. — Garnisons ottomanes. — Discussion ajournée. — Bulgarie et Roumélie orientale. — Liberté des cultes, égalité devant la loi, proposition française. — Traités de commerce, juridiction consulaire, proposition de l'Italie, France, Autriche. — Bulgarie. — Tribut et dette, proposition ottomane. — Élection du prince, discussion. Votation. — Substitution de commissions européennes aux commissaires russes et proposition du Comte Andrássy. — Discussion. — Occupation russe et passage des troupes russes à travers la Roumélie. — Proposition du Comte Andrássy. — Discussion. — Votation 479

Protocole No. 6. Roumélie orientale. — Rédaction française des amendements russes relatifs aux garnisons ottomanes et à la milice indigène. — Réserves du Comte Schouvaloff proposant une commission européenne. — Bulgarie. — Discussion sur la proposition du Comte Andrássy et substitution des commissaires européens aux commissaires russes. — Proposition de Lord Salisbury en complément de la proposition du Comte Andrássy. — Bulgarie et Roumélie orientale. — Traités de commerce. — Discussion de la proposition des Comtes Andrássy et Corti etc. — Liberté des cultes. — Discussion de la proposition française. — Chemins de fer. — Proposition austro-hongroise 492

Protocole No. 7. Commission de rédaction. — Proposition du Prince Bismarck. — Accueillie. — Bulgarie, tribut et dette ottomane. — Proposition Carathéodory Pacha. — Proposition du Comte Corti. — Discussion et votation. — Chemins de fer. — Proposition austro-hongroise. — Acceptée. — Liberté des cultes. — Dans la Roumélie orientale et dans tout l'empire ottoman. — Proposition française. — Discussion. — Ce point sera compris dans l'art. XXII du traité. — Art. VII du traité de San Stefano. — Al. 1 et al. 2 maintenus. — Al. 3 assemblée de notables. — Al. 4 Koutzo Vlachs. — Al. 5 Administration provisoire de Bulgarie. Contrôle des consuls. — Organisation de la Roumélie orientale. Commission européenne. — Votation. — Art. VIII du traité. — Al. 1 évacuation de la Bulgarie par les troupes ottomanes. — Serbie. Frontières. — Proposition ottomane 501

Pag

1878 *Protocole No. 8.* Grèce. — Désignation de ses représentants. — Appelés à la séance de demain. — Modalités de leur présence. — Motion française. — Passage de troupes turques par la Roumélie orientale. — Comte Schouvaloff accepte la rédaction française. — Commission de rédaction. — Constitution. — Bosnie et Herzégovine. Art. XIV. — Mémoire du Comte Andrássy. — Proposition de Lord Salisbury; occupation et administration par l'Autriche-Hongrie. — Discussion à ce sujet. — Comte Andrássy accepte la proposition anglaise; déclaration au sujet de Novibazar. — Serbie. Indépendance. — Réserves de Carathéodory Pacha. — Liberté religieuse. — Proposition Waddington. — Discussion à ce sujet. — Votation. — Liberté de commerce et juridiction consulaire. — Proposition d'Italie, France, Autriche-Hongrie. — Adhésions. — Frontière. — Exposition du Baron Haymerle. — Annexe. — Congrès accepte la commission spéciale. — Art. IV du traité. — Al. 1 propriété foncière des musulmans. — Al. 2 Aliénation des vakoufs. — Al. 3 Évacuation militaire. — Chemins de fer. — Proposition du Baron Haymerle. — Accueillie à l'unanimité. — Tribut. — Proposition de Carathéodory Pacha. — Discussion sur la dette ottomane et les emprunts turcs. — Monténégro. Frontière. — Motion ottomane. — Annexe. — Commission de délimitation. constitution 51

Protocole No. 9. Grèce. — Provinces limitrophes. — Crète. — Art. XV; amendement anglais: substituer »commission européenne«. — Communications de Mr. Delyanni et de Mr. Rhangabé. — Roumanie. — Admission de ses représentants. — Proposition anglaise, discussion. — Art. V; indépendance. — Discussion sur la question s'il y a ou non connexité entre la reconnaissance de l'indépendance et les remaniements territoriaux. — Observations de Lord Beaconsfield au point de vue du traité de Paris et de la liberté de navigation sur le Danube. — Réponse des Plénipotentiaires russes. — Bosnie et Herzégovine. — Droit de garnison de l'Autriche-Hongrie dans l'enclave de Novibazar. — Le Comte Schouvaloff retire ses réserves..... 53

Protocole No. 10. Roumanie. — Entrée de ses représentants. — Mémoire de Monsieur Cogalnicéano. — Considérations de Monsieur Bratiano. — Indépendance. — Monsieur Waddington propose comme condition de la reconnaissance la liberté des cultes et l'égalité des droits. — Accueillie à l'unanimité. — Réserve du Comte Schouvaloff au sujet de la rétrocession de la Bessarabie. — Monsieur Waddington propose compensation territoriale, comprenant Silistrie et Mangalia. — Discussion. — Proposition russe d'un nouveau tracé de frontière. — Proposition anglaise sur l'île des Serpents. — Tribut et dette. — Proposition ottomane — Indemnité, droits des roumains en Turquie. — Proposition ottomane, suppression des alinéas relatifs. — Monténégro. Frontières. — Motion austro-hongroise. — Annexe contenant le tracé des frontières. — Réserves austro-hongroises sur Antivari. — Motion ottomane contre la cession d'Antivari. — Indépendance. — Discussion. — Liberté des cultes. — Proposition austro-hongroise. — Dette ottomane. — Proposition ottomane. — Droits des habitants et Vakoufs. — Proposition anglaise. — Évacuation du territoire ottoman. — Discussion..... 54

Protocole No. 11. Bulgarie. — Délimitation confiée à la commission. — Danube. — Proposition du Baron Haymerle. — Discussion, renvoi. — Art. XII du traité de St. Stefano. — Représentation de la Roumanie dans la commission européenne. — Art. XIII (indemnité aux particuliers) supprimé. — Indemnité de guerre art. XIX — Discussion. — Motion de Carathéodory Pacha contre l'indemnité. — Déclaration du Comte Schouvaloff. — Réserves anglaises et italiennes en faveur des

Page
1878
Autres créanciers de la Turquie. — Déclaration du Comte Schouvaloff sur les hypothèques antérieures. — Réponse de Carathéodory Pacha à ce sujet. — Résumé de la discussion 565
Protocole No. 12. Serbie. — Question des juifs; communication de Monsieur Ristich. — Bosnie et Herzégovine. — Déclaration des Plénipotentiaires ottomans au sujet de l'occupation. — Monténégro. Frontières. — Travail de la commission de délimitation sur les frontières. Antivari, Spizza, Boyana, littoral; législation maritime, route et chemin de fer pour l'Autriche-Hongrie. — Proposition russe au sujet de Dinos. — Interpellation du Comte Launay sur Spizza. — Explications du Baron Haymerle. — Réserves de Mehmed Ali Pacha sur le tracé des frontières. — Danube. — Proposition russe. — Principes de la proposition austro-hongroise. — Votation. — Alinéas amendés. — Moines du Mont-Athos, ecclésiastiques russes. — Proposition de Lord Salisbury sur l'égalité des droits et liberté des cultes dans toute la Turquie. — Déclaration de Carathéodory Pacha. — Discussion. — Lieux-Saints ... 576
Protocole No. 13. Grèce. — Affaires de Crète. — Commission européenne, rectification des frontières; Epire, Thessalie. — Bosnie et Herzégovine. — Discours de Lord Beaconsfield au sujet de l'occupation par l'Autriche-Hongrie. — Miridites. — Continuation de leurs priviléges. 588
Protocole No. 14. Perse. — Rectification de frontière. — Nouvelle rédaction de l'art. XVIII; renvoi. — Batoum. — Désaccord entre l'Angleterre et la Russie à l'égard de la ligne-frontière. — Déclaration du Prince Gortchakow d'ériger Batoum en port-franc. — Délimitation soumise à l'examen de la commission. — Art. XVI, Arménie; réformes, rédaction proposée par Lord Salisbury; renvoi. — Article XXIV; détroits; le statu quo ante accepté. — Art. XXV; évacuation par les troupes russes de la Turquie, d'Europe et d'Asie; désir exprimé par la France; réponse du Prince Gortchakow 597
Protocole No. 15. Perse. — Rectification de frontières. — Art. XVIII adopté en principe. — Arménie. — Réformes. — Lord Salisbury propose rédaction de l'art. XVI que le Congrès accepte. — Roumanie. — Différend a l'égard des saints-lieux d'Orient. — Discussion. — Proposition du Prince Bismarck. — Contrôle des puissances à l'égard des saints-lieux. — Bulgarie. — Rapport de la commission de délimitation. — Accord à l'égard des frontières nord et ouest. — Discussion sur la délimitation du sandjak de Sofia. — Compromis. — Ensemble du tracé adopté à l'unanim. — Roumélie orientale. — Délimitation. — Serbie. — Projet de délimitation. — Difficultés à propos du défilé de Prepolje et du district de Vranja. — Discussion. — Partage des votes. — Proposition du Comte St. Vallier. — Adoption de l'ensemble du tracé. — Communication du Prince Gortchakow concernant les garanties d'écution du traité; renvoi 608
Protocole No. 16. Perse. — Rectification de frontière, texte de l'article XVIII concerté entre les délégues de Grande-Bretagne et de Russie; renvoi. — Déclaration du Prince Gortchakow d'ériger Batoum en port essentiellement commercial. — Garanties d'exécution des décisions du Congrès. — Objections de Carathéodory Pacha. — Réplique du Prince Gortchakow. — Discussion, ajournement. — Sandjak de Sofia. — Délimitation, résolution définitive. — Rédaction du traité. — Rapport de Mr. Desprez; objection de Lord Salisbury. — Discussion — Proposition de MM. d'Oubril et de Mehmed Ali Pacha 624
Protocole No. 17. Perse. — Rectification de frontière. — Carathéodory Pacha accepte la rédaction de l'art. XVIII présentée par le Comte Schouvaloff. — Batoum. — Délimitation définitive. — Evacuation par

Pag.

78 les troupes turques de certains territoires abandonnés aux russes. — Route militaire en faveur de la Turquie (art. X du traité de San Stéfano); proposition ottomane admise en principe. — Dette publique ottomane. — Motion de Carathéodory Pacha. — Refus des Plénipotentiaires russes. — Sanction des décisions du Congrès. — Le Prince Gortchakow propose une nouvelle rédaction de l'article y relatif. — Discussion. — Renvoi. — Cimetière à Schipka. — Rédaction du traité. — Monsieur Desprez donne lecture d'une partie du travail de la commission. — Observations à l'égard des israélites de Roumanie, de la destruction des anciennes forteresses; objection de Carathéodory Pacha sur la mention expresse de la religion chrétienne du gouvernement de la Roumélie orientale. — Renvoi de la question de la capitalisation du tribut de la Serbie; observations relatives à la liberté religieuse 632

Protocole No. 18. Garanties d'exécution des décisions du Congrès. — Roumanie. — Question du tribut, dette ottomane. — Serbie. — Question du tribut, dette ottomane. — Commission financière à Constantinople. — Réclamations des porteurs de titres de la dette ottomane. — Asie. — Délimitation frontières turco-russes. — Bosnie et Herzégovine. — L'Autriche et la Porte se réservent de s'entendre sur les détails de l'occupation. — Rédaction du traité. — Règlement pour les Provinces chrétiennes de la Turquie de l'Europe (Crète). — Déclaration anglaise au sujet des Détroits (traité de Paris et de Londres.) — L'envoi d'une commission européenne au Rhodope ..... 6[illegible]2

Protocole No. 19. Rédaction du traité. — Délimitation de la Bulgarie. — Route militaire (Sofia). — Serbie. — Délimitation des frontières (carte de l'état major autrichien). — Grèce. — Rectification des frontières (médiation des puissances). — Asie. — Délimitation des frontières. — Mode de la communication du traité à la Grèce, la Perse, le Monténégro et les Principautés déclarées indépendantes. — Echange des ratifications. — Détroits. Déclaration russe. — La commission européenne au Rhodope ..... 6[illegible]5

Protocole No. 20. Discours du Comte Andrássy et du Prince Bismarck. — Signature du traité ..... 6[illegible]0

Index géographique des procès-verbaux du traité de Berlin.

Protocole No.

Arménie. Réformes 12, 14, 15
Asie. Délimitation des frontières turco-russes 14, 16, 17, 18, 19
Evacuation de la Turquie d'Asie par les troupes russes 14
Athos. Les ecclésiastiques russes et les moines du Mont Athos 12
Bosnie et l'Herzégovine. Occupation 8, 10, 12, 13, 17, 18
Bulgarie. Délimitation des frontières 1, 2, 4, 15, 17, 19
Organisation 1, 2, 4, 5, 6, 7, 17
Occupation 5, 8, 14, 17
Crète. Les affaires de la Crète 9, 13, 18
Danube. La libre navigation (Commission européenne) 9, 10, 11, 12
Détroits. Question des Détroits des Dardanelles et du Bosphore .. 14, 16, 18, 19
Grèce. L'admission au Congrès 1, 2, 3, 5, 8, 9
Rectification des frontières 9, 13, 19
Lieux Saints. Question des Saints-Lieux 12, 15, 17
(biens délités en Roumanie) 14, 15

Protocole No.
Mirdites. Continuation de leurs priviléges 13 1878
Monténégro. Délimitation des frontières 8, 10, 12, 17
Affaires intérieures 10, 17
Perse. L'admission au Congrès 14, 15
Rectification de la frontière turco-persane (Khotour) 14, 15, 16, 17
Rhodope. Commission européenne 18, 19
Roumanie. Le passage des troupes russes 5, 14
L'admission au Congrès 8, 9, 10
Affaires intérieures 9, 10, 18
Rétrocession de la Bessarabie 9, 10, 18
Question des biens dédiés 14, 15
Schipka. Cimetière neutre 17
Serbie. Remaniement territorial 7, 15, 17, 19
Affaires intérieures 8, 12, 17, 18
Spizza. L'incorporation à la Dalmatie 12

1083.

22 juin 1878.*)

Circulaire du ministère Imp. et R. des affaires étrangères concernant certaines précautions à prendre par les offices consulaires Imp. et R. quant au rapatriement des sujets autrichiens ou hongrois indigents.

(Archives du ministère Imp. et R. des affaires étrangères.)

Circulare des k. u. k. Ministeriums des Aeussern vom 22. Juni 1878 Z. I. 9323/3.

Um künftighin verschiedenen, bei Heimsendungen vorkommenden Missbräuchen vorzubeugen und insonderheit den Einwendungen der Behörden des Inlandes zu begegnen, welche in einzelnen Fällen vorgeben, von der erfolgten Heimsendung des betreffenden Individuums keine Kenntniss gehabt zu haben, wird das k. und k. Consular-Amt ersucht, den mit den diesfälligen Agenden betrauten Consular-Beamten strengstens zu beauftragen, auf den Legitimations-Documenten der Heimzusendenden jederzeit, und zwar auf einem sogleich in die Augen springenden Platze folgende Clausel beizufügen:

»Ist wegen gänzlicher Mittellosigkeit unentgeltlich auf Staatskosten gegen eventuelle Hereinbringung derselben, durch Vermittlung des k. und k. österreichisch-ungarischen Consular-Amtes in . . . . . am (Tag und Jahr) heimgesendet worden.«

*) V. les circulaires ci-dessous du 8 mars 1879, Z. I. 3754/3 et du 15 janvier 1880, Z. I. 22617/4.

1878

1084.

27 juin 1878.

Loi concernant le tarif général des douanes austro-hongroises. (R. G. Bl. 1878, Nr. 67.)

Gesetz vom 27. Juni 1878, betreffend den allgemeinen Zolltarif des österreichisch-ungarischen Zollgebietes.

Mit Zustimmung beider Häuser meines Reichsrathes finde Ich anzuordnen, wie folgt:

Artikel I.

Die Bestimmungen dieses Gesetzes gelten für das gemeinsame Zoll- und Handelsgebiet der österreichisch-ungarischen Monarchie und finden in den Zollausschlüssen und in dem besonderen Zollgebiete des Königreiches Dalmatien keine Anwendung.

Artikel II.

In der Einfuhr ist jede Waare zollpflichtig, soweit sie nicht ausdrücklich als zollfrei erklärt ist, und unterliegt jenem Zolle, welcher im beiliegenden Einfuhrzolltarife für die Tarifposition, zu welcher die Waare gehört, vorgezeichnet ist.

Wo im Tarife nicht ausdrücklich Anderes bestimmt ist, sind bei verzehrungsteuerpflichtigen Gegenständen nach Massgabe der bezüglichen gesetzlichen Bestimmungen noch die inneren Staats-, Landes- oder Communal-Verbrauchsabgaben und Zuschläge zu entrichten.

Für die Waarendurchfuhr ist ein Zoll zu entrichten.

In der Ausfuhr unterliegen nur die im beiliegenden Ausfuhrzolltarife angeführten Gegenstände dem daselbst vorgezeichneten Zolle.

Artikel III.

Waaren, welche aus Staaten kommen, die österreichische und ungarische Schiffe oder Waaren österreichischer und ungarischer Provenienz ungünstiger behandeln, als jene anderer Staaten, unterliegen bei der Einfuhr ausser dem im Tarife enthaltenen Zolle einem Zuschlage von 10 Percent desselben, und wenn sie in dem Tarife als zollfrei erklärt sind, einem im Verordnungswege zu bestimmenden specifischen Zolle von 5 Percent des Handelswerthes der Waare.

Die Regierung wird ermächtigt, ausnahmsweise im Verordnungswege zu bestimmen, dass eine solche Massregel nur auf einzelne Kategorien von Waaren Anwendung finde, oder dass einzelne Kategorien von Waaren von derselben ausgenommen werden.

Artikel IV. 1878

Ein im Verordnungswege zu erlassendes alphabetisches Waarenverzeichniss wird die detaillirte Einreihung der einzelnen Waaren in die gehörigen Positionen des Zolltarifes nach dessen Wortlaut und Sinn bestimmen; im Bedarfsfalle kann dasselbe ergänzt und abgeändert werden.

Auf gleiche Weise können neu in Verkehr kommende chemische Producte, welche als im Tarife nicht besonders benannt, der Tarifposition 64 e) 3. zufallen würden, mit Rücksicht auf ihre Zusammensetzung und Verwendung einer anderen Tarifposition zugewiesen werden.

Artikel V.

Aus verschiedenen Stoffen zusammengesetze Waaren, die nicht zu den kurzen Waaren (Tarif-Abtheilung 61) gehören, oder nicht sonst im Tarife besonders belegt sind, sowie Gemenge, deren Bestand- oder Gemengtheile unter verschiedene Tarifpositionen gehören, sind nach ihrem Hauptbestandtheile, und wenn derselbe zweifelhaft ist, nach demjenigen Bestandtheile zu verzollen, welcher im Tarife höher belegt ist. Die näheren Bestimmungen sind dem Verordnungswege vorbehalten.

Artikel VI.

Die Ein- und Durchfuhr von Gegenständen der Staatsmonopole (Kochsalz, Schiesspulver, Tabak und Tabakfabrikate) ist nur gegen Erlaubniss der competenten Behörde gestattet.

Die Regierung ist ermächtigt, im Verordnungswege den Verkehr mit bestimmten Waaren aus öffentlichen Rücksichten und insbesondere aus Gründen der Sanitäts- und Sicherheitspflege zu beschränken. Bis auf Weiteres bleiben die hierauf bezüglichen Vorschriften in Geltung.

Artikel VII.

Von der Entrichtung des Einfuhrzolles sind befreit:

1. Die für den unmittelbaren Gebrauch des Kaisers bestimmten Gegenstände;

2. Gegenstände, welche zum unmittelbaren Gebrauche der am k. und k. Hofe accreditirten diplomatischen Personen bestimmt sind, nach Massgabe der besonderen Vorschriften;

3. Tabakblätter für Staatsfabriken, ferner Kochsalz, Schiesspulver und Tabakfabrikate für Staats-Niederlagen oder von Bewohnern der Umgebungen der Zollausschlüsse aus Verschleissstädten der Zollausschlüsse erkauft;

4. Erzeugnisse der Staatsbergwerke aus der k. k. Verschleissfactorei in Triest;

1878 5. Militär-Effecten, als: Monturen, Rüstungsstücke, Waffen, Munition, Heeresgeräthe (wozu auch Bett-Erfordernisse, ärztliche und Spitalrequisiten gehören), dann Pferde im Verkehr zwischen Truppenkörpern oder Marine-Etablissements in und ausser dem Zollgebiete; Sprengmittel und Explosivstoffe zu militärtechnischen Versuchen der Heeresverwaltung;

6. Amtserfordernisse, welche von Staatsbehörden aus den Zollausschlüssen in das Zollgebiet versendet werden;

7. Die Habschaften der Einwanderer aus dem Auslande und aus den Zollausschlüssen in das Zollgebiet, sowie auch Maschinen und Maschinen-Bestandtheile, Fabriks-Geräthschaften und Handwerkzeug derselben, insoferne diese Gegenstände zu deren eigenem Gebrauche bestimmt, ihren Verhältnissen angemessen sind und Spuren fortgesetzten Gebrauches an sich tragen;

Ausstattungs-Gegenstände für Personen, die in Folge ihrer Verehelichung in das Zollgebiet übersiedeln, insofern sie deren Verhältnissen angemessen sind.

Von dieser Zollfreiheit sind jedoch ausgeschlossen: alle Verzehrungssteuer-Gegenstände und Verbrauchsartikel, Vieh, unverarbeitete Zeuge und Halbfabrikate, dann rohe Stoffe;

8. Erbschafts-Effecten, als: Einrichtungsstücke, Haus-, Tisch- und Küchengeräthe, Kleidungen, Bett-, Leib- und Tischwäsche, gebrauchte Fabriks-Geräthschaften, gebrauchtes Handwerkzeug u. s. w., insoferne sie zum eigenen Gebrauche des Erben dienen und seinen Verhältnissen angemessen sind.

Auch von dieser Zollfreiheit sind die Punkt 7 Alinea 3 aufgezählten Gegenstände ausgeschlossen;

9. Gegenstände der Kunst und Wissenschaft, welche für Sammlungen öffentlicher, wissenschaftlicher und artistischer Anstalten bestimmt sind; Werke der im Auslande sich aufhaltenden österreichischen und ungarischen Künstler.

10. anatomische Präparate, Skelette, Leichen;

11. alterthümliche Gegenstände (Antiken, Antiquitäten), wenn ihre Beschaffenheit darüber keinen Zweifel lässt, dass ihr Werth hauptsächlich nur in ihrem Alter liegt und sie sich zu keinem anderen Zwecke und Gebrauche als dem des Sammelns eignen;

12. Gegenstände gerichtlicher Verhandlungen;

13. verliehene Ordenszeichen.

Dem Verordnungswege bleibt vorbehalten, die Förmlichkeiten rücksichtlich des Punktes 1 und im Uebrigen die erforderlichen Nachweise und Bedingungen zu regeln. Vorläufig bleiben die bestehenden Vorschriften in dieser Beziehung aufrecht.

Artikel VIII. 1878

Ferner sind zollfrei zu behandeln;

1. Effecten der Reisenden, als:

Wäsche, Kleidungsstücke, Bett-, Reise-, Gold- und Silbergeräthe und andere Kostbarkeiten, Werkzeuge der Handwerker, sowie Geräthe und Instrumente der Künstler, Kleidungsstücke und Wäsche der Fuhrleute und Schiffer, Bücher, Nahrungsmittel, Arzneien zum Verbrauche während der Reise, Tabak in einer durch besondere Vorschriften bestimmten Menge (gegenwärtig nicht mehr als 35 Gramm oder 10 Stück Cigarren), insoferne diese Gegenstände nur zum eigenen Gebrauche des Reisenden bestimmt und hinsichtlich der Beschaffenheit und Menge dem Bedarfe, dem Stande und den sonstigen Verhältnissen desselben angemessen sind.

Auch kann der zollfreie Bezug von gebrauchten Hausgeräthen und Einrichtungsstücken Reisenden und im öffentlichen Dienste stehenden Personen bewilligt werden, welche sich durch mehr als ein Jahr in Oesterreich-Ungarn aufzuhalten gedenken und diese Absicht glaubwürdig darthun.

Die gleiche Begünstigung kann auch Inländern bewilligt werden, welche nach mehr als einjährigem Aufenthalte ausserhalb des Zollgebietes in dasselbe zurückkehren.

2. Die Transportmittel, als: Wägen der Reisenden, die zum Personen- oder Waarentransporte dienenden Wägen, Schlitten und Schiebkarren, Saumkörbe, Butten und ähnliche Vorrichtungen zum Lasttragen, die betreffenden Zug- und Lastthiere selbst, und Wasserfahrzeuge (letztere mit Einschluss der darauf befindlichen Inventarstücke, insoferne die Schiffe Ausländern gehören oder insoferne inländische Schiffe die nämlichen oder gleichartigen Inventarstücke einführen, als sie beim Ausgange an Bord hatten), unter der Bedingung, dass die Personenwägen deutliche Spuren des Gebrauches an sich tragen und im Uebrigen aus den transportirten Personen und Waaren, dem Orte der Bestimmung, der Richtung, den Transportmitteln, der Beschaffenheit des Transportes hervorgeht, dass es sich wirklich um eine Personen- oder Waarenbeförderung und nicht eine zum Zwecke der gebührenfreien Einbringung des Transportmittels unternommene Fahrt handelt.

3. Der Proviant der ein- und auslaufenden Schiffe, worunter auch das Bier für die auf der Donau verkehrenden Schiffe und Schiffszüge begriffen ist.

4. Musterkarten und Muster in Abschnitten oder Proben, welche nur zum Gebrauche als solche geeignet sind, jedoch unter Ausschluss aller Proben von Tabak und Consumtibilien.

1878 5. Die Umschliessungen und Behältnisse, in denen die zu verzollende Waare verpackt ist, mit Ausnahme der Fälle:

a) wenn dieselben nach den Bestimmungen über die Tara zur Waare selbst gerechnet werden;

b) wenn eine Waare in Umschliessungen und Behältnissen vorkommt, in welchen sie der Form und Beschaffenheit nach nicht verpackt zu werden pflegt, und welche höher belegt sind, als die Waare selbst.

6. Alle Waaren, die weniger als 25 Gramm wiegen oder von denen die einzuhebende Zollgebühr weniger als 2 Kreuzer beträgt. Im Falle von Missbräuchen kann diese Erleichterung rücksichtlich einzelner Personen oder gewisser Grenzstrecken zeitweilig aufgehoben werden.

7. Waaren, welche in ämtlichen Niederlagen gänzlich verdorben sind. Insoferne die Waare nur dergestalt verdorben ist, dass sie für ihre ursprüngliche Bestimmung nicht mehr geeignet ist, z. B. Wein, welcher noch als Essig verwendbar erscheint, kann die competente Finanzbehörde die entsprechende Zollermässigung bewilligen.

Artikel IX.

Von Eingangsabgaben sind weiter befreit:

1. Die zum Baue und zur Ausrüstung von Schiffen erforderlichen Gegenstände im Sinne des Gesetzes vom 30. März 1873 (R. G. Bl. Nr. 51);

2. Waaren und Gegenstände, welche zur Veredlung, Reparatur oder Bearbeitung im Zollgebiete eingeführt werden, unter der Bedingung, dass die Wiederausfuhr der veredelten, reparirten oder bearbeiteten Waaren und Gegenstände binnen einer gewissen, im vorhinein von der Finanzbehörde festgesetzten Frist geschieht und die Identität der ein- und wieder ausgeführten Waaren sichergestellt werden kann;

3. Waaren und Gegenstände, welche in die Zollausschlüsse ausgeführt werden, um daselbst veredelt, reparirt oder bearbeitet zu werden, und aus dem betreffenden Zollausschlusse veredelt, reparirt oder bearbeitet wieder in das Zollgebiet eingeführt werden, unter den zu 2 bezeichneten Bedingungen;

4. Waaren mit Ausnahme von Verzehrungs-Gegenständen, welche aus dem Zollgebiete auf auswärtige Märkte und Messen oder auf ungewissen Verkauf ausgeführt und unverkauft zurückgebracht werden.

Die Controlmassregeln rücksichtlich dieser Verkehrs-Erleichterungen (1 bis 4) werden im Verordnungswege getroffen.

Waaren, welche zum Verkaufe in das Ausland gesendet 1878
wurden und wegen unvorhergesehener Hindernisse unverkauft zurückgelangen, ohne dort in den freien Verkehr gesetzt worden zu sein, können beim Wiedereintritte über besondere Bewilligung der competenten Finanzbehörde von der Eingangsabgabe befreit werden.

Artikel X.

Im Grenzbezirke sind zollfrei:

1. In Bezug auf den landwirthschaftlichen Verkehr auf Grundbesitzungen, welche von der Zollgrenze durchschnitten sind, das dazugehörige Wirthschaftsvieh und Wirthschaftsgeräthe, sowie die Aussaat zum Feldbaue, dann die auf denselben gewonnenen Erzeugnisse des Ackerbaues und der Viehzucht;

2. Vieh, das zur Weide oder zur Arbeit über die Grenze eintritt, beziehungsweise wiedereintritt, einschliesslich der während der Weide gewonnenen Erzeugnisse, als: Butter, Käse und des in der Zwischenzeit zugewachsenen jungen Viehes.

Artikel XI.

Beim Vorhandensein rücksichtswürdiger, durch Zeugnisse unzweifelhaft nachgewiesener Umstände kann von den leitenden Finanzbehörden der Bezug folgender Gegenstänne zollfrei oder gegen ermässigten Eingangszoll bewilligt werden:

1. Der zum Cultus für arme Kirchen und Gotteshäuser der verschiedenen Religionen bestimmten Gegenstände, dann der Materialien zum Baue oder zur Herstellung solcher Kirchen und Gotteshäuser;

2. der Lebensmittel, Kleidungsstücke und Baumaterialien, die den durch Feuer oder andere Elementar-Ereignisse verunglückten einheimischen Bewohnern als Geschenk zu ihrem Lebensunterhalt oder zum Aufbau oder zur Herstellung ihrer Wohngebäude zukommen;

3. der alten, Merkmale des Gebrauches an sich tragenden Gegenstände, welche mittellose Personen zum Geschenke aus dem Auslande erhalten.

Artikel XII.

Die Regierung wird ermächtigt, anlässlich internationaler Abmachungen, durch welche behufs Sicherstellung von Eisenbahn-Verbindungen vereinbart wird, dass die Anlage einer gemeinsamen Grenz- und Betriebswechsel-Station innerhalb der Zollgrenze stattzufinden hat, die zollfreie Einfuhr zuzusichern:

1878 *a)* für alle zur Ausführung des Baues und der Betriebs-Einrichtung der Wechselstation, sowie der zwischen dieser und der Zollgrenze gelegenenen Anschlussstrecke erforderlichen Materialien, Einrichtungsstücke und sonstigen Gegenstände, insoweit die Beistellung dieser Erfordernisse ausländischen Behörden oder der ausländischen Bahn-Unternehmung in Folge vertragsmässiger Uebernahme der einschlägigen Herstellungen obliegt;

b) für alle von der ausländischen Bahn-Unternehmung zur Besorgung des von ihr übernommenen Betriebsdienstes, einschliesslich der Instandhaltung, dann von den ausländischen Grenzämtern zu Dienstzwecken benöthigten Betriebsmittel, Geräthschaften und Verbrauchs-Materialien in den, für diesen Zweck nachweislich erforderlichen Mengen;

c) für die Uebersiedlungs-Effecten, sowie die Dienst-Utensilien der innerhalb des inländischen Zollgebietes stationirten Beamten und Bediensteten der ausländischen Eisenbahn-Verwaltung und der ausser dem betheiligten Dienstzweige der Verwaltung des Nachbarstaates.

Artikel XIII.

Die im Zolltarife angegebenen Zollsätze, einschliesslich des Wag-, Siegel- und Zettelgeldes sind in Goldmünze zu entrichten.

Besondere Anordnungen bestimmen, unter welchen Bedingungen Silber zur Zollzahlung verwendet werden darf.

Das hiebei zu entrichtende Aufgeld wird nach dem Durchschnitts-Course von Gold im vorausgegangenen Monate im Verordnungswege von Monat zu Monat festgesetzt und öffentlich verlautbart.

Dem Verordnungswege ist auch die Festsetzung des Guldenwerthes in Gold der in- und ausländischen Goldmünzen vorbehalten, zu welchem dieselben bei Zollzahlungen angenommen und gegeben werden.

Artikel XIV.

Wenn bei der Berechnung der Zollgebühren sich Bruchtheile unter einem Kreuzer ergeben, so sind jene, welche weniger als einen halben Kreuzer betragen, unbeachtet zu lassen, und jene, welche einen halben Kreuzer und mehr betragen, mit einem ganzen Kreuzer einzuheben.

Artikel XV. 1878

Ausser den im Tarife bei jeder einzelnen Tarifposition vorgezeichneten Gebühren (Zöllen, Licenz-Gebühren, Verzehrungssteuer-Zuschlägen) sind im Zollverfahren folgende Nebengebühren zu entrichten:

1. Das Waggeld mit 5 Kreuzern von 100 Kilogramm des Rohgewichtes jener Waaren, deren Abwage von Amtswegen oder auf Verlangen der Partei geschieht.

Für die Ermittlung des Gewichtes durch Berechnung, für Probeverwiegungen und für Verwiegungen mittelst Privatwage, wie beispielsweise bei der Zollabfertigung in Eisenbahnhöfen, ist kein Waggeld einzuheben.

Bei Berechnung der Waggebühr werden Gewichtstheile unter 50 Kilogramm unbeachtet gelassen, Gewichtstheile von 50 Kilogramm und darüber für 100 Kilogramm gerechnet.

Wenn das Gesammtgewicht der Waare weniger als 50 Kilogramm beträgt, sind 3 Kreuzer als Waggeld zu entrichten.

2. Das Siegelgeld mit 2 Kreuzern für jedes angelegte Blei- und mit 1 Kreuzer für jedes angelegte Wachssiegel.

Waaren, die zur Durchfuhr unter Begleitschein-Controle angewiesen werden, sind vom Siegelgelde befreit. Auch für den zollämtlichen Verschluss des Ladungsraumes von Schiffen, Eisenbahnwägen u. dgl. ist kein Siegelgeld einzuheben.

3. Das Zettelgeld mit 10 Kreuzern für das der Partei auszufolgende Exemplar des Begleitscheines über ausländische unverzollte Waaren.

Wenn Durchfuhrwaaren unter Abänderung der ursprünglichen Bestimmung zur Einfuhr erklärt werden, so sind die betreffenden Nebengebühren nachträglich zu entrichten.

Im inneren, die Zoll-Linie berührenden Verkehre, sowie im Control-Verfahren ist weder Siegel- noch Zettelgeld zu erheben.

4. Das Lagergeld für Waaren, die in amtlichen Niederlagen eingelagert werden, in dem durch besondere Anordnung mit Berücksichtigung der örtlichen und sonstigen Verhältnisse festzusetzenden Ausmasse, jedoch in der Regel nicht über 1·6 Kreuzer für 100 Kilogramm des Rohgewichtes und den Tag der Einlagerung.

In Fällen ausserordentlichen Waarenandranges kann der Lagerzins bis auf 2·4 Kreuzer für 100 Kilogramm und Tag erhöht werden.

1878 Hinsichtlich der Kostenvergütungen für Amtshandlungen, welche ausser dem Amtsplatze vorgenommen werden, der Gebühren für amtliche Waarenbegleitungen und der besonderen Wasserzoll-, Hafen- und Schifffahrts-Gebühren bleiben die bisherigen Bestimmungen aufrecht.

Hinsichtlich der Bezahlung der Bruchtheile unter einem Kreuzer gelten auch bezüglich der Nebengebühren die im Artikel XIV enthaltenen Bestimmungen.

Artikel XVI.

Die Festsetzung und Aenderung der Tara wird mit Berücksichtigung der im Verkehre üblichen Verpackungsarten und deren Gewichtsverhältnisse im Verordnungswege geregelt. Bei Waaren, deren Zoll 3 fl. für 100 Kilogramm nicht überschreitet, und für die unmittelbaren Umschliessungen von Flüssigkeiten findet ein Tara-Abzug nicht statt.

Artikel XVII.

Der Zeitpunkt der Wirksamkeit dieses Gesetzes wird durch ein besonderes Gesetz bestimmt. Mit diesem Zeitpunkte treten der Zolltarif vom 5. December 1853 (R. G. Bl. Nr. 262, 1853), der interimistische Zolltarif vom 30. Juni 1865 (R. G. Bl. Nr. 39) und alle darauf bezüglichen Gesetze und Verordnungen, soweit sie mit dem vorliegenden Gesetze in Widerspruch stehen, ausser Kraft.

Artikel XVIII.

Mit dem Vollzuge dieses Gesetzes sind der Finanzminister und der Handelsminister beauftragt.

Wien, am 27. Juni 1878.

Franz Joseph m. p.

Auersperg m. p. *Chlumecky* m. p. *Pretis* m. p.

Beilage. 1878

Allgemeiner Zolltarif für das österr.-ungar. Zollgebiet.

Uebersicht.

Classe	Abtheil.	Benennung	Seite
		I. Theil. — Einfuhr.	
I		**Colonialwaaren und Südfrüchte:**	
	1	Cacao	678
	2	Kaffee	678
	3	Gewürze	678
	4	Südfrüchte	678
	5	Thee	679
	6	Zucker	679
II	7	**Tabak und Tabakfabrikate**	680
III		**Garten- und Feldfrüchte:**	
	8	Getreide, Hülsenfrüchte, Reis, Mehl und Mahlproducte	680
	9	Pflanzen u. Pflanzentheile (nicht in anderen Abtheil. enthaltene)	681
IV		**Thiere u. thier. Producte** (nicht in anderen Abtheilg. enthaltene):	
	10	Fische, Schal- u. sonstige Wasserthiere	682
	11	Schlacht- u. Zugvieh	683
	12	Wild, Geflügel u. andere Thiere	683
	13	Felle und Häute, roh	683
	14	Haare, Borsten und Federn	683
	15	Fleisch, Wachs, Käse, Honig u. andere thierische Producte	683
V		**Fette und Oele, fette:**	
	16	Fette	684
	17	Oele, fette	685
VI		**Getränke und Esswaaren:**	
	18	Bier und Meth	685
	19	Essig	686
	20	Gebrannte geistige Flüssigkeiten	686
	21	Weine und Weinsurrogate, auch Obstwein, Wein- u. Obstmost	686
	22	Esswaaren (nicht in anderen Abtheilungen enthaltene)	686
VII		**Brenn-, Bau- u. Werkstoffe:**	
	23	Holz, Kohlen und Torf	687
	24	Drechsler- u. Schnitzstoffe (nicht in anderen Abtheil. enthaltene)	688
	25	Mineralien (nicht in anderen Abtheilungen enthaltene)	688
VIII		**Arznei-, Parfümerie-, Farb- und Gärbestoffe, Gummen u. Harze:**	
	26	Arznei- und Parfumeriestoffe	688
	27	Farb- und Gärbestoffe	689
	28	Gummen (a. Harze u. Gummenharze) u. and. nicht bes. benannte Pflanzensäfte, Theer, Mineralöle	689
IX		**Webe- u. Wirkstoffe u. Garne:**	
	29	Baumwolle	690
	30	Baumwollgarne	691
	31	Flachs	691
	32	Leinengarne	691
	33	Wolle	691
	34	Wollengarne	692
	35	Seide	692
X		**Webe- und Wirkwaaren, Kleidungen und Putzwaaren:**	
	36	Baumwollwaaren	692
	37	Leinenwaaren	694
	38	Wollenwaaren	695
	39	Seidenwaaren	696
	40	Kleidungen und Putzwaaren	697
XI		**Waaren a. Borsten, Bast, Binsen, Cocosnussfasern, Gras, Schilf, Span, Stuhlrohr und Stroh, sowie Papier u. Papierwaaren:**	
	41	Bürstenbinder- u. Siebmacherwaaren	698
	42	Bast-, Binsen-, Cocosnussfaser,- Gras-, Schilf-, Span-, Stuhlrohr- und Strohwaaren	699
	43	Papier und Papierwaaren	700
XII		**Kautschuk- und Guttapercha-, Wachstuch-, Leder- u. Kürschnerwaaren:**	
	44	Kautschuk und Guttapercha, sowie Waaren daraus	702
	45	Wachstuch und Wachstaffet	703
	46	Leder- und Lederwaaren	703
	47	Kürschnerwaaren	705
XIII		**Holz- und Bein-, Glas-, Stein- und Thonwaaren:**	
	48	Holz- und Beinwaaren	705
	49	Glas- und Glaswaaren	707
	50	Steinwaaren	708
	51	Thonwaaren	709
XIV		**Metalle und Metallwaaren:**	
	52	Eisen und Stahl	710
	53	Eisenwaaren	711
	54	Metalle, unedle (nicht in anderen Abtheilungen enthaltene)	713
	55	Metallwaaren	714
	56	Metalle, edle	714
XV		**Land- und Wasserfahrzeuge:**	
	57	Wagen und Schlitten	715
	58	Schiffe	716
XVI		**Instrumente, Maschinen und kurze Waaren:**	
	59	Instrumente	716
	60	Maschinen, Maschinenbestandthl.	716
	61	Kurze Waaren	717
XVII		**Kochsalz, Chemikalien, Arznei-, Farb-, Fett- und Zündwaaren:**	
	62	Kochsalz	719
	63	Chemische Hilfsstoffe	719
	64	Chemische Producte, Arznei- und Farbwaaren	721
	65	Kerzen und Seife	723
	66	Zündwaaren	723
XVIII		**Literarische u. Kunstgegenstde:**	
	67	Literarische u. Kunstgegenstände	724
XIX		**Abfälle:**	
	68	Abfälle	725
		II. Theil. — Ausfuhr.	
		Lumpen (Hadern) und andere Abfälle zur Papierfabrikation	727

1878

I. Theil. Einfuhr.

Tarif-Abtheil.	Benennung der Gegenstände	Mass-stab der Ver-zollung	Zollsatz fl.	Zollsatz kr.	Tara-Abzüge in Percenten des Rohgewichtes
	I. Colonialwaaren u. Südfrüchte.				
1	*Cacao*-Bohnen und -Schalen	100 K.	16	.	13 in Fässern mit Dauben von hartem Holze und Kisten 10 in anderen Fässern 9 in Körben 3 in Ballen od. Säcken
2	*Kaffee:*				
	a) roh	»	24	.	17 in Kisten unter 200 Kilo 12 in Kisten von 200 Kilo und darüber, dann in Fässern mit Dauben v. hartem Holze 10 in anderen Fässern 9 in Körben 7 in Fardi 2 in Ballen
	b) gebrannt	»	30	.	20 in Fässern u. Kisten 13 in Körben 6 in Ballen
	c) Kaffeesurrogate (auch Cichorien, gebrannt oder gemahlen)	»	6	.	13 in Fässern u. Kisten
3	*Gewürze:*				
	a) Pfeffer (auch langer, rother [spanischer] und weisser Pfeffer, Pfefferstaub), Neugewürz (Piment), Sternanis (Badian), Ingwer, Cardamomen, Paradieskörner	»	24	.	16 in Fässern u. Kisten 9 in Körben 4 in Ballen
	b) Gewürznelken (auch Mutternelken); Muscatblüthe (Macis); Muscatnüsse; Zimmt (echter, Zimmtcassia, Holzcassia, Mutterzimmt, Zimmtblüthe)	»	40	.	
	c) Safran, Vanille	»	60	.	
4	*Südfrüchte:*				
	a) Feigen, frische; Johannisbrot; Kastanien; Lazeruoli; Pinienkerne (Zirbisnüsse), unausgeschälte; Paradiesäpfel (Judenäpfel); Pomeranzen- und Citronenschalen; Pomeranzen, unreife, kleine; Limonien, Citronen und Pomeranzen, in Salzwasser eingelegt; Oliven, frisch oder gesalzen	»	2	.	

1878

Tarif-Abtheil.	Benennung der Gegenstände	Mass-stab der Ver-zollung	Zollsatz fl.	Zollsatz kr.	Tara-Abzüge in Percenten des Rohgewichtes
	b) Feigen, getrocknete; Granatäpfel; Pinienkerne (Zirbisnüsse), ausgeschälte; Weinbeeren, getrocknete; Korinthen, Rosinen	100 K.	6	.	20 in mit Heu u. dgl. emballirten (jedoch nicht bloss mit Matten oder Leinwand umhüllten) Fässern und Kisten 13 in anderen Fässern und Kisten, sowie in Körben 6 in Ballen 9 in hölz. Schachteln oder derlei kleinen Kistchen 11 in hölz. Schachteln oder derlei kleinen Kistchen mit einer weiteren Emballage von Leinwand, Schilf-, Stroh- oder Bastmatten.
	Anmerkung. Weinbeeren, getrocknete, Korinthen und Rosinen, dann Feigen, getrocknete, ganz oder halb verdorbene, sowie auch solche, die zum menschlichen Genusse vollends unbrauchbar gemacht sind, zur industriellen Verwendung 100 K. . 40 kr.				
	c) Citronen; Limonien; Pomeranzen .	»	8	.	Befinden sich die in hölzernen Schachteln oder derlei kleinen Kistchen verpackten Gegenstände noch in einer weiteren Umschliessung von Fässern, Kisten oder Körben, so sind auch die hiefür oben festgesetzten Tarapercente, u. zw. vom Gesammt-Rohgewicht in Abzug zu bringen.
	Anmerkung. Citronen, Limonien und Pomeranzen bei der Auszählung 100 St. . 1 fl. 60 kr.				
	d) Datteln, Mandeln, Pistazien	»	15	.	
5	*Thee*	»	50	.	23 in Kisten
6	*Zucker:*				Für Rohzucker und Farin (Zuckermehl), sowie gestossenen Zucker:
	a) Rohzucker unter dem holländischen Standard Nr. 19; Zuckerlösungen; Stärkezucker, Traubenzucker, Krümelzucker im festen Zustande	»	15	.	13 in Fässern mit Dauben von hartem Holze und Kisten 10 in anderen Fässern 8 in aussereuropäischen Rohrgeflechten (Kanassers, Kranjans) 7 in anderen Körben 4 in Ballen
	b) Rohzucker vom holländischen Standard Nr. 19 und darüber; raffinirter Zucker	»	20	.	
	c) Syrup; Stärkezucker, Traubenzucker im flüssigen Zustande, Melasse	»	6	.	Für anderen Zucker: 14 in Fässern mit Dauben von hartem Holze 13 in Kisten 10 in anderen Fässern 7 in Körben 4 in Ballen Für Syrup: 11 in Ueberfässern
	Anmerkung. Die Verbrauchsabgaben sind in den Zollsätzen inbegriffen.				

1878

Tarif-Abschnitt.	Benennung der Gegenstände	Massstab der Verzollung	Zollsatz fl.	Zollsatz kr.	Tara-Abzüge in Percenten des Rohgewichtes
	II. Tabak und Tabakfabricate.				
7	a) Tabak, roh, d. i. Tabakblätter, unbearbeitete, auch Tabak-Rippen, -Stengel und -Blüthen.....	100 K.	21 nur gegen besondere Bewilligung		12 in Kisten, Fässern, Seronen und Kanasserkörben 9 in anderen Körben 4 in Ballen
	b) Tabakfabricate, d. i. Rauchtabak in Rollen, abgerollten oder entrippten Blättern oder geschnitten; Carotten oder Stangen zu Schnupftabak; Tabakmehl; Tabakabfälle; Cigarren; Schnupftabak; auch Papier aus Stengeln und Rippen der Tabakblätter.....	»	52 nur gegen besondere Bewilligung	50	16 in Kisten und Fässern 13 in Körben 6 in Ballen Für Cigarren: 24 in kleinen Holzkistchen 12 in kleinen Pappkästchen od. Körbchen. Befinden sich die in kleinen Holzkistchen, Pappkästchen oder Körbchen verpackten Cigarren noch in einer weiteren Umschliessung von Fässern, Kisten, Körben o. Ballen, so steht es den Parteien frei, entweder das Gesammtgewicht der Cigarren sammt beiden Umschliessungen oder nebst diesem Rohgewichte auch gesondert das Rohgewicht d. kleinen Holzkistchen, Pappkästchen oder Körbchen zu erklären. Im ersteren Falle sind auch noch die oben festgesetzten Tarapercente, u. zw. vom Gesammt-Sporcogewichte zu berechnen; im letzteren Falle jedoch ist die Tara nur mit 24, beziehungsweise 12 Percent zu bemessen. Einzelne, blos mit Leinwand überzogene Kistchen, Pappkästchen oder Körbchen werden nicht als Ballen behandelt.
	Anmerkung. In Fällen einer besonderen Bewilligung sind in der Einfuhr folgende Licenzgebühren zu entrichten: 1. Für Cigarren und Cigarretten per 500 Gramm netto . . . . . 5 fl. 50 kr. 2. Für andere Tabakfabricate per 500 Gramm netto . . . . . 4 fl. 20 kr. 3. Für Rohtabak per 500 Gramm netto . . . . . 3 fl. 50 kr. Tabak und Tabakfabrikate müssen auch nach vorstehenden Unterabtheilungen erklärt werden.				
	III. Garten- und Feldfrüchte.				
8	*Getreide, Hülsenfrüchte, Reis, Mehl und Mahlproducte:*				
	a) Weizen, Spelz, Halbfrucht, Roggen, Gerste, Mais, Hafer, Mais, Heidekorn, Hirse, Bohnen, Lupinen, Erbsen, Linsen, Wicken	»	frei		

1878

Tarif-Abtheil.	Benennung der Gegenstände	Massstab der Verzollung	Zollsatz fl.	Zollsatz kr.	Tara-Abzüge in Percenten des Rohgewichtes
	b) Reis:				
	1. enthülst	100 K.	2	.	
	2. in Hülsen, Reisabfälle	»	.	60	
	c) Mehl und Mahlproducte (gerollte, geschrotete und geschälte Körner; Graupen, Grütze, Gries)	»	frei		
	Anmerkung. Reis, bei der Einfuhr über die Grenze Italiens nach Tirol 100 K. . . . . 1 fl.				
9	*Pflanzen und Pflanzentheile* (nicht in anderen Abtheilungen enthaltene)				
	a) Gartengewächse, Feldfrüchte und Obst frisch;				
	b) lebende Gewächse, auch in Töpfen und Kübeln; Getreide in Garben; Hülsenfrüchte in Kraut; Heu; Stroh; Schilf; Palmblätter; Cichorienwurzel; Anis; Coriander; Fenchel; Kümmel; Oelsaat; Kleesaat; Senfsaat; Senfpulver oder gemahlener Senf (in Fässern u. dgl.); alle nicht besonders benannten Pflanzen und Pflanzentheile, frisch oder getrocknet	»	frei		
	c) 1. Gartengewächse u. Feldfrüchte, zubereitet, u. zw.: Gemüse und Krautarten, Kartoffeln u. Rüben, essbare Wurzeln, Schwämme und Pilze (einschliesslich der Trüffeln), getrocknet, comprimirt, gedörrt, gebacken, zerschnitten, gepulvert oder auf andere Weise zerkleinert, gesalzen, in Essig eingelegt in Fässern;				
	2. Obst, zubereitet, u. z.: getrocknet, gedörrt, gebacken, zerschnitten, gepulvert oder sonst zerkleinert; ohne Zucker gekochte Obstmusse; Nüsse (welsche und Haselnüsse), trocken oder ausgeschält.				
	3. Pflanzen und Pflanzentheile, nicht besonders benannte, zubereitet, u. z.: gepulvert oder sonst zerkleinert oder gefärbt	»	1	50	13 in Fässern und Kisten 9 in Körben 4 in Ballen

1878

Tarif-Abtheil.	Benennung der Gegenstände	Mass-stab der Ver-zollung	Zollsatz fl.	Zollsatz kr.	Tara-Abzüge in Percenten d Rohgewichtes
	Anmerkung. Die Gegenstände der T. P. c), in Blechbüchsen u. dgl. hermetisch verschlossen, oder auf andere als die hier angegebene Weise zubereitet oder in Büchsen, Flaschen, Gläsern u. dgl. eingemacht, sind als feine Esswaaren zu behandeln.				
	d) Hopfen, auch Lupulin (Hopfenmehl)	100 K.	5	.	
	IV. Thiere und (nicht in anderen Abtheilungen enthaltene) thierische Producte.				
10	*Fische, Schal- und sonstige Wasserthiere:*				
	a) Fische, frische; Fluss- und Bachkrebse; Schnecken, frische.	»	1	.	
	b) Häringe, gesalzen oder geräuchert	»	2	.	
	c) Fische, nicht besonders benannte, gesalzen, geräuchert, getrocknet . .	»	4	.	13 in Fässern, K und anderen Gefässen (Bott u. dgl.) m. Dec
	d) Fische, marinirt; Caviar und Caviarsurrogate; Muschel- oder Schalthiere aus der See (z. B. Austern, Hummern, Meerspinnen (Krabben), Schildkröten	»	6	.	10 in offenen hö nen Gefässen Deckel 9 in Körben 6 in Ballen
	Anmerkungen zu den T. P. 10 b), c) und d).				
	1. Fische, Schal- und sonstige Wasserthiere, auch Caviar, in Blechbüchsen u. dgl. hermetisch verschlossen, ohne Unterschied, dann auf eine andere als in der gegenwärtigen Tarifsabtheilung angegebene Weise zubereitet, oder in Büchsen, Flaschen und Gläsern eingemacht, werden den Esswaaren beigezählt.				
	2. Die zur Befeuchtung der zubereiteten Fische während des Transportes in abgesonderten Gefässen mitgehende Salzbrühe (Salamoja) ist bis zu einer Menge von 10 Percent des Gesammtbruttogewichtes der Fische in der Einfuhr aus den Zollausschlüssen zollfrei, in der Einfuhr aus dem Auslande aber gleich den Fischen zu behandeln.				
	Jede andere Salzlauge, sowie jede obiges Percentausmass übersteigende Salzbrühe ist in der Ein- und Durchfuhr verboten.				

1878

Tarif-Abtheil.	Benennung der Gegenstände	Maßstab der Verzollung	Zollsatz fl.	Zollsatz kr.	Tara-Abzüge in Percenten des Rohgewichtes
11	*Schlacht- und Zugvieh:*				
	a) Ochsen und Stiere	1 St.	4	.	
	b) Kühe	»	1	50	
	c) Jungvieh	»	.	75	
	d) Kälber	»	.	40	
	e) Schafe und Ziegen (auch Widder, Hammel und Böcke)	»	.	30	
	f) Lämmer und Kitze	»	.	20	
	g) Schweine	»	2	.	
	h) Spanferkel, nicht über 10 Kilo	»		30	
	Anmerkung zu den T. P. 11 a) bis h). Schlachtvieh im getödteten Zustande, selbst noch mit der Haut und den Eingeweiden versehen, ist wie Fleisch zu behandeln.				
	i) Pferde und Füllen	»	frei		
	k) Maulthiere, Maulesel und Esel	»	2	.	
12	*Wild, Geflügel und andere Thiere:*				
	a) Wildpret und Geflügel aller Art, lebend oder todt, mit Ausnahme der erlegten Hirsche, Gemsen, Rehe und Wildschweine	»	frei		
	b) Bienenstöcke mit lebenden Bienen	»	frei		
	c) Thiere, nicht besonders benannte	»	frei		
13	*Felle und Häute,* roh (grün oder trocken, auch gesalzen oder gekalkt, aber nicht weiter bearbeitet)	100 K.	frei		
14	*Haare, Borsten und Federn:*				
	Haare aller Art, roh oder zubereitet (u. zw. gehechelt, gesotten, gefärbt oder gebeizt, auch in Lockenform gelegt); Borsten; Federn, nicht besonders benannte (auch Bettfedern, Federkiele, roh und zugerichtet [Schreibfedern]; unzubereitete Schmuckfedern	»	frei		
15	*Fleisch, Wachs, Käse, Honig und* (nicht in anderen Abtheilungen enthaltene) *thierische Producte:*				
	a) Fleisch, frisches oder zubereitetes (u. z. gesalzenes, getrocknetes, geräuchertes, gepökeltes)	»	3	.	

1878

Tarif-Abtheil.	Benennung der Gegenstände	Maßstab der Verzollung	Zollsatz fl.	Zollsatz kr.	Tara-Abzüge in Percenten des Rohgewichtes
	Anmerkung. Fleisch, geräuchertes, gepökeltes, in der Einfuhr aus Dalmatien unter den vorgeschriebenen Bedingungen 100 K. . . . . 1 fl. 80 kr.				
	b) Fleischwürste (auch Blut-, Leber- und Speckwürste)	100 K.	20	.	16 in Kisten und Fässern 9 in Körben 6 in Ballen
	Anmerkung zu den T. P. 15 a) und b). 1. Unter Fleisch werden auch erlegte Hirsche Gemsen, Rehe und Wildschweine verstanden. 2. Fleisch, frisches, gesalzenes, getrocknetes, geräuchertes, gepökeltes, auch gekochtes (eingedämpftes) ist, selbst wenn es in Blechbüchsen u. dgl. hermetisch verschlossen eingeht, nach lit. a) zu behandeln.				
	c) Wachs, weisses, gelbes und gefärbtes (auch Pflanzenwachs), Wachskoth; Bad- und Pferdeschwämme .	»	5	.	13 in Kisten und Fässern 9 in Körben 6 in Ballen
	d) Käse	»	9	.	16 in Kisten von 50 Kilo und darüber 13 in Kisten unter 50 Kilo 11 in Fässern und Kübeln 8 in Körben 6 in Ballen
	Anmerkung. Kuh- und Schafkäse, gesalzen und nicht in festen Formen, sondern in Gefässen eingelegt, oder in Ochsenblasen oder Schafhäute eingestampft, auch Bryndza in Klumpen, aus Rumänien, dann Schafkäse aus Dalmatien, gegen Erfüllung der bestehenden Bedingungen 100 K. . . . . 3 fl.				
	e) Eier aller Art; Milch (auch geronnen und Rahm); Topfen	»	frei		
	f) 1. Honig, Bienenstöcke sammt dem Honig und Wachs; 2. Blasen und Därme, frische gesalzene oder getrocknete; Goldschlägerhäutchen; Darmseile; 3. Thiere, ausgestopfte; 4. Thierische Producte, nicht besonders benannte	»	frei		
	V. Fette und Oele, fette.				
16	***Fette:***				
	a) Butter, frische, gesalzene, eingeschmolzene; Schweine- und Gänsefette; Speck	»	8	.	13 in Fässern, Kisten, Kübeln und Töpfen 9 in Körben 6 in Häuten, Wammen und Ballen

1878

Tarif-Abtheil.	Benennung der Gegenstände	Mass-stab der Ver-zollung	Zollsatz fl.	Zollsatz kr.	Tara-Abzüge in Percenten des Rohgewichtes
	b) Stearin, Stearinsäure; Palmitin, Paraffin, Ceresin; Wallrath.....	100 K.	3	.	
	c) Talge, thierische	»	frei		
	d) 1. Fischthran;				
	2. Fette und Fettgemenge, nicht besonders benannte	»	1	.	
17	*Oele, fette:*				
	a) Oele, fette, in Flaschen und Krügen	»	10	.	24 in Kisten 16 in Körben
	b) Olivenöl in Fässern, Schläuchen und Blasen.....	»	4	.	
	Anmerkungen zur T. P. 17 b).				
	1. Olivenöl, in Fässern und Schläuchen, wenn die Abfertigung bei Hauptzollämtern stattfindet, und hierbei auf 100 Kilogramm Olivenöl 1 Kilogramm Terpentinöl, oder 130 Gramm Rosmarinöl zugesetzt werden, 100 K. . . . . 80 kr.				
	2. Olivenöl, Dalmatiner, Istrianer und jenes von den Quarnerischen Inseln, in Fässern in der Einfuhr über die hiezu speciell ermächtigten Aemter gegen Erfüllung der bestehenden Bedingungen, 100 K. . . . . 50 kr.				
	c) Palmöl (Palmbutter) und Cocosnussöl (Cocusbutter) in Fässern...	»	frei		
	d) Rüböl, Leinöl, Ricinusöl und andere nicht besonders benannte fette Oele, in Fässern, Schläuchen oder Blasen	»	1	50	
	Anmerkungen zur Abtheilung 17.				
	1. Olivenöl und Oele der T. P. 17 d), wenn sie im Grenzverkehre in Kannen, offenen Krügen, Blech- oder Glasflaschen und ähnlichen unverschlossenen Behältnissen eingehen, sind wie Olivenöl, beziehungsweise wie Oele, fette, nicht besonders benannte, in Fässern zu behandeln.				
	2. Oele, fette, in Flaschen und Krügen oder anderen ähnlichen Behältnissen, im Gewichte von wenigstens 25 Kilogramm sind wie Oele, fette, in Fässern zu verzollen.				
	VI. Getränke und Esswaaren.				
18	*Bier und Meth:*				
	a) in Fässern:	»	3	.	
	b) in Flaschen und Krügen	»	8	.	24 in Kisten 16 in Körben
	Anmerkung.				
	Die allgemeine Verzehrungssteuer von Bier ist im Zollsatze begriffen.				

1878

Tarif-Abtheil.	Benennung der Gegenstände	Mass-stab der Ver-zollung	Zollsatz fl.	Zollsatz kr.	Tara-Abzüge in Percenten des Rohgewichtes
19	*Essig:*				
	a) in Fässern	100 K.	3	.	
	b) in Flaschen und Krügen	»	8	.	24 in Kisten 16 in Körben
20	*Gebrannte geistige Flüssigkeiten:*				
	a) Alkohol und Branntwein aller Art, auch versetzt; Arrak; Rum (einschliesslich der Verzehrungssteuer)	»	24	.	24 in Kisten 16 in Kärben 11 in Ueberfässern nur bei dem Eingange in Flaschen
	b) Liqueure, Punschessenz und andere versüsste geistige Flüssigkeiten (einschliesslich der Verzehrungssteuer	»	40	.	
21	*Weine und Weinsurrogate*, auch Obstwein, Wein- und Obstmost:				
	a) in Fässern	»	12	.	
	b) in Flaschen	»	20	.	
	Anmerkung zur Abtheilung 21. 1. Weine aus den Zollausschlüssen, gegen Erfüllung der bestehenden Bedingungen, 100 K. . . . . 1 fl. 2. Weinmalsche zahlt die Hälfte des Eingangszolles für Wein in Fässern.				
	Anmerkung zu den Abtheilungen 18 bis 21. Getränke, die im Grenzverkehre in Kannen, Krügen, Blechflaschen oder unverpichten Glasflaschen vorkommen, werden wie Getränke in Fässern behandelt.				
22	*Essewaaren* (nicht in anderen Abtheilungen enthaltene):				
	a) Brot, gemeines, sowohl schwarzes, als weisses; Schiffszwieback	»	frei		
	b) 1. Sago und Sagosurrogate, Tapioka, Arrowroot; 2. Oblaten aus Mehl; Kletzen-(Früchten-) Brot; Zwieback (mit Ausnahme des Schiffszwiebacks)	»	5	.	
	c) Teigwerk (d. i. Nudeln und gleichartige, nicht gebackene Erzeugnisse von Mehl)	»	6	.	
	d) Nahrungsstoff-Präparate, lösliche, d. i. Fleisch-Extract, condensirte Suppen u. Milch, Kindermehl u. dgl.	»	7	.	16 in Fässern und Kisten 13 in Körben 6 in Ballen
	e) 1. Senf, zubereiteter (auch Senfpulver [Senfmehl] in Blasen, Büchsen, Flaschen, Krügen oder Stanniol);				

1878

Tarif-Abtheil.	Benennung der Gegenstände	Massstab der Verzollung	Zollsatz fl.	Zollsatz kr.	Tara-Abzüge in Percenten des Rohgewichtes
	2. Aale und Thunfische, in Oel eingelegt, in Fässern;				
	3. Kappern	100 K.	15	.	
	f) Esswaaren, feine, d. i.				
	1. Chocolade (auch Cacao, gemahlen, Cacaomasse), Chocoladesurrogate und Fabrikate; Confituren; Zuckerwerk; Kuchenwerk aller Art;				
	2. alle in Flaschen, Büchsen und dergleichen eingemachte, eingedämpfte oder auch eingesalzene, dann alle in Zucker, Honig, Oel, oder sonst eingelegte Früchte, Gewürze, Gemüse und andere nicht besonders tarifirte Consumtibilien (Pilze, Trüffeln, Geflügel, Seethiere und dergleichen);				16 in Fässern und Kisten 13 in Körben 6 in Ballen
	3. Pasteten, Gelées (Sulzen), Saucen und andere ähnliche Gegenstände des feineren Tafelgenusses;				
	4. Speisen, nicht besonders benannte, zubereitet	»	35	.	
	VII. Brenn-, Bau- u. Werkstoffe.				
23	*Holz, Kohlen und Torf:*				
	a) Brennholz, auch Holzborke, Busch, Faschinen, Flechtweiden, Reisig ausgelaugte Lohe und Lohkuchen; Werkholz, gemeines (europäisches), roh und zugerichtet, d. i. Sägewaaren, Fassholz (Dauben) und alles andere roh vorgearbeitete Werkholz, mit Ausnahme der Fourniere	1 Kbm.	frei		
	b) Werkholz, aussereuropäisches (in Blöcken, Brettern und Pfosten)	100 K.	frei		
	c) Holzkohlen, Torf und Torfkohlen, Lignite und Steinkohlen, Coaks und alle aus diesen Materialien dargestellte feste künstliche Brennstoffe	»	frei		

1878

Tarif-Abtheil.	Benennung der Gegenstände	Mass-stab der Ver-zollung	Zollsatz fl.	Zollsatz kr.	Tara-Abzüg in Percenten Rohgewicht
24	*Drechsler- und Schnitzstoffe* (nicht in anderen Abtheilungen enthaltene):				
	1. Bernstein (auch Bernsteinmasse); Gagat; Meerschaum; Stuhlrohr, ungespalten, ungebeizt, ungefärbt; Stöcke, Rohre, edlere; Cocos- und Coquillasnüsse und Cocosnussschalen; Areka- und Steinnüsse; Hörner, Hornscheiben, Hornspitzen, Klauen, Füsse, Hufe; Fischbein, rohes;				
	2. Elfenbein und andere Thierzähne, Knochen, Schildpatt, Perlmutter und andere Muschelschalen, roh oder blos gespalten, gestreckt oder geschnitten (in Platten oder Blöcken);				
	3. Korallen, rohe (auch gebohrt, jedoch nicht gereinigt oder geschliffen)	100 K.	frei		
25	*Mineralien*, d. i. Steine, roh, oder blos behauen oder gesägt, Erden und rohe mineralische Stoffe, auch gebrannt, geschlemmt oder gemahlen; Erze, auch aufbereitete; alle diese Gegenstände, soweit sie nicht in anderen Abtheilungen enthalten sind	»	frei		
	VIII. Arznei-, Parfümerie-, Farb- u. Gärbestoffe, Gummen u. Harze.				
26	*Arznei- und Parfümeriestoffe:*				
	a) 1. Ambra, grauer; Bibergeil; Bisam (Moschus); Zibeth; Bisamrattenschwänze; Canthariden;				
	2. Abelmoschkörner; Cacaobutter; Kampfer, gereinigter (raffinirter); Cubeben; Galgant; Jalappaharz; Kirschlorbeerwasser; Muscatbalsam (Muscatbutter); Opium; Süssholzsaft; Lavendel-, Pomeranzenblüthen-, Rosen- u. ähnliche wohlriechende Wässer (ohne Weingeist); Bernstein-, Hirschhorn-, Kautschuk-, Lorbeer-, Rosmarin- und Wachholderöl ..	»	6	.	13 in Kisten und sern 9 in Körben 7 in Ballen

1878

Tarif-Abtheil.	Benennung der Gegenstände	Mass-stab der Ver-zollung	Zollsatz fl.	Zollsatz kr.	Tara-Abzüge in Percenten des Rohgewichtes
	b) Oele, ätherische, nicht besonders benannte; Essige, Fette und Oele, parfümirte	100 K.	10	.	13 in Kisten und Fässern 9 in Körben 7 in Ballen
	Anmerkung. Wenn die unter a) und b) genannten Essige, Fette, Oele und Wässer in Behältnissen mit Etiquetten, Gebrauchsanweisungen u. dgl. vorkommen, durch welche sie sich als Parfümeriewaaren darstellen, so sind sie nach den Bestimmungen für Parfümeriewaaren zu behandeln.				
27	*Farb- und Gärbestoffe:*				
	a) 1. Farbhölzer in Blöcken;				
	2. Rinden, Wurzeln, Blätter, Blüthen, Früchte u. dgl., auch zerschnitten, gemahlen oder sonst zerkleinert, zum Färben oder Gärben; Catechu (japanische Erde); Kino, Cochenille, Sylvester, Kermeskörner, Indigo, Lac-Dye, Orlean	»	frei		
	b) Farbhölzer, verkleinert (d. i. geraspelt, gemahlen, geschnitten) ...	»	.	50	
	c) 1. Krapp-Extracte; Garancine und Garancinette; Lackmus; Sepia, roh in Bläschen;				
	2. Kastanienholz-Extract, sowie Gärbestoff-Extracte, nicht besonders benannte	»	1	50	
	d) Orseille, Persio und Farbstoff-Extracte, nicht besonders benannte	»	3	.	
28	*Gummen (auch Harze und Gummenharze) und andere nicht besonders benannte Pflanzensäfte, Theer und Mineralöle:*				
	a) 1. Harz, gemeines; Colophonium; Theer aller Art, mit Ausnahme von Braunkohlen- und Schiefertheer, auch Theer-Wagenschmiere; Ozokerit (Erdwachs); Asphalt und andere Erdharze; Erdpeche;				
	2. Copalharz; Damarharz; Schellack, ungebleicht; Gummiarabicum, Gummi-Gedda, Gummi-Senegal, Gummigutti, Tragantgummi;				

1878

Tarif-Abtheil.	Benennung der Gegenstände	Maßstab der Verzollung	Zollsatz fl.	Zollsatz kr.	Tara-Abzüge in Percenten des Rohgewichtes
	3. Terpentinöl, Kiefernadelöl, Pechöl, Harzöl, Kiefernadel-Extract, Terpentin, Vogelleim	100 K.	frei		
	b) Gummen, Harze und Gummenharze, natürliche Balsame, und Pflanzensäfte, nicht besonders benannte	»	1	50	
	c) Limonien- (Citronen-) Saft	»	.	80	
	d) Mineralöle, dann Braunkohlen- und Schiefertheer:				
	1. roh und zu Beleuchtungszwecken ohne vorhergegangene Raffinirung oder Reinigung nicht verwendbar,				
	aa) schwere, deren Dichte bei 12° R. 830 Grade (Tausendstel der Dichte des reinen Wassers) übersteigt	»	.	60	
	bb) leichte, von und unter der Dichte von 830 Grad	»	1	25	
	2. roh, ohne vorhergegangene Raffinirung oder Reinigung zu Beleuchtungszwecken verwendbar	»	3	.	
	3. raffinirt oder halbraffinirt				
	aa) schwere, deren Dichte 850 Grad übersteigt	»	1	50	
	bb) leichte, von und unter der Dichte von 850 Grad	»	3	.	
	Anmerkung. Raffinirte, für industrielle Zwecke als Lösungs- und Extractionsmittel bestimmte Mineralöle unter der Dichte von 770 Grad, mit Ausnahme jener, welche für die Beleuchtungs- und Fettindustrie bestimmt sind, gegen Erfüllung der im Verordnungswege vorzuzeichnenden Bedingungen und Vorsichten, für 100 K. . . . . 1 fl. 50 kr.				
	IX. Webe- und Wirkstoffe und Garne.				
29	*Baumwolle:*				
	a) roh, kardätscht, gefärbt; Abfälle..	»	frei		
	b) Baumwollwatta	»	5	.	18 in Kisten und Fässern 13 in Körben 7 in Ballen
	Anmerkung. Auch Wollen- und Seidenwatta sind wie Baumwollwatta zu verzollen.				

1878

Tarif-Abtheil.	Benennung der Gegenstände	Mass-stab der Ver-zollung	Zollsatz fl.	Zollsatz kr.	Tara-Abzüge in Percenten des Rohgewichtes
30	*Baumwollgarne* (auch gemischt mit Leinen):				
	a) Garne bis Nr. 12 englisch, einfach oder doublirt:				
	1. roh	100 K.	6	.	
	2. gebleicht oder gefärbt	»	10	.	
	b) Garne über Nr. 12 bis Nr. 30 englisch, einfach oder doublirt:				
	1. roh	»	8	.	
	2. gebleicht oder gefärbt	»	12	.	
	c) Garne über Nr. 30 englisch, einfach oder doublirt:				18 in Kisten und Fässern
	1. roh	»	12	.	13 in Körben
	2. gebleicht oder gefärbt	»	16	.	7 in Ballen
	d) Garne, drei- oder mehrdrähtig gezwirnt, roh, gebleicht oder gefärbt; Garne für den Detailverkauf adjustirt	»	20	.	
	e) Dochte, ungewebte, auch mit Wachsüberzug	»	12	.	
31	*Flachs,* Hanf, Jute und andere vegetabilische Spinnstoffe, mit Ausnahme der Baumwolle, roh, geröstet, gebrochen oder gehechelt, auch in Abfällen; Waldwolle, Waldwollwatta, Seegras	»	frei		
32	*Leinengarne,* d. i. Garne aus Flachs, Hanf, Jute oder anderen vegetabilischen Spinnstoffen, mit Ausnahme der Baumwolle:				
	a) Garne, roh:				
	1. aus Jute	»	1	50	
	2. aus Flachs, Hanf oder anderen vegetabilischen Spinnstoffen (Maschinengespinnst)	»	1	50	
	Anmerkung. Handgespinnst . . . . . frei				
	b) gebleicht, geäschert oder gefärbt; Jutegarn, gezwirnt	»	5	.	13 in Kisten und Fässern
	c) gezwirnt (mit Ausnahme des Jutegarns)	»	12	.	9 in Körben 6 in Ballen
33	*Wolle,* roh, gewaschen, gekämmt, gefärbt, gebleicht, gemahlen und in Abfällen	»	frei		

1878

Tarif-Abtheil.	Benennung der Gegenstände	Massstab der Verzollung	Zollsatz fl.	Zollsatz kr.	Tara-Abzüge in Percenten des Rohgewichtes
34	*Wollengarne*, d. i. Garne aus Wolle oder anderen Thierhaaren (auch mit Leinen oder Baumwolle gemischt):				
	a) Kammgarn, hartes (Weftgarn), roh	100 K.	1	50	
	b) Wollengarne, nicht besonders benannte, roh	»	8	.	16 in Kisten und Fässern 11 in Körben 6 in Ballen
	c) Wollengarn, gebleicht, gefärbt, bedruckt oder drei- oder mehrdrähtig gezwirnt	»	12	.	
35	*Seide*:				
	a) Seidengalleten (Cocons); Seidenabfälle, ungesponnen	»	frei		
	b) 1. Seide, abgehaspelt (unfilirt, Grezze) oder gesponnen (filirt), weder weiss gemacht, noch gefärbt;				
	2. Floretseide (Seidenabfälle, gesponnen), auch weiss gemacht, jedoch nicht gefärbt; beide (Z. 1 und 2) auch gezwirnt, jedoch ohne Verbindung mit anderen Spinnmaterialien	»	frei		
	c) 1. Seide, weiss gemacht oder gefärbt, oder in Verbindung mit anderen Spinnmaterialien;				
	2. Floretseide, gefärbt oder in Verbindung mit anderen Spinnmaterialien	»	22	.	16 in Kisten und Fässern 11 in Körben 7 in Ballen
	X. Webe- und Wirkwaaren, Kleidungen und Putzwaaren.				
36	*Baumwollwaaren*, d. i. Webe- und Wirkwaaren aus Baumwolle, oder aus Baumwolle und Leinen, auch in Verbindung mit Metallfäden oder gesponnenem Glase, jedoch ohne Beimischung von Seide, Wolle oder anderen Thierhaaren:				
	a) gemeine, d. i. Gewebe aus Garnen Nr. 50 und darunter, auch gerauht oder appretirt:				
	aa) gemeine glatte, auch geköpert croisirt), auf 5 Mm. im □ 38 Fäden od. weniger zählend: 1. roh	»	32	.	18 in Kisten und Fässern 13 in Körben 7 in Ballen

1878

Tarif-Abtheil.	Benennung der Gegenstände	Mass-stab der Ver-zollung	Zollsatz fl.	Zollsatz kr.	Tara-Abzüge in Percenten des Rohgewichtes
	2. gebleicht oder gefärbt (mit Ausnahme der türkisch roth gefärbten	100 K.	40	.	
	3. mehrfärbig gewebt, bedruckt oder türkisch roth gefärbt	»	60	.	
	bb) gemeine gemusterte, auf 5 Mm. im Quadrat 38 Fäden oder weniger zählend:				
	1. roh	»	40	.	
	2. gebleicht oder gefärbt (mit Ausnahme der türkisch roth gefärbten)	»	50	.	
	3. mehrfärbig gewebt, bedruckt oder türkisch roth gefärbt	»	70	.	
	cc) gemeine dichte, glatt oder gemustert, auf 5 Mm. im □ mehr als 38 Fäden zählend:				
	1. roh	»	50	.	
	2. gebleicht oder gefärbt (mit Ausnahme der türkisch roth gefärbten)	»	60	.	18 in Kisten und Fässern 13 in Körben 7 Ballen
	3. mehrfärbig gewebt, bedruckt oder türkisch roth gefärbt	»	80		
	b) feine, glatt oder gemustert, d. i. Gewebe aus Garnen über Nr. 50 bis einschliesslich Nr. 100:				
	1. roh	»	60	.	
	2. gebleicht, gefärbt, mehrfärbig gewebt oder bedruckt	»	90	.	
	c) feinste, glatt oder gemustert, d. i. Gewebe aus Garnen, feiner als Nr. 100, dann Tülle, Bobbinets, Petinets (mit Ausnahme der unter *d*) genannten Vorhängstoffe und Möbelnetze); Spitzen; Webewaaren, gestickte; alle Waaren in Verbindung mit Metallfäden oder gesponnenem Glase	»	150	.	
	d) Sammte und sammtartige Webewaaren mit aufgeschnittenem oder nicht aufgeschnittenem Flor; Vorhängstoffe und Möbelnetze, bobbinetartige; Band-, Posamentier-, Knopfmacher- und Wirkwaaren	»	70	.	

1878

Tarif-Abtheil.	Benennung der Gegenstände	Mass-stab der Ver-zollung	Zollsatz fl.	Zollsatz kr.	Tara-Abzüge in Percenten des Rohgewichtes
	e) Dochte, gewebte; Gitter; Gurten; Netze und Seile, grobe; Futternetze, gesteifte.....	100 K.	24	.	18 in Kisten und Fässern 13 in Körben 7 in Ballen
37	*Leinenwaaren*, d. i. Webe-, Wirk- und Seilerwaaren aus Flachs, Hanf, Jute und anderen vegetabilischen Spinnstoffen, mit Ausnahme der Baumwolle, ferner aus Asbest, auch in Verbindung mit Metallfäden oder gesponnenem Glase, jedoch ohne Beimischung von Seide, Wolle und anderen Thierhaaren:				
	a) Graue Packleinwand, d. i. ein glattes, grobes, ungebleichtes, auch einfach geköpertes Gewebe ohne Muster, aus Hanf oder Flachs, welches nicht mehr als 5 Kettenfäden auf 5 Mm. enthält; auch fertige Säcke daraus	»	2	.	
	Anmerkung. Gebrauchte signirte Säcke aus grauer Packleinwand beim Wiedereintritte zollfrei.				
	b) Leinenwaaren, gemeine:				
	1. Leinwand, bis 20 Kettenfäden auf 5 Mm.; Zwilch, Drillich; roh, ungebleicht, ungemustert..	»	12	.	13 in Kisten und Fässern 9 in Körben 6 in Ballen
	2. Leinenwaaren gebleicht, gefärbt, mehrfärbig gewebt, bedruckt:				
	aa) bis 10 Kettenfäden auf 5 Mm.	»	20	.	
	bb) 11 bis 20 Kettenfäden auf 5 Mm.	»	40	.	
	3. Leinenwaaren, gemustert, bis 20 Kettenfäden auf 5 Mm.....	»	40	.	
	c) Leinenwaaren, feine, d. i. über 20 Kettenfäden auf 5 Mm. roh, gebleicht, gefärbt, mehrfärbig gewebt, bedruckt, gemustert.....	»	80	.	
	d) Battiste; Gaze, Linons und andere undichte Webewaaren	»	120	.	
	e) Spitzen, Kanten, gestickte Webewaaren und Waaren in Verbindung mit Metallfäden oder gesponnenem Glase	»	150	.	18 in Kisten und Fässern 13 in Körben 7 in Ballen

1878

Tarif-Abtheil.	Benennung der Gegenstände	Mass-stab der Ver-zollung	Zollsatz fl.	Zollsatz kr.	Tara-Abzüge in Percenten des Rohgewichtes
	f) Jutegewebe:				
	1. Sack- und Packstoffe, roh, ungebleicht, ungefärbt, ungemustert, auch einfach geköpert, sowie fertige Säcke daraus	100 K.	2	80	
	Anmerkung. Gebrauchte und signirte Säcke aus Jute beim Wiedereintritte . . zollfrei				
	2. Fuss- und Wagendecken, Lauftteppiche und andere Jutegewebe, nicht unter 1 und 3 genannt, auch gebleicht, gefärbt, bedruckt, gemustert	»	12	.	
	Anmerkungen. 1. Fuss- und Wagendecken und Lauftteppiche aus anderen vegetabilischen Spinnstoffen als Jute werden wie jene unter f) 2 behandelt. 2. Fuss- und Wagendecken aus geflochtenem, gedrehtem Manillahanf ohne Verbindung mit anderen Materialien, auch gefärbt 100 K. . . . . 6 fl.				
	3. Möbel- und Bekleidungsstoffe, Tapeten, sowie alle Gewebe aus Jute in Verbindung mit anderen vegetabilischen Spinnstoffen, einschliesslich der Baumwolle, insofern die Jute in der Fadenzahl überwiegt, auch dergleichen Jutegewebe gestickt oder in Verbindung mit Metallfäden	»	40	.	13 in Kisten und Fässern 9 in Körben 6 in Ballen
	g) Seilerwaare:				
	1. ungebleicht, ungefärbt; Seile, Taue, Stricke, Gurten, Tragbänder, Schläuche, Eimer, auch gebleicht; alle diese Waaren auch getheert, geleimt, gefirnisst	»	3	.	
	2. gebleicht, mit Ausnahme der unter 1 genannten; gefärbt	»	12	.	
	h) Posamentier-, Knopfmacher-, Band- und Wirkwaaren	»	80	.	
38	***Wollenwaaren,*** d. i. alle Webe- und Wirkwaaren, dann Filze, aus Wolle oder anderen Thierhaaren, auch in Verbindung mit Metallfäden oder gesponnenem Glase und anderen Webe- und Wirkmaterialien, jedoch ohne Beimischung von Seide:				

1878

Tarif-Abtheil.	Benennung der Gegenstände	Mass-stab der Ver-zollung	Zollsatz fl.	Zollsatz kr.	Tara-Abzug in Percenten Rohgewicht
	a) Kotzen; Halinatuch; Matrosentuch (Sigona); Loden; Presstücher; Gewebe und Geflechte aus Hunds-, Kälber- oder Rindshaaren; Siebboden, Seile, Taue aus Pferdehaaren; Gitter und geknüpfte Netze, beide ungefärbt; Hutabschnitte; Tuchenden; grobe Filze aus Thierhaaren (auch zugeschnitten, getheert oder lackirt); lose gefügte, nicht gewalzte Filze (Hutfache)	100 K.	9	.	13 in Kisten und Fässern 9 in Körben 6 in Ballen
	b) Fussteppiche, soferne sie nicht unter *a*) begriffen sind; Filze aus Wolle und Filzwaaren, beide unbedruckt; Gurten	»	30	.	
	c) Wollene Webewaaren, nicht besonders benannte:				
	1. im Gewichte von mehr als 600 Gramm per 1 Quadratmeter ..	»	40	.	
	2. im Gewichte von 450 Gramm bis 600 Gramm per 1 Quadratmeter	»	60	.	
	3. im Gewichte von weniger als 450 Gramm per 1 Quadratmeter	»	80	.	18 in Kisten 13 in Körben 7 in Ballen
	Anmerkung. Durchgehends mit Baumwollkette gewebt, einfärbig, ungemustert, tuchartig appretirt, im Gewichte von 300 bis 600 Gramm per 1 Quadratmeter, 100 K. 50 fl.				
	d) Sammte und sammtartige Gewebe; bedruckte Filze, Webe- und Filzwaaren; Band-, Posamentier-, Knopf- und Wirkwaaren.....	»	80	.	
	e) Undichte wollene Webewaaren ..	»	100	.	
	f) 1. Spitzen (Spitzentücher), gestickte wollene Webewaaren; alle Waaren in Verbindung mit Metallfäden oder gesponnenem Glase;				
	2. Shawls, shawlartige Gewebe ...	»	150	.	
39	*Seidenwaaren*, d. i. Webe- und Wirkwaaren aus Seide oder Floretseide allein, oder in Verbindung mit anderen Webe- und Wirkmaterialien, Metallfäden oder gesponnenem Glase:				

1878

Tarif-Abtheil.	Benennung der Gegenstände	Mass-stab der Ver-zollung	Zollsatz fl.	Zollsatz kr.	Tara-Abzüge in Percenten des Rohgewichtes
	a) feine: Waaren aus Seide oder Floretseide allein; Blonden; Spitzen- (Spitzentücher); gestickte Webewaaren; Waaren in Verbindung mit Metallfäden oder gesponnenem Glase	100 K.	300	.	22 in Kisten 13 in Ballen
	b) gemeine, d. i. alle nicht unter *a*) genannten Waaren, in welchen sich ausser anderen Webe- und Wirkmaterialien auch Seide oder Floretseide befindet:				
	1. façonnirte; bedruckte; undichte; Band-, Knopf- und Posamentierwaaren	»	200	.	20 in Kisten 7 in Ballen
	2. glatte dichte; Sammte und sammtartige Gewebe; Shawls und shawlartige Gewebe; Wirkwaaren	»	150	.	
	Anmerkungen. 1. Ganz grobe Gewebe aus rohem Gespinnst von Seidenabfällen, welche das Ansehen von grauer Packleinwand haben und zu Presstüchern, Putzlappen u. s. w. verwendet werden, 100 K. . . . . 24 fl. 2. Webewaaren, in welchen Seide nur zur Herstellung eines Musters oder als Verzierung, jedoch nicht als Kette oder Eintrag im Grundgewebe vorkommt, werden nicht unter die Seidenwaaren, sondern je nach ihrer Beschaffenheit unter die betreffenden Baumwoll-, Leinen- oder Wollenwaaren gerechnet. 3. Seide, welche in Garnen aus anderen Spinnmaterialien versponnen ist, ohne die Umhüllung derselben zu bilden, bleibt bei Geweben aus solchen Garnen ausser Betracht.				
	Kleidungen und Putzwaaren aus Webe- und Wirkwaaren allein, oder in Verbindung mit anderen Stoffen:				
	a) künstliche Blumen d. i. fertige Blumen aus Webe- oder Wirkwaaren allein, oder in Verbindung mit anderen Stoffen; Schmuckfedern zubereitet	»	170	.	20 in Kisten
	b) Bestandtheile künstlicher Blumen, d. i. einzelne Blätter, Stengel, Stiele, Staubfäden, Stempel, ohne Verbindung untereinander und ohne dass das Ganze das Aussehen einer fertigen Blume hat	»	70	.	

1878

Tarif-Abtheil.	Benennung der Gegenstände	Mass-stab der Ver-zollung	Zollsatz fl.	Zollsatz kr.	Tara-Abzüge in Percenten des Rohgewichtes
	c) Hüte:				
	1. Herrenhüte von Seide und Zeugstoffen aller Art; Gibus; auch garnirt	100 K.	130	.	20 in Kisten 13 in Körben 7 in Ballen
	2. Herrenhüte von Filz, aus Wolle oder anderen Thierhaaren	»	90	.	
	3. Hüte, nicht besonders genannte, garnirt, aufgeputzt	1 Stück	.	50	
	Anmerkung. Filz in Hutform vorgerichtet, auch Stumpen 100 K. . . . . 40 fl.				20 in Kisten 13 in Körben 7 in Ballen
	d) Kleidungen und Putzwaaren, nicht besonders benannte, sind nach ihrem Hauptbestandtheile mit einem Aufschlage von 20 % zu verzollen.				
	Anmerkungen. 1. Ist es zweifelhaft, welcher von mehreren Bestandtheilen einer Kleidung oder Putzwaare den Hauptbestandtheil bildet, oder unter welche Zollposition der Hauptbestandtheil gehört, so ist der höhere, dabei in Frage kommende Zollsatz als Grundlage für die Zollberechnung anzunehmen. 2. Bei der Erklärung von Kleidungen und Putzwaaren, nicht besonders benannten, ist auch deren Hauptbestandtheil anzugeben.				
	Anmerkungen zur Classe X. 1. Kleidungen, welche unfertig in zugeschnittenen Stücken eingehen, dann Bett-, Haus- und Tischwäsche, beide ohne Verbindung mit anderen Materialien, werden nicht als Kleidungen oder Putzwaaren behandelt. Leibwäsche ist den Kleidungen einzureihen. 2. Bei gefüllten Federbetten, Matratzen, Polstern und Strohsäcken werden $^2/_3$ des Gewichtes nach der Füllung und $^1/_3$ nach dem Stoffe verzollt, zu welchem der Ueberzug gehört.				
	XI. Waaren aus Borsten, Bast, Binsen, Cocosnussfasern, Gras, Schilf, Span, Stuhlrohr u. Stroh, sowie Papier und Papierwaaren.				
41	*Bürstenbinder- und Siebmacherwaaren:*				
	a) gemeine:				
	1. Waaren aus Borsten und anderen animalischen und vegetabilischen Stoffen, mit Ausnahme jener				

1878

Tarif-Abtheil.	Benennung der Gegenstände	Mass-stab der Ver-zollung	Zollsatz fl.	Zollsatz kr.	Tara-Abzüge in Percenten des Rohgewichtes
	aus Haaren und der unter 42 *a*), Z. 2 genannten Bürsten und Besen; Abstauber aus ungefärbten Federn; alle diese Gegenstände auch in Verbindung mit ungebeiztem, unlackirtem, ungefirnisstem, ungefärbtem Holze oder dergleichen Eisen;				
	2. dergleichen fertige hölzerne Siebe mit Böden von Holzgeflecht oder Eisendraht, Holzsiebböden	100 K.	2	.	
	b) feine:				
	1. Waaren aus Haaren, Abstauber aus gefärbten Federn, allein oder in Verbindung mit anderen Materialien, sowie alle nicht besonders benannten Bürstenbinder- und Siebmacherwaaren in anderen, als den unter *a*) genannten Verbindungen, sofern sie dadurch nicht unter die Kautschuk-, Leder- oder kurzen Waaren fallen;				
	2. Frottir- und Pferdebürsten in Verbindung mit Webe- oder Wirkwaaren	»	12	.	20 in Kisten und Fässern 13 in Körben 9 in Ballen
42	*Bast-, Binsen-, Cocosnussfaser-, Gras-, Schilf-, Span-, Stuhlrohr- und Strohwaaren*:				
	a) 1. Fussdecken und Matten (Wagendecken u. dgl.) aus Bast, Binsen, Cocosnussfasern, Gras, auch Seegras, Schilf, Stuhlrohr-Abfällen und Stroh, ungefärbt;				
	2. Bürsten und Besen aus Binsen, Gras, Schilf, Heidekrautwurzeln oder Reisstroh, auch in Verbindung mit Holz ohne Lack oder Politur	»	1	.	
	b) gespaltenes Stuhlrohr, roh	»	.	50	
	c) 1. Hüte und Kappen aus Holzspan, ohne Garnitur;				
	2. Strohbänder (bandartige Strohgeflechte aller Art) ohne Verbindung mit anderen Materialien	»	2	.	

1878

Tarif-Abtheil.	Benennung der Gegenstände	Mass-stab der Ver-zollung	Zollsatz fl.	Zollsatz kr.	Tara-Abzüg in Percenten Rohgewicht
	d) 1. Fussdecken und Matten (Wagendecken u. dgl.) aus Bast, Binsen, Cocosnussfasern, Gras, auch Seegras, Schilf, Stuhlrohr-Abfällen und Stroh, gefärbt; 2. grobe Waaren zum häuslichen Gebrauche, z. B. Schüsseln, Teller, Körbe u. dgl.; alle diese (in Z. 1 und 2 aufgeführten) Gegenstände auch in Verbindung mit Holz; 3. Stuhlrohr (gespalten oder ungespalten), gebeizt, gefärbt oder lackirt.....	100 K.	5	.	16 in Kisten und sern 12 in Körben 9 in Ballen
	e) Geflechte, nicht besonders benannte, ohne Verbindung mit anderen Materialien; Decken, soweit sie nicht unter *a*) u. *d*) begriffen sind	»	12	.	
	Anmerkung. Eine Unterlage oder Einfassung von Webe- oder Wirkwaaren, sowie das Vorkommen von Bindfäden, schliesst Decken von der Einreihung in diese Tarifpost nicht aus.				
	f) Sparterie, d. i. Geflechte mit seidenen oder anderen Gespinnsten, mit Rosshaaren oder Metallfäden durchzogen oder durchwirkt, auch in Verbindung mit anderen Materialien, sofern sie dadurch nicht unter die kurzen Waaren fallen	»	50	.	20 in Kisten und sern 13 in Körben 9 in Ballen
	g) 1. Hüte und Kappen aus Stroh, Rohr, Bast, Binsen, Fischbein und Palmblättern ohne Garnitur	1 Stück	.	20	
	2. Hüte und Kappen aus den vorgenannten Stoffen, oder aus Holzspan, mit Garnitur.....	»	.	40	
	Anmerkung. Unter Garnitur wird nur die Ausstattung mit Futter, Band und Einfassung verstanden.				
43	*Papier und Papierwaaren*:				
	a) 1. Schrenz- und graues Löschpapier; rauhes Packpapier (geleimt oder ungeleimt); 2. Pappendeckel (auch Steinpappe), Pressspäne, Theerpappe (Asphaltfilz), Holzfasermasse;				

1878

Tarif-Abtheil.	Benennung der Gegenstände	Mass-stab der Ver-zollung	Zollsatz fl.	Zollsatz kr.	Tara-Abzüge in Percenten des Rohgewichtes
	3. Schieferpapier und Tafeln daraus (ohne Verbindung mit anderen Materialien), Bimsstein-, Glas-, Sand- und Schmirgelpapier, Bimsstein- und Schmirgeltuch	100 K.	frei		
	b) 1. Packpapier, geglättet, gefärbt, lackirt oder getheert, auch geleimt;				
	2. Papier, ungeleimtes, ordinäres (grobes graues, halbweisses und gefärbtes); alles ungeleimte Druckpapier;				
	3. Formerarbeiten aus Steinpappe, Asphalt oder ähnlichen Stoffen, weder angestrichen noch lackirt, auch in Verbindung mit Holz oder Eisen	»	2	.	
	c) Papier, nicht besonders benanntes, d. i. nicht unter *a*), *b*), *d*) und *e*) begriffenes, auch lithographirtes, bedrucktes oder linirtes, zu Devisen, Etiquetten, Frachtbriefen, Rechnungen u. dgl. vorgerichtetes; Malerpappe	»	3	.	
	d) Gold- und Silberpapier und Papier mit Gold- und Silbermustern (echt oder unecht, auch broncirt); gepresstes oder durchgeschlagenes Papier; Streifen von diesen Papiergattungen; Papiertapeten	»	12	.	16 in Kisten und Fässern 13 in Körben 6 in Ballen
	e) Papierwaaren:				
	1. Waaren aus Papier und Pappe, auch aus Papiermasse oder Holzfasermasse;				
	2. Formerarbeiten aus Steinpappe, Asphalt oder ähnlichen Stoffen, soweit sie nicht unter *b*) begriffen sind;				
	3. Waaren aus den vorgenannten Stoffen in Verbindung mit anderen Materialien, sofern sie dadurch nicht unter die Kautschuk-, Leder- oder kurzen Waaren fallen;				
	4. Papier und Pappendeckel mit aufgeklebter Leinwand (auch				

1878

Tarif-Abtheil.	Benennung der Gegenstände	Massstab der Verzollung	Zollsatz fl.	Zollsatz kr.	Tara-Abzüge in Percenten Rohgewichte
	Baumwollleinwand); daraus verfertigte Briefcouverte und Einbanddeckel; Hutfutter aus Papier auch mit Geweben überzogen ..	100 K.	12	.	16 in Kisten und Fässern 13 in Körben 6 in Ballen
	f) Spielkarten	»	60	.	
	Anmerkung. Spielkarten unterliegen auch dem Verbrauchsstempel nach den bestehenden Vorschriften und sind auch nach der Zahl der Spiele zu erklären.				
	XII. Kautschuk- u. Guttapercha-, Wachstuch-, Leder- u. Kürschnerwaaren.				
44	*Kautschuk und Guttapercha, sowie Waaren daraus:*				
	a) Kautschuk und Guttaperaha, roh oder gereinigt	»	frei		
	b) Kautschuk, aufgelöst; in Naturplatten (nicht vulkanisirt); Kautschukfäden ausser Verbindung mit anderen Stoffen oder nur mit rohem Baumwoll-, Leinen- oder Wollengarn dergestalt umsponnen, dass sie ohne Ausdehnung deutlich erkannt werden können	»	1	50	
	c) Kautschuk - Hornmasse (Hartgummi) auch polirt, jedoch nicht weiter bearbeitet (Platten, Stäbe, Röhren)	»	6	.	16 in Kisten und Fässern 13 in Körben 6 in Ballen
	d) Kautschukwaaren, gemeine, d. i. Waaren aus weichem Kautschuk, unlackirt, ungefärbt, unbedruckt, auch in Verbindung mit anderen Materialien, sofern sie dadurch nicht unter die kurzen Waaren fallen...	»	12	.	
	e) Kautschukwaaren, feine, d. i. Waaren aus weichem Kautschuk, lackirt, gefärbt, bedruckt oder mit eingepressten Dessins; Hartgummiwaaren; alle auch in Verbindung mit anderen Materialien, soweit sie dadurch nicht unter die kurzen Waaren fallen; Schuhwaaren, ganz oder theilweise aus Kautschuk oder in Verbindung mit Kautschuk....	»	20	.	20 in Kisten und Fässern 13 in Körben 6 in Ballen

1878

Benennung der Gegenstände	Mass-stab der Ver-zollung	Zollsatz fl.	Zollsatz kr.	Tara-Abzüge in Percenten des Rohgewichtes
f) Gewebe mit Kautschuk überzogen, getränkt, bestrichen oder durch Zwischenlagen aus diesem Harze verbunden, oder mit eingeklebten Kautschukfäden	100 K.	45	.	13 in Kisten und Fässern 9 in Körben 6 in Ballen
Anmerkung zu f) Schläuche aus Hanf mit Kautschuk ausgegossen oder überzogen, Maschinentreibriemen und Wagendecken aus groben Zeugstoffen, mit Kautschuk getränkt oder überzogen, Gewebe zu Krempelbelegen, künstliches Kratzenleder, Kautschukdrucktücher 100 K. . . . . 3 fl.				
g) Elastische Gewebe, Wirk- und Posamentierwaaren aus oder mit eingewebten Gummifäden, auch mit Zugehör aus anderen Materialien ausgefertigt	»	70	.	20 in Kisten und Fässern 13 in Körben 6 in Ballen
h) Kleidungen aus den unter *f*) genannten Geweben	»	50	.	
Anmerkung zur Abtheilung 44. Waaren aus Guttapercha werden wie Waaren aus Kautschuk behandelt.				
Wachstuch und Wachstaffet:				
a) 1. Wachstuch, grobes, u. z. Wachspackleinwand, unbedruckte; Asphaltleinwand; 2. Wagendecken aus Packleinwand (T. P. 37 *a*) und Jute-Sack- und Packstoffen (T. P. 37 *f*, 1) mit Oel, Theer oder Oelcompositionen überzogen oder getränkt	»	2	.	
b) 1. Wachstuch, feines, d. i. alles andere, auch Malertuch und Ledertuch; 2. Wagendecken aus gemeiner Leinwand (T. P. 37 *b*) mit Oel, Theer oder Oelcompositionen überzogen oder getränkt	»	10	.	13 in Kisten und Fässern 9 in Körben 6 in Ballen
c) Wachsmousselin, Wachstaffet	»	20	.	
Leder und Lederwaaren:				
a) Leder, gemeines [d. i. nicht unter *b*) genanntes]; auch zu Sohlen, Stiefelschäften u. dgl. zugeschnitten; echte Juchten	»	8	.	16 in Kisten und Fässern 13 in Körben 6 in Ballen

1878

Tarif-Abtheil.	Benennung der Gegenstände	Mass-stab der Ver-zollung	Zollsatz fl.	Zollsatz kr.	Tara-Abzüge in Percenten d Rohgewichtes
	Anmerkungen. 1. Halbgare, sowie lohgare, noch nicht gefärbte oder weiter zugerichtete Schaf- und Ziegenfelle, auch gespalten 100 K. . . . . 2 fl. 2. Blos geschwärztes Leder, dann mit grober gelber oder rother Farbe roh übertünchtes Meschinleder ist wie Leder, gemeines, zu behandeln.				
	b) Leder, feines, u. z. Handschuhleder, Corduan, Maroquin, Saffian, sowie alles gefärbte, lackirte und bronzirte Leder, dann Leder mit eingepresstem Dessin, Pergament.	100 K.	18	.	
	c) 1. Lederwaaren, gemeine, d. i. Waaren aus dem nicht unter *d*) genannten Leder, aus Ledertuch oder Wachstuch; Schuhmacher-, Sattler-, Riemer- und Taschnerwaaren aus behaarten Fellen, Segeltuch, Zwilch, Drillich oder Jutegeweben; alle diese Waaren auch in Verbindung mit anderen Materialien, soweit sie dadurch nicht unter die kurzen Waaren fallen;				16 in Kisten und sern 13 in Körben 6 in Ballen
	2. Schuhwaaren aus Filz, Tuchenden oder Zeugstoffen in Verbindung mit Leder od. Ledertuch	»	16	.	
	d) Lederwaaren, feine, u. z. aus Corduan, Maroquin, Saffian, Brüsseler und dänischem Leder, aus sämisch oder weissgarem, gefärbtem oder lackirtem Leder oder mit eingepresstem Dessin, dann aus Wachsmousselin, Wachstaffet oder Pergament, alle diese Waaren in Verbindung mit anderen Materialien, soweit sie dadurch nicht unter die kurzen Waaren fallen	»	26	.	
	e) Handschuhe, lederne (auch blos zugeschnitten oder in Verbindung mit Webe- und Wirkwaaren)	»	40	.	20 in Kisten und sern 13 in Körben 6 in Ballen
	Anmerkung zu den Tarifabtheilungen 44, 45 und 46. Bei gefüllten Lederbetten, Matratzen, Polstern und Strohsäcken werden $^2/_3$ des Gewichtes nach der Füllung und $^1/_3$ nach dem Stoffe verzollt, aus welchem der Ueberzug besteht.				

1878

Tarif-Abtheil.	Benennung der Gegenstände	Mass-stab der Ver-zollung	Zollsatz fl.	Zollsatz kr.	Tara-Abzüge in Percenten des Rohgewichtes
47	*Kürschnerwaaren*:				
	a) Pelzwerk (d. i. alle auf der einen Seite halb oder ganz bearbeiteten, auf der anderen Seite aber behaarten, nicht weiter verarbeiteten Felle und Häute)	100 K.	2	.	
	b) Kürschnerwaaren, rohe (d. i. alle Arbeiten aus Pelzwerk, ohne Verbindung mit anderen Bestandtheilen z. B. ungefütterte Decken, Pelzfutter, Pelzbesätze und Talupen; weiss gemachte und gefärbte, nicht gefütterte Angora- und Schaffelle); fertige, nicht überzogene Schafpelze und derlei Mützen	»	9	.	13 in Kisten und Fässern 9 in Körben 6 in Ballen
	c) Kürschnerwaaren, fertige (d. i. alle nicht besonders benannte, z. B. überzogene Pelze, Muffe, Mützen, Handschuhe, gefütterte Decken, Pelzfutter und Besätze	»	100	.	20 in Kisten 16 in Fässern 12 in Körben 6 in Ballen
	Anmerkung. Kleider, die nicht ganz mit Pelz überzogen oder gefüttert sind, werden nicht als Kürschnerwaaren, sondern als Kleidungen behandelt.				
	XIII. Holz-, Bein-, Glas-, Stein- und Thonwaaren.				
48	*Holz- und Beinwaaren*, d. i. alle Arbeiten aus Holz, Bein, künstlicher Holz- und Beinmasse oder anderen animalischen und vegetabilischen Schnitzstoffen, mit Ausnahme von Korallen und Schildpatt:				
	a) Holzwaaren, gemeinste, d. i. grobe, rohe, ungefärbte Böttcher-, Drechsler- und Tischlerwaaren aus Holz, auch blos gehobelte Holzwaaren und Wagnerarbeiten; grobe Maschinen (auch Drehbänke, Mangen, Mühlen, Pressen, Spinnräder und Webestühle), grobe Korbflechterwaaren (z. B. Pack-, Trag-, Wagen- und Waschkörbe, Fischreusen u. dgl.); Besen aus Reisig; Acker-, Garten- und Küchengeräthe; Spielzeug,				

1878

Tarif-Abtheil.	Benennung der Gegenstände	Maasstab der Verzollung	Zollsatz fl.	Zollsatz kr.	Tara-Abzüge in Percenten des Rohgewichtes
	grobes, blos gehobelt, geschnitzt oder gedrechselt; alle diese Waaren, weder gefärbt, gebeizt, gefirnisst, lackirt oder polirt, noch in Verbindung mit anderen Stoffen	100 K.	frei		
	b) Holzwaaren, gemeine, u. z. Fourniere, uneingelegte; Parquetten; Platten, Scheiben, Stöpsel und Sohlen aus Kork	»	1	50	
	c) 1. Holzwaaren, feine, d. i. hölzerne Hausgeräthe (Möbel), sowie alle unter *a*) und *b*) begriffenen Waaren aus Holz, mit Ausnahme des Spielzeuges, gefärbt, gebeizt, gefirnisst, lackirt oder polirt, auch in Verbindung mit Bast-, Binsen-, Schilf-, Stuhlrohr-, Stroh- und Korbgeflechten, unedlen Metallen, Glas oder gemeinem Leder;				
	2. Fischbein, gerissenes	»	3	.	
	d) 1. Holzwaaren, feinste, d. i. Drechsler- und Schnitzwaaren, feine; hölzerne Hänguhren und Uhrkästen; Boulearbeiten; Holzbronze; echt vergoldete oder versilberte Holzwaaren; Fourniere, eingelegte oder auf einer Seite mit Papier oder Webewaaren belegt oder gepresst; feine Korbflechterwaaren; Spielzeug, feines, d. i. anderes, als das unter *a*) genannte; alle nicht unter *a*), *b*) und *c*) begriffenen Waaren aus Holz, dann jene aus anderen vegetabilischen Schnitzstoffen, z. B. aus Areka-, Cocos- und Steinnüssen;				
	2. Beinwaaren, nicht besonders benannte; alle diese (Zahl 1 und 2 aufgeführten) Waaren auch in Verbindung mit anderen Materialien, sofern sie dadurch nicht unter die Kautschuk-, Leder- oder kurzen Waaren fallen;				

1878

Tarif-Abtheil.	Benennung der Gegenstände	Mass-stab der Ver-zollung	Zollsatz fl.	Zollsatz kr.	Tara-Abzüge in Percenten des Rohgewichtes
	3. Gepolsterte Möbel ohne Ueberzug	100 K.	12	.	20 in Kisten und Fässern 13 in Körben
	e) Gepolsterte Möbel mit Ueberzug	»	20	.	10 in Halbkisten 7 in Ballen od. hölz. Rahmen
49	*Glas- und Glaswaaren*:				
	a) 1. Hohlglas (Glasgeschirr), gemeines, d. i. Hohlglas in seiner natürlichen Farbe, jedoch nicht weiss, weder gepresst, geschliffen noch abgerieben;				
	2. Spiegelglas, rohes, ungeschliffenes;				
	3. Glasmasse, auch Dachziegel daraus; Gussplatten, roh, gerippt; Glasröhren, Glasstängelchen und Glasplättchen ohne Unterschied der Farbe (wie solche zur Perlenbereitung, Kunstbläserei und Knopffabrication gebraucht werden); Email- und Glasurmasse;				
	4. Optisches Glas u. zw. Flint-, Crown-, Zink- und Boraxglas, rohes, nicht zu Linsen geschliffenes, in Stücken, Tafeln oder Linsenform gepresst, auch angeschliffen	»	1	50	
	b) 1. Hohlglas, weisses (durchsichtiges), ungemustert, ungeschliffen, unabgerieben, ungepresst oder nur mit abgeschliffenen oder eingeriebenen Stöpseln, Böden oder Rändern;				
	2. Glasbehänge, massive, zu Kronleuchtern, Glasknöpfe, Glaskorallen, Glasperlen, Glasschmelz, Glastropfen, auch gefärbt	»	2	.	
	c) Fenster- und Tafelglas in seiner natürlichen Farbe (grün, halb- oder ganzweiss)	»	4	.	
	d) Glas (auch massives), weisses, gepresstes, geätztes, geschnittenes, gemustertes	»	8	.	23 in Kisten und Fässern 14 in Körben und Gestellen
	e) 1. Glas, färbiges, mit Ausnahme der unter *a*), Z 3 und *b*), Z. 2 genannten Gegenstände; bemal-				

1878

Tarif-Abtheil.	Benennung der Gegenstände	Maßstab der Verzollung	Zollsatz fl.	Zollsatz kr.	Tara-Abzüge in Percenten des Rohgewichtes
	tes, vergoldetes, versilbertes, mit Pasten (Cameen) eingelegtes; Glasflüsse (unechte Steine) ohne Fassung; 2. Spiegelglas, ungeschliffenes belegtes und Spiegelglas, geschliffenes, unbelegt oder belegt; 3. Spiegel, eingerahmte; 4. Glas- und Emailwaaren in Verbindung mit anderen Materialien, sofern sie dadurch nicht unter die Kautschuk-, Leder- oder kurzen Waaren fallen	100 K.	12	.	23 in Kisten und Fässern 13 in Körben und Gestellen
50	*Steinwaaren*, d. i. Arbeiten aus Steinen und nicht gebrannten Erden Cementen und Steingemengen, mit Ausnahme jener aus Bernstein und Gagat:				
	a) Steinmetzarbeiten (d. i. Thür- und Fensterstöcke, Säulen- und Säulenbestandtheile, Rinnen, Röhren, Tröge u. dgl. ungeschliffen, mit Ausnahme jener aus Alabaster und Marmor); Probir-, Schleif- und Wetzsteine, ohne Verbindung; Mühlsteine, auch mit eisernen Reifen oder Metallhülsen; geschnittene nicht polirte Platten und Lithographiesteine; Schusser (Klicker) aus Marmor u. dgl.; Abgüsse in Gyps oder Schwefel von Münzen, geschnittenen Steinen u. dgl.	»	frei		
	b) Steinwaaren, nicht besonders benannte, d. i. andere Arbeiten aus Steinen (mit Ausnahme der Statuen [T. P. 67 *b*, Z. 3] u. jener aus Edel- und Halbedelsteinen):				
	1. gemeine, d. i. Arbeiten aus Steinen auch in Verbindung mit unpolirtem oder unlackirtem Holze oder dergleichen Eisen; Schiefergriffel, auch mit Papier überzogen	»	1	50	
	2. feine, d. i. Arbeiten aus Steinen, in Verbindung mit anderen Materialien, auch Meerschaumwaaren, alle diese Waaren, so-				

1878

Tarif-Abtheil.	Benennung der Gegenstände	Mass-stab der Ver-zollung	Zollsatz fl.	Zollsatz kr.	Tara-Abzüge in Percenten des Rohgewichtes
	weit sie nicht unter Kautschuk-, Leder- oder kurze Waaren fallen	100 K.	12	.	16 in Kisten und Fässern 12 in Körben 6 in Ballen
	c) Steine, echte (d. i. Edel- und Halbedelsteine) und Korallen (echte und unechte), bearbeitet (d. i. geschliffen, geschnitten, oder in anderer Weise bearbeitet); echte Perlen; alle diese Waaren ungefasst	»	24	.	16 in Kisten und Fässern
51	*Thonwaaren,* d. i. Porzellan, Steingut und andere Arbeiten aus gebrannten Erden:				
	a) 1. Dach- und Mauerziegel; Thonröhren; Bauornamente, auch aus Terracotta;				
	2. Thonwaaren aus gemeiner Thonerde, und zwar gewöhnliches Töpfergeschirr, ordinäre Oefen, Ofenkacheln und Fliesen	»	frei		
	b) Graphitgeschirr; Gasretorten; Schmelztiegel; Röhren, Platten, Krüge, Gefässe für Fabrikszwecke, aus gemeinem Steinzeuge; irdene Pfeifen	»	.	50	
	c) 1. Waaren aus Terracotta, nicht unter *a*) 1. enthaltene; Siderolithwaaren jeder Art;				
	2. Oefen und Ofenkacheln, fein gearbeitete, d. i. mit undurchsichtiger Emailglasur oder Verzierungen;				
	3. die unter *a*), *b*) und *c*) begriffenen Thonwaaren in Verbindung mit Holz und Eisen oder mit unedlen Metallen montirt	»	2	.	
	d) Thonwaaren, nicht besonders benannte:				
	1. einfärbig oder weiss	»	5	.	22 in Fässern und Kisten 13 in Körben
	2. bemalt, bedruckt, vergoldet, versilbert	»	6	.	
	e) Porzellan, weisses, auch mit farbigen Randstreifen oder Namenszügen u. dgl. Bezeichnungen versehen	»	5	.	
	f) 1. Porzellan, färbig, bemalt, bedruckt, vergoldet oder versilbert;				
	2. Thonwaaren aller Art, in Verbindung mit anderen Materialien,				

1878

Tarif-Abtheil.	Benennung der Gegenstände	Mass-stab der Ver-zollung	Zollsatz fl.	Zollsatz kr.	Tara-Abzug in Percenten Rohgewicht
	insoferne diese Verbindungen nicht unter *c*) Z. 3 begriffen sind und nicht unter die Kautschuk-, Leder- oder kurzen Waaren fallen	100 K.	12	.	22 in Fässern u Kisten 13 in Körben
	XIV. Metalle und Metallwaaren.				
52	*Eisen und Stahl*:				
	a) Eisen, rohes, auch altes Brucheisen, Eisenabfälle (auch alter Bruchstahl und Stahlabfälle)	»	.	50	
	Anmerkung. Eisenfeile und Hammerschlag . . frei.				
	b) Luppeneisen (Masseln, Rohzaggel), Rohschienen (Millbars), Ingots (roher Stahl in Blöcken oder Gussstücken)	»	1	50	
	c) 1. Eisen, gefrischtes (geschmiedetes, gewalztes), in Stäben, nicht façonnirtes; 2. Eisenbahnschienen; roh vorgeschmiedete Maschinen- und Wagenbestandtheile (Achsen, Kurbeln u. dgl.), soferne dieselben einzeln 25 Kilogr. und darüber wiegen; schmiedeiserne Röhren (auch Verbindungsstücke); 3. Stahl (Roh- und Cement-, Guss- und raffinirter Stahl), nicht façonnirt	»	2	50	
	d) Eisen, gefrischtes und Stahl, in Stäben, façonnirt (d. i. in einer für den Gebrauch vorgerichteten Form); Eck- und Winkeleisen; Radkranzeisen (Tyres); Pflugschareisen; Anker; Anker- und Schiffsketten . .	»	3	50	10 in Kisten und rern 6 in Körben 4 in Ballen
	e) Eisenblech, schwarzes, auch dressirtes, vertieftes, gelochtes; Stahlblech, rohes; Eisen- und Stahlplatten, rohe (unpolirte); Eisendraht; unpolirter Stahldraht	»	4	.	10 in Kisten und sern 6 in Körben 4 in Ballen
	f) Eisenblech und Eisenplatten, polirt, gefirnisst, lackirt, verkupfert, versinnt (Weissblech), verzinkt				

1878

Tarif-Abtheil.	Benennung der Gegenstände	Maßstab der Verzollung	Zollsatz fl.	Zollsatz kr.	Tara-Abzüge in Percenten des Rohgewichtes
	oder verbleit; Stahlblech u. Stahlplatten, polirt; Eisendraht verkupfert, verzinkt, verzinnt oder verbleit; Stahldraht, polirt; Stahlsaiten	100 K.	8	.	10 in Kisten und Fässern 6 in Körben 4 in Ballen
	Eisen- und Stahlwaaren (nicht in anderen Abtheilungen enthaltene):				
	a) Eisengusswaaren, ganz grobe, d. i. Kessel, Oefen, Platten, Räder, Röhren, Roste, Herzstücke (Kreuzungsstücke von Eisenbahngeleisen) u. dgl.	»	1	20	
53	*b*) Eisen- und Stahlwaaren, gemeinste: 1. Eisenguss- und Stahlgusswaaren, grobe; grobe Waaren aus geschmiedetem Eisen, aus Stahl oder Blech; 2. Sensen, Sicheln, Futterklingen (Strohmesser); Schraubenbolzen, Schraubenmuttern; Wurfgitter und grobe Drahtgeflechte bis zu 8 Drähten auf 2 Centimeter; alle diese (Z. 1 und 2 genannten) Waaren rauh (schwarz) oder blos gescheuert oder nur an einzelnen wenigen Stellen abgeschliffen, abgedreht oder angestrichen, auch in Verbindung mit Holz	»	4	.	10 in Kisten und Fässern 6 in Körben 4 in Ballen
	c) Schrauben und Drahtstifte	»	7	.	
	d) gemeine: 1. Eisen- und Stahlwaaren, abgeschliffen, abgedreht, gefirnisst, angestrichen, verkupfert, verzinnt, verzinkt oder verbleit, jedoch weder polirt, noch lackirt oder emaillirt; 2. Aexte (Hacken), Sägen, Hobel- und Stemmeisen; Tuchmacher-, Baum-, Schaf- und grobe Schneiderscheeren; grobe Messer zum Handwerksgebrauche; Bohrer, Feilen, Raspeln; 3. Drahtseile, Drahtbürsten, Siebböden, Thurmuhren und deren Bestandtheile, emaillirtes Kochgeschirr aus Gusseisen, emaillirte				

1878

Tarif-Abtheil.	Benennung der Gegenstände	Maasstab der Verzollung	Zollsatz fl.	Zollsatz kr.	Tara-Abzü in Perzenten Rohgewich
	Futterkrippen u. dgl. aus Gusseisen; alle diese Waaren (Z. 1, 2, 3) auch in Verbindung mit Holz . .	100 K.	8	-	10 in Kisten u sern 6 in Körben 4 in Ballen
	e) feine:				
	1. Herren- und Frauenschmuck, Nippes- u. Toilettegegenstände, mit Ausnahme der echt oder unecht vergoldeten oder versilberten:				
	2. Drahtgeflechte und Drahtwaaren [mit Ausnahme der unter *b*) und *d*) genannten], Fischangeln, Schnürstifte, Hafteln, Nadeln mit Ausnahme der Nähnadeln), Schnallen u. dgl. aus Draht; Draht mit Papier überzogen;				
	3. Maultrommeln; Fingerhüte; Hülsen und Stiele zu Schreibfedern; Stahlperlen; Weberkämme; Weberzähne; Kratzen aller Art; Federn (mit Ausnahme der Schreib-, Uhr- und Wagenfedern);				
	4. Waffen (mit Ausnahme der Schusswaffen); Waffenbestandtheile aller Art;				
	5. polirte, lackirte und emaillirte Gegenstände, mit Ausnahme der unter *d*) und *f*) genannten;				
	6. Eisenwaaren [mit Ausnahme der unter *f*) genannten] in Verbindung mit anderen Materialien, soferne sie dadurch nicht unter die Kautschuk-, Leder- oder kurzen Waaren fallen;				
	7. Möbel, gepolsterte	»	12		13 in Kisten u sern 6 in Körben 4 in Ballen
	f) Nähnadeln, Schreibfedern, Uhrfournituren, Uhrwerke, Gewehre (Schusswaffen) aller Art; Draht mit Gespinnstfäden übersponnen .	»	30	.	
	Anmerkung zur Abtheilung 53. 1. Ein nur zum Schutze gegen Rost dienender grober Anstrich oder Firniss wird nicht als Lack angesehen und schliesst die Waare von der Behandlung nach 53 a) und b) nicht aus; ebenso werden unwesentliche Bestandtheile aus anderen, weder echt vergoldeten oder versilberten, noch mit				

1878

Tarif-Abtheil.	Benennung der Gegenstände	Mass-stab der Ver-zollung	Zollsatz fl.	Zollsatz kr	Tara-Abzüge in Percenten des Rohgewichtes
	Gold oder Silber belegten unedlen Metallen bei der Einreihung der Eisenwaaren nicht berücksichtigt. Waffen und Waffenbestandtheile müssen gesondert als solche erklärt werden.				
54	***Metalle, unedle*** (nicht in anderen Abtheilungen enthaltene):				
	a) Blei, rohes (in Blöcken, Mulden etc., auch alt, gebrochen und in Abfällen, Hartblei, Schriftgiessermetall)	100 K.	1	.	
	b) Blei, gegossenes (Kessel, Röhren, Platten, Kugeln, Schrote u. dgl.), gerolltes, gewalztes, gezogenes (Bleidraht); Buchdruckerlettern, Stereotypplatten	»	4	50	6 in Fässern und Kisten
	c) Kupfer, Nickel (auch Nickelschwamm), Zinn, Zink, Spiessglanzkönig (Antimon), Messing, Packfong, Tomback und andere nicht besonders benannte unedle Metalle und Metallgemische, roh (in Blöcken, Rosetten, Scheiben, Spleissen und Klumpen, auch alter Bruch und in Abfällen), Quecksilber	»	frei		
	d) Zink in Stangen, Platten und Blechen	»	1	50	
	e) Zink in Drähten und Röhren; Zinkguss, roher, d. i. nicht weiter bearbeitet, auch in Verbindung mit gemeinen Holzarbeiten und Stangen oder Platten von Eisen	»	3	.	
	f) Zinn, gezogen, gestreckt in Stangen, Platten, Blechen und Drähten; Röhren; Zinnguss, roher, d. i. nicht weiter bearbeitet, auch in Verbindung mit gemeinen Holzarbeiten, und Stangen oder Platten von Eisen	»	4	.	10 in Fässern und Kisten 6 in Körben 1 in Ballen
	g) Kupfer, Messing, Nickel, Packfong, Tomback und andere nicht besonders benannte unedle Metalle und Metallgemische:				
	1. in groben Gussstücken (d. i. in Glocken und Röhren, das Stück im Gewichte von mehr als 5 Kilogramm und in anderen Gegen-				

1878

Tarif-Abtheil.	Benennung der Gegenstände	Mass-stab der Ver-zollung	Zollsatz fl.	Zollsatz kr.	Tara-Abzü in Percenten Rohgewicht
	ständen das Stück im Gewichte von mehr als 10 Kilogramm) . .	100 K.	6	.	10 in Fässern Kisten 6 in Körben 1 in Ballen
	2. gezogen, gestreckt (in Stangen, Tafeln, Platten, Blechen [auch vertieft oder gelocht], Drähten und Saiten)	»	8	.	
55	*Metallwaaren,* d. i. Arbeiten aus nicht besonders benannten unedlen Metallen und Metallgemischen, mit Ausnahme der unter den T. A. 54 *b*), *e*), *f*) und *g*) und T. A. 61 aufgeführten:				
	a) Zinnwaaren, grobe (Schüsseln, Teller, Kessel und andere Gefässe), nicht lackirt und ohne Verbindung mit anderen Materialien	»	5	.	13 in Kisten und sern 6 in Körben 4 in Ballen
	b) Metallwaaren, gemeine, u. zw. Walzen, Kessel, Koch- u. Destillir-Apparate, unlackirt, unpolirt, auch in Verbindung mit Holz oder Eisen . .	»	8	.	
	c) Metallwaaren, feine:				
	1. alle nicht unter *a*), *b*) und *d*) begriffenen, dann alle Metallwaaren in Verbindung mit anderen Materialien, insoferne sie dadurch nicht unter die Kautschuk-, Leder- oder kurzen Waaren fallen;				
	2. plattirte (versilberte) Drähte, Bleche, Tafeln und Platten, aus Kupfer und Messing	»	12	.	
	d) Schreibfedern, Uhrfournituren und Uhrwerke; Metalltücher von 20 Kettenfäden und darüber auf 2 Centimeter; unechte leonische Gespinnste; Drähte aus unedlen Metallen mit Webematerialien übersponnen	»	30	.	
56	*Metalle, edle* (roh oder in Abfällen und als Münzen):				
	a) Gold und Silber (rohes, in Klumpen, Barren, Platten, Körnern, Staub, Pagamenten [Barren mit Kupfer vermischt], altes gebrochenes und ausgebranntes); Platin (rohes, zusammengesintert, geschmolzen oder als Schwamm und				

1878

Tarif-Abtheil.	Benennung der Gegenstände	Mass-stab der Ver-zollung	Zollsatz fl.	Zollsatz kr.	Tara-Abzüge in Percenten des Rohgewichtes
	altes gebrochenes); edle Metalle, nicht besonders benannte (roh, alt gebrochen)	100 K.	frei		
	b) Münzen (auch Medaillen, Schau- und Denkmünzen) aus edlen Metallen	»	frei		
	Anmerkungen. 1. Münzen aus unedlen Metallen sind wie jenes Rohmateriale zu behandeln, aus welchem sie geprägt wurden. 2. Medaillen, Schau- und Denkmünzen aus unedlen Metallen sind wie Platten aus letzteren zu verzollen.				
	XV. Land- und Wasserfahrzeuge.				
57	*Wagen und Schlitten:*				
	a) Lastwagen	1 Stück	2	50	
	b) Personenwagen ohne Leder- oder Polsterarbeit	»	15	.	
	c) Personenwagen mit Leder- oder Polsterarbeit	»	75	.	
	Anmerkung zu den T. P. 57 a), b) und c). Für Schlitten ist bei a) und b) die Hälfte, bei c) zwei Drittel der Gebühr zu zahlen.				
	d) Eisenbahnfahrzeuge:				
	1. Gepolsterte Personenwagen	»	500	.	
	2. Nicht gepolsterte Personenwagen	»	350	.	
	3. Gedeckte Güterwagen	»	200	.	
	4. Offene Güterwagen	»	150	.	
	5. Draisinen	»	50	.	
	Anmerkung. Diese Zölle gelten für Wagen mit zwei Achsen. Für jede vorhandene Achse mehr sind 25 Percent zum Zoll hinzuzuschlagen. Ausserdem ist für Wagen, welche mit Bremsen versehen sind, um 35 fl. mehr an Zoll zu entrichten. Das Vorhandensein mehrerer Achsen, sowie der Bremsen, muss ausdrücklich erklärt werden.				

1878

Tarif-Abtheil.	Benennung der Gegenstände	Mass-stab der Ver-zollung	Zollsatz fl.	Zollsatz kr.	Tara-Abzüge in Percenten des Rohgewichtes
58	*Schiffe:*				
	a) hölzerne (auch mit Eisen- und Kupferbeschlag)	die Tonne (1000 K.) Tragfähigkeit	.	40	
	b) eiserne; auch aus anderen unedlen Metallen und Metallgemischen; Dampfschiffe	»	5	.	
	Anmerkung zu Abtheilung 58. Die zur Bewegung und Erhaltung des Schiffes nothwendigen Einrichtungsstücke (z. B. Segel- und Segelstangen, Anker und Ankerketten, Schiffsseile, Beischiffe), insoweit deren Anzahl den gewöhnlichen Bedarf nicht überschreitet, werden nicht gesondert verzollt. Hingegen unterliegen alle anderen Inventarstücke, sowie bei Dampfschiffen die Dampfmaschinen der gesonderten tarifmäßigen Verzollung.				
	Anmerkung zur Classe XV. Handwagen und Handschlitten, dann Schiffe, Wagen- und Schlitten als Spielzeug, die vorgenannten Fahrzeuge als Modelle, sowie einzelne Wagen- und Schiffs-Bestandtheile werden als Arbeiten aus jenen Stoffen behandelt, aus denen sie bestehen.				
	XVI. Instrumente, Maschinen und kurze Waaren.				
59	*Instrumente,* ohne Rücksicht auf die Materialien, aus denen sie gefertigt sind:				
	a) astronomische, mathematische, optische (mit Ausnahme der gefassten Augengläser und Operngucker); physikalische; chemische Instrumente für Laboratorien; chirurgische Instrumente	100 K.	frei		
	b) musikalische	»	10	.	23 in Kisten und Fässern 9 in Ballen
60	*Maschinen und Maschinenbestandtheile* aus Holz oder unedlen, nicht vergoldeten oder versilberten Metallen, allein oder in Verbindung mit Nebenbestandtheilen aus anderen Materialien, insoferne diese Verbindungen nicht unter die Tarif-Post 61 *a*) und 61 *b*) Z. 1 fallen, je nachdem der dem Gewichte nach überwiegende Bestandtheil besteht:				

1878

Tarif-Abtheil.	Benennung der Gegenstände	Mass-stab der Ver-zollung	Zollsatz fl.	Zollsatz kr.	Tara-Abzüge in Percenten des Rohgewichtes
	a) aus Holz	100 K.	2	.	13 in Kisten und Fässern 8 in Halbkisten 6 in Körben 4 in Ballen od. hölz. Rahmen
	b) aus Gusseisen	»	2	70	
	c) aus Schmiedeeisen oder Stahl	»	4	.	
	d) aus anderen unedlen Metallen	»	8	.	
	Anmerkung zu *d*). Kupfer- und Messing- Walzen und Platten gravirt oder nicht gravirt, für inländischen Zeugdruckereien gegen besondere Bewilligung . . . . . frei.				
	Anmerkung zur Abtheilung 60. Maschinen, welche sich als Holzwaaren, gemeinste, darstellen, sind als solche zu behandeln. Unter Maschinen sind auch Locomotive, Tender und Dampfkessel begriffen. Als Maschinenbestandtheile sind nur solche Gegenstände zu verzollen, welche ohne Verbindung mit anderen Bestandtheilen und ohne Triebkraft keinen selbstständigen Gebrauch zulassen, z. B. Spindeln, Excentren oder Zahnräder, Dampfcylinder.				
61	*Kurze Waaren*:				
	a) feinste: 1. Waaren, ganz oder theilweise aus edlen Metallen, echten und unechten Perlen, echten und unechten Korallen, gefassten Edelsteinen; 2. Taschenuhren, echtes Blattgold und Blattsilber; 3. echte Gold- u. Silbergespinnste, sowie Arbeiten aus denselben oder aus echt vergoldeten oder versilberten leonischen Gespinnsten (Tressenwaaren)	»	200	.	20 in Kisten und Fässern 13 in Körben 9 in Ballen
	b) feine: 1. Waaren aus unedlen Metallen, echt vergoldet oder versilbert, oder mit Gold oder Silber belegt [mit Ausnahme der Metallperlen und der unter T. P. 55 *c*) eingereihten Drähte, Bleche und Platten]; Waaren aus Halbedelsteinen, auch gefasst, aus Schildpatt, Bernstein, Gagat; Perrückenmacher-Arbeiten, auch aus Haar-Imitationen; alle diese				

1878

Tarif-Abtheil.	Benennung der Gegenstände	Massstab der Verzollung	Zollsatz fl.	Zollsatz kr.	Tara-Abzüge in Percenten des Rohgewichtes
	Waaren auch in Verbindung mit anderen Materialien, soweit sie dadurch nicht unter *a*) fallen;				
	2. unechte Perlen; künstliche Zähne; Stickereien auf anderen Stoffen, als Webe- und Wirkwaaren;				
	3. Verbindungen der Seidenwaaren, der Baumwoll-, Leinen- und Wollenwaaren der T. Pos. 36 *c*), 37 *e*), 38 *f*) mit anderen Materialien, insoferne diese Verbindungen nicht unter *a*), oder die Kleidungen und Putzwaaren gehören	100 K.	100	-	20 in Kisten und Fässern 13 in Körben 9 in Ballen
	c) gemeine:				
	1. Herren- und Frauenschmuck, Nippes- und Toilette-Gegenstände aus unedlen Metallen, jedoch fein gearbeitet und entweder vernirt (unecht vergoldet oder versilbert), oder in Verbindung mit Alabaster, Elfenbein, Email, nachgeahmten Edelsteinen (Glasflüssen), Lava, Perlmutter oder auch mit Schnitzarbeiten, Pasten, Cameen, Ornamenten in Metallguss u. s. w.; dann Herren- u. Frauenschmuck aus Bein, Holz, unedlen Metallen, Glas, hornisirtem Kautschuk u. dgl. in Verbindung mit Gespinnstfäden (z. B. Armbänder, Halsbänder u. dgl.);				
	2. Arbeiten aus unechten leonischen Gespinnsten; Waaren aus bossirtem Wachse; Wand- und Stutzuhren (mit Ausnahme der hölzernen Hänguhren); Operngucker und gefasste Augengläser; alle diese Waaren auch in Verbindung mit anderen Materialien, soweit sie dadurch nicht unter *a*) und *b*) fallen;				
	3. Kinderspielwaaren in Verbindung mit Webe-, Wirk- und kurzen Waaren, mit Ausnahme				

1878

Benennung der Gegenstände	Massstab der Verzollung	Zollsatz fl.	Zollsatz kr.	Tara-Abzüge in Percenten des Rohgewichtes
der höchstbelegten kurzen Waaren;				
4. Verbindungen der Webe- und Wirkwaaren mit anderen Materialien, soweit sie nicht unter *a*) und *b*), oder unter die Kleidungen und Putzwaaren gehören;				
5. Metallperlen, vergoldet, versilbert oder vernirt; Arbeiten aus Goldschlägerhäutchen; Darmsaiten, auch mit Seide übersponnen	100 K.	50	.	20 in Kisten und Fässern 13 in Körben 9 in Ballen
XVII. Kochsalz, Chemikalien, Arznei-, Farb- und Zündwaaren.				
Kochsalz (Meer-, Sud- und Steinsalz, Salzsoole, Salzlauge und Meerwasser)	»	.	84	
		nur gegen besondere Bewilligung		
Anmerkungen. 1. In Fällen einer ausnahmsweisen Einfuhrbewilligung beträgt die Licenzgebühr für 100 Kilo netto Kochsalz . 9 fl. 38 kr. für 100 Kilo netto Kreuznacher Mutterlauge . . . . 1 fl. 88 kr. 2. Auf Grund ärztlicher Zeugnisse kann die gebührenfreie Einfuhr von Meerwasser zu Heilzwecken bewilligt werden. 3. Das Finanzministerium kann die gebührenfreie Einfuhr von ausländischem Salze den Fabriken zur Erzeugung chemischer Producte und jenen Gewerbetreibenden bewilligen, welche zur Darstellung ihrer nicht in die Reihe der Genussmittel gehörenden Erzeugnisse das Salz in grösserer Menge als wesentliches Fabrikationsmittel benöthigen.				
Chemische Hilfsstoffe:				
a) Arsenik (Arsen), arsenige Säure (mit Ausnahme der Arsensäure [Arseniksäure]); Arsenikschwefel (Operment, Realgar); Borax, roh; Borsäure; Kolkothar (Engelroth); Eisenmohr, Eisensafran; Eisenbeizen aller Art; Holzessig, roher (zum menschlichen Genusse nicht geeignet); Eisenvitriol; Mineral-				

1878

Tarif-Abtheil.	Benennung der Gegenstände	Mass-stab der Ver-zollung	Zollsatz fl.	Zollsatz kr.	Tara-Abzüge in Percenten des Rohgewichtes
	wässer, natürliche und künstliche; Kupfer- und Zinnasche; Zinkasche (graues Zinkoxyd); Ofenbruch, zinkischer (*Tutia alexandrina*); Pottasche (unreines kohlensaures Kali, auch unausgelaugte Holzasche); Salpeter (Kalisalpeter), roh; Chilisalpeter (salpetersaures Natron), roh; Schwefel (in Stücken und Stangen), auch gemahlen und Schwefelblüthe; Spiessglanz; Weinstein, roh oder raffinirt (Weinsteinrahm, *cremor tartari*); citronensaurer und weinsteinsaurer Kalk; Zaffer, Schmalte, Streuglas	100 K.	frei		
	b) Digestivsalz (salzsaures Kali, Chlorkalium, auch Sylvin); Chlormagnesium; Duplicatsalz (schwefelsaures Kali); Glaubersalz (schwefelsaures Natron); Kali und Natron, zweifach schwefelsaures.....	»	.	20	
	c) Schwefelsäure, Salzsäure, Salpetersäure (Scheidewasser), Königswasser	»	.	50	
	d) Soda (d. i. einfach kohlensaures Natron); kohlensaures und schwefelsaures Ammoniak; Seifensieder-Unterlauge; Glycerinlauge; Glycerin.....	»	.	80	
	e) 1. Alaun; schwefelsaure und salzsaure Thonerde; Admonter- (gemischter Eisen- und Kupfer-), Kupfer- und Zinkvitriol; Bleiasche; Bleiglätte (Silber- und Goldglätte); Borax, raffinirt; Chlorbarium; Chlorcalcium; Chlorkalk; Chlorzink; holzessigsaures Blei; holzessigsaurer Kalk; holzessigsaure Thonerde; Mineralkermes; Kuhkothsalz; Ammoniak (Salmiakgeist); Hirschhorngeist; Salmiak (salzsaures Ammoniak); Salpeter (Kali- und Natron-Salpeter), raffinirt; Schwefeleinschlag; Schwefeleisen; Schwefelkohlen-				

1878

Tarif-Abtheil.	Benennung der Gegenstände	Massstab der Verzollung	Zollsatz fl.	Zollsatz kr.	Tara-Abzüge in Percenten des Rohgewichtes
	stoff; schwefelsaurer Baryt (künstlicher); Wasserglas;				
	2. Anilin; rohes Anthracen; rohes Naphtalin; rohe Carbolsäure; Nitrobenzol	100 K.	1	50	
	Anmerkung. Alaun des Alaunwerkes zu St. Pietro bei Sevignaco in Istrien bei der Einfuhr über Triest unter Beobachtung der bestehenden Bedingungen 100 K. . 30 kr.				
	f) Bleiweiss, Zinkweiss (reines Zinkoxyd), Bleiessig, Bleizucker; gelbes und rothes Blutlaugensalz; Chlorkalilauge (*Eau de Javelle*); Chlornatronlauge (*Eau de Labarraque*); chromsaures Kali (Chromkali); chromsaur. Bleioxyd (Chromgelb und Chromroth); chromsaures Zinkoxyd (Zinkgelb); chromsaurer Baryt; Grünspan; Kitte aller Art; Massikot; Menning; Kasselergelb; Neapelgelb; reines kohlensaures Kali; doppeltkohlensaures Natron (*Soda bicarbonata*) und Kali; Schüttgelb; Weinsteinsäure; Zinnsalz (Zinnchlorür) und andere Zinnpräparate	»	3	.	
	g) Aetzkali (Aetzstein); Aetznatron (kaustische Soda); schwefligsaurer und unterschwefligsaurer Kalk; rohes mangansaures und übermangansaures Kali und Natron; schwefligsaures und unterschwefligsaures Natron; Schwefelnatrium; Oxalsäure (Zuckersäure, Kleesäure); oxalsaures Kali (Kleesalz); schwefelsaure Magnesia	»	4	.	13 in Fässern und Kisten 9 in Körben 6 in Ballen
64	*Chemische Producte, Arznei- und Farbwaaren:*				
	a) Stärkegummi und Gummi-Surrogate (Dextrin, Leiogomme)	»	frei		
	b) 1. Leim aller Art, Kraftmehlproducte (Haarpuder, Kleister, Pappe), Albumin, Gelatine (thierische Gallerte);				

1878

Tarif-Abtheil	Benennung der Gegenstände	Mass-stab der Ver-zollung	Zollsatz fl.	Zollsatz kr.	Tara-Abzüg in Percenten Rohgewichte
	2. Schwärze (Russ, Buchdrucker- und Frankfurterschwärze, Kohlenpulver und Kohlenschwarz aller Art mit Ausnahme der gekörnten Knochenkohle); Schuhwichse	100 K.	1	50	
	c) Stärke:				
	1. ordinäre graue	»	1	50	
	2. weisse	»	6	.	13 in Kisten
	d) 1. Arzneiwaaren, zubereitete: Balsame, künstliche; Conserven, Pasten, Salsen, soferne sie nicht zu den feinen Esswaaren gehören; Elixire, Latwergen, Medicinal-Essige, -Honige, -Weine Mithridat (Theriak), Mixturen, Pillen, Pulver, Pflaster, Salben, Tincturen; alle in Kapseln eingehüllten Arzneien; alle durch ihre Inschriften, Etiquetten, Umschläge u. dgl. sich als Arznei-, Thierheil-, Haarfärbe- od. Verschönerungsmittel ankündigenden Stoffe, ohne Rücksicht auf ihre Bestandtheile;				
	2. Parfümeriewaaren, Schminke;				
	3. Tusche; Reisskohlen; Blei-, Roth- und Farbstifte, gefasst oder ungefasst; alle Farben in Bläschen, Kapseln, Muscheln Pasten und Kästchen	»	24	.	
	e) 1. Phosphor und Phosphorsäure; Quecksilberpräparate (auch Zinnober); Schwefeläther; Chloroform; Carbolsäure, reine, feste und flüssige; Fabricate aus Gallerten; Firnisse; Räucherkerzchen; Siegellack; Tinten und Tintenpulver; Milchzucker; Presshefe;				16 in Fässern Kisten 9 in Körben 6 in Ballen Bei Phosphc Blechkisten mit sur gefüllt, aussc vorstehenden Ta die äussere Umsc sung noch 20 Per u. zw. vom Gesa sporeogewicht.
	2. Theerfarbstoffe und künstlich bereitete organische Farbstoffe;				
	3. chemische Producte und Fabricate nicht besonders benannte	»	10	.	

1878

Tarif-Abtheil.	Benennung der Gegenstände	Mass-stab der Ver-zollung	Zollsatz fl.	Zollsatz kr.	Tarif-Abzüge in Percenten des Rohgewichtes
	Anmerkung. Alkoholische Firnisse, Lacke und Polituren sind wie Alkohol [T. P. 20 a)] und Oelfirnisse (ohne Harz, Terpentin oder Mineralölen) wie Oele, fette [T. P. 17 a) beziehungsweise d)] zu behandeln.				
65	*Kerzen und Seife:*				
	a) Wachskerzen (Wachslichte), Wachsfackeln, Wachsstöcke, Nachtlichte, Zündkerzchen	100 K.	10	.	16 in Kisten 9 in Körben 6 in Ballen
	b) Kerzen und Fettfabricate, nicht besonders benannte, z. B. aus Stearin, Wallrath, Palmöl, Paraffin	»	8	.	
	c) Unschlittkerzen	»	6	.	
	d) Pechfackeln	»	1	50	
	e) Seife:				
	1. Grüne, schwarze und andere Schmierseife; gemeine feste Seife	»	2	50	
	2. Feine Seife in Täfelchen, Kugeln, Büchsen, Töpfen	»	6	.	13 in Kisten 9 in Körben 6 Ballen
	3. Parfümirte Seife	»	10	.	
	Anmerkung Oelseife, nicht parfümirte, zu Triest, Fiume und Pirano erzeugte, wird unter den vorgeschriebenen Bedingungen gegen die Hälfte des tarifmässigen Satzes eingelassen. Die Ministerien der Finanzen und des Handels sind ermächtigt, diese Begünstigung auch anderen Seidenfabriken in den Zollausschlüssen zu gewähren.				
66	*Zündwaaren:*				
	a) Zündwaaren, gemeine, u. zw.: Schwefelfäden, Zündhölzchen, Reibfidibus; Feuerschwamm, natürlicher, gebeizt; Feuerschwamm, künstlicher; Zunder (natürlicher und künstlicher); Zunderpapier	»	frei		
	b) Feuerwerkskörper, Lunten (Zünd- und Sprengschnüre)	»	10	.	16 in Fässern und Kisten 9 in Körben 6 in Ballen
	c) Zündhütchen, gefüllte	»	24	.	
	d) Schiessmittel, d. i. alle explodirenden Stoffe, welche zum Schiessen aus Feuerwaffen bestimmt oder geeignet sind, dann Sprengmittel, welche aus den Bestandtheilen des Schiesspulvers (Salpeter, Schwefel und Kohle) bestehen	»	52	50	13 in Fässern
			nur gegen besondere Bewillig.		

1878

Tarif-Abtheil.	Benennung der Gegenstände	Mass-stab der Ver-zollung	Zollsatz fl.	Zollsatz kr.	Tarif-Abzüge in Percenten des Rohgewichtes
	e) Alle nicht unter *d)* begriffenen Sprengmittel und Explosivstoffe . .	100 K	24 nur gegen besondere Bewillig.	.	16 in Fässern
	XVIII. Literarische und Kunstgegenstände.				
67	*Literarische und Kunstgegenstände:*				
	a) 1. Bücher, Druckschriften, auch Kalender, Zeitungen und Ankündigungen, Karten (wissenschaftliche), Musikalien, Papier, beschriebenes (Acten und Manuscripte); 2. Bilder auf Papier, d. i. Kupfer- und Stahlstiche, Steindrucke, Holzschnitte, Farbendruckbilder, Photographien u. dgl.	»	frei		
	Anmerkung zur T. P. 67 a) 1 und 2. Insoferne für die Einfuhr von Kalendern, Zeitungen und Ankündigungen Stempel- und Controlvorschriften bestehen, sind diese Gegenstände auch nach der Stückzahl zu erklären. Gebundene Bücher und Bilderwerke oder auf Leinwand oder Pappe aufgezogene Karten und Bilder sind ohne Rücksicht auf die Stoffe des Einbandes oder der Unterlage nach dieser Tarif-Abtheilung zu behandeln. Sind aber die Einbände von Sammt, Seide, Elfenbein oder Schildplatt, oder mit Schliessen oder Verzierungen versehen, die zu den kurzen Waaren gehören oder liegen die Bilder in Cartons, welche der letzteren Tarif-Abtheilung angehören, so sind diese Gegenstände nach der Beschaffenheit der Einbände oder der Cartons zu verzollen. Ebenso sind Bilder auf Papier in Rahmen nach Beschaffenheit des Materiales der letzteren zu behandeln.				
	b) 1. Gemälde, d. i. Gemälde auf Holz und unedlen Metallen, nicht lackirt, auf Leinwand und Stein, dann auch Originalbilder und Zeichnungen auf Papier; 2. Bilddruckplatten aus unedlen Metallen, Stein oder Holz; 3. Statuen (auch Büsten und Thierfiguren) sowie Basreliefs und				

1878

Tarif-Abtheil.	Benennung der Gegenstände	Mass-stab der Ver-zollung	Zollsatz fl.	Zollsatz kr.	Tara-Abzüge in Percenten des Rohgewichtes
	Hautreliefs aus Steinen, in Stücken schwerer als 5 Kilogr., desgleichen Statuen, Büsten und Thierfiguren aus Metall oder Holz, jedoch mindestens in natürlicher Grösse	100 K.	frei		
	Anmerkung. 1. Gemälde auf anderen Stoffen werden wie Arbeiten aus diesem Stoffe behandelt, z. B. bemalte Fensterrouleaux und Decken, als bedruckte Waaren aus dem betreffenden Materiale. 2. Wenn Gemälde in Rahmen vorkommen, so werden jene Rahmen, die ihrer Beschaffenheit nach nicht zu den kurzen Waaren gehören, ebenso wie die Gemälde zollfrei behandelt. Bei Gemälden in Rahmen, die ihrer Beschaffenheit nach zu den kurzen Waaren gehören, wird das Nettogewicht der Gemälde sammt Rahmen erhoben, und die eine Hälfte dieses Gewichtes als Gemälde, die andere nach Beschaffenheit des Rahmens behandelt.				
	XIX. Abfälle.				
68	*Abfälle:*				
	a) Dungsalze	»	frei gegen besondere Bewilligung.		
	b) 1. Dünger, thierische und andere, auch künstliche Düngungsmittel; ausgelaugte Holzasche; Steinkohlenasche; Knochenasche, Knochenmehl und Knochenkohle, auch mit Säuren versetzt; geraspelte Hörner und Klauen; Blut, flüssiges und eingetrocknetes; Thierflechsen; Rückstände von der Blutlaugensalz-Fabrication; Ammoniakwasser (Gaswasser);				
	2. Hefe, mit Ausnahme der Presshefe; Kleie; Spreu; Rückstände, feste, von der Fabrication fetter Oele, auch gemahlen; Schlempe, Spülicht, Treber;				
	3. Abfälle von der Glasfabrication, auch Herdglas, Glas- und Thonscherben; Abfälle von der Wachsbereitung; Abfälle von Bad-				

1878

Tarif-Abtheil.	Benennung der Gegenstände	Mass-stab der Ver-zollung	Zollsatz fl.	Zollsatz kr.	Tara-Abzüge in Percenren des Rohgewichtes
	und Pferdeschwämmen; Leimleder, auch abgenützte alte Lederstücke und sonstige lediglich zur Leimfabrication geeignete Lederabfälle; Abfälle der Kautschuk- und Guttaperchafabrication, sowie alte Stücke von dergleichen Fabricaten....	100 K.	frei		
	c) 1. Lumpen (Hadern) und andere Abfälle zur Papierfabrication, d. i. leinene, baumwollene, seidene und wollene Lumpen, auch macerirte (Halbzeug, feste oder flüssige Papiermasse), Papierabschnitzel (Papierspäne), Maculatur (beschriebene und bedruckte), alte Netze, altes Tauwerk und alte Stricke;				
	2. Halbzeug aus anderen als den unter c), Z. 1 genannten Materialien, Charpie (gezupfte Leinwand)....	»	frei		
	Anmerkung zur Classe XIX.				
	Abfälle, die im Tarife nicht eigens aufgeführt sind, werden wie die Rohstoffe, aus denen sie bestehen, behandelt.				

1878

II. Theil. Ausfuhr.

Tarif-Abtheil.	Benennung der Gegenstände	Mass-stab der Ver-zollung	Zollsatz fl.	Zollsatz kr.	Tara-Abzüge in Percenten des Rohgewichtes
	Lumpen (Hadern) und andere Abfälle zur Papierfabrication, d. i. leinene, baumwollene, seidene und wollene Lumpen, auch macerirte (Halbzeug, feste oder flüssige Papiermasse), Papierabschnitzel, Papierspäne, Maculatur (beschriebene und bedruckte), alte Netze, altes Tauwerk und alte Stricke	100 K.	4	.	
	Alle anderen, hier nicht aufgeführten Waaren sind zollfrei.				

1878

1085.

27 juin 1878.

Loi, concernant l'autorisation du gouvernement Imp. R. de conclure une convention avec la société pour la navigation à vapeur du Lloyd austro-hongrois dans le but d'établir une communication directe et régulière entre Trieste et les Indes orientales par une ligne de bateaux à vapeur. (R. G. Bl. 1878, Nr. 70.)

Gesetz vom 27. Juni 1878, betreffend die Ermächtigung der k. k. Regierung zum Abschlusse eines Vertrages mit der Dampfschifffahrts-Gesellschaft des Oesterreichisch-ungarischen Lloyd wegen des Betriebes directer und regelmässiger Dampferlinien zwischen Triest und Ostindien.

Mit Zustimmung beider Häuser des Reichsrathes finde Ich anzuordnen, wie folgt:

Artikel 1.

Die Regierung wird ermächtigt, mit der Dampfschifffahrtsgesellschaft des Oesterreichisch-ungarischen Lloyd wegen des Betriebes directer und regelmässiger Dampferlinien zwischen Triest einerseits und Bombay, Ceylon, Calcutta, Singapore, eventuell Hongkong andererseits den im Entwurfe beiliegenden Vertrag abzuschliessen.

Artikel 2.

Mit dem Vollzuge dieses Gesetzes sind der Handels- und Finanz-Minister beauftragt.

Wien, am 27. Juni 1878.

Franz Joseph m. p.

Auersperg m. p. *Chlumecky* m. p. *Pretis* m. p.

Vertrag zwischen der k. k. Staatsverwaltung und der Dampfschifffahrtsgesellschaft des Oesterreichisch-ungarischen Lloyd wegen des Betriebes directer und regelmässiger Dampferlinien zwischen Triest einerseits und Bombay, Ceylon, Calcutta, Singapore, eventuell Hongkong anderseits.

Artikel 1.

Die Dampfschifffahrts-Gesellschaft des Oesterreichisch-ungarischen Lloyd verpflichtet sich, während der Dauer des gegenwärtigen Vertrages gegen das im Artikel 2 festgesetzte Entgeld nachfolgende Fahrten zu unterhalten:

1. Drei Fahrten im Jahre von Triest nach Bombay und 1878
zurück;

2. sechs Fahrten im Jahre von Triest nach Calcutta und zurück;

3. sechs Fahrten im Jahre von Triest über Bombay nach Singapore und zurück.

Die Fahrten unter Post 3 haben sich in der Zeit bis 30. Juni 1879 auf die Strecke zwischen Triest und Bombay, in der Zeit vom 1. Juli bis 31. December 1879 auf die Strecke zwischen Triest und Ceylon zu beschränken.

Auf den Fahrten zwischen Triest und Bombay, beziehungsweise Singapore sind Port Saïd, Suez, Aden, beziehungsweise Ceylon, und sobald es die Interessen des Handels erheischen, auch Djedda und Hodeida; auf den Fahrten zwischen Triest und Calcutta sind Port Saïd, Suez, Ceylon, eventuell Aden und Madras zu berühren.

Unter der Voraussetzung, dass die Entwicklung des Verkehres auf den vorbezeichneten Linien während der ersten vier Jahre einen solchen Aufschwung nimmt, dass der Gesellschaft aus dem Betriebe dieser Linien keine erheblichen Opfer erwachsen, übernimmt der Lloyd die Verpflichtung, über Verlangen der Staatsverwaltung die Fahrten zwischen Triest und Singapore bis nach Hongkong ohne besonderes Entgelt auszudehnen.

Artikel 2.

Das für den Betrieb der im Artikel 1 bezeichneten Linien vom Staate zu leistende Entgelt beträgt für die Fahrten auf der Linie Triest-Bombay (Post 1) einen Gulden achtzig Kreuzer (1 fl. 80 kr.) für die Fahrten auf den Linien Triest-Singapore (Post 2 und 3) zwei Gulden fünfzig Kreuzer (2 fl. 50 kr.) für jede Seemeile.

Die Zahl der Seemeilen für jede vollständige Reise, Hin- und Rückfahrt, wird bezüglich der Fahrten zwischen Triest und Bombay mit 8680, bezüglich der Fahrten zwischen Triest, Bombay und Ceylon mit 10.480, bezüglich der Fahrten zwischen Triest und Calcutta mit 12.260, bezüglich der Fahrten zwischen Triest und Singapore mit 13.750 Seemeilen angenommen.

Ausserdem werden der Gesellschaft die für die Durchfahrt des Suezcanals bezahlten Gebühren gegen Vorlage der bezüglichen Rechnung nach Ablauf von je drei Monaten rückvergütet.

1878

Artikel 3.

Auf Rechnung der Staatsvergütung werden der Dampfschifffahrts-Gesellschaft des Oesterreichisch-ungarischen Lloyd aus der Staatscasse unverzinsliche Vorschüsse zugestanden. Diese am Anfange eines jeden Monates anzuweisenden Vorschüsse betragen für die Zeit bis 30. Juni 1879 dreissigtausend, für die Zeit vom 1. Juli bis 31. December 1879 zweiunddreissigtausend, und vom 1. Jänner 1880 ab sechsundreissigtausend Gulden monatlich.

Artikel 4.

Die Gesellschaft des Oesterreichisch-ungarischen Lloyd verpflichtet sich, für die zu unterhaltenden Linien ganz entsprechend gebaute, nach den Anforderungen des Post-, Personen- und Waarenverkehres eingerichtete und genügende Sicherheit gewährende Schiffe von mindestens 1200 Gewichtstonnen Ladefähigkeit und von einer Fahrgeschwindigkeit von acht Seemeilen per Stunde bei normalem Wetter zu verwenden.

Artikel 5.

Für die Weiterbeförderung der auf den im Artikel I bezeichneten Linien transportirten Reisenden und Sendungen nach den vom Lloyd nicht berührten Häfen Süd- und Ostasiens, namentlich in China, Japan uud Niederländisch-Indien wird die Gesellschaft bestrebt sein, mit den nach jenen Richtungen verkehrenden Dampfschifffahrts-Gesellschaften sich in Verbindung zu setzen.

Artikel 6.

Im Uebrigen, insbesonders bezüglich der Dauer des gegenwärtigen Vertrages, haben rücksichtlich der von der Dampfschifffahrts-Gesellschaft des Oesterreichisch-ungarischen Lloyd nach Artikel I des gegenwärtigen Vertrages zu unterhaltenden Fahrten die Bestimmungen des zwischen dem k. und k. gemeinsamen Minister des Aeussern und der genannten Gesellschaft abgeschlossenen Schifffahrts- und Postvertrages vom 6. November 1877 und des bei dem Ministerium des Aeussern am 14. Mai 1878 unterzeichneten Protokolles mit der Beschränkung ihrer Wirksamkeit auf die im Reichsrathe vertretenen Königreiche und Länder sinngemässe Anwendung zu finden.

Urkund dessen sind zwei gleichlautende Exemplare dieses Vertrages ausgefertigt und mit den erforderlichen Unterschriften und Siegeln versehen worden.

Der vom Lloyd für eines der beiden Vertragsexemplare 1878
zu entrichtende Stempelbetrag wird auf zehn Jahresraten derart vertheilt, dass der entsprechende Theilbetrag immer von der ersten auf Rechnung der Staatsvergütung zu leistenden Monatsrate eines jeden Jahres in Abzug gebracht werden wird.

1086.

28 juin 1878.

Notification des ministres du commerce et des finances, relative à la convention conclue sur la base de l'art. 12 du protocole du 14 mai 1878 (R. G. Bl. Nr. 68) par le ministre des affaires étrangères avec la société du Lloyd austro-hongrois par rapport à la navigation et au service postal. (R. G. Bl. 1878, Nr. 69.)

Kundmachung der Ministerien des Handels und der Finanzen vom 28. Juni 1878, enthaltend den vom k. und k. Ministerium des Aeussern und der Dampfschifffahrts-Unternehmung des Oesterreichisch-ungarischen Lloyd auf Grund der Bestimmung des Punktes 12 des Protokolles vom 14. Mai 1878 (R. G. Bl. Nr. 68) unterzeichneten Schifffahrts- und Postvertrag.

Nachdem sich das k. und k. Ministerium des Aeussern und die Dampfschifffahrts-Unternehmung des Oesterreichisch-ungarischen Lloyd im Punkte 12 des Protokolles vom 14. Mai 1878 (R. G. Bl. Nr. 68) vorbehalten haben, für die beiden vertragenden Theile zwei Vertrags-Exemplare auszufertigen und zu unterzeichnen, in welchen die Aenderungen zum Ausdruck gebracht werden, welche gemäss diesem Protokolle an dem Schifffahrts- und Postvertrage vom 6. November 1877, an der den Fahrtenausweis enthaltenden Beilage desselben und an dem gleichzeitig mit dem erwähnten Vertrage unterzeichneten Protokolle einzutreten haben, wurde seitens des k. und k. Ministeriums des Aeussern und der Dampfschifffahrts-Unternehmung des Osterreichisch-ungarischen Lloyd in Ausführung dieses Vorbehaltes am 26. Juni 1878 der nachfolgende Schifffahrts- und Postvertrag unterzeichnet, dessen Verlautbarung hiemit erfolgt.

Chlumecky m. p. *Pretis* m. p.

1878 *Schifffahrts- und Postvertrag, welcher einerseits von dem k. und k. gemeinsamen Ministerium des Aeussern und andererseits von der Dampfschifffahrts-Unternehmung des Oesterreichisch-ungarischen Lloyd am 26. Juni 1878 in nachstehender Weise abgeschlossen worden ist.*

Artikel I.

Die Dampfschifffahrts-Unternehmung des Oesterreichisch-ungarischen Lloyd verpflichtet sich, die in der Beilage bezeichneten Fahrten während der Dauer des gegenwärtigen Vertrages gegen das in dem folgenden Artikel festgesetzte Entgelt zu unterhalten. Diese Beilage bildet ihrem ganzen Inhalte nach einen integrirenden Bestandtheil des Vertrages.

Allfällige Aenderungen, Vermehrung, Verminderung oder völlige Aufhebung von vertragsmässigen Fahrten werden besonderen Vereinbarungen zwischen den Vertragschliessenden vorbehalten.

Artikel II.

Die Vergütung für die subventionirten Reisen beträgt bei den Fahrten zwischen Constantinopel und Varna 4 fl., das ist vier Gulden österr. Währ., bei den Fahrten zwischen Triest (Fiume) und Alexandrien, sowie zwischen Triest und Constantinopel über Syra 1 fl. 80 kr., das ist ein Gulden achtzig Kreuzer österr. Währ., und bei allen übrigen Fahrten 1 fl. 15 kr., das ist ein Gulden fünfzehn Kreuzer österr. Währ. für jede Seemeile.

Der Gesammtbetrag der Meilengelder wird jedoch in einem Jahre 1,300.000 Gulden österr. Währ. nicht übersteigen.

Die bei normalem Wetter zu erzielende Geschwindigkeit wird für die Fahrten zwischen Constantinopel und Varna auf zehn, für die Fahrten zwischen Triest (Fiume) und Alexandrien, sowie zwischen Triest und Constantinopel über Syra auf neun und für die übrigen auf mindestens acht Seemeilen für jede Stunde festgesetzt.

Artikel III.

Die Dampfschifffahrts-Unternehmung des Lloyd verpflichtet sich, auf den vertragsmässigen Fahrten der festgesetzten Fahrschnelligkeit ganz entsprechend gebaute, nach den Anforderungen des Passagier-, Brief- und Fahrpostdienstes eingerichtete und dem Laderaum nach dem normalen Verkehre angemessene und genügende Sicherheit gewährende Schiffe zu verwenden, deren effective Tragfähigkeit im Durchschnitte mindestens 800 Tonnen betragen wird, worüber die Gesellschaft am Ende eines jeden Jahres dem gemeinsamen Ministerium des Aeussern einen Ausweis vorzulegen hat. Der k. k. österreichischen und

der k. ungarischen Regierung wird es jederzeit freistehen, die 1878
Schiffe des Oesterreichisch-ungarischen Lloyd in Beziehung auf die erwähnten Erfordernisse durch zu diesem Zwecke zu entsendende Commissäre untersuchen zu lassen.

Artikel IV.

Die Dampfschifffahrts-Unternehmung des Oesterreichisch-ungarischen Lloyd verpflichtet sich, die in der Beilage bezeichneten Fahrten nach der durch das gemeinsame Ministerium des Aeussern genehmigten Fahrordnung zu unterhalten, und macht sich verbindlich, dafür zu sorgen, dass jene Fahrten weder unterbrochen werden, noch eine Störung der Fahrordnung eintrete, wofür sie sich verantwortlich erklärt. Bei über fünf Stunden betragenden Ueberschreitungen der fahrplanmässigen Ankunftszeiten an den End- und wichtigeren Anschlusspunkten der inländischen Linien und der Linien Constantinopel-Varna, Triest- (Fiume-) Alexandrien, Triest-Syra-Constantinopel und Constantinopel-Smyrna-Alexandrien, sowie beim Nichtanlaufen eines in den Fahrplan der subventionirten Linien aufgenommenen Hafens verfällt die Gesellschaft in eine Conventionalstrafe. Diese Strafe ist für Verspätung bei den Fahrten Post-Nr. 1 für jede weitere Stunde bis zum Betrage von 50 Gulden, bei den Fahrten Post-Nr. 2, 3 und 17 für jede weitere Stunde bis zum Betrage von 25 Gulden, bei den übrigen Fahrten für jede weitere Stunde bis zum Betrage von 15 Gulden und beim Nichtanlaufen eines Hafens bis zum Betrage von 120 Gulden aufzuerlegen und ist von den Meilengeldern in Abzug zu bringen. Hievon ist der Fall ausgenommen, dass die Unterbrechung oder Störung durch ausserordentliche Ereignisse herbeigeführt würde, deren Abwendung nicht in der Macht der Unternehmung liegt.

Eine Aenderung in der Fahrordnung und der festgesetzten Anhaltorte darf bei den vertragsmässig bestehenden, oder in der Folge vertragsmässig einzurichtenden Fahrten nur nach vorläufiger ausdrücklicher Genehmigung des gemeinsamen Ministeriums des Aeussern vorgenommen werden.

Artikel V.

Die Tarife für den Verkehr aus und nach der österreichisch-ungarischen Monarchie, namentlich rücksichtlich der Häfen von Triest, Fiume und Galatz, sollen nicht höher gestellt werden, als unter gleichen oder ähnlichen Bedingungen solche für den Verkehr mit den concurrirenden Häfen des Auslandes bestehen.

Auf den subventionirten ausländischen Fahrten wird der Tarif für Passagiere, Waaren und Gelder von und nach Fiume,

1878 beziehungsweise Triest, mit jenem von und nach Triest, beziehungsweise Fiume, völlig gleichgehalten und werden vom Lloyd alle Einrichtungen getroffen werden, dass im Versandt der von Fiume, beziehungsweise Triest, überführten Transporte keine Verzögerung oder Benachtheiligung gegenüber den in Triest, beziehungsweise Fiume, direct aufgegebenen vorkommen.

Artikel VI.

Der Oesterreichisch-ungarische Lloyd verpflichtet sich, seinen Kohlenbedarf so viel als möglich durch inländisches Product zu decken, und wird zu diesem Ende alljährlich mindestens 22.000 Tonnen Kohle aus inländischen Werken in der Weise beziehen, dass die Anschaffung derselben im Offertwege, und zwar für das Quantum, welches für die von Fiume ausgehenden Linien benöthigt wird, mit dem Lieferungsplatze in Fiume, und für jenes, welches für die in Triest ihren Ausgangspunkt nehmenden Linien erforderlich ist, mit dem Lieferungsplatze in Triest erfolgen wird.

Artikel VII.

Es wird den Dampfschiffen des Oesterreichisch-ungarischen Lloyd auch ferner die Erleichterung zugestanden, dass sich die Sanitäts- und Polizeibeamten bei Tag und Nacht an Bord der Dampfer selbst zu begeben haben, um bei der Abfahrt die Speditionen, bei der Ankunft die Pratica zu ertheilen, insofern überhaupt vermöge der Bestimmung und beziehungsweise der Herkunft des Schiffes eine Intervenirung der Sanitäts- und polizeiämtlichen Organe erforderlich ist.

Artikel VIII.

Zu Zeiten, wo gegen die Levante eine Contumaz angeordnet ist, wird der Dampfschifffahrts-Unternehmung des Oesterreichisch-ungarischen Lloyd gestattet, auf allen jenen Fahrten, wo die Anwesenheit beeideter Sanitäts-Guardiane, welche während der Reise die vom Seesanitäts-Reglement vorgeschriebenen Verrichtungen zu besorgen haben, vermöge der bestehenden Normen eine Abkürzung der Contumazfrist zur Folge hat, die Sanitätswächter schon bei der Abreise von einem inländischen Hafen an Bord zu nehmen, nachdem vorher die Abordnung derselben bei dem betreffenden Hafen- und Sanitätsamte angesucht worden ist.

Artikel IX.

Den Dampfschiffen des Oesterreichisch-ungarischen Lloyd ist in jedem inländischen Hafen, den sie regelmässig besuchen,

zum bequemeren und schnelleren Ein- und Ausladen ein bestimmter Platz am Ufer, oder, wo dies die Oertlichkeit nicht gestattet, eine eigene Ankerboje zu bewilligen und bleibend anzuweisen. 1878

Die Dampfschiffe des Oesterreichisch-ungarischen Lloyd werden während der Dauer des Vertrages gleich den Schiffen Seiner Majestät Kriegsmarine von der Zahlung der Consular-Schiffsgebühren bei allen k. und k. Consularämtern enthoben sein. Dagegen haben diese Schiffe die Tonnen-, Seesanitäts-, Leuchtthurm-, Patentirungs- und sonstigen Schifffahrtsgebühren in den inländischen Häfen zu entrichten.

Artikel X.

Die Dampfschifffahrts-Unternehmung des Oesterreichisch-ungarischen Lloyd verpflichtet sich, den im Dienste reisenden Staatsbeamten und Dienern des auswärtigen Ressorts auf allen Linien freie Fahrt zu gewähren.

Für die Militär-Transporte wird das zwischen der k. und k. Kriegsverwaltung und dem Oesterreichisch-ungarischen Lloyd abgeschlossene Uebereinkommen vorbehaltlich jener Aenderungen, welche späterhin im gemeinsamen Einverständnisse vorgenommen würden während der Dauer des gegenwärtigen Vertrages Geltung haben.

Die vom Oesterreichisch-ungarischen Lloyd laut Circular vom 31. December 1856, Zahl 535 C, einigen Classen von Passagieren ausnahmsweise zugestandenen Begünstigungen in den Fahrpreisen, beziehungsweise die gänzliche Befreiung, werden auch in der Folge insoweit aufrechterhalten bleiben, als sie sich auf die dort benannten Civilbediensteten, dann auf Missionäre und Ordensgeistliche beziehen.

Artikel XI.

Die durch das *Editto politico* den Handelsschiffen auferlegte Verpflichtung zur Ueberschiffung mittelloser Angehöriger der österreichisch-ungarischen Monarchie aus auswärtigen Häfen in das Inland hat auf die Dampfboote des Oesterreichisch-ungarischen Lloyd in folgender Weise Anwendung zu finden:

a) Der Oesterreichisch-ungarische Lloyd ist verpflichtet, in den von ihm berührten Häfen des Auslandes über schriftliche Aufforderung der k. und k. Consularbehörden oder k. und k. Gesandtschaften die heimzusendenden Seeleute oder andere mit der Seematrikel versehene Individuen zu übernehmen und selbe in den Fällen ganz unentgeltlich, folglich

1878 auch ohne Anspruch auf die Vergütung der Verpflegskosten, nach Triest, Fiume oder einem anderen auf der Fahrt anzulaufenden inländischen Hafen zu überschiffen, wenn nicht die allenfalls gesetzlich dem Rheder oder dem Bergungserlös obliegende Kostenvergütung der Heimsendung durch die betreffenden Behörden hereingebracht wird.

Den obigen kostenfrei beförderten Individuen wird Unterkunft und Verpflegung gleich den Passagieren dritter Classe gewährt werden, und es steht dem Commandanten des Dampfers frei, sie geeigneten Falles während der Ueberfahrt im Dienste des Schiffes zu verwenden; die Lloyd-Agenten und Capitäne sollen aber in der Regel nicht verhalten werden, gegen ihre Zustimmung mehr als vier Individuen auf Einem Schiffe zu gleicher Zeit zu übernehmen.

b) Für sonstige, über schriftliche Aufforderung der k. und k. Consularämter oder k. und k. Gesandtschaften heimzusendende mittellose Angehörige der österreichisch-ungarischen Monarchie ist jedesmal die tarifmässige Passagegebühr der drittea Classe nebst den Verpflegskosten mit täglich 50 kr. zu vergüten, welche Vergütung in Triest oder Fiume durch die betreffende Seebehörde über den Nachweis der stattgefundenen Beförderung veranlasst werden wird.

In gleicher Weise wird auch in den *ad a)* ausgenommenen Fällen der Hereinbringung eines Ersatzes für den Transport von Seeleuten die nachträgliche Erfolgung der Vergütung an den Lloyd veranlasst werden.

Dieselben Bedingungen wie für den Transport mittelloser Angehöriger der österreichisch-ungarischen Monarchie, haben auch für die über Ansuchen inländischer Behörden erfolgende Beförderung mittelloser, aus der Monarchie in ihre Heimat abgeschafften Ausländer Anwendung zu finden.

c) Bei den oben *ad a)* und *b)* bezeichneten Heimsendungen wird darauf Rücksicht genommen werden, dass Kranke (namentlich auch Irrsinnige), dann Verbrecher und Häftlinge, nur in solcher Weise auf den Lloydbooten eingeschifft werden, dass jede unzukömmliche Störung oder Belästigung der Passagiere vermieden wird, und dass für die nothwendige Beaufsichtigung die entsprechenden Vorkehrungen getroffen werden.

Artikel XII. 1878

Insoferne die Dampfschifffahrts-Unternehmung des Oesterreichisch-ungarischen Lloyd den Postverkehr vermittelt, wird sie für die Dauer des gegenwärtigen Vertrages als ein zum Betriebe der k. k. österreichischen und der k. ungarischen Staats-Postanstalten gehöriges Institut angesehen und unterliegt als solches allen bezüglichen Bestimmungen der Postgesetze und Vorschriften.

Artikel XIII.

Die k. k. österreichischen und k. ungarischen Postanstalten haben das Recht, alle dem Personen-Transporte gewidmeten Dampfschiffe des Oesterreichisch-ungarischen Lloyd auf allen ihren Fahrten zur Beförderung von Postsendungen zu benützen, wesshalb dieselben in den Schiffsurkunden als österreichisch-ungarische Post-Paketboote zu bezeichnen sein werden.

Artikel XIV.

Die Dampfschifffahrts-Unternehmung des Lloyd ist verpflichtet, bei jeder regelmässigen oder ausserordentlichen Fahrt im In- und Auslande die derselben von den k. k. österreichischen und k. ungarischen Postanstalten übergebenen, für das In- oder Ausland bestimmten ämtlichen und Privat-Briefpostsendungen unentgeltlich mitzunehmen, sie während der Fahrt gehörig zu verwahren, und in dem bezeichneten Bestimmungsorte, oder dem diesem zunächst gelegenen Orte der Anhaltung in unverletztem Zustande abzugeben. Die nämliche Verpflichtung hat auch für die den Lloyd-Agentien von den Postanstalten fremdländischer Verwaltungen übergebenen, für das In- oder Ausland bestimmten ämtlichen und Privat-Briefpostsendungen, jedoch nur in dem Falle zu gelten, wenn die Beförderung solcher Sendungen vom gemeinsamen Ministerium des Aeussern verlangt worden ist.

Das Uebergabs- und Uebernahmsgeschäft der Briefpostsendungen zwischen den Organen der k. k. österreichischen, der k. ungarischen und eventuell fremdländischen Postanstalten und jenen der Lloyd-Unternehmung ist durch besondere Vorschriften geregelt.

Artikel XV.

Der Dampfschifffahrts-Unternehmung des Oesterreichisch-ungarischen Lloöd ist als solcher weder im In- noch im Auslande das Sammeln der mit den Dampfschiffen zu befördernden Briefe und das Bestellen jener, welche mit den Dampfschiffen dahin gebracht werden, gestattet; diese Geschäfte, sowie die

1878 Einhebung der hiefür zu bezahlenden Gebühren, werden durch die k. k. österreichischen oder k. ungarischen Postämter oder durch die mit der Besorgung der Postgeschäfte für Rechnung des Staates speciell betrauten Agentien des Lloyd besorgt.

Die Dampfschifffahrts-Gesellschaft des Oesterreichisch-ungarischen Lloyd ist daher verpflichtet, die unbefugte Beförderung von Briefpost-Sendungen bei den Fahrten mit ihren Schiffen durch ihre Bediensteten hintanzuhalten und finden bei Postgefälls-Uebertretungen die bestehenden Vorschriften Anwendung.

Wohl aber hat die Dampfschifffahrts-Unternehmung dafür zu sorgen, dass bei allen Fahrten geschlossene Sammlungskästen zum Einlegen und Sammeln der Briefe auf den Dampfschiffen selbst aufgestellt werden; die darin enthaltenen Briefe sind jedoch den betreffenden Postorganen zur vorgeschriebenen Amtshandlung zu übergeben.

Artikel XVI.

Der Oesterreichisch-ungarische Lloyd geniesst als Staats-Postanstalt die gebührenfreie Beförderung und unmittelbare Zustellung der auf seinen Dampfschiffen beförderten Dienstes-Correspondenz mit seinen Agenten, und jener zwischen diesen auf allen Linien, die derselbe mit seinen Dampfbooten befährt, gegen dem, dass auf der Adresse auch der Absender bezeichnet und die Anmerkung »Dienstes-Correspondenz des Lloyd« beigesetzt werde.

Artikel XVII.

Im Falle des Verlustes eines der Dampfboot-Unternehmung übergebenen Brief- oder Zeitungspaketes hat die Gesellschaft den Ersatz der dadurch dem Postgefälle entgangenen Portogebühren zu leisten und für jeden abhandengekommenen recommandirten Brief den Betrag von zwanzig Gulden österr. Währ. zu vergüten.

Artikel XVIII.

In fremden Staaten werden an jenen Orten, welche die Dampfschiffe des Oesterreichisch-ungarischen Lloyd berühren, die allda bereits aufgestellten oder noch zu errichtenden k. und k. Post-Expeditionen mit der Amtshandlung bezüglich der nach und über Oesterreich-Ungarn abzusendenden und von daher einlagenden Briefpost-Sendungen beauftragt werden.

An allen Orten des In- und Auslandes, wo die Dampfschifffahrts-Unternehmung des Lloyd Agentien hält, und es die Staats-Postanstalt für nothwendig erachtet, werden die

oben erwähnten Postgeschäfte auf Verlangen und für Rechnung der Staats-Postanstalt durch die Lloyd-Agentien zu besorgen sein. 1878

Diese letzteren werden in der Regel die Aufnahme und Bestellung, sowie die Einhebung der Gebühren von Briefen, welche zwischen den Orten des Auslandes gewechselt und mittelst der Lloyd-Dampfschiffe befördert werden, zu besorgen und letztere an die Postcasse abzuführen haben.

An Orten, wo keine selbstständigen k. und k. Postanstalten bestehen, werden sich die Lloyd-Agentien auf Grund vorausgehender besonderer Vereinbarung auch mit dem Postnachnahmedienst zu befassen haben, falls die Staats-Postanstalt eine solche Massregel für nothwendig erachten sollte, in welcher Beziehung nach den hiebei in Anwendung kommenden besonderen Vorschriften vorzugehen sein wird.

Den Lloyd-Agenten wird für ihre Mühewaltung ein Antheil von den durch sie eingehobenen Franco- und Portogebühren zugewendet werden.

Die Dampfschifffahrts-Gesellschaft verpflichtet sich, ihre Agenten zur genauen Beobachtung der ihnen von Seite des gemeinsamen Ministeriums des Aeussern hinausgegebenen oder in der Folge hinauszugebenden Manipulations-Vorschriften strenge zu verhalten, auf die ungesäumte Abfuhr der sie treffenden Mängel, Geldstrafen und allfälligen Ersätze zu dringen und überhaupt nach Möglichkeit darüber zu wachen, dass sich ihre Agenten keine wie immer gearteten Unterschleife zum Nachtheile der Postanstalten zu Schulden kommen lassen.

Sollte seitens der Staatsverwaltung von der Besorgung der Briefpost-, beziehungsweise auch der Fahrpostgeschäfte durch die Lloyd-Agentien in einzelnen Hafenplätzen oder im Allgemeinen abgesehen werden, so steht der Dampfschifffahrts-Unternehmung weder eine Einwendung dagegen, noch ein Anspruch auf Entschädigung zu.

Artikel XIX.

Die Dampfschifffahrts-Unternehmung des Lloyd ist ferner verpflichtet, bei allen ihren Fahrten im In- und Auslande die ämtlichen Fahrpostsendungen, insoferne sie der Unternehmung durch die Postanstalten übergeben werden, gegen alleinige Vergütung der Assecuranz-Gebühren, insoweit die Versicherung durch die Postanstalten verlangt wird, mit ihren Dampfschiffen zwischen den von denselben zu berührenden Orten zu befördern. Diese Sendungen sollen jedoch, sofern sie in

1878 Gold- oder Silbergeld bestehen, einzeln das Gewicht von 62½ Kilogramm, und sofern sie andere Frachtsendungen sind, einzeln das Gewicht von 40 Kilogramm nicht überschreiten.

Ueberschreiten sie einzeln das angegebene Gewicht, so ist der Lloyd berechtigt, für dieselben nebst der Assecuranz-Gebühr für die assecurirten Sendungen auch die Vergütung der Transportgebühren nach den für Privat-Fahrpostsendungen geltenden Bestimmungen in Anspruch zu nehmen.

Die Vergütung der Assecuranz-Gebühr erfolgt nach dem Gesammtwerthe der von einer Postanstalt zur anderen zu transportirenden, in dieselbe Karte aufgenommenen assecurirten ämtlichen Sendungen. Die zum Verbrauche durch das Publicum bestimmten Monopols-Gegenständen und sonstigen Aerarial-Producte können nicht als ämtliche Fahrpostsendungsn betrachtet und als solche auf die Dampfschiffe des Lloyd verladen werden.

Artikel XX.

Für Privat-Fahrpostsendungen nach dem In- und Auslande hat die Dampfschifffahrts-Unternehmung des Oesterreichisch-ungarischen Lloyd die Fracht und für assecurirte Sendungen auch die See-Assecuranz-Gebühren nach ihrem für das Publicum im Allgemeinen geltenden oder aber einem besonders zu vereinbarenden Tarife zu beziehen. Diese Gebühren werden dem Lloyd für jene Privat-Postsendungen, die ihm von den Postanstalten zur Beförderung nach in- oder ausländischen Häfen, wo k. k. österreichische oder k. ungarische Postanstalten für den Fahrpostdienst bestellt sind, übergeben werden, von Seite der Staats-Postanstalt vergütet. Die Vergütung erfolgt nach dem Gesammtgewichte und dem Gesammtwerthe der von einer Postanstalt zur anderen zu transportirenden, in dieselbe Karte aufgenommenen Privat-Postsendungen. Das Verfahren bei der wechselseitigen Uebergabe und Uebernahme dieser Fahrpostsendungen ist durch eine eigene Vorschrift geregelt.

Die bestehenden Frachtentarife des Lloyd dürfen — insoweit sie auf die Fahrpostsendungen Anwendung finden — ohne Zustimmung der Postverwaltungen nicht erhöht werden.

Artikel XXI.

Fahrpostsendungen, welche aus dem Innern der österreichisch-ungarischen Monarchie und aus fremden Staaten bei den Postämtern einlangen, um mit den Dampfschiffen des Lloyd nach Häfen des In- und Auslandes, wo keine k. k.

österreichischen oder k. ungarischen Postanstalten mit dem 1878
Fahrpostdienste bestellt sind, versendet zu werden, sind dem Dampfschifffahrts-Bureau zu übergeben. Diesem liegt es ob, den Empfang der Sendungen zu bestätigen und für ihre ungesäumte Weiterbeförderung und Abgabe Sorge zu tragen.

Die Dampfschifffahrts-Unternehmung hingegen hat jene, ihr von Privaten zur Beförderung übergebenen Fahrpostsendungen, welche mit ihren Schiffen zur Weiterbeförderung nach Orten im Innern der österreichisch-ungarischen Monarchie und in fremde Staaten einlangen, und insoferne sich zu deren Versendung der k. k. österreichischen und k. ungarischen Postanstalten bedient werden will, der betreffenden Postanstalt übergeben zu lassen, bezüglich deren sich nach den für die Aufgabe der Fahrpostsendungen im Allgemeinen bestehenden Vorschriften zu benehmen sein wird.

Für diese Fahrpostsendungen haben die Postanstalten und die Dampfschifffahrts-Verwaltung die Gebühren für die Strecke, auf welcher die Beförderung mit den eigenen Mitteln besorgt wird, nach den diesfalls festgesetzten Tarifen, und zwar die Postämter nach dem bei ihnen in Anwendung stehenden Fahrposttarife, die Gesellschaft des Oesterreichisch-ungarischen Lloyd aber nach ihrem für das Publicum im Allgemeinen geltenden oder aber einem besonders zu vereinbarenden Tarife zu beziehen, in welcher Hinsicht das Verfahren rücksichtlich der gegenseitigen Begleichung dieser Gebühren durch ein eigenes Uebereinkommen geregelt wird.

Artikel XXII.

Fahrpostsendungen, welche nach dem Ableben des Adressaten im Bestimmungsorte einlangen und jene, deren Annahme von den Adressaten verweigert wird, werden mit nächster Fahrt, solche dagegen, rücksichtlich welcher der Adressat am Bestimmungsorte nicht zu ermitteln und die Nachsendung nicht möglich oder nicht zulässig ist, nach Ablauf zweier Monate, endlich jene, welche mit dem Vermerk »poste restante« versehen sind und nicht binnen drei Monaten, vom Tage des Eintreffens an gerechnet, abgeholt werden, nach Ablauf dieses Termines zurückgeleitet und gegenseitig zur weiteren Verfügung ausgeliefert, wobei die daran haftenden Porto-, Zoll- und Sanitätsgebühren aufgerechnet werden dürfen.

Artikel XXIII.

Die Dampfschifffahrts-Gesellschaft des Lloyd übernimmt für alle ämtlichen und Privat-Fahrpostsendungen, welche ihr

1878 von den Postanstalten zum Transporte übergeben werden, die Haftung in der Ausdehnung, dass sie sich verpflichtet, für Verlust, Abgänge oder Beschädigungen, welche die Sendungen während der Zeit, als sie sich in der Verwahrung des Lloyd befinden, treffen können, volle Entschädigung nach dem bei der Aufgabe angegebenen Werthe zu leisten, wenn der Verlust, Abgang oder die Beschädigung durch Verschulden oder Versehen ihrer Bediensteten, oder durch Zufall herbeigeführt worden ist. Für assecurirte Fahrpostsendungen tritt die Haftung des Oesterreichisch-ungarischen Lloyd auch für Seegefahr und für Unglücksfälle durch höhere Gewalt ein. Bei Fahrpostsendungen, deren Werth bei der Aufgabe nicht angegeben wurde, beträgt der Entschädigungsbetrag 1 fl. 50 kr. österr. Währg. für je 500 Gramm oder einen Theil von 500 Gramm.

Es wird die Sorge der Postanstalten sein, bei welchen derlei Fahrpostsendungen aufgegeben werden, die Partei hievon zu ihrer eigenen Richtschnur zu verständigen.

Artikel XXIV.

Reclamationen über Fahrpostsendungen sind bei dem Aufgabsamte anzubringen. Zur Anmeldung der Reclamationen wird ein Termin von sechs Monaten festgesetzt, nach dessen Ablauf die Haftung gegenüber dem saumseligen Reclamanten erloschen ist.

Den Privaten gegenüber liegt die Ersatzpflicht der Anstalt ob, bei der die Sendung aufgegeben worden ist.

Der letzteren bleibt es überlassen, eintretenden Falles den Regress an jene Anstalt zu nehmen, bei welcher der Verlust, Abgang oder die Beschädigung eingetreten ist.

Artikel XXV.

Die in den Artikeln XVII und XXIII erwähnten Ersätze oder Entschädigungen werden gegenseitig, ohne Rücksicht auf die Ausmittlung des Schuldtragenden, unverzüglich geleistet, nachdem die Erhebung über Verlust, Abgang oder Beschädigung vollständig gepflogen und über die Ersatzpflichtigkeit erkannt ist. Auch steht den Postanstalten das Recht zu, den Betrag des Ersatzes oder der Entschädigung von dem Guthaben, welches der Unternehmung von denselben oder an vertragsmässigem Entgeld für die Besorgung des Seepostdienstes zuzukommen hat, ohneweiters hereinzubringen, und es haftet die Unternehmung überdies mit allen ihr angehörigen Dampfschiffen und sonstigem Vermögen.

Artikel XXVI. 1878

Sollte es der betreffenden Postverwaltung angemessen erscheinen, die Postsendungen durch eigene Postbeamte oder auch Conducteure begleiten zu lassen, so ist dem Beamten ein Platz I. Classe und dem Conducteur ein Platz II. Classe unentgeltlich einzuräumen.

Dem Postbeamten ist ferner zu gestatten, die Postmanipulation in einer hiezu geeigneten geschlossenen Cabine vorzunehmen; dem Conducteur aber ist ein abgesonderter geschlossener Raum zur Aufbewahrung der Postsendungen zuzuweisen. Auch den jeweilig von Seite der Postanstalt entsendeten Visitations-Commissären ist unentgeldlich ein Platz I. Classe einzuräumen.

In der vorerwähnten unentgeltlichen Beförderung ist die Verpflegung nicht einbegriffen, für welche die Gebühr, falls diesfalls nicht eine besondere Vereinbarung besteht, nach dem ermässigten Satz von 1 fl. 50 kr. von dem Betreffenden zu entrichten ist.

Artikel XXVII.

Die Dampfschifffahrts-Gesellschaft des Oesterreichisch-ungarischen Lloyd wird nach Ablauf eines jeden Verwaltungsquartals die Consignation über ihre Forderung an die Postanstalten für Fracht- und Seeassecuranz-Gebühren von Fahrpostsendungen (Artikel XIX und XX) der k. k. Postdirection in Triest zur weiteren Amtshandlung übergeben. Der liquid anerkannte Betrag wird der Unternehmung des Lloyd mittelst der k. k. Postdirectionscasse in Triest gegen Quittung bezahlt werden.

Artikel XXVIII.

Die von den Lloyd-Agentien für die portopflichtigen Briefpostsendungen eingehobenen Post- und Seetransport-Gebühren hat der Oesterreichisch-ungarische Lloyd an die k. k. Postdirectionscasse in Triest für Rechnung der gemeinsamen Finanzen abzuführen.

Artikel XXIX.

Sämmtliche Mitglieder des Verwaltungsrathes, sowie die im Inlande von der Gesellschaft mit fixer Besoldung Angestellten müssen österreichische oder ungarische Staatsangehörige sein und kann eine Ausnahme bezüglich der im Inlande Angestellten nur mit Zustimmung des gemeinsamen Ministeriums des Aeussern stattfinden. Der österreichisch-ungarische Lloyd verpflichtet sich zugleich, auch bei Ernennung der an auswärtigen Plätzen mit fixer Besoldung Bediensteten

1878 vorzüglich auf österreichische oder ungarische Staatsangehörige Rücksicht zu nehmen.

Die Gesellschaft des Oesterreichisch-ungarischen Lloyd wird bei Anstellungen im Seedienst den Officieren Seiner Majestät Kriegsmarine unter vollkommen gleichen Bedingungen vor anderen Bewerbern den Vorzug geben. Dieselbe unterwirft sich hinsichtlich der Anstellung gedienter Unterofficiere des Heeres, der Kriegsmarine und der beiden Landwehren den diesfalls für die subventionirten Eisenbahn- und Dampfschifffahrts-Unternehmungen bestehenden gesetzlichen Bestimmungen.

Artikel XXX.

Die Gesellschaft des Oesterreichisch-ungarischen Lloyd verpflichtet sich, während der Dauer des gegenwärtigen Vertrages bei principiellen Fragen, wie der Bestand der Gesellschaft, die Contrahirung von neuen Anlehen, die Vornahme von Vermögensbelastungen, die Emittirung der bisher unbegebenen Actien im Betrage von Einer und einer halben Million Gulden Conventionsmünze, die Vermehrung oder Verminderung des Actiencapitales der Gesellschaft überhaupt, und die Alterirung, Veräusserung oder Verpfändung des zum Gesellschaftsvermögen gehörigen Dampfschiff- und Immobiliarstandes keine Verfügung ohne Genehmigung des gemeinsamen Ministeriums des Aeussern zu treffen.

Desgleichen muss auch zur Anschaffung von Schiffen im Auslande die Zustimmung des gemeinsamen Ministeriums des Aeussern eingeholt werden, die aber nicht verweigert werden kann, wenn erwiesen ist, dass die Beistellung im Inlande nicht zur rechten Zeit, oder dass die Erwerbung im Auslande unter ganz besonders günstigen Bedingungen erfolgen kann.

Artikel XXXI.

Der Lloyd verpflichtet sich, spätestens bis zum 15. eines jeden Monats die vom Beginn des Jahres bis zum Schlusse des zweitvorhergegangenen Monates erzielten Brutto-Einnahmen in den ämtlichen Blättern von Wien, Budapest und Triest zu veröffentlichen.

Artikel XXXII.

Der Lloyd verpflichtet sich, die Statuten der Gesellschaft mit den Bestimmungen dieses Vertrages in Einklang zu bringen. Die geänderten Statuten sollen gleichzeitig mit dem Vertrag in Wirksamkeit treten. Eine Aenderung derselben kann während der Dauer des Vertrages ohne Zustimmung des gemeinsamen Ministeriums des Aeussern nicht erfolgen.

Artikel XXXIII. 1878

Das Ministerium des Aeussern übt die Controle über die genaue Einhaltung der Vereinbarungen mit der Gesellschaft.

Ohne Vorwissen des vom Ministerium des Aeussern zu bestellenden Regierungscommissärs darf keine irgend wichtige Verwaltungsmassregel beschlossen werden.

Derselbe ist berechtigt, den Sitzungen des Verwaltungsrathes und der General-Versammlung, so oft er es für nöthig erachtet, beizuwohnen, allfällige, dem allgemeinen Interesse nachtheilige Verfügungen zu sistiren und darüber dem Ministerium des Aeussern zur weiteren Veranlassung die Anzeige zu erstatten.

Mit Rücksicht auf die Mühewaltung der vom gemeinsamen Ministerium des Aeussern zu bestellenden Controlorgane und zur Bedeckung der aus der Ausübung der Regierungsaufsicht erwachsenden Auslagen verpflichtet sich die Gesellschaft des Oesterreichisch-ungarischen Lloyd, eine jährliche Pauschalsumme von 4000 Gulden österr. Währung an die vom gemeinsamen Ministerium des Aeussern zu bezeichnende Staatscasse abzuführen.

Artikel XXXIV.

Das k. k. österreichische und das k. ungarische Handelsministerium ernennen je ein Mitglied des Verwaltungsrathes der Gesellschaft und sind bei diesen Ernennungen an die Bestimmungen der Statuten, betreffend den Actienbesitz der Verwaltungsräthe, nicht gebunden.

Artikel XXXV.

Der Lloyd ist verpflichtet, in Wien und Fiume General-Agentien zu errichten.

Artikel XXXVI.

Die Dampfschifffahrts-Unternehmung des Oesterreichisch-ungarischen Lloyd verpflichtet sich, für die regelmässige Beförderung der Waaren Sorge zu tragen. Sie wird desshalb ein Betriebs-Reglement ausarbeiten und dasselbe dem Ministerium des Aeussern zur Genehmigung vorlegen. Allfällige Aenderungen dieses Reglement unterliegen der Zustimmung dieses Ministeriums.

Die Gesellschaft macht sich ferner anheischig, die Reisenden mit gebührender Aufmerksamkeit zu behandeln. Sowohl an Bord der Schiffe der Gesellschaft als auch bei ihren Agentien werden Beschwerdebücher aufliegen, in welche die

1878 betreffenden Hafenämter und Consularbehörden jederzeit Einsicht nehmen können.

Artikel XXXVII.

Auf die Staatsvergütung für die vertragsmässigen Fahrten (Artikel II) hat die Unternehmung des Lloyd in zwölf monatlichen Raten Anspruch. Da aber die Ziffer der Vergütung im Verhältnisse zu den zurückgelegten Seemeilen erst am Schlusse des Jahres definitiv ausgemittelt werden kann, so werden auf Rechnung derselben aus der Staatscasse unverzinsliche Vorschüsse zugestanden. Diese Vorschüsse werden der Unternehmung in nachstehender Weise erfolgt:

1. In den Jahren 1878 und 1879:

a) durch die Entrichtung der während dieser Jahre fällig werdenden Annuitäten zu je vierhundert fünf und siebzigtausend vierhundert Gulden österr. Währung, welche die Dampfschifffahrts-Gesellschaft des Lloyd vermöge des Uebereinkommens vom 2. März 1858 an die k. k. privilegirte Creditanstalt für Handel und Gewerbe in Wien zu leisten hat; und

b) durch Anweisung von fünf und sechzigtausend Gulden österr. Währung am Anfang eines jeden Monates.

2. Vom Jahre 1880 angefangen bis zum Ablauf des gegenwärtigen Vertrages durch Anweisung von hundert fünftausend Gulden österr. Währung am Anfange eines jeden Monates.

Nach Ablauf eines jeden Solarjahres wird die Dampfschifffahrts-Gesellschaft des Oesterreichisch-ungarischen Lloyd dem k. und k. gemeinsamen Ministerium des Aeussern eine Nachweisung über die im Laufe des Jahres zurückgelegten vertragsmässigen Fahrten vorzulegen haben, wobei mittelst amtlicher Bescheinigungen der zuständigen Hafen- und Consularbehörden dargethan werden muss, dass die Fahrten wirklich in der nachgewiesenen Zahl und Ausdehnung stattgefunden haben.

Sobald die Prüfung und Liquidirung dieser Nachweisung erfolgt ist, wird die Abrechnung gegenüber den erhaltenen Vorschüssen, einschliesslich der erwähnten Annuitätsleistung, veranlasst, und der Unternehmung des Lloyd der Rest ihres Guthabens nach Abzug der etwaigen Strafgelder erfolgt werden, wogegen in dem Falle, dass die Forderung geringer als die Summe der Vorschüsse entfallen sollte, der mehrerhaltene Betrag von der nächsten Monatsrate oder von mehreren derselben abgezogen und am Schlusse des Vertrages eventuell baar zurückerstattet werden wird.

Falls eine längere Unterbrechung der vertragsmässigen 1878
Fahrten eintreten sollte, behält sich die Staatsverwaltung unbeschadet der im Artikel IV festgesetzten Bestimmungen das Recht vor, die oben zugesicherten monatlichen Vorschüsse zeitweilig zu vermindern oder ganz einzustellen; doch soll, insoferne die Unterbrechung nicht durch Verschulden der Unternehmung herbeigeführt worden ist, die dem Lloyd zufallende Vergütung, mit Einschluss der oberwähnten Zahlung an die k. k. privilegirte Creditanstalt, nicht unter Eine Million per Jahr herabsinken.

Artikel XXXVIII.

Die mit 31. December 1877 verbliebene Restschuld von 1,340.000 fl. österr. Währung aus dem der Dampfschifffahrtsgesellschaft des Oesterreichisch-ungarischen Lloyd zufolge Vertrages vom 27. Juli 1865 und Schuldurkunde ddo. 1. Mai 1866 erfolgten Staatsvorschusse von drei Millionen Gulden wird auf die Dauer des gegenwärtigen Vertrages bei Aufrechterhaltung der vierpercentigen Verzinsung prolongirt, und wird deren Rückzahlung vom Jahre 1878 an in zehn jährlichen gleichmässigen, jeweilig am letzten December fälligen Raten erfolgen.

In Beziehung auf die Priorität, dann hinsichtlich der Sicherstellung des Capitales und der Zinsen der prolongirten obigen Restschuld bleiben die von der Gesellschaft mittelst des citirten Vertrages und der bezogenen Schuldurkunde übernommenen Verpflichtungen aufrecht.

Artikel XXXIX.

Ohne Genehmigung des Ministeriums des Aeussern kann die Gesellschaft des Oesterreichisch-ungarischen Lloyd eine höhere Dividende als vier Percent nicht vertheilen.

Artikel XL.

Die Dauer des gegenwärtigen Vertrages wird auf zehn Jahre vom 1. Juli 1878 an festgesetzt.

Urkund dessen sind zwei gleichlautende Exemplare dieses Vertrages in deutscher und ungarischer Sprache ausgefertigt und mit den erforderlichen Unterschriften und Siegeln versehen worden.

Andrássy m. p.

Marco Freiherr *Morpurgo* m. p. *Rittmeyer* m. p.

Josef von *Bordini* m. p.

1878 Beilage.

Ausweis

über die von der Dampfschifffahrts-Unternehmung des Oesterr.-ungarischen Lloyd vertragsmässig zu unterhaltenden Fahrten im In- und Ausland.

Post-Nr.	Bezeichnung der Fahrten	Zahl der jährlichen Reisen	Zahl der Seemeilen für jede vollständige Reise-Hin- u. Rückfahrt
	A. Fahrten mit einer Geschwindigkeit von 10 Seemeilen in der Stunde.		
1	Constantinopel-Varna und zurück	104	290
	B. Fahrten mit einer Geschwindigkeit von 9 Seemeilen in der Stunde.		
2	Triest (Fiume)-Corfu-Alexandrien und zurück . .	52	2.402
3	Triest-Corfu-Syra-Constantinopel und zurück . . .	52	2.356
	C. Fahrten mit einer Geschwindigkeit von 8 Seemeilen in der Stunde.		
4	Triest-Pola-Dalmatien-Durazzo und zurück	52	1.037
5	Triest-Pola-Dalmatien-Albanien-Prevesa und zurück	52	1.488
6	Triest-Pola-Cattaro und zurück	52	825
7	Fiume-Lussin piccolo-Zara-Cattaro und zurück .	26	705
8	Fiume-Lussin piccolo-Zara-Cattaro-Albanien-Patras und zurück	26	1.369
9	Triest-Fiume und zurück	52	272
10	Fiume-Triest und zurück	52	272
11	Fiume-Zengg-Zara und zurück	52	252
12	Fiume-Zara-Ancona und zurück	26	293
13	Triest-Fiume-Corfu-Syra-Smyrna und zurück . . .	52	2.280
14	Triest-Patras-Pyräus-Volo-Salonich-Constantinopel und zurück	26	3.306
15	Constantinopel-Küstendje-Galatz und zurück . . .	40	858
16	Constantinopel-Trapezunt und zurück	12	1.074
17	Constantinopel-Smyrna-Cypern-Beirut-Port-Said-Alexandrien und zurück	26	2.704
18	Alexandrien-Port-Said und zurück	26	320
19	Pyräus-Syra und zurück	104	156
20	Syra-Candien und zurück	52	319

Protokoll. 1878

Bei der am heutigen Tage stattgefundenen Unterzeichnung des Schiffahrts- und Postvertrages mit der Gesellschaft des Oesterreichisch-ungarischen Lloyd sind noch folgende Bemerkungen und Verabredungen in das gegenwärtige Protokoll niedergelegt worden.

Zu Artikel I und zur Beilage des Vertrages.

1. Dem gemeinsamen Ministerium des Aeussern bleibt es vorbehalten, die Fahrten auf der Linie Constantinopel—Varna (Post No. 1) zu ändern oder aufzulassen und in diesem letzteren Falle den entfallenden Subventionsbetrag einzustellen, insoferne derselbe nicht für die im folgenden Punkt 2 erwähnten Linien verwendet wird.

2. Die Dampfschifffahrts-Gesellschaft des Oesterreichisch-ungarischen Lloyd erklärt sich bereit, für den Fall, dass sich das Bedürfniss hiezu ergibt, während der Dauer des Vertrages im Einvernehmen mit dem Ministerium des Aeussern neue Fahrten von Salonich, Dedeagatsch und Galatz aus nach den Häfen des Mittelländischen und Schwarzen Meeres zu dem Meilengelde von 1 fl. 15 kr. und mit der Fahrgeschwindigkeit von acht Seemeilen in jeder Stunde innerhalb der Grenzen der vereinbarten Subvention einzurichten.

3. Zugleich macht sich dieselbe anheischig, das Alexandriner Boot (Post Nr. 2 der Beilage zum Vertrag) sofern das von oder für Fiume zur Aufgabe gelangende durchschnittliche Waarenquantum 750.000 Kilogramm erreicht, alle vier Wochen einmal, sofern dasselbe aber das Doppelte erreicht, alle zwei Wochen einmal, von Fiume direct abgehen zu lassen. Sie wird in diesem Falle die jede Woche einmal stattfindenden directen Fahrten von Triest nach Alexandrien ohne Beanspruchung einer Erhöhung des Subventionsbetrages aufrecht erhalten. Die Bestimmung des Beginnes der directen Fahrten von Fiume aus soll der königlich ungarischen Regierung zustehen; doch bleibt es der Gesellschaft vorbehalten, falls das obige monatliche Durchschnittsquantum während eines sechsmonatlichen Bestandes der directen Verbindung nicht erreicht werden sollte, deren Sistirung zu verlangen.

Zu Artikel IV.

Die detaillirten Fahrpläne, welche der Lloyd auf Grund der in der Beilage des Vertrages getroffenen Vereinbarungen über das künftige Itinerär ausarbeiten wird, sollen dem Mini-

1878 sterium des Aeussern spätestens einen Monat vor dem Inslebentreten des Vertrages zur Genehmigung vorgelegt werden.

Zu Artikel VI.

Der Lloyd ist zum Bezug inländischer Kohle bis zu dem bedungenen Quantum unter der Voraussetzung verpflichtet, dass das Verhältniss der Heizkraft der inländischen zu der vom Lloyd gewöhnlich verwendeten englischen Kohle mindestens 84:100 beträgt, und dass diese inländische Kohle loco Triest oder Fiume nicht höher zu stehen kommt, als die englische an den gleichen Orten.

Zu Artikel IX.

Nachdem sich die k. k. österreichische, sowie die königl. ungarische Regierung bereit erklärt haben, der Dampfschifffahrts-Unternehmung des Oesterreichisch-ungarischen Lloyd im Hafen von Triest und in jenem von Fiume für die Dauer des gegenwärtigen Vertrages geeignete Terrains zur Errichtung von Waaren- und Kohlenmagazinen zu überlassen, werden die Bedingungen für die Abtretung dieser Terrains durch besondere Abmachungen zwischen jeder dieser beiden Regierungen und der Gesellschaft geregelt werden.

Zu Artikel X.

Die Festsetzung der Modalitäten für die bei Dienstreisen der Staatsbeamten und Diener des auswärtigen Ressorts zugestandene freie Fahrt wird einer besonderen Vereinbarung zwischen dem gemeinsamen Ministerium des Aeussern und der Dampfschifffahrts-Unternehmung des Lloyd vorbehalten.

Zu Artikel XVIII.

Mit der Besorgung des Postdienstes bei den Agentien sollen nach Möglichkeit entsprechend befähigte Bedienstete der Gesellschaft betraut werden. Von jedem Wechsel in der Person derselben wird die Gesellschaft der Postdirection in Triest, beziehungsweise dem Botschaftspostamte in Constantinopel, rechtzeitig die Anzeige erstatten.

Zu Artikel XXXII.

Mit dem Inslebentreten des Vertrages wird der Verwaltungsrath neu constituirt werden.

Zu Artikel XL. 1878

Der Lloyd verpflichtet sich, für Eines der beiden Vertragsexemplare die entsprechenden Stempelgebühren zu entrichten, der entfallende Stempelbetrag wird auf zehn Jahresraten derart vertheilt, dass der entsprechende Theilbetrag immer von der ersten, auf Rechnung der Subvention zu leistenden Monatsrate eines jeden Jahres in Abzug gebracht werden wird.

Die Unterzeichneten sind übereingekommen, dass das gegenwärtige Protokoll einen Bestandtheil des Vertrages bilden soll, auf welchen es sich bezieht.

Das gegenwärtige Protokoll wurde hiernach in doppelter Ausfertigung vollzogen.

Andrássy m. p.

M. v. *Mopurgo* m. p. *Rittmeyer* m. p. Josef v. *Bordini* m. p.

1087.

28 juin 1878.

Publication concernant la prolongation jusqu'au 31 décembre 1878 des traités de commerce conclus avec l'Allemagne, la France et l'Italie.

(R. G. Bl. 1878, Nr. 76.)

Kundmachung vom 28. Juni 1878, betreffend die Verlängerung der Wirksamkeit der Handelsverträge mit Deutschland, mit Frankreich und mit Italien bis 31. December 1878.

Auf Grund des Artikels V des Gesetzes vom 27. Juni 1878 (R. G. Bl. Nr. 60) und der mit den Regierungen des Deutschen Reiches, Frankreichs und Italiens getroffenen Vereinbarungen wird kundgemacht, dass der mit dem deutschen Zollvereine abgeschlossene Handels- und Zollvertrag vom 9. März 1868, der mit Frankreich abgeschlossene Handelsvertrag vom 11. December 1866 und der mit Italien abgeschlossene Handels- und Schifffahrtsvertrag vom 23. April 1867 bis 31. December 1878 in Kraft bleiben.

Auersperg m. p. *Chlumecky* m. p.

1878

1088.

28 juin 1878.

Notification des ministères du commerce et des finances, concernant la conclusion d'une convention entre le gouvernement Imp. R. et la société de navigation à vapeur du Lloyd austro-hongrois, relative au service direct et régulier d'une communication par des bateaux à vapeur entre Trieste d'une part, et Bombay, Ceylan, Calcutta, Sincapour, éventuellement Hongkong de l'autre.

(R. G. Bl. 1878, Nr. 77.)

Kundmachung der Ministerien des Handels und der Finanzen vom 28. Juni 1878, betreffend den Abschluss des Vertrages zwischen der k. k. Staatsverwaltung und der Dampfschifffahrtsgesellschaft des Oesterreichisch-ungarischen Lloyd, wegen des Betriebes directer und regelmässiger Dampferlinien zwischen Triest einerseits und Bombay, Ceylon, Calcutta, Singapore, enventuell Hongkong andererseits.

In Ausführung des Gesetzes vom 27. Juni (R. G.-Bl. Nr. 70) betreffend die Ermächtiung der k. k. Regierung zum Abschlusse eines Vertrages mit der Dampfschifffahrtsgesellschaft des Oesterreichisch-ungarischen Lloyd wegen des Betriebes directer und regelmässiger Dampferlinien zwischen Triest und Ostindien, wurde dieser Vertrag nach dem, dem bezogenen Gesetze beiliegenden Entwurfe am heutigen Tage abgeschlossen.

Chlumecky m. p. *Pretis* m. p.

1089.

4 juillet 1878.

Publication du ministère Imp. R. du commerce concernant la défense d'employer des enveloppes à marges colorées pour des lettres chargées de provenance ou à destination de l'Italie.

(P. V. Bl. 1878, Nr. 38.)

Unzulässigkeit der Couverts mit farbigen Rändern bei Werthbriefen (Lettere assicurate) nach und aus Italien. H.-Min. Z. 18942.

Die königlich italienische General-Postdirection hat die Verwendung von Couverts mit farbigen Rändern bei den Werthbriefen (Lettere assicurate) im Verkehre aus Italien nach Oesterreich-Ungarn untersagt. Demgemäss haben auch die k. k. Postämter beim Verkehre nach Italien Werthbriefe

in Umschlägen mit farbigem Rande oder aus rastrirtem 1878
Papiere nicht anzunehmen und sind die dennoch mit solchen Couverts vorkommenden Werthbriefe von den Umkartirungs-, beziehungsweise Auswechslungs - Postämtern vorschriftsmässig zu beanständen und von der Weiterbeförderung auszuschliessen.

In der Richtung aus Italien ist bei dem Vorkommen von Werthbriefen in Couverts mit farbigem Rande von den Auswechslungs - Postämtern nach §. 4 der im Fahrpost - Tarife Italien, Seite 9 enthaltenen Instruction vorzugehen.

In dem gedachten Fahrpost-Tarife ist auf Seite 4, nach Zeile 10 von oben, beizufügen: »Couverts mit farbigem Rande oder aus rastrirtem Papiere sind unzulässig.«

1090.

4 juillet 1878; 17 juillet 1878.

Correspondance avec la Porte à l'égard de l'approbation de l'arrangement télégraphique particulier du 22 juillet 1875 et du règlement technique du 8 janvier 1876.

(Archives du ministère Imp. et R. des affaires étrangères.)

Note adressée par le Comte Zichy à Son Altesse Safvet Pacha en date du 4 juillet 1878.

Après avoir reçu la Note que V. A. a bien voulu m'adresser à la date du 6 avril, No. 50789/31, je me suis empressé de transmettre au Ministère I. et R. des affaires étrangères les deux documents qui y étaient annexés, savoir le texte accepté par la S. Porte et sanctionné par Sa Majesté Impériale le Sultan, de l'arrangement particulier du 22 juillet 1875 entre les Administrations télégraphiques de l'Autriche et de la Hongrie d'une part, et celle de la Turquie de l'autre, ainsique le procès verbal intervenu, à ce propos, entre les dites Administrations.

Les pièces ont été communiquées aux Ministères du commerce des deux parties de l'Empire qui les ont soumises à un examen attentif.

En comparant le texte de l'arrangement en question avec le texte original du projet, il résulte qu'il y a été tenu compte de toutes les modifications proposées par le deux parties à l'exception du mode de fixation de la taxe de transmission, calculée d'après les unités, au lieu d'être calculée d'après le nombre des télégrammes. En outre il a été remarqué que dans la première

1878 phrase de l'Article 12 entre les passages: »de toutes les correspondances« et »ne sont soumises« le mot: »terminales« est omis.

Comme toutefois l'administration télégraphique ottomane se conforme de fait à notre désir en évaluant dans le règlement des comptes les taxes de transmission dont il s'agit d'après les unités des télégrammes, comme la dite administration a déclaré qu'elle trouvait cette manière de calculer les taxes conforme à la convention et qu'elle comptait l'adopter aussi à l'avenir, et enfin comme le règlement technique du 8 janvier 1876 n'a pas été soumis à la ratification des gouvernements respectifs et que par conséquent une autorisation spéciale n'est pas requise non plus pour en faire l'application, prenant en considération toutes ces circonstances les Ministères de commerce des deux parties de l'Empire austro-hongrois pour terminer cette affaire pendante depuis si longtemps n'ont pas d'objection à déclarer l'entente comme entièrement établie sur ce sujet.

Je suis chargé d'annoncer à V A. que le gouvernement I. et R. a accepté définitivement l'arrangement particulier déja sanctionné par Sa Majesté Impériale le Sultan et déclare y adhérér ainsi qu'au procès verbal intervenu à ce propos entre les Administrations télégraphiques des deux Parties Contractantes, de sorte qu'il considère cette affaire comme terminée aussi au point de vue formel.

Votre Altesse est priée de vouloir bien prendre acte de la déclaration contenue dans ma présente note, et d'en accuser réception.

Veuillez agréer etc. etc.

Safvet Pacha au Comte Zichy.

Monsieur l'Ambassadeur!

Votre Excellence connaît le règlement arrêté le 8 janvier 1876 à Buda-Pesth * par une Commission composée des délégués des Administrations télégraphiques de la Turquie et de l'Autriche-Hongrie, concernant le service technique sur les lignes télégraphiques internationales entre Vienne et Constantinople.

Les stipulations de cet acte concernent l'Art. 10 de l'arrangement télégraphique conclu à St. Pétersbourg le 22 juillet 1875** et ratifié par le Gouvernement Impérial. En conséquence, la Sublime Porte vient de donner les ordres nécessaires à l'Administration des Postes et Télégraphes de l'Empire pour que ce Règlement soit mis en exécution.

J'ai l'honneur de porter cette décision à la connaissance 1878
de Votre Excellence et je la prie d'agréer l'assurance de ma haute considération.

---

*Règlement

arrêté par la commission nommée par les Administrations télégraphiques de l'Autriche et de la Hongrie d'une part et celle de la Turquie d'autre part; concernant le service technique sur les lignes internationales entre Vienne et Constantinople.

Article 1.

En éxécution de l'article 10 de l'arrangement particulier conclu entre les Administrations susdites à St. Pétersbourg le 22 juillet 1875, les délégués soussignés s'étant réunis ont concerté les stipulations suivantes.

Article 2.

La ligne internationale *(a)* Vienne-Uy-Gradiska-Nissa-Constantinople, qui passe par la Bosnie étant destinée aux transmissions à longues distances, ne sera composée que de deux sections à savoir, celle de Vienne-Gradiska et celle de Gradiska-Constantinople. Toutefois cette dernière section de Uy-Gradiska à Constantinople (Péra) pourra être formée de deux circuits à l'aide d'une translation permanente à Nissa.

La seconde ligne (*b*) destinée à la correspondance terminale des stations autrichiennes et hongroises avec les stations turques se composera de cinq sections, à savoir: celle de Vienne à Agram, celle d'Agram à Semlin, celle de Semlin à Nissa, celle de Nissa à Andrinople et celle d'Andrinople à Péra.

Article 3.

Les fils composant ces circuits seront soigneusement isolés, leur diamètre en millimètres, et la longueur des différentes sections en kilomètres seront notifiés à chacune des Administrations intéressées.

Article 4.

La résistance électrique normale des diverses sections sera déterminée pour divers états de l'atmosphère et ces données serviront pour contrôler la valeur des diverses sections des lignes.

La conductibilité à la terre sera l'objet d'un soin tout spécial dans les bureaux concourant au travail des dites lignes, et les conducteurs à la terre seront établis dans les meilleures conditions possibles.

1878

Article 5.

En conformité de l'article ci-dessus, les Administrations feront réciproquement contrôler l'état d'isolement des divers circuits susmentionnés par des essais périodiques. Ces essais seront exécutés par les chefs des stations ou par les fonctionnaires surintendants, d'après les règles déterminées à l'article suivant.

Article 6.

Les essais ordinaires auront lieu pour la ligne (*a*) tous les dimanches de 10 heures à 10 heures et demie du matin. Les essais seront faits par les stations de Vienne, Uy-Gradiska, Nissa et Péra, un dimanche dans le sens Vienne-Péra et un dimanche dans le sens Péra-Vienne.

Les essais ordinaires pour la ligne (*b*) auront également lieu le dimanche et seront faits aussi alternativement dans un sens ou dans l'autre par les stations de Vienne, Agram, Semlin, Nissa, Andrinople et Péra. Ces éssais auront lieu de 11 heures à midi.

Il est bien entendu qu'en cas de travail sur les lignes ces heures pourraient être momentanément modifiées

Article 7.

Ces essais consisteront dans la détermination de la résistance des divers circuits alternativement mis à terre et isolés, dans la vérification des batteries et des bureaux. Ces expériences seront faites par les méthodes jugées les plus convenables par chaque administration, mais elles se communiqueront réciproquement les résultats obtenus et comprenant au moins la résistance d'isolation kilométrique de chacune des sections expérimentées et la résistance kilométrique des fils composant les circuits, et exprimées en unités Siemens.

Article 8.

Lors de dérangements ou de défectuosités survenus sur les lignes, on procédera à des expériences extraordinaires en opérant s'il est nécessaire par plus petites sections, en faisant rentrer en circuit les stations intermédiaires afin de localiser et de reconnaître le défaut existant.

Article 9.

Dans le but indiqué à l'article ci-dessus, les stations intermédiaires seront invitées par télégramme de service émanant de la station expérimentant, de se prêter et d'exé-

cuter les manoeuvres qui lui seront indiquées pour faciliter les essais. 1878

Lorsque l'essai se fait de Gradiska à Nissa et qu'il est constaté une défectuosité sur la ligne, Gradiska avisera Nissa, lequel alors procédera à un essai extraordinaire conformément à l'article 8.

Aussitôt les essais terminés, les stations intermédiaires rendront la communication, qu'elles ne doivent couper que sur un avis de service.

Toutes les stations intermédiaires seront disposées de manière à pouvoir facilement exécuter les manoeuvres nécessaires.

Article 10.

Lorsque les résultats des essais indiqueront d'après le tableau comparatif annexé au présent réglement, que la section essayée est en mauvais état, et après avoir procédé comme il est dit à l'article 8, la station essayant, informera les stations voisines du dérangement, leur donnera les renseignements fournis par les essais et les invitera à faire procéder immédiatement à une surveillance et la réparation de la partie défectueuse.

Le dérangement un fois réparé, les stations voisines en aviseront leurs directions respectives en donnant tous les renseignements possibles sur la nature et la cause du dérangement afin qu'elles puissent prendre des mesures pour en éviter le retour autant que possible.

Si la station essayant a trouvé que la partie défectueuse existe sur le territoire serbe, elle en avisera également la station serbe la plus voisine.

Article 11.

Conformément à ce qui a été dit à l'article 2 sur la ligne (*a*), Péra sera en communication permanente avec Uy-Gradiska par l'intermédiaire d'une translation à Nissa, cette ligne sera desservie par l'appareil Hughes. En cas de défectuosité ou pourra employer l'appareil Morse et établir des translations provisoires à Philippopoli et à Serajevo.

Vienne sera en communication permanente avec Uy-Gradiska à l'aide de l'appareil Hughes. En cas de défectuosité on emploiera l'appareil Morse et — quand il sera nécessaire — une translation à Kanizsa.

Sur la ligne (*b*) l'appareil Morse sera seul employé jusqu'à nouvelle entente.

En cas de défectuosité on pourra également établir une translation à Philippopoli.

1878

Article 12.

En cas d'interruption d'une des lignes (*a*) ou (*b*) chaque administration contractante prendra les mesures pour combiner les sections afin d'établir un circuit le plus direct possible.

Article 13.

Les bureaux situés sur les lignes (*a*) et (*b*) coopéreront pour maintenir un service régulier. A cet effet, les chefs de ces bureaux sont autorisés à communiquer entre eux et sont chargés de faire part de leurs observations aux directions dont ils relèvent.

Article 14.

Il est bien entendu que le présent règlement ne sera obligatoire qu'après la ratification et la mise en vigueur de l'arrangement particulier signé a St. Pétersbourg le 22 juillet 1875 entre les administrations intéressées.

Budapest le 8 janvier 1876.

Neumann m. p.,
délégué de l'Administration hongroise.

Brunner m. p.,
pour l'Administration autrichienne.

Emile Lacoine m. p.,
délégué de l'Administration ottomane.

Annexe.

Tableau comparatif pour les essais des lignes.

Qualité de la ligne	Résistance d'isolation kilométrique en millions d'unités-Siemens (*R*)		Résistance de conductibilité kilométrique en unités Siemens (*r*)		Valeur pratique de la ligne $\frac{R}{r}$
	4 m/m	5 m/m	4 m/m	5 m/m	
Très-mauvaise	1	0·6	30	18	30.000
Mauvaise	5	3	25	15	200.000
Médiocre	10	6	20	12	500.000
Assez bonne	20	12	15	9	1,300.000
Bonne	40	24	12	8	3,000 000
Très-bonne	100	60	10	6	10,000.000

Formule de Schwendler.

$$r = \frac{2}{l}\,(i - \sqrt{i\,(i-t)} \qquad R = l\,\sqrt{i\,(i-t)}$$

l = longueur de la ligne en kilomètres.
r = résistance de conductibilité kilométrique.
R = résistance de l'isolation kilométrique.
i = isolation totale trouvée par l'essai.
t = conductibilité totale trouvée par l'essai.

** Arrangement particulier 22 juillet 1875. 1878

entre les Administrations télégraphiques de la Turquie et de l'Autriche-Hongrie.

(Archives du ministère Imp. et R. des affaires étrangères.)

Article I.

La correspondance télégraphique entre la Turquie et d'Autriche-Hongrie, étant réglée par la Convention internationale, les délégués soussignés ont stipulé l'arrangement particulier suivant, sous réserve de l'approbation de leurs gouvernements réspectifs.

Article II.

Toutes les lignes et stations télégraphiques Austro-Hongroises et Ottomanes sont soumises au régime de cet arrangement.

Les stations établies dans la Principauté du Liechtenstein sont considérées comme stations autrichiennes.

Article III.

Les stations ottomanes desservies par des câbles sont comprises dans le présent arrangement. Toutefois en ajoutera à la taxe terminale la surtaxe, perçue pour le parcours de ces câbles.

Article IV.

La taxe pour le télégramme simple de 20 mots est fixée, comme suit:

a) Pour la correspondance entre les stations situées dans le rayon limitrophe: 60 kreuzer v. a. = 1.50 francs.

b) Pour toutes des autres correspondances, échangées entre les stations de l'Autriche-Hongrie et de la Turquie d'Europe: 2.80 florins = 7 francs.

c) Pour les correspondances échangées entre les stations de l'Autriche-Hongrie et de la Turquie d'Asie: 4 florins = 10 francs.

Ces taxes sont partagées de manière, que dans le cas *a)* chacune des administations respectives y participera à raison de 30 kreuzer = 75 centimes; dans les cas *b)* et *c)* l'Autriche-Hongrie à raison de 1.20 florins = 3 francs et la Turquie pour la correspondance des stations ottomanes situées en Europe à raison de 1.60 florins = 4 francs, et pour la correspondance des stations situées en Asie à raison de 2.80 florins = 7 francs.

Lorsque cette correspondance emprunte les territoires des Principautés-Unies, ou de la Serbie, il est convenue, que les frais de ce transit à raison de 40 kreuzer = 1 franc, pour le télégramme simple, incomberont exclusivement à la Turquie.

La taxe additionnelle pour le parcours des câbles sera communiquée par l'administration ottomane aux offices à Budapest et à Vienne.

1878

Article V.

Le tarif réduit de la correspondance limitrophe sera appliqué aux correspondances, qui auront lieu

a) entre les stations hongroises dont la distance de la frontière turque ne dépasse pas 80 kilomètres et entre les stations turques de la Bosnie, dont la distance de la frontière hongroise ne dépasse pas 80 kilomètres;

b) entre les stations de la Dalmatie et les stations de l'administration hongroise, situées le long de la côte adriatique, dont la distance de la frontière turque ne dépasse pas 80 kilomètres d'une part et les stations de la Turquie, dont la distance de la frontière ne dépasse pas 80 kilomètres d'autre part.

Article VI.

Pour le transit seront perçues les taxes prévues par la convention internationale. Toutefois, lorsque un télégramme dévierait sur un territoire étranger pour rentrer sur le territoire d'origine, il ne sera perçu pour ce transit, qu'une taxe de 40 kreuzer = 1 franc par télégramme.

Article VII.

Les télégrammes météorologiques et astronomiques qui jusqu'à présent étaient échangés en franchise, continueront à jouir de cet avantage. De nouveaux arrangements de cette nature ne pourront être introduits, que d'un commun accord.

Article VIII.

Les taxes supplémentaires, qui aux termes de la convention internationale seront à percevoir du destinataire et qui ne peuvent être perçues, seront supportées par l'office de destination.

Article IX.

Les fils affectés au service international ne peuvent être distraits à ce service et seront employés comme suit:

a) La ligne de Vienne, passant par Uy-Gradisca, la Bosnie et Niš à Constantinople ne sera coupée sur aucun point, pour y introduire des correspondances, sauf à Uy-Gradisca; cette ligne est destinée en premier lieu aux transmissions à longue distance;

b) la ligne de Vienne, passant par Agram, Semlin et par la Serbie à Niš et Constantinople, sera coupée à Agram, Uy-Gradisca, Semlin et Niš, pour y introduire des correspondances internationales.

Cette ligne est également destinée aux correspondances de 1878
longues distances dans le cas d'encombrement ou d'interruption de la ligne *a*). Elle servira de plus à la correspondance terminale entre les stations de la Hongrie et de la Turquie.

L'administration ottomane s'entendra avec l'administration serbe, afin d'assurer cette ligne pour le service exclusif du transit des télégrammes à échanger entre l'Autriche-Hongrie et la Turquie.

c) Les lignes Raguse-Mostar et Raguse-Scutari sont exclusivement destinées à la correspondance terminale entre les stations de l'Autriche et de la Turquie.

Article X.

Afin d'assurer la bonne marche des lignes *a)* et *b)* (article IX) une commission d'esperts, nommés par les administrations contractantes, se réunira dans le plus bref délai à Budapest; cette commission établira un règlement sur l'entretien et la fonction de ces deux lignes.

Article XI.

Le contrôle des correspondances télégraphiques sera exercé pour la ligne *a)* d'une part par les stations de Uy-Gradisca et de Vienne (dans le cas, où une correspondance directe pourra être établie entre cette ville et Constantinople), de l'autre part par la station de Constantinople; pour la ligne *b)* d'une part par les stations de Uy-Gradisca et de Semlin et de l'autre part par cette de Nisch ou de Constantinople; pour les lignes *c)* d'une part par la station de Raguse, de l'autre part par celles de Mostar et de Scutari.

Article XII.

Les taxes prélevées pour la correspondance limitrophe (Article V) et pour les taxes accessoires de toutes les correspondances ne sont soumises à aucun décompte et resteront acquises par les administrations d'origine.

Le décompte des taxes pour les autres correspondances terminales et de transit se fera en base des registres établis par les stations de contrôle et il pourra être appliqué pour toutes les correspondances ou pour une partie d'elles le régime des taxes moyennes établi par la convention internationale; pour établir ces taxes moyennes on prendra pour base les résultats de la correspondance obtenue pentant les trois mois, qui seront fixés d'un commun accord.

Article XIII.

Le décompte avec l'administration ottomane se fera pour les correspondances, qui passent par les lignes *a*) et *b*) (Article IX.)

1878 par l'administration Hongroise, pour la correspondance des lignes *c*) par l'administration autrichienne.

A cet effet ces administrations communiqueront à la fin de chaque mois à l'administration ottomane les décomptes détaillés ou pour le régime des taxes moyennes le nombre des télégrammes échangés rangés selon les classes à établir.

Lorsque dans la vérification, faite à Constantinople sur les décomptes établis par les administrations de Budapest et de Vienne il se produit une différence, qui ne dépasse pas un pour cent, le décompte servira de base pour l'établissement du solde. Lorsque la différence dépasse un pour cent, il sera procédé à une révision détaillée des décomptes.

Le solde, résultant des décomptes approuvés sera payé après chaque trimestre à l'Etat créditeur en francs effectifs à Constantinople par l'entremise de l'Ambassade Impériale et Royale.

Pour les télégrammes destinés à la Turquie ou au délà de ce pays, qui traversent la Serbie, la taxe de transit de ce pays sera déduite des taxes revenant à la Turquie et bonifiée directement par l'administration hongroise à celle de la Serbie, de même que la Turquie bonifiera à l'Administration serbe la taxe de transit pour les télégrammes, qui sont destinés à l'Autriche et la Hongrie ou au délà de ces pays.

Article XIV.

Les taxes insérées dans cet arrangement peuvent être modifiées à toute époque d'un commun accord.

Article XV.

Le présent arrangement sera soumis à la haute approbation des gouvernements respectifs.

Il entrera en vigueur le 1 janvier 1876 et restera en vigueur aussi longtemps, qu'il ne sera pas en contradiction avec quelque disposition de la convention télégraphique internationale successivement révisée, ou bien jusqu'à l'expiration d'un an à partir du 1 janvier, qui suivra la dénonciation faite par l'une des parties contractantes.

Il est entendu, que la mise en vigueur du présent arrangement entraînera l'annulation de la convention, signée le $\frac{\text{22 novembre}}{\text{8 décembre}}$ 1865.

Ainsi fait à St. Pétersbourg, le 22 juillet 1875.

Pour la Turquie:	Pour l'Autriche:	Pour la Hongrie:
signé: *Dimitraky.*	signé: *Brunner.*	signé: *L. de Koller.*

Procès verbal 1878

dressé par les délégués des Administrations télégraphiques de l'Autriche, de la Hongrie et de la Turquie.

Afin d'assurer la correspondance internationale à longue distance pour les lignes télégraphiques, qui traversent l'Autriche, la Hongrie et la Turquie, les dites administrations s'engagent réciproquement à expédier par ces lignes toutes les correspondances télégraphiques échangées entre la Grande-Bretagne d'une part et l'Orient et les Indes de l'autre part, et qui passent par leurs territoires et qui ne portent pas une indication différente, concernant la voie.

Afin d'assurer un prompt écoulement des télégrammes au dèla de Vienne, les Administrations Austro-Hongroises s'engagent à établir une ligne directe de Londres à Vienne, qui sera employée à la correspondance de la Grande-Bretagne avec la Turquie et les Indes.

Ainsi fait à St. Pétersbourg, le 22 juillet 1875.

Pour la Turquie:	Pour l'Autriche:	Pour l'Hongrie:
signé: *Dimitraky.*	signé: *Brunner.*	signé: *L. de Koller.*

1091.

6 juillet 1878.

Ordonnance du ministère de la justice, concernant l'autorisation de la légation Imp. et R. à la Haye et des fonctionnaires consulaires Imp. et R. résidant dans les Pays-Bas de recevoir en dépôt la succession mobilière des marins et des soldats, régnicoles de la monarchie austro-hongroise, décédés dans les Pays-Bas, lorsque ces successions ne dépassent la somme de 250 florins hollandais.

(R. G. Bl. 1878, Nr. 91.)

Verordnung des Justizministeriums vom 6. Juli 1878, betreffend die der k. k. Gesandtschaft im Haag und den in den Niederlanden residirenden k. und k. Consular-Functionären ertheilte Ermächtigung zur Uebernahme beweglicher Nachlässe der in den Niederlanden verstorbenen Seeleute und Militärs, welche Angehörige der österreichischen Monarchie sind, wenn diese Nachlässe den Betrag von 250 holländischen Gulden nicht übersteigen.

In Folge einer von der königlichen niederländischen Regierung getroffenen Anordnung und in theilweiser Abänderung der mit dem Justizhofdecrete vom 6. April 1842, (J. G. S. 605) kundgemachten Formalitäten, welche die Unterthanen Seiner k. und k. Apostolischen Majestät zu beobachten

1878 haben, wenn sie Verlassenschaften nach Individuen, die im niederländischen Seedienste gestorben sind, in Anspruch nehmen, hat das k. und k. Ministerium des Aeussern, nach gepflogener Rücksprache mit den Justizministerien der beiden Reichshälften, die k. und k. Gesandtschaft im Haag und die in den Niederlanden residirenden k. und k. Consular-Functionäre ermächtiget, die den Betrag von 200 holländischen Gulden nicht übersteigenden beweglichen Nachlässe der in den Niederlanden verstorbenen Seeleute und Militärs, welche Angehörige der österreichisch-ungarischen Monarchie sind, behufs Ausfolgung an die zuständige österreichische oder ungarische Abhandlungsbehörde in Empfang zu nehmen.

Die k. und k. Gesandtschaft im Haag, rücksichtlich die betreffenden k. und k. Consularämter, haben, falls die Anwesenheit der Erben oder ihrer Bevollmächtigten sie dieser Uebernahme oder der ferneren Aufbewahrung nicht überhebt, auch die Obliegenheit, für die sichere Verwaltung der hiezu geeigneten Gegenstände — in welcher Beziehung ihnen die Haftung dafür den Betheiligten gegenüber auferlegt ist — dann für die baldige Veräusserung der dem Verderben ausgesetzten Verlassenschafts-Effecten gehörig Sorge zu tragen, und jedenfalls jene Gerichtsbehörde, in deren Bezirk die muthmasslichen Erben wohnen, jedesmal ohne Verzug von dem Todesfalle in Kenntniss zu setzen, oder, falls der Aufenthaltsort der muthmasslichen Erben unbekannt wäre, von dem Vorhandensein des Nachlasses entweder an das k. und k. Ministerium des Aeussern oder unmittelbar an die Regierung des verstorbenen österreichischen oder ungarischen Staatsangehörigen unverzüglich Anzeige zu erstatten.

Glaser m. p.

1092.

12 juillet 1878.

Ordonnance circulaire du ministère Imp. R. de la justice concernant un arrangement pris entre l'Autriche et la Bavière à l'égard des réquisitions des tribunaux des deux pays.

(Archives du ministère Imp. et R. des affaires étrangères.)

Erlass des k. k. Justiz-Ministeriums Z. 9216 vom 12. Juli 1878, an sämmtliche k. k. Ober-Landesgerichte und Ober-Staatsanwaltschaften.

Es hat sich wiederholt ereignet, dass kgl. bayerische Gerichte wegen strafbarer Handlungen, die von österreichischen Staatsangehörigen in Bayern verübt wurden, Vorladungen an die nach Oesterreich zurückgekehrten österreichischen Staats-

angehörigen als Beschuldigte oder Angeklagte erliessen und 1878
die k. k. österreichischen Gerichte um die Zustellung dieser Vorladungen und um die Einsendung des Zustellungs-Ausweises ersuchten. Da das Verhalten der k. k. Gerichte gegenüber derartigen Requisitionen kein gleichförmiges ist, findet das k. k. Justiz-Ministerium auf Grund des §. 33 der Instruction für die Strafgerichte vom 16. Juni 1854, R. G. Bl. Nr. 165, den k k. $\frac{\text{Gerichten}}{\text{Staatsanwaltschaften}}$ zu erklären, dass gegen die einfache Zustellung der Vorladung eines österreichischen Staatsangehörigen als Beschuldigter oder Angeklagter vor ein ausländisches competentes Gericht, selbstverständlich ohne irgend eine weitere Mitwirkung oder Einflussnahme von Seite des österreichischen Gerichtes, kein gesetzliches Bedenken obwalte, und dass daher eine solche Zustellung unter Voraussetzung der Reciprocität nicht zu verweigern ist.

Die kgl. bayerische Regierung hat nun die Erklärung abgegeben*, dass die bayerischen Gerichte berechtiget sind, Ladungen vor ein ausländisches Gericht an bayerische Staatsangehörige unter der Voraussetzung bekannt zu geben, dass mit einer solchen Bekanntgabe irgend ein Zwang oder eine Einwirkung zur Folgeleistung nicht verbunden ist, und dass die Uebermittlung einer solchen Ladung von Seite der bayerischen Behörde keine Anerkennung des etwa darauf folgenden ausländischen Urtheiles und noch weniger eine Verpflichtung zur Mitwirkung beim späteren Vollzuge desselben in sich begreifen kann, endlich dass ebenso die Befugniss der bayerischen Gerichte wegen der Handlung, auf welche eine derartige Ladung sich bezieht, ihrerseits ein Strafverfahren einzuleiten, soferne überhaupt nach den bayerischen Gesetzen eine solche Voraussetzung zulässig ist, unberührt bleibt.

Nachdem diese Voraussetzungen auch nach dem Stande der österreichischen Gesetzgebung bestehen, folglich Bayern gegenüber in Bezug auf den Gegenstand der Frage volle Reciprocität obwaltet, werden die k. k. $\frac{\text{Gerichte}}{\text{Staatsanwaltschaften}}$ angewiesen dem Ersuchen der kgl. bayerischen Gerichte um Zustellung von Vorladungen an österreichische Staatsangehörige als Beschuldigte oder Angeklagte und um Einsendung der Zustellungs-Ausweise, unter den oberwähnten Voraussetzungen Folge zu geben.

---

* *Le ministre des affaires étrangères de Bavière au ministre Imp. et R. à Munich :*

Inhaltlich der sehr geschätzten Note vom 17. v. M. (Ziff. 504) haben Seine Hochwohlgeboren der kaiserliche und königliche Oesterreichisch-Ungarische ausserordentliche Gesandte und bevollmächtigte Minister, Herr Freiherr v. Bruck, Namens der k. u. k. Oesterreichisch-Ungarischen Regierung die Anfrage gestellt,

1878 ob die Baierischen Gerichte berechtigt und verpflichtet sind, den Requisitionen Oesterreichischer Gerichte um Zustellung von Vorladungen an Baierische Staatsangehörige als Beschuldigte oder Angeklagte vor Oesterreichischen Gerichten zu erscheinen, Folge zu geben.

Der Unterzeichnete hat sich beeilt, über diese Frage mit dem zunächst betheiligten Staatsministerium der Justiz in Verhandlung zu treten und ist nunmehr in der Lage Nachfolgendes ganz ergebenst zur Kenntniss Seiner Hochwohlgeboren zu bringen

Dass die Baierischen Gerichte berechtigt sind, Ladungen vor ein Ausländisches Gericht an Baierische Staatsangehörige bekannt zu geben, unterliegt keinem Bedenken, unter der in der sehr geschätzten Note vom 17. v. M. gleichfalls enthaltenen Voraussetzung, dass mit einer solchen Bekanntgabe irgend ein Zwang oder eine Einwirkung zur Folgeleistung nicht verbunden ist, wobei sich ferner von selbst versteht, dass die Uebermittlung einer solchen Ladung von Seiten der Baierischen Behörde keine Anerkennung des etwa darauf erfolgenden ausländischen Urtheiles in sich begreifen kann und noch weniger eine Verpflichtung, zum späteren Vollzuge desselben mitzuwirken. Ebenso bleibt die Befugniss der Baierischen Gerichte wegen der Handlung, auf welche eine derartige Ladung sich bezieht, ihrerseits ein Strafverfahren einzuleiten, unberührt, soferne überhaupt nach den diesseitigen Gesetzen eine solche Verfolgung zulässig ist.

Nachdem nun der Unterzeichnete aus der Darlegung der mehrerwähnten jenseitigen sehr geschätzten Note entnehmen zu dürfen glaubt, dass auch die k. u. k. Oesterreichisch-Ungarische Regierung der Anschauung ist, die wechselseitigen Ladungen nur unter den obigen Einschränkungen zuzulassen, so ist derselbe in der angenehmen Lage, Seiner Hochwohlgeboren die Bereitwilligkeit des k. Baierischen Staatsministeriums der Justiz zur Kenntniss bringen zu können, die Staatsanwaltschaft und die gerichtlichen Behörden mit Weisung zu versehen, dass den Requisitionen der k. u. k. Oesterreichisch-Ungarischen Behörden um Uebermittlung von Ladungen Baierischer Staatsangehöriger unter den vorerörterten Einschränkungen stattzugeben, diesseitige Requisitionen aber in gleichem Masse auf das Ersuchen um einfache Notification zu beschränken seien.

Diese Weisung wird sofort erfolgen, wenn dem Unterzeichneten das Einverständniss der k. u. k. Oesterreichisch-Ungarischen Regierung mitgetheilt werden wird, und indem sich derselbe daher das ergebenste Ansuchen um eine geneigte Rückäusserung zu stellen gestattet, benützt er zugleich mit Vergnügen diesen Anlass, Seiner Hochwohlgeboren die erneuerte Versicherung ausgezeichnetster Hochachtung auszudrücken.

v. Pfretschner.

1093.

13 juillet 1878.

Traité entre l'Autriche-Hongrie, l'Allemagne, la France, la Grande Bretagne, l'Italie, la Russie et la Turquie. Conclu à Berlin; les ratifications y échangées les 3 et 28 aout 1878.

(R. G. Bl. 1879, Nr. 43.)

Staatsvertrag zwischen Oesterreich-Ungarn, Deutschland, Frankreich, Grossbritannien, Italien, Russland und der Türkei.

(Geschlossen zu Berlin am 13. Juli 1878. In den bezüglichen Ratificationen daselbst ausgewechselt am 3., beziehungsweise 28. August 1878.)

Nos Franciscus Josephus Primus, divina favente clementia Austriae Imperator; Apostolicus Rex Hungariae, Rex Bohemiae etc. etc.

Notum testatumque omnibus et singulis, quorum interest, 1878
enore praesentium facimus:

Posteaquam Nos et Majestas Sua Germaniae Imperator, orussiae Rex, Praeses Reipublicae Franco-gallicae nec non ajestates Suae Magnae Britanniae Hiberniaeque Regina, Indiae nperatrix, Italiae Rex, Omnium Russiarum Imperator atque smanorum Imperator ad discutiendas conditiones pacis praeminaris inter Russiam atque Turciam in San Stefano conclusae ad conciliandam certam diuturnamque pacem, Ministros enipotentiarios nominavimus, qui Berolini in congressum onvenerunt; posteaquam porro, consensione feliciter stabilita, Plenipotentiariis ablegatis tractatus, sexaginta quatuor articulis onsistens, die 13. Julii 1878 initus et signatus fuit, tenoris ad erbum sequentis:

(rtext.) Au nom de Dieu tout-puissant.

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême etc. et oi Apostolique de Hongrie, Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, oi de Prusse, le Président de la République Française, Sa ajesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et Irlande, Impératrice des Indes, Sa Majesté le Roi d'Italie, Sa ajesté l'Empereur de toutes les Russies et Sa Majesté l'Empereur des Ottomans, désirant régler dans une pensée d'ordre uropéen conformément aux stipulations du Traité de Paris du) mars 1856, les questions soulevées en Orient par les événeents des dernières années et par la guerre dont le traité preminaire de San Stefano a marqué le terme, ont été unanimeent d'avis que la réunion d'un Congrès offrirait le meilleur oyen de faciliter leur entente.

Leurs dites Majestés et le Président de la République rançaise ont, en conséquence, nommé pour leurs Plénipotenaires savoir:

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême etc. et oi Apostolique de Hongrie:

le Sieur Jules Comte Andrássy de Csik-Szent-Király et raszna-Horka, Grand d'Espagne de la 1ère classe, Conseiller time actuel, Son Ministre de la Maison Impériale et des ffaires Etrangères, Feld-Maréchal-Lieutenant dans Ses mées,

le Sieur Louis Comte Károlyi de Nagy-Károly, Chambellan Conseiller Intime Actuel, Son Ambassadeur Extraordinaire Plénipotentiaire près Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, oi de Prusse, et

1878 le Sieur Henri Baron de Haymerle, Conseilleur Intime Actuel, Son Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi d'Italie,

Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse:

le Sieur Othon Prince de Bismarck, Son Président du Conseil des Ministres de Prusse, Chancelier de l'Empire,

le Sieur Bernard Ernest de Bülow, Son Ministre d'Etat et Secrétaire d'Etat au Département des Affairés Etrangères et

le Sieur Chlodwig Charles Victor Prince de Hohenlohe-Schillingsfürst, Prince de Ratibor et Corvey, Son Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire près la Republique Française, Grand-Chambellan de la Couronne de Bavière,

Le président de la République Française:

le Sieur William Henri Waddington, Sénateur, Membre de l'Institut, Ministre Secrétaire d'Etat au Département des Affaires Etrangères,

le Sieur Charles Raymond de La Croix de Chevrière, Comte de Saint-Vallier, Sénateur, Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire de France près Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse, et

le Sieur Félix Hippolyte Desprez, Conseiller d'Etat, Ministre Plénipotentiaire de première classe, chargé de la Direction des affaires politiques au Ministère des Affaires Etrangères,

Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, Impératrice des Indes:

le très-honorable Benjamin Disraeli, Comte de Beaconsfield, Vicomte Hughenden, Pair du Parlament, Membre du très-honorable Conseil Privé de Sa Majesté, Premier Lord de la Trésorerie de Sa Majesté et Premier Ministre d'Angleterre,

le très-honorable Robert Arthur Talbot Gascoyne Cecil, Marquis de Salisbury, Comte de Salisbury, Vicomte Cranborne, Baron Cecil, Pair du Parlement, Membre du très-honorable Conseil Privé de Sa Majesté, Principal Secrétaire d'Etat de Sa Majesté au Département des AffairesEtrangères, et

le très-honorable Lord Odo William Léopold Russell, Membre du Conseil Privé de Sa Majesté, Son Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire près Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse,

Sa Majesté le Roi d'Italie:

le Sieur Louis, Comte Corti, Sénateur, Son Ministre des Affaires Etrangères, et

le Sieur Édouard, Comte de Launay, Son Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire près Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse,

Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies: 1878

Le Sieur Alexandre, Prince Gortchacow, Son Chancelier de l'Empire;

le Sieur Pierre, Comte de Schouvaloff, Général de Cavalerie, Son Aide-de-camp Général, Membre du Conseil de l'Empire et Son Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire près Sa Majesté Britannique, et

le Sieur Paul d'Oubril, Conseiller Privé Actuel, Son Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire près Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse, et

Sa Majesté l'Empereur des Ottomans:

Alexandre Carathéodory Pacha, Son Ministre des travaux publics,

Mehemed Ali Pacha, Muchir de Ses armées, et

Sadoullah Bey, Son Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire près Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse,

Lesquels, suivant la proposition de la Cour d'Autriche-Hongrie et sur l'invitation de la Cour d'Allemagne, se sont réunis à Berlin munis de pleins pouvoirs qui ont été trouvés en bonne et due forme.

L'accord s'étant heureusement établi entre eux, ils sont convenus des stipulations suivantes:

Article I.

La Bulgarie est constituée en Principauté autonome et tributaire sous la suzeraineté de Sa Majesté Impériale le Sultan; elle aura un Gouvernement chrétien et une milice nationale.

Article II.

La Principauté de Bulgarie comprendra les territoires ci-après:

La frontière suit, au Nord, la rive droite du Danube depuis l'ancienne frontière de Serbie jusqu'à un point à déterminer par une Commission européenne à l'Est de Silistrie et de là, se dirige vers la mer Noire au Sud de Mangalia qui est rattaché au territoire roumain. La mer Noire forme la limite est de la Bulgarie. Au Sud, la frontière remonte, depuis son embouchure, le thalweg du ruisseau près duquel se trouvent les villages Hodžakiöj, Selam-Kiöj, Aivadšik, Kulibe, Sudžuluk; traverse obliquement la vallée du Deli Kamčik, passe au Sud de Belibe et de Kemhalik et au Nord de Hadžimahale, après avoir franchi le Deli Kamčik à $2^1/_2$ kilomètres en amont de Čengei; gagne la crête à un point situé entre Tekenlik et Aidos-Bredža et la suit par Karnabad Balkan.

1878 Prisevica Balkan, Kazan Balkan, au Nord de Kotel, jusqu'à Demir Kapu. Elle continue par la chaîne principale du Grand Balkan, dont elle suit toute l'étendue jusqu'au sommet de Kosica.

Là, elle quitte la crête du Balkan, descend vers le Sud entre les villages de Pirtop et de Dužanci, laissés l'un à la Bulgarie et l'autre à la Roumélie orientale jusqu'au ruisseau de Tuzlu Dere, suit ce cours d'eau jusqu'à sa jonction avec la Topolnica, puis cette rivière jusqu'à son confluent avec Smovskio Dere près du village de Petričevo, laissant à la Roumélie orientale une zone de deux kilomètres de rayon en amont de ce confluent, remonte entre les ruisseaux de Šmovskio Dere et la Kamenica suivant la ligne de partage des eaux, pour tourner au Sud-Ouest à la hauteur de Voinjak et gagner directement le point 875 de la carte de l'état-major autrichien.

La ligne frontière coupe en ligne droite le bassin supérieur du ruisseau d'Ichtiman Dere, passe entre Bogdina et Karaúla, pour retrouver la ligne de partage des eaux séparant les bassins de l'Isker et de la Maritza, entre Čamurli et Hadžilar, suit cette ligne par les sommets de Velina Mogila, le col 531, Zmailica Vrh, Šumnatica et rejoint la limite administrative du sandjak de Sophia entre Sivri Taš et Čadir Tepe.

De Čadir Tepe, la frontière, se dirigeant à Sud-Ouest, suit la ligne de partage des eaux entre les bassins du Mesta Karasu d'un côté, et du Strouma Karasu de l'autre, longe les crêtes des montagnes du Rhodope appelées Demir Kapu, Iskoftepe, Kadimesar Balkan et Aiji Gedük jusqu'à Kapetnik Balkan et se confond ainsi avec l'ancienne frontière administrative du sandjak de Sophia.

De Kapetnik Balkan, la frontière est indiquée par la ligne de partage des eaux entre les vallées de la Rilska Rjeka et de la Bistrica Rjeka et suit le contrefort appelé Vodenica Planina pour descendre dans la vallée de la Strouma au confluent de cette rivière avec la Rilska Reka, laissant le village de Barakli à la Turquie. Elle remonte alors au Sud du village de Jelešnica, pour atteindre, par la ligne la plus courte, la chaîne de Golema Planina au sommet de Gitka et y rejoindre l'ancienne frontière administrative du sandjak de Sophia, laissant toutefois à la Turquie la totalité du bassin de la Suha Rjeka.

Du mont Gitka, la frontière ouest se dirige vers le mont Crni Vrh par les montagnes de Karvena Jabuka, en suivant l'ancienne limite administrative du sandjak de Sophia, dans la partie supérieure des bassins de Egrisu et de la Lepnica, gravit avec elle les crêtes de Babina polana et arrive au mont Crni Vrh.

Du mont Crni Vrh, la frontière suit la ligne de partage des 1878
eaux entre la Strúma et la Morava par les sommets du Strešer, Vilogolo et Mešid Planina, rejoint par la Gačina, Crna Trava, Darkovska et Drainica plan, puis, le Deščani Kladanec, la ligne de partage des eaux de la Haute Sukova et de la Morava, va directement sur le Stol et en descend pour couper à 1000 mètres au Nord-Ouest du village de Seguša la route de Sophia à Pirot. Elle remonte en ligne droite sur la Vidlić Planina et, de là, sur le mont Radočina dans la chaîne du Kodža Balkan, laissant à la Serbie le village de Doïkinci et à la Bulgarie celui de Senakos.

Du sommet du mont Radočina la frontière suit vers l'Ouest la crête des Balkans par Ciprovec Balkan et Stara Planina jusqu'à l'ancienne frontière orientale de la Principauté de Serbie près de la Kula Smiljova Cuka et, de là, cette ancienne frontière jusqu'au Danube qu'elle rejoint à Rakovitza.

Cette délimitation sera fixée sur les lieux par la commission européenne où les Puissances signataires seront représentées. Il est entendu:

1° Que cette commission prendra en considération la nécessité pour Sa Majesté Impériale le Sultan de pouvoir défendre les frontières du Balkan de la Roumélie orientale.

2° Qu'il ne pourra être élevé de fortifications dans un rayon de 10 kilomètres autour de Samakow.

Article III.

Le Prince de Bulgarie sera librement élu par la population et confirmé par la Sublime Porte avec l'assentiment des Puissances. Aucun Membre des Dynasties régnantes des Grandes Puissances européennes ne pourra être élu Prince de Bulgarie.

En cas de vacance de la dignité Princière, l'élection du nouveau Prince se fera aux mêmes conditions et dans les mêmes formes.

Article IV.

Une assemblée de notables de la Bulgarie, convoquée à Tirnovo, élaborera, avant l'élection du Prince, le règlement organique de la Principauté.

Dans les localités où les Bulgares sont mêlés à des populations turques, roumaines, grecques ou autres, il sera tenu compte des droits et des intérêts de ces populations en ce qui concerne les élections et l'élaboration du règlement organique

Article V.

Les dispositions suivantes formeront la base du droit public de la Bulgarie:

1878 La distinction des croyances religieuses et des confessions ne pourra être opposée à personne comme un motif d'exclusion ou d'incapacité en ce qui concerne la jouissance des droits civils et politiques, l'admission aux emplois publics, fonctions et honneurs ou l'exercice des différentes professions et industries, dans quelque localité que ce soit.

La liberté et la pratique extérieure de tous les cultes sont assurées à tous les ressortissants de la Bulgarie aussi bien qu'aux étrangers et aucune entrave ne pourra être apportée soit à l'organisation hiérarchique des différentes communions, soit à leurs rapports avec leurs chefs spirituels.

Article VI.

L'administration provisoire de la Bulgarie sera dirigée jusqu'à l'achèvement du règlement organique par un commissaire Impérial russe. Un commissaire Impérial ottoman ainsi que les Consuls délégués ad hoc par les autres puissances signataires du présent traité seront appelés à l'assister à l'effet de contrôler le fonctionnement de ce régime provisoire. En cas de dissentiment entre les Consuls délégués, la majorité décidera et, en cas de divergence entre cette majorité et le commissaire Impérial russe ou le commissaire Impérial ottoman, les Représentants des puissances signataires à Constantinople, réunis en Conférence devront prononcer.

Article VII.

Le régime provisoire ne pourra être prolongé au delà d'un délai de neuf mois à partir de l'échange des ratifications du présent traité.

Lorsque le règlement organique sera terminé, il sera procédé immédiatement à l'élection du Prince de Bulgarie. Aussitôt que le Prince aura été institué, la nouvelle organisation sera mise en vigueur et la principauté entrera en pleine jouissance de son autonomie.

Article VIII.

Les traités de commerce et de navigation ainsi que toutes les conventions et arrangements conclus entre les puissances étrangères et la Porte et aujourd'hui en vigueur sont maintenus dans la principauté de Bulgarie et aucun changement n'y sera apporté à l'égard d'aucune puissance avant qu'elle n'y ait donné son consentement.

Aucun droit de transit ne sera prélevé en Bulgarie sur les marchandises traversant cette principauté.

Les nationaux et le commerce de toutes les puissances y seront traités sur le pied d'une parfaite égalité.

Les immunités et priviléges des sujets étrangers ainsi que 1878
les droits de juridiction et de protection consulaires tels qu'ils ont été établis par les capitulations et les usages resteront en pleine vigueur tant qu'ils n'auront pas été modifiés du consentement des parties intéressées.

Article IX.

Le montant du tribut annuel que la principauté de Bulgarie payera à la Cour suzeraine en le versant à la banque que la Sublime Porte désignera ultérieurement sera déterminé par un accord entre les puissances signataires du présent traité, à la fin de la première année du fonctionnement de la nouvelle organisation. Ce tribut sera établi sur le revenu moyen du territoire de la principauté.

La Bulgarie devant supporter une part de la dette publique de l'Empire, lorsque les puissances détermineront le tribut, elles prendront en considération la partie de cette dette qui pourrait être attribuée à la principauté sur la base d'une équitable proportion.

Article X.

La Bulgarie est substituée au gouvernement Impérial ottoman dans ses charges et obligations envers la compagnie du chemin de fer de Roustchouk-Varna, à partir de l'échange des ratifications du présent traité. Le règlement des comptes antérieurs est réservé à une entente entre la Sublime Porte, le gouvernement de la principauté et l'administration de cette compagnie.

La principauté de Bulgarie est de même substituée, pour sa part, aux engagements que la Sublime Porte a contractés tant envers l'Autriche-Hongrie qu'envers la compagnie pour l'exploitation les chemins de fer de la Turquie d'Europe par rapport à l'achèvement et au raccordement ainsi qu'à l'exploitation des lignes ferrées situées sur son territoire.

Les conventions nécessaires pour régler ces questions seront conclues entre l'Autriche-Hongrie la Porte, la Serbie et la principauté de Bulgarie immédiatement après la conclusion de la paix.

Article XI.

L'armée ottomane ne séjournera plus en Bulgarie; toutes les anciennes forteresses seront rasées aux frais de la principauté dans le délai d'un an ou plus tôt si faire se peut; le gouvernement local prendra immédiatement des mesures pour les détruire et ne pourra en faire construire de nouvelles. La Sublime Porte aura le droit de disposer à sa guise du matériel de guerre et autres objets appartenant au gouvernement ottoman et qui seraient

1878 restés dans les forteresses du Danube déjà évacuées en vertu de l'armistice du 31 janvier ainsi que de ceux qui se trouveraient dans les places fortes de Schoumla et de Varna.

Article XII.

Les propriétaires musulmans ou autres qui fixeraient leur résidence personnelle hors de la principauté pourront y conserver leurs immeubles en les affermant ou en les faisant administrer par des tiers.

Une commission turco-bulgare sera chargée de régler, dans le courant de deux années, toutes les affaires relatives au mode d'aliénation, d'exploitation ou d'usage pour le compte de la Sublime Porte, des propriétés de l'état et des fondations pieuses (vacoufs) ainsi que les questions relatives aux intérêts des particuliers qui pourraient s'y trouver engagés.

Les ressortissants de la principauté de Bulgarie qui voyageront ou séjourneront dans les autres parties de l'Empire ottoman seront soumis aux autorités et aux lois ottomanes.

Article XIII.

Il est formé au sud des Balkans une province qui prendra le nom de »Roumélie orientale« et qui restera placée sous l'autorité politique et militaire directe de Sa Majesté Impériale le Sultan, dans des conditions d'autonomie administrative. Elle aura un gouverneur général chrétien.

Article XIV.

La Roumélie orientale est limitée au nord et au nord-ouest par la Bulgarie et comprend les territoires inclus dans le tracé suivant:

Partant de la mer Noire, la ligne frontière remonte, depuis son embouchure, le thalweg du ruisseau près duquel se trouvent les villages Hodžakiöj, Selam Kiöj, Aivadšik, Kulibe, Sudžuluk, traverse obliquement la vallée du Deli Kamčik, passe au sud de Belibe et de Kemhalik et au nord de Hadžimahale, après avoir franchi le Deli Kamčik à 2 ½ kilomètres en amont de Čengei; gagne la crête à un point situé entre Tekenlik et Aidos-Bredža, et la suit par Karnabad Balkan, Prisevica Balkan, Kazan Balkan, au nord de Kotel jusqu'à Demir Kapu. Elle continue par la chaîne principale du grand Balkan, dont elle suit toute l'étendue jusqu'au sommet de Kosica.

A ce point, la frontière occidentale de la Roumélie quitte la crête du Balkan, descend vers le sud entre les villages de Pirtop et de Dužanci, laissés l'un à la Bulgarie et l'autre à la Roumélie

orientale, jusqu'au ruisseau de Tuzlu Dere, suit ce cours d'eau 1878
jusqu'à sa jonction avec la Topolnica, puis cette rivière jusqu'à son confluent avec Smovskio Dere près du village de Petričevo, laissant à la Roumélie orientale une zone de deux kilomètres de rayon en amont de ce confluent, remonte entre les ruisseaux de Smovskio Dere et la Kamenica, suivant la ligne de partage des eaux, pour tourner au sud-ouest, à la hauteur de Voinjak et gagner directement le point 875 de la carte de l'état-major autrichien.

La ligne frontière coupe, en ligne droite, le bassin supérieur du ruisseau d'Ichtiman Dere, passe entre Bogdina et Karaúla, pour retrouver la ligne de partage des eaux séparant les bassins de l'Isker et de la Maritza, entre Čamurli et Hadžilar, suit cette ligne par les sommets de Velina Mogila, le col 531, Zmailica Vrh Sumnatica et rejoint la limite administrative du sandjak de Sophia entre Sivri Taš et Čadir Tepe.

La frontière de la Roumélie se sépare de celle de la Bulgarie au mont Čadir Tepe, en suivant la ligne de partage des eaux entre le bassin de la Maritza et de ses affluents d'un côté, et du Mesta Karasu et de ses affluents de l'autre, et prend les directions sud-est et sud, par la crête des montagnes Despoto-Dagh, vers le mont Kruschova (point de départ de la ligne du traité de San Stefano).

Du mont Kruschova, la frontière se conforme au tracé déterminé par le traité de San Stefano, c'est à dire la chaîne des Balkans noirs (Kara Balkan), les montagnes Kulaghy-Dagh, Eschek-Tchepellü, Karakolas et Ischiklar, d'où elle descend directement vers le sud-est pour rejoindre la rivière Arda, dont elle suit le thalweg jusqu'à un point située près du village d'Adaćali qui reste à la Turquie.

De ce point, la ligne frontière gravit la crête de Beštepe-Dagh qu'elle suit pour descendre et traverser la Maritza à un point situé à 5 kilomètres en amont de pont du Mustafa Pacha; elle se dirige ensuite vers le nord par la ligne de partage des eaux entre Demirhanli Dere et les petits affluents de la Maritza jusqu'à Küdeler Baïr, d'où elle se dirige à l'est sur Sakar Baïr, de là, traverse la vallée de la Tundža allant vers Büjük Derbend, qu'elle laisse au nord, ainsi que Soudzak. De Büjük Derbend, elle reprend la ligne de partage des eaux entre les affluents de la Tundža au nord et ceux de la Maritza au sud, jusqu'à hauteur de Kaibilar, qui reste à la Roumélie orientale, passe au sud de V. Almali entre le bassin de la Maritza au sud et différents cours d'eau qui se rendent directement vers la mer noire, entre les villages de Belevrint et Alatli; elle suit au Nord de Karanlik

1878 les crêtes de Vosna et Zuvak, la ligne qui sépare les eaux de la Duka de celles du Karagač-Su et rejoint la mer Noire entre les deux rivières de ce nom.

Article XV.

Sa Majesté le Sultan aura le droit de pourvoir à la défense des frontières des terre et de mer de la province en élevant de fortifications sur ces frontières et en y entretenant des troupes.

L'ordre intérieur est maintenu dans la Roumélie orientale par une gendarmerie indigène assistée d'une milice locale.

Pour la composition de ces deux corps, dont les officiers sont nommés par le Sultan, il sera tenu compte, suivant les localités, de la religion des habitants.

Sa Majesté Impériale le Sultan s'engage à ne point employer de troupes irrégulières telles que bachibozouks et Circassiens dans les garnisons des frontières. Les troupes regulières destinées à ce service ne pourront, en aucun cas, être cantonnées chez l'habitants. Lorsq'elles traverseront la province, elle ne pourront y faire de séjour.

Article XVI.

Le Gouverneur Général aura le droit d'appeler le troupes ottomanes dans le cas où la sécurité intérieure ou extérieure de la province se trouverait menacée. Dans l'éventualité prévue, la Sublime Porte devra donner connaissance de cette décision ainsi que des nécessités qui la justifient aux Représentants des Puissances à Constantinople.

Article XVII.

Le Gouverneur Général de la Roumélie orientale sera nommé par la Sublime Porte avec l'assentiment des Puissances, pour un terme de cinq ans.

Article XVIII.

Immédiatement après l'échange des ratifications du présent Traité, une Commission européenne sera formée pour élaborer, d'accord avec la Porte ottomane, l'organisation de la Roumélie orientale. Cette Commission aura à déterminer, dans un délai de trois mois, les pouvoirs et les attributions du Gouverneur Général ainsi que le régime administratif, judiciaire et financier de la province, en prenant pour point de départ les différentes lois sur les vilayets et les propositions faites dans la huitième séance de la Conférence de Constantinople.

L'ensemble des dispositions arrêtées pour la Roumélie 1878
orientale fera l'objet d'un firman Impérial qui sera promulgué par la Sublime Porte et dont elle donnera communication aux Puissances.

Article XIX.

La Commission européenne sera chargée d'administrer, d'accord avec la Sublime Porte, les finances de la province jusqu'à l'achèvement de la nouvelle organisation.

Article XX.

Les traités, conventions et arrangements internationaux, de quelque nature qu'ils soient, conclus ou à conclure entre la Porte et les Puissances étrangères, seront applicables dans la Roumélie orientale comme dans tout l'Empire ottoman. Les immunités et priviléges aquis aux étrangers, quelle que soit leur condition, seront respectés dans cette province. La Sublime Porte s'engage à y faire observer les lois générales de l'Empire sur la liberté religieuse en faveur de tous les cultes.

Article XXI.

Les droits et obligations de la Sublime Porte en ce qui concerne les chemins de fer dans la Roumélie orientale sont maintenus intégralement.

Article XXII.

L'effectif du corps d'occupation russe en Bulgarie et dans la Roumélie orientale sera composé de six divisions d'infanterie et de deux divisions de cavallerie et n'excédera pas 50.000 hommes. Il sera entretenu aux frais du pays occupé. Les troupes d'occupation conserveront leurs communications avec la Russie, non seulement par la Roumanie d'après les arrangements à conclure entre les deux Etats, mais aussi par les ports de la mer Noire, Varna et Burgas, où elles pourront organiser, pour la durée de l'occupation, les dépôts nécessaires.

La durée de l'occupation de la Roumélie orientale et de la Bulgarie par les troupes Impériales russes est fixée à neuf mois, à dater de l'échange des ratifications du présent Traité.

Le gouvernement Impérial russe s'engage à terminer, dans un délai ultérieur de trois mois, le passage de ses troupes à travers la Roumanie et l'évacuation complète de cette Principauté.

Article XXIII.

La Sublime Porte s'engage à appliquer scrupuleusement dans l'île de Crète le réglement organique de 1868 en y apportant les modifications qui seraient jugées équitables.

1878 Des réglements analogues adaptés aux besoins locaux, sauf en ce qui concerne les exemptions d'impôt accordés à la Crète, seront également introduits dans les autres parties de la Turquie d'Europe pour lesquelles une organisation particulière n'a pas été prévue par le présent Traité.

La Sublime Porte chargera des commissions spéciales, au soin desquelles l'élément indigène sera largement représenté, d'élaborer les détails de ces nouveaux règlements dans chaque province.

Les projets d'organisation résultant de ces travaux seront soumis à l'examen de la Sublime Porte qui, avant de promulguer les actes destinés à les mettre en vigueur, prendra l'avis de la commission européenne instituée pour la Roumélie orientale.

Article XXIV.

Dans les cas où la Sublime Porte et la Grèce ne parviendraient pas à s'entendre sur la rectification de frontière indiquée dans le treizième Protocole du congrès de Berlin, l'Allemagne l'Autriche-Hongrie, la France, la Grande Bretagne, l'Italie et la Russie se réservent d'offrir leur médiation aux deux parties pour faciliter les négociations.

Article XXV.

Les provinces de Bosnie et d'Herzégovine seront occupées et administrées par l'Autriche-Hongrie. Le gouvernement d'Autriche-Hongrie ne désirant pas se charger de l'administration du sandjak de Novi-Bazar, qui s'étend entre la Serbie et le Monténégro dans la direction sud-est jusqu'au delà de Mitrovitza, l'administration ottomane continuera d'y fonctionner. Néanmoins, afin d'assurer le maintien du nouvel état politique ainsi que la liberté et la sécurité des voies de communication, l'Autriche-Hongrie se réserve le droit de tenir garnison et d'avoir des routes militaires et commerciales sur toute l'étendue de cette partie de l'ancien vilayet de Bosnie.

A cet effet, les gouvernement d'Autriche-Hongrie et de Turquie se réservent de s'entendre sur les détails.

Article XXVI.

L'indépendance du Monténégro est reconnue par la Sublime Porte et par toutes celles des Hautes Parties contractantes qui ne l'avaient pas encore admise.

Article XXVII.

Les Hautes Parties contractantes sont d'accord sur les conditions suivantes:

Dans le Monténégro, la distinction des croyances reli- 1878
gieuses et des confessions ne pourra être opposée à personne comme un motif d'exclusion ou d'incapacité en ce qui concerne la jouissance des droits civils et politiques, l'admission aux emplois publics, fonctions et honneurs ou l'exercice des différentes professions et industries, dans quelque localité que ce soit. La liberté et la pratique extérieure de tous les cultes seront assurées à tous les ressortissants du Monténégro aussi bien qu'aux étrangers, et aucune entrave ne pourra être apportée soit à l'organisation hiérarchique des différentes communions, soit à leurs rapports avec leurs chefs spirituels.

Article XXVIII.

Les nouvelles frontières du Monténégro sont fixées ainsi qu'il suit:

Le tracé partant de l'Ilinobrdo, au Nord de Klobuk, descend sur la Trebinjčica vers Grančarevo, qui reste à l'Herzégovine, puis remonte le cours de cette rivière jusqu'à un point situé à un kilomètre en aval du confluent de la Čepelika et, de là, rejoint, par la ligne la plus courte, les hauteurs qui bordent la Trebinjčica. Il se dirige ensuite vers Pilatova, laissant ce village au Monténégro, puis continue par les hauteurs dans la direction nord, en se maintenant, autant que possible, à une distance de 6 kilomètres de la route Bilek-Korito-Gacko, jusqu'au col situé entre la Somina-Planina et le mont Čurilo, d'où il se dirige à l'Est par Vratkovići, laissant ce village à l'Herzégovine, jusqu'au mont Orline. A partir de ce point, la frontière — laissant Ravno au Monténégro — s'avance directement par le Nord-Nord-Est en traversant les sommets du Leberšnik et du Volujak, puis descend par la ligne la plus courte sur la Piva, qu'elle traverse, et rejoint la Tara en passant entre Crkvica et Nedvina. De ce point, elle remonte la Tara jusqu'à Moikovac, d'où elle suit la crête du contrefort jusqu'à Siško-Yézéro. A partir de cette localité, elle se confond avec l'ancienne frontière jusqu'au village de Sekulare. De là, la nouvelle frontière se dirige par les crêtes de la Mokra Planina, le village de Mokra restant au Monténégro, puis elle gagne le point 2166 de la carte de l'état-major autrichien en suivant la chaîne principale et la ligne du partage des eaux, entre le Lim d'un côté, et le Drin, ainsi que la Cievna (Zem) de l'autre.

Elle se confond ensuite avec les limites actuelles entre la tribu de Kuči-Drekalovići d'un côté, et la Kučka-Kraïna ainsi que les tribus des Clementi et Grudi de l'autre, jusqu'à

1878 la plaine de Podgorica, d'où elle se dirige sur Plavnica, laissant à l'Albanie les tribus des Clementi, Grudi et Hotti.

De là, la nouvelle frontière traverse le lac près de l'îlot de Gorica-Topal et, à partir de Gorica-Topal, elle atteint directement les sommets de la crête, d'où elle suit la ligne du partage des eaux entre Megured et Kalimed, laissant Mrković au Monténégro, et rejoignant la mer Adriatique à V. Kruči.

Au nord-ouest, le tracé sera formé par une ligne passant de la côte entre les villages Šušana et Zubci et aboutissant à la pointe extrême sud-est de la frontière actuelle du Monténégro sur la Vrsuta-Planina.

Article XXIX.

Antivari et son littoral sont annexés au Monténégro sous les conditions suivantes:

Les contrées situées au Sud de ce territoire, d'après la délimitation ci-dessus déterminée, jusqu'à la Boyana, y compris Dulcigno, seront restituées à la Turquie.

La commune de Spizza, jusqu'à la limite septentrionale du territoire indiqué dans la description détaillée des frontières, sera incorporé à la Dalmatie.

Il y aura pleine et entière liberté de navigation sur la Boyana pour le Monténégro. Il ne sera pas construit des fortifications sur le parcours de ce fleuve, à l'exception de celles qui seraient nécessaires à la défense locale de la place de Scutari lesquelles ne s'étendront pas au delà d'une distance de six kilomètres de cette ville.

Le Monténégro ne pourra avoir ni bâtiments ni pavillon de guerre.

Le port d'Antivari et toutes les eaux du Monténégro resteront fermées aux bâtiments de guerre de toutes les nations.

Le fortifications situées entre le lac et le littoral sur le territoire monténégrin seront rasées et il ne pourra en être élevé de nouvelles dans cette zône.

La police maritime et sanitaire, tant à Antivari que le long de la côte du Monténégro, sera exercée par l'Autriche-Hongrie au moyen de bâtiments légers gardes-côtes.

Le Monténégro adoptera la législation maritime en vigueur en Dalmatie. De son côté l'Autriché-Hongrie s'engage à accorder sa protection consulaire au pavillon marchand monténégrin.

Le Monténégro devra s'entendre avec l'Autriche-Hongrie sur le droit de construire et d'entretenir à travers les nouveau territoire monténégrin une route et un chemin de fer.

Une entière liberté de communications sera assurée sur ces voies. 1878

Article XXX.

Les musulmans ou autres qui possèdent des propriétés dans les territoires annexés au Monténégro et qui voudraient fixer leur résidence hors de la Principauté pourront conserver leurs immeubles en les affermant ou en les faisant administrer par des tiers.

Personne ne pourra être exproprié que légalement pour cause d'intérêt public, et moyennant une indemnité préalable.

Une Commission turco-monténégrine sera chargée de régler dans le terme de trois ans toutes le affaires relatives au mode d'aliénation, d'exploitation et d'usage pour le compte de la Sublime Porte des propriétés de l'Etat et des fondations pieuses (vacoufs) ainsi que les questions relatives aux intérêts des particuliers qui s'y trouveraint engagés.

Article XXXI.

La Principauté du Monténégro s'entendra directement avec la Porte ottomane sur l'institution d'agents monténégrins à Constantinople et dans certaines localités de l'Empire ottoman où la nécessité en sera reconnue.

Les Monténégrins voyageant ou séjournant dans l'Empire ottoman seront soumis aux lois et aux autorités ottomanes suivant les principes généraux du droit international et les usages établis concernant les Monténégrins.

Article XXXII.

Les troupes du Monténégro seront tenues d'évacuer dans un délai de vingt jours à partir de l'échange des ratifications du présent Traité ou plus tôt, si faire se peut, le territoire qu'elles occupent en ce moment en dehors des nouvelles limites de la Principauté.

Les troupes ottomanes évacueront les territoires cédés au Monténégro dans le même délai de vingt jours. Il leur sera toutefois accordé un terme supplémentaire de quinze jours, tant pour quitter les places fortes et pour en retirer les approvisionnements et le matériel, que pour dresser l'inventaire des engins et objets qui ne pourraient être enlevés immédiatement.

Article XXXIII.

Le Monténégro devant supporter une partie de la dette publique ottomane pour les nouveaux territoires qui lui sont

1878 attribués par le Traité de paix, les Représentants des Puissances à Constantinople en détermineront le montant de concert avec la Sublime Porte sur une base équitable.

Article XXXIV.

Les Hautes Parties contractantes reconnaissent l'indépendance de la Principauté de Serbie en la rattachant aux conditions exposées dans l'article suivant.

Article XXXV.

En Serbie, la distinction des croyances religieuses et des confessions ne pourra être opposée à personne comme un motif d'exclusion ou d'incapacité en ce qui concerne la jouissance de droits civils et politiques, l'admission aux emplois publics, fonctions et honneurs ou l'exercice de différentes professions et industries, dans quelque localité que se soit.

La liberté et la pratique extérieure de tous les cultes seront assurées à tous les ressortissants de la Serbie aussi bien qu'aux étrangers, et aucune entrave ne pourra être apportée soit à l'organisation hiérarchique des différentes communions, soit à leurs rapports avec leurs chefs spirituels.

Article XXXVI.

La Serbie reçoit les territoires inclus dans la délimitation ci-après :

La nouvelle frontière suit le tracé actuel en remontant le thalweg de la Drina depuis son confluent avec la Save, laissant à la Principauté le Mali Zvornik et Sakhar, et continue à longer l'ancienne limite de la Serbie jusqu'au Kopaonik, dont elle se détache au sommet du Kanilug. De là, elle suit d'abord la limite occidentale du sandjak de Nisch par le contrefort sud du Kopaonik, par les crêtes de la Maritza et Mrdar Planina, qui forment la ligne de partage des eaux entre les bassins de l'Ibar et de la Sitnica d'un côté, et celui de la Toplica de l'autre, laissant Prépolac à la Turquie.

Elle tourne ensuite vers le Sud par la ligne du partage des eaux entre le Brvenica et la Medvedja, laissant tout le bassin de la Medvedja à la Serbie, suit la crête de la Goljak Planina (formant le partage des eaux entre la Kriva Rjeka d'un côté, et la Poljanica, la Veternica et la Morava de l'autre) jusqu'au sommet de la Poljanica. Puis elle se dirige par le contrefort de la Karpina Planina jusqu'au confluent de la Koïnka avec la Morava, traverse cette rivière, remonte par la ligne de partage des eaux entre le ruisseau Koïnska et le ruisseau qui tombe dans la Morava près de Neradovce, pour

rejoindre la Planina Sv. Ilija au dessus de Trgovište. De cet 1878
point, elle suit la crête de Sv. Ilija jusqu'au mont Kljuc, et, passant par les points indiqués sur la carte par 1516 et 1547 et par la Babina Gora, elle aboutit au mont Crni Vrh.

A partir du mont Crni Vrh, la nouvelle délimitation se confond avec celle de la Bulgarie, c'est à dire:

La ligne frontière suit la ligne de partage des eaux entre la Strouma et la Morava par les sommets du Strešer, Vilogolo et Mešid Planina, rejoint par la Gačina, Crna Trava, Darkovska et Drainica plan, puis le Déščani Kladanec, la ligne ne partage des eaux de la Haute Sukova et de la Morova, va directement sur le Stol et en descend pour couper, à 1000 mètres au Nord-Ouest du village de Seguša, la route de Sophia à Pirot. Elle remonte, en ligne droite, sur la Vidlić Planina, et de là, sur le monte Radočina, dans la chaîne du Kodža Balkan, laissant à la Serbie le village de Doïkinci et à la Bulgarie celui de Senakos.

Du sommet du mont Radočina, la frontière suit vers le Nord-Ouest la crête des Balkans par Ciprovec Balkan et Stara Planina jusqu'a l'ancienne frontière orientale de la Principauté de Serbie près la Kula Smiljova Čuka et, de là, cette ancienne frontière jusqu'au Danube qu'elle rejoint à Rakovitza.

Article XXXVII.

Jusqu'à la conclusion de nouveaux arrangements, rien ne sera changé en Serbie aux conditions actuelles des relations commerciales de la Principauté avec les pays étrangers.

Aucun droit de transit ne sera prélevé sur les marchandises traversant la Serbie.

Les immunités et priviléges des sujets étrangers ainsi que les droits de juridiction et de protection consulaires tels qu'ils existent aujourd'hui, resteront en pleine vigueur tant qu'ils n'auront pas été modifiés d'un commun accord entre la Principauté et les Puissances intéressées.

Article XXXVIII.

La Principauté de Serbie est substituée, pour sa part, aux engagements que la Sublime Porte a contractés, tant envers l'Autriche-Hongrie qu'envers la compagnie pour l'exploitation des chemins de fer de la Turquie d'Europe par rapport à l'achèvement et au raccordement ainsi qu'à l'exploitation des lignes ferrées à construire sur le territoire nouvellement acquis par la Principauté.

1878 Les conventions nécessaires pour régler ces questions seront conclues, immédiatement après la signature du présent Traité, entre l'Autriche-Hongrie, la Porte, la Serbie et, dans les limites de sa compétence, la Principautè de Bulgarie.

Article XXXIX.

Les musulmans qui possèdent des propriétés dans les territoires annexés a la Serbie et qui voudraient fixer leur résidence hors de la Principauté, pourront y conserver leurs immeubles en les affermant ou en les faisant administrer par des tiers.

Une commission turco-serbe sera chargée de régler, dans le délai de trois années, toutes les affaires relatives au mode d'aliénation, d'exploitation ou d'usage pour le compte de la Sublime Porte, des propriétés de l'Etat et des fondations pieuses (vacoufs) ainsi que les questions relatives aux intérêts des particuliers qui pourraient s'y trouver engagés.

Article XL.

Jusqu'à la conclusion d'un Traité entre la Turquie et la Serbie, les sujets serbes voyageant ou séjournant dans l'Empire ottoman seront traités suivant les principes généraux du droit international.

Article XLI.

Les troupes serbes seront tenues d'évacuer, dans le délai de quinze jours à partir de l'échange des ratifications du présent Traité, le territoire non compris dans les nouvelles limites de la Principauté.

Les troupes ottomanes évacueront les territoires cédés à la Serbie dans le même délai de quinze jours. Il leur sera toutefois accordé un terme supplémentaire du même nombre de jours, tant pour quitter les places fortes et pour en retirer les approvisionnements et le matériel, que pour dresser l'inventaire des engins et objets qui ne pourraient être enlevés immédiatement.

Article XLII.

La Serbie devant supporter une partie de la dette publique ottomane pour les nouveaux territoires qui lui sont attribués par le présent Traité, les Représentants à Constantinople en détermineront le montant, de concert avec la Sublime Porte sur une base équitable.

Article XLIII.

Les Hautes Parties contractantes reconnaissent l'indépendance de la Roumanie en la rattachant aux conditions exposées dans les deux articles suivants.

Article XLIV. 1878

En Roumanie, la distinction de croyances religieuses et des confessions ne pourra être opposée à personne comme un motif d'exclusion ou d'incapacité en ce qui concerne la jouissance des droits civils et politiques, l'admission aux emplois publics, fonctions et honneurs, ou l'exercice des différentes professions et industries, dans quelque localité que ce soit.

La liberté et le pratique extérieure de tous les cultes seront assurées à tous les ressortissants de l'Etat roumain aussi bien qu'aux étrangers, et aucune entrave ne sera apportée soit à l'organisation hiérarchique des différentes communions, soit à leurs rapports avec leurs chefs spirituels.

Les nationaux de toutes les Puissances, commerçants ou autres, seront traités en Roumanie, sans distinction de religion, sur le pied d'une parfaite égalité.

Article XLV.

La Principauté de Roumanie rétrocède à Sa Majesté l'Empereur de Russie la portion du territoire de la Bessarabie détaché de la Russie en suite du Traité de Paris de 1856 limitée à l'Ouest par le thalweg du Pruth, au midi par le thalweg du bras de Kilia et l'embouchure de Stari-Stamboul.

Article XLVI.

Les îles formant le Delta du Danube ainsi que l'île des Serpents, le sandjak de Toultcha comprenant les districts (cazas) de Kilia, Soulina Mahmoudié, Isaktcha, Toultcha, Matchin, Babadagh, Hirsova, Kustendje, Medjidié, sont réunis à la Roumanie. La Principauté reçoit en outre le territoire situé au Sud de la Dobroudja jusqu'à une ligne ayant son point de départ à l'Est de Silistrie et aboutissant à la mer Noire au Sud de Mangalia.

Le tracé de la frontière sera fixé sur les lieux par la Commission Européenne instituée pour la délimitation de la Bulgarie.

Article XLVII.

La question du partage des eaux et des pêcheries sera soumise à l'arbitrage de la Commission Européenne du Danube.

Article XLVIII.

Aucun droit de transit ne sera prélevé en Roumanie sur les marchandises traversant la Principauté.

1878

Article XLIX.

Des conventions pourront être conclues par la Roumanie pour régler les priviléges et attributions des Consuls en matière de protection dans la Principauté. Les droits acquis resteront en vigueur tant qu'ils n'auront pas été modifiés d'un commun accord entre la Principauté et les parties intéressées.

Article L.

Jusqu'à la conclusion d'un traité réglant les priviléges et attributions des Consuls entre la Turquie et la Roumanie, les sujets roumains voyageant ou séjournant dans l'Empire ottoman et les sujets ottomans voyageant ou séjournant en Roumanie jouiront des droits garantis aux sujets des autres Puissances Européennes.

Article LI.

En ce qui concerne les entreprises de travaux publics et autres de même nature, la Roumanie sera substituée, pour tout le territoire cédé, aux droits et obligations de la Sublime Porte.

Article LII.

Afin d'accroître les garanties assurées à la liberté de la navigation sur le Danube reconnue comme étant d'intérêt européen, les Hautes Parties contractantes décident que toutes les forteresses et fortifications qui se trouvent sur le parcours du fleuve depuis les Portes de fer jusqu'à ses embouchures seront rasées et qu'il n'en sera pas élevé de nouvelles. Aucun bâtiment de guerre ne pourra naviguer sur le Danube en aval des Portes de fer, à l'exception des bâtiments légers destinés à la police fluviale et au service des douanes. Les stationnaires des Puissances aux embouchures du Danube pourront toutefois remonter jusqu'à Galatz.

Article LIII.

La Commission Européenne du Danube, au sein de laquelle la Roumanie sera représentée, est maintenue dans ses fonctions et les exercera dorénavant jusqu'à Galatz dans une complète indépendance de l'autorité territoriale. Tous les traités, arrangements, actes et décisions relatifs à ses droits, priviléges, prérogatives et obligations sont confirmés,

Article LIV.

Une année avant l'expiration du terme assigné à la durée de la Commission Européenne, les Puissances se mettront d'accord

sur la prolongation de ses pouvoirs ou sur les modifications 1878
qu'elles jugeraient nécessaires d'y introduire.

Article LV.

Les règlements de navigation, de police fluviale et de surveillance depuis les Portes de fer jusqu'à Galatz seront élaborés par la Commission Européenne assistée de Délégués des Etats riverains et mis en harmonie avec ceux qui ont été ou seraient édictés pour le parcours en aval de Galatz.

Article LVI.

La Commission Européenne du Danube s'entendra avec qui de droit pour assurer l'entretien du phare sur l'île des Serpents.

Article LVII.

L'exécution des travaux destinés à faire disparaître les obstacles que les Portes de fer et les cataractes opposent à la navigation est confiée à l'Autriche-Hongrie. Les États riverains de cette partie du fleuve accorderont toutes les facilités qui pourraient être requises dans l'intérêt des travaux.

Les dispositions de l'article VI du Traité de Londres du 13 mars 1871 relatives au droit de percevoir une taxe provisoire pour couvrir les frais de ces travaux sont maintenues en faveur de l'Autriche-Hongrie.

Article LVIII.

La Sublime Porte cède à l'Empire russe en Asie les territoires d'Ardahan, Kars et Batoum avec ce dernier port, ainsi que tous les territoires compris entre l'ancienne frontière russo-turque et le tracé suivant:

La nouvelle frontière partant de la mer Noire conformément à la ligne déterminée par le Traité de San Stefano jusqu'à un point au Nord-Ouest de Khorda et au Sud d'Artwin, se prolonge en ligne droite jusqu'à la rivière Tchoroukh, traverse cette rivière et passe à l'Est d'Aschmichen, en allant en ligne droite au Sud pour rejoindre la frontière Russe indiquée dans le Traité de San Stefano à un point au Sud de Nariman, en laissant la ville d'Olti à la Russie. Du point indiqué près de Nariman, la frontière tourne à l'Est, passe par Tebrenec qui reste à la Russie et s'avance jusqu'au Pennek Tchaï.

Elle suit cette rivière jusqu'à Bardouz, puis se dirige vers le Sud, en laissant Bardouz et Jenikiöj à la Russie. D'un point à l'Ouest du village de Karaougan, la frontière se dirige sur Medjingert, continue en ligne directe vers le sommet de la

1878 montagne Lassa Dagh et longe la ligne du partage des eaux entre les affluents de l'Araxe au Nord et ceux du Mourad Sou au Sud, jusqu'à l'ancienne frontière de la Russie.

Article LIX.

Sa Majesté l'Empereur de Russie déclare que Son intention est d'ériger Batoum en port franc, essentiellement commercial.

Article LX.

La vallée d'Alachkerd et la ville de Bayazid cédées à la Russie par l'article XIX du Traité de San Stefano font retour à la Turquie.

La Sublime Porte cède à la Perse la ville et le territoire de Khotour tel qu'il a été déterminé par la Commision mixte anglo-russe pour la délimitation des frontières de la Turquie et de la Perse.

Article LXI.

La Sublime Porte s'engage à réaliser, sans plus de retard, les améliorations et les réformes qu'exigent les besoins locaux par les provinces habitées par les Arméniens et à garantir leur sécurité contre les Circassiens et les Kurdes. Elle donnera connaissance périodiquement des mesures prises à cet effet aux Puissances qui en surveilleront l'application.

Article LXII.

La Sublime Porte ayant exprimé la volonté de maintenir le principe de la liberté religieuse en y donnant l'extension la plus large, les Parties contractantes prennent acte de cette déclaration spontanée.

Dans aucune partie de l'Empire ottoman, la différence de religion ne pourra être opposée à personne comme un motif d'exclusion ou d'incapacité en ce qui concerne l'usage des droits civils et politiques, l'admission aux emplois publics, fonctions et honneurs ou l'exercice des différentes professions et industries.

Tous seront admis, sans distinction de religion, à témoigner devant les tribunaux.

La liberté et la pratique extérieure de tous les cultes sont assurées à tous et aucune entrave ne pourra être apportée soit à l'organisation hiérarchique des différentes communions, soit à leurs rapports avec leurs chefs spirituels.

Les ecclésiastiques, les pélerins et les moines de toutes les nationalités voyageant dans la Turquie d'Europe ou la Turquie d'Asie jouiront des mêmes droits, avantages et priviléges.

Le droit de protection officielle est reconnu aux Agents diplomatiques et consulaires des Puissances en Turquie, tant à l'égard des personnes susmentionnées que de leurs établissements religieux, de bienfaisance et autres dans les Lieux Saints et ailleurs. 1878

Les droits acquis à la France sont expressément réservés et il est bien entendu qu'aucune atteinte ne saurait être portée au statu quo dans les Lieux Saints.

Les moines du mont Athos, quel que soit leur pays d'origine, seront maintenus dans leurs possessions et avantages antérieurs et jouiront, sans aucune exception, d'une entière égalité de droits et prérogatives.

Article LXIII.

Le Traité de Paris du 30 mars 1856 ainsi que le Traité de Londres du 13 mars 1871 sont maintenus dans toutes celles de leurs dispositions qui ne sont pas abrogées ou modifiées par les stipulations qui précèdent.

Article LXIV.

Le présent Traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Berlin dans un délai de trois semaines ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs l'ont signé et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Berlin, le treizième jour du mois de juillet mil huit cent soixante dix-huit.

(*Suivent les signatures.*)

(Uebersetzung.)

Im Namen Gottes des Allmächtigen!

Seine Majestät der Kaiser von Oesterreich, König von Böhmen etc. und Apostolischer König von Ungarn, Seine Majestät der deutsche Kaiser, König von Preussen, der Präsident der französischen Republik, Ihre Majestät die Königin des vereinigten Königreichs Grossbritannien und Irland, Kaiserin von Indien, Seine Majestät der König von Italien, Seine Majestät der Kaiser aller Reussen und Seine Majestät der Kaiser der Ottomanen mit dem Wunsche, die im Oriente durch die Ereignisse der letzten Jahre und durch den Krieg, welchem der Präliminarvertrag von San Stefano ein Ziel gesetzt hat, hervorgerufenen Fragen in einem Gedanken europäischer Ordnung entsprechend den Stipulationen des Pariser Vertrages vom 30. März 1856 zu regeln, sind einmüthig der Ansicht gewesen,

1878 dass die Vereinigung zu einem Congresse das beste Mittel bieten würde, um ihr Einvernehmen zu erleichtern.

Ihre Majestäten und der Präsident der französischen Republik haben in Folge dessen zu Ihren Bevollmächtigten ernannt:

Seine Majestät der Kaiser von Oesterreich, König von Böhmen etc. und Apostolischer König von Ungarn:

Den Herrn Grafen Andrássy v. Csik-Szent-Király und Kraszna-Horka, Grand von Spanien erster Classe, wirklichen Geheimen Rath, Seinen Minister des kaiserlichen Hauses und der auswärtigen Angelegenheiten, Feldmarschall-Lieutenant in Seiner Armee;

den Herrn Ludwig Grafen Károlyi von Nagy-Károly, Kämmerer und wirklichen Geheimen Rath, Seinen ausserordentlichen und bevollmächtigten Botschafter bei Seiner Majestät dem deutschen Kaiser, König von Preussen, und

dem Herrn Heinrich Freiherrn v. Haymerle, wirklichen Geheimen Rath, Seinen ausserordentlichen und bevollmächtigten Botschafter bei Seiner Majestät dem König von Italien.

Seine Majestät der deutsche Kaiser und König von Preussen:

den Herrn Fürsten Otto von Bismarck, seinen Präsidenten des Ministerconseils von Preussen, Reichskanzler;

den Herrn Bernhard Ernst v. Bülow, Seinen Staatsminister, Staatssecretär im Departement der auswärtigen Angelegenheiten, und

den Herrn Chlodwig Carl Victor Prinzen v. Hohenlohe-Schillingsfürst, Fürsten v. Ratibor und Corvey, Seinen ausserordentlichen und bevollmächtigten Botschafter bei der französischen Republik, königlich baierischen Kron-Oberstkämmerer.

Der Präsident der französischen Republik:

den Herrn Wilhelm Heinrich Waddington, Senator, Mitglied des Institutes, Minister, Staatssecretär im Departement der auswärtigen Angelegenheiten;

den Herrn Charles Raymond de la Croix de Chevrière, Grafen v. Saint-Vallier, Senator, ausserordentlichen und bevollmächtigten Botschafter Frankreichs bei Seiner Majestät dem deutschen Kaiser, König von Preussen, und

den Herrn Felix Hippolyt Desprez, Staatsrath, bevollmächtigten Minister erster Classe, betraut mit der Direction der politischen Angelegenheiten im Ministerium des Aeussern.

Ihre Majestät die Königin des Vereinigten Königreiches von Grossbritannien und Irland, Kaiserin von Indien:

den sehr ehrenwerthen Benjamin Disraeli Grafen von Beaconsfield, Viscount Hughenden, Peer des Parlaments, Mit-

glied des höchst ehrenwerthen Geheimen Rathes Ihrer Majestät, 1878
ersten Lord des Schatzes Ihrer Majestät und Premierminister von England;

den höchst ehrenwerthen Robert Arthur Talbot Gascoyne Cecil Marquis v. Salisbury, Grafen v. Salisbury, Viscount Cranborne, Baron Cecil, Peer des Parlaments, Mitglied des höchst ehrenwerthen Geheimen Rathes Ihrer Majestät, Haupt-Staatssecretär im Departement der auswärtigen Angelegenheiten, und

den sehr ehrenwerthen Lord Odo William Leopold Russell, Mitglied des Geheimen Rathes Ihrer Majestät, Ihren ausserordentlichen und bevollmächtigten Botschafter bei Seiner Majestät dem deutschen Kaiser, König von Preussen.

Seine Majestät der König von Italien:

den Herrn Luigi Grafen Corti, Senator, Seinen Minister für die auswärtigen Angelegenheiten, und

den Grafen Eduard de Launay, Seinen ausserordentlichen und bevollmächtigten Botschafter bei Seiner Majestät dem deutschen Kaiser, König von Preussen.

Seine Majestät der Kaiser aller Reussen:

den Herrn Alexander Fürsten Gortschakow, Seinen Reichskanzler;

den Herrn Peter Grafen v. Schuwaloff, General der Cavallerie, Seinen General-Adjutanten, Mitglied des Staatsrathes und ausserordentlichen und bevollmächtigten Botschafter bei Ihrer britischen Majestät, und

den Herrn Paul d'Oubril, wirklichen Geheimen Rath, Seinen ausserordentlichen und bevollmächtigten Botschafter bei Seiner Majestät dem deutschen Kaiser, König von Preussen.

Seine Majestät der Kaiser der Ottomanen:

Alexander Karatheodory Pascha, Minister der öffentlichen Arbeiten;

Mehemed Ali Pascha, Muschir Seiner Armeen, und

Sadullah Bey, Seinen ausserordentlichen und bevollmächtigten Botschafter bei Seiner Majestät dem deutschen Kaiser, König von Preussen;

welche sich auf Vorschlag des österreichisch-ungarischen Hofes und in Folge Einladung des deutschen Hofes in Berlin mit Vollmachten, die in guter und geziemender Form befunden worden sind, vereinigt haben.

Nachdem eine Uebereinstimmung unter ihnen glücklich erzielt worden ist, sind sie über folgende Stipulationen übereingekommen:

1878

Artikel I.

Bulgarien wird zu einem selbstständigem und tributpflichtigen Fürstenthume unter der Suzeränetät Seiner kaiserlichen Majestät des Sultans erhoben. Es wird eine christliche Regierung und eine Nationalmiliz haben.

Artikel II.

Das Fürstenthum Bulgarien wird aus folgenden Territorien bestehen:

Die Grenze folgt im Norden dem rechten Donau-Ufer von der alten serbischen Grenze bis zu einem Punkte, welcher von einer europäischen Commission im Osten von Silistria zu bestimmen sein wird, und richtet sich von dort nach dem Schwarzen Meere im Süden von Mangalia, welches an das rumänische Territorium angeschlossen ist. Das Schwarze Meer bildet die östliche Grenze der Bulgarei. Im Süden steigt die Grenze von seiner Einmündung den Thalweg des Baches hinauf, an welchem die Dörfer Hodžakiöi, Selam-Kiöi, Aivadšik, Kulibe und Sudžuluk liegen, überschreitet schräg das Thal von Deli-Kamčik, geht südlich von Belibe und von Kehamlik und nördlich von Hadžimahale vorbei, nachdem sie den Deli-Kamčik überschritten hat, 2½ Kilometer flussaufwärts von Cengei, gewinnt den Kamm bei einem Punkte, der zwischen Tekenlik und Aidosbredža liegt, und folgt ihm über Karnabat-Balkan, Priserica-Balkan und Kazan-Balkan, nördlich von Kotel bis Demir-Kapu. Sie setzt an der Hauptkette des grossen Balkan fort, deren ganze Ausdehnung sie verfolgt bis zu dem Gipfel von Kosika.

Dort verlässt sie den Kamm des Balkans, steigt südlich herab zwischen den Dörfern Pirtop und Dužanci, von denen das eine Bulgarien, das andere Ostrumelien überlassen bleibt, bis zu dem Bache Tuzlu-Dere, folgt diesem Wasserlaufe bis zu seiner Verbindung mit der Topolnica, dann diesem Flusse bis zu seinem Zusammenflusse mit dem Smovskio-Dere bei dem Dorfe Petricevo, indem sie Ostrumelien eine Zone von zwei Kilometern Umfang flussaufwärts dieses Zusammenflusses lässt, steigt zwischen den Bächen von Smovskio-Dere und der Kamenica hinauf, die Wasserscheide zwischen beiden verfolgend, um sich nach Südwesten auf die Höhe von Voinjak zu wenden und direct den Punkt 875 der österreichischen Generalstabskarte zu gewinnen.

Die Grenze schneidet in gerader Linie das obere Becken des Baches Ichtiman-Dere, geht zwischen Bogdina und Karaula durch, um die Wasserscheide der Gewässer zu erreichen,

welche die Becken des Isker und der Marica trennt, zwischen 1878
Čamurli und Hadžilar, folgt dieser Linie über die Gipfel von Velina Mogila, den Berg 531, Zmailica Vrh, Sumnatica und erreicht die Verwaltungsgrenze des Sandschaks von Sophia zwischen Šivri-Taš und Cadir-Tepe.

Von Čadir-Tepe folgt die Grenze, gegen Südwest laufend, der Wasserscheide zwischen den Bassins von Mesta Karasu einerseits und der Struma Karasu anderseits, läuft an den Gebirgskämmen des Rhodope, genannt Demir-Kapu, Iskoftepe, Kadimesar-Balkan und Aidschi-Gedük bis zu dem Kapetnik-Balkan und läuft so mit der alten administrativen Grenze des Sandschaks von Sophia zusammen.

Vom Kapetnik-Balkan ist die Grenze durch die Wasserscheide zwischen den Thälern der Rilskareka und der Bistritzareka angezeigt und folgt den Vorbergen, genannt Vodenica-Planina, um in das Thal der Struma zum Zusammenflusse dieses Flusses mit der Rilskareka hinabzusteigen, indem sie das Dorf Barakli der Türkei überlässt. Sie steigt dann wieder südlich von dem Dorfe Jelešnica, um auf dem kürzesten Wege die Kette der Golema-Planina bei dem Gipfel Gitka zu erreichen und dort die alte administrative Grenze des Sandschaks von Sophia zu gewinnen, indem sie jedoch der Türkei das ganze Bassin der Suhareka überlässt.

Von dem Berge Gitka geht die Westgrenze nach dem Berge Crni-Vrh über die Berge von Karvena-Jabuka, indem sie der alten administrativen Grenze des Sandschaks von Sophia in dem oberen Theile der Bassins von Egrisu und der Lepnica folgt, ersteigt mit denselben die Kämme der Babina-polana und langt bei dem Berge Crni-Vrh an.

Vom Berge Crni-Vrh folgt die Grenze der Wasserscheide zwischen der Struma und der Morawa über die Gipfel von Strešer, Vilogolo und Mešid-Plenina, erreicht über Gatschina, Crna-Trava, Darkowska und Drainitza-plan, dann Deščani-Kladanec, die Wasserscheide zwischen der oberen Sukowa und der Morava, geht direct über den Stol und steigt hinab, um auf 1000 Meter nordwestlich von dem Dorfe Seguša die Strasse von Sophia nach Pirot zu scheiden. Sie steigt in gerader Linie auf die Vidlic-Planina und von da auf den Berg Radoćina in der Kette des Kodža-Balkan, indem sie bei Serbien das Dorf Doikinci und bei Bulgarien das Dorf Senakos lässt.

Vom Gipfel des Berges Radočina folgt die Grenze gegen Westen dem Kamm des Balkans über Ciprovec-Balkan und Stara-Planina bis zu der alten östlichen Grenze des Fürstenthums Serbien bei der Kula Smiljova-Čuka und von dort

1878 dieser alten Grenze bis zur Donau, welche sie bei Rakovitza erreicht.

Diese Begrenzung wird an Ort und Stelle durch die europäische Commission, in welcher die Signatarmächte repräsentirt sind, festgestellt werden. Es ist wohl verstanden:

1. dass diese Commission die Nothwendigkeit für Seine kaiserliche Majestät den Sultan, die Grenzen des Balkans und Ostrumeliens vertheidigen zu können, in Betracht ziehen wird;

2. dass keine Befestigungen in einem Rayon von 10 Kilometern um Samakow errichtet werden dürfen.

Artikel III.

Der Fürst von Bulgarien wird durch die Bevölkerung frei gewählt und von der hohen Pforte mit der Zustimmung der Mächte bestätigt werden. Kein Mitglied der regierenden Dynastien der europäischen Grossmächte kann zum Fürsten von Bulgarien gewählt werden.

Im Falle einer Vacanz der fürstlichen Würde wird die Wahl des neuen Fürsten unter denselben Bedingungen und denselben Formen geschehen.

Artikel IV.

Eine nach Tirnova zusammenberufene Versammlung von Notablen Bulgariens wird vor der Wahl des Fürsten das organische Reglement des Fürstenthums ausarbeiten.

In den Localitäten, wo die Bulgaren mit türkischen, rumänischen, griechischen oder anderen Bevölkerungen vermischt sind, wird den Rechten und Interessen dieser Bevölkerungen, insoweit es die Wahlen und die Ausarbeitung des organischen Reglements betrifft, Rechnung getragen werden.

Artikel V.

Die folgenden Dispositionen werden die Grundlagen des öffentlichen Rechtes Bulgariens bilden:

Der Unterschied der Religion und der Confession darf gegen Niemanden als ein Grund der Ausschliessung oder der Unfähigkeit, sofern es den Genuss der bürgerlichen und politischen Rechte, die Zulassung zu öffentlichen Aemtern, Functionen und Ehrenstellen oder die Ausübung der verschiedenen Professionen und Industrien betrifft, geltend gemacht werden, in welchem Orte es auch sei.

Die Freiheit und die öffentliche Ausübung aller Culte sind allen Einheimischen Bulgariens so gut wie den Fremden gesichert, und kein Hinderniss darf der hierarchischen Orga-

nisation der verschiedenen Religions-Gemeinschaften oder 1878
deren Beziehungen zu ihren geistlichen Häuptern entgegengestellt werden.

Artikel VI.

Die provisorische Verwaltung Bulgariens wird bis zur Vollendung des organischen Reglements durch einen kaiserlich russischen Commissär geleitet werden. Ein kaiserlich ottomannischer Commissär, ebenso wie die ad hoc von den anderen Signatarmächten des gegenwärtigen Vertrages delegirten Consuln werden berufen sein, ihm beizustehen, um die Functionirung dieses provisorischen Regimes zu controliren. Im Falle des Meinungszwiespaltes zwischen den delegirten Consuln wird die Majorität entscheiden, und, im Falle der Meinungsverschiedenheit zwischen dieser Majorität und dem kaiserlich russischen oder dem kaiserlich ottomannischen Commissär, müssen die Vertreter der Signatarmächte in Constantinopel in einer Conferenz vereinigt darüber entscheiden.

Artikel VII.

Das provisorische Regiment kann nicht über einen Zeitraum von neun Monaten, gerechnet von dem Austausch der Ratificationen des gegenwärtigen Tractates, verlängert werden.

Nach Fertigstellung des organischen Reglements wird unmittelbar zu der Wahl des Fürsten von Bulgarien geschritten. Sobald der Fürst eingesetzt ist, wird die neue Organisation in Kraft gesetzt und das Fürstenthum tritt in den vollen Genuss seiner Autonomie.

Artikel VIII.

Die Handels- und Schiffahrtsverträge, ebenso wie alle Conventionen und Abmachungen, die zwischen den fremden Mächten und der Pforte geschlossen worden und heute in Kraft sind, werden in dem Fürstenthum Bulgarien aufrechterhalten und keine Aenderung wird darin hinsichtlich einer Macht Platz finden, bevor diese nicht ihre Zustimmung dazu gegeben hat.

Kein Transitzoll wird in Bulgarien auf die durch dieses Fürstenthum gehenden Waaren erhoben.

Die Nationalen und der Handel aller Mächte werden auf dem Fusse einer vollkommenen Gleichheit daselbst behandelt.

Die Immunitäten und Privilegien der fremden Unterthanen, sowie die Rechte der Jurisdiction und des Schutzes der Consuln, so wie sie durch Capitulationen und die Gebräuche festgestellt sind, bleiben in voller Kraft, so lange sie nicht durch das Einverständniss der dabei interessirten Parteien modificirt worden sind.

1878

Artikel IX.

Der Betrag des jährlichen Tributes, den das Fürstenthum Bulgarien dem suzeränen Hofe zahlen wird, indem es ihn an die Bank, welche die hohe Pforte bezeichnet, später abführt, wird durch ein Einverständniss zwischen den Signatarmächten des gegenwärtigen Vertrages zum Schlusse des ersten Jahres des Inkraftseins der neuen Organisation festgestellt. Dieser Tribut wird auf Grund des mittleren Einkommens des Territoriums des Fürstenthums bemessen.

Da Bulgarien einen Theil der öffentlichen Schuld des Reiches tragen soll, so werden die Mächte, wenn sie den Tribut feststellen, den Theil dieser Schuld, welcher dem Fürstenthum auf Grundlage eines billigen Verhältnisses zugemessen werden könnte, in Betracht ziehen.

Artikel X.

Bulgarien tritt vom Tage der Auswechslung der Ratificationen des gegenwärtigen Vertrages an, in die Lasten und Verpflichtungen der kaiserlich ottomanischen Regierung gegen die Eisenbahngesellschaft Rustschuk-Varna ein. Die Regelung der früheren Rechnungen ist einem Uebereinkommen zwischen der hohen Pforte, der Regierung des Fürstenthums und der Verwaltung dieser Gesellschaft vorbehalten.

Das Fürstenthum Bulgarien übernimmt desgleichen für seinen Theil jene Verpflichtungen, welche die hohe Pforte sowohl gegen Oesterreich-Ungarn, wie gegen die Gesellschaft zum Betriebe der Eisenbahnen der europäischen Türkei in Beziehung auf die Vollendung und den Anschluss, sowie auf den Betrieb der auf ihrem Territorium gelegenen Eisenbahnen eingegangen ist.

Die zur Regelung dieser Frage nothwendigen Conventionen werden zwischen Oesterreich-Ungarn, der Pforte, Serbien und dem Fürstenthum Bulgarien unmittelbar nach dem Abschlusse des Friedens geschlossen werden.

Artikel XI.

Die ottomanische Armee wird nicht mehr in der Bulgarei verweilen. Alle alten Festungen werden auf Kosten des Fürstenthums im Laufe eines Jahres oder, wenn thunlich, früher geschleift werden; das locale Gouvernement wird sofort Massregeln treffen, um sie zu zerstören, und wird keine neue errichten dürfen. Die hohe Pforte wird das Recht haben, nach ihrem Gutdünken über das Kriegsmaterial und andere Gegenstände, welche der ottomanischen Regierung gehören und in den

schon kraft des Waffenstillstandes vom 31. Jänner geräumten, 1878
Donaufestungen, sowie über diejenigen, welche sich in den festen Plätzen Schumla und Varna befinden sollten, zu disponiren.

Artikel XII.

Die muselmanischen Grundeigenthümer oder Andere, welche ihren persöhnlichen Wohnsitz ausserhalb des Fürstenthums nehmen wollten, können ihre Immobilien daselbst behalten, indem sie dieselben verpachten oder von einem Dritten administriren lassen.

Eine türkisch-bulgarische Commission wird damit betraut werden im Laufe von zwei Jahren alle Angelegenheiten in Bezug auf die Art der Entäusserung, der Bewirthschaftung oder des Gebrauches für die hohe Pforte, des Staatseigenthums und der frommen Stiftungen (Vakoufs), sowie der Fragen bezüglich der Interessen von Privatpersonen, die dabei betheiligt sein könnten, zu regeln.

Die Angehörigen des Fürstenthums Bulgarien, welche in anderen Theilen des ottomanischen Reiches reisen oder verweilen, sind den ottomanischen Obrigkeiten und Gesetzen unterworfen.

Artikel XIII.

Südlich vom Balkan wird eine Provinz gebildet, welche den Namen Ostrumelien führen soll und, mit administrativer Autonomie, unter der directen politischen und militärischen Autorität Seiner Majestät des Sultans bleibt. Sie wird einen christlichen Generalgouverneur haben.

Artikel XIV.

Ostrumelien wird im Norden und Nordwesten durch Bulgarien begrenzt und begreift die in den nachstehenden Grenzen eingeschlossenen Gebiete:

Vom Schwarzen Meere ausgehend, steigt die Grenzlinie von der Mündung an den Thalweg des Baches hinauf, an welchem sich die Dörfer Hodžakiöi, Selam-Kiöi, Aivadšik, Kulibe und Sudžuluk befinden, durchschneidet schräg das Thal des Deli Kamčik, geht im Süden von Belibe und Kemhalik und im Norden von Hadžimahale, nachdem sie den Deli Kamčik $2^1/_2$ Kilometer oberhalb von Čengei überschritten hat, erreicht den Kamm an einem zwischen Tekenlik und Aidos-Bredža gelegenen Punkte und folgt demselben über Karnabad-Balkan, Prisevica-Balkan, Kazan-Balkan nördlich von Kotel bis Demir-Kapu. Sie läuft dann längs der Hauptkette des grossen Balkans in seiner ganzen Ausdehnung bis zum Gipfel von Kosica.

1878 An diesem Punkte verlässt die westliche Grenze Rumeliens den Kamm des Balkans, steigt herab nach Süden zwischen den Dörfern Pirtop und Dužanci, von denen das eine Bulgarien, das andere Ostrumelien belassen ist, bis zum Bache von Tuzlu-Dere, folgt diesem Wasserlaufe bis zu seiner Vereinigung mit der Topolnica, dann diesem Flusse bis zu seinem Zusammenflusse mit Smovskio-Dere beim Dorfe Petričevo, indem sie Ostrumelien eine Zone von zwei Kilometern Rayon aufwärts dieses Zusammenflusses überlässt, steigt wieder in das Flussgebiet von Smovskio-Dere und der Kamenica, indem sie die Wasserscheide verfolgt, um sich in der Höhe von Voinjak nach Südwesten zu wenden und direct den Punkt 875 der österreichischen Generalstabskarte zu erreichen.

Die Grenze durchschneidet in gerader Linie das obere Becken des Baches von Ichtiman-Dere, geht zwischen Bogdina und Karaula hindurch, um die Linie der Wasserscheide wieder zu gewinnen, welche die Becken des Isker und der Marica trennt, geht zwischen Čamurli und Hadžilar weiter, folgt dieser Linie über den Kamm der Velina Mogila, der Höhe 531, Zmailica Vrh, Sumnatica und erreicht die Administrativgrenze des Sandschaks Sophia zwischen Sivri Taš und Čadir-Tepe.

Die Grenze von Rumelien trennt sich von der Bulgariens auf dem Berge Čadir-Tepe, indem sie der Wasserscheide zwischen dem Becken der Marica und ihrer Nebenflüsse einerseits und des Mesta-Karasu und seiner Nebenflüsse anderseits folgt, und nimmt die Richtung von Südost und Süd von dem Kamme des Despoto-Dagh-Gebirges zu dem Berge Kruschowa hin. (Ausgangspunkt der Linie des Vertrages von San Stefano.)

Von dem Berge Kruschowa stimmt die Grenze mit der durch den Vertrag von San Stefano festgesetzten Linie, das heisst die Kette des Schwarzen Balkan (Kara-Balkan), die Berge Kulaghy-Dagh, Eschek-Tchepellü, Karakolas und Ischiklar, überein, von wo sie direct gegen Südosten hinabsteigt, um den Fluss Arda zu erreichen, dessen Thalweg sie bis zu einem bei dem, der Türkei bleibenden Dorfe Adaćali gelegenen Punkte verfolgt.

Von diesem Punkte ersteigt die Grenzlinie den Kamm von Beštepe-Dagh, welchen sie verfolgt, und sodann hinabläuft und die Marica bei einem Punkte 5 Kilometer stromaufwärts von der Brücke »Mustava Pascha« überschreitet; sie richtet sich dann nördlich über die Wasserscheide zwischen Demirhanli-Dere und den kleinen Zuflüssen der Marica bis Küdeler Baïr, von wo sie östlich über Sakar Baïr sich wendet, von dort das Thal der Tundža überschreitet, indem sie gegen Büjük-Derbend zugeht,

welches sie, ebenso wie Sudzak nördlich lässt. Von Büjük- 1878
Derbend läuft sie wider längs der Wasserscheide zwischen den Zuflüssen der Tundža im Norden und der Maritza im Süden bis zur Höhe von Kaibilar, welches Ostrumelien bleibt, geht im Süden von V. Almali zwischen dem Becken der Maritza im Süden und den kleinen Zuflüssen, welche sich direct in das Schwarze Meer ergiessen, zwischen den Dörfern Belevrin und Alatli durch; sie folgt im Norden von Karanlik den Kämmen von Vosna und Zuvak, der Linie, welche die Wässer der Duka von denen des Karagač-Su trennt, und erreicht wieder das Schwarze Meer zwischen den beiden genannten Flüssen.

Artikel XV.

Seine Majestät der Sultan soll das Recht haben, für die Vertheidigung der Grenzen der Provinz zu Wasser und zu Land durch Errichtung von Befestigungen an diesen Grenzen und Erhaltung von Truppen dortselbst vorzusorgen.

Die innere Ordnung in Ostrumelien wird durch eine eingeborene, von einer Localmiliz unterstützte, Gendarmerie aufrechterhalten.

Bei der Zusammensetzung dieser beiden Corps, deren Officiere vom Sultan ernannt werden, wird je nach der Localität der Religion der Bewohner Rechnung getragen werden.

Seine kaiserliche Majestät der Sultan verpflichtet sich, keine irregulären Truppen, wie Baschibozuks und Tscherkessen, als Garnisonen an den Grenzen zu benützen. Die regulären Truppen, welche für diesen Dienst bestimmt sind, können in keinem Falle bei den Einwohnern einquartiert werden; wenn sie durch die Provinz marschiren, dürfen sie sich daselbst nicht aufhalten.

Artikel XVI.

Der Generalgouverneur wird das Recht haben, ottomanische Truppen in den Fällen zu berufen, in denen die innere oder äussere Sicherheit der Provinz bedroht sein sollte. In solchem Falle muss die hohe Pforte den diesfälligen Beschluss ebenso wie die Nothwendigkeit, die ihn begründet, den Repräsentanten der Mächte in Constantinopel mittheilen.

Artikel XVII.

Der Generalgouverneur von Ostrumelien wird von der hohen Pforte, unter Zustimmung der Mächte, für einen Zeitraum von fünf Jahren ernannt.

Artikel XVIII.

Unmittelbar nach dem Austausch der Ratificationen des gegenwärtigen Vertrages wird eine europäische Commission

1878 gebildet werden, um im Einvernehmen mit der hohen Pforte die Organisation Ostrumeliens auszuarbeiten. Diese Commission wird innerhalb eines Zeitraumes von drei Monaten die Gewalt und die Befugnisse des Generalgouverneurs ebenso wie die administrative, gerichtliche und finanzielle Verwaltung der Provinz zu bestimmen haben, indem sie die verschiedenen Gesetze über die Vilajets und die in der achten Sitzung der Conferenz von Constantinopel gemachten Vorschläge zum Ausgangspunkt nimmt.

Die Gesammtheit der für Ostrumelien getroffenen Dispositionen hat den Gegenstand eines kaiserlichen Ferman zu bilden, welcher von der hohen Pforte veröffentlicht und von ihr den Mächten mitgetheilt werden wird.

Artikel XIX.

Die europäische Commission wird damit beauftragt sein, im Einverständniss mit der hohen Pforte die Finanzen der Provinz bis zur Vollendung der neuen Organisation zu verwalten.

Artikel XX.

Die Verträge, Conventionen und internationalen Uebereinkommen jeglicher Art, welche zwischen der Pforte und den fremden Mächten geschlossen sind oder geschlossen werden, finden ihre Anwendung auf Ostrumelien wie auf das ganze ottomanische Reich. Die von Fremden erworbenen Immunitäten und Privilegien was immer für einer Art werden in dieser Provinz respectirt werden. Die hohe Pforte verpflichtet sich, dort die allgemeinen Gesetze des Reiches in Betreff der religiösen Freiheit zu Gunsten aller Culte beobachten zu lassen.

Artikel XXI.

Die Rechte und Verpflichtungen der hohen Pforte, soweit sie die Eisenbahnen in Ostrumelien betreffen, werden unverändert aufrechterhalten.

Artikel XXII.

Der Effectivstand des russischen Occupationscorps in Bulgarien und Ostrumelien soll aus sechs Divisionen Infanterie und zwei Divisionen Cavallerie bestehen und 50.000 Mann nicht übersteigen. Dasselbe wird auf Kosten des besetzten Landes erhalten. Die Occupationstruppen behalten ihre Communicationen mit Russland nicht nur durch Rumänien, nach dem zwischen den beiden Staaten abzuschliessenden Vertrage, sondern auch über die Häfen des Schwarzen Meeres, Varna und Burgas, wo sie

während der Dauer der Occupation die nöthigen Depots er- 1878
richten können.

Die Dauer der Besetzung Ostrumeliens und Bulgariens durch die kaiserlich russischen Truppen ist auf neun Monate, von dem Austausche der Ratificationen des gegenwärtigen Vertrages an, festgesetzt.

Die kaiserlich russische Regierung verpflichtet sich, in einem Termine von weiteren drei Monaten den Durchmarsch ihrer Truppen durch Rumänien und die vollständige Räumung dieses Fürstenthums zu beenden.

Artikel XXIII.

Die hohe Pforte verpflichtet sich, auf der Insel Creta das organische Reglement von 1868 mit Genauigkeit zur Anwendung zu bringen und dabei die als billig befundenen Modificationen einzuführen.

Aehnliche, den localen Bedürfnissen angepasste Reglements, ausgenommen, soweit dieselben die Creta bewilligten Steuerexemptionen betreffen, werden ebenfalls in den übrigen Theilen der europäischen Türkei, für welche durch den gegenwärtigen Vertrag eine besondere Organisation nicht vorgesehen worden ist, eingeführt werden.

Die hohe Pforte wird Special-Commissionen, in welchen das eingeborene Element zahlreich vertreten sein soll, damit beauftragen, die Details dieser neuen Reglements für jede Provinz auszuarbeiten.

Die Organisations-Entwürfe, welche aus diesen Arbeiten hervorgehen, werden der hohen Pforte zur Prüfung unterbreitet werden, die vor Erlass der Verordnung, welche dieselben in Kraft setzen soll, die Ansicht der für Ostrumelien eingesetzten europäischen Commission einholen muss.

Artikel XXIV.

Falls die hohe Pforte und Griechenland eine Verständigung über die im dreizehnten Protokolle des Berliner Congresses angegebene Rectification der Grenzlinie nicht erzielen sollten, behalten sich Deutschland, Oesterreich-Ungarn, Frankreich, Grossbritannien, Italien und Russland vor, beiden Theilen ihre Vermittlung anzubieten, um die Unterhandlungen zu erleichtern.

Artikel XXV.

Die Provinzen Bosnien und Herzegowina werden von Oesterreich-Ungarn besetzt und verwaltet werden. Da die österreichisch-ungarische Regierung nicht wünscht, die Ver-

1878 waltung des Sandschaks von Novi-Bazar, welches sich zwischen Serbien und Montenegro in südöstlicher Richtung bis über Mitrovitza hinaus erstreckt, auf sich zu nehmen, wird die ottomanische Verwaltung dort weiter in Wirksamkeit verbleiben. Nichtsdestoweniger behält sich Oesterreich-Ungarn, um die Aufrechthaltung des neuen politischen Zustandes ebenso wie die Freiheit und Sicherheit der Communicationswege zu sichern, das Recht vor, im ganzen Umfange dieses Theiles des ehemaligen Vilajetes von Bosnien Garnisonen zu halten und militärische, sowie Handelsstrassen zu besitzen.

Zu diesem Zwecke behalten sich die Regierungen von Oesterreich-Ungarn und der Türkei eine weitere Verständigung über die Details vor.

Artikel XXVI.

Die Unabhängigkeit Montenegros wird von der hohen Pforte und von allen jenen hohen vertragschliessenden Theilen anerkannt, welche sie bis jetzt noch nicht zugegeben hatten.

Artikel XXVII.

Die hohen vertragschliessenden Theile sind über die folgenden Bedingungen einverstanden:

In Montenegro darf der Unterschied der Religion und der Confession gegen Niemanden als ein Grund der Ausschliessung oder der Unfähigkeit, insofern es sich um den Genuss der bürgerlichen und politischen Rechte, die Zulassung zu öffentlichen Aemtern, Functionen und Ehrenstellen oder die Ausübung der verschiedenen Professionen und Industrien handelt, geltend gemacht werden, in welchem Orte es auch sei. Die Freiheit und die öffentliche Ausübung aller Culte werden allen Einheimischen Montenegros ebenso wie den Fremden gesichert, und kein Hinderniss darf der hierarchischen Organisation der verschiedenen Bekenntnisse oder deren Beziehungen zu ihren geistlichen Chefs entgegengestellt werden.

Artikel XXVIII.

Die neuen Grenzen Montenegros sind folgendermassen festgestellt worden:

Die Linie, welche von dem Ilinobrdo, nördlich von Klobuk, ausgeht, steigt abwärts zur Trebinjčica gegen Grančarewo zu, welches bei der Herzegowina bleibt, und folgt dann dem Laufe dieses Flusses aufwärts bis zu einem Punkte, der einen Kilometer abwärts von der Mündung der Čepelica gelegen ist, und geht von dort auf kürzester Linie auf die Höhen, welche das Ufer der Trebinjčica einsäumen. Sie geht dann auf Pilatova zu,

welches Dorf bei Montenegro verbleibt, und zieht sich darauf 1878
über die Höhen in nördlicher Richtung, so viel als möglich die Entfernung von 6 Kilometern von der Strasse Bilek-Korito-Gacko beibehaltend, bis zu dem zwischen der Somina-Planina und dem Berge Čurilo gelegenen Passe, von wo sie in östlicher Richtung bei Vratkoviči vorbei, welches Dorf bei der Herzegowina bleibt, bis zum Berge Orline geht. Von diesem Punkte aus geht die Grenze, Ravno bei Montenegro lassend, nordnordöstlich in gerader Linie über die Gipfel des Leberšnik und Volujak, geht dann auf der kürzesten Linie nach der Piva, welche sie durchschneidet, und trifft den Tara zwischen Crkvica und Nedwina durchlaufend. Von diesem Punkte geht sie die Tara aufwärts nach Mojkovac, von wo sie dem Kamme der Vorberge bis Siškojezero folgt. Von letzterem Orte aus läuft sie die alte Grenze entlang bis zu dem Dorfe Sekulare. Von dort geht die neue Grenze über den Kamm der Mokra-Planina — das Dorf Mokra verbleibt Montenegro — und trifft dann den Punkt 2166 der österreichischen Generalstabskarte, indem sie der Hauptkette und der Wasserscheide zwischen dem Lim einerseits und dem Drin, sowie der Cievna (Zem) anderseits folgt.

Sie läuft dann der jetzigen Grenze zwischen dem Stamm Kuči-Drekaloviči einerseits und der Kučka-Krajna, sowie der Stämme der Klementi und Grudi anderseits entlang bis zur Ebene von Podgorica, von wo sie auf Plavnica geht, die Stämme der Klementi, Grudi und Hoti bei Albanien lassend.

Von dort durchschneidet die neue Grenze den See bei dem Inselchen Gorica-Topal, geht von Gorica-Topal aus gerade auf die Höhe des Kammes zu, folgt dann der Wasserscheide zwischen Megured und Kalimed und trifft, indem sie Mrkovič bei Montenegro belässt, das Adriatische Meer bei V. Kruči.

Im Nordwesten bildet eine Linie die Grenze, welche von der Küste ausgehend zwischen den Dörfern Šušana und Zuvci durchläuft und an dem äussersten südöstlichen Punkte der Grenze von Montenegro an der Vrsuta-Planina endet.

Artikel XXIX.

Antivari und seine Küste kommen unter folgenden Bedingungen an Montenegro:

Die, nach der obigen Grenzbestimmuug, südlich von diesem Territorium gelegenen Gegenden werden bis zur Bojana, mit Einschluss von Dulcigno, an die Türkei zurückgegeben.

Die Gemeinde Spizza wird bis zur nördlichen Grenze des in der genauen Beschreibung der Grenzlinie angegebenen Territoriums Dalmatien einverleibt.

1878 Montenegro wird auf der Bojana vollständige und freie Schifffahrt haben. Fortificationen dürfen am Laufe dieses Flusses nicht errichtet werden, ausgenommen solche, welche für die Localvertheidigung von Scutari nothwendig sein sollten, doch können sich diese nicht über eine Entfernung von sechs Kilometern von der Stadt erstrecken.

Montenegro darf weder Kriegsschiffe haben, noch eine Kriegsflagge führen.

Der Hafen von Antivari und alle zu Montenegro gehörigen Gewässer bleiben den Kriegsschiffen aller Nationen geschlossen.

Die zwischen dem See und dem Ufer auf montenegrinischem Gebiete gelegenen Fortificationen müssen geschleift, und es dürfen in dieser Zone keine neuen errichtet werden.

Die Hafen- und Gesundheitspolizei sowohl in Antivari als längst der Küste von Montenegro wird durch Oesterreich-Ungarn vermittelst leichter Küstenwachtschiffe ausgeübt.

Montenegro nimmt die für Dalmatien geltenden Seegesetze an. Seinerseits verpflichtet sich Oesterreich-Ungarn, der montenegrinischen Handelsflagge seinen Consularschutz zu Theil werden zu lassen.

Montenegro muss mit Oesterreich-Ungarn über das Recht, durch das neue montenegrinische Territorium eine Strasse und eine Eisenbahn zu erbauen und zu unterhalten, eine Vereinbarung treffen.

Auf diesen Strassen wird vollständige Freiheit der Communicationen gesichert.

Artikel XXX.

Muselmanen und Andere, welche in den zu Montenegro geschlagenen Teritorien Grundeigenthum besitzen und ihren Wohnsitz ausserhalb dieses Fürstenthums nehmen wollen, können ihre Immobilien behalten, indem sie dieselben verpachten oder durch einen Dritten bewirthschaften lassen.

Niemand kann anders als auf gesetzlichem Wege im öffentlichen Interesse und nur gegen eine vereinbarte Indemnität expropriirt werden.

Eine türkisch-montenegrinische Commission wird beauftragt werden, innerhalb dreier Jahre alle Angelegenheiten in Bezug auf die Art der Entäusserung, der Bewirthschaftung oder des Gebrauches für die hohe Pforte des Staatseigenthums und der frommen Stiftungen (Vakufs), sowie der Fragen bezüglich der Interessen von Privatpersonen, welche dabei betheiligt sein sollten, zu regeln.

Artikel XXXI. 1878

Das Fürstenthum Montenegro wird sich direct mit der hohen Pforte über die Bestellung montenegrinischer Agenten in Constantinopel und in gewissen Localitäten des ottomanischen Reiches, wo deren Nothwendigkeit anerkannt werden sollte, verständigen.

Montenegriner, welche im ottomanischen Reiche reisen oder verweilen, sollen den ottomanischen Gesetzen und Behörden, den allgemeinen Grundsätzen des internationalen Rechtes und den für die Montenegriner eingeführten Gepflogenheiten gemäss unterworfen sein.

Artikel XXXII.

Die montenegrinischen Truppen sollen gehalten sein, in einem Zeitraum von zwanzig Tagen vom Austausch der Ratificationen des gegenwärtigen Vertrages an, oder, wenn thunlich, früher das Territorium zu räumen, welches sie in diesem Augenblicke ausserhalb der neuen Grenzen des Fürstenthums besetzt halten.

Die ottomanischen Truppen räumen ebenfalls innerhalb zwanzig Tagen die an Montenegro abgetretenen Gebiete. Doch soll ihnen ausserdem ein Zeitraum von fünfzehn Tagen vergönnt sein, sowohl um die Festungen zu verlassen und Material und Proviant aus ihnen zu entfernen, als auch um das Inventarium der Maschinen und sonstigen Gegenstände aufzunehmen, welche nicht sofort entfernt werden können.

Artikel XXXIII.

Da Montenegro einen Theil der öffentlichen ottomanischen Schuld für die neuen Territorien, welche ihm durch den Friedensvertag zuerkannt worden sind, übernehmen muss, werden die Vertreter der Mächte in Constantinopel in Uebereinstimmung mit der Pforte auf einer billigen Grundlage die Höhe derselben bestimmen.

Artikel XXXIV.

Die hohen vertragschliessenden Theile erkennen die Unabhängigkeit Serbiens an, indem sie dieselbe an die im nachstehenden Artikel auseinandergesetzten Bedingungen knüpfen.

Artikel XXXV.

In Serbien darf der Unterschied der Religion und der Confession gegen Niemanden als Grund der Ausschliessung oder Unfähigkeit, insoweit es den Genuss der bürgerlichen und politischen Rechte, die Zulassung zu öffentlichen Aemtern, Functio-

1878 nen und Ehren oder die Ausübung der verschiedenen Professionen und Industrieen betrifft, geltend gemacht werden, in welchem Orte es auch sei.

Die Freiheit und öffentliche Ausübung aller Culte werden den Einheimischen Serbiens sowohl, als den Fremden gesichert, und kein Hinderniss darf der hierarchischen Organisation der verschiedenen Gemeinden oder deren Beziehungen zu ihren geistlichen Chefs entgegengestellt werden.

Artikel XXXVI.

Serbien erhält die in der nachstehenden Grenzlinie eingeschlossenen Territorien :

Die neue Grenze folgt der jetzigen Linie, indem sie dem Thalweg der Drina von deren Zusammenfluss mit der Save aufwärts folgt, wobei Mali-Zwornik und Sakhar dem Fürstenthume bleibt, und läuft ferner längs der alten Grenze Serbiens bis zum Kopaonik, von welchem sie sich auf dem Gipfel des Kanilug abzweigt. Von dort folgt sie anfangs der westlichen Grenze des Sandschak von Nisch über die südlichen Vorberge des Kopaonik, über die Kämme der Marica und Mrdar-Planina, welche die Wasserscheide zwischen den Becken des Ibar und der Sitnica einerseits und der Toplica anderseits bilden, wobei Prepolac der Türkei verbleibt.

Sie wendet sich dann gegen Süden auf der Wasserscheide zwischen der Brvenica und der Medvedja, wobei das ganze Becken der Medvedja bei Serbien verbleibt, folgt dem Kamme der Goljak-Planina (welche die Wasserscheide zwischen der Kriva-Rjeka einerseits und der Poljanica, der Veternica und der Morawa anderseits bildet) bis zum Gipfel der Poljanica. Weiter geht sie über die Vorberge der Karpina-Planina bis zum Zusammenflusse der Koinska und der Morawa, durchschneidet letztere und steigt wieder auf der Wasserscheide zwischen dem Bache Koinska und dem Bache, welcher sich bei Neradovce in die Morawa ergiesst, und trifft die Planina Sv. Ilija oberhalb Trgovište. Von diesem Punkte folgt sie dem Kamme der Sv. Ilija bis zum Berge Kljuc und dann, über die in der Karte mit 1516 und 1547 bezeichneten Punkte und die Babina-Gora laufend, erreicht sie den Berg Crni-Vrh.

Vom Berge Crni-Vrh fällt die neue Grenze mit jener Bulgariens zusammen, das heisst:

Die Grenzlinie folgt der Wasserscheide zwischen der Struma und der Morawa über die Gipfel des Strešer, Vilogolo und Meschid-Planina, erreicht über die Gačina, Crna, Trava, Darkovska und Drainica Plan und weiter über den Dešćani Kla-

danec die Wasserscheide zwischen der oberen Sukowa und der 1878
Morawa, geht gerade auf den Stol zu und steigt wieder herab, um 1000 Meter nordwestlich von dem Dorfe Seguša die Strasse von Sophia nach Pirot zu durchschneiden. Sie steigt dann wieder in gerader Linie zu der Vidlić-Planina und von da auf den Berg Radočina, in der Kette des Kodža-Balkan, wobei das Dorf Doikinci bei Serbien, das Dorf Senakos bei Bulgarien bleibt.

Von dem Gipfel des Berges Radočina folgt die Grenze in nordwestlicher Richtung dem Kamme des Balkans über Ciprovec-Balkan und Stara Planina bis zur alten Ostgrenze des Fürstenthums Serbien bei der Kula Smiljova čuka und von dort dieser alten Grenzlinie bis zur Donau, welche sie bei Rakowitza trifft.

Artikel XXXVII.

Bis zum Abschlusse neuer Uebereinkommen soll in Serbien nichts an dem gegenwärtigen Zustande der Handelsverbindungen des Fürstenthums mit fremden Ländern geändert werden.

Kein Transitzoll soll von Waaren, welche durch Serbien geführt werden, erhoben werden.

Die Immunitäten und Privilegien fremder Unterthanen, sowie die Jurisdiction und die Consularschutzrechte, wie sie heute bestehen, bleiben in voller Kraft, so lange sie nicht durch ein gemeinsames Einverständniss zwischen dem Fürstenthume und den dabei interessirten Mächten modificirt worden sind.

Artikel XXXVIII.

Das Fürstenthum Serbien tritt seinerseits in die Verpflichtungen ein, welche die hohe Pforte sowohl Oesterreich-Ungarn als der Gesellschaft zum Betriebe der Eisenbahnen in der europäischen Türkei gegenüber eingegangen ist, sowohl in Bezug auf die Vollendung und den Anschluss, als auch auf den Betrieb der Eisenbahnen, welche in dem durch das Fürstenthum jetzt erworbenen Territorium noch erbaut werden sollen.

Die nothwendigen Conventionen zur Regelung dieser Fragen sollen unmittelbar nach der Unterzeichnung des gegenwärtigen Vertrages zwischen Oesterreich-Ungarn, der Pforte, Serbien und dem Fürstenthum Bulgarien, innerhalb der Grenzen seiner Competenz, abgeschlossen werden.

Artikel XXXIX.

Muselmanen, welche in den zu Serbien geschlagenen Territorien Grundeigenthum besitzen, und welche ihren Wohnsitz ausserhalb des Fürstenthums nehmen wollen, können ihre Im-

1878 mobilien behalten, indem sie dieselben verpachten oder durch einen Dritten bewirthschaften lassen.

Eine türkisch-serbische Commission wird damit beaufragt, innerhalb dreier Jahre alle Angelegenheiten in Bezug auf die Art der Entäusserung, der Bewirthschaftung oder des Gebrauches für die hohe Pforte, des Staatseigenthums und der frommen Stiftungen (Vakufs), sowie der Fragen bezüglich der Interessen von Privatpersonen, welche dabei betheiligt sein könnten, zu regeln.

Artikel XL.

Bis zum Abschlusse eines Vertrages zwischen der Türkei und Serbien sollen die im ottomanischen Reiche reisenden oder verweilenden serbischen Unterthanen den allgemeinen Gesetzen des internationalen Rechtes gemäss behandelt werden.

Artikel XLI.

Die serbischen Truppen sollen gehalten sein, innerhalb fünfzehn Tagen, von dem Austausch der Ratificationen des gegenwärtigen Vertrages an, das in den neuen Grenzen des Fürstenthums nicht einbegriffene Territorium zu räumen.

Die ottomanischen Truppen sollen die an Serbien abgetretenen Territorien in derselben Zeit von fünfzehn Tagen räumen, doch soll ihnen ausserdem ein Termin von gleicher Länge bewilligt werden, sowohl um die Festungen zu verlassen und aus ihnen Nahrungsmittel und Kriegsmaterial zurückzuziehen, als um das Inventarium von den Maschinen und anderen Gegenständen aufzunehmen, welche nicht sofort entfernt werden können.

Artikel XLII.

Da Serbien einen Theil der öffentlichen ottomanischen Schuld für die ihm durch den gegenwärtigen Vertrag zuerkannten neuen Gebietstheile übernehmen muss, so werden die Vertreter in Constantinopel in Uebereinstimmung mit der hohen Pforte den Betrag auf einer billigen Grundlage feststellen.

Artikel XLIII.

Die hohen vertragschliessenden Theile erkennen die Unabhängigkeit Rumäniens an, indem sie sie an die in den beiden folgenden Artikeln aufgezählten Bedingungen knüpfen.

Artikel XLIV.

In Rumänien darf der Unterschied der Religion und der Confession gegen Niemanden als Grund der Ausschliessung oder der Unfähigkeit, insoweit er den Genuss der bürgerlichen

und politischen Rechte, die Zulassung zu öffentlichen Aemtern, 1878
Functionen und Ehrenstellen oder die Ausübung der verschiedenen Professionen und Industrien betrifft, geltend gemacht werden, in welchem Orte es auch sei.

Die Freiheit und die öffentliche Ausübung aller Culte sind allen Einheimischen des rumänischen Staates, sowie den Fremden gesichert, und kein Hinderniss darf ihnen weder in der hierarchischen Organisation der verschiedenen Gemeinden, noch in deren Beziehungen zu ihren geistlichen Chefs in den Weg gelegt werden.

Die Staatsangehörigen aller Mächte, handeltreibende oder andere, werden in Rumänien ohne Unterschied der Religion auf dem Fusse vollständigster Gleichheit behandelt.

Artikel XLV.

Das Fürstenthum Rumänien tritt an Seine Majestät den Kaiser von Russland den Theil des in Folge des Pariser Vertrages von 1856 von Russland abgelösten Territoriums von Bessarabien wieder ab, welcher im Westen durch den Thalweg des Pruth, im Süden durch den Thalweg des Kilia-Armes und die Mündung von Stary-Stambul begrenzt wird.

Artikel XLVI.

Die das Donau-Delta bildenden Inseln, ebenso wie die Schlangen-Insel, das Sandschak von Tultscha, einschiesslich der Districte (Cazas) von Kilia, Sulina-Mahmudieh, Isaktscha, Tultscha, Matschin, Babadagh, Hirsovo, Küstendsche, Medschidieh werden mit Rumänien vereinigt. Das Fürstenthum erhält ausserdem das im Süden der Dobrudscha gelegene Territorium bis zu einer Linie, welche von einem Punkte im Osten von Silistria ausgeht und am Schwarzen Meere im Süden von Mangalia aufhört.

Die Grenzlinie wird an Ort und Stelle durch die für die Grenzberichtigung Bulgariens eingesetzte europäische Commission bestimmt.

Artikel XLVII.

Die Frage der Theilung der Gewässer und Fischereien wird dem Schiedsspruche der europäischen Donau-Commission unterworfen.

Artikel XLVIII.

Kein Transitzoll darf in Rumänien auf Waaren erhoben werden, die durch das Fürstenthum geführt werden.

1878

Artikel XLIX.

Conventionen können von Rumänien abgeschlossen werden, um die Privilegien und Befugnisse der Consuln in Bezug auf den Consularschutz im Fürstenthum zu regeln. Die erworbenen Rechte bleiben in Kraft, so lange sie nicht durch ein gemeinsames Einverständniss zwischen dem Fürstenthum und den dabei interessirten Parteien modificirt werden.

Artikel L.

Bis zum Abschlusse eines Vertrages, welcher die Privilegien und Befugnisse der Consuln zwischen der Türkei und Rumänien regelt, sollen rumänische Unterthanen, welche im ottomanischen Reiche reisen oder verweilen und die Ottomanen, welche in Rumänien reisen oder verweilen, die Rechte geniessen, welche den Unterthanen der übrigen europäischen Mächte garantirt sind.

Artikel LI.

Was die Unternehmungen öffentlicher Arbeiten und anderer derselben Art betrifft, so tritt Rumänien für das ganze abgetretene Territorium in die Rechte und Verpflichtungen der hohen Pforte ein.

Artikel LII.

Um die der freien Schifffahrt auf der Donau, welche als von europäischem Interesse anerkannt worden ist, gesicherten Garantien zu steigern, beschliessen die hohen vertragschliessenden Theile, dass alle Festungen und Fortificationen, welche sich am Laufe des Flusses vom Eisernen Thor bis zur Mündung befinden, geschleift und keine neuen errichtet werden sollen. Kein Kriegsschiff darf unterhalb des Eisernen Thores die Donau befahren, ausgenommen nur leichte Fahrzeuge, welche zum Dienst der Flusspolizei und der Zollbehörden bestimmt sind. Die an der Mündung der Donau stationirten Kriegsschiffe der Mächte dürfen indessen bis nach Galatz hinaufgehen.

Artikel LIII.

Die europäische Donau-Commission, in welcher auch Rumänien vertreten sein wird, behält ihre Functionen und wird sie von jetzt ab bis nach Galatz vollständig unabhängig von der Territorialhoheit ausüben. Alle Verträge, Uebereinkommen, Acte und Entscheidungen, welche sich auf ihre Rechte, Privilegien, Prärogative und Verpflichtungen beziehen, werden bestätigt.

Artikel LIV.

Ein Jahr vor dem Ablaufe des für die Dauer der europäischen Commission bestimmten Termines werden sich die

Mächte über die Verlängerung der Vollmachten oder über die 1878
Modificationen einverständigen, welche sie einzuführen für nöthig befinden sollten.

Artikel LV.

Reglements für die Schifffahrt, Flusspolizei und Aufsicht vom Eisernen Thor bis Galatz werden von der europäischen Commission, welcher Delegirte der Uferstaaten zur Seite stehen, ausgearbeitet und in Uebereinstimmung mit jenen gebracht werden, welche für den Lauf unterhalb Galatz gegeben worden sind oder noch gegeben werden.

Artikel LVI.

Die europäische Donaucommission wird, um den Unterhalt des Leuchtthurmes auf der Schlangeninsel zu sichern, am competenten Orte eine Vereinbarung zu Stande bringen.

Artikel LVII.

Die Ausführung der Arbeiten, welche bestimmt sind, die Hindernisse zu beseitigen, die sich der Schifffahrt am Eisernen Thor und bei den Katarakten entgegenstellen, wird Oesterreich Ungarn anvertraut. Die Uferstaaten dieses Theiles des Flusses werden alle Erleichterungen gewähren, welche im Interesse der Arbeiten verlangt werden sollten.

Die Bestimmungen des Artikels VI des Londoner Vertrages vom 13. März 1871, welche sich auf das Recht beziehen, eine provisorische Taxe zur Deckung der Kosten dieser Arbeiten zu erheben, bleiben zu Gunsten Oesterreich-Ungarns in Kraft.

Artikel LVIII.

Die hohe Pforte tritt dem russischen Reiche in Asien die Gebiete von Ardahan, Kars und Batum mit letzterem Hafen ab, ebenso wie alle Territorien zwischen der alten russisch-türkischen Grenze und der folgenden Linie:

Die neue Grenze geht von dem Schwarzen Meere aus conform der Linie, welche durch den Vertrag von San Stefano bestimmt ist, bis zu einem Punkte nordwestlich von Khorda und südlich von Artwin, erstreckt sich in gerader Linie bis zu dem Flusse Tschorukh, überschreitet diesen Fluss und geht östlich von Aschmichen vorüber in gerader Linie nach Süden bis zu der russischen Grenze, die in dem Vertrage von San Stefano angegeben ist, bei einem Punkte südlich von Nariman, indem sie die Stadt Olti bei Russland lässt. Von dem bezeichneten Punkte bei Nariman wendet sich die Grenze nach Osten, geht über

1878 Tebrenec, welches Russland bleibt, und dehnt sich bis zum Pennek-Tschai aus.

Sie folgt diesem Flusse bis Barduz, richtet sich dann nach Süden, indem sie Barduz und Jönikioy Russland überlässt. Von einem Punkte westlich von dem Dorfe Karaugan geht die Gränze über Medschingert, läuft in gerader Linie zu dem Gipfel des Berges Kassa-Dagh und, entlang der Wasserscheide zwischen den Zuflüssen des Araxes im Norden und jenem des Murad-Su im Süden, bis zu der alten russischen Grenze.

Artikel LIX.

Seine Majestät der Kaiser von Russland erklärt, dass es seine Absicht ist, Batum zu einem, wesentlich für den Handel bestimmten, Freihafen zu machen.

Artikel LX.

Das Thal von Alaschkerd und die Stadt Bajazid, welche durch den Artikel XIX des Vertrages von San Stefano an Russland abgetreten worden waren, werden der Türkei wiedergegeben.

Die hohe Pforte tritt an Persien die Stadt und das Territorium von Khotur ab, sowie es durch die gemischte anglo-russische Commission für die Richtigstellung der Grenzen zwischen der Türkei und Persien festgesetzt worden ist.

Artikel LXI.

Die hohe Pforte verpflichtet sich, ohne Zeitverlust alle Ameliorationen und Reformen einzuführen, welche die localen Bedürfnisse in den von Armeniern bewohnten Provinzen erfordern, und ihre Sicherheit gegen Tscherkessen und Kurden zu garantiren. Sie wird in bestimmten Zeiträumen von den zu diesem Zweke getroffenen Massregeln den Mächten Kenntniss geben, welch' letztere die Ausführung überwachen.

Artikel LXII.

Nachdem die hohe Pforte den Willen ausgesprochen hat, das Princip der Religionsfreiheit aufrechtzuerhalten und ihm eine stete Ausdehnung zu geben, nehmen die vertragsschliesenden Theile Act von dieser freiwilligen Erklärung.

In keinem Theile des ottomanischen Reiches kann der Unterschied der Religion gegen irgend Jemand als ein Grund zum Ausschluss oder zur Unfähigkeit, insofern es sich um den Gebrauch der bürgerlichen und politischen Rechte, die Zulassung zu öffentlichen Aemtern, Functionen und Ehrenstellen

ler die Ausübung der verschiedenen Professionen und Indu- 1878
rieen handelt, geltend gemacht werden.

Jedermann soll ohne Unterschied der Religion als Zeuge
or den Gerichten zugelassen werden.

Die Freiheit und öffentliche Ausübung aller Culte werden
len zugesichert, und kein Hinderniss darf der hierarchischen
rganisation der verschiedenen Gemeinden oder deren Be-
ehungen zu ihren geistlichen Chefs in den Weg gelegt
erden.

Die Geistlichen, Pilger und Mönche aller Nationalitäten,
elche in der europäischen oder asiatischen Türkei reisen, ge-
essen dieselben Rechte, Vortheile und Privilegien.

Das Recht des officiellen Schutzes wird den diplomatischen
nd Consularagenten der Mächte in der Türkei zuerkannt so-
ohl in Betreff der oben erwähnten Personen, als auch ihrer
tablissements zu religiösen Wohlthätigkeits- oder anderen
wecken an den heiligen Orten oder anderwärts.

Die von Frankreich erworbenen Rechte werden aus-
rücklich reservirt, und es ist dabei wohlverstanden, dass kein
ersuch zur Aenderung des Status quo an den heiligen Orten
emacht werden darf.

Die Mönche des Berges Athos, aus welchen Ländern sie
ach stammen mögen, werden in ihrem Besitze und in ihren
üheren Vortheilen erhalten und geniessen ohne Ausnahme
ollständige Gleichheit der Rechte und Prärogative.

Artikel LXIII.

Der Pariser Vertrag vom 30. März 1856 ebenso wie der
ondoner Vertrag vom 13. März 1871 werden in allen den
estimmungen aufrecht erhalten, welche durch die vorstehenden
tipulationen nicht aufgehoben oder modificirt worden sind.

Artikel LXIV.

Der gegenwärtige Vertrag wird ratificirt, und die Rati-
cationen werden in einer Frist von drei Wochen oder, wenn
unlich früher zu Berlin ausgewechselt.

Urkund dessen haben die respectiven Bevollmächtigten
n unterzeichnet und ihre Insiegel beigedrückt.

Gegeben in Berlin am dreizehnten Tage des Monates Juli
usend achthundert und achtundsiebzig.

(Folgen die Unterschriften.)

1878 Nos visis et perpensis tractatus hujus articulis, eos approbavimus et approbamus in omnibus et singulis dispositionibus, quae in illis continentur, atque ipsas hisce ratas gratasque habere declaramus, verbo Nostro Caesareo et Regio promittentes, Nos eas fideliter adimpleturos esse. In quorum fidem ac robur praesens ratihabitionis Nostrae instrumentum manu Nostra signavimus, sigilloque Nostro Caesareo et Regio adpenso firmari jussimus. Dabantur in Vienna die vigesima sexta mensis Julii anno Domini millesimo octingentesimo septuagesimo octavo, Regnorum Nostrorum trigesimo.

Franciscus Josephus m. p. (L.S.)

Andrássy m. p.

Ad mandatum Sacrae Caesareae et Regia Apostolicae Majestatis proprium :

Alphonsus liber baro de *Pont* m. p.
Ablegatus extraordinarius ac Minister plenipotentiarius.

Dieser Staatsvertrag wird nach erfolgter Zustimmung beider Häuser des Reichsrathes kundgemacht.

Wien, am 29. März 1879. *Stremayr* m. p.

1094.

12 juillet 1878.

Arrangement signé entre l'Angleterre et la Russie à l'égard du tracé de la ligne de l'Alashkerd.

Parl. Pap. Turkey Nr. 44 [1878].

Le tracé plus précis de la ligne de l'Alashkerd sera effectué sur les lieux conformément au traité de Berlin par une commission militaire composée d'un officier russe, d'un officier ottoman et d'un officier anglais.

(Signé) *Salisbury.*

Berlin, le 12 juillet 1878. *Schouvaloff.*

YASSY
R. Pruth
BESSARABIA
RUSSIA
R. Dniester
ODESSA
R. Sereth
Portion of Bessarabia alienated by the Treaty of 1856.
Galatz
Kilia Mouth
Sulina Mts
St Georges Mts
TRIESTE
BUCHAREST
River Danube
Silistria
Mangalia
BLACK SEA
ADRIA
Burgas
OUMELIA
HANOPLE
Bosphorus
CONSTANTINOPLE
SEA OF MARMARA
GALLIPOLI
Dardanelles
BROUSSA
ANATOLIA
territoires r
par le C
BULGARIA coloure
Territory taken from Tu
and restored to her

1095.

1878

12 juillet 1878.

Carte des territoires rendus à la Turquie par le Congrès de Berlin.

(Parl. Pap. Turkey Nr. 37 [1878].)

Le Marquis de Salisbury au Secrétaire d'État:

Sir, Berlin, July 10, 1878.

I transmit herewith a Map, prepared by General Sir Lintorn Simmons, showing the territory restored to Turkey by the Congress.

I have, &c. (Signed) *Salisbury.*

1096.

19 juillet 1878.

Circulaire de l'autorité maritime de Trieste concernant l'affranchissement des remorqueurs des droits de tonnelage et sanitaires.

(Ann. marit. 1879, Nr. 19.)

Circolare 19 luglio 1878 N. 5314 dell' i. r. Governo marittimo in Trieste a tutti gl' ii. rr. uffici e funzionari di porto e sanità marittima dipendenti, sulla esenzione dei rimurchiatori dei diritti di tonellaggio e sanità marittima.

Piroscafi austro-ungheresi o di bandiera favorita, i quali senza intraprendere operazioni di commercio (§. 12 della legge 25 febbraio 1865 sui diritti di tonellaggio e di sanità marittima) fanno il servizio di rimurchio da e per porti della Monarchia, vanno esentati dai diritti di tonellaggio e sanità marittima senza riguardo alla lunghezza della corsa.

Ciò si porta a conoscenza di tutti gli ufficî e funzionarî di porto e sanità marittima in seguito ad ossequiato dispaccio dell' eccelso i. r. Ministero del commercio 13 corr. N. 13658 per norma ed osservanza, con riferimento al §. 8, lettera *b* ed al §. 15, lettera *b* della suddetta legge. —

1878

1097.

28 juillet 1878.

Proclamation de l'Autriche-Hongrie aux habitants de la Bosnie et de l'Herzégowine.

(Livre Rouge 1878, Nr. 176.)

Proclamation.

Bewohner von Bosnien und der Herzegowina!

Die Truppen des Kaisers von Oesterreich und König von Ungarn sind im Begriffe, die Grenzen Eueres Landes zu überschreiten.

Sie kommen nicht als Feinde, um sich dieses Landes gewaltsam zu bemächtigen.

Sie kommen als Freunde, um den Uebeln ein Ende zu bereiten, welche seit einer Reihe von Jahren nicht nur Bosnien und die Herzegowina, sondern auch die angrenzenden Länder von Oesterreich-Ungarn beunruhigen.

Der Kaiser und König hat mit Schmerz vernommen, dass der Bürgerkrieg dies schöne Land verwüstet; dass die Bewohner desselben Landes einander bekriegen; dass Handel und Wandel unterbrochen, Euere Heerden dem Raube preisgegeben, Euere Felder unbebaut sind und das Elend heimisch geworden ist in Stadt und Land.

Grosse und schwere Ereignisse haben es Euerer Regierung unmöglich gemacht, die Ruhe und Eintracht, auf denen die Wohlfahrt des Volkes ruht, dauernd herzustellen.

Der Kaiser und König konnte nicht länger ansehen, wie Gewaltthätigkeit und Unfriede in der Nähe Seiner Provinzen herrschten, — wie Noth und Elend an die Grenzen Seiner Staaten pochten.

Er hat das Auge der europäischen Staaten auf Euere Lage gelenkt, und im Congresse zu Berlin wurde einstimmig beschlossen, dass Oesterreich-Ungarn Euch die Ruhe und Wohlfahrt wiedergebe, die Ihr so lange entbehrt.

Seine Majestät der Sultan, von dem Wunsche für Euer Wohl beseelt, hat Sich bewogen gefunden, Euch dem Schutze Seines mächtigen Freundes, des Kaisers und Königs, anzuvertrauen.

So werden denn die k. und k. Truppen in Euerer Mitte erscheinen. Sie bringen Euch nicht den Krieg, sondern bringen Euch den Frieden.

Unsere Waffen sollen Jeden schützen und Keinen unterdrücken.

Der Kaiser und König befiehlt, dass alle Söhne dieses 1878
Landes gleiches Recht nach dem Gesetze geniessen; dass sie Alle geschützt werden in ihrem Leben, in ihrem Glauben, in ihrem Hab und Gut.

Euere Gesetze und Einrichtungen sollen nicht willkürlich umgestossen, Euere Sitten und Gebräuche sollen geschont werden. Nichts soll gewaltsam verändert werden ohne reifliche Erwägung dessen, was Euch noth thut.

Die alten Gesetze sollen gelten, bis neue erlassen werden. Von allen weltlichen und geistlichen Behörden wird erwartet, dass sie die Ordnung aufrecht erhalten und die Regierung unterstützen.

Die Einkünfte dieses Landes sollen ausschliesslich für die Bedürfnisse des Landes verwendet werden.

Die rückständigen Steuern der letzten Jahre sollen nicht eingehoben werden.

Die Truppen des Kaisers und Königs sollen das Land nicht drücken, noch belästigen. Sie werden mit Geld bezahlen, was sie von den Einwohnern bedürfen.

Der Kaiser und König kennt Euere Beschwerden und wünscht Euer Wohlergehen.

Unter Seinem mächtigen Scepter wohnen viele Völker beisammen, und jedes spricht seine Sprache. Er herrscht über die Anhänger vieler Religionen und Jeder bekennt frei seinen Glauben.

Bewohner von Bosnien und der Herzegowina!

Begebt Euch mit Vertrauen unter den Schutz der glorreichen Fahnen von Oesterreich-Ungarn.

Empfangt unsere Soldaten als Freunde, — gehorchet der Obrigkeit, nehmt Euere Beschäftigung wieder auf und Ihr sollt geschützt sein in den Früchten Euerer Arbeit.

1098.

29 juillet 1878.

Ordonnance du ministère Imp. R. du commerce concernant les certificats d'origine à joindre aux envois soumis au traitement douanier en Italie.

(P. V. Bl. 1878, Nr. 44.)

Beigabe von Ursprungs-Certificaten zu den zollpflichtigen Sendungen nach Italien. H. Minist. Z. 21484.

In Folge der Einführung eines neuen Zolltarifes in Italien hat das k. italienische Finanz-Ministerium eine Verordnung

1878 an die Zollorgane erlassen, laut welcher vom 1. August d. J. ab für die Provenienzen aus den europäischen Staaten die Behandlung nach den Conventional-Zolltarifen von der Bescheinigung abhängig gemacht wird, dass die betreffenden Waaren Natur- oder Industrie-Erzeugnisse eines die Rechte der Meistbegünstigung geniessenden Landes oder dass sie daselbst nationalisirt sind.

Diese Certificate sollen entweder von dem italienischen Consul oder von der Obrigkeit jenes Ortes, von wo die Waare eingeschifft oder expedirt wurde, ausgestellt und in dem letzteren Falle von dem italienischen Consul vidirt sein. Kommt die Waare jedoch unmittelbar aus dem Ursprungslande, so genügt ein vom Vorstande des Austrittszollamtes ausgestelltes Zeugniss.

Das k. k. Finanz-Ministerium hat in Folge dessen die k. k. Zollämter im Wege der Finanz-Landesbehörden angewiesen, dass solchen Waaren, welche in Oesterreich-Ungarn erzeugt oder daselbst nationalisirt sind, und welche unmittelbar, d. i. auf dem Wege über Görz oder Ala durch Vermittlung der Oberitalienischen Eisenbahnen oder über Triest durch Vermittlung der Dampfschiffe des Oesterreichisch-ungarischen Lloyd aus Oesterreich-Ungarn nach Italien übergehen, von dem k. k. Austrittszollamte Ursprungs-Certificate beigegeben werden, damit diese Waaren in Italien die vertragsmässige Zollbehandlung erfahren.

Falls jedoch die in Rede stehenden Sendungen nicht unmittelbar aus dem Gebiete der österreichisch-ungarischen Monarchie nach Italien übertreten, sondern über ausdrückliches Verlangen der Aufgeber auf dem Wege über die Schweiz zur Beförderung gelangen, so haben die Aufgeber dafür Sorge zu tragen, dass diesen Sendungen bei der Aufgabe Ursprungs-Certificate beigegeben werden, welche entweder von dem italienischen Consulate ausgestellt, oder falls sie von der Obrigkeit am Orte der Aufgabe ausgestellt sind, von dem italienischen Consulate vidirt sein müssen.

Hievon haben die k. k. Postämter die Aufgeber, welche die Behandlung der Sendungen nach den Conventional-Zolltarifen beanspruchen, aufmerksam zu machen.

1099. 29 juillet 1878. 1878

Circulaire de l'autorité maritime de Fiume concernant la nécessité d'accompagner d'un certificat d'origine les marchandises nationales destinées aux ports italiens.

(Ann. marit. 1879, Nr. 11.)

Circolare 29 luglio 1876 N. 1575 del regio Governo marittimo in Fiume a tutti i rr. uffici di porto dipendenti, sulla necessità di ritirare un certificato d' origine per tutte le merci nazionali imbarcate a destinazione per un porto italiano.

Col 1. del corrente mese entrò in vigore la nuova tariffa daziaria generale italiana per tutti i prodotti provenienti dalla Francia, mentre continuano a valere le tariffe convenzionali annesse al trattato di commercio fra l'Austria-Ungheria e l'Italia.

L'applicazione parziale della tariffa generale fa rinascere la necessità dei certificati d' origine all' atto dell' introduzione di articoli austriaci ed ungarici in Italia, e ciò per fruire del benefizio delle tariffe convenzionali e del trattamento di favore.

Tali certificati verranno richiesti dal fisco italiano, a partire dal primo del venturo mese d' agosto, per tutte le merci imbarcate a destinazione per porti italiani e potranno ritirarsi dal regio Consolato d' Italia in Fiume, il quale ha pure facoltà di vidimare consimili certificati emessi dall' autorità locale, libero ai caricatori di scegliere l' una o l' altra maniera per l' attestazione dell' origine delle merci.

Si comunica un tanto a codesto r. ufficio coll' incarico di renderne edotti i capitani et i direttori di navigli tanto nazionali, che esteri, diretti con un carico nazionale per l' Italia.

1100. 31 juillet 1878.

Circulaire du ministère Imp. et R. des affaires étrangères concernant l'application de l'article X de la convention de navigation et de poste conclue avec le Lloyd.

(Archives du ministère Imp. et R. des affaires étrangères.)

Circulare des k. k. Ministeriums des Aeussern an die k. u. k. Missionen und effectiven Consular-Aemter (mit Ausnahme der Missionen und Consulate in Amerika) vom 31. Juli 1878, Z. III 2559/9.

In Ausführung der Bestimmung des Art. X*) des nunmehr am 1. d. M. in Recht getretenen Schifffahrts- und Postvertrages

*) Der erste Absatz des Artikel X des obbezogenen Schifffahrts- und Postvertrages lautet:

1878 mit der Dampfschifffahrts-Unternehmung des Oesterreichisch-ungarischen Lloyd (R. G. Bl. 1878, XXVII. Stück, Nr. 69) ist über die Modalitäten, unter welchen die daselbst bedungene freie Fahrt auf den von den Lloydschiffen befahrenen Linien den im Dienste reisenden k. und k. Beamten und Dienern des auswärtigen Ressorts gewährt wird, mit dem Verwaltungsrathe dieser Gesellschaft unterm 28. November 1877 folgende Vereinbarung getroffen worden, von welcher die k. und k. Mission (Consulat) zur gefälligen Darnachachtung in Kenntniss gesetzt wird.

Das Zugeständniss der freien Fahrt erstreckt sich nur auf Dienstreisen und gilt für alle vom Lloyd befahrenen Linien, begreift aber nicht die Verpflegung in sich, welche tarifmässig zu berechnen und von den Reisenden zu bezahlen ist.

Die Herren Beamten des diplomatischen und Consular-Corps ebenso wie der Centralleitung haben bei diesen Reisen auf einen Platz I. Classe Anspruch. Den Dienern wird ein Platz II. Classe angewiesen werden.

Die Gewährung der freien Fahrt wird vom Oesterreichisch-ungarischen Lloyd beziehungsweise seinen Agentien gegen Vorweisung einer diesbezüglichen ämtlichen, den Ueberbringer legitimirenden Zuschrift zu erfolgen haben. Dieses Dienstschreiben, zu dessen Ausstellung anlässlich der Dienstreise bei Uebersetzungen und anderen Gelegenheiten nur die Chefs der k. und k. Missionen und effectiven Consular-Aemter, sowie die Centralleitung befugt sind, soll den Namen und die Charge des betreffenden Herrn Beamten, beziehungsweise des Dieners, für welchen die freie Fahrt beansprucht wird, den Ort, von wo die Reise angetreten wird, sowie den Bestimmungsort und den Zeitpunkt, um welchen dieselbe stattfindet, enthalten.

Die k. und k. Missionen und Consular-Aemter haben am Schlusse eines jeden Jahres dem Ministerium des Aeussern einen Ausweis zu unterbreiten, in welchem diese Dienstreisen der betreffenden k. und k. Beamten und Diener, sowie die Anlässe zu denselben genau ersichtlich gemacht werden.

»Die Dampfschifffahrts-Unternehmung des Oesterreichisch-ungarischen Lloyd verpflichtet sich, den im Dienste reisenden Staatsbeamten und Dienern des auswärtigen Ressorts auf allen Linien freie Fahrt zu gewähren.«

1101.

1878

Juillet 1878.

Circulaire du corps diplomatique à Constantinople concernant une surtaxe extraordinaire de douane destinée au secours des réfugiés par suite de la guerre russo-turque. Procès-verbaux des 13 et 16 avril 1878.

(Archives du ministère Imp. et R. des affaires étrangères.)

Dès le mois d'avril dernier, les représentants des Puissances Étrangères à Constantinople *, adoptant une proposition du Corps Consulaire, ont pensé qu'il y avait lieu de recourir à des mesures exceptionnelles afin de venir au secours des nombreux réfugiés que les désastres de la guerre repoussaient à Constantinople, où la santé publique se ressentait des suites de cette agglomération de misères.

Ils avaient donc, après délibération chez Son Excellence l'Ambassadeur d'Angleterre, le 26 avril décidé de proposer à leurs Gouvernements d'établir une surtaxe de 25% à l'importation sur les droits de douane, à la douane de Constantinople et d'employer pendant le temps qui serait fixé à cette perception exceptionnelle, les sommes qui en proviendraient, à l'amélioration du sort immédiat des réfugiés mais surtout à leur rapatriement.

Mais ils mettaient et ils mettent à la mise en pratique de cette proposition, toute de charité internationale et qui constitue un véritable sacrifice pécuniaire volontaire et spontané, les conditions suivantes et expresses, à agréer par le Gouvernement de la Sublime Porte:

1° Une commission internationale ad hoc, composée d'un délégué par mission et d'un délégué ottoman, sera nommée par les représentants des Puissances et par le Gouvernement Ottoman.

2° La surtaxe de 25% sur le droits de douane ne sera pas confondue avec les droits de douane, mais perçue à part, en sortant de la douane par exemple, d'après le reçu des droits des douane et cette perception surveillée par le soins de la commission internationale.

3° La commission encaissera ces fonds dans sa caisse privée ou dans celle de telle personne qu'elle déléguera à cet effet et de la façon dont elle sera convenue avec les autorités turques.

4° Cette surtaxe de 25% (c'est-à-dire du 1/4 des droits de douane) sera perçue sur toute marchandises quelconques

1878 frappées de taxe à la douane de Constantinople, de quelque lieu qu'en soit la provenance.

5° Le terme de la perception de la surtaxe sera de six mois, de date fixée — et pourra être prolongé sur une nouvelle décision des chefs des missions.

6° La commission gérera exclusivement les fonds.

7° Elle autorisera les dépenses après s'être rendu compte de leur nécessité et de la réalité des choses, sous sa propre responsabilité. Tous moyens de vérification lui seront donnés et elle les indiquera elle-même s'il lui convient, en un mot elle jouira de la plus complète indépendance.

Il est bien entendu que la mesure ne pourrait être définitivement adoptée et passer dans la pratique que si toutes les Puissances y avaient donné leur consentement. Elle ne peut, en effet, répondre au but proposé que si elle est générale.

---

* *Réunion du Corps Consulaire chez son Doyen M. Oesterreicher, Consul-Général d'Autriche-Hongrie.*

Procès-verbal de la première séance (13 avril 1878).

Presents:

Mr. Chicco, Gérant du Consulat Général d'Italie.
» Dobignie, Consul de France.
» Fawcett, Consul Général de la Grande-Bretagne.
» Gabuzzi (Docteur).
» Gillet, Consul d'Allemagne.
» Heidenstam Von, Chancelier de la Légation de Suède et Norwège chargé des Affaires Consulaires.
» Jourdan, Consul-Général de Portugal.
» Mathioudaki, Consul de Grèce.
» Mulich (Docteur).
» Oesterreicher, Consul-Général d'Autriche-Hongrie.
» Rojas, Consul d'Espagne.
» Vercamer, Consul de Belgique.

Mr. Von Heidenstam est prié de se charger des fonctions de Secrétaire.

Mr. Oesterreicher explique en quelques mots le but de la réunion. L'état sanitaire de la ville devient des plus alarmants. Des maladies graves, notamment le typhus, règnent à l'état presque épidémique parmi les nombreux réfugiés des provinces et gagnent déjà la population indigène de la ville. Des mesures radicales et promptes sont nécessaires si on veut obvier à un grand danger. Il ne pense pas que le Corps Con-

sulaire puisse de lui-même prendre ces mesures mais il pourrait émettre une opinion qui, soumise aux Chefs des Missions Étrangères, et appuyée par eux énergiquement auprès de la Porte, en amènerait peut-être l'adoption. 1878

Mr. Gillet croit qu'émettre une opinion ne suffirait pas. Il faudrait aviser à un moyen pratique; être fixés sur les mesures à adopter, sur les moyens de leur exécution surtout et alors demander aux Chefs des Missions de les faire agréer par les autorités locales.

Mr. Dobignie ne croit pas que le Gouvernement local puisse seul entreprendre cette tâche. Les moyens lui font défaut et la question ne souffre pas de retard. Il voudrait plutôt voir former une Commission mixte ad hoc, composée des fonctionnaires Turcs et Européens, ces dernier choisis parmi le personnel des Ambassades et des Consulats. Cette Commission offrant alors toutes les garanties voulues, serait spécialement chargée du renvoi des émigrés, des négociations avec les autorités russes en vue du rapatriement des uns, des démarches administratives en vue de la colonisation en Asie des autres, mais surtout et avant tout des mesures à prendre afin de se procurer les fonds nécessaires aux frais considérables de cette entreprise.

Pour obtenir ces fonds Mr. Dobignie ne voit d'autre source qu'un impôt spécial dont serait grevée la ville de Constantinople. La capitale ayant, la première, intérêt à se débarasser de ces émigrés, dont la présence constitue un danger, doit aussi fournir les moyens des pourvoir à leur éloignement. Mais avant d'aller plus loin dans cette voie, Mr. Dobignie voudrait qu'on se fixât sur l'étendue du mal. Quel est, au juste, le nombre des réfugiés? Quelle est l'intensité de la maladie dont ils sont atteints et le chiffre de la mortalité?

Répondant à ces questions, Mr. le Dr. Mulich dit que le Comité Central de Yildiz Kiosk, dont il a l'honneur d'être membre, estime le nombre des réfugiés actuellement dans la capitale à 160.000 environ. Ce nombre a été bien supérieur, mais le Gouvernement en a déjà éloigné près de 60.000 et il en est mort près de 18.000. D'autre part de nouveaux arrivages continuaient à avoir lieu jusqu'à ces temps derniers. Le typhus exanthématique règne parmi eux. Il serait difficile de préciser le chiffre de la mortalité, mais on l'évalue à 2 et même 3 sur mille par jour. Les hôpitaux sont insuffisants; 800 à 900 malades atteints du typhus gisent dans les mosquées et autres asiles, ne trouvant pas de place dans les hôpitaux.

1878 La maladie s'étend à la population indigène et fait déjà des ravages. En un mot on a tout lieu d'être sérieusement alarmé.

Les efforts du Gouvernement pour éloigner les réfugiés rencontrent de sérieux obstacles. D'abord en ce qui regarde leur rapatriement on n'a pas trouvé beaucoup d'encouragement auprès des autorités russes. Celles-ci ont déclaré:

1° Qu'elles ne pouvaient garantir la sécurité des émigrés rentrant chez eux que dans les localités occupées par des troupes russes; sans pourtant désigner ces localités;

2° que des délégués devraient être envoyés préalablement par les émigrés pour s'assurer des localités où, en égard aux ravages de la guerre, leur retour serait pratiquement possible;

3° que le Gouvernement devait fournir à tous ceux qu'il rapatriait les moyens d'existence jusqu'à ce qu'ils puissent reprendre leur travaux d'agriculture; et

4° qu'il ne devrait rapatrier que ceux qui sont exempts de maladies.

Pour ce qui est de leur colonisation en Asie, le Gouvernement a rencontré une certaine résistance de la part des émigrés eux-mêmes, qui se refusent à cette colonisation, désirant plutôt rentrer chez eux, désir dont le Gouvernement reconnaît, du reste, la légitimité. A part celà il se trouve arrêté par le manque absolu de moyens. Les quelques navires qu'il avait nolisés dans ce but et qui avaient déjà commencé le transport des réfugiés en Asie, se trouvent à l'heure qu'il est occupés à transporter les Circassiens qui doivent, par suite d'une convention récente, quitter la Turquie d'Europe.

Mr. Oesterreicher remarque qu'à cet égard il y a bien aussi quelque négligence ou incurie. Il est informé qu'un navire du Lloyd, nolisé pour le transport des réfugiés en Asie, attend depuis une semaine ces passagers dans le port. On y a d'abord embarqué environ 2 ou 300, puis négligé pendant plusieurs jours d'y envoyer le complément, de sorte que ceux déjà embarqués, les d'attendre, avaient débarqué peu à peu.

Mr. le Dr. Gabuzzi affirme également que la situation est très-grave et surtout qu'elle ne souffre pas de retard car, les chaleurs arrivant, le mal pourrait prendre un développement périlleux. Pour sa part, il a constaté une telle impuissance du côté des autorités locales, qu'il a peu de confiance en leur action pour porter remède au mal.

Mr. Gillet relève l'opinion émise concernant l'opposition tacite des russes au rapatriement. Il croit que cette opposition se borne à un désir de voir les conditions du rapatriement mieux

établies. La difficulté du rapatriement n'est pas là. La vraie 1878
pierre d'achoppement, c'est de trouver les fonds nécessaires

Mr. Von Heidenstam croit en effet que c'est la question sur laquelle devraient se concentrer toutes les recherches. Quelle serait la somme nécessaire et quel serait le moyen le plus pratique de se la procurer. Il pense qu'un appel à la charité publique serait inefficace. Cette source est tarie.

Mr. Dobignie estime la somme nécessaire à 1 ½ ou 2 millions de francs. Quant au moyen de l'obtenir, il revient à l'idée émise par lui d'un impôt spécial. Il préférerait en principe que ce fut un impôt direct, mais en admet les difficultés de repartition et de perception. Il serait donc porté à proposér un impôt indirect, une augmentation de 10% sur le droits de douane, par exemple, formant un sorte de droit d'octroi payé par la ville pour se délivrer des réfugiés et du danger qu'ils occasionnent.

A une demande de Mr. Fawcett concernant la zône dans laquelle s'appliquerait ce droit d'octroi, Mr. Dobignie répond qu'il l'étendrait à toute la ville, sur les deux rives du Bosphore; ce serait un droit frappant toute marchandise entrant dans la consommation de la ville et perçu à la porte de la douane. Un projet analogue a été adopté en Egypte, en vue de certains travaux de reconstruction des rues avec plein succès.

Mr. Jourdan estime qu'il serait également réalisable ici, et ne devrait pas rencontrer de difficultés.

Mr. Gillet se demande si un pareil impôt ne porterait pas atteinte aux capitulations, aux tarifs de Douane annexés aux traités de Commerce. Pour sa part il préférerait un autre moyen. Il signale, par exemple, un rapport fait par les Directeurs des grands établissements financiers de la ville à propos du retrait du Caïmé. Ce rapport proposait de retirer de la circulation les monnaies de mauvais aloi, d'employer cet argent au rachat d'une certaine quantité de papier-monnaie tout en facilitant l'infiltration du reste. La hausse dans la valeur du Caïmé ainsi produite assurerait au Gouvernement une somme considérable. Il a lieu de croie que si cette mesure était adoptée, on trouverait des établissements de banque disposés à avancer une certaine somme au Gouvernement sur la foi de la réalisation de ce bénéfice.

Mr. Mathioudaki rappelle que le droit de péage du pont de Galata est doublé depuis quelques jours en faveur de la caisse du Comité Central pour les réfugiés. Il se demande si cette taxe, intégralement reçue et sagement administrée, ne suffirait pas, au moins dans une large mesure, au but que l'on se propose.

1878 Mr. Chicco se demande si un impôt foncier ne serait pas une meilleure base d'opérations.

Mr. Dobignie ne le croit pas. Son application serait difficile et compliquée. Il craint aussi que le moyen proposé par Mr. Gillet ne soit beaucoup trop tardif dans ses effets.

Il est décidé d'approfondir les deux projets qui se dégagent de la discussion: celui d'un droit d'octroi proposé par M. Dobignie et celui de M. Gillet consistant dans le remaniement financier du papier-monnaie.

A cet effet une nouvelle réunion est fixée pour mardi prochain.

M. Gillet propose d'y inviter M. Von Haas.

Messieurs Mulich et Gabuzzi sont priés d'y assister.

Il est décidé de faire imprimer les procès verbaux des réunions aux frais communs.

(Suivent les signatures.)

Procès-verbal de la deuxième séance (16 avril 1878).

Présents:

Mr. Chicco, Gérant du Consulat Général d'Italie.
» Dobignie, Consul de France.
» Fawcett, Consul Général de la Grande-Bretagne.
» Gillet, Consul d'Allemagne.
» Goubastoff, Gérant du Consulat Général de Russie.
» Haas Von.
» Heidenstam Von, Chancelier de la Légation de Suède et Norwège chargé des Affaires Consulaires.
» Jourdan, Consul-Général de Portugal.
» Mathioudaki, Consul de Grèce.
» Oesterreicher, Consul-Général d'Autriche-Hongrie.
» Rojas, Consul d'Espagne.
» Vercamer, Consul de Belgique.

Le Président prie Mr. Von Haas d'expliquer le projet de remaniement financier qu'avait proposé au Gouvernement le »Comité des banquiers«, et auquel faisait allusion Mr. Gillet dans la dernière séance.

Ce projet, dit Mr. Von Haas, était basé sur les mesures suivantes:

1° Retirer de la circulation au moyen des encaissements de la douane, les diverses monnaies métalliques qui font actuellement concurrence au Caïmé, créant ainsi un champ plus libre au papier-monnaie, dont la circulation serait augmentée.

2° Affecter une partie de ces monnaies au rachat et au 1878
maintien des cours de Caïmé, la menace de ces rachats suffisant, dans une certaine mesure, à empêcher les dépréciations.

3° Envoyer le reste de ces monnaies à Londres pour les faire démonétiser et convertir en or. La perte entre la valeur monétaire et intrinsèque qui en resulterait serait en grande partie compensée par l'amélioration dans le produit en or des douanes, où les paiements faits en Medjidiés d'argent se rapprocheraient de plus en plus du pair.

En améliorant ainsi les conditions de la circulation du Caïmé, il croit que le Gouvernement pourrait en émettre encore pour un million de Livres, sans aucun danger de trop forte dépréciation, à condition toutefois d'adopter les quatre mesures suivantes :

1° Fixer d'une manière absolue et irrévocable le maximum de l'émission totale.

2° Raréfier successivement les autres monnaies en circulation.

3° Réimprimer tout le Caïmé sur du papier filigrané et créer une monnaie d'appoint.

4° Allouer une partie des recettes de la douane pour amortissement mensuel.

Ce projet n'a pas rencontré l'approbation de la Porte. Non convaincu par les arguments des spécialistes en la matière, elle prévoit au contraire un effondrement du papier-monnaie si l'émission actuelle était augmentée. Elle se déclare donc opposée à toute nouvelle émission et est appuyée en cela par le désir des populations, qui associent, naturellement, à l'idée d'une nouvelle émission, une forte dépréciation des cours. Mais quand même on parviendrait à faire voir au Gouvernement le non fondé de ces craintes, il y a une des quatre conditions formulées dans la proposition des banquiers et posées comme essentielles au projet, qu'il déclare ne pouvoir et ne vouloir accepter à aucun prix, c'est celle de sacrifier une partie des revenus de la Douane pour l'amortissement mensuel. Si dans l'intérêt de la réussite du projet les Missions Étrangères consentaient à une augmentation des droits de douane, fournissant ainsi les fonds d'amortissement nécessaires, une nouvelle émission de Caïmé, accompagnée des autres mesures indiquées pour en raffermir le cours, serait alors parfaitement réalisable.

Ce moyen combinerait les deux projets dont s'occupe la réunion, c'est-à-dire, un impôt extraordinaire sur les articles de l'importation étrangère, avec un remaniement financier du Caïmé et, tout en améliorant la circulation du papier-monnaie,

1878 donnerait facilement les fonds nécessaires à l'oeuvre qu'on a en vue, le renvoi des réfugiés.

Mr. Dobignie trouve que le projet de Mr. Von Haas s'accorde en grande partie avec le sien. Ce serait un octroi de mer, si l'on veut, tel qu'il est pratiqué en Algérie, compliqué toutefois d'une opération financière et d'une nouvelle émission de Caïmé. Or proposer dans ce moment au Gouvernement Turc d'émettre du Caïmé serait inopportun. Il vient d'entreprendre au contraire le retrait du Caïmé et de frapper à cet effet certaine marchandise d'un droit spécial. Le faire revenir sur cette décision publiquement annoncée, cesser une opération commencée avec un certain étalage pour en entreprendre une diamétralement opposée, ne serait pas aisé. Il persiste dans l'idée d'un droit d'octroi. Il l'a déjà soumise à S. E. Mr. l'Ambassadeur de France qui l'a parfaitement approuvée et a promis de l'appuyer auprès du Gouvernement Français.

Mr. Von Heidenstamm croit que ce serait d'autant plus difficile de prendre le projet des banquiers sur le remaniement du Caïmé pour base de la recommandation à faire au Gouvernement Turc par les Missions Étrangères que ce projet a déjà été formellement rejeté par le Gouvernement Ottoman qui a, à diverses reprises, montré combien il lui était opposé. Vouloir le lui imposer, ne serait peut-être pas le moyen de lui faire agréer l'ingérence étrangère et consentir à la commission mixte dont il s'agit. A son point de vue, le grand avantage du projet de Mr. Dobignie c'est qu'il facilite immensément la négociation avec le Gouvernement Turc. A la place d'une »recommandation officieuse« la transaction assumerait, en quelque sorte, le caractère d'un contrat bilatéral ou synallagmatique. Donnant-donnant. En consentant à une augmentation de douane tout spécialement pour le renvoi des réfugiés, les Missions Étrangères acquièrent le droit de réclamer une large part dans l'administration des fonds qui en résulteront et de veiller à leur application intégrale au but proposé. D'un autre côté il ne croit pas qu'un tel impôt, un droit purement municipal ou d'octroi, puisse porter atteinte aux capitulations on soulever des difficultés de forme. Les Missions Étrangères avaient consenti dans le temps à un droit d'octroi pour la ville de Constantinople en vue de quelques travaux d'utilité publique. Le projet a été abandonné alors faute d'entente sur les détails. Mais le principe était parfaitement admis.

Mr. Gillet n'y verrait pas grande objection s'il s'agissait simplement d'un octroi, mais il n'admet pas la distinction qu'on veut faire entre l'impôt proposé et un surcroît de douane; c'est

dans tous les cas un surcroît d'impôts et les traités affran- 1878
chissent les étrangers de tout impôt en dehors de ceux specifiés. Quant à l'impôt extraordinaire dont viennent d'être frappées les farines pour le retrait du Caïmé, c'est un droit prélevé sur le petit commerce intérieur, qui n'est pas visé par les traités et dans lequel les étrangers sont assimilés aux indigènes. Il croit néanmoins que l'impôt ainsi imposé est contestable; si pour sa part il ne l'a point contesté c'est qu'aucun Allemand ne paraissait s'en trouver lésé, puisqu'aucune plainte à ce sujet ne lui est parvenue. Dans tous les cas il se demande si pour autoriser l'impôt dont il s'agit il ne serait pas nécessaire d'en référer aux divers Gouvernements. Dans ce cas quelque temps s'écoulera avant d'obtenir leur assentiment et on ne sera pas en mesure de l'appliquer avant six mois.

Mr. Dobignie considère aussi le droit prélevé sur les farines comme arbitraire. Toutefois il est sûr que le commerce le payerait volontiers s'il avait les garanties voulues qu'il servirait à effectuer le retrait du Caïmé ou même à en améliorer le cours. De même il croit qu'il payerait volontiers le droit dont il est question pour obtenir le renvoi immédiat des réfugiés. La répartition serait des plus justes, le droit frappant seulement les objets entrant dans la consommation de la ville, il serait payé par le consommateur indistinctement, qui profiterait aussi indistinctement du renvoi des réfugiés.

Mr. Oesterreicher se demande si les droits de firman payés par la navigation n'offriraient pas un moyen d'obtenir les fonds voulus. Ces droits étant versés aux Consulats pour être par eux payés à qui de droit, il y aurait par là même un mode sûr et facile de les distraire en faveur de la caisse préposée au renvoi des réfugiés, si une fois le Gouvernement consentait à s'en dessaisir, à cet effet, pendant un certain laps de temps.

Mr. Mathioudaki observe que ces droits sont en partie affectés à l'entretien des phares et de l'ancrage du port. Les distraire serait peut-être exposer la navigation à des inconvénients sérieux.

Mr. Fawcett craint que l'impôt proposé ne rencontre de grandes difficultés; on le qualifiera d'octroi si l'on veut il ne conservera pas moins l'apparence d'un surcroît de Douane. Il ne veut pas dire que son Gouvernement lui refusera son consentement, mais il sait qu'il préférerait tout autre moyen d'atteindre le but. Pour sa part il aimerait mieux faire un appel direct aux différents Gouvernements. En leur représentant que non-seulement leurs nationaux ici mais que l'Europe elle même est mise en danger par l'épidémie naissante, il pense

1878 que tous les Gouvernements consentiraient à contribuer pour une quote part aux frais nécessaires pour sauver la ville du danger dont elle menacée. Il est sûr que l'Angleterre y contribuerait largement. Il pense qu'elle préférerait payer directement un demi million que voir son commerce grevé d'un impôt extraordinaire.

Mr. Chicco ne voit pas où les Gouvernements puiseraient cette somme. A quel budget? Faudrait-il la demander à la représentation du pays? Et à quel titre?

Mr. Dobignie admet que le moyen serait simple s'il était pratique. Mais il ne le croit pas pratique. Il comprend un appel à la charité, mais comment exiger des différents pays une contribution directe. Aucun ministère ne voudrait demander un parail vote aux Chambres, et sans un vote des Chambres quel serait le budget qui pourrait supporter cette charge tout a fait insolite?

Mr. Rojas ainsi que d'autres membres confirment cette appréciation.

Mr. Von Haas admet aussi que le seul moyen vraiment pratique, ayant surtout le grand avantage d'une application immédiate, serait celui proposé par Mr. Dobignie.

Mr. Gillet le reconnaît également sous la réserve de la question de forme, et retire, à la suite des éclaircissements qui ont été fournis, sa proposition de rechercher dans une combinaison financière touchant le Caïmé les fonds qu'on demande.

Mr. Vercamer fait observer qu'on demeure ainsi en présence de deux propositions l'une de Mr. Dobignie d'un droit d'octroi, l'autre de Mr. Fawcett d'un appel direct aux Gouvernements. La première, qui est la plus pratique, pourrait rencontrer des difficultés de forme; la juste appréciation de la seconde est plutôt de la compétence des Chefs de Missions, qui sont à même de dire si elle a quelque chance d'être acceptée par les différents Gouvernements. Il propose de les formuler toutes deux dans les conclusions qu'on doit soumettre aux Chefs de Missions, en leur laissant le choix.

Mr. Gillet voudrait que l'on se prononçât, au contraire, nettement et catégoriquement pour l'une ou l'autre. Il voudrait que la réunion adoptât définitivement un projet, qu'elle soumettrait aux Chefs de Missions comme son opinion arretée en l'appuyant unanimement.

Cet avis est accepté et les deux propositions suivantes sont votées à l'unanimité.

1° Création d'une commission mixte composée de fonc- 1878
tionnaires Turcs et Européens pour s'occuper de l'évacuation de la ville par les réfugiés des provinces.

2° Etablissement d'un droit d'octroi sur toute marchandise entrant dans la consommation de la ville, calculé sur la base de 25% des droits payés en douane.

Mr. Jourdan se demande quelle serait le terme à fixer pour la durée de cet impôt extraordinaire. En temps ordinaire les revenus annuels de la douane de Constantinople s'élèvent à environ un million et demi de livres turques: le produit de l'impôt serait de 375.000 Livres par an. Dans ce cas, en six mois, on aurait amplement couvert les fonds nécessaires à l'entreprise. Toutefois il faudrait prendre en considération la diminution considérable de l'importation dans les circonstances actuelles.

En confirmant ces données, Mr. Von Haas ajoute qu'une fois la mesure décretée il se trouvera des établissements financiers tous disposés à faire les avances nécessaires. Il pense qu'il serait impossible de fixer dès-à-présent le terme de la durée de l'impôt, la somme nécessaire au but proposé étant elle-même encore assez vague. Une courte durée, même au prix d'un taux plus élevé, est à son avis, à préférer; 25% de droit de douane, soit 2 sur les 8% payès en douane, est, à cet égard un meilleur taux que les 10% dont on avait primitivement parlé.

Signé: *Oesterreicher*, *Vercamer*, *Dobignie*, *Fawcett*, *Heidenstamm von*, *Goubastoff*, *Mathioudaki*, *Chicco*, *Jourdan*, *Haas von*, *Rojas*, *Gillet*, *Keun* (pris connaissance).

1102.

Juillet à septembre 1878.

Procès-verbaux de la Commission Internationale envoyée dans le district du Mont Rhodope.

(Parl. Pap. Turkey Nr. 49 [1878].)

Memorandum des Ambassadeurs pour l'institution de la Commission du Rhodope.

Pour se conformer aux instructions qu'ils ont reçues de leurs Gouvernements à la suite d'une décision du Congrès de Berlin à la date du 11 juillet courant, leurs Excellences les Ambassadeurs d'Autriche, d'Angleterre, de France, et de

1878 Russie, et MM. les Chargés d'Affaires d'Italie et d'Allemagne, ont désigné comme Commissaires Spéciaux à cet effet: —

M. le Colonel Raab, Attaché Militaire de l'Ambassade Impériale Royale Apostolique d'Autriche-Hongrie;

Mr. Fawcett, Consul-Général d'Angleterre, et Juge de la Cour Consulaire de Sa Majesté Britannique;

M. Challet, Consul de France;

M. Basily, Second Secrétaire de l'Ambassade de Russie;

M. Graziani, Second Drogman de la Légation Royale d'Italie, et

M. Müller, Vice-Consul de Sa Majesté Impériale et Royale l'Empereur d'Allemagne.

Ces messieurs ont pour mission d'aller au Rhodope et dans les contrées voisines pour s'enquérir de l'état des populations émigrées dans ce pays et de leurs souffrances. Ils évalueront autant que possible le nombre des réfugiés, chercheront à savoir les endroits d'où ils viennent, à connaître leur race, leur religion, les motifs qui les ont obligés de quitter leur pays, et qui les empèchent encore d'y retourner.

Ils s'informeront des moyens immédiats de porter le remède à leurs misères et de le prolonger jusqu'à ce que ces réfugiés puissent être rapatriés et réintégrés dans leurs foyers avec toute sécurité pour leur existence.

Ils s'entendront avec les autorités Russes, si besoin est, afin de se concerter sur les mesures à prendre pour arriver au rapatriement et pour se procurer des secours immédiats si cela est possible.

Au cas où les Commissaires jugeraient applicables immédiatement des mesures que leur suggéreraient leurs informations prises sur les lieux, ils en référeraient à leurs Ambassades respectives.

Les autorités militaires Russes et Turques devront faciliter à MM. les Commissaires l'accomplissement de la mission qui leur est confiée. MM. les Commissaires se rendront d'abord à Philippopoli, s'y mettront en rapport avec les autorités Russes, et de là régleront leur exploration selon leurs convenances.

Therapia, le 17 juillet 1878.

Procès-verbal No. 1.

Ce jourdhui, 21 juillet 1878, leurs Excellences Naschid Pacha, ex-Gouverneur du Vilayet de Syrie, et Risa Bey, Délégués par la Porte; et MM. le Colonel Raab, Attaché Mili-

CARTE DU RHODOPE
ET
ROUTE SUIVIE
PAR LA
COMMISSION EUROPÉENNE
D'aprés le croquis de Mr. Fawcett.
Ichtiman
Banja
Banja
Dospad Tailassy
Nevrekop
Kara Su
Andrinople
Kirle Kilisse
Erqina
Constantinople
Usunkopru
Ireboli
Ipsala
Malgara
Kavak
Golfe de Saros
LEGENDE
Districts des villages inc
aban
où les habitants
rentrés.
Ligne des avant postes d
défense nationale du Rho
Ligne supposée des limites
Roumélie.
Chemin suivi par la commi
par le Col. Faw
Échelle 1:1000000.

taire à l'Ambassade d'Autriche-Hongrie; Fawcett, Consul-Général d'Angleterre, Juge Suprême; Challet, Consul, Gérant par intérim le Consulat de France à Constantinople; Basily, Premier Secrétaire de l'Ambassade de Sa Majesté l'Empereur de Russie; Graziani, Drogman de la Légation de Sa Majesté le Roi d'Italie; Müller, Vice-Consul d'Allemagne à Constantinople; réunis dans une salle de la gare du chemin de fer à Philippopoli en commission régulièrement constituée, en vertu des pouvoirs qui ont été confiés à chacun d'eux par les Chefs des Missions à Constantinople des Puissances Signataires du Traité de Berlin, et à la suite d'une décision du Congrès; 1878

Ont décidé, conformément aux instructions collectives qu'ils ont reçues, de se mettre immédiatement en rapport avec le Commissaire Impérial Russe en Bulgarie, Prince Dondoukoff Korsakoff, pour le prier de leur faciliter l'accomplissement de la mission qui leur est confiée, notamment en leur accordant:

1° Un sauf-conduit qui leur permette de parcourir tout le territoire occupé par les troupes Russes dans les lieux où doit s'exercer leur mission, partout, et le jour où besoin sera.

2° Une escorte dans les endroits soumis à sa juridiction partout où cette escorte serait jugée utile, soit par les autorités Russes, soit par les Commissaires eux-mêmes, pour leur sûreté personnelle.

La Commission pense également qu'elle doit profiter de cette première entrevue avec le Commissaire de Sa Majesté Impériale pour prendre quelques renseignements préalables et généraux relativement à la possibilité éventuelle du rapatriement des émigrés dans toutes les contrées actuellement occupées par l'armée Russe. Il est entendu, d'ailleurs, qu'il ne s'agit dans cette conversation que d'indications générales destinées à guider la Commission dans ces informations ultérieures.

Ces décisions sont acceptées à l'unanimité et, à l'unanimité aussi, la Commission désigne le Colonel Raab, qui accepte, comme son Président, chargé en toute circonstance de parler en son nom.

M. Challet est chargé de remplir les fonctions de Secrétaire.

(Suivent les signatures des Membres de la Commission.)

Procès-verbal No. 2.

Le même jour, 21 juillet, à 3 heures de l'après-midi, la Commission réunie au Palais du Commissariat Impérial, à la suite de l'entrevue qu'elle venait d'avoir avec le Prince Don-

1878 doukoff, confie à son Secrétaire le soin de rédiger une note retraçant les points les plus saillants de la conversation du Prince, et passe à l'examen de l'intinéraire qu'elle aura à suivre dans son enquête.

L'opinion fut unanime sur la nécessité de commencer la mission par les localités où les émigrés se sont agglomérés en plus grand nombre; les souffrances doivent y être plus vives, l'intérêt plus immédiat.

Or, sur les indications de Mr. Fawcett, le district de Gumuldjina paraissant le plus éprouvé, la Commission décide de s'y transporter immédiatement; mais le chemin le plus court n'étant ni le plus rapide ni le plus prudent, en raison de la difficulté des routes et de la nécessité d'aborder les contrées où la sécurité pourrait laisser à désirer au delà des lignes Russes, la Commission adopte le projet de tourner l'obstacle en passant par Andrinople Dédéagatch, et Lagos ou Cavalla. Elle reprendra donc, le soir même, le chemin de fer pour Andrinople, afin d'arriver à temps pour profiter demain du train de Dédéagatch. Mr. Fawcett annonce qu'il a demandé à son Gouvernement de vouloir bien mettre un bâtiment de guerre à la disposition de la Commission; il espère que ce vapeur sera à Dédéagatch à l'arrivée du train; une fois à Dédéagatch, la Commission réglera la suite de son itinéraire d'après les circonstances; en attendant, elle prie son Président d'informer le Commissaire de Sa Majesté Impériale de ses décisions et de le remercier du bienveillant accueil qu'elle en a reçu.

Le Prince sera plus tard informé, et en temps utile, du jour où la Commission rentrera dans les lignes Russes.

(Suivent les signatures.)

Procès-verbal No. 3.

Ce jourd'hui, 24 juillet 1878, la Commission, réunie au complet dans une salle de l'Agence du Lloyd Austro-Hongrois à Lagos, entend la lecture de la notice demandée au Secrétaire dans la séance précédente, en approuve le contenu modifiée par les souvenirs de plusieurs des Délégués, et déclare qu'elle est annexée au présent procès-verbal.

M. Basily donne connaissance à la Commission qui lui en fait la demande, du sauf-conduit par lequel le Prince Dondoukoff, en chargeant M. Yousefovitch d'être son intermédiaire auprès de toutes les autorités civiles et militaires placées sous ses ordres, prescrit à ces dernières d'accorder aux Délégués

le libre passage sur tout le territoire occupé par les troupes 1878
Russes, de même que l'entrée et la sortie là où la Commission jugerait utile dans le rayon d'occupation d'un côte ou de l'autre des avant-postes, en lui fournissant en deça des lignes, guide, escorte et courtoisie de manière à lui faciliter l'accomplissement de sa tâche.

La Commission décide qu'elle continuera son voyage le même jour jusqu'à Xanthi, où elle s'entendra sur la manière dont elle doit procéder à son énquête.

(Suivent les signatures.)

Annexe au procès-verbal No. 3.

En conformité de la décision prise ce matin, la Commission du Rhodope se rendit chez le Commissaire Impériale de Russie à Philippopoli et fut présentée au Prince Dondoukoff par son Président.

Le Prince dont la Commission ne saurait trop reconnaître le gracieux accueil, et qui connaissait déjà les motifs de cette visite, et le but humanitaire de la mission des Délégués, voulut leur donner immédiatement les preuves de ces bienveillantes dispositions, et de l'intérêt qu'il attachait à leur mandat, en leur communiquant un grand nombre de renseignements fort précieux, tant sur l'attitude et l'esprit des populations soumises à sa jurisdiction administrative que sur les moyens déjà employés ou d'emploi possible à ses yeux dans l'avenir pour ramener les émigrés vers leurs anciennes demeures.

Le Prince insista tout particulièrement sur la rancune que les derniers événements avaient inculquée dans les deux populations d'origine Turque et Bulgare, rancune telle que le voisinage immédiat des deux ennemis entraînerait forcément dans un grand nobre de villages, Batak entre autres, et notamment vers les points limitrophes des Balkans, tels qu'Eski-Zagra, Yeni-Zagra, Chipka et toute la Vallée de Tundja, de Sopat jusqu'à Haïn-Boghaz, de nouveaux désordres et des représailles sanglantes que l'autorité Russe serait impuissante à reprimer; il exposa les difficultés insurmontables, suivant lui, qui s'opposeraient à la rentrée des Turcs dans ceux de leurs villages aujourd'hui habités par les Bulgares, à la suite de la destruction des villages de ces derniers.

L'Administation Russe ne peut permettre aux émigrés de s'installer dans leurs foyers, qu'après avoir obtenu une autorisation préalable accordée à la suite d'une enquête assez minutieuse. En effet, l'autorité Ottomane est appelée à dresser

1878 les listes dont les noms sont soumis aux Gouverneurs actuels des sandjaks, et de ces listes, après des renseignements recueillis par les Gouverneurs sur les lieux où les requérants veulent retourner, on élimine tout individu compromis, réputé dangereux, ou désigné à la vengeance publique par ses antécédents. Ce triage opéré, l'autorité, Russe croit pouvoir répondre de la sécurité des rapatriés; mais sans cet épurement le Prince redouterait des désordres ou des massacres, même si l'on colonisait les proscrits dans les localités spéciales comprises dans les limites des nouvelles Provinces de la Bulgarie et de la Roumélie, quelqu'éloignées que soient ces localités du théâtre des événements. La colonisation de ces proscrits ne pourrait donc s'effectuer qu'en dehors de ces provinces, et l'amnistie générale à laquelle un des Commissaires a fait allusion, semble au Prince une solution impossible, toujours en raison des prédispositions d'esprit des deux populations.

En ce qui concerne la police en général dans sa circonscription militaire, le Prince estime que la gendarmerie Bulgare en voie de formation serait insuffisante à assurer et garantir la tranquillité et le bon ordre en cas du retour des émigrés sans les précautions plus haut, car non-seulement elle est composée d'un trop petit nombre d'enrôlés, mais encore on ne pourrait guère compter que sur la gendarmerie à cheval.

Relativement au rapatriement, le Prince prévient la Commission qu'il doit faire des réserves, en ce qui concerne la santé publique, et qu'il serait obligé de repousser tout individu ou groupe d'individus atteint de maladie contagieuses et urtout de la petite vérole noire.

La rentrée ne devrait s'effectuer que par petits groupes de cinquante à cent individus tout au plus, de manière à assurer le ravitaillement et la sécurité pendant le voyage. Le désarmement est et doit être obligatoire.

En attendant le retour des émigrés, l'autorité Russe s'est préoccupée de sauvegarder leurs récoltes. En vertu d'un règlement existant les Bulgares y ont été employés et pour salaire il leur est donné la moitié du produit, soit en nature, soit en argent; l'autre moitié, deduction faite de la dîme, demeure en dépôt aux mains de l'Administration, qui la remet au fur et à mesure des demandes aux ayant droit.

Cependant après le 1/13 septembre le produit non réclamé sera retenu au profit de l'Administration locale, ainsi que le sont et le seront toutes les récoltes appartenant aux individus

compromis par des accusations relatives aux massacres des 1878
dernières années.

Passant à un autre ordre d'idées a l'occasion de la route que nous devrons suivre, le Prince affirma que depuis son arrivée à Philippopoli, c'est-à-dire depuis cinq à six semaines, tous les bruits relatifs à l'insurrection du Rhodope étaient inexacts; qu'il ne pouvait, d'ailleurs, ainsi qu'on le prétend dans les journaux, y avoir eu d'engagements entre les révoltés du Rhodope et les troupes Russes, puisque les montagnes indiquées comme siége de l'insurrection sont situées à plus de 50 kilom. en deçà des avant-postes Russes; quoiqu'il en soit le Prince se mettait en tout ce qui dépendait de lui à la disposition de la Commission.

Après avoir remercié le Commissaire de Sa Majesté Impériale de la bonté avec laquelle il voulait bien aider la commission par la communication de détails et d'appréciations qu'elle utiliserait, le Colonel Raab exprima au Prince, au nom de ses collègues, les désirs émis dans la réunion du matin. Ces voeux furent agréés avec grande courtoisie, et le Prince répondit qu'il était tout disposé à accorder non-seulement un sauf-conduit, avec lequel il sera loisible aux délégués de circuler très-librement dans les localités occupés par l'armée Russes jusqu'aux avant-postes et même jusqu'aux limites où pénètrent les patrouilles Russes: mais encore toute escorte et toutes facilités qui paraîtraient nécessaires à la bonne et prompte réussite du mandat des Commissaires. Pour assurer l'exécution de ces ordres et éviter des retards et des malentendus, le Prince proposa de faire accompagner la Commission par un de ses employés civils, M. Yousefovitch.

Les Délégués se retirent en promettant au Prince de lui faire savoir l'itinéraire qu'ils choisiront, aussitôt qu'ils en auront décidé dans leur prochaine réunion.

Procès-verbal No. 4.

Ce jourd'hui, 24 juillet, à 5 heures du soir, la Commission au complet s'est réunie au Conak de Xanthi.

Le Président constate que sur le parcours de Lagos à Xanthi les Commissaires ont rencontré plusieurs groupes de réfugiés, qui ont été interrogés, et qu'il y a lieu de tenir note des informations ainsi recueillies.

Le Secrétaire est chargé de les réunir dans une notice, qui sera lue à la séance prochaine.

1878 Le Colonel Raab ajoute que les Commissaires ont pu voir, en entrant dans le village, le nombre assez considérable d'émigrés qui y sont réfugiés. Il propose donc de s'arrêter ici, d'appeler les autorités, les notables, les réfugiés eux-mêmes, pour procéder à une sérieuse enquête. Il serait bon que la Commission adoptât une sorte de questionnaire assez complet, mais concis et précis, qui permette de connaître l'époque de l'arrivée des émigrés, le lieu d'où ils viennent, ce qu'ils font, ce qu'ils reçoivent, ce qu'ils espèrent, ce qu'ils peuvent faire, les motifs de leur départ et de leur séjour encore prolongé, enfin les mesures prises, à leur égard dans le passé et dans le présent, de manière a éclairer les décisions de la Commission et celles qu'il y aurrait lieu de prendre dans l'avenir.

Cet ordre d'idées est adopté à l'unanimité.

Le Président reprend qu'il y aurait utilité à interroger d'abord le Caïmacam et les membres du Medschliss formé à Xanthi dans le but de venir en aide aux émigrés. Le lendemain les Commissaires pourraient se mettre en rapport direct avec les réfugiés eux-mêmes. La proposition est adoptée à l'unanimité. Les autorités, et quelques notables de la ville, dont moitié sont Musulmans et moitié Chrétiens, sont introduits dans la salle, et le Colonel Raab passe à l'interrogatoire.

La question est adressée à tous; un seul doit répondre, sauf aux autres à ajouter leurs réflexions particulières.

Il résulte des déclarations entendues que l'arrivée des premiers émigrés a eu lieu dix jours avant l'entrée des troupes Russes à Philippopoli. Leur nombre était de 60.000 environ, répandu dans le caza. Les habitants leur ont donné les secours dans la mesure du possible, mais ils étaient insuffisants; il fallait songer à faire partir ces malheureux le plus tôt possible.

L'Etat envoya alors des bâtiments de guerre et de commerce, qui en transportèrent un grand nombre sur les côtes de l'Asie Mineure ou d'autres points.

Dix mille environ demeurent encore dans le caza, répartis de village en village. Tous les arrivants étaient dans la plus grande misère; ils n'avaient rien pu emporter avec eux, témoin un habitant de Philippopoli, Hachi....., un des plus riches de la ville, qui est obligé depuis lors de recourir à la charité publique. Les émigrés ont pris la fuite par crainte d'être massacrés; ils croyaient leur vie menacée; presque tous sont Musulmans: il y a aussi des Bohémiens. S'ils ne retournent pas, c'est que, sachant que des Turcs de leur village ont été tués par les Bulgares, ils redoutent le même sort. Le gouvernement a envoyé des secours aux émigrés, la Municipalité en

a aussi distribué en grande quantité, ils ont aussi reçu des 1878
secours d'une société dont ils ignorent le nom.

Le secours du gouvernement consiste dans l'abandon des dîmes de 92 et 93. On alloue un demi ocque de farine ou 300 drachmes de pain par jour et par personne. Ces secours ne sont pas donnés à ceux qui trouvent une occupation rémunératrice.

Des listes sont dressées et le Caïmacam fait les distributions par petites provisions de dix jours en dix jours.

Il existe un registre où sont inscrits tous les noms des réfugiés du caza, par âge, sexe et lieu d'origine; mais sur ces listes ne figurent que les émigrés auxquels on a délivré des rations; il sera facile d'en faire le résumé en quelques jours. Les émigrés ont aussi reçu des vêtements; leur santé — sans être parfaite — est satisfaisante: ils sont soignés par deux médecins, les fièvres intermittentes et les fièvres typhoides sont les seules maladies dont ils souffrent, ils n'ont pas de petite vérole.

Avant quinze ou vingt jours la misère augmentera dans des proportions inquiétantes, le travail des champs ayant cessé presque partout.

On peut évaluer la proportion des hommes valides de 7 à 10 pour cent, le reste se compose de vieillards, de femmes et d'enfants.

Les orphelins en très-grand nombre peuvent être classés en deux catégories: ceux dont les parents ont été massacrés et ceux dont on ne sait si les parents existent.

Le caza compte de 5000 à 6000 maisons environ.

A la suite de cet interrogatoire, et vu l'heure avancée, le Président propose de lever la séance; mais il prie son Exellence Naschid Pascha d'inviter les émigrés à envoyer le lendemain un ou deux délégués de chacun des villages abandonnés, afin qu'ils soient entendus par la Commission, qui se réunira au conak à 2 heures à la Turque, et recevra les députations à 3 heures.

Le Pacha s'engage à donner des ordres pour que le lendemain même on fasse venir des provisions, qui attendent depuis longtemps dans les magazins de Lagos, qu'on les transporte à Xanthi et les villages environnants. Ces transports se feront par corvée. *(Suivent les signatures.)*

Procès-verbal No. 5.

Ce jeudi, 25 juillet, 1878, la Commission Européenne du Rhodope est réunie au Conak de Xanthi à 9 heures et demie du matin; tous les membres sont présents.

1878 Le procès-verbal de la séance de la veille est lu et adopté. Les listes demandées à l'autorité locale sont apportées par le Caïmacam; elles indiquent les villages du Caza de Xanthi où se trouvent actuellement des réfugiés, et il en résulte également que le nombre des réfugiés secourus s'élève a 7500.

A ce moment, sur l'invitation de Naschid Pacha, entre dans la salle un certain Abdullah, originaire de Satouréné (village situé à deux heures de distance de Philippopoli), qui s'était déjà présenté à l'arrivée de la Commission à Xanthi.

M. Basily insiste pour que l'entrée de cet individu soit constatée au procès-verbal, et désire qu'en raison des bruits qui courent sur son compte, il ne soit pas chargé de former les groupes: d'après ces bruits il serait compromis dans les massacres de la Bulgarie On adhère au voeu de l'honorable Commissaire de Russie M. Basily propose de faire comparaître les réfugiés par groupes, composés d'individus habitant le même village aux environs de Xanthi. La majorité de la Commission repousse ce mode de procédure. Sur la proposition de M. Graziani tous les groupes se composeront des délégués des villages du même caza ou du district d'origine des émigrés.

Le Caïmacan s'est alors chargé de l'exécution de ce désir.

M Basily voudrait aussi interroger les différents groupes qui comparaîtront successivement devant la Commission, non, comme il en a été question la veille, en écoutant celui que ces groupes auraient désigné pour être leur interprète, mais en laissant à la Commission le soin de choisir elle-même cet interprète. La majorité étant contraire à cet avis, l'unanimité se range au mode proposé par le Président et d'après lequel, après avoir entendu les délégués des groupes, il sera loisible à chacun des Commissaires d'interpeller tout individu qu'il lui plaira parmi les réfugiés présents ou non présents à la séance.

Les délégués de Tatar-Bazardjik et des environs sont introduits au nombre de neuf.

Aali, de Tatar-Bazardjik, dépose que les émigrés de son village sont arrivés, il y a sept mois, parce que, par suite de la guerre existant entre les Gouvernements le mal que l'on faisait aux Musulmans les obligeait à prendre la fuite: il a vu lui-même cinquante individus avec des chapeaux que les Russes leur avaient mis sur la tête, egorgés par ces derniers. Soixante personnes de son village, hommes, femmes, et enfants ont passé à Sumour-Aba (bas du village). Ceci avait lieu lorsqu'ils avaient déjà rendu leurs armes aux Bulgares qui leur avaient dit: »Remettez-nous vos armes, nous sommes vos frères et nous vous sauverons.« Aali ne peut dire les noms des victimes. Il était

palfrenier de l'armée, il a fui avec un cheval qu'il avait à sa dis- 1878
position. Tous ceux qui ont quitté le pays sont Musulmans ou Bohémiens.

Aali Belivan de Bazardjik, interrogé à son tour, répond qu'en voyant l'ennemi il mit ses bagages sur un chariot et sur un autre sa famille, composée de deux fils, deux filles, et six collatéraux; mais il fut obligé de laisser ses bagages à Yeni Mahalê, devant l'attaque des soldats Russes, cavaliers et fantassins; garotté, on lui avait pris les 56 piastres qu'il avait sur lui, lorsque survint un cavalier Russe qui voulut également de l'argent, et comme il n'en pouvait donner, ce cavalier lui asséna un coup de sabre dont il porte au cou la profonde cicatrice; tombé sans connaissance sur le sol couvert de neige, il ne revint à lui que dans la nuit; et ne retrouvant aucun membre de sa famille, il se traîna vers une montagne où il fut recueilli par d'autres émigrés, qui le secoururent et avec lesquels il vint jusqu'à Ghumuldjina.

Tous les habitants de son village ont fui; ce village se composait de 7000 à 8000 maisons; la population Musulmane y était en majorité.

Ils ont appris, depuis lors, que dans leurs localités les Musulmans sont l'objet de vexations constantes et qu'ils ne peuvent sortir de chez eux. A Philippopoli, par exemple, on s'est servi des Musulmans pour enlever les pierres de tombeaux d'un cimetière dont on veut faire un jardin public. C'est sa mère, revenue du pays, il y a quelques semaines, qui a rapporté ces détails.

Ils ne veulent retourner dans leurs foyers qu'autant qu'il y aura une autorité Turque.

Tous ont des propriétés; ils ont le plus grand désir de revoir leurs familles es leur biens, mais ils ont peur.

Ils ont reçu des secours du Gouvernement Turc et d'une compagnie Anglaise. Ils souffrent cependant beaucoup, car les célibataires qui ne reçoivent pas de secours ne peuvent pas toujours trouver de l'ouvrage.

Quoique peu éprouvés par les maladies, ils ont des fièvres intermittentes, quelques uns ont les pieds enflés, mais aucun n'a la petite vérole, ni aucune maladie contagieuse.

Le Gouvernement leur donne un médecin.

Ils estiment que depuis la sortie de leur village la population s'est répartie dans les proportions suivantes: un quart est rentré, un quart est mort, la moitié reste; il ne peuvent rien dire sur tous ceux qui ne sont avec eux. De toutes les familles qu'ils connaissent, il n'en est pas une qui

1878 ne compte de nombreux décès; ce ne sont que veufs, veuves ou orphelins.

Sur une question posée par le Président de la Commission, ils répondent qu'ils n'ont point reçu l'ordre de tout brûler comme on l'a prétendu. Son Excellence Naschid Pacha indique à ces réfugiés le but de la Commission Européenne du Rhodope et les engage à la confiance et a la patience, jusqu'au moment où il sera possible de les rapatrier.

Les réfugiés se retirent et Naschid Pacha demande qu'on ne se borne pas à écouter un réfugié sur cent: le Commission décide qu'elle ne ferait d'exception à cette régle que pour recevoir des détails graves et intéressants.

La séance est suspendue et reprise à 2 heures.

A la reprise de la séance, les délégués du district de Philippopoli sont introduits.

Treize paysans se présentent; Abdullah, le même que M. Basily mit en suspicion le matin, parle au nom de ce groupe; ils ont quitté leur village au moment où l'armée Russe s'emparait de Philippopoli. Pour lui, Abdullah, il portait des provisions à Schipka et était obligé de passer par Carlova et Muderisly. Il vit quatre-vingt trois personnes attachées et décapitées dans le village. A Muderisly une vingtaine de paysans ont été tués par les soldats Russes qui, en outre, y ont enlevé sept jeunes filles. »Voilà pourquoi,« dit-il, »nous avons quitté notre village.« Tous les délégués confirment ces allégations et ont eu les mêmes motifs pour fuir. Ils se sont dirigés vers Harmanli, où ils se sont livrés aux autorités, lorsque les troupes Russes y arrivèrent. Sous les yeux même d'Abdullah, les Russes ont tué son gendre et un de ses compagnons nommé Eddém. Transportés à Harmanli ils y ont été enfermés dans une maison, mais la nuit un Bulgare leur ouvrit la porte et ils s'échappèrent. Ils ont fui du côté des montagnes; un mois après ils ont expédié huit personnes pour savoir ce qu'étaient devenues leurs propriétés; de ces huit, quatre ont été tuées, deux sont revenues, sans avoir pu pénétrer jusqu'au village. En effet, arrivées à Pacha-keuî, elles furent escortées par deux soldats Russes, sur l'ordre d'un papa qui se disait officier Russe, et chemin faisant quatre furent tuées, les autres s'échappèrent.

En ce qui concerne les secours, les décès, les maladies, ils répondent dans le même sens que le groupe précédent.

Ils ont su depuis que leurs villages étaient incendiés 1877
et détruits. Il y a quarantecinq jours environ onze villages ont été brûlés par les Russes; un des délégués en fournit la liste: — ce sont Seflitchto, Bourgas, Ustritcha, Drenova, Zanavitcho, Croushova, Stretro, Voclich, Borova, Yoskeopra, Krakes. Mais jamais ils n'ont reçu l'ordre de les brûler eux-mêmes. Ils ont vu les Russes tuant, pillant, violant les femmes, les menaçant. Abdullah est parti avec quinze personnes de sa famille; trois seulement sont parvenues à se sauver; il a transporté ses deux petites filles sur son dos.

Tant que l'état de choses sera le même, ils ne veulent pas retourner, malgré leur désir de revoir leur foyers, ils ne rentreront qu'avec les autorités Turques. »Comment voulez-vous que nous rentrions,« ajoute l'un deux, »quand nous avons vu plus de 2000 enfants entassés dans la rivière du village d'Harmanli?«

Le nommé Aali déclare qu'une partie de ces enfants ont été jetés par leurs mères elle-mêmes, fuyant devant l'ennemi. Hassan ajoute que s'étant dirigés, au nombre de 50.000 à 60.000 vers Harmanli avec 30.000 à 40.000 chariots, les femmes marchant en avant, les hommes en arrière pour les protéger, ils furent attaqués par les troupes Russes qu'ils obligèrent tout d'abord à reculer et l'espoir revint de pouvoir opérer une retraite sans obstacle; mais le lendemain les Russes ayant été renforcés, la lutte recommença avec du canon, et comme les boulets atteignaient les chariots où se trouvaient les femmes et les anfants, chacun prit la fuite, car tout espoir était perdu. C'est alors que les femmes ont abandonné les enfants dans la rivière; le chiffre de 2000 lui semble vrai.

Les vieillards restés dans les chariots furent massacrés par les Russes.

Mr. Fawcett demande qu'on interroge Abdullah sur l'accusation à laquelle M. Basily a fait allusion le matin. Abdullah proteste en déclarant que les Bulgares eux-mêmes l'ont engagés à demeurer parmi eux en l'assurant qu'ils le protégeraient. Tous les délégués du caza attestent que jamais cet homme n'a commis le moindre méfait et qu'il était Hanédan du village. Avant de les congédier Riza Bey adresse aux délégués les mêmes paroles que Naschid Pacha à fait entendre le matin aux dèlégués de Bazardjik.

Hadji Achmet, de Philippopoli, vient ensuite affirmer qu'il a vu lui-même brûler il y a une quarantaine de jours, les onze villages nommés plus haut; il était à Zanavitcho.

1878 Mehemed Aali, de Stanimaka, fait la même déposition; il était à Drenova au moment de la destruction.

Hadji Ahmet déclare que le village où il se trouvait était défendu par 150 personnes; un parlamentaire Russe s'adressa à un certain Parascolo pour leur enjoindre de se rendre; ils refusèrent, alléguant qu'ils protégeaint leurs femmes et leurs enfants. Le lendemain les Russes avec deux canons ouvrirent le feu, brûlèrent le village, et les obligérent à prendre la fuite.

Aali ajoute à son tour qu'il y a cinq mois et demi on vint leur dire de la part des Russes et des Bulgares qu'ils pouvaient rentrer chez eux sans avoir rien à craindre; huit familles se décidèrent alors à suivre ce conseil et partirent avec des bestiaux; arrivées à Beulmedjé l'armée Russe les arrêta; on sépara les hommes des femmes, huit hommes furent tués, le neuvième s'enfuit blessé d'une balle à l'epaule; les femmes furent enfermées, mais sauvées par le concours d'un Bulgare; de ces femmes deux sont mortes de fatigue; deux sont ici; on ignore où sont les autres.

La Commission décide d'appeler les deux femmes qui sont ici pour contrôler les assertions d'Aali.

Entre un troisième paysan suivi des plusieurs autres émigrés pour confirmer le fait de la destruction des villages. L'un d'eux s'exprime ainsi:—

Il y a quarante cinq jours les forces Russes canonaient Drenova; toute la population a fui vers Locovitcha. On lui a raconté qu'a Drenova il n'était resté qu'un vieillard, sa femme et deux filles; les cadavres des deux vieillards ont été retrouvés; on ne sait où sont les filles; ses compagnons attestent qu'ils ont retrouvé eux-mêmes les cadavres et qu'ils les ont enterrés.

Il y a 60 jours, raconte un certain Hadji Moustafa, de Sténérisola, une lettre parvint aux émigrés disant que Ismaîl Aga, militaire Turc, accompagné de quinze Russes, devait se rendre à — —

Ici se produit un incident. M. Basily objecte que la Commission, à son avis, est sortie à plusieurs reprises des limites de sa mission. On fait évacuer la salle et M. Basily demande qu'on s'en tienne à des indications générales sans précision de faits, autrement il serait obligé de quitter la Commission et de retourner à Constantinople.

La discussion s'engage et plusieurs membres, en se basant sur le texte même des instructions données aux Commissaires, répliquent à M. Basily que la Commission s'est

toujours bornée à suivre ses instructions, que le cas dont il 1878
s'agit est prévu et défini, puisque la Commission doit s'enquérir tant des motifs qui ont déterminé les émigrés à quitter leurs foyers que de ceux qu'ils allèguent pour ne pas y retourner.

En vue des lenteurs d'une discussion qui obligerait les émigrés venus des villages voisins à retourner sans avoir été entendus, le Président propose de passer outre pour aujourd'hui, en continuant l'enquête dans des termes qui donneront, dans une certaine mesure, satisfaction à M. Basily, mais en réservant la question entière, jusqu'à la lecture du procès-verbal de la séance, à l'occassion duquel le débat pourra revenir et se résoudre.

La proposition est acceptée et le Pacha fait entrer les délégués d'Eski-Zagra, Tscherpan et environs.

Leur délégué déclare qu'ils ont quitté leurs foyers vers la Noël des Bulgares; il n'a vu aucun massacre. Tous les émigrés de ces villages sont Musulmans.

Vers Eski Aslems et Harmanli ils ont rencontré des troupes Russes qui les ont attaqués avec du canon. Ils n'ont depuis aucune nouvelle de leur village. Sur 120 maisons qui le composent, seize familles sont ici; on ne sait où sont les autres.

Relativement aux secours et à la santé, ils répondent exactement comme les précédents; depuis leur départ la mort a frappé beaucoup d'émigrés.

Ils ne veulent rentrer que si les Commissaires répondent de les protéger.

Un délégué d'Eski-Zagra ajoute qu'après les avoir désarmés, des individus portant l'uniforme Russe les ont pillés et en ont tué beaucoup; le village est brûlé; il n'en reste plus rien.

Hadji Aali, de Kyzanlik, raconte que les Bulgares sont entrés chez lui; sa femme et ses cinq enfants ont été garottés. Alors un des Bulgares le fit approcher et lui dit: »Appelez le Prophète pour sauver votre enfant.« L'enfant était saisi, rapproché près de son père, sous les yeux duquel on le tuait. Cette scène se renouvela autant de fois qu'il y avait d'enfants. Ces délégués se retirent, aprés avoir entendu l'allocution du Pacha, les exhortant au courage et à la confiance.

Le groupe de Loftcha d'Isladie, et de Statizza, est introduit.

Ils ont quitté leurs villages, il y a treize mois; plusieurs ont voulu rentrer, mais ils ont dû partir de nouveau parce

1878 qu'ils ne se croient pas en sûreté. L'un d'eux ajoute que les Russes ayant passé le Danube, ils ont voulu rester dans leur village, mais après l'occupation de Selvi, les Russes ayant pris seize habitants les plus riches du pays, ils les ont tués et ont confisqué leurs biens. Pouvaient-ils devant ces faits rester dans leurs foyers ?

En ce qui concerne les secours et la santé, les réponses sont identiques à celles des groupes précédents.

Ils ne veulent pas rentrer dans leurs foyers parce que leurs femmes et leurs enfants ont été enlevés par l'ennemi; la moitié seulement de ceux qui ont quitté leurs villages sont arrivés ici, les autres sont morts en route, ou ont été ailleurs.

Un habitant d'Isladié dit qu'à sa connaissance sur une famille de neuf personnes, huit ont été tués par les Russes.

Le groupe de Plevna et des environs déclare que les Musulmans ont quitté ces lieux quarante jours après l'occupation de Tirnova par les Russes. L'un d'eux a vu soixante personnes tuées par les Russes dans un seul village à Dohisliva.

Un habitant d'Agatva, près de Tirnova, affirme que les Russes et les Bulgares réunis ont pris en ôtage quelques notables des plus riches; ils en ont tué deux, et ont confisqué leurs biens. Effrayés par ces faits, ils ont quitté leurs foyers alant à la recherche de l'armée Turque.

Les secours leur sont distribués. Deux d'entre eux cependant déclarent qu'ils n'ont rien reçu; on constate que le premier est célibataire, et l'autre avoue qu'il n'a rien demandé.

Ils ne rentreront dans leurs foyers qu'avec les autorités Turques.

On fait entrer à la fois les groupes d'Orkhanié, Selvi, et Sophia.

Un délégué de Selvi dépose que lorsque les Russes s'emparèrent de la ville l'autorité les invita à rester tranquillement chez eux, où ils ne seraient point molestés. On leur fit déposer les armes, qui furent remises aux Bulgares. Sur ce, on s'empara de leur bestiaux, plus tard les Russes arrachèrent de la tête des femmes les pièces de monnaie dont elles forment leurs coiffures, et, plus tard encore, tout ce qu'ils possédaient. Plusieurs Musulmans ont été garottés, livrés aux Bulgares, et on ignore ce qu'ils sont devenus.

Plus tard encore, les Bulgares ont entouré le village. Six personnes se sont réfugiées dans la mosqué; on les y a égorgées. Voilà pourquoi ils ont fui

Ils ne retourneront pas sans être garantis contre le retour 1878
de ces cruautés. Santé et secours comme les précédents.

Le groupe de Sofia ne donne aucun détail ; les habitants ont fui sous l'effet de la panique.

De Samakoff les émigrés ont fui au commencement de Chawal pour sauver leur vie. Arrivées à Sarambey ils ont été rejoints par les troupes Russes, qui leur ont pris tout ce qu'ils avaient, et ont emmené les jeunnes femmes. On ignore depuis ce qu'elles sont devenues.

Conduits à Tatar Bazardjik, on prit les plus jeunes. Une quinzaine de vieillards, laissés à Samakoff, ont été tués. De Cheitankeui, jusqu'à Tchalak, les Russes et les Bulgares en ont massacré plus de 200.

Le déposant ajoute: »Je ne les ai pas vus de mes yeux, mais voici mes compagnons, qui l'affirmeront.« Plusieurs émigrés affirment en effet avoir été témoins de ces cruautés.

Ils se sont dirigés vers Stanimaka, et comme l'armée Russe venait de Haskeui ils tournèrent vers Métarli; là des hommes portant chapeau les ont dépouillés.

Ils sont secourus, et assez bien portant. Il y a eu beaucoup de malades, mais ils sont mieux.

Ils veulent retourner chez eux pour revoir leurs mères, mais ils ne le feront qu'avec le retour des autorités Turques.

On fait entrer les deux femmes que la Commission a demandées devant elle; l'une s'appele Redezé Sedia, et l'autre Aiché.

Elles confirment les dires des déposants en ajoutant qu'elles ont été violées par sept soldats Russes. En donnant des détails navrants, elles se retirent réclamant qu'on venge leur honneur— »plutôt que de nous donner du pain, donnez-nous du poison«.

Tous les groupes ayant été interrogés, le Président propose de régler le travail du lendemain. A son avis, il serait bon de visiter quelques-uns des villages où sont les réfugiés, afin de se rendre compte de la manière dont ils y vont. Pour hâter cet examen, les Commissaires pourraient se diviser en deux groupes, qui se dirigeraient l'un à droite, et l'autre à gauche, de Xanthi. Ces propositions sont acceptées sans réticence.

MM. Fawcett, Raab et Graziani partiront à cheval dans la montagne. MM. Basily, Müller et Riza Bey suivront en voiture la route carrosable. M. Challet s'occupera pendant ce temps du procès-verbal de cette longue séance d'aujourd'hui.

1878 Tout est adopté à l'unanimité. La Commission se réunira au conak le lendemain 26, à midi.

(Suivent les signatures des Membres de la Commission, celle de M. Basily étant accompagnée de la réticence suivante — »En protestant contre les procédés de la Commission.«)

Procès-verbal No. 6.

La Commission réunie au complet le 26 juillet 1878, au conak, écoute la lecture du procès-verbal de la séance du 24, en adopte le contenu, et passe à ses travaux.

La parole est donnée à M. Basily pour s'expliquer sur l'incident de la veille, afin que la Commission soit consultée sur l'opinion émise par l'honorable Commissaire de Russie relativement au mode de procédure adopté par la Commission.

M. Basily prend la parole. A son avis, la Commission s'écarte de ses instructions dont le but est humanitaire et philanthropique; ainsi qu'il s'en est exprimé à plusieurs reprises avec tous ses collègues, il lui semble que pour répondre à l'idée de leurs chefs, les Commissaires doivent principalement s'occuper de l'état dans lequel se trouve actuellement les populations réfugiés au Rhodope et dans les contrées voisines, ainsi que des souffrances qu'elles endurent, afin de trouver des moyens immédiats de leur porter remède et de le prolonger jusqu'à ce qu'il soit possible de les rapatrier.

Si donc les Commissaires doivent, conformément à leurs instructions, tout en évaluant le nombre des émigrés, en cherchant les endroits d'où ils viennent, prenant des renseignements sur leur race, leur religion, connaître aussi les motifs de leur départ, ceux qui les empêchent de retourner, cette dernière recherche n'est qu'un moyen d'arriver au but qui doit être de porter remède aux souffrances des réfugiés.

La Commission semble au contraire avoir spécialement en vue de rechercher les motifs qui se rattachent aux plaintes des réfugiés; y consacre la plus grande partie de son temps, interroge les individus sur une série de faits personnels, entre dans tous les détails, les insère dans les procès-verbaux comme s'il s'agissait d'une enquête judiciaire. Ce travail, sans parler de ce qu'il peut avoir de peu correct à l'égard de leurs instructions, pourrait, aux yeux de M. Basily, entraîner les Commissaires dans une mission qui se prolongerait pendant des mois, et sans contribuer en rien à l'amélioration du sort des

réfugiés, retarderait, au contraire, l'adoption de mesures que 1878
les Commissaires doivent suggérer dans l'intérêt des réfugiés.

Ce moyen de procéder ne saurait les éclairer sur la vérité, car on ne pourrait entendre que la déposition des plaignants sans avoir moyen de la vérifier. M. Basily n'hesite pas un instant à affirmer de la façon la plus catégorique et la plus formelle qu'il n'ajoute aucune foi aux méfaits atroces attribués par les réfugiés aux troupes Russes; ce sont des allégations mensongères et des calomnies odieuses; il n'admet pas qu'on puisse leur attribuer une valeur quelconque. Il semble que les réfugiés qu'on a amenés aient été préalablement préparés et stylés par leurs meneurs, et ce qui le confirme dans cette opinion c'est que des individus que les Commissaires ont rencontré par hasard sur la route tenaient un langage tout différent, disant qu'ils avaient fui par peur sans avoir vu l'ennemi.

La Commission ne saurait, il lui semble, écouter des personnes telles que Abdullah et autres individus qui lui ont été indiqués comme meneurs des massacre de Bulgarie, que M. Basily ne connaît pas, il est vrai. En continuant à procéder, comme elle le fait, la Commission marcherait vers un but autre que celui qui procède de ses instructions; la voie qu'elle suit ne saurait amener un résultat utile et pratique, et les dépositions qu'elle enregistre ne sauraient être de nature à l'éclairer sur la vérité, ni à contribuer à l'amélioration du sort des réfugiés.

Il se voit donc obligé de faire à son chef un rapport au sujet de ce qui précède, et prie la Commission de vouloir bien suspendre ses travaux jusqu'à la réception de la réponse.

Le Président propose de continuer les travaux comme ils ont été commencés; il en expliquera immédiatement les motifs, si la Commission le veut; mais il désire que chacun des Commissaires exprime également son opinion sur les objections de M. Basily, et donne à ce sujet la parole à M. Müller.

M. Müller déclare que dans son opinion la Commission entre trop dans le détail des motifs; elle entend ici des hommes qui ont fort souffert des conséquences de la guerre et qui, irrités comme ils le sont, lui racontent des détails sur des prétendus méfaits qui, en partie, surtout en ce qui concerne les atrocités commises par les troupes Russes, semblent incroyables, et en partie, en raison de la haine existant entre les Turcs et les Bulgares, il pense que les Commissaires pourraient se passer de ces détails, d'autant plus qu'ils ne sont ni appelés à en vérifier l'assertion, ni en état de le faire. Le but philanthropique peut être obtenu sans entrer dans des détails comme la Commission l'a fait jusqu'à présent.

1878 Son Excellence Riza Bey, au nom de son Excellence Naschid Pacha déclare que les instructions des Commissaires Turcs sont conformes à celles de autres Commissaires, et qu'il croit ne s'en être nullement écarté jusqu'ici. Si l'on pose une question à ceux que l'on interroge, il faut bien écouter la réponse toute entière; car, où les arrêtera-t-on? à quel moment? ne comprenant pas le motif de l'interruption, des gens sans instruction peuvent se méprendre et omettre des renseignements qui pourront être utiles à la Commission dans l'examen des causes qui ont motivé le départ des émigrés. Il propose donc de continuer comme on a commencé.

M. Challet ne partage nullement l'opinion de M. Basily sur la portée des instructions générales et collectives qui ont été données aux Commissaires. Le but philanthropique et humanitaire visé par les instructions serait illusoire, s'il se bornait à la distribution de quelques secours d'argent, de remèdes, ou de consolations aux malheureux chassés de leurs proprietés, et qui ne demandent qu'à y retourner. C'est l'accessoire, le préliminaire, si l'on veut, mais le but final et déterminant et le seul réellement utile; c'est le rapatriement. Or, pour engager les émigrés à retourner dans leur anciennes demeures, la Commission, ou plutôt l'Europe, doit savoir dans quelles conditions de sûreté ils s'y trouveront? Pourrait-elle, en effet, leur conseiller le retour si de l'enquête il résultait qu'il y a danger à mettre en contact deux populations qui s'entre égorgeront ou dont l'une égorgera l'autre?

La Commission est allée à Philippopoli pour connaître dans quelles conditions l'autorité Russe accueille ceux des Turcs qui demandent à regagner leurs foyers; le Prince Dondoukoff lui a donné connaissance d'un réglement spécialement rédigé à cette occasion; les Commissaires ont écouté tout ce que le Commissaire de Sa Majesté Impériale a bien voulu leur dire sur les mesures qu'il juge bon de prendre, au point de vue des intérêts Russes, et locaux; il est équitable de savoir si du côté des émigrés ces mesures sont acceptables et acceptées, ou pourquoi elles ne le seraient pas; car la Commission peut en conseiller d'autres. Quel est le rôle de la Commission? Faire une enquête, c'est-à-dire, écouter tout ce qu'on lui dit, et elle doit l'enregistrer dans les procès-verbaux pour éclairer la situation. Les Ambassadeurs sur ce dossier auront à juger et à prendre une détermination; mais ce dossier doit être aussi complet que possible; s'il en etait autrement, et si les Commissaires bornaient leur tâche à déclarer qu'ils ont trouvé des émigrés souffrants qui ont quitté leurs pays par peur de l'ennemi ou à la suite de

massacres, ceux qui les ont envoyés pour approfondir la question répliqueraient avec raison que ces vagues indications sont insuffisantes et n'ajoutent rien à ce qu'ils savent déjà. M. Challet ne redoute pas les lenteurs de cette procédure, ni pour les Commissaires qui sauront se soumettre aux exigences de leur mission, ni pour les émigrés qui recevront des secours s'il en est besoin; car les Grandes Puissances qui ont délégué des mandataires pour s'enquérir de leurs souffrances ont eu assurément pour but de leur venir en aide, et quelques millions de dépenses ne les arrêteront pas dans leur oeuvre humanitaire. 1878

Quant à lui, il désire que toutes les dépositions faites contre l'armée Russe soient autant de calomnies et de mensonges, car cela faciliterait la tâche de l'Europe, puisqu'il n'y aurait aucun danger à replacer les émigrés sous la tutelle des troupes Russes; mais si elles étaient vraies, l'Europe doit en être instruite dans le but même qu'elle se propose. Non, la Commission ne se transforme pas en Tribunal. M. Basily seul fait acte de juge, et même il juge sans entendre et sans connaître, comme il l'a fait en se prononçant sur les dépositions des émigrés, et surtout à l'occassion de la mesure prise contre Abdullah.

La Commission ne saurait le suivre dans cette voie; elle entend aujourd'hui, elle appréciera plus tard en connaissance de cause.

Le Commissaire de France demande que l'enquête soit complète, afin que l'on puisse rapporter à l'Europe tout ce qui pourrait l'éclairer sur la question des facilités ou des obstacles au rapatriement des émigrés; il désire donc que la procédure continue comme elle a été commencée.

M. Graziani s'associe aux réflexions de M. Challet et demande à poursuivre l'enquête telle que on l'a commencée, et fait observer en outre que la Commission, avant d'interroger les groupes des réfugiés, s'était entendue sur le genre de questions qu'elle devait leur poser, et il avait été décidé à l'unanimité que conformément aux instructions on demanderait aux réfugiés quels sont les motifs qui les ont obligés à quitter leur pays, et qui les empêchent encore d'y retourner; il croit donc qu'il est non seulement nécessaire, mais du devoir de la Commission d'enregistrer dans les procès verbaux les réponses des personnes que l'on interroge.

En ce qui le concerne, il n'est nullement effrayé des lenteurs de l'enquête, car si l'on en juge par le début des travaux, et lorsqu'en deux jours il a été possible aux Commissaires de connaître en détail les malheurs, les conditions d'existence et les besoins de 12.000 individus, c'est moins d'un qu'il fau-

1878 drait consacrer à toute l'émigration au Rhodope et dans les environs, en l'évaluant à 100.000 ou 120.000 réfugiés.

Mr. Fawcett se rallie complétement à ce que viennent de dire MM. Challet et Graziani; il ajoute que comme avocat il croit que la vérité ressort le plus souvent du rapprochement d'un grand nombre de petits détails relatifs à un même fait.

Il tient à protester en outre contre l'accusation de menées dont a parlé M. Basily. La Commission en effet, a pu s'apercevoir, à plusieurs reprises, lorsque les groupes se trouvaient devant elle, qu'aucun individu n'était chargé de prendre la parole au nom de ses compagnons; chacun d'eux, au contraire, hésitait à répondre et cherchait à se décharger sur son voisin du soin de le faire.

Mr. Fawcett sait très-bien pourquoi le Congrès de Berlin a décidé l'envoi d'une Commission d'Enquête et selon lui les Commissaires ne se sont point écartés de l'esprit qui a présidé à cette décision; il prie donc la Commission de continuer ses travaux sans tenir compte des observations de M. Basily. Si M. Basily veut retourner à Constantinople cela est indifférent à Mr. Fawcett, qui continuera sa mission jusqu'au bout.

M. le Président déclare que lui aussi sait par quels motifs le Congrès a décidé l'envoi d'une Commission, l'Ambassadeur d'Autriche-Hongrie s'en est expliqué avec lui; les Commissaires ne doivent pas s'attacher uniquement aux souffrances physiques, mais s'intéresser aussi aux souffrances morales, et ce n'est qu'en écoutant les dépositions des émigrés qu'on s'en rendra compte; de plus on gagnera aussi leur confiance. S'il est possible dans les procès-verbaux de généraliser, il ne s'y oppose pas; mais il désire tout entendre. Pour avoir une idée suffisante de l'état des émigrés, il faut entrer dans les plus petits détails; il propose donc à la Commission de continuer ses travaux.

Après une discussion sur le mode de solution qui doit être suivi relativement à l'objection de M. Basily, on se rattache à l'idée émise par M. Challet, qui propose de voter sur le désir exprimé par M. Basily d'attendre, pour continuer l'enquête, qu'il ait reçu de Constantinople de nouvelles instructions.

Tous les Commissaires se prononcent contre ce désir.

Le Président propose alors de continuer à procéder comme par le passé.

MM. Müller et Bassily votent négativement, et Mr. Fawcett, son Exc. Riza Bey, MM. Challet, Graziani et Raab affirmativement.

Le voyage sera continué, et le lendemain, Samedi, les Commissaires partiront pour Gumuldjina.

(Suivent les signatures.)

Procès-verbal No. 7. 1878

Le 27 juillet 1878, la Commission Européenne du Rhodope réunie au conak de l'autorité de Gumuldjina entend la lecture des notes recueillies sur son parcours de Xanthi à cette localité par M. Graziani, et dont voici la substance:

Village de Narlij, au pied du Mont Rhodope; 120 émigrés se trouvent dans le voisinage de ce village, quelques-uns d'entre eux se présentent et disent qu'ils viennent du Caza de Loftcha; qu'ils ont quitté leur pays parce que l'armée Russe, s'avançant vers leurs villages, incendiait, pillait et violait les femmes.

A Harmanli, après avoir perdu tout ce qu'ils avaient, ils se sauvèrent dans les montagnes; aux veuves, aux orphelins, aux invalides on a donné des secours; les femmes, les enfants et les vieillards sont tous malades. Beaucoup de fièvres intermittantes et de fièvres typhoïdes.

Certainement ils veulent rentrer chez eux, mais avec tant de malades, et sans argent, comment pourront-ils le faire?

A la suite de la lecture de ces notes, son Excellence Naschid Pacha fait entrer dans la salle des séances toutes les autorités da la ville. A toutes les demandes qui leur sont adressées ils répondent:

Il y a de 60.000 à 70.000 émigrés dans le caza; on donne des secours aux veuves, aux orphelins et invalides; ceux qui sont en état de travailler ne reçoivent rien. Jusqu'à présent les émigrés trouvaient du travail en cultivant les champs, mais dans quelques jours ce travail cessera; beaucoup émigrent vers l'Asie. Cette émigration est spontanée; les secours qu'on distribue aux émigrés sont prélevés sur les dîmes de l'année 93. Plus tard, par ordre de la Sublime Porte, le Vilayet de Salonique a envoyé les revenus de même nature, mais dans quelques jours il ne sera plus possible de distribuer des rations. L'autorité a jugé à propos de s'adresser à la Sublime Porte, afin d'obtenir la permission de donner de secours, sur les prélevants des dîmes de 94.

En hiver les émigrés étaient logés dans des maisons, mais en ce moment ils se trouvent en plein air; il n'y a pas de médecin affecté aux services des émigrés; le gouvernement n'en a envoyé qu'un seul pour l'armée.

La Commission donne les ordres nécessaires pour que le lendemain on forme des groupes d'émigrés qui devront être interrogés. L'heure de la réunion est fixée à 8 heures du matin.

(Suivent les signatures.)

1878 *Procès-verbal No. 8.*

Ce dimanche, 28 juillet 1878, la Commission réunie au conak de l'autorité de Gumuldjina constate que sur le parcours qu'elle a effectué depuis Xanthi, elle a recontré plusieurs groupes de réfugiés dont la plupart sont malades, et que, d'après des renseignements personnels à plusieurs membres de la Commission, il y aurait aussi beaucoup de malades parmi les émigrés qui campent dans cette ville ou les environs; la Commission prie, en conséquence, Naschid Pacha de vouloir expédier un télégramme à la Sublime Porte pour l'envoi immédiat de quatre médecins avec les médicaments nécessaires.

Un membre propose de leur construire des baraques où les malades pourraient être transportés; ordre est donné à la municipalité d'étudier la question et d'indiquer à la Commission quels sont les endroits où ces baraques pourraient être construites.

Un autre membre ayant reçu des plaintes sur la mauvaise qualité du pain que l'on donne aux émigrés, demande à ce qu'un échantillon soit présenté a la Commission pour examiner si la plainte est fondée. La Commission en constate la mauvaise qualité et demande que la qualité soit améliorée.

Ordre est donné à l'autorité de veiller à l'exécution de cette décision.

Les delégués de Tatar-Bazardjik au nombre de quatre sont introduits.

Ils ont quitté à la Noël leurs villages pour sauver leur vie et les quelques valeurs mobilières qu'ils possédaient. Les uns prirent la route d'Harmanli, les autres celle de Stanimaka; les premiers suivaient l'armée de Suleiman Pacha, qui leur avait conseillé de fuir.

Ils abandonnèrent donc femmes, enfants, et propriétés; mais ils affirment que jamais Suleiman ne leur a donné l'ordre de brûler leurs villages; les seconds partirent deux jours après et arrivèrent deux mois plus tard, en mettant sur les chariots certains objets de valeur.

Ils déclarent avoir reçu des secours; cependant l'un deux, Hussein Zuruk, affirme qu'il n'a encore rien reçu. On leur a donné des logis, mais à l'arrivée de l'armée Russe, on les chassa des habitations qu'ils occupaient pour loger les soldats, et ils ont été obligés de louer des chambres qu'ils paient très-cher.

Le Caïmacam interpellé répond que, conformément aux ordres qu'il a reçus du gouvernement, il ne donne de secours qu'aux orphelins, veuves, ou invalides, et aucun secours aux

personnes qui ont des moyens d'existence ou qui peuvent 1878
travailler. Beaucoup de malades parmi eux.

Ils retourneront seulement sur l'ordre du Sultan.

Quinze délégués de Philippopoli quittèrent, il y a sept mois, leur pays à la suite des cruautés commises par l'armée Russe, qui tuait femmes et enfants; ils prirent la route de Harmanli et là ils furent dépouillés par l'ennemi. Les femmes, les enfants et les invalides reçoivent des secours; ils demandent qu'on en donne à tous. Pour le moment ils ont du travail, mais dans quelques jours que deviendront-ils?

La plupart ne sont pas logés; ils sont tous Musulmans sauf quelques Bohémiens.

Ils ne demandent pas mieux que de rentrer dans leurs foyers, mais ils ne peuvent le faire tant que les Russes y sont, les soldats n'ayant rien respecté.

Beaucoup de malades en raison des souffrances endurées et du mauvais climat.

Les Commissaires Ottomans proposent de réprimander les personnes qui perçoivent des loyers. La Commission laisse le Pacha libre d'agir comme bon lui semblera en s'associant toutefois à l'idée des Commissaires Ottomans.

Interrogé sur des faits particuliers, Hadji Halil, d'Eski Zagra, dit que des Bulgares et des Cosaques, après avoir tué son fils devant lui l'ont dépouillé; il ne sait ce que sont devenus ses quatre autres enfants.

Ismaïl, de Philippoli, raconte qu'à Harmanli les Russes mitraillaient leurs chariots chargés de femmes et d'enfants. Les Cosaques les poursuivaient; lui, prit la fuite avec sa femme et ses deux enfants: l'un âgé de cinq ans et l'autre de onze mois; ils s'était caché dans des broussailles avec sa famille et un Bulgare à son service; les Cosaques les découvrient, et après avoir pris le Bulgare, tuèrent les deux enfants. En ce moment il parvint à s'échapper, se dirigea vers Ortakeuï; les Russes arrivèrent et dépouillèrent tous ceux qui s'y trouvèrent, en prenant même les boucles d'oreilles des femmes; ils enlevèrent cinq femmes qu'ils emmenèrent à Ortakeuï.

Ils insistent pour que des secours leur soient donnés, la plupart ayant supporté beaucoup de souffrances.

Les députés du Caza de Haskeuï ont quitté leur pays pour sauver leur existence; ils reçoivent des secours, mais ne sont pas logés; ils sont tous Musulmans.

Beaucoup de maladies règnent parmi eux, surtout des fièvres: »Comment voulez-vous que nous retournions dans nos pays; ni notre honneur, ni notre vie, ne sont en sûreté!«

1878 Sadik, de Tahlaty, dit que les Russes ont tué devant lui Massouli Effendi, Mufti de Philippopoli, âgé de 85 ans, ainsi que sa femme. Ses compagnons nous racontent que leurs maisons ont été brûlées par l'armée Russe. Ils sont venus après l'arrivée de Suleiman Pacha; ils nont jamais reçu l'ordre de brûler leur village et ils ont confié tous leurs biens aux Bulgares.

La séance est suspendue.

A la reprise de la séance les délégués de Kyzanlik et de Yéni-Zagra sont introduits. Ils ont quitté leur pays depuis plus de six mois, à cause des souffrances que leur faisait endurer l'armée Russe. Quand ils eurent déposé leurs armes, on les garotta, au nombre de plus de 300, dont la plupart furent décapités à Kyzanlik; beaucoup se réfugièrent sur les minarets, d'où ils s'enfuirent le lendemain; ils furent attaqués depuis par l'armée à trois reprises, et comme, à Harmanli, on employait contre eux de l'artillerie, ils furent obligés de quitter leurs effets et d'abandonner leurs enfants. Ici on leur donne quelques secours, et pas d'habitation. Il y a parmi eux beaucoup de malades. Tous sont Musulmans. Ils ne peuvent pas retourner tant que l'autorité Russe se trouvera dans leurs villages, dont ils n'ont d'ailleurs aucune nouvelle depuis leur départ.

Les délégués de Démotica disent qu'ils ont quitté leur pays depuis deux mois; un mois plus tôt l'armée Russe était arrivée dans leur village, et comme elle a commencé à piller et à tuer, ils ont pris la fuite dans les montagnes, d'où ils ont aperçu l'incendie de leurs maisons. Or, non-seulement il n'y avait pas eu de résistance de la part de ces villageois, mais eux mêmes avaient fourni à plusieurs reprises des fourages à l'armée Russe.

Le déposant a vu de ses yeux dix-huit villages brûlés par les Russes; il ne les ont brûlés qu'après avoir pris les provisions qui se trouvaient dans les maisons. Alors seulement a commencé la résistance; s'ils n'avaient pas arrêté la marche des Russes, ces derniers auraient brûlé tous les villages du caza.

Ces émigrés attestent qu'il existe des insurgés au Rhodope; l'un d'eux y compte deux de ses fils, et eux-mêmes se sont battus à plusieurs reprises.

Il y a quarante-cinq ou cinquante jours, à Tchéutekly et à Acha Mahalé, il y a eu deux combats livrés, aprés lesquels il y eut un échange de deux prisonniers; trois jours avant ces deux combats, un certain Petco, accompagné de soixante Bulgares, et de vingt soldats Russes, est arrivé dans

les avant-gardes. Ils pénétrèrent dans le village nommé Bes- 1878
molu, le pillèrent, tuèrent une femme, et partirent.

Le but des insurgés est d'empêcher les Russes d'étendre leurs lignes; quant à eux, ils ne les attaqueront jamais. Il y a des cabanes où se trouvent des femmes; les Russes viennent les y chercher et les habillent à l'Européenne. Cependant, depuis que des sentinelles ont été placées, ils ne peuvent y parvenir.

Tous voudraient rentrer à la condition qu'on leur montre la possibilité de le faire.

Deux habitants de Délinson Koulessi déclarent que les Russes, aprés avoir pris tout ce qu'il y avait dans leur village, y mirent le feu. Les habitants s'enfuirent, et, dans leur fuite, rencontrèrent l'armée Russe qui, sans pitié, tirait sur eux, bien qu'ils ne fussent pas armés.

Un membre de la Commission demande à l'autorité s'il existe des Bulgares dans le Caza de Ghumuldjina: le Caïmacam répond qu'on en compte plusieurs milliers, et qu'il y a de riches villages qui ne sont composés que de Bulgares; il déclare un outre que la meilleure harmonie règne entre les réfugiés et ces villages.

Ont fait avancer le groupe des réfugiés de Tcherpan, Eski Zagra et Carlova, en tout vingt-trois personnes.

Ils sont arrivés au mois de Janvier. L'armée Russe étant entrée à Eski-Zagra, ordonna à tous les Musulmans de déposer leurs armes, sous peine d'être décapités. Les armes livrées furent remises immédiatement aux Bulgares. Le lendemain on arrêta plusieurs notables, et deux d'entre eux, le pére et le fils, furent pendus devant les autres; le troisième jour ils emprisonnèrent toutes les femmes et dans l'espace de douze jours tuèrent de 120 à 150 personnes.

A chaque coin de rue on voyait des personnes décapitées.

Ali Osman a vu son pére et sa soeur tués devant lui. Suleiman Pacha est arrivé sur ces entrefaites, et il a pu quitter le pays.

Le délégués affirment qu'ils vivaient en très-bonne harmonie avec les Bulgares. Ils ont quitté le pays pour sauver leur vie, et au moment où les Russes commençaient a tuer ceux qui se trouvaient sur leur passage.

Mehemet Aga, du village de Medressi, à une heure de Carlova, raconte que la première fois que les Russes entrèrent dans son village, ils arrêtèrent soixante-et-onze personnes, soixante-huit hommes et trois femmes; ils les conduisirent dans un même endroit, et les fusillèrent; ils étaient tous désarmés;

1878 seize autres furent garottés le deuxième jour, et au milieu d'eux se trouvait Méhémed lui même. Il fut sauvé par un Bulgare. Le même jour les Russes enlevérent huit femmes, qu'ils abandonnèrent après les avoir violées.

C'est pour ces motifs qu'ils partirent en prenant différentes routes, mais à Harmanli, poursuivis par les Russes, ils perdirent tout ce qu'ils possédaient ; il a lui-même été blessé et sa belle-soeur a été tuée.

Ils reçoivent des secours.

Ils sout tous Musulmans.

Ils vivaient en très-bonne harmonie avec les Bulgares jusqu'à l'arrivée des troupes Russes.

Ils ont beaucoup de maladies en raison de leurs privations, car beaucoup d'entre eux couchent à la belle étoile.

Tant que les Russes seront dans leur pays, comment veut-on qu'ils y retourner ?

Le groupe de Loftcha, Tirnova, Plevna, Selvi et Gabrova se compose de vingt-huit individus.

Ceux de Tirnova déclarent qu'ils sont arrivés ici il y a neuf mois ; ils ont quitté leur pays lorsque les Russes sont entrés ; ceux-ci leurs firent déposer les armes et subir des cruautés inouïes : après avoir coupé les mains à vingt-quatre personnes, ils les transportèrent à une hauteur qu'on peut évaluer deux fois celle d'un minaret ; de ce lieu ils les lancèrent dans le précipice ; les femmes furent violées ; un des suppliciés parvint à s'échapper et alla prévenir les Turcs, parmi lesquels se trouvaient ceux qui déposent devant les Commissaires et qui ont eux-mêmes enterré les cadavres des victimes.

Ces gens inoffensifs faisaient rôtir des agneaux pour les offrir aux soldats Russes lorsqu'on arrêta les habitants d'un village au nombre de vingt-trois ; on crût qu'on les mettrait en prison. Ils devaient être massacrés.

Tous les délégués confirment ces faits.

Ils sont tous Musulmans.

Ils ont entendu dire depuis que leurs villages avaient été brûlés.

Depuis leur arrivée à Gumuldjina on donne des secours aux femmes, aux veuves de soldats surtout, et aux invalides ; ils rentreront dans leurs pays lorsque les autorités Turques y seront réinstallées, car ils ne veulent pas aller dans les endroits où l'on prend leurs filles que l'on habille à l'Européenne et qui disparaissent sans que l'on sache où elles vont.

Les délégués de Loftcha ont quitté ce village depuis onze mois lorsqu'il fut occupé par l'armée Russe ; on leur

avait cependant dit qu'ils pouvaient demeurer en sûreté 1878
chez eux; mais comme quelques jours plus tard le canon fit des ravages dans le Cassaba, tous prirent la fuite en se dirigeant les uns vers Plevna les autres vers Orkhanie. Ces derniers, chemin faisant, furent attaqués par l'armée Russe, qui mitraillait les voitures, sans pitié pour les femmes et les enfants qui s'y trouvaient; la moitié de la population de Loftcha y a péri.

Mollah Hàssan, qui raconte ces détails, assistait à cette scène. Lorsque les habitants quittèrent Loftcha, Hadji Ibraim y est resté, et il raconte à la Commission qu'il fut saisi dans sa maison par les Russes, qui lui ont demandé son sabre et son pistolet. Sur son refus ils lui appliquèrent, par devant, le knout, et par derrière des coups de crosse à trois reprises différentes; son fils lui conseilla de donner ses armes. Ayant trouvé dans sa poche de la menue monnaie, les Russes supposèrent qu'il devait en avoir ailleurs, et se partagèrent 300 livres, quils prirent dans sa ceinture. Il est rentré à Loftcha, en profitant d'une sortie d'Osman Pacha. La ville fut pillée, les femmes furent violées. A Deoreis, dix-sept vierges, qui étaient à faucher, furent enlevées par les Russes, et on ne sait ce qu'elles sont devenues depuis.

Pendant qu'on les frappait, des Bulgares se présentèrent pour implorer la clémence des Russes; les Russes les frappèrent du knout. Dans deux endroits différents, à Meritché et à Harmanli, les Russes détruisèrent 400 chariots, chargés de femmes et d'enfants. A Harmanli, pendant que les chariots passaient la rivière les Russes tiraient sur les femmes.

Tous disent qu'ils ont perdu plusieurs membres de leurs familles.

En arrivant ici ils ont reçu par jour 100 drachmes de méïs. Ils se plaignent de payer ici des loyers. Ils ont parmi eux beaucoup de malades, surtout de fiévreux. Ils désirent rentrer, mails ils n'osent pas.

Un habitant de Selvi déclare, qu'après avoir été désarmés par les Russes, il vit dix d'entr'eux fusillés, et quarante autres pendus; c'était les riches de l'endroit; c'est pourquoi ils sont partis. »J'ai vu,« dit Hassan, »de mes propres yeux, les Russes violer ma femme.«

A Harmanli ils perdirent leurs effets, furent obligés d'abandonner leurs femmes et leurs enfants, et périrent en grand nombre.

Depuis qu'ils sont ici on leur donne des secours.

Ils sont tous Musulmans.

1878 Si les autorités rentrent, ils ne resteront pas une seule minute.

Le Président déclare qu'il est temps de lever la séance, et remet au lendemain, l'audition des femmes, et surtout des veuves, que la Commission désire interroger.

Les Commissaires devront se réunir le lendemain au conak à huit heures et demie.

(Suivent les signatures des Membres de la Commission. En signant, M. Basily réitère les réserves formulées dans la séance du 25 juillet dernier.)

Procès-verbal No. 9.

Le 29 juillet 1878 la Commission, au complet, réunie au conak de l'autorite locale à Ghumuldjina, fait approcher les veuves qui, sur la demande de M. Graziani, acceptée à l'unanimité, doivent être également entendues, parce qu'il pourrait arriver qu'elles n'aient pu se faire représenter parmi les délégués ordinaires.

En premieur lieu se présentent celles de Plevna. Elles prirent la fuite, et après avoir perdu à Harmanli tout ce qu'elles avaient, elles arrivèrent ici.

Elles se plaignent de la modicité des secours qu'elles reçoivent, et des nombreuses maladies dont elles souffrent.

Le groupe de Sofia abandonnait le village pour échapper aux brutalités des Russes. L'armée Russe les cerna à Harmanli, et l'artillerie mitrailla les chariots où se trouvaient les femmes et les enfants.

Elles perdirent tout ce qu'elles possédaient.

Le Sultan n'a qu'à faire d'elles ce qu'il veut; elles sont toujours contentes.

Beaucoup de malades; fièvres; grande mortalité.

Si la Russie remplissait leurs maisons avec de l'or, elles n'y retourneraient pas; mais elles rentreront aussitôt après le retour des Turcs.

Aïché raconte qu'à Harmanli elle se trouvait avec ses quatre enfants. Pour suivre le deux petits elle fut obligée de se séparer des deux autres. Attaquée par des Cosaques elle vit ses deux enfants tués devant elle; plus tard elle retrouva ses deux grandes filles.

Les veuves d'Ihlima quittèrent le pays il y a sept mois, poursuivies par les forces Russes. A Harmanli elles perdirent

tout ce qu'elles avaient avec elles. Elles reçoivent des secours, 1878
ont beaucoup de malades, et ne veulent rentrer que si l'autorité Turque se constitue.

Les veuves du Caza de Philippopoli racontent qu'à l'arrivée de Russes, elles prirent la fuite, et qu'à Harmanli on leur enleva leurs jeunes filles et leurs biens.

Elles reçoivent des secours, souffrent beaucoup de maladies, et surtout de fièvre.

Caïmak raconte que devant son mari, attaché à un chariot, elle fut violée, et qu'ensuite le mari, ainsi que son enfant, ont été tués.

Des veuves de Sofia et de Philippopoli habitant dans les environs de Ghumuldjina, déclarent avoir quitté leur pays par peur.

A Harmanli elles perdirent leur biens, et plusieurs membres de leurs familles.

Cherisé de Beukeui (dépendant de Philippopoli), raconte que son fils a été attaché à un chariot, et que sa belle-fille fut violée devant elle par dix soldats Russes.

Elle ne sait ce qu'elle est devenue; sa fille adoptive, de quatre ans, après avoir été lancée en l'air, fut sabrée.

De veuves de Kézanlik déclarent avoir quitté leurs villages à cause des atrocités commises par les Russes.

Elles ont perdu leurs maris et leurs enfants en route. Deux d'entr'elles ne reçoivent pas de secours.

Relativement aux malades, aux secours qu'elles reçoivent, elles confirment les dépositions précédentes.

Halilé jure qu'un de ses fils, devant elle, a eu les mains coupées et l'autre les bras détachés de son corps.

(*Suivent les signatures des Membres de la Commission.* La signature de M. Leschine est accompagnée de la réserve suivante: — »En me référant aux protestation faites par M. Basily à la séance du $\frac{13}{25}$ juillet.«)

Procès-verbal No. 10.

Le 29 juillet 1878 la Commission Européenne du Rhodope réunie au conak de l'autorité de Gumuldjina, poursuit ces travaux en interrogeant les veuves et les orphelins de l'endroit.

Au début de la séance son Excellence Naschid Pacha communique un télégramme d'après lequel son Altesse le Grand Vézir informe les Commissaires Ottomans que la Sublime Porte,

1878 sur leur demande, vient d'envoyer des médicins et des remèdes destinés au district de Gumuldjina.

Son Altesse ajoute que la Porte permet aux autorités de ce district de prélever sur les dîmes de l'année prochaine les aumônes nécessaires à l'entretien des réfugiés.

Naschid Pacha a d'ailleurs donné les ordres pour défendre aux habitants de prélever aucun loyer pour les habitations occupées par des réfugiés.

En ce moment se présentent les veuves par district ; le nombre en paraît considérable. Celles des cazas de Philippopoli et Carlova parlent le premières, et déclarant qu'elles ont quitté leurs foyers pendant l'hiver parce que les Russes incendiaient leur village, et en tuaint les habitants. Elles demandent satisfaction de l'outrage fait à leur honneur.

Elles ont rencontré les Russes à Harmanli ; mitraillées par l'artillerie, elles ont fui vers la montagne.

Le soldats Russes les massacraient sans pitié. Celle qui a la parole affirme que ses deux enfants ont été tués sous ses yeux par un cavalier Russe. Elles ont perdu chemin faisant tout ce qu'elles avaient pu emporter de leurs demeures.

Elles se plaignent du peu de secours qu'on leur donne, surtout de ce que l'on veut les forcer à payer le loyer des maisons qu'elles habitent.

Il y a parmi elles beaucoup de malades. Elles ont le plus vif désir de rentrer, mais elles ne le feront qu'après le départ des Russes.

Toutes affirment qu'elles vivaient avec les Bulgares dans la plus parfaite harmonie, mais après l'arrivée des Russes, et dès que le Turcs eurent déposé les armes, elles eurent beaucoup a en souffrir.

Fatma, de Carlova, déclare qu'après avoir été dépouillée elle fût violée par un soldat Russe en présence de son père et de son frère.

Insam, de Carlova, raconte qu'après l'affaire d'Harmanli à Haskeuï le soldats Russes arrêtèrent son père avec lequel elle ètait, et qu'ensuite on la dépouilla de ses vêtements et qu'on l'outragea. Beaucoup de femmes ont été blessées ; elles n'ont pui suivre les autres et ont dû mourir en route.

Ces femmes racontent des cruautés inouïes : des seins coupés, des mutilations, etc.

Plusieurs ont été enfermées pendant trois jours et tous les soldats venaient satisfaire sur elles leur brutale passion.

Plusieurs femmes des Philippopoli ont vu également des femmes à qui l'on coupait les seins, des jeunes filles vierges

violées et devenues mères, des personnes enduites de goudron 1878
et brûlées vives.

Elles ont fui étant toujours en butte aux cruautés de soldats Russes qui leur demandaient sans cesse de l'argent.

A Ortakeuï les soldats Russes choisirent les plus jeunes d'entr'elles. On les emmena dans une maison, on les viola et on les assujettit à des horreurs que la plume ne peut retracer.

Plusieurs autres s'avancent et déclarent qu'elles ont pu, quant à elles, conserver leur honneur, mais les Russes les ont jetées à la rivière, elles y ont perdu leurs enfants et les réclament.

Un groupe de femmes des villages voisins de Philippopoli raconte que tous leurs maris et leurs frères furent tués par les Russes et qu'elles ont subi les outrages les plus violents.

L'une d'elles de Ludgina dit que le soldats Russes tuèrent devant elle son enfant âgé de trois ans et la violèrent ensuite.

Une autre a vu les Russes mettre le feu à une maison ou se trouvaient deux viellards invalides qui ont été brûlés ainsi que trois femmes qui y étaient restées pour les soigner.

Ces infortunées ont perdu dans leur fuite tout ce qu'elles avaient pu emporter, et presque toutes ont vu mourir un ou plusieurs membres de leurs familles.

Ces femmes déclarent avec force qu'elles vivaient en très-bonne harmonie avec les Bulgares jusqu'à l'arrivée des Russes, depuis, elles en ont même reçu des secours. Elles ne peuvent que s'en louer.

Un dernière arrive et raconte encore à la Commission qu'à Démotica, sur soixante-cinq chariots chargés de femmes et d'enfants, cinq personnes seulement ont pu s'échapper.

Plusieurs femmes de Nieboli (village des environs de Rustchuk) déclarent qu'elles ont quitté leurs chaumières avant l'arrivée des Russes et par peur. L'une d'elles cependant fut violée par un soldat Russe à Bouyounada.

Elles sont ici dans des maisons de la ville ou les habitants leur donnent des secours dont elles sont reconnaissantes.

Elles ne veulent rentrer dans leur village qu'aprés le rétablissement de l'autorité Turque.

Le groupe de Kyzanlik raconte que les habitants de cette ville en sont partis à deux reprises différentes, parce qu'ils y étaient rentrés après l'arrivée de Suleiman Pacha.

L'armée Russe revint à la Noël, et se livra au meurtre, au pillage et à l'incendie.

Nazife de Boyasley (village à une heure de Kyzanlik) dit que la première fois que l'armée Russe entra à Kyzanlik, elle

1878 plaça des postes dans tous les villages environnants de manière d'empêcher les habitants d'en sortir. Dix jours plus tard, les bataillons arrivèrent et commencèrent à désarmer leurs maris et les massacrèrent ensuite. On fit rassembler toutes les femmes, on prit les plus jeunes, et cinquante devinrent enceintes. Les hommes étaient garottés et décapités. On leur liait les mains, dit Nazifé, on les couchait par terre, puis on les coupait comme de la salade. Dans un village de trente maisons, quatre-vingt dix victimes ont subi cet affreux sort.

»Je prie ces messieurs de vouloir bien prendre des informations pour voir si je ne dis pas la pure vérité.«

Les femmes ont pris la fuite et ont abandonné leurs enfants.

Depuis qu'elles sont ici elles reçoivent des secours, mais elles ont beaucoup de malades.

Des femmes de Samakow déclarent qu'elles ent fui de leur village pour sauver leur honneur. Elles racontent la scène d'Harmanli comme les précédentes. Elles ont pu échapper aux violences des soldats. Elles reçoivent du secours, et déclarent que parmi elles il y a beaucoup de malades.

Les femmes de Bazardjik déclarent aussi qu'elles ont fui devant le meurtre, l'incendie, et le viol; chemin faisant elles ont perdu tout ce qu'elles possédaient, elles ont gagné les montagnes, mais ont pu conserver leur honneur.

Chaksène est arrivée à Harmanli avec son mari et son enfant, âgée de trois ans. Les Russes leur demandaient de l'argent, et comme ils n'en avaient pas, les Russes tuèrent le père et la petite fille

Le groupe des Stalitza tient le même langage; les troupes Russes lançaient des boulets sur leur village et les obligèrent à fuir. A Harmanli ils perdirent tous leurs biens et furent obligés d'abandonner leurs enfants dans les chariots. Plusieurs racontent qu'on les a dépouillées de leurs vêtements et qu'on cherchait dans leurs pantalons dans l'espoir d'y trouver de l'argent. On prit tous leurs bijoux et la plupart d'entr'elles furent violées.

Elles ont beaucoup de malades, surtout de fiévreux.

Elles vivaient en bonne intelligence avec les Bulgares, qui ont pleuré lorsqu'ils les ont vu quitter leurs villages.

Les femmes de Selvi ont dû quitter leur village en raison des mauvais traitements que leur faisaient subir les soldats Russes. Cependant elles s'estiment heureuses d'avoir auvé leur honneur bien qu'elles aient perdu tous leurs biens.

Quelques femmes d'Orkhanié font des déclarations sans importance.

Le Président propose de lever la séance aprés avoir réglé 1878
le travail de la Commission pour le lendemain.

Les Commissaires ayant désiré entendre les réfugiés des villages voisins de Gumuldjina, ils seront reçus le lendemain, mais comme les Commissaires seront occupés à leur correspondance particulière à l'occasion du courrier du lendemain, la Commission n'aura pas de séance le matin. Le soir on se réunira chez M. Basily, qui est indisposé, pour entendre la lecture des procès-verbaux que l'on pourrait transmettre à Constantinople.

Ces propositions sont acceptées.

La Commission se réunira donc à 10 heures du soir chez M. Basily au Palais du Métropolitain.

(Suivent les signatures des Membres de la Commission. La signature de M. Leschine est accompagnée de la réserve suivante : — »En me référant aux protestations faites par M. Basily.«)

Procès-verbal No. 11.

Tous les Commissaires réunis à 10 heures du soir, le 29 juillet, 1878, au Palais du Métropolitain chez M. Basily, entendent de l'honorable Commissaire de Russie la communication d'un télégramme, par lequel le Prince Labanoff autorise son Délégué à quitter la Commission parcequc des raisons de santé l'empêchent d'en suivre les travaux, et à revenir à Constantinople en laissant à M. Leschine, Drogman de l'Ambassade, le soin de remplir le mandat qui lui était confié.

M. Basily exprime, en même temps, ses regrets d'interrompre ainsi les relations cordiales qu'il avait le plaisir d'entretenir avec tous ses collègues, et les prie de croire à ses meilleurs sentiments.

Tous les autres Commissaires, sur l'initiative de Mr. Fawcett, répondent qu'ils partagent sincèrement les sentiments de M. Basily, et qu'ils regrettent son départ, en égard surtout aux motifs qui les privent du concours éclairé et précieux de leur collègue de Russie, et des agréables rapports personnels qu'il savait faciliter par l'aménité de son caractère.

Ils désirent que sa santé se rétablisse promptement.

M. Basily remet ses pouvoirs à M. Leschine, et passe au nom du nouveau Commissaire le sauf-conduit délivré par le Prince Dondoukoff.

Lecture est ensuite donnée des procès-verbaux des dernières séances, qui sont approuvés.

1878 Le Secrétaire donne également lecture du télégramme qui a été envoyé la veille au doyen du Corps Diplomatique au nom de la Commission, et à la suite d'une déliberation relative aux souffrances constatées dans le district de Ghumuldjina, afin d'obtenir des secours immédiats en faveur des nombreux émigrés qui se trouvent dans ce district.

Le télégramme est annexé au procès-verbal.

La Commission se réunira le Lundi matin, à 10 heures, pour régler l'ordre de ses travaux.

(Suivent les signatures.)

Procès-verbal No. 12.

Tous les Commissaires, réunis chez le Sécrétaire de la Commission à 10 heures du matin, décident qu'ils se rendront au conak à 2 heures de l'après-midi pour entendre les délégués des réfugiés habitant les villages du Caza de Ghumuldjina.

(Suivent les signatures.)

Procès-verbal No. 13.

Le même jour, 30 juillet 1878, conformément à la décision du matin, les Commissaires réunis au conak de l'autorité de Ghumuldjina font appeler les délégués des réfugiés habitant les villages voisins.

Ces délégués appartiennent aux Cazas d'Isladié, Loftcha, Késanlik, Plevna, Selvi, Philippopoli et Widdin.

Tous confirment ce que ceux de leurs compagnons qui habitent à Ghumuldjina ont déjà déclaré relativement les motifs de leur fuite, à leur santé, aux secours qu'ils reçoivent. Ceux de Plevna ajoutent qu'après toutes leurs souffrances ils se croient ici au Paradis. L'un d'eux, Issi, raconte qu'en se rendant vers Orkhanié il fut rencontré par des soldats Russes, qui lui prirent 78 medjidiés et quelques piastres; au même moment il vit des soldats emmenant dix femmes. L'une d'elles s'était jetée la face contre terre, et criait »Ne me touchez pas; je préfère la mort.« Devant cette résistance un soldat lui donna un coup de sabre; alors les autres, intimidées, suivirent les soldats dans le bois.

Parmi les atrocités racontées par les délégués de Philippopoli, Suleiman déclare avoir vu, à Kézanlik, les cadavres de soixante hommes, décapités, et de trois jeunes filles.

Ali, de Selvi, raconte qu'en entrant dans la ville les Russes décapitèrent cinquante huit personnes, et enlevèrent les jeunes filles. 1878

Ceux d'Ivradyi (Caza de Widdin) sont parties parce qu'ils avaient entendu dire que les Russes avaient tué beaucoup d'habitants des villages voisins, et enlevé beaucoup de jeunes filles.

A Dervent-keui, près de Stanimaka, ils ont assisté au massacre de sept hommes et de quatre femmes, tués par les soldats Russes.

Les délégués de Loftcha déclarent que les Russes ont enchaîné 250 habitants de la ville; qu'ils pillaient toutes les maisons et violaient toutes les femmes.

»Si nous racontions toutes nos souffrances, les déshonneur de nos femmes et de nos filles, auquel on nous faisait assister, vous en seriez révoltés,« dit l'un des déposants en s'adressant aux Membres de la Commission.

Un paysan de Kézanlik déclare que les Russes les ont pris, ont garrotté trente personnes, au nombre desquelles il était; on les conduisit dans un vallon et on les décapita.

Pour lui, il reçut un coup de sabre sur le cou, un autre sur la joue gauche, et un troisième au côté; les Commissaires constatent les cicatrices; il roula ainsi au milieu des cadavres, y resta pendant deux jours, puis, reprenant connaissane, il parvint à se sauver dans les montagnes.

Tous ces malheureux affirment avoir toujours vécu en bonne intelligence avec les Bulgares jusqu'à l'arivée des Russes; l'un deux ajoute que les Russes, après leur avoir distribué les armes déposées par les Turcs, plaçaient les Bulgares devant les troupes de manière à les forcer à tirer contre les Turcs.

Ils ne rentreront pas: ils préfèrent être jetés dans la mer par les sept Puissances.

(Suivent les signatures des Membres de la Commission. La signature de M. Leschine est accompagnée de la réserve suivante: —»En me référant aux protestations faites par M. Basily.«)

Procès-verbal No. 14.

Le 31 juillet la Commission Européenne du Rhodope réunie au complet au conak de l'autorité de Ghumuldjina écoute la lecture des procès-verbaux des trois dernières réunions, en adopte le contenu, et passe à ses travaux.

1878 Un grand nombre de pétitions relatives aux propriétés et objets mobilières dont les réfugiés ont été dépouillés, soit par les Russes, soit par les Bulgares, ont été présentées à la Commission.

Elle décide de les conserver jusqu'à la rédaction de son dernier rapport dans lequel elle pourra, si elle le juge utile, indiquer quelle suite elle doit leur donner.

La Commission décide en outre de partir le lendemain matin vers Mastanly où elle réglera la suite de son itinéraire; elle se fera accompagner comme guide par un certain Ismaïl Agha, qui commande une partie des forces nationales du Rhodope.

(*Suivent les signatures des Membres de la Commission.* La signatures de M. Leschine est accompagnée de la réserve suivante: —»En protestant contre les procédés de la Commission.«)

Procès-verbal No. 15.

Kirkova. — Le 1er août 1878, la Commission Européenne du Rhodope, réunie au complet à Kirkova, entend les délégués des émigrés réfugiés dans cette localité et les environs.

Les groupes du district de Philippopoli déclarent qu'il y a sept mois ils ont quitté leur pays à cause de l'arrivée des Russes.

Les veuves et les orphelins reçoivent des secours.

L'état sanitaire est satisfaisant.

Ils sont tous Musulmans.

Ils ne veulent rentrer dans leur pays tant que les Russes s'y trouveront.

Des femmes de Loftcha déclarent qu'elles ont quitté leur pays il y a un an.

Hatidjé raconte que les Bulgares et les Russes étaient entrés chez elle, et qu'après avoir tué son mari on l'a dépouillée.

Elles reçoivent des secours et vivent dans les Montagnes du Rhodope, sous des huttes où logent 800 personnes environ du Caza du district de Philippopoli.

Les délégués des réfugiés dans les Montagnes du Rhodope déclarent qu'il y a soixante-deux jours, pendant qu'ils étaient tranquillement dans le village de Bourova, les Russes les assaillirent avec des forces considérables.

Le 27 du mois de mai on leur envoya une personne du nom de Suleiman pour leur dire de se rendre, en les engageant

à aller à Yongova; le nommé Suleiman prétendait être un 1878
envoyé du Gouvernement Ottoman.

Ils refusèrent de quitter leur terre, ajoutant que si l'on avait quelque chose à leur communiquer, on n'avait qu'à venir chez eux.

Plus tard il fut convenu qu'ils se rendraient jusqu'aux limites des lignes Russes.

Le 28 parvenus à l'endroit indiqué, ils rencontrèrent sept officiers Russes et un militaire qui prétendait être officier Turc. Cet officier qui s'appelait Ismaïl Aga leur demanda pourquoi ils avaient recours aux armes et ne cherchèrent pas la tranquillité en les déposant. Ils répondirent qu'ils n'étaient pas insurgés; qu'on disait que le Gouvernement n'existait plus, et ils espéraient que les Puissances s'intéresseraient un jour à leur sort, et qu'alors ils sauraient à quoi s'en tenir. Ismaïl Aga renouvela sa demande relativement à la déposition des armes; le refus fut renouvelé, en ajoutant qu'ils en avaient besoin, parce que les Russes pendant l'hiver avaient pillé leurs maisons, et déshonoré les femmes.

Ismaïl Aga répondit alors qu'il reviendrait avec vingt soldats Russes auprès de leur bodjabachi, et qu'alors ils pourraient leur donner des garanties de paix; à moins qu'ils ne préférassent déléguer deux des leurs pour s'aboucher avec Rassim Pacha, qui se trouvait à Philippopoli et qui leur donnerait des garanties satisfaisantes. Ils se retirèrent en promettant de donner une réponse. Puis s'étant réunis en conseil, il fut décidé de ne pas envoyer les délégués demandés.

Quelques jours après, vingt-et-un Bulgares leur dirent que pour le jour de pâques le commandant Russe voulait avoir un boeuf et du tabac. N'ayant pas trouvé de boeuf à donner on porta le tabac. Arrivé à un certain point ils firent des signaux, et un officier accompagné de quatre soldats s'approcha. On donna l'ordre de déposer les armes, ce qui fut fait. Au moment où Hussein, avec son père Osman, pesaient le tabac, l'officier Russe, qui avait un revolver, fit feu quatre fois sur eux, sans atteindre Hussein, mais il blessa Osman au dos.

La Commission constate la blessure; Hussein transporta le blessé au village; quinze jours après les Russes attaquèrent le village de Drenova avec trois canons. Ils le brûlèrent et incendièrent les villages Belat, Yeokupru, Lochovice, la moitié de Boubout. Ils ignorent s'il y en a eu d'autres parce quils ont pris la fuite. Cinq malades laissés au village ont été brûlés, et quiconque s'y rend peut voir ces ossements; une femme a été prise par les Russes.

1878 Ils reçoivent des secours; ils ont cinquante malades, et sont tous Musulmans.

(Suivent les signatures des Membres de la Commission. La signature de M. Leschine est accompagnée de la réserve suivante: —»En me référant aux protestations faites par M. Basily le $\frac{13}{25}$ juillet.«)

Procès-verbal No 16.

Ce 2 août 1878, la Commission Européenne du Rhodope, arrivée à Mastanly, chef-lieu du district de Sultanyéri, se réunit au conak, où elle reçoit du caïmacam et des autres autorités de la ville les renseignements généraux concernant les réfugiés qui habitent le caza.

Six mille de ces malheureux sont répartis dans les 100 villages des cette contrée; la plupart y sont arrivés en février, un peu après la guerre; 250 sont réfugiés à Mastanly même.

Tous sont sans moyens d'existence, car le pays n'offre aucune ressource de travail; ils reçoivent tous des secours.

Dans tout le caza il n'existe qu'un seul village où se trouvent des Bulgares, Guluk-keui. On n'y a constaté aucune rixe avec les réfugiés.

Les réfugiés vont et viennent sans cesse de Gumuldjina, et leur nombre varie à chaque instant.

La Commission engage le caïmacam à faire prévenir les réfugiés de se présenter le lendemain à la Commission, qui se réunira au conak à 8 heures et demie du matin.

(Suivent les signatures des Membres de la Commission. La signature dè M. Leschine est accompagnée de la réserve suivante: —»En me référent aux protestations faites par M. Basily.«)

Procès-verbal No. 17.

Le 3 août 1878, la Commission Européenne du Rhodope, réunie au complet au conak de l'autorité de Mastanly, chef lieu du district de Sultanyéri, reçoit les députations des habitants de ce village lesquelles se plaignent des déprédations commises par les Russes lors de leur passage qui eût lieu les 21 janvier et 3 février dernier, c'est-à-dire après la signature de l'armistice.

Après avoir vidé la caisse du conak ils pénétrèrent de vive force dans toutes les maisons, s'emparèrent de ce qu'elles conte-

naient de précieux, enlevèrent les bestiaux, se firent apporter 1878
toutes les denrées et les fourrages de l'endroit, et après avoir pris ce qui leur convenait, brûlèrent le reste; les habitants effrayés s'enfuirent dans les montagnes.

Le détachement se composait de 1600 cavaliers, qui commirent à leur retour les mêmes exactions.

Un certain Feizi, du village d'Harmanli, raconte qu'en outre de leurs réquisitions exorbitantes, les Russes se livrèrent dans son village à des actes de violence contre les habitants; ils pénétraient dans les maisons, dans les harems, forçaient les femmes à retirer leurs voiles, leur enlevaient les objets de parure qu'elles portent à la tête, les violaient, et maltraitaient les hommes qui voulaient s'opposer à ces excès. Un grand nombre d'habitants du même village témoigne des mêmes faits.

Les émigrés de Philippopoli et des villages environnants sont entendus les premiers. Leurs allégations sont identiques à celles que les Commissaires ont déjà écoutées de la bouche des réfugiés de Philippopoli à Xanthi et à Gumuldjina.

Ils fuyaient avec leurs femmes, leurs enfants, leurs chariots, et furent attaqués quatre fois par les Russes; s'ils portaient des armes c'était pour protéger leur familles, car ils estiment qu'il y eût eu folie de leur part à résister à une armée puissante et muni d'artillerie. A Harmanli ils ont tout perdu.

Ils reçoivent des secours; ils ont peu de malades mais pas de médicins.

Ils sont tous Musulmans et vivaient en frères avec les Bulgares jusqu'à l'arrivée des Russes; leur bonne harmonie était telle que ce sont les Bulgares qui leur ont facilité le passage de la Maritza en pleurant leur départ.

Ils demandent du travail, il n'importe lequel; ils préfèrent tout plutôt que de retourner dans leurs localités où sont les Russes et où ils ne croient en sûreté ni leur honneur ni leur vie.

Les réfugiés de Tchirpan ne font également que confirmer les plaintes recueillies à Gumuldjina par la Commission.

Pour eux ils ont fui de leur village avant l'arrivée des troupes Russes et sous l'effet de la panique; mais à Harmanli ils ont partagé le sort de tous ceux qui s'y trouvaient. Ils ont parmi eux très-peu de malades, et ne veulent retourner dans leur village que sous la garantie des Puissances.

Les émigrés de Haskeuï ont fui à l'approche des Russes.

Mustapha raconte qu'au désastre de Harmanli il fuyait accompagné de son fils, Eyzolá, âgé de 33 ans, qui est près de lui, de sa femme, de sa bru, et de trois petites filles, lorsque trois cavaliers Russes se précipitent sur sa bru, son fils prend la

1878 fuite, et comme sa femme se jetait en avant pour protéger sa bru, elle reçoit d'un des soldats un coup de sabre qui l'étend sur le sol ou elle expire. Les Russes emmenèrent alors la bru et le malheureux père, aidé de son fils qui était revenu, charge sur son dos le cadavre de sa femme, et le transporte jusq'à un endroit voisin de Mastanly pour lui donner la sépulture.

Les émigrés reçoivent tous des secours et ne veulent pas retourner chez eux tant que les Russes y demeureront. D'une voix unanime ils affirment qu'ils vivaient avec les Bulgares comme des frères; l'un d'eux même, Achmet, et ses enfants, ont couché chez lez Bulgares pendant sa fuite; un autre, Yussuf Effendi, a confié à un Bulgare de Haskeuï, du nom de Boucha, les clefs de sa maison et du grenier ou étaient renfermés toutes ses denrées. Ce sont les Bulgares qui leur ont prêté des chariots pour fuir, et depuis leur départ les Bulgares les engagent à retourner dans leurs propriétés.

Les réfugiés de Loftcha et des villages environnants déclarent qu'ils ont quitté leurs foyers parce qu'à son entrée dans leurs localités, l'armée Russe, après avoir tué le Mufti, se livrait au meurtre, au viol, et à l'incendie

Ils racontent les scènes d'Harmanlie comme ceux que la Commission à précédemment entendus.

Ils reçoivent de secours, mais ils ont beaucoup de malades parmi eux. »Ceux-là même qui se portent bien physiquement sont malades moralement,« ajoutent-ils.

Ils vivaient comme des frères avec les Bulgares et retourneront dans leurs villages dès que les Russes en seront partis.

Les réfugiés de Samakoff répètent également ce que la commission a maintes fois entendu relativement au pillage, au viol, et à l'incendie, et n'ont fui que pour se soustraire à tant de maux. Attaqués par les Russes à Karatchalar ils ont été mitraillés, bien qu'ils ne se défendissent pas, et qu'ils ne fussent escortés d'aucune troupe Turque, sans qu'on eût égard à leurs enfants et à leur femmes qui les accompagnaient dans des chariots. Il n'y a pas de malades parmi eux et ils reçoivent de secours de l'autorité.

Jusqu'à l'arrivée de l'armée Russe ils vivaient avec les Bulgares en si bonne intelligence que ces derniers les ont sollicités de rester dans leurs villages et sous leur protection. Ils ont appris qu'il y avait eu des désordres du côté de Batak et d'Ortoukeuï, mais il n'en était résulté avec leurs voisins aucune mésintelligence.

La Commission veut aussi interroger les femmes et sourtout les veuves qui viennent également raconter leurs souffrances et

leurs malheurs. Celles de Philippopoli sont les plus nombreuses: 1878
elles ont fui pour la plupart avant l'arrivée des Russes avec leurs maris et leurs enfants. Chemin faisant presque toutes devinrent veuves et perdirent beaucoup de leurs enfants.

Aïche, de Bekerly, assure qu'à Harmanli on a tué devant elle son mari et sa fille, âgée de 7 ans; elle fut violée par les soldats, »et toutes celles qui sont ici présentes,« ajoute-t-elle, »ont subi les mêmes outrages.« Toutes, en effet, confirment ce témoignage, à l'exception d'une seule qui a pu échapper au sort commun.

Aïché, de Tchoba, dit que sous ses yeux à Harmanli son mari, sa fille de 18 ans, et une autre dé 6 ans ont été tués.

Azize, de Tchobaly, à vu ses deux soeurs enlevées par les Russes. Toutes déclarent qu'elles vivaient en excellents termes avec les Bulgares, et que sans eux elles eussent été toutes massacrées, car ils les ont aidées à quitter le pays. Elles reçoivent des secours et ont peu de malades. Autour d'elles se rangent un grand nombre d'orphelins; le Caïmacam assure que ces petits enfants sont soignés par les réfugiés eux-mêmes.

La Commission ayant remarqué qu'un grand nombre d'emigrés ignorent le sort des membres de leur famille qui ont disparu dans la fuite et dont ils n'ont pu constater la mort, prie l'autorité Turque de faire immédiatement dresser des listes de réclamations où chacun, indiquant ses noms, prénoms et lieu d'origine, désignera les personnes de sa famille sur le sort desquelles il voudrait être fixé.

Ces listes seraient ensuite concentrées à Constantinople ou l'on pourrait opérer un rapprochement utile à tout le monde. Les recherches procureraient, à n'en pas douter, de grandes consolations à une foule d'individus qui pleurent des parents qui, peut-être, vivent encore, et l'on pourrait ainsi réunir les membres dispersés d'une même famille.

Son Excellence Naschid Pacha accueille avec approbation cette proposition et des ordres seront donnés de tous côtés à cet égard.

La Commission ayant términé ses travaux à Mastanly, décide de continuer sa route sur Kerdjalli, où elle se rendra, escortée par quelques hommes de la cavalerie des volontaires du pays, commandée par Ismail Hadji.

(*Suivent les signatures des Membres de la Commission.* La signature de M. Leschine est accompagnée de la réserve suivante: —»En me référant aux protestations faites par M. Basily, le $\frac{13}{25}$ juillet.«)

1878 *Procès-verbal No. 18*

Le même jour, 3 Août 1878, la Commission, à son arrivée à Kerdjalli, se réunit sous le péristyle de la mosquée du village, et prend ses renseignements ordinaires auprès des autorités locales.

Il en résulte que dans le Caza d'Haskeuï en compte environ 10.000 réfugiés, parmi lesquels se trouvent beaucoup de veuves et d'orphelins. Des maladies sans gravité règnent parmi les réfugiées surtout les fièvres.

Ainsi que partout ailleurs, en distribue des secours à tous ceux qui ne peuvent travailler; mais, comme les travaux des champs sont à la veille de cesser, tous les réfugiés deviendront nécessiteux.

Les réfugiés sont presque tous abrités dans des maisons, ou sous des hangars et des granges.

L'arrivée des premiers émigrés eut lieu quinze jours après Noël environ, et celle des derniers, il y a deux mois.

Les Commissaires, ayant remarqué un certain déploiment de troupes, formées de volontaires, dans le parcours de Mastanly à Kerdjalli, croient devoir interroger les autorités relativement à la sécurité du pays.

Il y aurait, d'après le dire du Caïmacam, des rencontres journalières entre les avantepostes Russes et ceux des volontaires, en sorte que les habitants de ces contrées sont dans une continuelle alarme. Les Russes occupent Kavanlik, et lorsque les paysans des environs veulent cultiver leurs champs, ils en sont empêchés par les troupes qui tirent constamment sur eux. Cependant, jusqu'ici personne n'a été atteint.

Les habitants font le plus grand cas des volontaires du pays, sans lesquels ils ne savent ce qu'ils seraient devenus. Les volontaires, s'étant mis sous le commandement d'un certain Hadji Ismaïl, aussitôt après l'évacuation du pays par les Russes, c'est lui qui organisa la résistance, et plaça les avant-postes de protection.

Aux environs de Kavanlik on rencontre un grand nombre de villages Bulgares, mais presque tous les villages Turcs ont été détruits. Après l'armistice, le 7/19 Avril dernier, les Russes signifièrent aux volontaires de se rendre et de déposer les armes, et comme ces derniers, s'appuyant sur les bases de l'armistice, refusèrent d'obtemperer à cet ordre, l'artillerie Russe lança des boulets et incendia tous les villages.

Les avant-postes les plus avancés sont à Gabrova et Keupryly.

L'autorité affirme que les habitants vivaient et vivent encore 1878
en bonne intelligence avec les Bulgares.

La Commission invite les autorités à prévenir les réfugiés qu'elle les entendra le lendemain 4 août à 8½ du matin, heure à laquelle elle décide de se réunir.

(*Suivent les signatures des Membres de la Commission*, celle de M. Leschine accompagnée de la réserve suivante:— »En me référant, une fois pour toutes, aux protestations faites par M. Basily.«)

Procès-verbal No. 19.

Conformément à sa décision de la veille la Commission Européenne du Rhodope se réunit le 4 Août 1878, dans une prairie des environs de Kerdjalli, où elle reçoit successivement les délégués des réfugiés habitant le village de Kerdjalli et des villages voisins.

Ceux de Philippopoli déclarent qu'ils ont quitté leurs pays à la suite de récits qui leur étaient faits sur les cruautés des Russes. D'après eux, chemin faisant, la moitié de la population émigrée de Philippopoli a perdu la vie, et le plus grand nombre a été massacré à Harmanli.

Comme ils ne reçoivent aucun secours la Commission interroge l'autorité locale, qui répond qu'elle ne peut venir beaucoup en aide aux réfugiés, parce qu'elle distribue les dons des habitants du pays, en dehors de toute autre ressource, que le Gouvernement ne leur fournit pas. Les localités de ce district sont, en effet, independantes de fait du Gouvernement de Constantinople, et relèvent d'une autorité élue par elles mêmes.

Il y a quinze jours à peine que cette autorité a commencé à percevoir la dîme. On pourra donc désormais donner davantage. Toutefois, avec la double charge de l'entretien de l'armée nationale et des réfugiés, ces ressources suffiront à peine pour six semaines.

Devant l'exiguité de ces ressources et les exigences de la situation la Commission décide de recourir aux Ambassadeurs pour appuyer les mesures qui seront ultérieurement adoptées par les Commissaires Ottomanns, de concert avec l'Administration du pays.

Les réfugiés de Philippopoli se retirent alors, après avoir déclaré qu'ils ne pourront retourner chez eux tant que l'autorité Russe y demeurera, parce qu'ils considèrent comme prisonniers

1878 les Musulmans qui se trouvent dans les contrées occupées par la Russie.

Les réfugiés de Carlova qui habitent Kirdjalli et les villages environnants ont fui, sous l'impression de la peur, car autour d'eux les Russes semaient le meurtre, le pillage et l'incendie.

La plupart ont passé par Harmanli au moment du désastre dont partent tous les réfugiés.

Suleiman raconte à la Commission que, près d'Harmanli, les Russes lui ont enlevé sa fille, âgée de 18 ans.

Ils ne veulent pas rentrer dans les conditions actuelles. »Pourraient-ils le tenter,« ajoutent-ils, »après tout ce qu'ils ont souffert ?«

Jusqu'à l'arrivée des Russes ils vivaient avec les Bulgares en bonne intellingence.

Sur l'étonnement que cette déclaration inspire à Mr. Fawcett, qui a vu les villages de Calofer et Sopat brûlés, et constaté l'exécution de quarante Bulgares à Philippopoli; ainsi que le massacre par les Bulgares de soixante-six femmes et enfants à Mudjélys, l'un des réfugiés explique que ces excès n'ont eu lieu qu'après l'arrivée des Russes, alors que s'étaient formés des Comités Bulgares.

M. Leschine pense qu'on ne doit pas ajouter foi à la déposition de ces individus sur tous les faits qu'ils racontent.

On fait remarquer à M. Leschine que son opinion peut n'être pas celle des autres Commissaires, et qu'on discutera la question à un autre moment.

Un autre délégué qui porte un uniforme de soldat Turc donne certains détails, au sujet desquels la commission demande s'il en a été témoin. A sa réponse negative, il ajoute que son voisin les a vus de ses yeux, et comme celui qu'il met en cause déclare que c'est une erreur, un murmure d'indignation parcourt les rangs serrés de plus de 1000 auditeurs, qui couvrent de huées celui qui a osé manquer à la vérité.

Viennent ensuite les réfugiés d'Haskeuï, qui, sur la question qui est posée à chaque groupe, déclarent avoir quitté le pays parce que, après les avoir obligé à déposer les armes, les Russes ne cessaient de leur faire subir tous les genres d'outrages et de vexations.

Achmet Effendi raconte qu'il est rentré d'Haskeuï il y a trois jours : il y a vu les écoles brûlées, de même que les livres destinés à l'instruction.

Halil est revenu depuis dix jours du village de Kumurdja : soixante maisons de ce village ont été brûlées. A Haskeuï la

plus grande partie de la ville a été incendiée et démolie. Ces 1878
destructions ont eu lieu au retour de l'armée Russe, il y a quatre mois et demi.

Il ajoute qu'au mois d'avril les Russes intimèrent aux populations du Rhodope de déposer les armes dans les trois jours. Elles répondirent qu'elles le feraient sous la garantie des sept puissances, ou sur un Firman du Gouvernement Turc. Le troisième jour les Russes commencèrent à bombarder les villages; le feu continua pendant sept jours et sept nuits. C'est ainsi que furent brûlés Sebili, Cara-Agatch, Kizikli, Kara-Moular, Jaycharascal, Poundoudjac, Chérémetler, Domak-keui, Mousladjek-keui, Coumbourlar, Gabrova, Mollah-Mouchallar, Couchalar, Cadjazli, &c.

»Qu'importent encore les villages brûlés?« ajoutent les plaignants. »Qui nous rendra notre honneur?« Ils affirment, en effet, qu'une femme a été violée par quarante soldats.

Redjeb, d'Olou-deré Tatarkeuï, raconte que, aqrès avoir obtenu la permission de rentrer dans ce village, mais à la condition de n'y revenir qu'au nombre de vingt-trois familles (Redjeb remet à la Commission, qui le garde dans ses archives, les permis délivré par l'autorité locale à cette occassion), les vingt-trois familles, sur la foi de cette autorisation, regagnèrent leurs foyers. Néanmoins les Cosaques pénétrèrent dans le village, tuèrent dix-huit personnes, brûlèrent les maisons, entre autres la sienne, violèrent les femmes et les jeunes filles. Redjeb, qui a vu tout cela de ses yeux, ajoute un détail dont il a été également témoin. Un jeune homme, du nom d'Essad n'expirant pas assez vite, un Cosaque lui serra la gorge de sa main et l'étrangla.

Les victimes étaient liées dos-à-dos deux par deux, et on leur tranchait la tête.

Redjeb alors prit la fuite, et revint au milieu des émigrés pour leur demander du secours, afin de délivrer sa femme et ses enfants, qui étaient enfermés dans une maison par les Cosaques. Ainsi aidé de quelques amis, il fut assez heureux pour exécuter son projet et reprendre sa famille, qui était enfermée dans deux maisons, appartenant l'une à Moustapha Redil et l'autre à Ali Tchaoush. Plusieurs de ceux qui lui prêtèrent leur concours viennent confirmer ses dires. Ce sont Suleiman, Redjeb, fils de Mehemet Euméra Fezoulah.

Ce derniere a été blessé dans cette action et montre sa blessure.

Ils allèguent, pour ne pas retourner dans leurs villages, les raisons cent fois exprimées déjà.

1878 La question des secours et des maladies donne lieu aux mêmes observations que pour les groupes précédents.

Enmer raconte qu'à Sipely il a laissé sa mère et cinq femmes de ses parentes dans sa maison. La maison fut brûlée, et les malheureuses périrent dans les flammes. Lui-même a retrouvé leurs cadavres sous les décombres. Plus tard il emmena avec lui vingt personnes afin de donner la sépulture à ces débris. Ils ne purent y parvenir, car les Russes ne cessaient de faire feu sur eux.

Haousché, femme de 55 ans, raconte à la Commission qu'elle fût enfermée avec six jeunes femmes et sa fille âgée de 12 ans, qui comparaît à côté de sa mère. Toutes furent violées: ni son âge, ni l'enfance de sa fille ne les préservèrent toutes deux de la brutalité des Cosaques. Les jeunes femmes, rangées derrière Haousché, fondent en larmes en racontant les scènes dont elles ont été les victimes.

Renfermées pendant trois jours et trois nuits sans nourriture, elles durent subir la volonté des Cosaques, qui entraient huit par huit, pour satisfaire à leurs débauches; l'une d'elles qui faisait trop de résistance, reçut sur le cou un coup de crosse de fusil.

Elles ont pu sauver du déshonneur deux petites filles en les cachant sous la paille.

Ce récit, entrecoupé des sanglots de toutes les victimes, est écouté au milieu de l'emotion générale de plus de 1000 auditeurs, dont un grand nombre mêle leurs larmes à celles des déclarantes.

Le Président suspend la séance, qui est reprise à 2 heures de l'après midi.

Un Membre de la Commission croit que le moment est venu, en présence de la gravité des déclarations entendues le matin, de demander aux commissaires leur impression personnelle afin de faciliter le rapport, que la Commission se propose, sans doute, de rédiger sur ses travaux. On a précédemment traité de simples allégations, sans preuves et sans fondement, et même de calomnies, les récits des réfugiés entendus ailleurs. Cette opinion peut se reproduire le jour où la Commission aura à conseiller quelques résolutions sur les moyens de venir en aide aux réfugiés, à l'occasion de leur rapatriement, par exemple; il lui semble que le rapport ne devra pas se borner à enregistrer les dépositions entendues, il doit se prononcer sur leur valeur. Enoncer une suite de témoignages ne suffit pas en effet pour éclairer la religion de ceux qui ont envoyé leurs Commissaires; il est utile que les Ambassadeurs sachent quel crédit, dans

l'opinion des Commissaires, on doit ajouter à cette série d'accu- 1878
sations portées contre l'armée Russe. L'honorable Commissaire de Russie plus que personne doit tenir à coeur de ne laisser peser aucune tache sur l'armée de son pays; il serait de son intérêt, comme de celui de tous ses collègues, de demander un supplément d'informations, au cas où il y aurait divergence d'opinion entre lui et les autres commissaires; or, ce supplément d'informations, qui pourrait être décidé, serait plus utilement praticable au moment où la Commission se trouvera sur les lieux où se sont passés les faits énoncés le matin.

M. Leschine se réfère aux protestations de son prédécesseur; il s'y associe en ce qui concerne les actes reprochés à l'armée Russe; mais il n'admet par le contrôle de la Commission, ni aucune enquête à ce sujet.

Son contradicteur répond qu'à son avis, la Commission demeurerait dans son rôle en recherchant le plus ou moins de vérité dans les accusations portées contre des autorités qui devront être les protectrices des émigrés, si en fin de compte on devrait plus tard conseiller le rapatriement. C'est ce but exclusivement humanitaire qui a inspiré son observation, et c'est bien là, selon lui, la mission confiée aux Commissaires du Rhodope. La Commission n'a-t-elle pas le devoir d'après ses instructions de connaître les motifs pour lesquels les émigrés ne retournent pas dans leurs foyers? La Commission doit donc savoir si les motifs allégués par les émigrés sont fondés ou non; et il lui semble que l'heure est venue de se prononcer à ce sujet.

Plusieurs autres membres ne partagent pas ce dernier avis. Il n'y a pas, selon eux, opportunité à aborder dès aujourd'hui ce point qui demeure réservé d'autant plus que la Commission se rendra dans les villages brûlés, et que peut-être là encore elle trouvera des détails qui fourniront ce supplément d'informations.

Le Président déclare l'incident clos; et fait appeler les émigrés qui ont encore à se présenter devant la Commission.

Les réfugiés d'Yelgiler (Caza d'Haskeuï) interrogés, conformément au programme adopté per la Commission, sur les motifs qui les ont obligés a quitter leurs villages, répondent qu'ils les ont quittés, il y a quatre mois, lorsque les soldats Russes y arrivèrent, et en raison de leurs excès. Ils logeaient chez les habitants, et quelques-uns se trouvant chez un certain Moustapha, dont la femme Atijé était enceinte, se mirent à discuter sur le sexe du futur enfant, et pour connaître immédiatement de quel côté l'on avait raison, on éventra la femme de

1878 Moustapha, et on plaça le foetus au bout d'une baïonnette. Le narrateur de ce fait était présent à cette scène. Il reçut même une bastonnade tellement forte qu'il en faillit mourir.

Deux femmes du même village, Zumbal et Zaijinet, racontent qu'il y a quatre mois, après s'être emparé de leurs maisons, les Russes tuèrent leurs maris, qui voulaient défendre leur honneur: elles furent violées. Les Russes ont occupé le village pendant trois jours.

Trois habitants du village d'Yaladjic viennent se plaindre d'avoir reçu le knout.

Ces trois derniers groupes se plaignent aussi du peu de secours qu'on leur distribue, et ne veulent pas rentrer chez eux tant que les Russes occuperont leur pays.

Puis se présentent les habitants de Loftcha, qui ont quitté leurs villages par crainte des Russes, qui massacraient et pillaient sans merci.

Ils ont fui par Sofia et Philippopoli, et comme ils arrivaient dans les montagnes de Karidjala, ils furent attaqués par des forces Russes, qui les obligèrent d'abandonner leurs femmes, leurs enfants, et tout ce qu'ils avaient pu emporter.

Les malheureux ne reçoivent pas de secours de l'autorité, mais les habitants leur viennent parfois en aide.

Ils vivaient en parfaite harmonie avec les Bulgares qui les ont accompagnés, et les prient de revenir dans leurs foyers; mais ils ne veulent pas rentrer tant que les Russes gouverneront le pays.

Deux femmes de Selvi déclarent qu'après avoir tué leurs maris, les Russes enlevèrent leurs filles, dont elles n'ont reçu depuis aucune nouvelle.

Les réfugiés de Sofia et des environs sont parties par peur des Russes. Ils déclarent en outre qu'ils vivaient en bons termes avec les Bulgares

Les réfugiés d'Iktiman font la même déclaration.

Les réponses de ces trois groupes relativement aux secours et au retour sont identiques à celles de groupes précédents.

Un nouveau groupe du district de Haskeuï demande à être entendu de la Commission, qui l'écoute; ils se plaignent de ce que l'armée Russe a détruit leurs maisons, qu'ils avaient abandonnées par crainte de l'ennemi.

Les délégués de Cheremetler attestent que leur village fût bombardé et brûlé le 3 avril, et qu'une vieille femme de 70 ans périt dans l'incendie.

Jusqu'à l'arrivée des Russes ils vivaient en bonne intelligence avec les Bulgares. Depuis lors ils ont à s'en plaindre.

Osman, de Fourtlou, raconte que les Russes en entrant dans 1878
leur village donnèrent aux habitants l'ordre de déposer les armes. Ce qui fut fait.

La nuit suivante Osman, ayant entendu un grand bruit, comprit que les faits s'aggravaient. En effet, les Russes entraient dans les maisons, pillaient, saccageaient, massacraient. On mit cinquante femmes dans un hangard rempli de feuilles, auquel on mit le feu, et les malheureuses périrent toutes dans les flammes.

Les réfugiés de Samakoff et des environs ont fui par peur. Ils vivaient en bonne harmonie avec les Bulgares, et rentreront dès qu'ils en auront la permission. Ils ne reçoivent que peu de secours.

Quelques émigrés de Kotchazli (district d'Haskeuï) attestent qu'ils ont fui le 15 avril pour échapper aux cruautés des Russes. Ils savent que leur mosquée a été brûlé il y a vingt jours; quoique leur village fût sans défense, il a été brûlé.

Quatre personnes ont été tuées à coups de baïonnettes. On a retrouvé deux d'entr'elles.

Des réfugiés de Bazardjik ont fui quatre jours après Noël. De quarante maisons qui composaient le village, il ne reste que quarante personnes; les autres ont été tuées pendant l'action. Ils ont perdu tout ce qu'ils possédaient; ils ont dû se séparer de leurs femmes et de leurs filles.

Mehmed, fils d'Hassan, affirme qu'il a vu deux de ses filles tuées devant lui à coups de baïonnettes.

Ils vivaient en bonne harmonie avec les Bulgares.

Ils ne reçoivent pas de secours et retourneront chez eux si la Commission le leur conseille; autrement ils demeureront.

A ce moment Mr. Fawcett reçoit une lettre, dont il communique le contenu à la Commission. Elle émane d'un officier d'Etat-Major du commandant des forces nationales, campées à Gabrova, qui fait savoir à la Commission qu'une entrevue devant avoir lieu entre ce commandant et le général Russe, commandant d'Haskeuï, le premier désirerait qu'elle eût lieu devant la commission

Après délibération, et explications données par l'auteur de la lettre, la Commission répond que, devant passer à Gabrova, elle s'entendra avec le commandant de cette place, de manière à prendre une décision en connaissance de cause.

L'heure étant avancée et tous les délégués ayant été entendus, les Commissaires se séparent en fixant au lendemain à 7 heures le départ pour Gabrova. Ils y seront précédés par M. Leschine et le Président de la Commission, qui s'occuperont

1878 de se mettre en rapport avec le commandant de avant-postes des forces Russes, de concert avec le commandant des volontaires du Rhodope de manière a assurer le libre et facile passage de la Commission de lignes Turques dans les lignes Russes.

La Commission emploie le nom d'armée nationale parce que ce nom a eté donné aux troupes du Rhodope par le colonel, auteur de la lettre.

(*Suivent les signatures des Membres de la Commission.* La signature de M. Leschine est précédée de la réserve suivante: —»En me référant aux protestations faites par M. Basily.«)

Procès-verbal No. 20.

Le 5 août 1878 la Commission Européenne du Rhodope réunie sur le mamelon de Kara-Tarla, auprès du quartier du commandant des forces nationales du Rhodope, profite de la présence du Lieutenant-Colonel Dimitriew, commandant les forces Russes du voisinage, pour s'entendre avec lui relativement au passage des Commissaires d'une ligne dans l'autre.

Mr. Leschine ayant lu à cet officier le sauf-conduit donné à la Commission, en reçoit l'assurance que ce document est superflu; car, non-seulement lui et les autres commandants ont reçu l'ordre de faciliter la tâche de la Commission par tous les moyens en leur pouvoir, mais en ce qui le concerne personnellement il se tient à la disposition complète des Commissaires, et dans le cas où ils ne pourraient le prévenir de leur arrivée il leur suffirait de se faire précéder d'un drapeau blanc pour n'avoir rien à redouter des sentinelles.

M. Dimitriew avec une obligeance parfaite se charge aussi d'expédier les lettres et les télégrammes que les Commissaires lui remettent avec autorisation du commandant militaire de l'endroit.

A la suite de cette entrevue la Commission poursuit ses travaux en écoutant les renseignements que deux Commissaires ont pu recueillir dans le parcours qu'ils viennent d'effectuer depuis Kerdjalli. En s'éloignant un peu du chemin suivi par leurs collègues ils ont vu en effet trois fermes isolées et entièrement brûlées.

Un villageois du nom de Guisum qui travaillait dans les environs leur raconte qu'il était le propriétaire d'une de ces fermes; qu'au moment de l'arrivée des Russes près du village

voisin il prit la fuite avec sa famille en ne laissant que sa vieille 1878
mère et une émigrée de Foundoudja, trop âgées toutes deux pour fuire. Les Cosaques, après s'être emparés de tout ce que contenait la maison et des bestiaux, mirent le feu à la ferme.

D'après le dire de ce paysan les Russes avaient préalablement entouré la maison de bois pour la brûler. Les autres fermes du voisinage subirent le même sort, de même que le village de Molla Moussalar, bien que tous ces points ne fussent défendus ni par les habitants qui avaient tous pris la fuite, ni par aucune troupe Turque.

A la suite des cette communication la commission reçoit les groupes de femmes, veuves pour la plupart, venues des différents villages environnants.

Ce sont celles d'Haskeuï qui sont entendues les premières.

Elles sont parties de leur village il y a neuf mois parce qu'en y entrant les Russes pillaient, incendiaient et violaient.

Elles sont toutes Musulmanes et ne reçoivent aucun secours de l'autorité locale.

Les déléguées du village de Couchalar racontent que quarante d'entre elles furent enlevées et gardées pendant quarante-sept jours à Saridja.

Ceci se passait il y a quatre mois alors que, comptant sur l'armistice et se croyant en sûreté, elles étaient rentrées.

Elles ne reçoivent aucun secours et ne retreront dans leurs villages qu'avec les autorités Turques.

Le groupe de Chérémetler déclare qu'elles ont quitté leur village parce que les Russes en y entrant pillaient leurs maisons, qu'ils incendiaient ensuite. Une femme de 60 ans, veuve, a été brûlée; son cadavre fut ensuite retrouvé.

Elles ne reçoivent pas de secours et ne peuvent rentrer parce qu'il ne reste rien de leur village.

Les femmes de Molla Moussalar ont fui devant les coups de fusil et les coups de canon il y a trois mois. Les Russes après avoir pillé leurs maisons y ont mis le feu.

On apporte en ce moment des boulets qui ont été lancés sur leurs villages.

Elles ne reçoivent pas de secours.

Ne pouvant rentrer dans leur village, qui n'existe plus, elles campent en plein air sous les arbres.

Les délégués de Domakkeuï ont quitté leur village il y a sept mois parce que les Russes, après avoir violé les femmes, pillaient les maisons qu'ils incendiaient ensuite.

Les villages ont été brûlés il y a trois mois.

1878 Ils ne reçoivent pas de secours; ils ne veulent pas rentrer dans la crainte des Russes.

Les délégués de Coumbourlar ont quitté leur village parce que les Russes, après avoir lancé des boulets sur leurs maisons, sont venus les piller et les incendier.

Elles ne reçoivent pas de secours et ne peuvent rentrer chez elles; elles vivent en plein air.

Les femmes de Carâatch et de Sipily déclarant qu'elles ont quitté leurs villages parce que les Russes, il y a cinq mois, les ont brûlés, après avoir pris tout ce qu'ils contenaient. Cinq femmes ont été brûlées; l'une d'elles était malade; les autres trop âgées pour fuir. Leurs cadavres ont été plus tard retrouvés.

L'heure étant avancée la séance est levée, et la Commission décide de se réunir au même endroit le lendemain à 7 heures du matin pour continuer son enquête.

(*Suivent les signatures des Membres de la Commission.* La signature de M. Leschine est accompagnée de la réserve suivante: —»En me référant aux protestations faites par M. Basily.«)

Procès-verbal No. 21.

Le 6 août 1878 conformément à sa décision de la veille, la Commission réunie au mamelon de Kara-Tarla, entend Mr. Sinclair, commandant-en-chef de toutes les forces nationales du Rhodope, qui a demandé à être entendu.

Mr. Sinclair raconte que les réfugiés ayant eu la retraite coupée par l'armée Russe qui descendît de Shipka, au mois de janvier, se dirigèrent en grande masse du côté du Rhodope.

Une aile de l'armée de Suleiman passa par Gabrova et l'autre par Stanimaka, et comme Suleiman laissa débander son armée qui battait en retraite dans le plus grand désordre, les routes furent encombrées, surtout au défilé de Clissa, de sorte que le plus grand nombre des réfugiés ne purent continuer leur route sur des arabas; les hommes seuls purent se sauver, tandis que les femmes et les enfants durent demeurer; c'est alors que le pillage commença.

Une colonne Russe s'avança jusqu'à Gumuldjina; survint l'armistice; on encouragea les paysans à rentrer.

Se fiant dans la bonne foi de cette invitation, les paysans rentrèrent mais furent opprimés par les exactions.

C'est alors qu'un certain Omer, un autre Kara Yussuf, et plusieurs de leurs amis organisèrent la résistance.

Les Bulgares prétendirent qu'on les attaquait, bien que, 1878
d'après Mr. Sinclair, le contraire avait lieu.

Au mois d'avril, onze bataillons Russes, soutenus par des légions Bulgares, ont attaqué les positions des troupes nationales; on se battit pendant neuf jours et les Russes refoulèrent les volontaires jusqu'au village de Kara-Tarla, où ces derniers ont depuis établi leur quartier-général, tandis que les Russes occupèrent le village de Couchalar.

A cette époque s'accomplit la mission de Samih Pacha et de Wassa Effendi, qui vinrent se concerter avec les chefs des troupes nationales pour empêcher la résistance de dégénérer en brigandage.

Les lignes furent établies à l'occassion de l'armistice, et depuis elles ont été maintenues.

Le 27 mai, l'aile droite fut attaquée et les villages Bulgares vinrent demander la protection des troupes nationales contre les Russes; les combats se renouvelèrent pendant huit ou dix jours, jusqu'à la trahison du Caïmacam d'Archéleby, qui jeta la panique dans la population et la décida à prendre la fuite. Dans ces combats le commandant a vu de ses yeux les Russes tirer sur des gens inoffensifs; il a ouï dire par ses officiers qu'il y avait eu un vieillard crucifié à des arbres; il ne l'a pas vu.

Depuis lors chaque jour ils reçoivent des sommations de l'armée Russe et l'on continue à se battre aux avant-postes.

Mr. Sinclair évalue à plus de 100.000 le nombre des émigrés réfugiés dans tout le territoire soumis à sa juridiction, qui est compris entre une ligne située à droite, à quatre ou cinq heures de Démotica, et une autre à gauche, s'étendant jusqu'à Névrécope; en seconde ligne se trouve Kerdjalli.

Il compte beaucoup plus de femmes et d'enfants que d'hommes, car ces derniers, en grand nombre, ont péri dans la lutte.

Les plus pauvres de ces réfugiés sont nourris par le blé provenant de réquisitions; ce blé sera rendu lors du paiement de la dîme avec un bénéfice de 10 pour cent.

Les caracoles sont nourris par la bonne volonté de la population.

D'après Mr. Sinclair, on pourrait occuper ces gens à faire des routes, à la condition toutefois de ne pas éloigner de la montagne le Turc qui y est né et de lui permettre d'avoir toujours près de lui sa famille; l'éloignement des Turcs de la plaine du Pomak proprement dit, souffre moins de difficulté.

Mr. Sinclair n'est pas d'avis de rapprocher les Turcs et les Bulgares.

1878 D'après lui, ont peut estimer à 300 fr. la maison d'un paysan Turc.

Il ajoute que tandis que l'ennemi détruit encore chaque jour les maisons des Turcs, la commission a pu constater que toutes les maisons des Bulgares comprises dans le rayon des lignes commandées par lui, existent encore; il ne permet pas qu'on commette un acte de brigandage et, le cas échéant, il punit très-fortement les coupables.

Il regrette qu'on continue à tirer sur les paysans qui travaillent aux champs, et tout dernièrement une de ses patrouilles a été attaquée par des troupes Russo-Bulgares en deçà de ses lignes de démarcation.

Il compte douze villages brûlés du côté de Bogot.

Mr. Sinclair termine en disant qu'on pourrait coloniser une partie des émigrés dans le Rhodope en créant un peu d'industrie, par exemple les manufactures de laine et de tabac, mais qu'il est nécessaire de songer d'abord aux routes.

La Commission remercie Mr. Sinclair de ses informations et continue ses travaux en écoutant les délégués des villages environnants.

Viennent en tête les femmes de Karadjalar qui répondent aux questions ordinaires. Elles ont quitté leurs villages, il y a sept mois, à l'arrivée des Russes qui y lançaient des boulets; le village n'est pas brûlé.

Elles ont tout abandonné dans leurs maisons, et n'osent pas retourner dans la crainte des Russes.

Elles ne reçoivent aucun secours et vivent sous les arbres.

Quelques femmes du village de Gabrova déclarent que leur village étant brûlé, elles occupent les maisons du village abandonné par les Bulgares qui se sont retirés.

Elles ne reçoivent aucun secours.

Les femmes d'Horoslar déclarent que leur village ayant été entièrement détruit par les Russes, il y a sept mois, elles ont dû l'abandonner. Cinq femmes, trop âgées pour fuir, ont péri dans les flammes.

Elles ne reçoivent aucun secours et vivent dans les champs d'aumônes ou du peu de travail qu'elles trouvent.

Les femmes du village de Kararits Igriler répondent qu'elles ont quitté leurs demeures parce que les Russes les en ont chassées à coup de fusil et de canon.

L'une d'elles, âgée de 50 ans, Eniné, a été saisie par les Russes et violée par vingt hommes.

Sa petite fille, âgée de 8 ans, déclare qu'elle aussi a subi les violences de trois hommes.

M. Leschine prétend qu'entrer dans ces détails et interroger 1878
l'enfant, c'est rechercher la conduite des troupes Russes.

M. le Président réplique qu'à son avis, ce que la commission insère dans les procès-verbaux doit servir à rappeler les souvenirs des lecteurs au moment de la rédaction du Rapport d'ensemble et à fournir aux Ambassadeurs des notes sur tout ce que la commission a entendu; il estime que la commission ne peut faire un autre usage de ses procès-verbaux.

Un doute s'étant élévé dans l'ésprit d'un Commissaire sur la véracité des allégations de l'enfant, Mr. Fawcett propose de faire procéder à un examen médical par le docteur attaché à la commission.

M. Challet appuie cette proposition, qui est combattue par M. Müller, auquel s'associent MM. Raab et Graziani.

Son Excellence Naschid Pacha accepterait volontiers la proposition de Mr. Fawcett, sans les inconvenients tirés des principes religieux des habitants de ces pays.

La constatation n'aura donc pas lieu, et l'on continue l'enquête.

Les femmes de Jiriler déclarent que pour elles elles n'ont point eu à souffrir de violences, car elles ont fui avant l'arrivée des Russes, qui ont enlevé tout ce qu'ils pouvaient et ont brûlé leurs maisons. Elles ne reçoivent pas de secours de l'autorité, mais ne veulent pas retourner, tant quelles y doivent rencontrer l'autorité Russe.

Se présentent quelques femmes de Couchalar, dont l'une, Haïdjé, affirme que sa fille de douze ans est morte des suites du viol dont elle a été victime.

Sourous fille d'Omer, âgée de douze ans, affirme qu'elle a été violée par dix Cosaques. Susniner, fille de Honver, âgée de 8 ans, a également été violée par les Cosaques.

La Commission est obligée d'interrompre la séance par suite de la pluie, et remet à 2 heures la suite de ses travaux.

A la reprise de la séance les groupes d'hommes sont entendus.

Ceux de Douvenly racontent qu'ils ont pris la fuite à l'approche des Russes; l'un d'eux, Mehemet, ajoute qu'accompagné de deux autres, il rencontra 150 Cosaques à Gabrova; on les désarma, on tua ses deux compagnons, et quant à lui il reçut un coup de sabre sur la nuque; il montre en effet une profonde cicatrice. S'étant levé pour fuir, il reçut deux balles dans le corps.

»Comment rentrer,« ajoutent-ils, »avec des gens qui nous ont ainsi maltraités.«

1878 Les délégués répondent que huit jours après Noël, après le passage de Suleyman Pacha, au moment où les forces Russes approchaient de Philippopoli, ils ont pris la fuite pour sauver leur vie, en gagnant les montagnes par Kilissé.

Ayant rencontré les Russes à Papas-youdou, ils ont dû, sous la canonnade, abandonner leurs chariots et tout ce qu'ils possédaient.

Ils ne reçoivent pas de secours, et ne peuvent rentrer tout autant que les Russes occuperont leur village.

Ils ont appris par des personnes qui sont retournées plus tard dans le village que deux femmes de 80 ans, et deux enfants de 8 ans, ont été tués par les Russes.

Les réfugiés d'Ourombar (Haskeuï) ont quitté leur village au moment où, sommés par les Russes de déposer les armes et n'ayant pas consenti, ils furent attaqués et durent prendre la fuite.

Les Russes avaient, dit le déclarant, envoyé deux Cosaques accompagnés d'un interprète qui nous demandèrent de leur livrer dix d'entre nous en ôtage. Ces dix personnes ont été données et les délégués ont entendu dire qu'elles avaient été tuées.

Du village il ne reste pas une seule maison : tout a été pillé ; une femme de 70 ans a été tuée et son cadavre a été retrouvé et enseveli par les soins du déclarant.

Les émigrés de Caramanly (Haskeuï) ont quitté leur village le 3 avril ; les Russes les harcelaient et les attaquaient, après une sommation de se rendre, demeurée sans effet.

Le village fut brûlé ; une femme périt dans les flammes.

Les Russes ont pris tout ce qu'ils avaient : ils se trouvent dans la plus grande misère et ne reçoivent aucun secours.

Ils ne peuvent retourner dans leurs villages tant que les Russes y demeureront.

Les réfugiés de Mollah-Moussalar, eux aussi, ont refusé de se rendre ; attaqués, ils ont pris la fuite ; leur village a été brûlé ; il n'en reste pas une maison. Dans cet incendie deux vieilles femmes ont péri, et leurs cadavres ont été plus tard retrouvés.

Ils ne reçoivent pas de secours, mais il vivent du travail des champs.

Ils désirent rentrer, mais leurs maisons n'existent plus ; ils n'ont pas de ressources pour les reconstruire ; quelques-uns sont logés dans les villages environnants.

Ils ont toujours vécu avec les Bulgares dans la plus parfaite harmonie.

Les délégués de Kizikler déclarent qu'àpres avoir fait 1878
partir leurs femmes et leurs enfants de leur village dans la crainte de l'arrivée des Russes, ceux-ci leur envoyèrent un parlementaire, accompagné de deux Cosaques, pour leur assurer qu'après avoir déposé les armes ils pouvaient faire revenir leurs familles en toute sécurite.

Sur leur refus, on les fit prévenir qu'ils seraient attaqués dans les vingt-quatre heures. Le lendemain, en effet, les boulets atteignirent le village, le feu s'y déclara et ils battirent en retraite les armes à la main. Ils se sont battus pendant trois jours en venant vers Gabrova. Ceci se passait vers le 3/15 avril.

Ils vivaient en très-bonne harmonie avec les Bulgares; maintenant ils sont éparpillés dans différents villages où les habitants leur donnent des secours.

Ils ne peuvent rentrer parce que leurs demeures n'existent plus et qu'ils seraient exposés à recevoir de coups de fusil

Ils retournéront quand l'autorité Turque y rentrera.

Les habitants d'Aïdenler déclarent qu'ils ont quitté leur village avant l'arrivée des troupes Russes et parce que des émigrés des villages voisins leur avaient raconté les cruautés commises par les Russes.

Dans ce village il n'y a pas de Bulgares, mais ils vivaient en très-bonne harmonie avec ceux qui habitent le village voisin et dont les champs touchent les leurs.

Ils ont emporté ce qu'ils on pu, mais les neiges leur ont créé beaucoup d'obstacles.

Ils vivent comme ils peuvent dans les montagnes et reçoivent assez pour ne pas mourir de faim.

Les délégués de Sarnitchli s'enfuirent à l'approche de l'armée Russe dix jours après Noël; chemin faisant, les tirailleurs Russes leur tuèrent plusieurs hommes. Ceux qui étaient restés au village ont été faits prisonniers, ainsi que les femmes qui étaient avec eux.

De ce lieu ils pouvaient voir leurs maisons; mais depuis cinq jours ils ne les aperçoivent plus, et ils supposent qu'elles ont été détruites.

Ils vivaient en très-bonne intelligence avec les Bulgares et désormais, manquant de tout, ils vivent dans les montagnes, comme ils peuvent, eux et leurs familles.

Les délégués de Koumourlar (Haskeuï) ont fui devant les Russes, qui tiraient sur leur village et l'ont brûlé le 3 avril dernier. Plus tard quelques-uns rentrèrent et trouvèrent dans les décombres les cadavres d'un homme et d'une

1878 femme, âgés tous deux de 60 ans. Ils ne se sont pas battus et ont pris la fuite à l'approche des Russes.

Ils vivaient en très-bonne harmonie avec les Bulgares et vivent aujourd'hui en travaillant dans les villages.

Les réfugiés de Domakkeuï, sommés de déposer les armes, ont refusé; attaqués, ils ont fui, mais une femme, âgée de 70 ans, n'ayant pu s'échapper, a été brûlée.

Ils vivaient en trés-bons termes avec les Bulgares des villages voisins. Ils ne veulent pas rentrer parce que les Russes sont à un quart d'heure de leur village.

Les délégués de Chérémetler, sommés de déposer les armes, ont refusé. Le 5 mai, ils ont été attaqués, et ont fui sans opposer la moindre résistance.

Le village a été entièrement brûlé; une femme, âgée de 70 ans, qui n'a pu fuir, a péri dans les flammes; en retournant depuis au village, on a retrouvé les pieds de cette victime.

Ils vivaient avec les Bulgares de Kézanlik et Sarnitch en très-bonne intelligence.

Ils ne veulent pas rentrer tant que les Russes seront dans le voisinage.

Ils vivent dans les montagnes, reçoivent un peu de secours des villages, mais ils sont très-inquiets sur ce qu'ils deviendront dans quelques jours.

Les délégués de Fondoudjac ont aussi reçu l'intimation de se rendre; sur leur refus, ils furent bombardés et prirent la fuite avec leurs familles.

Ils vivaient très-bien avec les Bulgares; ils restent dans les montagnes et reçoivent des secours des habitants des villages.

Les délégués de Gabrova déclarent que n'ayant pas voulu se rendre, ils furent attaqués le 3 avril et prirent la fuite.

Ils vivaient en très-bonne harmonie avec les Bulgares, qui ont quitté le village depuis les événements et ont rejoint les forces Russes. Quelques-uns parmi eux occupent les maisons abandonnées par les Bulgares; d'autres, encore sous l'impression de la peur, ne veulent pas rentrer. Ils ont mis leurs femmes et leurs enfants en sûreté et combattirent contre l'armée Russe, plus tard, pendant sept jours.

Les habitants de Mauzadjik ont fui dix jours après Noël, lorsqu'ils aperçurent les Russes à une heure du village. Le village, composé de trente maisons, a été brûlé et six personnes âgées — trois hommes et trois femmes — ont péri dans les flammes. Ils n'ont pas vu les cadavres, il est vrai, mais

ils supposent qu'ils ont péri; car, depuis l'incendie, ils n'en 1878
ont pas reçu de nouvelles.

Ils vivaient en bonne harmonie avec les Bulgares, dont les villages ne sont qu'à une heure de distance du leur.

Ils reçoivent quelques secours des habitants des villages voisins.

Les délégués de Couchalar, village de 230 maisons, du district d'Has-keuï, ont fui parce que, après la prise de Gabrova, les Russes attaquèrent leur village; ils ont fui emmenant leurs femmes et leurs enfants; mais ils n'ont pu sauver autre chose que leur âme. Etant retournés sept jours plus tard (18 avril), ils ont trouvé 210 maisons brûlées et les cadavres de huit personnes—quatre hommes, âgés de 60, 50, 30, et 28 ans; quatre femmes, dont deux de 60 ans, et les autres de 40 et 30. Deux hommes et deux femmes ont été tués, les autres brûlés.

Ils vivaient en très-bonne harmonie avec les Bulgares du voisinage.

Aujourd'hui les uns occupent les vingt maisons épargnées; les autres errent dans les montagnes.

Les Russes ont occupé le village pendant sept jours et pendant ce temps ils ont déshonoré huit familles qui n'avaient pu fuir a temps. Ces familles, composées de quarante-trois personnes, ont été transportées à Sarnitch, où elles sont demeurées pendant quarante jours.

Ils ne peuvent recueillir les moissons parce que les champs se trouvent dans la zone neutre, et ils ont peur.

Ils sont dans la misère et reçoivent quelques secours des habitants du village; plus de 100 personnes sont au service de la Turquie, et leurs femmes et leurs enfants sont dans le plus grand dénûment.

Les réfugiés d'Hiatscha, village composé de 700 maisons, dont 70 appartiennent aux Bulgares, prirent la fuite, dix jours après Noël; les Russes ont détruit la moitié de leurs habitants.

Sur neuf personnes qui sont restées dans le village, six ont été tuées par les Russes; un Bulgare du nom de Ponoldelcho a sauvé les trois autres (trois femmes) en les cachant dans une dépendance de son moulin.

Ils vivaient très-bien avec les Bulgares, et ne retourneront pas dans leur village, situé immédiatement en arrière des avant-postes.

Les habitants de Yenimahalé (Haskeuï) ont pris la fuite par peur des Russes le $\frac{5}{17}$ avril, qui tiraient des coups de canon

1878 sur leurs maisons; deux boulets ont atteint celle du déclarant, la moitié de leurs maisons ont été brûlées.

Ils vivaient très-bien avec les Bulgares; ils ont tout perdu et vivent dans la partie du village qui n'a pas été brûlée.

Les habitants de Kara-Tarla ont pris la fuite le $\frac{5}{17}$ avril devant les boulets Russes; dix-huit maisons sur trente-six qui composent le village ont été brûlées.

Ils vivaient très-bien avec les Bulgares de Gabrova; ils vivent du produit de leurs champs, mais ils ne peuvent récolter la moisson de ceux qui sont campés dans la zone neutre.

Les habitants du village de Karadjalar ont fui comme ils ont pu devant les Russes; ils ont abandonné leurs maisons trois jours avant le passage de Suleiman; le village composé de 420 maisons n'en compte que vingt appartenant aux Turcs.

Ils vivaient en très-bonne harmonie avec les Bulgares; ils croient que dernièrement on a détruit l'intérieur de leurs maisons; c'est du moins ce qu'on leur a dit, mais les murs existent. Ils travaillent aux champs et vivent de secours.

Tous les groupes ont été entendus; la Commission, devant la pénurie de secours constatée dans ces districtes se préoccupera des moyens de venir immédiatement en aide aux réfugiés qui s'y trouvent; elle décide en outre de faire le lendemain une excursion dans les environs, pour constater l'état des villages brûlés; et pour en obtenir l'accès sans inconvénient, elle adresse une lettre au Commandant des forces Russes en le priant de lui envoyer une escorte.

La Commission rentrera le soir à Kara-Tarla.

(*Suivent les signatures des Membres de la Commission.* La signature de M. Leschine est accompagnée de la réserve suivante: — »En déclarant que la Commission recherche les accusations contre l'armée Russe, et en me référant aux protestations faites par M. Basily.«)

Procès-verbal No. 22.

Le soir du 7 août 1878 la Commission Européenne du Rhodope, réunie à Kara-Tarla, entend la lecture des notes prises par M. Graziani pendant l'excursion qu'il a faite dans la journée aux environs de Kara-Tarla.

Le contenu en est approuvé, et sera joint au procès-verbal de cette séance.

Le Président propose alors à la Commission de s'épargner un voyage très-difficile et même dangereux, en raison du mauvais état de chemins, et de s'en rapporter au Colonel Fawcett relativement aux renseignements à recueillir dans le parcours de Kara-Tarla à Stanimaka. 1878.

M. le Colonel Fawcett vient en effet de traverser presque tous les villages qu'il y aurait lieu de visiter, et il donnera à la Commission ses notes personnelles. En sorte que la route à suivre serait désormais Haskeuï et Tirnova pour arriver à Andrinople, où la Commission réglera ses travaux ultérieurs.

Les Commissaires se dirigeront dans le lendemain matin, à 7 heures, vers Haskeuï, en passant par Cuchullilla, grand village, dont les maisons sont brûlées.

(Suivent les signatures.)

Procès-verbal No. 23.

Le 8 août 1878 la Commission Européenne du Rhodope, réunie en séance au village de Couchalar, constate la destruction presque complète de ce village, dont il ne reste que vingt maisons sur 230; les Russes ont brûlé le reste, au dire des habitants.

Mehemed, paysan de ce village, raconte que la veille quinze personnes, dont huit hommes et sept femmes, se sont rendues à Doceska dans le but de battre leur blé; au moment où ils travaillaient, des individus, que Mehemed croit être des Russes parce qu'ils étaient vêtus de blanc, ont commencé à tirer sur eux des coups de fusil; la fusillade a duré pendant deux heures. Forcés de fuir, il arriva à son village éloigné de trois heures du lieu de l'événement, seul avec quatre femmes, et il ne sait ce que sont devenus ses autres compagnons.

La femme Aïché confirme tous les dires de Mehemet,

Ces individus affirment qu'ils n'étaient pas armés, et n'avaient d'autre intention que celle de recueillir une partie de leur récolte.

De son côté, Emin, de Karadjalar, raconte que des Bulgares sont venus prendre ses buffles dans la prairie et les ont remis à des Cosaques.

M. Leschine, appuyé par M. Müller, proteste contre l'audition de ces faits en raison des circonstances exceptionnelles de cette contrée, et parce que ces hommes ne sont pas des réfugiés.

M. Graziani répond qu'au contraire ces déposants sont, à n'en pas douter, des réfugiés, puisqu'ils appartiennent aux

1878 villages brûlés que nous avons sous les yeux, et qu'ils vivent dans les montagnes.

Les autres Commissaires estiment, comme M. Graziani, qu'il y a lieu de les connaître au point de vue humanitaire, car il s'agit pour eux de chercher le moyen de rapatrier les paysans dans leurs chaumières en toute sécurité. Il est donc utile de connaître quelle est la conduite des autorités Russes à leur égard, ne serait-ce que comme simple information.

M. Leschine, à l'occasion des procès-verbaux précédents, tient à constater qu'il y avait parmi les hommes entendus à Kara-Tarla des hommes armés devant appartenir à ce qu'on appelle »les forces nationales«.

La Commission poursuit ensuite la route vers Haskeuï.

(Suivent les signatures des Membres de la Commission. La signature de M. Leschine est accompagnée de la réserve suivante: — »En me référant aux protestations faites par M. Basily«.)

Procès-verbal No. 24.

Le 12 août 1878, la Commission Européenne du Rhodope, réunie au bureau de police à Ortakeui, décide qu'elle se rendra le lendemain dans les villages environnants où, d'après les renseignements, il y aurait de sérieuses misères à constater et à soulager.

(Suivent les signatures.)

Procès-verbal No. 25.

Le 13 août la Commission Européenne du Rhodope, réunie sous le péristyle de l'Eglise de Peletelil, à Plavon, où ella s'était rendue, accompagnée du Colonel Colsakoff, commandant des forces Russes à Ortakeui, pour y examiner les déprédations que, d'après les renseignements recueillis à Ortakeui, les Bachi-Bozouks auraient commises dans les villages, fait inviter les autorités civiles et religieuses à fournir leurs informations particulières.

En attendant l'arrivée de ces autorités les Commissaires se rendent compte des dommages causés à l'église quon lui avait indiquée comme complètement détruite, et remarquent que cette église, enfermée dans la petite enceinte du cimetière, n'a nullement souffert extérieurement si ce n'est du fait de cinq ou six traces de balles écrasées sur la façade; seulement les trois portes

du mur d'enclos ont été brûlées. A l'intérieure également tout 1878
est intacte à l'exception d'un tableau de St. Spiridion, dont il ne reste que l'encadrement, de deux autres tableaux de la Vierge et du Christ; le premier est un peu éraflé, et second percé de deux balles; et enfin, de deux lustres, auxquels il manque quelques morceaux de cristal.

Le Colonel Colsakoff montre aussi aux Commissaires quelques débris d'une croix brisée et d'encadrements ornementés en morceaux.

L'autorité civile alors interrogée en présence du pope et de quelques habitants du village racontent à ce sujet que le 21 mai, en voyant arriver les Bachi-Bozouks qui tiraient des coups de fusil, la population effrayée, prit la fuite. Les Bachi-Bozouks se dirigèrent vers l'église, qui était défendue par six personnes du village, à la tête desquelles était un certain Petko, venu la veille rendre visite a son ami le Chorbaji du village; deux femmes étaient aussi avec les combattants.

La lutte dura pendant neuf heures. Les portes du mur d'enclos furent brûlées et le tableau de St. Spiridion coupé en deux, emporté ou détruit, et plusieurs autres endommagés. Dans la fuite vingt-deux personnes trouvèrent la mort et six furent blessés; une femme fut transpercée d'une balle qui atteignit aussi l'enfant qu'elle portait sur son dos. Des 130 maisons qui composent le village, 115 furent pillées et brûlées.

D'après leur récit les patrouilles de soldats Russes passaient depuis deux ou trois jours; l'une d'elles, composée de six Cosaques, s'y trouva le matin même de l'action, et ce sont ces soldats qui engageaient les villageois à prendre la fuite dès qu'ils virent arriver les Bachi-Bozouks. Le lendemain les Russes revinrent occuper le village.

Le Commissaires, après avoir constaté la destruction de neuf maisons brûlées, continuent leur route vers Temirler en quittant les lignes Russes pour rentrer dans celles du camp ennemi.

Arrivée a Temirler la Commission interroge les villageois sur leur sort et celui de leurs habitations, dont il ne reste que des débris accumulés.

D'aprés leur récit les Russes, il y a quarante-cinq jours, vinrent s'embosser en face de leur village qu'ils criblèrent de boulets, en dirigeant principalement le feu sur la mosquée bâtie sur une colline très-éloignée du village. La population prit la fuite, et les Russes, aidés de Bulgares et de quelques habitants de Plavon, se livrèrent au pillage, aprés lequel ils allumèrent l'incendie.

1878 Interrogés sur les motifs de cette attaque, les villageois ajoutèrent qu'ils ne pouvaient le comprendre, puisque le jour précédent ils avaient fourni aux Russes sur leur simple réquisition sans la moindre rétribution, de l'orge, de la paille, des oeufs, et tout ce qu'ils avaient.

Dans le village sept femmes malades ont été brûlées, une autre blessée par les baïonnettes, et porte la cicatrice sur son sein. Sur 125 maisons, 110 ont été détruites.

A leur avis il ne peut y avoir eu aucun soldat Russe tué dans cette action, car tous les habitants n'ont pensé qu'à prendre leurs femmes et leurs enfants, et à fuir sans opposer de résistance.

La Commission croyant voir dans la déclaration de ce village un acte de représaille pour ce qui s'est passé à Plavon, et voyant une contradiction dans les dates, en fait l'observation au déclarant, qui maintient son dire en ajoutant. »Demandez aux Chrétiens du village voisin de Ketenli et ils vous diront qui de nous ou des Russes en a commencé l'incendie et l'attaque.«

Les Commissaires décident de se rendre séance tenante à Kettenli pour éclaircir ce fait.

Puis ils écoutent un habitant de Musselim, village voisin dont les trente maisons sont détruites. D'après cet homme les Bachi-Bozouks Russes sont venus le quatrième jour du printemps piller et brûler ces maisons. Personne de ce village n'a péri mais quelquels habitants de Kezekli ont été tués.

Il énumère onze vilages brûlés aux environs, entr'autres Temergilar, Ache Hissar Enkeui et Bahzebouik.

Maintenant ces villageois sont transquilles, et se tiennent sur la défensive contre les Russes. Ils vivent dans des chaumières en attendant qu'ils puissent reconstruire leurs maisons.

Afin de pouvoir plus promptement visiter les différents villages qu'il y a lieu d'examiner aux environs, la Commission prend la résolution de se scinder en deux.

MM. Rizza Bey, le Colonel Raab, et Leschine se dirigent vers Atteren.

Son Excellence Naschid Pacha, MM. Fawcett, Graziani, et Challet vers Ketenli, Temirgilar, et Musselim.

Ces derniers, rendus à Ketenli, interrogent le Tchorbaji du village qui, en présence des autorités de l'endroit, déclare que dix jours après la St. Georges, des Bachi-Bozouks Bulgares et Grecs brûlèrent deux maisons et tous les hangars remplis de paille du village de Temirler, et que le jour de la St. Constantin quelques maisons du village de Plavon furent incendiées par les Turcs: puis, comme les habitants de Plavon en prévinrent

les autorités Russes, celles-ci envoyèrent des troupes qui 1878
attaquèrent le village de Temirler, le pillèrent et le brûlèrent.

Le Tchorbaji ajoute que c'est grâce à la protection des Bachi-Bozouks Turcs du voisinage s'ils ont échappé avec leur village au sort commun de tous ceux qui les environnent.

En quittant Ketenli les Commissaires se rendent à Temergilar et ont constaté que toutes les maisons ainsi que la mosquée, qui est réduite en cendres, étaient détruites. Un paysan affirme que cet incendie eut lieu le lendemain du jour où on a brûlé Temirler.

De là enfin la sous-Commission arrive à Musselim, village de trente maisons entièrement brûlé également.

En quittant ces ruines les Commissaires retournent à Idja, où ils rendent compte du résultat de leur excursion à leurs collègues qui, de leur côté, leur communiquent aussi les notes suivantes sur leur exploration à Atteren.

Le village Turc comporte soixante-cinq maisons brûlées sur quatre-vingt ou quatre-vingt-dix qui composaient le village. La mosquée est également brûlée; tous les habitants prirent la fuite, à l'exception d'un homme et d'une femme, qui ne purent les imiter et furent brûlés vifs.

Ces faits se passaient six jours après la St. Georges. Trois semaines auparavant les Grecs d'Ortakeui avaient enlevé deux hommes. Les Russes n'avaient cependant pas à se plaindre des habitants du village qui leur fournissaient, à leur choix, tout ce qu'ils possédaient, et n'ont opposé aucune résistance à l'ordre qui leur fut intimé de se rendre.

Tous les habitants sont revenus et vivent en paix dans des chaumières: ils étaient en parfaite harmonie avec les Grecs et les Bulgares, mais depuis l'arrivée des Russes ces bons rapports on cessé.

Relativement à l'affaire de Plavon ils déclarent que ce sont des émigrés qui ont commis ces excès, et que, quant à eux, ils les regrettent.

A la suite de ces excursions les Commissaires se trouvant suffisamment renseignés sur l'état de choses de cette partie du Rhodope, prennent la résolution de repartir le lendemain pour Constantinople.

(*Suivent les signatures des Membres de la Commission.* La signature de M. Leschine est accompagnée de la réserve suivante: — »En me référant aux protestations faites par M. Basily«.)

1878 *Procès-verbal No. 26.*

Le 14 août 1878 la Commission Européenne du Rhodope, réunie sur un côteau près d'Ilya, reçoit les émigrés du village voisin, Plavon, et sur les questions posées dans le même ordre que pour les autres émigrés, l'un d'eux répond:

Qu'ils ont quitté Plavon le 22 mai et se sont réfugiés à Ortakeui et dans les villages voisins, parce que des Bachi-Bozouks, au nombre de 400 cavaliers et 2000 à 3000 fantassins, venant de Timurler ont commencé à tirer des coups de fusil sur leur village.

Tous ont pris la fuite; les hommes d'abord, les femmes ensuite; celles-ci reçurent l'attaque de cavaliers Turcs qui leur enlevèrent leurs bonnets et leurs costumes, chargés de pièces de monnaie; six ont été tuées: Photina, 40 ans, avec sa fille de 6 ans; un autre enfant de 3 ans; Kariateri, âgée de 40 ans, et sa fille de 10 ans; Elenko, de 2 ans; Maria, de 60 ans; Anastasia, 20 ans; Moziko, 60 ans. Plusieurs autres femmes et enfants ont été blessés.

Les Turcs pillèrent le village, brûlèrent les portes de l'Eglise dans laquelle ils pénétrèrent; ils y ont brûlé les lustres et les lampes, ont déchiré trois ou quatre tableaux et tiré des balles sur les autres; ils ont emporté les vases sacrés et les ex-voto; en un mot, ils ont détérioré toute l'eglise, puis se retirèrent après avoir brûlé neuf maisons.

Tous sont Orthodoxes.

Petko, ajoute le déclarant, était arrivé la veille et était logé chez le Tchorbadji; réfugié dans l'église avec deux de ses compagnons, il opposa pendant huit heures de la résistance, et puis, profitant de ce que les Turcs etaient réunis dans un autre endroit, il prit la fuite. Vingt-six hommes et six femmes ont été tuées.

Des soldats Russes étaient arrivés l'avant veille, et se sont retirés en apercevant les Turcs, en conseillant aux habitants d'en faire autant.

Ils ne vivaient pas en bonne harmonie avec les Turcs; toutefois, à l'arrivée des Russes, les Turcs leur demandèrent de s'allier à eux pour combattre l'ennemi.

Ils vivent de leur travail et ne se rendent pas à Plavon parce qu'en traversant le bois qui sépare Ortakeui de ce village, ils sont exposés à être tuées par des Turcs, ainsi que cela est arrivé à deux paysans entre Paleo Castro et Palecia.

La Commission étant éclairée sur tout ce qui s'est passé dans ce district, où ne sont réfugiés que très-peu d'émigrés,

décide de terminer ses travaux et de retourner à Constantinople, sauf à les reprendre au cas où les Ambassadeurs le jugeraient convenable. 1878

(Suivent les signatures des Membres de la Commission. La signature de M. Leschine est accompagnée de la réserve suivante: —»En protestant contre les procédés de la Commission.«)

Procès-verbal No. 27.

Le 17 août 1878 la Commission Européenne du Rhodope, réunie au complet au domicile de Mr. Fawcett, à Thérapia, entend la lecture du projet de rapport qui lui est faite par le Secrétaire, préalablement chargé par ses collègues d'en élaborer la rédaction.

Aussitôt après cette lecture, M. Leschine, Délégué de la Russie, annonce à ses collègues qu'en présence des idées énoncées dans ce rapport, il a le regret de devoir se retirer.

M. Graziani demande une plus ample explication; il ne peut comprendre une détermination qui ne repose sur aucun acte, car le projet de rapport n'a point été discuté et personne, ne s'est prononcé sur son contenu. Il prie en conséquence M. Leschine de vouloir bien préciser les motifs de sa détermination.

M. Leschine demande alors à la Commission si la conduite des troupes Russes pendant et après la guerre sur le territoire qu'elles occupent doit être l'objet de recherches et d'appréciations de la part de la Commission.

M. Graziani répond que cette questions est trop vague et qu'elle doit être précisée par l'amendement suivant:

»En tant que cette conduite se rattache au but humanitaire visé par les questions posées dans les instructions que les Commissaires ont reçu de leurs chefs.«

On vote sur la proposition ainsi amendée et le résultat est le suivant:

Réponse affirmative par MM. Raab, Fawcett, Graziani, son Excellence Naschid Pacha, et Challet.

MM. Müller et Leschine votent contre. M. Leschine se retire.

M. Müller a déclaré que ce projet contenant beaucoup de récriminations non prouvées contre l'armée Russe, s'écartant du but de la Commission, il ne pouvait le signer, si on n'y apportait pas des modifications.

1878 M. Fawcett réplique que M. Müller succède à M. Leschine dans les jugements qu'il porte sur les dépositions des émigrés.

M. Graziani ajoute que lui aussi, tout en acceptant en principe ce projet, demandera certaines modifications.

M. Raab et tous les Membres de la Commission partagent le même avis: on décide donc d'en reprendre la lecture, et de discuter chaque paragraphe, l'un après l'autre.

M. Challet donne de nouveau la lecture du projet de rapport, et marque d'un point rouge chaque paragraphe ou mot sur lesquels on demande à faire des rectifications.

La lecture terminée, tous les Commissaires tombent d'accord pour en accepter le contenu, rédigé d'après les indications faites par chacun d'eux.

M. Challet est chargé de faire ces modifications au rapport définitif, qui sera lu en séance, le mardi, 20 août, au Palais de l'Ambassade d'Autriche.

(Suivent les signatures.)

Procès-verbal No. 28.

Le 22 août 1878 tous les Membres de la Commission Européenne du Rhodope, à l'exception de M. Leschine, démissionnaire, et du Colonel Raab, qui s'est fait excuser pour cause de maladie, entendent d'abord la lecture de la lettre par laquelle M. Leschine informe le Président de la Commission qu'il se retire: copie de cette lettre sera annexée au procès-verbal de la séance.

Puis lecture est faite du rapport modifié dans le sens convenu dans la dernière séance.

M. Müller croit que les modifications ne sont pas suffisantes. Il s'associe entièrement à la déclaration du rapport disant que le but de la Commission est humanitaire et purement humanitaire, et c'est pour ce motif qu'il hésite à adopter le projet qui lui est soumis, car il croit que quiconque en lira l'exposé jugera qu'il s'agit plutôt d'une enquête sur la conduite de l'armée Russe pendant la guerre et sur les méfaits qu'on lui attribue.

Une partie relativement minime du Rapport traite des moyens par lesquelles on désirerait soulager les malheureux réfugiés au Rhodope. Il croit qu'en s'occupant des souffrances actuelles et des moyens d'y porter remède, on tomberait facilement d'accord parce que tous les Commissaires sont animés du désir d'adoucir le sort de ces malheureux.

Dans les procès-verbaux, bien qu'il n'ait pas été com- 1878
plétement d'accord avec la majorité, on a enregistré les déclarations sur bien des méfaits de l'armée Russe, mais ces déclarations ne sont que des choses racontées, tandis que dans le projet la Commission se met au lieu et place de réfugiés. Elle se fait l'accusatrice de l'armée Russe. Le dépositions des réfugiés, c'est-à-dire des vaincus, des victimes de la guerre sont, d'après la nature humaine, partiales et injustes. Il lui répugne de se prononcer sur ces déclarations relativement à des méfaits qu'il serait le premier à condamner si on lui en montrait la vérité.

Le projet dans sa forme actuelle blesse, sans raison, c'est du moins sa conviction, une nation qui était représentée dans le sein de la Commission: il lui est impossible de suivre ses collègues dans cette voie, et il les prie de revenir au but humanitaire, et de laisser des récriminations qui l'en écartent, et qui, d'ailleurs, ne sont pas prouvées.

M. Challet répond à M. Müller qu'il attend encore de l'honorable Commissaire d'Allemagne l'exposé des moyens par lesquels il croit pouvoir venir en aide aux émigrés. Sans se préoccuper de considérations politiques qui devaient rester étrangères à leurs travaux, les Commissaires, selon lui, ne devraient envisager qu'un but; ramener les émigrés dans leurs foyers. Or, du moment que les victimes déclarent unanimement qu'elles ont fui devant les méfaits de l'armée Russe, la Commission devait chercher par tous les moyens possibles à connaître si ces accusations étaient fondées; mais, chaque fois quelle a voulu contrôler en détail ou procéder à des plus amples informations pour connaître la valeur des dépositions, les Délégués de Russie et d'Allemagne s'y sont opiniâtrement opposés. Ces messieurs ne désiraient donc pas arriver au résultat pratique, le seul résultat humanitaire enviable, le seul sérieux, le rapatriement. Sans cela, ils se seraient empressés de rechercher s'il était possible, sans danger pour les populations, auxquelles la Commission avait le devoir de s'intéresser, de rapprocher les émigrés de ceux qu'ils accusaient de les avoir maltraités. Personne ne porte un jugement définitif sur les actes qui n'ont pas été contrôlés, mais il existe des présomptions tirées des faits qui ont été constatés. La théorie de M. Müller dans la recherche de la culpabilité est étrange et nouvelle dans le Code d'Instruction Criminelle. »D'après la nature humaine,« dit-il, »les victimes sont partiales et injustes.« Ce serait donc au dire des accusés qu'il faudrait désormais donner la préférence.

1878 S'il répugne à M. Müller de se prononcer contre l'armée Russe, cela n'est agréable à aucun de ses collègues; mais si, en recherchant les auteurs du mal, on les eût trouvés, même parmi les Commissaires, le devoir était de le constater.

En tous cas, si on a enregistré ou signalé ce qui a été dit ou vu contre l'armée Russe, c'est en prévision de nouveaux malheurs qui pourraient se produire, et pour qu'on ne puisse reprocher à la Commission d'avoir caché la vérité.

A son avis le rapport a tellement atténué, en vue de la conciliation, les accusations portées dans les procès-verbaux, qu'il serait imprudent d'aller plus loin.

M. Müller, pour ne pas se répéter, ne répondra pas à tout ce que vient de dire M. Challet. Il croit ne s'être jamais opposé aux procédés de la Commission, tant qu'elle est restée dans la limite de ses instructions.

M. Graziani fait observer que la Commission n'est nullement sortie de ses instructions; elle en serait sortie en n'enregistrant pas dans les procès-verbaux les souffrances dont la Commission a pris note.

On ne juge pas les méfaits de l'armée Russe. On signale dans un but humanitaire les actes commis vis-à-vis des populations émigrées; il croit donc que le rapport, avec certaines modifications, serait de nature à contenter tous les Membres de la Commission.

Son Excellence Riza Bey partage complétement les opinions émises par MM. Challet et Graziani; le rapport n'est nullement en opposition avec les instructions; au contraire, il les suit pas à pas. Il croit, en conséquence, qu'il y a lieu d'adopter le rapport final sans toutefois s'opposer à quelques modifications de détail.

Mr. Fawcett a une observation à faire. Toutes les dépositions relatent que les malheurs et les souffrances des émigrés ont commencé le jour de l'arrivée de l'armée Russe; il est donc impossible de séparer les malheurs de ces gens des méfaits de l'armée, puisque la réponse de tous force à admettre que des accusations pèsent sur l'armée Russe.

Il se rappelle la Commission de Batak l'année dernière; à cette époque on a interrogé les Bulgares, qui ont accusé les Pomaks de massacre; leur témoignage a été accepté; il ne peut trouver la moindre différence entre le cas à faire du témoignage de ces Bulgares, ou de celui des Musulmans.

Au retour de cette Commission et par suite de ses rapports, beaucoup de Turcs ont été pendus, et on n'a point entendu dire qu'ils aient été écoutés dans leur déclarations

contre la Commission. Il partage donc la manière de voir 1878
exprimée dans le projet, auquel il voudrait même ajouter des expressions plus sévères.

Les commissaires, à la demande de M. Graziani, décident d'attendre que le Colonel Raab, auquel on doit soumettre le projet de rapport, ait émis son opinion, avant de prendre une détermination.

Les Commissaires se réuniront chez M. Graziani le dimanche 15 courant.

Signé: *Riza.* J. *Henry Fawcett.* C. *Challet.* D. *Graziani.* *Müller.*

Procès-verbal No. 29.

Le 25 août 1878 les Membres de la Commission du Rhodope sont présents au domicile de M. Graziani à Bouyukdéré à l'exception de M. Leschine démissionnaire, et du Colonel Raab, qui s'est fait excuser pour cause de maladie.

M. Graziani communique une notice du Colonel Raab par laquelle l'honorable Président de la Commission prévient ses collègues, qu'étant alité il a le regret de ne pouvoir prendre part aux déliberations sur le rapport collectif, auquel il souhaite le meilleur succès. Le premier projet dont il a eu connaissance devant subir bien des modifications, il se réserve, pour sa part, de présenter à son Ambassadeur un rapport spécial.

M. Challet demande que cette note, écrite dans un moment où le colonel est très-affaibli par les souffrances, ne figure pas au procès-verbal, et qu'on attende le rétablissement du colonel pour lui demander son opinion définitive.

M. Müller insiste pour qu'il soit fait mention au procès-verbal de la déclaration qui vient d'être faite au nom de M. Raab.

M. Challet répond à M. Müller qu'il regrette une mesure de précipitation, qui pourrait ressembler à une surprise.

M. Müller insistant, la Commission décide d'annexer au procès-verbal la communication du Colonel Raab.

M. Graziani croit qu'une nouvelle discussion n'amènera pas M. Müller à signer le rapport collectif; il propose, par conséquent, aux Commissaires qui sont d'accord sur le texte du rapport collectif, de l'adresser individuellement à leurs chefs en l'accompagnant d'une lettre dont le texte sera également identique.

1878 Les Délégués d'Angleterre, d'Italie, de Turquie et de France acceptent cette proposition.

M. Graziani ajoute qu'en présence de la retraite de M. Leschine, de la lettre du Colonel Raab, du refus de M. Müller de s'associer au rapport collectif, et de la détermination qui vient d'être prise par les autres, il croit que les travaux de la Commission Européenne du Rhodope ont pris fin, et qu'il y a lieu de les clore, en remettant les pièces et les procès-verbaux au Doyen du Corps Diplomatique, ce qui est accepté.

Signé: *Riza. Müller. Graziani.* J. H. *Fawcett. Challet.*

Annexe au procès-verbal No. 29.

Le Colonel Raab exprime à la Commission les plus vifs remercîments en égard à la confiance dont elle a bien voulu l'honorer durant les travaux.

Il regrette infiniment de n'avoir pas pu prendre part aux délibérations sur le commun rapport final, dont il ne connaît que vaguement le premier projet, lequel, à son avis, devait subir bien des modifications.

Aujourd'hui encore son état de santé lui défend tout essai d'effort.

Pour ne pas retarder la rédaction finale et tout en souhaitant le meilleur succès au raport collectif, le colonel se réserve de présenter pour sa part un rapport spécial à son Ambassadeur.

1103.

1 août 1878.

Avis de l'autorité maritime de Fiume relativement aux dispositions en vigueur pour l'entrée et la sortie des ports russes de la Mer Noire.

(Ann. marit. 1879, Nr. 12.)

Avisso 1. agosto 1878 N. 1531 del regio Governo marittimo in Fiume riguardo alle prescrizioni vigenti per l' entrata nei porti russi del Mar nero, e l' uscita dagli stessi.

Malgrado le numerose pubblicazioni del Governo russo dei mesi di marzo ed aprile dell' anno decorso, state comunicate a tutti i consoli residenti nei porti russi ed a Costantinopoli i navigli stranieri infrangona di continuo le prescrizioni per l' entrata nei porti russi del Mar nero ed in conseguenza danneggiano lineele

di torpedini. È perciò che si rende noto, che d' or innanzi verrà 1878
inflitta una multa in danaro ad ogni pilota il quale avrà dannegiate le torpedini e precisamente in proporzione al guasto commesso.

Ai navigli in questione verranno consegnate le spedizioni soltanto alla condizione del versamento dell' importo della multa. Il detto importo resterà dispositata presso l' autorità portuale fino a decisione del foro competente, presso il quale verrà intentato il processo tanto per crimine, che civile per rifusione di danni.

Per poter più facilmente sorvegliare l' esecuzione delle regole prescritte per la sortita dei navigli dal porto, le spedizioni verranno loro consegnate in avvenire dal battello-pilota appena dopo che essi avronno oltrepassato la linea delle torpedini.

I navigli saranno obbligati di mandare a quest' uopo un' imbarcazione a bordo del battello-pilota. Nel caso in cui un nàviglio in uscita dal porto non si sottomettesse alle legali esigenze del battello-pilota, le sue carte non gli saranno consegnate, ed in conceguenza dovrà ritornare nel porto e sottomettersi ivi alle condizioni sopra descritte per i navigli che danneggiarono le torpedini al loro ingresso nel porto.

1104.

3 août 1878.

Procès-verbal d'échange des ratifications du traité de Berlin.

(Parl. Pap. Turkey Nr. 44 [1878].)

Procès-verbal.

Les Soussignés s'étant réunis pour procéder à l'échange des ratifications du Traité conclu à Berlin le 13 juillet 1878, les instruments de ces ratifications confirmant le dit Traité ont été produits par les représentants de Sa Majesté la Reine du Royaume Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Impératrice des Indes, Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse, Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême, &c, et Roi Apostolique de Hongrie, son Excellence le Président de la République Française, Sa Majesté le Roi d'Italie, et Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russes, et ayant été, après examen, trouvés en bonne et due forme, l'echange en a été opéré.

L'Ambassadeur de Turquie, tout en exprimant les regrets de la Sublime Porte de ce que les instruments de ratification Turcs n'ont pu être expediés à temps, annonce qu'il est autorisé à déclarer que Sa Majesté l'Empereur des Ottomans a également ratifié le Traité du 13 juillet 1878, et qu'elle le considère comme valable à partir de la date d'aujourd'hui.

1878 Sadoullah Bey annonce en outre qu'il sera procédé à l'échange des instruments de ratification Turcs dans un délai de quinze jours.

En foi de qui les Soussignés ont dressé le présent procès-verbal, qu'ils ont revêtu du sceau de leurs armes.

Fait à Berlin, le troisième jour du mois d'août de l'an mil huit cent soixante-dix-huit.

(L. S.) Odo *Russell. Radowitz. Moüy. Launay. Arapoff. Sadoullah.*

1105.

14 août 1878.

Ordonnance du ministère Imp. R. du commerce concernant les envois de raisins en Suisse.

(P. V. Bl. 1878, Nr. 46.)

Versendung von Trauben nach der Schweiz. H. Minist. Z. 23352.

Das k. k. Handels-Ministerium findet sich veranlasst, den k. k. Postämtern die Bestimmung des Fahrpost-Tarifes »Schweiz«, wonach frische Trauben und andere Früchte nur unter der Bedingung in die Schweiz eingeführt werden dürfen, wenn zu der Verpackung weder Rebenblätter noch andere Blätter benützt werden, zur Darnachachtung mit dem Beifügen in Erinnerung zu bringen, dass die Einfuhr von Wurzelreben, Rebholz, Wurzelstöcken, Rebblättern, und Rebenabgängen nach der Schweiz gänzlich untersagt ist.

1106.

15 août 1878.

Ordonnance du ministère Imp. R. du commerce concernant la franchise postale des correspondances du secrétariat de Son Altesse Impériale l'Archiduc François d'Este.

(P. V. Bl. 1878, Nr. 46.)

Portofreiheit der Correspondenzen der als Secretariat bestellten „Vermögens-Verwaltung des Durchlauchtigsten Herrn Erzherzogs Franz Ferdinand von Oesterreich-Este.“ H. Minist. Z. 24105.

Die Correspondenzen der vom 1. September l. J. an als Secretariat fungirenden »Vermögens-Verwaltung des Durchlauchtigsten Herrn Erzherzogs Franz Ferdinand von Oesterreich-Este« sind im Sinne des Artikels I, Absatz 1 und 2 des Gesetzes vom 2. October 1865 (P. V. Bl. 1865, Seite 247) portofrei zu behandeln.

1107.

17 août 1878. 1878

Déclaration du Sultan de Bornéo étendant les dispositions de l'article VIII du traité conclu avec la Grande Bretagne, le 27 mai 1847, à tous les Etats amis de cette puissance.

(Archives du ministère Imp. et R. des affaires étrangères.)

Le comte Deym au comte Andrassy:

Hochgeborner Graf!

In der Anlage beehre ich mich Eurer Excellenz eine Declaration des Sultans von Borneo zu unterbreiten, wonach der englischen Schiffbrüchigen in Borneo zugestandene Schutz auf Angehörige von mit England befreundeten Nationen ausgedehnt wird.

Genehmigen etc. F. *Deym.*

Declaration by His Highness the Sultan of Borneo, extending the provisions of Clause VIII of the Treaty with Great Britain of the 27th May 1847, to the case of Wrecked Vessels belonging to States in amity with Great Britain.

His Highness Abdul Mumin, Sultan of Borneo, for himself, his heirs and successors, hereby declares that, from the date of this Declaration, the provisions of the VIIIth Article of the Treaty dated the 27th May 1847, between Great Britain and Borneo, relating to the assistance and protection to be afforded by His Highness in the case of vessels unter the British flag wreked upon the coasts of His Highness' dominions, shall be and are hereby extended to the case of wrecked vellels belonging to States in amity with Great Britain, the clause referred to being in the following terms: —

»Clause VIII. If any vessel unter the British flag should be wrecked on the coasts of the dominions of His Highness the Sultan of Borneo, His Highness engages to give all the assistance in his power to recower for and to deliver over to the owners there of all the property which can be saved from such vessels. His Higness further engages to extend to the officiers and crew, and to all other persons on board such wrecked vessel, full protection both has to their persons and as to their property.«

This 17th day of August, 1878.

(Seal of His Highness the Sultan of Borneo.)

(Signed) W. H. *Treacher,*

Her Britannic Majesty's Acting Consul-General in Borneo.

1878

1108.

19 août 1878.

Accession de la Perse à l'Union postale Universelle.

(Archives du ministère Imp. et R. des affaires étrangères.)

Le Conseil fédéral Suisse au ministère Imp. et R. des affaires étrangères à Vienne:

L'article 1er du protocole final, signé à Paris le 1er juin 1878, statue que la Perse, qui fait partie de l'Union postale universelle, mais qui n'étai pas représentée au Congrès postal de Paris, serait admise néanmoins à signer ultérieurement la Convention moyennant qu'elle consacre son adhésion par un acte diplomatique avec la Gouvernement suisse avant le 1er avril 1879.

Le Conseil fédéral suisse a, en conséquence, accepté au nom des membres de l'Union, le 15 août de cette année, une déclaration du Gouvernement persan constatant l'adhésion de la Perse aux stipulations de la Convention de Paris du 1er juin 1878. Les Conseil fédéral a l'honneur de remettre avec la présente note à Son Excellence Monsieur le Ministre des Affaires étrangères d'Autriche-Hongrie etc. etc. le texte de cet acte*, dont l'original est et demeure déposé aux archives de la Confédération suisse.

Le Conseil fédéral suisse saisit etc.

Au nom du Conseil fédéral suisse:

Le Président de la Confédération: *Schenk.* Le Chancelier de la Confédération: *Schiess.*

---

* *Déclaration.*

L'article I du Protocole final, signé à Paris le 1er juin 1878, statue que la Perse, qui fait partie de l'Union postale universelle, mais qui n'était pas représentée au Congrès de Paris, serait admise néanmoins à signer ultérieurement la Convention moyennant qu'elle consacre son adhésion par un acte diplomatique avec le Gouvernement suisse, avant le 1er avril 1879.

Se fondant sur cette disposition, le Gouvernement persan, représenté par Mr. Riederer, son Directeur général des Postes, qui est muni des pouvoirs nécessaires en bonne et due forme, déclare par la présente adhérer à la Convention de l'Union postale universelle conclue à Paris le 1er juin 1878, au même titre que si son représentant en avait signé les divers instruments.

La présente Déclaration sera communiquée par le Gouvernement suisse à tous les Gouvernements co-contractants.

Ainsi fait à Berne, le quinze août mil-huit-cent-soixante-dix-huit (15 août 1878).

(L. S.) Signé: Chevalier Gustave *Riederer-Daxberg.*

1109.

1878

22 août 1878.

Notification du ministère Imp. R. du commerce concernant les déclarations douanières à joindre aux envois destinés pour l'Italie.

(P. V. Bl. 1878, Nr. 47.)

Zolldeclarationen zu den Fahrpostsendungen nach Italien. H. Minist. Z. 23853.

Den k. k. Postämtern wird zur Darnachachtuug bekannt gegeben, dass von nun an allen einer Zollamtshandlung unterliegenden Fahrpostsendungen nach Italien nebst einer in deutscher Sprache abgefassten Zolldeclaration noch zwei Zolldeclarationen in italienischer oder französischer Sprache beigegeben werden müssen.

Im Fahrpost-Tarife »Italien« haben die Zeilen 1 bis inclusive 4 auf Seite 14 nunmehr zu lauten: »Nebst dieser müssen allen Sendungen, mit Ausnahme jener, welche blos baares Geld oder Werthpapiere oder Waarenmuster ohne Werth enthalten, — zwei Zolldeclarationen, welche in italienischer oder französischer Sprache abgefasst sein müssen, beigegeben werden.

1110.

24 août 1878.

Circulaire du ministère Imp. R. du commerce concernant la nécessité d'éclaicir la classe ouvrière sur les chances de trouver de l'occupation à l'étranger.

(Archives du ministère Imp. et R. des affaires étrangères.)

Einer Mittheilung des Ministeriums des Aeusseren zufolge, beschweren sich die in Belgien functionirenden k. u. k. Consular-Aemter, insbesondere das Consulat in Lüttich, über den stetigen Zuzug von Arbeitern aus Oesterreich-Ungarn nach Belgien, welche in den wenigsten Fällen der Landessprache kundig, bei der herrschenden industriellen Krise in Belgien und der grossen Anzahl feiernder, einheimischer Arbeiter, sehr selten im Stande sind, sich Beschäftigung zu verschaffen, und sodann dem genannten Consular-Amte mit ihren Anliegen, um Unterstützungen und Rückbeförderung in die Heimat zur Last fallen, so dass die betreffendeu Consulats-Vorsteher, nicht selten sich genöthigt sehen, aus ihren Privatmitteln den sich fortwährend steigernden Ansprüchen unserer mittellosen Staats-Angehörigen zu entsprechen.

1878 Es ist unseren Consular-Aemtern zwar gestattet, in besonders rücksichtswürdigen Fällen die Refundirung der von ihnen verausgabten Unterstützungsbeträge anzusprechen, allein das Ministerium des Aeusseren kam diesen Ansprüchen nur insoweit genügen, als der von den hohen Delegationen für Unterstützungen bewilligte, sehr geringe Fond ausreicht.

Unsere Arbeiter sind bei ihren vergeblichen Streben, Arbeit zu finden, den widrigsten Schicksalen in einem fremden Lande, dessen Sprache sie nicht verstehen, ausgesetzt und dieser Umstand ist es zunächst, auf welchen seitens unserer Vertretungen in Belgien stets hingewiesen wird, und der ihrer Ansicht nach zugleich den Beweis liefert, dass die Individuen, welche der Glauben nach Belgien führt, sie hätten dort eine bessere Existenz als in der Heimat zu gewärtigen, in Illusionen befangen sind.

Es ergibt sich daraus die Nothwendigkeit, dass den Handwerkern, welche nicht mit zureichenden Subsistenzmitteln versehen sind, in ihrem eigenen Interesse davon abgerathen werde, in einem so dicht bevölkerten Lande, wie Belgien, Erwerb zu ersuchen.

Ein ebenfalls berücksichtigenswerthes Moment ist die gebotene Fürsorge für unsere Consular-Aemter, denn die in ihren Hoffnungen auf Beschäftigung getäuschten Zuzügler appelliren an die Mildthätigkeit unserer Consular-Chefs, ohne zu bedenken, dass die ihnen zugewendete geringe Beihilfe nicht geeignet ist, sie für den Mangel an Erwerb zu entschädigen.

Um derlei Vorkommnisse nach Thunlichkeit zu verhindern, unterlasse ich nicht, das Ministerium des Inneren mit dem Ersuchen zu begrüssen, dass es im Wege der politischen Länderstellen auf eine zweckdienliche Belehrung jener Bevölkerungs-Kreise Bedacht nehmen möge, welche im Auslande Arbeit suchen.

Ich lade jedoch gleichzeitig auch die geehrte Kammer ein, dahin zu wirken, dass der Zuzug österreichischer Arbeiter nach dem an Arbeitskräften so reichen Belgien nach Thunlichkeit hintangehalten, oder doch eingeschränkt werde.

Wien, am 24. August 1879.

Für den k. k. Handels-Minister:
Arnt.

BELGIQUE.

1111. 1878

25 août 1878.

Ordonnance du ministère Imp. R. du commerce concernant l'introduction des mandats de poste entre la monarchie austro-hongroise d'une part et la France avec l'Algérie de l'autre part.

(R. G. Bl. 1878, Nr. 112.)

Verordnung des Handels-Ministeriums vom 25. August 1878, wegen Einführung der Postanweisungen im Verkehre zwischen der österreichisch-ungarischen Monarchie einerseits und Frankreich mit Algier anderseits.

§. 1.

Vom 1. September d. J. können Postanweisungen im Verkehre zwischen Oesterreich-Ungarn einerseits und Frankreich mit Algier anderseits unter folgenden Bedingungen vermittelt werden.

§. 2.

Der Betrag jeder einzelnen Anweisung darf in der Richtung nach Frankreich und Algier 150 fl. ö. W. und in der umgekehrten Richtung 375 Francs nicht übersteigen, und erfolgt die Ein- und Auszahlung in Oesterreich-Ungarn in österreichischem Papiergelde, in Frankreich und Algier in der Franken-Goldwährung.

Die Umrechnung der österreichichen Papierwährung auf die französische Goldwährung, und umgekehrt, wird durch die in directem Kartirungsverbande mit französischen Postämtern stehenden österreichischen Auswechslungs-Postämter, nach dem jeweiligen Course des 20-Francs-Goldstückes an der Wiener Börse vorgenommen.

§. 3.

Die Gebühr, welche für Postanweisungen aus Oesterreich-Ungarn nach Frankreich oder Algier vom Absender einzuheben ist, beträgt:

Für Beträge bis 25 fl. ö. W. 25 kr. ö. W.
» » über 25 bis 50 fl. ö. W. — fl. 50 kr. ö. W.
» » » 50 » 100 » » » 1 » — » » »
» » » 100 » 150 » » » 1 » 50 » » »

und ist diese Gebühr stets im Vorhinein, u. zw. bei Anweisungen, welche auf Beträge von mehr als 25 fl. lauten, durch Aufkleben von Ergänzungsmarken in entsprechenden

1878 Betrage an der rechten Seite des Anweisungsblanquettes zu entrichten.

In der Richtung aus Frankreich oder Algier nach Oesterreich-Ungarn beträgt die Postanweisungsgebühr 20 Centimes für je 10 Francs, sowie für jeden Bruchtheil dieses Betrages.

§. 4.

Für Postanweisungen nach Frankreich und Algier sind eigene Blanquette mit deutsch-französischem Texte und eingeprägter Marke à 25 kr. zu verwenden, welche vorläufig nur bei den k. k. Postämtern zu beziehen sind.

Für den Bezug und die Verrechnung gelten die im Allgemeinen bestehenden Anordnungen.

Der Coupon des Blanquettes darf dem Vordrucke entsprechend zu keiner weiteren schriftlichen Mittheilung als zur Angabe des angewiesene Betrages, der Adresse des Aufgebers und des Datums benützt werden.

Derselbe kann vom Adressaten abgetrennt werden. Auf der Anweisung selbst hat der Aufgeber die Adresse in lateinischen Buchstaben, den Betrag in Ziffern, die Gulden aber auch in lateinischen Buchstaben, in österreichischer Papiervaluta, auf der hiefür bestimmten Stelle der Postanweisung anzugeben.

Die handschriftlichen Eintragungen dürfen weder Radirungen noch Ausbesserungen enthalten.

Der unterhalb der schraffirten Stelle befindliche Raum ist für die Umrechnung der Papiervaluta auf Francs und Centimes freizulassen.

§. 5.

Postanweisungen auf telegraphischem Wege oder mit dem Verlangen der Expressbestellung sind nicht zulässig, dagegen können Anweisungen mit dem Vermerke: »poste restante« aufgegeben werden.

§. 6.

Die Behebung des angewiesenen Betrages muss spätetens binnen 3 Monaten vom Tage der Ausstellung der Postanweisung bei jenem Postamte erfolgen, auf welches die Anweisung lautet, und darf deren Nachsendung zu einem anderen Postamte nicht stattfinden.

§. 7.

Die in Oesterreich-Ungarn aufgegebenen, nach Frankreich oder Algier bestimmt gewesenen Postanweisungen, die aus irgend einer Ursache zurücklangen, sind gleich den internen

Retouranweisungen zu behandeln, jedoch werden die Daten 1878
der Umrechnung auf denselben gestrichen. Der eingezahlte Betrag kann dem Aufgeber über sein Begehren gegen Quittirung und Einziehung des Aufgabsrecepisses zurückgezahlt werden, anderen Falles wird die Postanweisung der vorgesetzten k. k. Postdirection vorgelegt werden.

Die nicht reclamirten Beträge verfallen nach Ablauf von drei Jahren vom Tage der Ausstellung der Anweisung.

§ 8.

Falls eine Postanweisung nach Frankreich oder Algier dem Adressaten nicht zugekommen, oder nach erfolgter Zustellung in Verlust gerathen oder vernichtet worden ist, so kann die Ausfertigung eines Duplicates oder die Rückzahlung des Betrages stattfinden.

Zu diesem Behufe hat der Aufgeber unter Vorweisung des Aufgabsrecepisses und einer schriftlichen Bestätigung des Adressaten, dass die Anweisung ihm nicht zugekommen, oder dass sie nach der Zustellung in Verlust gerathen oder vernichtet worden ist, durch das Ausgabspostamt ein Gesuch zu überreichen, welches im Wege der vorgesetzten Postdirection an das k. k. Handels-Ministerium zu leiten ist.

Es ist jedoch dem Aufgeber zu bemerken, dass die französische Postverwaltung zur Constatirung der Liquidität des erhobenen Anspruches einen Termin von fünf Monaten beansprucht.

§. 9.

Der Postanweisungsverkehr aus Frankreich und Algier nach der österreichisch-ungarischen Monarchie wird vorläufig je nach der Wahl der Absender nach zweierlei Systemen erfolgen, und zwar:

a) Nach dem jetzt in Frankreich ausschliesslich geübten, sogenannten Avisosystem. Bei diesem wird die eigentliche Anweisung (Mandat) vom Aufgabepostamte ausgefertigt, dem Aufgeber ausgefolgt und von diesem an den Adressaten übermittelt, während das Auszahlungspostamt von dem Aufgabepostamte von der erfolgten Einzahlung nur durch Uebersendung eines Einzahlungsscheines (Avis d'émission) in Kenntniss gesetzt wird, in welch' letzterem der Name des Postamtes, bei welchem die Einzahlung erfolgte, der Name des Postamtes, welches die Auszahlung bewirken soll, der eingezahlte Betrag in Francs und Centimes, ferner der Vor- und Zuname des Empfängers, sowie des Einzahlers angegeben ist.

1878 *b*) Nach dem in Oesterreich-Ungarn bestehenden Systeme der einfachen vom Absender ausgefertigten und vom Einzahlungspostamte an das Auszahlungspostamt zur directen Amtshandlung zu übermittelnden Postanweisung.

§. 10.

Die auf Einzahlungsscheinen, beziehungsweise auf den einfachen Anweisungen in Francs und Centimes ausgedrückten Beträge werden von den k. k. Auswechslungspostämtern aus der Franken- (Gold-) in die österreichische Papierwährung umgerechnet und wird das Resultat der Umrechnung auf der Rückseite des Einzahlungsscheines, beziehungsweise der einfachen Anweisung mit rother Tinte unter Beidrückung des Datumstempels und deutlicher Fertigung durch den umrechnenden, für die Richtigkeit der Umrechnung haftenden Beamten angesetzt werden.

§. 11.

Ergibt sich hinsichtlich der Ausfertigung und sonstigen Beschaffenheit der Einzahlungsscheine, beziehungsweise der einfachen Anweisungen kein Anstand, so sind die einfachen Anweisungen unter den im internen Verkehre normirten Vorsichten zuzustellen und auszubezahlen; die Einzahlungsscheine jedoch sind aufzubewahren und erst über rechtzeitige Präsentation des Adressaten, welcher das ihm vom Aufgeber übersandte Mandat quittirt übergeben, sowie den Namen und Wohnort des Aufgebers genau bezeichnen muss, in dem Falle auszubezahlen, wenn die Beträge und Nummern auf dem Mandate und dem Einzahlungsscheine vollkommen übereinstimmen und keine Radirungen, Zusätze u. s. w. vorhanden sind,

Auch ist zu beachten, dass der Schnittrand des Einzahlungsscheines, welcher eine Juxte des Mandatformulares bildet, genau jenem des Mandates entsprechen soll.

Nur dann, wenn die Adresse des Empfängers genau angegeben ist und die Bestellung der Postsendungen für denselben durch einen Landbriefträger vermittelt wird, kann dem Adressaten auch der Einzahlungsschein nebst dem Betrage gegen Uebergabe des quittirten Mandates und Entrichtung der gesetzlichen Bestellgebühr unter der Bedingung zugestellt werden, dass die oben erwähnten Vorsichten, insbesondere bezüglich der Bezeichnung des Aufgebers, genau beobachtet werden.

Die Auszahlung hat in jedem Falle nur in dem in österreichische Währung umgerechneten Betrage zu geschehen.

§. 12. 1878

Waltet gegen die Auszahlung ein Anstand ob, so ist dieselbe zu sistiren, dem Adressaten die einfache Anweisung, beziehungsweise das Mandat gegen datirte Empfangsbestätigung abzunehmen und die einfache Anweisung, beziehungsweise das Mandat nebst Einzahlungsschein unter entsprechender Vormerkung im Ankunftsbuche im Wege der vorgesetzten Postdirection an das k. k. Handels-Ministerium zu leiten.

Kann jedoch ein Mandat aus dem Grunde nicht ausbezahlt werden, weil der Adressat den Namen und Wohnort des Aufgebers nicht anzugeben vermag, so ist ihm lediglich das Mandat mit dem Bemerken zurückzustellen, dass nur auf Grund einer genauen Bezeichnung des Aufgebers die Auszahlung erfolgen dürfe.

Kann die Auszahlung wegen noch nicht erfolgten Einlangens des Einzahlungsscheines nicht stattfinden, so hat das Postamt den Einzahlungsschein sofort zu reclamiren, zugleich aber dem Adressaten zu bemerken, dass die Auszahlung des angewiesenen Betrages erst nach Einlangen des Einzahlungsscheines, beziehungsweise des reclamirten Duplicates desselben statthaben könne.

§. 13.

Wenn eine dem Adressaten richtig zugekommene einfache Anweisung oder ein Mandat aus Frankreich oder Algier vor der Behebung des Betrages in Verlust gerathen oder vernichtet worden ist, so kann derselbe die Ausfertigung eines Duplicates verlangen und hat zu diesem Behufe in einem an die betreffende Postdirection gerichteten Gesuche den Betrag in französischer Währung, den Namen und die genaue Adresse des Aufgebers, sowie den Tag der Aufgabe anzugeben.

§. 14.

Mandate und einfache poste restante-Anweisungen, welche nach Ablauf von 3 Monaten, vom Tage der Aufgabe an, nicht eingelöst worden sind, ferner die zugestellten und in derselben Frist nicht behobenen einfachen Anweisungen dürfen nur über besondere vom k. k. Handels-Ministerium zu ertheilende Ermächtigung ausbezahlt werden.

§. 15.

Die Uebertragung (Indossirung) einer Postanweisung Seitens des ursprünglich bezeichneten Empfängers an eine dritte Person ist in Oesterreich-Ungarn nicht gestattet.

1878 Es dürfen daher die auf der Rückseite der französischen Mandats- und einfachen Anweisungsformularien bis auf Weiteres noch beibehaltenen Rubriken für die Indossirung vom Adressaten nicht benützt werden.

§. 16.

Die Auszahlung der eingezahlten Summen wird dem Aufgeber gewährleistet.

Unger m. p.

1112.

26 août 1878.

Publication du ministère Imp. R. du commerce concernant la suppression de l'office postal Imp. R. du Lloyd à Larnaca (Chypre).

(P. V. Bl. 1878, Nr. 48.)

Aufhebung der k. k. Lloyd-Postexpedition in Larnaca auf der Insel Cypern. H. Minist. Z. 24373.

Die k. k. Lloyd-Postexpedition in Larnaca ist aufgehoben worden.

1113.

31 juillet 1878.

Déclaration échangée avec l'Italie*) pour étendre au tribunal supérieur de Graz les effets de la déclaration du $\frac{\text{7 février}}{\text{21 mars}}$ 1874 concernant la légalisation des documents respectifs. Ordonnance y relative du ministère Imp. R. de la justice du 28 août 1878.

(Archives du ministère Imp. et R. des affaires étrangères.)

Verordnung des Justizministeriums vom 28. August 1878, betreffend die Legalisirung der von Gerichten oder Notaren ausgefertigten oder beglaubigten Urkunden im Verhältnisse zum Königreiche Italien.

Die k. k österreichische Regierung und die königl. italienische Regierung sind übereingekommen, dass die gegenseitigen Erleichterungen, welche auf Grund des Austausches der Ministerial-Erklärungen, ddo. Wien 7. Februar 1874 und ddo. Rom 21. März 1874, in Betreff der Legalisirung von Urkunden bestehen und auf österreichischem Gebiete die Sprengel der Oberlandesgerichte von Triest, Innsbruck und Zara, auf italienischem Gebiete die Sprengel der Appellhöfe von Mailand, Brescia und

*) La déclaration italienne porte la date du 12 août 1878.

Venedig umfassen, auch auf den Sprengel des österreichischen 1878
Oberlandesgerichtes in Graz ausgedehnt werden.

Die über diesen Gegenstand gegenseitig zugestandenen Erleichterungen werden daher zusammengefasst, wie folgt:

»Die von Gerichten oder Notaren ausgefertigten oder beglaubigten Urkunden, welche einerseits von den Präsidien der Oberlandesgerichte in Triest, Innsbruck, Zara oder Graz, oder anderseits von den Präsidien der Appellhöfe in Mailand, Brescia oder Venedig legalisirt sind, bedürfen keiner weiteren Beglaubigung durch die Botschaft oder Consularbehörde, wenn die Legalisirungsclausel seitens der österreichischen Oberlandesgerichts-Präsidien in italienischer Sprache beigesetzt ist, und wenn von den Urkunden, welche durch das Oberlandesgerichts-Präsidium in Triest, Innsbruck, Zara oder Graz legalisirt sind, in einem der Sprengel der Appellhöfe von Mailand, Brescia oder Venedig, oder umgekehrt von Urkunden, die durch das Präsidium der Appellhöfe in Mailand, Brescia oder Venedig legalisirt sind, in einem der Sprengel der Oberlandesgerichte in Triest, Innsbruck, Zara oder Graz Gebrauch gemacht werden soll.

Hievon ausgenommen sind jedoch jene Urkunden, welche in Italien behufs einer Eintragung in die Civil-Standes-Register überreicht werden oder auf Grund welcher in Oesterreich eine Eintragung in die Geburts-, Ehe- oder Sterbematriken bewirkt oder die Heimathsberechtigung oder Staatsangehörigkeit in Oesterreich nachgewiesen oder erlangt werden soll.

Die zu diesen Zwecken zu verwendenden Urkunden bedürfen auch fortan der botschaftlichen oder consularämtlichen Beglaubigung.«

Das vorstehende Uebereinkommen wird zur Darnachachtung kundgemacht.

Diese Verordnung tritt an die Stelle der Verordnung des Justizministeriums vom 22. April 1874 (R. G. Bl. Nr. 44).

Auersperg m. p. *Glaser* m. p.

1114.

5 septembre 1878.

Publication du ministère Imp. R. du commerce concernant l'accession du Pérou à l'union générale des postes.

(P. V. Bl. 1878, Nr. 50)

Beitritt von Peru zum allgemeinen Postvereine. H. Minist. Z. 25100.

Peru ist dem allgemeinen Postvereine beigetreten und finden die Bestimmungen des Berner Postvertrages vom 9. October 1874 und des dazu gehörigen Reglements auf den Correspon-

1878 denzverkehr mit diesem Lande vom 1. October d. J. ab Anwendung.

Für die Correspondenzen nach und aus Peru sind von diesem Termine an dieselben Portosätze, wie für Correspondenzen nach und aus Britisch Indien und den französischen Colonien (Verordnung vom 11. Juni 1876, Z. 4744, P. V. Bl. Jahrgang 1876, Seite 141) einzuheben, nämlich:

a) für frankirte Briefe 20 kr. für je 15 Gramm,
b) für unfrankirte Briefe 30 kr. für je 15 Gramm,
c) für Correspondenzkarten 10 kr. pro Stück,
d) für Zeitungen, sonstige Drucksachen unter Band, Sendungen mit Waarenproben und Geschäftspapiere 6 kr. pro 50 Gramm,
e) für recommandirte Correspondenzen an Recommandationsgebühr 10 kr. und
f) für ein Retourrecepisse 10 kr.

1115.

9 au 17 septembre 1878.

Procès-verbaux de la Conférence phylloxérique internationale, réunie à Berne.

(Archives du ministère Imp. et R. des affaires étrangères.)

Procès-Verbal de la première séance, 9 septembre 1878.

La séance est ouverte à 10¼ heures dans la salle du Conseil des Etats.

Sont présents:

Allemagne:
M. le Conseiller Weymann.

Autriche-Hongrie:
S. Exc. M. le Baron d'Ottenfels-Gschwind.

Espagne;
Don Narciso Garcia de Loygorri, Vicomte de la Vega.
M. le Conseiller Mariano de la Paz Graëlls.

France:
S. Exc. M. le Comte Bernhard d'Harcourt.
M. Halna du Frétay.

Italie:
S. Exc. M. le Sénateur Louis Amédée Melegari.
M. le Professeur Targioni Tozzetti.

Portugal: 1878

M. le Conseiller João Ignacio Ferreira Lapa.

Suisse:

M. le Conseiller fédéral N. Droz.

M. le Dr. Victor Fatio.

M. le Conseiller fédéral Numa Droz prend la parole:

»Messieurs les Délégués,

»Il n'y a guère plus d'une année que j'avais l'honneur d'ouvrir, au nom du Conseil fédéral suisse, le Congrès phylloxérique international de Lausanne et de souhaiter la bienvenue aux répresentants des Gouvernements étrangers. Je suis heureux d'avoir à remplir, pour la seconde fois, cette honorable mission envers vous, et de pouvoir ainsi renouer, à si courte échéance, la chaîne des excellents souvenirs que le premier Congrès a laissés chez tous ceux qui y ont pris part. Les laborieuses discussions qui ont eu lieu alors ont largement porté leurs fruits; la plupart des Etats viticoles de l'Europe ont adhéré aux conclusions formulées à Lausanne et ont édicté des lois et des réglements dans ce sens, et la Conférence actuelle, qui a pour but d'arrêter les termes d'une convention définitive, se trouve être la consécration officielle suprême de nos travaux et de nos efforts. Je salue avec joie ce résultat important, et je nourris l'espoir que grâce à un concours de mesures efficaces, il sera encore possible de sauvegarder en bonne partie la prospérité, si terriblement compromise, d'une étendue considérable du continent européen.

»Les Gouvernements doivent en effet redoubler de vigilance en présence de la situation toujours plus critique où se trouve la production viticole. Depuis quatorze ans que le fléau a fait son apparition en Europe il a déjà ravagé près de la dixième partie des vignobles. A la fin de l'année dernière, sur 6,700.000 hectares de vignes que comptent les Etats représentés à Lausanne, environ 660.000 hectares, pour la plupart en France, étaient attaqués d'une manière qui doit toujours être envisagée comme très grave, puisque jusqu'ici toute vigne atteinte a été une vigne condamnée. La perte annuelle qui en résulte doit être évaluée au bas mot à 170,000.000 de francs. Ces tristes renseignements ne sont pas le produit d'une imagination pessimiste; ils résultent des données officielles fournies à M. le Dr. Fatio pour son important et intéressant rapport sur »l'Etat de la question phylloxérique en Europe en 1877«, rapport qui vous a été distribué. Et, puisque je viens de prononcer le nom de M. le Dr. Fatio, permettez-moi de rappeler

1878 que c'est à son initiative qu'est due en premier lieu cette Conférence internationale et de lui adresser nos remercîments pour le dévouement qu'il a mis à s'occuper de la question, ainsi que nos félicitations pour le succès légitime qui a déjà couronné son oeuvre.

»Malheureusement, le rapport de M. le Dr. Fatio doit être complété par les nouveaux renseigements qui nous sont parvenus sur la marche du fléau depuis le printemps dernier. Non seulement la France a vu son immense foyer s'étendre à des départements non encore infectés, mais des deux pays qui seuls à Lausanne se disaient indemnes, l'Espagne et l'Italie, le premier vient de constater avec effroi, dans son riche vignoble de Malaga, la présence du terrible ennemi. La maladie à acquis cette année dans certaines contrées une rapidité foudroyante.

»Les plus grands crus du monde sont en partie détruits ou gravement menacés. La sombre tache va s'élargissant d'année en année sur l'Europe. D'où viendra le secours? Faut-il compter sur la découverte tant poursuivie d'un remède efficace? Hélas! le problème paraît encore loin d'être résolu, du moins dans son application aux conditions si variées dans lesquelles le mal se présente. Doit-on chercher le salut dans la reconstitution des vignobles par des plants américains résistants? Ce moyen, bon pour les pays dévastés, doit être absolument repoussé pour les pays simplement menacés, car ce serait en quelque sorte mettre le feu à sa maison pour avoir à la reconstruire plus vite. Ou bien faut-il attendre que le mal s'en aille de lui-même, comme quelques-uns le proposent naïvement dans la supposition qu'il en sera de ce fléau comme d'autres? Mais quand s'en ira-t-il de lui-même? Qui a mesuré sa période croissante et sa période décroissante? Jusqu'ici le mal a avancé sans jamais reculer. Puisque, parti il y a quatorze ans de taches de quelques hectares, il envahit aujourd'hui près de 700.000 hectares, on peut, d'après la même progression, prévoir le moment prochain où le flot aurrait tout submergé. Est-on sûr qu'en laissant faire, la période décroissante se présentera avant que tout ne soit détruit?

»Messieurs les Délégués,

»Votre présence prouve que les Gouvernements européens n'acceptent ni l'une ni l'autre de ces solutions peu sages. La nature a beau être très puissante, elle doit compter avec l'homme, tout comme aussi c'est presque toujours par la faute de l'homme que la nature prend sur lui le dessus et devient malfaisante. Or, il faut bien le dire, c'est l'homme qui a été le premier et principal agent de propagation du phylloxéra.

C'est à son imprévoyance qu'est due essentiellement la grande 1878
extension du fléau. Si le parasite, depuis que l'existence et le danger en sont reconnus, n'avait eu pour se développer que les voies naturelles, jamais il n'aurait pu conquérir en si peu de temps un si vaste empire. Mais les voies commerciales, qu'il a trouvées libres devant lui, ont centuplé sa force de diffusion, de telle sorte que l'ennemi, établi maintenant par la main de l'homme un peu partout, peut multiplier ses ravages dans la mesure la plus effrayante. Le devoir des Gouvernements est donc en premier lieu de mettre un frein à cette liberté de l'homme si dangereuse, et, comme ils le font pour les épidémies, de tracer un cordon de sûreté autour des foyers d'infection, d'où il doit être absolument interdit de rien sortir de suspect. Les pépinières doivent tout spécialement être surveillées, car elles sont dans la plupart des cas l'origine du mal. Une réglementation sévère des envois de plantes, même dans les régions réputées saines, est nécessaire pour la sécurité générale.

»Voilà les mesures préventives que la Convention internationale doit prévoir. Quant aux mesures curatives, il est moins facile de les prescrire, car elles peuvent varier à l'infini et elles soulèvent des questions de propriété et de répartition des dépenses qui sont extrêmement délicates à régler. Mais si ces mesures ne peuvent être indiquées en détail dans une convention internationale, il n'en résulte pas moins pour chaque Etat le devoir général de faire tout ce qui est en son pouvoir, suivant les circonstances, soit pour étouffer le mal lorsqu'il en est encore temps, soit pour le contenir autant que possible lorsqu'on doit abandonner l'espoir de l'extirper. Tout ralentissement dans sa marche représente en effet des sommes énormes conservées à la richesse publique et permet à la science d'arriver encore en temps utile avec le ou les remèdes certains qu'elle réussira sans doute à découvrir.

»La convention doit prévoir aussi la création d'un lieu international destiné à maintenir entre les Etats contractants les relations administratives et les échanges d'idées et d'expériences qui sont aussi nécessaires dans ce domaine que dans les autres. Quelle est la meilleure forme à donner à ce lieu? Faut-il créer un bureau central de renseignements ou se borner à faire passer les communications d'Etat à Etat par le canal d'un gouvernement désigné à cet effet? Le travail publié par M. le Dr. Fatio me ferait personnellement pencher dans le premier sens. J'estime qu'un exposé général et critique fait chaque année par un organe central, et se basant sur des faits constatés par des inspections officielles, serait un précieux guide pour tous

1878 les Etats. Mais je ne veux pas préjuger, Messieurs, la solution que vous croirez devoir donner à ce côté de la question.

»Messieurs les Délégués,

»Le projet de convention soumis à vos Gouvernements s'est attaché à reproduire aussi fidèlement que possible les résolutions votées à Lausanne. Vous-voudrez bien l'envisager, quant à la forme surtout, simplement comme une base de discussion qui laisse du reste place à toutes les modifications désirables.

»Je ne crois pas faire erreur en disant que la convention que nous allons conclure sera la première qui aura pour objet l'organisation d'une lutte générale contre un fléau de la nature. C'est en tout cas un spectacle intéressant que de voir des diplomates se réunir pour formuler solennellement une déclaration de guerre contre un insecte infiniment petit, il est vrai, mais dont les ravages n'ont que peu de précédents, en égard à leur importance, dans l'histoire des calamités publiques. Les principes de solidarité humaine entre les Etats doivent trouver surtout leur application en présence d'un ennemi qui ne respecte ni les frontières politiques ni les déclarations de neutralité. C'est pourquoi une Conférence comme celle-ci offre un grand enseignement pour l'avenir; elle engagera de plus en plus, je l'espère, les nations à mettre en commun leurs efforts pour lutter contre les maux de toute sorte qui affligent l'humanité.

»Messieurs les Délégués,

»Je termine en faisant des voeux pour que les jours que nous allons passer ensemble produisent tous les résultats utiles que nous en attendons et laissent à chacun de nous le sentiment qu'on éprouve après une tâche bien remplie.

»La Suisse est heureuse de vous accueillir et désire que vous gardiez de la modeste hospitalité qu'elle vous offre, un souvenir agréable.«

Son Excellence Monsieur le Comte d'Harcourt, Ambassadeur de France, répond:

»Messieurs,

»Les paroles que M. Droz vient de prononcer ont posé très-nettement la question qui va être l'objet de vos délibérations. Chacun des pays qui ont été attaqués tour à tour par le Phylloxéra a pris contre lui des mesures qui n'ont été malheureusement que des palliatifs. Les efforts auxquels on s'est livré pour enrayer le fléau ont été considérables, mais

solés. Les contrées envahies ont cherché à se défendre par la 1878
voie qui, dans leur situation propre, a paru la plus efficace. Ce qu'on voudrait organiser aujourd'hui, c'est la résistance collective.

»L'expérience et les lumières des membres de cette réunion contribueront, il est permis de l'espérer, à nous rapprocher du résultat qu'on a en vue. Nous remercions M. Droz de mettre à notre disposition l'utile et précieux concours qu'il a déjà prêté au Congrès de Lausanne. Nous témoignons également au Conseil fédéral notre reconnaissance de la cordiale hospitalité qu'il nous donne, ainsi qu'il l'a accordée antérieurement au Congrès postal et à la Conférence internationale pour les transports par chemins de fer. Nous apprécions, comme ils doivent l'être, l'appui et les facilités que reçoivent à Berne ces entreprises qu'on pourrait appeler des ligues du bien public et qui ont pour la majeure partie de l'Europe un intérêt si capital.

»Je crois, Messieurs, aller au devant des sentiments de chacun de vous en vous proposant d'attribuer à M. Droz la présidence de notre réunion. Je vous soumets aussi une seconde proposition qui est de nommer M. Demole-Ador comme secrétaire général, et M. Sylvius Chavannes comme secrétaire de la Conférence. Leur coopération est d'autant plus désirable pour nous qu'en remplissant les mêmes fonctions au Congrès de Lausanne ils ont acquis pour ce travail une compétence particulière.«

M. Weymann, Délégué de l'Empire d'Allemagne, Conseiller intime et Conseiller rapporteur à la Chancellerie de l'Empire, s'adresse à M. le Conseiller fédéral Droz:

»Monsieur le Conseiller fédéral,

»J'ose espérer que mes très-honorables collègues voudront bien se joindre à moi, si, profitant de l'avantage d'être le premier représentant dans l'ordre alphabétique des Etats conviés à cette réunion par le Gouvernement fédéral, je m'empresse de répondre aussi aux termes bienveillants que vous venez de nous adresser.

»C'est la seconde fois que la Suisse hospitalière, dévouée à tous les intérêts humanitaires, ce lien des nations si doux et si fort, a amené une réunion de représentants de la plupart des Etats de l'Europe, dans le but d'organiser une lutte générale et commune contre un mal, qui croîssant toujours et partout où il s'est établi, se rit de tous les efforts qu'on a su lui opposer jusqu'ici.

1878 »Avec un regret sincère nous le voyons continuer ses ravages de plus en plus effrayants dans les riches contrées de la belle France, et nous nous trouvons encore sous l'impression de l'alarme que son défi aux vignobles précieux de Malaga a causée généralement.

»Il faut donc convenir que le Haut Gouvernement fédéral a bien mérité de tous les pays viticoles, en provoquant les discussions préparatoires qui ont eu lieu l'année passée.

»Ceux d'entre nous qui ont eu l'honneur d'être membres du Congrès phylloxérique de Lausanne, ressentent en même temps une vive reconnaissance envers l'autorité fédérale, de ce qu'elle a bien voulu confier à vous, Monsieur le Président, la tâche d'être son représentant dans cette Assemblée. Car nous sommes encore remplis du profond respect que nous ont inspiré la grâce, la fermeté et les lumières, avec lesquelles vous avez guidé alors nos délibérations, et nous avons à un haut degré l'espoir, que sous cette même présidence nous aboutirons cette fois au terme désiré: à la sanction et à la réalisation des voeux que le Congrès de Lausanne a émis à l'unanimité.«

M. le Conseiller fédéral Droz accepte la présidence et remercie l'Assemblée.

M. le Président ouvre la discussion sur la manière dont il sera procédé à la remise des pouvoirs.

M. le Comte d'Harcourt propose que cette remise se fasse immédiatement

Cette manière de voir ayant été partagée par l'Assemblée, Monsieur le Président, procédant selon l'ordre alphabétique des Etats représentés, consulte MM. les Délégués sur la nature de leurs pouvoirs.

M. le Conseiller Weymann, Délégué pour l'Allemagne, déclare que, si la Conférence aboutit à une Convention internationale, il recevra les pouvoirs spéciaux nécessaires pour procéder à la signature.

Sur une observation de M. Halna du Frétay, Plénipotentiaire pour la France, M. Weymann annonce qu'il pourra être incessamment nanti de ses pouvoirs.

M. le Baron d'Ottenfels, Ministre plénipotentiaire de l'Empire d'Autriche-Hongrie, a de pleins pouvoirs pour signer la convention.

M. le Vicomte de la Vega, Chargé d'affaires de l'Espagne, et M. Mariano de la Paz Graëlls, Délégués de l'Espagne, sont nantis de pouvoirs de même nature.

M. le Comte d'Harcourt, Ambassadeur de France, et M. Halna du Frétay, Envoyé plénipotentiaire du Gouvernement

de la République française, sont porteurs de lettres de créance 1878
leur donnant pleins pouvoirs pour signer.

M. le Sénateur Melegari, Ministre d'Italie, déclare que d'après la nature de ses pouvoirs généraux il est qualifié pour signer.

M. le Professeur Targioni est Délégué par le Gouvernement iltalien en même temps que M. Melegari, ce qui est constaté par une déclaration écrite de M. le Ministre d'Italie, laquelle déclaration sera considérée comme constituant pour M. Targioni des pouvoirs spéciaux suffisants.

M. João Ignacio Ferreira Lapa, Directeur de l'Institut général d'agriculture de Lisbonne, Délégué pour le Portugal, est muni des pouvoirs nécessaires pour signer.

M. Numa Droz, Conseiller fédéral, et M. le Dr. Victor Fatio, sont investis de la part du Conseil fédéral de pleins pouvoirs pour la signature éventuelle de la Convention.

L'Assemblée ainsi constituée, M. le Président propose de désigner deux vice-présidents: M. le Comte d'Harcourt et M. le Sénateur Melegari. Ces choix sont confirmés par l'unanimité de MM. les Délégués.

M. le Président soumet à l'Assemblée un projet de règlement pour la Conférence, élaboré par la Délégation suisse.

Après une discussion article par article, le règlement est adopté dans la forme suivante:

Article 1.

Les séances de la Conférence commenceront à 9 heures du matin.

Article 2.

La langue française est adoptée pour les discussions et pour les Actes de la Conférence.

Article 3.

Une discussion générale sera ouverte sur le projet de convention communiqué aux Etats, avant de passer à la discussion des articles. La Conférence peut demander qu'un amendement soit imprimé et distribué avant être discuté.

Cette discussion terminée, la Conférence nommera, s'il y a lieu, une Commission de rédaction chargée de présenter un nouveau projet dans le sens des résolutions qui auront été prises.

Article 4.

Dans la règle, toute proposition doit être remise par écrit au Président.

1878 Chaque proposition mise en délibération est soumise à la votation.

Le vote a lieu par appel nominal des Etats, suivant l'ordre alphabétique. Chaque délégation compte pour une voix.

Article 5.

Le procès-verbal donne une image succincte des délibérations. Il relate toutes les propositions formulées dans le cours de la discussion, avec le résultat des votations; il donne, en outre, un résumé sommaire des arguments présentés.

Tout membre de la Conférence a le droit de réclamer l'insertion in extenso de son discours; mais dans ce cas, il est tenu d'en remettre le texte par écrit au secrétariat, dans la soirée qui suit la séance.

Les procès-verbaux des séances de la Conférence sont soumis en épreuves aux représentants des Etats et ne seront publiés qu'à la fin de ses travaux.

Article 6.

La convention qui résultera des délibérations sera soumise à une votation générale, puis à la signature des Délégués, avant la clôture de la Conférence. Elle reste d'ailleurs subordonnée à l'approbation des Gouvernements contractants, échangée en la forme ordinaire.

La prochaine séance est fixée au Mardi, 10 septembre, à 9 heures du matin.

Ordre du jour: Discussion générale du Projet de convention.

La séance est levée à 12 1/2 heures.

Au nom de la Conférence:

Le Président, *Droz.*

Le Sécrétaire général, *Demole-Ador.*

Le Secrétaire de la Conference, *S. Chavannes.*

Procès-verbal de le deuxième séance, 10 septembre 1878.

Présidence de M. Numa Droz, Conseiller fédéral, président.

Sont présents: MM. les Délégués qui assistaient à la précédente séance.

La séance est ouverte à neuf heures et demie.

Le procés-verbal de la première séance est remis sous forme d'épreuve d'imprimerie à MM. les Délégués, qui sont

priés par la Présidence de bien vouloir, à la fin de la seance, 1878
communiquer leurs observations ou faire leurs réclamations au secrétariat.

M. Halna du Frétay a fait remettre à MM. les Délégués, au début de la séance, un projet de Convention internationale sous forme d'amendement proposé par les Plénipotentiaires français (annexé au procès-verbal de la séance).

M. de Graëlls dépose sur le bureau à l'usage de MM. les Délégués une série de documents relatifs à l'état de la question phylloxérique en Espagne.

M. Le Président le remercie au nom de l'Assemblée.

L'ordre du jour amène la discussion générale sur le Projet de Convention internationale.

M. Halna du Frétay, conformément aux instructions qu'il a reçues de son Gouvernement, donne lecture de la déclaration suivante:

»Le Gouvernement français a accepté en principe le projet d'une convention internationale préparée par le Gouvernement fédéral suisse, concernant les mesures à prendre contre le Phylloxéra.

Il reconnaît en outre, que chaque Etat, pour participer à la dite convention, devra approprier, s'il ne l'a déjà fait, sa législation intérieure aux principes émis par le Congrès de Lausanne (Annexe B des Actes du dit Congrès); mais il entend néanmoins maintenir la souveraineté indéniable de chaque Etat en ce qui corcerne son administration intérieure, ainsi que l'application de ses lois.

»Le Gouvernement français pense donc que pour arriver à une solution pratique, la Conférence actuelle doit surtout viser:

»1° L'engagement que devra prendre chaque Etat contractant de réformer sa législation spéciale dans le sens des principes généraux qui vienent d'être indiqués.

»2° Les conditions d'admission à la circulation internationale des plants de vigne, de leurs débris et des autres produits de l'horticulture.

»3° La forme dans laquelle les Etats contractants devront échanger dans l'avenir, toutes communications concernant la Convention.«

Il ajoute quelques détails explicatifs et se plaît à affirmer la bonne volonté de la France d'arriver à un résultat pratique intéressant tous les pays.

M. Fatio rapelle que la base de la convention q'il s'agit d'elaborer est l'Annexe B des Actes du Congrès de Lausanne, et notamment les cinq premières résolutions de ce document.

1878 M. Targioni affirme que l'intention du Gouvernement italien est de s'en tenir autant que possible aux résolutions du Congrès de Lausanne, du moins pour le fond; quand à la forme, il sera facile de lui faire subir les modifications nécessaires.

M. de Graëlls fait observer que l'amendement de la Délégation française est en général conforme au projet de convention proposée par la Suisse, mais qu'il s'en écarte sur le point important des relations commerciales. Depuis le Congrès de Lausanne la situation de l'Espagne a changé; alors elle était encore à l'abri du fléau, maintenant elle est entrée dans la phase de la lutte. Il rappelle en outre que depuis le Congrès de Lausanne, divers Etats ont pris des mesures législatives basées sur les résolutions du dit Congrès.

M. Weymann reconnaît aussi qu'il y a, au premier coup-d'oeil. peu de différence entre l'amendement français et le projet suise et croit qu'il sera facile de les fondre en une résolution commune qui pourra être acceptée de tous.

Il partage l'opinion de M. Halna du Frétay que la Convention ne devra pas porter atteinte à la compétence particulière des Etats; cependant, il reconnaît que toute convention internationale entraîne des modifications spéciales dans la législation de chaque Etat, pour autant que l'intérêt général le demande.

M. le Président envisage aussi la différence entre les deux projets comme n'étant pas fondamentale. L'amendement français rappelle bien les résolutions du Congrès de Lausanne mais sans les préciser, tandis que le projet suisse développe les résolutions de Lausanne et les précise. M. Droz reconnaît qu'il y a des inconvénients à vouloir formuler comme articles de loi les dispositions intérieures que les Etats auront à prendre. Mais si la fixation des termes, ainsi que les détails législatifs, doivent être laissés à la compétence particulière des Etats, les principes fondamentaux, par contre, doivent être catégoriquement formulés comme base de garantie réciproque entre les Etats contractants.

M. Droz consulte ensuite l'Assemblée sur la manière dont elle estime que les deux projets devronts être mis en délibération. Après une courte discussion à laquelle prennent part MM. Ferreira Lapa, Weymann et Halna du Frétay, il est décidé que le projet de Convention du Gouvernement suisse sera pris comme base de la discussion et que le projet de MM. les Plénipotentiaires français sera introduit comme amendement aux différents articles.

M. le Président déclare la discussion générale close et 1878
introduit la discussion générale détaillée du projet de convention par la lecture du Préambule.

M. de Graëlls demande des explications sur le Considérant du projet et notament s'il doit être entendu que les Etats seront obligés de travailler à éteindre le fléau chez eux. Cela lui semble une nécessité; car sans cela les Etats voisins ne sauraient se garantir de l'invasion. Ainsi l'Espagne est menacée de plusieurs côtés. La France a déjà beaucoup fait comme mesures préventives dans l'intérêt des Etats voisins. Quant au Portugal, il n'a encore rien fait. Dans une situation pareille, il faut que les Etat menacés puissent réclamer sérieusement des mesures protectrices de la part des Etats voisins déjà envahis.

M. le Président rapelle à M. de Graëlls qu'il ne s'agit maintenant que d'adopter un considérant d'une portée toute générale et que la discussion sur la questiou soulevée par M. de Graëlls trouvera plutôt sa place dans la discussion des articles.

M. le Président donne lecture de l'article premier et le met en discussion.

M. Halna du Frétay entre dans quelques développements sur la manière dont il entend que les principes législatifs généraux doivent être posés. Il s'agit de directions générales à donner aux Etats et non de prescriptions législatives formelles à imposer. En voulant être trop précis on risquerait de faire rejeter l'oeuvre de la Conférence par plusieurs Etats.

M. Weymann ne pourrait voter aujourd'hui sur l'amendement français, n'ayant pas eu le temps de le comparer au Projet suisse. Il demande que la suite de la discussion soit renvoyée au lendemain.

Cette proposition est adoptée.

Le Procès-verbal qui avait été déposé au début de la séance est lu et approuvé sauf une modification de rédaction.

La prochaine séance aura lieu mercredi, 11 septembre, à 9 heures.

Ordre du jour: Suite de la discussion du projet de Convention.

La séance est levée à 11 heures.

Au nom de la Conférence:

Le Président,
Droz.

Le Secrétaire générale,
Demole-Ador.

Le Secrétaire de la Conférence,
S. *Chavannes.*

1878 *Projet de Convention Internationale pour les Mesures à prendre contre le Phylloxéra Vastatrix. Amendement proposé par les Plénipotentiaires français.*

Les Etats ci-après énumérés: . . . . . .

Considérant les ravages croissants du Phylloxéra et reconnaissant l'opportunité d'une action commune en Europe pour enrayer, s'il est possible, la marche du fléau dans les pays envahis, et pour tenter d'en préserver les contrées jusqu'à ce jour épargnées;

Après avoir pris connaissance des Actes du Congrès phylloxérique international qui s'est réuni à Lausanne du 6 au 18 août 1877,

Ont résolu de conclure une Convention dans ce but, et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir: . . . . . .

Lesquels, après s'être communiqué leurs pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Article Premier.

Les Hauts Etats contractants s'engagent à compléter, s'ils ne l'ont déjà fait, leur législation intérieure, en se conformant aux principes émis dans les Résolutions du Congrès phylloxérique de Lausanne, Annexe B des Actes du dit Congrès dont copie restera jointe à la présente Convention.

Article 2.

Les plants de vigne, débris et produits de cette plante (à l'exception du vin, des raisins et des pépins); les plants, arbustes et produits divers des pépinières, seres et orangeries (excepté les fleurs coupées et les fruits) ne pourront être introduits d'un Etat dans un autre que par les bureaux de douane désignés dans une annexe spéciale à la Convention.

Ne seront pas admis à la circulation d'Etat à Etat les terreaux, composts, marcs de raisins, souches de vignes arrachées, échalas et tuteurs déjà employés.

Article 3.

Les objets énumérés au premier paragraphe de l'article précédent, comme étant admis au transit international par des bureaux de douane désignés, devront être accompagnés d'une attestation de l'autorité du pays d'origine, portant qu'ils proviennent d'une zone réputée préservée de l'invasion phylloxérique, aprés investigations, et figurant comme telle sur la carte spéciale, établie et tenue à jour dans chaque Etat contractant.

Les plants de vigne, boutures et sarments ne pouront 1878
circuler que dans des caisses en bois parfaitement closes, au moyen de vis, et néanmoins faciles à visiter et à refermer.

Les plants, arbustes et produits divers des pépinières, serres et orangeries seront solidement emballés. Les racines seront placées dans des paniers; elles pourront être entourées de mousse et seront, en tous cas, recouvertes de toiles habituellement employées à cet usage, de manière à ne laisser échapper aucun débris et à permettre les constatations nécessaires.

Le bureau de douane, chaque fois qu'il le jugera utile, fera examiner ces objets par des experts officiels qui dresseront procès-verbal lorsqu'ils constateront la présence du Phylloxéra.

Le dit procès-verbal sera transmis à l'Etat, pays d'origine, afin que l'expéditeur en contravention soit poursuivi, s'il y a lieu, par les voies de droit, conformément à la législation ou dit Etat.

Aucun envoi, admis à la circulation internationale, par quelque point que ce soit, ne devra contenir des feuilles de vignes.

Article 4.

Les objets arrêtés à un bureau dé douane, comme n'étant pas dans les conditions d'emballage prescrites par l'article précédent, seront refoulés à leur point de départ aux frais de l'expéditeur.

Les objets sur lesquels les experts constateraient la présence du Phylloxéra seront détruits par le feu avec leur emballage.

Les voitures qui les auront transportés seront désinfectées par un lavage immédiat au sulfure de carbone ou à l'eau chlorurée dans la proportion d'un kilogramme de chlorure de chaux pour vingt litres d'eau.

Cette désinfection sera faite aux frais du voiturier, sauf son recours contre l'expéditeur.

Article 5.

Les Etats contractants, afin de faciliter leur communauté d'action, s'engagent à se communiquer régulièrement:

1° Les lois et ordonnances édictées per chacun d'eux sur la matière;

2° les principales mesures prises en exécution des dites lois et ordonnances, ainsi que de la présente Convention;

1878 3° les rapports ou extraits de rapport des Comités de surveillance, Commissaires ou Agents sur leur service à l'intérieur et sur la police aux frontières ;

4° toute découverte d'une attaque phylloxérique dans une zone réputée indemne avec indication, s'il est possible, des causes de l'invasion;

5° toute carte qui sera dressée pour la délimitation des zones préservées et des zones envahies;

6° des renseignements sur la marche du fléau dans les régions où il existe ;

7° le résultat des études scientifiques et des expériences pratiques faites dans les vignobles phylloxérés;

8° tous autres documents pouvant intéresser la viticulture au point de vue spécial.

Article 6.

Un recueil, par extrait, de ces différentes communications, sera imprimé et publié par chacun des Etats contractants et échangé entre eux.

Article 7.

Lorsque cela sera jugé nécessaire, les Etats contractants se feront représenter à une réunion internationale chargée d'examiner les questions que soulève l'execution de la Convention et de proposer les modifications commandées par l'expérience et par les progrès de la science.

La dite réunion internationale siégera à Berne.

Article 8.

La présente Convention entrera en vigueur le . . . . . .

Tout Etat peut y adhérer ou s'en retirer en tout temps moyennant une déclaration donnée au Haut Gouvernement fédéral Suisse, qui accepte la mission de servir d'intermédiaire entre les Hauts Etats contractants pour l'exécution des articles 7 et 8 ci-insérés.

Procès-verbal de la troisième séance, 11 septembre 1878.

Présidence de M. Numa Droz, Conseiller fédéral, président.

Sont présents : MM. les Délégués qui assistaient à la précédente séance.

La séance est ouverte à neuf heures et un quart.

Le procès-verbal de précédente séance est remis à MM. les Délégués sous forme d'épreuve d'imprimerie.

L'ordre du jour amène la suite de la discussion du 1878
projet de Convention.

M. le Président introduit la question en rappelant les divergences de forme et de fond qui existent entre le Projet fédéral suisse et l'amendement de MM. les Plénipotentiaires français.

M. Targioni estime qu'il y aurait un certain danger à accepter tels quels les articles de l'amendement de la France. Il ajoute que quelques uns des Gouvernements représentés ont envoyé des Délégués dans la pensée que la discussion porterait sur le projet du Conseil fédéral Suisse. Il trouve le projet français un peu vague.

Mr. Weymann n'a pas de scrupules à adopter pour base de la discussion le projet fédéral suisse, qui en général répond aux intérêts de l'Allemagne. Cependant, la France se trouvant dans des conditions spéciales qui l'empêchent d'admettre dans une plus large mesure le projet suisse, il votera pour le projet des Plénipotentiaires français.

M. Fatio, tout en reconnaissant ce qu'il y a de spécial dans la position de la France, et tout disposé qu'il est à y avoir égard, voudrait cependant qu'il fût largement tenu compte des intérêts des pays tels que la Suisse et l'Espagne et désirerait, dans le cas où l'article 1er de l'amendement des Plénipotentiaires français serait adopté, que l'on introduisît dans le corps de la Convention les cinq premiers résolutions de l'Annexe B des Actes du Congrès de Lausanne.

M. Halna du Frétay, répondant à M. Targioni et à M. Fatio, estime que le projet français n'est pas vague, mais détermine suffisamment les principes généraux. Quant aux cinq premières résolutions du Congrès de Lausanne, il admet qu'elles peuvent être adjointes à la Convention à titre d'annexe. Il ajoute que plusieurs Etats n'ont pas encore légiféré sur la question. La loi française est faite, elle est conforme aux résolutions du Congrès de Lausanne et la France ne veut ni ne peut y apporter de modifications pour le moment. L'avenir lui apprendra si elle doit l'améliorer. C'est pourquoi, en ce qui concerne la législation intérieure des Etats, la France croit opportun de ne viser dans la Convention que des principes généraux destinés à guider les législateurs des différents Etats sans empiéter sur leurs attributions.

M. Melegari désire que l'article 1er ait quelque chose de positif. L'Italie jusqu'ici entièrement fermée, consentira pour faire preuve de sympathie vis-à-vis des autres Etats, à ouvrir en partie ses portes; mais elle espère trouver dans les

1878 garanties que lui donnera la Convention, un corrélatif à ses sacrifices. Le péril est plus grand pour elle que les avantages.

M. de Graëlls expose la situation particulière de l'Espagne et estime qu'elle est en droit de réclamer des garanties spéciales surtout contre l'invasion du fléau par voie commerciale. Il désire que l'on mette parallèlement en discussion le projet suisse et l'amendement français.

M. d'Harcourt, répondant à la Délégation d'Italie, estime que l'article 1er de l'amendement français a un caractère suffisamment obligatoire. Les termes même l'indiquent assez.

M. le Président consulte l'Assemblée sur l'opportunité qu'il pourrait y avoir à examiner à nouveau les résolutions du Congrès de Lausanne et à les modifier s'il y a lieu, en vue de leur introduction éventuelle dans la Convention.

M. Melegari pense que les résolutions de Lausanne, selon lui d'une portée essentiellement académique, doivent être discutées à nouveau par la Conférence pour revêtir un caractère diplomatique et pouvoir être incorporées à la Convention. Il fait observer en outre que tout traité international apporte une diminution à la souveraineté de chaque Etat contractant.

L'Assemblée s'étant rangée à la proposition de la Présidence, appuyée par M. Melegari, M. le Président met en discussion les cinq premières résolutions de l'Annexe B des Actes du Congrès de Lausanne. Il est entendu que cette discussion n'a lieu qu'en vue de l'adoption éventuelle de l'article 1er de l'amendement français.

Première résolution:

»Compléter dans chaque Etat la législation de manière à donner au Gouvernement les pouvoirs nécessaires pour substituer, au besoin, l'action administrative à celle des propriétaires, sur les vignobles phylloxérés, dans un but de préservation et aux frais de qui de droit.«

M. Targioni préférerait la rédaction de l'article 1re du projet suisse, comme plus large et portant moins atteinte au droit de propriété. Une manière plus précise de formuler le droit de l'administration de se substituer à l'action du propriétaire pourrait compromettre le projet devant les Chambres italiennes.

Après une discussion à laquelle prennent part MM. Ferreira Lapa, de Graëlls, Weymann, Targioni, Fatio, d'Ottenfels et Halna du Frétay, M. le Président propose de mettre provisoirement hors de discussion la résolution Ire pour n'ad-

joindre à l'article 1er de l'amandement français que les réso- 1878
lutions II à V du Congrès de Lausanne. — Adopté.

Résolution II:

»Déterminer suivant la marche du fléau à l'intérieur de chacun des Etats le périmètre des zones envahies par la maladie et celui des zones réputées saines après investigations.«

M. Weymann désire voir retrancher les mots: »et celui des zones réputées saines après investigations«. Selon lui, une inspection suffisamment complète n'est pas facile. Il recevrait avec intérêt des renseignements sur la manière dont on procède ailleurs.

MM. Halna du Frétay, Fatio, de Graëlls et Targioni donnent d'intéressants détails sur le mode d'inspection usité dans les pays qu'ils représentent.

M. Halna du Frétay insiste sur la nécessité de procéder a des investigations sérieuses. Si la France s'y est soumise, c'est en grande partie afin de donner des garanties efficaces au commerce.

Vu l'heure avancée, il est décidé de suspendre la discussion et d'avoir une séance de relevée à deux heures et demie.

Ordre du jour:

Approbation du procès-verbal de la précédente séance.

Suite de la discussion sur le projet de Convention.

Le séance est levée à 12 heures.

Au nom de la Conférence:

Le Président, *Droz.* Le Secrétaire général, *Demole-Ador.*

Le Secrétaire de la Conférence, S. *Chavannes.*

Procès-verbal de la quatrième séance, 11 septembre 1878.

Présidence de M. Numa Droz, Conseiller fédéral, président.

La séance est ouverte à deux heures et demie.

Sont présents: MM. les Délégués qui assistaient à la précédente séance.

Le procès-verbal de la dernière séance est adopté.

La Résolution III du Congrès de Lausanne est mise en délibération:

1878 »Organiser dans chaque Etat, suivant les diverses circonscriptions administratives, des comités de surveillance et d'étude ou bien un service de commissaires et d'agents, en nombre suffisant, auxquels seraient confiées l'application des mesures prescrites par la loi pour le traitement, l'inspection, et la garde des vignobles, ainsi que les constatations à faire dans les vignes, jardins, serres, pépinières et sur les plants de vigne isolés de tout nature.«

Cette résolution ne soulève pas de discussion.

M. de Graëlls estime que les bases de la Convention doivent reposer sur les principes contenus dans la déclaration suivante, dont il demande l'insertion au procès-verbal:

»Etant reconnu par les différents Etats viticoles d'Europe qu'il est opportun d'engager une action commune pour enrayer, s'il est possible, la marche de la propagation phylloxérique dans les pays envahies et pour tenter d'en préserver les contrées jusqu'à présent épargnées, les Etats contractants devraient s'engager:

»1° A prendre de leur part les moyens les plus efficaces pour isoler le fléau dans les contrées où il s'est manifesté et à faire les plus grands efforts pour anéantir tous les points d'attaque qui existent ou se présenteraient à nouveau.

»2° Travailler de concert avec les pays indemnes lorsque la diffusion phylloxérique s'approche de leurs frontières et menace de les franchir si l'on ne prend pas des mesures efficaces.

»3° A empêcher de la manière la plus complète possible que ni par la voie du commerce ni par tout autre moyen procédant de la main de l'homme, le fléau ne soit transporté d'un Etat dans un autre.

»4° Enfin à s'aider mutuellement en proportionnant les moyens de défense lorsque, dans un des pays contractants, ils se trouvent plus abondants et plus économiques que dans un autre.«

Résolution IV:

»Réglementer à l'intérieur, de circonscription à circonscription, que ces circonscriptions soient infectées ou réputées saines, la circulation des plants de vigne, sarments et débris qui en proviennent.«

Dans une courte discussion, à laquelle prennent part MM. Fatio, Halna du Frétay et Targioni, des craintes sont exprimées au sujet de la rédaction un peu vague de la résolution, qui semble autoriser la circulation des plants de vigne hors des territoires phylloxérés.

Résolution V: 1878

»Prescrire le mode d'emballage des matières ci-dessus indiquées et les précautions à prendre pour la désinfection ou la destruction des objets avec lesquels ces matières auront été en contact, lorsqu'elles proviendront d'une circonscription où existe la maladie.«

Cette résolution ne donne pas lieu à discussion.

M. le Président constate que ce premier tour de discussion préconsultative sur le texte des résolutions du Congrès de Lausanne donne lieu à des interprétations différentes et fait prévoir qu'il serait difficile d'arriver à une entente générale.

Il estime qu'il vaudrait mieux, conformément au premier projet, en venir à déterminer les points spéciaux dans le corps de la Convention elle-même; mais il faudrait que ce fût en termes assez généraux pour ne porter aucune atteinte aux droits des Etats dans leur législation intérieure, en tenant compte de tous les scrupules qui se sont manifestés dans le cours de la discussion préalable. Dans ce but, M. le Président présente, dans les termes suivants, une nouvelle rédaction de l'article 1er, destinée à remplacer les articles 1er à 7 du Projet suisse et l'article 1er du Projet de la Délégation française:

Article 1.

»Les Etats contractants s'engagent à compléter, s'ils ne l'ont déjà fait, leur législation intérieure en vue d'assurer une action efficace contre l'introduction et la propagation du Phylloxéra.

»Cette législation doit spécialement assurer:

»1° Un service de surveillance sur les vignes, jardins, serres et pépinières, permettant de faire utilement les investigations nécessaires au point de vue de la recherche du Phylloxéra.

»2° Une délimitation des zones envahies par la maladie, au fur et à mesure que le fléau progresse à l'intérieur des Etats.

»Une réglementation du transport des plants de vigne, débris et produits de cette plante, ainsi que des plants, arbustes et produits de l'horticulture, réglementation prescrivant le mode d'emballage et de circulation de ces objets et les précautions à prendre, cas échéant pour la désinfection ou la destruction, soit des dits objets, soit de ceux avec lesquels ils se seront trouvés en contact.

1878 »Le tout dans le but d'empêcher que la maladie ne soit transportée hors des foyers d'infection dans l'intérieur de l'État même ou par voie de transit dans les autres Etats.«

Cet article sera imprimé et distribué à MM. les Délégués pour être mis en discussion dans la prochaine séance.

M. le Président propose de passer à la discussion des articles réglant le transit international, en prenant pour base le Projet de la Délégation française, dont la rédaction lui paraît préférable à celle des articles correspondants du Projet suisse.

La manière de voir de M. le Président est partagée par l'Assemblée.

M. Halna du Frétay, tout en remerciant M. le Président de l'honneur qu'il fait au Projet français, présente une nouvelle rédaction de l'art. 2, destinée à classer d'une manière plus précise les divers produits par rapport à la liberté de circulation et aux entraves qui doivent y être apportées.

Il propose de diviser les produits en quatre catégories:

»1° Objets admis à la libre circulation;

»2° objets dont l'introduction est restreinte par des prescriptions particulières de douane et d'emballage;

»3° objets dont la circulation est interdite;

»4° objets dont la circulation sera facultative, au gré des Etats contractants.«

Une discussion préalable est ouverte sur ces divers points.

Première catégorie.

M. Halna du Frétay propose d'y faire rentrer le vin, les raisins de table sans feuilles ni sarments, le pépins de raisin, les fleurs coupées et les fruits.

M. Targioni admet à la libre circulation le vin et ses produits secondaires, le raisin de table, à condition qu'il ne soit accompagné ni de feuilles ni de sarments, les fleurs et les fruits, même provenant d'une zone infestée, sauf pendant les mois d'été.

M. Halna du Frétay ne partage pas les craintes de M. Targioni sur le transport des fleurs et des fruits pendant le temps de l'essaimage. La circulation des chemins de fer lui paraît bien plus dangereuse.

M. Ferreira Lapa soulève la question des produits des cultures intercalaires et voudrait pour eux une mention spéciale.

M. d'Ottenfels se range à la proposition de M. Halna du Frétay et demande la libre circulation pour les produits maraîchers.

A la votation par Etats, l'alinéa premier de M. Halna du Frétay, avec l'adjonction proposée par M. d'Ottenfels, est admis

par les délégations d'Allemagne, d'Autriche, d'Espagne, de France et de la Suisse, contre la proposition restrictive de M. Targioni, qui réunit les voix de l'Italie et du Portugal. Le premier alinéa est donc ainsi conçu: 1878

»Le vin, les raisins de table sans feuilles et sans sarments, les pepins de raisin, les fleurs coupées, les produits maraîchers et les fruits sont admis à la libre circulation internationale.«

Deuxième catégorie.

M. Halna du Frétay présente l'alinéa suivant:

»Les plants, arbustes, les produits divers des pépinières, serres et orangeries ne pourront être introduits d'un Etat dans un autre que par les bureaux de douane qui seront désignés à cet effet par les Etats contractants limitrophes et dans les conditions définies à l'art. 3.«

M. de Graëlls signale que l'art. 4 de la loi espagnole s'oppose à l'introduction des produits de cette catégorie.

M. le Président lui fait observer qu'il ne s'agit pas dans la loi espagnole d'une interdiction absolue, mais d'une autorisation donnée au gouvernement de refouler ces produits.

Le second alinéa est adopté par tous les Etats sauf l'Espagne, qui se réserve de connaître les conditions d'emballage.

Troisième catégorie.

M. Halna du Frétay propose:

»Ne seront pas admis à la circulation d'Etat à Etat les terreaux, composts, marcs de raisin, souches de vignes arrachées, échalas et tuteurs déjà employés.«

Cette proposition soulève des objections de la part de M. le Président et de M. Weymann, qui font ressortir qu'il n'est pas possible d'exclure rigoureusement de la circulation internationale les produits dont il s'agit à cause des relations nécessaires sur les frontières des Etats.

Après discussion, la Conférence décide de scinder cette catégorie en deux, de proscrire absolument de la circulation les vignes arrachées et les sarments secs, et d'admettre que les Etats limitrophes auront à s'entendre pour les autres objets en ce qui concerne les relations de zones frontières.

L'article reçoit donc sur ce point la rédaction suivante:

»Les vignes arrachées et les sarments secs sont exclus de la circulation internationale.«

»Les Etats limitrophes s'entendront pour l'admission, dans les zones frontières, des raisins de vendange, marcs de raisin,

1878 composts, terreaux, échalas et tuteurs déjà employés sous la réserve que les dits objets ne proviendront pas d'un territoire phylloxéré.«

Quatrième catégorie.

M. Halna du Frétay propose la rédaction suivante qui est adoptée sans discussion:

»Les plants de vigne, sarments et boutures ne pourront être introduits dans un Etat que de son consentement et ne pourront être admis au transit international que dans les conditions d'emballage ci-dessous indiquées.«

Article 3. (Projet français.)

Premier alinéa. M. le Président demande s'il ne serait pas convenable d'adopter un formulaire spécial pour l'attestation de provenance; un formulaire uniforme présenterait peut-être des inconvénients; mais il serait bon, cepedant, que tous les pays admissent certains principes communs. Les assertions peuvent ne pas être fidèles, et il faut les entourer de garanties suffisantes.

M. Weymann demande à M. Halna du Frétay quelle est l'autorité du pays dont il est fait mention dans cet alinéa.

M. Halna du Frétay répond qu'en France ce sont les maires.

M. Fatio demande s'il ne serait pas préférable de confier la tâche de fournir les déclarations de provenance à des agents spéciaux plus compétents que les maires dans la question phylloxérique.

M. Targioni se rallie à cette manière de voir.

Après une discussion sur les garanties de compétence et de sincéreté qu'offre telle ou telle autorité au point de vue de l'attestation à fournir, M. Halna du Frétay fait observer que la valeur de celui qui donne l'attestation s'accroît du fait que chaque pays publiera une carte et que, soit le public, soit les maires sauront toujours à quoi s'en tenir. Il ajoute que le certificat devrait toujours mentionner le temps depuis lequel le produit est dans le pays.

M. d'Harcourt fait remarquer que le maire, en sa qualité d'homme appartenant à la localité, a pour la délivrance des certificats une compétence particulière et qu'en outre il est de la part de ses administrés l'objet d'un contrôle moral qui est une garantie contre les attestations de complaisance.

L'alinéa est adopté; il sera scindé et portera comme lettre *b*: »qu'ils n'y ont pas été récemment importés.«

Au troisième alinéa les mots: »toiles habituellement employées à cet usage« sont remplacés par »toile d'emballage«.

Tout le reste de l'article est adopté.

Article 4. (Projet français.) 1878

Après une discussion sur la valeur et le choix des désinfectants, sur la manière de procéder et sur les pénalités à appliquer, les deux derniers paragraphes reçoivent la rédaction suivante:

»Les voitures qui les auront transportés seront désinfectées par un lavage immédiat au sulfure de carbone ou par tout autre procédé que la science reconnaîtrait efficace et qui serait adopté par l'État.

Chaque État prendra des mesures pour assurer cette désinfection.«

La prochaine séance est fixée au jeudi 12 septembre.

Ordre du jour:

Discussion des art. 1 et 2.

Continuation de la discussion de deux projets.

La séance est levée à 6 heures.

Au nom de la Conférence:

Le Président, *Droz.* Le Secrétaire général, *Demole-Ador.*

Le Secrétaire de le Conférence,
S. *Chavannes.*

Procès-verbal de la cinquième séance, 12 septembre 1878.

Présidence de M. Numa Droz, Conseiller fédéral, président.

La séance est ouverte à neuf heures et un quart.

Sont présents: MM. les Délégués qui assistaient à la précédente séance.

Ordre du jour: Discussion de l'art. 1er proposé par M. le Président.

Premier alinéa.

D'après la proposition de MM. Halna du Frétay et Weymann le mot »efficace« sera remplacé par: »commune et efficace«.

Deuxième alinéa.

M. Halna du Frétay propose de le modifier comme suit:

»Cette surveillance dévra spécialement viser:«

Adopté.

§. 1°. L'Assemblée ayant adopté un changement de rédaction proposé par M. Halna du Frétay, le paragraphe premier sera rédigé ainsi:

1878 »La surveillance sur les vignes, serres et pépinières les investigations nécessaires au point de vue de la recherche du Phylloxéra et les opérations ayant pour but de le détruire autant que possible.«

§. 2°. Ensuite d'une observation de M. d'Harcourt et d'une proposition de M. Targioni, adoptées par l'Assemblée, la seconde partie du paragraphe sera libellée comme suit: »au fur et à mesure que le fléau s'introduit ou progresse à l'intérieur des Etats.«

Le §. 3° de l'art. 1er est mis en discussion.

M. Targioni présente l'amendement suivant:

»L'interdiction d'exporter en dehors des territoires infectés les plants de vigne de tout âge, les ceps, sarments et débris de vigne, les feuilles et le raisin de vendange ou d'autres raisins avec feuilles, les échalas et tuteurs déjà employés à la culture de la vigne, ainsi que les plants, arbustes et produits de l'horticulture.

»La réglementation du mode d'emballage, ou transport et circulation de ces mêmes objets provenant des zones non phylloxérées, destinés soit à l'intérieur du territoire de chaque Etat, soit à l'étranger

»Les procédés de destruction et de désinfection à employer soit pour les dits objets, soit pour ceux avec lesquels ils se seront trouvés en contact, le cas echéant qu'on ait reconnu leur provenance d'un territoire infecté ou leur propre infection par le Phylloxéra.«

M. le Président fait ressortir la différence essentielle qui existe entre sa proposition et celle de M. Targioni.

L'amendement de M. Targioni demande en effet l'interdiction absolue de l'exportation des plants de vigne, sarments et débris de vigne ainsi que des plants, arbustes et produits de l'horticulture des zones phylloxérées.

La proposition de M. Targioni est appuyée par MM. les Délégués de l'Allemagne, de l'Espagne, du Portugal et de la Suisse.

Toutefois, après une discussion à laquelle ont pris part MM. Weymann, de Graëlls, Halna du Frétay, Targioni et Fatio, la Délegation de la France, par l'organe de M. Halna du Frétay, déclare quil est dans les intentions formelles de la France d'appliquer la nouvelle loi qui vient d'être promulguée chez elle et de veiller tout particulièrement aux précautions à prendre pour les exportations des plants de vigne d'une zone phylloxérée à destination d'une autre zone phylloxérée aussi bien qu'a celles qui seront prescrites pour l'introduction qui serait autorisée dans

des circonstances spéciales et exceptionelles pour le transport 1878
des plantes des arbres divers d'un territoire phylloxéré dans un territoire sain.

Sur cette déclaration, M. Targioni retire son amendement et le §. 3 de l'article 1er est adopté.

Sur la proposition commune de M. le Président et de M. Halna du Frétay le §. 3° est scindé et il est introduit un quatrième paragraphe ainsi conçu;

»§. 4°. Le mode d'emballage et la circulation de ces objets, ainsi que les précautions et les dispositions à prendre en cas d'infractions aux mesures édictées.«

Article 2.

Selon la rédaction nouvelle proposée par M. Halna du Frétay:

»Le vin, les raisins de table sans feuilles et sans sarments, les pépins de raison, les fleurs coupées, les produits maraîchers et les fruits sont admis à la libre circulation internationale.

Les plants, arbustes, les produits divers de pépinières, serres et orangeries ne pourront être introduits d'un Etat dans un autre que par les bureaux de douane qui seront désignés à cet effet par les États contractants limitrophes et dans les conditions définies a l'art. 3.

»Les vignes arrachées et les sarments secs sont exclus de la circulation internationale.

»Les Etats limitrophes s'entendront pour l'admission, dans les zones frontières, des raisins de vendange, marcs de raisin, composts, terreaux, échalas et tuteurs déjà employés, sous la réserve que les dits objets ne proviendront pas d'un territoire phylloxéré.

»Les plants dé vigne, sarments et boutures ne pourront être introduits dans un Etat que de son consentement et ne pourront être admis au transit international que dans les conditions d'emballage ci-dessous indiquées.«

Premier alinéa.

Adopté sans discussion.

Deuxième alinéa.

M. de Graëlls croit devoir faire des réserves au nom de l'Espagne. Il estime que l'introduction des produits désignés serait en opposition avec la loi espagnole.

M. le Président fait observer à M. de Graëlls que la plupart des Etats sont dans une position analogue, et devront

1878 modifier leurs lois pour les mettre en harmonie avec la Convention internationale.

M. Weymann estime que les scrupules de la Délégation espagnole ne sont pas fondés. La loi autorise le Gouvernement à procéder à des interdictions absolues, mais ne les prescrit pas elle-même. En conséquence, l'action du Gouvernement est dégagée vis-à-vis des Chambres et il peut, dans la compétence que lui donne la loi, apporter des tempéraments aux mesures prohibitives prises sous forme de décret.

M. Halna du Frétay ajoute quelques éclaircissements tirés de la loi française et destinés à faire voir à M. de Graëlls que l'Espagne, au point de vue de sa législation sur la matière, n'est pas dans une position exceptionelle.

M. Fatio demande que les produits des jardins soient assimilés à ceux que le deuxième alinéa mentionne et qu'à cet effet le mot jardins soit inséré entre les mots pépienières et serres.

Après une courte discussion, cette proposition est adoptée.

M. Targioni demande qu'il soit fait une exception en faveur des graines, reconnues de l'avis général comme étant sans danger.

Sur la proposition de M. Halna du Frétay, la désignation des graines sera introduite au premier alinéa.

A la votation le second alinéa est adopté avec l'adjonction proposée par M. Fatio.

Troisième alinéa.

Adopté sans modification.

Quatrième alinéa.

Adopté.

Cinquième alinéa.

Adopté.

Article 3.

Selon la rédaction nouvelle proposée par M. Halna du Frétay:

»Les objets énumérés aux alinéas 2 et 5 de l'article précédent, comme étant admis au transit international par des bureaux de douane désignés, devront être accompagnés d'une attestation de l'autorité du pays d'origine, portant:

a) qu'ils proviennent d'une zône réputée préservée de l'invasion phylloxérique, après investigations, et figurant comme telle sur la carte spéciale, etablie et tenue à jour dans chaque Etat contractant;

b) qu'ils n'y ont pas été récémment importés.

»Les plants de vigne, boutures et sarments ne pourront 1878
circuler que dans des caisses en bois parfaitement closes au moyen de vis et néanmoins faciles à visiter et à refermer.

»Les plants, arbustes et produits divers des pépinières, jardins, serres et orangeries seront solidement emballés. Les racines seront placées dans des paniers; elles pourront être entourées de mousse et seront, en tout cas, recouvertes de toile d'emballage de manière à ne laisser échapper aucun débris et à permettre les constatations nécessaires.

»Le bureau de douane, chaque fois qu'il le jugera utile, fera examiner ces objets par des experts officiels qui dresseront procès-verbal lorsqu'ils constateront la présence du Phylloxéra.

»Le dit procès-verbal sera transmis à l'Etat, pays d'origine, afin que les contrevenants soient poursuivis, s'il y a lieu, par les voies de droit, conformément à la législation du dit Etat.

»Aucun envoi, admis à la circulation internationale, par quelque point que ce soit, ne devra contenir des feuilles de vigne.«

Premier alinéa.

M. Targioni propose de supprimer »après investigations«.

M. Fatio préférerait conserver ces mots auxquels il attache une certaine importance.

L'Assemblée consultée décide leur radiation.

Le deuxième, le troisième et le quatrième alinéas ne sont pas modifiés.

Au cinquième alinéa.

sur la proposition de M. d'Harcourt, les mots: »l'expéditeur en contrevention« sont remplacés par: »les contrevenants.«

Article 4.

Selon la rédaction nouvelle proposée par M. Halna du Frétay:

»Les objets arrêtés à un bureau de douane, comme n'étant pas dans les conditions d'emballage prescrites par l'article précédent, seront refoulés à leur point de départ aux frais de l'expéditeur.

»Les objets sur lesquels les experts constateraient la présence du Phylloxéra seront détruits par le feu avec leur emballage.

»Les voitures qui les auront transportés seront désinfectées par un lavage au sulfure de carbone ou par tout autre procédé

1878 que la science reconnaîtrait efficace et qui serait adopté par l'Etat.

»Chaque Etat prendra des mesures pour assurer la rigoureuse exécution de cette désinfection.«

Premier alinéa.

M. Weymann propose de remplacer les mots »de l'expéditeur« par »de qui de droit«. — Adopté.

Deuxième alinéa.

M. Targioni propose l'adjonction de »aussitôt et sur place« après le mot: seront. — Adopté.

Troisième alinéa.

Ensuite de diverses propositions de MM. d'Harcourt, Targioni et de Graëlls, cet alinéa est ainsi modifié: »Lés véhicules qui les auront transportés seront immédiatement désinfectés par un lavage suffisant au sulfure de carbone ou par tout autre procédé que la science reconnaîtrait efficace et qui serait adopté par l'Etat.«

La prochaine séance aura lieu aujourd'hui, 12 septembre, à trois heures après midi.

Ordre du jour: Suite de la discussion du Projet de Convention.

La séance est levée à midi.

Au nom de la Conférence:

Le Président, *Droz.* Le Secrétaire générale, *Demole-Ador.*

Le Secrétaire de la Conférence:
S. *Chavannes.*

Procès-verbal de la sixième séance.

Présidence de M. Numa Droz, Conseiller fédéral, Président.

La séance est est ouverte à trois heures et demi.

Sont présents: MM. les Délégués qui assistaient à la précédente séance.

Le procès-verbal de la troisième séance est adopté avec une rectification demandée par M. Weymann.

L'ordre du jours appelle la discussion des articles du projet relatifs au lien international.

L'article 14 du Projet suisse est mis en délibération concurremment avec l'article 5 du Projet français.

Le premier alinéa, ainsi que les deux premiers paragraphes, 1878
sont adoptés selon le texte du Projet français.

Au paragraphe 3, M. d'Ottenfels demande que les termes trop précis de Comités, Commissaires, Agents, soient remplacés par des désignations générales qui puissent s'appliquer à tous les pays. Il se range à la nouvelle rédaction proposée par M. Halna du Frétay:

»Les rapports ou extraits de rapports des différents services organisés à l'intérieur ou aux frontières contre le Phylloxéra.«

Cette proposition est adoptée.

Le paragraphe 4, ensuite d'observations de MM. Halna du Frétay et Weymann, est adopté dans cette forme: »Toute découverte d'une attaque phylloxérique dans un territoire réputé indemne, avec indication de l'étendue et, s'il est possible, des causes de l'invasion.«

Au paragraphe 5, sur la demande de M. de Graëlls le mot: »zones« est remplacé par celui de: »territoires«, et sur la demande de M. Fatio l'on ajoute à la suite de territoires phylloxérés let mots »ou suspects«.

Adopté

Au paragraphe 6, l'expression »où il existe« est remplacée par celle de: »où il a été constaté.«

Le paragraphe 7 est adopté comme au Projet suisse, avec suppression de la paranthèse.

Le paragraphe 8 est adopté.

Article 15 du Projet suisse et 6 du Projet français.

MM. Fatio et Droz, Président, développent le point de vue où s'est placée la Délégation suisse et entrent dans d'intéressants détails.

M. Halna du Frétay soutient des dispositions du Projet français et s'attache à montrer les difficultés d'exécution que rencontrerait le Projet suisse.

M. Weymann se range au Projet français en insistant sur le grand intérêt qu'il trouve à prendre connaissance de toutes publications spéciales émanant des pays voisins.

M. Ferreira Lapa insiste aussi sur l'utilité de toute communication réciproque entre les Etats.

M. Targioni, pénétré de l'importance de voir les communications se multiplier et devenir de plus en plus utiles aux savants et au public, propose la création d'un organe central.

M. Halna du Frétay, tout en appréciant hautement la valeur qu'aurait une pareille publication, et tout en l'appelant

1878 de ses voeux, croit cependant qu'il faut en abandonner l'institution à l'initiative privée. Il demande l'insertion au procès-verbal de la proposition de M. Targioni.

L'Assemblée, tout en étant d'avis qu'il n'y a pas lieu d'entrer en matière sur cette proposition pour en faire un article de la Convention, estime qu'elle doit être recommandée à l'attention et à l'étude des Etats contractants.

M. Targioni transforme sa proposition en un voeu qu'il formule en ces termes:

»Les différents Etats contractants étudieront la manière de favoriser par leurs communications et par des subventions, le cas échéant, la publication d'un recueil rédigé en langue française, comprenant l'extrait des données que les différents Etats pourront échanger, et l'indication bibliographique au moins, de toute sorte de notice et publication touchant le Phylloxéra.«

M. Halna du Frétay, ne doutant pas que les voeux de M. Targioni ne se réalisent, croit qu'il n'y a plus de nécessité à maintenir l'article 6.

M. Droz ne voudrait pas voir tomber cet article, car il est fondée sur un besoin généralement senti; aussi propose-t-il d'en conserver le principe et de l'introduire dans l'article 5 sous forme d'un dernier alinéa au paragraphe 8.

Cette proposition est adoptée. En conséquence l'article 6, tel qu'il était au Projet français, et supprimé, et l'article 5 se terminera ainsi:

»Ces différentes communications seront utilisées par les Etats pour les publications qu'ils feront sur la matière et qui seront échangées entre eux.«

Article 7 du Projet français.

Adopté sans modification.

Article 8 du même projet.

Il est adopté avec l'adjonction suivante, placée en tête de l'article:

»Les ratifications seront échangées à Berne dans le délai de cinq mois, à partir de la date de la signature de la présente Convention.

»La présente Convention entrera en vigueur quinze jours après l'échange des ratifications.«

La prochaine séance aura lieu vendredi, 13 septembre, à dix heures.

Ordre du jour: 1878

Seconde lecture du Projet de Convention, tel qui est sorti des délibérations de la Conférence.

La séance est levée à six heures.

Au nom de la Conférence:

Le Président, *Droz.* Le Secrétaire générale, *Demole-Ador.*

Le Secrétaire de la Conférence, S. *Chavannes.*

Procès-verbal de la septième séance, 13 septembre 1878.

Présidence de M. Numa Droz, Conseiller fédéral, président.

La séance est ouverte à dix heures et un quart.

Sont présents: MM. les Délégués qui assistaient à la précédente séance.

Il est donné lecture des procès-verbaux de la quatrième et de la cinquième séance.

Diverses observations sont présentées par la Présidence ainsi que par MM. de Graëlls, Targioni, Fatio, Halna du Frétay et Ferreira Lapa.

Les prorès-verbaux modifiés sont adoptés par l'Assemblée.

L'ordre du jour appelait la discussion en second débat du Projet de Convention; mais vu l'heure avancée, l'Assemblée décide de renvoyer cette discussion à une séance de relevée.

La prochaine séance aura lieu à trois heures après midi.

Ordre du jour: Discussion en second débat du Projet de Convention.

La séance est levée à onze heures et demie.

Au nom de la Conférence:

Le Président, *Droz.* Le Secrétaire général, *Demole-Ador.*

Le Secrétaire de la Conférence, S. *Chavannes.*

Procès-verbal de la huitième séance, 13 septembre 1878.

Présidence de M. Numa Droz, Conseiller fédéral, président.

La séance est ouverte à trois heures et demie.

Sont présents: MM. les Délégués qui assistaient à la précédente séance.

1878 L'ordre du jour appelle la discussion en second débat du Projet de Convention.

M. le Président consulte la Conférence pour savoir sous quelle forme il lui plaira d'introduire la désignation de MM. les Plénipotentiaires.

La Conférence, sur la proposition de M. Melegari, décide que cette désignation sera faite au nom des Souverains des Hauts Etats contractants.

M. le Vicomte de la Vega, avant l'entrée en discussion, pose la question suivante:

»Je désirerais demander à MM. les Plénipotentiaires français s'il est bien entendu que l'Algerie est également comprise dans tous les engagements que la France prendra par la Convention qu'il s'agit de signer.«

M. Halna du Frétay répond que la Convention ne vise que les pays d'Europe et non les autres continents, pas plus que les colonies; que jusqu'ici la législation française n'a pas été appliquée à l'Algérie et qu'il ne peut engager son Gouvernement sur cette question dont la Convention actuelle peut amener l'étude.

Le Projet de Convention est mis en discussion article par article.

Article 1.

Adopté.

Article 2. Alinéa premier.

»Le vin, les raisins de table sans feuilles et sans sarments, les pépins de raisin, les fleurs coupées, les produits maraîchers les graines de toute nature et les fruits sont admis à la libre circulation internationale.«

M. Ferreira Lapa renouvelle la proposition qu'il a faite dans la quatrième séance au sujet des produits des cultures intercalaires dans les territoires phylloxérés qu'il trouve susceptibles en tout temps de transporter le Phylloxéra. Il propose de nouveau que la circulation de ces produits, tels que le maïs et d'autres céréales, en plate ou en grain, les fruits aériens ou en grain, les fruits aériens ou souterrains, les produits maraîchers, les fourrages etc., soit interdite en toute saison dans des territoires non phylloxérés.

M. Targioni partage depuis longtemps les vues de M. Ferreira Lapa sur le danger de la circulation des cultures autres que celles de la vigne, mais quant à ceux des cultures intercalaires en général ils jouent un rôle si considérable dans le système de culture ordinairement usité en Italie que l'on ne pourrait pro-

noncer contre eux une interdiction aussi absolue que M. Ferreira 1878
le propose ; ce serait apporter une trop grande perturbation dans l'agriculture et dans le commerce de l'Italie.

M. Targioni formule ainsi qu'il suit une contre-proposition comme amendement à l'alinéa premier :

». . . . les pépins de raisin, les graines et fruits secs de toute nature, ainsi que les produits maraîchers, sans racines, qui ne sont pas d'origine souterraine, les fleurs coupées, les fruits d'hiver et d'automne, sont admis à la libre circulation à l'intérieur des Etats et à l'étranger.«

M. Fatio reconnaît aussi le danger de ce genre de culture. Il faudrait cependant distinguer entre les produits aériens et les produits souterrains, bien plus dangereux que les premiers. Il croit aussi à l'impossibilité de prononcer une interdiction absolue contre les produits des cultures intercalaires et ne peut accepter la proposition de M. Ferreira Lapa dans toute sa portée, mais il appuie son insertion au procès-verbal.

M. de Graëlls est du même avis que M. Ferreira Lapa au point de vue scientifique, mais il repousse la partie de l'amendement de M. Targioni qui se rapporte aux entraves à mettre à la circulation des fruits d'été, ce qui serait en contradiction avec le premier alinéa de l'article premier.

M. Halna du Frétay estime qu'il n'est pas possible d'établir dans le vaste champ des cultures intercalaires des distinctions suffisamment précises pour pouvoir réglementer leur interdiction, même partielle. On se heurterait contre des difficultés insurmontables, et ce serait indirectement pousser à la contrebande.

M. Weymann relève qu'en adoptant la proposition de M. Targioni on se mettrait en contradiction avec de précédentes décisions et avec les principes posés au Congrès de Lausanne. En outre, on se créerait de grandes difficultés législatives et administratives.

M. le Président fait observer qu'il serait bien difficile de faire parmi les divers produits des distinctions suffisantes. Pour ce qui concerne en particulier les fruits d'été et d'automne, il serait difficile de les classer, l'époque et les conditions de leur maturité étant trop différentes. En conséquence, leur interdiction ne pourrait pas être prononcée. En revanche, M. le Président croit qu'il y aurait possibilité d'établir des restrictions à propos des produits maraîchers intercalaires dont plusieurs peuvent, dans certaines circonstances, devenir très-dangereux, tandis que d'autres sont inoffensifs.

M. Halna du Frétay insiste de nouveau sur l'importance du commerce des légumes et primeurs dans le midi de la France.

1878 Dans plusieurs localités la production attaint un valeur de quatre mille francs par hectare. Quoique beaucoup de ces légumes soient un produit de cultures intercalaires, M. Halna du Frétay estime que, grâce au mode d'emballage usité pour l'expédition à l'étranger, ils ne présentent pas de danger pour la propagation du Phylloxéra.

M. Targioni estime qu'il ne serait pas difficile de classer les fruits et d'éviter ainsi le danger que présentent ceux qui mûrissent pendant la période de l'essaimage. Il reconnaît bien que le commerce des légumes pour l'exportation à l'étranger ne présente pas des dangers, grâce au mode d'emballage et d'expédition, mais il n'en est pas de même du petit commerce aux frontières qui est très-dangereux. L'Italie, si menacée sur ses frontières de France, tient à pouvoir se défendre aussi complètement que possible. M. Ferreira Lapa pense qu'il faut procéder avec logique et que si l'on prend des mesures contre des produits moins dangereux que ceux des cultures signalées par lui, il faut s'armer contre les dangers que ces derniers présentent.

M. Halna du Frétay, résumant les divers arguments avancés croit qu'il faut s'en tenir dans une Convention internationale à ce qui est d'une réalisation possible.

La discussion étant terminée, l'Assemblée passe à la votation. La proposition de M. Ferreira Lapa n'est pas adoptée.

L'amendement de M. Targioni reste aussi en minorité.

En conséquence, le premier alinéa reste comme au Projet.

La proposition de M. Ferreira et l'amendement de M. Targioni resteront textuellement inscrits au Procès-verbal.

Aussitôt après la votation, M. le Vicomte de la Vega demande la parole et lit la déclaration suivante:

»Je regrette de devoir revenir sur un point que je considère comme étant d'une importance particulière pour l'Espagne. Vous avez connaissance de la loi qui vient d'être approuvée par les Cortès. Selon cette loi le Souverain s'est réservé le droit d'interdire l'introduction en Espagne des arbustes, etc., si les circonstances le lui conseillaient. Vous ne devez pas perdre de vue la position géographique exceptionnelle dans laquelle se trouve la Péninsule vis-à-vis des autres Etats représentés à la Conférence. Le Portugal, la France, l'Allemagne et même l'Italie ont envoyé ici leurs Délégués pour aviser aux moyens de restreindre les progrès du fléau, tout en sauvegardant les énormes intérêts du commerce de leurs pays. Pour nous, au contraire, le but principal est de mettre les plus grandes entraves au commerce, si par ce moyen nous arrivons à la déstruction du Phylloxéra. Vous n'ignorez pas les efforts faits

par le Ministère de l'agriculture et du commerce d'Espagne, 1878
pour atteindre ce but, aussitôt que la présence du Phylloxéra a été constatée. Une commission d'hommes spéciaux a été nommée, composée en premier lieu de grands propriétaires de vignes, d'hommes experts appartenant aux Académies et de légistes, pour veiller aux droits des tiers. Cette commission a rédigé un projet de loi qui, plus tard, a été approuvé par les Cortès et sanctionné par le Roi. Et vous désirez maintenant, Messieurs, que le droit d'introduction, qui a été donné au Gouvernement, lui soit enlevé par ses Plénipotentiaires? Je vous prie, Messieurs, de réfléchir à l'embarras dans lequel vous nous placez vis-à-vis de notre Gouvernement. J'espère que vous rendrez justice à l'esprit de conciliation, qui a été le guide de notre conduite dans toutes les séances de cette Conférence. Chaque Puissance a présenté ses objections, au fur et à mesure que les articles ont été mis en discussion par notre digne Président, et l'Espagne a loyalement participé à tout ce qui a été fait. Je m'en remets pour cela à la conscience de MM. les Plénipotentiaires. Et maintenant est-il juste que la seule objection présentée par l'Espagne soit considérée comme empêchant un accord? Je ne veux pas le croire. Je préfère, tout au contraire, présenter la question, telle qu'elle est posée, à l'impartialité et à la bienveillance de MM. les Plénipotentiaires, sûr qu'avec leur bon vouloir on trouvera une formule qui, tout en sauvegardant les intérêts des tiers, puisse être acceptée par le Gouvernement Royal.«

Deuxième alinéa.

M. le Vicomte de la Vega propose qu'il soit fondu avec le cinquième alinéa.

M. Halna du Frétay fait remarquer que cette proposition ne tendrait à rien moins qu'à rendre la Convention illusoire.

A la votation l'alinéa est maintenu comme au Projet.

Le troisième alinéa est adopté sans discussion.

Quatrième alinéa.

M. Targioni fait observer que, pour être conséquent, il devrait demander de faire rentrer ici les produits maraîchers; mais il ne formule pas de proposition.

L'alinéa est adopté comme au Projet.

Cinquième alinéa.

M. Weymann, après: »au transit international« voudrait voir ajouter: »par les bureaux de douane désignés etc.« Cette adjonction est adoptée.

1878

Article 3.

Le premier et le deuxième alinéa sont adoptés sans modifications.

Troisième alinéa.

M. de Graëlls réclame contre les garanties d'emballage qu'il ne trouve pas suffisantes.

Ensuite d'une discussion à laquelle prennent part essentiellement MM. Fatio et Halna du Frétay, le commencement de l'alinéa sera rédigé comme suit: »Les plants et arbustes provenant de pépinières, jardins, serres et orangeries seront solidement emballés; les racines seront dégarnies de terre;« etc.... (le reste comme au Projet).

Le quatrième, le cinquième et le sixième alinéa sont adoptés sans modifications.

Article 4.

Il est adopté comme au Projet. Le drois derniers alinéas seront fondus en un seul.

Article 5.

Au paragraphe 4° M. Fatio insiste pour que la communication demandée soit faite avec toute la célérité possible.

M. le Président propose d'ajouter au paragraphe: »Cette communication sera toujours faite sans aucun retard.«

Adopté.

Les autres paragraphes sont maintenus comme au Projet et l'article entier est adopté.

Article 6.

Adopté.

Article 7.

Adopté.

M. le Président consulte l'Assemblée sur quelques détails touchant la forme à donner au document définitif, ainsi que, sur l'opportunité de dresser un Protocole final. Sur la proposition de M. le Vicomte de la Vega, l'Assemblée décide de ne pas dresser de Protocole final.

M. le Président déclare la discussion close et soumet à la Conférence le Projet de Convention pour la votation générale.

M. le Vicomte de la Vega, Chargé d'affaires de l'Espagne, fait la déclaration suivante:

»La Délégation espagnole doit exprimer le regret que la Conférence n'ait pas cru pouvoir tenir compte de la proposition qu'elle a fait relativement au 2° alinéa de l'article 2. Bien que ce point ait à ses yeux une grande importance, la Délégation

espagnole signera néanmoins la Convention pour ne pas rompre 1878
la bonne entente qui s'est établie entre les Etats représentés à la Conférence, mais en laissant à son Gouvernement toute liberté quant à l'adhésion définitive.«

Cette déclaration est accueillie par les applaudissements de l'Assemblée.

M. le Président procède ensuite à l'appel nominal par Etats.

L'unanimité des Etats se prononce pour l'adoption de la Convention.

La prochaine séance aura lieu Samedi 14 septembre, pour l'examen des procès-verbaux.

La séance est levée à six heures et demie.

Au nom de la Conférence:

Le Président, *Droz.*

Le Secrétaire général, *Demole-Ador.*

Le Secrétaire de la Conférence, S. *Chavannes.*

Procès-verbal de la neuvième séance, 14 septembre 1878.

Présidence de M. Numa Droz, Conseiller fédéral, Président.

La séance est ouverte à cinq heures et un quart.

Sont présents: MM. les Délégués qui assistaient à la précédente séance, plus S. Ex. M. le général Baron de Roeder, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de l'Empereur d'Allemagne.

Les procès-verbaux de la sixième, de la septième et de la huitième séance sont lus et adoptés avec quelques modifications de rédaction.

M. le Président souhaite la bienvenue à M. de Roeder et lui exprime ses regrets et ceux de l'Assemblée de n'avoir pas eu plus tôt le concours de ses lumières.

M. de Roeder répond à M. le Président combien il est heureux d'assister, quoique sur la fin, aux délibérations de la Conférence.

M. de Graëlls demande a revenir sur la votation d'ensemble, et à introduire au premier alinéa de l'art. 2 une mention spéciale en faveur des plantes desséchées en herbiers. Il fait ressortir combien il importe, même au point de vue du Phylloxére, que la science ne soit pas gênée dans ses investigations. Les plantes en herbier, dit-il, ne présentent pas de danger, car elles sont ordinairement, pour leur bonne conservation, imprégnées de substances vénéneuses.

1878 M. Targioni se joint à M. de Graëlls pour sauvegarder les intérêts de la science. Seulement il estime que l'exception faite pour les plantes sèches ne serait pas suffisante et qu'il faudrait aussi étendre la même faveur aux plantes vivantes dont l'importance est bien plus considérable pour l'étude de la botanique et de la physiologie végétable. Comme la chose lui parait dificile à introduire dans le corps de la Convention, M. Targioni croit qu'il suffira d'une mention au procès-verbal, attirant l'attention des Etats sur ce point et les invitant à prendre, chacun pour ce qui le concerne, les dispositions législatives nécessaires pour autoriser, avec toutes les garanties de sécurité désirables, la circulation des produits specialement destinés à des études scientifiques. Il invite M. de Graëlls à se joindre à lui et à renoncer ainsi à introduire une nouvelle disposition dans la Convention. M. de Graëlls maintient sa proposition.

M. le Vicomte de la Vega se prononce pour que l'exception demandée par M. de Graëlls en faveur des plantes en herbiers soit introduite dans la Convention.

La proposition de M. de Graëlls est adoptée, et il sera ajouté après: »les fruits«: »et les plantes desséchées en herbiers destinées à l'étude de la botanique«.

Le voeu exprimé par M. Targioni sera maintenu au procès-verbal. M. le Président donne une nouvelle et dernière lecture de la Convention et invite MM. les Délégués à bien vouloir indiquer les termes précis dans lesquels ils désirent que leurs noms et titres soient définitivement inscrits en tête de la convention. Il consulte encore la Conférence sur quelques points de détail concernant l'expédition du Document et sa signature.

La prochaine séance aura lieu Lundi 16 Septembre 1878, à dix heures du matin. pour la signature de la Convention.

La séance est levée à sept heures.

Au nom de la Conférence:

Le Président, *Droz.* — Le Secrétaire général, *Demole-Ador.*

Le Secrétaire de la Conférence, S. *Chavannes.*

Procès-verbal de la dixième séance, 16 septembre 1878.

Présidence de M. Numa Droz, Conseiller fédéral, président.

La séance est ouverte à dix heures et demie.

Sont présents: Tous les membres qui assistaient à la précédente séance.

Avant de soumettre la Convention à la signature de MM. 1878
les Délégués, M. le Président fait observer que, sur la demande réitérée et instante de plusieurs d'entre eux, il a cru devoir présenter, dans un but de conciliation, quelques changements de rédaction. Le plus important consistait à dire au troisième alinéa de l'art. 3: »Les plants et arbustes provenant des pépinières, jardins«, etc., au lieu de la forme adoptée: »Les plants, arbustes et produits divers des pépinières, jardins«, etc. La nouvelle forme de rédaction, selon l'avis de la Présidence, aurait eu l'avantage de supprimer une équivoque et de pemettre aux diverses législations de sauvegarder les intérêts du grand commerce horticole, sans pour cela porter la moindre atteinte aux garanties de securité dont les Etats cherchent à s'entourer contre l'invasion du fléau.

La delégation de l'Espagne, appuyée par M. Targioni, s'oppose à la modification introduite.

Diverses propositions conciliatrices sont présentées, notamment par MM. Weymann et Halna du Frétay, qui demandent à l'Espagne de bien vouloir accepter le texte modifié et de poser ses réserves dans un Protocole final, par lequel la Conférence donnerait une interprétation authentique du point en litige.

Ces propositions sont repoussées par M. le Vicomte de la Vega, qui maintient comme condition sine qua non de toute interprétation ultérieure le rétablissement du texte primitif.

En présence de cette opposition formelle, la Conférence décide qu'il y aura lieu de rétablir le texte primitif, tel qu'il est sorti de la votation générale de Vendredi 13 Septembre, en supprimant par conséquent: l'amendement de M. de Graëlls concernant des plantes desséchées, et le changement de rédaction introduit au second alinéa de l'art. 3.

La Présidence a reçu l'avis officieux que parmi les Etats représentés à la Conférence, l'un d'eux ne pourrait réunir son Parlement que dans un délai postérieur à cinq mois. — Sur sa demande, l'Assemblée proroge à 6 mois la ratification de la Convention par les Etats.

Quelques modifications sans importance sont apportées à la coordination du texte, ainsi qu'à l'intitulé de la Convention et à l'énumération des titres des Souverains.

La prochaine séance pour la signature de la Convention aura lieu aussitôt que le nouveau tirage du Document le permettra.

MM. les Délégués seront personnellement convoqués à cet effet.

1878 M. le Président exprime son vif regret de ne pouvoir assister à la prochaine séance. Ainsi qu'il l'avait annoncé, des affaires de plus haute importance l'obligent à partir dans l'après-midi. Il se réserve de pouvoir apposer sa signature plus tard et remet ses pouvoirs présidentiels à M. le Comte d'Harcourt, premier vice-président de la Conférence. Avant de prendre congé de MM. les Délegués, il leur adresse les paroles suivantes:

Messieurs les Délégués,

Avant de passer au dernier acte de la Conférence qui est la signature de la Convention, permettez-moi d'apprécier en quelques mots l'oevre au pied de laquelle nous allons maintenant mettre nos noms.

Cette ouvre se présentait à nous, entourée de difficultés exceptionnelles. Il s'agissait de mettre d'accord de grands intérêts en présence: ceux de la viticulture, qui doit être efficacement protégée en raison de la place importante qu'elle occupe dans la richesse des nations, et ceux des autres branches de l'agriculture et du commerce, dont la prospérité exige que les Etats ne s'entourent pas, en quelque sorte, d'une muraille infranchissable aux échanges les plus nécessaires. Le problème se compliquait d'une infinité de questions de détail qui toutes devaient être mûrement examinées. L'entente qui a fini par s'établir au sein de la Conférence entre les représentants d'Etats dont la situation et les besoins diffèrent si considérablement, doit être pour nous la preuve que la conciliation entre ces divers intérêts se trouve réalisée dans les meilleurs termes possibles, pour le moment du moins.

Il appartiendra à l'avenir de fair voir quels sont les côtés faibles de notre oeuvre, et la Convention elle-même prévoit la possibilité d'y apporter les modifications que l'expérience fera reconnaître utiles ou nécessaires.

Ce dont nous pouvons à coup sûr nous féliciter, c'est de l'esprit constamment bienveillant qui a présidé à nos délibérations et qui était soutenu par le vif désir de mener à bonne fin une tâche si importante pour le bien-être public. Dans ces journées laborieuses que nous avons passées ensemble, nous avons appris à nous connaître et, par conséquent, à nous estimer toujours davantage et je ne doute pas que chacun de nous, Messieurs, ne reporte de temps à autre avec plaisir son souvenir vers les travaux qui vont prendre fin.

Je vous remercie de la bienveillance avec laquelle vous avez secondé votre Président, lui rendant ainsi sa tâche aussi

agréable et facile qu'elle était honorable pour lui. Je remercie 1878
en votre nom MM. Demole-Ador, Secrétaire général, et Sylvius Chavannes, Secrétaire de la Conférence, pour la manière distinguée et dévouée dont ils se sont acquittés de leurs pénibles fonctions, et en terminant, je vous assure, au nom du Conseil fédéral et au nom du Peuple suisse, de toutes nos sympathies pour les Etats que vous représentez et pour chacun de vous, Messiers les Délégués, et je fais les voeux les plus ardents pour leur prospérité et pour la vôtre.

M. le Comte d'Harcourt répond:

Messieurs,

Notre Président, en faisant ressortir l'accord qui a si heureusement régné entre nous, et le résultat que grâce à cet accord il est permis d'attendre des travaux de la Conférence, n'a laissé de côte qu'une seule chose, c'est la part qu'il y a prise. Mes collègues me sauront gré, j'en suis convaincu, de relever cette omission. Chacun de nous a été frappé de la compétence et de l'impartialité avec lesquelles les débats de la Conférence ont été dirigés. Vous savez, Messieurs, combien il importe à la prompte et bonne réussite d'une oeuvre collective semblable à la nôtre d'être conduite par un Président qui joigne à une connaissance approfondie du sujet le talent difficile de laisser à la discussion toute son ampleur sans lui permettre de s'égarer. Ces qualités, dont M. Droz a donné devant vous tant de preuves, ont eu sur la marche et le succès de nos travaux une action considérable, et elles avaient déjà trouvé leur application à la Conférence de Lausanne qui a été le prélude de la nôtre en préparant et en facilitant notre tâche. Nous avons pour collègues, la plupart des membres de cette Conférence et nous avons profité des leurs lumières. Mais parmi les hommes distingués qui la composaient, quelques-uns n'ont plus reçu ou n'ont plus accepté le même mandat que l'année dernière; il est équitable de rappeler qu'une fraction importante des matériaux que nous avons utilisés est due a leur expérience et à leurs labeurs.

En donnant un souvenir à la Conférence de Lausanne, nous nous reportons naturellement au Gouvernement hospitalier qui en avait provoqué la réunion. La pensée à laquelle vous faites revêtir aujourd'hui la forme d'une Convention a été conçue, poursuivie et réalisée en Suisse. Aussi les remerciments que nous adressons à notre Président s'adressent ils également au Conseil fédéral, dont M. Droz est au milieu de nous le représentant et l'organe. J'éprouve, Messieurs, une réelle et sincère satisfaction à vous servir d'interprète a cet égard.

1878 En ce qui me concerne personnellement, je me félicite d'avoir été appelé à siéger à vos côtés C'est pour moi un double honneur d'avoir collaboré à votre ouvre et d'être en ce moment l'écho de vos sentiments.

Ces paroles sont accueillies par les applaudissements de l'Assemblée.

M. le Président prend personnellement congé de touts les membres de la Conférence.

La séance est levée à midi et demie.

Au nom de la Conférence:

Le Président, *Droz.*

Le Secrétaere général. *Demole-Ador.*

Le Secrétaire de la Conférence, S. *Chavannes.*

Procès-verbal de la onzième séance, 17 septembre 1878.

Présidence de L. le Comte d'Harcourt, Vice-Président.

La séance est ouverte à onze heures et demie.

Sont présents: Tous les Délégués qui assistaient à la précédente séance, sauf M. Droz, Président, empêché par affaires officielles.

Les procès-verbaux de la neuvième et de la dixième séance sont lus et adoptés avec une modification de rédaction demandée par M. Targioni.

L'ordre du jour appelle sa siguature de la Convention internationale.

A cet effet M. le Vice-Président fait remettre à Messieurs les Plénipotentiaires les Instruments de la Convention destinés a leurs Gouvernements respectifs.

Messieurs les Plénipotentiaires procèdent, selon les formes usitées, à la signature réciproque de leurs Instruments.

L'opération de la signature étant terminée, M. le Vice-Président constate que la Conférence est arrivée au terme de ses travaux et il prononce la clôture.

La séance est levée à une heure et trois quarts.

Au nom de la Conférence:

Le Vice-Président, Comte *d'Harcourt.*

Le Secrétaire général, *Demole-Ador.*

S. *Chavannes*, secrétaire.

1116. 13 septembre 1878. 1878

Accession des colonies britanniques de Terre-Neuve, de la Côte d'Or, Sénégambie, Lagos, Sierra Leone, îles Falkland et Honduras britanniques à l'Union générale des postes.

(Archives du ministère Imp. et R. des affaires étrangères.)

Le Conseil fédéral suisse au ministère Imp. et R. des affaires étrangères à Vienne:

L'administration des postes suisses et l'office des postes britanniques étant d'accord pour admettre, dès le 1er janvier 1879, dans l'Union générale des postes:

1° la Colonie britannique de Terre-Neuve, aux mêmes conditions que l'a été le Canada, c'est-à-dire aux conditions pures et simples du traité de Berne du 9 octobre 1874, et

2° les Colonies de la Côte d'Or, Sénégambie, Lagos, Sierra Leone, îles Falkland et Honduras britannique, aux mêmes conditions que l'ont été les colonies françaises et l'Inde britannique, c'est-à-dire aux conditions de l'arrangement signé à Berne le 27 janvier 1876, l'entente à ce sujet a été communiquée, par circulaire du Département des postes et télégraphes suisses du 26 août dernier, aux administrations postales de tous les Etats qui font partie de l'Union générale des postes

L'entrée des dites dans l'Union devait, aux termes de l'art. 17 du traité de Berne, être consacrée par un acte diplomatique. En conséquence, le Conseil fédéral suisse, agissant au nom des membres de l'Union, a échangé, en date du 9 septembre 1878, avec le Gouvernement du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande une déclaration constatant l'adhésion définitive de ce Gouvernement, pour ses colonies de Terre-Neuve, la Côte d'Or, Sénégambie, Lagos, Sierre Leone, îles Falkland et Honduras britannique, aux stipulations du traité de Berne du 9 octobre 1874, ainsi qu'aux dispositions du réglement de détail pour l'exécution du dit traité.

Le Conseil fédéral suisse a l'honneur de remettre avec la présente note, à Son Excellence Monsieur le Ministre des Affaires étrangères d'Autriche-Hongrie, le texte de cette déclaration, dont un des originaux est et demeure déposé aux archives de la Confédération suisse.

Le Conseil fédéral saisit cette occasion pour renouveler à Son Excellence les assurances de sa haute considération.

Au nom du Conseil fédéral suisse,

Le Président de la Confédération: *Schenk.* Le Chancelier de la Confédération *Schiess.*

1878

1117.

17 septembre 1878.

Convention conclue à Berne entre l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, l'Espagne, la France, l'Italie, le Portugal et la Suisse pour enrayer la marche du phylloxéra. Ratifiée à Vienne, le 17 décembre 1879. Les ratifications y échangées avec l'Allemagne, la France, le Portugal et la Suisse, le 31 décembre 1879.

(R. G. Bl. 1880, Nr. 19.)

Internationale Convention vom 17. September 1878, Massregeln gegen die Reblaus betreffend.

(Vereinbart zu Bern am 17. November 1878, von Seiner k. und k. Apostolischen Majestät, ratificirt zu Wien am 17. December 1879 und die Ratificationen ausgewechselt mit Deutschland, Frankreich, Portugal und der Schweiz zu Bern am 31. December 1879.)

Nos Franciscus Josephus Primus, divina favente clementia Austriae Imperator; Apostolicus Rex Hungariae, Rex Bohemiae, etc.

Notum testatumque omnibus et singulis, quorum interest, tenore praesentium facimus:

Quum fine accipiendorum communium remediorum, quae praeventionem importationis et propagationis Phylloxerae vastatricis concernunt, inter Imperium Austro-Hungaricum et reliqua Regimina, quorum Plenipotentiarii consiliis desuper habitis intererant, Conventio Bernae die decima septima mensis Septembris, anno millesimo octingentesimo septuagesimo octavo inita et signata fuit, tenoris sequentis:

(Urtext.)

Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse, Sa Majesté l'Emperear d'Autriche, Roi Apostolique de Hongrie, Sa Majesté Catholique le Roi d'Espagne, le Président de la République Française, Sa Majesté le Roi d'Italie, Sa Majesté très fidèle le Roi de Portugal, la Confédération Suisse,

Considérant les ravages croissants du Phylloxéra et reconnaissant l'opportunité d'une action commune en Europe pour enrayer, s'il est possible, la marche du fléau dans les pays envahis, et pour tenter d'en préserver les contrées jusqu'à ce jour épargnées;

Après avoir pris connaissance des Actes du Congrès phylloxérique intérnational qui s'est réuni à Lausanne du 6 au 18 août 1877,

Ont résolu de conclure une Convention dans ce but, et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse:

Le Sieur Henri de Röder, Lieutenant-Général, Son Envoyé 1878
Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près la Confédération Suisse,

Le Sieur Adolphe Weymann, Son Conseiller intime de Régence et Conseiller-rapporteur à la Chancellerie de l'Empire.

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi Apostolique de Hongrie:

Le Sieur Maurice Baron d'Ottenfels-Gschwind, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près là Confédération Suisse.

Sa Majesté Catholique le Roi d'Espagne:

Le Sieur Don Narciso Garcia de Loygorri, Vicomte de la Vega, Son Chargé d'Affaires près la Confédération Suisse.

Le Sieur Don Mariano de la Paz Graëlls, Conseiller d'Agriculture, Industrie et Commerce au Ministère du Fomento, Professeur d'Anatomie comparée et de Physiologie à l'Université centrale.

Le Président de la République française:

Le Sieur Bernard Comte d'Harcourt, Ambassadeur de France près la Confédération Suisse,

Le Sieur Georges Halna du Frétay, Inspecteur général de l'Agriculture.

Sa Majesté le Roi d'Italie:

Le Sieur Louis Amédé Melegari, Sénateur, Son Ministre d'Etat et Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plenipotentiaire près la Confédération Suisse,

Le Sieur Adolphe Targioni Tozzeti, Professeur de Zoologie et d'Anatomie comparée à l'Institut Royal des Etudes supérieures pratiques et de perfectionnement de Florence, Directeur de la Station d'Entomologie agricole de Florence.

Sa Majesté très fidèle le Roi de Portugal:

Le Sieur João Ignacio Ferreira Lapa, Son Conseiller, Directeur et Professeur à l'Institut général d'Agriculture de Lisbonne et Commissaire technique à l'Exposition de Paris en 1878.

La Confédération Suisse:

Le Sieur Numa Droz, Conseiller fédéral, Chef du Département fédéral de l'Intérieur,

Le Sieur Victor Fatio, Docteur en Philosophie: Sciences naturelles.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

1878 Article premier.

Les Etats contractants s'engagent à compléter, s'ils ne l'ont déjà fait, leur législation intérieure en vue d'assurer une action commune et efficace contre l'introduction et la propagation du Phylloxéra.

Cette législation devra spécialement viser:

1° La surveillance des vignes, jardins, serres et pépiniéres, les investigations et constatations nécessaires au point de vue de la recherche du Phylloxéra et les opérations ayant pour but de le détruire autant que possible.

2° La délimitation des territoires envahis par la maladie, au fur et à mesure que le fléau s'introduit ou progresse à l'intérieur des Etats.

3° La réglementation du transport des plants de vigne, débris et produits de cette plante, ainsi que des plants, arbustes et produits de l'horticulture, afin d'empêcher que la maladie ne soit transportée hors des foyers d'infection dans l'intérieur de l'Etat même ou par voie de transit dans les autres Etats.

4° Le mode d'emballage et la circulation des ces objets, ainsi que les précautions et dispositions à prendre en cas d'infractions aux mesures édictées.

Article 2.

Le vin, le raisins de table sans feuilles et sans sarments, les pepins de raisin, les fleurs coupées, les produits maraîchers, les graines de toute nature et les fruits sont admis à la libre circulation internationale.

Les plants, arbustes et produits divers des pépinières, jardins, serres et orangeries ne pourront être introduits d'un Etat dans un autre que par les bureaux de douane qui seront désignés à cet effet par les Etats contractants limitrophes et dans les conditions définies à l'article 3.

Les vignes arrachées et les sarments secs sont exclus de la circulation internationale.

Les Etats limitrophes s'entendront pour l'admission, dans les zones frontières, des raisins de vendange, marcs de raisin, composts terreaux, échalas et tuteurs déjà employés, sous la réserve que les dits objets ne proviendront pas d'un territoire phylloxéré.

Les plants de vigne, boutures et sarments ne pourront être introduits dans un Etat que de son consentement et ne pourront être admis au transit international que par les bureaux de douane désignés et dans les conditions d'emballage ci-dessous indiquées.

Article 3. 1878

Les objets énumérés au 2e et au 5e alinéa de l'article précédent, comme étant admis au transit international par des bureaux de douane désignés, devront être accompagnés, d'une attestation de l'autorité de pays d'origine, portant :

a) qu'ils proviennent d'un territoire réputé préservé de l'invasion phylloxérique, et figurant comme tel sur la carte spéciale, établie et tenue à jour dans chaque Etat contractant ;

b) qu'ils n'y ont pas été récemment importés.

Les plants de vigne, boutures et sarments ne pourront circuler que dans des caisses en bois parfaitement closes, au moyen de vis, et néanmoins faciles à visiter et à refermer.

Les plants, arbustes et produits divers des pépinières, jardins, serres et orangeries seront solidement emballés ; les racines seront complétement dégarnies de terre : elles pourront être entourées de mousse et seront, en tous cas, recouvertes de toile d'emballage, de manière à ne laisser échapper aucun débris et à permettre les constations nécessaires.

Le bureau de douane, chaque fois qu'il le jugera utile, fera examiner ces objets par des experts officiels qui dresseront procès-verbal lorsqu'ils constateront la présence du Phylloxéra.

Le dit procès-verbal sera transmis à l'Etat, pays d'origine, afin que les contrevenants soient poursuivis, s'il y a lieu par les voies de droit, conformément à la legislation du dit Etat.

Aucun envoi, admis à la circulation internationale, par quelque point que ce soit, ne devra contenir des feuilles de vigne.

Article 4.

Les objets arrêtés à un bureau de douane, comme n'étant pas dans les conditions d'emballage prescrites par l'article précédent seront refoulés à leur point de départ aux frais de qui de droit.

Les objets sur lequels les experts constateraient la présence du Phylloxéra seront détruits aussitôt et sur place par le feu, avec leur emballage. Les véhicules qui les auront transportés seront immédiatement désinfectés par un lavage suffisant au sulfure de carbone, on par tout autre procédé que la science reconnaîtrait efficace et qui serait adopté par l'Etat. Chaque Etat prendra des mesures pour assurer la rigoureuse exécution de cette désinfection.

1878

Article 5.

Les Etats contractants, afin de faciliter leur communauté d'action, s'engagent à se communiquer régulièrement:

1° les lois et ordonnances édictées par chacun d'eux sur la matière;

2° les principales mesures prises en exécution des dites lois et ordonnances, ainsi que de la présente Convention;

3° les raports ou extraits de rapports des différents services organisés à l'intérieur et aux frontières contre le Phylloxéra;

4° toute découverte d'une attaque phylloxérique dans un territoire réputé indemne, avec indication de l'étendue et, s'il est possible des causes de l'invasion (cette communication sera toujours faite sans aucun retard);

5° toute carte qui sera dressée pour la délimitation des territoires préservés et des territoires envahis ou suspects;

6° des renseignements sur la marche du fléau dans les régions ou il a été constaté;

7° le résultat des études scientifiques et des expériences pratiques faites dans les vignobles phylloxérés;

8° tous autres documents pouvant intéresser la viticulture au point de vue spécial.

Ces différentes communications seront utilisées par chacun des Etats contractants pour les publications qu'il fera sur la matière, publications qui seront également échangées entre eux.

Article 6.

Lorsque cela sera jugé nécessaire, les Etats contractants se feront représenter à une réunion internationale chargée d'examiner les questions que soulève l'exécution de la Convention et de proposer les modifications commandées par l'expérience et par les progrès de la science.

La dite réunion internationale siégera à Berne.

Article 7.

Les ratifications seront échangées à Berne dans le délai de six mois, a partir de la présente Convention, ou plus tôt si faire se peut.

La présente Convention entrera en vigueur 15 jours après l'échange des ratifications.

Tout Etat peut y adhérer ou s'en retirer en tout temps moyennant une déclaration donnée au Haut Conseil fédéral suisse, qui accepte la mission de servir d'intermédiaire entre

les Etats contractants pour l'exécution des articles 6 et 7 ci-insérés. 1878

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Berne le dix-septième jour du mois de Septembre l'an mil huit cent soixante dix-huit.

(Suivent les Signatures.)

(Uebersetzung.)

Seine Majestät der Deutsche Kaiser, König von Preussen, Seine Majestät der Kaiser von Oesterreich, Apostolischer König von Ungarn, Seine katholische Majestät der König von Spanien, der Präsident der französischen Republik, Seine Majestät der König von Italien, Seine allergetreueste Majestät der König von Portugal und die Schweizerische Eidgenossenschaft,

haben in Anbetracht der zunehmenden Verheerungen durch die Reblaus, sowie der Zweckmässigkeit einheitlicher Bestrebungen in Europa, um in den bereits heimgesuchten Ländern, wenn möglich, der weiteren Ausbreitung des Uebels Schranken zu setzen und die bisher verschonten Gegenden davor zu bewahren, nach Einsicht der Acten des zu Lausanne vom 6. bis 18. August 1877 abgehaltenen internationalen Reblauscongresses, den Abschluss einer Convention beschlossen und zu Ihren Bevollmächtigten ernannt:

Seine Majestät der Deutsche Kaiser, König von Preussen:

den Herrn Heinrich v. Röder, Generallieutenant, Allerhöchst ihren ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister bei der schweizerischen Eidgenossenschaft.

den Herrn Adolf Weymann, Allerhöchst ihren Geheimen Regierungsrath und vortragenden Rath im Reichskanzleramt.

Seine Majestät der Kaiser von Oesterreich, Apostolischer König von Ungarn:

den Herrn Moriz Baron v. Ottenfels-Gschwind, Allerhöchst ihren ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister bei der Schweizerischen Eidgenossenschaft.

Seine katholische Majestät der König von Spanien:

den Herrn Don Narciso Garcia de Loygorri, Vicomte de la Vega, Allerhöchst ihren Geschäftsträger bei der Schweizerischen Eidgenossenschaft,

den Herrn Don Mariano de la Paz Graëlls, Ackerbau-, Industrie- und Handelsrath im Ministerium zur Förderung der Volkswirthschaft, Professor der vergleichenden Anatomie und der Physiologie an der Central-Universität.

1878 Der Präsident der französischen Republik:

den Herrn Bernhard Grafen d'Harcourt, französischen Botschafter bei der Schweizerischen Eidgenossenschaft,

den Herrn Georg Halna du Frétay, Generalinspector des Ackerbaues.

Seine Majestät der König von Italien:

den Herrn Ludwig Amadeo Melegari, Senator, Allerhöchst ihren Staatsminister und ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister bei der Schweizerischen Eidgenossenschaft.

den Herrn Adolf Targioni Tozzetti, Professor der vergleichenden Zoologie und Anatomie am königlichen Institute der höheren praktischen Studien und Ausbildung zu Florenz, Director der landwirthschaftlich-entomologischen Station zu Florenz.

Seine Allergetreueste Majestät der König von Portugal:

den Herrn Johann Ignaz Ferreira Lapa, Allerhöchst ihren Rath, Director und Professor am Generalinstitut für Ackerbau zu Lissabon und technischer Commissär für die Pariser Ausstellung im Jahre 1878.

Die Schweizerische Eidgenossenschaft:

den Herrn Numa Droz, Bundesrath, Chef des Eidgenössischen Departements des Innern,

den Herrn Victor Fatio, Doctor der Philosophie und der Naturwissenschaften,

welche nach gegenseitiger Mittheilung ihrer in guter und gehöriger Form befundenen Vollmachten, Nachstehendes vereinbart haben:

Artikel 1.

Die vertragschliessenden Staaten verpflichten sich, soferne sie es noch nicht gethan hätten, ihre innere Gesetzgebung zu ergänzen, um ein gemeinsames und wirksames Vorgehen gegen die Einschleppung und Verbreitung der Reblaus zu sichern.

Diese Gesetzgebung soll insbesondere ins Auge fassen:

1. Die Ueberwachung der Weinberge, Gärten, Gewächshäuser und Pflanzschulen, die nöthigen Durchforschungen, und Feststellungen in Absicht auf die Aufsuchung der Reblaus und die Massregeln zur möglichsten Ausrottung derselben.

2. Die Feststellung der Grenzen der von dem Uebel betroffenen Gebiete, nach Massgabe des Auftretens und der Ausbreitung desselben innerhalb der Staaten.

3. Die Regelung des Transportes von Rebpflanzen, von Abfällen und Erzeugnissen derselben, sowie von Pflanzen,

Sträuchern und Erzeugnissen des Gartenbaues, um die Verschleppung des Uebels von den Ansteckungsherden in das eigene Land oder auf dem Verkehrswege nach anderen Staaten zu verhüten. 1878

4. Die Art der Verpackung und Versendung von Gegenständen der vorbezeichneten Art, sowie die Vorsichtsmassregeln und Vorschriften für Fälle der Uebertretung der erlassenen Anordnungen.

Artikel 2.

Wein, Tafeltrauben ohne Blätter und ohne Rebtheile, Traubenkerne, abgeschnittene Blumen, Gemüse, Samen jeder Art und Früchte werden zum freien internationalen Verkehr zugelassen.

Pflanzen, Sträucher und sonstige Erzeugnisse von Pflanzschulen, Gärten, Gewächshäusern und Orangerien dürfen von einem Staate nach dem anderen nur durch die zu diesem Behufe von den vertragschliessenden Nachbarstaaten zu bezeichnenden Zollämtern und unter den im Artikel 3 festgesetzten Bedingungen eingeführt werden.

Ausgerissene Weinstöcke und dürres Rebholz sind von dem internationalen Verkehre ausgeschlossen.

In Betreff der Zulassung von Weinlesetrauben, von Trester, Compost Düngererde, schon gebrauchten Spalieren und Pfählen innerhalb der Grenzgebiete, vorausgesetzt, dass die genannten Gegenstände nicht aus einem mit der Reblaus behafteten Gebiete herrühren, bleibt den Nachbarstaaten das Uebereinkommen vorbehalten.

Rebpflanzen, Schnittlinge und Rebholz dürfen in einem Staat nur mit dessen Bewilligung eingeführt und dürfen nur durch die hiefür bestimmten Zollämter und unter Beobachtung der weiter unten hinsichtlich der Verpackung getroffenen Bestimmungen zum internationalen Verkehr zugelassen werden.

Artikel 3.

Diejenigen Gegenstände, welche nach Massgabe der Absätze 2 und 5 des vorhergehenden Artikels zum internationalen Verkehr über die hiefür bestimmten Zollämter zugelassen sind, müssen von einer Bescheinigung der Behörde des Ursprungslandes begleitet sein, welche bezeugt:

a) dass dieselben aus einem Gebiete herrühren, welches als von der Reblaus verschont gilt, und als solches auf der von jedem Vertragsstaate entworfenen und auf dem Laufenden erhaltenen Specialkarte verzeichnet ist, und

1878 *b)* dass dieselben nicht erst kürzlich dort eingeführt worden sind.

Rebpflanzen, Schnittlinge und Rebholz dürfen nur in Holzkisten zum Verkehre kommen, welche durch Schrauben fest verschlossen, dennoch aber leicht zu untersuchen, und leicht wieder zu verschliessen sind.

Aus Pflanzschulen, Gärten, Gewächshäusern und Orangerien herrührende Pflanzen, Sträucher und sonstige Erzeugnisse müssen sorgfältig verpackt und die Wurzeln vollständig frei von Erde sein; die Wurzeln können in Moos gewickelt, müssen aber jedenfalls mit Packleinwand derart umhüllt sein, dass nichts davon abfallen kann und die nothwendigen Untersuchungen ausführbar sind.

Das Zollamt wird, so oft es für angezeigt erachtet, diese Gegenstände durch amtliche Sachverständige untersuchen lassen, welche, sobald sie das Vorhandensein der Reblaus constatiren, ein Protokoll darüber aufnehmen.

Dieses Protokoll wird dem Staate des Ursprungs übermittelt, damit die Uebertreter nach der dort geltenden Gesetzgebung gegebenenfalls auf dem vorgeschriebenen Wege verfolgt werden können.

Keine auf was immer für einem Orte zum internationalen Verkehr zugelassene Sendung darf Weinblätter enthalten.

Artikel 4.

Gegenstände, welche bei einem Zollamte angehalten werden, weil sie nicht den im vorhergehenden Artikel vorgeschriebenen Verpackungsvorschriften entsprechen, sind auf Kosten des Verpflichteten nach dem Herkunftsorte zurückzusenden.

Die Gegenstände, welche die Sachverständigen mit der Reblaus behaftet erkennen, sind sofort und auf der Stelle sammt ihrer Verpackung durch Feuer zu vernichten. Die Fahrzeuge, auf welchen sie verführt wurden, sind unverzüglich durch eine genügende Abwaschung mit Schwefelkohlenstoff oder mittelst eines andern Verfahrens, welches die Wissenschaft als wirksam erkennen und das staatlich genehmigt werden sollte, zu desinficiren.

Jeder Staat hat geeignete Massregeln zur Sicherung der strengen Ausführung dieser Desinficirung zu treffen.

Artikel 5.

Die vertragschliessenden Staaten verpflichten sich, zur Erleichterung ihres Zusammenwirkens, regelmässig mitzutheilen:

1. Die von jedem derselben in Betreff dieses Gegenstandes erlassenen Gesetze und Verordnungen; 1878

2. die zur Ausführung dieser Gesetze und Verordnungen, sowie der gegenwärtigen Convention getroffenen hauptsächlichen Massregeln;

3. die Berichte oder Auszüge der Berichte der verschiedenen im Innern und an den Grenzen mit Angelegenheiten der Reblausbekämpfung betrauten Dienstesorgane;

4. jede Entdeckung des Auftretens der Reblaus in einem bis dahin für verschont gehaltenen Gebiete, mit Bezeichnung der Ausdehnung, und wenn möglich der Ursachen dieses Auftretens (diese Mittheilung hat stets ohne Verzug zu erfolgen);

5. jede Karte, welche zur Abgrenzung der verschonten und der befallenen oder verdächtigen Gegenden ausgefertigt wird;

6. Nachrichten über den Gang des Uebels in den davon ergriffenen Gegenden;

7. die Ergebnisse der wissenschaftlichen Studien und der praktischen Erfahrungen, welche in den von der Reblaus befallenen Weingeländen gemacht worden sind;

8. alle sonstigen Schriftstücke, welche unter dem hier in Rede stehenden Gesichtspunkte für den Weinbau von Interesse sein können.

Diese verschiedenen Mittheilungen sollen von jedem der vertragschliessenden Staaten bei den von ihm ausgehenden, auf diesen Gegenstand bezüglichen Veröffentlichungen benützt werden; auch sollen diese Veröffentlichungen selbst ebenfalls wechselseitig ausgetauscht werden.

Artikel 6.

Sobald es als nothwendig erachtet wird, werden sich die vertragschliessenden Staaten auf einer internationalen Versammlung vertreten lassen, der es obliegen wird, diejenigen Fragen zu prüfen, welche sich bei der Durchführung der Convention aufwerfen, und die durch die Erfahrung und den Fortschritt der Wissenschaft gebotenen Aenderungen vorzuschlagen.

Diese internationale Versammlung wird zu Bern tagen.

Artikel 7.

Die Ratificationen sollen binnen sechs Monaten vom Tage der Unterzeichnung dieser Convention, oder, wenn thunlich, schon früher ausgetauscht werden. Diese Convention tritt 15 Tage nach dem Austausche der Ratificationen in Kraft.

Jedem Staate steht es frei, der Convention beizutreten oder sich jederzeit von derselben loszusagen, und zwar ver-

1878 mittelst einer Erklärung an den hohen eidgenössischen Bundesrath, welcher hinsichtlich der Ausführung der vorstehenden Artikel 6 und 7 die Vermittlung zwischen den vertragschliessenden Staaten übernimmt.

Zu Urkund dessen haben die betreffenden Bevollmächtigten die Convention unterzeichnet und derselben ihre Siegel beigedrückt. — So geschen zu Bern am 17. September 1878.

(Folgen die Unterschriften.)

Nos visis ac perpensis conventionis praedictae articulis illos omnes et singulos ratos hisce gratosque habere declaramus, Verbo Nostro Caesareo Regio spondentes, Nos ea omnia, quae in illis continentur, fideliter executione manda turos esse.

In quorum fidem majusque robur praesentes Ratihabitionis Nostrae tabulas manu Nostra signavimus, sigilloque Nostro appresso munire jussimus.

Dabantur Viennae die 17. Decembris anno Domini millesimo octingentesimo septuagesimo nono, Regnorum nostrorum trigesimo secundo.

Franciscus Josephus m. p. (L.S.)

Liber Baro ab *Haymerle* m. p.

Ad mandatum Sacrae Caesareae et Regiae Apostolicae Majestatis proprium:

Guilielmus liber Baro a *Konradshein* m. p.,

Consiliarius aulicus ac ministerialis.

Die vorstehende Convention wird nach erfolgter Zustimmung der beiden Häuser des Reichsrathes hiemit kundgemacht.

Wien, am 27. Februar 1880.

Taaffe m. p. *Kriegs-Au* m. p. *Korb* m. p. *Falkenhayn* m. p.

1118.

27 septembre 1878.

Accession de la République de Libéria à l'union postale universelle.

Le Conseil fédéral suisse au ministère Imp. et R. des affaires étrangères à Vienne:

En conformité de l'article 18 de la convention de Paris du 1er juin 1878, concernant l'Union postale universelle, le Conseil fédéral suisse a l'honneur d'informer Son Excellence

Monsieur le Ministre des Affaires étrangères d'Autriche-Hongrie 1878
etc. etc.:

1° que la République de Libéria a déclaré, par voie diplomatique, adhérer, à cette convention, et conséquemment aussi au règlement d'exécution y relatif;

2° que le Gouvernement suisse, conformément à l'article 18 précité, s'est entendu avec les représentants de la Republique de Libéria, dûment autorisés à cet effet, savoir Monsieur le Consul général Carrance, à Bordeaux, et Monsieur le Consul Huard, à Paris, sur les points suivants:

a) La Republique de Libéria percevra, comme équivalents, en conformité de l'article IV du réglement d'exécution à la convention de Paris, concernant l'Union postale universelle:

pour 25 centimes: 5 cents (d'Amérique);
» 10 » 2 » »
» 5 » 1 » »

b) Quant à la part contributive aux frais du bureau international des postes (art. XXVIII du réglement d'exécution précité), la Republique de Libéria sera dans la 7me classe.

Le Conseil fédéral suisse saisit cette occasion pour présenter à Son Excellence les assurances de sa haute considération.

Au nom du Conseil fédéral suisse,

Le Vice-Président: *Hammer.* Le Chancelier de la Confédération: *Schiess.*

1119.

11 octobre 1878.

Traité entre l'Autriche-Hongrie et l'Empire d'Allemagne relatif à l'art. V du traité de Prague du 23 août 1866. Signé à Vienne; les ratifications y échangées le 11 janvier 1879.

(R. G. Bl. 1879, Nr. 22.)

Staatsvertrag zwischen Oesterreich-Ungarn und dem Deutschen Reiche vom 11. October 1878.

(Unterzeichnet zu Wien am 11. October 1878 und in den Ratificationen daselbst ausgewechselt am 11. Januar 1879.)

Wir Franz Joseph der Erste, von Gottes Gnaden Kaiser von Oesterreich, König von Ungarn und Böhmen etc. etc.

thun kund und bekennen hiemit:

Nachdem zwischen Unserem Bevollmächtigten und jenem des Deutschen Kaisers, Königs von Preussen, zu Wien ein Vertrag in Betreff einer Modification des zu Prag am 23. August

1878 1866 abgeschlossenen Friedens abgeschlossen und unterzeichnet worden ist, welcher wörtlich lautet wie folgt:

Nachdem die im Art V des zwischen Seiner Majestät dem Kaiser von Oesterreich, König von Böhmen und Apostolischen König von Ungarn, und Seiner Majestät dem Deutschen Kaiser und König von Preussen, am 23. August 1866 zu Prag abgeschlossenen Friedens enthaltene Bestimmungen in Betreff der Modalität einer Retrocession der nördlichen Districte Schleswigs an Dänemark, zur vertragsmässigen Durchführung noch nicht gelangt sind;

nachdem Seine Majestät der Deutsche Kaiser und König von Preussen den Werth zu erkennen gegeben hat, welchen Er auf die Beseitigung dieser Modalität des Friedens legen würde;

andererseits Seine Majestät der Kaiser von Oesterreich und König von Ungarn die Schwierigkeiten würdigt, welche sich der Durchführung des in jenem Artikel niedergelegten Principes entgegenstellen;

nachdem endlich Seine Majestät der Kaiser von Oesterreich und König von Ungarn einen Beweis Seines Wunsches zu geben gewillt ist, die zwischen den beiden Mächten bestehenden freundschaftlichen Bande noch enger zu schliessen;

so haben die hohen Contrahenten übereinstimmend für nothwendig erkannt, eine Revision des oben bezeichneten Artikels eintreten zu lassen. Seine Majestät der Kaiser von Oesterreich und König von Ungarn und Seine Majestät der Deutsche Kaiser und König von Preussen haben zu diesem Zwecke zu Ihren Vertretern ernannt:

Seine Majestät der Kaiser von Oesterreich und König von Ungarn:

den Grafen Julius Andrássy von Czik-Szent-Király und Krasna-Horka, Allerhöchst Ihren Minister des kaiserlichen Hauses und des Aeussern etc.,

Seine Majestät der deutsche Kaiser und König von Preussen:

den Prinzen Heinrich VII Reuss, Allerhöchst Ihren Botschafter und General-Adjutanten etc.,

welche nach Vorlegung ihrer in guter und richtiger Form befundenen Vollmachten über nachstehende Artikel sich vereiniget haben.

Artikel I.

Die in dem zwischen Seiner Majestät dem Kaiser von Oesterreich, König von Böhmen und Apostolischen König von Ungarn, und Seiner Majestät dem König von Preussen am 23. August 1866 zu Prag abgeschlossenen Friedens-Vertrage niedergelegte Vereinbarung, wonach der Uebertragung der von

Seiner Majestät dem Kaiser von Oesterreich durch den Wiener 1878
Friedens-Vertrag vom 30. October 1864 erworbenen Rechte auf die Herzogthümer Holstein und Schleswig an Seine Majestät den König von Preussen eine Modalität hinzugefügt ist, wird hiedurch aufgehoben, so dass die Worte im Artikel V des genannten Vertrages vom 23. August 1866:

»mit der Massgabe, dass die Bevölkerungen der nördlichen Districte von Schleswig, wenn sie durch freie Abstimmung den Wunsch zu erkennen geben, mit Dänemark vereinigt zu werden, an Dänemark abgetreten werden sollen«

ausser Giltigkeit gesetzt werden.

Artikel II.

Die Ratificationen des gegenwärtigen Vertrages sollen zu Wien binnen einer Frist von drei Monaten oder, wenn möglich, früher ausgewechselt werden.

Zu Urkund dessen haben die Bevollmächtigten gegenwärtigen Vertrag unterzeichnet und mit dem Insiegel ihrer Wappen versehen.

So geschehen in Wien, am 11. October 1878.

(L. S.) *Andrássy* m. p. *Heinrich VII., P. Reuss* m. p.

So haben Wir die Artikel dieses Vertrages genau geprüft, gutgeheissen und genehmigt und versprechen mit Unserem kaiserlichen und königlichen Worte für Uns und Unsere Nachfolger dieselben ihrem ganzen Inhalte nach getreu zu beobachten und deren Bestimmungen pünktlich vollziehen zu lassen. Urkund dessen haben Wir gegenwärtiges Ratifications-Instrument eigenhändig unterzeichnet und lassen demselben Unser kaiserliches Insiegel beidrücken. So geschehen zu Wien am eilften Tage des Monats Jänner im Jahre des Herrn Eintausend achthundert siebzig und neun, Unserer Reiche im ein und dreissigsten.

Franz Joseph m. p. (L.S.) *Andrássy* m. p.

Auf Allerhöchsteigenen Befehl Seiner k. und k. Apostolischen Majestät

Ernst von *Teschenberg* m. p.

k. und k. a. o. Gesandter und bevollmächtigter Minister.

Der vorstehende Staatsvertrag wird kundgemacht.

Wien, 15. Februar 1879. *Stremayr* m. p.

1878 **1120.** 16 octobre 1878.

Ordonnance du ministère Imp. R. du commerce concernant un complément et l'interprétation de la disposition relative aux anticipations postales dans les relations postales avec l'Allemagne et la Suisse.

(P. V. Bl. 1879, Nr. 61.)

Ergänzung und Erläuterung der Bestimmung über die Auflassung oder Herabminderung der Nachnahmenbeträge im Verkehre mit Deutschland und der Schweiz. H.-Minist. Z. 29470.

Zur Ergänzung und Erläuterung des §. 29 der Instruction für die k. k. Postämter über die Behandlung der Postnachnahme-(Postvorschuss-) Sendungen im Verkehre mit Deutschland und der Schweiz (P. V. Bl. vom Jahre 1875, Seite 30) wird im Einvernehmen mit dem königl. ungarischen Handels-Ministerium Folgendes festgesetzt:

1. Wenn die Auflassung oder Herabminderung der Nachnahmenbeträge von einem deutschen, beziehungsweise schweizerischen Postamte unmittelbar bei dem österreichischen Abgabe-Postamte verlangt wird, so hat das letztere unter Vorlage der Zuschrift der ausländischen Postanstalt, mit welcher die Auflassung oder Herabminderung des Nachnahmebetrages verlangt wird, und unter Namhaftmachung des österreichischen Auswechslungs-Postamtes (bei Herabminderungen auch unter Beischluss des Rückscheines) die Anzeige an die vorgesetzte Post-Direction zu erstatten, welche hievon das österreichische Auswechslungs-Postamt zu verständigen hat. Dieses hat sodann in der betreffenden Eingangskarte unter Zulegung der Zuschrift der ausländischen Aufgabe-Postanstalt und in dem Eingangs-Manuale die entsprechende Abänderung zu bewirken.

2. Wird die Auflassung oder Herabminderung der Nachnahmenbeträge von einem deutschen oder schweizerischen Postamte bei dem österreichischen Auswechslungs-Postamte (Eingangs-Postamt) angeregt, so hat dieses letztere die Richtigstellung des Eingangs-Manuales und der Wechselverkehrs-Karte unter Beischliessung der betreffenden Zuschrift der ausländischen Postanstalt vorzunehmen und das Abgabe-Postamt entsprechend zu verständigen.

In dem Falle, als das Eingangs-Manuale und die Wechselverkehrs-Karte sich nicht mehr bei dem Auswechslungs-Postamte befinden, hat dasselbe die Richtigstellung dieser Documente unter Vorlage der nöthigen Belege bei dem Post-Fach-Rechnungs-Departement zu veranlassen.

1121. 1878

17 october 1878.

Ordonnance du ministère Imp. R. du commerce concernant l'introduction d'un nouveau tarif pour le transport de paquets dans les relations réciproques entre l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne.

(R. G. Bl. 1878, Nr. 130.)

Verordnung des Handels-Ministeriums vom 17. October 1878, betreffend die Einführung eines neuen Fahrpost-Tarifes für den Wechselverkehr von Oesterreich-Ungarn mit Deutschland.

Auf Grund des am 3. April l. J. zwischen der k. k. österreichischen und königl. ungarischen Postverwaltung einerseits und der kaiserlich Deutschen Reichs-Postverwaltung, der königl. bayerischen und königl. württembergischen Postverwaltung anderseits abgeschlossenen Fahrpost-Uebereinkommens hat vom 1. November 1878 an in dem Wechselverkehre von Oesterreich-Ungarn mit Deutschland ein neuer Fahrpost-Tarif nach folgenden Grundsätzen in Anwendung zu kommen.

1. Das Porto für Pakete im Wechselverkehre zwischen Oesterreich-Ungarn und Deutschland beträgt:

I. bis zum Gewichte von 5 Kilogramm:

a) auf Entfernungen bis 10 Meilen einschliesslich 15 kr. österr. Währ. bezw. 25 Pf.

b) auf allen weiteren Entfernungen 30 kr., bezw. 50 Pf.

II. beim Gewichte über 5 Kilogramm:

a) für die ersten 5 Kilogramm die Sätze unter I,

b) für jedes weitere Kilogramm oder den überschiessenden Theil eines Kilogramms:

	bis	10	Meilen	.....	3	kr.,	bezw.	5	Pf.
über	10	»	20	»	6	»	»	10	»
»	20	»	50	»	12	»	»	20	»
»	50	»	100	»	18	»	»	30	»
»	100	»	150	»	24	»	»	40	»
»	150			»	30	»	»	50	»

Für Sperrgut wird das Porto um die Hälfte der vorstehenden Sätze erhöht. Der Gesammtbetrag ist nöthigenfalls auf volle Kreuzer österr. Währ. nach unten, bezw. auf eine durch 5 theilbare Pfennigsumme abzurunden.

Als Sperrgut sind zu behandeln alle Pakete, welche

a) in irgend einer Ausdehnung $1^1/_2$ Meter überschreiten, oder

1878 *b*) in einer Ausdehnung 1 Meter, in einer anderen $^1/_2$ Meter überschreiten und dabei weniger als 10 Kilogramm wiegen, oder

c) sich ihrer Beschaffenheit nach nicht bequem mit anderen Gegenständen verladen lassen, daher bei der Verladung einen unverhältnissmässig grossen Raum in Anspruch nehmen, oder welche überhaupt eine besonders sorgsame Behandlung erfordern, z. B.

Körbe mit Pflanzen und Gesträuchen;
Käfige, leer oder mit lebenden Thieren;
leere Cigarrenkisten in grossen Bunden;
Hutschachteln oder Cartons in Holzgestellen;
Möbel, Korbgeflechte (Blumentische, Kinderwagen u. s. w.);
Spinnräder, Velocipeden u. dergl.

Für die Taxirung als Sperrgut bleibt, ausgenommen im Falle des offenbaren Versehens die Ansicht der Aufgabe-Postanstalt massgebend.

Für unfrankirte Pakete bis zum Gewichte von 5 Kilogramm einschliesslich wird ausser dem Porto zu I und bezw. dem erhöhten Porto für Sperrgut ein Portozuschlag von 6 kr. österr. Währ., bezw. 10 Pf. erhoben.

Für unzureichend frankirte Pakete bis zum Gewichte von 5 Kilogramm ist der Portozuschlag von 6 kr. österr. Währ., bezw. 10 Pf. nicht zu erheben.

Wenn mehrere Pakete zu derselben Begleitadresse gehören, so wird für jedes einzelne Paket die Taxe selbstständig berechnet. Zu einer Begleitadresse dürfen nicht mehr als drei Pakete gehören.

2. Für Sendungen mit Werthangabe im Wechselverkehre zwischen Oesterreich-Ungarn und Deutschland wird erhoben:

a) Porto und zwar:

1. für Briefe bis zum Meistgewicht von 250 Gramm,

auf Entfernungen bis 10 Meilen einschliesslich 12 kr. österr. Währ., bezw. 20 Pf,

auf alle weiteren Entfernungen 24 kr. österr. Währ., bezw. 40 Pf.;

für unfrankirte Briefe wird ein Portozuschlag von 6 kr. österr. Währ., bezw. 10 Pf., erhoben;

2. für Pakete und die dazu gehörige Begleitadresse: der nach Artikel 1 sich ergebende Betrag, und

b) Versicherungsgebühr (Werthporto) ohne Unterschied der Entfernung und zu jeder Höhe der Werthangabe gleichmässig 3 kr. österr. Währ., bezw. 5 Pf., für je 150 Gulden,

bezw. 300 Mark oder einen Theil von 150 Gulden, bezw. 1878
300 Mark, mindestens jedoch 6 kr. österr. Währ., bezw. 10 Pf.

Wenn bei unfrankirten Werthsendungen der Inhalt ausser in der Währung des Aufgabegebietes auch in der Währung des Bestimmungsgebietes angegeben ist, so wird das Werthporto (Versicherungsgebühr) nach dem in der Währung des Bestimmungsgebietes angegebenen Betrage berechnet.

Wenn mehrere Pakete mit Werthangabe zu einer Begleitadresse gehören, wird für jedes Paket die Versicherungsgebühr selbstständig berechnet.

An Stelle der Frachtbriefe, deren Verwendung bei allen Paketsendungen mit alleiniger Ausnahme der Nachnahme-Sendungen vom 1. November im Verkehre mit Deutschland nicht mehr stattfinden darf, hat die von der Postverwaltung aufgelegte und mit einer eingeprägten 5 kr.-Stempelmarke versehene Postbegleitadresse ausschliesslich zu treten.

Die Verwendung geschlossener Begleitbriefe ist nicht gestattet.

Mehr als drei Paketsendungen dürfen nicht zu Einer Begleitadresse gehören. Auch dürfen nicht Pakete mit Werthangabe und solche ohne Werthangabe, bezw. frankirte und unfrankirte Pakete mit Einer Begleitadresse zur Versendung gelangen.

Die Werth-Declaration muss jederzeit in der Währung des Aufgabsgebietes erfolgen, kann aber überdies auch in der Währung des Bestimmungslandes angegeben sein. Ist das letztere bei unfrankirten Sendungen der Fall, so wird das Werthporto nach dem in der Währung des Bestimmungsgebietes angegebenen Betrage berechnet.

3. Für Sendungen mit Postnachnahme, für welche vorläufig noch die bisherigen mit dem Nachnahmeschein vereinigten Frachtbriefe zu verwenden sind, wird erhoben:

a) Porto
für Briefe, Drucksachen und Waarenproben bis zum Meistgewichte von 250 Gramm, sowie für Post- (Correspondenz-) Karten: das Gewichtsporto wie für Werthbriefe;
für Pakete: Das gewöhnliche Paketporto und wenn eine Recommandation oder Werthangabe stattgefunden, überdies die Recommandations-Gebühr, beziehungsweise das Werthporto, und

b) die Nachnahmegebühr mit 2 kr. für jeden Gulden oder jeden Theil eines Gulden, mindestens aber 6 kr.

Die für den Wechselverkehr mit Deutschland geltenden Tarife und sonstigen Bestimmungen haben auch für alle jene

1878 Postsendungen nach den ausserdeutschen fremden Staaten Anwendung zu finden, für welche bisher der vereinfachte Auslands-Tarif Geltung gehabt hat.

Alle übrigen Bestimmungen des Postvertrages von Berlin vom 7. Mai 1872 bleiben auch fortan in Giltigkeit.

Chlumecky m. p.

1122.

20 octobre 1878.

Ordonnance du ministère Imp. R. du commerce concernant l'introduction d'une taxe unique postale pour les colis de 5 kilogrammes échangés avec la Belgique.

(P. V. Bl. 1878, Nr. 59.)

Einführung einer Einheitstaxe für Pakete bis 5 Kilogramm und Ermässigung des Werthporto für Fahrpostsendungen im Verkehre mit Belgien. H.-Minist. Z. 30276.

Vom 1. November d. J. tritt im Verkehre zwischen Oesterreich-Ungarn und Belgien ein einheitlicher Portotarif für Pakete bis zum Gewichte von 5 Kilogramm in Wirksamkeit.

Demnach beträgt das Gewichtsporto für die österreichisch-ungarische und die deutsch-belgische Beförderungsstrecke für ein frankirtes Paket bis zum Gewichte von 5 Kilogramm 45 kr., bei Sperrgut 67 kr. Für unfrankirte Pakete bis 5 Kilogramm tritt ein Zuschlag von 6 kr. hinzu.

Die Verrechnung, bezw. Theilung des Gewichtsportos der betreffenden Sendungen regelt sich, wie folgt:

A. Richtung aus Oesterreich-Ungarn nach Belgien.

Frankirt.

Das österreichisch-deutsche, zur gemeinschaftlichen Vereins-Fahrpost-Einnahme zu verrechnende Gesammtfranco beträgt bei gewöhnlichem Gute 30 kr., bei Sperrgut 45 kr. Bankvaluta.

Das belgische Weiterfranco ist mit 45 kr. Goldwährung bei gewöhnlichem Gute, und mit 22 kr. Goldwährung unter Abtheilung B der Frachtkarte an Deutschland zu vergüten.

Unfrankirt.

Das österreichisch-deutsche Gesammtporto von 60 Pfennigen bei gewöhnlichem, und von 85 Pfennigen bei Sperrgut hat bei der summarischen Kartirung durch Eintragung der Pakete unter Abtheilung A der Frachtkarte auf eine Postanstalt

des deutschen Reichs-Postgebietes bei *g*, bezw. *h* zur Verrechnung zu gelangen. 1878

Geschieht die Abfertigung der Pakete in Karten nach Bayern oder Württemberg, so ist (im Sinne des §. 12 der Durchführungs-Bestimmungen) die Begleitadresse in die Rubrik: »beigelegte Begleitadressen« zu überweisen, und hat die Verrechnung des gemeinschaftlichen Portos erst in der Wechselverkehrs-Karte aus Bayern, bezw. Württemberg auf das Reichs-Postgebiet zu erfolgen.

B. Richtung aus Belgien nach Oesterreich-Ungarn.

Frankirt.

Das deutsch-österreichische Gesammtfranco von 50 Pfennigen bei gewöhnlichem Gut und von 75 Pfennigen bei Sperrgut gelangt bei der summarischen Kartirung durch Eintragung der Pakete unter Abtheilung A der Frachtkarte aus dem deutschen Reichs-Postgebiete nach Oesterreich-Ungarn bei *c*), bezw. *d*) zur Verrechnung.

Geschieht die Leitung im Transit durch Bayern oder Württemberg, so erfolgt die Verrechnung des gemeinschaftlichen Franco in der Wechselverkehrs-Karte aus dem deutschen Reichs-Postgebiete nach Bayern, bezw. Württemberg.

In diesem Falle wird die Begleitadresse seitens der Postanstalten von Bayern, bezw. Württemberg, bei der Uebergabe an die k. k. österreichischen Postanstalten mit den »beigelegten Begleitadressen« überwiesen werden.

Unfrankirt.

Das belgische Porto wird mit 30 Pfennigen bei gewöhnlichem Gute und mit 45 Pfennigen bei sperrigem Gute bei den zur summarischen Kartirung bestimmten Karten unter Abtheilung B (Spalte 15) der Frachtkarte, und bei den übrigen Karten wie bisher angerechnet werden und hat das österreichische Auswechslungs- (Eingangs-) Postamt an gemeinschaftlichem Porto (in Spalte 17, resp. 18 der Eingangskarte) bei gewöhnlichen Sendungen 30 kr. mit 6 kr. Zuschlag und bei Sperrgut 45 kr. und 6 kr. Zuschlag in Ansatz zu bringen.

Das Werthporto beträgt, gleichviel, ob es sich um Sendungen bis 5 Kilogramm oder um solche über 5 Kilogramm handelt, für die österreichisch-ungarische und die deutsch-belgische Beförderungsstrecke vom 1. November d. J. ab 11 kr. für je 300 fl. oder einen Theil dieser Summe und tritt dem Gewichtsporto hinzu.

1878 Von diesem Werthporto werden drei Fünftel zur gemeinschaftlichen Vereins-Fahrpost-Einnahme, mithin bei Sendungen aus Belgien nach Oesterreich-Ungarn 12 Pfennige (7 kr.) für je 600 Mark oder einen Theil dieser Summe verrechnet. — Für Sendungen aus Oesterreich-Ungarn nach Belgien sind 7 kr. Bankvaluta als gemeinschaftliches Franco und 4 kr. Gold als Weiterfranco einzutragen.

Für Pakete im Gewichte über 5 Kilogramm ist das Gewichtsporto auf Grund des neuen Tarifes für den Wechselverkehr und des bisherigen belgischen Tarifes zu berechnen.

Bezüglich der Portoberechnung für Briefe mit Werthangabe im Verkehre mit Belgien tritt eine Aenderung nicht ein.

Jene k. k. Postämter, welche zur summarischen Kartirung nach Deutschland nicht ermächtigt sind, und welche daher noch die alten Wechselverkehrs-Frachtkarten verwenden, haben die nach dem vorstehenden Tarife sich ergebenden Franco- und Portobeträge in den Frachtkarten in der bisherigen Weise zu verrechnen. — Eine neue Ausgabe des Fahrpost-Tarifes »Belgien« wird den k. k. Postämtern demnächst zukommen.

1123.

25 octobre 1878.

Ordonnance du ministère Imp. R. du commerce concernant l'introduction d'une taxe unique pour les colis de 5 kilogrammes échangés avec le Danemarc.

(P. V. Bl. 1878, Nr 60.)

Einführung einer Einheitstaxe für Pakete bis 5 Kilogramm im Verkehre mit Dänemark. H.-Minist. Z. 30945.

Vom 1. November d. J. tritt im Verkehre zwischen Oesterreich-Ungarn und Dänemark ein einheitlicher Portotarif für Pakete bis zum Gewichte von 5 Kilogramm in Wirksamkeit. Darnach beträgt das Gewichtsporto für die österreichisch-ungarische und die deutsch-dänische Beförderungsstrecke für ein frankirtes Paket bis zum Gewichte von 5 Kilogramm 45 kr., bei Sperrgut 68 kr. Für unfrankirte Pakete bis 5 Kilogramm tritt ein Zuschlag von 12 kr. hinzu. Von dem gedachten Termine sind für die frankirten Pakete bis 5 Kilogramm den deutschen Postanstalten bei gewöhnlichen Paketen 15 kr. Gold, bei Sperrgut 23 kr. Gold als dänisches Weiterfranco zu vergüten, wogegen für unfrankirte Pakete bis 5 Kilogramm aus Dänemark den k. k. Postämtern von deutschen Postanstalten als dänisches Porto 30 Pfennige bei gewöhnlichem Gut und 45 Pfennige bei

Sperrgut angerechnet werden. — Die Eintragung in die Fracht- 1878
karten und die Verrechnung sowohl des dänischen wie des österreichisch-deutschen und deutsch-österreichischen Portos hat in derselben Weise zu erfolgen, wie dies für die Pakete bis 5 Kilogramm im Verkehre mit Belgien durch die h. o. Verordnung vom 20. October d. J. (Z. 30276 P. V. Bl. ex 1878, Nr. 59) festgesetzt worden ist. Für Pakete im Gewichte über 5 Kilogramm ist das Gewichtsporto bis zum, beziehungsweise vom Taxgrenzpunkte Woyens auf Grund des neuen Tarifes für den Wechselverkehr und das Gewichtsporto für die dänische Beförderungsstrecke auf Grund des bisherigen dänischen Tarifes zu berechnen. — Das Werthporto für Pakete bis und über 5 Kilogramm ist vom 1. November d. J. für die Beförderung bis zum, beziehungsweise vom Taxgrenzpunkte Woyens auf Grund des neuen Tarifes für den Wechselverkehr und für die dänische Beförderungsstrecke auf Grund des bisherigen dänischen Tarifes zu berechnen.

1124.

26 octobre 1878.

Ordonnance du ministère Imp. R. du commerce concernant le traitement des colis postaux envoyés de la Suisse en Autriche-Hongrie.

(P. V. Bl. 1878, Nr. 60.)

Behandlung der Fahrpostsendungen aus der Schweiz nach Oesterreich-Ungarn. H.-Minist. Z. 31217.

Nach einer Mittheilung des Postdepartements in Bern werden die schweizerischen Postanstalten auch nach dem 1. November d. J. bis auf Weiteres für frankirte Fahrpostsendungen aus der Schweiz nach Oesterreich-Ungarn die Portogebühr nicht nach dem neuen Wechselverkehrstarife, sondern wie bisher nach dem vereinfachten Auslandstarife berechnen, beziehungsweise vergüten. Die k. k. Postämter werden demnach angewiesen, diese Francobeträge vorläufig nicht zu beanständen. Für unfrankirte Sendungen aus der Schweiz nach Oesterreich-Ungarn ist das österreichische, beziehungsweise deutsch-österreichische Porto in den betreffenden Karten von den k. k österreichischen Eingangs-Postämtern nach der Zonen-Entfernung des Taxgrenzpunktes nach dem neuen Tarife zu entwerfen.

Bei den Sendungen aus Oesterreich-Ungarn nach der Schweiz ist sowohl bei den frankirten wie bei den unfrankirten Sendungen dahin die Gebühr nach dem neuen Tarife zu berechnen und in den betreffenden Karten einzustellen.

1878

1125.

31 octobre 1878.

Circulaire du ministère Imp. et R. des affaires étrangères concernant les nouveaux passeports autrichiens tant pour l'intérieur que pour l'étranger.

(Archives du ministère Imp. et R. des affaires étrangères.)

Circulare des k. und k. Ministeriums des Aeussern vom 31. October 1878, Z. I 16509/4.

Das k. k. Ministerium des Innern hat im Einvernehmen mit dem k. und k. Ministerium des Aeussern und dem Reichs-Kriegsministerium und dem k. k. Handelsministerium die Einführung eines neuen Formulares für In- und Auslands-Reisepässe beschlossen.

Die neuen Reisepässe werden in Buchform nach einem hier vorliegenden Muster angefertigt werden. Die Drucklegung der neuen Passblanquette wurde bereits veranlasst, doch sollen dieselben erst nach Erschöpfung der vorhandenen Vorräthe an den gegenwärtig im Gebrauche stehenden Passblanquetten in Verwendung kommen.

Das k. und k. Amt wird hievon in Anknüpfung an das h. i. Circulare vom 23. December v. J., Z. I 19347/4 — betreffend die Ausstellung von Auslandspässen der ungar. Staatsangehörigen auf Blanquetten neuer Form — zur vorläufigen Kenntnissnahme verständigt.

1126.

5 novembre 1878.

Circulaire du ministère Imp. R. des finances concernant les conditions auxquelles des sujets allemands, suisses et helléniques jouissent en douane du droit du traitement par acquit-à-caution.

(Archives du ministère Imp. et R. des affaires étrangères.)

Ueber Ersuchen der Börse-Deputation in Triest vom 11. August 1878, Z. 2408, wird im Einvernehmen mit dem k. k. Handelsministerium und mit den kgl. ungarischen Ministerien der Finanzen, dann für Ackerbau, Gewerbe und Handel gestattet, dass die mit den h. o. Erlässen vom 2. Juli 1877, Z. 17408,* und vom 15. Juli 1878, Z. 17907, den Angehörigen der Schweiz, Griechenlands und des Deutschen Reiches hinsichtlich der Sicherstellung bei der Güteranweisung zugestandenen Begünstigung unter denselben Modalitäten auch auf die Ange-

hörigen anderer Vertragsstaaten angewendet werde, wenn sie 1878
sich darauf berufen können, dass sie nach den in Rechtskraft stehenden Staatsverträgen hinsichtlich der commerciellen Rechte und Vortheile und der damit verbundenen Leistungen den Inländern vollkommen gleichzustellen sind, und dass in dieser Beziehung in dem betreffenden Staate die Reciprocität besteht. Die Beurtheilung dessen, ob im Sinne dieser Grundsätze die obige Begünstigung auf die Angehörigen eines weiteren bestimmten Staates anzuwenden sei, — ob daher die der Schweiz, Griechenland und dem Deutschen Reiche gewährte Begünstigung thatsächlich auch noch anderen Staaten und welchen zu gewähren sei, wird jedoch in den vorkommenden concreten Fällen der einverständlichen Entscheidung des k. k. Finanz- und Handelsministeriums vorbehalten, weshalb die diesfälligen speciellen Ansuchen hieher vorzulegen sein werden.

---

* *An die k. k. Finanz-Direction in Triest.*

In Erledigung des Berichtes vom 9. Juli 1876, Z. 10422, wird im Einvernehmen mit dem k. k. Handelsministerium und den kgl. ungarischen Ministerien der Finanzen, dann für Ackerbau, Gewerbe und Handel gestattet, dass die Bestimmungen der §§. 133 und 135 der St. M. O. auf Angehörige der Schweiz unter den von der k. k. Finanz-Direction beantragten Modalitäten, nämlich dass diese Ausländer als Handelsleute oder Spediteure im Inlande etablirt und deren Firmen protokollirt sind, gegen Beibringung der im §. 134 St. M. O. erwähnten, diese Umstände bestätigenden Zeugnisse angewendet und dieselben daher unter obigen Bedingungen in Absicht auf die bei der Güteranweisung zu leistende Sicherstellung als bekannte und sichere Handels- und Fuhrleute angesehen werden.

1127.

8 novembre 1878.

Circulaire de l'autorité maritime de Trieste concernant le commerce de cabotage en Espagne et les colonies espagnoles ainsique certaines réductions douanières sur le tarif d'importation espagnol.

(Ann. marit. 1879, Nr. 5.)

Circolare 8 novembre 1878 N. 8114 dell' i r. Governo marittimo in Trieste a tutti gl' ii. rr. uffici e funzionari p. s. dispendenti, riguardo al commercio marittimo diretto fra la Spagna e le sue colonie, dichiarato quale cabottaggio, nonchè alla riduzione della tariffa spagnuola dei dazi d' importazione per alcuni generi.

Colla legge di finanza delle Spagna pel 1878-79 il commercio marittimo diretto fra quel paese e le sue colonie venne dichiarato quale cabottaggio per ciò che concerne il pagamento dei diritti e tasse, del qual favore non può partecipare la

1878 nostra navigazione a sensi degli art. XIX e XXI del vigente trattato commerciale colla Spagna. Il commercio fra la Spagna e le sue colonie verrà considerato come diretto anche nel caso, che il bastimento avesse a completare il suo carico in un porto estero dell' America.

Colla stessa legge, entrata in vigore col 21 luglio a. c., fu ridotta di tre pesetas la tariffa del dazio d' importazione per l' indaco, le pelli non conciate ed il cacao, e di una peseta pel cotone greggio, qualora l' importazione segua da paesi estra-europei.

Vennero pure tolte le addizionali straordinarie sui dazi introdotte, coll' articolo 28 della legge di finanza legge della Spagna pel 1877-78, e si pagheranno per questo titolo soltanto i seguenti importi:

	addizionale sul dazio in pesetas
Per 100 chilogrammi, peso brutto, di olio d' oliva od altri oli vegetali di noccinoli e semi (ad eccezione dell' olio di palma, di cocco e degli altri oli fissi) . . .	20.—
di benzina	17.75
di petrolio raffinato	17.75
di petrolio non raffinato	8.34

Ciò si porta a conoscenza del ceto commerciale-marittimo in seguito a dispaccio 29 ottobre pp. N. 27756 dell' i. r. Ministero del commercio.

1128.

14 novembre 1878.

Circulaire du ministère Imp. et R. des affaires étrangères concernant la taxe consulaire pour la mise en vente.

(Archives du ministère Imp. et R. des affaires étrangères.)

Erlass des k. u. k. Ministeriums des Aeussern vom 14. November 1878 Z. I 16215/3.

(Auszug.) Nach Tarifpost 10 a) des Gebühren-Reglements ist für die Vornahme einer Feilbietung die fixe Gebühr und zwar bei längerer Dauer der Feilbietung täglich mit 3 fl. 15 kr. einzuheben.

Diese Vorschrift kann offenbar nur dahin interpretirt werden, dass die fixe Gebühr als solche von jeder Feilbietung ohne Rücksicht auf die innerhalb eines Tages hiezu verwendete Zeit mit 3 fl. 15 kr. zu erheben ist, dass aber diese Gebühr, wenn die Feilbietung mehr als einen Tag dauert, auch für jeden folgenden Tag, und zwar auch wenn der letzte nicht ganz erschöpft wird, zu bemessen ist.

1129.

1878

5 décembre 1878.

Procès-verbal de la commission roumaine-russe pour la délimitation du territoire retrocédé à la Russie en vertu de l'article 45 du traité de Berlin.

Procès-verbal.

Les soussignés, Colonel Pencovici et le Lieutenant-Colonel N. Demetresco-Maïcan, délégués du gouvernement princier de Roumanie, et le Colonel Touguenhold, délégué du gouvernement Impérial russe, en vertu des délégations qu'ils ont de leurs gouvernements respectifs, pour procéder au tracé de la ligne frontière entre les deux états sur le Bas-Danube, en vertu du traité de Berlin, se sont constitués en commission le 23 novembre (v. st.) La commission, après s'être rendue sur les lieux, et vu l'article 45 du traité de Berlin, fixe la ligne frontière entre les deux états comme il est indiqué sur la carte annexée au présent procès-verbal, savoir: en partant de l'embouchure du bras Vieux-Stamboul, la frontière suivra, en remontant le thalweg du bras qui se trouve entre les îles Kouban et Popin, jusqu'en face du village Periprava, en laissant à droite l'île de Stamboul et à gauche l'île de Léti. A partir de ce point, toujours en remontant, la frontière suivra le thalweg du bras moyen (direct), laissant à droite les îles Yermakoff et Otnojino et à gauche les îles Ciornoï (Negra), Sviroff et Mezlinof et puis, par le thalweg du bras unique de Kilia, jusqu'en face de la ville de Kilia. A partir de ce point, la frontière, en remontant, passera par le thalweg des bras Ivaneschti et Serednie, en laissant à droite les îles Maciuka et Catinca, Solonetz et Kislitza, et à gauche, les îles Ivaneschti (Tutarsky), les deux Deltas et l'île Capu-de-Drak, et puis, par le thalweg du bras unique de Kilia, jusqu'au Tchatal d'Ismaïl, où commence le bras de Kilia. En ce qui regarde la frontière entre le Tchatal d'Ismaïl et l'embouchure du Pruth, la commission, ne pouvant se mettre d'accord, expose comme suit l'opinion de chaque partie, séparément:

Les délégués roumains soutiennent que la frontière entre la Roumanie et la Russie, entre le Tchatal d'Ismaïl et l'embouchure du Pruth, doit suivre la rive gauche du fleuve et nullement le thalweg. Les délégués roumains appuient leur opinion sur la lettre même de l'article 45 du traité de Berlin qui ne spécifie pas, pour cette partie du Danube, une autre frontière que celle qui existait, en vertu du traité de Paris, entre la

1878 Roumanie et la Turquie, c'est-à-dire la rive même du fleuve. Les délégués roumains ont encore invoqué, à l'appui de leur opinion, les précédents établis, sur cette même partie du Danube, par le traité de Bucarest (1812) et par celui de Paris, qui n'ont pas fixé la frontière, entre les états, sur le thalweg, mais sur la rive gauche du fleuve. Le délégué russe, sans entrer dans l'examen des traités, soutient que la ligne de démarcation de la frontière, selon le droit international général, doit passer par le milieu du fleuve séparant les deux états riverains et, par conséquent, doit suivre le thalweg du Danube.

En conséquence, il a été dressé le présent procès-verbal en double exemplaires pour être soumis aux gouvernements respectifs.

Fait à Bucarest, le 5 décembre (v. st.) 1878.

Les délégués du gouvernement princier de Roumanie:	Le délégué du gouvernement impérial de Russie:
(Signés:) Colonel *Pencovici.*	(Signé:) Colonel *Touguenhold.*
Lieutenant Colonel N. *Demetresco-Maïcan.*	

1130.

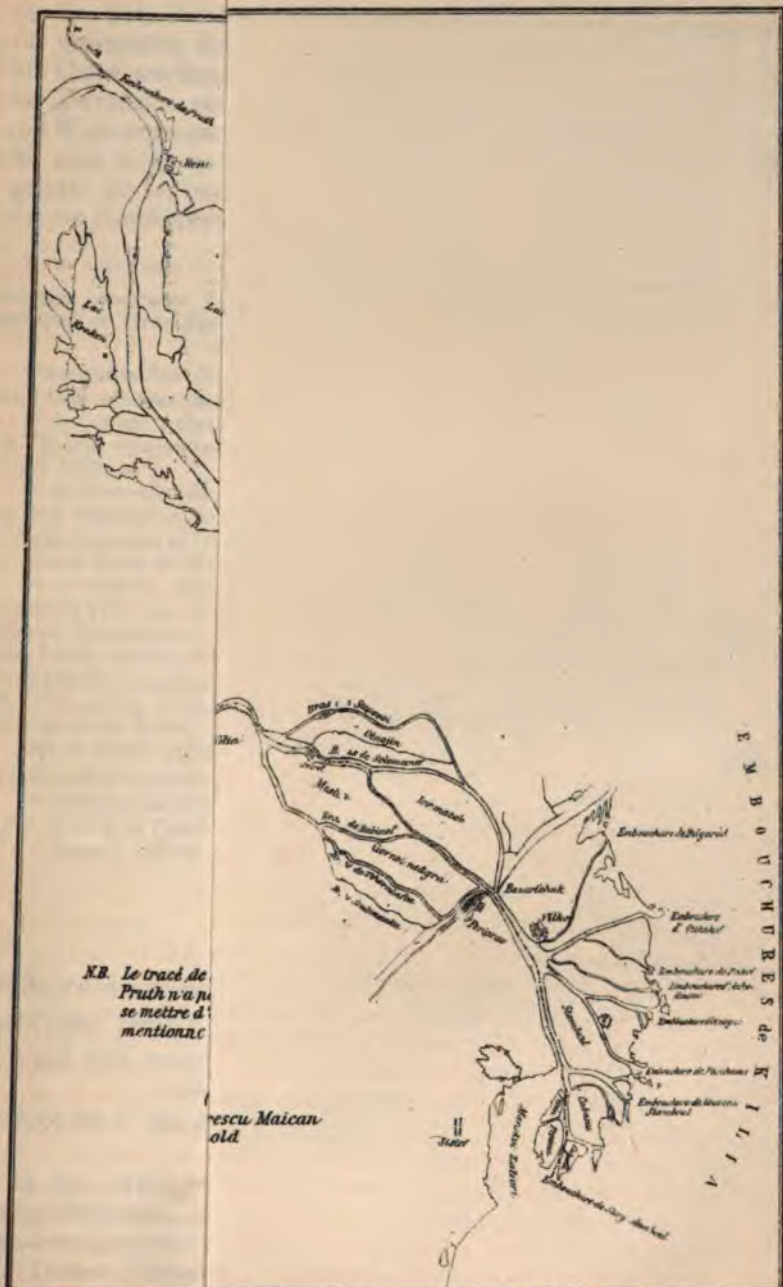
7 décembre 1878.

Ordonnance du ministère Imp. R. du commerce concernant l'accession des colonies anglaises de l'Afrique occidentale, de Terre-Neuve, des îles Falkland et du Honduras britannique.

(P. V. Bl. 1878, Nr. 71.)

Beitritt der britischen Colonien an der Westküste von Afrika, Neu-Fundlands, der Falklands-Inseln und Britisch-Honduras zum allgemeinen Postvereine. H.-Minist. 35671.

Die nachstehend bezeichneten britischen Colonien, nämlich: Britisch-Senegambien, die Goldküste von Accra, Lagos, Sierra Leone an der Westküste von Afrika, ferner die Falklands-Inseln, Britisch-Honduras und New-Fundland in Amerika* sind dem allgemeinen Postvereine beigetreten und finden die Bestimmungen des Berner Postvertrages vom 9. October 1874 und des dazu gehörigen Reglements auf den Correspondenzverkehr mit diesen Colonien und Inseln vom 1. Jänner 1879 ab Anwendung. Für die Correspondenzen nach und von diesen Colonien und Inseln sind von dem genannten Termine an dieselben Portosätze wie für Correspondenzen nach und aus Britisch-Indien und den französischen Colonien (Verordnung vom 11. Juni 1876, Z. 4744, P. V. Bl. vom Jahre 1876, S. 141) einzuheben, nämlich:



EMBOUCHURES de KILIA
Olnajin
Izmaïl
Bazardchik
Vilkov
Embouchure de Bulgarii
Embouchure d'Otchakof
Embouchure de Piterf
Embouchure de Pachova
Embouchure de Sary-Akerkal
Stambul
N.B. Le tracé de
Pruth n'a p
se mettre d'
mentionn
rescu Maican
old

a) für frankirte Briefe 20 kr. für je 15 Gramm, 1878
b) für unfrankirte Briefe 30 kr. für je 15 Gramm,
c) für Correspondenzkarten 10 kr. pro Stück,
d) für Zeitungen, sonstige Drucksachen unter Band, Sendungen mit Waarenproben und Geschäftspapieren 6 kr. pro 50 Gramm,
e) für eine recommandirte Correspondenz an Recommandationsgebühr 10 kr. und
f) für ein Retourrecepisse 10 kr.

* Voir la déclaration ci-bas.

Déclaration concernant l'entrée dans l'Union générale des Postes des Colonies britanniques de Terre-Neuve, de la Côte occidentale d'Afrique, des îles Falkland et du Honduras britannique.

L'Administration des Postes suisses et l'Office des Postes britannique étant d'accord pour admettre dans l'Union générale des Postes:

1° la Colonie britannique de Terre-Neuve, aux mêmes conditions que l'a été le Canada, c'est-à-dire aux conditions pures et simples du traité de Berne du 9 octobre 1874, et

2° les Colonies britanniques de la Côte d'Or, Sénégambie, Lagos, Sierra-Leone, îles Falkland et Honduras britannique, aux mêmes conditions que l'ont été les Colonies françaises et l'Inde britannique, c'est-à-dire aux conditions de l'arrangement signé à Berne le 27 octobre 1876,

les soussignés, dûment autorisés à cet effet, constatent par le présent acte diplomatique l'adhésion définitive, dès le 1er janvier 1879, du Gouvernement de Sa Majesté britannique, pour ses colonies de Terre-Neuve, la Côte-d'Or, Sénégambie, Lagos, Sierra-Leone, îles Falkland et Honduras britannique, aux stipulations du traité concernant la création d'une Union générale des Postes, conclu à Berne le 9 octobre 1874, ainsi qu'aux dispositions du réglement de détail pour l'exécution du dit Traité.

Fait en double expédition, à Berne, le 9 septembre 1878.

Pour le Conseil fédéral suisse, au nom des membres de l'Union:
Le Président de la Confédération:
(signé) *Schenk*.

Pour le Gouvernement de Sa Majesté Britannique:
Son Ministre-Résident près la Confédération suisse:
(signé) *Horace Rumbold*.

1131.

12 décembre 1878.

Circulaire du ministère Imp. et R. des affaires étrangères concernant l'envoi régulier des listes des personnes qui n'ont pas encore répondu à leur devoir militaire.

(Archives du ministère Imp. et R. des affaires étrangères.)

Circulare des k. und k. Ministeriums des Aeussern vom 12. December 1878, Z. I. 18704/4.

In dem mitfolgenden Verzeichnisse sind jene k. und k. Vertretungs-Behörden im Auslande benannt, von welchen bisher Veränderungsausweise über wehrpflichtige Personen eingelangt sind. Dieses Verzeichniss lässt entnehmen, dass aus mehreren

1878 Staaten noch gar keine, aus anderen Staaten nur von einzelnen österreichisch-ungarischen Vertretungs-Behörden Veränderungsausweise über wehrpflichtige Personen vorgelegt wurden.

Ein in jüngster Zeit vorgekommener Fall zeigt, dass das Ausbleiben von Veränderungsausweisen nicht auf den Mangel an Meldungen Seitens der Wehrpflichtigen allein zurückgeführt werden kann, und lässt vielmehr annehmen, dass auch bei anderen, als den im Verzeichnisse benannten k. und k. Vertretungs-Behörden solche Meldungen erstattet, jedoch von denselben nicht bekannt gegeben worden sind.

Ebenso dürfte es sich mitunter auch hinsichtlich der Meldungen von Personen des Gagistenstandes verhalten, welche in den Veränderungsausweisen mehrerer k. und k. Vertretungs-Behörden auffallenderweise gar nicht erscheinen.

Die k. und k. Missionen und Consular-Aemter wollen sich daher angelegen sein lassen, diesfalls im Sinne des Vorstehenden und nach Inhalt der betreffenden h. ä. Weisungen, namentlich der Circulare vom 17. August 1871, Z. 10960/V, und vom 29. August 1876, Z. 13113/V, mit aller Pünktlichkeit vorzugehen.

1132.

15 décembre 1878.

Circulaire du ministère Imp. R. de la justice concernant les lettres de réquisition à adresser aux autorités belges.

(Archives du ministère Imp. et R. des affaires étrangères.)

Erlass des k. k. Justiz-Ministeriums vom 15. December 1878, Z. 17088 an sämmtliche Oberlandesgerichte.

Aus Anlass eines vorgekommenen Falles wird das k. k. Oberlandesgericht ersucht, sämmtlichen unterstehenden k. k. Gerichten die Bestimmungen der Justiz-Ministerial-Verordnung vom 7. März 1857, R. G. Bl. Nr. 50, mit dem Beifügen in Erinnerung zu bringen, dass ebenso wie die an die k. belgischen Gerichte, so auch die an andere k. belgische Behörden ergehenden gerichtlichen Ersuchschreiben nicht unmittelbar an diese Behörden zu übersenden, sondern auf dem Wege des k. k. Oberlandesgerichtes dem Justiz-Ministerium zur weiteren Beförderung vorzulegen sind.

Zugleich wolle das k. k. Oberlandesgericht zur Kenntniss nehmen, und den unterstehenden k. k. Gerichten eröffnen, dass in Zukunft alle an königlich belgische Gerichte oder andere Behörden ausgefertigte Ersuchschreiben mit der Legalisirung zu versehen sind.

1133. 16 décembre 1878. 1878

Traité de commerce entre l'Autriche-Hongrie et l'Empire d'Allemagne. (R. G. Bl. 1879, Nr. 1.)

Handelsvertrag vom 16. December 1878, zwischen Oesterreich-Ungarn und dem Deutschen Reiche.

(Geschlossen zu Berlin am 16. December 1878, von Seiner k. und k. Apostolischen Majestät ratificirt zu Gödöllö am 29. December 1878 und in den beiderseitigen Ratificationen zu Berlin ausgewechselt am 31. December 1878).

Wir Franz Joseph der Erste, von Gottes Gnaden Kaiser von Oesterreich; Apostolischer König von Ungarn, König von Böhmen, etc. etc.

thun kund und bekennen hiemit:

Nachdem zwischen Unserem Bevollmächtigten einerseits und dem Bevollmächtigten Seiner Majestät des deutschen Kaisers, Königs von Preussen andererseits, zum Zwecke einer neuen Regelung der Handels- und Verkehrs-Beziehungen zwischen den beiderseitigen Gebieten der folgende aus 27 Artikeln und einer Anlage bestehende Handelsvertrag am 16. December 1878 zu Berlin abgeschlossen und unterzeichnet worden ist, welcher von Wort zu Wort lautet:

Seine Majestät der Kaiser von Oesterreich, König von Böhmen etc. und Apostolischer König von Ungarn, einerseits

und Seine Majestät der deutsche Kaiser, König von Preussen, anderseits von dem Wunsche geleitet, den Handel und Verkehr zwischen den beiderseitigen Gebieten zu fördern, haben nach erfolgter Kündigung des Handels- und Zollvertrages vom 9. März 1868 beschlossen, einen neuen Vertrag zu diesem Zwecke abzuschliessen, und zu ihren Bevollmächtigten ernannt:

Seine Majestät der Kaiser von Oesterreich, König von Böhmen etc. und Apostolischer König von Ungarn:

Allerhöchst Ihren Geschäftsträger Anton Grafen von Wolkenstein-Trostburg,

Seine Majestät der deutsche Kaiser, König von Preussen:

Allerhöchst Ihren Staatssecretär des Auswärtigen Amtes, Staats-Minister Bernhard Ernst von Bülow, welche nach gegenseitiger Mittheilung ihrer in guter und gehöriger Form befundenen Vollmachten den nachstehenden Handelsvertrag vereinbart und abgeschlossen haben:

Artikel 1.

Die vertragschliessenden Theile verpflichten sich, den gegenseitigen Verkehr zwischen ihren Landen durch keinerlei Einfuhr-, Ausfuhr- oder Durchfuhrverbote zu hemmen.

1878 Ausnahmen hievon dürfen nur stattfinden:

a) bei Tabak, Salz und Schiesspulver;

b) aus Gesundheits-Polizei-Rücksichten;

c) in Beziehung auf Kriegsbedürfnisse unter ausserordentlichen Umständen.

Artikel 2.

Hinsichtlich des Betrages, der Sicherung und der Erhebung der Eingangs- und Ausgabsabgaben, sowie hinsichtlich der Durchfuhr dürfen von keinem der beiden vertragenden Theile dritte Staaten günstiger als der andere vertragende Theil behandelt werden. Jede dritten Staaten in diesen Beziehungen eingeräumte Begünstigung ist daher ohne Gegenleistung dem anderen vertragenden Theile gleichzeitig einzuräumen.

Ausgenommen hievon sind:

1. jene Begünstigungen, welche von Einem der vertragenden Theile einem Nachbarlande zur Erleichterung des Verkehres mit den daselbst erzeugten Nahrungsmitteln und Gegenständen der Hausindustrie für gewisse Grenzstrecken und für die Bewohner einzelner Gebietstheile eingeräumt werden;

2. die von einem der beiden vertragenden Theile durch eine schon abgeschlossene oder etwa künftighin abzuschliessende Zolleinigung zugestandenen Begünstigungen.

Artikel 3.

In den Gebieten der vertragenden Theile sollen die bei der Ausfuhr gewisser Erzeugnisse bewilligten Ausfuhr-Vergütungen nur die Zölle oder inneren Steuern ersetzen, welche von den gedachten Erzeugnissen oder von den Stoffen, aus denen sie verfertigt werden, erhoben sind. Eine darüber hinausgehende Ausfuhrprämie sollen sie nicht enthalten. Ueber Aenderungen des Betrages dieser Vergütungen oder des Verhältnisses derselben zu dem Zolle oder zu den inneren Steuern wird gegenseitige Mittheilung erfolgen.

Artikel 4.

Von Waaren, welche durch des Gebiet eines der vertragenden Theile aus oder nach dem Gebiete des anderen Theiles durchgeführt werden, dürfen Durchgangsabgaben nicht erhoben werden.

Diese Verabredung findet sowohl auf die nach erfolgter Umladuug oder Lagerung, als auf die unmittelbar durchgeführten Waaren Anwendung.

Artikel 5. 1878

Zur weiteren Erleichterung des gegenseitigen Verkehrs wird, sofern die Indentität der aus- und wiedereingeführten Gegenstände ausser Zweifel ist, beiderseits Befreiung von Eingangs- und Ausgangsabgaben zugestanden:

a) für Waaren (mit Ausnahme von Verzehrungsgegenständen), welche aus dem freien Verkehre im Gebiete des einen der vertragenden Theile in das Gebiet des andern auf Märkte oder Messen gebracht oder auf ungewissen Verkauf ausser dem Mess- und Marktverkehr versendet, in dem Gebiete des andern Theiles aber nicht in den freien Verkehr gesetzt, sondern unter Controle der Zollbehörde in öffentlichen Niederlagen (Packhöfen, Hallämtern u. s. w.) gelagert, sowie für Muster, welche von Handelsreisenden eingebracht werden, alle diese Gegenstände, wenn sie binnen einer im Voraus zu bestimmenden Frist unverkauft zurückgeführt werden;

b) für Vieh, welches auf Märkte in das Gebiet des anderen vertragenden Theiles gebracht und unverkauft von dort zurückgeführt wird.

Artikel 6.

Zur Regelung des nachbarlichen Verkehres zum Zwecke der Veredlung von Waaren zwischen den Gebieten der vertragschliessenden Theile wird festgesetzt, dass von Eingangs- und Ausgangsabgaben befreit sein sollen:

a) Garne und Gewebe einheimischer Erzeugung, welche in das Gebiet des andern Theiles zur Zubereitung oder Verarbeitung gebracht und nach vollendeter Arbeit zurückgebracht werden, und zwar Garne und Gewebe zum Waschen, Bleichen, Färben, Walken, Appretiren, Bedrucken und Sticken, Garne in gescheerten (auch geschlichteten) Ketten nebst dem erforderlichen Schussgarne zur Herstellung von Geweben, sowie Gespinnste (einschliesslich der erforderlichen Zuthaten) zur Herstellung von Spitzen und Posamentirwaaren;

b) die zur Reparatur aus- und dann wieder eingeführten Gegenstände aller Art;

c) sonstige Waaren und Gegenstände, welche zur Bearbeitung oder Verarbeitung im Grenzbezirke ausgeführt und, ohne ihre wesentliche Beschaffenheit und handelsübliche Benennung verändert zu haben, wieder eingeführt werden.

Der Verkehr in allen diesen Fällen ist jedoch an die Bedingung geknüpft, dass die Idendität der aus- und wieder

1878 eingeführten Waaren und Gegenstände sichergestellt werden kann.

Artikel 7.

Hinsichtlich der zollamtlichen Behandlung von Waaren, die dem Begleitscheinverfahren unterliegen, wird eine Verkehrserleichterung dadurch gegenseitig gewährt, dass beim unmittelbaren Uebergange solcher Waaren aus dem Gebiete des einen der vertragenden Theile in das Gebiet des anderen die Verschlussabnahme, die Anlage eines anderweitigen Verschlusses und die Auspackung der Waaren unterbleibt, sofern den dieserhalb vereinbarten Erfordernissen genügt ist. Ueberhaupt soll die Abfertigung möglichst beschleunigt werden.

Artikel 8.

Die vertragenden Theile werden auch ferner darauf bedacht sein, ihre gegenüberliegenden Grenzzollämter, wo es die Verhältnisse gestatten, je an einen Ort zu verlegen, so dass die Amtshandlungen bei dem Uebertritt der Waaren aus einem Zollgebiet in das andere gleichzeitig stattfinden können.

Artikel 9.

Innere Abgaben, welche in dem einen der vertragenden Theile, sei es für Rechnung des Staates oder für Rechnung von Communen und Corporationen, auf der Hervorbringung, der Zubereitung oder dem Verbrauch eines Erzeugnisses ruhen, dürfen Erzeugnisse des andern Theils unter keinem Vorwande höher oder in lästigerer Weise treffen, als die gleichnamigen Erzeugnisse des eigenen Landes.

Artikel 10.

Die vertragenden Theile verpflichten sich, auch ferner zur Verhütung und Bestrafung des Schleichhandels nach oder aus ihren Gebieten durch angemessene Mittel mitzuwirken und die zu diesem Zwecke erlassenen Strafgesetze aufrecht zu erhalten, die Rechtshilfe zu gewähren, den Aufsichtsbeamten des andern Theiles die Verfolgung der Contravenienten in ihr Gebiet zu gestatten und denselben durch Steuer-, Zoll- und Polizeibeamte, sowie durch die Ortsvorstände alle erforderliche Auskunft und Beihilfe zu Theil werden zu lassen.

Das nach Massgabe dieser allgemeinen Bestimmungen abgeschlossene Zollcartell enthält die Anlage *A*.

Für Grenzwässer und für solche Grenzstrecken, wo die Gebiete der vertragenden Theile mit fremden Staaten zu-

sammentreffen, werden die zur gegenseitigen Unterstützung 1878
beim Ueberwachungsdienste verabredeten Massregeln aufrecht erhalten.

Artikel 11.

Jeder der beiden vertragenden Theile wird die Seehandelsschiffe des andern und deren Ladungen unter denselben Bedingungen und gegen dieselben Abgaben, wie die eigenen Seehandelsschiffe, zulassen. Dieses gilt auch für die Küstenschifffahrt.

Die Staatsangehörigkeit der Schiffe jedes der vertragenden Theile ist nach der Gesetzgebung ihrer Heimat zu beurtheilen.

Zur Nachweisung über die Ladungsfähigkeit der Seehandelsschiffe sollen bei Feststellung von Schifffahrts- und Hafenabgaben die nach der Gesetzgebung ihrer Heimat giltigen Messbriefe genügen und wird eine Reduction der Schiffsmaasse insolange nicht stattfinden, als die im Jahre 1872 durch Notenwechsel zwischen den vertragenden Theilen getroffenen Vereinbarungen über die gegenseitige Gleichstellung der Messbriefe in Kraft bleiben.

Artikel 12.

Von Schiffen des einen der vertragenden Theile, welche in Unglücks- oder Nothfällen in die Seehäfen des andern einlaufen, sollen, wenn nicht der Aufenthalt unnöthig verlängert oder zum Handelsverkehre benutzt wird, Schifffahrts- oder Hafenabgaben nicht erhoben werden.

Von Havarie- und Strandgütern, welche in das Schiff eines der vertragenden Theile verladen waren, soll von den anderen, unter Vorbehalt des etwaigen Bergelohnes, eine Abgabe nur dann erhoben werden, wenn dieselben in den Verbrauch übergehen.

Artikel 13.

Zur Befahrung aller natürlichen und künstlichen Wasserstrassen in den Gebieten der vertragenden Theile sollen Schiffsführer und Fahrzeuge, welche einem derselben angehören, unter denselben Bedingungen und gegen dieselben Abgaben von Schiff oder Ladung zugelassen werden, wie Schiffsführer und Fahrzeuge des eigenen Landes.

Artikel 14.

Die Benützung der Chausseen und sonstigen Strassen, Canäle, Schleussen, Fähren, Brücken und Brückenöffnungen, der Häfen und Landungsplätze, der Bezeichnung und Beleuchtung des Fahrwassers, des Lootsenwesens, der Krahne und Wage-

1878 anstalten, der Niederlagen, der Anstalten zur Rettung und Bergung von Schiffsgütern und dergleichen mehr, insoweit die Anlagen oder Anstalten für den öffentlichen Verkehr bestimmt sind, soll, gleichviel ob dieselben vom Staate oder von Privatberechtigten verwaltet werden, den Angehörigen des anderen vertragenden Theiles unter gleichen Bedingungen und gegen gleiche Gebühren, wie den Angehörigen des eigenen Staates gestattet werden.

Gebühren dürfen, vorbehaltlich der beim Seebeleuchtungs- und Seelootsenwesen zulässigen abweichenden Bestimmungen, nur bei wirklicher Benützung solcher Anlagen oder Anstalten erhoben werden.

Wegegelder für einen die Landesgrenze überschreitenden Verkehr dürfen auf Strassen, welche zur Verbindung der vertragenden Theile unter sich oder mit dem Auslande dienen, nach Verhältniss der Streckenlänge nicht höher sein, als für den auf das eigene Staatsgebiet beschränkten Verkehr.

Artikel 15.

Auf Eisenbahnen soll sowohl hinsichtlich der Beförderungspreise als der Zeit und Art der Abfertigung kein Unterschied zwischen den Bewohnern der Gebiete der vertragenden Theile gemacht werden. Namentlich sollen die aus den Gebieten des einen Theiles in das Gebiet des andern Theiles übergehenden oder das letztere transitirenden Transporte weder in Bezug auf die Abfertigung, noch rücksichtlich der Beförderungspreise ungünstiger behandelt werden, als die aus dem Gebiete des betreffenden Theiles abgehenden oder darin verbleibenden Transporte.

Für den Verkehr von dem Gebiete des einen Theiles nach dem Gebiete des anderen, sowie für Durchfuhren nach oder aus dem Gebiete des anderen Theiles ist die Anwendung nicht publicirter Tarife auf den Eisenbahnen untersagt. Die publicirten Tarifsätze sind überall und für Jedermann unter Ausschluss von nicht veröffentlichten Rückvergütungen (Rabatten, Refactien und dergl.) gleichmässig in Anwendung zu bringen. Die vertragenden Theile werden dahin wirken, dass die Uebertretung dieser Bestimmung seitens der Eisenbahnverwaltungen mit entsprechenden Strafen belegt wird.

Für den Personen- und Güterverkehr, welcher zwischen Eisenbahnstationen, die in den Gebieten des einen vertragschliessenden Theiles gelegen sind, innerhalb dieser Gebiete mittelst ununterbrochener Bahnverbindung stattfindet, sollen die Tarife in der gesetzlichen Landeswährung dieser Gebiete auch

in dem Falle aufgestellt werden, wenn die für den Verkehr 1878
benützte Bahnverbindung ganz oder theilweise im Betriebe einer Bahnanstalt steht, welche in den Gebieten des anderen Theiles ihren Sitz hat.

Auf Anschlussstrecken und insoweit es sich lediglich um den Verkehr zwischen den zunächst der Grenze gelegenen, beiderseitigen Stationen handelt, soll bei Einhebung der im Personen- und Güterverkehr zu entrichtenden Gebühren auch in dem Falle, wenn der Tarif nicht auf die gesetzliche Landeswährung der Einhebungsstelle lautet, die Annahme der nach den Gesetzen des Landes, in welchem die Einhebungsstelle gelegen ist, zulässigen Zahlungsmittel mit Berücksichtigung des jeweiligen Courswerthes nicht verweigert werden.

Die hier geregelte Annahme von Zahlungsmitteln soll den Vereinbarungen der betheiligten Eisenbahnverwaltungen über die Abrechnung in keiner Weise vorgreifen.

Artikel 16.

Die vertragenden Theile werden dahin wirken, dass der gegenseitige Eisenbahnverkehr in ihren Gebieten durch Herstellung unmittelbarer Schienenverbindungen zwischen den an einem Orte zusammentreffenden Bahnen und durch Ueberführung der Transportmittel von einer Bahn auf die andere möglichst erleichtert werde.

Die vertragenden Theile verpflichten sich, dahin zu wirken, dass durch die beiderseitigen Bahnverwaltungen directe Expeditionen oder directe Tarife im Personen- und Güterverkehre, sobald und insoweit dieselben von beiden Theilen als wünschenswerth bezeichnet werden, zur Einführung gelangen.

Für den directen Verkehr bleibt die Aufstellung einheitlicher Transportbestimmungen, insbesondere in Bezug auf Lieferungsfristen, durch unmittelbares Einvernehmen der beiderseitigen zuständigen obersten Aufsichtsbehörden vorbehalten.

Artikel 17.

Die vertragenden Theile verpflichten sich, den Eisenbahnverkehr zwischen den beiderseitigen Gebieten gegen Störungen und Behinderungen sicherzustellen.

In Bezug auf Eisenbahn-Fahrbetriebsmittel, welche aus den Gebieten des einen vertragschliessenden Theiles in die des anderen im Verkehre übergegangen sind, findet in diesen letzteren Gebieten wegen wie immer gearteter Forderungsansprüche gegen die Bahnanstalt, welcher das Eigenthum an den Fahrbetriebsmitteln zusteht, eine Bewilligung von Be-

1878 schlagnahme, Arrest, Pfändung, Sequestration oder sonstigen wie immer gearteten, wenngleich nur provisorischen Sicherstellungs- oder Executionsmassregeln im gerichtlichen oder administrativen Wege nicht statt.

Eisenbahnwagen, in welchen Pferde, Maulthiere, Esel, Rindvieh, Schafe, Ziegen oder Schweine befördert worden sind, müssen, wenn sie demnächst zum Transport von Vieh der genannten Gattungen aus dem Gebiete des einen Theiles in das des anderen verwendet werden sollen, zuvor einem, durch besondere Uebereinkunft festzustellenden Reinigungs- (Desinfections-) Verfahren unterworfen werden, welches geeignet ist, die den Wagen etwa anhaftenden Ansteckungsstoffe vollständig zu tilgen.

Artikel 18.

Die vertragenden Theile werden dort, wo an ihren Grenzen unmittelbare Schienenverbindungen vorhanden sind und ein Uebergang der Transportmittel stattfindet, Waaren, welche in vorschriftsmässig verschliessbaren Wagen eingehen und in denselben Wagen nach einem Orte im Innern befördert werden, an welchem sich ein zur Abfertigung befugtes Zoll- und Steueramt befindet, von der Declaration, Abladung und Revision an der Grenze, sowie vom Colloverschluss frei lassen, insofern jene Waaren durch Uebergabe der Ladungsverzeichnisse und Frachtbriefe zum Eingang angemeldet sind.

Waaren, welche in vorschriftsmässig verschliessbaren Eisenbahnwagen durch das Gebiet eines der vertragenden Theile aus-, oder nach den Gebieten des andern ohne Umladung durchgeführt werden, sollen von der Declaration, Abladung und Revision sowie vom Colloverschluss sowohl im Innern als an den Grenzen frei bleiben, insoferne dieselben durch Uebergabe der Ladungsverzeichnisse und Frachtbriefe zum Durchgang angemeldet sind.

Die Verwirklichung der vorstehenden Bestimmungen ist jedoch dadurch bedingt, dass die betheiligten Eisenbahnverwaltungen für das rechtzeitige Eintreffen der Wagen mit unverletztem Verschlusse am Abfertigungsamte im Innern oder am Ausgangsamte verpflichtet seien.

Insoweit von einem der vertragenden Theile mit dritten Staaten in Betreff der Zollabfertigung weitergehende, als die hier aufgeführten Erleichterungen vereinbart worden sind, finden diese Erleichterungen auch bei dem Verkehr mit dem anderen Theile, unter Voraussetzung der Gegenseitigkeit Anwendung.

Artikel 19. 1878

Die Angehörigen der vertragenden Theile sollen gegenseitig in Bezug auf den Antritt, den Betrieb und die Abgaben von Handel und Gewerbe den Inländern völlig gleichgestellt sein. Beim Besuche der Märkte und Messen sollen die Angehörigen des andern Theiles ebenso wie die eigenen Angehörigen behandelt werden

Auf das Apothekergewerbe, das Handelsmäkler- (Sensalen-) Geschäft und den Gewerbebetrieb im Umherziehen, einschliesslich des Hausirhandels. finden die vorstehenden Bestimmungen keine Anwendung.

Kaufleute, Fabrikanten und andere Gewerbetreibende, welche sich darüber ausweisen, dass sie in dem Staate, wo sie ihren Wohnsitz haben, die gesetzlichen Abgaben für das von ihnen betriebene Geschäft entrichten, sollen, wenn sie persönlich oder durch in ihren Diensten stehende Reisende Ankäufe machen oder Bestellungen, nur unter Mitführung von Mustern, suchen, in dem Gebiete des andern vertragenden Theiles keine weitere Abgabe hiefür zu entrichten verpflichtet sein.

Die Angehörigen des einen der vertragenden Theile, welche das Frachtfuhrgewerbe, die See- oder Flussschifffahrt zwischen Plätzen verschiedener Staaten betreiben, sollen für diesen Gewerbebetrieb in dem Gebiete des andern Theiles einer Gewerbesteuer nicht unterworfen werden.

Die in dem Gebiete des einen vertragenden Theiles rechtlich bestehenden Actien-Gesellschaften, Commandit-Gesellschaften auf Actien und Versicherungs-Gesellschaften jeder Art werden in dem Gebiete des anderen Theiles nach Massgabe der daselbst geltenden gesetzlichen und reglementarischen Bestimmungen zum Geschäftsbetriebe und zur Verfolgung ihrer Rechte vor Gericht zugelassen.

Artikel 20.

In Bezug auf die Bezeichnung der Waaren oder deren Verpackung, sowie bezüglich der Fabriks- oder Handelsmarken, der Muster und Modelle, ferner der Erfindungspatente sollen die Angehörigen des einen der vertragschliessenden Theile in dem Gebiete des andern denselben Schutz wie die eigenen Angehörigen geniessen. Die Angehörigen eines jeden der vertragschliessenden Theile haben jedoch die in dem Gebiete des anderen Theiles durch Gesetze oder Verordnungen vorgeschriebenen Bedingungen und Förmlichkeiten zu erfüllen.

Der Schutz von Fabriks- und Handelsmarken wird den Angehörigen des anderen Theiles nur insofern und auf solange

1878 gewährt, als dieselben in ihrem Heimatsstaate in der Benützung der Marken geschützt sind.

Artikel 21.

Die vertragenden Theile bewilligen sich gegenseitig das Recht, Consuln in allen denjenigen Häfen und Handelsplätzen des anderen Theiles zu ernennen, in denen Consuln irgend eines dritten Staates zugelassen werden.

Diese Consuln des einen der vertragenden Theile sollen, unter der Bedingung der Gegenseitigkeit, in dem Gebiete des anderen Theiles dieselben Vorrechte, Befugnisse und Befreiungen geniessen, deren sich diejenigen irgend eines dritten Staates erfreuen oder erfreuen werden.

Artikel 22.

Jeder der vertragenden Theile wird seine Consuln im Auslande verpflichten, den Angehörigen des anderen Theiles, sofern letzterer an dem betreffenden Platze durch einen Consul nicht vertreten ist, Schutz und Beistand in derselben Art und gegen nicht höhere Gebühren wie den eigenen Angehörigen zu gewähren.

Artikel 23.

Die vertragenden Theile gestehen sich gegenseitig das Recht zu, an ihre Zollstellen Beamte zu dem Zwecke zu senden, um von der Geschäftsbehandlung derselben in Beziehung auf das Zollwesen und die Grenzbewachung Kenntniss zu erlangen, wozu diesen Beamten alle Gelegenheit bereitwillig zu gewähren ist.

Ueber die Rechnungsführung und Statistik in beiden Zollgebieten wollen die vertragenden Staaten sich gegenseitig alle gewünschten Aufklärungen ertheilen.

Artikel 24.

Der gegenwärtige Handelsvertrag wird sich in Gemässheit des zwischen der österreichisch-ungarischen Monarchie und dem Fürstenthume Liechtenstein bestehenden Zoll- und Steuereinigungsvertrages auch auf das letztere erstrecken.

Derselbe wird sich ferner auf das Grossherzogthum Luxemburg erstrecken, solange dasselbe zum deutschen Zollgebiete gehört.

Artikel 25.

In denjenigen einzelnen Landestheilen der vertragschliessenden Theile, welche von deren Zollgebiet ausgeschlossen

Ausschluss dauert, die Verabredung 1878
gegenwärtigen Vertrages keine An-

Artikel 26.

Vertrag soll vom 1. Januar 1879 ab in
lle des Handels- und Zollvertrages vom
Derselbe soll bis zum 31. December 1879
iben.

Artikel 27.

ationen des gegenwärtigen Vertrages sollen
glich in Berlin ausgewechselt werden.
und dessen haben die beiderseitigen Bevollmäch-
egenwärtigen Vertrag unterzeichnet und ihre Siegel
t.

geschehen zu Berlin, den 16. December im Jahre
nd Achthundert Acht und siebenzig.

S.) A. *Wolkenstein* m. p. (L. S.) B. *Bülow* m. p.

---

age A.

Zoll-Cartel.

§. 1.

Jeder der vertragenden Theile verpflichtet sich, zur Verhinderung, Entdeckung und Bestrafung von Uebertretungen (§§. 13 und 14) der Zollgesetze des anderen Theiles nach Massgabe der folgenden Bestimmungen mitzuwirken.

§. 2.

Jeder der vertragenden Theile wird seinen Angestellten, welche zur Verhinderung oder zur Anzeige von Uebertretungen seiner eigenen Zollgesetze angewiesen sind, die Verpflichtung auflegen, sobald ihnen bekannt wird, dass eine Uebertretung derartiger Gesetze des anderen Theiles unternommen werden soll oder stattgefunden hat, dieselbe im ersteren Falle durch alle ihnen gesetzlich zustehenden Mittel thunlichst zu verhindern und in beiden Fällen der inländischen Zoll- oder Steuerbehörde (im Deutschen Reiche: Hauptzollämter oder Hauptsteuerämter, in Oesterreich-Ungarn: Hauptzollämter oder Finanzwachcommissäre) schleunigst anzuzeigen.

§. 3.

Die Zoll- oder Steuerbehörden des einen Theiles sollen über die zu ihrer Kenntniss gelangenden Uebertretungen von

1878 Zollgesetzen des anderen Theiles den im §. 2 bezeichneten Zoll- oder Steuerbehörden des letzteren sofort Mittheilung machen und denselben dabei über die einschlagenden Thatsachen, soweit sie diese zu ermitteln vermögen, jede sachdienliche Auskunft ertheilen.

§. 4.

Die Einhebungsämter eines jeden der vertragenden Theile sollen den dazu von dem anderen Theile ermächtigten oberen Zoll- oder Steuerbeamten die Einsicht der Register oder Registerabtheilungen, welche den Wagenverkehr aus und nach den Gebieten des letzteren und an der Grenze derselben nachweisen, nebst Belegen auf Begehren jederzeit an der Amtsstelle gestatten.

§. 5.

Die Zoll- und Steuerbeamten an der Grenze zwischen den beiderseitigen Zollgebieten sollen angewiesen werden, sich zur Verhütung und Entdeckung des Schleichhandels nach beiden Seiten hin bereitwilligst zu unterstützen und nicht allein zu jenem Zwecke ihre Wahrnehmungen sich gegenseitig binnen der kürzesten Frist mitzutheilen, sondern auch ein freundnachbarliches Vernehmen zu unterhalten und zur Verständigung über zweckmässiges Zusammenwirken von Zeit zu Zeit und bei besonderen Veranlassungen sich miteinander zu berathen.

§. 6.

Den Zoll- und Steuerbeamten der vertragenden Theile soll gestattet sein, bei Verfolgung eines Schleichhändlers oder der Gegenstände oder Spuren einer Uebertretung der Zollgesetze ihres Staates sich in das Gebiet des anderen Theiles zu dem Zwecke zu begeben, um bei den dortigen Ortsvorständen oder Behörden die zur Ermittlung des Thatbestandes und des Thäters und die zur Sicherung des Beweises erforderlichen Massregeln, das Sammeln aller Beweismittel bezüglich der vollbrachten oder versuchten Zollumgehung, sowie den Umständen nach die einstweilige Beschlagnahme der Waaren und die Festhaltung der Thäter zu beantragen.

Anträgen dieser Art sollen die Ortsvorstände und Behörden jedes der vertragenden Theile in derselben Weise genügen, wie ihnen dies bei vermutheten oder entdeckten Uebertretungen der Zollgesetze des eigenen Staates zusteht und obliegt. Auch können die Zoll- und Steuerbeamten des einen Theiles durch Requisition ihrer vorgesetzten Behörde von Seiten der zuständigen Behörde des anderen Theiles aufgefordert werden, entweder

vor letzterer selbst oder vor der competenten Behörde ihres 1878
eigenen Landes die auf die Zollumgehung bezüglichen Umstände auszusagen.

§. 7.

Keiner der vertragenden Theile wird in seinem Gebiete Vereinigungen zum Zwecke des Schleichhandels nach dem Gebiete des anderen Theiles dulden oder Verträgen zur Sicherung gegen die möglichen Nachtheile schleichhändlerischer Unternehmungen Giltigkeit zugestehen.

§. 8.

Jeder der vertragenden Theile ist verpflichtet, zu verhindern, dass Vorräthe von Waaren, welche als zum Schleichhandel nach dem Gebiete des anderen Theiles bestimmt anzusehen sind, in der Nähe der Grenze des letzteren angehäuft oder ohne genügende Sicherung gegen den zu besorgenden Missbrauch niedergelegt werden

Innerhalb des Grenzbezirkes sollen Niederlagen fremder unverzollter Waaren in der Regel nur an solchen Orten, wo sich ein Zollamt befindet, gestattet und in diesem Falle unter Verschluss und Controle der Zollbehörde gestellt werden.

Sollte in einzelnen Fällen der amtliche Verschluss nicht anwendbar sein, so sollen statt desselben anderweite möglichst sichernde Controlmassregeln angeordnet werden. Vorräthe von fremden verzollten und von inländischen Waaren innerhalb des Grenzbezirkes sollen das Bedürfniss des erlaubten, d. h. nach dem örtlichen Verbrauche im eigenen Lande bemessenen Verkehres nicht überschreiten. Entsteht Verdacht, dass sich Vorräthe von Waaren der letzgedachten Art über das bezeichnete Bedürfniss und zum Zwecke des Schleichhandels gebildet hätten, so sollen dergleichen Niederlagen insoweit es gesetzlich zulässig ist, unter specielle, zur Verhinderung des Schleichhandels geeignete Controle der Zollbehörde gestellt werden.

§. 9.

Jeder der vertragenden Theile ist verpflichtet:

a) Waaren, deren Ein- oder Durchfuhr in dem Gebiete des anderen Theiles verboten ist, nach demselben nur beim Nachweise dortiger besonderer Erlaubniss zoll- oder steueramtlich abzufertigen;

b) Waaren, welche in dem Gebiete des anderen Theiles eingangsabgabenpflichtig und dahin bestimmt sind, nach demselben

1878 1. nur in der Richtung nach einem dortigen mit ausreichenden Befugnissen versehenen Eingangsamte,

2. von den Ausgangsämtern oder Legitimationsstellen nur zu solchen Tageszeiten, dass sie jenseits der Grenze zu dort erlaubter Zeit eintreffen können, und

3. unter Verhinderung jedes vermeidlichen Aufenthaltes zwischen dem Ausgangsamte oder der Legitimationstelle und der Grenze zoll- oder steueramtlich abzufertigen, oder mit Ausweisen zu versehen.

§. 10.

Auch wird jeder der beiden Theile die bei Erledigung der Wiederausfuhr unverabgabter Waaren ihm geleisteten Sicherheiten, sowie die für Ausfuhren gebührenden Abgabenerlässe oder Erstattungen erst dann eintreten lassen, wenn ihm durch eine vom Eingangsamte auszustellende, die Registerpost und das Datum der Abfertigung enthaltende Bescheinigung nachgewiesen wird, dass die nach dem vorbezeichneten Nachbarlande ausgeführte Waare in dem letzteren angemeldet worden ist.

§. 11.

Vor Ausführung der im §. 9 unter *b)* und im §. 10 enthaltenen Bestimmungen werden die vertragenden Theile über die erforderliche Anzahl und die Befugnisse der zum Waarenübergange an der gemeinschaftlichen Grenze bestimmten Anmelde- und Erhebungsstellen, über die denselben, soweit sie zu einander unmittelbar in Beziehung stehen, übereinstimmend vorzuschreibenden Abfertigungsstunden und über nach Bedürfniss anzuordnende amtliche Begleitungen der ausgeführten Waaren bis zur jenseitigen Anmeldestelle, sowie über besondere Massregeln für den Eisenbahnverkehr sich bereitwilligst verständigen.

§. 12.

Jeder der vertragenden Theile hat die in den §§. 13 und 14 erwähnten Uebertretungen der Zollgesetze des anderen Theiles nicht allein seinen Angehörigen, sondern auch allen denjenigen, welche in seinem Gebiet einen vorübergehenden Wohnsitz haben oder auch nur augenblicklich sich befinden, unter Androhung der zu jenen Paragraphen bezeichneten Strafen zu verbieten. Beide vertragende Theile verpflichten sich wechselseitig, die dem anderen vertragenden Theile angehörigen Unterthanen, welche den Verdacht des Schleichhandels wider sich erregt haben, innerhalb ihrer Gebiete überwachen zu lassen.

§. 13. 1878

Uebertretungen von Ein-, Aus- und Durchfuhrverboten des anderen Theiles und Zoll- oder Steuerdefrauden, das heisst solche Handlungen oder gesetzwidrige Unterlassungen, durch welche dem letzteren eine ihm gesetzlich gebührende Ein- oder Ausgangsabgabe entzogen wird, oder bei unentdecktem Gelingen entzogen werden würde, sind von jedem der vertragenden Theile nach seiner Wahl entweder mit Confiscation des Gegenstandes der Uebertretung, eventuell Erlegung des vollen Werthes, und daneben mit angemessener Geldstrafe oder mit denselben Geld- oder Vermögens-Strafen zu bedrohen, welchen gleichartige oder ähnliche Uebertretungen seiner eigenen Abgabengesetze unterliegen. Im letzteren Falle ist der Strafbetrag, soweit derselbe gesetzlich nach dem entzogenen Abgabenbetrage sich richtet, nach dem Tarife des Staates zu bemessen, dessen Abgabengesetz übertreten worden ist.

§. 14.

Für solche Uebertretungen der Zollgesetze des anderen Theiles, durch welche erweislich ein Ein-, Aus- oder Durchfuhrverbot nicht verletzt oder eine Abgabe widerrechtlich nicht entzogen werden konnte oder sollte, sind genügende, in bestimmten Grenzen vom strafrichterlichen Ermessen abhängige Geldstrafen anzudrohen.

§. 15.

Freiheits- oder Arbeitsstrafen (vorbehaltlich der nach seinen Abgabengesetzen eintretenden Abbüssung unvollstreckbarer Geldstrafen durch Haft oder Arbeit), sowie Ehrenstrafen, die Entziehung von Gewerbsberechtigungen oder, als Strafschärfung, die Bekanntmachung erfolgter Verurtheilungen anzudrohen, ist auf Grund dieses Cartels keiner der vertragenden Theile verpflichtet.

§. 16.

Dagegen darf durch die nach den §§. 12—15 zu erlassenden Strafbestimmungen die gesetzmässige Bestrafung der bei Verletzung der Zollgesetze des anderen Theiles etwa vorkommenden sonstigen Uebertretungen, Vergehen und Verbrechen, als: Beleidigungen, rechtswidrige Widersetzlichkeit, Drohungen oder Gewaltthätigkeiten, Fälschungen, Bestechungen oder Erpressungen u. dgl., nicht ausgeschlossen oder beschränkt werden.

§. 17.

Uebertretungen der Zollgesetze des anderen Theiles hat auf Antrag einer zuständigen Behörde desselben jeder der

1878 vertragenden Theile von denselben Gerichten und in denselben Formen, wie Uebertretungen seiner eigenen derartigen Gesetze, untersuchen und gesetzmässig bestrafen zu lassen,

1. wenn der Angeschuldigte entweder ein Angehöriger des Staates ist, welcher ihn zur Untersuchung und Strafe ziehen soll, oder

2. wenn jener nicht allein zur Zeit der Uebertretung in dem Gebiete dieses Staates einen, wenn auch nur vorübergehenden Wohnsitz hatte oder die Uebertretung von diesem Gebiete aus beging, sondern auch bei oder nach dem Eingang des Antrages auf Untersuchung sich in demselben Staate betreffen lässt;

in dem unter 2. erwähnten Falle jedoch nur dann, wenn der Angeschuldigte nicht Angehöriger des Staates ist, dessen Gesetze Gegenstand der angeschuldigten Uebertretung sind.

§. 18.

Zu den im §. 17 bezeichneten Untersuchungen sollen das Gericht, von dessen Bezirke aus die Uebertretung begangen ist, und das Gericht, in dessen Bezirke der Angeschuldigte seinen Wohnsitz oder, als Ausländer, seinen einstweiligen Aufenthalt hat, insofern zuständig sein, als nicht wegen derselben Uebertretung gegen denselben Angeschuldigten ein Verfahren bei einem anderen Gerichte abhängig oder durch schliessliche Entscheidung beendigt ist.

§. 19.

Bei den im §. 17 bezeichneten Untersuchungen soll den amtlichen Angaben der Behörden oder Angestellten des anderen Theiles dieselbe Beweiskraft beigelegt werden, welche den amtlichen Angaben der Behörden oder Angestellten des eigenen Staates in Fällen gleicher Art beigelegt ist.

§. 20.

Die Kosten eines nach Massgabe des §. 17 eingeleiteten Strafverfahrens und der Strafvollstreckung sind nach denselben Grundsätzen zu bestimmen und aufzulegen, welche für Strafverfahren wegen gleichartiger Uebertretungen der Gesetze des eigenen Staates gelten.

Für die einstweilige Bestreitung derselben hat der Staat zu sorgen, in welchem die Untersuchung geführt wird.

Diejenigen Kosten des Verfahrens und der Strafvollstreckung, welche, wenn Ersteres wegen Uebertretung der eigenen Abgabengesetze stattgefunden hätte, von jenem Staate

schliesslich zu tragen sein würden, hat, insoweit sie nicht vom 1878
Angeschuldigten eingezogen oder durch eingegangene Strafbeträge gedeckt werden können, der Staat zu erstatten, dessen Behörde die Untersuchung beantragte.

§. 21.

Die Geldbeträge, welche in Folge eines nach Massgabe des §. 17 eingeleiteten Strafverfahrens von dem Angeschuldigten oder für verkaufte Gegenstände der Uebertretung eingehen, sind dergestalt zu verwenden, dass davon zunächst die rückständigen Gerichtskosten, sodann die dem anderen Theile entzogenen Abgaben und zuletzt die Strafen berichtigt werden.

Ueber die letzteren hat der Staat zu verfügen, in welchem das Verfahren stattfand.

§. 22.

Eine nach Massgabe des §. 17 eingeleitete Untersuchung ist, so lange ein rechtskräftiges Enderkenntniss noch nicht erfolgte, auf Antrag der Behörde desjenigen Staates, welcher dieselbe veranlasst hatte, sofort einzustellen.

§. 23.

Das Recht zum Erlasse und zur Milderung der Strafen, zu welchen der Angeschuldigte in Folge eines nach Massgabe des §. 17 eingeleiteten Verfahrens verurtheilt wurde oder sich freiwillig erboten hat, steht dem Staate zu, bei dessen Gerichte die Verurtheilung oder Erbietung erfolgte.

Es soll jedoch vor derartigen Straf-Erlässen oder Strafmilderungen der zuständigen Behörde des Staates, dessen Gesetze übertreten waren, Gelegenheit gegeben werden, sich darüber zu äussern.

§. 24.

Die Gerichte jedes der vertragenden Theile sollen in Beziehung auf jedes in dem anderen Gebiete wegen Uebertretung der Zollgesetze dieses Gebietes oder in Gemässheit des §. 17 eingeleite Strafverfahren verpflichtet sein, auf Ersuchen, des zuständigen Gerichtes:

1. Zeugen und Sachverständige, welche sich in ihrem Gerichtsbezirke aufhalten, auf Erfordern eidlich zu vernehmen und Erstere zur Ablegung des Zeugnisses, soweit dasselbe nicht nach den Landesgesetzen verweigert werden darf, z. B. die eigene Mitschuld der Zeugen betrifft, oder sich auf Umstände erstrecken soll, welche mit der Anschuldigung nicht in naher Verbindung stehen, nöthigenfalls anzuhalten;

1878 2. amtliche Besichtigungen vorzunehmen und den Befund zu beglaubigen;

3. Angeschuldigten, welche sich im Bezirke des ersuchten Gerichtes aufhalten, ohne dem Staatsverbande des letzteren anzugehören, Vorladungen und Erkenntnisse behändigen zu lassen;

4. Uebertreter und deren bewegliche Güter, welche im Bezirke des ersuchten Gerichtes angetroffen werden, anzuhalten und auszuliefern, insofern nicht jene Uebertreter dem Staatsverbande des ersuchten Gerichtes oder einem solchen dritten Staate angehören, welcher durch Verträge verpflichtet ist, die fragliche Uebertretung seinerseits gehörig untersuchen und bestrafen zu lassen.

§. 25.

Es sind in diesem Cartel unter »Zollgesetzen« auch die Ein-, Aus- und Durchfuhr-Verbote und unter »Gerichten« die in jedem der beiderseitigen Gebiete zur Untersuchung und Bestrafung von Uebertretungen der eigenen derartigen Gesetze bestellten Behörden verstanden.

§. 26.

Durch die vorstehenden Bestimmungen werden weitergehende Zugeständnisse zwischen den vertragenden Staaten zum Zwecke der Unterdrückung des Schleichhandels nicht aufgehoben oder geändert.

So haben Wir nach Prüfung sämmtlicher Bestimmungen dieses Vertrages und seiner Anlage denselben gutgeheissen und genehmigt und versprechen auch mit Unserem kaiserlichen und königlichen Worte für Uns und Unsere Nachfolger, denselben seinem ganzen Inhalte nach getreu zu beobachten und beobachten zu lassen.

Zu dessen Bestätigung haben Wir die gegenwärtige Urkunde eigenhändig unterzeichnet und mit Unserem kaiserlichen und königlichen Insiegel versehen lassen.

So geschehen zu Gödöllö am 29. des Monates December im Jahre des Heiles Eintausend Achthundert achtundsiebenzig, Unserer Reiche im einunddreissigsten.

Franz Joseph m. p. (L.S.) *Andrássy* m. p.

Auf Allerhöchsteigenen Befehl Seiner k. u. k. Apost. Majestät:

Wilhelm Freiherr von *Konradsheim* m. p.

k. und k. Hof- und Ministerialrath.

Schluss-Protokoll. 1878

Bei der am heutigen Tage stattgefundenen Unterzeichnung des Handelsvertrages zwischen der österreichisch-ungarischen Monarchie und dem Deutschen Reiche haben die beiderseitigen Bevollmächtigten folgende Bemerkungen, Erklärungen und Verabredungen in das gegenwärtige Protokoll niedergelegt:

Zu Artikel 1 des Vertrages.

1. Der im Artikel 1 unter b) ausgesprochene Vorbehalt erstreckt sich auch auf jene Vorsichtsmassregeln, die zum Schutze der Landwirthschaft gegen die Einschleppung und Verbreitung schädlicher Insecten (wie z. B. der Reblaus und des Coloradokäfers) ergriffen werden.

2. Die vertragschliessenden Theile werden sich alle aus Rücksichten der Gesundheits-Polizei erlassenen Verkehrs-Beschränkungen gegenseitig mittheilen.

Zu Artikel 3 des Vertrages.

Die beiden vertragschliessenden Theile werden dafür Sorge tragen, dass die innere Gesetzgebung der technischen Entwicklung der einer inneren Abgabe unterliegenden Industrie derart folge, dass die Steuerrückvergütung die thatsächlich entrichtete Steuer nicht übersteige.

Zu Artikel 5 des Vertrages.

Bezüglich derjenigen Waaren, welche aus dem Gebiete des einen der vertragenden Theile nach dem Gebiete des andern auf Märkte oder Messen gebracht oder dorthin auf ungewissen Verkauf, ausser dem Mess- und Markt-Verkehr, versendet, binnen einer im Voraus zu bestimmenden Frist unverkauft zurückgeführt, dann der Muster, welche von Handlungsreisenden eingeführt werden, bewendet es bei den zur Zeit in den beiderseitigen Vertrags-Gebieten in Anwendung stehenden Vorschriften.

Hinsichtlich des Viehes, welches auf Märkte in das Gebiet des anderen vertragenden Theiles gebracht und unverkauft von dort zurückgeführt wird, findet beiderseits eine möglichst erleichterte Abfertigung statt.

Zur Feststellung der Identität wird in der Regel die Bezeichnung des Viehes nach Gattung, Stückzahl und Farbe unter Angabe etwaiger besonderer Merkmale als genügend angesehen.

Zu Artikel 6 des Vertrages.

A. Ueber die näheren Bedingungen und Förmlichkeiten, unter welchen die nach Artikel 6 vereinbarten Verkehrs-Erleichterungen eintreten sollen, wurde vereinbart:

1878 1. Unter Garnen und Geweben einheimischer Erzeugung werden die im Versendungslande selbst gesponnenen Garne und gewebten Gewebe, dann solche Garne und Gewebe verstanden, welche zwar im rohen Zustande aus dem Auslande eingeführt und nach zollamtlicher Behandlung in den freien Verkehr gesetzt wurden, jedoch im Versendungslande gebleicht oder gefärbt oder bedruckt worden sind, um dann einer weiteren Bearbeitung oder Verarbeitung im Veredlungslande zugeführt zu werden.

Zum Nachweise der einheimischen Erzeugung dient ein an der Waare anzubringender Fabriksstempel, beziehungweise eine Bescheinigung des inländischen Erzeugers der Waare.

2. Der zollfreie Wiedereintritt der zur Veredlung in das Gebiet des andern vertragschliessenden Theiles ausgeführten Waaren und Gegenstände kann im Versendungslande von einer vor dem Ausgang der ersten Waarensendung zu erwirkenden Bewilligung abhängig gemacht werden. Diese Bewilligung wird auf bestimmte oder unbestimmte Dauer unter Vorbehalt des Widerrufes ertheilt und darf selbstständigen Gewerbe- und Handeltreibenden nicht versagt werden, welche

a) wegen Zollumgehung weder verurtheilt sind, noch in Untersuchung stehen; und

b) die zur Veredlung auszuführenden Waaren und Gegenstände im Inlande selbst zu erzeugen oder dieselben im Sinne des Punkt 1 zu inländischen zu machen in der Lage sind, oder aber, wofern dies nicht der Fall ist, sich über den künftigen Bezug derselben von inländischen Fabrikanten vermittelst beizubringender Erklärungen derselben ausweisen.

Die Zurücknahme der ertheilten Bewilligung kann nur nach erwiesener Zollumgehung oder wegen wiederholter grober Vernachlässigung der Control-Vorschriften stattfinden.

3. Die Gegenstände, für welche eine Zollbefreiung in Anspruch genommen wird, müssen bei Zollstellen nach Gattung und Menge angemeldet und zur Revision gestellt werden.

Bei Garnen und Geweben, welche zur Veredlung ausgeführt werden, ist zugleich der einheimische Ursprung (Punkt 1) nachzuweisen.

4. Gewerbetreibende, welche sich mit dem Veredlungs-Verkehr befassen, können der Aufsicht der Zollbehörden unterworfen werden.

5. Die Abfertigung der ausgeführten und wiedereingeführten, beziehungsweise eingeführten und wiederausgeführten Gegenstände muss in der Regel bei denselben Zollstellen erfolgen, mögen diese an der Grenze oder im Innern sich be-

finden. Ausnahmen werden von den zuständigen Zollbehörden 1878
bewilligt werden, sofern in Folge der geographischen Lage derjenigen Gewerbestätte, in welcher die Veredlung stattfinden soll, und mit Rücksicht auf den schliesslichen Bestimmungsort der veredelten Waare ein erheblicher Umweg für den Rücktransport der Waare zum Versendungsamte nicht zu vermeiden wäre.

6. Es kann die Wiederausfuhr und Wiedereinfuhr an die Beobachtung angemessener Fristen geknüpft und die Erhebung der gesetzlichen Abgaben dann verfügt werden, wenn die Fristen unbeobachtet bleiben.

7. Es ist gestattet, eine Sicherung der Abgaben durch Hinterlegung des Betrages derselben oder in anderer entsprechender Weise zu verlangen.

8. Gewichtsdifferenzen, welche durch Reparaturen, durch die Bearbeitung oder Veredlung der Gegenstände entstehen, sollen in billiger Weise berücksichtet werden und geringere Differenzen eine Abgabenentrichtung nicht zur Folge haben. Bei Garnen und Geweben, deren Identität durch das Vorhandensein der unverletzten Identitätszeichen unzweifelhaft ist, bleiben Gewichtsdifferenzen unberücksichtigt.

9. Die Bestimmungen rücksichtlich des Nachweises des einheimischen Ursprunges und des Erfordernisses besonderer Erlaubniss zum Veredlungsverkehr (Punkt 1—3) haben keine Anwendung zu finden:

a) auf die zur Reparatur aus- und dann wiedereingeführten Gegenstände,

b) auf die im Grenzbezirke ansässigen Handwerker und Lohn-Arbeiter, welche ihr gewöhnliches Arbeitsmaterial über die Grenze zur häuslichen Arbeit nach ihrer Wohnstätte übertragen und nach der Verarbeitung wieder zollfrei zurückbringen. Arbeitssammler (Factoren), welche die Betheilung der Lohnarbeiter mit Arbeit vermitteln, werden gleich den Lohnarbeitern behandelt.

Auf Grund dieser Vereinbarung (Punkt 1—9) haben die beiderseitigen Bevollmächtigten mittelst Noten vom heutigen Tage sich gegenseitig die Detailvorschriften mitgetheilt, welche die vertragenden Theile zur Regelung und Controle des Veredlungsverkehrs zu erlassen, sich wechselseitig als berechtigt anerkennen. Beide Theile behalten sich indess vor darin thunliche Erleichterungen und Vereinfachungen nach Massgabe des Bedürfnisses eintreten zu lassen.

B. Man war darüber einverstanden, dass die in älteren Uebereinkünften und Gesetzen beruhenden Erleichterungen des

1878 Grenzverkehres mit leinenen Garnen und roher ungebleichter Leinwand für die Dauer des gegenwärtigen Vertrages mit der Massgabe aufrecht erhalten werden, dass diese Uebereinkünfte mit dem Ablaufe dieses Vertrages ohne vorherige Kündigung ausser Kraft treten.

Insbesondere wird vereinbart, dass für die Vertragsdauer rohes leinenes Handgespinnst gegenseitig zollfrei zu behandeln sei, und dass rohe ungebleichte Leinwand auf der Grenzlinie von Leobschütz bis Seidenberg in der Ober-Lausitz nach Bleichereien und Leinwandmärkten in Preussisch-Schlesien, dann auf der Grenzstrecke von Ostritz bis Schandau in Sachsen auf Erlaubnissscheine zollfrei eingehen dürfe.

Was die Erleichterungen im Verkehre mit rohem leinenen Garn betrifft, welches zum Bleichen oder Verweben aus dem Gebiete des einen vertragenden Theiles in das des andern gebracht und gebleicht oder verwebt zurückgebracht wird, so wird anerkannt, dass das Garn weder in Ketten gelegt, noch plombirt zu sein braucht, und dass es genügt, bei der Ausfuhr, beziehungsweise Einfuhr die Menge und Gattung (letztere bei Maschinengarn blos nach den Feinheitsgrenzen, sowie nach dem Nettogewichte) anzugeben, eventuell auch Proben von dem Garne zurückbehalten und bei dem Wiederaustritte, beziehungsweise Wiedereintritte die Uebereinstimmung des gebleichten oder zu Leinwand verwebten Garnes mit dem ausgeführten rohen Garne nach Gattung und Menge nachzuweisen. Gewichts-Differenzen, welche durch die Bleiche oder Schlichte verursacht werden, sind entsprechend zu berücksichtigen.

C. Die beiden vertragenden Theile sind darüber einverstanden, dass die bestehenden Erleichterungen in dem Verkehr zwischen den Bewohnern der beiderseitigen Grenzbezirke in Bezug auf Gegenstände ihres eigenen Bedarfes zur Reparatur oder sonst einer handwerksmässigen Bearbeitung, welcher die häusliche Lohnarbeit gleich zu halten ist, auch weiterhin aufrecht zu erhalten sind. Soweit derlei Erleichterungen nicht im Veredlungsverkehr begriffen werden, sind sie in der Anlage *B* verzeichnet. In Beziehung auf die Zollbegünstigungen, bei denen die Begriffe Grenzbezirk und Grenzbewohner in Frage kommen, werden die dermalen in beiden Staaten bestehenden Grenzbezirke als solche anerkannt, auf welche derlei Zollbegünstigungen sich zu erstrecken haben. Im Falle von Aenderungen in der Ausdehnung der Grenzbezirke gelten diese Zollbegünstigungen für eine Grenzzone von zehn Kilometer Entfernung von der Grenze.

Zu Artikel 5, 6 und 7 des Vertrages. 1878

Die in den Artikeln 5, 6 und 7 verabredeten Verkehrs-Erleichterungen finden unter den in der Uebereinkunft zwischen Oesterreich, Bayern, Württemberg und Baden vom 20. Februar 1854 festgesetzten Controlen auch auf den Verkehr über den Bodensee Anwendung.

Eine Revision der gedachten Uebereinkunft mit Rücksicht auf solche Bestimmungen derselben, welche in Folge thatsächlich veränderter Verhältnisse einer Modification bedürfen, bleibt vorbehalten.

Zu den Artikeln 6 und 25 des Vertrages.

Die vom beiderseitigen Zollgebiete ausgeschlossenen Landestheile sind:

I. In den Staaten der österreichisch-ungarischen Monarchie:

1. die Handelsstadt Brody in Galizien;

2. die Freihäfen Triest, Fiume (mit dem Lazarethe Martinschizza), Buccari, Porte Rè, Zengg und Carlopago, alle diese Seehäfen mit den dazu gehörigen zollfreien Umkreisen;

3. die Markgrafschaft Istrien mit den Quarnerischen Inseln;

4. das Königreich Dalmatien.

II. Im Deutschen Reiche:

1. in Preussen: die Stadt Altona, ein Theil der Stadt Wandsbeck und des Dorfes Marienthal, der Hafenort Geestemünde mit dem Freigebiet von Geestendorf und Lehe, die Elbinseln Altenwerder, Krusenbusch, Finkenwerder (ohne Finkenwerder-Blumensandt), Kattwieck, Hoheschaar, Neuhof und ein Theil von Wilhelmsburg;

2. in Oldenburg: der Hafenort Brake;

3. die freie Stadt Bremen und ihr Gebiet mit Ausnahme der Stadt Vegesack, der holländischen Aussendeichs-Ländereien, der am rechten Ufer der Wumme und am linken Ufer der Ochtum belegenen Gebietstheile der Ortschaften Habenhausen, Arsten, Buntethorsteinweg-Neuland und eines Theiles der Feldmark Woltmershausen;

4. die freie Stadt Hamburg und ihr Gebiet mit Ausnahme:

a) der Stadt Bergedorf, der Vierlande, der Vogteien Reitbrock, Ochsenwerder, Patenberg, Spadenland, des grössten Theiles der Vogtei Billwerder und eines Theiles der Vogtei Billwerder-Ausschlag;

1878 *b*) der Vogteien Langenhorn, Grossborstel, Fuchsbüttel, Kleinborstel, Ohlsdorf und eines Theiles der Vogteien Alsterdorf und Barmbeck;

c) des Amtes Ritzebüttel, der Flecken Ritzebüttel und Cuxhaven mit Ausschluss des Cuxhavener Aussendeiches;

d) der Vogteien Moorburg und Moorwerder, der Dorfschaft Geesthacht und der Ortschaften Gross-Hansdorf, Schmalenböck, Beimoor, Wohldorf, Ohlstedt, Volksdorf, Farmsen nebst Kupferdamm, Lehmbrock und Bernee.

5. In Baden: die Inseln Reichenau, der Bittenharter Hof, die Orte und Höfe Büsingen, Jestetten (mit Flachshof, Gunzenriederhof und Rentehof), Bottstetten (mit Balm, Dietenberg, Nack, Locherhof und Volkenbach), Dettighofen (mit Häuserhof), Altenburg, Baltersweil, Berwangen und Albführenhof bei Weisweil.

Zu Artikel 7 des Vertrages.

1. Die im Artikel 7 bezeichnete Erleichterung ist durch nachstehende Umstände bedingt:

a) Die Waaren müssen beim Eingangsamte zur Weitersendung mit einem Begleitschein (nicht zur schliesslichen Abfertigung) angemeldet werden und von einer amtlichen Bezettelung begleitet sein, welche ergibt, dass und wie sie am Versendungsort unter amtlichen Verschluss gesetzt worden sind.

b) Dieser Verschluss muss bei der Prüfung als unverletzt und sicher befunden werden.

c) Die Declaration muss vorschriftsmässig und dergestalt erfolgen, dass wegen mangelhafter Anmeldung die specielle Revision nicht erforderlich wird, und es darf zum Verdacht eines beabsichtigten Unterschleifes überhaupt keine Veranlassung vorliegen.

Lässt sich ohne Abladung der Waaren die vollständige Ueberzeugung gewinnen, dass der in dem Gebiete des anderen Theiles angelegte Verschluss unverletzt und sichernd sei, so kann auch die Abladung und Verwiegung der Waaren unterbleiben.

2. Soweit an einzelnen Orten in Deutschland ein Bedürfniss sich geltend macht, soll auf besonderes Ansuchen auch Waarenführern die Benützung der öffentlichen Niederlage gestattet werden. Die gleiche Begünstigung wird österreichisch-ungarischerseits zugestanden.

Zu Artikel 8 des Vertrages.

1. Die bestehenden Zusammenlegungen von gegenüberliegenden Grenzzollämtern bleiben aufrecht. Doch steht jedem

der betheiligten Staaten frei, eine solche Zusammenlegung 1878
gegen vorherige sechsmonatliche Kündigung zurückzuziehen.

Neue Zusammenlegungen bleiben der Verständigung zwischen Oesterreich und den betheiligten deutschen Staaten vorbehalten.

2. Es wird auch ferner auf thunlichste Uebereinstimmung in den Abfertigungsbefugnissen der gegenüberliegenden Grenzzollämter Bedacht genommen werden.

Eine ausnahmsweise Erweiterung der Competenz einzelner Aemter wird der besonderen Verständigung der betheiligten Regierungen vorbehalten.

3. Hinsichtlich der Stellung und der Amtsbefugnisse der auf das Gebiet des anderen Theiles verlegten Grenzzollämter hat man sich über folgende Grundsätze geeinigt:

a) Ein auf das jenseitige Gebiet verlegtes, früher auf dem Gebiete des Staates, welchem es angehört, aufgestellt gewesenes Zollamt behält den Namen des früheren Standortes, welchem jedoch sein neuer Standort beigefügt wird. Die auf jenseitigem Gebiete neu errichteten Aemter erhalten den Namen ihres Standortes.

b) Die Schlagbäume erhalten die Landesfarben des Territoriums, auf welchem sie stehen; das Amtsschild wird mit den Farben und Wappen des Landes, welchem das Amt angehört, versehen.

c) Die Aufrechthaltung der Hausordnung liegt dem Vorsteher des Territorialamtes ob.

d) Die Regierung des Territorialstaates hat dafür zu sorgen, dass die auf ihr Gebiet übersetzten Beamten in Betreibung ihrer zollamtlichen Geschäfte nicht gestört werden, und dass namentlich die Sicherheit ihrer Dienstpapiere und Gelder keinem Anstande unterliege.

e) Die beiderseitigen Zoll- und Steuerbeamten und Angestellten, welche sich aus irgend einer im Vertrage vorgesehenen Veranlassung in der vorschriftsmässigen Dienstuniform in den gegenüberliegenden Staat begeben, sind dort von dem für Rechnung des Staates zu erhebenden Wege-, Brücken- und Fährgelde, ebenso wie die eigenen Beamten und Angestellten befreit. Dagegen haben sie die Befreiung von dergleichen Communicationsabgaben, deren Erhebung Gesellschaften, Corporationen, Gemeinden oder einzelnen Privatpersonen zusteht, nur insoweit zu beanspruchen, als sie nach dem bestehenden Tarife begründet erscheint.

f) Es wird ausdrücklich anerkannt, dass durch die Zusammenlegung der gegenüberliegenden Zollämter wohl eine thun-

1878 liche Gleichzeitigkeit der beiderseitigen Amtshandlungen, nicht aber eine regelmässige Abfertigungs-Gemeinschaft beabsichtigt sei, dass demnach, abgesehen von Fällen aussergewöhnlichen Verkehrsandranges und den hiefür von den beiderseitigen Zollverwaltungen einvernehmlich zu erlassenden Instructionen, jedes der beiden Aemter nur die ihm als Ein- oder Ausgangsamt seines Staates obliegenden Functionen zu vollziehen, an den gleichen Functionen des anderen Amtes aber sich nicht zu betheiligen habe.

g) Die gegenwärtig bestehenden Verabredungen:

Zur Regelung der Verhältnisse der Beamten und Angestellten der auf das Gebiet des Nachbarstaates verlegten Zollämter,

über das Verhalten der Beamten und Angestellten der beiderseitigen Zollschutzwachen in ihrem Verkehre zu den Beamten und Angestellten der Wachanstalten des Nachbarstaates,

über die Unterbringung der auf das Gebiet des einen Staates verlegten Aemter des anderen Staates und die hiefür anzurechnenden Miethzinse,

über die Kosten der Reinigung und Heizung der zusammengelegten Aemter,

über die Errichtung, Erhaltung, Beleuchtung, das Schliessen und Oeffnen der Schlagbäume bei den zusammengelegten Aemtern,

über die Portofreiheit für Briefe und Fahrpostsendungen beim amtlichen Verkehr dieser Aemter mit ihren vorgesetzten Behörden, oder mit anderen Zollämtern ihres Staates,

über die Rechte und Pflichten der Beamten der auf das Gebiet des Nachbarstaates verlegten Zollämter, denen Wohnungen in dem Staatsgebäude des letzteren eingeräumt worden,

über die Zollabfertigungen an Sonn- und Feiertagen, endlich

über die gegenseitige Zollbefreiung für fertige Beamtenuniform- und Armaturstücke werden hiedurch aufrecht erhalten.

Der Grenzpassantendienst wird von jedem der vertragenden Theile nach den in seinem Gebiete diesfalls bestehenden Vorschriften und mit Rücksicht auf die besonderen Vereinbarungen gehandhabt werden.

Zu Artikel 10 des Vertrages und zum Zollcartel.

1. Zu §. 4 des Zollcartels.

Zu den oberen Zoll- und Steuerbeamten, welche befugt sind, bei den Einhebungsämtern des gegenüberliegenden Zollgebietes die Register oder Register-Abtheilungen, welche den Waarenverkehr aus und nach demselben und an dessen Grenze

nachweisen, nebst Belegen zur Notiznahme einzusehen, gehören ausser den höheren Beamten, in Oesterreich-Ungarn: die Oberbeamten der Hauptzollämter, die Finanzwach-Obercommissäre und Commissäre, in Deutschland: die Hauptamtsmitglieder und die Obercontroleure. 1878

2. Zu §. 5. des Zollcartels.

Es wird als unbedenklich anerkannt, das die Grenzaufseher (Finanz-Wachmannschaften) zur Verhütung und Entdeckung des Schleichhandels sich gegenseitig unterstützen und ihre darauf bezüglichen Wahrnehmungen einander unmittelbar mittheilen. Man war jedoch darüber einverstanden, dass die zur Verständigung über zweckmässiges Zusammenwirken von Zeit zu Zeit und bei besonderen Veranlassungen vorzunehmenden Berathungen zunächst nur unter den beiderseitigen oberen Zoll- und Steuerbeamten stattzufinden haben.

3. Zu §. 6 des Zollcartels.

Es wird anerkannt, dass die beiderseitigen Zoll- und Steuerbeamten, wenn dieselben bei Verfolgung eines Schleichhändlers oder der Gegenstände oder Spuren einer Uebertretung der Zollgesetze des einen vertragenden Theiles in das Gebiet des andern sich begeben, sich lediglich darauf zu beschränken haben, bei den dortigen Ortsvorständen oder Behörden die zur Ermittelung des Thatbestandes und des Thäters und die zur Sicherung des Beweises erforderlichen Massregeln, das Sammeln aller Beweismittel bezüglich der vollbrachten oder versuchten Zollumgehung, sowie den Umständen nach die einstweilige Beschlagnahme der Waaren und die Festhaltung der Thäter zu beantragen, dass die genannten Beamten dagegen auf fremdem Gebiete weder die Person des Thäters noch die Gegenstände der Uebertretung anhalten, noch auch von ihren Waffen Gebrauch machen dürfen. Sollten aber die Beamten bei der Verfolgung durch thätliche Angriffe auf ihre Person in die Nothwendigkeit versetzt werden, zu ihrer Selbstvertheidigung auf fremdem Teritorium von ihren Waffen Gebrauch zu machen, so haben in jedem einzelnen Falle die Behörden des Landes, in welchem dieser Fall vorgekommen, nach den daselbst geltenden Gesetzen darüber zu entscheiden, ob dieser Gebrauch überhaupt oder in dem stattgehabten Umfange zur Abwehr der thätlichen Angriffe erforderlich gewesen ist.

4. Zu §§. 6 und 11 des Zollcartels.

Die beiderseitigen Zoll- und Steuerbeamten können, wenn sie sich zu den in den §§. 6 und 11 des Zollcartels bezeichneten

1878 Zwecken in das Gebiet des anderen Theiles begeben, dabei ebenso bewaffnet sein, wie es für die Ausübung des Dienstes im eigenen Lande vorgeschrieben ist.

5. Zu §. 8 des Zollcartels.

Man war darüber einverstanden, dass es, solange fremde unverzollte Waaren im Grenzbezirke nur an Orten, wo sich Zollämter befinden, und dort nur in zollämtlichen Niederlagen oder doch unter einer gegen missbräuliche Verwendung hinreichend sichernden Controle niederlegt werden dürfen, zur Ausführung der im §. 8 enthaltenen Verabredungen genüge, wenn die beiderseitigen Zollbehörden angewiesen werden, Niederlagen der gedachten Art, sowie Vorräthe von fremden verzollten und von inländischen Waaren innerhalb des Grenzbezirkes mit gehöriger Berücksichtigung auch der Zollinteressen des anderen Theiles in der gesetzlich zulässigen Weise zu controliren.

6. Zu §. 9 des Zollcartels.

Zur Ausführung der Verabredung unter lit. a) des §. 9 werden den beiderseitigen Aemtern die in dem gegenüberliegenden Zollgebiete in der Einfuhr und Durchfuhr verbotenen oder einer besonderen Erlaubniss bedürfenden Gegenstände besonders bezeichnet werden.

7. Zu §. 10 des Zollcartels.

Nach §. 10 des Zollcartels sollen die Erledigung der für die Wiederausfuhr unverabgabter Waaren geleisteten Sicherheiten, sowie die für Ausfuhren gebührenden Abgaben-Erlässe oder Erstattungen erst dann gewährt werden, wenn durch eine vom Eingangsamte auszustellende Bescheinigung nachgewiesen wird, dass die aus dem deutschen Zollgebiete nach Oesterreich-Ungarn oder umgekehrt ausgeführte Waare in Oesterreich-Ungarn, beziehentlich dem deutschen Zollgebiete angemeldet worden ist.

In Bezug auf die Ausführung dieser Bestimmungen war man darüber einverstanden, dass es bei dem bisherigen Verfahren nach Massgabe der nachfolgenden Vorschriften verbleiben soll:

a) Bei dem gewöhnlichen Frachtverkehre, wo die beiderseitigen Grenzzollämter die zollgesetzliche Ausgangs-, beziehungsweise Eingangsabfertigung der Waaren vornehmen, erfolgt die Ueberweisung derselben behufs der Anmeldungsbescheinigung auf den die Waaren begleitenden Abfertigungspapieren von dem Grenzzollamte des Ausgangsstaates an das Grenzzollamt des Eingangsstaates. Das

letztere gibt die Anmeldungs-Bescheinigung unter Bei- 1878
drückung des Amtssiegels und unter amtlicher Unterschrift mit den Worten:

»Angemeldet und unter Nr. . . . . des . . . . . Registers eingetragen.«

b) Bei dem Frachtenverkehre mittelst der Eisenbahn findet dasselbe Verfahren statt, auch wenn die Ausgangs-Abfertigung bei einem Amte im Innern und die Eingangs-Abfertigung bei dem Grenzzollamte oder die Ausgangs-Abfertigung bei dem Grenzzollamte und die Eingangs-Abfertigung bei einem Amte im Innern oder die Ausgangs- und die Eingangs-Abfertigung beiderseits bei einem Amte im Innern vorgenommen wird.

Damit aber in dem Falle, wo die Eingangs-Abfertigung bei einem Amte im Innern stattfindet, dieses weiss, welche der ihm im Ansageverfahren überwiesenen Güter im gebundenen Verkehre übergegangen sind, so bemerkt das Grenzzollamt des Eingangsstaates auf Grund der ihm von dem Grenzzollamte des Ausgangsstaates mitgetheilten Abfertigungspapiere bei der betreffenden Post der Ladeliste, welches Amt des Ausgangsstaates die Ausgangs-Abfertigung vorgenommen hat, sowie in welchem Register und unter welcher Nummer desselben die Waare dort eingetragen ist. Es würde also zum Beispiel bei einer nach Wien bestimmten Waarenpost, welche mit Begleitschein nach Breslau gekommen und dort zum Ausgang über Oderberg abgefertigt ist, das österreichische Grenzzollamt zu Oderberg, welches die Waaren im Ansageverfahren nach Wien ablässt, auf Grund des ihm von dem preussischen Grenzzollamte zu Oderberg mitgetheilten Begleitscheines in der Ladeliste bei der betreffenden Post bemerken:

»Im gebundenen Verkehre von Breslau, Begleitschein. Empfangsregister Nr. . . . . .«

Damit aber auch das Ausgangs-Abfertigungsamt sofort beim Rückempfange der von dem Grenzzollamte des Eingangsstaates für die Anmeldung bescheinigten Abfertigungspapiere erfährt, welches Amt des Eingangsstaates die zollgesetzliche Eingangsabfertigung vornimmt, so gibt das Grenzzollamt des Eingangsstaates die Anmeldungsbescheinigung über die von ihm im Ansageverfahren auf ein Amt im Innern abgelassene Waaren dahin:

»Durch Ladungsliste Nr. . . . . angemeldet und mit Ansagezettel Nr. . . . . nach . . . . . abgelassen.«

1878 Bei zusammengelegten Zollämtern, welche einen erheblichen Eisenbahnverkehr abzufertigen haben, soll es jedoch genügen, dass die Eingangsämter die Uebernahme der unverabgabten Waaren durch den Abdruck des Amtsstempels in den Abfertigungspapieren des anderen Theiles bestätigen.

c) Bei dem Postverkehre, es mag die Beförderung der Güter mittelst der gewöhnlichen Postwagen oder mittelst der Eisenbahn erfolgen, besorgt das Grenzzollamt des Ausgangsstaates die Ausgangsabfertigung der in gebundenem Verkehr übergehenden Waaren. Der zu prüfende Verschluss bleibt bei den einzelnen Poststücken, und bescheinigt das Grenzausgangsamt dies auf der für das Grenzeingangsamt bestimmten Waarenerklärung unter Beidrückung des Amtssiegels mit den Worten:

»Blei- / »Siegel- } Verschluss von N. N. belassen,«

so dass alle aus dem gebundenen Verkehre des Ausgangsstaates eingehenden Poststücke beim Grenzeingangsamte mit amtlichem Verschlusse und mit amtlich bescheinigter Eingangserklärung ankommen und, sofern dort nicht die zollgesetzliche Eingangs-Abfertigung stattfindet, damit auf das dazu berufene Amt im Innern abgelassen werden müssen. Die Zollabfertigungspapiere des Grenzausgangsamtes lässt dieses ebenfalls mit an das Grenzeingangsamt gehen, welches sie zum Beweise der Eingangsanmeldung abstempelt und dann sofort zurücksendet.

Es herscht Einverständniss darüber, dass bei zusammengelegten Zollämtern an der Eisenbahn und insbesondere dort, wo ein directer Uebergang der Posten in den nämlichen Eisenbahn-Postwagen ohne Ausladung der Poststücke stattfindet, und die letzteren theils unter Einzel-, theils unter Raumverschluss einlangen beziehungsweise weiter abgefertigt werden, von der Bescheinigung des Verschlusses seitens des Austrittsamtes auf den für das Grenzeingangsamt bestimmten Waarenerklärungen abgesehen werden könne, und es genüge, dass das Ausgangsamt die Zollabfertigungspapiere dem Eingangsamte zur Einsicht und behufs Abstempelung sogleich nach Eintreffen der Post zustelle.

8. Zu §. 11 des Zollcartels.

Die Verständigung über die in §. 11. erwähnten Punkte bleibt der Verhandlung zwischen Oesterreich und den angrenzenden deutschen Staaten vorbehalten.

Die zollamtliche Abfertigung der über die beiderseitigen 1878
renzen auf Eisenbahnen verkehrenden Viehtransporte soll
unlichst beschleunigt und erleichtert werden. — Dieselbe
t auf die vorherige Anmeldung und bezüglichen Antrag der
isenbahnverwaltungen, wenn sonst die übrigen Voraus-
tzungen zutreffen, auch zur Nachtzeit vorzunehmen, soferne
es mit einer vollkommen verlässlichen Vollziehung des
ienstes vereinbar ist.

9. Zu §. 13 des Zollcartels.

Nach §. 13 des Zollcartels sollen Uebertretungen von
in-, Aus- und Durchfuhrverboten des anderen Theiles
indestens mit denselben Strafen bedroht werden, welchen
leichartige oder ähnliche Uebertretungen der eigenen Ab-
abengesetze unterliegen.

Man war darüber einverstanden, dass in jenen Staaten
welchen die Uebertretungen der aus polizeilichen Rück-
chten ergangenen Ein-, Aus- und Durchfuhrverbote nicht
s eine Verletzung der Abgabengesetze erachtet werden,
ich nicht die zum Schutze der letzteren angedrohten Strafen,
ndern jene des einschlägigen Strafgesetzes Anwendung fin-
en können, unbeschadet der Verfolgung nach dem Zoll-
rafgesetze, falls zugleich eine Zollübertretung vorliegt.

10. Zu §. 14 des Zollcartels.

Die Anträge auf Einleitung der Untersuchung können
Oesterreich-Ungarn von den Finanzbezirksdirectionen, be-
ehungsweise Finanzdirectionen, und den Finanzinspectoren,
Deutschland von den Hauptämtern ausgehen. Die beider-
itigen Behörden haben dergleichen Anträge an einander zu
chten, um das Weitere zu veranlassen.

11. Zu §. 21 des Zollcartels.

Neben der Strafe sind auch die vom Uebertreter umgan-
enen Gefälle einschliesslich der Licenzgebühren einzuziehen.

12. Zu §. 22 des Zollcartels.

Die Bestimmungen im Alinea 3 des §. 20 wegen
ragung der Kosten findet auch in dem hier vorgesehenen
alle einer Einstellung der Untersuchung Anwendung.

Zu Artikel 11 des Vertrages.

Man ist darüber einverstanden, dass von den Bestim-
ungen des gegenwärtigen Vertrages die Ausübung der natio-
alen Fischerei ausgeschlossen bleibt.

1878 Die verabredete Gleichstellung der Seehandelsschiffe und deren Ladungen in den beiderseitigen Seehäfen erstreckt sich nicht:

a) auf Prämien, welche für neuerbaute Seehandelsschiffe ertheilt werden oder ertheilt werden möchten, sofern dieselben nicht in der Befreiung der Hafen- und Zollgebühren oder in der Ermässigung solcher Gebühren bestehen;

b) auf die Privilegien für sogenannte Yachtclubs, welche dritten Staaten angehören.

Zu den Artikeln 16 und 18 des Vertrages.

1. Die in den Artikeln 16 und 18 enthaltenen Bestimmungen erstrecken sich auch auf den Fall, wo eine Umladung durch Verschiedenheit der Bahngeleise nöthig wird. Obgleich dieselben auf sonstige Umladung von Eisenbahntransporten nicht ausgedehnt werden konnten, so wird doch anerkannt, dass, wo durch sehr grosse Entfernung der Auf- und Abladungsorte eine Umladung nöthig wird, die Ausdehnung jener Begünstigungen auf Fälle, wo eine gehörig beaufsichtigte Umladung stattfindet nicht auszuschliessen sei.

2. Postsendungen, welche auf Eisenbahnen durch das Gebiet eines der vertragenden Theile aus oder nach dem Gebiete des anderen durchgeführt werden, sollen, wenn ihre Beförderung in gehörig verschliessbaren Behältnissen erfolgt, und die Zahl, der Inhalt und das Rohgewicht der Poststücke aus den der Zollbehörde zugänglichen Postpapieren ersichtlich sind, von der Declaration und Revision sowohl im Innern, als an der Grenze, sowie von dem zollamtlichen Verschluss der einzelnen Poststücke auch in dem Falle frei bleiben, wenn sie zum Zwecke des Ueberganges von einer Eisenbahn auf eine andere umgeladen werden.

Die Angabe des Inhalts der Poststücke darf hinsichtlich der mit der Ueberlandspost beförderten Gegenstände unterbleiben.

3. Man ist darüber einverstanden, dass durch die im zweiten Alinea des Artikels 18 und die vorstehend unter 2 vereinbarte Befreiung der auf Eisenbahnen transitirenden Güter und Postsendungen von der zollamtlichen Revision, die Ausführung einer solchen Revision nicht ausgeschlossen sein soll, wenn Anzeigen oder begründete Vermuthungen einer beabsichtigten Zollübertretung vorliegen.

4. Die Zollabfertigung des gegenseitigen Eisenbahnverkehres soll, wie bisher, nach den in der Beilage *C* des Voll-

zugsprotokolles zum Vortrage vom 11. April 1865 ersichtlichen 1878
Bestimmungen erfolgen. Dabei sollen die zwischen Oesterreich-Ungarn und den betreffenden deutschen Staaten bestehenden Erleichterungen des Eisenbahnverkehres, sofern sie weiter gehen als die erwähnten Bestimmungen, noch ferner aufrecht bleiben. Ebenso sollen die in der Beilage *D* (Vollzugsprotokoll 1855) ersichtlichen Vorschriften über die Anwendung des Schiffsverschlusses auch ferner in Kraft bleiben.

Zu Artikel 19 des Vertrages.

1. Was den Mess- und Marktverkehr anbelangt, so hat man sich über die Form der Legitimation, welche von den Angehörigen des anderen Theiles, die der im ersten Absatze des Artikels 19 ausgesprochenen Begünstigung theilhaftig werden wollen, beizubringen ist, nach Inhalt der Anlage *C* verständigt. Zur Ausstellung dieser Legitimation sollen die nachstehend unter 2. genannten Behörden befugt sein.

2. Diejenigen Gewerbetreibenden, welche in dem Gebiete des anderen vertragenden Theiles Waarenankäufe machen oder Waarenbestellungen suchen wollen, sollen hiezu abgabenfrei auf Grund von Gewerbe-Legitimationskarten zugelassen werden, welche von den Behörden des Heimatlandes angefertigt sind.

Die Ausfertigung dieser Karten soll nach dem unter *D* anliegenden Muster erfolgen.

Sie geschieht durch diejenigen Behörden, denen die Ertheilung von Passkarten nach den gegenwärtig bestehenden Uebereinkünften übertragen ist. Jedem vertragenden Theile bleibt vorbehalten, nach Befinden eine mässige Gebühr für die Ausfertigung zu erheben.

Zur Vermeidung von Verwechslungen und Verfälschungen sollen die für Deutschland, und Oesterreich-Ungarn gleichmässig herzustellenden Karten nach Format und Farbe von den Passkarten sich unterscheiden, in jedem Jahre eine verschiedene Farbe tragen, in einem Format hergestellt werden, welches die bequeme Mitführung in der Tasche möglich macht und in der Ueberschrift in gleicher Weise wie die Passkarten, mit einem Stempel versehen werden, welcher das Wappen und den Namen des Staates, in welchem die Ausfertigung erfolgte, ersichtlich macht.

Jedem Gewerbetreibenden, welchem eine Gewerbe-Legitimationskarte ertheilt wird, soll von der betreffenden Behörde eine Zusammenstellung derjenigen Vorschriften ausgehändigt werden, welche von den betheiligten Gewerbetreibenden,

1878 ausser den in Bezug auf den Ankauf und Verkauf einzelner Waarenartikel etwa bestehenden Beschränkungen in dem Gebiete des andern vertragenden Theiles zu beachten sind.

Die betreffenden Gewerbetreibenden oder die in ihren Dienste stehenden Reisenden dürfen keine Waare zum Verkauf mit sich führen, jedoch ist denjenigen von ihnen, welche Waarenankäufe machen, gestattet, die angekauften Waaren nach dem Bestimmungsorte mitzunehmen. Sie dürfen nur in Umherreisen Bestellungen suchen oder Ankäufe machen; der ständige Betrieb dieser Geschäfte an einem Orte ausserhalb ihres Wohnortes unterliegt lediglich den, in dem ersteren geltenden Gesetzen.

Zu Artikel 20 des Vertrages.

Die Hinterlegung der Bezeichnungen der Waare oder deren Verpackung, der Fabriks- und Handelsmarken, sowie der Muster und Modelle, deren Rechtsschutz die deutschen Angehörigen in Oesterreich-Ungarn erwerben wollen, hat sowohl bei der Handelskammer in Wien, als auch bei jener in Budapest zu erfolgen.

Da im Gebiete des Deutschen Reiches gemäss der daselbst bestehenden Gesetze über jede Patentertheilung eine amtliche Bekanntmachung erfolgen muss, so wird festgesetzt, dass, wenn ein Angehöriger des Deutschen Reiches auf einen daselbst patentirten Gegenstand auch in Oesterreich-Ungarn ein Privilegium erwirbt, die in Deutschland gesetzlich mittelst Druck erfolgte Veröffentlichung der betreffenden Patentbeschreibung und Zeichnung keinen gesetzlichen Nichtigkeitsgrund gegen den Rechtsbestand des analogen österreichischen und ungarischen Privilegiums bilden soll, insoferne das den Bedingungen des Gesetzes entsprechende Gesuch um dessen Ertheilung bei der competenten Behörde innerhalb des Zeitraums von drei Monaten, vom Tage obiger Veröffentlichung ab gerechnet, eingereicht worden ist, welcher Tag in den Druckexemplaren der deutschen Patentschriften angegeben werden wird.

Zu den Artikeln 21 und 22 des Vertrages.

Unter Consuln sind alle mit Consulargeschäften Beauftragten verstanden.

Jeder der vertragenden Theile, dessen Angehörigen der Consul des anderen Theiles nach Massgabe des Artikels 22 Schutz und Beistand gewährt hat, ist verpflichtet, die dadurch erwachsenen Auslagen und Kosten nach denselben Grund-

sätzen zu erstatten, wie dies von dem Theile, welcher den Consul bestellt hat, rücksichtlich seiner eigenen Angehörigen geschehen würde. 1878

Zu Artikel 23 des Vertrages.

Man war darüber einverstanden, dass unter den Zollstellen, an welche Beamte zu dem im Alinea 1 des Artikels 23 gedachten Zwecke zu senden die vertragenden Theile sich gegenseitig das Recht zugestanden haben, die Zolldirectivbehörden (in Oesterreich-Ungarn die Finanzlandesdirectionen und Finanzdirectionen, in Deutschland die Zolldirectionen) nicht mitbegriffen sind, sondern das darunter nur die Bezirksbehörden (in Oesterreich-Ungarn die Finanzbezirksdirectionen, Finanzinspectoren, in Deutschland die Hauptämter mit den Ihnen untergeordneten Localzollbehörden) verstanden werden.

Ebenso war man darüber einverstanden, dass zwar jeder Regierung die Auswahl der Zollstellen des anderen Zollgebietes, an welche sie Beamte zu dem vertragsmässig bezeichneten Zwecke senden will, überlassen bleibe, dass es aber erforderlich sei, die betheiligte Regierung jedesmal vorher von der Person des zu entsendenden Beamten und von den Zollstellen zu benachritigen, an welche derselbe gesendet werden soll.

Zu Artikel 27 des Vertrages.

Die Bevollmächtigten sind übereingekommen, dass das gegenwärtige Protokoll zugleich mit dem Vertrage den hohen vertragenden Theilen vorgelegt werden soll, und dass im Falle der Ratification des letzteren auch die in ersterem enthaltenen Erklärungen und Verabredungen ohne weitere förmliche Ratification derselben als genehmigt angesehen werden sollen.

Es wurde hierauf das gegenwärtige Protokoll in doppelter Ausfertigung vollzogen.

Berlin, den 16. December 1878.

(L. S.) A. *Wolkenstein* m. p. (S. L.) B. *Bülow* m. p.

Anlage B.

Erleichterungen im Grenzverkehr.

1. Auf Landgütern oder Grundbesitzungen, welche von der Zollgrenze der beiderseitigen Gebietstheile durchschnitten sind, dürfen das dazugehörige Wirthschaftsvieh und Wirthschaftsgeräthe, die Aussaat zum dortigen Feldbau, dann die

1878 auf denselben gewonnenen Erzeugnisse des Ackerbaues und der Viehzucht bei der Beförderung von den Orten ihrer Hervorbringung nach den zu ihrer Verwahrung bestimmten Gebäuden und Räumen von einem Zollgebiete auf das andere an den durch die Verwendung oder Bestimmung im Wirthschaftsbetriebe angezeigten natürlichen Uebergangspunkten zollfrei gebracht werden.

2. Die Grenzbewohner, welche im jenseitigen Grenzbezirk eigene oder gepachtete Aecker und Wiesen zu bestellen, oder dort, jedoch in der Nähe ihres Wohnortes, sonst eine Feldarbeit zu verrichten haben, geniessen Zollfreiheit in Betreff der Aussaat zum Anbau der erwähnten Grundstücke und der von denselben weggeführten Fechsung an Feldfrüchten und Getreide in Garben, dann in Betreff des Arbeitsviehes und der Arbeitsgeräthschaften für die landwirthschaftlichen Verrichtungen.

Nach Massgabe der örtlichen Verhältnisse und der zu verrichtenden Arbeiten kann der Grenzübertritt auch auf Nebenwegen unter Beobachtung der diesfalls zu bestimmenden Vorsichts-Massregeln dann geschehen, wenn die Rückkehr noch an demselben Tage erfolgt.

3. Die nachbenannten Gegenstände dürfen im gegenseitigen Verkehre der Grenzbezirke, wo die örtlichen Verhältnisse dies wünschenswerth und zulässig erscheinen lassen, unter dienlichen Vorsichten, auch auf Nebenwegen zollfrei ein- und austreten:

Ausgelaugte oder Auswurfsasche zum Düngen, Bausand (gemeiner) und Kieselsteine; Bäume, Sträucher, Reben und andere lebende Pflanzen oder Gewächse zum Verpflanzen, sowie auch eingesetzt in Töpfe oder Kübel, Besen von Weiden, Birken u. dgl.; Bienenstöcke mit lebenden Bienen; Dünger, thierischer; Eier; Feuerschwamm, roher; Flachs und Hanf in Wurzeln; Gras; Moos; Binsen; Futterkräuter; Waldstreu; Heu, Stroh und Häckerling; Milch; Schmirgel und Trippel in Stücken; Thon und Töpfererde, gemeine; Torf und Moorerde; Träber und Trester.

4. Vieh, das auf Weiden getrieben wird oder von denselben zurückkehrt, kann, wenn die Identität sichergestellt wird, zollfrei über die Zolllinie ein- und austreten. Auch die Erzeugnisse von dem auf Weide getriebenen Vieh, als: Milch, Butter, Käse, Wolle und das in der Zwischenzeit zugewachsene junge Vieh, dürfen in einer der Stückzahl des Viehs und der Weidezeit angemessenen Menge zollfrei zurückgeführt werden.

Soweit die örtlichen Verhältnisse es erfordern, ist die 1878
Ueberschreitung der Grenze auf Nebenwegen unter Beobachtung der diesfalls zu bestimmenden localen Vorsichtsmassregeln auch dann zulässig, wenn es sich um eine längere Weidezeit im jenseitigen Grenzbezirke handelt.

5. Die beiderseitigen Grenzbewohner sind, wenn sie Getreide, Oelsamen, Hanf, Lein, Holz, Lohe und andere dergleichen landwirthschaftliche Gegenstände zum Zermahlen, Stampfen, Schneiden, Reiben u. s. w. auf Mühlen in den jenseitigen Grenzbezirk bringen und im verarbeiteten Zustande wieder zurückführen, von jeder Zollabgabe befreit.

Auch wird hiebei gestattet, Ausnahmen von dem regelmässigen Zollverfahren, wenn berücksichtigungswerthe örtliche Verhältnisse dafür sprechen, unter Substituirung anderer, den Umständen angemessener Modalitäten zum Schutze gegen Zoll-Umgehungen zu bewilligen. Die Mengen der Erzeugnisse, welche an Stelle der Rohstoffe wieder eingebracht werden dürfen, beziehungsweise wieder ausgeführt werden müssen, sind nach Erforderniss von den beiderseitigen Zollverwaltungen einvernehmlich angemessen festzusetzen.

6. Die gegenseitige Zollfreiheit soll sich ferner erstrecken auf alle Säcke und Gefässe, worin landwirthschaftliche Erzeugnisse, als z. B. Getreide und andere Feldfrüchte, Gips, Kalk, Getränke oder Flüssigkeiten anderer Gattung und sonst im Grenzverkehre vorkommende Gegenstände in das Nachbarland gebracht werden und die von dort leer auf dem nämlichen Wege wieder zurückgelangen.

Rücksichtlich der Förmlichkeiten und Controlen, welchen die vorstehend angeführten Erleichterungen im Grenzverkehre unterliegen, haben die in dem Uebereinkommen vom 21. October 1847 enthaltenen Vorschriften in Anwendung zu kommen. Soweit weitergehende Erleichterungen in diesem Verkehre bereits bestehen, sind diese aufrecht zu erhalten.

Anlage **C** und **D.**

Formular C.

Dem N. N., welcher mit seinen Fabrikaten (Producten) die Messen und Jahrmärkte in (Oesterreich-Ungarn, Deutschen Reiche) zu besuchen beabsichtigt, wird behufs seiner Legitimation bei den zuständigen Behörden hierdurch bezeugt, dass er zu N. wohnhaft sei und die seinem Gewerbe entsprechenden gesetzlichen Steuern und Abgaben zu entrichten habe.

1878 Gegenwärtiges Zeugniss ist giltig für den Zeitraum von ..... Monaten.

(Ort, Datum, Unterschrift und Stempel der ausstellenden Behörde)

Personalbeschreibung und Unterschrift des Gewerbetreibenden.

Formular D.

Gewerbe-Legitimationskarte.

Giltig für das Jahr (Stempel mit dem Wappen u. Namen d. Landes) 18 . . . . .

Nr. . . . . .

Dem N. N., welcher in N. N. wohnhaft ist und für Rechnung

1. seiner eigenen Drogueriewaaren-Handlung daselbst,

2. der Drogueriewaaren-Handlung N. N. daselbst, bei welcher er als Handlungs-Commis im Dienste steht,

3. nachstehender Handlungs-(Fabriks-)häuser als . . . . . im Deutschen Reiche und in Oesterreich-Ungarn Waaren-Bestellungen aufzusuchen und Waaren-Einkäufe zu machen beabsichtigt, wird hierdurch behufs seiner Gewerbe-Legitimation bescheinigt, dass für den Gewerbebetrieb des/der vorgedachten Geschäfts hauses/häuser im hiesigen Lande die gesetzlich bestehenden Steuern zu entrichten sind.

Derselbe darf von den Waaren, auf welche er Bestellungen suchen will, nur Proben, aufgekaufte Waaren aber nur behufs deren Beförderung nach dem Bestimmungsorte mit sich führen.

Auch ist ihm verboten für Rechnung Anderer als des/der genannten Geschäfts hauses/häuser Waaren-Bestellungen aufzusuchen oder Waaren-Ankäufe zu machen.

Bei dem Aufsuchen von Bestellungen oder bei Waaren-Ankäufen hat er die in jedem Staate giltigen Vorschriften zu beachten.

(Ort, Datum, Unterschrift und Stempel der ausstellenden Behörde)

Personalbeschreibung und Unterschrift des Reisenden.

Der vorstehende Handels-Vertrag sammt Schluss-Protokoll und Anlagen wird nach erfolgter Zustimmung der beiden Häuser des Reichsrathes hiemit kundgemacht.

Wien, am 31. December 1878.

Auersperg m. p. *Chlumecky* m. p. *Pretis* m. p.

1134. 1878

4/16 décembre 1878.

Convention postale entre l'Autriche-Hongrie et la Grèce.

(R. G. Bl. 1879, Nr. 90.)

Postvertrag zwischen Oesterreich-Ungarn und Griechenland vom 4./16. December 1878.

(Abgeschlossen zu Athen am 4./16. December 1878, von Seiner k. und k. Apostolischen Majestät ratificirt am 8. April 1879, die beiderseitigen Ratificationen ausgewechselt in Athen am 7./19. Mai 1879.)

Nos Franciscus Josephus Primus, divina favente clementia Austriae Imperator; Apostolicus Rex Hungariae, Rex Bohemiae etc. etc.

Notum testatumque omnibus et singulis, quorum interest, tenore praesentium facimus:

Quum a Plenipotentiario Nostro atque illo Majestatis Suae Graeciae Regis conventio cursus publicos attinens die decima sexta mensis decembris anni millesimi octingentesimi septuagesimi octavi inita et signata fuit tenoris sequentis:

(Urtext.)

Convention.

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohème etc. et Roi Apostolique de Hongrie et Sa Majesté le Roi de Helènes, également animés du désir de resserer les liens d'amitié qui unissent les deux Etats et de régler au moyen d'une nouvelle Convention le service des correspondances entre l'Autriche-Hongrie et la Grèce remplaçant la convention conclue le 5/17 avril 1867 et dénoncée en vertu de l'article XXX à l'expiration du délay y déterminé le 19 décembre 1877 ont nommé pour Leurs Plénipotentiaires à cet effet, savoir:

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohème etc. et Roi Apostolique de Hongrie le Sieur Victor Comte Dubsky, Baron de Třebomislic, chambellan de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique, Chevalier de l'Ordre de Malte, Grand croix de St. Stanislas de Russie, du Lion et du Soleil de Perse et d'Isabella la catholique d'Espagne etc. etc.;

Sa Majesté le Roi des Hellènes: Le Sieur Alexandre Coumoundouros, Président du Conseil des Ministres, Ministre de l'Intérieur, Grand croix de l'Ordre du Sauveur de Grèce etc. etc.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins-pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Article I.

Entre l'Autriche-Hongrie et la Grèce il y aura des communications postales périodiques et régulières pour le transport

1878 des correspondances de toute espèce expédiées de l'Autriche-Hongrie et des pays étrangers en Grèce et vice versa.

Les communications seront entretenues moyennant les bateaux à vapeur du Lloyd austro-hongrois ou d'autres bateaux autrichiens ou hongrois, qui seraient frétés ou subventionnées par le gouvernement de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique naviguant selon l'itinéraire fixé.

Les administrations des postes d'Autriche-Hongrie se réservent la faculté de modifier les itinéraires et les jours et heures de départ et d'arrivée des bateaux susmentionnés, d'après les besoins du service et dans l'intérêt bien entendu des deux pays, mais elles seront tenues d'en donner, en temps utile, avis préalable à l'administration des postes helléniques.

Article II.

Sa Majesté le Roi des Hellènes se réserve la faculté d'augmenter les communications établies par suite de l'article I de la présente convention, au moyen des bateaux à vapeur de la société hellénique ou d'autres bateaux helléniques qui seraient frétés ou subventionnés par le gouvernement grec.

Dans le cas prévu par le présent article l'administration des postes héllèniques réglera l'itinéraire et les jours et heures de départ et d'arrivée des bateaux susmentionnés d'après les besoins et l'intérêt du service et sera tenue d'en donner, en temps utile, avis préalable aux administrations des postes de la monarchie austro-hongroise.

Article III.

Les paquebots autrichiens ou hongrois, employés au service postal, jouiront dans les ports helléniques où ils aborderont, d'après les articles I et IV de la présente convention, et les paquebots helléniques destinés au service postal, jouiront dans les ports autrichiens ou hongrois, où ils aborderont, d'après l'article II de la présente convention, tant à leur entrée, qu'à leur sortie, de toutes les faveurs à l'égard des droits de navigation et de port et à l'égard du droit sur le charbon destiné à leur consommation, ainsi que de tous les honneurs et de toutes les faveurs dans les opérations de douane, de police, de port et de santé, qui sont ou seront accordés aux bateaux nationaux ou aux bateaux d'une société étrangère quelconque de navigation à vapeur, employés au service postal. Cependant les paquebots susmentionnés seront soumis aux droits de môle et de phare; mais il est entendu, qu'ils en seront immédiatement affranchis, si quelque autre bâtiment étranger venait en être exonéré. Ils ne

pourront sous aucun prétexte être détournées de leur destination 1878
spéciale, c'est-à-dire: du transport des correspondances, voyageurs, marchandises, groups etc. ni être sujets à saisie-arrêt, embargo ou arrêt de prince.

Il est bien entendu que les effets de la convention du 5/17 avril 1867 excepté les franchises des droits de môle et de phare, demeureront en vigueur jusqu'à la mise en exécution de la présente convention.

Article IV.

Les bateaux des administrations de deux pays, destinés au service postal, pourront dans les ports où, d'après leurs itinéraires, ils toucheront dans leurs voyages périodiques, embarquer et débarquer des espèces et matières d'or et d'argent, des marchandises de toute sorte, ainsi que des passagers de quelque nation qu'ils soient, avec leurs hardes et effets personnels, même à destination des autres ports, c'est-à-dire exercer le cabotage, à condition que les capitaines se soumettront dans tous les cas aux règlements sanitaires, de douane et de police dans ces ports concernant l'entrée et la sortie des voyageurs et de marchandises.

Article V.

Si la société du Lloyd ou une autre société de navigation austro-hongroise destinée au service postal venait à conclure ultérieurement avec la compagnie hellénique ou avec une compagnie étrangère reconnue par le gouvernement hellénique une convention dans le but d'opérer entre elles un échange de leurs transports de groups, des marchandises et des passagers de n'importe qu'elle provenance, tant intérieure qu'extérieure, il est convenu, que tout transbordement d'un paquebot à un autre sera effectué dans les ports helléniques, où ils font escale, libre de tout droit. A cet effet les paquebots autrichiens ou hongrois et les paquebots étrangers, avec lesquels devront être opérés les dits échanges pourront s'accorder, soit pendant le jour, soit pendant la nuit, pour effectuer leurs opérations. Dans le cas contraire les groups et les marchandises destinés à être transbordés seront débarqués et conservés aux frais de la compagnie dans un lieu spécial, soit de la société du Lloyd ou d'une autre société d'Autriche-Hongrie, soit dans celui de toute autre compagnie reconnue par le gouvernement hellénique, avec lequel elle aurait une convention, et cela jusqu'au moment de leur embarquement, sans que ces marchandises soient assujeties au paiement d'aucun droit de transit, mais ils seront soumis à la surveillance de la douane et aux réglements sanitaires.

poste des correspondances destinées à être 1878

tenus de recevoir et de livrer les dépêches
ureaux de poste respectifs.

des compagnies austro-hongroises de navi-
établies dans les ports helléniques, ainsi que
ompagnies helléniques de navigation à vapeur
ports autrichiens ou hongrois, sont également
as composer ni recevoir des dépêches closes,
correspondances, les opérations de cette nature
ment du domaine du service des postes des ad-
espectives.

t les agences des compagnies austro-hongroises
fu et à Syra sont autorisées au transbordement et
ion (tant à la réception, quant à la délivrance) des
ses qui sont échangées immédiatement entre les
poste austro-hongrois établis en Turquie et en Egypte
et des bureaux de poste de la monarchie austro-
l'autre part.

entendu que les dispositions des paragraphes I et II
t article ne sont pas applicables aux correspondances
e des agents des compagnies austro-hongroises entre
ec leurs administrations centrales en Autriche-Hongrie,
correspondances du service des organes du gouverne-
Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique dans les
elléniques entre eux et avec leur gouvernement.

a même exception aura lieu pour les correspondances du
e des agents des bateaux helléniques entre eux et avec
administrations centrales ainsi que la correspondance du
ce des organes du gouvernement grec dans les ports de
onarchie austro-hongroise entre eux et avec leur gouverne-
t.

Les commandants des paquebot employés au transport
pectif des correspondances des deux administrations, veil-
ront à ce qu'il ne soit pas transporté de lettre en fraude par
ur équipage ou par les passagers et dénonceront à qui de droit
es infractions qui pourront être comises.

Article XII.

Les administrations des parties contractantes régleront la forme des comptes et toute autre mesure de détail et d'ordre nécessaire pour assurer l'exécution rigoreuse des stipulations de la présente convention.

1878

Article VI.

Le gouvernement de Sa Majesté le Roi accorde à la Société du Lloyd et à toute autre Société de navigation destinée au service postal de la Monarchie austro-hongroise toutes les facilités possibles pour les opérations de douane, port et santé, afin de permettre aux transports de s'effectuer avec promptitude et sans interruption. Les mêmes facilités seront concédées à tous les paquebots helléniques employés au service postal, dans les ports autrichiens ou hongrois.

Article VII.

Les objets de gréement et de provisions, qui pourraient être apportés pour un bâtiment de ces compagnies seront transportés sous la surveillance de la douane du bateau de la compagnie à l'autre sans être soumis à aucun droit de douane ou autre.

Article VIII.

L'échange des correspondances se fera en dépêches clôses. Les bureaux de poste chargés de l'échange des ces dépêches seront désignés d'un commun accord par les administrations des postes des parties contractantes.

Article IX.

En ce qui concerne les taxes à payer pour les correspondances envoyées d'Autriche-Hongrie en Grèce et vice versa, les objets des envois postaux et leur condition, la recommandation, la perception des droits, le mode de traiter les objets de correspondance de toute nature en cas d'insuffisance, d'affranchissement, le décompte, les frais pour le transport etc., sont et seront réglés par les dispositions relatives du traité de l'Union générale des postes de Berne du 9 octobre 1874 et du réglement d'exécution, ainsi que par les arrangements ultérieurs des congrès de l'Union générale des postes.

Article X.

Par exception aux dispositions de l'article précédent le transport des dépêches closes que les bureaux de poste grecs auront à échanger entre eux, sera effectué par les bateaux autrichiens et hongrois gratuitement aux ports helléniques, où ces bateaux relâcheront d'après leur itinéraire.

Article XI.

Les employés des bateaux autrichiens et hongrois dans les ports helléniques et les employés des bateaux helléniques dans les ports de la monarchie austro-hongroise ne pourront recevoir

que des bureaux de poste des correspondances destinées à être transportées. 1878

Ils sont même tenus de recevoir et de livrer les dépêches postales dans les bureaux de poste respectifs.

Les agences des compagnies austro-hongroises de navigation à vapeur, établies dans les ports helléniques, ainsi que les agences des compagnies helléniques de navigation à vapeur à établir dans les ports autrichiens ou hongrois, sont également tenues de ne pas composer ni recevoir des dépêches closes, contenant des correspondances, les opérations de cette nature étant exclusivement du domaine du service des postes des administrations respectives.

Cependant les agences des compagnies austro-hongroises établies à Corfu et à Syra sont autorisées au transbordement et à la réexpedition (tant à la réception, quant à la délivrance) des dépêches closes qui sont échangées immédiatement entre les bureaux des poste austro-hongrois établis en Turquie et en Egypte d'une part et des bureaux de poste de la monarchie austro-hongroise d'autre part.

Il est entendu que les dispositions des paragraphes I et II du présent article ne sont pas applicables aux correspondances du service des agents des compagnies austro-hongroises entre eux et avec leurs administrations centrales en Autriche-Hongrie, ne aux correspondances du service des organes du gouvernement de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique dans les ports helléniques entre eux et avec leur gouvernement.

La même exception aura lieu pour les correspondances du service des agents des bateaux helléniques entre eux et avec leurs administrations centrales ainsi que la correspondance du service des organes du gouvernement grec dans les ports de la Monarchie austro-hongroise entre eux et avec leur gouvernement.

Les commandants des paquebot employés au transport respectif des correspondances des deux administrations, veilleront à ce qu'il ne soit pas transporté de lettre en fraude par leur équipage ou par les passagers et dénonceront à qui de droit les infractions qui pourront être comises.

Article XII.

Les administrations des parties contractantes régleront la forme des comptes et toute autre mesure de détail et d'ordre nécessaire pour assurer l'exécution rigoreuse des stipulations de la présente convention.

1878 Il est entendu, que les mesures désignées ci-dessus pourront être modifiées par les administrations intéressées toutes les fois que d'un commun accord elles en reconnaîtrant la nécessité.

Article XIII.

La présente convention sera ,mise à exécution le 1 janvier 1879, elle demeurera obligatoire jusqu'à la fin de l'année 1883.

Passé ce terme elle durera d'année en année jusqu'à ce que l'une des deux parties contractantes ait annoncé à l'autre une anée à l'avance, son intention d'en faire cesser les effets ou dans le cas où une nouvelle convention la remplacerait.

A partir du jour de la mise à exécution de la présente convention sera abrogée la convention postale conclue entre l'Empire d'Autriche et le Royaume de Grèce le 5/17 avril 1867.

Article XIV.

Cette convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Athènes aussitôt que faire se pourra.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Athènes en double, le 4/16 décembre mille huit cent soixante dixhuit.

(L. S.) V. *Dubsky* m. p., *Coumoundouros* m. p.

(Uebersetzung.)

Vertrag.

Seine Majestät der Kaiser von Oesterreich, König von Böhmen u. s. w. und Apostolischer König von Ungarn und Seine Majestät der König von Griechenland, von dem gleichen Wunsche beseelt, die freundschaftlichen Beziehungen zwischen Ihren Staaten zu befestigen und den Postdienst zwischen Oesterreich-Ungarn und Griechenland durch ein neues Uebereinkommen zu regeln, welches an Stelle des am 5./17. April 1867 abgeschlossenen und kraft des Artikels XXX nach Ablauf der darin festgesetzten Frist am 19. December 1876 gekündigten Uebereinkommens treten soll, haben zu diesem Zwecke zu ihren Bevollmächtigten ernannt:

Seine Majestät der Kaiser von Oesterreich, König von Böhmen etc. und Apostolischer König von Ungarn den Herrn Victor Grafen Dubsky, Freiherrn v. Třebomislic, Seiner k. und k. Apostolischen Majestät Kämmerer, Ritter des Malteser-Ordens, Grosskreuz des persischen Sonnen- und Löwen-Ordens und des Ordens Isabella der Katholischen von Spanien;

Seine Majestät der König von Griechenland den Herrn 1878
Alexander Coumoundouros, Präsidenten des Ministerrathes, Minister des Innern, Grosskreuz des griechischen Erlöser-Ordens u. s. w., u. s. w.,

welche nach Mittheilung ihrer in guter und gehöriger Form befundenen Vollmachten über folgende Artikel übereingekommen sind:

Artikel I.

Zwischen Oesterreich-Ungarn und Griechenland werden periodische und regelmässige Postverbindungen zur Beförderung von Correspondenzen aller Art aus Oesterreich-Ungarn und fremden Ländern nach Griechenland und umgekehrt bestehen.

Die Verbindungen werden durch die Dampfschiffe des Oesterreichisch-ungarischen Lloyd oder durch andere österreichische oder ungarische Schiffe unterhalten, welche von der Regierung Seiner k. und k. Apostolischen Majestät gemiethet oder subventionirt sind und nach dem festgesetzten Fahrplane zu verkehren haben.

Die Postverwaltungen von Oesterreich-Ungarn behalten sich das Recht vor, die Fahrordnungen und die Tage und Stunden der Abfahrt und Ankunft der oberwähnten Schiffe nach den Erfordernissen des Dienstes und im wohlverstandenen Interesse beider Länder abzuändern, allein sie sind verpflichtet, hievon der griechischen Postverwaltung rechtzeitig vorläufige Mittheilung zu machen.

Artikel II.

Seine Majestät der König der Griechen behält sich das Recht vor, die zufolge des Artikels I des gegenwärtigen Vertrages eingerichteten Verbindungen durch Benützung der Dampfschiffe der griechischen Gesellschaft oder andere Schiffe, welche von der griechischen Regierung gemiethet oder subventionirt sind, weiter zu vermehren.

In dem im gegenwärtigen Artikel vorgesehenen Falle wird die griechische Postverwaltung die Fahrordnung und die Tage und Stunden der Abfahrt und Ankunft der oberwähnten Schiffe nach dem Erfordernisse und Interesse des Dienstes festsetzen und verpflichtet sein, hievon den Postverwaltungen der österreichisch-ungarischen Monarchie rechtzeitig vorläufige Mittheilung zu machen.

Artikel III.

Die zum Postdienste verwendeten österreichischen oder ungarischen Paketboote werden in den griechischen Häfen, in denen sie nach Artikel I und IV des gegenwärtigen Vertrages

1873 landen, und die griechischen zum Postdienste bestimmten Paketboote werden in den österreichischen oder ungarischen Häfen, in denen sie nach Artikel II des gegenwärtigen Vertrages landen, sowohl bei der Ankunft, als auch bei der Abfahrt alle Begünstigungen in Betreff der Schifffahrts- und Hafengebühren und in Betreff der Gebühr für die zu ihrem Verbrauche bestimmten Kohlen, sowie auch alle Ehrenbezeugungen und Begünstigungen bei den Zoll-, Polizei-, Hafen- und Sanitäts-Amtshandlungen geniessen, die den inländischen Schiffen oder den Schiffen was immer für einer ausländischen Dampfschifffahrts-Gesellschaft, welche zum Postdienste verwendet werden, zugestanden sind oder zugestanden werden.

Jedoch sollen die erwähnten Paketboote den Quai- und Leuchtthurm-Gebühren unterworfen sein; dieselben sollen jedoch von der Entrichtung dieser Gebühren sofort befreit werden, wenn irgend ein anderes fremdes Schiff von denselben entlastet würde.

Dieselben dürfen unter keinem Vorwande ihrer eigentlichen Bestimmung, das ist dem Transporte von Correspondenzen, Reisenden, Waaren und Geldsendungen etc. entzogen, noch der Beschlagnahme, Zurückhaltung, dem Embargo oder Arrêt de prince unterworfen werden.

Es ist jedoch wohl verstanden, dass die Wirksamkeit des Vertrages vom 5./17. April 1867, mit einziger Ausnahme der Befreiung von den Quai- und Leuchthurm-Gebühren, bis zum Inslebentreten des gegenwärtigen Vertrages fortbestehen wird.

Artikel IV.

Die zum Postdienste bestimmten Schiffe der Verwaltungen beider Staaten können in den Häfen, in welchen sie auf ihren periodischen Fahrten nach ihren Fahrordnungen einlaufen, gemünztes Gold und Silber, Gold- und Silberbarren, Waaren aller Art, sowie Reisende von was immer für einer Nationalität mit ihrem Reisegepäck und ihren sonstigen Effecten ein- und ausschiffen, selbst, wenn dieselben nach anderen Häfen bestimmt sind, das ist die Cabotage betreiben, unter der Bedingung, dass die Capitäne sich in allen Fällen den in diesen Häfen bezüglich des Ein- und Ausschiffens von Reisenden und Waaren bestehenden Sanitäts-, Zoll- und Polizei-Vorschriften unterwerfen.

Artikel V.

Wenn die Lloyd-Gesellschaft oder eine andere österreichisch-ungarische, zum Postdienste bestimmte Schifffahrts-Gesellschaft mit der griechischen Compagnie oder einer fremd-

ländischen, von der griechischen Regierung anerkannten 1878
Gesellschaft fernerhin irgend ein Uebereinkommen zum Behufe der Umladung ihrer Geldsendungen, Waaren und Passagiere, welcher Herkunft immer, ob in- oder ausländischer, abschliessen sollte, wird vereinbart, dass jede Umladung von einem Schiffe auf ein anderes in den von demselben angelaufenen griechischen Häfen, frei von jeder Gebühr, stattfinden soll.

Zu diesem Zwecke können die österreichischen oder ungarischen und die fremdländischen Paketboote, mit welchen die erwähnten Umladungen vorgenommen werden sollen, vereinbaren, die Durchführung derselben entweder bei Tage oder bei Nacht stattfinden zu lassen.

Ohne eine solche Vereinbarung werden die zur Umladung bestimmten Geldsendungen und Waaren ausgeschifft und auf Kosten der Gesellschaft in den hiezu bestimmten Magazinen der Lloyd-Gesellschaft oder einer anderen Gesellschaft Oesterreich-Ungarns, oder in jenen einer beliebigen anderen, von der griechischen Regierung anerkannten Gesellschaft, mit welcher die ersteren in einem Vertragsverhältnisse stehen, eingelagert und bis zum Augenblicke ihrer neuerlichen Einladung aufbewahrt, ohne dass diese Waaren der Zahlung irgend einer Transitgebühr unterworfen würden, doch sollen sie der Ueberwachung durch die Zollbehörde und den Sanitäts-Vorschriften unterliegen.

Artikel VI.

Die Regierung Seiner Majestät des Königs gewährt der Lloyd-Gesellschaft oder jeder anderen zum Postdienste bestimmten Schifffahrts-Gesellschaft der österreichisch-ungarischen Monarchie alle möglichen Erleichterungen bei Vornahme der Zoll-, Hafen- und Sanitäts-Amtshandlungen, um die Beförderung mit thunlichster Schnelligkeit und ohne Unterbrechung vor sich gehen zu lassen.

Die gleichen Erleichterungen werden den zum Postdienste verwendeten griechischen Paketbooten in den österreichischen oder ungarischen Häfen geboten werden.

Artikel VII.

Die Gegenstände, welche zur Takelung und Versorgung für Schiffe dieser Compagnien zugeführt werden, können unter zollämtlicher Ueberwachung von einem Schiffe der Compagnie auf ein anderes übertragen werden, ohne irgend einer Zoll- oder anderweitigen Gebühr unterworfen zu sein.

1878

Artikel VIII.

Die Auswechslung der Correspondenzen wird in geschlossenen Paketen stattfinden.

Die mit dem Austausche solcher Pakete zu betrauenden Postämter werden im gemeinsamen Einverständnisse von den Postverwaltungen der vertragschliessenden Theile bezeichnet werden.

Artikel IX.

In Betreff der Gebühren für die Correspondenzen aus Oesterreich-Ungarn nach Griechenland und umgekehrt, der zur Postbeförderung zugelassenen Gegenstände und ihrer Beschaffenheit, der Recommandation, der Erhebung der Gebühren, der Art der Behandlung der verschiedenen Correspondenz-Gattungen, im Falle unzureichender Frankirung, der Abrechnung der Beförderungskosten u. s. w. haben gegenwärtig und künftig die bezüglichen Bestimmungen des Berner Allgemeinen Postvertrages vom 9. October 1874 und des Ausführungs-Reglements, sowie der ferneren Vereinbarungen der Congresse des Weltpostvereines zu gelten.

Artikel X.

Als Ausnahme von den Bestimmungen des vorstehenden Artikels wird die Beförderung der geschlossenen Briefpakete, welche die griechischen Postämter unter sich auswechseln werden, durch die österreichischen und ungarischen Schiffe nach jenen griechischen Häfen, wo diese Schiffe nach ihrem Fahrplane anlaufen, unentgeltlich vermittelt werden.

Artikel XI.

Die Bediensteten der österreichischen und ungarischen Schiffe werden in den griechischen, und die Bediensteten der griechischen Schiffe werden in den Häfen der österreichisch-ungarischen Monarchie die zur Beförderung bestimmten Correspondenzen nur von den Postämtern erhalten.

Dieselben sind auch verpflichtet, die Postpakete in den bezüglichen Postämtern in Empfang zu nehmen und abzuliefern.

Die österreichisch-ungarischen Dampfschifffahrts-Agentien in den griechiscuen Häfen, sowie die Agentien der griechischen Dampfschifffahrts-Gesellschaften, welche in den österreichischen oder ungarischen Häfen errichtet werden sollten, sind gleicherweise verpflichtet, geschlossene Pakete, welche Correspondenzen enthalten, weder abzufertigen, noch in Empfang zu nehmen, da diese Verrichtungen ausschliesslich zu den Befugnissen der betreffenden Postverwaltungen gehören.

Doch sind die in Corfu und Syra aufgestellten Agentien 1878
der österreichisch-ungarischen Gesellschaften zur Umladung und Weitervermittlung (sowohl bei der Uebernahme als bei der Abfertigung) solcher geschlossener Pakete berechtigt, welche zwischen den österreichisch-ungarischen Postämtern in der Türkei und Egypten einerseits und den Postämtern der österreichisch-ungarischen Monarchie andererseits unmittelbar ausgewechselt werden.

Es versteht sich, dass die Bestimmungen der Absätze I und II des gegenwärtigen Artikels weder auf die von den Agenten der österreichisch-ungarischen Gesellschaften untereinander und mit ihren Central-Verwaltungen in Oesterreich-Ungarn, noch auf die von den Regierungs-Organen Seiner k. und k. Apostolischen Majestät in den griechischen Häfen untereinander und mit ihrer Regierung gewechselten Dienst-Correspondenzen Anwendung finden.

Dieselbe Beschränkung hat bezüglich der Dienst-Correspondenz der griechischen Schiffsagenten untereinander und mit ihren Central-Verwaltungen, sowie der Dienst-Correspondenz der griechischen Regierungs-Organe in den Häfen der österreichisch-ungarischen Monarchie untereinander und mit ihrer Regierung Anwendung zu finden.

Die Capitäne der zur Beförderung der Correspondenzen beider Verwaltungen verwendeten Paketboote werden darüber wachen, dass kein Brief durch ihre Schiffsmannschaft oder durch die Reisenden heimlich befördert werde, und werden der berufenen Stelle allfällige Uebertretungen anzeigen.

Artikel XII.

Die Verwaltungen der vertragschliessenden Theile werden die Form der Abrechnung feststellen und alle anderen zur genauen Durchführung des gegenwärtigen Vertrages dienenden Massregeln treffen.

Es versteht sich, dass die oberwähnten Massnahmen von den betheiligten Verwaltungen abgeändert werden können, sobald sie im gemeinsamen Einverständnisse dies für nöthig erkennen.

Artikel XIII.

Der gegenwärtige Vertrag soll am 1. Jänner 1879 zur Ausführung gelangen und bis Ende des Jahres 1883 Giltigkeit haben.

Nach Ablauf dieses Zeitraumes wird er von Jahr zu Jahr in Kraft bestehen, bis einer der beiden vertragschliessenden Theile dem anderen ein Jahr im Vorhinein die Absicht kund-

1878 gegeben haben wird, seine Wirksamkeit aufzuheben, oder bis ein neuer Vertrag an dessen Stelle tritt.

Vom Tage der Ausführung des gegenwärtigen Vertrages erlischt der zwischen dem österreichischen Kaiserthume und dem Königreiche Griechenland am 5./17. April 1867 abgeschlossene Postvertrag.

Artikel XIV.

Dieser Vertrag soll ratificirt und die Ratifications-Urkunden sollen sobald als möglich in Athen ausgetauscht werden.

Urkund dessen haben die Bevollmächtigten den gegenwärtigen Vertrag unterzeichnet und demselben ihre Insiegel beigedrückt.

Geschehen in doppelter Ausfertigung zu Athen am 4./16. December 1878.

(L. S.) *Dubsky* m. p. (L. S.) *Coumoundouros* m. p.

Nos visis et perpensis conventionis hujus articulis, illos omnes et singulos ratos hisce gratosque habere declaramus, Verbo Nostro Caesareo Regio spondentes, Nos ea omnia, quae in illis continentur, fideliter executioni mandaturos esse.

In quorum fidem majusque robur praesentes ratihabitionis Nostrae tabulas manu Nostra signavimus sigilloque Nostro appresso muniri jussimus.

Dabantur in Imperiali Urbe Nostra Vienna die octava mensis Aprilis anno Domini millesimo octingentesimo septuagesimo nono, Regnorum Nostrorum vero trigesimo primo.

Franciscus Josephus m. p. (L. S.) *Andrássy* m. p.

Ad mandatum Sacrae Caesareae et Regiae Apostolicae Majestatis proprium:

Guilelmus liber baro a *Konradsheim* m. p.,
Consiliarius aulicus ac ministerialis.

Kundmachung des Postvertrages mit Griechenland. H.-Minist. Z. 18401.

Der vorstehende Postvertrag wird nach erfolgter Zustimmung der beiden Häuser des Reichsrathes hiemit kundgemacht.

Wien, den 17. Juni 1879.

1135.

1878

17 décembre 1878.

Accession du Chili à l'union postale universelle.

(Archives du ministère Imp. et R. des affaires étrangères.)

Le Conseil fédéral suisse au ministère Imp. et R. des affaires étrangères à Vienne:

En conformité de l'article 18 de la convention de Paris du 1er juin 1878, concernant l'Union postale universelle, le Conseil fédéral suisse a l'honneur d'informer Son Excellence Monsieur le Ministre des Affaires Etrangères d'Autriche-Hongrie:

1° que la République du Chili a déclaré, par voie diplomatique, adhérer à cette convention, et conséquemment aussi au règlement d'exécution y relatif;

2° que le Gouvernement suisse, conformément à l'article 18 précité, s'est entendu avec le représentant de la République du Chili, M. le Ministre plénipotentiaire et Envoyé extraordinaire de ce Etat à Paris, sur les points suivants:

a) La République du Chili percevra, comme équivalents, en conformité de l'article IV du règlement d'exécution à la convention de Paris, concernant l'Union postale universelle:

pour 25 centimes : 5 centavos,
» 10 » : 2 centavos,
» 5 » : 1 centavo.

b) Quant à la part contributive aux frais du bureau international des postes (art. XXVIII du règlement d'exécution précité), la République du Chili sera dans la 5e classe.

Le conseil fédéral saisit etc.

Au nom du Conseil fédéral suisse:

Le Président de la Confédération: *Schenk.* Le Chancelier de la Confédération: *Schiess.*

1136.

18 décembre 1878.

Ordonnance du ministère Imp. R. du commerce concernant les correspondances à destination ou de provenance du Pérou.

(P. V. Bl. 1878, Nr. 72.)

Correspondenzen nach und aus Peru. H. Minist, Z. 36655.

Nach einer Mittheilung des Postdepartements in Bern*, der geschäftsführenden Verwaltung der allgemeinen Postunion, ist der für den 1. October d. J. angezeigt gewesene Beitritt

[illegible] Peru zum allgemeinen Postvereine [illegible] thatsächlich [illegible] und wird Peru erst vom 1. April 1874 an dem Welt[illegible] Postvereine auf Grund des Pariser Vertrages ddo. 1. Juni [illegible] angehören.

[illegible] Peru unterliegen daher von [illegible] in dem genannten Termine denselben Taxen und [illegible] wie vor dem 1. October 1878.

[illegible] werden die k. k. Postämter mit Bezug auf die hier[illegible] Verordnung vom 1. September 1878, Z. 25 [illegible] betreffend den Beitritt von Peru zum allgemeinen Postvereine P. V. Bl. [illegible] zur Darnachachtung in die Kenntniss gesetzt.

[illegible]

Berne, le 27 septembre 1878.

[illegible] des 10 et 24 juin 1878, [illegible] d'admettre [illegible] la République du Pérou [illegible] colonies françaises et [illegible] signé à Berne [illegible] dans le délai [illegible] de Berne, du 9 octobre 1874 [illegible] même article, être [illegible]

[illegible] des membres de [illegible] 1878, avec le Gouvernement [illegible] définitive, [illegible] Gouvernement [illegible] aux stipulations du traité [illegible] 1874 [illegible] dispositions du règlement de détail [illegible]

[illegible] la présente note [illegible] l'Autriche-Hongrie [illegible] fédéral [illegible]

[illegible]

[illegible] Le Vice-Président

[illegible] *Hamm*[illegible]

[illegible] des Postes suisses [illegible] par [illegible] des 10 et 24 [illegible] 1878 [illegible] les Postes, d'admettre [illegible] la République du Pérou [illegible] les Colonies françaises et l'Inde anglaise, [illegible] aux conditions de l'arrangement signé à Berne le 27 janvier 1876, et [illegible] contre cette proposition n'ayant été proposée dans le délai de six semaines prescrit par l'article 17, paragraphe 6 du Traité de Berne du 9 octobre 1874.

Les Soussignés, dûment autorisés à cet effet, constatent par le présent acte diplomatique l'adhésion définitive, dès le 1er octobre 1878, du Gouvernement

PÉROU.

péruvien aux stipulations du Traité concernant la création d'une Union générale des Postes, conclu à Berne, le 9 octobre 1874, ainsi qu'aux dispositions du règlement de détail pour l'exécution du dit Traité. 1878

Fait en double expédition à Paris, le 24 septembre 1878.

Pour le Conseil fédéral suisse, au nom des membres de l'Union:

L'Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de Suisse en France:
(L. S.) signé *Kern.*

Pour le Gouvernement de la République du Pérou:

Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire à Paris:
(L. S.) signé *Juan M. de Goyeneche.*

1137.

27 décembre 1878.

Traité de commerce et de navigation entre l'Autriche-Hongrie et l'Italie.

(R. G. Bl. 1879, Nr. 11.)

Handels- und Schifffahrtsvertrag vom 27. December 1878, zwischen Oesterreich-Ungarn und Italien.

(Geschlossen zu Wien am 27. December 1878. Von seiner k. k. apostolischen Majestät ratificirt zu Wien am 28. Jänner 1879 und in den beiderseitigen Ratificationen zu Rom ausgewechselt am 30. Jänner 1879.

Nos Franciscus Josephus Primus, divina favente clementia Austriae Imperator; Apostolicus Rex Hungariae, Rex Bohemiae etc. etc.

Notum testatumque omnibus et singulis, quorum interest, tenore praesentium facimus:

Quum a Plenipotentiariis Nostris atque illis Majestatis Suae Italiae Regis ad promovendas et dilatandas commercii navigationisque relationes inter Utriusque Nostrum ditiones et subditos existentes tractatus die vigesima septima mensis Decembris anni elapsi Viennae initus et signatus fuit tenoris sequentis:

(Urtext.)

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohème etc., et Roi Apostolique de Hongrie, et

Sa Majesté le Roi d'Italie, animés d'un égal désir d'étendre et de développer les relations commerciales et maritimes entre Leurs Etats, ont résolu deconclure un nouveau Traité à cet effet, et ont nommé pour Leurs Plénipotentiaires:

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohème etc., et Roi Apostolique de Hongrie,

le Sieur Jules Comte Andrássy de Csik Szent-Király et Kraszna-Horka, Son Conseiller Intime et Feld-Maréchal-Lieutenant dans Ses armées, Son Ministre de la Maison Impériale et des affaires étrangères,

1878 et le Sieur Joseph Baron de Schwegel, Chef de section au Ministère des affaires étrangères,

Sa Majesté le Roi d'Italie,

le Sieur Charles Félix Nicolis Comte de Robilant, Lieutenant Général, Son Ambassadeur près Sa Majesté l'Empereur d'Autriche etc. et Roi de Hongrie,

et le Sieur Victor Commandeur Ellena, Inspecteur Général des finances,

lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Article I.

Il y aura pleine et entière liberté de commerce et de navigation entre les sujets du Royaume d'Italie et ceux de la Monarchie austro-hongroise, qui pourront, les uns et les autres, s'établir librement dans le territoire de l'autre Etat. Les sujets italiens en Autriche-Hongrie, et les sujets autrichiens et hongrois en Italie, soit qu'ils s'établissent dans les ports, villes ou lieux quelconques des deux territoires, soit qu'ils y résident temporairement, ne seront pas soumis, à raison de leur commerce et de leur industrie, à des droits, impôts, taxes ou patentes, sous quelque dénomination que ce soit, autres ni plus élevés que ceux qui seront perçus sur les nationaux; et les priviléges, exemptions, immunités et autres faveurs quelconques dont jouiraient, en matière de commerce ou d'industrie, les sujets de l'une des Hautes Parties contractantes, seront communs aux sujets de l'autre.

Article II.

Les négociants, les fabricants et les industriels en général qui pourront prouver qu'ils acquittent, dans le pays où ils résident, les droits et impôts nécessaires pour l'exercice de leur commerce et de leur industrie, ne seront soumis, à ce titre, à aucun droit ou impôt ultérieur dans l'autre pays, lorsqu'ils voyagent ou font voyager leurs commis ou agents avec ou sans échantillons, dans l'intérêt exclusif du commerce ou de l'industrie qu'ils exercent, et à l'effet de faire de achats ou de recevoir de commissions.

Les sujets des Hautes Parties contractantes seront réciproquement traités comme les nationaux, lorsqu'ils se rendront d'un pays à l'autre, pour visiter les foires et marchés, à l'effet d'y exercer leur commerce et d'y débiter leurs produits.

Les sujets d'une des Hautes Parties contractantes, qui exercent le métier de charretier entre les divers points des

deux territoires, ou qui se livrent à la navigation, soit maritime, 1878
soit fluviale, ne seront soumis, par rapport à l'exercice de ce métier et de ces industries, à aucune taxe industrielle sur le territoire de l'autre.

Article III.

Les sujets de chacune des deux Hautes Parties contractantes seront exempts, sur le territoire de l'autre, de tout service militaire, soit sur terre, soit sur mer, dans la troupe régulière ou dans la milice. Ils seront dispensés également de toute fonction officielle obligatoire, soit judiciaire, soit administrative ou municipale, du logement de soldats, de toute contribution de guerre, de toute réquisition ou prestation militaire de quelque sorte que ce soit, à l'exception des charges provenant de la possession ou de la location des immeubles et des prestations et réquisitions militaires qui seront supportées également par tous les sujets du pays à titre de propriétaires ou de locataires de biens immeubles.

Ils ne pourront, ni personnellement, ni par rapport à leurs propriétés mobilières ou immobilières, être assujettis à d'autres devoirs, restrictions, taxes ou impôts, qu'à ceux auxquels seront soumis les nationaux.

Article IV.

Les Italiens en Autriche-Hongrie et les Autrichiens et les Hongrois en Italie auront, réciproquement, le droit d'acquérir et de posséder des biens de toute sorte et de toute nature, meubles ou immeubles, et en pourront librement disposer par achat, vente, donation, permutation, contrat de mariage, testament, succession *ab intestato* et par quelqu'autre acte que ce soit, aux mêmes conditions que les nationaux, sans payer des droits, contributions et taxes autres ou plus élevés que ceux auxquels sont soumis, en vertu des lois, les sujets du pays même.

Article V.

Les Italiens en Autriche-Hongrie et les Autrichiens et les Hongrois en Italie seront entièrement libres de régler leurs affaires comme les nationaux, soit en personne, soit par l'entremise d'un intermédiaire qu'ils choisiront eux-mêmes, sans être tenus à payer des rémunérations ou indemnisations aux agents, commissionnaires etc., dont ils ne voudront pas se servir, et sans être, sous ce rapport, soumis à des restrictions autres que celles qui sont fixées par les lois générales du pays.

Ils seront absolument libres dans leurs achats et ventes, dans la fixation du prix de tout objet de commerce et dans

1878 leurs dispositions commerciales en général, en se conformant toutefois aux lois de douane de l'Etat et en se soumettant à ses monopoles.

Ils auront également libre et facile accès auprès des tribunaux de toute instance et de toute juridiction, pour faire valoir leurs droits et pour se défendre.

Ils pourront se servir, à cet effet, d'avocats, de notaires et d'agents qu'ils jugeront aptes à défendre leurs intérêts, et ils jouiront en général, quant aux rapports judiciaires, des mêmes droits et des mêmes priviléges qui sont ou seront accordés à l'avenir aux nationaux.

Article VI.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à ne pas entraver le commerce réciproque par des prohibitions quelconques d'importation, d'exportation ou de transit.

Elles ne pourront faire d'exceptions à cette règle que:

a) pour les monopoles d'Etat;

b) par égard à la police sanitaire, et surtout dans l'intérêt de la santé publique et conformément aux principes internationaux adoptés à ce sujet;

c) dans des circonstances exceptionnelles, par rapport aux provisions de guerre.

Article VII.

Quant au montant, à la garantie et à la perception des droits à l'importation, ainsi que par rapport au transit, chacune des deux Hautes Parties contractantes s'engage à faire profiter l'autre de toute faveur que l'une d'elles pourrait accorder à une tierce Puissance. Toute faveur ou immunité concédée plus tard, sous ces rapports, à un tiers Etat, sera étendue immédiatement, sans compensation et par ce fait même, à l'autre Partie contractante.

Les dispositions qui précèdent ne dérogent point:

a) aux faveurs actuellement accordées, ou qui porraient être accordées ultérieurement, à d'autres Etats limitrophes pour faciliter le commerce des frontières, ni aux réductions ou franchises de droits de douane accordées seulement pour certaines frontières déterminées ou aux habitants de certains districts;

b) aux obligations imposées à une des deux Hautes Parties contractantes par des engagements d'une union douanière contractée déjà, ou qui pourrait être contractée à l'avenir

Article VIII. 1878

Les objets de provenance ou de manufacture autrichienne ou hongroise, énumérés dans le tarif *A*, joint au présent Traité, lorsqu'ils seront importés en Italie, soit par terre, soit par mer, y seront admis en acquittant les droits fixés par le dit tarif.

Toute marchandise de provenance ou de manufacture autrichienne ou hongroise, dénommée ou non au tarif *A*, sera traitée, à son entrée en Italie, sur le pied de la nation la plus favorisée.

Les objets de provenance ou de manufacture italienne, énumérés dans le tarif *B*, joint au présent Traité, lorsqu'ils seront importés en Autriche-Hongrie, soit par terre, soit par mer, y seront admis en acquittant les droits fixés par le dit tarif.

Toute marchandise de provenance ou de manufacture italienne, dénommée ou non au tarif *B*, sera traitée, à son entrée en Autriche-Hongrie, sur le pied de la nation la plus favorisée.

Article IX.

Les marchandises de toute nature exportées d'Autriche Hongrie en Italie, ou réciproquement, seront exemptes de tous droits à la sortie.

Sont seulement exceptées de cette disposition les marchandises suivantes, qui paieront les droits à la sortie ci-dessous détaillés, savoir:

En Italie

les marchandises énumérées au tarif *C*, joint au présent Traité, en acquittant les droits fixés dans ce tarif;

En Autriche-Hongrie

les chiffons (drilles) et autres déchets servant à la fabrication du papier 4 fl. les 100 kilogr.

Le régime des monopoles d'Etat, ainsi que des armes et munitions de guerre, reste soumis aux lois et règlements des Etats respectifs.

Les *drawbacks* établis à l'exportation des produits ne pourront être que la représentation des droits et des impôts grévant, dans les pays de chacune des deux Hautes Parties contractantes, les dits produits ou les matières premières servant à la fabrication. Ces *drawbacks* ne pourront comprendre une prime de sortie.

Les deux Hautes Parties contractantes se communiqueront réciproquement tout changement survenu dans le montant ou

1878 dans la proportion de ces *drawbacks* avec les droits et les impôts intérieurs.

Les marchandises de toute nature venant de l'un des deux territoires, ou y allant, seront réciproquement affranchies, dans l'autre, de tout droit de transit, soit qu'elles transitent directement, soit que, pendant le transit, elles doivent être déchargées, déposées et rechargées.

Article X.

Pour favoriser le trafic spécial qui s'est développé entre les deux pays voisins et notamment entre leurs districts-frontière respectifs, les objets suivants seront admis et exportés des deux côtés, avec obligation de les faire retourner, en franchise temporaire des droits à l'entrée et à la sortie et conformément aux règlements émanés, d'un commun accord, des deux Hautes Parties contractantes:

a) Toutes les marchandises, à l'exception des articles de consommation, qui, en sortant du libre trafic sur les territoires d'une des deux Hautes Parties contractantes, seront expédiées aux foires et marchés sur les territoires de l'autre Partie contractante, pour y être déposées dans les entrepôts ou magasins de douane, ainsi que les échantillons importés réciproquement par les commis voyageurs de maisons autrichiennes-hongroises ou italiennes, à condition que toutes ces marchandises et ces échantillons, n'ayant pas été vendus, soient reconduits au pays d'où ils proviennent, dans un terme établi à l'avance;

les sacs usés et signés et les tonneaux qui sont importés dans le territoire de l'autre pays pour y être remplis ou vidés, et qui sont réimportés, remplis ou respectivement vides;

b) le bétail conduit, d'un territoire à l'autre, aux marchés, à l'hivernage et au pâturage des Alpes. Dans ce dernier cas la franchise des droits à l'entrée et à la sortie sera également étendue aux produits respectifs, tels que le beurre et le fromage recueillis, et les animaux mis bas pendant le séjour sur l'autre territoire;

c) paille à tresser, cire à blanchir, cocons à dévider, déchets de soie à peigner, soie grège à filer (pour la fabrication de l'organsin et de la trame), les céreales (y compris le riz) à moudre;

d) les tissus et filés destinés à être lavés, blanchis et foulés, ainsi que les objets destinés à être vernis, brunis et peints, et les objets destinés à être réparés.

Dans le cas *c*) il sera tenu compte du poids, défalcation faite toutefois des déchets naturels ou légaux. Dans les autres cas l'identité des objets exportés et réimportés devra être prouvée et les autorités compétentes auront, à cette fin, le droit de munir ces objets, aux frais de la partie intéressée, de certains signes caractéristiques. 1878

Article XI.

Les marchandises soumises au traitement de l'acquit à caution, et passant immédiatement du territoire d'une des deux Hautes Parties contractantes à celui de l'autre, ne seront point déballées, et les scellés ne seront pas levés et remplacés, sous la réserve que l'on ait satisfait aux exigences du service combiné à cet égard. En général, les formalités en service douanier seront simplifiées, et les expéditions seront accélérées autant que possible.

Article XII.

Les droits internes de production, de fabrication ou de consommation, qui ou grèveraient les produits du pays, soit pour le compte de l'Etat, soit pour le compte des administrations municipales ou corporations, ne pourront frapper, sous aucun prétexte, ni d'un taux plus élevé, ni d'une manière plus onéreuse, les produits similaires provenant de l'autre pays.

Aucune des deux Hautes Parties contractantes ne pourra frapper, sous le prétexte d'une taxe interne, ni de droits nouveaux, ni de droits plus élevés, à l'entrée, les articles qui ne sont pas produits dans l'intérieur du pays même.

Si l'une des Hautes Parties contractantes juge nécessaire d'établir un droit d'accise ou de consommation nouveau, ou un supplément de droits sur un article de production ou de fabrication nationale compris dans les tarifs annexés au présent Traité, l'article similaire étranger pourra être immédiatement grévé, à l'importation, d'un droit égal.

Article XIII.

Les articles d'orfèvrerie et de bijouterie en or, argent, platine ou autres métaux précieux, importés des territoires de l'une des deux Parties contractantes seront soumis dans les territoires de l'autre, à un régime de contrôle, obligatoire ou facultatif, tel qu'il est établi par la loi du pays pour les articles similaires de fabrication nationale.

Article XIV.

Les deux Hautes Parties contractantes s'engagent à coopérer, par des moyens convenables, pour empêcher et punir

1878 la contrebande entre les deux territoires, à accorder, à cet effet, toute assistance légale aux employés de l'autre Etat chargés de la surveillance, à les aider et à leur faire parvenir par les employés de finance et de police, ainsi que par les autorités locales en général, toutes les informations dont ils auront besoin pour l'exercice de leurs fonctions.

Sur la base de ces dispositions générales, les Hautes Parties contractantes ont conclu le cartel douanier ci-annexé.

Pour les eaux-frontière et les points où se touchent les territoires des Parties contractantes et ceux des Etats étrangers, on stipulera les mesures nécessaires pour l'assistance à se prêter réciproquement dans le service de surveillance.

Article XV.

Aucun droit d'escale, ni de transbordement, ne pourra être perçu dans les territoires des deux Hautes Parties contractantes et les conducteurs des marchandises ne pourront être, sauf les dispositions de navigation et de police sanitaire, ainsi que celles qui sont nécessaires pour garantir la perception des impôts, contraints de s'arrêter, de décharger, ni de recharger à un endroit déterminé.

Article XVI.

Les sujets de l'une des deux Hautes Parties contractantes jouiront, dans le pays de l'autre, de la même protection que les nationaux, pour tout ce qui concerne la propriété des marques de fabrique et de commerce et des autres étiquettes des marchandises ou de leur emballage, ainsi que la propriété des dessins et modèles.

Cependant, les sujets autrichiens et hongrois ne pourront réclamer, en Italie, la propriété exclusive d'une marque ou d'une autre étiquette, d'un dessin ou d'un modèle, s'ils n'en ont déposé un ou plusieurs exemplaires au bureau compétent.

Réciproquement, les sujets italiens ne pourront réclamer, en Autriche-Hongrie, la propriété exclusive d'une marque ou d'une autre étiquette, d'un dessin ou d'un modèle, s'ils n'en ont déposé deux exemplaires, tant à la Chambre de commerce à Vienne, qu'à celle à Budapest.

La contrefaçon et le dépôt, effectué par le contrefacteur, d'une marque, d'une étiquette, d'un dessin ou modèle, avant que le dépôt en ait été effectué par le vrai propriétaire, ne préjugent en rien les droits de ce dernier vis-à-vis du contrefacteur.

1878

Article XVII.

Les navires de l'une des Hautes Parties contractantes ront, dans les ports de l'autre, traités, soit à l'entrée, soit ndant leur séjour, soit à la sortie, sur le même pied que les vires nationaux, tant sous le rapport des droits et des taxes, uelle qu'en soit la nature ou dénomination, perçus au profit e l'Etat, des communes, corporations, fonctionnaires publics u établissements quelconques, que sous celui du placement de es navires, leur chargement et déchargement dans les ports, ades, baies, hâvres, bassins et docks, et généralement pour outes les formalités et dispositions quelconques, auxquelles peuvent être soumis les navires, leurs équipages et leurs cargaisons.

Il en est de même pour le cabotage.

Article XVIII.

La nationalité des navires de chacune des deux Hautes Parties contractantes sera constatée d'après les lois et règlements du pays auquel les navires appartiennent.

Quant à la preuve du tonnage des navires, il suffira de produire les certificats de jaugeage, délivrés conformément aux lois du pays auquel ces navires appartiennent, et on ne procédera pas à une reduction, aussi longtemps que la déclaration échangée entre les deux Hautes Parties contractantes le 5 décembre 1873, restera en vigueur.

De même, seront applicables, sous la condition de réciprocité, aux navires de l'une des deux Hautes Parties contractantes et à leurs cargaisons, toutes les faveurs que l'autre aurait accordées, ou accorderait à l'avenir, à un tiers Etat, par rapport au traitement des navires et de leurs cargaisons.

Reste excepté, cependant, des dispositions du présent Traité, l'exercice de la pêche nationale.

Article XIX.

Toutes les marchandises, quelle qu'en soit la nature, et la provenance, dont l'importation, l'exportation, le transit et la mise en entrepôt pourra avoir lieu, dans les Etats de l'une des Hautes Parties contractantes, par navires nationaux, pourront également y être importées, exportées, passer en transit, ou être mises en entrepôt, par des navires de l'autre Partie, en jouissant des mêmes priviléges, réductions, bénéfices et restitutions, et sans être soumises à d'autres ou plus forts droits de douane ou taxes, ni à d'autres ou plus fortes restric-

1878 tions, que ceux qui sont en vigueur pour les marchandises, à leur importation, exportation, transit, ou à leur mise en entrepôt, par navires nationaux.

Article XX.

Aucun droit de navigation ou de port ne sera perçu dans les ports des deux Hautes Parties contractantes, sur les navires de l'autre Partie qui viendraient y relâcher par suite de quelque accident ou par force majeure, pourvu toutefois que le navire ne se livre à aucune opération de commerce, et qu'il ne prolonge pas son sejour dans le port au delà du temps nécessaire.

En cas de naufrage ou d'avarie d'un navire appartenant au Gouvernement ou aux sujets de l'une des Hautes Parties contractantes sur les côtes ou les territoires de l'autre Partie, non seulement il sera donné aux naufragés toute sorte d'assistance et de facilité, mais encore les navires, leurs parties et débris, leurs ustensiles et tous les objets y appartenant, les documents du navire, trouvés à bord, ainsi que les effets et marchandises qui, jetés à la mer, auront été recouvrés, ou bien le prix de leur vente, seront intégralement remis aux propriétaires, sur leur demande ou celle de leurs agents, à ce dûment autorisés; et cela sans autre paiement que celui des frais de sauvetage, de conservation, et en général des mêmes droits que les navires nationaux seraient tenus de payer en pareil cas.

A défaut du propriétaire ou d'un agent spécial, la remise sera faite aux Consuls, aux Vice-Consuls ou aux Agents Consulaires respectifs. Il est, toutefois, bien entendu que, si le navire, ses effets et marchandises, devenaient, à l'occasion du naufrage, l'objet d'une réclamation légale, la décision en serait déférée aux tribunaux compétents du pays.

Les épaves et les marchandises avariées pouvenant du chargement d'un navire de l'une des Hautes Parties contractantes ne pourront, sauf le paiement, s'il y a lieu, des frais de sauvetage, être soumis, par l'autre Etat, au paiement de droits d'aucune espèce, à moins qu'on ne les passe à la consommation intérieure.

Article XXI.

Les conducteurs des navires et des barques appartenant à l'une des deux Hautes Parties contractantes seront libres de naviguer sur toutes les voies de communication par eau, soit naturelles, soit artificielles, se trouvant sur les territoires des deux Hautes Parties contractantes, aux mêmes conditions et en

payant les mêmes droits sur les bâtiments ou sur la cargaison, 1878
que les conducteurs de navires et de barques nationaux.

Article XXII.

Les sujets de l'une des deux Hautes Parties contractantes seront libres de faire usage, sous les mêmes conditions, et en payant les mêmes taxes que les nationaux, des chaussées et autres routes, canaux, écluses, bacs, ponts et pontstournants, des ports et endroits de débarquement, signaux et feux servant à désigner les eaux navigables, du pilotage, des grues et poids publics, magasins, établissements pour le sauvetage et le magasinage de la cargaison, de navires et autres objets, en tant que ces etablissements ou institutions sont destinés à l'usage du public, soit qu'ils soient administrés par l'Etat, soit par des particuliers.

Sauf les réglements particuliers sur les phares, fanaux et le pilotage, il ne sera perçu aucune taxe, s'il n'a été fait réellement usage de ces établissements et institutions.

Sur les routes servant à mettre les Etats des Hautes Parties contractantes en communication directe ou indirecte, les uns avec les autres, ou avec l'étranger, les droits de péage perçus, sur les transports qui passent la frontière, ne pourront être, en proportion de la distance parcourue, plus élevés que ceux qui se perçoivent sur les transports se faisant dans les limites du territoire du pays.

Ces dispositions ne sont pas applicables aux chemins de fer.

Article XXIII.

Les sujets des Hautes Parties contractantes et leurs marchandises seront, quant aux chemins de fer, traités sur le même pied, tant sous le rapport du prix et du mode de transport, que relativement au temps des expéditions et aux impôts publics.

Les deux Hautes Parties contractantes s'engagent à s'entremettre, autant que possible, auprès des administrations de chemins de fer respectifs, afin d'obtenir les expéditions directes, dans le service des trains de voyageurs et de marchandises, aussitôt et dans la mesure que les Gouvernements le jugeront utile.

Il est réservé aux Ministères compétents des deux Hautes Parties contractantes de fixer, pour le service direct, des dispositions communes de transport, surtout en ce qui concerne les délais de livraison.

1878

Article XXIV.

Les Hautes Parties contractantes prendront soin que l'expédition des marchandises, sur les chemins de fer situés sur leurs territoires, soit facilitée, autant que possible, au moyen de jonctions directes des rails des lignes qui doivent se toucher au même endroit et par le passage des wagons d'une voie sur l'autre.

Aux points-frontière, où se trouvent des jonctions directes des voies ferrées, et où lieu le passage des wagons, les Hautes Parties contractantes exempteront de la déclaration, du déchargement et de la révision à la frontière, ainsi que du plombage, toutes les marchandises qui arriveraient en wagons plombés selon les réglements en vigueur, et qui seraient destinées à être conduites, dans ces mêmes wagons, à un endroit, à l'intérieur du pays, où se trouve un bureau de douane ou de finance autorisé au traitement des expéditions, pourvu toutefois que ces marchandises soient déclarées, à l'entrée, par des listes de chargement et des lettres de voiture.

Les marchandises qui, sans être déchargées, passent en transit dans les wagons propres à être plombés selon les réglements, sur le territoire d'une des deux Hautes Parties contractantes, en venant du territoire de l'autre, ou y étant destinées, seront exemptées de la déclaration du déchargement, de la revision et du plombage, tant à l'intérieur qu'aux frontières, pourvu qu'elles soient déclarées, au transit, par des listes de chargement et des lettres de voiture.

L'application de ces dispositions est, cependant, subordonnée à la condition que les administrations des chemins de fer respectifs soient responsables de ce que les wagons arrivent au bureau d'expédition situé à l'intérieur du pays, ou à celui de sortie, en temps opportun et avec les scellés intacts.

Toutes facilités plus grandes que celles précédemment dénommées, qui viendraient à être accordées, par l'une des deux Hautes Parties contractantes, à des tiers Etats, quant à l'expédition douanière, seront appliquées au commerce de l'autre Partie contractante, pourvu que celle-ci accorde la réciprocité.

Article XXV.

Les Hautes Parties contractantes s'accordent réciproquement le droit de nommer des Consuls dans tous le ports et places commerciales des pays de l'autre Haute Partie contractante, dans lesquels sont admis des Consuls d'un tiers Etat.

Ces Consuls de l'une des deux Hautes Parties contractantes jouiront, sous la condition de réciprocité, dans les territoires de l'autre, de toutes les prérogatives, facultés et exemptions dont jouissent et jouiront à l'avenir les Consuls d'un autre Etat quelconque. 1878

Les dits Agents recevront des autorités locales toute aide et assistance qui est ou viendrait à être accordée par la suite aux Agents de la nation la plus favorisée, pour l'extradition des matelots et soldats faisant partie de l'équipage des navires de guerre ou marchands de l'une des deux Hautes Parties contractantes, qui auraient déserté sur le territoire de l'autre.

Article XXVI.

Les deux Hautes Parties contractantes se réservent le droit de fixer plus tard les mesures propres à garantir réciproquement dans leurs territoires, la propriété des oeuvres d'esprît et d'art.

Article XXVII.

Le présent Traité restera en vigueur à partir du jour de l'échange des ratifications jusqu'au 31 décembre 1887. Dans le cas où aucune des Hautes Parties contractantes n'aurait notifié, douze mois avant la fin de la dite période, son intention d'en faire cesser les effets, le dit Traité continuera d'être obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année, à partir du jour où l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes l'aura dénoncé.

Les Hautes Parties contractantes se réservent la faculté d'introduire dans ce Traité, d'un commun accord, toutes modifications qui ne seraient pas en opposition avec son esprit et ses principes, et dont l'utilité serait démontrée par l'expérience.

Article XXVIII.

Le présent Traité sera ratifié, et les ratifications en seront échangées à Rome jusqu'au 1er janvier 1879 ou plus tôt, si faire se peut.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires l'ont signé, et l'ont revêtu du cachet de leurs armes.

Fait à Vienne, le 27 décembre de l'an de grâce 1878.

(L. S.) *Andrássy*, m. p.
Schwegel.

(L. S.) *C. Robilant*, m. p.
V. Ellena.

ITALIE.

1878 (Uebersetzung.)

Seine Majestät der Kaiser von Oesterreich, König von Böhmen und Apostolischer König von Ungarn etc., und

Seine Majestät der König von Italien, von dem gleichen Wunsche beseelt, die zwischen Ihren Staaten bestehenden Handels- und Schifffahrts-Beziehungen zu erleichtern und auszudehnen, haben beschlossen, zu diesem Zwecke einen Vertrag abzuschliessen, und haben zu Ihren Bevollmächtigten ernannt:

Seine Majestät der Kaiser von Oesterreich, König von Böhmen etc. und Apostolischer König von Ungarn:

den Herrn Grafen Julius Andrássy von Csik Szent-Király und Kraszna-Horka, Allerhöchst Ihren wirklichen geheimen Rath und Feldmarschall-Lieutenant, Minister des kaiserlichen Hauses und des Aeussern,

und den Herrn Josef Freiherrn v. Schwegel, Sectionschef im Ministerium des Aeussern;

Seine Majestät der König von Italien:

den Herrn Karl Felix Nicolis Grafen v. Robilant, General-Lieutenant, Allerhöchst Ihren Botschafter bei Seiner Majestät dem Kaiser von Oesterreich etc. und König von Ungarn,

und den Herrn Commandeur Victor Ellena, General-Inspector der Finanzen,

welche, nachdem sie ihre Vollmachten ausgewechselt und dieselben in guter und gehöriger Form befunden haben, über folgende Artikel übereingekommen sind:

Artikel I.

Zwischen den Unterthanen der österreichisch-ungarischen Monarchie und des Königreiches Italien wird vollständige Handels- und Schifffahrtsfreiheit bestehen; sie werden sich daher im Gebiete des anderen Theiles nach freier Wahl niederlassen können, und werden für die Ausübung von Handels- und Industriegeschäften, mögen sie in den Häfen, Städten und in sonstigen Orten der beiden Gebiete dauernd ansässig sein oder sich dort blos vorübergehend aufhalten, keine anderen oder höheren Steuern, Abgaben, Taxen oder wie immer Namen habenden Auflagen als jene zu entrichten haben, welche von den Nationalen eingehoben werden, und die Privilegien, Befreiungen, Immunitäten und anderen Begünstigungen irgend welcher Art, welche die Angehörigen des einen der beiden Theile in Handels- und Industrie-Angelegenheiten geniessen, werden gleichmässig auch jenen des anderen Theiles zukommen.

Artikel II. 1878

Kaufleute, Fabrikanten und Gewerbetreibende überhaupt, welche sich darüber ausweisen, dass sie in dem Staate, wo sie ihren Wohnsitz haben, die gesetzlichen Steuern und Abgaben für das von ihnen betriebene Handels- oder Industriegeschäft entrichten, sollen, wenn sie blos für dieses Geschäft persönlich reisen, oder in ihren Diensten stehende Commis oder Agenten reisen lassen, um Ankäufe zu machen, oder Bestellungen mit oder ohne Mustern zu suchen, in dem Gebiete des anderen vertragenden Theiles keine weitere Steuer oder Abgabe hiefür zu entrichten verpflichtet sein.

Auch sollen beim Besuche der Märkte und Messen zur Ausübung des Handels und zum Absatz eigener Erzeugnisse in jedem der vertragenden Theile die Unterthanen des anderen wie die eigenen Unterthanen behandelt werden.

Die Unterthanen des einen der vertragenden Theile, welche das Frachtfuhrgewerbe, die See- oder Flussschifffahrt zwischen Plätzen der beiden Gebiete betreiben, sollen für diesen Gewerbebetrieb in dem Gebiete des anderen Theiles irgend einer Gewerbesteuer nicht unterworfen werden.

Artikel III.

Die Unterthanen jedes der beiden hohen contrahirenden Theile werden in dem Gebiete des anderen von jedem Militärdienste zu Wasser und zu Lande, in der regulären Armee, der Miliz oder Nationalgarde, befreit sein. Sie werden auch von jeder obligatorischen, gerichtlichen, Administrativ- oder Municipalfunction, von der Militär-Bequartierung, von allen Kriegscontributionen, Requisitionen und Militärleistungen jeder Art befreit sein, jedoch mit Ausnahme jener Lasten, welche an den Besitz, die Miethe oder Pacht von unbeweglichen Gütern geknüpft sind, sowie jener militärischen Leistungen und Requisitionen, zu welchen alle Unterthanen des Landes als Eigenthümer oder Bestandnehmer unbeweglicher Güter herangezogen werden.

Sie werden weder persönlich noch wegen ihres beweglichen oder unbeweglichen Eigenthumes anderen Obliegenheiten, Beschränkungen, Taxen und Abgaben als denjenigen unterzogen werden, welchen die Nationalen unterstehen.

Artikel IV.

Die Oesterreicher und Ungarn in Italien und die Italiener in Oesterreich-Ungarn werden gegenseitig das Recht haben,

1878 bewegliche und unbewegliche Güter jeder Art zu erwerben und zu besitzen, sowie durch Kauf und Verkauf, Schenkung, Tausch, Heiratscontract, durch letztwillige Anordnung, gesetzliche Erbfolge und in jeder anderen Weise gleich den Nationalen und unter denselben Bedingungen über dieselben zu verfügen, und keine anderen oder höheren Gebühren, Abgaben und Taxen entrichten, als jene, welchen die Angehörigen des Landes nach den Gesetzen unterworfen sind.

Artikel V.

Die Oesterreicher und Ungarn in Italien und die Italiener in Oesterreich-Ungarn sollen die Freiheit haben, wie die Nationalen ihre Geschäfte selbst zu regeln, oder deren Führung einer Person eigener Wahl anzuvertrauen, ohne verpflichtet zu sein, eine Vergütung oder Schadloshaltung jenen Agenten, Factoren etc. zu zahlen, deren sie sich nicht bedienen wollen, und ohne in dieser Beziehung anderen Beschränkungen, als solchen zu unterliegen, welche durch die allgemeinen Landesgesetze festgestellt sind. Sie werden bei der Abschliessung von Ein- und Verkäufen, bei der Bestimmnng der Preise aller Handels-Gegenstände, und in allen commerciellen Verfügungen, indem sie sich den gesetzlichen Zoll- und Staatsmonopols-Vorschriften unterziehen, absolute Freiheit geniessen.

Sie werden auch bei den Gerichten jeder Instanz und Jurisdiction freien und leichten Zutritt haben, um Klagen anzustrengen und sich vor Gericht zu vertheidigen.

Sie werden die Freiheit haben, sich jener Advocaten, Notare und Agenten zu bedienen, welche sie zur Vertretung ihrer Interessen für geeignet finden, und werden im Allgemeinen auch in den gerichtlichen Beziehungen dieselben Rechte und Privilegien geniessen, welche den Nationalen jetzt oder in Zukunft gewährt werden.

Artikel VI.

Die vertragenden Theile verpflichten sich, den gegenseitigen Verkehr zwischen ihren Landen durch keinerlei Einfuhr, Ausfuhr- oder Durchfuhrverbote zu hemmen.

Ausnahmen hievon dürfen nur stattfinden:

a) Bei den Staatsmonopolien,

b) aus Gesundheitspolizei-Rücksichten, insbesondere im Interesse der öffentlichen Gesundheitspflege und in Ueber-

einstimmung mit den diesbezüglich international aufgestellten 1878
Grundsätzen,

c) in Beziehung auf Kriegsbedürfnisse unter ausserordentlichen Umständen.

Artikel VII.

Hinsichtlich des Betrages, der Sicherung und der Erhebung der Eingangs- und Ausgangs-Abgaben, sowie hinhichtlich der Durchfuhr, dürfen von keinem der beiden vertragenden Theile dritte Staaten günstiger als der andere vertragende Theil behandelt werden. Jede, dritten Staaten in dieser Beziehung später eingeräumte Begünstigung oder Befreiung ist daher ohne Gegenleistung dem anderen vertragenden Theile gleichzeitig einzuräumen.

Die vorstehenden Bestimmungen lassen jedoch unberührt:

a) Solche Begünstigungen, welche zur Erleichterung des Grenzverkehres anderen Nachbarstaaten gegenwärtig zugestanden sind oder künftig zugestanden werden könnten, sowie jene Zollermässigungen oder Zollbefreiungen, welche nur für gewisse Grenzen oder für die Bewohner einzelner Gebietstheile Geltung haben;

b) diejenigen Verpflichtungen, welche einem der vertragenden Theile durch eine schon bestehende oder eine etwa künftig eintretende Zolleinigung auferlegt sind.

Artikel VIII.

Die aus Oesterreich-Ungarn herstammenden oder daselbst verfertigten, im Tarif *A* zu gegenwärtigem Handels- und Schifffahrts-Vertrage aufgezählten Waaren, sollen in Italien bei ihrer Einfuhr zu Land oder zur See zu den in dem genannten Tarife festgesetzten Zöllen zugelassen werden.

Alle aus Oesterreich-Ungarn herstammenden oder daselbst verfertigten Waaren, gleichviel ob sie im Tarif *A* benannt sind oder nicht, werden bei der Einfuhr nach Italien auf dem Fusse der Meistbegünstigung behandelt werden.

Die aus Italien herstammenden oder daselbst verfertigten im Tarif *B* zu gegenwärtigem Handels- und Schifffahrts-Vertrage aufgezählten Waaren, sollen in Oesterreich-Ungarn bei ihrer Einfuhr zu Land oder zur See zu den in dem genannten Tarife festgesetzten Zöllen zugelassen werden.

Alle aus Italien herstammenden oder daselbst verfertigten Waaren, gleichviel ob sie im Tarife *B* benannt sind oder

1878 nicht, werden bei ihrer Einfuhr nach Oesterreich-Ungarn auf dem Fusse der Meistbegünstigung behandelt werden.

Artikel IX.

Waaren aller Art, welche aus Oesterreich-Ungarn nach Italien oder umgekehrt ausgeführt werden, sollen von allen Ausgangs-Abgaben frei sein.

Ausgenommen von dieser Bestimmung sind nur die nachstehend aufgeführten Waaren, von denen die unten verzeichneten Ausgangs-Abgaben erhoben werden dürfen, nämlich:

In Italien

von den im Tarife *C* zu gegenwärtigem Handels- und Schifffahrts-Vertrage aufgezählten Waaren, die dort verzeichneten Abgaben.

In Oesterreich-Ungarn:

Lumpen (Hadern) und andere Abfälle zur Papierfabrikation 4 fl. per 100 Kilogramm.

Die Behandlung der Monopols-Gegenstände, sowie der Waffen und Kriegsgeräthschaften bleibt der Regelung durch die Gesetze und Verordnungen der bezüglichen Staaten überlassen.

In jedem der vertragenden Theile sollen die bei der Ausfuhr gewisser Erzeugnisse bewilligten Ausfuhrvergütungen nur die Zölle und inneren Steuern repräsentiren, welche von den gedachten Erzeugnissen oder von den Stoffen, aus denen sie verfertigt werden, erhoben werden. Eine Ausfuhrprämie sollen sie nicht enthalten.

Ueber Aenderungen des Betrages dieser Vergütungen oder des Verhältnisses derselben zu dem Zolle oder zu den inneren Steuern wird zwischen den beiden Regierungen gegenseitige Mittheilung erfolgen.

Von Waaren aller Art, welche aus dem Gebiete eines der vertragenden Theile kommen oder nach dem Gebiete des anderen Theiles gehen, dürfen Durchgangsabgaben im anderen Gebiete nicht erhoben werden, gleichviel ob diese Waaren unmittelbar transitiren, oder während des Transites abgeladen, niedergelegt und wieder verladen werden.

Artikel X.

Zur Erleichterung des besonderen Verkehres, welcher sich zwischen den beiden Nachbarländern, und insbesondere

zwischen ihren Grenzdistricten entwickelt hat, wird gegen 1878
Verpflichtung der Rückfuhr und unter Beobachtung der Zollvorschriften, welche die beiden Staaten im gemeinsamen Einverständnisse festzustellen für gut finden werden, die zeitweilig zollfreie Ein- und Ausfuhr zugestanden:

a) Für alle Waaren, mit Ausnahme von Verzehrungs-Gegenständen, welche aus dem freien Verkehr im Gebiete des einen der hohen vertragenden Theile in das Gebiet des anderen auf Messen oder Märkte gebracht werden, um dort in zollämtlichen Niederlagen oder Entrêpots gelagert zu werden, sowie für Muster, welche von Handlungs-Reisenden österreichischer, ungarischer, beziehungsweise italienischer Häuser eingebracht werden, alle diese Waaren und Muster, wenn sie binnen einer in voraus zu bestimmenden Frist unverkauft zurückgeführt werden.

Gebrauchte und signirte Säcke sowie Fässer, welche in das Gebiet des einen Theiles gebracht werden, um dort gefüllt oder entleert zu werden, und welche gefüllt, beziehungsweise entleert zurückgebracht werden;

b) für Vieh, welches auf Märkte, zur Ueberwinterung oder auf Alpenweiden in das andere Gebiet getrieben wird. In diesem letzteren Falle wird die Zollfreiheit in der Ein- und Ausfuhr ausgedehnt werden auf die bezüglichen Erzeugnisse, wie Käse, Butter und die in der Zwischenzeit im anderen Gebiete gefallenen Jungen;

c) für Stroh zum Flechten, Wachs zum Bleichen, für Cocons zum Abhaspeln, Seidenabfälle zum Hecheln (Kämmen), Rohseide zum Filiren (Verarbeiten zu Organzin und Trama), für Cerealien (mit Inbegriff von Reis) zum Vermahlen;

d) für Gewebe und Garne zum Waschen, Bleichen, Walken sowie für Gegenstände zum Lackiren, Poliren und Bemalen sowie für Gegenstände zur Reparatur.

In dem Falle *c)* wird das Gewicht mit Rücksicht auf den natürlichen oder gesetzlichen Verarbeitungsschwund festgehalten.

In den anderen Fällen muss die Identität der aus- und wiedereingeführten Gegenstände nachgewiesen sein, und zu diesem Zwecke werden die zuständigen Behörden das Recht haben, dieselben auf Rechnung dessen, den es angeht, mit gewissen Kennzeichen zu versehen.

Artikel XI.

Hinsichtlich der zollamtlichen Behandlung von Waaren, die dem Begleitscheinverfahren unterliegen, wird eine Verkehrs-

1878 Erleichterung dadurch gegenseitig gewährt werden, dass beim unmittelbaren Uebergange solcher Waaren aus dem Gebiete des einen der vertragenden Theile in das Gebiet des anderen die Verschlussabnahme, die Anlage eines anderweiten Verschlusses und die Auspackung der Waaren unterbleibt, sofern den dieserhalb vereinbarteu Regeln genügt ist.

Ueberhaupt soll jede Behinderung durch Förmlichkeiten des Zolldienstes möglichst hintangehalten und die Abfertigung beschleunigt werden.

Artikel XII.

Innere Abgaben, welche in dem einen der vertragenden Theile, sei es für Rechnung des Staates oder für Rechnung von Communen oder Corporationen, auf der Hervorbringung, der Zubereitung oder dem Verbrauche eines Erzeugnisses gegenwärtig ruhen oder künftig ruhen möchten, dürfen Erzeugnisse des anderen Theiles unter keinem Vorwande höher oder in lästigerer Weise treffen, als die gleichartigen Erzeugnisse des eigenen Landes.

Keiner der beiden vertragenden Theile wird Gegenstände, welche im eigenen Gebiete nicht erzeugt werden, unter dem Vorwande der inneren Besteuerung mit neuen oder erhöhten Zöllen bei der Einfuhr belegen.

Wenn einer der hohen vertragenden Theile es nöthig findet, auf einen in den Tarifen zu gegenwärtigem Vertrage begriffenen Gegenstand einheimischer Erzeugung oder Fabrikation eine neue innere Steuer oder Accisegebühr oder einen Gebührenzuschlag zu legen, so soll der gleichartige ausländische Gegenstand sofort mit einem gleichen Zolle bei der Einfuhr belegt werden können.

Artikel XIII.

Die aus einem der beiden Gebiete eingeführten Goldschmied- oder Schmuckwaaren aus Gold, Silber, Platina oder anderen edlen Metallen, sollen im anderen Gebiete dem für die gleichartigen Artikel der einheimischen Erzeugung obligatorisch oder facultativ bestehenden Controlverfahren unterworfen sein.

Artikel XIV.

Die vertragenden Theile verpflichten sich, zur Verhütung und Bestrafung des Schleichhandels zwischen ihren Gebieten durch angemessene Mittel zusammenzuwirken, und zu diesem

Zwecke den Aufsichtsbeamten des anderen Staates alle gesetz- 1878
liche Hilfe zu gewähren und denselben durch die Finanz- und Polizeibeamten, sowie durch die Ortsbehörden überhaupt alle erforderliche Auskunft und Beihilfe zu Theil werden zu lassen.

Nach Massgabe dieser allgemeinen Bestimmungen haben die hohen vertragenden Theile das beiliegende Zollcartel abgeschlossen.

Für Grenzgewässer und für solche Grenzstrecken, wo die Gebiete der vertragenden Theile mit fremden Staaten zusammentreffen, werden die zur gegenseitigen Unterstützung beim Ueberwachungsdienste nöthigen Massregeln verabredet werden.

Artikel XV.

Stapel- und Umschlagsrechte sind in den Gebieten der vertragenden Theile unzulässig, und es darf, vorbehaltlich schifffahrts- und gesundheitspolizeilicher, sowie der zur Sicherung der Abgaben erforderlichen Vorschriften kein Waarenführer gezwungen werden, an einem bestimmten Orte anzuhalten, aus- oder umzuladen.

Artikel XVI.

Die Unterthanen des einen der beiden vertragschliessenden Theile sollen in den Gebieten des anderen in Allem, was das Eingenthumsrecht an Fabriks- oder Handelsmarken und anderen Bezeichnungen der Waaren oder deren Verpackung, sowie das Eigenthumsrecht an Mustern und Modellen betrifft, den gleichen Schutz geniessen, wie die eigenen Unterthanen.

Doch sollen die österreichischen und ungarischen Unterthanen in Italien das ausschliessliche Eigenthumsrecht an einer Marke oder einer anderen Waarenbezeichnung, einem Muster oder Modelle nur dann ansprechen können, wenn sie ein oder mehrere Exemplare davon beim competenten Amte niedergelegt haben.

Ebenso sollen umgekehrt italienische Unterthanen in Oesterreich-Ungarn das ausschliessliche Eigenthumsrecht an einer Marke oder anderen Waarenbezeichnung, einem Muster oder Modelle nur dann ansprechen können, wenn sie zwei Exemplare davon sowohl bei der Handelskammer in Wien als bei jener in Budapest niedergelegt haben.

Die Nachahmung einer Marke oder einer Etiquette, eines Musters oder Modelles, und deren durch den Nachahmer noch

1878 vor der Hinterlegung seitens des wahren Eigenthümers bewirkte Deponirung, präjudiciren in Nichts den Rechten des letzteren gegenüber dem Nachahmer.

Artikel XVII.

Die Schiffe des einen der beiden vertragenden Theile werden in den Häfen des anderen, bei ihrer Ankunft, während ihres Aufenthaltes, wie bei ihrer Abfahrt, den Nationalschiffen gleichgestellt sein, sowohl hinsichtlich der Gebühren und Abgaben jeder Art oder Benennung, mögen dieselben zu Gunsten des Staates, für Rechnung von Gemeinden, Corporationen, öffentlichen Functionären oder Anstalten irgend welcher Art eingehoben werden, als auch hinsichtlich der Aufstellung der Schiffe in den Häfen, Rheden, Buchten, Bassins, Hafenbecken und Docks, hinsichtlich ihrer Ein- und Ausladung, sowie aller Förmlichkeiten und anderen Verfügungen, welchen die Schiffe, ihre Mannschaften oder Ladungen unterworfen werden können.

Dieses gilt auch für die Küstenschifffahrt *(cabotage)*.

Artikel XVIII.

Die Staatsangehörigkeit der Schiffe jedes der beiden vertragenden Theile ist nach der Gesetzgebung des Landes, welchem sie angehören, zu beurtheilen.

Zur Nachweisung über die Ladungsfähigkeit der Schiffe sollen die nach der Gesetzgebung ihrer Heimat giltigen Messbriefe genügen, und es wird zu einer Berechnung nicht geschritten werden, solange die von den beiden hohen vertragenden Theilen am 5. December 1873 ausgetauschte Declaration in Kraft steht.

Auch sollen unter der Bedingung der Gegenseitigkeit überhaupt alle Begünstigungen, welche einer der beiden vertragenden Theile in Bezug auf die Behandlung der Seeschiffe und deren Ladungen einem dritten Staate eingeräumt hat oder einräumen wird, auf die Schiffe des anderen Theiles und deren Ladungen Anwendung finden.

Von den Bestimmungen des gegenwärtigen Vertrages bleibt jedoch die Ausübung der nationalen Fischerei ausgeschlossen.

Artikel XIX.

Waaren jeder Art und Herkunft, deren Ein-, Aus-, Durchfuhr oder Hinterlegung in dem Gebiete eines der vertrag-

schliessenden Theile auf nationalen Schiffen gestattet ist, 1878
können auch auf Schiffen des anderen Theiles ein-, aus-, durchgeführt oder hinterlegt werden, ohne andere oder höhere Zölle und Gebühren zu entrichten, und anderen oder grösseren Beschränkuugen zu unterliegen, und unter Theilnahme an denselben Privilegien, Reductionen, Beneficien und Rückerstattungen, welche den auf nationalen Schiffen ein-, aus-, durchgeführten oder hinterlegten Waaren eingeräumt werden.

Artikel XX.

Von Schiffen des einen der vertragenden Theile, welche in Unglücks- oder Nothfällen in die Häfen des anderen einlaufen, sollen, wenn keinerlei Handelsoperation unternommen, und der Aufenthalt nicht unnöthig verlängert wird, Schifffahrts- oder Hafen-Abgaben nicht erhoben werden.

Im Falle eines Schiffbruches oder einer Havarie eines der Regierung oder den Angehörigen des einen der hohen contrahirenden Theile gehörigen Schiffes an der Küste oder im Gebiete des anderen Theiles wird den Schiffbrüchigen nicht nur jede Art Beihilfe geleistet und jede Erleichterung gewährt werden, sondern auch die Schiffe, ihre Bestandtheile und Ueberreste, ihre Geräthschaften und alle dahin gehörigen Gegenstände, die an Bord gefundenen Schiffspapiere, sowie alle Effecten und Waaren, welche in das Meer geworfen und gerettet wurden, oder der Erlös des Verkaufes, wenn diese verkauft worden sind, sollen den Eigenthümern über ihr oder das Ansuchen ihrer gehörig hiezu ermächtigten Agenten getreu zurückgestellt werden, und dies Alles ohne eine andere Bezahlung, als jene dar Rettungs- und Aufbewahrungskosten, sowie überhaupt derjenigen Gebühren, welche in ähnlichem Falle für ein einheimisches Schiff entrichtet werden müssten.

In Ermangelung des Eigenthümers oder eines besonderen Agenten wird die Uebergabe an die betreffenden Consuln, Vice-Consuln oder Consularagenten erfolgen, wohlverstanden, dass im Falle eines gesetzlichen Anspruches auf ein solches durch Schiffbruch verunglücktes Schiff, auf dessen Effecten und Waaren, diese Reclamation der Entscheidung der competenten Gerichte des Landes zu überweisen sein wird.

Von Schiffsüberresten oder havarirten Waaren, welche von der Ladung eines Schiffes eines der vertragenden Theile herrühren, soll von dem anderen Theile, unter Vorbehalt des etwaigen Bergelohnes, irgend eine Abgabe nur dann erhoben werden, wenn dieselben in den inneren Verbrauch übergehen.

1878

Artikel XXI.

Zur Befahrung aller natürlichen und künstlichen Wasserstrassen in den Gebieten der vertragenden Theile sollen Schiffs- und Barkenführer des anderen Theiles unter denselben Bedingungen und gegen dieselben Abgaben von Schiff oder Ladung zugelassen werden, wie Schiffs- und Barkenführer des eigenen Staates.

Artikel XXII.

Die Benützung der Chausséen und sonstigen Strassen, Canäle, Schleussen, Fähren, Brücken und Brückenöffnungen, der Häfen und Landungsplätze, der Bezeichnung und Beleuchtung des Fahrwassers, des Lootsenwesens, der Krahne- und Wageanstalten, der Niederlagen, der Anstalten zur Rettung und Bergung von Schiffsgütern und dergl. m., insoweit die Anlagen oder Anstalten für den öffentlichen Verkehr bestimmt sind, soll, gleichviel ob dieselben vom Staate oder von Privatberechtigten verwaltet werden, den Angehörigen des anderen vertragenden Theiles unter gleichen Bedingungen und gegen gleiche Gebühren, wie den Angehörigen des eigenen Staates, gestattet werden.

Gebühren dürfen, vorbehaltlich der das Seebeleuchtungs- und Seelootsenwesen betreffenden besonderen Bestimmungen, nur bei wirklicher Benützung solcher Anlagen oder Anstalten erhoben werden.

Auf Strassen, welche unmittelbar oder mittelbar zur Verbindung der Länder der vertragenden Theile unter sich oder mit dem Auslande dienen, dürfen die Wegegelder für den die Landesgrenze überschreitenden Verkehr nach Verhältniss der Streckenlängen nicht höher sein, als für den auf das eigene Staatsgebiet beschränkten Verkehr.

Diese Bestimmungen gelten nicht für Eisenbahnen.

Artikel XXIII.

Auf Eisenbahnen sollen in Beziehung auf Zeit, Art und Preise der Beförderungen, sowie auf die öffentlichen Abgaben die Angehörigen des anderen Theiles und deren Güter nicht ungünstiger, als die eigenen Angehörigen und deren Güter behandelt werden.

Die hohen vertragenden Theile verpflichten sich, soviel als möglich auf die betreffenden Eisenbahn-Verwaltungen ein-

zuwirken, um bezüglich der Personen- und Güterzüge directe 1878
Expedition, sobald und soweit dies die Regierungen für nützlich erkennen, zu erzielen.

Es bleibt den competenten Ministerien der beiden Theile vorbehalten, bezüglich der directen Beförderung gemeinschaftliche Transport-Bestimmungen, namentlich bezüglich der Lieferfristen, festzustellen.

Artikel XXIV.

Die hohen vertragenden Theile werden dahinwirken, dass die Waarenbeförderung auf den Eisenbahnen in ihren Gebieten durch Herstellung unmittelbarer Schienenverbindungen zwischen den an einem Orte zusammentreffenden Bahnen und durch Ueberführung der Transportmittel von einer Bahn auf die andere möglichst erleichtert werde.

Sie werden ferner, wo an ihren Grenzen unmittelbare Schienenverbindungen vorhanden sind und ein Uebergang der Transportmittel stattfindet, Waaren, welche in vorschriftsmässig verschliessbaren Wagen eingehen und in demselben Wagen nach einem Orte im Innern befördert werden, an welchem sich ein zur Abfertigung befugtes Zoll- oder Steueramt befindet, von der Declaration, Abladung und Revision an der Grenze, sowie vom Colloverschluss frei lassen, insofern jene Waaren durch Uebergabe der Ladungsverzeichnisse und Frachtbriefe zum Eingang angemeldet sind.

Waaren, welche in vorschriftsmässig verschliessbaren Eisenbahnwagen durch das Gebiet eines der vertragenden Theile aus- oder nach dem Gebiete des anderen ohne Umladung durchgeführt werden, sollen von der Declaration, Abladung und Revision, sowie vom Colloverschluss sowohl im Innern als an der Grenze frei bleiben, insoferne dieselben durch Uebergabe der Ladungsverzeichnisse und Frachtbriefe zum Durchgang angemeldet sind.

Die Verwirklichung der vorstehenden Bestimmungen ist jedoch dadurch bedingt, dass die betheiligten Eisenbahnverwaltungen für das rechtzeitige Eintreffen der Wagen mit unverletztem Verschlusse am Abfertigungsamte im Innern oder am Ausgangsamte verantwortlich seien.

In soweit von einem der vertragenden Theile mit dritten Staaten in Betreff der Zollabfertigung weitergehende, als die hier aufgeführten Erleichterungen vereinbart worden sind,

1878 finden diese Erleichterungen auch bei dem Verkehr mit dem anderen Theile, unter Voraussetzung der Gegenseitigkeit, Anwendung.

Artikel XXV.

Die vertragenden Theile bewilligen sich gegenseitig das Recht, Consuln in allen denjenigen Häfen und Handelsplätzen des anderen Theiles zu ernennen, in denen Consuln irgend eines dritten Staates zugelassen werden.

Diese Consuln des einen der vertragenden Theile sollen, unter der Bedingung der Gegenseitigkeit im Gebiete des anderen Theiles dieselben Vorrechte, Befugnisse und Befreiungen geniessen, deren sich diejenigen irgend eines Staates erfreuen oder erfreuen werden.

Die gedachten Functionäre sollen auch rücksichtlich der Auslieferung der Soldaten oder Matrosen der Kriegs- und Handelsschiffe eines der beiden vertragschliessenden Theile, welche auf dem Gebiete des anderen Theiles desertirten, von den Localbehörden allen den Beistand erhalten, welcher den Consuln der meistbegünstigten Nationen gegenwärtig geleistet wird oder zukünftig geleistet würde.

Artikel XXVI.

Die hohen contrahirenden Theile behalten sich vor, nachträglich durch eine besondere Uebereinkunft die Mittel zu bestimmen, um den Autorsrechten an Werken der Literatur und der schönen Künste innerhalb ihrer Gebiete den gegenseitigen Schutz angedeihen zu lassen.

Artikel XXVII.

Der gegenwärtige Vertrag soll vom Tage der Auswechslung der Ratificationen an, bis zum 31. December 1887 in Kraft bleiben. Falls keine der hohen contrahirenden Mächte zwölf Monate vor Ablauf des besagten Zeitraumes der anderen die Absicht kundgegeben haben wird, die Wirksamkeit des Vertrages aufhören zu lassen, soll derselbe bis zum Ablaufe Eines Jahres vom Tage der geschehenen Kündigung an gerechnet, in Kraft bleiben.

Die hohen vertragschliessenden Theile behalten sich das Recht vor, an diesem Vertrage jede Modification vorzunehmen, welche mit dem Geiste und den Grundsätzen desselben nicht im Widerspruche stehen und deren Nützlichkeit die Erfahrung dargethan haben wird.

Artikel XXVIII. 1878

Der gegenwärtige Vertrag soll ratificirt und es sollen die Ratificationsurkunden bis zum 1. Februar 1879, oder wenn möglich früher, in Rom ausgewechselt werden.

Zu Urkund dessen haben die beiderseitigen Bevollmächtigten denselben unterzeichnet und ihre Siegel beigedrückt.

So geschehen zu Wien am 27. December im Jahre des Heils 1878.

(L. S.) *Andrássy* m. p. (L. S.) C. *Robilant* m. p.
Schwegel m. p. V. *Ellena* m. p.

1878

Tarif A.

Droits à l'entrée en Italie.

Numéros	Dénomination des marchandises	Unités sur lesquelles portent les droits	Droits
			fr. c.
1	Eaux minérales naturelles ou artificielles, y compris les eaux gazeuses	les 100 klg.	—.50
2	Vins:		
	a) en fûts et futailles	l'hectol.	5.77
	b) en bouteilles	le cent	18.—
3	Bières:		
	a) en fût et futaille	l'hectol.	2.—
	b) en bouteilles, de la capacité d'un litre ou moins	le cent	2.—
4	Esprits:		
	a) non dulcifiés ni parfumés, en fûts et futailles	l'hectol.	12.—
	b) dulcifiés ou parfumés, en fûts et futailles	»	25.—
	c) de toute sorte en bouteilles:		
	1° de la capacité d'au-dessus de $^1/_2$ litre, mais ne dépassant pas le litre	le cent	25.—
	2° de la capacité du $^1/_2$ litre ou moins	»	18.—
5	Huiles fixes:		
	a) huiles d'olives	les 100 klg.	3.—
	b) autres	»	6.—
6	Chicorée et toute autre substance succédanée du café, torréfiée ou même moulue	»	5.—
7	Oxyde de plomb	»	2.—
8	Carbonate de plomb	»	5.—
9	Sulfure de mercure (vermillon)	»	25.—
10	Allumettes en bois	—	exempts
11	Herbes, fleurs, feuilles, lichens et racines médicinales	les 100 klg.	2.—
12	Résines brutes d'Europe	»	1.—
13	Savons:		
	a) ordinaires	»	6.—
	b) autres	»	12.—
14	Cire à cacheter	»	30.—
15	Bois, racines, écorces, feuilles, lichens, fleurs, herbes et fruits pour teinture et tannage, non moulus	—	exempts
16	Crayons:		
	a) sans gaînes	les 100 klg.	10.—
	b) avec gaînes	»	30.—
17	Chanvre, lin et autres végétaux filamenteux, excepté le coton et la jute:		
	a) bruts	—	exempts
	b) peignés	—	»

1878

Tarif A.

Zölle bei der Einfuhr nach Italien.

Nummer	Waarenbenennung	Einheit der Verzollung	Zollbetrag
			Fr. Ct.
1	Mineralwässer, natürliche oder künstliche und gashaltige Wässer	100 K.	—.50
2	Weine:		
	a) in grossen oder kleinen Fässern	Hektoliter	5.77
	b) in Flaschen	Hundert	18.—
3	Bier:		
	a) in grossen oder kleinen Fässern	Hektoliter	2.—
	b) in Flaschen	Hundert	2.—
4	Branntwein:		
	a) weder versüsst noch aromatisch gemacht, in grossen oder kleinen Fässern	Hektoliter	12.—
	b) versüsst oder aromatisch gemacht, in grossen oder kleinen Fässern	»	25.—
	c) jeder Art, in Flaschen:		
	1. über $^1/_2$ Liter bis zu 1 Liter Rauminhalt	Hundert	25.—
	2. von $^1/_2$ Liter oder weniger Rauminhalt	»	18.—
5	Oele, fette:		
	a) Olivenöl	100 K.	3.—
	b) andere	»	6.—
6	Cichorien und jedes andere Kaffeesurrogat, getrocknet oder auch gemahlen	»	5.—
7	Bleioxyd (Bleiglätte)	»	2.—
8	Kohlensaures Blei (Bleiweiss)	»	5.—
9	Geschwefeltes Quecksilber (Zinnober)	»	25.—
10	Zündhölzchen	—	frei
11	Kräuter, Blüthen, Blätter, Flechten und Wurzeln, medicinische	100 K.	2.—
12	Harze, europäische, roh	»	1.—
13	Seife:		
	a) gemeine	»	6.—
	b) andere	»	12.—
14	Siegellack	»	30.—
15	Hölzer, Wurzeln, Rinden, Blätter, Flechten, Blüthen, Kräuter und Früchte, zum Gebrauche der Gärberei und Färberei, nicht gemahlen	—	frei
16	Bleistifte:		
	a) nicht gefasste	100 K.	10.—
	b) gefasste	»	30.—
17	Hanf, Flachs und andere vegetabilische Spinnstoffe mit Ausnahme der Baumwolle und der Jute:		
	a) roh	—	frei
	b) gehechelt	—	frei

Numéro	Dénomination des marchandises	Unités sur lesquelles portent les droits	Droits
			fr. c.
[illegible]	[illegible]	les 100 kgl.	3.—
[illegible]	[illegible]	»	4.—
[illegible]	[illegible]	»	11.50
[illegible]	[illegible]	»	17.10
[illegible]	[illegible]	»	23.10
[illegible]	[illegible]	»	34.65
[illegible]	[illegible]		
	[illegible]	»	23.10
	[illegible]	»	12.—
	[illegible]	»	38.—
[illegible]	[illegible]		
	[illegible]	»	57.75
	[illegible]	»	90.—
[illegible]	[illegible]	»	115.—
[illegible]	[illegible]	»	250.—
[illegible]	[illegible]		
	[illegible]	»	20,—
	[illegible]	»	40.—
[illegible]	[illegible]	»	110.—
[illegible]	[illegible]	»	100.—
31	[illegible]	—	régime du tissu plus 10 p. ct.
32	[illegible]	les 100 kgl.	150.—
	[illegible]	»	100.—
33	[illegible]	»	30.—
34	[illegible]	—	régime du tissu plus 10 p. ct.
35	Charbon de bois	—	exempts
36	Bois à brûler	—	exempts
37	Bois d'ébénisterie scié	les 100 kgl.	4.—
38	Bois en planches ou carreaux marquetés pour parquets	»	4.—
39	Bois commun brut, scié, équarri, simplement dégrossi ou coupé à la hache	—	exempt
40	Bois en éclisses pour boîtes, tamis, cribles et semblables ; bois en cercles de toute longueur	—	exempts

1878

Nummer	Waarenbenennung	Einheit der Verzollung	Zollbetrag
			Fr. Ct.
18	Seilerwaaren und Tauwerk aus Hanf und Flachs, auch getheert	100 K.	3.—
19	Netze	»	4.—
20	Garne von Flachs oder Hanf, einfach, roh, geäschert oder gebleicht	»	11.50
21	Garne von Flachs oder Hanf, einfach, gefärbt	»	17.10
22	Gezwirnte Garne, roh, geäschert oder gebleicht	»	23.10
23	Gezwirnte Flachs- oder Hanfgarne, gefärbt	»	34.65
24	Glatte Hanf- oder Flachsgewebe mit höchstens 5 Kettenfäden im Raume von 5 Millimeter:		
	a) roh oder gebleicht, mit Ausnahme der Packleinwand	»	23.10
	b) Packleinwand, Gurten und Schläuche	»	12.—
	c) gefärbt oder färbig gewebt	»	38.—
25	Glatte Hanf- oder Flachsgewebe mit mehr als 5 Kettenfäden auf 5 Millimeter:		
	a) roh, gebleicht o. theilweise ausgebleicht. Garn	»	57.75
	b) gefärbt oder färbig gewebt	»	90.—
26	Bedruckte Flachs- oder Hanfgewebe	»	115.—
27	Gestickte Flachs- oder Hanfgewebe	»	250.—
28	Wachstuch aus Flachs oder Hanf:		
	a) für Fussböden; getheerte Gewebe	»	20.—
	b) von jeder anderen Art	»	40.—
29	Wirk- und Posamentirwaaren aus Flachs oder Hanf	»	110.—
30	Knopf- und Bandwaaren aus Flachs oder Hanf	»	100.—
31	Genähte Gegenstände (Confection) aus Flachs oder Hanf	—	Wie die Gewebe, aus welchen sie bestehen, mit einem Zollzuschlag von 10 Percent
32	*a*) Wollengewebe aus Streichgarn	100 K.	150.—
	b) Wollengewebe aus Streichgarn mit Baumwollkette	»	100.—
33	Gewebe aus Pferdehaar zu Siebböden	»	30.—
34	Genähte Gegenstände (Confection) aus Wolle	—	Wie die Gewebe, aus welchen sie bestehen, mit einem Zollzuschlag von 10 Percent
35	Holzkohlen	—	frei
36	Brennholz	—	frei
37	Kunstschreinerholz, gesägt	100 K.	4.—
38	Eingelegte Bretter oder Tafeln, für Fussböden	»	4.—
39	Holz, gemeines, roh, gesägt, vierkantig gemacht, einfach mit der Axt behauen oder vorgerichtet	—	frei
40	Holz in dünnen Brettern zu Schachteln, Siebreifen u. dgl., ebenso in Reifen von jedweder Länge	—	frei

1878

Numéros	Dénomination des marchandises	Unités sur lesquelles portent les droits	Droits
			fr. c.
41	Meubles non rembourrés :		
	a) en bois courbé, même poli, avec ou sans rotin	les 100 kgl.	7.50
	b) autres en bois commun	»	13.—
42	Rames, échalas et perches	—	exempts
43	Ustensiles et ouvrages divers en bois commun :		
	a) non polis, ni peints	—	exempts
	b) autres	les 100 kgl.	8.—
44	Merceries en bois, y compris les jouets d'enfants en bois	»	40.—
45	Voitures pour routes ordinaires :		
	a) à deux roues	la pièce	33.—
	b) à quatre roues et à quatre ressorts	»	110.—
46	Ouvrages grossiers de vannerie	—	exempts
47	Pâtes de bois, paille et d'autres matières semblables	—	exempts
48	Papier :		
	a) blanc ou de pâte de couleur de toute qualité	les 100 kgl.	10.—
	b) coloré, doré ou peint et papier pour tenture	»	25.—
	c) papier buvard et papier épais d'emballage	—	exempts
49	*a*) Cartons ordinaires de toute sorte	—	exempts
	b) carton fins de toute sorte	les 100 kgl.	8.—
50	Livres imprimés, non reliés ou simplement brochés	—	exempts
51	Livres non imprimés (registres) :		
	a) brochés ou cartonnés	les 100 kgl.	10.—
	b) reliés en cuir ou parchemin	»	15.—
	c) autrement reliés	»	100.—
52	Peaux :		
	a) brûtes, fraîches ou sèches autres que pour pelleterie	—	exempts
	b) brutes, fraîches ou sèches pour pelleterie	les 100 kgl.	5.—
53	Ouvrages de sellerie, à l'exception des harnais et des selles	»	50.—
54	Ouvrages en peaux tannées sans poil, excepté les gants, le chaussures, les valises et les merceries de peau	»	50.—
55	Débris, scories et limailles de fer, de fonte et d'acier	—	exempts
56	Fonte :		
	a) en masse	—	exempts
	b) ouvrée en moulages bruts	les 100 kgl.	4.—
	c) ouvrée rabotée, tournée, étamée, émaillée ouvernissée, même garnie d'autres métaux	»	5.—
57	Fer en massiaux et acier en lingots	»	2.—

1878

Nummer	Waarenbenennung	Einheit der Verzollung	Zollbetrag
			Fr. Ct.
41	Möbel, nicht gepolsterte:		
	a) aus gebogenem Holz, auch polirt, mit oder ohne Stuhlrohr	100 K.	7.50
	b) aus gemeinem Holz, andere	»	13.—
42	Ruder, Pfähle, Stangen	—	frei
43	Geräthe u. Arbeiten aus gemeinem Holz, verschied.:		
	a) weder polirt noch bemalt	—	frei
	b) andere	100 K.	8.—
44	Kurzwaaren, aus Holz, mit Inbegriff der Kinderspielwaaren aus Holz	»	40.—
45	Personenwagen für gewöhnliche Strassen:		
	a) mit zwei Rädern	Stück	33.—
	b) mit vier Rädern und vier Federn	»	110.—
46	Korbflechterarbeiten, grobe	—	frei
47	Halbzeug von Holz, Stroh und anderen ähnlichen Substanzen	—	frei
48	Papier:		
	a) weisses oder im Zeug gefärbtes, von jeder Qualität	100 K.	10.—
	b) bemaltes, vergoldetes oder buntes, und Tapetenpapier	»	25.—
	c) Lösch- und grobes Packpapier	—	frei
49	*a*) ordinäre Pappendeckel aller Art	—	frei
	b) feine Pappendeckel aller Art	100 K.	8.—
50	Bücher, gedruckte, ungebunden o. einfach geheftet	—	frei
51	Bücher, nicht gedruckte (Register):		
	a) geheftet oder in Pappe gebunden	100 K.	10.—
	b) in Leder oder Pergament gebunden	»	15.—
	c) in jeder anderen Art gebunden	»	100.—
52	Häute und Felle:		
	a) rohe, frische oder trockene, nicht geeignet zu Pelzwerk	—	frei
	b) rohe, frische oder trockene, zu Pelzwerk	100 K.	5.—
53	Sattlerarbeiten, mit Ausnahme von Pferdegeschirr und Sätteln	»	50.—
54	Arbeiten aus unbehaart gegerbten Fellen, mit Ausnahme der Handschuhe, der Schuhwaaren, der Koffer und der Kurzwaaren aus Leder	»	50.—
55	Bruch, Hammerschlag und Feilspäne von Eisen, Gusseisen und Stahl	—	frei
56	Roheisen und Eisenguss:		
	a) Roheisen	—	frei
	b) roher Eisenguss	100 K.	4.—
	c) Gusseisen, polirt, abgedreht, verzinnt, emaillirt oder lackirt, auch in Verbindung mit anderen Metallen	»	5.—
57	Eisen in Masseln und Stahl in Blöcken	»	2.—

1878

Numéros	Dénomination des marchandises	Unités sur lesquelles portent les droits	Droits
			fr. c.
58	Fer :		
	a) laminé ou martelé (verges de plus de 5mm de diamètre et barres de toute dimension)	les 100 kgl.	4.62
	b) en verges (y compris les fils) ayant 5mm ou moins de diamètre ou de côte	»	8.—
	c) en plaques de 4mm d'épaisseur et au dessus	»	4.62
	d) en plaques au dessus de 4mm d'epaisseur et même en tuyaux	»	8.—
59	Fer et acier, forgés en essieux, ancres, enclumes et autres ouvrages bruts	»	7.—
60	Rails en fer et en acier pour chemins de fer	»	3.—
61	Fer de 2e fabrication (ouvrages en fer) :		
	a) simple	»	11.80
	b) garni d'autres métaux	»	14.—
62	Fer blanc (tôles de fer recouvertes d'étain, de zinc ou de plomb) :		
	a) non ouvré	»	10.75
	b) ouvré, même garni d'autres métaux	»	16.—
63	Acier :		
	a) en barres, verges, tôles et fils d'acier	—	réglés du fer suivant les dimensions.
	b) ressorts de toute espèce	les 100 kgl.	15.—
	c) autremeut ouvré	»	25.—
64	*a*) Faux et faucilles	»	10.—
	b) autres outils et instruments pour arts et métiers et pour l'agriculture, de fer, d'acier ou de fer et acier	»	12.—
65	Nickel et ses alliages avec le cuivre et le zinc (packfong, argentan) :		
	a) en dés, en pains et débris	les 100 kgl.	4.—
	b) en feuilles, verges et fils	»	10.—
	c) en autres ouvrages	»	60.—
66	*a*) Machines fixes à vapeur, avec ou sans chaudière, et moteurs hydrauliques	»	6.—
	b) machines à vapeur locomotives (tenders compris), locomobiles et machines pour la navigation, avec ou sans chaudière	»	8.—
	c) autres machines et pièces détachées de machines	»	6.—
67	Appareils en cuivre ou en autrés métaux pour chauffer, raffiner, distiller etc.	»	10.—
68	Chaudières détachées en tôle de fer ou d'acier, avec ou sans bouilleurs ou chauffoirs	»	8.—
69	Wagons :		
	a) pour bagages et marchandises	»	7.—
	b) pour voyageurs	»	13.—

1878

Nummer	Waarenbenennung	Einheit der Verzollung	Zollbetrag
			Fr. Ct.
58	Eisen:		
	a) gewalzt oder gehämmert (Stäbe von mehr als 5 Millimeter Durchmesser, und Stangen von jedweder Dimension	100 K.	4.62
	b) in Stäben (mit Einschluss des Drahtes) von 5 oder weniger Millim. Durchmesser oder Breite	»	8.—
	c) in Platten von 4 Millim. Stärke und darüber	»	4.62
	d) in Platten von weniger als 4 Millimeter Stärke, und auch in Röhren	»	8.—
59	Eisen und Stahl, geschmiedet, als Radachsen, Anker, Ambosse und andere rohe Arbeiten	»	7.—
60	Eisen- und Stahlschienen für Eisenbahnen	»	3.—
61	Eisen von zweiter Verarbeitung (Eisenwaaren):		
	a) einfaches	»	11.80
	b) mit anderen Metallen verbunden	»	14.—
62	Blech oder Eisenplatten, überzogen mit Zinn, Zink oder Blei (Weissblech):		
	a) nicht bearbeitet	»	10.75
	b) bearb., auch in Verbindung mit and. Metallen	»	16.—
63	Stahl:		
	a) in Stangen, Stäben, Platten und Draht	—	wie Eisen, je nach den Dimensionen
	b) in Federn jeder Art	100 K.	15.—
	c) anders bearbeitet	»	25.—
64	*a*) Sensen und Sicheln	»	10.—
	b) Andere Geräthe und Instrumente für gewerbliche, künstler. und landwirthschaftl. Zwecke, von Eisen oder Stahl oder von Eisen u. Stahl	»	12.—
65	Nickel und dessen Legirungen mit Kupfer und Zink (Packfong, Argentan):		
	a) in Würfeln, Klumpen und Bruchstücken	»	4.—
	b) in Blättern, Stäben und Draht	»	10.—
	c) in anderen Arbeiten	»	60.—
66	*a*) Dampfmaschinen, unbewegliche, mit oder ohne Kessel, und hydraulische Motoren	»	6.—
	b) Dampfmaschinen, bewegliche (mit Inbegriff der Tender), Locomobilen und Maschinen für die Schifffahrt, mit oder ohne Kessel	»	8.—
	c) andere Maschinen und abgesonderte Theile von Maschinen	»	6.—
67	Apparate aus Kupfer oder anderen Metallen zum Erwärmen, Raffiniren, Destilliren etc.	»	10.—
68	Einzelne Kessel aus Eisen- oder Stahlplatten, mit oder ohne Siedevorrichtung oder Vorwärmer	»	8.—
69	Eisenbahnwagen:		
	a) für Waaren oder Gepäck	»	7.—
	b) für Reisende	»	13.—

1878

Numéros	Dénomination des marchandises	Unité sur laquelle portent les droits	Droits
			fr. c.
70	Pierres pour constructions, brutes sciées, sculptées ou polies, y compris les statues	—	exempts
71	Tuiles, briques, carreaux et tuyaux en terre cuite	—	exempts
72	Autres ouvrages d'argile commune (creusets, cruches, poêles etc.)	les 100 kgl.	1.50
73	Ouvrages en porcelaine, blancs	»	12.—
74	Plaques de verre ou de cristal:		
	a) non polies (ternes) d'une épaisseur de 4mm ou plus	»	3.75
	b) polies, non étamées	»	20.—
75	Plaques de verre et de cristal, polies et étamées (y compris les miroirs montés)	»	35.—
76	Ouvrages de verre et de cristal:		
	a) simplement soufflés ou moulés, non coloriés ni gravés, ni passés à la meule	»	7.—
	b) coloriés, passés à la meule, peints, émaillés, dorés ou argentés	»	11.—
77	Verre, cristal et émaux en forme de perles *(conterie)* ou pierreries et prismes pour lustres et autres ouvrages semblables	»	30.—
78	Amidon	»	3.—
79	Fruits frais, y compris le raisin	—	exempts
80	Fruits secs, à l'exception des amandes, noix, noisettes et autres fruits oléagineux, de raisins et des figues	les 100 kgl.	2.—
81	Tourteaux de noix et d'autres matières oléagineuses	—	exempts
82	Chevaux	—	exempts
83	Boeufs et taureaux	par tête	15.—
84	Vaches	»	7.50
85	Bouvillons et taurillons	»	5.—
86	Veaux	»	2.—
87	Bétail de race ovine et caprine	»	—.20
88	Viandes salées ou fumées ou autrement préparées	les 100 kgl.	20.—
89	Poissons frais de toute sorte	—	exempts
90	Beurre frais	les 100 kgl.	5.—
91	Fromages	»	8.—
92	Miel de toute sorte	»	5.—
93	Eponges communes	»	15.—
94	Merceries:		
	a) communes (à l'exception de celles en bois et des jouets d'enfants en bois)	»	60.—
	b) fines	»	120.—
95	Pianos carrés, verticaux et à queue	la pièce	80.—

1878

Nummer	Waarenbenennung	Einheit der Verzollung	Zollbetrag
			Fr. Ct.
70	Bausteine, roh, gesägt, behauen oder polirt, mit Inbegriff der Statuen	—	frei
71	Dach- und Mauerziegel, Fliesen und Röhren aus Terracotta	—	frei
72	Andere Arbeiten aus gemeinem Thon (Schmelztiegel, Krüge, Stubenöfen etc.)	100 K.	1.50
73	Porzellanwaaren, weisse	»	12.—
74	Tafeln von Glas oder Krystall:		
	a) nicht geschliffene (trübe) von 4 Millimeter Dicke oder darüber	»	3.75
	b) geschliffene, nicht belegte	»	20.—
75	Geschliffenes und belegtes Spiegelglas mit Inbegriff der eingerahmten Spiegel	»	35.—
76	Glas und Krystallwaaren:		
	a) einfach geblasene oder gepresste, weder färbig, noch geschliffen, noch gravirt	»	7.—
	b) färbige, geschliffene, bemalte, emaillirte, vergoldete, versilberte	»	11.—
77	Glas, Krystall und Email in Perlen (Conterie), geschnitten nach Art der Gemmen, oder Prismen für Leuchter, und andere ähnliche Arbeiten	»	20.—
78	Stärke	»	3.—
79	Früchte, frische, einschliesslich der Trauben	—	frei
80	Trockene Früchte, mit Ausnahme der Mandeln, Nüsse, Haselnüsse und anderer ölhaltiger Früchte, der Trauben und der Feigen	100 K.	2.—
81	Oelkuchen und dergl. Rückstände von Ölgewinnung	—	frei
82	Pferde	—	frei
83	Ochsen und Stiere	Stück	15.—
84	Kühe	»	7.50
85	Färsen und junge Stiere	»	5.—
86	Kälber	»	2.—
87	Schafvieh und Ziegen	»	—.20
88	Fleisch, gesalzen oder geräuchert, oder in anderer Weise zubereitet	100 K.	20.—
89	Fische, frische, jeder Art	—	frei
90	Butter, frische	100 K.	5.—
91	Käse	»	8.—
92	Honig jeder Art	»	5.—
93	Schwämme, gemeine	»	15.—
94	Kanonen:		
	a) gemeine (mit Ausnahme derjenigen aus Stahl und der Kinderspielkanonen aus Holz)	»	60.—
	b) feine	»	120.—
95	Tafelförmige, aufrechtstehende und flügelförmige Pianos	Stück	90.—

1878

Numéros	Dénomination des marchandises	Unité sur [illegible] [illegible] les droits	[illegible]
			[illegible]
96	Autres instruments de musique à l'exception des orgues d'église, des orgues portatives et des harmoniums	la pièce	1.—
97	Caoutchouc et guttapercha ouvrés, en passementerie, en rubans et en tissus élastiques	les 100 kig.	115.50
98	Caoutchouc et guttapercha autrement ouvrés, y compris les confections et chaussures	»	32.—
99	Chapeaux de feutre	1.100 pièces	50.—

1878

Nummer	Waarenbenennung	Einheit der Verzollung	Zollbetrag Fr.	Ct.
96	Andere musikalische Instrumente, mit Ausnahme der Kirchenorgeln, der tragbaren Orgeln und der Harmoniums	Stück	1.	—
97	Kautschuk und Guttapercha, bearbeitet in Posamentirwaaren, elastischen Bändern und Geweben	100 K.	115.	50
98	Kautschuk und Guttapercha in anderen Arbeiten, mit Inbegriff von Bekleidungs-Gegenständen und Schuhwaaren	»	32.	—
99	Filzhüte	100 Stück	50.	—

1878

Tarif B.

Droits à l'entrée en Autriche-Hongrie.

Numéros	Dénomination des marchandises	Unités sur lesquelles portent les droits	Droits
			fl. kr.
1	Figues fraîches; caroubes; châtaignes; azéroles; pignons doux (*pignoli*) avec écales; pommes de paradis; écorces d'oranges et de citrons; oranges vertes, petites; limons, citrons et oranges en saumure; olives fraîches ou salées . .	les 100 kgl.	2.—
2	Figues sèches	»	5.—
	Note. Les figues sèches, gâtées, de même que les figues sèches, dénaturées et destinées aux emplois industriels, sous les contrôles prescrits par les réglements douaniers, les 100 kilogr. 40 kr.		
3	Citrons; limons; oranges	»	4.—
4	Dattes, pistaches	»	12.—
5	Amandes sèches, en coque ou mondées	»	10.—
6	Amandes vertes (en coque)	»	2.—
7	Riz mondé	»	1.—
8	Légumes et fruits frais	—	exempts
9	Plantes vivantes, même en pots et caisses; céréales en gerbes; plantes légumineuses; foin; paille; roseau; feuilles de palmier; racines de chicorée; anis: coriandre; fenouil; cumin; semences oléagineuses; graines de trèfle; graines de moutarde; moutarde en poudre ou moutarde moulue (en barils et autres récipients semblables); plantes et leurs parties, non spécialement dénommées, fraîches ou séchées	—	exempts
10	*a)* Produits du jardinage et de l'agriculture, préparés, c'est à dire légumes et choux de toute espèce, pommes de terre et navets, racines comestibles, champignons et potirons (y compris les truffes), séchés au soleil ou au feu, comprimés, coupés en morceaux, pulvérisés, ou autrement réduits, salés, conservés au vinaigre, en barils	les 100 kgl.	1.50
	b) Fruits préparés, c'est à dire séchés au soleil ou au feu, coupés en morceaux, pulvérisés ou autrement réduits; marmelade de fruits confits sans sucre; noix et noisettes, séchées ou écalées	»	1.50

1878

Tarif B.

Zölle bei der Einfuhr nach Oesterreich-Ungarn.

Nummer	Waarenbenennung	Massstab der Verzollung	Zollsatz
			fl. kr.
1	Feigen, frische; Johannisbrod; Kastanien; Lazeruoli; Pinienkerne (Zirbisnüsse), unausgeschälte: Paradiesäpfel (Judenäpfel); Pomeranzen- und Citronenschalen; Pomeranzen, unreife, kleine; Limonien, Citronen und Pomeranzen, in Salzwasser eingelegt; Oliven, frisch oder gesalzen.	100 K.	2.—
2	Feigen getrocknete	»	5.—
	Anmerkung. Feigen, getrocknete, ganz oder halb verdorbene, sowie auch solche, die zum menschlichen Genusse vollends unbrauchbar gemacht sind, zur industriellen Verwendung gegen Beobachtung der vorgeschriebenen Controlen, 100 K. ..... 40 kr.		
3	Citronen, Limonien, Pomeranzen	»	4.—
4	Datteln, Pistazzien	»	12.—
5	Mandeln, trockene (mit oder ohne Schale).....	»	10.—
6	Mandeln, unreife (in der Schale)	»	2.—
7	Reis, enthülst.....	»	1.—
8	Gartengewächse und Obst, frisch	—	frei
9	Lebende Gewächse, auch in Töpfen und Kübeln; Getreide in Garben; Hülsenfrüchte in Kraut; Heu; Stroh; Schilf; Palmblätter; Cichorienwurzel; Anis; Coriander; Fenchel; Kümmel; Oelsaat; Kleesaat; Senfsaat; Senfpulver oder gemahlener Senf (in Fässern u. dgl.); alle nicht besonders benannten Pflanzen und Pflanzentheile, frisch oder getrocknet	—	frei
10	*a)* Gartengewächse und Feldfrüchte, zubereitet, u. zw.: Gemüse und Krautarten, Kartoffeln und Rüben, essbare Wurzeln, Schwämme und Pilze (einschliesslich der Trüffeln), getrocknet, comprimirt, geölbrt, gebacken, zerschnitten, gepulvert oder auf andere Weise zerkleinert, gesalzen, in Essig eingelegt in Fässern	100 K.	1.50
	b) Obst, zubereitet, u. zw.: getrocknet, geölbrt gebacken, zerschnitten, gepulvert oder sonst zerkleinert; ohne Zucker gekochte Obstmuse; Nüsse (welsche und Haselnüsse), trocken oder ausgeschält	»	1.50

1878

Numéros	Dénomination des marchandises	Unités sur lesquelles portent les droits	Droits
			fl. kr.
	c) Plantes et leurs parties non spécialement dénommées, préparées, c'est à dire: pulvérisées ou autrement réduits ou teintes	les 100 kgl.	1.50
11	Poissons frais; écrevisses; escargots frais	—	exempts
12	Poissons salés, séchés, fumes (excepté les harengs)	les 100 kgl.	3.—
13	*a*) Boeufs et tareaux	par tête	4.—
	b) Vaches	»	1.50
	c) Bouvillons et taurillons	»	—.75
	d) Veaux	»	—.40
	e) Brebis et chèvres (même béllers, moutons et boucs)	»	—.30
	f) Agneaux et chevreaux	»	—.20
	g) Mulets et ânes	—	exempts
14	Gibier et volaille de toute sorte, vivants ou morts, à l'exception des cerfs, chamois, chevreuils et sangliers tués	—	exempts
15	Peaux avec ou sans poils, brutes (vertes ou séchées, même salées ou préparées à la chaux, mais pas autrement travaillées)	—	exempts
16	Poils de toute sorte, bruts ou préparés (c'est à dire peignées, cuits, teints, passés au mordant, même frisés); soies; duvet, tiges de plumes brutes et préparées [plumes à écrire]; plumes de parure non apprêtées	—	exempts
17	Viande, fraîche ou préparée (c'est à dire salée, desséchée, fumée ou desséchée et salée [*gepöckelt*])	les 100 kgl.	3.—
18	Andouilles (même boudins, boudins de foie et boudins de lard)	»	16.—
19	Fromages	»	4.40
20	Oeufs de toute sorte	—	exempts
21	Miel; ruches avec le miel et la cire	—	exempts
22	Beurre frais, salé, fondu	les 100 kgl.	4.—
23	*a*) Huiles fixes en cruches et en bouteilles	»	10.—
	b) Huile d'olive en barils, outres ou vessies	»	2.40
	Note. Huile d'olive en fûts et outres, pourvu que l'expédition ait lieu auprès d'un bureau de douane principal et qu'il y soit procédé à un mélange de 1 kilogr. d'huile de térébenthine ou de 130 grammes d'huile de romarin sur chaque 100 kilogr. d'huile d'olive les cent kilogr. 80 kr.		
	c) Huile de colza, huile de lin, huile de ricin et autres huiles fixes (à l'exception de l'huile de palme et de coco) en barils, outres ou vessies	»	1.50

1878

Nummer	Waarenbenennung	Massstab der Verzollung	Zollsatz
			fl. kr.
	c) Pflanzen und Pflanzentheile, nicht besonders benannte, zubereitet, u. zw.: gepulvert oder sonst zerkleinert oder gefärbt	100 K.	1.50
11	Fische, frische; Fluss- und Bachkrebse; Schnecken, frische	—	frei
12	Fische, gesalzen, geräuchert, getrocknet (mit Ausnahme der Häringe)	100 K.	3.—
13	*a*) Ochsen uud Stiere	1 Stück	4.—
	b) Kühe	»	1.50
	c) Jungvieh	»	—.75
	d) Kälber	»	—.40
	e) Schafe und Ziegen (auch Widder, Hammel und Böcke)	»	—.30
	f) Lämmer und Kitze	»	—.20
	g) Maulthiere, Maulesel und Esel	—	frei
14	Wildpret und Gepflügel aller Art lebend oder todt, mit Ausnahme der erlegten Hirsche, Gemsen, Rehe und Wildschweine	—	frei
15	Felle und Häute, roh (grün oder trocken, auch gesalzen oder gekalkt, aber nicht weiter bearbeitet)	—	frei
16	Haare aller Art, roh oder zubereitet (und zwar gehechelt, gesotten, gefärbt oder gebeizt, auch in Lockenform gelegt); Borsten, Federn, nicht besonders benannte (auch Bettfedern, Federkiele, roh und zugerichtet [Schreibfedern]); unzubereitete Schmuckfedern	—	frei
17	Fleisch, frisches oder zubereitetes (und zwar gesalzenes, getrocknetes, geräuchertes, gepökeltes)	100 K.	3.—
18	Fleischwürste (auch Blut-, Leber- und Speckwürste)	»	16.—
19	Käse	»	4.40
20	Eier aller Art	—	frei
21	Honig, Bienenstöcke sammt dem Honig und Wachs	—	frei
22	Butter, frische, gesalzene, eingeschmolzene	100 K.	4.—
23	*a*) Oele, fette, in Flaschen und Krügen	»	10.—
	b) Olivenöl in Fässern, Schläuchen und Blasen	»	2.40
	Anmerkung. Olivenöl, in Fässern und Schläuchen, wenn die Abfertigung bei Haupt-Zollämtern stattfindet, und hierbei auf 100 Kilogr. Olivenöl 1 Kilogr. Terpentinöl, oder 130 Gramm Rosmarinöl zugesetzt werden, 100 Kilogr. . . . . 80 kr.		
	c) Rüböl, Leinöl, Ricinusöl und andere fette Oele (mit Ausnahme von Palmöl und Cocosnussöl), in Fässern, Schläuchen oder Blasen	»	1.50

1878

Numéros	Dénomination des marchandises	Unités sur lesquelles portent les droits	Droits
			fl. kr.
24	Pain ordinaire, blanc et noir; biscuit de mer.....	—	exempts
25	Pâtes farineuses dites d'Italie (c'est à dire vermicelles et autres produits similaires de farine, non frits).....	les 100 klg.	1.—
26	Corail brut, même perforé, mais non poli.....	—	exempts
27	Minéraux (à l'exception du sel gemme, des produits chimiques et des ouvrages indiqués au No. 49), c'est à dire pierres brutes ou seulements dégrossies ou sciées; terres et autres matières minérales brutes, même cuites, lavées ou moulues; minerais, même préparés.....	—	exempts
28	Jus de réglisse.....	les 100 klg.	4.—
29	*a*) Eaux de fleurs d'orange et semblables eaux de senteur (sans alcool).....	»	6.—
	b) Huile de succin, de corne de cerf, de caoutchouc, de laurier, de romarin et de genièvre	»	6.—
	c) Autres huiles volatiles.....	»	10.—
30	Bois de teinture en bûches; écorces, racines, feuilles, fleurs, fruits et semblables, même coupés en morceaux, moulus ou autrement réduits, à l'usage de la teinture ou du tannage.....	—	exempts
31	*a*) Extraits de garance et de châtaigne.....	les 100 klg.	1.50
	b) Extraits de teinture non spécialement dénommés.....	»	3.—
32	Manne.....	»	1.50
33	Jus de citron.....	—	exempts
34	Chanvre, lin et autres végétaux filamenteux, à l'exception du coton et de la jute, bruts, rouis, broyés ou peignés et leurs déchets; varech.....	—	exempts
35	Fils de lin, de chanvre ou d'autres végétaux filamenteux, à l'exception du coton et de la jute:		
	a) écrus.....	les 100 klg.	1.50
	b) blanchis, lessivés ou teints.....	»	5.—
	c) retors.....	»	12.—
36	Soie:		
	a) Cocons; déchets de soie, non filés.....	—	exempts
	b) 1° Soie, dévidée (non filée, grège) ou filée, ni blanchie, ni teinte;		
	2° Fleuret (déchets de soie filés), même blanchi, mais non teint; les articles sous 1 et 2 même retors, mais non combinés avec d'autres matières filamenteuses.....	—	exempts

1878

Nummer	Waarenbenennung	Massstab der Verzollung	Zollsatz
			fl. kr.
24	Brot, gemeines, sowohl schwarzes, als weisses; Schiffszwieback	—	frei
25	Teigwerk (d. i. Nudeln und gleichartige, nicht gebackene Erzeugnisse von Mehl)	100 K.	1.—
26	Korallen, rohe (auch gebohrt, jedoch nicht geschliff.)	—	frei
27	Mineralien (mit Ausnahme von Steinsalz, chemischen Hilfsstoffen und den Artikeln der Nr. 49), d. i. Steine, roh, oder blos behauen oder gesägt, Erden und rohe mineralische Stoffe, auch gebrannt, geschlemmt oder gemahlen; Erze, auch aufbereitete	—	frei
28	Süssholzsaft	100 K.	4.—
29	*a*) Pomeranzenblüthen- und ähnliche wohlriechende Wässer (ohne Weingeist)	»	6.—
	b) Bernstein-, Hirschhorn-, Kautschuk-, Lorbeer-, Rosmarin- und Wachholderöl	»	6.—
	c) Oele, ätherische, andere	»	10.—
30	Farbhölzer in Blöcken; Rinden, Wurzeln, Blätter, Blüthen, Früchte u. dgl., auch zerschnitten, gemahlen oder sonst zerkleinert, zum Färben oder Gärben	—	frei
31	*a*) Krappextracte; Kastanienholz-Extract	100 K.	1.50
	b) Farbstoffextracte, nicht besonders benannte	»	3.—
32	Manna	»	1.50
33	Limonien- (Citronen-) Saft	—	frei
34	Flachs, Hanf und andere vegetabilische Spinnstoffe, mit Ausnahme der Baumwolle und der Jute, roh, geröstet, gebrochen oder gehechelt, auch in Abfällen; Seegras	—	frei
35	Garne aus Flachs, Hanf oder anderen vegetabilischen Spinnstoffen, mit Ausnahme der Baumwolle und der Jute:		
	a) roh	100 K.	1.50
	b) gebleicht, geäschert oder gefärbt	»	5.—
	c) gezwirnt	»	12.—
36	Seide:		
	a) Seidengalleten (Cocons); Seidenabfälle, unsponnen	—	frei
	b) 1. Seide, abgehaspelt (unfilirt, Grezze) oder gesponnen (filirt), weder weiss gemacht, noch gefärbt;		
	2. Florettseide (Seidenabfälle, gesponnen), auch weiss gemacht, jedoch nicht gefärbt; beide (Z. 1 und 2) auch gezwirnt, jedoch ohne Verbindung mit anderen Spinnmaterialien	—	frei

1878

Numéros	Dénomination des marchandises	Unités sur lesquelles portent les droits	Droits
			fl. kr.
37	Toile d'emballage grise, c'est à dire un tissu de lin ou de chanvre uni, grossier, non blanchi, même simplement croisé, sans dessin, présentant en chaîne dans l'espace de 5mm 5 fils ou moins; même sacs confectionnés de cette toile..	les 100 klg.	2.—
38	Cordages, câbles et cordes, même blanchis, goudronnés, mais non teints.....	»	1.50
39	Tissus de soie pure, unis	»	200.—
40	*a*) Chapeaux de feutre, de laine ou de poils pour hommes même garnis	»	90.—
	b) Chapeaux de copeau, sans garniture.....	»	2.—
	c) Chapeaux de paille, et autres chapeaux non spécialement dénommés, sans garniture	la pièce	—.10
	d) Chapeaux de paille, de jonc, de liber, de roseau, d'os de baleine, de feuilles de palmier ou de copeau avec garniture	»	—.20
41	*a*) Tapis de pied et nattes (pour voitures et similaires) en liber, jonc, fibres de coco, graminées, varech, roseau, déchets de rotin et paille, non teints	les 100 klg.	1.—
	b) Tresses de paille (en forme de rubans de toute sorte) non combinées avec d'autres martières	»	2.—
	c) Tapis et nattes (pour voitures et similaires) en liber, jonc, fibres de coco, graminées, varech, roseau, déchets de rotin et paille, teints	»	5.—
42	*a*) Papier buvard gris; papier rude pour emballage (collé ou non collé).....	—	exempts
	b) Carton ordinaire (même carton-pierre), carton pour apprêt de drap etc., carton goudronné (feutre asphalté), pâtes de bois	—	exempts
	c) Papier imitant l'ardoise et tablettes de ce papier (sans combinaison avec d'autres matières), papier-ponce, papier à l'émeri, papier de verre et papier sablé, toile de ponce et d'émeri ..	—	exempts
	d) Papier pour emballage, lisse, teint, verni ou goudronné, même collé	les 100 klg	2.—
	e) Papier non collé ordinaire (grossier, gris, mi-blanc et teint); tout papier à imprimer, non collé	»	2.—
	f) Objets moulés en carton-pierre, en asphalte ou matières similaires, ni peints, ni vernis, même combinés avec le bois ou le fer.....	»	2.—
	g) Papier non spécialement dénommé (c'est à dire tout papier non compris sous les positions précédentes, lett. *a*—*f* et à l'exception du papier doré ou argenté, du papier avec dessins en or ou argent, du papier avec orne-		

1878

Nummer	Waarenbenennung	Maasstab der Verzollung	Zollsatz
			fl. kr.
37	Graue Packleinwand, d. i. ein glattes, grobes, ungebleichtes, auch einfach geköpertes Gewebe ohne Muster, aus Hanf oder Flachs, welches nicht mehr als 5 Kettenfäden auf 5 Mm. enthält; auch fertige Säcke daraus	100 K.	2.—
38	Seile, Taue, Stricke, auch gebleicht, getheert, jedoch ungefärbt	»	1.50
39	Glatte Gewebe aus Seide allein	»	200.—
40	*a*) Herrenhüte von Filz, aus Wolle oder anderen Thierhaaren, auch garnirt	»	90.—
	b) Hüte aus Holzspan, ohne Garnitur	»	2.—
	c) Strohhüte und andere nicht besonders benannte Hüte ungarnirt	1 Stück	—.10
	d) Hüte aus Stroh, Rohr, Bast, Binsen, Fischbein, Palmblättern oder Holzspan, garnirt	»	—.20
41	*a*) Fussdecken und Matten (Wagendecken u.dgl.) aus Bast, Binsen, Cocosnussfasern, Gras, auch Seegras, Schilf, Stuhlrohr-Abfällen und Stroh, ungefärbt	100 K.	1.—
	b) Strohbänder (bandartige Strohgeflechte aller Art) ohne Verbindung mit anderen Materialien	»	2.—
	c) Fussdecken und Matten (Wagendecken u dgl.) aus Bast, Binsen, Cocosnussfasern, Gras, auch Seegras, Schilf, Stuhlrohr-Abfällen und Stroh, gefärbt	»	5.—
42	*a*) Schrenz- und graues Löschpapier; rauhes Packpapier (geleimt oder ungeleimt)	—	frei
	b) Pappendeckel, ordinäre (auch Steinpappe), Pressspäne, Theerpappe (Asphaltfilz), Holzfasermasse	—	frei
	c) Schieferpapier und Tafeln daraus (ohne Verbindung mit anderen Materialien), Bimsstein-, Glas-, Sand- und Schmirgelpapier, Bimsstein- und Schmirgeltuch	—	frei
	d) Packpapier, geglättet, gefärbt, lackirt oder getheert, auch geleimt	100 K.	2.—
	e) Papier, ungeleimtes, ordinäres (grobes, graues, halbweisses und gefärbtes); alles ungeleimte Druckpapier	»	2.—
	f) Formerarbeiten aus Steinpappe, Asphalt oder ähnlichen Stoffen, weder angestrichen noch lackirt, auch in Verbindung mit Holz o. Eisen	»	2.—
	g) Papier, nicht besonders benanntes, (d. i. nicht unter *a*) bis *f*) begriffenes, dann mit Ausnahme des Gold- und Silberpapieres, des Papieres mit Gold- und Silbermustern, des		

1878

Numéros	Dénomination des marchandises.	Unités sur lesquelles portent les droits	Droits
			fl. kr.
	ments en relief ou à l'emporte-pièce, du papier de tenture et des ouvrages en papier), même lithographié, imprimé ou réglé pour dévises, étiquettes, lettres de voiture, comptes et similaires; cartons préparés pour peintres	les 100 klg.	3.—
43	Gants de peau (même simplement découpés ou en combinaison avec des matières textiles)	»	40.—
44	Ouvrages en bois tout à fait ordinaires, c'est à dire: ouvrages de tonnelier, de tourneur et de menuisier, grossiers, bruts, non peints; ouvrages en bois et ouvrages de charronuerie simplement rabotés; maschines grossières (même tours, calandres, moulins, presses, rouets, métiers); ouvrages de vannerie ordinaires (p. e. paniers de menage et de coche, nasses); balais de ramilles, outils de labourage et de jardinage, utensiles de cuisine; jouets d'enfant grossiers, simplement rabotés, taillés ou tournés; tous ces articles ni peints, ni passés au mordant, ni vernis, ni lacqués, ni polis, ni combinés avec d'autres matières	—	exempts
45	Utensiles, de ménage en bois (meubles) peints, passés au mordant, vernis, laqués ou polis, même combinés avec des ouvrages tressés en liber, jonc, roseau, rotin, paille et osier avec des métaux communs, du verre ou du cuir ordinaire	les 100 klg.	3.—
46	Meubles rembourrées, sans couvertures	»	12.—
47	Pendeloques massives pour lustres, boutons, coraux, perles, émail et larmes de verre, même de couleur	»	2.—
48	Ouvrages de verre et d'émail en combinaison avec d'autres matières, en tant qu'ils ne rentrent pas dans les catégories des ouvrages en guttapercha, en cuir ou dans la mercerie	»	12.—
49	Travaux de pierre grossiers (c'est à dire pieds-droits, châssis, colonnes et parties de colonnes, gouttières, conduits, auges et similaires, non polis, à l'exception de ceux en albâtre ou marbre); pierres de touche et à aiguiser, sans combinaison; pierres meulières, même cerclées de fer ou avec gousse métallique: dalles taillées, non polies, et pierres à lithographier, chiques de marbre et similaires; moulages de monnaies, pierres taillées et similaires en plâtre et soufre	—	exempts
50	Marbre et albâtre, même sciés, mais non polis	—	exempts
51	Coraux (naturels et factices) ouvrés (c'est-à dire polis, taillés ou autrement travaillées), mais non montés	les 100 kgl.	24.—

1878

Nummer	Waarenbenennung	Massstab der Verzollung	Zollsatz
			fl. kr.
	gepressten oder durchgeschlagenen Papieres, der Papiertapeten und der Papierwaaren], auch lithographirtes, bedrucktes oder linirtes, zu Devisen, Etiquetten, Frachtbriefen, Rechnungen u. dgl. vorgerichtetes; Malerpappe	100 K.	3.—
43	Handschuhe, lederne (auch blos zugeschnitten oder in Verbindung mit Webe- und Wirkwaaren)...	»	40.—
44	Holzwaaren, gemeinste, d. i. grobe, rohe, ungefärbte Böttcher-, Drechsler- und Tischlerwaaren aus Holz, auch blos gehobelte Holzwaaren und Wagnerarbeiten; grobe Maschinen (auch Drehbänke, Mangen, Mühlen, Pressen, Spinnräder und Webestühle), grobe Korbflechterwaaren (z. B. Pack-, Trag-, Wagen- und Waschkörbe, Fischreusen u. dgl.); Besen aus Reisig; Acker-, Garten- und Küchengeräthe; Spielzeug, grobes, blos gehobelt, geschnitzt oder gedrechselt; alle diese Waaren, weder gefärbt, gebeizt, gefirnisst, lackirt oder polirt, noch in Verbindung mit anderen Stoffen	—	frei
45	Hölzerne Hausgeräthe (Möbel), gefärbt, gebeizt, gefirnisst, lackirt oder polirt, auch in Verbindung mit Bast-, Binsen-, Schilf-, Stuhlrohr-, Stroh- und Korbgeflechten, unedlen Metallen, Glas oder gemeinem Leder.....	100 K.	3.—
46	Gepolsterte Möbel ohne Ueberzug	»	12.—
47	Glasbehänge, massive, zu Kronleuchtern, Glasknöpfe, Glaskorallen, Glasperlen, Glasschmelz, Glastropfen, auch gefärbt	»	2.—
48	Glas- und Emailwaaren in Verbindung mit anderen Materialien, sofern sie dadurch nicht unter die Kautschuk-, Leder- oder kurzen Waaren fallen	»	12.—
49	Steinmetzarbeiten (d. i. Thür- und Fensterstöcke, Säulen und Säulenbestandtheile, Rinnen, Röhren, Tröge u. dgl., ungeschliffen, mit Ausnahme jener aus Alabaster und Marmor); Probir-, Schleif- und Wetzsteine, ohne Verbindung; Mühlsteine auch mit eisernen Reifen oder Metallhülsen; geschnittene, nicht polirte Platten und Lithographiesteine; Schusser (Klicker) aus Marmor u. dgl.; Abgüsse in Gyps oder Schwefel von Münzen, geschnittenen Steinen u. dgl.....	—	frei
50	Marmor und Alabaster, auch gesägt aber nicht polirt	—	frei
51	Korallen (echte und unechte), bearbeitet (d. i. geschliffen, geschnitten, oder in anderer Weise bearbeitet), jedoch ungefasst	100 K.	24.—

1878

Numéros	Dénomination des marchandises.	Unités sur lesquelles portent les droits	Droits
			fl. kr.
52	*a*) Briques et tuiles; tuyaux en argile; ornements pour constructions, même en terre cuite...	—	exempts
	b) Ouvrages en terre argileuse ordinaire, c'est à dire poterie ordinaire, poêles ordinaires, carreaux pour poêles et pour plancher	—	exempts
53	Poteries (à l'exception de la porcelaine) unicolores ou blanches, sans combinaison avec d'autres matières	les 100 klg.	5.—
54	Plomb brut (en blocs, en saumons etc., même en débris de vieux ouvrages, limaille, plomb aigre et pour caractères d'imprimerie)	»	1.—
55	Bâtiments et embarcations en bois (même doublés en fer et cuivre)	le tonneau de jauge ou la tonne de 1000 kilogr.	—.40
56	Instruments de musique	les 100 klg.	10.—
57	Ouvrages en coraux naturels et factices; filigrane en or et en argent	»	200.—
58	*a*) Parapluies et parasols en soie.....	la pièce	—.48
	b) Parapluies et parasols en toute autre étoffe .	»	—.24
59	Soufre, acide borique, citrate et tartrate de chaux, tartrate de potasse *(cremor tartari)*	—	exempts
60	Carbonate de plomb	les 100 klg.	3.—
61	Colle de toute sorte.....	»	1.50
62	Médicaments préparés.....	»	24.—
63	Sulfate de quinine	»	10.—
64	*a*) Bougies en cire (flambeaux, bougies filées, veilleuses)	»	10.—
	b) Allumettes en cire ou stéarine.....	»	3.—
65	Savons ordinaires.....	»	2.50
66	Allumettes en bois.....	—	exempts
67	*a*) Livres imprimés, almanachs, journaux et annonces, cartes (scientifiques), musique, papiers écrits (actes et manuscrits)	—	exempts
	b) Estampes sur papier, c'est à dire gravures en cuivre et en acier, lithographies, gravures sur bois, chromographies; photographies et sembl.	—	exempts
	c) Peintures, c'est à dire peintures sur bois ou sur métaux ordinaires non vernis, sur toile ou pierre; peintures originales et dessins sur papier	—	exempts
	d) Plaques pour impression d'estampes en métaux ordinaires, pierre ou bois	—	exempts
	e) Statues (même bustes et figures d'animaux), ainsi que bas et hauts reliefs de pierres en pièces, dépassant 5 kilogr., de même que statues, bustes et figures d'animaux en métal ou bois, mais au moins en grandeur naturelle	—	exempts

1878

Nummer	Waarenbenennung	Massstab der Verzollung.	Zollsatz
			fl. kr.
52	*a*) Dach- und Mauerziegel; Thonröhren; Bauornamente, auch aus Terracotta	—	frei
	b) Thonwaaren aus gemeiner Thonerde, u. zw.: gewöhnliches Töpfergeschirr, ordinäre Oefen, Ofenkacheln und Fliesen	—	frei
53	Thonwaaren (m. Ausn. v. Porzellan), einfärbig oder weiss (ohne Verbindung mit anderen Materialien)	100 K.	5.—
54	Blei, rohes (in Blöcken, Mulden etc., auch alt, gebrochen und in Abfällen, Hartblei, Schriftgiessermetall)	»	1.—
55	Schiffe, hölzerne (auch mit Eisen- und Kupferbeschlag	die Tonne 1000 Kilogr. Tragfähigkeit	—.40
56	Instrumente, musikalische	100 K.	10.—
57	Waaren aus Korallen, echten und unechten; Gold- und Silber-Filigranwaaren	»	200.—
58	*a*) Regen- und Sonnenschirme aus Seide	1 Stück	—.48
	b) Regen- u. Sonnenschirme ans anderen Stoffen	»	—.24
59	Borsäure; Schwefel; Weinstein, roh oder raffinirt Weinsteinrahm (*cremor tartari*); citronensaurer und weinsteinsaurer Kalk	—	frei
60	Bleiweiss	100 K.	3.—
61	Leim aller Art	»	1.50
62	Arzneiwaaren, zubereitete	»	24.—
63	Schwefelsaures Chinin	»	10.—
64	*a*) Wachskerzen (Wachslichte), Wachsfackeln, Wachsstöcke, Nachtlichte	»	10.—
	b) Wachszündkerzchen u. Stearinzündkerzchen	»	3.—
65	Gemeine Seife	»	2.50
66	Zündhölzchen	—	frei
67	*a*) Bücher, Druckschriften, auch Kalender, Zeitungen und Ankündigungen, Karten (wissenschaftliche), Musikalien, Papier, beschriebenes (Acten und Manuscripte)	—	frei
	b) Bilder auf Papier, d. i. Kupfer- und Stahlstiche, Steindrucke, Holzschnitte, Farbendruckbilder, Photographien u. dgl.	—	frei
	c) Gemälde, d. i. Gemälde auf Holz und unedlen Metallen, nicht lackirt, auf Leinwand und Stein, dann auch Originalbilder und Zeichnungen auf Papier	—	frei
	d) Bilderdruckplatten aus unedlen Metallen, Stein oder Holz	—	frei
	e) Statuen (auch Büsten u. Thierfiguren), sowie Basreliefs u. Hautreliefs aus Steinen, in Stück. schwerer als 5 Kilogr., desgleichen Statuen, Büsten und Thierfiguren aus Metall oder Holz, jedoch mindestens in natürlicher Grösse	—	frei

1878

Tarif C.

Droits à la sortie d'Italie.

Numéros	Dénomination des marchandises.	Unités sur lesquelles portent les droits	Droits.
			fr. c.
1	Acide borique	les 100 klg.	2.20
2	Sel marin et sel gemme	»	—.22
3	Tartre et lie de vin	»	2.20
4	Matières pour teindre et pour tanner, non moulues	»	—.27
5	Matières pour teindre et pour tanner, moulues	»	—.55
6	Soie grège et moulinée	»	38.50
7	Déchets de soie grèges et peignés	»	8.80
8	Drilles de toute sorte	»	8.80
9	Peaux vertes et sèches	»	2.20
10	Minerai de fer	les 1000 kg.	—.22
11	Minerai de plomb	»	2.20
12	Minerai de cuivre	»	5.50
13	Soufre	les 100 klg.	1.10
14	Semences diverses (graines à ensemencer)	»	1.10
15	Boeufs et taureaux pesant moins de 250 kilogr.	par tête	4.—
16	Boeufs et taureaux autres	»	5.50
17	Vaches pesant moins de 150 kilogrammes	»	3.—
18	Vaches autres	»	4.40
19	Bouvillons et taurillons	»	2.20
20	Veaux	»	1.10
21	Porcs jusqu'à 20 kilogrammes de poids	»	—.55
22	Porcs au dessus de 20 kilogrammes	»	1.10
23	Viande fraîche et volaille	les 100 klg.	2.20
24	Fromage	»	2.—

1878

Tarif C.

Zölle bei der Ausfuhr aus Italien.

Nummer	Waarenbenennung	Einheit der Verzollung	Zollbetrag
			fr. c.
1	Borsäure	100 K.	2.20
2	Seesalz und Steinsalz	»	—.22
3	Weinstein und Weinhefen	»	2.20
4	Materialien zum Gerben o. Färben, nicht gemahlen	»	—.27
5	Materialien zum Gerben oder Färben, gemahlen	»	—.55
6	Seide, roh und gezwirnt	»	38.50
7	Seidenabfälle, roh und gekämmt	»	8.80
8	Hadern aller Art	»	8.80
9	Häute und Felle, frisch oder trocken	»	2.20
10	Eisenerz	1000 K.	—.22
11	Bleierz	»	2.20
12	Kupfererz	»	5.50
13	Schwefel	100 K.	1.10
14	Sämereien (Körner zum Säen)	»	1.10
15	Ochsen und Stiere, im Gewichte unter 250 Kilo	Stück	4.—
16	Ochsen und Stiere, andere	»	5.50
17	Kühe, im Gewichte unter 150 Kilo	»	3.—
18	Kühe, andere	»	4.40
19	Färsen und junge Stiere	»	2.20
20	Kälber	»	1.10
21	Schweine, bis zu 20 Kilo Gewicht	»	—.55
22	Schweine, über 20 Kilo Gewicht	»	1.10
23	Frisches Fleisch und Geflügel	100 K.	2.20
24	Käse	»	2.—

1878 (Urtext.)

Articles Additionnels.

Article I.

Afin de donner au trafic des districts des frontières respectives les facilités qu'exigent les besoins du commerce journalier, les Hautes Parties contractantes sont convenues de ce qui suit:

§. 1er *a*) Le Gouvernement austro-hongrois s'engage à accorder à la fonte, introduite d'Italie dans les usines des districts du Tyrol méridional de Condino, Tione et vallée de Ledro, pour y être ouvrée, la franchise des tous droits à l'entrée jusqu'à la quantité annuelle *maximum* de 15.000 quintaux métriques.

b) Le Gouvernement italien de son côté accorde la rentrée absolument libre de tous droits aux fers ci-dessous spécifiés provenant de l'affinage de la fonte exportée de l'Italie dans la quantité maximum indiqués à l'alinéa *a*) et traitée dans les susdites usines.

Pour chaque quintal métrique (100 kilogrammes) de fonte exportée d'Italie, le Gouvernement italien admettra, respectivement, à l'importation, en franchise:

soit kilogrammes 72 de fer en barres, essieux bruts, cercles, socs de charrue et gros instruments tranchants;

soit kilogrammes 64 de petits instruments tranchants, de chaînes, pioches, haches, scies et garnitures de portes et fenêtres;

soit 60 kilogrammes de casse-rollerie (*padellame*);

soit enfin 57 kilogrammes de clouterie.

Le complément des quantités respectives sus-énoncées, pour former 100 kilogrammes, représente les déchets de fabrication relatifs à chaque produit, à l'effet d'établir le décompte des droits de douane.

L'importation des articles de clouterie en Italie ne pourra en aucun cas, dépasser 208.620 kilogrammes, correspondant au traitement de 366.000 kilogrammes de fonte.

c) L'exportation et respectivement l'importation d'Italie en Autriche-Hongrie de la fonte, et la rentrée et respectivement la réexportation d'Autriche-Hongrie en Italie des produits susmentionneés se fera par le même bureau de douane italien et respectivement autrichien, situé à la frontière de l'Italie et du Tyrol du Sud, et sous le régime de l'admission temporaire et du cautionnement des droits austro-hongrois d'entrée.

d) La rentrée en Italie doit avoir lieu dans un terme de six 1878
mois. Le montant des droits crédités restera acquis à la douane autrichienne pour toutes les quantités non réexportées dans ce terme. Ce terme pourra, dans des cas exceptionnels, être prolongé par accord des administrations douanières, sur la demande de l'importateur.

Les administrations douanières s'entendront, avant la mise en vigueur du Traité, sur les mesures de détail pour assurer l'exécution des stipulations de ce paragraphe.

§. 2. Resteront libres de tout droit de douane et du timbre sur les reçus de la douane, à l'importation, et à l'exportation, à travers les frontières austro-hongroise et italienne, en Autriche-Hongrie et Italie:

a) toutes les quantités de marchandises dont la somme totale à prélever n'atteint pas le chiffre de deux kreuzers valeur autrichienne ou cinq centimes d'un franc;

b) herbes pour la nourriture du bétail, foin, paille, fanes, mousse pour emballage et calfatage, fourrages, joncs et cannes ordinaires, plantes vivantes (plants et provins de vigne), céréales en gerbes, plantes légumineuses, chanvre et lin non battus, pommes de terre;

c) ruches avec abeilles vivantes;

d) sang de bestiaux;

e) oeufs de toute sorte;

f) lait frais et lait caillé;

g) charbons de bois et de terre, tourbe et charbon de tourbe;

h) pierres à bâtir et de taille, pierre à paver et meules, pierres ordinaires à aiguiser, cous ordinaires pour faux et faucilles, toutes ces pierres, soit taillées, soit non taillées, mais ni polies, ni taillées en dalles; scories, cailloux, sable; chaux et plâtre, crus; marne, argile, et, en général, toute sorte de terre ordinaire servant à fabriquer des briques, pots, pipes et vases;

i) briques;

k) son, *sansa* (déchets d'olives pressés, entièrement secs), tourteaux de colza et autres déchets de fruits et de graines oléagineuses, cuits et pressés;

l) cendre à lessive et cendre de houille, engrais, y compris le *guano*, lies, lavures, drêche, marc, balayures et déchets de toute sorte; tessons d'objets en pierre ou en argile; lavures d'or et d'argent; limon;

1878 *m*) pain et farine, en quantité de 10 kilogrammes ou moins,
châtaignes, en quantité de 10 kilogrammes ou moins,
viande fraîche, en quantité de 4 kilogrammes ou moins,
fromage, en quantité de 2 kilogrammes ou moins,
beurre frais, en quantité de 2 kilogrammes ou moins.

§. 3 Seront exempts des droits de douane d'importation et d'exportation, et jouiront du libre passage en dehors des routes douanières, les bêtes de labour, les instruments agricoles, le mobilier et les effets que les paysans, domicilés aux extrêmes frontières, importeront ou exporteront par la ligne douanière, pour leurs travaux agricoles, ou par suite du changement de leur domicile.

§. 4. Les produits naturels, y compris le riz mondé, récoltés dans les propriétés des sujets des Hautes Parties contractantes, qui se trouveraient séparés, par la ligne frontière austro-italienne, des habitations et fermes, seront exempts des droits d'entrée et de sortie à leur transports dans ces bâtiments (habitations ou fermes), pour le terme à compter de la saison des moissons jusju'à fin décembre.

§. 5. Les concessions contenues aux points 2 et 3 sont accordées, en Autriche-Hongrie, à tout le district frontière, et en Italie aux habitants d'une zône, le long de la frontière, qui, sauf des exceptions locales motivées par les exigences du service douanier, ne sera pas inférieure à 7 ½ kilomètres.

Les Hautes Parties contractantes s'entendront sur les mesures pour permettre, sauf l'observation de règles spéciales à établir pour chaque cas et pour les localités où on le jugera nécessaire, le libre passage, en dehors des routes douanières, des objets qui sont libres, en Autriche-Hongrie et en Italie, des droits de douane, tant à l'entrée qu'à la sortie.

Article II.

Afin de régler et de faciliter le mouvement des chemins de fer, en Autriche-Hongrie et en Italie, sur leurs points de jonction à la frontière, et de faciliter le trafic par l'établissement de bureaux mixtes de douane et de police aux stations internationales de relais, les Hautes Parties contractantes se sont réservées de conclure une convention spéciale.

Vienne, le 27 décembre 1878.

(L. S.) *Andrássy* m. p. (L. S.) C. *Robilant* m. p.
Schwegel m. p. V. *Ellena* m. p.

(Uebersetzung.) **Zusatz-Artikel** 1878

zum Handels- und Schifffahrts-Vertrage.

Artikel I.

Um dem Handel der betreffenden Grenzbezirke jene Erleichterung zu gewähren, welche die Bedürfnisse des täglichen Verkehres erfordern, sind die hohen contrahirenden Theile übereingekommen, wie folgt:

§. 1. *a*) Die österreichisch-ungarische Regierung verpflichtets ich, das aus Italien in die Eisenwerke der südtirolischen Districte von Condino, Tione und in das Ledrothal zur Verarbeitung dortselbst gebrachte Roheisen bis zu einer jährlichen Maximal-Menge von 15.000 metrischen Centnern gänzlich zollfrei einzulassen;

b) die italienische Regierung gestattet ihrerseits die gänzlich zollfreie Wiedereinfuhr der aus der in *a*) angegebenen Maximal-Menge von Roheisen in den genannten Eisenwerken hergestellten, im Nachfolgenden bezeichneten Eisenarbeiten.

Für jeden metrischen Centner (100 Kilogramm) aus Italien ausgeführten Roheisens, wird die italienische Regierung zollfrei wieder einlassen:

Entweder 72 Kilogramm Stabeisen, rohe Achsen, Reifeisen, Pflugschareisen und grosse Schneidewerkzeuge;

oder 64 Kilogramm kleine Schneidewerkzeuge, Ketten, Hauen. Beile, Sägen und Thür- oder Fenstergarnituren;

oder 60 Kilogramm Schalwaare (*casserollerie*);

oder endlich 57 Kilogramm Naglerarbeiten.

Die, die Ergänzung der ebengenannten Quantitäten auf die Summe von 100 Kilogramm bildenden Mengen stellen den jeder der genannten Productionen eigenthümlichen Abfall dar, welcher bei der Zollabrechnung in Betracht gezogen wird.

Die Einfuhr von Naglerarbeiten nach Italien darf in keinem Falle die Menge von 208.620 Kilogramm, welche der Verarbeitung von 366.000 Kilogramm Roheisen entspricht, übersteigen.

c) Die Ausfuhr, beziehungsweise Einfuhr des Roheisens aus Italien nach Oesterreich-Ungarn, und die Wiedereinfuhr, beziehungsweise Wiederausfuhr der vorgenannten Eisen-Fabrikate aus Oesterreich-Ungarn nach Italien hat über dasselbe italienische, beziehungsweise österreichische Zollamt an der Grenze zwischen Italien und Südtirol und unter Beobachtung der Bestimmungen über den Verzollungs-

1878 verkehr, sowie unter Sicherstellung der österreichisch-ungarischen Einfuhrzölle zu geschehen;

d) die Wiedereinfuhr nach Italien hat innerhalb eines Zeitraumes von sechs Monaten stattzufinden. Der Betrag des creditirten Zolles verfällt bei den österreichischen Zollämtern für alle, nicht innerhalb dieser Frist zur Wiederausfuhr gebrachten Quantitäten. In Ausnahmsfällen kann diese Frist über Ansuchen des Importeurs im Einvernehmen der beiden Zollverwaltungen verlängert werden.

Die Zollverwaltungen beider Theile werden sich vor der Activirung des Vertrages über die näheren Bestimmungen zum Zwecke der Sicherung der Ausführung dieser Stipulationen verständigen.

§. 2. Sowohl von allen Einfuhr- als Ausfuhrzöllen und der Stempelpflicht für die Zollquittungen sind im Verkehre über die Grenze Oesterreich-Ungarns und Italiens in beiden Theilen befreit:

a) Alle Waarenmengen, für welche die Gesammtsumme der einzuhebenden Gebühren weniger als zwei österreichische Kreuzer oder fünf Centimes beträgt;

b) Gras, Heu, Stroh, Streu, Moos zum Einpacken und Kalfatern, Futterkräuter, Binsen und gemeines Rohr, Pflanzen lebende (Setzlinge und Senker von Weinreben), Getreide in Garben, Hülsenfrüchte im Kraut, umgebrochener Flachs und Hanf, Erdäpfel;

c) Bienenkörbe mit lebenden Bienen;

d) thierisches Blut;

e) Eier jeder Art;

f) Milch, auch geronnene (Topfen);

g) Holzkohlen, Steinkohlen, Torf und Torfkohlen;

h) Bau- und Bruchsteine, Pflaster- und Mühlsteine, und grobe Schleifsteine, grobe Wetzsteine für Sensen und Sicheln, alle diese behauen oder unbehauen, jedoch weder geschliffen, noch in Platten geschnitten, Schlacken, Kiesel, Sand, ungebrannter Kalk und Gyps, Mergel, Lehm und überhaupt jede Gattung von gemeiner Erde für Ziegel und Töpfe, Pfeifen und Geschirre;

i) Ziegel;

k) Kleie, Sansa (ausgepresste, völlig trockene Olivenschalen), Oelkuchen und andere Rückstände von ausgepressten und ausgesottenen Früchten und öligen Samen;

l) ausgelaugte vegetabilische und Steinkohlenasche, Dünger (auch Guano), Schlempe, Spülicht, Träber und Trester, Kehricht, Scherben von Stein- und Thonwaaren, Gold- und Silberkrätze, Schlamm;

m) Brot und Mehl in der Menge von höchstens 10 Kilogramm, 1878
Kastanien in der Menge von höchstens 10 Kilogramm,
Frisches Fleisch in der Menge von höchstens 4 Kilogramm,
Käse in der Menge von höchstens 2 Kilogramm,
Frische Butter in der Menge von höchstens 2 Kilogramm.

§. 3. Ferner wird Befreiung von Ein- und Ausfuhrzöllen, sowie freier Verkehr ausser den Zollstrassen zugestanden: für Arbeitsvieh, für Ackerbauwerkzeuge, dann für Geräthschaften und Effecten, welche von den an der äussersten Grenze wohnenden Landleuten zum Behufe der Feldarbeit oder aus Anlass von Uebersiedlungen über die Zolllinie ein- oder ausgeführt werden.

§. 4. Auch sind die Naturerzeugnisse (einschliesslich des enthülsten Reises) jenes Theiles der Besitzungen der Unterthanen beider vertragenden Theile, welcher durch den Zug der Grenze von den Wohn- oder Wirthschaftsgebäuden getrennt ist, beim Transporte in diese Wohn- und Wirthschaftsgebäude innerhalb des Termines von der Erntezeit bis Ende December ein- und ausgangszollfrei.

§. 5. Die unter §. 2 und 3 zugestandenen Begünstigungen sind jedoch in Oesterreich auf den Grenzbezirk, in Italien auf die Bewohner eines Umkreises längs der Grenze beschränkt, welcher sich, abgesehen von localen Ausnahmen im Interesse des Zolldienstes und namentlich der Unterdrückung des Schleichhandels, auf 7½ Kilometer erstrecken wird.

Die Regierungen beider Theile werden sich über Massregeln verständigen, gegen deren Beobachtung in gewissen Gegenden, wo dies nothwendig befunden wird, solchen Gegenständen, welche in Oesterreich-Ungarn und in Italien, sowohl in der Ein- als Ausfuhr zollfrei sind, der Grenzübertritt ausser den Zollstrassen von Fall zu Fall gestattet werden kann.

Artikel II.

Um den Betrieb auf den österreichisch-ungarischen und italienischen Eisenbahnen in ihren Vereinigungspunkten an der Grenze zu regeln und zu erleichtern, und um den Verkehr durch die Errichtung gemischter Zoll- und Polizeiämter in den internationalen Wechselstationen zu erleichtern, behalten sich die hohen vertragenden Theile vor, ein besonderes Uebereinkommen abzuschliessen.

Wien, den 27. December 1878.

(L. S.) *Andrássy* m. p. (L. S.) C. *Robilant* m. p.
Schwegel m. p. V. *Ellena* m. p.

1878 (Urtext.) Cartel de Douane.

Article I.

Chacune de deux Hautes Parties contractantes s'oblige à coopérer, dans les formes déterminées par les dispositions suivantes, à ce que les contraventions aux lois douanières ou à celles des monopoles d'Etat de l'autre Partie contractante soient prévenues, découvertes et punies.

Article II.

Chacune de deux Hautes Parties contractantes obligera ses fonctionnaires, chargés d'empêcher ou de dénoncer les contraventions aux lois de douane ou des monopoles d'Etat, dès qu'ils seront informés qu'une contravention aux lois susdites de l'autre Partie contractante se prépare ou déjà été commise, à faire, dans le premier cas, leur possible pour l'empêcher par tous les moyens à leur portée, et, dans les deux cas, à la dénoncer à l'Autorité compétente de leur pays.

Article III.

Les Autorités des finances d'une Partie devront faire connaître aux Antorités des finances de l'autre les contraventions aux lois de douane et des monopoles d'Etat qui leur auraient été signalées, et les renseigner sur tous les faits et détails y relatifs, en tant qu'elles anront pu les découvrir.

On entend par Autorités de finances, en Autriche-Hongrie les Directions des districts des finances, les Douanes principales, les Inspecteurs des frontières ou des finances et les Commissaires de la garde des finances, et en Italie les Intendances des finances, les Douanes principales, les inspecteurs et les officiers de la garde douanière.

Article IV.

Les bureaux de perception des Hautes Parties contractantes devront toujours laisser prendre connaissance aux employés supérieurs des finances, qui y seront autorisés par l'autre Partie, sur leur demande et dans le bureau même, des registres et autres documents se rapportant au mouvement commercial entre les deux Etats, ainsi qu'à la circulation et à l'entrepôt des marchandises soumises au contrôle spécial de la douane.

Article V.

Les Hautes Parties contractantes s'accordent réciproquement le droit de déléguer, auprès de leurs bureaux douaniers, des employés pour prendre connaissance des opérations des ces

bureaux, en ce qui concerne la matière douanière et la surveillance de la frontière; il sera, dans ce but, accordé toute facilité aux dits employés. 1878

Les deux Hautes Parties contractantes se donneront réciproquement tous les éclaircissements désirables sur la comptabilité et la statistique des deux territoires douaniers.

Article VI.

Dans l'intention de prévenir et de découvrir les tentatives de contrebande, les employés de douane et des monopoles d'Etat, ainsi que les fonctionnaires supérieurs de la garde douanière et des finances des deux pays, s'aideront avec empressement, non seulement en se communiquant dans ce but, dans le plus court délai, leurs observations, mais en entretenant, les uns et les autres, des rapports continuels, afin de prendre, de concert, les mesures les plus propres pour obtenir le résultat en vue.

Article VII.

Dans la zône de contrôle, le long de la frontière qui sépare le pays des deux Hautes Parties contractantes, il ne sera permis de déposer des marchandises étrangères non nationalisées que sous caution ou sous contrôle douanier.

Article VIII.

Sur la demande des autorités des finances ou judiciaires de l'une des deux Hautes Parties contractantes, celles de l'autre devront prendre, ou provoquer auprès des autorités compétentes de leur pays, les mesures nécessaires pour établir les faits et rassembler les preuves des actes de contrebande commis ou tentés au détriment des droits de douane ou des monopoles d'Etat, et pour obtenir, selon les circonstances, la séquestration provisoire des marchandises.

Les Autorités de chacune des deux Hautes Parties contractantes devront déférer aux demandes de cette nature, comme s'il s'agissait de contraventions aux lois de douane et aux monopoles d'Etat de leur propre pays.

De même, les employés douaniers et des monopoles d'Etat, ainsi que les fonctionnaires de la garde de douane et des finances d'une des Hautes Parties contractantes, pourront, sur requête adressée à l'autorité dont ils relèvent, par les autorités compétentes de l'autre Partie, être appelés à déposer par devant l'autorité compétente de leur pays, sur les circonstances relatives à la contravention tentée ou commise sur le territoire de l'autre pays.

1878

Article IX.

Les employés de la garde de douane et des finances des deux Hautes Parties contractantes, faisant le service de surveillance sur les eaux du lac de Garde, auront le droit de poursuivre dans les eaux de l'autre Partie, jusqu'à une distance de cent mètres de la côte, les contrebandiers qu'ils auront aperçus dans les eaux de leur propre pays, et de les arrêter, avec leur contrebande, dans le rayon ci-dessus fixé; ils sont autorisés à livrer les marchandises saisies, les moyens de transport et les contrebandiers au bureau de finance de leur propre pays, pour la procédure pénale relative.

Article X.

Aucune des Hautes Parties contractantes ne souffrira, sur son propre territoire, des associations ayant pour but la contrebande sur le territoire de l'autre Partie, ni reconnaîtra valables des contrats d'assurance pour contrebande.

Article XI.

Chacune des Hautes Parties contractantes est tenue:

A. — A ne point accorder le passage, dans les pays de l'autre Partie, de marchandises dont l'importation ou le transit y serait défendu, à moins qu'on ne fournisse la preuve qu'une autorisation particulière a été accordée par cet État.

B. — A n'accorder la sortie des marchandises destinées pour l'autre pays, et y étant soumises à des droits d'importation que dans la direction d'un bureau de douane correspondant, qui soit muni d'attributions suffisantes. Cette autorisation ne pourra être accordée qu'à condition d'éviter tout retard non nécessaire, et toute déviation de la route douanière allant d'un bureau à l'autre des deux Etats. Il est bien entendu, en même temps, que la sortie des marchandises ne pourra avoir lieu qu'à certaines heures, calculées de manière à ce que les marchandises arrivent au bureau correspondant pendant les heures réglémentaires.

Article XII.

De même, chacune des deux Hautes Parties contractantes sera obligée à ne pas libérer les cautions qui lui ont été fournies, pour la sortie, de son propre territoire, des marchandises en transit, ou pour la réexportation des marchandises étrangères non nationalisées, ni à remettre, ni à restituer les droits d'entrée ou de consommation pour les marchandises à leur sortie, s'il n'est pas prouvé, au moyen d'un certificat du bureau d'entrée de l'autre Etat, que les marchandises y ont été présentées et déclarées.

1878

Article XIII.

En ce qui concerne les dispositions contenues aux articles XI, lett. B, et XII, les deux Hautes Parties contractantes fixeront, d'un commun accord, le nombre et les attributions des bureaux auxquels les marchandises devront être présentées à leur passage de la frontière commune, les heures auxquelles pourront avoir lieu l'expédition et le passage des marchandises, la manière dont elles auront à être accompagnées au bureau de l'autre pays, et finalement les mesures particulières à prendre au sujet du commerce se faisant sur les chemins de fer.

Article XIV.

Pour les contrebandes commises ou tentées, en matière de douane ou de monopoles d'Etat, au détriment de l'autre Partie contractante, c'est à dire pour les contraventions aux défenses d'entrée, de sortie ou de transit, et pour les fraudes des droits de douane ou des monopoles, chacune des deux Hautes Parties contractantes soumettra les contrevenants, sur la demande d'une autorité compétente de l'autre Partie, aux peines édictées, par ses propres lois de douane ou des monopoles, pour les contraventions similaires ou analogues dans les cas suivants:

1° Si l'inculpé est sujet de l'Etat qui doit le soumettre à la poursuite et à la peine.

2° Si, n'étant pas sujet de ce Etat, il y avait, à l'époque de la contravention, sa demeure, bien que transitoire, et s'y laissait surprendre à ou après l'arrivée de la demande de poursuite.

On appliquera, toutefois, les peines édictées par les lois de l'autre Etat (requérant), si elles étaient moins rigoureuses.

Si, par disposition de loi, la peine pécuniaire doit être fixée d'après la somme fraudée, on prendra pour base le tarif de l'Etat dont les lois de douane et de monopole ont été lésées.

Article XV.

Dans les procès à instruire d'après l'article XIV, les rapports officiels des Autorités ou fonctionnaires de l'autre Etat auront la même force de preuve qu'on attribue à ceux des Autorités ou fonctionnaires du pays dans des cas semblables.

Article XVI.

Les frais occasionnés par suite des procès à instruire en vertu de l'article XIV, devront être remboursés par l'Etat dans l'intérêt duquel se fait la procédure, à moins qu'ils ne puissent être couverts par la valeur des objets saisis, ou acquittés par les contrevenants.

1878

Article XVII.

Les sommes versées par l'inculpé à l'occasion de poursuites faites d'après l'article XIV, ou réalisées par la vente des objets de la contravention seront employées de manière à ce que les frais judiciaires soient remboursés en première ligne; les droits soustraits à l'autre Etat viendront en seconde ligne, et les peines pécuniaires en troisième.

Ces dernières resteront à la disposition de l'Etat dans lequel le procès a eu lieu.

Article XVIII.

On devra se désister du procès instruit en vertu de l'article XIV, aussitôt que l'Autorité de l'Etat qui l'a provoqué en fera la demande, à moins qu'il n'ait été déjà rendu un arrêt définitif, c'est à dire passé en chose jugée.

Dans ce cas seront également applicables les dispositions de l'article XVI, concernant les frais de procédure.

Article XIX.

Les autorités administratives et judiciaires de chacune des deux Hautes Parties contractantes devront, quant aux procès instruits dans l'autre pays, soit pour contravention aux lois de douane ou aux monopoles de ce même pays, soit en vertu de l'article XIV, sur la demande des Autorités ou du juge compétent;

1° Interroger, en cas de besoin sous serment, les témoins et experts qui se trouvent dans le district de leur juridiction, et au besoin astreindre les premiers à rendre leur témoignage, à moins qu'il ne puisse être refusé d'après les lois du pays.

2° Procéder d'office à des visites et en certifier les résultats.

3° Faire intimer des citations et des arrêts aux inculpés qui se trouveraient dans le district de l'autorité requise et qui ne seraient pas sujets de l'Etat dont elle relève.

Article XX.

On entend, dans le présent cartel, pour lois de douane également les défenses d'entrée, de sortie et de transit, et pour Autorités judiciaires celles instituées dans les pays de l'une et de l'autre des deux Hautes Parties contractantes, pour la poursuite et la punition des contraventions à leurs lois analogues.

(Uebersetzung.) 1878

Zoll-Cartel.

Artikel I.

Jeder der vertragenden Theile verpflichtet sich, zur Verhinderung, Entdeckung und Bestrafung von Uebertretungen der Zoll- oder Staatsmonopols-Gesetze des anderen Theiles auf die in den folgenden Bestimmungen festgesetzte Art mitzuwirken.

Artikel II.

Jeder der hohen vertragenden Theile wird seinen Angestellten, welche zur Verhinderung oder zur Anzeige von Uebertretungen seiner eigenen Zoll- oder Staatsmonopols-Gesetze angewiesen sind, die Verpflichtung auferlegen sobald ihnen bekannt wird, dass eine Uebertretung derartiger Gesetze des anderen Theiles unternommen werden soll, oder stattgefunden hat, dieselbe im ersteren Falle durch alle ihnen zu Gebote stehenden Mittel thunlichst zu verhindern, und in beiden Fällen der zuständigen Behörde des eigenen Landes anzuzeigen.

Artikel III.

Die Finanzbehörden des einen Theiles sollen über die zu ihrer Kenntniss gelangenden Uebertretungen der Zoll- oder Monopolsgesetze des anderen Theiles den Finanzbehörden des letzteren Mittheilung machen, und denselben über die einschlägigen Thatsachen, soweit sie diese zu ermitteln vermögen, jede sachdienliche Auskunft ertheilen.

Unter Finanzbehörden werden in Oesterreich-Ungarn die Finanz-Bezirksdirectionen, die Hauptzollämter, die Grenz- oder Finanz-Inspectoren und die Commissäre der Finanzwache, in Italien die Directionen der indirecten Steuern, die Hauptzollämter, die Inspectoren und die Officiere der Zollwache verstanden.

Artikel IV.

Die Erhebungsämter der vertragenden Theile sollen den dazu von dem anderen Theile ermächtigten oberen Finanzbeamten desselben die Einsicht der Register und anderer Urkunden, welche sich auf den Waarenverkehr zwischen beiden Territorien, sowie auf den Umsatz und die Niederlagen der einer besonderen gefällsämtlichen Ueberwachung (Controle) unterliegenden Waaren beziehen, auf Begehren jederzeit an der Amtsstelle gestatten.

Artikel V.

Die vertragenden Theile gestehen sich gegenseitig das Recht zu, an ihre Zollämter Beamte zu dem Zwecke zu ent-

1878 senden, um von der Geschäftsbehandlung derselben in Beziehung auf das Zollwesen und die Grenzbewachung Kenntniss zu erlangen, wozu diesen Beamten alle Gelegenheit bereitwillig zu gewähren ist. Ueber die Rechnungsführung und Statistik in beiden Zollgebieten werden die vertragenden Theile sich gegenseitig alle gewünschten Aufklärungen ertheilen.

Artikel VI.

Die Zoll- oder Staatsmonopols-Beamten, sowie die Oberen der Zoll- oder Finanzwache sollen zur Verhütung oder Entdeckung des Schleichhandels sich bereitwilligst unterstützen und nicht nur zu diesem Zwecke ihre Wahrnehmungen sich einander binnen kürzester Frist mittheilen, sondern auch fortwährend ein gegenseitiges Einvernehmen unterhalten, um durch gemeinschaftliches Zusammenwirken die zweckmässigsten Vorkehrungen treffen zu können.

Artikel VII.

Innerhalb des Grenzbezirkes längs der die Gebiete der hohen vertragenden Theile scheidenden Grenze dürfen fremde unverzollte Waaren nur entweder gegen Sicherstellung des Zolles oder unter zollämtlicher Ueberwachung aufbewahrt werden.

Artikel VIII.

Auf Verlangen der Finanzbehörden oder Gerichte des einen der hohen vertragschliessenden Theile sollen jene des anderen Theiles solche Massregeln, welche erforderlich sind, um den Thatbestand der zum Nachtheile der Zölle oder Staatsmonopole des ersteren verübten oder versuchten Uebertretungen zu ermitteln, oder die Beweismittel zu sammeln und nach Umständen die einstweilige Beschlagnahme der Waaren zu erwirken, entweder selbst ergreifen oder bei den zuständigen Behörden des eigenen Landes beantragen.

Anträgen dieser Art sollen die Behörden jedes der vertragenden Theile in derselben Weise genügen, als wenn es sich um Uebertretungen der Zoll- und Staatsmonopols-Gesetze des eigenen Landes handelte.

Auch können die Zoll- und Staatsmonopols-Beamten, sowie die Angestellten der Zoll- oder Finanzwache des einen Theiles auf ein diesfalls an ihre vorgesetzte Behörde von Seite der zuständigen Behörden des anderen Theiles gerichtetes Ansuchen aufgefordert werden, vor der zuständigen Behörde des eigenen Landes die auf eine im Gebiete des anderen Staates verübte oder versuchte Gefällsübertretung bezüglichen Umstände auszusagen.

Artikel IX. 1878

Den mit dem Ueberwachungsdienste auf den Gewässern des Gardasees betrauten Angestellten der Zoll- oder Finanzwache beider vertragschliessenden Theile ist gestattet, die Schleichhändler, welche sie in den Gewässern des eigenen Landes wahrnehmen, auf den Gewässern des anderen Landes bis zu einer Entfernung von Einhundert Meter vom Ufer zu verfolgen und sammt den Gegenständen des Schleichhandels bis zu der erwähnten Entfernung anzuhalten; ferner die angehaltenen Waaren, sowie die Transportmittel und die Schleichhändler zu dem Gefällsamte des eigenen Landes zum Behufe des gesetzmässigen Strafverfahrens zu stellen.

Artikel X.

Keiner der vertragenden Theile wird in seinem Gebiete Vereinigungen zum Zwecke des Schleichhandels nach dem Gebiete des anderen Theiles dulden oder Verträgen zur Versicherung des Schleichhandels Giltigkeit zugestehen.

Artikel XI.

Jeder der vertragenden Theile ist verpflichtet:

A. Waaren, deren Ein- oder Durchfuhr in dem Gebiete des anderen Theiles verboten ist, den Uebergang dahin nur dann zu gestatten, wenn der Beweis beigebracht wird, dass die erforderliche besondere Erlaubniss des anderen Theiles ertheilt wurde, und

B. Waaren, welche für das andere Land bestimmt und in demselben einem Eingangszolle unterworfen sind, den Austritt dahin nur in der Richtung nach einem dortigen, mit ausreichenden Befugnissen versehenen Eingangsamte blos in solchen Tagesstunden, dass die Waaren bei diesem Amte zur erlaubten Zeit eintreffen können und nur unter der Bedingung zu gestatten, dass jeder nicht nothwendige Aufenthalt und jede Abweichung von der Zollstrasse zwischen den Aemtern der beiden Gebiete vermieden werden.

Artikel XII.

Ebenso verpflichtet sich jeder der beiden vertragenden Theile, die Auflassung der Sicherstellungen, welche ihm für den Austritt von Durchfuhrgütern aus dem eigenen Gebiete oder für den Wiederaustritt ausländischer unverzollter Waaren geleistet worden sind, und die für Ausfuhren gebührende Nachsicht oder Rückvergütung von Abgaben erst dann eintreten zu lassen, wenn durch eine von dem Eingangsamte

1878 des anderen Theiles ausgestellte Bescheinigung nachgewiesen wird, dass die Waare bei diesem Amte gestellt und angemeldet worden ist.

Artikel XIII.

Hinsichtlich der in den Artikeln XI, litt. B. und XII enthaltenen Bestimmungen werden die vertragenden Theile in gegenseitigem Einverständnisse die Anzahl und die Befugnisse der Aemter festsetzen, zu welchen die Waaren beim Uebergange über die gemeinschaftliche Grenze zu stellen sind, die Stunden, in welchen die Abfertigung und der Grenzübergang der Waaren stattfinden darf, und die Art und Weise bestimmen, wie dieselben zum Amte des anderen Gebietes zu begleiten sind, und endlich sich über die für den Eisenbahnverkehr erforderlichen besonderen Massregeln einigen.

Artikel XIV.

Wegen der zum Nachtheile des anderen Theiles verübten oder versuchten Zoll- oder Staatsmonopols-Contrebande, d. i. wegen Uebertretungen der Ein-, Aus- oder Durchfuhrverbote und wegen Verkürzungen der Zoll- oder Monopolsgebühren, wird jeder der beiden Theile auf Ansuchen einer zuständigen Behörde des anderen Theiles, die Uebertreter den für ähnliche oder gleichartige Uebertretungen seiner eigenen Zoll- oder Monopolsgesetze festgesetzten Strafen in dem Falle unterziehen:

1. Wenn der Angeschuldigte ein Unterthan des Staates ist, welcher ihn zur Untersuchung und Strafe ziehen soll, oder

2. wenn derselbe nicht nur zur Zeit der Uebertretung in dem Gebiete dieses Staates einen, wenn auch nur vorübergehenden Wohnsitz hatte, sondern auch bei oder nach dem Einlangen des Antrages auf Untersuchung sich in demselben Staate betreffen lässt, in diesem Falle aber nur dann, wenn der Beschuldigte nicht ein Angehöriger des Staates ist, dessen Gesetze Gegenstand der angeschuldigten Uebertretung sind.

Es sind jedoch die durch die Gesetze des anderen (requirirenden) Staates festgesetzten Strafen anzuwenden, wenn diese sich als gelinder herausstellen.

Wenn die zu verhängende Vermögensstrafe gesetzlich nach dem entzogenen Abgabenbetrage zu bemessen ist, so ist dieselbe nach dem Tarife des Staates zu bemessen, dessen Zoll- oder Monopolsgesetze übertreten wurden.

Artikel XV.

Bei dem nach Artikel 14 einzuleitenden Verfahren, soll den ämtlichen Angaben der Behörden oder Angestellten des

anderen Theiles dieselbe Beweiskraft beigelegt werden, welche 1878
den ämtlichen Angaben der Behörden oder Angestellten des eigenen Landes in Fällen gleicher Art zukommt.

Artikel XVI.

Die bei einem in Folge des Artikels XIV eingeleiteten Strafverfahren bestrittenen Kosten sind, insoferne sie nicht aus dem Werthe der angehaltenen Gegenstände der Uebertretung oder von dem Uebertretern eingebracht werden können, von dem Theile zu vergüten, in dessen Interesse das Verfahren vollzogen wird.

Artikel XVII.

Die Geldbeträge, welche in Folge eines nach Artikel XIV eingeleiteten Strafverfahrens von dem Beschuldigten oder aus den verkauften Gegenständen der Uebertretung eingehen, sind in der Art zu verwenden, dass davon zunächst die Gerichtskosten, dann die dem anderen Theile entzogenen Abgaben und zuletzt die Strafen berichtigt werden. Ueber die letzteren hat jenes Land zu verfügen, in welchem das Verfahren stattfand.

Artikel XVIII.

Ein nach Massgabe des Artikels XIV eingeleitetes Verfahren ist, so lange ein rechtskräftiges Erkenntniss noch nicht erfolgte, auf Antrag der Behörde des Theiles, welcher dasselbe veranlasst hatte, sogleich einzustellen.

Auch in diesem Falle finden die Bestimmungen des Artikels XVI, betreffend die Kosten des Strafverfahrens, Anwendung.

Artikel XIX.

Die Behörden oder Gerichte jedes der vertragenden Theile sollen in Beziehung auf jedes in dem anderen Lande wegen Uebertretung der Zoll- oder Monopols-Gesetze dieses Landes oder in Gemässheit des Artikels XIV eingeleitete Strafverfahren verpflichtet sein:

1. Zeugen und Sachverständige, welche sich in ihrem Gerichtsbezirke aufhalten, und zwar auf Erfordern eidlich zu vernehmen, und erstere zur Ablegung des Zeugnisses, soweit dasselbe nicht nach den Landesgesetzen verweigert werden darf, nöthigenfalls anzuhalten.

2. Aemtliche Besichtigungen vorzunehmen und den Befund zu beglaubigen.

3. Angeschuldigten, welche sich im Bezirke des ersuchten Gerichtes aufhalten, ohne dem Staatsverbande des letzteren anzugehören, Vorladungen und Erkenntnisse behändigen zu lassen.

1878

Artikel XX.

Es sind in diesem Cartel unter »Zollgesetzen« auch die Ein-, Aus- und Durchfuhr-Verbote und unter Gerichten die in den Gebieten der vertragenden Theile zur Untersuchung und Bestrafung von Uebertretungen der eigenen derartigen Gesetze bestellten Behörden verstanden.

Nos visis et perpensis omnibus et singulis quae in tractatu hoc ejusque adnexis continentur, ea rata grataque habere profitemur, Verbo Nostro Caesareo et Regio spondentes Nos illa omnia fideliter executioni mandaturos esse.

In quorum fidem majusque robur praesentes ratihabitionis Nostrae tabulas manu Nostra signavimus sigilloque Nostro appresso muniri jussimus.

Dabantur in Vienna die vigesima octava mensis Januarii anno Domini millesimo octingentesimo septuagesimo nono, Regnorum Nostrorum trigesimo primo.

Franciscus Josephus m. p. (L.S.)

Andrássy m. p.

Ad mandatum Sacrae Caes. et Reg. Apost. Majestatis proprium:

Guilelmus liber baro a *Konradsheim* m. p.,

Consiliarius aulicus ac ministerialis.

Protocole final

annexé au Traité de Commerce et de Navigation conclu le 27 décembre 1878 entre l'Autriche - Hongrie et l'Italie.

Au moment de procéder à la signature du Traité de commerce et de navigation conclu à la date de ce jour entre l'Autriche-Hongrie et l'Italie, les Plénipotentiaires soussignés ont fait les réserves et déclarations suivantes, qui auront à former partie intégrale du Traité même:

Les Plénipotentiaires de Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohème etc., et Roi Apostolique de Hongrie, déclarent qu'en vertu du Traité douanier entre l'Autriche-Hongrie et la Principauté de Liechtenstein, le Traité de commerce conclu sous la date de ce jour s'appliquera également à la dite Principauté.

Les Plénipotentiaires de Sa Majesté le Roi d'Italie prennent acte de cette déclaration.

I. En ce qui concerne le Traité de Commerce et de Navigation. 1878

Ad Article I.

§. 1er. Les stipulations de cet article, ne dérogent en rien aux lois, ordonnances et règlements spéciaux en matière de commerce, d'industrie et de police en vigueur dans les territoires de chacune de deux Hautes Parties contractantes et applicables aux sujets de tout autre Etat.

§. 2. Le principe de traiter les sujets de l'autre Partie, qui exercent un métier ou le commerce, absolument sur le même pied que les nationaux, quant au paiement des impôts, s'appliquera également à l'égard des statuts de corporations ou autres statuts locaux, là où il en existerait encore. L'application ne pourra, cependant, avoir lieu, que lorsque toutes les conditions, que les lois de chacune des deux Hautes Parties contractantes attachent au droit de l'exercice de l'industrie, auront été remplies.

§. 3. Les sociétés anonymes et celles en commandite par actions (y compris les sociétés d'assurance de tout genre), fondées sur le territoire de l'une des deux Hautes Parties contractantes en vertu des lois respectives, pourront réciproquement exercer, sur le territoire de l'autre, tous les droits, y compris celui d'ester en justice, en se conformant aux lois et prescriptions en vigueur sur cette matière.

Ad Article II.

§. 1er. Pour jouir de l'immunité des impôts sur l'exercice d'une industrie, les voyageurs de commerce italiens en Autriche-Hongrie et les voyageurs de commerce autrichiens et hongrois en Italie devront être munis d'une carte de légitimation industrielle.

Ces documents seront valables pour les cours de l'année solaire pour laquelle ils ont été délivrés. Ils contiendront le signalement et la signature du porteur, et seront revêtus du sceau ou de l'estampille de l'Autorité compétente qui les a délivrés.

Sur l'exhibition de ces documents, les voyageurs de commerce respectifs, après que leur identité aura été reconnue, obtiendront une patente spéciale de l'Autorité compétente de l'autre Partie.

Il n'est pas permis aux industriels et à leurs voyageurs de commerce de colporter des marchandises pour les mettre en vente, mais ils peuvent transporter à lieu de destination les marchandises achetées par eux.

1878 Au reste, ne sont admis réciproquement en franchise d'impôts que les voyageurs de commerce qui veulent négocier, ou pour leur propre compte, ou pour le compte d'une maison où ils sont employés en qualité de commis de commerce.

§. 2. En ce qui regarde le commerce aux foires et marchés, les sujets de l'autre Haute Partie contractante seront traités absolument sur le même pied que les propres nationaux, tant pour le droit de se rendre aux foires et marchés, que pour les taxes à payer à raison de ce commerce.

Ad Article VI.

§. 1er. La réserve exprimée à l'article VI, alinéa *b*, s'étend également aux mesures prohibitives prises dans le but d'empêcher, dans l'intérêt de l'agriculture la propagation d'insectes ou autres organismes nuisibles (p. e. la phyloxera vastatrix, la doryphora decemlineata).

§. 2. Les deux Hautes Parties contractantes se communiqueront réciproquement toutes les restrictions du trafic apportées pour cause de police sanitaire.

§. 3. Pour ce qui a trait, toutefois, aux mesures de précaution à prendre contre la propagation de la peste bovine et des autres maladies contagieuses d'animaux, surtout à l'égard du trafic frontière, les deux Hautes Parties contractantes ont arrêté, par une convention spéciale, des dispositions tendent à faciliter d'une manière efficace ce trafic commun.

Ad Article VIII.

§. 1er. Les lettres de voiture accompagnant les envois de marchandises, faits par les postes autrichienne et hongroise, et portant l'estampille de l'office expéditeur, seront affranchies, en Italie, du droit de timbre, sauf réciprocité.

§. 2. Afin de motiver la demande du traitement de faveur, la déclaration des marchandises devra contenir l'indication de l'origine. En cas de doute au sujet de la justesse de cette déclaration l'origine de la marchandise devra être prouvée au moyen d'un certificat.

Le dit certificat pourra émaner de l'Autorité locale du lieu d'exportation, ou du bureau de douane d'expédition, soit à l'intérieur, soit à la frontière, ou bien d'un Agent consulaire; enfin il pourra, au besoin, même être remplacé par la facture si les Gouvernements respectifs le croient convenable.

§. 3. Les certificats d'origine et autres documents constatant l'origine des marchandises seront, soit délivrés, soit visés en franchise de tout droit.

Ad Article X. 1878

Il est convenu de fixer d'un commun accord, par correspondance directe entre les Ministères de deux Hautes Parties contractantes, les conditions et formalités sous lesquelles auront lieu les facilités accordées au commerce et au trafic en vertu de l'article X. A cet égard, les principes suivant serveront de guide:

§. 1er. Les objets pour lesquels l'exemption des droits de douane est demandée, devront être déclarés aux bureaux douaniers par espèce et quantité, et devront être présentés à la visite.

§. 2 Les conditions et formalités déterminées dans l'instruction autrichienne de l'année 1853 pour le service douanier et dans la circulaire italienne du 1er août 1866 à l'égard du traitement des céréales destinées à être moulues, ne seront pas aggravées pendant la durée du présent Traité.

Le traitement douanier des objets exportés ou réimportés, respectivement importés et réexportés devra se faire par les mêmes bureaux douaniers, soit que ceux-ci se trouvent situés à la frontière, soit qu'ils soient à l'intérieur du pays.

Cette disposition ne s'applique pas aux tissus et filés destinés à être lavés, blanchis, foulés, ni aux objets destinés à être vernis, brunis ou peints. Leur rentrée, en exemption de droits, peut avoir lieu par chaque bureau douanier du territoire où s'est effectuée l'expédition, pourvu que celui-ci soit muni d'attributions suffisantes. Pour les échantillons importés par les voyageurs de commerce, on appliquera les formalités fixées à l'alinéa 8.

§. 3. La réexportation et la réimportation pourra être limitée à des termes convenables, et, en cas de leur non-observation, on pourra procéder à la perception des droits légaux.

§. 4. Il est permis de demander une garantie des droits, soit par le dépôt de leur montant, soit d'une autre manière convenable.

§. 5. Les differences du poids résultant des opérations énumérées à l'alinéa *d* de l'article X, seront prises en considération équitable. Des différences peu importantes ne donneront lieu à aucun paiement de droits.

§. 6. Les deux Hautes Parties contractantes pourvoiront à ce que le traitement douanier soit le moins onéreux que possible.

§. 7. Il s'entend que les dispositions sur l'admission temporaire ne tendent qu'à faciliter l'exercice de l'industrie,

1878 et qu'en considération de cette raison, il est réservé à chacune des deux Hautes Parties contractantes le droit de fixer les mesures d'exécution et de contrôle, nécessaires pour empêcher toute tentative de transgression frauduleuse du tarif.

§. 8. Chacune des deux Hautes Parties contractantes désignera, sur son territoire, les bureaux ouverts à l'importation et à l'exportation des échantillons importés par les voyageurs de commerce.

La réexportation pourra avoir lieu par un bureau autre qui celui d'importation.

A l'importation on devra constater le montant des droits afférents à ces échantillons, montant qui devra, ou être déposé en espèces à la douane d'expédition, ou être dûment cautionné. Afin de bien constater, leur identité, les échantillons seront, autant que possible, marqués par l'apposition de timbres, de plombs ou de cachets, le tout sans frais.

Le borderaux qui sera dressé de ces échantillons, et dont les Hautes Parties contractantes auront à déterminer la forme, devra contenir:

a) L'énumération des échantillons importés, leur espèce et les indications propres à faire reconnaître leur identité.

b) L'indication du droit afférent aux échantillons, ainsi que la mention que le montant des droits a été acquitté en espèces ou cautionné.

c) L'indication de la manière dont les échantillons ont été marqués.

d) La fixation du délai, à l'expiration duquel le montant du droit payé d'avance sera définitivement acquis à la douane, ou, s'il a été cautionné, réalisé au moyen de la caution déposé, à moins que la preuve de la réexportation des échantillons ou de leur mise en entrepôt, ne soit fournie.

Ce délai ne devra pas dépasser une année.

e) Lorsque avant l'expiration du délai fixé *(d)*, les échantillons seront présentés à un bureau compétent, pour être réexportés ou mis en entrepôt, ce bureau devra s'assurer que les objets, dont la réexportation doit avoir lieu, sont identiquement les mêmes que ceux présentés à l'importation. Lorsqu'il n'y aura aucun doute à cet égard, le bureau constatera la réexportation, ou la mise en entrepôt, et restituera le montant des droits déposés en espèces à l'entrée, ou prendra les mesures nécessaires pour décharger la caution.

§. 9. Afin de faciliter le plus possible le mouvement, à travers les frontières, du bétail destiné, soit au pâturage ou

à l'hivernage, soit aux travaux agricoles, soit aux foires et 1878
marchés, les deux Hautes Parties contractantes sont convenues des dispositions suivantes:

I. L'entrée du bétail conduit aux pâturages ou aux travaux agricoles peut se faire, le long de la ligne douanière, par chaque bureau-frontière de douane.

II. Si des circonstances locales rendaient trop onéreux, aux propriétaires, le passage du bétail, destiné aux pâturages ou aux travaux agricoles, à travers le bureau-frontière de douane, une déclaration préalable d'entrée et de sortie, faite auprès de ce bureau, sera reconnue suffisante; les organes de la garde de finance contrôleront, cependant, l'entrée et la sortie, sur la base des déclarations fournies par le bureau douanier frontière.

La garde de finance retournera ces déclarations au bureau-frontière douanier, après les avoir munies du certificat de la vérification faite.

III. Si le bureau douanier frontière était situé à une distance trop grande du point d'entrée ou de sortie du bétail en question, ou s'il y manquait des communications suffisantes, et que, pour ces raisons, la déclaration mentionnée sous II ne pouvait être fournie que difficilement, la remise des déclarations d'entrée et de sortie pourra se faire à l'organe de finance qui sera délégué à cette fin à la frontière sur les lieux du passage du bétail, et qui tiendra le registre des admissions.

Les organes chargés par le bureau douanier italien ou autrichien de recueillir les déclarations d'entrée et de sortie, et de faire l'enquête dans un endroit situé au dehors de leur résidence, n'ont droit qu'aux frais de tournées fixes, ou aux indemnisations qui sont prescrits par les règlements de service de leur pays, et ne seront payés qu'une seule fois, pour chaque journée, sans qu'on ait égard au nombre des déclarations, ou du bétail.

Ces organes auront à remettre un reçu au porteur de la déclaration. Si plusieurs propriétaires avaient réuni leur bétail pour le soumettre à l'examen commun, les organes susdits remettront également à un de ceux-ci le reçu en question.

IV. Le bétail qui passera la ligne douanière pour être mené aux pâturages, ou à des travaux agricoles, et qui sera reconduit le jour même, ne sera pas soumis au régime douanier; des mesures de surveillance suffisantes seront, cependant, prises, afin d'empêcher les abus qui pourraient resulter de ce passage.

1878 V. Il sera constaté, au retour à la frontière douanière, l'identité et le nombre des têtes de bétail. S'il resultait, de cet examen, une différence dans la qualité des bêtes, il sera perçu, à la réexportation pour l'animal remplacé, et à la rentrée pour l'animal remplaçant, les droits prescrits d'entrée; en Italie, en outre, à la rentrée, pour l'animal remplacé, les droits de sortie. S'il y a une inégalité dans le nombre des têtes de bétail, on percevra en Autriche-Hongrie les droits d'entrée à la réexportation, pour le manque, à la rentrée pour le surplus; en Italie, à la réexportation, pour le manque les droits d'entrée, pour le surplus les droits de sortie; et, par contre, à la rentrée pour le manque les droits de sortie, pour le surplus les droits d'entrée.

On ne percevra pas, cependant, de droits pour les animaux non reproduits à la douane, si le manque a été légalement déclaré, et s'il est certifié par l'Autorité qu'il est la suite d'accidents malheureux.

VI. Si la rentrée ou la réexportation étaient retardées au delà du terme fixé à l'occasion de la déclaration de sortie ou d'entrée, l'entrée, et en Italie également la sortie, suivraient le régime général douanier, pourvu que ces retards ne trouvent leur excuse dans des circonstances accidentelles dûment certifiées par la commune.

VII. Les dispositions énumérées aux N^os I, V et VI, s'appliquent également au bétail qui est conduit des districts-frontière aux marchés, au qui passe la ligne frontière pour l'hivernage.

VIII. La franchise de droits accordée au bétail qui est conduit à travers la ligne douanière aux pâturages, travaux agricoles, marchés ou a l'hivernage, s'applique également dans une quantité proportionelle, aux produits respectifs. En consequence, resteront libres des droits, à l'entrée ou à la sortie.

a) les petits mis bas par les vaches, chèvres, brebis et juments conduites aux pâturages, travaux agricoles, marchés et à l'hivernage; et cela pour autant de têtes qu'auront été notées de bêtes grosses au moment du départ, en tenant compte du temps que ces dernières ont passé hors du district douanier;

b) le fromage et le beurre du bétail rentré des pâturages ou de l'hivernage, seront libres, savoir, pour chaque jour:

fromage: par chaque vache $0^{k}.29$, par chaque chèvre $0^{k}.058$, par chaque brebis $0^{k}.029$;

beurre: par chaque vache $0^{k}.16$, par chaque chèvre $0^{k}.032$.

Il est permis de rapporter en franchise de douane mais 1878
dans un terme de quatre semaines à compter du jour du retour du bétail, le fromage et le beurre qui ont été produits jusqu'au jour de son retour des pâturages ou de l'hivernage passé dans le district douanier de l'autre pays.

IX. Les employés douaniers à la frontière et ceux de la garde de finance auront à faire observer aux personnes dirigeant le passage, au district-frontière voisin, du bétail conduit aux pâturages, travaux agricoles, marchés et à l'hivernage, qu'elles ont à garder soigneusement le double du document faisant preuvé de la déclaration ou de l'admission, ainsi que les reçus délivrés pour l'acquittement de la caution des droits crédités, ces documents devant être reproduits au retour du bétail. Les employés susdits auront aussi soin d'informer ces personnes des conséquences des procédés frauduleux.

X. Les certificats à présenter, soit sur l'état sanitaire du bétail, soit sur l'exemption des districts-frontière de toute maladie contagieuse d'animaux, ne seront exigés qu'en original et non en traduction.

Ad Article XI.

Les facilités stipulées à l'article XI sont soumises aux conditions suivantes:

a) Les marchandises devront être déclarées au bureau d'entrée pour passage ultérieur, moyennant un certificat de caution, et seront accompagnées par une attestation officielle qui prouve le fait et le mode avec lequel elles ont été scellées par la douane, a lieu d'expédition.

b) La visite aura à constater, si ces scellés sont restés intacts et présentent des garanties suffisantes.

c) La déclaration devra se faire conformément aux règlements, en évitant toute irrégularité, ou omission, qui rendrait nécessaire une visite spéciale, ou qui laisserait soupçonner une tentative de fraude.

On pourra se passer de décharger et de peser les marchandises, dès qu'il ressort pleinement, sans leur déchargement, que les scellés apposés par l'autre Partie se trouvent intacts et présentent des garanties suffisantes.

Ad Article XII.

§. 1er. Les dispositions de cet article ne sont pas appliquables aux parties du territoire des Hautes Parties contractantes, qui sont exclues du régime des tarifs douaniers, pour aussi longtemps que cette exemption est en vigueur.

1878 §. 2. La perception en Italie de la taxe intérieure sur les alcools, de même que celle de la surtaxe de douane, aura lieu d'après la quantité réelle et la richesse alcoolique du produit.

A cet effet, dans les fabriques d'alcool indigène traitant l'amidon et autres substances amylacées (telles que céréales, riz, farine, pommes de terre), les résidus de la fabrication ou de la raffinerie du sucre (mélasses etc.), les betteraves et les topinambours, la constatation de la quantité et de la force alcoolique du produit aura lieu soit au moyen de l'exercice (c'est à dire de la constatation du produit par la surveillance permanente), soit par un instrument spécial dont la convenance technique et financière ait été reconnue, soit enfin au moyen de ces deux systèmes combinés ensemble.

Il est par suite entendu que l'Italie se réserve entière liberté à l'égard du système de perception de la taxe intérieure pour les fabriques qui ne traitent que le marc de raisin, les fruits, les racines et le vin.

§. 3. A l'entrée en Italie les sucres bruts étrangers, qu'ils soient destinés aux raffineries ou non, acquitteront des droits s'élevant au moins aux $^4/_5$ des droits grévant le sucre raffiné étranger.

La protection dont jouit à présent la production du sucre indigène, soit brut, soit raffiné, ne pourra pas être augmentée.

Ad articles XVII et XVIII.

§. 1er. L'assimilation convenue des navires et de leur cargaison, dans les ports des deux Hautes Parties contractantes, ne s'étend pas:

a) aux primes qui sont concédées, ou seront concédées à l'avenir aux navires nouvellement construits, en tant qu'elles ne consistent pas dans l'exemption des droits de port ou de douane ou dans la réduction de ces droits;

b) aux privilèges des sociétés appelées »Yacht-Club«, appartenant à des tiers Etats.

§. 2. Tout en maintenant expressément en principe pour les sujets du pays le droit exclusif de la pêche le long des côtes, il sera, de part et d'autre, en égard aux circonstances particulières locales, et de la part de l'Autriche-Hongrie, en égard de plus aux concessions faites en retour par l'Italie, réciproquement accordé, par pure exception et pour la durée de ce Traité, aux habitants austro-hongrois et italiens du littoral de l'Adriatique, le droit de pêcher le long des côtes de l'autre Etat, en exceptant cependant la pêche du corail et des éponges, ainsi que celle qui, jusqu'à une distance d'une mille maritime de la côte, est réservée

exclusivement aux habitants du littoral. Il est entendu qu'on 1878
devra rigoureusement observer les règlements pour la pêche maritime en vigueur dans les Etats respectifs, et surtout ceux qui interdisent la pêche exercée d'un manière nuisible à la propagation des espèces.

Ad article XXI.

Les embarcations italiennes naviguant sur les eaux intérieures de l'Autriche-Hongrie, et réciproquement les embarcations austro-hongroises naviguant sur les eaux intérieures de l'Italie, seront soumises à la législation du pays, en tout ce qui concerne les règlements de police, de quarantaine et de douane.

II. En ce qui concerne le tarif A (Droits à l'entrée en Italie).

1. La surtaxe prélevée à titre d'impôt intérieur sur les alcools dulcifiés ou parfumés et sur les alcools de toute sorte en bouteilles, sera perçue sur la base d'un richesse alcoolique de 70 degrés centésimaux.

2. L'huile de térébenthine n'acquittera pas un droit supérieur à 3 fr. les 100 kilogrammes.

3. Les toiles de lin et de chanvre enduites à l'huile suivront le régime des toiles cirées pour paquets (No. 28 a).

4. Les tissus de lin et de chanvre croisés ou damassés seront traités comme les tissus unis.

5. Les couvertures ordinaires dites Schiavine de laine passée à la chaux, entièrement blanches ou avec de simples bordures en couleur, seront admises, jusqu'à concurrence de 4000 quintaux au maximum par an et sauf réciprocité du traitement à l'entrée des Schiavine italiennes en Autriche-Hongrie, au droit de 22 fr. 50 c. les 100 kilogrammes à la condition que l'origine de ce produit de l'Autriche-Hongrie soit justifiée par des certificats délivrés par les Autorités compétentes.

6. Les châles et fichus de laine, noirs, grossièrement brodés en soie dans un seul coin, même garnis avec de franges en soie, seront traités selon l'espèce du tissu, sans égard à la broderie et aux franges.

7. Les planches, carreaux et feuilles pour plaquer en bois commun ne rentrent sous le No. 37, que s'ils ont une épaisseur au dessous de 2mm.

8. Sont compris sous le No. 39 les objets en bois même raboté qui ne sont pas encore des ouvrages finis, de même que le bois scié ou taillé en planches ou carreaux de l'épaisseur de 2mm ou plus.

1878 9. Les bardeaux tombent sous le No. 40.

10. Les pelles, fourches, rateaux, plats, cuillers, écuelles et autres articles de ménage, manches d'utensiles et d'outils avec ou sans viroles et les sabots communs en bois sont rangés sous les deux positions No. 43 *a* et *b* selon leur travail. Les articles compris sous le No. 43 y sont admis, même s'ils portent des ferrures, cercles ou autres accessoires en métal ordinaire.

11. Sera considéré comme carton ordinaire, le carton en masse ou formé de couches réunies par compression sans aide de colle. Tout autre carton formé de couches de papier collées les unes aux autres, ou recouvert de papier, sera rangé dans la classe des cartons fins.

12. Les livres reliés en toile sont assimilés aux livres cartonnés (No. 51 a).

13. La fonte obtenue au moyen de charbons de bois reste assimilée à celle produite au coke.

14. Les articles contenus dans la position 52 b du tarif général austro-hongrois, tels que fer en loupe (Masseln, Rohzaggel) et milbars rentrent sous le No. 57 du tarif *A*, en tant qu'ils ne sont pas purgés de scories.

Les ingots sont aussi compris sous ce numéro.

15. Les verges rectangulaires, carrées, hexagones, octogones et semblables ne sont rangées sous le No. 58 b que dans le cas où elles ont un côté de 5$^{mm.}$ ou moins.

16. On comprend sous les Nos. 58 et 59 le fer qui a été simplement laminé ou forgé, tout autre travail après le forgeage et le laminage faisant passer le fer à l'état de 2e fabrication. Les pièces de fer laminé ou forgé pour la construction de wagons, de ponts, de machines et pour bâtisses rentrent sous les Nos. 58 et 59, si elles ne sont pas perforées ou autrement ouvrées. Les fers simples à T et à double T rentrent dans la Position 58 a. Sont compris sous le No. 59 les clous forgés à la main, les socs de charrues et les tyres. Les clous de fer filé, les fourches à faner et les houes tombent sous le No. 64 b. Les chaînes sont assimilées au fer de 2e fabrication (No. 61).

17. Les articles de ferblanterie rentrent sous le No. 62 b.

18. L'Italie se réserve la liberté pour la tarification de l'acier trempé.

19. Les ouvrages de verre et de cristal simplement soufflés ou moulés, rentrent sous le No. 76 a, même s'ils ont le bord, le fond ou le bouchon passés à la meule ou dépolis. Sont compris sous cette position les bouteilles de verre blanc.

20. Le droit réduit de 5 fr. les 100 kilogrammes est admis jusqu'à concurrence de 4000 quintaux aux maximum, par an

pour la Castradina, viande desséchée et salée (gepökelt) de 1878
mouton ou autre bétail de race ovine. L'application de ce droit réduit est cependant subordonnée à la production de certificats d'origine.

21. La levure pressée sera admise en franchise des droits.

22. Les sardelle, acciughe, bojane, scoranze, sgombri, lanzarde, angusigole, maride, robi et suri salés seront admis en franchise de droits.

23. Le Brindza, sorte de fromage de brebis ou de chèvre à pâte peu cohérente, acquittera le droit de 3 fr., les 100 kilogrammes, à la condition que l'origine de ce produit de l'Autriche-Hongrie soit prouvée par de certificats délivrés par les Autorités compétentes. La quantité à introduire en Italie à ce droit réduit, ne pourra pas dépasser par an 800 quintaux au maximum.

24. Les pipes en argile, faïence (majolique) ou porcelaine, même avec cercles ou couvercles en métaux communs non dorés, ni argentés, sont assimilées aux ouvrages en argile, faïence ou porcelaine. Les couvercles et autres accessoires en alliages de nickel avec lesquels ces pipes seraient montées ne seront pas considérés comme métaux argentés.

25. Les boutons de toute sorte en bois seront rangés parmi les ouvrages en bois seront rangés parmi les ouvrages en bois selon leur travail. Les boutons d'os, de cornes, de corozo, de papier mâché et de matières semblables, de même que les tuyaux de pipe de toute sorte montées avec embouchures etc. en os, en corne ou en bois, rentrent dans les merceries en bois.

26. Les porte-feuilles, porte-monnaies, porte-cigares, livrets pour notes et semblables ouvrages en cuir, à l'exception du cuir de Russie, montés en métaux communs non dorés, ni argentés, sont assimilés à la mercerie ordinaire. Les accessoires en alliages de nickel dont ces objets seraient fournis, ne seront pas considérés comme métaux argentés.

27. Les chapeaux de feutre ordinaires, non garnis, à l'usage des paysans, seront admis à leur entrée en Italie, passant par les points-frontières du Tyrol, au droit réduit de 15 centimes la pièce, à la condition que l'origine de ce produit du Tyrol soit prouvée par de certificats délivrés par les Autorités compétentes.

III. En ce qui concerne le tarif B (Droits à l'entrée en Autriche-Hongrie).

1. Ne rentrent pas sous les N°s 10 et 12 les articles y énumérés, en tant qu'ils seront présentés en boîtes de fer blanc et similaires hermétiquement fermées, de même que ces articles

1878 autrement préparés ou confits en boîtes, bouteilles, verres et similaires.

2. Les salami sont compris sous le N° 18.

3. Les graines de vers à soi rentrent sous le N° 20.

4. Le vin connu sous le nom de Vermouth suit le régime des vins purs, appliqué aux autres états qui jouissent du traitement de la nation la plus favorisée.

5. Les faveurs spéciales confirmées au N° 2 ad article VII du protocole final annexé au Traité de commerce et de navigation du 23 avril 1867, seront maintenues, en les ramenant au chiffre unique de 3 fl. 20 kr. les 100 kilogrammes, et s'appliqueront aux vins de l'Italie centrale, de la Lombardie et de la Vénétie. La jouissance de ce droit réduit demeure cependant subordonnée à la production de certificats d'origine.

6. Ne rentrent pas sous le N° 29 les eaux et huiles y énumérées en tant qu'elles seront présentées dans des récipients avec étiquettes, instructions pour l'usage et similaires, par lesquelles elles sont caractérisées comme parfumeries.

7. Un droit réduit de 5 kr. la pièce est accordé aux chapeaux de paille grossiers, non garnis, originaires de la Vénétie, importés en Autriche-Hongrie par la frontière entre Ala et Cormons, à la condition que leur origine soit prouvée au moyen de certificats délivrés par les Autorités compétentes.

8. Ne sont pas compris sous le N° 40 *c* les chapeaux de soie et de tissus de toute sorte pour hommes.

9. Les articles connus sous la dénomination de verrerie de Venise, tels que perles, conterie, rentrent sous le N° 47, même s'ils sont passés sur des fils pour faciliter leur emballage et leurs transport.

IV. En ce qui concerne le tarif C (Droits à la sortie d'Italie).

L'Italie se réserve la faculté d'établir des droits de sortie sur les articles suivants :

1° Cornes, os et autres matières semblables ;

2° objets de collection.

V. En ce qui concerne le cartel de Douane.

Ad Article VII.

Suivant les dispositions en vigueur, les marchandises étrangères qui n'auraient pas été soumises au traitement douanier, ne peuvent être déposées, dans les districts-frontière des deux territoires douaniers, que dans les magasins de douane,

ou, du moins, sous un contrôle suffisant pour empêcher 1878
des abus.

Il est convenu que, aussi longtemps que ces dispositions resteront en vigueur, il suffira, pour l'exécution des stipulations contenues à l'article VII, que les Autorités douanières des deux Hautes Parties contractantes soient chargées de contrôler dûment, dans le district-frontière, les magasins susmentionnés, en ayant également soin des intérêts douaniers de l'autre Partie.

Le présent protocole, qui sera considéré comme approuvé et sanctionné par les deux Hautes Parties contractantes, sans autre ratification spéciale, par le seul fait de l'échange des ratifications du Traité auquel il se rapporte, a été dressé, en double expédition, à Viénne, le 27 décembre 1878.

(L. S.) *Andrássy* m. p. (L. S.) C. *Robilant* m. p.
Schwegel m. p. V. *Ellena* m. p.

(Uebersetzung.)

Schluss-Protokoll

zu den zwischen Oesterreich-Ungarn und Italien abgeschlossenen Handels- und Schifffahrtsvertrage vom 27. December 1878.

Bei der Unterzeichnung des Handels- und Schifffahrtsvertrages, welcher am heutigen Tage zwischen Oesterreich-Ungarn und Italien abgeschlossen worden ist, haben die unterzeichneten Bevollmächtigten die nachstehenden Vorbehalte und Erklärungen abgegeben, welche einen Theil des Vertrages selbst bilden sollen:

Die Bevollmächtigten Seiner Majestät des Kaisers von Oesterreich, Königs von Böhmen etc. und Apostolischen Königs von Ungarn erklären, dass dem zwischen Oesterreich-Ungarn und dem Fürstenthume Lichtenstein abgeschlossenen Zollvertrage gemäss der am heutigen Tage abgeschlossene Handelsvertrag auch auf das genannte Fürstenthum Anwendung finde.

Die Bevollmächtigten Seiner Majestät des Königs von Italien nehmen von dieser Erklärung Kenntniss.

I. Zum Handels- und Schifffahrtsvertrage.

Ad Artikel I.

§. 1. Durch die Verabredungen dieses Artikels soll den besonderen Gesetzen, Verordnungen und Reglements, welche in dem Gebiete eines der hohen vertragenden Theile in Bezug

1878 auf Handel, Gewerbe und Polizei bestehen und auf die Unterthanen aller anderen Staaten Anwendung finden, kein Eintrag geschehen.

§. 2. Der Grundsatz der völlig gleichen Besteuerung der Unterthanen des anderen Theiles, welche Gewerbe und Handel treiben, mit den eigenen Unterthanen soll auch in Ansehung der Corporations- oder sonstigen Localstatuten, wo solche noch bestehen, zur Anwendung kommen. Seine Verwirklichung im einzelnen Falle setzt jedoch die Erfüllung derjenigen Vorbedingungen für die Berechtigung zum Gewerbebetriebe voraus, welche die Gesetze eines jeden der vertragenden Theile vorschreiben.

§. 3. Die Actien-Gesellschaften und Commandit-Gesellschaften auf Actien (mit Inbegriff der Versicherungs-Gesellschaften jeder Art), welche in dem Gebiete des einen vertragenden Theiles rechtlich bestehen, werden gegen Befolgung der diesbezüglich im anderen Gebiete geltenden Gesetze und Vorschriften auch dort alle ihre Rechte, auch dasjenige der Verfolgung ihrer Rechte vor Gericht, ausüben können.

Ad Artikel II.

§. 1. Um der Gewerbesteuerfreiheit theilhaftig zu werden, müssen die italienischen Handlungsreisenden in Oesterreich-Ungarn und die österreichischen und ungarischen Handlungsreisenden in Italien mit einer Gewerbe-Legitimationskarte versehen sein.

Diese Bescheinigungen sind während des Kalenderjahres giltig, für welches sie ausgestellt sind. Sie müssen die Personalbeschreibung und die Unterschrift des Inhabers enthalten und mit dem Siegel oder Stempel der Behörde, von welcher sie ausgestellt sind, versehen sein.

Gegen Vorzeigung dieser Bescheinigung erhalten die Handlungsreisenden, nachdem ihre Identität anerkannt ist, von der zuständigen Behörde einen Gewerbeschein. Die Gewerbetreibenden und die in ihren Diensten stehenden Handlungsreisenden dürfen keine Waaren zum Verkaufe mit sich führen, jedoch ist ihnen gestattet, die aufgekauften Waaren nach dem Bestimmungsorte mitzunehmen.

Es werden übrigens gegenseitig nur solche Handlungsreisende abgabenfrei zugelassen, welche entweder für eigene Rechnung oder für Rechnung eines Hauses, in dessen Diensten sie als Handlungscommis stehen, Geschäfte machen wollen.

§. 2. Was den Mess- und Marktverkehr anlangt, so sind Unterthanen des anderen vertragenden Theiles sowohl

hinsichtlich des Rechtes zum Beziehen der Messen und Märkte, 1878
als auch hinsichtlich der von dem Mess- und Marktverkehre zu entrichtenden Abgaben den eigenen Unterthanen völlig gleichgestellt.

Ad Artikel VI.

§. 1. Der im Artikel VI unter *b*) ausgesprochene Vorbehalt erstreckt sich auch auf jene Vorsichtsmassregeln, welche zum Schutze der Landwirthschaft gegen die Einschleppung und Verbreitung schädlicher Insecten und anderer schädlicher Organismen (wie z. B. der Reblaus und des Coloradokäfers) ergriffen werden.

§. 2. Die vertragschliessenden Theile werden sich alle aus Rücksichten der Gesundheitspolizei erlassenen Verkehrsbeschränkungen gegenseitig mittheilen.

§. 3. Bezüglich der, zum Schutze gegen die Verbreitung der Rinderpest uud der anderen ansteckenden Thierkrankheiten insbesondere hinsichtlich des Grenzverkehres zu treffenden Vorkehrungen haben die beiden hohen vertragenden Theile durch eine besondere Convention die zur Erleichterung des gegenseitigen Verkehres dienlichen Bestimmungen vereinbart.

Ad Artikel VIII.

§. 1. Die Frachtbriefe, welche die durch die österreichische und ungarische Post beförderten Waarensendungen begleiten und den Stempel des Aufgabsamtes tragen, werden in Italien vorbehaltlich reciproken Vorgehens des anderen Theiles von der Stempelgebühr befreit sein.

§. 2. Zur Begründung des Begehrens zollbegünstigter Behandlung muss die Waarenerklärung die Abgabe des Ursprunges Waare enthalten.

Im Falle eines Zweifels über die Richtigkeit dieser Erklärung wird der Ursprung der Waare durch ein Zeugniss nachzuweisen sein.

Dieses Zeugniss kann von der Ortsbehörde des Ortes der Versendung oder vom Zollamte der Absendung, sei es im Innern des Landes oder an der Grenze gelegen, oder von einem Consularamte ausgestellt sein, und kann erforderlichen Falles auch durch die Factura ersetzt werden, wenn die betreffenden Regierungen es für angezeigt erachten.

§. 3. Die Ursprungs-Zeugnisse und andere den Ursprung der Waare bescheinigenden Documente sind vollkommen gebührenfrei auszustellen oder zu vidiren.

1878 Ad Artikel X.

Man ist übereingekommen, dass die Verständigung über die Bedingungen und Förmlichkeiten, unter denen die im Artikel X gedachten Verkehrs-Erleichterungen eintreten, durch directe Correspondenz zwischen den Ministerien der beiden Theile hergestellt werde; es sollen dabei die nachstehenden Grundsätze leitend sein:

§. 1. Die Gegenstände, für welche eine Zollbefreiung in Anspruch genommen wird, müssen bei den Zollstellen nach Gattung und Menge angemeldet und zur Revision gestellt werden.

§. 2. Hinsichtlich des Mahlverkehres werden die in der österreichischen Amts-Instruction für den Zolldienst vom Jahre 1853 und in dem italienischen Circulare vom 1. August 1866 enthaltenen Bedingungen während der Dauer dieses Vertrages nicht verschärft werden.

Die Abfertigung der ausgeführten und wieder eingeführten, beziehungsweise eingeführten und wieder ausgeführten Gegenstände muss bei denselben Zollstellen erfolgen, mögen diese an der Grenze oder im Innern sich befinden.

Ausgenommen von dieser Bestimmung sind die Gewebe und Garne zum Bleichen, Waschen oder Walken, und die Gegenstände zum Lackiren, Poliren oder Bemalen. Die zollfreie Wiedereinlassung derselben kann bei einer jeden mit ausreichenden Amtsbefugnissen versehenen Zollstelle des Gebietes der Versendung in Anspruch genommen werden. Für Muster, welche von Handlungsreisenden eingebracht werden, gelten die unter §. 8 festgestellten Förmlichkeiten.

§. 3. Es kann die Wiederausfuhr und Wiedereinfuhr an die Beobachtung angemessener Fristen geknüpft und die Erhebung der gesetzlichen Abgaben dann verfügt werden, wenn diese Fristen unbeachtet bleiben.

§. 4. Es ist gestattet, eine Sicherung der Abgaben durch Hinterlegung des Betrages derselben oder in anderer entsprechender Weise zu verlangen.

§. 5. Gewichtsdifferenzen, welche durch die in Artikel X, Punkt *d* genannten Arten der Bearbeitung entstehen, sollen in billiger Weise berücksichtigt werden und geringe Differenzen eine Abgabenentrichtung nicht zur Folge haben.

§. 6. Es wird beiderseits für eine möglichst erleichterte Zollabfertigung Sorge getragen werden.

§. 7. Es versteht sich, dass die Bestimmungen über den Veredlungs-Verkehr nur zum Zwecke der Erleichterung des

Industriebetriebes dienen sollen, und dass es deshalb jedem 1878
der beiden hohen vertragschliessenden Theile vorbehalten bleibt, die zur Verhinderung von betrügerischen Zoll-Hinterziehungen erforderlichen Ausführungs- und Control-Bestimmungen festzusetzen.

§. 8. Jeder der vertragenden Theile bestimmt für sein Gebiet diejenigen Aemter, welche befugt sind, die von Handlungsreisenden als Muster eingebrachten zollpflichtigen Gegenstände bei der Ein- und Ausfuhr abzufertigen.

Die Wiederausfuhr darf auch über ein anderes Amt, als dasjenige, über welches die Einfuhr geschah, erfolgen.

Bei der Einfuhr ist der Betrag des auf den Mustern haftenden Eingangszolles zu ermitteln und von dem Handlungs-Reisenden bei dem abfertigenden Amte entweder baar niederzulegen oder vollständig sicherzustellen. Zum Zwecke der Festhaltung der Identität sind die einzelnen Musterstücke, so weit es angeht, durch aufgedruckte Stempel oder durch angehängte Bleie oder Siegel in der entsprechenden Weise kostenfrei zu bezeichnen.

Das Abfertigungspapier, über welches die näheren Anordnungen von jedem der vertragenden Staaten ergehen werden, soll enthalten:

a) Ein Verzeichniss der eingebrachten Musterstücke, in welchem die Gattung der Waare und solche Merkmale sich angegeben finden, die zur Festhaltung der Identität geeignet sind;

b) die Angabe des auf den Mustern haftenden Eingangszolles, sowie die Angabe, ob derselbe baar erlegt oder sichergestellt worden ist;

c) die Angabe über die Art der Bezeichnung;

d) die Bestimmung der Frist, nach deren Ablauf sowie nicht vorher die Wiederausfuhr der Muster nach dem Auslande, oder deren Niederlegung in einem Packhofe nachgewiesen wird, der erlegte Einfuhrzoll verrechnet oder aus der bestellten Sicherheit eingezogen werden soll.

Diese Frist darf den Zeitraum eines Jahres nicht überschreiten.

e) Wenden vor Ablauf der gestellten Frist (d) die Muster einem zur Erledigung der Abfertigung berufenen Amte zum Zwecke der Wiederausfuhr oder der Niederlegung in einem Packhofe vorgeführt, so hat sich dieses Amt davon zu überzeugen, ob ihm dieselben Gegenstände vorgeführt wurden, welche bei der Eingangsabfertigung vorlagen. Soweit in dieser Beziehung keine Bedenken entstehen,

1878 bescheinigt das Amt die Ausfuhr oder Niederlegung und erstattet den bei der Einbringung erlegten Eingangszoll zurück oder trifft wegen Freigabe der bestellten Sicherheit die erforderliche Einleitung.

§. 9. Um den Verkehr über die beiderseitige Grenze mit Weidevieh, Vieh zur Ueberwinterung, Arbeitsvieh oder Vieh zum Auftriebe auf Messen und Märkte thunlichst zu erleichtern, haben die hohen vertragenden Theile folgende Bestimmungen vereinbart:

I. Der Eintritt des Weide- und Arbeitsviehes kann längs der Zolllinie über jedes Grenz-Zollamt stattfinden.

II. Wenn die Stellung des Weide- und Arbeitsviehes zum Grenz-Zollamte aus localen Ursachen ohne grosse Belästigung der Parteien nicht ausführbar ist, kann gestattet werden, dass nur die vorläufige Eintritts- und Austritts-Anmeldung beim Grenz-Zollamte stattfinde, die Ueberwachung des Ein- und Austrittes aber durch die Organe der Finanz-Wache auf Grund der vom Grenz-Zollamte erhaltenen Erklärungen besorgt werde.

Die Erklärungen sind von der Finanzwach-Abtheilung mit der Befundsbestätigung zu versehen und an das Grenz-Zollamt zurückzustellen.

III. Sollte wegen zu grosser Entfernung des Grenz-Zollamtes von dem Ein- oder Austrittspunkte des Weide- oder Arbeitsviehes der wegen mangelnder Wegesverbindung auch die unter II bezeichnete Anmeldung schwer ausführbar sein, so kann die Uebergabe der Eintritts- und Austritts-Erklärungen an ein hiezu an die Grenze, zum Uebertrittspunkte des Viehes, entsendetes Finanzwach-Organ erfolgen, welches die Vormerk-Register zu führen haben wird.

Die vom österreichischen oder italienischen Zollamte zur Uebernahme der Eintritts- oder Austritts-Erklärungen und zur Beschau an einen ausserhalb ihres Amtssitzes gelegenen Ort entsendeten Angestellten haben nur auf die regelmässigen Reisevergütungen oder die durch die Dienstes-Verordnungen ihres Landes vorgesehenen Entschädigungen Anspruch und werden für jeden Tag nur einmal ohne Rücksicht auf die Anzahl der Erklärungen oder des Viehes bezahlt. Diese Angestellten haben dem Träger der Erklärung eine Empfangs-Bescheinigung zu übergeben.

IV. Vieh, welches auf nahe Weideplätze oder zu landwirthschaftlichen Arbeiten über die Zollgrenze gebracht und noch an demselben Tage zurückgeführt wird, unterliegt dem zollamtlichen Verfahren nicht; doch ist zur Hintanhaltung von

Missbräuchen dieser Verkehr in angemessener Weise zu über- 1878
wachen.

V. Wenn die Thiere wieder über die Zollgrenze zurückgebracht werden, ist deren Identität und Stückzahl zu constatiren. Ergibt sich eine Abweichung in der Qualität der Thiere, so ist beim Wiederaustritte für das nicht gestellte Thier, beim Wiedereintritte aber für das substituirte Thier der tarifgemässe Eingangszoll zu erheben; in Italien überdies beim Wiedereintritte der Ausfuhrzoll für das nicht gestellte Thier. Zeigt sich eine Differenz in der Stückzahl des Viehes, so werden in Oesterreich-Ungarn beim Wiederaustritte die Eingangszölle für das fehlende Vieh und beim Wiedereintritte die Eingangszölle für das überzählige Vieh erhoben; in Italien aber beim Wiederaustritte für das fehlende Vieh die Eingangszölle, und für das überzählige die Ausfuhrszölle und umgekehrt beim Wiedereintritte für das fehlende die Ausfuhrzölle, und für das überzählige die Einfuhrzölle.

Wird jedoch bei der Wiedervorführung der Thiere der Abgang ordnungsmässig erklärt und mit amtlicher Bestätigung nachgewiesen, dass derselbe durch Unglücksfälle eingetreten ist, so wird für die fehlenden Thiere kein Zoll eingehoben.

VI. Treten die Thiere erst nach Ablauf der bei der Austritts- oder Eintrittserklärung festgesetzten Frist über die Zolllinie wieder ein oder aus, so wird bezüglich des Eintrittes und in Italien auch bezüglich des Austrittes nach den allgemeinen Zollgesetzen vorgegangen, wenn die Verspätung nicht durch ausserordentliche Umstände entschuldbar und dies vom Gemeindeamte gehörig nachgewiesen ist.

VII. Die Bestimmungen unter I, V und VI finden auch auf das aus den Grenzbezirken auf Märkte getriebene Vieh, sowie auf dasjenige Vieh, welches zur Ueberwinterung über die Grenze gebracht wird, Anwendung.

VIII. Die für das Weidevieh, Arbeitsvieh, Marktvieh oder Vieh zur Ueberwinterung beim Grenzübertritte zugestandene Zollfreiheit findet auch auf eine angemessene Menge der von diesem Vieh gewonnenen Producte Anwendung. Demgemäss werden vom Eingangs-, sowie Ausfuhrszöllen befreit sein:

a) Die Kälber, Kitze und Lämmer, sowie die Fohlen der zur Weide, Arbeit, auf Märkte oder zur Ueberwinterung ausgetriebenen Kühe, Ziegen, Schafe und Stuten, und zwar für so viele Stücke, als beim Austriebe trächtige Thiere vorgemerkt wurden, mit Rücksichtnahme auf die Zeit, während welcher die Mutterthiere ausserhalb des Zollgebietes verblieben sind;

1878 *b*) Käse und Butter von den von der Weide oder Ueberwinterung zurückgekehrten Thieren, und zwar per Tag:

Käse, von jeder Kuh 0·29 Kilogramm, von jeder Ziege 0·058 Kilogramm, von jedem Schafe 0·029 Kilogramm;

Butter, von jeder Kuh 0·16 Kilogramm, von jeder Ziege 0·032 Kilogramm.

Die vom Weide- oder Ueberwinterungsvieh während der Zeit seines Aufenthaltes im anderen Zollgebiete bis zum Tage seiner Rückkehr gewonnenen Mengen von Käse und Butter können noch innerhalb eines Termines von vier Wochen vom Tage der Rückkehr gerechnet zollfrei eingebracht werden.

IX. Es ist Pflicht der Grenz-Zollbeamten und der Angestellten der Finanzwache, die Parteien, welche den Grenzübertritt des Weide-, Arbeits-, Markt- und Ueberwinterungsviehes nach dem benachbarten Grenzbezirke leiten, auf die Nothwendigkeit der sorgfältigen Aufbewahrung des ihnen ausgefolgten Duplicates des Erklärungs- oder Vormerkscheines, dann der über die geleistete Sicherstellung der Zölle ausgefertigten Bolleten behufs der Wiedervorzeigung dieser Documente beim Rücktriebe des Viehes, sowie auf die Folgen unredlichen Gebahrens aufmerksam zu machen.

X. Die etwa erforderlichen Zeugnisse über den Gesundheitszustand des Viehes oder über den Umstand, dass die Grenzbezirke von jeder ansteckenden Thierkrankheit vollständig frei seien, werden nur in der Ursprache und nicht in Uebersetzung gefordert werden.

Ad Artikel XI.

Die im Artikel XI bezeichneten Erleichterungen sind an nachstehende Bedingungen geknüpft:

a) Die Waaren müssen beim Eingangsamte zur Weitersendung mit Begleitschein angemeldet werden und von einer amtlichen Bezettelung begleitet sein, welche ergibt, dass, und wie sie am Versendungsorte unter amtlichen Verschluss gesetzt worden sind.

b) Dieser Verschluss muss bei der Prüfung als unverletzt und sichernd befunden werden.

c) Die Declaration muss vorschriftmässig erfolgen, und es muss jede Unregelmässigkeit oder Mangelhaftigkeit vermieden sein, damit die specielle Revision nicht erforderlich werde, und zum Verdachte eines beabsichtigten Unterschleifes überhaupt keine Veranlassuug vorliege.

Lässt sich ohne Abladung der Waaren die vollständige 1878
Ueberzeugung gewinnen, dass der im anderen Staate angelegte Verschluss unverletzt und sichernd sei, so kann auch die Abladung und Verwiegung der Waaren unterbleiben.

Ad Artikel XII.

§. 1. Die Bestimmungen dieses Artikels sind auf jene Theile des Gebietes der beiden hohen Mächte, welche von deren Zollgebiete ausgeschlossen sind, insolange dieser Ausschluss fortdauert, nicht anwendbar.

§. 2. Die Einhebung der inneren Steuer, sowie des Zollzuschlages vom Branntwein wird in Italien nach Massgabe der wirklichen Menge und Gradhältigkeit des Productes erfolgen.

Zu diesem Zwecke wird in den inländischen Spiritusfabriken, welche Stärke und andere stärkehältige Stoffe (wie: Getreide, Reis, Mehl, Kartoffel), Rückstände der Fabrication oder Raffinerie von Zucker (Melasse u. dgl.), Runkelrüben und Topinambur verarbeiten, die Constatirung der Menge und des Alkoholgehaltes des Productes entweder durch das Exercice (das ist die Constatirung des Productes durch beständige Ueberwachung) oder durch ein besonderes Instrument, dessen Zweckmässigkeit in technischer und finanzieller Beziehung anerkannt wäre, oder endlich durch die Combination dieser beiden Systeme geschehen.

Man war demgemäss darüber einverstanden, dass Italien sich hinsichtlich des Systemes der inneren Besteuerung jener Fabriken, welche nur Weintrestern, Früchte, Wurzeln und Wein verarbeiten, vollkommen Freiheit vorbehält.

§. 3. Die ausländischen Rohzucker werden bei der Einfuhr nach Italien, gleichviel ob sie für Raffinerien bestimmt sind oder nicht, Abgaben entrichten, welche mindestens vier Fünftel derjenigen Abgaben betragen müssen, welche den ausländischen raffinirten Zucker treffen.

Die Begünstigung, welche die Production inländischen Zuckers, sei es Rohzucker oder Raffinad, gegenwärtig geniesst, darf nicht erhöht werden.

Ad Artikel XVII und XVIII.

§. 1. Die verabredete Gleichstellung der Schiffe und deren Ladungen in den beiderseitigen Häfen erstreckt sich nicht:

a) auf Prämien, welche für neuerbaute Schiffe ertheilt werden möchten, soferne dieselben nicht in der Befreiung von Hafen- oder Zollgebühren, oder in der Ermässigung solcher Gebühren bestehen;

1878 *b)* auf die Privilegien für sogenannte Yacht-Clubs, welche dritten Staaten angehören.

§. 2. Während das ausschliessliche Recht der Fischerei längs der Seeküsten den eigenen Unterthanen im Principe ausdrücklich vorbehalten bleibt, wird doch, im Hinblicke auf die eigenthümlichen Localverhältnisse, und seitens Oesterreich-Ungarns überdies in Erwägung der hiefür von Italien gewährten Zugeständnisse, beiderseits, ganz ausnahmsweise und nur für die Dauer dieses Vertrages den Bewohnern der österreichisch-ungarischen und der italienischen Küste des adriatischen Meeres gegenseitig gestattet, längs der Küsten des anderen Staates zu fischen, mit Ausschluss jedoch der Korallen- und der Schwammfischerei und vorbehaltlich des den Bewohnern der Küste innerhalb einer Seemeile vom Ufer zustehenden ausschliesslichen Rechtes zum Fischfange. Man ist darüber einverstanden, dass die in jedem der beiden Gebiete in Kraft bestehenden Vorschriften für die Seefischerei und namentlich die Verbote gegen die Ausübung der Fischerei in einer der Fischbrut schädlichen Weise streng beobachtet werden müssen.

Ad Artikel XXI.

Italienische Fahrzeuge, welche die Wasserstrassen im Innern von Oesterreich-Ungarn, und österreichisch-ungarische Fahrzeuge, welche die Wasserstrassen im Innern von Italien befahren, werden in Allem, was die Polizei-, Quarantäne- und Zollvorschriften betrifft, der Gesetzgebung des Landes unterstehen.

II. Vom Tarife A (Zölle bei der Einfuhr nach Italien).

1. Der aus Anlass der inneren Steuer von versüsstem oder parfümirtem Alkohol, und von Alkohol jeder Art in Flaschen erhobene Zollzuschlag wird auf Grund der Annahme eines Alkoholgehaltes von 70 Graden (Hunderttheilen) bemessen.

2. Terpentinöl wird mit keinem höheren Zolle als 3 Francs per 100 Kilogramm belegt werden.

3. Die mit Oel getränkten Leinen- oder Hanfgewebe werden wie das Wachstuch für Fussböden (Nr. 28 a) behandelt.

4. Die geköperten Leinen- und Hanfgewebe und die Damaste werden ebenso wie die glatten Gewebe behandelt.

5. Die sogenannten schiavine, gemeine Decken aus calcinirter Wolle, ganz weiss oder mit einfachen färbigen Randstreifen, werden bis zur Menge von jährlich 400 metrischen

Centnern zum Zolle von 22 Francs 50 Centimes per 100 Kilogramm zugelassen, unter der Voraussetzung reciproker Behandlung der italienischen schiavine in Oesterreich-Ungarn und unter der Bedingung, dass der Ursprung aus Oesterreich-Ungarn durch Zeugnisse der zuständigen Behörden nachgewiesen wird. 1878

6. Schwarze Shawls und Tüchel aus Schafwolle, mit ordinärer Seidenstickerei in einer einzigen Ecke, auch mit Seidenfransen versehen, werden nach der Gattung des Gewebes unter Ausserachtlassung der Stickerei und der Fransen verzollt.

7. Platten, Tafeln und Streifen von gemeinem Holz zum Fournieren fallen nur dann unter die Nr. 37, wenn sie dünner als 2 Millimeter sind.

8. Unter der Nr. 39 sind auch gehobelte Holzgegenstände, soferne sie noch nicht fertige Arbeit bilden, begriffen, ferner geschnittene oder gesägte Holzplatten oder Tafeln von 2 Millimeter Dicke und darüber.

9. Schindeln fallen unter Nr. 40.

10. Schaufeln, Gabeln, Rechen, Schüsseln, Löffel, Näpfe und andere Gegenstände des Hausgebrauches, Handhaben von Geräthen und Werkzeugen, mit oder ohne Zwingen, dann gemeine Holzschuhe gehören je nach ihrer Bearbeitung unter die beiden Positionen 43 a und b.

Die unter Nr. 43 begriffenen Artikel können auch mit Beschlägen, Reifen oder anderen Nebenbestandtheilen von gemeinen Metallen versehen sein.

11. Als ordinärer Pappendeckel werden die Pappe in Masse und die aus gekautschten, nicht zusammengeleimten Schichten hergestellten Deckel verstanden. Alle aus zusammengeleimten Papierschichten hergestellten oder mit Papier überzogenen Pappen gehören unter die feinen.

12. In Leinwand gebundene Bücher werden wie cartonnirte (Nr. 51 a) behandelt.

13. Holzkohlen-Roheisen wird gleich dem mit Steinkohlen erzeugten behandelt.

14. Die in der Position 52 b) des allgemeinen österreichisch-ungarischen Zolltarifes enthaltenen Artikel, als: Luppeneisen (Masseln, Rohzaggel) und Millbars fallen unter die Nr. 57 des Tarifes A, soferne sie nicht von den Schlacken gereinigt sind.

Auch Ingots sind unter dieser Nummer (57) begriffen.

15. Die rechteckigen, viereckigen, sechs-, achteckigen und dergleichen Stäbe fallen nur dann unter die Nr. 58 b), wenn sie eine Seite von 5 Millimeter oder weniger haben.

1878 16. Unter den Nummern 58 und 59 ist das Eisen begriffen, welches einfach gewalzt oder geschmiedet ist; jede weitere Bearbeitung nach dem Schmieden oder Walzen macht das Eisen zum Eisen zweiter Fabrication. Stücke von gewalztem oder geschmiedetem Eisen zur Construction von Waggons, Brücken, Maschinen oder Bauten fallen unter Nr. 58 und 59, wenn sie nicht gelocht oder anderweitig bearbeitet sind. Die T und ⊥-Eisen gehören in die Position 58 *a*). Die mit der Hand geschmiedeten Nägel, die Pflugschareisen und die Tyres (Radkranzeisen) fallen unter Nr. 59 Die Drahtstiften, Heugabeln und Hauen fallen unter Nr. 64 *b*). Ketten werden als Eisen zweiter Fabrication (Nr. 61) behandelt.

17. Die Klempnerwaaren fallen unter Nr. 62 *b*).

18. Italien behält sich bezüglich der Zollbehandlung des gehärteten Stahles die Freiheit der Entschliessung vor.

19. Einfach geblasene oder gepresste Glas- und Krystallwaaren fallen auch dann noch unter Nr. 76 *a*), wenn sie am Rande, Boden oder Stöpsel abgeschliffen oder abgerieben sind. Unter diese Position fallen auch die Flaschen aus weissem Glase.

20. Für Castradina (getrocknetes und gesalzenes [gepökeltes] Fleisch von Schafvieh) wird ein ermässigter Zoll von 5 Francs per 100 Kilogramm für eine jährliche Einfuhrmenge bis zu 4000 metrischen Centnern zugestanden. Die Anwendung dieses Begünstigungszolles ist jedoch an die Vorweisung von Ursprungscertificaten gebunden.

21. Presshefe wird zollfrei zugelassen.

22. Die gesalzenen sardelle, acciughe, bojane, scoranze, sgombri, lanzarde, angusigole, maride, robi und suri werden zollfrei zugelassen.

23. Der Brinza genannte Schaf- oder Ziegenkäse von bröckeliger Masse wird zum Zolle von 3 Francs per 100 Kilogramm unter der Bedingung zugelassen, dass der Ursprung dieses Productes aus Oesterreich-Ungarn durch Certificate der zuständigen Behörden nachgewiesen wird. Die zu diesem ermässigten Zollsatze in Italien zugelassene Menge darf 800 metrische Centner per Jahr nicht überschreiten.

24. Pfeifen aus Thon, Fayence (Majolika) oder Porcellan, auch mit Reifen oder Deckeln aus gemeinen, nicht vergoldeten oder versilberten Metallen werden als Waaren aus Thon, Fayence oder Porcellan behandelt. Deckel und andere Nebenbestandtheile aus Nickel-Legirungen an solchen Pfeifen werden nicht als versilbertes Metall betrachtet.

25. Hölzerne Knöpfe aller Art werden als Holzarbeiten, 1878
je nach ihrer Bearbeitung behandelt. Knöpfe aus Bein, Hörnern, Steinnuss, Papiermâché und ähnlichem Materiale, ferner Pfeifenrohre aller Art mit Mundstücken aus Bein, Horn oder Holz fallen unter die Kurzwaaren aus Holz.

26. Brieftaschen, Geldtäschchen, Cigarrentaschen, Notizbüchelchen und ähnliche Leder-Arbeiten (mit Ausnahme jener aus Juchten) mit gemeinen, weder vergoldeten noch versilberten Metallen montirt, werden als gemeine Kurzwaaren verzollt. Nebenbestandtheile aus Nickel-Legirungen an solchen Gegenständen werden nicht als versilbertes Metall betrachtet.

27. Ordinäre, nicht garnirte Bauern-Filzhüte werden bei ihrer Einfuhr über die Grenze Tirols nach Italien zum ermässigten Zollsatze von 15 Centimes per Stück unter der Bedingung eingelassen, dass ihr Ursprung aus Tirol durch Zeugnisse der zuständigen Behörden erwiesen wird.

III. Zum Tarif B (Zölle bei der Einfuhr nach Oesterreich-Ungarn).

1. Die in den Nummern 10 und 12 aufgezählten Artikel fallen dann nicht unter diese Positionen, wenn sie in hermetisch verschlossenen Blechbüchsen u. dgl. vorkommen, sowie wenn sie auf eine andere Art zubereitet oder in Büchsen, Flaschen, Gläser u. dgl. eingemacht sind.

2. Salami fällt unter die Position 18.

3. Eier von Seidenspinnern gehören unter Nr. 20.

4. Der unter dem Namen Wermuth bekannte Wein wird gleich dem unversetzten Weine aus jenen Staaten, welche auf dem Fusse der Meistbegünstigung behandelt werden, verzollt.

5. Die im zweiten Punkte der Schlussprotokolls-Bestimmung zu Artikel VII des Handels- und Schifffahrts-Vertrages vom 23. April 1867 bestätigten besonderen Begünstigungen bleiben, unter gleichzeitiger Vereinigung derselben zu einem einheitlichen Zollsatz von 3 fl. 20 kr. per 100 Kilogramm, aufrecht erhalten und finden auf die Weine Mittel-Italiens, der Lombardie und Venetiens Anwendung. Der Anspruch auf diesen ermässigten Zollsatz bleibt an die Vorweisung von Ursprungszeugnissen gebunden.

6. Die in Nr. 28 aufgezählten Wässer und Oele fallen dann nicht unter diese Position, wenn sie in Behältnissen mit Etiquetten, Gebrauchsanweisungen u. dgl. vorkommen, durch welche sie sich als Parfümeriewaaren darstellen.

7. Für grobe, nicht garnirte Strohhüte aus Venetien wird bei der Einfuhr nach Oesterreich-Ungarn über die Grenze

1878 zwischen Ala und Cormons ein ermässigter Zollsatz von 5 kr. per Stück unter der Bedingung gewährt, dass der Ursprung dieser Hüte aus Venetien durch Zeugnisse der zuständigen Behörden erwiesen wird.

8. Unter Nr. 40 *c*) sind Herrenhüte aus Seide und Zeugstoffen aller Art nicht begriffen.

9. Die unter der Benennung der Venetianer Glaswaaren bekannten Artikel, als: Perlen, Conterie, fallen auch dann unter die Nr. 47, wenn sie zum Zwecke der leichteren Verpackung oder Versendung auf Fäden aufgezogen sind.

IV. Zum Tarife C (Zölle bei der Ausfuhr aus Italien).

Italien behält sich das Recht vor, Ausfuhrzölle von folgenden Artikeln einzuheben:

1. Hörner, Knochen u. dgl. Materialien.
2. Gegenstände für Sammlungen.

V. Zum Zollcartel.

Ad Artikel VII.

Nach den bestehenden Bestimmungen dürfen in den Grenzbezirken beider Zollgebiete fremde unverzollte Waaren nur in zollamtlichen Niederlagen, oder doch unter einer gegen missbräuchliche Verwendung hinreichend sichernden Controle niedergelegt werden.

Man war darüber einverstanden, dass es, so lange diese Bestimmungen in Kraft sind, zur Ausführung der im Artikel VII enthaltenen Verabredung genüge, wenn die beiderseitigen Zollbehörden angewiesen werden, Niederlagen der gedachten Art innerhalb des Grenzbezirkes mit gehöriger Berücksichtigung auch der Zollinteressen des anderen Theiles in der gesetzlich zulässigen Weise zu controliren.

Das gegenwärtige Protokoll, welches ohne besondere Ratification, durch die blosse Thatsache der Auswechslung der Ratification des Handels- und Schifffahrtsvertrages, auf welchen es sich bezieht, als von den beiden Regierungen gebilligt und bestätigt anzusehen ist, wurde in Wien in doppelter Ausfertigung am 27. December 1878 verfasst.

(L. S.) *Andrássy* m. p. (L. S.) C. *Robilant* m. p.
Schwegel m. p. V. *Ellena* m. p.

(Urtext.) **Déclaration.** 1878

Au moment de signer le Traité de commmerce et de navigation en date de ce jour, les Plénipotentiaires, ayant reconnu que la convention et les règles douanières pour le service des chemins de fer, bien que stipulées sous la même date que le Traité de commerce et de navigation du 23 avril 1867, ont cependant le caractère d'arrangements distincts et séparés, déclarent d'après les instructions reçues de leurs Gouvernements que les susdites convention et règles douanières restent provisoirement en vigueur jusqu'à ce que l'on ait épuisé entre les deux Gouvernements la négociation spéciale actuellement en cours.

En foi de quoi les Plénipotentiaires ont signé la présente déclaration et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait, en double expédition, à Vienne, le 27 décembre 1878.

(L. S.) *Andrassy* m. p. (L. S.) C. *Robilant* m. p.
Schwegel m. p. V. *Ellena* m. p.

(Uebersetzung.) **Erklärung.**

Bei der Unterzeichnung des Handels- und Schiffahrtsvertrages vom heutigen Tage erklären die Bevollmächtigten, den von ihren Regierungen erhaltenen Instructionen gemäss, in der Erwägung, dass die Convention über den Eisenbahnverkehr und die Bestimmungen über die Zollabfertigung auf Eisenbahnen, obgleich sie am selben Tage, wie der Handels- und Schiffahrtsvertrag vom 23. April 1867 vereinbart wurden, doch den Charakter specieller und abgesonderter Abmachungen an sich tragen, dass die oberwähnte Convention und die Zollabfertigungs-Bestimmungen provisorisch in Kraft bleiben, bis die diesbezügliche zwischen beiden Regierungen im Zuge befindliche besondere Unterhandlung ausgetragen sein wird.

Urkund dessen haben die Bevollmächtigten die gegenwärtige Erklärung unterzeichnet und ihre Siegel beigedrückt.

So geschehen zu Wien in doppelter Ausfertigung den 27. December 1878.

(L. S.) *Andrassy* m. p. (L. S.) C. *Robilant* m. p.
Schwegel m. p. V. *Ellena* m. p.

1878 (Urtext.)

A la demande de MM. les Plénipotentiaires de Sa Majesté de Roi d'Italie les soussignés Plénipotentaires de Sa Majesté l'Empereur et Roi ont l'honneur de faire les déclarations suivantes:

1° Le colportage étant réservé exclusivement aux nationaux par la législation actuelle de l'Autriche et de la Hongrie, le Gouvernement Impérial et Royal n'a pas pu donner suite à la demande du Gouvernement italien d'admettre les sujets italiens au colportage. Il est cependant dès à présent entendu que, si la législation de l'Autriche et de la Hongrie changeait sous ce rapport pendant la durée du Traité, toute faveur concédée à l'égard de l'admission des étrangers au colportage et applicable aux sujets de tout autre Etat, sera acquise également aux sujets italiens.

2° La demande faite par le Gouvernement Impérial et Royal de supprimer le §. 1er du protocole final ad article VII du Traité de commerce et de navigation du 23 avril 1867, n'a pas été motivée par un changement des vues des deux Gouvernements sur la portée du terme »commerce de frontière«, mais seulement par la considération que la dite disposition n'avait pas de valeur pratique, puisque les circonstances qui pourraient provoquer une faveur spéciale pour le commerce de frontière ne peuvent jamais se répéter avec une parfaite analogie dans un autre endroit et vis-à-vis d'une tierce puissance, ces circonstances étant fondées sur les relations locales du commerce.

3° Les faveurs spéciales accordés à l'Italie par le protocole final ad Tarif *B* N° 5 comprennent aussi les vins sardes.

Vienne, le 27 décembre 1878.

Andrássy m. p. *Schwegel* m. p.

(Uebersetzung.)

In Beantwortung der Anfragen der Herren Bevollmächtigten Seiner Majestät des Königs von Italien haben die unterzeichneten Bevollmächtigten Seiner Majestät des Kaisers und Königs die Ehre, nachstehende Erklärungen abzugeben:

1. Nachdem der Hausirhandel durch die gegenwärtige Gesetzgebung in Oesterreich und Ungarn ausschliesslich den eigenen Staatsangehörigen vorbehalten ist, war die österreichisch-ungarische Regierung nicht in der Lage, dem Verlangen der italienischen Regierung nach Zulassung der italienischen Unterthanen zum Hausirhandel Folge zu geben. Man war jedoch darüber einverstanden, dass, falls die Gesetzgebung in Oesterreich und Ungarn während der Dauer des Vertrages in dieser

Beziehung abgeändert würde, jede, hinsichtlich der Zulassung 1878
von Ausländern zum Hausirhandel zugestandene und auf die Unterthanen irgend eines anderen Staates anwendbare Begünstigung, auch auf die italienischen Unterthanen gleichmässig Anwendung finden wird.

2. Das von der k. und k. Regierung gestellte Begehren, den Punkt 1 der Schlussprotokolls-Bestimmung zu Artikel VII des Handels- und Schifffahrtsvertrages vom 23. April 1867 wegzulassen, war nicht durch eine Aenderung in der Anschauung der beiden Regierungen über die Tragweite des Ausdruckes »Grenzverkehr« veranlasst, sondern lediglich durch die Erwägung begründet, dass die erwähnte Bestimmung keinen praktischen Werth hatte, nachdem die Verhältnisse, welche eine specielle Grenzverkehrs-Begünstigung veranlassen mögen, sich niemals mit vollständiger Analogie an einem anderen Punkte und gegenüber einer dritten Macht wiederholen können, weil diese Verhältnisse auf örtlichen Handelsbeziehungen beruhen.

3. Die Italien durch das Schlussprotokoll zum Tarif *B* in Nr. 5 eingeräumten besonderen Begünstigungen begreifen auch die sardinischen Weine.

Wien, den 27. December 1878.

Andrássy m. p. *Schwegel* m. p.

(Urtext.)

A la demande de MM. les Plénipotentiaires de Sa Majesté l'Empereur et Roi, les soussignés Plénipotentiaires de Sa Majesté le Roi d'Italie ont l'honneur de faire la déclaration suivante:

Le Gouvernement austro-hongrois s'étant réservé le droit d'exiger, indépendamment de l'introduction de l'étalon d'or, le paiement des droits de douane en or — dans lequel cas on aura à payer pour 8 florins v. a. 20 francs en or — le Gouvernement italien accepte cette réserve à la condition toutefois que la mesure dont il s'agit soit simultanément appliquée à la perception des droits de douane sur les articles de toute provenance quelconque.

Vienne, le 27 décembre 1878.

C. *Robilant* m. p. V. *Ellena* m. p.

(Uebersetzung.)

In Beantwortung der Anfrage der Herren Bevollmächtigten Seiner Majestät des Kaisers und Königs haben die unterzeichneten Bevollmächtigten Seiner Majestät des Königs von Italien die Ehre, nachstehende Erklärung abzugeben:

1878 Nachdem die österreichisch-ungarische Regierung sich das Recht vorbehalten hat, die Entrichtung der Zölle in Gold, unabhängig von der Einführung der Goldwährung, zu fordern, — wobei man für 8 Gulden österr. Währ. 20 Francs in Gold zu bezahlen haben wird, nimmt die italienische Regierung diesen Vorbehalt an, unter der Bedingung jedoch, dass die in Rede stehende Massregel gleichzeitig bei der Einhebung der Zölle von Waaren jedweder Provenienz zur Anwendung komme.

Wien, den 27. December 1878.

C. *Robilant* m. p. V. *Ellena* m. p.

Der vorstehende Handels- und Schifffahrtsvertrag sammt Schlussprotokoll und Anlagen wird nach erfolgter Zustimmung der beiden Häuser des Reichsrathes hiemit kundgemacht.

Wien, am 30. Jänner 1879.

Auersperg m. p. *Chlumecky* m. p. *Pretis* m. p.

1138.

27 décembre 1878.

Convention entre l'Autriche-Hongrie et l'Italie concernant les maladies contagieuses des animaux.

(R. G. Bl. 1879, Nr. 12.)

Viehseuchen-Uebereinkommen vom 27. December 1878, zwischen Oesterreich-Ungarn und Italien.

(Geschlossen zu Wien am 27. December 1878. Von Seiner k. und k. Apostolischen Majestät ratificirt zu Wien am 28. Jänner 1879 und in den beiderseitigen Ratificationen zu Rom ausgewechselt am 30. Jänner 1879.)

Nos Franciscus Josephus Primus, divina favente clementia Austriae Imperator; Apostolicus Rex Hungariae, Rex Bohemiae etc. etc.

Notum testatumque omnibus et singulis, quorum interest, tenore praesentium facimus:

Quum a Plenipotentiariis Nostris et illis Majestatis Suae Italiae Regis simul cum tractatu de promovendis et dilatandis commercii navigationisque relationibus 27. Decembris anni elapsi stabilito ad transitum cum pecudibus et rebus belluinis, regnantibus etiam contagiosis pecorum morbis, quam maxime faciliorem reddendum specialis conventio Viennae inita et signata fuit tenoris sequentis:

(Urtext.) 1878

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême etc., et Roi Apostolique de Hongrie, et

Sa Majesté le Roi d'Italie, désirant faciliter, même en temps de maladies contagieuses d'animaux, le commerce du bétail, de peaux, cornes et autres produits similaires, dans les limites exigées par les précautions à prendre contre la propagation de ces maladies, ont résolu de conclure une convention à cet effet, et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires:

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême etc., et Roi Apostolique de Hongrie,

le Sieur Jules Comte Andrássy de Csik Szent-Király et Kraszna-Horka, Son Conseiller Intime et Feld-Maréchal-Lieutenant dans Ses armées, Son Ministre de la Maison Impériale et des affaires étrangères,

et le Sieur Joseph Baron de Schwegel, Chef de Section au Ministère des affaires étrangères;

Sa Majesté le Roi d'Italie,

le Sieur Charles Felix Nicolis Comte de Robilant, Lieutenant Général, Son Ambassadeur près Sa Majesté l'Empereur d'Autriche etc., et Roi de Hongrie,

et le Sieur Victor Commandeur Ellena, Inspecteur Général des finances,

lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Article I.

Dès qu'une maladie contagieuse d'animaux éclate dans un des pays des deux Hautes Parties contractantes, communication directe (télégramme) sera faite, aussitôt que possible, de l'invasion ou de la propagation de cette maladie au Gouvernement de l'autre. Les Autorités compétentes prendront, en même temps, les mesures nécessaires pour empêcher la circulation du bétail atteint ou suspect de toute maladie contagieuse.

Si la peste bovine, ou autre maladie contagieuse d'animaux, a été constatée, dans une localité distante de moins de 75 kilomètres de la frontière, les Autorité du district correspondant annonceront le fait, aussitôt, aux Autorités compétentes du pays voisin.

Une enquête minutieuse sera faite sur les voies d'introduction et de propagation de la peste bovine et d'autres maladies contagieuses d'animaux, et les résultats de cette

1878 enquête seront, sans délai, portés à la connaissance des Autorités des contrées qui peuvent être menacées de l'introduction de la maladie.

Chacune des deux Hautes Parties contractantes fera publier, dans son journal officiel, un bulletin hebdomadaire sur l'état de maladies contagieuses d'animaux, et sur les mesures qu'il a dû ordonner pour éviter l'invasion de ces maladies, ainsi que sur les modifications et la cessation de ses mesures.

Article II.

a) Si, sur le territoire de l'une ou de l'autre Partie contractante, la peste bovine s'est déclarée dans quelque localité seulement d'un seul district, ou de plusieurs districts contigus, les mesures prescrites contre la peste bovine la Conférence de Vienne de 1872 seront exécutées avec toute rigueur. Sur quoi, il est convenu qu'en ce cas même exportation des bêtes bovines ou autres ruminants ne sera pas interdite pour les districts non infectés du pays envahi par la contagion, sauf l'observation des règles arrêtées, sur ce sujet, par la dite Conférence de Vienne (Exposé de principes: Section V, lettre *b)*, savoir:

L'introduction de bêtes bovines ne sera autorisée que par des stations déterminées, sur la production d'un certificat d'origine et sous réserve d'une révision sanitaire à la frontière. Les Gouvernements des deux Hautes Parties contractantes se feront réciproquement connaître, par qui et sous quelle forme les certificats de santé et d'origine seront délivrés; ces certificats contiendront, en tout cas, la déclaration que dans le lieu de provenance, et dans vingt kilomètres à la ronde, il n'existe pas la dite maladie contagieuse, ainsi que l'indication du temps pendant lequel ils seront valables.

Toutefois les agents sanitaires auront la faculté d'arrêter le bétail, dès qu'ils auront des soupçons fondés sur l'existence du germe d'infection dans ce bétail.

b) Dès le jour où les mesures de précaution et de désinfection suggérées par la Conférence de Vienne, et nommément celles reprises à la Section VI (No. 7, 8, 9, 10 et 11) de l'Exposé des principes élaboré par la Conférence même, seraient prescrites et observées en fait dans le territoire de l'une des deux Hautes Parties contractantes, celleci a le droit de réclamer, pour son commerce, le régime indiqué sub *d)*, dans la section V de l'Exposé susmentionné savoir:

Malgrè la contagion, qui se serait déclarée dans un ou 1878
plusieurs districts du territoire de l'une des deux Parties contractantes, il est permis d'importer, dans le territoire de l'autre, les articles suivants: peaux, os, cornes, bouts de cornes et d'onglons, parfaitement secs; intestins salés ou séchés de bêtes bovines ou de moutons; suif en tonneaux et en peaux; poils de bêtes bovines et caprines, soies de porc et laine de mouton, en sacs; foin, paille, regain et autres objets semblables.

Article III.

Le bétail, conduit du territoire d'une des deux Hautes Parties contractantes au pâturage sur le territoire de l'autre, pourra repasser la frontière. Cette faculté est, cependant, soumise aux conditions que voici:

a) Les propriétaires des troupeaux auront à faire certifier à la frontière, sur une liste dressé à cet effet, le nombre et les signes caractéristiques des bêtes qu'ils comptent conduire au pâturage.

b) La rentrée des animaux sur le territoire d'où ils sortaient, ne sera accordée qu'après constatation de l'identité du bétail.

c) Cependant, si, durant le pâturage, une maladie contagieuse pour ces animaux venait à se déclarer, soit dans une partie des troupeaux, soit même dans une localité distante de moins de vingt kilomètres de ces pâturages, il est entendu que, dès lors, le retour du bétail sur le territoire de l'autre Partie contractante sera interdit.

Article IV.

Les habitants des districts de deux Hautes Parties contractantes éloignés tout au plus de quatre kilomètres de la frontière, pourront la passer et repasser à toute heure avec leur propre bétail attelé aux chariots ou aux charrues, mais seulement pour leurs travaux agricoles ou l'exercice de leur métier.

Ils se conformeront toujours aux conditions suivantes:

a) Tout attelage, qui passera la frontière pour travaux agricoles, sera muni d'un certificat de l'autorité municipale de la commune, où se trouve l'étable. Ce certificat contiendra le nom du propriétaire et du bouvier, la description des animaux et l'indication en kilomètres de l'étendue de la zône frontière dans laquelle l'attelage est destiné à travailler.

1878 *b*) Il est exigé, en outre, à la sortie comme au retour, un certificat de l'Autorité municipale de la commune frontière d'où sort l'attelage (et dans le cas qu'il passe par le territoire d'une autre commune, aussi l'attestation de cette commune), établissant que la dite commune est complètement exempte de peste bovine ou d'autre maladie contagieuse d'animaux. Ce certificat devra être renouvelé tous les dix jours.

Article V.

La présente convention entrera en vigueur en même temps que le Traité de commerce et de navigation conclu sous la date de ce jour, et aura la même durée.

Les Hautes Parties contractantes se réservent la faculté d'introduire dans cette convention, d'un commun accord, toutes modifications qui ne seraient pas en opposition avec son esprit et ses principes et dont l'utilité serait démontrée par l'expérience.

Article VI.

La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Rome en même temps que celles du Traité de commerce et de navigation.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et l'ont revêtue du cachet de leurs armes.

Fait à Vienne, en double expédition, le 27 décembre de l'an de grâce 1878.

(L. S.) *Andrássy* m. p. (L. S.) C. *Robilant* m. p.
Schwegel m. p. V. *Ellena* m. p.

(Uebersetzung.)

Seine Majestät der Kaiser von Oesterreich, König von Böhmen etc. und Apostolischer König von Ungarn, und

Seine Majestät der König von Italien, haben, in der Absicht, den Verkehr mit Vieh, Häuten, Hörnern und ähnlichen Producten, selbst in Zeiten des Herrschens ansteckender Thierkrankheiten soweit zu erleichtern, als es die nothwendige Vorsicht gegen die Verbreitung von Thierseuchen gestattet, beschlossen, ein diesbezügliches Uebereinkommen abzuschliessen, und haben zu diesem Ende zu Ihren Bevollmächtigten ernannt:

Seine Majestät der Kaiser von Oesterreich, König von Böhmen etc. und Apostolischer König von Ungarn:

den Herrn Grafen Julius Andrássy von Csik-Szent-Király und Kraszna-Horka, Allerhöchst Ihren wirklichen geheimen

Rath und Feldmarschall-Lieutenant, Minister des kaiserlichen 1878
Hauses und des Aeussern,

und den Herrn Josef Freiherrn von Schwegel, Sectionschef im Ministerium des Aeussern;

Seine Majestät der König von Italien,

den Herrn Karl Felix Nicolis Grafen von Robilant, General-Lieutenaut, Allerhöchst Ihren Botschafter bei Seiner Majestät dem Kaiser von Oesterreich etc. und König von Ungarn,

und den Herrn Commandeur Victor Ellena, General-Inspector der Finanzen,

welche, nachdem sie ihre Vollmachten ausgewechselt und dieselben in guter und gehöriger Form befunden haben, über folgende Artikel übereingekommen sind:

Artikel I.

Wenn in einem der Länder der beiden hohen vertragschliessenden Theile eine ansteckende Thierkrankheit ausbricht, wird der Regierung des anderen Theiles so schnell als möglich directe Mittheilung (Telegramm) von dem Ausbruche oder der Verbreitung dieser Thierkrankheit gemacht werden. Die zuständigen Behörden werden gleichzeitig die nöthigen Massregeln treffen, um den Verkehr mit den von der ansteckenden Krankheit ergriffenen oder derselben verdächtigen Thieren zu verhindern.

Wenn die Rinderpest oder eine andere ansteckende Thierkrankheit in einer, weniger als 75 Kilometer von der Grenze entfernten Localität erwiesenermassen aufgetreten ist, werden die Behörden des betreffenden Bezirkes dies allsogleich den zuständigen Behörden des Nachbarlandes anzeigen.

Ueber die Wege der Einschleppung und Verbreitung der Rinderpest und anderer Thierseuchen wird eine eingehende Erhebung gepflogen und das Ergebniss derselben ohne Verzug den Behörden der Gegenden, welche von der Einschleppung der Seuche bedroht erscheinen, bekanntgegeben werden.

Jeder der beiden hohen Theile wird in seiner officiellen Zeitung ein wöchentliches Bulletin über den Stand der Thierseuchen und über die zur Verhinderung der Einschleppung derselben angeordneten Massregeln, sowie über deren Abänderung oder Aufhebung veröffentlichen lassen.

Artikel II.

a) Wenn die Rinderpest nur in einzelnen Orten Eines oder mehrerer an einander grenzender Bezirke des Gebietes eines der vertragenden Theile ausgebrochen ist, so werden

1878 die von der Wiener Conferenz des Jahres 1872 gegen die Rinderpest vorgezeichneten Massregeln mit aller Strenge ausgeführt werden.

In Folge dessen ist man übereingekommen, dass in diesem Falle die Ausfuhr von Rindvieh oder anderen Wiederkäuern aus den nicht verseuchten Bezirken des verseuchten Landes nicht verboten werden wird, vorausgesetzt, dass die diesbezüglich von der erwähnten Conferenz in Wien (Leitende Grundsätze, Section V, lit. *b*) aufstellten Regeln beobachtet werden, nämlich:

Die Einfuhr von Rindvieh wird nur über bestimmte Eintrittspunkte gegen Vorweisung eines Ursprungszeugnisses und unter Vorbehalt der sanitären Beschau an der Grenze gestattet. Die Regierungen der hohen vertragenden Theile werden sich gegenseitig mittheilen, von wem und in welcher Form die Ursprungs- und Gesundheits-Certificate auszustellen sind; diese Certificate müssen stets die Bescheinigung enthalten, dass in dem Orte der Herkunft des Viehes und 20 Kilometer in der Runde keine Rinderpest herrscht, und es muss die Zeitdauer der Giltigkeit dieser Certificate in denselben angegeben sein.

Die Sanitätsorgane haben jedoch immerhin die Berechtigung, jenes Vieh, von welchem sie gegründeten Verdacht hegen, dass es bereits den Keim der Ansteckung in sich trage, anzuhalten.

b) Von dem Tage an, mit welchem im Gebiete eines der hohen vertragenden Theile die von der Wiener Conferenz empfohlenen und namentlich die in der Auseinandersetzung der leitenden Grundsätze in Section VI (Punkt 7, 8, 9, 10 und 11) aufgeführten Schutz- und Desinfections-Massregeln thatsächlich angeordnet und befolgt werden, hat dieser Theil das Recht, für seinen Handel die in der Abtheilung V unter *d)* der erwähnten Auseinandersetzung angegebene Behandlung zu fordern, nämlich:

Es bleibt die Einfuhr der nachbenannten Artikel in das Gebiet des anderen Theiles, ungeachtet des Herrschens der Seuche in einem oder mehreren Bezirken des Gebietes des einen Theiles, gestattet: für vollkommen trockene Häute und Felle, Knochen, Hörner, Hornspitzen und Klauen; gesalzene und getrocknete Därme von Rindern oder Schafvieh; Talg in Fässern oder Wammen; Haare von Rindern oder Ziegenvieh, Schweinsborsten und Schafwolle in Säcken; Heu, Stroh, Grummet und andere ähnliche Gegenstände.

Artikel III. 1878

Der Weideverkehr aus dem Gebiete des einen der vertragenden Theile nach dem Gebiete des anderen ist unter nachstehenden Bedingungen gestattet:

a) Die Eigenthümer der Heerden werden beim Grenzübertritte ein Verzeichniss der Thiere, welche sie auf die Weide bringen wollen, mit der Angabe der Stückzahl und der charakteristischen Merkmale derselben zur Verificirung vorlegen;

b) die Rückkehr der Thiere in das Gebiet ihrer Herkunft wird nur nach erfolgter Constatirung ihrer Identität bewilligt;

c) wenn jedoch während der Weidezeit eine für die betreffende Thiergattung ansteckende Krankheit unter einem Theile der Heerden oder auch nur an einem, weniger als 20 Kilometer von diesem Weideplatze entfernten Orte ausbräche, so ist von diesem Zeitpunkte an die Rückkehr des Viehes nach dem Gebiete des anderen vertragenden Theiles untersagt.

Artikel IV.

Die Bewohner der von der Grenze höchstens 4 Kilometer entfernten Bezirke können die Grenze in beiden Richtungen zu jeder Stunde mit ihrem eigenen, an den Pflug oder an ein Fuhrwerk gespannten Vieh überschreiten, jedoch nur zum Zwecke landwirthschaftlicher Arbeiten oder in Ausübung ihres Gewerbes.

Sie haben sich jedoch hiebei nach folgenden Vorschriften zu benehmen:

a) Jedes Gespann, welches die Grenze zur landwirthschaftlichen Arbeit oder im Gewerbebetrieb überschreitet, muss mit einem Certificate des Ortsvorstandes der Gemeinde versehen sein, in welcher sich der Stall befindet. Dieses Certificat hat den Namen des Eigenthümers oder des Führers des Gespannes, die Beschreibung der Thiere und die Angabe des Umkreises (in Kilometern) des Grenzgebietes, in welchem das Gespann zu arbeiten bestimmt ist, zu enthalten.

b) Ueberdies ist beim Austritt wie bei der Rückkehr ein Certificat des Ortsvorstandes derjenigen Grenzgemeinde erforderlich, aus welcher das Gespann kommt (und im Falle des Durchzuges durch das Gebiet einer anderen Gemeinde auch eine Bescheinigung der letzteren), womit

1878 bestätigt wird, dass die betreffende Gemeinde vollkommen frei von der Rinderpest oder einer anderen Thierseuche ist. Dieses Certificat muss alle 10 Tage erneuert werden.

Artikel V.

Das gegenwärtige Uebereinkommen wird gleichzeitig mit dem am heutigen Tage abgeschlossenen Handels- und Schifffahrtsvertrage in Kraft treten und die gleiche Dauer haben, wie dieser.

Die hohen contrahirenden Theile behalten sich das Recht vor, an diesem Uebereinkommen einvernehmlich alle Modificationen vorzunehmen, welche mit dem Geiste und den Grundsätzen desselben nicht im Widerspruche stehen, und deren Nützlichkeit die Erfahrung dargethan haben wird.

Artikel VI.

Das gegenwärtige Uebereinkommen wird ratificirt, und die Ratificationen werden in Rom gleichzeitig mit jenen des Handels- und Schifffahrtsvertrages ausgewechselt werden.

Zu Urkund dessen haben die beiderseitigen Bevollmächtigten dasselbe unterzeichnet und ihre Siegel beigedrückt.

So geschehen zu Wien, in doppelter Ausfertigung am 27. December des Jahres 1878.

(L. S.) *Andrássy* m. p. (L. S.) C. *Robilant* m. p.
Schwegel m. p. V. *Ellena* m. p.

Nos visis et perpensis conventionis hujus articulis illos omnes ratos gratosque habere profitemur, Verbo Nostro Caesareo et Regio spondentes, Nos ea omnia, quae in illis continentur, fideliter executioni mandaturos esse.

In quorum fidem, majusque robur praesentes ratihabitionis Nostrae tabulas manu Nostra signavimus, sigilloque Nostro adpresso munire jussimus.

Dabantur in Vienna die vigesima octava mensis Januarii anno Domini millesimo octingentisimo septuagesimo nono, Regnorum Nostrorum trigesimo primo.

Franciscus Josephus m. p. (L. S.) *Andrássy* m. p.

Ad mandatum Sacrae Caes. et Reg. Apost. Majestatis proprium:

Guilielmus liber baro a *Konradsheim* m. p.,
Consiliarius aulicus ac ministerialis.

Das vorstehende Viehseuchen-Uebereinkommen wird nach 1878
erfolgter Zustimmung der beiden Häuser des Reichsrathes hiemit kundgemacht.

Wien, am 30. Jänner 1879.

Auersperg m. p. *Chlumecky* m. p. *Pretis* m. p.

1139.

27 décembre 1878.

Ordonnance des ministères Imp. R. du commerce et des finances pour la mise à exécution du tarif général douanier de l'Autriche-Hongrie et la perception des droits de douane en or.

(R. G. Bl. 1878, Nr. 142.)

Verordnung der Ministerien der Finanzen und des Handels vom 27. December 1878, betreffend die Durchführung des allgemeinen Zolltarifes für das österr.-ungar. Zollgebiet vom 27. Juni 1878 (R. G. Bl. Nr. 67) über die Einhebung der Zölle in Gold.

Im Einvernehmen mit den k. ungar. Ministerien der Finanzen und des Handels werden zur Durchführung der Bestimmung des Artikels XIII des allgemeinen Zolltarifes für das österr.-ungar. Zollgebiet vom 27. Juni 1878 (R. G. Bl. Nr. 67), betreffend die Einhebung der Ein- und Ausfuhrzölle, dann des Wag-, Siegel- und Zensalgeldes in Goldmünze folgende Anordnungen getroffen:

1. Die Ein- und Ausfuhrzölle, dann das Wag-, Siegel- und Zensalgeld sind vom 1. Jänner 1879 angefangen in Goldmünze, oder in Silber mit einem Aufgelde zu entrichten, das nach dem Monats-Durchschnittscourse der 20 Francsstücke (= 8 Guldenstücke) an der Wiener Börse im vorausgegangenen Monate im Verhältnisse zum Monats-Durchschnittscourse des gemünzten Silbers von Monat zu Monat festgesetzt und verlautbart wird.

Dieses gilt lediglich für Entrichtungen der gesammten Zoll- und Nebengebühren, die in Baarem geleistet werden.

2. Als eine Zahlung in Gold sind nur jene anzusehen, welche in den in beiliegender Tabelle aufgeführten Goldmünzen nach dem dort angegebenen Werthe geleistet wird.

1878 Diese Goldmünzen sind auch zu Zahlungen an Parteien, welche im Zollverfahren in Goldmünze zu leisten sind, zu verwenden und müssen von den Parteien zu dem angegebenen Werthe angenommen werden.

Die Zulassung anderer, als der in der Tabelle benannten Goldmünzen zu Zollzahlungen bleibt vorbehalten.

Es dürfen nur vollwichtige Goldmünzen angenommen werden. Rücksichtlich der annehmbaren Minimalgewichte derselben hat die erwähnte Tabelle zur Richtschnur zu dienen.

3. Zu Zahlungen in Silber dürfen nur die im beigeschlossenen Verzeichnisse benannten Silbermünzen mit dem dort angegebenen Cassenwerthe angenommen und gegeben werden.

Alle bisherigen Bestimmungen über die Verwendbarkeit ausländischer Silbermünzen zu Zollzahlungen werden hiemit ausser Wirksamkeit gesetzt.

Das Aufgeld ist von jedem Betrage, welcher in Goldmünze zu leisten ist, jedoch nicht in Goldmünze entrichtet wird, zu berechnen und in Silber einzuheben.

Bruchtheile eines Kreuzers, welche sich bei der Berechnung des Aufgeldes ergeben, sind nach der Bestimmung im Artikel XIV des Eingangs bezogenen Gesetzes zu behandeln.

Das für jeden Monat festgesetzte Aufgeld ist in den Amtsräumen öffentlich zu verlautbaren.

4. Zur Ausgleichung von Restbeträgen unter 25 Kreuzern kann sowohl bei der Ausgabe, wie bei der Einnahme, Scheidemünze österr.-ungar. Gepräges nach dem vollen Nennwerthe verwendet werden. Es gilt dies jedoch nur von der Gesammtsumme der für jede Expedition in klingender Münze zu leistenden Zahlung.

5. Baare Sicherstellungen sind in der Regel in gleicher Valuta, in welcher sie erlegt wurden, zurückzustellen.

Die Zurückstellung einer in Gold geleisteten Sicherstellung in gleicher Münze bei einem anderen Amte, als demjenigen, bei dem der Erlag stattfand, kann jedoch nur dann geschehen, wenn das Amt mit Goldmünzen derselben Art versehen ist.

Ist das Amt mit Goldmünzen derselben Art nicht versehen, so hat die Zurückerstattung in anderen zulässigen Goldmünzen (Beilage *A*), und wenn beim Amte überhaupt keine

Goldmünzen sich vorfinden, die Partei aber die sofortige 1878
Rückerstattung wünscht, in Silber mit dem laufenden Aufgelde sattzufinden.

6. Die Bestimmungen über die Zulässigkeit der Annahme gewisser Werthpapiere als Zollsicherstellungen bleiben unberührt, doch ist bei Feststellung des Annahmewerthes solcher Werthpapiere in der Art vorzugehen, dass der in Papieren nach dem jeweiligen Tagescourse angebotene Werth, zuzüglich der bis zum Erlagstage darauf haftenden fälligen und allenfalls nicht behobenen und auch nicht verjährten Zinsen in Noten nach dem am Erlagstage bestehenden Durchschnittscourse von Gold und Waare der 20 Francs-Stücke zu berechnen ist.

Die Partei ist verpflichtet, den Tagescours, falls er dem Amte nicht bekannt ist, authentisch, das ist durch Vorweisung des Amtsblattes oder des Courszettels der Börse nachzuweisen.

Die in Werthpapieren geleistete Sicherstellung wird stets von dem Erlagsamte an Denjenigen, der dieselbe erlegte, rückerstattet.

7. Rückzahlungen von ungebührlich geleisteten Beträgen (Guthabungen) sind in derselben Valuta zu leisten, in welcher sie gezahlt wurden.

Kann die Partei nicht nachweisen und kann auch aus den ämtlichen Vormerken nicht erhoben werden, in welcher Valuta die Zahlung geleistet wurde, so wird der Betrag in Silber mit jenem Aufgelde rückerstattet, welches zur Zeit des Erlages, eventuell bei creditirten Gebühren zur Zeit der Creditirung bestand.

8. Die unter der Wirksamkeit des neuen Tarifes creditirten Zölle sind in Gold oder in Silber mit jenem Aufgelde zu zahlen, welches zur Zeit der Creditirung bestand.

Chlumecky m. p. *Pretis* m. p.

1878

A. Tabelle

über Verwerthung und Minimalgewicht der zu Zollzahlungen verwendbaren Goldmünzen.

Post-Nr.	Benennung der Münze	Werth in Gold per 1 Stück		Minimalgewicht für 1 Stück	Minimalgewicht für ganze Posten		
		fl.	kr.	Gramm	Stück	Gramm	
1	Oesterreichische und ungarische Ducaten	4	74	3·487	1000	3487	
2	Goldstücke, österreichische und ungarische à 8 fl.	8	—	6·440	500	3220	
3	Goldstücke, österreichische und ungarische à 4 fl.	4	—	3·220	1000	3220	
4	Zwanzig Francs-Stücke französischen, belgischen, italienischen, schweizerischen, rumänischen und fürstl. Monaco'schen Gepräges	8	—	6·440	500	3220	
5	Zehn Francs-Stücke französischen, belgischen, italienischen, schweizerischen, rumänischen Gepräges	4	—	3·220	1000	3220	
6	Fünf Francs-Stücke französischen, belgischen, italienischen, schweizerischen und rumänischen Gepräges	2	—	1·600	—	—	
7	Zwanzig Mark-Stücke	9	88	7·950	500	3975	
8	Zehn Mark-Stücke	4	94	3·975	1000	3975	
9	Fünf Mark-Stücke	2	47	1·987	2000	3975	

B. Verzeichniss

der zur Zollzahlung zugelassenen Silbermünzen.

I. Inländische Münzen, ausgeprägt nach dem kaiserl. Patente vom 19. Sept. 1857 bezw. dem ungarischen Gesetzartikel VII vom Jahre 1868			II. Inländische Münzen der Conventions-Währung		
Benennung	Werth in öst. Währ. fl.	kr.	Benennung	Werth in öst. Währ. fl.	kr.
2 fl.-Stück	2	—	2 fl.-Stück	2	10
1 fl.-Stück	1	—	1 fl.-Stück	1	5
1/4 fl. Stück	—	25	20 kr.-St. neueren Gepräges	—	35
1 Vereinsthaler-Stück österr. Gepräges	1	50	20 kr.-St. älteren Gepräges	—	34
			10 kr.-Stück	—	17
			5 kr.-Stück	—	8·5
			3 kr.-Stück	—	5
			Kronenthaler	2	30
			1/2 Kronenthaler	1	12
			1/4 Kronenthaler	—	55

1140.

28 décembre 1878. 1878

Publication du ministère Imp. R. du commerce concernant une modification du point 4 de l'article XXIX du règlement relatif au traité de l'union postale de Berne.

(P. V. Bl. 1879, Nr. 1.)

Veränderte Fassung des Punktes 4 im Artikel XXIX des Reglements zum Berner Postvertrage. H. Minist. Z. 37425.

Der Punkt 4 im Artikel XXIX des Reglements zum Berner Postvertrage erhält nunmehr die nachstehend veränderte Fassung: »4. Gibraltar und Malta sammt den dazu gehörigen Inseln; sowie die Insel Cypern, als von der grossbritannischen Postverwaltung abhängig.«

1141.

29 décembre 1878.

Loi, autorisant le gouvernement dans le cas où un nouveau traité de commerce, de douane et de navigation serait conclu entre l'Autriche-Hongrie et l'Italie avant l'expiration de l'an 1878, de prendre pour le temps depuis le 1er janvier 1879 jusqu'à la ratification du nouveau traité et au plus tard jusqu'au 31 janvier 1879, par la voie d'ordonnance, les disposition indispensables pour le règlement intérimaire des rapports réciproques.

(R. G. Bl. 1878, Nr. 146.)

Gesetz vom 29. December 1878,

womit die Regierung ermächtigt wird, im Falle, als zwischen Oesterreich-Ungarn und dem Königreiche Italien vor Ablauf des Jahres 1878 ein neuer Handels-, Zoll- und Schifffahrts-Vertrag zu Stande kommen sollte, für die Zeit vom 1. Jänner 1879 bis zur Ratificirung des neuen Vertrages, jedoch längstens für die Zeit bis 31. Jänner 1879, im Verordnungswege die zur Regelung der wechselseitigen Verkehrsbeziehungen geeigneten und unumgänglich nothwendigen mittlerweiligen Vorkehrungen zu treffen.

Mit Zustimmung beider Häuser des Reichsrathes finde Ich anzuordnen, wie folgt:

§. 1.

Für den Fall, als zwischen Oesterreich-Ungarn und dem Königreiche Italien vor Ablauf des Jahres 1878 ein neuer Handels-, Zoll- und Schifffahrtsvertrag zu Stande kommen

1878 sollte, wird die Regierung ermächtigt, für die Zeit vom 1. Jänner 1879 bis zur Ratificirung des neuen Vertrages, jedoch längstens für die Zeit bis 31. Jänner 1879, im Verordnungswege die zur Regelung der wechselseitigen Verkehrsbeziehungen geeigneten und unumgänglich nothwendigen mittlerweiligen Vorkehrungen zu treffen.

§. 2.

Mit dem Vollzuge dieses Gesetzes, welches mit dem Tage seiner Kundmachung in Wirksamkeit tritt, ist Mein Gesammtministerium beauftragt.

Gödöllö, am 29. December 1878.

Franz Joseph m. p.

Auersperg m. p. *Stremayr* m. p. *Glaser* m. p. *Unger* m. p.
Chlumecky m. p. *Pretis* m. p. *Horst* m. p.
Ziemialkowski m. p. *Mannsfeld* m. p.

1142.

29 décembre 1878.

Ordonnance des ministères Imp. R. des finances et du commerce réglant les mesures d'exécution du tarif général des douanes de la monarchie austro-hongroise.

(R. G. Bl. 1878, Nr. 148.)

Verordnung der Ministerien der Finanzen und des Handels vom 29. December 1878, womit die Durchführungsvorschrift zum allgemeinen Zolltarife des österreichisch-ungarischen Zollgebietes erlassen wird.

Im Einvernehmen mit den königl. ungarischen Ministerien der Finanzen und des Handels wird zur Durchführung der Bestimmungen des allgemeinen Zolltarifes für das österreichisch-ungarische Zollgebiet vom 27. Juni 1878 (R. G. Bl. Nr. 67) die in der Anlage befindliche Durchführungsvorschrift zu diesem Tarife mit dem Beisatze erlassen, dass dieselbe gleichzeitig mit dem allgemeinen Zolltarife vom 27. Juni 1878 in Wirksamkeit tritt.

Chlumecky m. p. *Pretis* m. p.

Durchführungsvorschrift zu dem Gesetze vom 27. Juni 1878, betreffend den allgemeinen Zolltarif des österreichisch-ungarischen Zollgebietes. 1878

§. 1.

Allgemeine Anwendung des Zolltarifes.

Vom 1. Jänner 1879 angefangen werden die im Tarife angeführten Zollsätze von allen Waaren ohne Unterschied der Provenienz eingehoben.

Inwiefern die im Artikel III des Gesetzes erwähnte differenzielle Behandlung der Waaren, welche aus Staaten kommen, die österreichisch-ungarische Schiffe oder Waaren österreichisch-ungarischer Provenienz ungünstiger behandeln, als jene anderer Staaten, zur Anwendung kommt, wird von Fall zu Fall durch specielle Verordnungen bekannt gemacht werden.

§. 2.

Tarifmässige Erklärung.

Jede Waare ist nach dem Sprachgebrauche des Tarifs zu bezeichnen und insbesondere behufs der Verzollung mit ihrer tarifmässigen, d. i. jener Benennung zu erklären, unter welcher sie im Zolltarife für die Einfuhr entweder einzeln oder gattungsweise oder, wenn eine solche ausdrückliche Bezeichnung in dem Tarife fehlt, unter welcher sie nach ihrer Beschaffenheit sinngemäss zu begreifen ist. Sind im Tarife bei einer Waarengattung mehrere Unterabtheilungen oder Unterarten angeführt, so sind von letzteren jene in die tarifmässige Benennung aufzunehmen, welche der Beschaffenheit der Waare entsprechen, z. B.:

Baumwollgarne bis Nr. 12, einfach roh;
Baumwollwaaren, gemeine, glatte, gebleicht;
Baumwollwaaren, gemeine, dichte, mehrfarbig, gewebt;
Leinengarne, roh;
Leinenwaare, gemeine, gefärbt, bis 10 K. Fäden;
Wollenwaaren, n. b. b., mit Baumwollkette, mehrfarbig, 300—600 Gramm wiegend;
Glas, weisses, geschliffen;
Glas, weisses, gepresst;
Glas, weisses, abgerieben.

In mehreren Fällen muss die tarifmässige Benennung durch die Voranstellung der Hauptabtheilung ergänzt werden, z. B.:

Baumwollwaaren, Samte;
Leinenwaaren, Batiste;

1878 Wollenwaaren, Fussteppiche;
Eisenwaaren, Uhrfournituren;
Metallwaaren, Schreibfedern;
Strohwaaren, grobe, zum häuslichen Gebrauche.

Bezieht sich eine Tarifpost auf Waaren, welche in den vorhergehenden Posten genannt sind, so ist die tarifmässige Benennung aus diesen verschiedenen Posten zu bilden, z. B.:

Krüge aus gemeinem Steinzeug, mit unedlen Metallen montirt;

Farbstoffe der Tarifpost 27 a 2, zerkleinert;

Kleidungen, n. b. b., aus Wollenwaaren, n. b. b., mit Baumwollkette, tuchartig, 300—600 Gramm;

Kleidungen, n. b. b., aus Baumwollwaaren, gemeinen, dichten, bedruckt.

Die tarifmässige Benennung muss immer deutlich und so genau sein, als dies ohne Weitläufigkeit möglich ist.

Parteien haben die tarifmässige Benennung stets mit Worten zu schreiben; nur Zollorganen bei Aemtern mit ausserordentlich lebhaftem Verkehre können von Seite des Finanzministeriums Abkürzungen gestattet werden.

Inwieferne aus Rücksichten für die statistische Evidenz des auswärtigen Handels weitere Detailangaben über die Waare zu machen sind, wird durch besondere Verordnung festgesetzt. In vielen Fällen ist die statistische Bezeichnung im Waarenverzeichnisse mit kleinerer Schrift bereits beigesetzt.

§. 3.

Erklärung nach allgemeinen Benennungen.

a) Zollfreie Reise-Ausstattungs- und Erbschafts-Effecten, dann Habschaften der Einwanderer und andere im Sinne der Artikel VII und VIII des Zollgesetzes zollfreie Gegenstände sind nur als solche zu erklären (z. B. Reiseeffecten, Militäreffecten, Muster, als »zollfreie Reiseeffecten, zollfreie Militäreffecten, zollfreie Muster« u. s. w.)

(Bei Anweisung dieser Gegenstände zur Durchfuhr oder an ein Innerlandesamt unter Begleitscheincontrole ist die Sicherstellung nach dem höchsten Zollsatze des Tarifes erforderlich.)

Diese Erleichterung in der Erklärung entbindet keineswegs von der Vorlegung der Verzeichnisse über die unter jenen Effecten u. s. w. begriffenen Gegenstände, sofern diese Verzeichnisse zum Behufe der Bewilligung der Zollfreiheit, des Nachweises der Eigenthumsverhältnisse oder

zur Beurtheilung der Angemessenheit der Effecten mit 1878
Rücksicht auf den Stand und die Verhältnisse der Betreffenden von der Behörde für nothwendig erachtet werden.

b) Ausfuhrwaaren sind in der Regel wie Einfuhrwaaren zu erklären. Die nähere Anweisung wird mittelst einer Instruction über die Verfassung der Waarenverkehrsausweise ertheilt.

c) Unter der Benennung der Tarifabtheilung, auch unter der gewöhnlichen sprachgebräuchlichen oder handelsüblichen Benennung, können Waaren zur Durchfuhr oder zur Anweisung an ein Innerlandesamt unter Begleitscheincontrole erklärt werden, wenn die Versendung unter vollkommen sichernden Raum- oder Collienverschluss (nach Vorschrift vom 29. November 1853) erfolgt und die Sicherstellung nach dem höchten Zollsatze der betreffenden Abtheilung, beziehungsweise nach dem höchsten Zollsatze des Tarifes geleistet wird. Die sprachgebräuchliche oder handelsübliche Benennung darf jedoch nicht über den Begriff einer Tarifabtheilung hinausgehen, z. B. sind daher Cottone, Twiste, Zwilche, Baumwollwaaren, Tuche u. s. w. als solche und nicht als Webe- oder Wirkwaaren oder als Manufacturwaaren, ferner Baumwollgarne nicht als Gespinnste u. dgl. zu erklären.

d) Unter der Benennung »Waare« können die aus dem Oriente mit Lloyddampfern einlangenden Gegenstände, welche den Reisenden nachgesendet und zur Durchfuhr oder an ein Innerlandesamt unter Begleitschein-Controle angewiesen werden sollen, erklärt werden, wenn die Anlegung eines vollkommen sichernden Collienverschlusses möglich ist, und die Sicherstellung nach dem höchsten Zollsatze des Tarifes geleistet wird.

e) Die bestehenden Erleichterungen in der Erklärung der Waaren bei der Abfertigung im Ansageverfahren bleiben aufrecht.

§. 4.

Erklärung zusammengesetzter Waaren.

Bei Anwendung des Artikels V in Bezug auf die Erklärung und Verzollung der aus verschiedenen Stoffen zusammengesetzten Waaren sind folgende Grundsätze zu beachten:

a) Gegenstände, welche blos zur Befestigung und Verbindung der einzelnen Bestandtheile dienen und zugleich neben-

1878 sächlich sind, z. B. Nägel, Nieten, Schrauben, Hafteln, Schliessen, Klammern, Haken, Reife, Beschläge, Gewinde, Riegel, Schlösser (mit den Schlüsseln), Bänder, Fäden, Schnüre, Riemen, Stricke sind bei der zollämtlichen Behandlung unbeachtet zu lassen, daher die bezüglichen Waaren, ungeachtet des Vorhandenseins dieser Nebendinge, als Waaren jener Tarifpost zu erklären und zu verzollen sind, welcher sie ihren anderen Bestandtheilen nach angehören;

b) wenn Arbeiten, von denen der Einfuhrszoll wenigstens 12 fl. von 100 Kilogr. beträgt:

aa) mit unedlen Metallen, die echt oder unecht vergoldet, versilbert oder mit Gold oder Silber belegt sind, oder mit Bernstein, Gagat, Schildpatt, Haaren, Metallperlen, Halbedelsteinen, echten oder unechten Korallen, unechten Perlen oder bossirtem Wachse nur unwesentlich verziert vorkommen, oder

bb) mit Webe- und Wirkwaaren, Kautschuk- und Lederstoffen unwesentlich verziert innen ausgefüttert oder auf dem Boden belegt sind, wie z. B. Schatullen mit Handhaben, Uhrgehäuse mit Rosetten, Stöcke mit ausgelegten Stockbandlöchern, Messer mit Schildplättchen im Hefte, Flacons mit plattirt gefassten Pfropfen, Beinarbeiten und feinste Holzwaaren mit einer inneren Ausfütterung von Leinen, Baumwoll- und Seidenwaaren, Tassen mit einem Bodenbeleg von Tuch oder Sammt u. s. w., so fallen sie derjenigen Tarifpost anheim, der sie ohne diese Verzierung, Ausfütterung oder Belegung angehören.

Als Waaren, welche durch Verbindung unter Kautschuk-Leder- oder kurze Waaren fallen, sind nicht blos solche zu verstehen, deren Hauptbestandtheil unter die bezeichnete, höher belegte Tarifpost gehört, sondern alle Waaren in solchen Verbindungen, soferne diese letzteren nach den früher angeführten Bestimmungen nicht mehr als unwesentlich erscheinen.

§. 5.

Erklärung der Menge der Waare.

Die Menge muss für jede gesondert erklärte Waare auch gesondert, und zwar nach jenem Massstabe angegeben werden, der im Tarife vorgezeichnet ist.

Massstab der Verzollung ist in der Regel das Gewicht, und zwar 100 Kilogramm, 1 metrischer Centner. Ausnahmen

sind im Tarife ausdrücklich angeführt. Es ist nicht gestattet, 1878
ein anderes als das metrische Gewicht zu erklären.

Die Menge und Gattung der Waare muss in der Erklärung bei der Einfuhrverzollung und Anweisung unter Begleitscheincontrole im Sinne des §. 60 der Zoll- und Staatsmonopolordnung sowohl für jeden Pack und jedes Behältniss abgesondert, als auch nach der Gesammtzahl der Collien und dem Gesammtbrutto- und Nettogewichte mit Worten angegeben werden.

Die im §. 68 der Zoll- und Staatsmonopolordnung enthaltene Gestattung, wonach bei Einfuhrsgütern, von denen der Zoll unmittelbar beim Grenzzollamte entrichtet wird, von der Anordnung, dass die Menge und Gattung der Waare für jeden Pack und jedes Behältniss in der Erklärung abgesondert angegeben werden muss, abgegangen werden kann, findet auch auf die im Ansageverfahren bei Innerlandsämtern einlangenden Waaren Anwendung, wenn diese Waaren von einerlei Gattung sind und sogleich, ohne dass ihre Aufnahme in die ämtliche Niederlage erfolgt, der Verzollung unterzogen werden.

Es wird ferner gestattet, bei Waaren, die keinem höheren Zolle als 1 fl. 50 kr. per 100 Kilogramm unterliegen, von einerlei Gattung sind und ganz und auf Einmal der Einfuhrsverzollung unterzogen werden, in der Erklärung die Gesammtcollienzahl und das Gesammtgewicht anzugeben.

Bei Theilverzollungen von Waaren dieser Art genügt die summarische Angabe der Collienzahl und ihres Gewichtes nur in dem Falle, wenn eine Stammerklärung vorliegt, welche das Gewicht, dann die Zeichen und Nummern der einzelnen Collien enthält, und wenn in der neuen Erklärung die Zeichen und Nummern der einzelnen Collien unter Berufung auf die Stammerklärung angegeben werden.

§. 6.

Roh- und Reingewicht.

Die Waaren werden in der Einfuhr theils nach dem Rein-, theils nach dem Rohgewichte, in der Aus- und Durchfuhr stets nach dem Rohgewichte behandelt.

Roh- (Brutto- oder Sporco-) Gewicht ist das Gewicht der Waare in völlig verpacktem Zustande, mithin in ihrer gewöhnlichen, für die Aufbewahrung, und ihrer besonderen, für den Transport bestimmten Umschliessung.

Das Gewicht der für den Transport nöthigen äusseren Umschliessungen wird Tara genannt.

1878 Ist die Umschliessung für den Transport und für die Aufbewahrung nothwendig eine und dieselbe, wie es z. B. bei Kaffee die gewöhnlichen Fässer sind, so ist das Gewicht dieser Umschliessung die Tara.

Rein- (Netto-) Gewicht ist das Gewicht der Waare nach Abzug der Tara.

Ledig, das ist unverpackt vorkommende Waaren unterliegen dem Zolle nach dem Reingewichte wenngleich nach dem Gesetze die Verzollung nach dem Rohgewichte stattzufinden hätte. Werden derlei Waaren beim Eintrittsamte unter ämtlicher Aufsicht in inländische Behältnisse verpackt und zur Verzollung an ein Innerlandesamt angewiesen, so ist im Begleitschein das Rein- und Rohgewicht und der Umstand, dass die Verpackung in inländische Behältnisse erfolgte, ersichtlich zu machen.

§. 7.

Erhebung des Rohgewichtes.

Das Rohgewicht wird in der Regel durch specielle Abwägung erhoben; doch werden folgende Ausnahmen bewilligt:

a) Bei den in der Einfuhr zollfreien Waaren, die ledig vorkommen, und bei den in der Ausfuhr zollfreien Waaren (mit Ausnahme jener Ausfuhrwaaren, deren Austritt nachgewiesen werden muss), sie mögen ledig oder verpackt vorkommen, kann sich in der Ein-, Aus- und Durchfuhr mit der Gewichtsangabe der Partei begnügt werden.

b) Bei Waaren, welche in der Einfuhr zollfrei sind, aber verpackt vorkommen, dann bei solchen, deren Einfuhrszoll 3 fl. für 100 Kilogramm nicht überschreitet, ferner bei jenen, welche, wie z. B. Eisenbahnschienen, Radkränze, Radachsen u. dgl., aus gleichem Materiale und von gleicher Construction sind, so dass das Gesammtgewicht auf Grund der Abwiegung eines Theiles (Stückes) der Sendung zuverlässig berechnet werden kann, genügt sowohl bei der Einfuhrverzollung, als bei der Anweisung an ein anderes Amt, und bei ausfuhrzollpflichtigen Waaren genügt in der Ausfuhr in der Regel bei dem Vorhandensein einer vollständigen tarifmässigen Erklärung die Probeverwiegung, das ist die Abwägung einiger von den Beamten des Zollamtes ohne Einfluss der Partei ausgewählten Behältnisse oder Stücke.

Die Probeverwiegung ist auch zulässig bei ledig, das ist unverpackt vorkommenden Waaren (z. B. Roheisen),

die in der Einfuhr nach dem Rohgewichte verzollt werden, 1878
wenn sie auf einem Schiffe in gesonderten nummerirten Abtheilungen oder auf mehreren nummerirten Eisenbahnfrachtwagen geladen sind und in der Erklärung das Gewicht der Waarensendung nicht nur im Ganzen, sondern auch nach den einzelnen nummerirten Abtheilungen oder Wagen angegeben erscheint. In einem solchen Falle genügt, das Gewicht des Inhaltes einiger Schiffsabtheilungen oder Wagen zu ermitteln.

Sollte aber in einem der vorerwähnten Fälle der Verdacht einer Unrichtigkeit der Erklärung obwalten, so ist zur speciellen Abwägung zu schreiten.

c) Wenn in einem Behältnisse Waaren verschiedener Art enthalten sind, die gesondert erklärt werden müssen, und sich darunter Waaren befinden, deren Behandlung nach dem Rohgewichte geschieht, so ist das Gewicht der Tara den letzteren Waaren, und zwar derjenigen unter ihnen, welche sich in der grössten Menge vorfindet, zuzurechnen. Kommen in einem Behältnisse zwei oder mehrere, nach dem Rohgewichte zu behandelnde Arten von Waaren in gleicher Menge vor, so ist das Gewicht der Tara denselben, ohne dass das Mass der anzuwendenden Zollsätze in Betracht kommt, gleichmässig zuzurechnen. Das Gewicht der bei einigen Waaren für die innere Umschliessung bewilligten besonderen Tara (für Südfrüchte in Holzschachteln, für Cigarren in Holzkistchen etc.) wird jedoch dem Gewichte der Waaren, welche sporco zu behandeln sind, bei einer gemeinsamen Verpackung nicht zugerechnet. Enthält z. B. ein Fass sporco 400 Kilogramm Weinbeeren getrocknete in hölzernen Schachteln 200 Kilogramm und Kastanien 175 Kilogramm, so sind 182 Kilogramm Weinbeeren und 200 Kilogramm Kastanien zu verzollen. Die Fasstara per 25 Kilogramm wird nämlich den Kastanien zugerechnet und die Schachteltara per 18 Kilogramm (9 Percent) bleibt ausser Anschlag.

§. 8.

Erhebung des Reingewichtes.

Das Reingewicht wird in der Regel nicht durch specielle Abwägung der Waare (wirkliches Nettogewicht), sondern durch Abzug der tarifmässigen Tara vom Rohgewichte (rechnungsmässiges Nettogewicht) erhoben.

Zur Ermittlung des wirklichen Reingewichtes ist stets zu schreiten:

1878 *a*) wenn die Waare in ein Behältniss verpackt ist, für welches im Tarife eine Tara nicht festgesetzt ist, oder

b) wenn sie in einem Behältnisse sich befindet, in welchem sie nach Form oder Beschaffenheit des Verhältnisses im Transporte gewöhnlich nicht vorzukommen pflegt, und wenn in diesem Falle zugleich eine auffallend geringere Tara als die gesetzliche zu vermuthen ist, oder

c) wenn in einem Behältnisse Waaren verschiedener Tarifposten verpackt sind.

Auch ausser diesen Fällen ist es den Ausstellern der Waarenerklärungen gestattet, für Waaren, bei denen ein Taraabzug im Tarif erlaubt ist, nach eigener Wahl entweder das Reingewicht ausdrücklich zu erklären und hiedurch die Erhebung des wirklichen Reingewichtes zu veranlassen oder durch die Angabe des Rohgewichtes allein die Bestimmung des Reingewichtes mittelst Abzuges der tarifmässigen Tara vom Rohgewichte eintreten zu lassen.

Die Gestattung dieser Wahl hat sich jedoch nicht auf Gegenstände zu erstrecken, deren wirkliches Reingewicht deswegen nicht ohne Unbequemlichkeit ermittelt werden kann, weil deren Umschliessung für den Transport und für die Aufbewahrung eine und dieselbe ist.

Das Reingewicht solcher Gegenstände wird, wenn nicht die Erhebung desselben in den Fällen ad *a* und *b* einzutreten hat, stets durch Abzug der tarifmässigen Tara vom Rohgewichte bestimmt.

Bei den unter Begleitschein-Controle eingelangten Waaren kann der Empfänger nur dann die Angabe des Reingewichtes ergänzen, oder berichtigen, wenn der ämtliche Verschluss unverletzt ist, und überhaupt über die Erfüllung der durch die Anweisung übernommenen Verbindlichkeiten kein Zweifel besteht.

Sind in einem Behältnisse Waaren verschiedener Tarifposten verpackt, so ist das wirkliche Reingewicht jeder einzelnen Waare in der Erklärung anzugeben.

Zur Erleichterung der Abfertigung und namentlich um die Partei von der sonst nothwendigen Sortirung der Waaren vor der zollämtlichen Revision zu entbinden, haben die Zollämter darauf einzuwirken, dass in Einem Collo nur Waaren Einer Tarifpost verpackt werden.

§. 9.

Fortsetzung.

Bei Ermittlung des Reingewichtes sind nachfolgende Bestimmungen zu beachten:

Gehen Waaren, für welche eine Taravergütung zugestanden 1878
ist, blos in einfache Säcke oder Ballen von Pack- oder Sackleinen, in Schilf- oder Strohmatten, hölzerne Halbrahmen oder ähnliches Material gepackt, ein, so können, wenn der Tarif nicht etwas Anderes bestimmt, 4 Procent für Tara gerechnet werden. Unter den im Tarife mit einem 4 Percent übersteigenden Tarasatze aufgeführten Ballen wird eine wenigstens doppelte Umschliessung von dem oben bezeichneten Materiale für einfache Säcke oder Ballen verstanden.

Bei Waaren, für welche der Tarif eine 4 Percent übersteigende Tara für Ballen vorschreibt, ist es, wenn Ballen von einem Rohgewichte über 400 Kilogramm zur Verzollung angemeldet werden, der Wahl des Zollpflichtigen überlassen, entweder sich mit der Taravergütung für 400 Kilogramm zu begnügen, oder auf Ermittlung des Reingewichtes durch wirkliche Verwiegung anzutragen.

Bei Baumwoll- und Wollenwaaren (Abtheilung 36 und 38) findet diese Bestimmung schon Anwendung, wenn Ballen von einem Rohgewichte über 300 Kilogramm angemeldet werden, dergestalt, dass ohne wirkliche Verwiegung nur eine Tara für 300 Kilogramm bewilligt wird.

Dort, wo der Tarif nicht ausdrücklich für die Verpackung in Kisten eine andere Tara als für die Verpackung in Fässern festsetzt, hat die für Fässer bestimmte Tara auch für Kisten zu gelten und umgekehrt.

Wenn die Waare in mehrere innere Behältnisse verpackt ist, so ist das Reingewicht in der Regel unter Einrechnung aller dieser Behältnisse zu ermitteln. Doch ist dem Zollpflichtigen gestattet, die mehr nach aussen liegenden Behältnisse von der Einrechnung in das Reingewicht der Waare dadurch auszuscheiden, dass er dieselben gesondert nach ihrer tarifmässigen Beschaffenheit und Menge erklärt und der Verzollung unterzieht.

So kann der Zollpflichtige das Reingewicht von Handschuhen, welche in Papierumhüllungen liegen, die in Papiercartons und weiter in einer Kiste perpackt sind, entweder nach Abzug der tarifmässigen Tara von dem Rohgewichte der Kiste, oder nach dem Gewichte der vollen Cartons, oder endlich dadurch, dass er die Cartons gesondert als Papierwaaren erklärt und verzollt, nach dem Gewichte der Handschuhe in den Papierumhüllungen ermitteln lassen.

Unter den in das Reingewicht einzurechnenden inneren Behältnissen werden jene Stoffe nicht verstanden, welche, wie z. B. Heu, Stroh, Sägespäne, Papierschnitzel u. dgl. bei Ver-

1878 sendung von Thon-, Glas- oder ähnlichen Waaren augenscheinlich nur zur Sicherung der Waare während des Transportes und nicht zur ferneren Aufbewahrung der Waare dienen. Solche Stoffe sind weder zum Nettogewichte bei Ermittlung desselben durch wirkliche Verwiegung der Waare hinzuzuschlagen, noch besonders zu erklären. Auch äussere Umhüllungen von Stroh, Schilf u. dgl., sowie bewegliche Doppelböden an Fässern mit Flüssigkeiten können vor der Verwiegung abgenommen werden. In diesem Falle kann jedoch die für eine derartige Verpackung von Fässern u. dgl. zugestandene höhere Tara, wie z. B. bei Südfrüchten (T. P. 4 *b*, *c* und *d*) nicht in Anspruch genommen, beziehungsweise zugestanden werden.

Die Einlagen der Waare, z. B. die Brettchen und Spulen bei Bändern, Garnen, Entoilagen, die Einlagspapiere bei manchen Tuchen, Wachstaffeten u. dgl., dann die zur unmittelbaren Sicherung der Waaren dienenden Umschliessungen (Papier, Pappen, Bindfäden u. dgl.) werden bei Ermittlung des Reingewichtes nicht in Abzug gebracht, ebenso wenig Unreinigkeiten u. dgl., welche der Waare beigemengt sein möchten.

§. 10.

Erklärung des Behältnisses.

Das Behältniss ist genau nach jener Benennung, welche ihm mit Rücksicht auf die im Tarife behufs der Bestimmung der Tara-Abzüge festgesetzten Benennungen zukommt, z. B. als Fass, als Kiste, als Korb, als Ballen, oder falls ihm keine dieser Benennungen zukommt, als das zu erklären, als welches es sich darstellt, z. B. als Koffer, als Kanne, als Flasche.

Haben Fässer, Kisten und Körbe, je nach ihrer Beschaffenheit oder weiteren Emballage, im Tarife verschiedene Tarasätze, z. B. Kaffee in Fässern mit Dauben aus hartem Holze 12 Percent, in anderen Fässern 10 Percent, Südfrüchte in Fässern mit Heu u. dgl. emballirt 20 Percent, in anderen Fässern 13 Percent, so genügt die einfache Angabe »Fass« oder »Fässer« u. s. w. zur Erlangung der höheren Tara nicht, sondern es ist in der Erklärung die besondere Beschaffenheit des Behältnisses, welches die höhere Tara rechtfertiget, anzugeben.

Ebenso ist das Vorhandensein einer doppelten Umschliessung bei Ballen, für welche nach §. 11 dieser Vorschrift eine Tara von mehr als 4 Percent festgesetzt ist, in der Erklärung ersichtlich zu machen.

Blos mit Stricken zusammengebundene Ballen ohne eine 1878
Umhüllung von Packleinwand u. dgl. haben keine Tara, und sind als »ledig« oder als »Bund« zu erklären.

§. 11.

Unrichtigkeit in der Waarenerklärung.

Eine Waarenerklärung wird als unrichtig angesehen, wenn in derselben statt der entsprechenden tarifmässigen Benennung der vorhandenen Waaren eine andere, oder statt der Unterart, unter welche die Waare gehört, eine andere Unterart, oder endlich, wenn die vorhandene Menge oder das Behältniss, in welches die Waare verpackt wurde, nicht wahrheitsgetreu angegeben ist, z. B. wenn statt der wirklich vorhandenen Feigen Obst, wenn statt der wirklichen Menge von 150 Kilogramm nur 100 Kilogramm oder wenn statt der vorhandenen Ballen Fässer erklärt werden.

Inwieferne und in welchem Masse eine Unrichtigkeit in der Waarenerklärung strafbar ist, bestimmen das Strafgesetz über Gefällsübertretungen und die in dieser Beziehung erlassenen Vorschriften.

§. 12.

Bezeichnung der Verkehrsbeschränkungen.

Ausser den im Artikel VI aufgeführten Gegenständen der Staatsmonopole (Kochsalz, Schiesspulver, Tabak- und Tabakfabrikate) sind aus Sanitäts-, Sicherheits- und anderen öffentlichen Rücksichten im Verkehre derzeit beschränkt:

α) aus Sanitätsrücksichten.

1. Getrocknetes mit Farben bestrichenes Obst, grünlich-goldschillerndes Ess- und Spielereigeschirr aus gebrannter Erde, mit grüner Farbe bemalte Kinderspielwaaren, grüngefärbte künstliche Blumen und Blumenbestandtheile, auf welchen die grüne Farbe nur aufgestrichen oder aufgestäubt ist, mit arsenhältigem Grün gefärbte und echte Gewebe (Stoffe) und weisse Schminke.

Diese Waaren dürfen ohne Rücksicht auf die Menge nur bei Hauptzollämtern und nur gegen Bewilligung der politischen Landesstelle des Kronlandes, in welchem der Bezugswerber wohnt, der Einfuhrverzollung unterzogen werden.

2. Zubereitete Arzneiwaaren, wenn sie nicht für Apotheker, sondern für Privatpersonen eingeführt werden. Privatpersonen haben schriftlich um die Bewilligung zum Bezuge dieser Waaren bei der politischen Landesstelle des Kronlandes, in

1878 welchem sie wohnen, anzusuchen. Kleine Mengen, welche Reisende zum eigenen Gebrauche mitführen, oder welche Grenzbewohner gegen Recepte bekannter Aerzte aus benachbarten Apotheken holen, unterliegen dieser Beschränkung nicht und dürfen von allen Zollämtern verzollt und, insoferne sie nach Zulassung des Artikels VIII die Zollfreiheit geniessen, zollfrei behandelt werden.

3. Kappern und grüne Gemüse und Früchte (Mixedpickles).

Der Bezug dieser Waaren ist an die Erfüllung der bestehenden sanitätspolizeilichen Bedingungen geknüpft.

b) aus Sicherheitsrücksichten.

Waffen und Waffenbestandtheile, dann Sprengmittel und Explosivstoffe (Tarifpost 66 e).

Die Ein- und Durchfuhr dieser Waaren ist an die Erfüllung der bestehenden Vorschriften geknüpft.

Zur Tarifpost 66 e wird auch Collodiumwolle gerechnet, welche in einer Ein Kilogramm netto nicht überschreitenden Menge gegen Bewilligung der politischen Landesstelle des Kronlandes, in welchem der Bezugswerber wohnt, bei Hauptzollämtern in der Einfuhr verzollt werden darf.

c) aus anderen öffentlichen Rücksichten.

Die aus anderen öffentlichen Rücksichten im Verkehre beschränkten Waaren werden von Fall zu Fall kundgemacht. Die dermal in dieser Beziehung bestehenden Verkehrsbeschränkungen bleiben aufrecht.

Waaren, die Bestandtheile enthalten, welche im Verkehre beschränkt sind, unterliegen derselben Beschränkung wie jene Bestandtheile.

§. 13.

Zollzahlung.

Ueber jede gezahlte Gebühr wird eine ämtliche Bestätigung erfolgt. Die Zoll- und Staatsmonopolsordnung bestimmt, wenn der Zoll fällig wird, wie er bei Aenderungen im Tarife zu bemessen ist, und welche Personen und Sachen für denselben haften.

Die besonderen Vorschriften über die Creditirung fälliger Zollbeträge bleiben unberührt.

Die im Artikel XIV gestattete Vernachlässigung der Bruchtheile unter $^1/_2$ kr. und Berechnung dieser Bruchtheile von $^1/_2$ kr. und mehr als ganzer Kreuzer hat so oft einzutreten, als überhaupt eine Berechnung stattfindet, also wenn

Waaren mehrere Tarifposten zur Verzollung gelangen, bei 1878
jeder einzelnen Tarifpost, und wo Nebengebühren einzuheben sind, bei jeder einzelnen Nebengebühr.

§. 14.

Nebengebühren.

In Vollziehung des Artikels XV über die Nebengebühren wird bestimmt:

a) Bezüglich der Einhebung des Waggeldes hat als Grundsatz zu gelten, dass diese Gebühr in der Regel nur Einmal zu entrichten ist, auch wenn die Waare im Verlaufe des Zollverfahrens mehrmals gewogen werden müsste.

Ausgenommen sind die Fälle, in welchen eine wiederholte Abwage über Verlangen der Partei vorgenommen wird.

Waaren, deren Gewicht bei der Uebernahme in die ämtliche Niederlage erhoben wird (§. 233 der Zoll- und Staatsmonopolordnung), sind der Entrichtung des Waggeldes erst bei der Einfuhrverzollung zu unterziehen.

Für die von Amtswegen vorgenommene Verwiegung der zollfreien Einfuhrwaaren, dann der Waaren, die unter Begleitscheincontrole und im Ansageverfahren angewiesen werden, sei es zur Einfuhrsverzollung, Aufnahme in die amtliche Niederlage oder Durchfuhr, dann der Ausfuhrwaaren der Streckenzugsgüter und der Waaren im Controls-, Losungs- und Appretursverfahren ist kein Waggeld einzuheben.

In Fällen der Probeverwiegung, in welchen gemäss §. 11, lit. b dieser Vorschrift wegen Verdachts einer Unrichtigkeit der Erklärung zur speciellen Abwage geschritten werden muss, ist das Waggeld dann einzuheben, wenn eine Unrichtigkeit constatirt wurde.

Wenn eine Sendung, welche in der Einfuhr nach dem Rohgewichte zu verzollen ist, nur in Einem Collo, Einem Waggon oder einer Waggonabtheilung besteht, so fällt die Erhebung des Gewichtes zwar nicht unter den Begriff einer Probeverwiegung im Sinne des §. 11, lit. b dieser Vorschrift, dennoch hat in einem solchen Falle nach Analogie des Artikels XV, Zahl 1, alinea 2, die Einhebung des Waggeldes zu unterbleiben.

Für Verwiegung der Waaren, die in der amtlichen Niederlage einer Umpackung (Theilung oder Tarirung) unterzogen werden, ist das Waggeld zu entrichten.

1878 *b*) Vom Siegelgelde befreit sind die auf in- oder ausländische Losungs- und Appreturgegenstände angelegten Wachs- oder Bleisiegel, welche zur Festhaltung der Identität einzelner Waarenstücke dienen und die Siegel der Sendungen im Ansageverfahren. Werden unter Raumverschluss eingelangte Waaren bei der Einlagerung in die zollamtlichen Magazine über Wunsch der Partei unter Collienverschluss gelegt, so ist das Siegelgeld, und wenn eine amtliche Drahtschnur verwendet wird, auch die Drahtschnurgebühr zu entrichten. Wird aber dieser Verschluss im Verlaufe des weiteren zollamtlichen Verfahrens gelegenheitlich der Begleitscheinabfertigung an den Behältnissen belassen, so tritt eine neuerliche Einhebung dieser Gebühren nicht ein.

c) Vom Zettelgelde befreit sind Durchfuhr-, Losung- und Appreturwaaren unter Begleitscheincontrole.

d) Hinsichtlich der Gebühr für amtlich verabfolgte Drahtschnüre behufs Anlegung des zollamtlichen Verschlusses bleiben bis auf Weiteres die bestehenden Bestimmungen aufrecht.

e) Bezüglich des Ausmasses, der Art der Berechnung und der Fälligkeit des Lagerzinses, dann bezüglich der lagerzinsfreien Zeit gelten bis auf Weiteres die bestehenden Bestimmungen mit folgenden Aenderungen:

1. Colonialwaaren unterliegen demselben Lagerzinse, wie die übrigen Waaren.

2. Waaren, die einer Gefällsamtshandlung nicht unterliegen, haben keinen Anspruch auf lagerzinsfreie Zeit, und es ist der Lagerzins vom Einlagerungstage zu berechnen.

3. Der Lagerzins wird von 10 zu 10 Kilogramm derart eingehoben, dass jede Gewichtsmenge unter 10 Kilogramm schon für 10 Kilogramm und jede Gewichtsmenge zwischen 10 und 20 Kilogramm schon für 20 Kilogramm u. s. w. berechnet wird. Eine Rückvergütung der Nebengebühren, mit Ausnahme der zur Ungebühr entrichteten ist nicht zulässig.

§. 15.

Uebertritt über die Zolllinie.

Die gesetzliche Bestimmung, dass der Uebertritt über die Zolllinie nur auf Zollstrassen und gegen Anmeldung beim Grenzamte erfolgen darf, bleibt im Allgemeinen aufrecht.

Doch sind Ausfuhrwaaren,

a) welche mit einem Ausfuhrzolle nicht belegt sind;

b) deren Austritt nicht nachgewiesen werden muss, und 1878
c) hinsichtlich welcher mit dem Nachbarstaate ein Uebereinkommen, durch welches der Austritt auf Zollstrassen beschränkt würde, nicht besteht, von der Einhaltung der Zollstrasse und der Stellung zum Grenzamte ausgenommen, soferne die Stellung und Erklärung derselben bei einem mit der Waarencontrole betrauten und hiezu ermächtigten Organe erfolgt und die Vorschriften über die Ueberwachung des Verkehres beobachtet werden.

Die bestehenden besonderen Ausnahmen von dem Uebertritte über die Zolllinie auf Zollstrassen und der Stellung zum Grenzamte, sowie die Vorschriften bezüglich des die Zolllinie überschreitenden Verkehres, welcher auf Eisenbahnen oder auf den zur Anlegung eines sicheren Ladungsraumverschlusses eingerichteten Flussschiffen stattfindet, bleiben unberührt.

§. 16.

Erläuterungen zu den Zollbefreiungen und Zollbegünstigungen.

Die im Artikel VII aufgeführten Gegenstände sind unter nachstehenden Bedingungen zollfrei:

Zahl 1, 2, 3 unter den bestehenden Bedingungen;
» 4, gegen Bestätigung der k. k. Verschleissfactorei in Triest;
» 5, gegen Bestätigung des betreffenden Militärcommandos.

Von dieser Zollfreiheit sind die Roh- und Hilfsstoffe zur Erzeugung der Zahl 5 genannten Gegenstände, z. B. Salpeter, Tuch, Leinwand, Leder, Eisen, Messing u. dgl. ausgeschlossen.

Zahl 6, gegen Certificate der betreffenden Staatsbehörde;
» 7, Habschaften der Einwanderer gegen Bescheinigung der competenten Behörde über die stattgefundene Einwanderung oder der Uebersiedlung, Ausstattungsgegenstände gegen Bescheinigung der politischen Ortsbehörde über die Eigenschaft als Ausstattungsgegenstände;
» 8, gegen Bescheinigung der politischen Ortsbehörde oder des Gerichtes über die Eigenschaft als Erbschaftseffecten;
» 9, Gegenstände der Kunst und Wissenschaft gegen Bestätigung der genannten Anstalten. Werke der Künstler gegen Bestätigung der k. und k. Gesandtschaften;
» 10, die Zollfreiheit für diese Gegenstände gilt auch bezüglich des Weingeistes oder sonstiger conservirender Flüssigkeiten, in welchen dieselben etwa vorkommen sollten;

1878 Zahl 11, gegen Zeugnisse competenter wissenschaftlicher Reichs-Landesanstalten. Nachbildungen von alterthümlichen Gegenständen sind nach Beschaffenheit des Materials zu behandeln;

» 12, gegen Bestätigung des die Gegenstände empfangenden Gerichtes;

» 13, auf Grund der betreffenden Diplome oder Schreiben oder anderer Bescheinigungen der competenten Behörde.

§. 17.

Fortsetzung zu Artikel VIII.

Zu 1. Die Zollämter sind in Fällen, wo sie es zur Beurtheilung, ob die gesetzlichen Bedingungen eintreten, unter welchen Reiseeffecten zollfrei behandelt werden dürfen, für nothwendig erachten, berechtigt, über den Stand, die Beschäftigung und die sonstigen Verhältnisse des Reisenden aus der Reiseurkunde sich Auskunft zu verschaffen, in dieselbe Einsicht zu nehmen und somit deren Vorweisung zu verlangen.

Die Begünstigung der gebührenfreien Einfuhr von 10 Stück Cigarren darf nur auf diejenigen Cigarrensorten Anwendung finden, welche nicht über 21 Centimeter lang und an der dicksten Stelle nicht über 13 Millimeter dick sind.

Ausländischer Tabak, wenn er von Grenzbewohnern in einer 35 Gramm nicht überschreitenden Menge zum eigenen Gebrauche und auf Zollstrassen eingebracht wird, ist gebührenfrei.

Zu 2. In Fällen, wo nach diesen Bestimmungen den Transportmitteln in der Einfuhr die Zollfreiheit nicht bewilligt werden kann, ist es zulässig, dieselben zur Durchfuhr zu erklären, in welchem Falle nur dann, wenn die zum Austritte bestimmte Frist unbenützt verstreicht, der Einfuhrzoll, und zwar ohne weitere Einleitung eines Strafverfahrens, zu entrichten ist.

Zu 3 bleiben die bestehenden Bestimmungen aufrecht.

Zu 4. Die Bestimmungen über die Zollbehandlung jener Muster, denen die Zollfreiheit nicht zugewendet werden kann, bleiben aufrecht.

Zu 5. In den sub 5 *b* erwähnten Falle sind ohne Rücksicht darauf, ob diese Behältnisse zum Transporte oder zur Aufbewahrung dienen, die Behältnisse und die Waare gesondert nach den entfallenden Tarifsätzen, oder, wenn eine Sonderung unthunlich ist, das Ganze nach dem höheren Tarifsatze abzufertigen.

Gebrauchte und signirte Säcke (d. i. solche, welche deut- 1878
liche Spuren des Gebrauches an sich tragen und von der Partei mit farbigen Namens- oder Fabrikszeichen versehen sind, sollen ohne weitere Nachweisung über den Austritt zollfrei behandelt werden.

Zu 6. Die bezeichneten Waarenmengen sind nur dann zollfrei, wenn die nach dem Gewichte von weniger als 25 Gramm oder nach dem Gesammtgebühren-Betrage von weniger als 2 Kreuzern berechnende Maximalsumme für sich allein als Ganzes in der Zollbehandlung vorkommt. Diese Zollfreiheit hat dort, wo Waaren mehrerer Tarifposten gleichzeitig zur Zollbehandlung gelangen, bei jeder einzelnen Tarifspost in Anwendung zu kommen.

Ist die erwähnte Maximalsumme überschritten, so tritt die Zollpflichtigkeit für die ganze vorhandene Waarenmenge ein.

§. 18.

Zollämter.

Die Aemter, bei denen die Zollamtshandlungen (d. h. die Ein-, Aus- und Durchfuhr-Behandlung und die Anweisungen) zu geschehen haben, sind nach dem Umfange ihrer Befugnisse entweder Hauptzollämter oder Nebenzollämter, und jede dieser zwei Kategorien zerfällt wieder in Aemter erster und zweiter Classe; Nebenzollämter werden nur unmittelbar an der Zolllinie, Hauptzollämter sowohl an der Zolllinie als im Innern des Zollgebietes aufgestellt.

§. 19.

Befugnisse der Zollämter.

Der Anhang enthält ein Verzeichniss über die Befugnisse der Zollämter und ein weiteres Verzeichniss über die im Zollgebiete bestehenden Zollämter mit Angabe der Kategorie, unter welche sie gehören.

Die Befugnisse der niedriger gestellten Aemter stehen auch den höhergestellten zu.

Zur Erleichterung des Verkehrs finden folgende bedingungsweise Erweiterungen der Verzollungsbefugnisse der niedriger gestellten Aemter statt:

a) Gegenstände, deren Behandlung höher gestellten Aemtern vorbehalten ist, können von Hauptzollämtern II. Classe, wenn der entfallende Zollbetrag für die auf Einmal eingehenden Waaren 150 fl. und von Nebenzollämtern I. Classe, wenn der entfallende Zollbetrag für die auf Einmal ein-

1878 gehenden Waaren 75 fl. nicht übersteigt, ohne Rücksicht auf die Menge der Waaren und auf den Rang des Amtes, welchem die Behandlung derselben vorbehalten ist, in Verzollung genommen werden.

b) Nebenzollämter II. Classe können Gegenstände, deren Behandlung höher gestellten Aemtern vorbehalten ist, im Eingange abfertigen, wenn dieselben mit weniger als 12 fl. per 100 Kilogramm belegt sind und der entfallende Zollbetrag für die auf Einmal eingehenden Waaren 15 fl. nicht übersteigt; höher belegte Waaren dürfen von Nebenzollämtern II. Classe nur in Mengen von höchstens 5 Kilogramm verzollt werden.

Bei dem Schlacht- und Zugvieh kann dort, wo die Einfuhrverzollung Nebenzollämtern I. Classe vorbehalten ist, das Fünffache der Verzollungseinheit auch von Nebenzollämtern II. Classe in Verzollung genommen werden.

Die unter *a*) und *b*) erwähnten Erweiterungen der Verzollungsbefugnisse finden jedoch nur insoferne Anwendung, als nicht bei einzelnen Tarifpositionen, in dem Verzeichnisse über die Befugnisse der Zollämter oder durch specielle Verordnungen eine Beschränkung ausgesprochen wird.

§. 20.

Fortsetzung.

In der Ausfuhr zollpflichtige Waaren können von Nebenzollämtern I. Classe in unbeschränkter Menge, von Nebenzollämtern II. Classe bis zu einer Menge, für welche der entfallende Zollbetrag 16 fl. nicht übersteigt, verzollt werden.

In der Ausfuhr zollfreie Waaren, deren Austritt nicht erwiesen werden muss, können von allen Zollämtern, mithin auch von Nebenzollämtern II. Classe abgefertigt werden, ausgenommen sind Pappendeckel und Holzfasermassen (Tarifpost 43a 2), dann Halbzeug (Tarifpost 68c 2), welche von Nebenzollämtern II. Classe nur bis zu einer Menge von 50 Kilogramm in der Ausfuhr behandelt werden dürfen.

§. 21.

Schluss.

Zur Anweisung der Waare gegen Sicherstellung des Zolles an ein anderes Amt zur weiteren Amtshandlung, sind Hauptzollämter, sowie Nebenzollämter I. Classe ermächtigt.

Nebenzollämtern II. Classe ist blos gestattet, Waaren, deren Eingangsverzollung in ihrem Befugnisse begriffen ist,

sowie Gegenstände, welche Reisende in einer ihren Verhält- 1878
nissen angemessenen Menge zu ihrem Gebrauche und nicht zum Handel mit sich führen, nach Zulass des §. 125 der Zoll- und Staatsmonopol-Ordnung anzuweisen.

Wenn bei Grenzzollämtern an Eisenbahnen die von der Partei beantragte Eingangsabfertigung von Waaren, welche eine zeitraubende oder schwierige Untersuchung erfordern, ohne Störung des Verkehres oder des regelmässigen Zolldienstes nicht wohl thunlich ist, so sind solche Waaren, soferne deren Bestimmungsort auch der Sitz eines Innerland-Zollamtes ist, an dieses zur weiteren Amtshandlung anzuweisen. Hievon wird insbesondere bei Mineralölen, Baumwoll- und Wollengarnen, Baumwolle- und Wollenwaaren, Glas- und Thonwaaren, Maschinen, chemischen Hilfsstoffen und chemischen Producten Gebrauch zu machen sein.

Hauptzollämter und Nebenzollämter I. Classe sind ferner berechtigt zur Bestätigung des Austrittes von Durchfuhr- oder solchen Ausfuhrwaaren, deren Austritt erwiesen werden muss. Nur hinsichtlich solcher Durchfuhrwaaren, von denen der Einfuhrzoll (ohne Licenzgebühr u. dgl) mehr als 30 fl. für 100 Kilogramm beträgt, dann hinsichtlich jener Ausfuhrwaaren, an deren bewiesenen Austritt eine Steuerrestitution geknüpft ist, mit Ausnahme von Zucker, darf die Austrittsbestätigung bloss von Hauptzollämtern oder solchen Nebenzollämtern erster Classe ertheilt werden, denen die Befugniss hiezu vom Finanzministerium im Einverständnisse mit dem Handelsministerium verliehen ist. Diejenigen Nebenzollämter I. Classe, welche für solche Waaren zur Bestätigung des Austrittes ausnahmsweise ermächtigt sind, werden im Aemterverzeichnisse ersichtlich gemacht.

Auch andere Nebenzollämter I. Classe sind für solche Waaren, wenn sie mit der Post versendet oder von Reisenden mitgeführt werden, soferne deren Menge die Einheit des Verzollungs-Masstabes nicht überschreitet, zur Austrittsbestätigung ermächtigt, wenn sie nicht an Grenzstrecken aufgestellt sind, an welchen in Folge bestehender Staatsverträge eine wechselseitige Ueberweisung der Durchfuhrwaaren zwischen bestimmten beiderseitigen Zollämtern stattzufinden hat. Zur Austrittsbehandlung von Zucker gegen Steuerrestitution sind nur jene Zollämter befugt, welche nach den Bestimmungen in der Vollzugsverordnung zum neuen Zuckersteuergesetze (R. G. Bl. Nr. 83, §. 3, Z. II) hiezu ausdrücklich ermächtigt sind. Dieselben sind im Aemterverzeichnisse besonders ersichtlich gemacht.

1878 Die einzelnen Zollämtern durch besondere Verfügungen ertheilten, nicht ohnehin auf einen bestimmten Zeitraum beschränkten ausnahmsweisen Befugnisse werden im Verordnungswege geregelt werden.

Bis dahin bleiben die Verfügungen aufrecht.

Die wirkliche Theilung der Menge einer Waarensendung behufs der Umgehung des Verzollungsbefugnisses ist strenge untersagt, und die Zollämter sind verpflichtet, derartige Umgehungen hintanzuhalten.

§. 22.

Befugnisse der Behörden und Aemter in Betreff der Zollbefreiungen.

Zu den unter den Zahlen 3 bis 6, dann 10 des Artikels VII, ferner 3 bis 6 des Artikels VIII und 1 und 2 des Artikels X aufgezählten Zollbefreiungen ist beim Vorhandensein der gesetzlichen Bedingungen eine besondere Bewilligung nicht erforderlich.

Insoweit die Stellung der betreffenden Gegenstände zu einem Amte vorgeschrieben ist, sind alle Aemter zur Anwendung jener Befreiungen ermächtigt, denen die unbedingte Befugniss zur Eingangsbehandlung der betreffenden Gegenstände nach dem Tarife ertheilt ist.

Zu den Begünstigungen, Zahl 7 bis 9, dann 12 und 13 des Artikels VII ist die Bewilligung der den Bezirk leitenden Finanzbehörde (Grenz- oder Finanzinspector) erforderlich.

Die zollfreie Behandlung der Zahl 1, 2 des Artikels VII erwähnten Gegenstände ist den Hauptzollämtern Wien und Budapest und jene der Zahl 2 ausschliesslich dem Hauptzollamte Wien vorbehalten, welche diesfalls mit besonderen Weisungen von dem Finanzministerum versehen sind.

Die Finanzlandesbehörden sind ermächtigt, in einzelnen Fällen, in welchen berücksichtigungswürdige Gründe geltend gemacht und nachgewiesen werden und keine Bedenken obwalten, bei Gelegenheit der nach §. 23 zu ertheilenden Bewilligung zur zollfreien Behandlung der im Artikel VII unter den Zahlen 7 und 9 erwähnten Gegenstände ausnahmsweise auch ein Zollamt, welches mit der unbedingten Ermächtigung zur Eingangsverzollung gleichartiger Waaren nicht versehen ist, zur zollfreien Abfertigung solcher Gegenstände zu bestimmen.

Zur Bewilligung der gänzlichen oder theilweisen Nachsicht der Einfuhrgebühren für die unter Artikel XI, 1 bis 3 bezeichneten Gegenstände sind, wenn es sich um Gegenstände handelt, deren Einfuhr allgemein gestattet ist, und wenn der

Betrag der dafür entfallenden Gebühren Einhundert Gulden 1878
nicht überschreitet, die Finanz-Landesbehörden, in anderen Fällen das Finanzministerium ermächtigt.

Bei Effecten und Wägen der Reisenden (Zahl 1 und 2 des Artikels VII) ist zu unterscheiden, ob sie der Reisende selbst mit sich führt, oder ob sie ihm vorausgeschickt oder nachgesendet werden. Im ersteren Falle ist jedes Zollamt, bei welchem der Reisende vorkommt, beim Vorhandensein der gesetzlichen Bedingungen zur zollfreien Behandlung ermächtigt; im letzteren Falle ist diese Befugniss nur den den Bezirk leitenden Finanz-Behörden (Grenz- oder Finanzinspectoren) und den Hauptzollämtern erster Classe gestattet. Die ausgedehntere Zollfreiheit im Falle eines mehr als Einjährigen Aufenthaltes des Reisenden u. s. w., Zahl 1, Absatz 2 und 3 kann nur von einer Finanz-Landesbehörde ertheilt werden.

Die Zuerkennung der Begünstigung des Artikels VII, Zahl 11, ist den Finanz-Landesbehörden und jener zu Artikel VIII, Zahl 7, dem Finanzministerium vorbehalten.

Die im Artikel VIII, Zahl 6, vorgedachte zeitweilige Entziehung der Zollfreiheit liegt in dem Wirkungskreise der Finanz-Landesbehörden.

Die laut Artikel IX, Schlussabsatz erforderliche besondere Bewilligung für unverkauft zurückgelangte Waaren, kann bei Vorhandensein der dafür besonders vorgezeichneten Bedingungen und bis zu einem Zollbelaufe von 500 fl. von den Finanz-Landesbehörden, in allen anderen Fällen nur von dem Finanzministerium ertheilt werden.

§. 23.

Wenn Grenzbewohner oder Reisende die zu ihrem eigenen Gebrauche und nicht zum Handel bestimmten kleinen Mengen von Webewaaren, Garnen und von nicht etwa nach Artikel VIII, Punkt 1, des Gesetzes zollfreien Kleidungen, bei welchen die zollämtliche Erhebung, im Sinne der Ministerialverordnung vom 22. November 1878, Z. 30942, V. Bl. des Finanzministeriums Nr. 39, durch ämtliche Instrumente zu erfolgen hat, mit sich führen, so hat auch in diesem Falle die Anweisung an ein befugtes Amt einzutreten, daferne die Partei nicht vorzieht, die Waare nach dem höchsten in Frage kommenden Zollsatze zu verzollen.

1878

Verzeichniss

über die Verzollungsbefugnisse der Zollämter.

Abtheilung	Post	Waare	Die Verzollung kann stattfinden				Beschränkung der Befugnisse
			H. Z.		N. Z.		
			I.	II.	I.	II.	
1		Cacao	.	.	1	.	
2	a) b)	Kaffee	.	.	1	.	
3	a) b) c)	Gewürze	.	.	1	.	
4	a) b) c) d)	Südfrüchte	.	.	1	.	ad 4 b). Die Abfertigung nach der Anmerkung ist H. Z. und besonders ermächtigten N. Z I. Classe vorbehalten.
5		Thee	.	.	1	.	
6	a)	Rohzucker unter Nr. 19	.	1	.	.	ad 6 a). Rohzucker unter Nr. 19 N. Z. nur nach Massgabe der besonderen Ermächtigung.
		Zuckerlösungen, Stärkezucker etc.	.	.	1	.	
	b)	Rohzucker von und über Nr. 19 raffinirter Zucker	.	.	1	.	
	c)	Syrup etc.	.	.	1	.	
7	a) b)	Tabak	.	1	.	.	
8	a)	Weizen etc.	.	.	.	1	
	b)	Reis	.	.	1	.	
	c)	Mehl etc.	.	.	.	1	
9	a) b)	Gartengewächse, frische	.	.	.	1	
	c)	1. Gartengewächse, zubereitet 2. Obst, zubereitet 3. Pflanzentheile, zubereitet	.	.	1	.	ad 9 c). 2. Getrocknetes, mit Farben bestrichenes Obst nur bei H. Z. gegen Bewilligung.
		Hopfen	.	.	1	.	
10	a) b) c) d)	Fische	.	.	1	.	
11	a) b) c) d)	Ochsen Kühe Jungvieh Kälber	.	.	1	.	
	e) f)	Schafe Lämmer	.	.	.	1	

1878

Abtheilung	Post	Waare	Die Verzollung kann stattfinden H. Z. I.	H. Z. II.	N. Z. I.	N. Z. II.	Beschränkung der Befugnisse
	g)	Schweine					
	h)	Spanferkel	.	.	1	.	
	i)	Pferde					
	k)	Maulthiere					
12	a)	Wildpret					
	b)	Bienenstöcke	.	.	.	1	
	c)	Thiere n. b. b.					
13		Felle	.	.	.	1	
14		Haare	.	.	.	1	
15	a)	Fleisch					
	b)	Fleischwürste	.	.	1	.	
	c)	Wachs					
	d)	Käse					
	e)	Eier	.	.	.	1	
	f)	Honig etc. etc.	.	.	.	1	
16	a)	Butter					ad 16 e). N. Z. II. Classe beschränkt auf 50 Kilogramm.
	b)	Stearin	.	.	1	.	
	c)	Talge					
	d)	Fischthran					
17	a)	Oele, Fette					ad 17 c). N. Z. II. Classe beschränkt auf 50 Kilogramm.
	b)	Olivenöl	.	.	1	.	
	c)	Palmöl					
	d)	Rüböl					
18	a)	Bier	.	.	1	.	
	b)						
19	a)	Essig	.	.	1	.	
	b)						
20	a)	Alkohol	.	.	1	.	
	b)	Liqueure					
21	a)	Wein	.	.	1	.	
	b)						
22	a)	Brod	.	.	.	1	
	b)	1. Sago					
		2. Oblaten	.	.	1	.	
	c)	Teigwerk					
	d)	Nahrungsmittel					
	e)	1. Senf					
		2. Aale	.	1	.	.	
		3. Kappern					
	f)	Esswaare, feine	.	1	.	.	
23	a)	Brennholz					
	b)	Werkholz	.	.	.	1	
	c)	Holzkohlen					
24		Drechsler- und Schnitzstoffe	.	.	.	1	
25		Mineralien	.	.	.	1	

1878

Abtheilung	Post	Waaren	Die Verzollung kann stattfinden H. Z. I.	H. Z. II.	N. Z. I.	N. Z. II.	Beschränkung der Befugnisse
26	a)	1. Ambra 2. Abelmoschkörner	.	.	1	.	
	b)	Oele, ätherische					
27	a)	1. Farbhölzer 2. Rinden ..	.	.	1	.	ad 27 a) und b). N. Z. II. Classe beschränkt auf 100 Kilogramm.
	b)	Farbhölzer, verkleinert					
	c)	1. Krapp-Extracte 2. Kastanien,Holz-Extracte	.	1	.	.	ad 27 c) und d). N. Z. beschränkt auf 50 Kilogramm.
	d)	Orseille					
28	a)	1. Harz 2. Copalharz ..... 3. Terpentinöl	.	.	.	1	ad 28 a). Z. 1 und 3. Theer aller Art, Pech und Harzöl, Kiefernadelöl und Kiefernadelextract sind H. Z. II. Classe vorbehalten.
	b)	Gummen					
	c)	Limoniensaft	.	.	1	.	
	d)	Mineralöle:					
		1. roh:					
		aa) schwere bb) leichte	.	1	.	.	ad 28 d), 1 aa) und bb) und 3 aa) dann Anmerkung N. Z. nur nach Maasgabe der besonderen Ermächtigung.
		2. roh	.	.	1	.	
		3. raffinirt:					
		aa) schwere.....	.	1	.	.	
		bb) leichte	.	.	1	.	
		Anmerkung	.	1	.	.	
29	a)	Baumwolle, roh	.	.	.	1	
	b)	Baumwollwatta.....	.	.	1	.	
30	a) b)	Baumwollgarne	.	1	.	.	ad 30 a) und b). N. Z. nur nach Massgabe der besonderen Ermächtigung.
	c) d)	Baumwollgarne.....	.	.	1	.	
	e)	Dochte	.	.	1	.	
31		Flachs.....	.	.	.	1	
32	a)	1. Jutegarne, roh 2. Flachsgarne, roh Anmerkung Handgespinnste ..	.	.	1	.	ad 32 a). Anmerkung N. Z. II. Classe beschränkt auf 100 Kilogramm.
	b) c)	Leinengarne	.	.	1	.	
33		Wolle	.	.	.	1	
34	a) b)	Wollengarne.....	.	1	.	.	ad 34 a) und b. Nebenzollämter nur nach Massgabe der besonderen Ermächtigung.
	c)	do.	.	..	1	..	

1878

Abtheilung	Post	Waaren	Die Verzollung kann stattfinden H. Z. I.	H. Z. II.	N. Z. I.	N. Z. II.	Beschränkung der Befugnisse
35	a)	Seidengaletten	.	.	.	1	
	b)	Seide, abgehaspelt	.	.	1	.	ad 35 b). N. Z. II. Classe beschränkt auf 100 Kilogramm.
	c)	Seide.....	.	.	1	.	
36	a)						ad 36 a) und b). N. Z. nur nach Massgabe der besonderen Ermächtigung.
	b)						
	c)	Baumwollwaaren	1	.	.	.	Allgemeine Anmerkung. Mit einem arsenhältigen Grün gefärbte Gewebe (undichte Gewebe) nur bei H. Z. gegen Bewilligung.
	d)						
	e)						
37	a)	Graue Packleinwand	.	.	1	.	
	b)	Leinenwaare, gemeine....	.	1	.	.	
	c)	Leinenwaare, feine	1	.	.	.	
	d)	Battiste	1	.	.	.	
	e)	Spitzen					
	f)	Jutegewebe:					
		1. Sack- und Packstoffe	.	.	1	.	
		2. Fuss- und Wagendecken	.	1	.	.	
		Anmerkung 2.....	.	1	.	.	
		3. Möbel- und Bekleidungsstoffe	1	.	.	.	
	g)	Seilerwaaren.....	.	.	1	.	
	h)	Posamentierwaaren.....	1	.	.	.	
38	a)	Kotzen	.	1	.	.	
	b)	Fussteppiche					
	c)	Wollene Webewaaren	1	.	.	.	ad 38 c), Z. 1 und 2. Anmerkung zu 38 c). N. Z. nur nach Maasgabe der besonderen Ermächtigung.
	d)	Sammte	1	.	.	.	
	e)	undichte					
	f)	Spitzen					
39	a)	Seidenwaaren.....	1	.	.	.	ad 39 Anmerkung 1. N. Z. ausgeschlossen.
	b)						
40	a)	Künstliche Blumen	1	.	.	.	ad 40 a) und b). Mit einem arsenhältigen Grün gefärbte künstliche Blumen und Blumenbestandtheile nur bei H. Z. gegen Bewilligung.
	b)	Blumenbestandtheile					
	c)	Hüte					
	d)	Kleidungen					
41	a)	Bürstenbinderwaaren, gemeine	.	.	1	.	
	b)	Bürstenbinderwaaren, feine	.	1	.	.	ad 40 a) in d). N. Z. nur nach Massgabe der besonderen Ermächtigung.

1878

Abtheilung	Post	Waaren	Die Verzollung kann stattfinden H. Z. I.	H. Z. II.	N. Z. I.	N. Z. II.	Beschrä[illegible] der Befugn[illegible]
42	a)	1. Fussdecken 2. Bürsten aus Binsen	.	.	1	.	
	b)	Gespaltenes Stuhlrohr	.	.	1	.	
	c)	1. Hüte 2. Strohbänder	.	1	.	.	
	d)	1. Fussdecken 2. grobe Waaren 3. Stuhlrohr, gebeitzt	.	.	1	.	
	e)	Geflechte	.	1	.	.	
	f)	Sparterie	1	.	.	.	
	g)	1. Hüte, ohne 2. do. mit Garnitur	.	1	.	.	
43	a)	Schrenzpapier	.	.	.	1	
	b) c)	Papier	.	.	1	.	
	d) e)	Goldpapier Papierwaaren	.	1	.	.	
	f)	Spielkarten	1	.	.	.	
44	a)	Kautschuk, roh	.	.	.	1	
	b)	Kautschuk, aufgelöst	.	.	1	.	
	c)	Kautschuk, Hornmasse	.	.	1	.	
	d) e)	Kautschukwaaren, gemeine Kautschukwaaren, feine	.	1	.	.	
	f)	Gewebe mit Kautschuk überzogen	.	1	.	.	
	g)	Elastische Gewebe	1	.	.	.	
	h)	Kleidungen	1	.	.	.	
45	a)	1. Wachstuch, grobes 2. Wagendecken	.	.	1	.	
	b)	1. Wachstuch, feines 2. Wagendecken	.	1	.	.	
	c)	Wachsmousselin	.	1	.	.	
46	a) b)	Leder, gemeines Leder, feines	.	.	1	.	
	c) d)	Lederwaaren, gemeine Lederwaaren, feine	.	1	.	.	
	e)	Handschuhe	.	1	.	.	
47	a)	Pelzwerk	.	.	1	.	
	b)	Kürschnerwaaren, rohe	.	1	.	.	
	c)	Kürschnerwaaren, fertige	1	.	.	.	
48	a)	Holzwaaren, gemeinste	.	.	.	1	Allgemeine kung. M Farbe bema spielwaaren Z. gegen Be
	b) c)	Holzwaaren, gemeine Holzwaaren, feine	.	.	1	.	

1878.

	Post	Waare	Die Verzollung kann stattfinden H. Z. I.	H. Z. II.	N. Z. I.	N. Z. II.	Beschränkung der Befugnisse
8	d)	Holzwaaren, feinste	.	1	.	.	
	e)	gepolsterte Möbel					
9	a)	Hohlglas	.	.	1	.	
	b)						
	c)	Glas	.	1	.	.	
	d)						
	e)						
0	a)	Steinmetzarbeiten	.	.	.	1	
	b)	1. Steinwaaren, gemeine	.	.	1	.	
		2. Steinwaaren, feine	.	1	.		
	c)	Steine, echte	.	1	.	.	
1	a)	1. Dachziegel	.	.	.	1	
		2. Thonwaaren, aus gem. Thonerde					
	b)						
	c)	Thonwaaren	.	.	1	.	
	d)						
	e)	Thonwaaren	.	1	.	.	ad 51 d). Grünlich goldschillerndes Ess- und Spielereigeschirr nur bei H. Z. geg. Bewilligung.
	f)						
2	a)						
	b)						
	c)	Eisen	.	.	1	.	
	d)						
	e)						
	f)						
53	a)						
	b)						
	c)	Eisenwaaren	.	1	.	.	
	d)						
	e)						
	f)						
54	a)	Blei, rohes	.	.	1	.	
	b)	Blei, gegossenes					
	c)	Kupfer, roh	.	.	.	1	
	d)	Zink in Stangen	.	.	1	.	
	e)	Zink in Drähten					
	f)	Zinn, gezogen					
	g)	Kupfer in Gussstücken					
55	a)	Zinnwaaren, grobe	.	1	.	.	
	b)	Metallwaaren, gemeine					
	c)	Metallwaaren, feine	.	1	.	.	
	d)	Schreibfedern					
56	a)	Gold	.	.	.	1	
	b)	Münzen					
57	a)	Lastwagen	.	.	1	.	
	b)	Personenwagen ohne Polst.					

1878

Abtheilung	Post	Waaren	Die Verzollung kann stattfinden H. Z. I.	H. Z. II.	N. Z. I.	N. Z. II.	Beschränkung der Befugnisse
57	c)	Personenwagen mit Polst.	.	1	.	.	
	d)	Eisenbahnfahrzeuge					
58	a)	Schiffe, hölzerne	.	1	.	.	
	b)	Schiffe, eiserne					
59	a)	Instrumente, astronomische	.	1	.	.	ad 59 a). N. Z. I. Classe beschränkt auf 100 Kilogramm N. Z. II. Classe ausgeschlossen.
	b)	Instrumente, musikalische					
60	a) b) c) d)	Maschinen.....	.	1	.	.	
61	a) b)	Kurze Waaren	1	.	.	.	
	c)	Kurze Waaren, gemeine ..	.	1	.	.	
62		Kochsalz	.	1	.	.	
63	a) in g)	Chemische Hilfsstoffe.....	.	1	.	.	ad 63 a) in g). N. Z. I. und II. Classe beschränkt auf 50 Kilogramm.
64	a)	Stärkegummi	.	.	1	.	
	b)	Leim					
	c)	Stärke					ad 64 c) 1. N. Z. II. Classe beschränkt auf 50 Kilogramm.
	d)	Arzneiwaaren	.	1	.	.	ad 64 d). Weisse Schminke nur bei H. Z. gegen Bewilligung.
	e)	Phosphor, Theerfarbstoff, chemische Producte	.	1	.	.	ad 64 e). N. Z. I. und II. Classe beschränkt auf 50 Kilogramm.
65	a) in e)	Kerzen, Seife etc.	.	.	1	.	
66	a)	Zündwaaren, gemeine	.	.	.	1	
	b) in e)	Feuerwerkskörper etc.....	.	.	1	.	
67	a)	Bücher und Bilder	.	.	1	.	ad 67 a). N. Z. II. Classe beschränkt auf 50 Kilogramm.
	b)	Gemälde	.	1	.	.	ad 67 b) N. Z. I. Classe beschränkt auf 100 Kilogramm und N. Z. II. Classe beschränkt auf 50 Kilogramm.
68	a)	Dungsalze	.	.	1	.	
	b)	Dünger	.	.	.	1	ad 68 b). Künstliche Düngungsmittel N. Z. II. Classe ausgeschlossen.
	c)	Lumpen	.	.	1	.	ad 68 c). N. Z. II. Classe beschränkt auf 50 Kilogramm.

1143. 1878

31 décembre 1878.

Ordonnance des ministères Imp. R. du commerce et des finances concernant le règlement provisoire des rapports conventionnels avec l'Italie pour le temps du 1er jusque et y compris le 31 janvier 1879.

(R. G. Bl. 1879, Nr. 2.)

Verordnung der Ministerien des Handels und der Finanzen vom 31. December 1878, betreffend die provisorische Regelung des Vertragsverhältnisses mit Italien für die Zeit vom 1. bis einschliesslich 31. Jänner 1879.

Auf Grund des Gesetzes vom 29. December 1878 (R. G. Bl. Nr. 146), womit die k. k. Regierung ermächtigt wurde, im Falle des Zustandekommens eines neuen Handels-, Zoll- und Schifffahrtsvertrages mit Italien vor Ablauf des Jahres 1878 zum Zwecke der Regelung der wechselseitigen Verkehrs-Beziehungen für die Zeit vom 1. Jänner 1879 bis zur Ratification des neuen Vertrages, jedoch längstens für die Zeit bis 31. Jänner 1879 auf dem Verordnungswege die geeigneten und unumgänglich nothwendigen, mittlerweiligen Vorkehrungen zu treffen, wird im Hinblicke darauf, dass die Unterzeichnung eines neuen Handels-, Zoll- und Schifffahrtsvertrages mit Italien am 27. December 1878 thatsächlich erfolgte, die diesfällig mit der königlich italienischen Regierung durch Austausch von Declarationen getroffene Vereinbarung kundgemacht, wie folgt:

Declaration.*

In der Absicht, die Handels- und Schifffahrtsbeziehungen Oesterreich-Ungarns und Italiens für die Zeit zwischen dem Ablaufe des Vertrages vom 23. April 1867 und der Auswechslung der Ratificationen des neuen, am 27. d. M. in Wien unterzeichneten Vertrages zu regeln, sind die Unterzeichneten, nachdem sie hierzu gehörig bevollmächtigt wurden, übereingekommen, wie folgt:

Der zwischen Oesterreich-Ungarn und Italien am 23. April 1867 abgeschlossene Handels- und Schifffahrtsvertrag bleibt provisorisch bis zum Austausche der Ratification des am 27. d. M. abgeschlossenen Vertrages, beziehungsweise bis 31. Januar 1879 in Kraft, jedoch mit dem Vorbehalte, dass Italien seinerseits zustimmt, dass Oesterreich-Ungarn sofort auf die italienische Einfuhr den dem Vertrage vom 27. d. M. angeschlossenen Tarif *B*, anstatt des Tarifes *B* des Vertrages

1878 vom 23. April 1867 und anstatt der zwischen Oesterreich-Ungarn und Deutschland, dann Frankreich abgeschlossenen und im Artikel VIII desselben Vertrages berufenen Conventionaltarife anwendet.

Urkund dessen haben die Unterzeichneten die gegenwärtige Declaration unterfertigt und ihre Privatsiegel beigedruckt.

Geschehen in doppelter Ausfertigung zu Wien am 31. December 1878.

In Abwesenheit des Ministers des Aeussern:

(L. S.) *Schwegel* m. p. (L. S.) *C. Robilant* m. p.

Auf Grund dieser Vereinbarung und des Gesetzes vom 29. December 1878 (R. G. Bl. Nr. 146) wird Folgendes verordnet:

In dem allgemeinen österr.-ung. Zollgebiete bleibt der mit Italien geschlossene Handels- und Schifffahrtsvertrag vom 23. April 1867 (R. G. Bl. Nr. 108) mit der Modification in Kraft, dass an die Stelle der Bestimmungen des Tarifes *B*, betreffend die Einfuhr aus Italien nach Oesterreich-Ungarn, sowie an Stelle der im Art. VIII enthaltenen Bestimmungen, betreffend die Behandlung italienischer Provenienzen nach den, in den Verträgen mit dem deutschen Zollvereine vom 11. April 1865 und mit Frankreich vom 11. December 1866 enthaltenen Conventionaltarifen die in dem Tarife *B* des neuen mit Italien am 27. December 1878 abgeschlossenen Handels-, Zoll- und Schifffahrts-Vertrages stipulirten Zollsätze treten.

Diese Zölle haben sofort vom 1. Jänner 1879 an sowohl auf die Provenienzen aus Italien, als auch auf jene aus anderen meistbegünstigten Staaten allgemein in Anwendung zu kommen und weichen in Folgenden von den Bestimmungen des allgemeinen Zolltarifes ab:

Provisorischer Tarif.

Tarif-Post	Gegenstand	Einheit	Zollsatz in Gold fl.	kr.
4. b. 1.	Feigen getrocknete	100 Klgr.	5	—
c.	Citronen, Limonien, Pomeranzen	»	4	—
d.	Datteln, Pistazien	»	12	—
e.	Mandeln, trockene	»	10	—
f.	Mandeln, unreife	»	2	—
8. b. 1.	Reis, enthülst	»	1	—

1878

Tarif-Post	Gegenstand	Einheit	Zollsatz in Gold fl.	kr.
10. a.	Fische, frische, Fluss- und Bachkrebse, Schnecken, frische	—	frei	
c.	Fische, nicht besonders benannte, gesalzen, geräuchert, getrocknet	100 Klgr.	3	—
11. K.	Maulthiere, Maulesel und Esel	—	frei	
15. b.	Fleischwürste (auch Blut-, Leber- und Speckwürste)	100 Klgr.	16	—
d.	Käse	»	4	40
16. a. 1.	Butter, frische, gesalzene, eingeschmolzene	»	4	—
17. b.	Olivenöl in Fässern, Schläuchen und Blasen	»	2	40
22. c.	Teigwerk (d. i. Nudeln und gleichartige nicht gebackene Erzeugnisse von Mehl)	»	1	—
26. a. 3.	Süssholzsaft	»	4	—
28. c.	Limonien- (Citronen-) Saft	—	frei	
37. g. 1. Anmerkung	Seile, Taue, Stricke, auch gebleicht, getheert, jedoch ungefärbt	100 Klgr.	1	50
39. a. 2.	Glatte Ganz-Seidenwaaren	»	200	—
42. g. 1.	Hüte, nicht besonders benannte, ungarnirt	1 Stück	—	10
2.	Hüte, garnirt aus Stroh, Rohr, Bast, Binsen, Fischbein, Palmblättern oder Holzspan	»	—	20
61. d. 1.	Regen- und Sonnenschirme aus Seide	»	—	48
2.	Regen- und Sonnenschirme aus anderen Stoffen	»	—	24
65. a. 2.	Wachszündkerzchen und Stearinzündkerzchen	100 Klgr.	3	—

Selbstverständlich bleiben daher sämmtliche, im Schluss-Protokolle zum gedachten Handelsvertrage vom Jahre 1867 vereinbarten Verkehrserleichterungen, insbesondere auch die Zollbegünstigung für sicilianische, neapolitanische und gemeine piemontesische Weine aufrecht.

Diese Verordnung tritt am 1. Jänner 1879 in Wirksamkeit.

Auersperg m. p. *Chlumecky* m. p. *Pretis* m. p.

---

* *Déclaration.*

En vue d'aviser au règlement des rapports commerciaux et maritimes entre l'Italie et l'Autriche-Hongrie pour la période qui devra s'écouler entre l'échéance du traité du 23 avril 1867 et l'échange des ratifications du nouveau traité signé à Vienne, le 27 de ce mois, les soussignés, à ce dûment autorisés sont convenus de ce qui suit:

Le traité de commerce et de navigation conclu entre l'Italie et l'Autriche-Hongrie le 23 avril 1867 reste provisoirement en vigueur jusqu'à l'échange des ratifications du traité signé à Vienne, le 27 de ce mois, à savoir jusqu'au

1878 31 janvier 1879, avec la réserve cependant que l'Italie consent de son côté à ce que l'Autriche-Hongrie applique immédiatement aux importations italiennes le tarif *B* annexé au traité du 27 courant, en lieu et place soit du tarif *B* 1867, soit des tarifs conventionnels austro-allemand et austro-français visés par l'article 8 de ce même traité.

En foi de quoi les soussignés ont signé la présente déclaration et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait, en double expédition, à Vienne, le 31 décembre 1878.

Pour le Ministre des affaires étrangères absent,

Schwegel. C. *Robilant.*

1144.

31 décembre 1878.

Ordonnance des ministères Imp. R. des finances et du commerce concernant la mise à exécution du traité de commerce conclu le 16 décembre 1878 entre l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne.

(F. V. Bl. 1879, Nr. 3)

Verordnung der Ministerien der Finanzen und des Handels über die Vollziehung des Handelsvertrages zwischen Oesterreich-Ungarn und dem Deutschen Reiche vom 16. December 1878. Z. 34607.

In Durchführung des Handelsvertrages zwischen Oesterreich-Ungarn und dem Deutschen Reiche vom 16. December 1878 (R. G. Bl. Nr. 1 vom Jahre 1879, V. Bl. Nr. 2 vom Jahre 1879) werden nachstehend die Bestimmungen über den Veredlungsverkehr und bezüglich des Leinenverkehrs verlautbart und wird Folgendes im Einvernehmen mit den königl. ungarischen Ministerien der Finanzen und des Handels verordnet:

1. Die in der Beilage I enthaltenen Bestimmungen über den Veredlungsverkehr haben lediglich im Veredlungsverkehre mit dem Deutschen Reiche in Anwendung zu kommen.

Waaren, die nach dem 1. Jänner 1879 in den Veredlungsverkehr gesetzt werden, sind im Ausgange rücksichtlich der Nachweisung des einheimischen Ursprunges und der Identität nach diesen Bestimmungen zu behandeln.

Waaren, welche vom 1. Jänner bis 30. Juni 1879 veredelt eingebracht werden, sind insoferne nach den früheren Bestimmungen zu behandeln, als deren Ausfuhr vor dem 1. Jänner 1879 stattgefunden hat.

In allen anderen Fällen aber haben die in der Beilage I enthaltenen Bestimmungen in Anwendung zu kommen, welche übrigens vom 1. Juli 1879 ausnahmslos in Kraft treten.

2. Zur Ertheilung der besonderen Erlaubnissscheine zum 1878
Veredlungsverkehre, sowie zu allen jenen Amtshandlungen, welche in Angelegenheiten des Veredlungsverkehres der zuständigen Zollbehörde vorbehalten sind (§§. 2, 4, 6, 8, 9 u. s. w. der Bestimmungen über den Veredlungsverkehr) sind im Einklange mit §. 33 der Bestimmungen über den Veredlungsverkehr die Finanz-Bezirksdirectionen (Finanz- und Grenzinspectoren) und Finanzdirectionen jenes Bezirkes zuständig, in welchen die Fabrik (Gewerbsstätte) oder die Hauptniederlassung des Erlaubnisswerbers sich befindet.

Wenn die Fabrik sich nicht im Bezirke der zuständigen Behörde befindet, ist nach §. 4 der Bestimmungen über den Veredlungsverkehr das Einvernehmen mit jener Zollbehörde zu pflegen, in deren Bezirk die Fabrik gelegen ist.

3. Insoferne nach §. 16 der Bestimmungen über den Veredlungsverkehr eine tarifmässige Erklärung erforderlich ist, ist die Feinheitsgrenze der Baumwollgarne und Baumwollgewebe beim Ein- und Ausgange zu erheben.

Dagegen hat es rücksichtlich des kleinen Grenzverkehres von Handwerkern und Lohnarbeitern nach §. 38 der Bestimmungen über den Veredlungsverkehr auch weiterhin bei den bisherigen erleichterten Förmlichkeiten und Controlen zu verbleiben.

Soferne im letzteren Falle hiebei eine Sicherstellung erforderlich ist, hat dieselbe nach dem höheren in Frage kommenden Zollsatze ohne Constatirung der Feinheitsgrenze der Garne und Gewebe zu erfolgen.

4. Wegen Beischaffung des erforderlichen Appreturs-stempels (Identitätsstempels), welcher das Abfertigungsamt, den Monat der Abfertigung und die Register-Nummer in verstellbaren Lettern und Ziffern auszudrücken hat (§. 11 der Bestimmungen über den Veredlungsverkehr) ist sich an das Oeconomat der k. k. Finanz-Landesdirection in Wien zu wenden.

5. In Bezug auf den Veredlungsverkehr mit Leinengarnen, die zum Verweben und Bleichen ein-, und verwebt oder gebleicht wieder zurückgeführt werden, bleiben gemäss *lit. B* des Schlussprotokolles zu Artikel 6 des Vertrages auch weiterhin die bisherigen Bestimmungen aufrecht.

Wien, am 31. December 1878.

Chlumecky m. p. *Pretis* m. p.

1878 I. Bestimmungen über den Veredlungsverkehr.

§. 1.

Der zollfreie Wiedereintritt der zur Veredlung in das Gebiet des andern vertragschliessenden Theiles ausgeführten Waaren und Gegenstände ist im Versendungslande in der Regel von einer vor dem Ausgange der ersten Waarensendung zu erwirkenden Bewilligung abhängig. Diese Bewilligung wird mit Beachtung der von der Partei gestellten und begründeten Anträge auf bestimmte oder unbestimmte Dauer unter Vorbehalt des Widerrufs von der zuständigen Zollbehörde durch Ausstellnug eines Erlaubnisscheines ertheilt.

§. 2.

Die Bewilligung des Erlaubnisscheines darf selbstständigen Gewerbe- und Handeltreibenden nicht versagt werden, welche

a) wegen Zollumgehung weder verurtheilt sind, noch in Untersuchung stehen, und

b) die zur Veredlung auszuführenden Waaren und Gegenstände selbst zu erzeugen oder dieselben im Sinne des Punktes 1 des Schlussprotokolles zu Artikel 6 zu inländischen zu machen in der Lage sind oder aber, wofern dies nicht der Fall ist, sich über den künftigen Bezug derselben von inländischen Fabrikanten vermittelst beizubringender Erklärungen derselben ausweisen.

§. 3.

In dem Gesuche um Ertheilung eines Erlaubnisscheines ist anzugeben:

a) die Gattung der zur Veredlung auszuführenden Waaren und Gegenstände nach ihrer handelsüblichen Benennung und die jährlich oder innerhalb der beantragten Frist ungefähr auszuführende Menge derselben;

b) Ort und Firma des oder der Fabrikanten, von welchen die zu veredelnden Waaren erzeugt oder bearbeitet werden, dann deren Fabriksstempel;

c) die Fabrik, beziehungsweise die Fabriken des Veredlungslandes und die Art der Veredlung;

d) das Zollamt, beziehungsweise die Zollämter, von welchen die Waaren beim Ausgange und Wiedereintritte abgefertigt werden sollen;

e) die Zeitdauer, für welche der Erlaubnisschein Giltigkeit haben soll.

§. 4.

Die für die Ertheilung des Erlaubnissscheines zuständige Zollbehörde prüft das Vorhandensein der im §. 2 bezeichneten Erfordernisse, sowie die Richtigkeit der nach §. 3 *b)* zu machenden Angaben, insbesondere den Umstand, ob die Betriebseinrichtungen des betreffenden Fabrikanten mit diesen Angaben übereinstimmen, und fertigt, im Falle bei dieser Prüfung sich kein gegründetes Bedenken ergibt, oder ein solches durch Nachweisungen der Partei behoben wird, den Erlaubnissschein nach dem anliegenden Formular ohne Verzug aus. Den betreffenden Aemtern ist Abschrift des Erlaubnissscheines gleichzeitig mitzutheilen. Wenn Aenderungen in den unter §. 3 *a)* bis *d)* aufgezählten Umständen eintreten, ist hievon rechtzeitig die Anzeige zu machen und wird von der zuständigen Zollbehörde, wofern sich kein Anstand ergibt, der Erlaubnissschein entsprechend abgeändert und werden erforderlichenfalls die zum Abfertigungsverfahren bestimmten Zollämter verständigt. Erfolgt die Erledigung des Gesuches um Ertheilung eines Erlaubnissscheines nicht binnen vierzehn Tagen, so können Fabrikanten vorbehaltlich der nachträglichen Ertheilung des Erlaubnissscheines ihre eigenen, beziehungsweise die denselben gleichzustellenden Erzeugnisse zur Veredlung ausführen, sofern dieselben vor

dem Ausgange der ersten Waarensendung bei dem betreffenden Ausgangsamte 1878
sich über die Einbringung des erwähnten Gesuches ausweisen und ihren Fabriksstempel angeben.

§. 5.

Die Nichteinhaltung der im Erlaubnissschein enthaltenen Bedingungen hat in der Regel die Ausschliessung der Sendung von der zollfreien Wiedereinfuhr zur Folge. In einzelnen Fällen vorkommende Mängel können, sofern es sich dabei nicht um den jederzeit nachzuweisenden einheimischen Ursprung der zu veredelnden Waare handelt, in billiger Weise nachgesehen werden, wenn der Partei kein offenbares Verschulden zur Last fällt. Die Zurücknahme der Bewilligung überhaupt durch Einziehen des Erlaubnissscheines kann nur nach erwiesener Zollumgehung oder wegen wiederholter grober Vernachlässigung der Controlvorschriften erfolgen.

Auf die unter den vorgeschriebenen Controlen bereits ausgeführten Waaren wirkt jedoch der Wiederruf der Bewilligung nicht zurück.

Dem Betheiligten steht gegen den die Einziehung des Erlaubnissscheines verfügenden Beschluss die Berufung an die höheren Instanzen zu.

Wenn die Zurücknahme des Erlaubnissscheines wegen erwiesener Zollumgehung erfolgte, hat die Berufung keine, anderenfalls insofern aufschiebende Wirkung, als der tarifmässige Eingangszoll sichergestellt wird.

§. 6.

Gewerbetreibende, welche sich mit der Bearbeitung oder Verarbeitung von Waaren und Gegenständen für den Veredlungsverkehr im Versendungs- oder Veredlungslande befassen, sowie diejenigen überhaupt, welche die Erlaubniss zum Veredlungsverkehr erhalten haben, unterstehen der Aufsicht der zuständigen Zollbehörde und sind zu diesem Behufe verpflichtet, sich über ihren Gewerbebetrieb, namentlich über den Bezug, den Ursprung und die Verzollung der Waaren auszuweisen, sowie specielle Bücher für den Appreturverkehr neben ihren ordentlichen Geschäftsbüchern und im Zusammenhange damit zu führen, deren Einsicht der competenten Zollbehörde und deren delegirten Organen jederzeit gestattet werden muss.

§. 7.

Waaren, welche zur Veredlung ausgeführt worden sind, dürfen nicht neuerlich in einen anderweitigen Veredlungsverkehr gesetzt werden, ohne zuvor in das Versendungsland zurückgebracht und daselbst einer solchen weiteren Bearbeitung unterzogen worden zu sein, welche ihnen gemäss Punkt A 1 zu Artikel 6 (Schlussprotokoll) den Charakter eines einheimischen Erzeugnisses verleiht.

Ebenso ist es unzulässig, Garne zum Verweben und zugleich auch zum Färben oder Bedrucken des daraus zu erzeugenden Gewebes in den Veredlungsverkehr zu setzen, wogegen Garne oder Gewebe, welche zum Bleichen oder Färben ausgeführt wurden, ohne zwischenliegende Zurückbringung in das Versendungsland auch zugleich bedruckt und appretirt werden können.

§. 8.

Die Frist zur zollfreien Wiedereinfuhr der einzelnen Sendungen der zu veredelnden Waare ist von demjenigen Zollamte zu bemessen, welchem die Ausgangsabfertigung zusteht.

Das Empfangsamt des Veredlungslandes kann für die Wiederausfuhr der veredelten Waare wohl eine kürzere, keinesfalls aber eine längere Frist, als die von dem Versendungsamte festgesetzt ist, bewilligen.

1878 Die Frist soll mit Rücksicht auf die Art und den Ort der Veredlung, und wenn nicht gegründete Bedenken entgegenstehen, nach dem Antrage der Partei festgesetzt werden, jedoch den Zeitraum von sechs Monaten nicht übersteigen.

Würden indess besondere näher nachzuweisende Umstände in einzelnen Fällen eine Verlängerung dieser oder der ursprünglich gewährten Frist erforderlich machen, so kann die zuständige Zollbehörde dieselbe bis zu einem Jahre erweitern. Erfolgt die Wiederausfuhr, und beziehungsweise die Wiedereinfuhr des veredelten Gegenstandes nicht innerhalb der dazu gestatteten Frist, so verliert der Betheiligte den Anspruch auf die zugesicherte Abgabenbefreiung. Es soll jedoch auf unverschuldete Verzögerungsgründe von der zuständigen Zollbehörde angemessene Rücksicht genommen werden, sofern die Wiedereinfuhr noch innerhalb eines Jahres erfolgt.

§. 9.

Die Abfertigung der aus- und wieder eingeführten Waaren, beziehungsweise ein- und wieder ausgeführten Waaren und Gegenstände muss in der Regel bei derselben Zollstelle erfolgen, es mag sich diese an der Grenze oder im Innern befinden. Nur in Fällen, wo in Folge der geographischen Lage derjenigen Gewerbestätte, in welcher die Veredlung stattfinden soll, und mit Rücksicht auf den schliesslichen Bestimmungsort der veredelten Waare ein erheblicher Umweg für den Rücktransport der Waare zum Versendungsamte nicht zu vermeiden wäre, wird die zuständige Zollbehörde des Versendungslandes auf Antrag des Erlaubnisswerbers die Wiedereinfuhr über ein anderes als das Ausgangsamt zur Schlussamtshandlung bewilligen. Diese Bewilligung ist in der Regel vor dem Ausgange der zu veredelnden Waare anzusuchen; ausnahmsweise kann dies auch nachträglich insofern geschehen, als das Gesuch vier Wochen vor der Rücksendung der Waare eingebracht und begründet wird.

Die Wiedereinfuhr von Theilsendungen einer zu veredelnden Waare kann jedoch immer nur über ein und dasselbe Zollamt geschehen.

§. 10.

Die Identität der zur Veredlung aus- und wiedereingeführten Garne und Gewebe, sowie der sonstigen zur Reparatur, Bearbeitung oder Veredlung aus- und wiedereingeführten Gegenstände ist immer, und zwar zunächst beim Ausgange aus dem Versendungslande in verlässlicher Weise sicherzustellen. Die zu diesem Behufe amtlich angelegten Erkennungszeichen (Stempel, Siegel, Plomben und dergl.) sollen in dem anderen Gebiete zum Beweise der Identität ebenfalls dienen, ohne das Recht der beiderseitigen Zollbehörden auszuschliessen, im Falle des augenscheinlichen Erfordernisses, weitere Erkennungszeichen anzulegen.

Diese nachträglich im Veredlungslande angelegten Erkennungszeichen können bei der Rückkehr in das Versendungsland in Fällen, in welchen die ursprüngliche Identitätsbezeichnung wohl vorhanden, jedoch nicht völlig wieder erkennbar ist, nur dann berücksichtigt werden, wenn in den bezüglichen Zolldocumenten ersichtlich gemacht ist, dass und welche besondere Identitätsbezeichnung vor Ablassung der Waare an den Empfänger stattgefunden hat.

§. 11.

Bei Geweben, welche zur Veredlung ausgeführt werden, haben im Versendungslande Farbendruckstempel oder Plomben mit Rücksicht auf die Art des angemeldeten Verfahrens auf Antrag der Parteien in Anwendung zu kommen.

Anträge der Parteien, welche offenbar eine Sicherheit in der Fest- 1878
haltung der Identität nicht darbieten, sind zurückzuweisen.

Der Farbendruckstempel zur Identitätsbezeichnung soll das Abfertigungsamt, den Monat der Abfertigung und die Registernummer in verstellbaren Lettern und Ziffern ausdrücken. Das Farbenmaterial ist derart zu wählen, dass der Stempelaufdruck durch die Verarbeitung nicht vertilgt wird.

Die Gewebe sind an beiden Enden der Stücke, bei einer beabsichtigten Theilung derselben aber an allen Theilungsenden, nach Massgabe der beim Ausgang aus dem Versendungslande im Voraus anzumeldenden Theilung zu bezeichnen.

Eine Theilung in mehr als vier Stücke ist unzulässig.

§. 12.

Bei Garnen zum Waschen, Bleichen, Appretiren (Schlichten), Färben oder Bedrucken sind Plomben oder Siegel an einer Schnur anzulegen, welche durch die Garnstränge zu ziehen ist. Bei Garnen in gescheerten (auch geschlichteten) Ketten zur Herstellung von Geweben sind Plomben oder Siegel an einer an dem einen Ende der Kette zu befestigenden Schnur unter gleichzeitiger Feststellung des Gewichtes der Kette anzulegen; von dem Schlussgarn ist eine Probe zurückzubehalten, sowie ebenfalls das Gewicht festzustellen.

Bei Gespinnsten (Garn, Zwirn, Gorl, Chenille) zur Herstellung von Spitzen, Zwirnknöpfen aus Zwirn und Metallringen oder anderen Posamentirarbeiten ist die Identität durch Festhaltung des Gewichtes der zur Verarbeitung bestimmten Gespinnste und etwaigen Zuthaten (wie Knöpfe, Metallringe, Schmelz und dergl.), sowie durch Zurückhaltung von Proben sicherzustellen.

§. 13.

Bei Gegenständen zur Reparatur oder sonstigen Bearbeitung oder Verarbeitung hat die Bezeichnung in der Regel mittelst Siegelaufdrücken oder Plomben an durchzogenen Schnüren oder auf andere geeignete Weise auf Antrag der Parteien zu erfolgen.

§. 14.

Die Gegenstände, für welche im Veredlungsverkehr eine Zollbefreiung in Anspruch genommen wird, müssen bei den betreffenden Zollstellen nach Gattung und Menge angemeldet und zur Revision gestellt werden.

§. 15.

An jedem Stück Gewebe, welches zum Zwecke der Veredlung ausgeführt wird, muss der Stempel des Fabrikanten, welcher das Gewebe hergestellt oder durch weitere Bearbeitung demselben den Charakter eines einheimischen Erzeugnisses gegeben hat, in einer haltbaren Weise ersichtlich gemacht sein. Wenn Fabrikanten ihre eigenen oder die denselben gleichzustellenden Gewebe zur Veredlung ausführen, hat es auf eine weitere Nachweisung als diese nicht anzukommen. In allen anderen Fällen ist ausserdem eine von dem inländischen Fabrikanten, welcher die Gewebe erzeugt oder denselben den Charakter eines einheimischen Erzeugnisses gegeben hat, ausgestellte Bezugsnote (Factura) beizubringen, welche mit Bezug auf Datum und Seitenzahl des Geschäftsbuches für den Appreturverkehr den einheimischen Ursprung der Waare bestätigt.

Bei Garnen tritt an die Stelle des Fabrikstempels eine Erklärung des Fabrikanten, dass die zur Veredlung im Auslande bestimmten Garne von ihm

1878 hergestellt, beziehungsweise zu einer inländischen Waare gemacht worden sind.

Gewebe und Garne, deren einheimischer Ursprung dergestalt nicht dargethan wird, sind zum Veredlungsverkehre nicht zuzulassen.

§. 16.

Die bei der Anmeldung in zwei gleichlautenden Exemplaren abzugebende Erklärung hat zu enthalten:

1. Die Menge, Gattung und Nettogewicht der zu veredelnden Waare (Gewebe, Garne und andere Gegenstände), sowohl nach der tarifmässigen als nach der handelsüblichen Benennung;

2. bei Garnen und Geweben die Fabrik, in welcher die zu veredelnde Waare erzeugt worden ist, den Fabriksstempel und beziehungsweise die Stückzahl der beigebrachten Bezugsnoten;

3. den Ort und die Fabrik des Veredlungslandes, dann die Art der Veredlung;

4. das Amt, über welches die Ausfuhr erfolgen soll;

5. die Frist, welche für die zollfreie Wiedereinfuhr in Anspruch genommen wird;

6. welche Art der zur Festhaltung der Identität der Waare erforderlichen amtlichen Bezeichnung beantragt wird;

7. das Amt, bei welchem die zollfreie Wiedereinfuhr der veredelnden Waare in Anspruch genommen wird.

§. 17.

Auf Grund der Erklärung wird vom Amtsvorstande die Ausgangsabfertigung veranlasst.

Wo der Veredlungsverkehr nur auf Grund besonderer Erlaubniss stattfindet, ist die Uebereinstimmung der Erklärung und der Waare mit dem Inhalte des Erlaubnissscheines zu prüfen; wenn die Nachweisung des einheimischen Ursprunges bei Garnen und Geweben erforderlich ist, hat die Constatirung desselben im Sinne des §. 15 zu erfolgen.

Nach Revision der Waare ist die Richtigkeit der Erklärung zu bestätigen, das Nettogewicht und die Stückzahl festzustellen und die amtliche Identitätsbezeichnung nach Weisung der §§. 10 bis 13 zu veranlassen.

Bei Geweben ist die Declaration mit einem Abdrucke des Identitätsstempels su versehen.

Nach der unter amtlicher Aufsicht vorgenommenen Verpackung wird für jedes Collo das Bruttogewicht ermittelt und dieses mit dem Zeichen des Collo, sowie mit der Stückzahl und dem Nettogewichte der darin enthaltenen Gewebe oder anderen Waaren, unter Angabe des bewirkten amtlichen Verschlusses, in beide Exemplare der Erklärung eingetragen. Das eine Exemplar der letzteren wird dem Betheiligten ausgehändigt, das andere wird, wenn die Wiedereinfuhr über dasselbe Amt erfolgen soll, bei dem Abfertigungsamte zurückbehalten, anderenfalls von dem Abfertigungsamte demjenigen Amte übersendet, bei welchem die zollfreie Wiedereinfuhr der bearbeiteten Waare gemäss der erfolgten Bewilligung (§. 9) zu geschehen hat. Im letzteren Falle ist dem Amte eine Abschrift der Declaration als Registerbeleg zurückzulassen.

Hinsichtlich der Registerführung und des weiteren amtlichen Nachweises der abgelassenen Waaren bewendet es bei dem in beiden Zollgebieten bestehenden Verfahren.

Das Ausgangsamt, dem bei der Ausfuhr der Waare die Erklärung vorzulegen ist, hat darauf die unter unverletztem Verschluss erfolgte Ausfuhr zu bescheinigen.

§. 18. 1878

Bei dem gegenüberliegenden Eingangsamte sind die Waaren ganz nach den Bestimmungen für die aus dem freien Verkehr des einen Zollgebietes unmittelbar in das andere übergehenden Gegenstände zum Eingange zu erklären.

§. 19.

Die schliessliche Eingangsabfertigung der mit dem Anspruch auf demnächstige zollfreie Wiederausfuhr zur Verarbeitung eingehenden Waaren kann bei einem dazu befugten Amte an der Grenze oder im Innern erfolgen.

Auf letzteres wird die Waare vom Grenzamte unter Begleitschein-Controle abgefertigt, wobei auf Grund der von dem Versendungs- und Ausgangsamte bescheinigten Erklärung die im Artikel 7 des Vertrages und im Schlussprotokolle zu demselben vorgesehenen Erleichterungen eintreten.

Die Ueberweisung der Waare auf das Amt des Bestimmungsortes derselben hat das Grenzamt auf der oben gedachten Erklärung zu bescheinigen.

§. 20.

Der Empfänger der Waare hat die so bescheinigte Erklärung des Versenders seiner Eingangserklärung beizufügen und entweder in letzterer selbst, oder in einer derselben beizufügenden besonderen Erklärung die im §. 16 unter 1 und 3 bezeichneten Angaben zu machen.

§. 21.

Bei der Abfertigung soll, wenn nicht der Empfänger selbst auf eine weitere Bezeichnung der Waare anträgt, in der Regel die Identitätsbezeichnung des Versendungsamtes als zur zollfreien Ablassung der Waare genügend angenommen, und bei Colli, welche mit unverletztem Verschlusse des Versendungsamtes eingehen, die Revision auf die Bruttoverwiegung und auf die ohne Auspackung zulässige Prüfung des Inhaltes beschränkt werden, sofern nicht der Empfänger auf weitere specielle Revision anträgt, oder das Amt diese aus Verdachtsgründen für erforderlich erachtet.

§. 22.

Ob eine Sicherung der auf der Waare haftenden Eingangsabgaben durch Hinterlegung des Betrages derselben oder in anderer entsprechender Weise erfolgen soll, hängt im einzelnen Falle von dem Ermessen des Empfangsamtes nach den dieserhalb erlassenen allgemeinen Vorschriften ab.

§. 23.

Die Ablassung der Waare an den Empfänger wird unter Angabe der etwa erfolgten weiteren Bezeichnung derselben auf der Erklärung des Versenders bescheinigt und letztere dem Empfänger ausgehändigt.

Hinsichtlich der Registerführung und des weiteren amtlichen Nachweises bewendet es bei dem in beiden Zollgebieten bestehenden Verfahren.

§. 24.

Die Wiederausfuhr der Waare hat in der gemäss §. 8 festgesetzten oder, sofern das Empfangsamt eine Beschränkung derselben verfügt, innerhalb der beschränkten Frist zu erfolgen.

§. 25.

Die nach erfolgter Bearbeitung zur Wiederausfuhr bestimmten Waaren sind dem Amte, bei welchem deren Eingangsabfertigung in der vorgedachten

1878 Weise stattgefunden hat, nach Gattung, Stückzahl und Nettogewicht, unter gleichzeitiger Angabe der Art der stattgefundenen Bearbeitung und des Grenzzollamtes, über welches die Ausfuhr erfolgen soll, anzumelden.

Ebenso ist die in Beziehung auf die Eingangsabfertigung bescheinigte Erklärung des Versenders (§. 23) mit vorzulegen.

Die in einer und derselben Erklärung begriffenen Gewebe können auch nach und nach in einzelnen Posten zurückgesendet werden, ohne dass der Anspruch auf zollfreie Wiedereinlassung verloren geht.

§. 26.

Die Identität der Waare ist durch Prüfung der an den Stücken vorhandenen Bezeichnung, und das Nettogewicht durch Verwiegung festzustellen.

Die Nettoverwiegung muss sich jederzeit auf die ganze Post erstrecken, dagegen kann die Verificirung der Identitätsbezeichnung bei grösseren Sendungen auch probeweise geschehen und sich in der Regel auf die Hälfte der Stücke, bei Hauptämtern und bei besonders dazu ermächtigten Neben- und Unterämtern nach dem Ermessen des Amtsvorstandes selbst bis auf fünf Percent der vorgeführten Stücke beschränken.

Die so revidirte Waare ist unter Aufsicht des Revisionsbeamten zu verpacken, zu verschliessen und brutto zu verwiegen. Hiernach ist die ganze Post mittelst Begleitscheines auf das Ausgangsamt abzufertigen.

Die vorgelegte Erklärung des ursprünglichen Versenders ist mit der Bescheinigung über die erfolgte Revision und Abfertigung zurückzugeben.

Diese Bescheinigung hat die Angabe zu enthalten, ob die Verificirung der Identitätsbezeichnung vollständig oder blos probeweise vorgenommen wurde; im letzteren Falle sind die revidirten Colli mit Zeichen und Nummern speciell anzugeben.

§. 27.

Bei dem Ausgangsamte findet das für ausgehende Begleitscheingüter erforderliche, bei dem gegenüberliegenden Eingangsamte das für die Eingangserklärung und beziehungsweise für die Begleitschein-Abfertigung vorgeschriebene Verfahren statt.

Auf der vorzulegenden Erklärung des ursprünglichen Versenders hat das Ausgangsamt ausserdem die unter unverletztem Verschluss erfolgte Ausfuhr, und das Eingangsamt die unter unverletztem Verschluss erfolgte Einfuhr zu bescheinigen.

Werden die in einer und derselben Erklärung begriffenen Gewebe nach und nach in einzelnen Posten zurückgesendet, so ist statt der Erklärung des ursprünglichen Versenders eine von dem Zoll- oder Steueramte, bei welchem die schliessliche Eingangsabfertigung stattgefunden hat, beglaubigte Abschrift derselben vorzulegen und darauf die mit unverletztem Verschlusse erfolgte Ausfuhr, beziehungsweise Einfuhr, der Theilsendung zu bescheinigen.

Der zu der Erklärung gehörigen letzten Post ist das Original dieser Erklärung beizufügen.

§. 28.

Bei Versendungen mittelst der Eisenbahnen hat das für den Eisenbahnverkehr erleichterte Abfertigungsverfahren in Bezug auf die Aus- und Eingangsabfertigung auch auf Waaren der vorliegenden Art Anwendung zu finden.

§. 29.

Ist das Amt, bei welchem die zollfreie Wiedereinlassung der bearbeiteten Waaren in Anspruch genommen wird, ein Amt im Innern, so hat das Grenzeingangsamt die Waare dorthin auf Begleitschein abzufertigen und demselben

die vom Ausgangsamte in Bezug auf den richtigen Ausgang und vom Eingangsamte in Bezug auf den richtigen Eingang der Waare bescheinigte Erklärung des ursprünglichen Versenders, beziehungsweise die mit diesen Bescheinigungen versehene beglaubigte Abschrift der Erklärung beizufügen. 1878

Ist das Amt, bei welchem die zollfreie Wiedereinlassung der Waare stattfindet, das ursprüngliche Ausgangsamt, so soll, wenn die Waare unter unverletztem Verschluss des Versendungsamtes ankommt, und nicht besondere Verdachtsgründe vorliegen, in der Regel das vom Versendungsamt ermittelte Gewicht angenommen, und wenn von diesem Amte an sämmtlichen Stücken die unverletzte Identitäts-Bezeichnung verificirt ist, nur eine probeweise Revision vorgenommen werden. Hat bei dem Versendungsamte die Prüfung der Identitäts-Bezeichnung nur theilweise stattgefunden, so muss in der Regel bei dem Empfangsamte die vollständige Revision der Sendung und die Verificirung der Identität vorgenommen werden.

Dieselbe kann jedoch, wenn nicht besondere Verdachtsgründe vorliegen, auf jene Colli beschränkt werden, welche bei dem Versendungsamte einer speciellen Identitäts-Verificirung nicht unterzogen werden. (§. 26.)

Ist aber das Amt, bei welchem die zollfreie Wiedereinlassung in Anspruch genommen wird, nicht das ursprüngliche Ausgangsamt, so muss in der Regel in Beziehung auf die Identitäts-Bezeichnung eine specielle Revision, welche die Auspackung der Waare erforderlich macht, vorgenommen werden, gleichviel, ob besondere Verdachtsgründe vorliegen oder nicht, und ob die Identitäts-Bezeichnung bei dem Versendungsamte des Landes, wo die Veredlung erfolgte, an sämmtlichen Stücken oder nur probeweise verificirt ist.

§. 30.

Gewichtsdifferenzen, welche sich bei den im bearbeiteten Zustande zur Wiederaus- und Wiedereingangs-Abfertigung gestellten Garnen und Geweben ergeben, sollen eine Abgaben-Erhebung nicht zur Folge haben, wenn dieselbe Stückzahl vorhanden ist und bei den einzelnen Stücken die an den beiden Enden angebrachte Identitäts-Bezeichnung vorgefunden wird. Sind Gewebe zum Besticken versendet, und ist das zu dieser Bearbeitung erforderliche Material beigefügt, so findet bei der Wiederaus- und Wiedereingangs-Abfertigung eine Abgaben-Erhebung nicht statt, wenn das Gewicht der bestickten Gewebe das der unbestickten Gewebe und des zum Besticken mitgegebenen Materials nicht übersteigt. Ist das Stickmaterial vom Sticker hergegeben, so wird bei der Wiedereinfuhr der bestickten Gewebe von dem durch das Besticken entstandenen Mehrgewichte die Eingangs-Abgabe nach dem Tarifsatze des Stickmaterials erhoben.

Bei geringeren Gewichtsdifferenzen soll von einer Abgaben-Erhebung abgesehen, wo eine solche aber stattfindet, dieselbe nach den bestehenden Tarifen bewirkt werden.

§. 31.

Bei anderen als den in §. 30 genannten Waaren sollen Gewichtsdifferenzen, welche durch Reparaturen oder durch die Veredlung der Waare entstehen, derart berücksichtigt werden, dass geringere Differenzen keine Abgaben-Entrichtung zur Folge haben, beträchtlichere dagegen nur nach dem Tarifsatze des bei der Reparatur oder der Veredlung verbrauchten Materials zur Verzollung zu ziehen sind, jedoch immer unter der Voraussetzung, dass die im anderen Gebiete repartirten, beziehungsweise erneuerten Theile eines zur Reparatur ausgeführten Gegenstandes mit dem Hauptgegenstande, zu welchem sie gehören, zusammen eingeführt werden.

1878

§. 32.

Alle in vorstehenden Bestimmungen vorgesehenen Abfertigungen, einschliesslich der Erlaubnissscheine, unterliegen keinen besonderen Gebühren, insbesondere ist das zur Anlegung von Identitätszeichen und Verschlüssen erforderliche Siegel- und Bleimateriale von der betreffenden Zollstelle kostenfrei beizustellen.

Zu den Gebühren werden nicht gerechnet: die Umkosten welche durch Abfertigungen entstehen, die auf Antrag von Privatpersonen ausserhalb des Sitzes der Zollstelle vorgenommen werden.

§. 33.

Zur Ertheilung der besonderen Erlaubniss zum Veredlungsverkehr und der damit zusammenhängenden Bewilligungen (§§. 2 und 4), sowie zur Handhabung der amtlichen Aufsicht (§. 6) sind in Deutschland die Hauptzoll- (Steuer-) Aemter, in Oesterreich-Ungarn die Finanz-Bezirksdirectionen (Finanz- und Grenzinspectoren) und Finanzdirectionen jenes Bezirkes zuständig, in welchem die Fabrik (Gewerbestätte) oder Hauptniederlassung des Erlaubnisswerbers sich befindet.

§. 34.

Zu den in den vorangehenden Paragraphen näher bezeichneten Abfertigungen sind ermächtigt: in Oesterreich-Ungarn diejenigen Zollämter, welche zur Einfuhrverzollung von Waaren der in Rede stehenden Art allgemein befugt sind; in Deutschland die Hauptzoll- (Steuer-) Aemter; es ist jedoch beiden Theilen vorbehalten, dort, wo die Verkehrsverhältnisse es erfordern, auch Aemter niederer Verzollungsbefugniss zu jenen Abfertigungen zu ermächtigen. Bei eintretendem Bedürfnisse soll diese Abfertigungsbefugniss den gedachten Aemtern namentlich dann überall ertheilt werden, wenn dieselben mit zwei Beamten besetzt sind, oder bei der Abfertigung doch jedesmal ein zweiter Beamte zugezogen werden kann.

§. 35.

Ueberschreitungen der Bestimmungen über das Veredlungsverfahren und der Controlvorschriften haben ausser der für den betreffenden Fall vorbehaltenen Entziehung des Erlaubnissscheines (§. 5) die nach den allgemeinen oder Zollstrafgesetzen vorgeschriebene Behandlung zur Folge.

§. 36.

Die in den §§. 1 bis 5, dann 15, enthaltenen Bestimmungen haben keine Anwendung zu finden:

a) auf die zur Reparatur aus- und dann wieder eingeführten Gegenstände;

b) auf die im Grenzbezirke ansässigen Handwerker und Lohnarbeiter welche ihr gewöhnliches Arbeitsmaterial (auch Garn in gescheerten oder geschlichteten Ketten nebst dem erforderlichen Schussgarn), sowie ihr Arbeitsgeräth über die Grenze zur häuslichen Arbeit nach ihrer Wohnstätte übertragen und nach Verarbeitung wieder zollfrei zurückbringen, insofern dieselben sich genügend legitimiren oder ortsbekannt sind und nach den Mengen des Arbeitsmaterials, sowie nach den bekannten Betriebsverhältnissen ausser Zweifel ist, dass es sich lediglich um eine handwerksmässige oder häusliche Bearbeitung mit Ausschluss jedes fabriksmässigen Betriebes handelt.

Wo es üblich ist, dass Arbeitssammler (Factoren) die Betheilung der Lohnarbeiter mit Arbeit vermitteln und die Ein- und Ausfuhr der betreffenden Sendungen besorgen, sollen dieselben gleich den Lohnarbeitern behandelt werden, wenn sonst die unter *b)* bezeichneten Bedingungen zutreffen. 1878

§. 37.

Die handwerksmässige Verfertigung von Kleidungsstücken aus Zeugwaaren zum eigenen Gebrauche der Grenzbewohner ist ungeachtet der Gestaltveränderung des zurückgeführten Gegenstandes vom Veredlungsverkehr nicht ausgeschlossen, wenn die Zollämter im Stande sind, durch zureichende Controle als z. B. durch Muster, Bezeichnung oder Beschreibung des Gegenstandes, der zur jenseitigen Bearbeitung ausgeführt werden soll, die Identität desselben in der zurückgebrachten Waare zu erkennen.

§. 38.

Rücksichtlich der Förmlichkeiten und Controlen für den im §. 36 *b)* und 37 bezeichneten Grenzverkehr von Handwerkern, Lohnarbeitern u. dgl. haben die derzeit bestehenden Vereinharungen und Vorschriften, insbesondere das Uebereinkommen vom 21. October 1847, insoweit in Anwendung zu kommen, als sie weitergehende Erleichterungen oder Vereinfachungen für diesen Verkehr enthalten.

§. 39.

Für Waaren und Gegenstände, welche bis zum Schluss des Jahres 1878 aus dem einen Vertragsgebiete in das andere zum Zwecke der Veredlung oder Reparatur ausgeführt worden sind, finden die bisherigen hiefür massgebenden Bestimmungen noch Anwendung, sofern die Wiedereinfuhr vor dem 1. Juli 1879 erfolgt. Ebenso werden die vor Ablauf dieses Vertrages zum Zwecke der Veredlung oder Reparatur unter den vorgeschriebenen Controlen ausgeführten Waaren und Gegenstände innerhalb der bewilligten Frist auch nach Ablauf des Vertrages zollfrei eingelassen.

Erlaubnissschein zum Veredlungsverkehr zwischen Oesterreich-Ungarn und Deutschland auf Grund des Artikels 6 des Handels-Vertrages vom 16. December 1878.

1. Person, Firma und Hauptniederlassung des Erlaubnisswerbers;

2. Gattung der zu veredelnden Waare nach ihrer handelsüblichen Benennung;

3. Die jährliche oder innerhalb der beantragten Frist ungefähr zur Veredlung auszuführende Menge derselben;

4. Ort und Firma des oder der inländischen Fabrikanten, von welchen die zu veredelnde Waare erzeugt oder bearbeitet wird, dann deren Fabriksstempel;

5. Ort und Firma des oder der ausländischen Fabrikanten, von welchen die Waare veredelt wird, und die Art der Veredlung;

6. Das Zollamt, beziehungsweise die Zollämter, bei welchen die Waare aus- und wieder eintreten soll;

7. Dauer der Bewilligung.

Dem N. N. wird auf Grund der Verordnung vom ..... die Bewilligung zum zollfreien Veredlungsverkehr zwischen Oesterreich-Ungarn und Deutschland, mit den hier bezeichneten Waaren und unter den vorangeführten Modalitäten auf die Dauer von.....mit dem Beisatze ertheilt, dass diese Erlaubniss wegen erwiesener Zollumgehung oder wegen wiederholter grober Vernachlässigung der Controlvorschriften widerrufen werden kann.

1878

II. Bestimmungen über den Leinenverkehr.

Bezüglich der im Schlussprotokoll unter *B* zu Artikel 6 des Vertrages vom 16. December 1878 vereinbarten Erleichterung des Grenzverkehrs mit roher ungebleichter Leinwand wurde deutscherseits folgende Erklärung abgegeben:

1. Der gegenwärtge im Neurode im Preussisch-Schlesien bestehende Leinwandmarkt wird für die Dauer des Vertrages in dem bisherigen Umfange beibehalten werden. Es wird ferner dafür Sorge getragen werden, dass ein Leinwandmarkt in Landshut mindestens zweimal in der Woche stattfindet.

2. Die zollfreie Einlassung von roher ungebleichter Leinwand zu den bezeichneten Leinwandmärkten oder zu Bleichereien auf der Grenzlinie von Leobschütz bis Seidenberg in der Oberlausitz und auf der Grenzstrecke von Ostritz bis Schandau in Sachsen auf Erlaubnissscheine wird an keine weiteren als die nachstehenden Bedingungen und Förmlichkeiten geknüpft werden:

a) Die Leinwand muss auf einer Zollstrasse eingeführt und dem Grenzeingangsamte vorschriftsmässig declarirt werden.

b) Das Grenzeingangsamt kann die Deponirung oder Sicherstellung des tarifmässigen Eingangszolles fordern. Die Rückgabe des Deponats, beziehungsweise die Lösung der Sicherheit erfolgt erst dann, wenn die erfolgte Aufnahme in eine Bleicherei, oder die stattgehabte Ausstellung der Waare auf einem Leinwandmarkte durch eine obrigkeitlich beglaubigte Bescheinigung des betreffenden Bleichereibesitzers, oder durch ein Attest der Ortsbehörde bescheinigt ist, wobei auf thunlichste Beschleunigung der obrigkeitlichen Bescheinigungen Bedacht zu nehmen ist. Eine weitere Controle über den Vertrieb oder Verbleib der Waare findet nicht statt. Liegt der Leinwandmarkt oder die Bleicherei, wohin die Leinwand bestimmt ist, nicht im Bezirke des Grenzeingangsamtes, so ist in der Regel die Leinwand unter Begleitschein-Controle auf das Steueramt des Bestimmungsortes abzufertigen, die Beibringung des Attestes oder der Bescheinigung muss binnen einer von dem Grenzeingangsamte bestimmten, mindestens auf 14 Tage zu bemessenden Frist erfolgen, widrigenfalls der deponirte Eingangszoll definitiv vereinnahmt oder der sichergestellte Betrag eingezogen wird. Es soll jedoch auf unverschuldete Verzögerungsgründe angemessene Rücksicht genommen werden.

c) Die zur zollfreien Einfuhr von roher ungebleichter Leinwand auf der Grenzstrecke von Ostritz bis Schandau erforderlichen Erlaubnissscheine sollen von dem zuständigen Hauptamte unter der Bedingung ertheilt werden, dass die einzubringende Leinwand zu Bleichereien oder Leinwandmärkten gelangt.

Im Uebrigen gelten auch hier die vorstehenden Bestimmungen unter *a)* und *b)*.

3. Die unter Ziffer 2 *lit. b)* erwähnten Atteste und Beglaubigungen, sowie die Erlaubnissscheine *lit. c)* sollen gebühren- und kostenfrei ausgestellt werden.

Zugleich wurde erklärt, dass der Inhalt dieser Bestimmungen als durch die Ratification des Vertrages genehmigt anzusehen sein werde.

TABLE CHRONOLOGIQUE DU DIXIÈME VOLUME.

Page

1877. Résumé des principes suivis en Autriche-Hongrie vis-à-vis des États étrangers pour la restitution des frais de traitement des malades indigents y compris les aliénés 1

— **5 janvier.** Ordonnance des ministères Imp. R. de finances et du commerce concernant la mise à exécution du traité de commerce conclu entre l'Autriche-Hongrie et la Grande-Bretagne le 5 décembre 1876 21

— **6 janvier.** Ordonnance du ministère Imp. R. de la justice concernant les demandes d'extradition de criminels réfugiés en Angleterre 22

— **7 janvier.** Publication de la Lieutenance de la Haute-Autriche relativement au règlement de navigation de l'Inn et de ses affluents 24

— **12 janvier.** Ordonnance du ministère Imp. R. du commerce à l'égard de l'introduction des mandats de poste entre l'Autriche Hongrie et l'Italie 26

— **15 janvier.** Ordonnance du ministère Imp. R. des finances concernant le traitement douanier du tabac étranger importé à l'usage de la régie hongroise 28

— **28 janvier.** Ordonnance du ministère Imp. R. de la justice concernant la question de l'extradition d'un sujet hongrois à l'étranger .. 29

— **4 octobre 1876; 4 février.** Déclaration échangée entre l'Autriche-Hongrie et le Brésil à l'égard des droits de lanternage à acquitter pour les bâtiments a. h. dans les ports brésiliens à l'égard de la cessation du traitement sur la base d'égalité avec les bâtiments nationaux des navires brésiliens dans les ports austro-hongrois et vice-versa 30

— **6 février.** Ordonnance du ministère Imp. R. de la justice concernant l'assistance judiciaire à accorder en matière de réquisition aux tribunaux autrichiens ou hongrois par les tribunaux des républiques Argentine et d'Uruguay 34

— **9 février.** Publication du ministère Imp. R. des finances concernant la réunion du bureau douanier secondaire de 2me classe à Springen avec le bureau douanier secondaire R. bavarois de 2me classe à Ach 35

— **12 février.** Ordonnance du ministère Imp. R. de la justice concernant une entente entre l'Autriche-Hongrie et la Belgique pour la renonciation réciproque à la restitution des frais de réquisition en matière criminelle 35

— **14 février.** Notification du ministère de l'intérieur concernant l'admission réciproque des sociétés d'assurance de toute sorte en Autriche et en Italie 36

— **23 février.** Prénotation des sommes anticipées sur les lettres d'anticipation échangées entre l'Autriche-Hongrie et l'Empire d'Allemagne 37

Pages

1877. **28 février.** Notification du Gouvernement Imp. R. maritime à Trieste concernant l'admission des navires autrichiens et des navires canadiens à l'exercice du cabotage le long des côtes des deux pays 38

— **28/16 février.** Négociations de paix entre la Serbie et la Turquie; Protocole signé le 28/16 février 1877 38

— **2 mars.** Traité entre l'Autriche-Hongrie et l'Empire d'Allemagne pour la construction d'un chemin de fer de Chotzen à Altwasser par Halbstadt et Friedland. Conclu à Vienne. Ratifié par S. Maj. Imp. et R. Apost. à Vienne, le 18 mars 1877. Ratifications échangées à Vienne, le 31 mars 1877 46

— **9 mars.** Ordonnance du ministère Imp. R. du commerce concernant l'accesion de certaines colonies britanniques à l'union postale de Berne 58

— **12 mars.** Note du Tsungli-Yamen au Ministre-Résident Imp. et R. à Shanghai à l'égard de l'ouverture des ports Schang, Wuhu, Wenchou et Peh-hai au commerce européen 60

— **17 mars.** Ordonnance du ministère Imp. R. de la guerre (section de la marine) concernant la partie du règlement de service ayant trait aux saluts de mer 60

— **18 mars.** Décret du ministère Imp. R. de la justice à l'égard de la correspondance des tribunaux autrichiens avec les tribunaux russes 61

— **20 mars.** Circulaire du ministère Imp. et R. des affaires étrangères concernant les soins à prendre dans la correspondance officielle et l'expédition des dépêches 63

— **29 mars et 7 avril.** Correspondance avec l'Italie à l'égard du procès-verbal de la Conférence internationale pour la détermination du point de jonction du chemin de fer de la Ponteba à la frontière Italo-Autrichienne 64

— **20 mars.** Ordonnance du ministère Imp. R. du commerce concernant l'accession de l'Egypte à la convention télégraphique internationale de St. Pétersbourg 66

— **22 mars.** Circulaire de l'autorité maritime à Trieste à l'égard du droit de lanternage prélevé par le Gouvernement Imp. du Brésil.. 67

— **23 mars.** Circulaire de l'autorité maritime à Trieste concernant l'adoption par la Commission Européenne de Danube du système de jaugeage adopté par le Conférence de Constantinople..... 68

— **24 mars.** Déclarations échangées entre l'Autriche-Hongrie et l'Italie à l'égard du transport des individus appartenant à des États tiers et expulsés des Pays et Royaumes représentés au Reichsrat ou du Royaume d'Italie 69

— **27 mars.** Ordonnance du ministère Imp. R de la guerre concernant l'admission des sujets étrangers dans l'armée ou dans la marine autrichienne..... 70

— **31 mars.** Procès-verbal signé à Londres par les Représentants de l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la France, la Grande-Bretagne, l'Italie et la Russie à l'égard des affaires orientales..... 75

— **3 avril.** Communication de l'Ambassadeur Imp. d'Allemagne à l'égard des fonctions consulaires dans les ports allemands 78

— **6 avril.** Loi concernant la ratification du protocole du 25 février 1876 à l'égard du changement partiel des traités conclus avec la société du chemin de fer du Sud 79

— **12 avril.** Ordonnance du ministère Imp. R. du commerce concernant l'accession des colonies néerlandaises et espagnoles à l'union postale de Berne 80

Page

1877. **16 avril.** Ordonnance du ministère Imp. R. du commerce par laquelle les envois sans valeur déclarée, échangées avec l'Italie et la Suisse, sont admis sans cachets ni plombs 82

— **21 avril.** Ordonnance circulaire du ministère Imp. R. de l'intérieur relativement à l'arrangement pris avec la Prusse et la Saxe Royale pour la procédure à suivre dans les cas de renvois forcés 83

— **22 avril.** Ordonnance du ministère Imp. R. des finances concernant l'importation de suif fondu des pays indemnes d'épizootie 84

— **23 avril.** Ordonnance du ministère Imp. R. des finances concernant la non-admission des pièces allemandes de deux et trois écus 85

— **25 avril.** Ordonnance du ministère Imp. R. du commerce à l'égard de la séparation des signes conventionnels à appliquer sur l'adresse des télégrammes en vertu de l'article IX du règlement de St. Pétersburg 85

— **7 mai.** Ordonnance du ministère Imp. R. du commerce concernant l'accession du Japon à l'union postale de Berne 86

— **8 mai.** Ordonnance du ministère Imp. R. de la guerre concernant l'échange des visites de courtoisie entre les navires de la marine Imp. R. et ceux d'une puissance étrangère 87

— **11 mai.** Ordonnance des ministères de l'intérieur, de la justice et du commerce, publiant les principes à observer par les autorités et les régnicoles de la monarchie à l'égard du commerce et de la navigation pendant la guerre entre la Turquie et la Russie 88

— **13 mai.** Circulaire de l'autorité maritime à Fiume à l'égard de l'entrée des bâtiments de guerre des puissances amies dans les ports hongrois 90

— **13 mai.** Circulaire du ministère Imp. R. de l'intérieur concernant certaines formalités à remplir par les sujets allemands pour acquérir la nationalité autrichienne 92

— **15 mai.** Circulaire du ministère Imp. et R. des affaires étrangères concernant le format du papier à choisir pour les rapports des missions et consulats 92

— **16 mai.** Traité entre l'Autriche-Hongrie et la Bavière concernant la construction d'un embranchement à Eger du chemin de fer bavarois du Fichtelgebirge 93

— **16 mai.** Procès-verbal dressé à Vienne à l'égard de la révision de l'arrangement pris à Lindau, le 28 mai 1872, entre les directions des chemins de fer bavarois et du Vorarlberg 101

— **19 mai.** Ordonnance du ministère Imp. R. du commerce concernant l'introduction de mandats de poste entre l'Autriche-Hongrie et les États-Unis de l'Amérique du Nord par l'intermédiaire des postes suisses 104

— **19 mai.** Résolution Impériale à l'égard de l'introduction d'une taxe à payer pour les titres de fournisseur de la Cour Imp. R. 106

— **26/14 mai.** Ukase Impérial russe édictant les dispositions relatives au traitement des navires ottomans et neutres dans la guerre russo-turque 106

— **26 mai.** Circulaire de l'autorité maritime à Fiume par laquelle les fonctionaires consulaires allemands doivent être invités à assister à tous les actes judiciaires ou administratifs à l'égard des bâtiments allemands 109

— **30 mai.** Publication du ministère des finances concernant l'établissement d'un bureau principal de douane de 2me classe dans la gare de Halbstadt et la suppression du bureau principal de 2me classe à Braunau 110

1877. **2 juin.** Déclaration de l'Allemagne et de la Grèce relative à la substitution du Croissant à la Croix rouge pour les ambulances ottomanes .....

4 juin. Déclaration échangée entre l'Autriche et l'Italie pour la prorogation de la durée du traité de commerce et de navigation conclu le 23 avril 1867 .....

5 juin. Ordonnance du ministère Imp. R. du commerce à l'égard de l'accession du Brésil et des colonies portugaises à l'union postale de Berne .....

15 juin. Déclaration de la Porte relativement à la substitution du Croissant à la Croix rouge comme signe distinctif des ambulances ottomanes .....

6 juin. Déclaration échangée entre l'Autriche-Hongrie et la France pour la prorogation jusqu'au 31 décembre 1877 de la durée du traité de commerce conclu le 11 décembre 1866 .....

12 juin. Ordonnance du ministère de l'intérieur de la Saxe Royale à l'égard de l'arrangement pris avec l'Autriche relativement aux passeports et visas dans les cas de rapatriement forcé 1

14 juin. Ordonnance du ministère Imp. R. du commerce concernant le traitement des correspondances de provenance et à destination d'Urga, de Kalgan, Pékin, Tien-Tsin en Chine, expédiées par la Russie 1

14 juin. Ordonnance du ministère Imp. R. des finances concernant l'établissement de bureaux de douane à la frontière austro-russe à Zbaracz, Skala, Kaloharowka et Olchowice 1

13 juin. Publication des ministères de l'intérieur et de la défense du pays (Landesvertheidigung) concernant la révocation du cartel entre la monarchie austro-hongroise et les principautés unies de la Moldavie et de la Valachie relatif au traitement des déserteurs, réfractaires et vagabonds .....

5 juillet. Ordonnance du ministère Imp. R. des finances à l'égard du traitement des biens meubles laissés par des sujets français décédés en Autriche-Hongrie .....

27 juin. Ordonnance du ministère Imp. R. du commerce par laquelle la station télégraphique autrichienne à Zuryn est comprise dans le rayon frontière austro-russe .....

28 juin. Circulaire de la Porte Ottomane relativement à une mesure complémentaire du règlement des tabacs .....

juin et août. Correspondance avec la Grèce au sujet de la loi hellénique du 13 juin 1877 qui modifie certaines dispositions de la loi de douane .....

2 juillet. Ordonnance du ministère Imp. R. des finances par laquelle la défense d'exportation des chevaux est étendue au commerce maritime et à celui avec les ports et territoires exemptés du tarif général de douane austro-hongrois .....

11 juillet. Circulaire du ministère Imp. R. de l'intérieur concernant le commerce ambulant des étrangers en Allemagne 1

19 octobre. Ordonnance du ministère Imp. R. du commerce concernant l'accession du Brésil à la Convention télégraphique internationale de St. Pétersbourg du 10/22 juillet 1875 1

18 juillet. Circulaire du ministère R. hongrois de la justice à l'égard de l'exécution des sentences des tribunaux de la Saxe Royale 1

21 juillet. Ordonnance du ministère Imp. R. de l'instruction publique relativement à l'arrangement pris avec la Saxe Royale pour assurer réciproquement l'instruction scolaire obligatoire 1

Page

1877. **22 août.** Publication de la chambre de commerce de Vienne à l'égard du nouveau tarif douanier espagnol du 17 juillet 1877.... 140

— **16 août.** Circulaire du ministère Imp. R. de l'intérieur concernant le traitement gratuit des sujets réciproques malades dans les hôpitaux français et autrichiens 142

— **18 août.** Circulaire de l'autorité maritime à Trieste à l'égard du décret de la République du Pérou en date du 4 avril 1877 prescrivant la légalisation, par les organes consulaires du Pérou à l'étranger, des connaissements et autres papiers de bord de navires à leur entrée dans les ports de la République..... 143

— **18 août.** Circulaire de l'autorité maritime à Trieste à l'égard de nouvelles taxes imposées à la navigation à titre des travaux de port dans les ports espagnols de Coruna et d'Alméria 144

— **25 août.** Ordonnance du ministère Imp. R. du commerce concernant l'accession de la Perse, de la république Argentine, du Groenland et des colonies danoises à l'union générale des Postes..... 146

— **1 sept.** Publication du ministère Imp. R. des finances concernant la réunion sur le territoire italien du poste douanier Imp. R. à Piano di Fugazza avec le poste italien du même endroit..... 149

— **1 sept.** Ordonnance du ministère Imp. R. du commerce à l'égard de la suspension de l'accession de la république Argentine à l'union générale des Postes 149

— **3 sept.** Ordonnance du ministère Imp. R. du commerce concernant le traitement des correspondances échangées avec la Chine..... 150

— **3 sept.** Ordonnance du ministère Imp. R. de l'intérieur à l'égard de la mise à exécution de l'arrangement pris avec la Prusse en juillet 1875 pour la réception des leurs anciens sujets..... 150

— **11 sept.** Circulaire de l'autorité maritime à Trieste concernant le dépôt près du consulat respectif des cartes de bord par les capitaines ou patrons des navires étrangers à leur entrée dans ses ports ou rades du royaume d'Italie 151

— **15 sept.** Publication du ministère Imp. R. des finances concernant l'abolition du bureau douanier Imp. R. secondaire de 1ère classe de Zuckmantel, l'établissement d'un tel bureau à Niclasdorf et le changement du bureau de contrôle à Zuckmantel en un bureau douanier secondaire de 1ère classe 152

— **11 octobre.** Circulaire de l'autorité maritime à Trieste concernant le rapatriement des sujets indigents..... 152

— **18 octobre.** Ordonnance du ministère Imp. R. du commerce concernant les relations postales avec la Perse 153

— **29 octobre** et **21/9 novembre.** Échange de déclarations entre l'Autriche et la Russie concernant la rente annuelle à payer par le gouvernement Imp. de Russie au clergé de Cracovie en vertu de l'article 16 du protocole final signé à Varsovie, le 21/9 juin 1874 153

— **29 octobre.** Ordonnance du ministère Imp. R. du commerce concernant certaines dispositions à prendre dans l'intérêt d'une statistique du poids des dépêches closes passant en transit par les États de l'union générale des Postes..... 155

— **31 octobre.** Circulaire de l'autorité maritime à Triest concernant le rapatriement des marins naufragés..... 156

— **6 novembre.** Convention conclue entre le ministre des affaires étrangères et l'entreprise du Lloyd austro-hongrois concernant la navigation et le service postal, avec le protocole du 14 mai 1878, relatif au changement de plusieurs stipulations de cette convention 158

Pag.

1877. **7 novembre.** Ordonnance du ministère Imp. R. des finances concernant le traitement douanier des objets destinés à l'exposition universelle à Paris de 1878 180

— **15 novembre.** Publication du ministère Imp. R. des finances concernant l'établissement d'un bureau secondaire douanier de 1re classe à la gare d'Eisenstein 181

— **22 novembre.** Circulaire de l'autorité maritime de Trieste concernant une décision supplémentaire de la commission européenne du Danube relativement au jaugeage des navires 181

— **26 novembre.** Déclaration du gouvernement austro-hongrois et du gouvernement britannique concernant la prolongation du traité de commerce du 5 décembre 1876 182

— **27/15 novembre** et **20/8 décembre.** Correspondance avec la Roumanie à l'égard du transfert de la douane mixte de Nemerenci à Bunesti 183

— **12 décembre.** Ordonnance du ministère Imp R. du commerce concernant les dispositions de la direction générale des Postes des États-Unis à l'égard de l'envoi de livres et photographies par la poste aux lettres 183

— **14 décembre.** Déclaration échangée avec l'Italie pour la prorogation des effets du traité de navigation et de commerce conclue le 23 avril 1867 184

— **22 décembre.** Ordonnance circulaire du ministère Imp. R. de la défense du pays concernant l'émigration 185

— **22 décembre.** Notification concernant la prolongation de la durée des traités de commerce conclus avec l'Empire d'Allemagne et la France 186

— **23 décembre.** Note de la Sublime Porte adressée à l'Ambassadeur Imp. et R. concernant l'exécution des jugements rendus en matière criminelle par les tribunaux ottomans contre des sujets austro-hongrois 187

— **23 décembre.** Circulaire du ministère Imp. et R. des affaires étrangères concernant les nouveaux passeports hongrois pour l'étranger 188

— **28 décembre.** Notification concernant la prolongation des conventions avec la société de navigation du Lloyd austro-hongrois, ayant trait au service postal et au maintien d'une communication directe et régulière entre Trieste et Bombay par une ligne postale de bateaux à vapeur 190

— **31 décembre.** Notification du ministère Imp. R. du commerce concernant le service de remboursement postal avec l'Allemagne 191

1878. **4 janvier.** Ordonnance du ministère Imp. R. du commerce concernant le service de remboursement postal avec la Suisse 192

— **6 janvier.** Décret du ministère Imp. R des finances concernant les taxes à prélever des biens meubles laissés par des sujets helléniques décédés en Autriche 192

— **8 janvier.** Circulaire du ministère Imp. R. de l'intérieur concernant la publication en Autriche des documents d'état civil touchant des ayants droit inconnus 193

— **20 janvier.** Procès-verbal de la commission internationale d'experts pour la correction du Rhin entre le Vorarlberg et Gall 194

— **21 janvier.** Publication du ministère Imp. R. du commerce concernant la correspondance postale avec le Zanzibar 207

— **21 janvier.** Publication du ministère Imp. R. du commerce concernant le traitement postal des correspondances de provenance ou à destination du Cambodge et du Tonkin 207

Page

1878. **28 janvier.** Publication du ministère Imp. R. du commerce concernant les correspondances postales de provenance ou à destination de la Perse 207
— **30 janvier.** Circulaire du ministère Imp. R. de l'intérieur concernant la nécessité de se munir de passeports en Belgique 208
— **30 janvier.** Circulaire du ministère Imp. et R. des affaires étrangères concernant les frais de rapatriement des sujets autrichiens ou hongrois 208
— **31/19 janvier.** Armistice et bases de paix entre la Russie et la Porte.. 209
— **29 janvier 1876, 22 juin** et **10 juillet.** Correspondance avec la Roumanie à l'égard de l'approbation de l'arrangement télégraphique convenu à Budapest, le 6 janvier 1876 215
— **16 février.** Publication du ministère Imp. R. du commerce concernant la défense d'introduire en Roumanie des vignes et plantes vivantes de toute sorte..... 216
— **19 février.** Décision de la cour de cassation de Florence reconnaissant, en principe, aux étrangers le bénéfice de l'assistance judiciaire en Italie..... 217
— **3 mars/19 février.** Préliminaires de paix entre la Russie et la Porte, signés à San Stefano. Les ratifications ont été échangées à St. Pétersbourg, le 17/5 mars 1878 219
— **26 février.** Publication du ministère Imp. R. du commerce concernant l'affranchissement au moyen de timbres-poste des colis postaux envoyés de Suisse en Autriche-Hongrie 233
— **4 mars.** Accession de l'Allemagne à la commission internationale pour l'entretien du phare du cap Spartel 233
— **9 mars.** Ordonnance du ministère Imp. R. des finances concernant la non-admission des pièces allemandes de 1/6ème écu 235
— **12 mars.** Règlement de navigation dans le canal maritime de Suez. Convention du 22 février 1876 235
— **24 mars.** Ordonnance des ministères de l'intérieur, des finances et du commerce concernant la prohibition d'entrée et de transit des drilles et chiffons, de vieux habits destinés au commerce, de linge de corps et de literie, non purifiés, provenant de la Turquie, du Monténégro, de la Servie, de la Roumanie et de la Bessarabie.... 256
— **24 mars.** Ordonnance du ministère Imp. R. du commerce concernant l'accession de la république Argentine à l'union générale des postes 256
— **29 mars.** Notification ministérielle concernant la prolongation du traité de commerce et de navigation avec l'Italie 257
— **30 mars.** Notification concernant la prolongation des conventions avec le Lloyd austro-hongrois relatives au service postal et à la communication directe et régulière de bateaux à vapeur entre Trieste et Bombay..... 258
— **1 avril.** Dépêche circulaire du Marquis de Salisbury à l'égard du traité de paix de San Stéfano 260
— **11 avril** et **30 mars.** Note du gouvernement Roumain à l'égard du traité de San Stefano 267
— **15 avril.** Circulaire de l'autorité R. maritime de Fiume concernant certaines prescriptions douanières et quarantenaires en Espagne 275
— **25 avril.** Ordonnance du ministère Imp. R. du commerce concernant le service postal avec le Luxembourg 276
— **30 mars.** Circulaire du ministère Imp. R. du commerce concernant les renseignements à donner par les autorités consulaires Imp. R. sur la situation financière des raisons sociales établies dans leurs arrondissements..... 277

Page

1878. **1 mai.** Instructions de l'intendance générale sanitaire d'Egypte pour la désinfection des correspondances postales de provenance brute; à annexer au règlement modifié pour les provenances de peste 279

— **1 mai.** Ordonnance du ministère Imp. R. du commerce concernant l'organisation et le contrôle conforme des signaux maritimes sur la base des règles ayant pour but d'éviter les accidents occasionnés par la collision des vaisseaux 281

— **25 mai.** Convention concernant l'échange des mandats de poste entre l'Autriche-Hongrie et la France. Conclue à Vienne. Ratifiée par Sa Majesté Imp. et R. Apostolique le 28 juin 1878. Les ratifications échangées à Paris, le 2 juillet 1878 289

— **28 mai.** Ordonnance du ministère Imp. R. du commerce concernant la modification des dispositions touchant les télégrammes avec adresses abrégées 297

— **28 mai.** Notification concernant la prolongation du traité de commerce et de navigation avec l'Italie 298

— **29 mai.** Notification concernant la prolongation des conventions conclues avec la société de la navigation à vapeur du Lloyd austro-hongrois par rapport au service postal et au maintien d'une communication directe et régulière entre Trieste et Bombay 298

— **1 juin.** Convention pour la création d'une union générale des Postes. Conclue à Paris. Ratifiée à Vienne, le 8 avril 1879. Les ratifications échangées à Paris, le 26 avril 1879..... 300

— **1 juin.** Règlement de détail et d'ordre pour l'exécution de la Convention relative à la révision du pacte fondamental de l'Union générale des Postes 322

— **1 juin.** Convention pour l'échange de lettres avec valeurs déclarées. Conclue à Paris. Ratifiée à Vienne, le 8 avril 1879. Les ratifications échangées à Paris, le 26 avril 1879 375

— **1 juin.** Règlement de détail et d'ordre pour l'exécution de l'arrangement concernant l'échange des lettres avec valeurs déclarées 386

— **4 juin.** Convention concernant l'échange des mandats de poste. Conclue à Paris. Ratifiée à Vienne, le 8 avril 1879; les ratifications échangées à Paris, le 29 avril 1879 407

— **4 juin.** Règlement de détail et d'ordre pour l'exécution de l'arrangement concernant l'échange des mandats de poste 417

— **4 juin.** Convention d'alliance défensive entre la Grande-Bretagne et la Turquie..... 439

— **4 juin.** Circulaire de l'autorité maritime à Trieste concernant le transfert d'émigrés et de soldats turcs sur les bateaux du Lloyd 441

— **7 juin.** Ordonnance du ministère Imp. R. du commerce concernant l'accession du Canada à l'union générale des postes..... 443

— **7 juin.** Ordonnance des ministères de l'intérieur, des finances et du commerce, concernant l'extension de la prohibition, notifiée le 24 mars 1878, relative à l'importation et le transit des hardes etc. de la Bessarabie à toute la Russie et à la défens. d'entrée et de transit des plumes de lit..... 444

— **13 juin** au **13 juillet.** Protocoles du Congrès de Berlin 445

— **22 juin.** Circulaire du ministère Imp. et R. des affaires étrangères concernant certaines précautions à prendre par les offices consulaires Imp. et R. quant au rapatriement des sujets autrichiens ou hongrois indigents 667

— **27 juin.** Loi, concernant le tarif général des douanes austro-hongroises 668

Page

1878. **27 juin.** Loi, concernant l'autorisation du gouvernement Imp. R. de conclure une convention avec la société pour la navigation à vapeur du Lloyd austro-hongrois dans le but d'établir une communication directe et régulière entre Trieste et les Indes orientales par une ligne de bateaux à vapeur 728

— **28 juin.** Notification des ministres du commerce et des finances, relative à la convention conclue sur la base de l'art. 12 du protocole du 14 mai 1878 (R. G. Bl. Nr. 68) par le ministre des affaires étrangères avec la société du Lloyd austro-hongrois par rapport à la navigation et au service postal 731

— **28 juin.** Publication concernant la prolongation jusqu'au 31 décembre 1878 des traités de commerce conclus avec l'Allemagne, la France et l'Italie 751

— **28 juin.** Notification des ministères du commerce et des finances, concernant la conclusion d'une convention entre le gouvernement Imp. R. et la société de navigation à vapeur du Lloyd austro-hongrois, relative au service direct et régulier d'une communication par des bateaux à vapeur entre Trieste d'une part, et Bombay, Ceylan, Calcutta, Sincapour, éventuellement Hongkong de l'autre 752

— **4 juillet.** Publication du ministère Imp. R. du commerce concernant la défense d'employer des enveloppes à marges colorées pour des lettres chargées de provenance ou à destination de l'Italie 752

— **4 juillet au 17 juillet.** Correspondance avec la Porte à l'égard de l'approbation de l'arrangement télégraphique particulier du 22 juillet 1875 et du règlement technique du 8 janvier 1876..... 753

— **6 juillet.** Ordonnance du ministère de la justice, concernant l'autorisation de la légation Imp. et R. à la Haye et des fonctionnaires consulaires Imp. et R. résidant dans les Pays-Bas de recevoir en dépôt la succession mobilière des marins et des soldats, régnicoles de la monarchie austro-hongroise, décédés dans les Pays-Bas, lorsque ces successions ne dépassent la somme de 250 florins hollandais 763

— **12 juillet.** Ordonnance circulaire du ministère Imp. R. de la justice concernant un arrangement pris entre l'Autriche et la Bavière à l'égard des réquisitions des tribunaux des deux pays 764

— **13 juillet.** Traité entre l'Autriche-Hongrie, l'Allemagne, la France, la Grande Bretagne, l'Italie, la Russie et la Turquie. Conclu à Berlin; les ratifications y échangées les 3 et 28 août 1878 766

— **12 juillet.** Arrangement signé entre l'Angleterre et la Russie à l'égard du tracé de la ligne de l'Alashkerd..... 814

— **12 juillet.** Carte des territoires rendus à la Turquie par le Congrès de Berlin 815

— **19 juillet.** Circulaire de l'autorité maritime de Trieste concernant l'affranchissement des remorqueurs des droits de tonnelage et sanitaires..... 815

— **28 juillet.** Proclamation de l'Autriche-Hongrie aux habitants de la Bosnie et de l'Herzégowine 816

— **29 juillet.** Ordonnance du ministère Imp. R. du commerce concernant les certificats d'origine à joindre aux envois soumis au traitement douanier en Italie 817

— **29 juillet.** Circulaire de l'autorité maritime de Fiume concernant la nécessité d'accompagner d'un certificat d'origine les marchandises nationales destinées aux ports italiens..... 819

— **31 juillet.** Circulaire du ministère Imp. et R. des affaires étrangères concernant l'application de l'article X de la convention de navigation et de poste conclue avec le Lloyd 819

Page

1878. **Juillet.** Circulaire du corps diplomatique à Constantinople concernant une surtaxe extraordinaire de douane destinée au secours des réfugiés par suite de la guerre russo-turque. Procès-verbaux des 13 et 16 avril 1878 821

— **Juillet — septembre.** Procès-verbaux de la Commission Internationale envoyée dans le district du Mont Rhodope 831

— **1 août.** Avis de l'autorité maritime de Fiume relativement aux dispositions en vigueur pour l'entrée et la sortie des ports russes de la Mer Noire 904

— **3 août.** Procès-verbal d'échange des ratifications du traité de Berlin 905

— **14 août.** Ordonnance du ministère Imp. R. du commerce concernant les envois de raisins en Suisse 906

— **15 août.** Ordonnance du ministère Imp. R. du commerce concernant la franchise postale des correspondances du secrétariat de Son Altesse Impériale l'Archiduc François d'Este 906

— **17 août.** Déclaration du Sultan de Bornéo étendant les dispositions de l'article VIII du traité conclu avec la Grande Bretagne, le 27 mai 1847, à tous les Etats amis de cette puissance 907

— **19 août.** Accession de la Perse à l'union postale universelle 908

— **22 août.** Notification du ministère Imp. R. du commerce concernant les déclarations douanières à joindre aux envois destinés pour l'Italie 909

— **24 août.** Circulaire du ministère Imp. R. du commerce concernant la nécessité d'éclaicir la classe ouvrière sur les chances de trouver de l'occupation à l'étranger 909

— **25 août.** Ordonnance du ministère Imp. R du commerce concernant l'introduction des mandats de poste entre la monarchie austro-hongroise d'une part et la France avec l'Algérie de l'autre part ... 911

— **26 août.** Publication du ministère Imp. R. du commerce concernant la suppression de l'office postal Imp. R du Lloyd à Larnaca (Chypre) 916

— **31 juillet.** Déclaration échangée avec l'Italie pour étendre au tribunal supérieur de Graz les effets de la déclaration du 7 février au 21 mars 1874 concernant la légalisation des documents respectifs. Ordonnance y relative du ministère Imp. R. de la justice du 28 août 1878 ... 916

— **5 septembre.** Publication du ministère Imp. R. du commerce concernant l'accession du Pérou à l'union générale des postes 917

— **9 — 17 septembre.** Procès-verbaux de la Conférence phylloxérique internationale, réunie à Berne 918

— **13 septembre.** Accession des colonies britanniques de Terre-Neuve, de la Côte d'Or, Sénégambie, Lagos, Sierra Leone, îles Falkland et Honduras britanniques à l'union générale des postes 962

— **17 septembre.** Convention conclue à Berne entre l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, l'Espagne, la France, l'Italie, le Portugal et la Suisse pour enrayer la marche du phylloxéra. Ratifiée à Vienne, le 17 décembre 1879. Les ratifications y échangées avec l'Allemagne, la France, le Portugal et la Suisse le 31 décembre 1879 962

— **27 septembre.** Accession de la République de Libéria a l'union postale universelle 972

— **11 octobre.** Traité entre l'Autriche-Hongrie et l'Empire d'Allemagne relatif à l'art. V du traité de Prague du 23 août 1866. Signé à Vienne; les ratifications y échangées le 11 janvier 1879 972

— **16 octobre.** Ordonnance du ministère Imp. R. du commerce concernant un complément et l'interprétation de la disposition relative aux anticipations postales dans les relations postales avec l'Allemagne et la Suisse 976

Page

1878. **17 octobre.** Ordonnance du ministère Imp. R. du commerce concernant l'introduction d'un nouveau tarif pour le transport de paquets dans les relations réciproques entre l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne 977

— **20 octobre.** Ordonnance du ministère Imp. R. du commerce concernant l'introduction d'une taxe unique postale pour les colis de 5 kilogrammes échangés avec la Belgique 980

— **25 octobre.** Ordonnance du ministère Imp. R. du commerce concernant l'introduction d'une taxe unique pour les colis de 5 kilogrammes échangés avec le Danemarc 982

— **26 octobre.** Ordonnance du ministère Imp. R. du commerce concernant le traitement des colis postaux envoyés de la Suisse en Autriche-Hongrie 983

— **31 octobre.** Circulaire du ministère Imp et R. des affaires étrangères concernant les nouveaux passeports autrichiens tant pour l'intérieur que pour l'étranger 984

— **5 novembre.** Circulaire du ministère Imp. R. des finances concernant les conditions auxquelles des sujets allemands, suisses et helléniques jouissent en douane du droit du traitement par acquit-à-caution 984

— **8 novembre.** Circulaire de l'autorité maritime de Trieste concernant le commerce de cabotage en Espagne et les colonies espagnoles ainsi que certaines réductions douanières sur le tarif d'importation espagnol 985

— **14 novembre.** Circulaire du ministère Imp. et R. des affaires étrangères concernant la taxe consulaire pour la mise en vente 986

— **5 décembre.** Procès-verbal de la commission roumaine-russe pour la délimitation du territoire retrocédé à la Russie en vertu de l'article 45 du traité de Berlin 987

— **7 décembre.** Ordonnance du ministère Imp. R. du commerce concernant l'accession des colonies anglaises de l'Afrique occidentale, de Terre-Neuve, des îles Falkland et du Honduras britannique ... 988

— **12 décembre.** Circulaire du ministère Imp. et R. des affaires étrangères concernant l'envoi régulier des listes des personnes qui n'ont pas encore répondu à leur devoir militaire 989

— **15 décembre.** Circulaire du ministère Imp. R. de la justice concernant les lettres de réquisition à adresser aux autorités belges... 990

— **16 décembre.** Traité de commerce entre l'Autriche-Hongrie et l'Empire d'Allemagne..... 991

— **4/16 décembre.** Convention postale entre l'Autriche-Hongrie et la Grèce 1029

— **17 décembre.** Accession du Chili à l'union postale universelle 1041

— **18 décembre.** Ordonnance du ministère Imp. R. du commerce concernant les correspondances à destination ou de provenance du Pérou..... 1041

— **27 décembre.** Traité de commerce et de navigation entre l'Autriche-Hongrie et l'Italie 1043

— **27 décembre.** Convention entre l'Autriche-Hongrie et l'Italie concernant les maladies contagieuses des animaux 1142

— **27 décembre.** Ordonnance des ministères Imp. R. du commerce et des finances pour la mise à exécution du tarif général douanier de l'Autriche-Hongrie et la perception des droits de douane en or ... 1151

— **28 décembre.** Publication du ministère Imp. R. du commerce concernant une modification du point 4 de l'article XXIX du règlement relatif au traité de l'union postale de Berne 1155

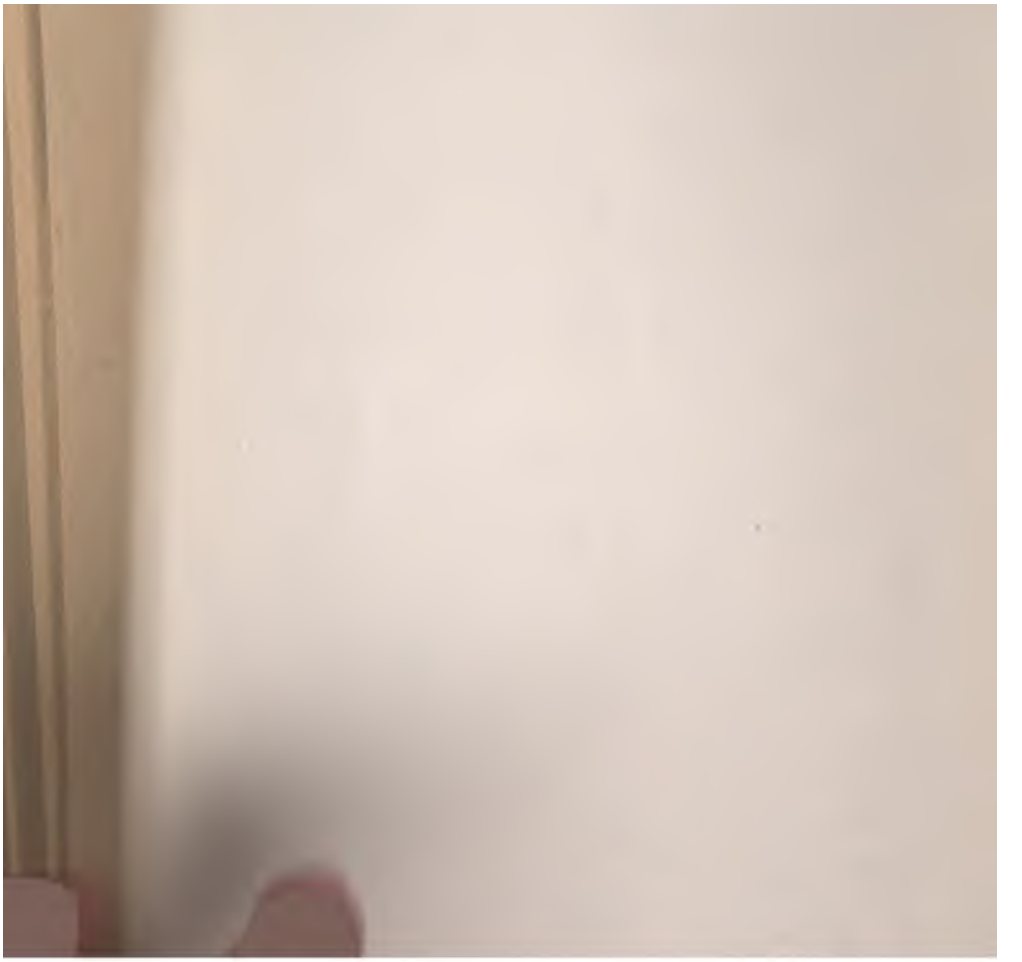
Page

1878. **29 décembre.** Loi, autorisant le gouvernement Imp. et R. dans le cas où un nouveau traité de commerce, de douane et de navigation serait conclu entre l'Autriche-Hongrie et l'Italie avant l'expiration de l'an 1878, de prendre pour le temps depuis le 1er janvier 1879 jusqu'à la ratification du nouveau traité et au plus tard jusqu'au 31 janvier 1879, par la voie d'ordonnance, les dispositions indispensables pour le règlement intérimaire des rapports réciproques 1155

— **29 décembre.** Ordonnance des ministères Imp. R. des finances et du commerce réglant les mesures d'exécution du tarif général des douanes de la monarchie austro-hongroise 1156

— **31 décembre.** Ordonnance des ministères Imp. R. du commerce et des finances concernant le règlement provisoire des rapports conventionnels avec l'Italie pour le temps du 1er jusque et y compris le 31 janvier 1879..... 1185

— **31 décembre.** Ordonnance des ministères Imp. R. des finances et du commerce concernant la mise à exécution du traité de commerce conclu le 16 décembre 1878 entre l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne..... 1188



UNIVERSITY OF MICHIGAN
3 9015 03579 3028